



HISTOIRE POPULAIRE ET ANECDOTIQUE

DE

NAPOLÉON

ET DE LA

GRANDE ARMÉE

PAR

EMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE

SUIVI DE L'HISTOIRE DES

MARÉCHAUX DE L'EMPIRE



MONTREAL

C. O. BEAUCHEMIN ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS

256, RUE SAINT-PAUL, 256

1897



Ton de Dieu! Sire..... as pas peur. Voulez-vous me permettre?.....

HISTOIRE POPULAIRE

DE NAPOLÉON

PAR ÉMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE.



NAPOLÉON fut un de ces êtres exceptionnels dont la postérité s'empare dès qu'ils disparaissent de cette terre où ils laissent d'ineffaçables empreintes. La mort n'est brève pour eux l'œuvre du temps, et leur mémoire

se rencontre un jury impartial dans leurs propres contemporains. Devant tant de grandeur et de génie, les petites haines s'éteignent, les divisions expirent, les préventions s'évanouissent, et il n'y a plus qu'une voix pour rendre hommage au grand homme sur qui la tombe s'est fermée.

Quoiqu'il appartienne à notre âge et presque à notre génération, Napoléon nous apparaît donc, dès aujourd'hui, comme un héros de Plutarque. Il y a déjà quelque chose d'antique dans cette grande figure d'hier. On l'étudie avec un religieux recueillement, comme celle d'Alexandre, de César, de Charlemagne; comme celle de tous ces hommes extraordinaires que la Providence suscite à travers les siècles pour remuer le monde et renouveler ses destinées. Voilà pourquoi le culte dont son génie est l'objet n'éveille plus d'om-

brage. La colonne triomphale qu'il éleva n'est plus veuve de sa statue; c'est un roi qui s'est fait honneur de l'y replacer, en même temps qu'un autre roi, autrefois son ennemi implacable, celui qui naguère gouvernait la Prusse, faisait pieusement poser dans son palais le buste du vainqueur de Wagram et d'Iéna, à côté de celui auquel la postérité a donné le nom de grand Frédéric.

C'est qu'en effet, un des privilèges de ces puissantes individualités, est de n'appartenir exclusivement à aucun lieu, à aucun temps, à aucun peuple. Leur génie semble faire partie du domaine général des nations, et l'humanité tout entière revendique leur gloire. L'Orient, par exemple, partageait le culte de la Grèce pour Alexandre, et les Gaulois rivalisaient, avec les Romains, d'admiration pour le conquérant des Gaules. De nos jours, le même phénomène s'est reproduit en faveur de Napoléon : sa mémoire est honorée chez les nations mêmes qu'il a vaincues, et il n'est peut-être pas de peuplade barbare, n'ayant jamais connu de nos contrées européennes que quelques intrépides voyageurs, qui ne sache maintenant son nom et sa grandeur.

À la France, toutefois, revient de droit l'initiative de l'admiration pour l'homme qui a jeté tant d'éclat sur son histoire; les monuments dont il l'a embellie, les victoires dont il a enrichi ses fastes, le haut rang où il l'avait élevée, les plans qu'il méditait pour la rendre plus grande encore, rien de tout cela ne saurait s'effacer de notre souvenir; et de là vient qu'il a laissé une mémoire à jamais populaire et nationale.

Napoléon était d'ailleurs un génie si complet que, sous quelque face qu'on l'envisage, on ne peut qu'admirer. Ainsi, tandis que les uns préfèrent à l'Empereur le jeune général républicain et l'hôte consulaire de la Malmaison, il en est d'autres qui accordent leur prédilection au nouveau César, ou bien qui, caressant de vieux et fidèles souvenirs, se plaisent à retrouver de fortes et glorieuses similitudes entre son gouvernement et celui du grand roi de l'ancienne monarchie.

Grâce aux nombreux documents qui, depuis quelques années, ont été publiés sur cet homme incomparable, il est peu de Français, peu d'étrangers même, qui ne connaissent l'ensemble de sa belle vie. Dans les villes, dans les campagnes, il n'est guère de famille où l'on ne conserve un sabre d'honneur, une épaulette, une croix gagnée sur le champ de bataille. Dans les

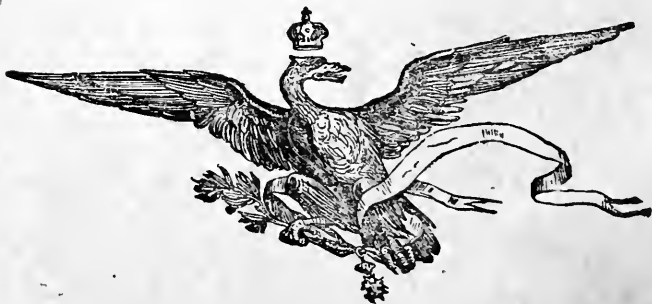
châteaux comme dans les chaumières, on se groupe autour du vétéran de la Grande Armée pour écouter ce qu'il sait de l'Empereur, pour apprendre comment, de son temps, à partir soldat, on revenait capitaine, général, roi.

Et cependant une *histoire populaire, anecdotique et pittoresque de Napoléon et de la Grande Armée* était encore à faire. C'est cette histoire que nous entreprenons aujourd'hui, dans une pensée purement nationale, sans autre parti pris qu'une scrupuleuse impartialité, sans autre but que d'initier nos lecteurs à tout ce qu'il peut y avoir d'intéressant dans les événements si nombreux et si variés qui ont signalé les dix dernières années du siècle précédent, et les quinze premières de celui-ci. Ce n'est pas seulement du législateur et du conquérant que nous voulons les entretenir : c'est aussi de l'enfant d'Ajaccio, de l'élève de Brienne, du jeune officier de Toulon; ce n'est pas seulement du général en chef de l'armée d'Italie, du conquérant, du consul, de l'empereur, du dominateur de l'Europe : c'est aussi de l'homme privé de la Malmaison, de Saint-Cloud, des Tuileries et de Sainte-Hélène. On est curieux de voir poindre dès l'enfance, grandir et se développer, ces facultés puissantes qui, plus tard, étonneront le monde. Le chêne futur est dans le gland; et pour bien connaître un grand fleuve, il faut remonter jusqu'à sa source.

Nous suivrons donc les phases diverses de la fortune de Napoléon, et, autour de faits généraux, nous grouperons ces faits secondaires, ces anecdotes caractéristiques qui servent souvent à expliquer les événements les plus importants, qui colorent vivement une époque, qui mettent ses mœurs en lumière, et qui ajoutent, à l'intérêt grave et sérieux du fait principal, tout le charme, tout l'attrait du roman.

Cette histoire est accompagnée d'un grand nombre de dessins représentant les monuments, les batailles, les scènes et les hommes les plus remarquables de ce temps-là. Ces illustrations ne peuvent qu'augmenter l'intérêt que le fond du récit comporte. Nous nous adressons ainsi à l'attention de nos lecteurs par les yeux en même temps que par l'intelligence. Nous tâcherons d'être pour eux ce vieux conteur du coin du feu, ce vétéran dont nous parlions tout à l'heure. Puissent-ils éprouver autant d'enthousiasme à écouter cette histoire que nos pères en ont mis à la faire !

ÉMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE.





Naissance de Napoléon.

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE I.



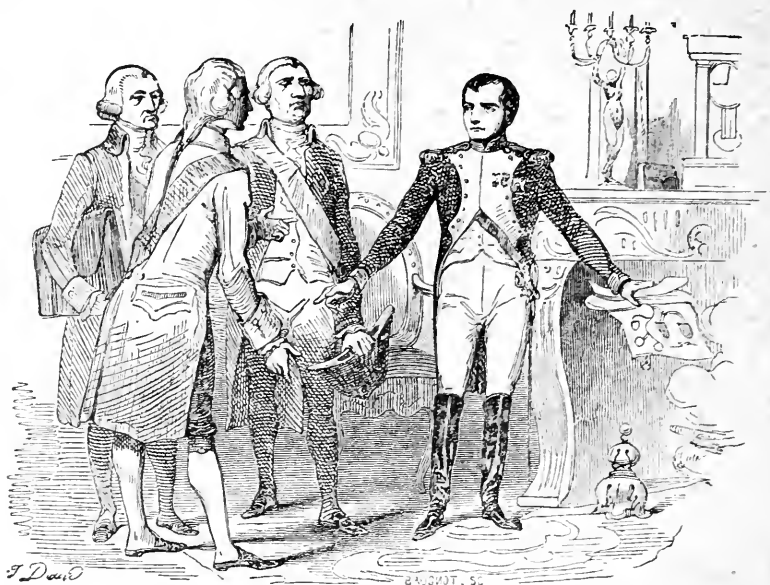
nière qu'il devait surpasser un jour.

Il fut baptisé deux ans après sa naissance, le 21 juillet 1771. On a souvent discuté sur l'orthographe véritable des noms de Napoléon Bonaparte. Il paraît que les membres de sa famille, qui étaient parvenus aux emplois les plus élevés, n'avaient attaché aucune importance à ce que *Buonaparte* fût écrit avec ou sans *u*, car on voit que, dans son extrait de baptême, en italien, le prêtre rédacteur a écrit trois fois ce nom patronymique

SIVANT les documents les plus exacts. Napoléon naquit le 15 août 1769, à Ajaccio, en Corse, dans une maison qu'un incendie a complètement détruite. Par une singularité que l'histoire semble avoir voulu justifier, Napoléon eut pour premiers langes un vieux tapis disposé à la hâte pour le recevoir, et qui représentait ces héros d'Homère

sans *u*, tandis que le chef de cette famille l'a signé avec cette voyelle. La même variation se remarque dans son contrat de mariage avec Joséphine, écrit cependant à Paris, et vingt-cinq ans plus tard. Sur cette pièce, Napoléon signa *Buonaparte* et même *Napolione*. Ce ne fut qu'à son avènement au consulat qu'il adopta une orthographe plus moderne, ou si l'on veut plus française, en supprimant l'*u* de son nom de famille et en changeant l'*i* en *e* dans son prénom, ainsi qu'en retranchant l'*e* qui se trouve à la fin. De ce moment il écrivit *Napoléon Bonaparte* invariablement.

Quand les moins prévoyants purent présager son avenir de gloire et de puissance, il eut bientôt, au sein même d'une armée toute républicaine, des flatteurs et une cour. Généraux, hommes d'État, poètes et artistes, entraînés par l'ascendant qu'il exerçait autour de lui, se mirent à la remorque de sa fortune. Les généalogistes ne furent pas les derniers à saluer le nouvel astre; les successeurs des d'Hozier et des Chérin travaillèrent avec ardeur à élever au nouveau consul un arbre généalogique dont la cime se perdit dans l'ancienneté des siècles. L'un prétendit qu'il descendait d'anciens rois du Nord; l'autre prouva que sa famille avait eu des alliances avec les maisons les plus anciennes de l'Europe. Napoléon réprima plus



Sachez que j'entends que ma noblesse ne date que de moi.

d'une fois ces sottes et ridicules flagorneries. Ce qu'il y a de certain, c'est que la famille Bonaparte, inscrite sur le *Livre d'Or* à Bologne, patricienne de Florence, alliée aux plus grandes maisons de Toscane, aux Médicis mêmes, avait donné des souverains à Trévise. Plusieurs Bonaparte s'étaient distingués dans les armes, les sciences et les lettres, aux quinzième et seizième siècles. Le prénom même de Napoléon, ce prénom qu'il a rendu si grand, n'était resté dans sa famille qu'en souvenir d'un de ses membres, Napolione Nordius Buonaparte, qui s'était signalé par ses talents militaires en 1272, et avait reçu, comme récompense de ses services, la croix de l'ordre de Gaudenti. Les comtes de Montfort et de Montmorenci étaient, en France et à la même époque, décorés de cet ordre.

Le nom de Bonaparte ne brille pas d'un moindre éclat dans les fastes de la diplomatie italienne. La mère du pape Paul V était une Bonaparte. Le général Clarke, qui fut ministre de la guerre sous l'Empire, rapporta à Paris, de la galerie des Médicis, le portrait d'un Jean Bonaparte qui avait épousé une fille du prince Attaventi. Enfin, M. de Cetto, ambassadeur de Bavière en France, a attesté que les archives de Munich renfermaient un grand nombre de pièces italiennes qui prouvaient l'illustration de cette famille.

Dans une entrevue de Napoléon avec l'empereur d'Autriche, à Dresde, au mois de mai 1812, ce dernier crut beaucoup flatter son gendre en lui apprenant que sa famille avait été souveraine à Trévise, et qu'il s'en était fait représenter les titres authentiques; mais Napoléon répondit à son beau-père, en souriant :

— On se trompe : ma noblesse ne date que de Marengo.

Ce jour-là même, les ministres autrichiens vinrent lui présenter, par ordre de leur maître, les documents extraits des archives des différentes villes d'Italie. Napoléon les prit et les jeta au feu, en disant :

— Messieurs, sachez, une fois pour toutes, que j'entends que ma noblesse ne date que de moi. Puis il ajouta avec une sorte de fierté et en élevant la voix : Et que je ne veux tenir mes titres que du peuple français !

Les ancêtres de Napoléon avaient combattu sous la bannière des Gibelins. Ils furent proscrits par les Guelfes victorieux, et obligés, au commencement du quinzième siècle, de venir chercher un refuge à Sarzanne, puis en Corse. Ils fixèrent leur résidence à Ajaccio. Là, ils devinrent bientôt, par des mariages, les alliés des premières familles de l'île et de celles de la noblesse génoise, telles que les Colona, les Bozzi et les Durazzo. Leurs propriétés étaient situées à Talavo, non loin du bourg Bocaguano. Ils jouissaient d'une grande influence parmi les populations voisines.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, avait étudié à Rome et à Pise. C'était un homme distingué sous tous les rapports; d'un esprit vif et pénétrant, d'une éloquence chaleureuse et persuasive, et complètement dévoué à la cause de son pays, il avait déployé du talent et du courage dans la guerre contre les Génois; il s'était placé très-haut dans l'estime de ses compatriotes, et surtout dans celle du fameux Paoli, dont il avait obtenu la confiance et l'amitié. Ce fut au milieu des discordes civiles qu'il épousa la veuve Lætzia Ramolino, l'une des plus belles personnes de l'île, et douée de qualités tout à fait viriles. Madame Bona-



Napoléon chez Madame de Colombier.

partie partagea les dangers de son mari, en l'accompagnant, à cheval, dans plusieurs expéditions militaires, peu de temps après la naissance de Napoléon. Elle fut mère de huit enfants, dont cinq garçons et trois filles, qui tous survécurent à leur père, et sont nés Français, car leur naissance fut postérieure à la réunion de la Corse à la France, qui avait eu lieu en 1762.

Le premier de ces enfants était Joseph, placé successivement, par l'Empereur, sur les trônes de Naples et d'Espagne;

Le second, Napoléon;

Le troisième, Lucien, l'homme le plus remarquable de la famille, après Napoléon;

Le quatrième, Louis, distingué par la variété de ses connaissances, et qui aimait mieux renoncer à la couronne de Hollande que de se voir contraint, par la politique, à ne pas faire à ses sujets tout le bien qu'ils étaient en droit d'attendre de lui;

Le cinquième, Jérôme, roi de Westphalie.

Les filles furent : Marie-Anne, plus tard grande-duchesse de Toscane, sous le nom de princesse Élisabeth; Marie-Annonciade, qui devint Pauline, mariée d'abord au général Leclerc, qui mourut pendant l'expédition de Saint-Domingue, et, en secondes noces, au prince Camille Borghèse; et enfin, Charlotte ou Caroline, femme de Murat, roi de Naples.

Les auteurs de divers mémoires contemporains sont tombés dans une étrange contradiction, en cherchant à prouver que, dans l'enfance de Napoléon, rien ne décelait son génie. Il est certain qu'il n'avait pas gagné la bataille d'Austerlitz à dix ans, et qu'il avait du chemin à faire, de son maillot aux Tuileries. Mais ces mêmes écrivains lui prêtent en même temps des habitudes étrangères à son âge; ils racontent sa gravité précoce, son humeur pensive, ses rêveries solitaires, sa fermeté d'âme, son obstination même, qui ne cédait que devant la volonté de sa mère. Ils parlent aussi de sa générosité, de son horreur pour la délation, qui défiait les privations les plus dures. Une faute avait-elle été commise par ses frères, c'était sur lui que tombaient tout d'abord le soupçon et le châtiment. Il ne se défendait pas; il se laissait condamner au pain et à l'eau pendant plusieurs jours, sans daigner se justifier, sans se plaindre, jusqu'à ce que la vérité fût découverte. Il trouvait plus facile, et plus noble surtout, de souffrir et de se taire, que de dénoncer un frère ou une sœur.

On prétend qu'il n'y a que le méchant qui aime la solitude. C'est une assertion complètement erronée; on oublie deux autres sentiments : le chagrin et la conscience de sa supériorité. On montre encore, près d'Ajaccio, en face de la petite île de Sanguiniera, dans un jardin qui a appartenu à la famille Fesch,

sous un rocher sauvage, une sombre retraite où le jeune Napoléon aimait à passer seul de longues heures de rêverie; on l'appelle aujourd'hui la Grotte Napoléon. Qui sait quelles idées fermentaient alors dans cette tête ardente? On fait voir aussi, à Ajaccio, un petit canon du poids de 30 livres, qui était alors son jouet favori; innocent prélude à ces guerres de géants qu'il devait entreprendre un jour.

Dès l'âge de cinq ans, on l'avait mis dans une demi-pension dont le maître était de la connaissance de sa famille. Ses petits camarades le taquinaient souvent sur ce qu'ils appelaient sa sauvagerie, et le plaisantaient sur la négligence de sa toilette. Quelquefois aussi ils lui faisaient des espiègleries, lui cachaient ses livres, ou lui dérobaient les friandises que sa mère déposait chaque matin dans son petit panier. Le jeune Napoléon supportait patiemment tout cela, et se contentait de lancer un regard de dédain à ses condisciples.

Toutefois, lorsque ceux-ci poussaient la plaisanterie au-delà des bornes permises, oh! alors sa fierté se révoltait, il les défiait en masse; le nombre ne l'arrêtait pas : il ne comptait jamais.

Il donna, au surplus, dès cette époque, des preuves beaucoup plus louables de son courage, de son dévouement et de sa présence d'esprit. Un soir, comme il revenait de la pension, une poutre se détacha du plafond de la chambre où se tenaient son grand-oncle et ses frères. Tout le monde s'enfuit épouvanté; tout le monde... excepté lui! N'écoulant qu'un admirable instinct, au lieu de fuir, il s'élança en avant, roidit ses faibles bras, et les lève pour recevoir et soutenir la poutre qui s'affaisse, jusqu'à ce qu'on soit venu l'étayer plus solidement.

— Bien! très bien, Napoléon! s'écria le vieillard après être remis de sa frayeur; tu seras le sauveur de ta famille!

Ce grand-oncle de Napoléon, archidiacre d'Ajaccio, était le principal instituteur de ses petits-neveux. La fortune de Charles Bonaparte, leur père, ne lui permettant pas de recourir à d'autres maîtres pour ses enfants, et, lui-même, tout éclairé qu'il était, ne pouvant se charger de leur éducation, c'était au prélat qu'il avait confié le soin de veiller sur eux. Quoique ce dernier fût souvent obligé de garder le lit, à cause de son grand âge et de ses infirmités, son esprit d'ordre et sa sage économie faisaient régner l'abondance dans la maison. La situation de la famille Bonaparte était donc assez prospère, lorsqu'elle eut le malheur de perdre ce digne prêtre, qui n'avait cessé de veiller sur elle avec la tendresse et la sollicitude d'un second père. Ce fut dans ce moment solennel, à son lit de mort, et au milieu de ses petits-neveux, inclinés sous sa bénédiction et écoutant avec une douleur recueillie ses derniers conseils, qu'il prononça ces paroles mémorables, les regards en quelque sorte fixés sur l'avenir :

— Il est inutile de songer à la fortune de Napoléon : il se la fera lui-même. Joseph, tu es l'aîné de la famille; mais ton frère Napoléon en est le chef : garde-toi de l'oublier*!

On sait si les événements justifèrent la prévision du mourant!

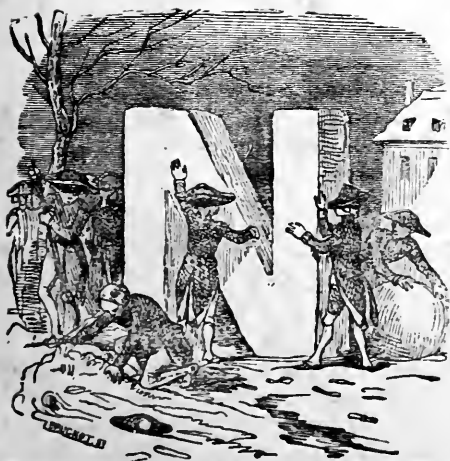
* Il ne faut pas confondre l'archidiacre d'Ajaccio, ce grand-oncle de Napoléon, avec Bonaparte le chanoine, qui reçut, le 9 juillet 1796, un rescrit du grand-duc de Toscane qui l'autorisait à revêtir l'habit de l'ordre de Saint-Étienne, communauté dans laquelle il se fit recevoir.





Qu'on fasse éloigner cette femme, qui apporte ici la licence des camps.

CHAPITRE II.



APOLEON avait dix ans lorsque son père, qui se rendait à Versailles comme député de la Corse, l'emmena en France et le conduisit à l'École de Brienne,

la plus célèbre qui fût alors en Europe. Il était dans la politique du gouvernement français de faciliter, dans cet établissement, l'admission des enfants des principales familles de la Corse, réunie depuis si peu de temps au royaume. Une éducation toute française devait leur inspirer nécessairement des sentiments d'affection et de dévouement pour leur nouvelle patrie. Napoléon se montra toujours fidèle à cette première éducation*.

* Il n'y eut d'abord en France que deux écoles royales militaires: celle de Paris et celle de La Flèche. Plus tard, ces deux établisse-

Les religieux Minimes de l'ordre de Saint-Benoît avaient la direction de l'École de Brienne. Chose étrange! des moines étaient chargés de former de jeunes officiers! Mais pourquoi non? N'est-ce pas un moine saxon qui inventa la poudre à canon? N'est-ce pas un religieux de l'ordre des Bénédictins qui, le premier, perfectionna le mécanisme des batteries de fusil dont on se sert aujourd'hui? Enfin, n'est-on pas redevable à un derviche mahométan de la découverte de la trempe de l'acier avec lequel on fabrique les meilleures lames de sabre? Il faut donc convenir que les religieux de Saint-Benoît ne s'acquittèrent pas trop mal de la besogne qui leur était confiée, puisqu'ils ont élevé Napoléon.

C'est dans une de ses missions de Versailles que Charles Bonaparte, père de Napoléon, fut atteint de la maladie dont il mourut: un squirrhe à l'estomac. il consulta en vain les plus célèbres médecins du royaume, et expira à Montpellier, à l'âge d'environ

ments ayant été jugés insuffisants, une déclaration de Louis XVI, du 1^{er} février 1776, porta de cinq à six cents le nombre des élèves boursiers de l'État. En suite de cette décision royale, le 28 mars de la même année, un règlement ministériel, signé du comte de Saint-Germain, successeur du duc de Choiseul au département de la guerre, créa dix nouvelles écoles royales militaires, en désignant sous ce titre les collèges de Brienne, de Pont-à-Mousson, de Rabais, d'Effiat, de Pont-le-Roy, de Vendôme, de Tiron, de Sorrèze, de Beaumont et de Tournon.



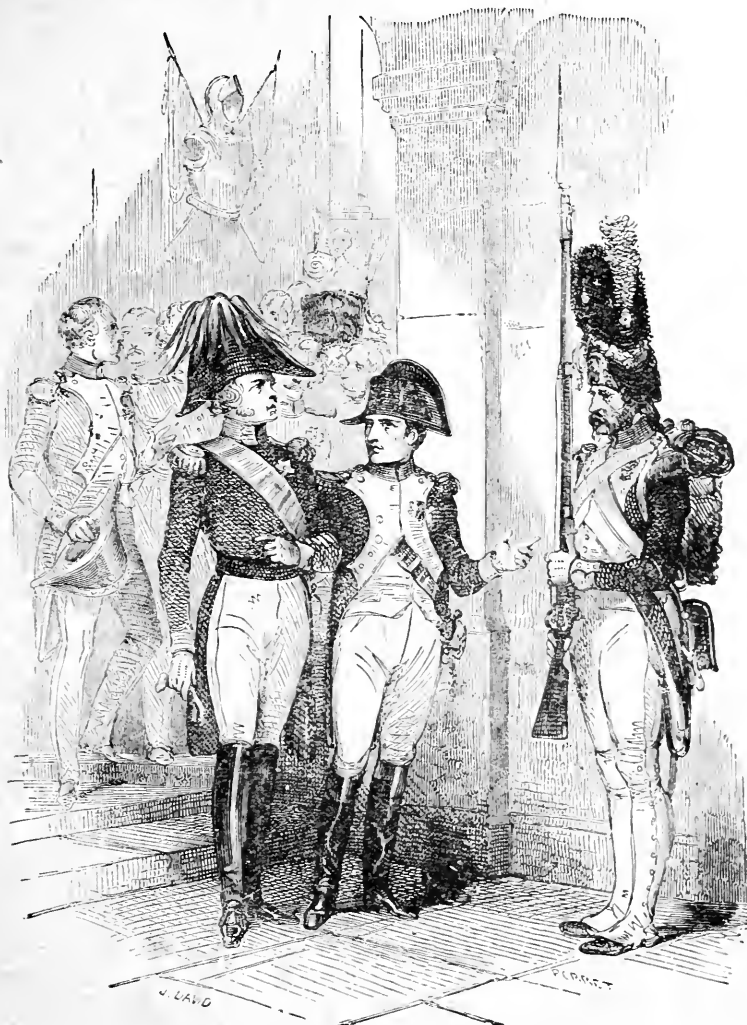
Vous voyez cet essaim d'oiseaux qui fendent la nue? eh bien, il n'y en a pas un là qui ne sente de loin l'odeur de la poudre et ne flaire le fusil d'un Chasseur. (Chap. IV.)

trente-neuf ans, dans les bras de son beau-frère Fesch et de son fils aîné Joseph, qui l'avaient accompagné. Il fut inhumé dans un des caveaux des Révérends Pères Cordeliers de la ville, le 24 février 1785.

Napoléon était entré avec joie à l'École de Brienne. Il se fit remarquer de ses maîtres par une application forte et soutenue; mais il était pour ainsi dire le solitaire de l'École. Lorsqu'il lui arrivait de se rapprocher des autres élèves, leurs rapports avec lui étaient d'une nature singulière : ses égaux se pliaient instinctivement à son caractère, dont la supériorité, quelquefois chagrine, exerçait sur eux un empire absolu. Lui-même, soit qu'il les dominât, soit qu'il leur restât étranger, semblait leur inspirer plus de crainte et de déférence que d'amitié. Et cependant les affections de ce genre auxquelles il demeura fidèle, dans sa plus haute fortune, prouvèrent assez par la suite qu'il était

susceptible des plus nobles sentiments qui puissent embellir et honorer la jeunesse.

Son nom, que l'accent corse lui faisait prononcer *Napailonné*, lui valut, de la part de certains de ses camarades, peu après son arrivée parmi eux, le sobriquet de *la paille au nez*; mais aussi, dès ce moment, on remarqua un changement notable dans son caractère. Tout en se pliant à la discipline commune, il devint rêveur et morose. Il passait ses récréations dans la bibliothèque de l'École, à lire Polybe, Plutarque et Ossian. La lecture de ces anciens historiens et du barde écossais était pour lui un besoin impérieux. Il fallait déjà une nourriture forte à cet esprit puissant, à cette imagination grandiose. Des faits d'une autre nature trahissaient aussi ses inclinations militaires. Lorsqu'il daignait s'associer aux exercices de ses compagnons, les jeux qu'il leur proposait, empruntés à l'antiquité, étaient toujours des actions dans lesquelles on se bat-



Ils sont morts, ceux-là... (Chap. VIII.)

taut avec fureur et toujours sous ses ordres. Passionné pour l'étude des sciences, il ne rêvait qu'aux moyens d'appliquer les théories de l'art à la pratique de la fortification et de la défense. Pendant le rigoureux hiver de 1783 à 1784, la neige, étant tombée avec abondance, couvrit les jardins et les cours de l'École. On ne vit çà et là que des retranchements, des bastions et des redoutes de neige. Tous les élèves concouraient avec ardeur à ces ouvrages. Napoléon avait ordonné, dirigé et conduit lui-même les travaux. A peine furent-ils achevés, que l'ingénieur devint général. Il prescrivit l'ordre d'attaque et le système de défense, régla les mouvements des deux partis, et, se plaçant tantôt à la tête des assiégeants, tantôt à la tête des assiégés, il excita l'admiration des élèves et des spectateurs étrangers à l'École, accourus pour jouir de ce spectacle. Il étonna tout le monde par la fécondité de ses ressources et la précision de son commandement. De

ce jour il devint une espèce de héros pour les maîtres comme pour les élèves.

Aux grandes fêtes de Brienne, aux distributions solennelles des prix, où étaient admis les habitants des environs, c'était l'usage que les postes chargés de maintenir l'ordre inférieur fussent entièrement composés d'élèves. On choisissait, pour officiers-commandants, ceux qui s'étaient le plus distingués dans le cours de l'année par leur bonne conduite. Napoléon ne manqua jamais de mériter cet honneur. Or, à l'une de ces solennités, il commandait le *poste de la comédie*. Les élèves devaient représenter la *Mort de César*, et la foule se pressait aux portes de la salle de spectacle. D'après la consigne, on ne pouvait y pénétrer qu'avec des billets. La femme du concierge de l'École n'en avait pas. Elle se présente néanmoins : Napoléon tout entier à sa nouvelle dignité, ne connaissant que la discipline militaire, et sachant qu'on

ne doit jamais enfreindre une consigne, fait refuser l'entrée à cette femme. Ce refus irrite violemment cette dernière, qui s'empare en injures. La foule veut prendre fait et cause pour elle. Le sergent de garde se hâte de prévenir son chef; Napoléon se montre sur le seuil de la porte, et, promenant un regard assuré sur cette multitude ameutée :

— Qu'on fasse éloigner cette femme, qui apporte ici la licence des camps ! s'écrie-t-il d'une voix éclatante.

Et son geste, autant que ses paroles, impose à cette foule mutinée, qui se retire aussitôt sans proférer le moindre murmure.

Napoléon resta à Brienne jusqu'à l'âge de quatorze ans. En 1783, le chevalier de Kéralio, inspecteur des écoles militaires de France, qui avait conçu une affection toute particulière pour cet élève, lui accorda une dispense d'âge, et même une faveur d'examen, pour être admis à l'École Militaire de Paris ; car Napoléon n'avait fait de progrès que dans l'étude de l'histoire, de la géographie et des mathématiques, et les moines de Brienne désiraient le garder encore une année pour le perfectionner dans la langue latine.

— Non, avait répondu M. de Kéralio : j'aperçois dans ce jeune homme une faculté qu'on ne saurait trop cultiver.

Un recueil manuscrit, qui a appartenu au maréchal de Ségur, alors ministre de la guerre, renferme la note suivante :

ÉCOLE ROYALE MILITAIRE DE BRIENNE.

État des élèves du roi, susceptibles, par leur âge, d'entrer au service, ou de passer à l'École Royale Militaire de Paris, savoir :

Et, à la suite de plusieurs noms :

M. de Bonaparte (Napoléon), né à Ajaccio (île de Corse) le 15 août 1769. Taille de quatre pieds, dix pouces, onze lignes ; bonne constitution ; santé excellente ; caractère soumis, honnête et reconnaissant envers ses supérieurs ; conduite très-régulière. Il s'est toujours distingué par son application aux mathématiques ; il sait très-passablement son histoire et sa géographie ; il est assez faible dans les exercices d'agrément et dans le latin, où il n'a fait que sa quatrième. Ce sera un excellent marin.

Mérite de passer à l'École de Paris.

Cette note de M. de Kéralio fut prise en considération par M. Regnault, son successeur, et décida l'admission de Napoléon à l'École Militaire de Paris.

Ce fut le 17 octobre 1784 que Napoléon y entra. Il y obtint bientôt la même supériorité qu'à Brienne, surtout pour ce qui tenait aux mathématiques. L'abbé Raynal, frappé de l'étendue de ses connaissances, l'apprécia assez pour l'inviter à ses déjeuners scientifiques du dimanche. Enfin Paoli, qui, après lui avoir inspiré une espèce de culte, le trouva dans la suite à la tête d'un parti contre lui lorsqu'il voulut favoriser les Anglais, avait coutume de dire : « Ce jeune homme est taillé à l'antique : c'est un homme de Plutarque. »

A cette École, Napoléon eut pour camarades Lariboisière, qu'il nomma, étant empereur, inspecteur général de l'artillerie ; Sorbier, qui succéda à ce dernier avec la même classification ; d'Hédouville cadet, qui fut ministre plénipotentiaire à Francfort ; Mallet, frère de celui qui conduisit l'échauffourée de Paris en 1812 ; Rolland de Villarceaux, qu'il nomma préfet de Nîmes ; Mabille, dont l'ambition se bornait à devenir maître de danse à l'Opéra, et qui le devint en effet sous la Restauration ; Marescot, qui fut disgracié et passa en jugement, avec le général Dupont, au sujet de l'affaire de Baylen, en Espagne ; de Bussy, qu'il retrouva dans la campagne de 1814, et qu'il nomma son aide de camp ; et, enfin, Desmazis cadet, le compagnon de ses premières années à Brienne, à qui il confia l'administration du garde-meuble de la couronne, et qu'il n'appela jamais autrement que *mon fidèle Desmazis*.

M. de l'Éguille, le professeur d'histoire de Napoléon, a prétendu qu'en feuilletant dans les archives de l'École-Militaire, on y trouverait les preuves qu'il lui avait prédit une belle carrière. « Il avait exalté dans ses notes, disait-il, la profondeur des réflexions et la sagacité du jugement de son élève. » De toutes les amplifications que le savant historien avait données à Napoléon, celle qui avait laissé le plus d'impression dans l'esprit de ce dernier, était le sujet de la *révolte du connétable de Bourbon*. D'après la copie de Napoléon, le plus grand crime du connétable n'était pas d'avoir combattu contre son roi, mais d'être venu, avec les étrangers, attaquer sa patrie.

Domairon, professeur de belles-lettres, avait toujours été frappé de la bizarrerie des amplifications de Napoléon. Il les appelait du *granit chauffé au volcan*.

Un seul de ses professeurs se trompa : ce fut un nommé Bauer, son maître d'allemand. Napoléon ne faisait aucun progrès dans cette langue, ce qui avait inspiré au professeur, qui ne mettait rien au-dessus de l'allemand, le plus profond mépris pour cet élève. Un jour que ce dernier ne se trouvait pas à sa place à l'heure de la leçon, M. Bauer s'informa où il pouvait être. On lui répondit qu'il subissait son examen pour l'artillerie.

— Mais est-ce qu'il sait quelque chose ? répliqua ironiquement le professeur.

— Comme ? Monsieur, lui répondit-on ; ignorez-vous que c'est de tous les élèves de l'École le plus fort en mathématiques ?

— Au fait, je l'ai déjà entendu dire ; ce qui me fait penser que les mathématiques ne vont bien qu'aux bêtes.

Et comme les élèves se récriaient encore contre ce jugement :

— Vous direz tout ce que vous voudrez, reprit le maître d'allemand, mais votre Napoléon Bonaparte ne sera jamais qu'un sot !

Devenu consul, Napoléon eut connaissance du propos peu flatteur de son ancien maître, et s'en vengea en le nommant interprète des langues vivantes de son cabinet particulier, avec un traitement annuel de 8,000 francs. Ce fut Bourrienne, alors son secrétaire intime, qui expédia à M. Bauer le brevet de cette place, et, chose singulière ! cette faveur ne fit que

confirmer le vieux professeur dans l'opinion qu'il avait conçue de son élève, seize ans auparavant.

Le père Patrault était le professeur de mathématiques de Napoléon, en même temps que Pichegru était son maître de quartier et son répétiteur d'arithmétique.

On connaît la fortune militaire de Pichegru, qui conquit la Hollande, et mit fin à ses jours, en 1804, au Temple, où il avait été incarcéré lors de la conspiration de Moreau et de Georges Cadoudal.

Quant au père Patrault, s'étant réclamé de son élève lorsque celui-ci fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, il le suivit dans tout le cours de cette mémorable campagne, et se montra naturellement plus propre à calculer la courbe et l'ellipse des projectiles qu'à en braver les effets. Après la campagne, Napoléon plaça son ancien professeur dans l'administration des domaines de Milan, où il fit d'assez bonnes affaires. Au retour d'Égypte, le père Patrault vint se présenter à son élève. C'était alors, non plus un pauvre minime de Champagne, mais bien un gros et gras financier, possédant des millions, et vivant à l'instar des membres du Directoire. A deux ans de là, cependant, il vint, dans un état déplorable, retrouver le premier Consul à la Malmaison.

— Qu'est-ce donc ? lui dit Napoléon en l'examinant de son regard scrutateur.

— Citoyen premier Consul, vous voyez un homme ruiné de fond en comble, et qui n'a plus rien au monde !

— Comment cela, mon cher maître ?

— Oui, des malheurs inouïs...

— Ah ! ah ! c'est fâcheux ; revenez me voir dans huit jours.

Le premier Consul voulut vérifier, par la voie de la police, la sincérité des paroles du père Patrault, et il se trouva que les fournisseurs de l'époque l'avaient ruiné. Le grand calculateur avait effectivement tout perdu par des banqueroutes, et aussi en prêtant son argent, à gros intérêts, à des gens qui avaient trouvé moyen de ne pas le payer.

— J'ai déjà acquitté ma dette, lui dit Napoléon en le revoyant ; je ne puis plus rien pour vous maintenant, parce que je ne saurais faire deux fois la fortune d'un homme. Cependant c'est un devoir d'honorer

toute la vie ceux qui ont concouru à notre éducation, et de leur être en aide. Vous recevrez à l'avenir une pension de 1,200 fr. Avec cela on peut vivre tranquille.

Le père Patrault vécut longtemps encore.

A l'époque où Napoléon entra à l'École-Militaire de Paris, cet établissement, créé par Louis XV, était tenu avec une sorte de magnificence qui rappelait les prodigalités de ce monarque. Napoléon n'y fut pas longtemps sans comprendre combien une manière d'être somptueuse et recherchée était contraire aux habitudes qu'on aurait dû donner aux élèves, pour la plupart fils de gentilshommes, il est vrai, mais de pauvres gentils hommes de province, destinés à vieillir dans les grades inférieurs et à vivre dans la gêne. Une éducation entourée de toutes les jouissances du luxe ne lui semblait convenir, en aucun cas, à de jeunes militaires. Il trouva le remède aussitôt qu'il eut reconnu le mal, et adressa, en conséquence, au directeur de l'École, un Mémoire* dans lequel il signalait les moyens de rendre ce bel établissement plus digne de son but. Discipline, travail, sobriété, économie, telles étaient les bases qu'il voulait faire admettre. Ce qu'il n'eut pas alors le bonheur de voir adopter, il l'ordonna plus tard, au temps de sa puissance. On en a apprécié la sagesse et l'utilité. Les idées de sa jeunesse ont été suivies pour la création et dans les règlements de ces vastes pépinières d'officiers, braves et instruits, telles que les Lycées de Paris et les Écoles Militaires de La Flèche, de Fontainebleau, de Saint-Cyr et de Saint-Germain. Cette dernière n'a pas survécu à l'Empire.

* « Au lieu, disait Napoléon dans ce Mémoire, d'entretenir un « nombreux domestique autour des élèves, de leur donner journellement des repas à deux services, de faire paraître d'un maître-nègre très-couteux, tant pour les chevaux que pour les écuyers, « ne vaudrait-il pas mieux, sans toutefois interrompre le cours de « leurs études, les astreindre à se servir eux-mêmes, moins leur « petite cuisine, qu'ils ne feraient pas ; leur faire manger du pain « de munition, ou d'un autre qui approchera ; les habituer à battre leurs habits et à nettoyer leurs souliers et leurs bottes ? Puis- « qu'ils sont pauvres et destinés au service militaire, n'est-ce pas « la seule éducation qu'il faudrait leur donner ? Assujettis à une « vie sobre, ils en deviendraient plus robustes, sauraient braver « les intempéries des saisons, supporter avec courage les fati- « gues de la guerre, et inspirer un respect et un dévouement « aveugle aux soldats qui seraient sous leurs ordres. »





Napoléon se juche sur l'impériale.

CHAPITRE III.



Le 2 septembre 1785, une grande nouvelle vint faire écho à l'École Militaire de Paris. Louis XVI avait signé la veille le brevet de cinquante-huit lieutenants pour les divers régiments d'artillerie de l'armée. Personne n'aurait pu expliquer comment cette nouvelle avait pu franchir si vite les murs de l'établissement; mais elle était le sujet de

toutes les conversations, depuis la salle de discipline jusqu'au cabinet du marquis de Timburce-Valence, alors gouverneur de l'École. Bientôt le nom des heureux fut connu, et Napoléon était du nombre, car il avait passé un brillant examen, dans lequel il avait éclipsé tous ses camarades et mérité l'approbation du savant Laplace, son examinateur, le même qui dans la suite fit partie du Sénat.

Le 10 octobre suivant, les cinquante-huit brevets arrivèrent à l'École-Militaire, parafés et signés par le roi. Chacun reçut le sien et connut officiellement sa destination. Parmi ceux des jeunes officiers nommés

au régiment de La Fère, étaient MM. de Bonaparte, Desmazis, etc.

Quelques jours plus tard, dans l'après-midi, deux élèves, conduits par un sergent-instructeur, sortaient de l'École-Militaire, suivis d'un commissionnaire qui portait leur petite valise, et se dirigeaient vers les Turgotines de Lyon*. Ils arrivèrent à temps, embrassèrent le vieux sous-officier, et se juchèrent sur l'impériale de la voiture, qui partit aussitôt en suivant la route de Fontainebleau.

— Enfin, nous sommes libres! s'écria le plus jeune, en donnant à son ami une violente poussée, comme pour essayer un peu de cette liberté qu'il attendait depuis si longtemps.

— Oui, libres!... répliqua celui-ci, et de plus nous sommes officiers!

La voiture arriva à Lyon le 5. Les deux jeunes gens se logèrent dans un modeste hôtel. Ils étaient encore vêtus de l'uniforme de l'École-Militaire. Ce costume, qui dessinait bien la taille avantageuse du premier, mais qui décelait beaucoup trop les membres grêles du second, était tout à la fois élégant et sévère. C'était un habit bleu de roi, à collet droit avec retroussis

* Espèces de diligences établies par le ministre Turgot, qui leur donna son nom; elles avaient remplacé les coches en usage sous Louis XV.



Napoléon reçoit son billet de logement.

amarante, fermé sur la poitrine par des boutons d'argent unis; le chapeau à trois cornes, orné d'une petite ganse d'argent, sans cocarde; la culotte courte de drap rouge, et sur le soulier une petite boucle d'argent. Cet uniforme, qui attirait les regards des badauds lyonnais, contraria plus d'une fois les nouveaux arrivés. Ces deux enfants, car l'un n'était âgé que de seize ans et l'autre que de dix-sept, avaient une tournure assez distinguée. Le plus âgé était un joli garçon bien tourné, à la figure juvénile, au teint rosé, au regard doux et aux cheveux bouclés; le plus jeune, au contraire, était pâle et maigre, de petite taille et d'une tournure un peu étrange. Ses traits réguliers, mais sévères, ses cheveux bruns et lisses, tout donnait à sa personne quelque chose qui contrastait avec l'insouciance ordinaire à cet âge. De ses yeux, ni bleus ni noirs, mais tenant à la fois de ces deux nuances, s'échappaient par intervalle des éclairs. Ses discours, loin d'expliquer ce que cet ensemble avait d'énigmatique, semblaient y concourir encore. Douce et sonore, mais brève et d'un accent italien très-prononcé, sa voix avait quelque chose d'harmonieux et de saisissant qui imposait à ceux qui l'écoutaient. Le blond était le chevalier Alexandre Desmazis; le brun était Napoléon, le futur empereur.

À Lyon, la vie de lieutenant commença pour nos voyageurs. Les professeurs n'étaient plus là. Les cafés, les théâtres furent assidûment visités par eux. Napoléon n'était pas riche, son camarade non plus. Encore quelques fredaines, et il aurait fallu quitter Lyon sans

avoir acheté les ouvrages indispensables qu'ils ne pouvaient trouver que dans cette ville. La Providence y pourvut. Dans une de leurs excursions, les deux amis rencontrèrent un M. Barlet, qui avait été secrétaire du comte de Marbeuf, lorsque celui-ci était gouverneur de la Corse. M. Barlet reconnut le jeune Bonaparte qu'il avait vu souvent à Ajaccio. Napoléon lui fit comprendre sa situation embarrassée. Il garnit leur bourse de ce qu'il leur fallait pour se rendre à Valence, et en même temps il remit à Napoléon une lettre de recommandation pour un M. Tardivon de cette ville. Il y avait urgence à partir sans délai; mais l'avant-goût qu'ils avaient pris de la vie de garnison les fit rester à Lyon encore quelques jours. Enfin ils se mirent en route un matin, à pied, la tête un peu lourde, et la bourse aussi légère qu'avant la rencontre de M. Barlet.

Le même jour, ils couchèrent à Vienne en Dauphiné, et le lendemain, exténués de fatigue et mourants de faim, ils arrivèrent à Saint-Vallier, à six lieues de Valence; ils avaient fait plus de sept lieues en moins de dix heures, n'ayant pris pour toute nourriture qu'un peu de pain et une tasse de lait. Desmazis était épuisé, car ce n'était que pour plaire à son camarade qu'il avait adopté ce régime de trappiste que Napoléon lui avait conseillé afin de se ménager quelques ressources. Bien que les voyageurs eussent recommandé à leur hôte de les éveiller le lendemain de très-grand matin, neuf heures sonnaient à l'église du village, qu'ils dormaient encore du sommeil des vieux invalides. Deux

heures après, ils étaient à Tournon. Là ils s'informèrent si le collège s'ouvrait quelquefois pour les étrangers. Sur une réponse affirmative, les deux amis s'y présentèrent.

Dans ce magnifique établissement, tenu par les Oratoriens et depuis peu organisé en école militaire, comme nous l'avons dit précédemment, les deux jeunes gens furent bien accueillis des professeurs et des élèves. Parmi ces derniers, Napoléon reconnut plusieurs compatriotes, entre autres un des fils Buttafoco qui plus tard commanda avec lui, en Corse, un bataillon de gardes nationaux volontaires; et M. de Gentile, parent de Pozzo di Borgo, qui, trente ans plus tard, devait contribuer à sa ruine et se déclarer son ennemi implacable. Là encore, ils rencontrèrent, enfouie dans le personnel du collège, une de leurs anciennes connaissances de Brienne, Daboval, maître d'escrime* qui avait donné des leçons à Napoléon, ainsi que le maître d'écriture de Brienne, car il avait préféré, lui aussi, les riches Oratoriens de Tournon aux pauvres Minimes de Champagne.

Dix-neuf ans plus tard, et lorsque Napoléon venait d'être proclamé empereur, un homme d'un âge mûr et d'une mise plus que modeste, arrive à Saint-Cloud, et sollicite du grand-maréchal du palais la faveur d'une audience particulière du nouveau souverain. Introduit presque aussitôt dans le cabinet impérial :

— Qui êtes-vous?... que me voulez-vous?... lui demande Napoléon.

— Sire, lui répond le solliciteur fort intimidé, je vois bien que Votre Majesté ne me reconnaît pas; c'est moi qui ai eu le bonheur de lui donner des leçons d'écriture pendant le temps qu'elle est restée à l'École Militaire de Brienne. Depuis ce temps, Sire, j'ai eu l'honneur de revoir Votre Majesté à son passage à Tournon, lorsqu'elle se rendait à Valence pour y rejoindre son régiment.

— Ah! oui, oui, je me le rappelle, reprit vivement Napoléon. Le bel élève, ma foi! que vous avez fait là! Je ne vous en fais pas mon compliment.

Puis, se prenant à rire de sa vivacité, il congédia le vieillard avec des paroles pleines de bienveillance.

— Allons, allons, c'est bien, dit-il encore; je n'oublierai pas mon maître d'écriture.

En effet, quelques jours après, le vieux professeur recevait, sur la cassette particulière de l'Empereur, une pension de 600 francs.

Il était tard lorsque Napoléon et Desmazis quittèrent Tournon; mais, après une marche faite au pas accéléré, ils arrivèrent en vue de Valence. Avant d'entrer en ville, ils songèrent à réparer le désordre que cette course avait causé à leur toilette. Ils tenaient à se présenter convenablement dans une garnison qu'ils devaient peut-être habiter pendant plusieurs années.

Ces dispositions se firent dans une taverne située à droite de la route, aujourd'hui nommée la Table-Ronde, et dans la soirée ils entrèrent à Valence et

s'arrêtèrent dans la première auberge qui s'offrit à leur vue. Ensuite Napoléon se fit indiquer le chemin de l'Hôtel-de-Ville, c'est-à-dire de la Commune*, et s'y rendit, laissant à son compagnon la garde de leur petit bagage. Mais la nuit avait déjà donné congé aux employés. Napoléon fut sur le point de renoncer à son billet de logement et de renvoyer au lendemain la déclaration de son arrivée. Heureusement le concierge courut avertir le secrétaire du présidial, qui arriva bientôt. Celui-ci s'excusa de l'avoir fait attendre et lui demanda l'ordre ministériel qui l'envoyait à Valence.

— Nous sommes deux, Monsieur, lui répondit Napoléon. Mon camarade, fatigué d'une longue route, a compté sur votre obligeance pour excuser son absence, et m'a chargé de vous présenter ses papiers : les voici. Veuillez bien, je vous prie, les vérifier et me délivrer les billets de logement auxquels ils donnent droit. Demain, sans doute, M. le chevalier Desmazis, mon ami, moins fatigué, aura l'honneur de vous voir et de vous remercier lui-même.

Ces paroles d'une politesse si simple étaient alors si extraordinaires dans la bouche d'un jeune gentil homme, d'un officier, gens habitués à traiter les bourgeois avec insolence, que le scribe en fut émerveillé. Il ne jeta qu'un coup d'œil sur l'ordre de route de l'officier absent, et ne regarda pas même celui de Napoléon; il s'assit, prit dans un cahier un petit papier en partie imprimé, remplit les blancs, le signa, et le remit au postulant, qui le lut. Il était ainsi conçu :

AU NOM DU ROI.

Mademoiselle Claudine Bou, propriétaire du Café du Cercle, est sommée de loger pour une fois deux lieutenants en second au régiment royal d'artillerie de La Fère, et de leur fournir ce que de droit.

Et plus bas :

A Mademoiselle Bou, à l'angle de la Grand'Rue du Croissant, à Valence (Dauphiné).

— Ce n'est pas loin d'ici, dit le vieil employé. La maison n'a pas d'enseigne, mais vous la trouverez facilement. Elle est située dans la *Grande Rue*, tout près de la *place des Clercs*. Le premier venu se fera un plaisir de vous y conduire, parce qu'à Valence tout le monde est honnête et obligeant. Et puis, ajouta-t-il en relevant sur son front ses bésicles vertes, celui-là vous saura gré de lui avoir fourni l'occasion de rendre ce service à un nouvel officier de notre garnison, à un jeune homme aussi poli que vous l'êtes.

— Très bien, Monsieur, je vous remercie, dit Napoléon, pressé de rejoindre Desmazis.

Un quart d'heure après, le futur empereur et son

* C'était un vaste bâtiment qui appartenait alors à un négociant appelé *Brun*. On y entra par la rue du *Petit Saint-Jean*, quoique la façade principale eût vue sur la rue *Saint-Félix*. Depuis, cette propriété fut habitée par un banquier également appelé *Brun*; mais celui-ci n'avait de commun que le nom avec le premier propriétaire. Aujourd'hui l'ancien Hôtel-de-Ville de Valence est échu à M. Accarié.

* Daboval vivait encore il y a quelques années. Il s'était retiré à Nogent-sur-Seine, où il mourut âgé de plus de quatre-vingts ans. Pendant son règne, Napoléon lui avait accordé une pension qu'il perdit par suite des événements de 1815.

compagnon se présentaient, au nom du roi, chez leur nouvelle hôtesse, qui les reçut poliment. Le lendemain, Napoléon, avant de commencer son service, voulut s'enquérir du prix et des conditions de sa pension. Mademoiselle Bou lui dit que le règlement y avait pourvu; que tous les lieutenants, sans exception, mangeaient *aux Trois Pigeons*, et que le prix de la nourriture était le même pour tous. Cependant il crut devoir aller chez Gény, le maître d'hôtel, et s'arrangea avec lui pour prendre à volonté, par jour, tantôt deux repas, et tantôt un seul, moyennant vingt-sept livres par mois. Ce prix et ces conditions disent assez la sobriété devenue proverbiale de Napoléon.

Il fallait s'occuper ensuite de la grande affaire des visites ordonnées par les règlements militaires. Le régiment de La Fère était alors commandé par M. le chevalier de Lance, colonel d'artillerie. La première visite était de droit pour lui. En conséquence, à midi, MM. de Bonaparte et Desmazis, en grande tenue, accompagnés du capitaine Gabriel Desmazis, frère aîné de celui-ci, se firent annoncer chez cet officier supérieur. L'accueil du colonel fut froid à l'égard de Desmazis; ce fut à peine s'il jeta les yeux sur quelques lettres de Paris dont le chevalier s'était muni. Napoléon, au contraire, fixa l'attention du vieil officier. Il le questionna sur son pays, et sur la dernière révolution qui l'avait arraché à la république de Gènes, et s'étonna de ce que, né dans une contrée montagneuse, impraticable à l'artillerie, il eût précisément choisi cette arme.

Napoléon répondit à M. Lance :

— Mon colonel, depuis que j'ai reçu les bienfaits du roi, je ne suis plus Corse que de naissance.

— Mais pourquoi artilleur plutôt que cavalier, officier d'infanterie, ou marin?

— Parce que j'ai senti là (et il posa un doigt sur son front) quelque chose qui me disait que l'artillerie est la seule arme où la médiocrité ne puisse se faire jour; la seule arme dans laquelle il peut y avoir double mérite à dépasser ceux qui déjà marchent bien.

— Oui, cela est vrai; mais la Corse, où jamais un canon monté ne pourra être employé, la Corse, jeune homme, qu'en dites-vous?

— Je n'en dis rien, mon colonel; la Corse n'existe plus pour moi. Et d'ailleurs si mon pays se séparait du royaume, ou plutôt si les Génois tentaient de s'en emparer, le devoir comme le talent d'un officier d'artillerie ne serait-il pas d'établir des batteries et de faire rouler des canons là où on ne pouvait le faire auparavant?

— Vous avez raison, jeune homme; persistez dans ces sentiments, et d'avance je vous prédis la carrière de gloire et de fortune que doit espérer tout officier brave et instruit qui a l'honneur de servir dans le corps royal de l'artillerie.

Le colonel, s'étant levé, reconduisit les trois officiers jusqu'à la porte de son cabinet. La seconde visite fut pour M. de Bouchard, maréchal-de-camp, qui commandait l'École d'artillerie et logeait à la citadelle. Ces deux visites de rigueur terminées, Napoléon fut d'avis de renvoyer les autres au lendemain. Desmazis n'était pas moins fatigué que lui de ces

courses officielles. Les deux lieutenants se séparèrent donc. L'un revint chez mademoiselle Bon, et l'autre rejoignit le logement de son frère, pour y attendre les ordres de leur colonel.

Le lendemain matin, un sous-officier se présenta chez mademoiselle Bou, porteur, pour le lieutenant Bonaparte, d'un billet de l'état-major. C'était un état nominatif du personnel de la compagnie dans laquelle il était placé pour faire son service. Quelques instants après, un autre sous-officier, un sergent nommé Langevin, le même qui fut tué huit ans plus tard devant Toulon, à l'attaque de la redoute le *Petit-Gibraltar*, vint à son tour au nom de M. d'Urtubie, lieutenant-colonel, lui remettre un avis officiel par lequel cet officier supérieur le prévenait que, placé dans une compagnie comme lieutenant en second, il n'était pas moins tenu, aux termes des règlements, de faire pendant trois mois le service de bas-officier d'artillerie, avant d'être reconnu officiellement dans son grade en présence du régiment assemblé sous les armes. Ce billet, qui existe aux archives du ministère de la guerre, se terminait ainsi :

En conséquence, Monsieur, vous aurez à vous conformer aux ordres qui vous seront ultérieurement donnés par vos supérieurs immédiats, à l'effet de monter successivement trois gardes comme simple canonnier, trois comme caporal et autant comme sergent. Vous ferez aussi la grande et la petite semaine, obligatoires l'une et l'autre pour ces deux derniers grades.

Les frères Desmazis rejoignirent Napoléon dans la matinée. Tout en devisant sur ces notifications de l'état-major du régiment, les trois officiers s'acheminèrent ensemble vers l'*Hôtel de l'Ecu-de-France*, où mangeaient les capitaines. Desmazis aîné avait engagé Napoléon à dîner avec lui et son frère en petit comité.

— Faure, leur dit le capitaine, est le cuisinier le plus renommé du pays.

Tous trois dinèrent gaiement. Devenu empereur, Napoléon conserva un bon souvenir des pâtisseries de Faure, le fameux restaurateur. En 1811, dans une occasion solennelle où il recevait les députations des départements de l'Empire, il s'approcha de M. Planta, maire de Valence, président de la députation de la Drôme, et lui dit en souriant :

— Eh bien! M. Planta, comment se portent vos compatriotes? Sont-ils toujours aussi gourmands que de mon temps?

— Mais, Sire..., répondit celui-ci tout interloqué de cette singulière apostrophe.

— Et le restaurateur de l'*Ecu de France*, continua l'Empereur, fait-il toujours de ces excellents petits pâtés pour lesquels son établissement ne désemplissait pas? Faure est une des célébrités de Valence, et, comme tel je ne l'ai pas oublié.

Cette plaisanterie dite, l'Empereur changea de conversation, entretint les députés de Valence des besoins de leur ville, et les laissa enchantés de la réception qu'il leur avait faite.

Parmi les officiers du régiment de La Fère devenus ses nouveaux camarades, Napoléon retrouva plusieurs condisciples de l'École de Brienne et quelques com-



Mon colonel, depuis que je suis en France, la Corse n'existe plus pour moi. (Chap. III.)

patriotes. Ces derniers furent embrassés avec une si vive émotion, que quelques-uns des assitants demandèrent s'ils n'étaient point parents. Alors Napoléon répondit avec une sorte d'émotion :

— Non, Monsieur, nous ne sommes pas même cousins, mais tous, nous sommes nés en Corse.

Puis, après une pause, il ajouta en élevant la voix :
— Et dans notre île, quand une *vendetta* ne nous a pas faits d'avance irréconciliables ennemis, le titre de compatriote veut dire : ami dévoué jusqu'à la mort ! Demandez à ces messieurs !

Et Napoléon indiquait de la main les officiers qu'il avait embrassés si affectueusement*.

Ce geste, ces derniers mots, l'accent avec lequel

ils furent prononcés, frappèrent les assitants. Chacun d'eux félicita le nouveau lieutenant, qui fut favorablement jugé. Il est vrai que quelques lettres, parties de l'École Militaire de Paris, avaient dépeint sous de si sombres couleurs le jeune Bonaparte, que ceux-ci, en le voyant, se firent une opinion toute contraire à celle qu'on avait voulu leur donner. Bientôt on le rechercha et on l'admit dans les premières maisons de Valence. Il recevait de sa famille une subvention de 1200 francs. Cette somme était alors une grosse pension pour un officier. Deux seulement de ses camarades avaient, grâce à la position aisée de leur famille, un cabriolet et des chevaux ; on les considérait comme des grands seigneurs. Sorbier était l'un de

* C'est à l'extrême obligeance de M. le baron de Costou, ancien lieutenant-colonel d'artillerie au 4^e régiment, aujourd'hui en retraite, et auteur de la *Biographie des premières années de Na-*

poléon, que nous sommes redevable des détails intéressants qu'on vient de lire sur l'itinéraire suivi par ce dernier et Desmazis depuis Paris jusqu'à Valence.



Quand une vendetta ne nous a pas faits d'avance irréconciliables ennemis, le titre de compatriote veut dire ami dévoué jusqu'à la mort. (Chap. III.)

ces deux officiers. Il voiturait volontiers ses camarades et partageait avec eux sa petite fortune.

Napoléon avait été admis chez madame du Colombier; c'était une femme de cinquante ans, du plus rare mérite. Elle gouvernait la ville, pour ainsi dire, et se prit de grande estime pour le jeune officier d'artillerie dont elle avait deviné le talent. Elle le poussa dans l'intimité du célèbre abbé de Saint-Ruff, qui, bien que fort âgé déjà, réunissait chez lui, chaque semaine, tout ce que la ville et les environs comptaient de gens distingués. La Révolution avait commencé son cours lorsque madame du Colombier mourut. On l'entendit dire à ses derniers moments que, s'il n'arrivait pas malheur au jeune Bonaparte, il y jouerait un grand rôle. Dans la suite, Napoléon ne parla jamais de madame du Colombier qu'avec la plus vive reconnaissance, et il avoua que les relations distinguées qu'il avait eues dans la société de cette femme excel-

lente par ses qualités avaient beaucoup influé sur sa destinée.

Cependant cette existence en quelque sorte privilégiée de Napoléon lui attira de la part de quelques-uns de ses camarades une extrême jalousie. Le commandant, M. d'Urtubie, l'avait parfaitement jugé; aussi ne cessa-t-il de lui être favorable et de lui faciliter les moyens d'allier les devoirs du service avec les agréments de la société. A vingt ans, il était déjà l'un des officiers d'artillerie les plus instruits. Pensant fortement et possédant une logique claire et serrée, il avait beaucoup lu et médité. Son esprit était prompt, sa parole énergique; partout où il se trouvait, il était bientôt remarqué. Beaucoup de ceux qui le connurent à cet âge lui prédirent une carrière extraordinaire; aucun d'eux ne fut surpris de celle qu'il parcourut.

On croit généralement que, dans sa jeunesse, Napoléon était taciturne et morose; c'est une erreur: il

« tait, au contraire, fort gai. A Sainte-Hélène, il n'avait pas de plus grand plaisir que de raconter à ses fidèles compagnons d'exil les espiègleries qu'il avait faites à son école d'artillerie; il semblait oublier tout à fait les malheurs qui l'enchaînaient sur ce rocher, quand il s'abandonnait au souvenir de ses premières années.

« C'était, disait-il, un vieux commandant de plus de quatre-vingts ans, qu'ils vénéraient fort, mais qui, étant venu un jour leur faire l'exercice du canon, suivait chaque coup avec sa lorgnette et assurait qu'on devait avoir été beaucoup plus loin que le but. Il s'inquiétait, s'informait auprès de ses voisins si quelqu'un avait vu porter le coup, personne n'avait garde de rien affirmer, car nous escamotions le boulet chaque fois que nous chargeions la pièce. Le vieux commandant avait de l'esprit; au bout de cinq ou six coups, il lui prit fantaisie de faire compter les boulets; il n'y eut plus moyen de le tromper; il trouva le tour fort gai, mais il n'en ordonna pas moins que les officiers qui s'étaient prêtés à cette espièglerie gardassent les arrêts pendant huit jours.

« Une autre fois, c'était un de leurs capitaines dont ils avaient une petite vengeance à tirer. Ils convenaient alors de le bannir des sociétés où ils le rencontraient, et de le mettre, en quelque sorte, aux arrêts, en le réduisant à rester chez lui. Quatre ou cinq de ces jeunes officiers se partageaient les rôles, et s'attachaient aux pas du malheureux proscrit; ils se trouvaient partout où celui-ci se montrait, et il n'ouvrait pas la bouche, qu'il ne fût aussitôt méthodiquement contredit, dans les formes les plus polies.

« Une autre fois encore, continuait Napoléon, c'était un camarade qui logeait au-dessus de moi, et qui avait pris le goût déplorable de jouer du cor, de manière à distraire de toute espèce de travail. Je le rencontre sur l'escalier.

« — Mon cher, vous devez bien vous fatiguer avec votre instrument?

« — Mais non, je vous assure.

« — Eh bien! vous fatiguez beaucoup les autres.

« — J'en suis fâché.

« — Vous feriez mieux d'aller jouer de votre cor plus loin, dans les bois, par exemple; vous y seriez plus à l'aise.

« — Il me semble que je suis maître dans ma chambre!

« — On pourrait vous faire naître quelques doutes à ce sujet.

« — Je ne pense pas que quelqu'un l'osât!

« — Vous êtes dans l'erreur, mon cher, il y en a qui l'oseraient.

« — Eh! qui donc?

« — Moi, tout le premier!

« Un duel fut aussitôt arrêté; le conseil des camarades examina avant de permettre le combat; et il prononça qu'à l'avenir l'un irait jouer du cor plus loin, et que l'autre serait plus tolérant. »

Pendant la campagne de 1814, l'Empereur retrouva le joueur de cor dans le voisinage de Soissons; c'était M. de Bussy. Il vivait dans son château, et avait donné des renseignements importants sur la

position de l'ennemi. Napoléon le retint auprès de sa personne en qualité d'aide-de-camp.

Le second bataillon du régiment de La Fère, dont faisait partie Napoléon, quitta Valence le 12 août 1786, pour aller réprimer à Lyon la révolte dite des *Deux-Sous*. De là, et après un court séjour, tout le régiment se rendit à Douai. En 1789, au moment de la réunion des Etats-Généraux, il tenait garnison à Auxonne. Un détachement de cent hommes, commandé par M. du Manoir, lieutenant en premier, et par Napoléon, lieutenant en second, fut envoyé à Seurre, petite ville de Bourgogne, pour réprimer une manifestation populaire occasionnée par des achats de grains. Dans cette affaire, qui fut sérieuse, puisque deux négociants de Lyon, MM. Gayet et Morlay, désignés comme accapareurs, y perdirent la vie. Napoléon se conduisit avec autant de prudence que de fermeté. Ce fut dans ces diverses garnisons qu'il composa une suite de *Lettres historiques sur la Corse* qui méritèrent les suffrages de l'abbé Raynal. Cette histoire a été malheureusement perdue. A la même époque, il remportait le prix de l'Académie de Lyon, en traitant cette délicate et importante question : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes pour les rendre le plus heureux possible?* Ce mémoire, qui fut très remarqué dans le temps, aurait été aussi perdu pour la postérité, si son frère, Louis Bonaparte, n'en eût conservé une copie; car Napoléon, étant devenu empereur, en avait jeté au feu un exemplaire qu'il croyait unique, et que M. de Talleyrand lui avait présenté après l'avoir fait exhumer des archives de l'Académie de Lyon, espérant ainsi lui faire sa cour. En 1826, M. le général Gourgaud, qui devint pair de France, publia ce mémoire sur une copie incomplète, car on n'y retrouve pas cette belle pensée qui avait été couverte d'applaudissements lors de la lecture faite en séance publique à l'Académie : *Les grands hommes sont comme des météores qui brillent et se consomment pour éclairer la terre*. Cet écrit est un monument précieux de la jeunesse de Napoléon, et qui prouve qu'il était capable de réussir dans tous les genres; mais il était destiné à accumuler sur sa tête d'autres couronnes que des couronnes académiques.

Vers la fin de l'année 1786, Napoléon avait passé lieutenant en premier au régiment de Grenoble. Le 6 février 1792, il fut nommé capitaine au 4^e régiment d'artillerie à pied. Peu de temps après, il obtint un congé pour aller en Corse visiter sa famille. A peine y fut-il arrivé, que les suffrages de ses compatriotes l'appelèrent au commandement d'un bataillon de volontaires, à la tête duquel il se distingua dans plusieurs engagements contre les gardes nationaux d'Ajaccio, que les intrigues de l'Angleterre avaient poussés à l'insurrection, et qui décoraient leur révolte du beau titre d'amour de l'indépendance. La fidélité à la France, dont Napoléon fit preuve en cette circonstance, donna lieu à une dénonciation qui l'obligea de revenir à Paris pour se justifier; on l'accusait d'avoir fomenté lui-même les troubles qu'il avait apaisés. Il ne lui fut pas difficile de réduire au néant cette calomnie, inventée par un ancien ami de sa famille.

C'est peut-être ici l'époque la moins heureuse de la vie de Napoléon, qui se trouvait souvent dénué de toutes ressources. Il rencontra, dans une de ses promenades aux environs de Paris, un de ses plus anciens camarades de l'École Militaire, Bourrienne, qui n'était guère plus riche que lui. Leur amitié d'enfance se renouvela tout entière; ils ne se quittèrent plus. Chaque jour ils concevaient de nouveaux projets, et cherchaient à faire quelques utiles spéculations. Napoléon voulut une fois louer, de moitié avec son ami, plusieurs maisons en construction dans la rue Montholon, qu'on venait de percer; mais les demandes des propriétaires s'étant trouvées trop élevées, la spéculation manqua. En même temps il sollicitait au ministère de la guerre du service actif; mais, faute de protecteurs, ses instances furent toujours repoussées.

Cependant arriva le 20 juin, sombre prélude du 10 août. Les deux amis s'étaient donné rendez-vous chez un restaurateur de la rue Saint-Honoré, près du Palais-Royal. Ce jour-là, comme ils venaient de dîner, ils virent arriver du côté des halles une troupe de quatre à cinq mille individus déguenillés et burlesquement armés, hurlant les plus grossières imprécations, et se dirigeant à grands pas vers les Tuileries. C'était ce que la population des faubourgs avait de plus hideux.

— Suivons-les, dit Napoléon à Bourrienne.

Ils prirent les devants et allèrent se promener sur la terrasse du bord de l'eau. Là, Napoléon assista aux scènes tumultueuses qui eurent lieu. Il serait difficile de peindre le sentiment de stupeur et d'indignation qu'elles excitèrent en lui. Lorsqu'il vit l'infortuné Louis XVI se montrer à l'une des fenêtres qui donnaient sur le jardin, avec le bonnet rouge que venait de placer sur sa tête un homme du peuple, il ne put se contenir, et s'écria au milieu de la foule qui l'entourait :

— Comment a-t-on été assez lâche pour laisser pénétrer cette populace jusque dans le château ? Ah ! si c'eût été moi !

Tout le reste du jour il parla de cette scène, et disputa sur les causes et les effets de cette insurrection, tout en prévoyant quelles en seraient les conséquences. Il ne se trompait pas. Le 10 août ne se fit pas attendre. Un drame si terrible dut nécessairement jeter dans l'esprit de Napoléon une étrange lumière; car, après cette journée, il écrivit en Corse à un de ses oncles appelé Paravicini : « Ne soyez pas inquiet de votre neveu; il saura se faire place ! »

Napoléon revint visiter son pays natal au mois de septembre suivant. A son arrivée en Corse, il trouva Paoli investi du commandement militaire de l'île. Ce général, qui n'avait pas encore jeté le masque, manifestait un grand attachement pour la cause française. Il accueillit avec empressement le fils de son ancien compagnon d'armes et lui témoigna une vive amitié.

De son côté, Napoléon sentait une véritable admiration pour l'homme qu'il considérait alors comme le héros de la Corse; il était fier d'avoir obtenu son affection. Paoli rendait justice aux grandes qualités de Napoléon : « Ce jeune homme, disait-il, est taillé à l'antique; c'est un héros de Plutarque. »

Au commencement de 1793, Napoléon prit part à une expédition qui fut dirigée de Toulon sur la Sar-

daigne, dont le roi se trouvait en guerre avec la république française. A la tête de deux bataillons corses, il fut chargé de s'emparer du fort Saint-Étienne et des îles de la Madeleine, pendant qu'une division navale, portant des troupes de débarquement, devait opérer une descente sur le territoire ennemi. Il réussit dans son entreprise; mais l'expédition maritime, contrariée par les vents et assaillie par une terrible tempête, n'eut pas le même succès. Elle n'arriva en vue des côtes de Sardaigne que lorsque les habitants s'étaient déjà préparés à la défense. La descente tentée ne put être effectuée. L'escadre, après avoir éprouvé de fortes avaries et perdu beaucoup de monde, fut obligée de rentrer dans les ports français. Napoléon reçut l'ordre de revenir en Corse et d'abandonner sa conquête.

La mauvaise issue de cette expédition encouragea l'insurrection soudoyée par les Anglais. Paoli, gagné par eux, se déclara contre la France; il essaya vainement d'entraîner à la révolte son jeune compatriote. Napoléon était Français par tous ses sentiments; il résista aux séductions et à l'exemple du général. La catastrophe du 21 janvier vint mettre le comble à la haine de ce dernier, qui, dès-lors, ne crut plus devoir la contenir.

— Les Français viennent de briser tous nos liens, dit-il à Napoléon; oseras-tu encore les défendre devant moi ? Les fils de Charles Bonaparte ne peuvent m'abandonner. La Corse ne veut plus des Français, ni moi non plus : j'aimerais mieux redevenir Génois. J'attends tes frères; malheur à ceux qui se prononceront pour la France !

Napoléon essaya vainement de prouver à celui qui avait été l'ami de son père, qu'il se trompait sur l'avenir; Paoli ne lui fit que cette brusque réponse :

— Il faut opter entre la France et moi !

Napoléon se sépara de Paoli; mais à peine avait-il rejoint sa famille, qu'un ordre des représentants du peuple, qui s'étaient réfugiés à Bastia, lui enjoignit de venir auprès d'eux sur-le-champ. Napoléon n'y réussit qu'en courant mille dangers. Les soldats de la république essayèrent de lutter contre les troupes anglaises qui venaient de débarquer; mais, écrasés par le nombre, ils furent forcés de se disperser; un petit nombre parvint à quitter le pays. Paoli profita habilement de cette circonstance pour entraîner la majeure partie des habitants de l'île. La proscription des émigrés français et de leurs partisans fut décrétée, et le drapeau tricolore fut abattu partout, excepté à Ajaccio, grâce à Lucien Bonaparte, car son frère Joseph avait perdu toute son influence dans le pays; mais à peine sut-on que Napoléon avait quitté cette ville, que l'esprit de révolte ne connut plus d'obstacles.

— Vive Paoli ! mort à ses ennemis !

Telles furent les clameurs poussées par les habitants des campagnes. Le clairon insulaire retentit dans les vallées; des rassemblements portèrent la menace jusque dans les murs d'Ajaccio. Lucien songea alors à sa mère, à ses sœurs; il resta pour les protéger; mais madame Bonaparte avait retrouvé le courage qui l'avait illustrée durant les guerres de l'indépendance; elle expédia de nombreux messages à Napoléon, en annonçant d'avance aux révoltés le retour prochain



Éveillé brusquement au milieu de la nuit, Lucien voit sa chambre remplie de montagnards armés.

de son fils à la tête de forces suffisantes pour imposer aux mutins. Elle parvint ainsi à intimider, pour quelque temps du moins, les partisans de Paoli. Mais ce chef suprême n'avait pas oublié non plus l'art de mettre le temps à profit; il tenta une dernière fois de ramener la famille Bonaparte à ses opinions; n'ayant pas réussi, il songea à s'en emparer et à la retenir en otage.

Éveillé brusquement au milieu de la nuit, Lucien voit sa chambre remplie de montagnards armés. Il se croit surpris; mais à la lueur d'une torche de sapin qui vient tout à coup éclairer la mâle figure du chef qui les conduit, il reconnaît Costa, du village de Bastelica, le plus dévoué de ses amis.

— Vite, signor Luciano, lui dit celui-ci dans son énergique patois, avertissez la signora Lætizia et ses filles; il n'y a pas un moment à perdre; les gens de Paoli nous suivent de près. Me voici avec mes hommes; nous vous sauverons ou nous périrons avec vous.

Bastelica est un des cantons les plus peuplés de la Corse. Situé au pied du Mont-d'Or et au milieu d'une forêt de châtaigniers, ses habitants sont renommés par leur bravoure et leur fidélité. Un de ces intrépides chasseurs, en traversant la chaîne de montagnes qui sépare l'île en deux parties, avait rencontré une troupe nombreuse qui descendait vers Ajaccio. Il apprit qu'elle devait être introduite, de nuit, dans la ville, par des affidés de Paoli, pour y enlever la famille Bonaparte et la conduire prisonnière à Rostino, demeure de Paoli. On lui donna même l'assurance que ce dernier avait ordonné qu'on lui amenât Lucien mort ou vif.

Celui-ci instruit sa mère de ce qui se passe. Madame Bonaparte se lève en toute hâte, ainsi que ses enfants, auxquels elle laisse à peine le temps d'emporter quelques vêtements avec eux. Lucien se place au centre de la colonne qui protège sa famille, sort de la ville encore plongée dans le sommeil, et pénètre dans la montagne. Avant le jour, la petite troupe s'arrête dans des vignes, d'où l'on découvre le rivage. Là, les fugitifs entendent plusieurs fois les partisans de Paoli traverser la vallée voisine de leur campement, sans le découvrir. A la pointe du jour, une flamme s'élève en épais tourbillons du milieu de la ville.

— Mon fils, dit d'un ton stoïque madame Bonaparte à Lucien, voilà notre maison qui brûle.

— Qu'importe, ma mère? répond celui-ci; plus tard nous la rebâtirons plus belle et plus haute. Vive la France!

Paoli fit raser la maison, et lança contre les Bonaparte un décret qui les bannissait de l'île à perpétuité*.

* Bientôt Paoli, forcé lui-même de céder à la fortune, se réfugia en Angleterre. Il y vivait à l'époque des expéditions d'Italie et d'Égypte. Chacune des victoires de Napoléon lui causait une sorte de transport; il célébrait, exaltait ses succès: on eût dit que, pour l'un et l'autre, existait encore cette espèce d'intimité dans laquelle ils avaient vécu jadis. Lorsque Napoléon parvint au Consulat, et enfin à l'Empire, ce fut bien plus. Paoli fit succéder les fêtes aux dîners: ce n'étaient, dans sa maison, que cris d'allégresse et de satisfaction. Cet enthousiasme déplut au gouvernement anglais. Paoli fut mandé près de lui: « Vos récriminations sont justes, dit-il au ministre; mais Bonaparte est des miens; je l'ai vu croître, je lui ai prédit sa fortune; voulez-vous que je déteste sa gloire, que je déshérite mon pays de l'honneur qu'il lui fait? » Napoléon porta constamment à Paoli les sentiments qu'il mani-



Mais laisse donc faire ce jeune homme ! ne vois-tu pas qu'il en sait plus que toi ?

Après deux nuits d'anxiété, la famille exilée avait enfin aperçu les voiles françaises. Elle rejoignit Napoléon sur une frégate qui la débarqua à Marseille, où elle réclama la protection de cette France pour laquelle elle était proscrite, et d'où, vingt-deux ans plus tard, elle devait être proscrite de nouveau.

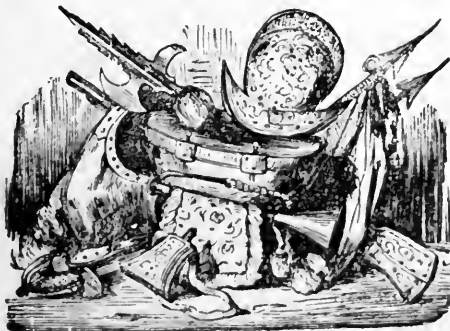
Cependant il fallait lutter contre la mauvaise fortune. Napoléon, simple officier d'artillerie, consacra dès ce moment à aider sa famille la plus forte part de sa faible solde. Joseph, qui vint les rejoindre bientôt après, eut le bonheur d'être nommé commissaire des

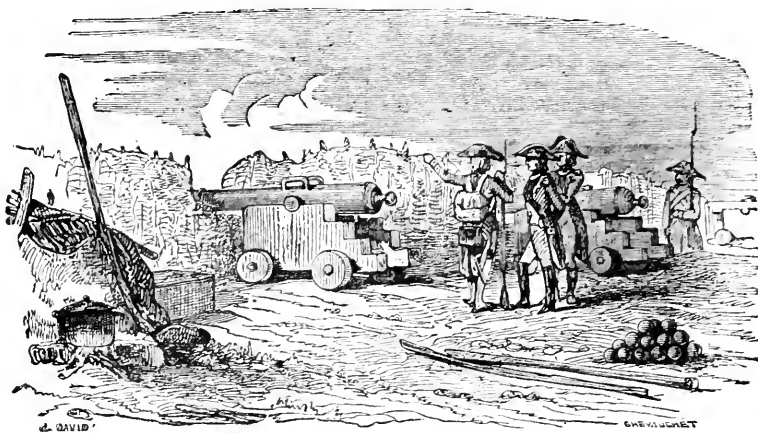
festait pour lui ; il voulut l'attirer en France, lui donner une part au pouvoir ; mais le temps lui manqua, et Paoli mourut. Napoléon n'eut pas la satisfaction de rendre son compatriote témoin de toute la splendeur dont il fut environné plus tard.

guerres ; Lucien obtint à son tour un modeste emploi dans l'administration des subsistances militaires ; et, à titre de réfugiée patriote, madame Bonaparte reçut des rations de pain de munition et quelques modiques secours.

Après avoir installé sa mère et ses sœurs dans une bastide voisine de Marseille, Napoléon se disposa à partir pour Paris, afin d'y solliciter de nouveau du service. Ce fut alors et au moment où il semblait devoir être accablé par la ruine des siens, qu'ayant foi en son génie, il répondit à un ami qui était venu lui offrir ces consolations banales dont les hommes sont toujours prodigues :

— En temps de révolution, avec de la persévérance et du courage, un soldat ne doit désespérer de rien.





CHAPITRE IV.



Marseille. Ces deux cités n'étaient défendues que par leurs citoyens, depuis longtemps armés et organisés en gardes nationales. Mais Toulon avait été livré à l'étranger. Des agents du gouvernement britannique, s'appuyant sur l'attachement d'une partie de la population pour la maison de Bourbon, et flattant les royalistes de l'espoir du rétablissement du trône, avaient fait admettre dans le port une escadre composée de bâtiments anglais, espagnols et napolitains. Cette escadre se présenta sous le prétexte de soutenir les droits de Louis XVII. Elle débarqua des troupes qui occupèrent la ville, le port et les forts, et aussitôt un général anglais prit le commandement.

En arrivant à Paris, Napoléon apprit que la Convention, vivement irritée de l'envahissement du ter-

ependant une insurrection formidable avait éclaté dans les départements de l'Est et du Midi. Lyon, Marseille et Toulon s'étaient déclarés contre la Convention. Le parti fédéral dominait à Lyon et à

ritoire français et de l'occupation de Toulon, venait de donner ordre aux généraux Cartaux et Lapoype de réunir leurs forces, afin de réduire la cité insurgée. Napoléon fut aussi désigné par le Comité de salut public, pour aller prendre le commandement de l'artillerie de siège; mais avant de se rendre à son poste, il fut appelé à Nice, quartier-général de l'armée d'Italie, par le général Dugna, qui le chargea d'une mission difficile. Il s'agissait d'entrer en pourparler avec les chefs de l'insurrection marseillaise, dont les postes, établis à Avignon, coupaient les communications de l'armée d'Italie avec la France, et empêchaient le passage des convois de vivres et de munitions. Napoléon réussit à obtenir des fédéralistes qu'ils cesseraient d'inquiéter les opérations d'une armée chargée de la défense du territoire national. C'est à cette négociation, qui fut promptement terminée, qu'est due la composition du *Souper de Beaucaire*, dialogue vif et ferme, empreint de la couleur du temps, où Napoléon a reproduit, au milieu de vues justes et profondes sur la situation du pays, tous les arguments dont il se servit auprès des chefs insurgés. Ce dialogue a été imprimé pour la première fois en 1793, à Marseille.

Dans les premiers temps de la Révolution, l'organisation de l'armée laissait beaucoup à désirer. Le matériel était en désordre, et la capacité ne présidait pas toujours à la composition du personnel, suite inévitable des moments de trouble et de confusion. En arrivant au quartier-général de Toulon, le jeune capitaine d'artillerie se présenta devant le général Cartaux, homme excellent, mais vaniteux, et qui, doré des pieds à la tête, lui demanda ce qu'il y avait pour son

service. Napoléon lui remit modestement la lettre en vertu de laquelle il venait diriger, sous ses ordres, les opérations de l'artillerie.

— C'est fort inutile, dit le général en caressant sa moustache; nous n'avons plus besoin de rien pour reprendre Toulon. Cependant, citoyen, soyez le bienvenu; vous partagerez demain avec nous la gloire du triomphe sans en avoir eu la fatigue.

Au point du jour, le général fit monter Napoléon avec lui dans son cabriolet, pour aller *lui faire admirer*, dit-il modestement, *les dispositions offensives qu'il avait faites*. Après avoir dépassé les hauteurs et découvert la rade, on descendit de voiture, on se jeta sur les côtés et on entra dans les vignes. Alors le nouveau commandant d'artillerie aperçut, çà et là, quelques pièces de canon et quelques remuements de terre.

— Citoyen Dupas, dit fièrement Cartaux à son aide-de-camp, en qui il avait confiance, sont-ce là nos batteries?

— Oui, citoyen général.

— Et notre parc?

— Là, à quelques pas.

— Et nos boulets rouges?

— Tout là bas, dans nos bastides, où deux compagnies les chauffent depuis ce matin.

— Mais, citoyen Dupas, comment ferons-nous pour porter ces boulets tout rouges?

Ici, les deux interlocuteurs se trouvant embarrassés, demandèrent à Napoléon s'il ne connaîtrait pas quel moyen d'obvier à cet inconvénient. Le jeune commandant eût été tenté de prendre tout ce qu'il venait de voir et d'entendre pour une mystification, si ces deux officiers eussent mis moins de naturel dans leur dialogue. Les boulets chauffaient, en effet, à une lieue au moins des pièces pour lesquelles ils étaient destinés, et les pièces étaient pointées à plus de deux lieues des points qu'elles devaient battre en brèche. Napoléon mit néanmoins toute la réserve et toute la gravité possibles à persuader à Cartaux, ainsi qu'à son aide-de-camp, qu'avant de s'occuper de faire rougir les boulets, il fallait les essayer à froid pour bien s'assurer de leur portée. Il eut beaucoup de peine à les convaincre. Heureusement il employa l'expression technique de *coup d'épreuve*; cela les frappa, et il parvint enfin à les ranger de son avis. On tira donc un premier *coup d'épreuve*, qui n'atteignit pas au quart de la distance. Alors Cartaux s'emporta contre les Marseillais et les aristocrates, *qui*, disait-il, *avaient méchamment gâté les poudres*.

Sur ces entrefaites, le représentant du peuple Gasparin arriva à cheval. C'était un homme de bon sens et qui avait servi. Napoléon jugea le moment favorable, et, profitant de toutes ces circonstances, prit hardiment son parti; il se grandit tout à coup de toute la hauteur de sa capacité, et, sans se soucier de la présence du général Cartaux et de son aide-de-camp, il alla droit à lui :

— Citoyen représentant, lui dit-il, je suis chef de bataillon d'artillerie, et, en cette qualité, cette arme se trouve sous ma direction. Je demande donc que nul ne s'en mêle que moi : c'est ma besogne; ou, si non, je ne réponds de rien.

— Eh! qui es-tu, toi, pour assumer une telle responsabilité? demanda le représentant, étonné d'entendre un jeune homme de vingt-quatre ou vingt-cinq ans tout au plus lui parler d'un pareil ton.

— Ce que je suis! répliqua Napoléon à voix basse : je suis un homme qui, sachant son métier, a été jeté au milieu de gens qui ignorent totalement le leur.

Le jeune officier parlait avec tant de conviction que Gasparin n'hésita pas à lui faire donner sur-le-champ la direction absolue de ce qu'il appelait *sa besogne*; il prouva sans ménagement l'ignorance de tous ceux qui l'entouraient, et s'empara dès lors de la direction suprême du siège. Toutefois, il eut encore à lutter contre l'impéritie des généraux et l'amour-propre des représentants du peuple; mais son caractère droit, sa volonté ferme, la sagesse de ses conceptions, sa vigueur et sa rapidité d'exécution surmontèrent tous les obstacles. Il commença d'abord par suppléer à ce qui lui manquait en artillerie et en munitions; il organisa un parc de plus de cent pièces de gros calibre; il fit une reconnaissance exacte des abords de la place, ainsi que des nouvelles et terribles fortifications que les Anglais avaient élevées; après quoi il établit à son tour ses batteries.

Cartaux et Doppet, qui précédèrent Dugommier dans le commandement de l'armée de siège, étaient des généraux pleins de bravoure et de bonne volonté, mais entièrement dépourvus de talent. Ils furent donc obligés de céder, comme les autres, à l'ascendant de Napoléon. Les soldats, qui ne se trompent guère en pareille circonstance, leur en avaient donné l'exemple. Cartaux était en effet si peu capable, comme général en chef, qu'il voulut un jour forcer Napoléon à adosser une batterie au mur d'une maison, ce qui, par conséquent, n'aurait pas permis le moindre recul. Voici quel était son plan d'attaque : « Le commandant d'artillerie, écrivit-il, foudroiera Toulon pendant trois jours, au bout desquels je l'attaquerai sur « trois colonnes et l'enlèverai. » Mais à Paris, le Comité du génie trouva cette mesure expéditive beaucoup plus gaie que savante, et ce plan décida le rappel de son auteur. Les projets, du reste, ne manquèrent pas : comme la reprise de Toulon avait été donnée au concours des sociétés populaires, les plans abondèrent de toutes parts. Napoléon a avoué qu'il en avait bien reçu six cents pendant le siège. C'est au représentant Gasparin qu'il fut redevable de voir le sien, celui qui livra Toulon, triompher des objections des Comités de la Convention. Vingt-huit ans après, à Sainte-Hélène, l'Empereur, dans son testament, consacra un souvenir à ce représentant du peuple, pour l'intérêt et la bienveillance qu'il avait trouvés en lui.

Dans tous les différends que Cartaux avait eus avec le nouveau commandant d'artillerie, la plupart du temps en présence de sa femme, celle-ci prenait toujours le parti de Napoléon, disant naïvement à son mari :

— Mais laisse donc faire ce jeune homme! Ne vois-tu pas qu'il en sait plus que toi? Il ne te demande jamais rien, lui. Puisque c'est toi qui rends compte, eh bien! tu ne parleras pas de lui, et la gloire te restera. Cette femme n'était pas sans quelque bon sens.



Je n'ai pu l'avoir aujourd'hui, mais tu me reverras dans huit mois. (Chap. IV.)

Après le rappel de son mari et son retour à Paris, la société des Jacobins de Marseille donna au général disgracié une fête superbe. Pendant le repas, comme il était question du commandant d'artillerie qu'on élevait aux nues :

— Ne vous y fiez pas, dit-elle; ce jeune homme a trop d'esprit pour être longtemps un *sans-culotte*.

Alors Cartaux s'écria gravement et d'une voix de stentor :

— Citoyenne Cartaux ! c'est donc à dire que nous autres nous ne sommes que des imbéciles ?

— Je ne dis pas cela, mon ami ; mais... tiens, il n'est pas de ton espèce, il faut que je te le dise.

Un autre jour, au quartier-général, on vit déboucher de la route de Paris une file de magnifiques voitures. Il en sortit une soixantaine de militaires d'une belle tenue. Ils demandèrent le général en chef, et marchèrent à lui avec une importance d'ambassadeurs.

— Citoyen général, dit l'orateur de la bande, nous arrivons de Paris ; les patriotes sont indignés de ton inaction et de ta lenteur. Depuis longtemps le sol de la république est violé ; elle se demande pourquoi Toulon n'est pas encore repris, pourquoi la flotte anglaise n'est pas encore anéantie. Dans son imagination, elle a fait un appel aux braves : nous nous sommes présentés, et nous voici brûlant d'impatience de remplir son attente. Nous sommes canonniers volontaires de Paris ; fais-nous donner des canons, et demain nous marchons à l'ennemi !

Cartaux, déconcerté de cette brusque incartade et ne sachant que répondre, se retourna vers Napoléon ; alors celui-ci répondit tout bas :

— Ne vous inquiétez pas, citoyen général ; demain je vous délivrerai de tous ces muscadins qui viennent ici se donner des tons de fiers-à-bras.

Le soir on les combla de politesses ; mais le lende-



Napoléon fait abattre par des sapeurs la colonne de Rosbach. (Chap. VI).

main, au point du jour, Napoléon les conduisit sur la plage et mit quelques pièces de canon à leur disposition. Etonnés de se voir entièrement à découvert, ceux-ci demandèrent s'il n'y avait pas quelque abri, quelque épaulement. Le commandant leur répondit très-sérieusement que cette méthode était bonne autrefois, mais que maintenant ces précautions n'étaient plus de mode, et que le patriotisme avait rayé tout cela. Pendant ce colloque une frégate anglaise vint à lâcher une bordée; la plupart des nouveaux venus ne jugèrent pas prudent d'en attendre davantage: les uns disparurent du quartier-général, et les autres s'incorporèrent modestement dans le train d'équipages.

Le nouveau commandant d'artillerie se multipliait pour suffire à tout. Son activité et son caractère lui avaient donné une telle influence sur l'armée tout entière, que si l'ennemi tentait quelques sorties, ou forçait les assiégés à quelques mouvements rapides

et imprévus, les chefs de colonne et de détachement n'avaient qu'un même cri :

— Courez au commandant ! disaient-ils, demandez-lui ce qu'il faut faire ; il connaît mieux les localités que personne.

Et cela s'exécutait sans que personne s'en formalisât. Au reste, Napoléon ne s'épargnait point : dans une de ces sorties, il eut deux chevaux tués sous lui, et reçut d'un Anglais un coup de baïonnette à la cuisse gauche ; blessure assez grave pour qu'il se vît un instant menacé de l'amputation.

Une autre fois, se trouvant dans une batterie où l'un des servants venait d'être tué sous ses yeux, il prit le refouloir et chargea lui-même plusieurs coups. A quelques jours de là, il se trouva couvert d'une gale très-maligne, que les impérieux devoirs du service l'empêchèrent de traiter convenablement. Le mal ne disparut qu'en apparence; le venin n'était que refoulé

à l'intérieur, et sa santé en fut gravement affectée. C'est peut-être à cette cause qu'il faut attribuer sa maigre malade et cet aspect chétif qu'il conserva pendant longtemps. Ce ne fut qu'après ses premières campagnes d'Italie, qu'ayant plus de loisir, il consentit à se soumettre à un traitement indiqué par le célèbre Corvisart, le même qui, plus tard, devint premier médecin de l'Empereur, et qui lui rendit alors sa force première.

De simple commandant de l'artillerie de Toulon, Napoléon eût pu en devenir le général en chef avant la fin du siège. Le jour même de l'attaque du petit Gibraltar, le général Dugommier voulait la retarder encore. Les représentants envoyèrent chercher le jeune commandant; ils étaient mécontents des lenteurs de Dugommier, et voulurent le destituer sur-le-champ, en offrant le commandement à Napoléon; mais celui-ci refusa, et s'étant rendu auprès de son général qu'il aimait, il lui fit connaître l'état des choses et le décida à l'attaque. Or, le soir, sur les huit ou neuf heures, quand toutes les troupes étaient déjà en marche, les représentants voulurent à leur tour différer l'attaque; mais Dugommier, toujours poussé par Napoléon, persista à la commencer. En cas de revers, nul doute qu'ils n'eussent été perdus tous les deux.

C'étaient les notes que les comités de Paris trouvaient au bureau d'artillerie, sur le compte de Napoléon, qui avaient fait jeter les yeux sur lui pour le siège de Toulon. On vient de voir que, dès qu'il y parut, malgré sa jeunesse et l'infériorité de son grade, il y commanda d'une manière absolue. Tel est le résultat naturel de l'ascendant du savoir, de l'activité et de l'énergie, sur l'ignorance et l'indécision. Ce fut réellement lui qui prit Toulon, et pourtant on cita à peine son nom dans les relations qui furent faites de ce siège. Quand Dugommier vit s'accomplir tous les faits prédits par Napoléon, quand il vint à récapituler les services que le jeune commandant avait rendus, il y eut chez lui de l'admiration et de l'enthousiasme; il ne tarissait pas d'éloges, et en demandant pour le jeune officier, aux représentants, un grade supérieur, il ajouta : « Avancez-le, car si vous étiez assez ingrats « envers lui pour ne pas le faire, il s'avancerait tout « seul. » C'était une espèce de prédiction que Napoléon s'est chargé d'accomplir.

Dans un conseil de guerre tenu à Ollioules le 15 octobre, où les trois commissaires envoyés par la Convention, Barras, Fréron et Gasparin, avaient assisté, ainsi que tout l'état-major de l'armée de siège, Napoléon avait fait adopter son plan, qui consistait, non pas à diriger le feu de l'artillerie sur une ville française, mais à s'emparer des hauteurs qui dominent la rade et le port de Toulon, et qui en commandent l'entrée. Les Anglais, appréciant l'importance de cette position, y avaient construit le fort Mulgrave, que la perfection et le nombre de ses moyens de défense faisaient nommer le *petit Gibraltar*.

Napoléon pensait avec raison qu'aussitôt qu'il serait maître de ce point, d'où il menacerait les communications entre la flotte et la garnison assiégée, les Anglais se hâteraient d'évacuer la ville. En conséquence, et tandis qu'atin de donner le change à l'ennemi, on fai-

sait des manifestations sur un point opposé, Napoléon s'occupa d'établir la batterie nécessaire pour soutenir l'attaque du fort Mulgrave. Les travaux avaient été cachés avec le plus grand soin; les canons étaient en position; on n'attendait plus qu'une nuit favorable, lorsqu'un ordre irréflecti des représentants du peuple, en faisant démasquer et jouer toutes les pièces à la fois, révéla aux Anglais le péril qui les menaçait. Ceux-ci résolurent aussitôt de détruire les ouvrages des assaillants. La nuit suivante, six mille hommes, sous les ordres du général O'Hara, commandant de Toulon, qui voulut diriger lui-même cette expédition, sortirent sans bruit de la ville. Ils avaient déjà réussi à s'emparer de la batterie, et avaient encloué quelques pièces. Les Français, étonnés de cette brusque attaque, avaient perdu du terrain et cherchaient à se reconnaître; mais Napoléon était là : il se jeta sans hésiter, avec un bataillon seulement, dans un boyau de tranchée qui le conduisit sur les derrières des Anglais, où il arriva sans être aperçu. Parvenu au milieu d'eux, il commanda à ceux qui le suivaient, feu à droite et feu à gauche. Le désordre se mit dans les rangs du général O'Hara, qui, en voulant rallier ses soldats, fut fait prisonnier. L'approche du général Dugommier, à la tête de quelques bataillons, acheva de décider la retraite de la division anglaise, qui fut ramenée en désordre jusque sous les murs de la place.

Un matin, Napoléon se trouvant à la *batterie des sans-culottes*, demanda à l'officier du poste un soldat qui ait tout à la fois de l'audace et de l'intelligence.

— *La Tempête!* appelle aussitôt le lieutenant.

Un sergent de grenadiers se présente; le commandant de l'artillerie fixe sur lui cet œil scrutateur qui semble déjà connaître les hommes.

— Tu vas quitter ton habit, lui dit-il, pour aller *là-bas* porter cet ordre.

En même temps il lui indique un des points les plus éloignés de la côte et lui explique ce qu'il veut de lui; mais pendant ce temps le jeune sergent était devenu rouge comme une grenade; ses yeux étincelaient :

— Citoyen commandant, je ne suis pas un espion, répondit-il froidement; cherchez un autre que moi pour exécuter votre ordre.

Il allait se retirer, lorsque Napoléon le retint en lui disant d'un ton sévère :

— Comment! tu refuses d'obéir!... Sais-tu bien à quoi tu t'exposes?

— Je suis prêt à obéir; mais je n'irai où vous voulez m'envoyer qu'avec mon uniforme, ou.... je n'irai pas. C'est encore trop d'honneur pour ces..... Anglais que de leur faire voir cet habit-là! ajouta-t-il fièrement en frappant de la main le galon cousu sur manche.

Napoléon sourit et le regarda fixement.

— Mais... ils te tueront! reprit-il?

— Que vous importe? vous ne me connaissez pas assez pour que ma perte vous fasse de la peine. Quant à moi, cela m'est égal. Alors, citoyen commandant, je vais partir comme je suis là, n'est-ce pas?

— Oui, et j'espère te voir revenir de même.

Le jeune sergent mit la main dans sa giberne,

passa légèrement l'ongle de son pouce sur la pierre de son fusil :

— Bien ! fit-il, j'ai des dragées ; si les habits rouges veulent me parler, je leur répondrai : la conversation ne languira pas.

Puis, posant son arme sur l'épaule gauche, il partit gaiement en chantant le refrain de la *Carmagnole*.

— Comment s'appelle ce grenadier ? demanda Napoléon au chef du poste.

— Andoche Junot, autrement dit *la Tempête*.

Je me souviendrai de lui, répliqua le commandant en inscrivant ces noms sur ses tablettes. Celui-là fera son chemin, ajouta-il à voix basse.

L'avenir ne démentit pas ce jugement. Junot était né en 1771 à Bussy-le-Grand (Côte-d'Or). Lorsqu'en 1792 un cri de guerre eut retenti dans toute la France, il entra dans ce fameux bataillon des *volontaires de la Côte-d'Or*, d'où sortirent, dans la suite, tant de héros et de grands officiers de l'empire. Après la reddition de Longwy, ce bataillon fut dirigé sur Toulon. Junot était alors sergent de grenadiers ; ce grade lui avait été décerné sur le champ de bataille même par ses camarades, qui déjà l'avaient surnommé *la Tempête*, à cause de son bouillant courage ; il n'avait encore que vingt-deux ans. Peu de jours après sa première entrevue avec Napoléon, ce dernier, se trouvant à la même batterie, demanda quelqu'un qui ait une belle écriture. Junot, désigné par ses camarades, sort des rangs et se présente. Le commandant de l'artillerie le reconnaît tout d'abord pour le sergent de grenadiers qui a déjà fixé son attention.

— Eh mais... c'est Andoche ! s'écrie-t-il en souriant ; en suis bien aise.

Puis il lui désigne du doigt une place sur l'épaulement même de la batterie, en ajoutant :

— Mets-toi là, pour écrire la lettre que je vais te dicter.

A peine Junot l'a-t-il achevée, qu'une bombe lancée par les Anglais éclate à dix pas et le couvre de terre ainsi que la lettre.

— Merci ! fit-il en souriant ; je n'avais pas de sable pour sécher l'encre, en voilà !

A cette repartie, Napoléon arrêta son regard sur le sergent. Il était demeuré calme et n'avait pas même tressailli. Cette circonstance décida de la fortune de Junot : il demeura près du commandant d'artillerie et ne le quitta plus*.

Enfin, quatre mois après le commencement du siège de Toulon, le fort Mulgrave, attaqué dans la nuit du 18 au 19 décembre 1793, fut emporté de vive force.

* Toulon pris, le jeune sous-officier ne demanda à Napoléon d'autre récompense, pour sa belle conduite pendant le siège, que d'être son aide-de-camp, préférant un grade inférieur à celui qu'il aurait sans doute obtenu en rentrant dans son corps. Junot avait une âme de feu et le plus noble cœur, et sans avoir encore la mesure du géant qui était devant lui, il avait cependant jugé qu'il obéissait à un grand homme. Bientôt il s'attacha au général Bonaparte, dont il devint premier aide-de-camp. Il conserva ce titre auprès de Napoléon, consul et empereur, et le servit avec un dévouement qui tenait du culte jusqu'à l'époque de sa mort, qui arriva en 1813, après avoir été successivement ambassadeur, gouverneur de Paris, colonel-général des hussards, et enfin duc d'Abrantès.

Napoléon et Dugommier y entrèrent les premiers par une embrasure ; le vieux général était accablé de fatigue.

Allez maintenant vous reposer, lui dit le jeune commandant d'artillerie, nous venons de prendre Toulon : vous y coucherez demain.

Le lendemain, en effet, l'escadre ennemie, qui pouvait être foudroyée par les batteries que Napoléon avait fait établir pendant la nuit, se hâta de retirer la garnison et d'évacuer le port et la rade. Le même jour, les forts et la ville furent occupés par les troupes de la république.

L'amitié de Napoléon pour deux de ses compagnons de guerre devenus non moins célèbres que Junot, date du siège de Toulon. L'un d'eux fut Muiron, tué près de lui à Arcole ; l'autre fut Duroc, mort à Wursen, autre champ de bataille où la vie de Napoléon fut non moins exposée. Muiron, déjà capitaine d'artillerie, lui avait servi d'adjutant pendant le siège de Toulon. Duroc, qui devint sous l'empire grand-maréchal du palais et duc de Frioul, n'était encore que lieutenant. Quant au jeune commandant de l'artillerie, il avait bien mérité de la patrie pendant le siège de Toulon : le grade de général de brigade, qui lui fut accordé le 6 février 1794, fut sa récompense. En cette qualité, il fut chargé d'abord de l'armement et de la mise en état de défense des côtes de Provence et de la rivière de Gènes ; et, bientôt après, il obtint le commandement de l'artillerie de l'armée d'Italie, et se rendit à Nice au mois de mars 1794, où était établi le quartier-général. La véritable intention du gouvernement, en confiant à Napoléon cette espèce de mission, était de le mettre à même de recueillir tous les renseignements nécessaires en cas d'une nouvelle invasion.

Pendant ce temps, Paris voyait les Jacobins redoubler de fureur. Robespierre aîné, qui y exerçait un pouvoir sans limites, avait envoyé son jeune frère à l'armée d'Italie en qualité de commissaire extraordinaire. Les relations de service de Napoléon le rapprochèrent de Robespierre jeune, qui, ayant apprécié son caractère, et voulant remplacer le commandant de Paris, Henriot, dont l'incapacité fatiguait son frère, avait jeté les yeux sur le jeune général. Cependant, grâce à la nouvelle promotion de Napoléon, sa famille se trouvait dans une situation moins fâcheuse. Pour se rapprocher de son fils, madame Bonaparte était venue s'établir avec ses filles au château de Sallé, près d'Antibes, à quelques milles du quartier-général. Lucien quittait de temps en temps sa résidence de Saint-Maximin pour voir sa mère, que Napoléon venait visiter chaque fois que ses devoirs lui en laissaient le loisir.

Un jour ce dernier annonce à Lucien qu'il dépend de lui de partir pour Paris dès le lendemain, et de les y établir tous très-avantageusement. Cette confidence paraît charmer Lucien, qui n'aspire qu'à venir dans la capitale.

— Oui, ajoute Napoléon, on m'offre la place d'Henriot ; je dois ce soir rendre une réponse définitive ; qu'en penses-tu ?

Lucien paraissant réfléchir, son frère repart en hochant la tête :



Alors, citoyen commandant, je vais partir comme je suis là ?

— Cela vaut la peine d'y regarder à deux fois. A Paris, il ne s'agit pas de faire de l'enthousiasme à froid; et peut-être ne serait-il pas aussi facile d'y sauver sa tête que partout ailleurs.

— Robespierre jeune est un honnête homme, répond Lucien; mais il paraît que son frère ne badine pas. Il faudrait le servir.

— Y penses-tu? moi, soutenir cet homme!... jamais!... La poire n'est pas mûre. Il n'y a encore de place honorable pour moi qu'à l'armée. Prends patience; plus tard je commanderai Paris, je t'en réponds.

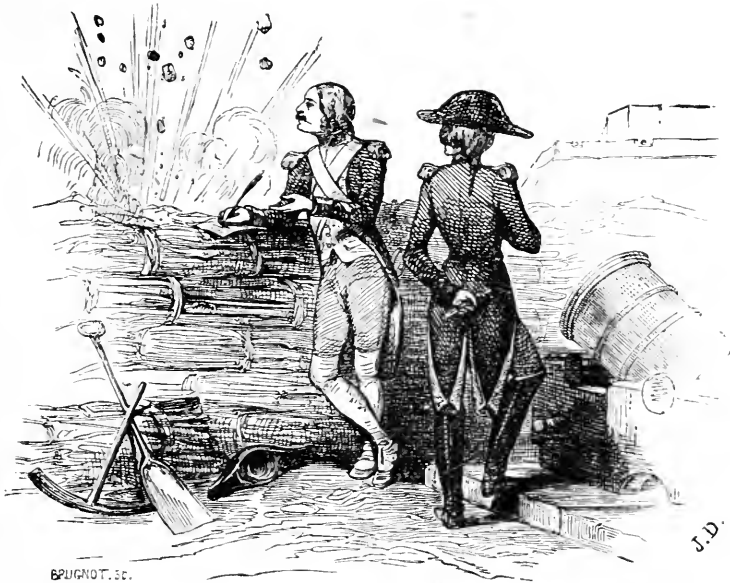
Alors Napoléon exprima toute l'indignation que lui inspirait le régime de terreur sous lequel gémissait la

France, et dont il prédit la chute prochaine. Puis il finit par dire :

— Qu'irais-je faire à présent dans cette galère?

Robespierre jeune le sollicita vainement. Quelque temps après, le 9 thermidor vint délivrer la France et justifier les prévisions de Napoléon. Dix jours auparavant, la trahison de Paoli avait été consommée. Un conseil général, sous sa présidence, avait offert au roi d'Angleterre le titre de roi de la Corse, que celui-ci avait accepté. Mais Paoli devait porter la peine de son parjure; car il vécut assez de temps pour assister aux victoires et à l'avènement au consulat de ce fils de Charles Bonaparte, dont il avait mis la tête à prix.





Merci ! j'en n'avais pas de sable pour sécher l'encre, en voilà.

CHAPITRE V.



très-instruit, mais à qui la goutte avait ôté son activité. Aussitôt que le jeune général d'artillerie fut mis en possession du commandement, il parcourut toute la ligne, afin de reconnaître par lui-même la position des troupes et l'ensemble des opérations. A son retour, il avait déjà trouvé les moyens d'assurer la victoire à l'armée française. Il développa ses idées dans un conseil de guerre où se trouvaient les représentants du peuple, Robespierre jeune et Ricord aîné. La réputation qu'il venait d'acquérir au siège de

OLDATS, généraux, représentants du peuple, tous étaient d'accord pour reconnaître la supériorité de Napoléon. Il les avait également dominés par l'ascendant de son génie. Lorsqu'il était arrivé à Nice, l'armée d'Italie se trouvait sous les ordres du général Dubermion, vieux et brave officier

Toulon, et les talents dont il avait fait preuve, soulevèrent toutes les opinions à la sienne : son plan fut adopté. L'exécution en fut confiée au général Masséna (Dubermion était malade et dans son lit) ; l'armée s'ébranla sur quatre colonnes, et en peu de jours la fameuse position de Saorgio, occupée par vingt mille Piémontais, fut tournée, le col du Tende fut pris, et nos troupes s'établirent dans des positions inexpugnables, sur la chaîne supérieure des Alpes. Ces belles manœuvres prouvèrent aux hommes du métier que le général Bonaparte, déjà si expérimenté dans l'art de conduire un siège, était également capable de diriger les mouvements d'une grande armée.

Peu de temps après, Napoléon fut arrêté à Nice, par ordre du Comité de salut public. On n'a jamais bien connu la véritable cause d'un tel acte de rigueur. La mesure fut exécutée par l'adjudant-général Viervin, commandant de gendarmerie, et Aréna, compatriote de Napoléon. Le commissaire ordonnateur Denniée fut chargé de l'examen des papiers du général Bonaparte, dont la détention ne dura que quinze jours, au bout desquels il reprit ses fonctions.

A cette époque, beaucoup de gens de condition, tant en province qu'à Paris, cherchaient, au moyen des ressources qu'offre le commerce, à augmenter la modique fortune que la tourmente révolutionnaire leur

avait encore laissée. Une madame de Saint-Ange, d'origine Corse, et retirée dans les environs de Marseille, était de ce nombre. Elle calcula assez judicieusement qu'à Nice, où se trouvaient toujours beaucoup de soldats, dont dix sur trente n'avaient ni chemise ni habit, elle pourrait se défaire avantageusement d'une pacotille de toiles et de draps qu'elle avait achetée de contrebandiers; d'autant mieux qu'elle était connue depuis longtemps de la famille Bonaparte. En conséquence, elle confia ses marchandises à un domestique de son père, vieux montagnard corse et ancien marin, rempli de fidélité et de courage, qui l'avait suivie en Provence. Elle l'envoya au jeune général avec une lettre qu'elle eut la précaution d'écrire en italien, en y mêlant quelques mots de patois corse, pour mieux lui rappeler sa patrie. Bartoloméo, tel était le nom de cet ancien serviteur, connaissait, lui aussi, toute la famille Bonaparte, et Napoléon plus particulièrement. En arrivant à Nice, il alla le trouver à son logement, et lui remit la lettre de la signora Catarina; puis, comme les épaulettes et le chapeau de général ne lui imposaient nullement, en attendant la réponse de Napoléon, il s'assit tranquillement en sa présence.

Quoiqu'il fût à peine huit heures du matin et que ce fût en hiver, le jeune général était déjà habillé, coiffé, botté, et prêt à monter à cheval. Il est vrai de dire que la poudre était mal étendue sur ses cheveux mal peignés, que son habit, d'un assez gros drap, n'avait pour indiquer sa suprême dignité qu'un galon d'or sur lequel était brochée, en soie verte, une feuille de chêne, et encore ce galon ne se voyait-il qu'au large collet rabattu sur les épaules, que l'on mettait alors aux habits d'uniforme. Ses épaulettes étaient plus que mesquines; mais son volumineux chapeau à trois cornes avait à lui seul plus de galon que tout le reste du costume; car la coiffure seule indiquait d'une manière distinctive le simple officier, le général et le commandant en chef.

Bartoloméo vit tout cela d'un coup d'œil rapide qui n'appartient qu'aux gens de sa nation; mais bientôt il eut une bien autre occupation que celle d'examiner son ancienne connaissance: ce fut de lui répondre. Il avait déjà remarqué un changement assez sensible sur la physionomie de Napoléon, tandis qu'il lisait la lettre de madame de Saint-Ange. D'abord un sourire moqueur parut sur ses lèvres minces; ensuite son front se plissa, ses sourcils se rapprochèrent, et, regardant Bartoloméo avec défiance:

— Qu'est-ce que ce grimoire? lui demanda-t-il en reprenant la lettre de sa compatriote.

Ce peu de mots fut articulé en français, à très-haute voix, et de manière à être entendu des officiers qui étaient dans la pièce voisine. Bartoloméo comprit l'intention du général; elle lui déplut.

— *Signor Napolione*, lui répondit-il en italien, quoiqu'il sût parfaitement le français, *non capisco niente a tutto; voi sapete, ch'è in Corsica; noi attri poveri dia-voli, non parliamo ch'è in nostro patois. Como lo chiamo qui fate mi dunque il favore di parlare la nostra cara lingua*.*

* Monsieur Napoléon, je ne comprends rien du tout; vous sa-

Napoléon regarda fixement le marin, qui vit bien qu'il était deviné. Néanmoins Bartoloméo, ou plutôt *Tolomeo*, comme on l'appelait dans sa patrie, ne parut pas embarrassé de cette sorte d'enquête.

— Je suis sorti trop jeune de la Corse pour m'exprimer facilement en italien, répondit tranquillement Napoléon. Je ne vois pas d'ailleurs la nécessité de parler ce *patois*, comme tu le dis toi-même, puisque la signora Catarina, ajouta-t-il en reprenant la lettre de madame de Saint-Ange, m'annonce que tu habites depuis longtemps la côte de Provence avec elle.

— *Si, signor*, répondit celui-ci en clignant un œil et en faisant de la tête un petit signe d'intelligence.

Eh bien! alors, tu dois savoir parler le français, répliqua Napoléon avec humeur; que signifie cette affectation, drôle que tu es?

Toloméo eut peur un moment, et la pâleur lui vint au visage; mais cette impression fut courte; et replaçant sur sa tête le bonnet de laine tricolore qu'il avait ôté lorsque Napoléon avait commencé de parler, il reprit avec fierté:

— *Non è bisogno di tanto far laquadra, signor Napolione; mà bastà! Che riposta darò alla signora Catarina?**

— Savais-tu ce que contenait ceci? demanda Napoléon en lui montrant la lettre, qu'il avait posée sur une table près de lui.

Toloméo fit un geste affirmatif; mais il ne prononça pas une seule parole.

— En ce cas, reprit vivement Napoléon, en parlant extrêmement haut, tu es plus hardi que je ne l'aurais cru, en venant m'apporter un pareil message! Figurez-vous, citoyens, ajouta-t-il en s'adressant aux officiers qui étaient accourus en entendant leur général élever la voix, figurez-vous que ce drôle-là est arrivé ici avec une pacotille expédiée par une de mes compatriotes, qui croit qu'en cette qualité je dois faire acheter par la république ses toiles éventées et ses draps brûlés. Il est vrai qu'elle me propose de me payer grassement ma commission. Tenez, voyez, citoyens!...

Il détacha de la lettre de madame de Saint-Ange une petite bande de papier qui y était collée, et sur laquelle étaient cousus des échantillons de toiles et de draps avec les numéros d'indication des pièces, et il ajouta:

— La citoyenne m'offre, comme *pot-de-vin*, la pièce n° 2. Si l'on cherche à me séduire, au moins vous pourrez affirmer que ce n'est pas par la beauté du présent.

Et il indiqua du doigt, aux officiers, un petit morceau de toile jaunâtre, de nature à faire tout au plus des chemises de matelot.

— Quant à toi, poursuivit-il en s'adressant à Toloméo, tu es heureux de n'être que le porteur de ce message. Allons, drôle, hors d'ici!...

vez qu'en Corse, nous autres pauvres diables nous ne parlons que *patois*, comme vous dites ici; faites-moi donc le plaisir de parler notre chère langue.

* Il n'est pas besoin de vous tant divertir de moi, monsieur Napoléon; mais c'est assez! Quelle réponse ferai-je à madame Catherine?

— Parbleu ! s'écria le Corse en parlant tout à coup très bon français, j'ai vu le temps, et il n'est pas encore bien éloigné, ou la moitié de cette pièce de toile eût été reçue avec reconnaissance par votre mère, général Bonaparte !

Puis, sans paraître faire attention à ceux qui étaient présents, il reprit d'un ton plus calme :

Ah çà ! décidément, voulez-vous de ma toile et de mon drap, ou n'en voulez-vous pas ?

— Je n'en proposerais seulement pas à la république de quoi faire une *musette* * à nos chevaux d'artillerie, ou une paire de guêtres à nos charretiers d'ambulance, répondit froidement Napoléon, que les insolentes paroles de son compatriote avaient ému visiblement.

— Eh bien ! reprit le Corse d'un ton menaçant, je vais aller vendre la pacotille de la signora Catarina aux Anglais : ceux-là, du moins, me paieront avec de bon argent, et non avec de méchants chiffons de papier, comme vous autres.

A ces mots, les yeux de Napoléon s'enflammèrent, et d'un accent terrible il s'écria :

— Drôle ! si tu t'avisés seulement de le tenter, je te fais fusiller !

— Citoyen général, demanda vivement Junot, que la menace du Corse avait exaspéré, voulez-vous que je jette ce vieux marsouin par la fenêtre ?

Et l'aide-de-camp, qui s'était servi d'une expression plus énergique, avait fait un mouvement brusque vers Toloméo, qui avait eu l'air de n'y pas faire attention. Le général répondit avec calme :

— Laisse-le aller. Puis, s'adressant à Toloméo, il ajouta : Je te répète que si tu t'avisés d'exécuter ta menace, je te fais fusiller sur-le-champ.

— Berrrrr ! fit le vieux marin en s'élançant sur l'escalier qu'il descendit rapidement, et en proferant un juron provençal à chaque marche ; puis, arrivé à la porte de sortie, il s'écria de toute la force de ses poumons :

— *Signor Napolione*, si vous essayez de me faire fusiller, faites en sorte que vos hommes ne me manquent pas, je vous le conseille ; car, foi de Corse que je suis, je n'oublierai pas votre réception !

Junot voulut courir après lui ; Napoléon l'en empêcha en disant :

— Laisse-le, te dis-je, c'est un vieux fou ; je parlerai au commandant du port, qui saura bien s'opposer à ce qu'il puisse accomplir sa menace.

Bartoloméo sut en effet que le général l'avait signalé comme contrebandier ; mais cela ne l'empêcha pas d'aller vendre, comme il l'avait annoncé, les toiles et les draps de madame de Saint-Ange aux Anglais, qui les lui payèrent en bonnes guinées. Quant à Napoléon, il pardonna et oublia même les paroles plus qu'inconvenantes échappées à son compatriote en présence des officiers de son état-major, bien que ceux-ci ne lui eussent pas gardé le secret.

Après l'affaire de Bartoloméo, dans laquelle Napoléon avait manifesté son désintéressement, les repré-

sentants du peuple à l'armée d'Italie, qui eurent connaissance de ce fait, furent très-enthousiasmés de ce qu'ils appelaient le *civisme* du citoyen Bonaparte. Il paraît que ce genre de *civisme* n'était pas moins rare en ce temps-là qu'à toute autre époque.

Pendant l'hiver, il fit plusieurs courses sur les côtes de Toulon et de Marseille, pour inspecter les arsenaux et les batteries. La réaction qui suivit la révolution du 9 thermidor fut peut-être plus violente dans la Midi que dans toute autre partie de la France. Les représentants du peuple, en mission dans la Provence, la favorisaient : elle triompha.

Sur ces entrefaites, un corsaire français amena dans le port de Toulon une prise espagnole qui avait à bord une vingtaine d'émigrés parmi lesquels étaient plusieurs membres de la famille Chabillant. Un rassemblement tumultueux se porta aux prisons pour les égorger. Ce fut en vain que les représentants Mariette et Chambon haranguèrent la multitude, lui promettant de faire juger ces émigrés. Devenus eux-mêmes suspects, on ne les écouta plus. Des cris menaçants s'élevèrent contre eux, la garde accourut, elle fut repoussée. Napoléon, qui par bonheur se trouvait dans la ville, reconnut parmi les chefs de l'émeute plusieurs canonniers qui avaient servi sous ses ordres l'année précédente ; ceux-ci l'environnent et imposent silence au peuple. Napoléon parle, promet que les émigrés seront jugés le lendemain matin, et parvient ainsi à calmer les esprits. Mais, dans la nuit il fit placer les émigrés dans des caissons du parc, et les fit sortir de la ville comme un convoi d'artillerie ; un bateau les attendait dans la rade d'Hyères ; ils s'embarquèrent et furent sauvés.

C'était, comme on voit, le temps où la réaction thermidorienne était dans toute sa fureur : elle destituait, elle emprisonnait, elle égorgeait ; et après avoir assouvi ses vengeances sur les terroristes, elle poursuivait les républicains. Napoléon, qui toujours avait chéri la cause nationale, ne fut pas plus épargné que les autres. Le représentant Aubry, proscrit au 31 mai, était un de ces hommes qui, en rentrant dans la Convention, avaient promis d'oublier le mal que leur avait fait le système de la terreur ; mais il prouva bientôt qu'il n'avait pas perdu le souvenir de ses persécutions. Il destitua des généraux républicains, et nomma à leur place des royalistes avoués. Napoléon, alors âgé de vingt-cinq ans, et le plus jeune des généraux d'artillerie de l'armée, fut porté sur le tableau des généraux d'infanterie. Ce déplacement était une sorte de destitution ; il écrivit pour réclamer, on ne lui répondit pas. Il quitta l'armée d'Italie et vint à Paris pour faire valoir ses droits. En passant par Châtillon-sur-Seine, il s'arrêta chez le père du capitaine Marmont, qu'il avait connu jadis. Pendant ce temps, arrivèrent les événements du 1^{er} prairial. La tranquillité était rétablie à Paris lorsqu'il y vint et se présenta chez Aubry ; il lui fit observer qu'ayant commandé l'artillerie de siège à Toulon et celle de l'armée d'Italie depuis deux ans, il lui serait pénible de quitter un corps dans lequel il avait toujours servi. Ce représentant, qui, sans avoir rendu de services en campagne, s'était élevé du grade de capitaine d'artillerie à celui

* Espèce de petit sac de toile que l'on suspend au cou des chevaux pour leur faire manger l'avoine lorsqu'ils ne sont pas à l'écurie.



Drôle ! si tu t'avises seulement de le tenter, ie te fais fusiller.

de général de division et d'inspecteur de son arme, accueillit fort mal la réclamation du vainqueur de Toulon. Aux observations les plus justes et les plus pressantes, il ne répondit à Napoléon qu'en lui opposant avec aigreur sa grande jeunesse.

— On vieillit vite sur les champs de bataille ! lui répliqua celui-ci ; et moi, citoyen général, j'en arrive !

Le mot était digne et piquant, car Aubry n'avait jamais vu le feu. Napoléon, indigné, se retira et envoya sa démission au Comité, au moment même où, dans sa fureur, Aubry allait lui envoyer sa destitution.

En attendant, la position de Napoléon, privé de fortune et de traitement, devint fort pénible. Un de ses camarades, le général Tilly, lui prêta vingt-cinq louis. Il eut bientôt occasion de reconnaître ce service ce fut dans l'affaire de Babœuf. Celui qui devait peu d'années après habiter les Tuileries, logeait alors dans un modeste hôtel garni, rue des Fossés-Montmartre, tenu par le sieur Grégoire, qui occupait encore en 1814 l'hôtel Richelieu, situé rue Neuve-Saint-Augustin, presque en face de la rue d'Antin. Outre le général Tilly et Bourrienne, qui avaient été ses camarades à l'école de Brienne, on cite parmi les personnes qui formaient à cette époque la société ordinaire de Napoléon, M. Langlès, l'orientaliste, et madame de Pernon, mère de la duchesse d'Abrantès. Il dînait alors très souvent au restaurant des Frères-Provençaux, qui n'était pas à cette époque, comme il le fut depuis, un des plus somptueux restaurants de Paris. Nous tenons de l'ancien chef de cet établissement, M. Mannaye, que Napoléon y prenait souvent ses modestes repas avec d'autres officiers. Triste, rêveur,

méditatif, laconique surtout, il payait à part son écot. et avait pour habitude d'envelopper dans la carte à payer le montant de sa dépense, et d'en séparer le peu de monnaie qu'il destinait au garçon. Il portait lui-même cet argent au comptoir, et le remettait à la maîtresse de l'établissement sans jamais lui adresser la parole. Le plus ordinairement, il se retirait seul et avant ses camarades. Jamais le montant de son dîner ne dépassa un petit écu (trois francs). Aussi, plus tard, quand le restaurateur eut appris que le général Bonaparte avait souvent mangé chez lui, il disait ingénument qu'il n'aurait jamais pensé que parmi les nombreux militaires qui venaient dîner dans son restaurant, celui qui ne parlait jamais et qui dépensait si peu pût devenir un si grand général.

C'était dans ce même établissement que Napoléon, plein d'enthousiasme pour les chefs-d'œuvre du Théâtre-Français et d'estime pour leurs dignes interprètes, dînait quelquefois avec Talma. La conversation du célèbre tragédien qui parlait si bien de son art, avait beaucoup d'attrait pour lui. Il y trouvait une douce distraction aux grandes pensées qui l'occupaient ; son regard s'animait en écoutant le comédien ; déjà il voyait en lui une illustration française, et tout ce qui honorait le pays trouvait dans son âme une prompte et vive sympathie ; aussi était-il moins rêveur et moins laconique avec lui. Le grand artiste Talma a souvent entretenu ses amis de ces petits diners, dont il ne parlait qu'avec émotion. On sait avec quelle bienveillance l'Empereur le traita dans tous les temps. Plusieurs fois il paya les dettes du célèbre acteur, et regretta toujours de ne pouvoir lui donner la croix



Nous verrons, citoyen général, répondit le vieux sergent en retroussant fièrement sa moustache.

d'honneur, retenu qu'il était par un sentiment exquis des convenances.

En arrivant à Paris, au mois de juin 1794, Napoléon avait trouvé la France épouvantée du passé, mais plus épouvantée encore de l'avenir incertain qui était devant elle. Le pays sortait de l'état de crise dans lequel le gouvernement révolutionnaire l'avait tenu pendant trois ans. Malgré les éclatants services qu'il avait rendus au siège de Toulon, le jeune général avait éprouvé d'affreuses injustices. A cette époque il avait eu à supporter toutes les souffrances à la fois. Sans état, sans fortune, sans ressources, l'âme froissée par la pauvreté de sa famille qu'il avait laissée à Marseille, malade du chagrin dont le génie ne préserve pas les grands hommes, même à vingt-cinq ans, l'imagination sans cesse en travail, il se consumait en plans vides, et chaque soir, en s'endormant, il formait cent projets dont l'Orient était toujours le théâtre.

— Il serait étrange, disait-il en souriant, qu'un pauvre Corse devint roi de Jérusalem !

Si le nom de l'Inde était prononcé devant lui :

— C'est dans ce lieu, interrompait-il qu'on attaquerait efficacement la puissance des Anglais !

Enfin, un jour, il prend sur lui d'adresser au Comité de salut public un projet pour la restauration de l'état militaire dans l'empire turc, qu'il se charge d'accomplir, lui avec quelques officiers qu'il désigne. Il prouve l'utilité dont cet établissement doit être à la Porte ottomane et à la nation française. On ne lui répond même pas. Cependant, si un commis eût mis au bas de cette note : *Accordé*, ce mot eût changé peut-être la face de l'Europe.

Le temps, pour Napoléon, continuait donc de s'écouler dans des déceptions douloureuses, lorsqu'un grand événement vint tout à coup le jeter sur la scène du monde. La journée du 13 vendémiaire se préparait.

C'était cette journée qui devait commencer l'influence qu'il allait exercer sur le pays, et devait être la cause première de sa haute fortune.

Le gouvernement monstrueux qui administrait alors la France ne pouvait exister plus longtemps. Une commission présidée par Sieyès avait été chargée de rédiger une nouvelle constitution. Celle de l'an III, dont ce célèbre conventionnel fut le principal auteur, établissait un conseil législatif de cinq cents membres, et un Conseil des Anciens comme chambre de révision. Ces Conseils devaient se renouveler par tiers tous les ans. Le pouvoir exécutif était confié à un Directoire composé de cinq membres, se renouvelant par cinquième chaque année, et entièrement soumis au pouvoir législatif; en outre, la Convention, craignant l'influence de ses adversaires dans les élections, rendit un décret qui conservait dans les nouvelles assemblées, pour cette fois seulement, les deux tiers de ses membres; mais telle était l'aversion que les Parisiens avaient pour le parti jacobin, qu'ils virent seulement dans ces mesures des moyens détournés de conserver illégalement un pouvoir odieux. Paris comptait quarante-huit sections; elles avaient chacune un bataillon de garde nationale; et, sur ces quarante-huit bataillons, trente étaient décidés à repousser également et les conventionnels et leurs décrets. La Convention résolut donc d'employer la force pour assurer l'exécution de ses volontés. De leur côté, les sections se proposaient de tout employer pour obliger la Convention à se dissoudre.

Pendant ce temps, Napoléon, beaucoup plus occupé de la guerre contre l'étranger que de la politique intérieure, prenait peu d'intérêt à ces débats. Il était, dans la soirée du 12 vendémiaire 1795, au théâtre Feydeau, lorsqu'on l'instruisit des événements qui se passaient. Il fut curieux d'observer de plus près la marche des affaires, et, pour cela, se rendit aux tribunes publiques de la Convention. Cette assemblée, avertie des périls qu'elle courait, était en train de délibérer sur les moyens de les prévenir. Les orateurs rejetaient sur le général Menou, alors commandant en chef de l'armée de l'intérieur, toutes les fautes qu'on avait à se reprocher, et le faisaient décréter d'accusation. Mais ce n'était pas tout que de sacrifier un homme, il fallait sauver, avec l'assemblée, la révolution compromise. On cherche un officier-général qui ose le tenter. On parle de Barras; d'autres noms sont mis en avant; celui de Bonaparte, prononcé par quelques représentants qui se souviennent de Toulon, et peut-être par Barras lui-même, va frapper, sur le devant d'une tribune, l'oreille d'un jeune homme pâle, maigre, défait, mal vêtu, mal poudré, qui semblait prêter une oreille attentive aux débats : c'était Napoléon ! On l'interpelle, on lui offre le commandement des troupes dont la Convention peut disposer. Napoléon semble un moment indécis; mais ses sentiments particuliers, ses vingt-cinq ans, sa confiance en ses forces et sa destinée le décident; il accepte. Dès ce moment son activité s'éveille. Il se transporte à l'instant même dans un des cabinets des Tuileries, où était Menou, pour obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces et la position des troupes. Napo-

légion expédie en toute hâte un chef d'escadron du 21^e chasseurs (Murat), avec trois cents chevaux, à la plaine des Sablons, pour en ramener les quarante pièces d'artillerie qui s'y trouvent. Cet officier y arrive à trois heures du matin; il s'y rencontre avec une colonne de la section Lepelletier, qui vient, elle aussi, pour s'emparer du parc. Mais Murat est à cheval et en plaine. Les sectionnaires jugent que toute résistance est inutile, et se retirent. Deux heures après, les quarante pièces de canon, conduites par Murat, entraient dans les Tuileries.

L'armée conventionnelle se composait de cinq mille hommes. Il n'en fallait pas tant pour apaiser une émeute; mais ce n'était pas trop pour résister à une garde nationale bien déterminée, bien armée et bien fournie de canons. On renforça ces cinq mille hommes de quinze cents volontaires organisés en trois bataillons. Enfin Napoléon fit porter des fusils dans le château des Tuileries, pour en armer les conventionnels eux-mêmes, en cas de besoin. L'issue de l'attaque ne pouvait être douteuse : les sectionnaires n'avaient pas de chefs connus.

Cependant le danger devenait plus pressant. On discutait beaucoup dans le sein de la Convention, mais on ne décidait rien. Les uns voulaient qu'on déposât les armes et qu'on reçût les sectionnaires comme jadis les sénateurs romains reçurent les Gaulois; d'autres voulaient qu'on se retranchât sur les hauteurs de Saint-Cloud, au lieu dit l'*ancien Camp de César*, pour y attendre l'armée des côtes de l'Océan. La majeure partie opinait pour qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections, afin de leur faire des propositions de paix. Il arriva alors ce qui arrive dans toutes les crises semblables, on ne s'entendit pas et le temps se passa ainsi.

Le 13 vendémiaire (5 octobre 1795), les sections marchèrent sur les Tuileries; une de leurs colonnes, débouchant par la rue St-Honoré, attaqua le point où se trouvait Napoléon. Il ordonna à ses canonniers de faire feu; les sectionnaires se sauvèrent; on les poursuivit. Ils s'arrêtèrent sur les degrés de l'Eglise Saint-Roch, et recommencèrent la fusillade. Une seule pièce de canon avait pu être conduite dans l'impasse étroite du Dauphin, située en face de l'église; elle tira sur les insurgés. Ce seul coup suffit pour les disperser entièrement. La colonne qui déboucha par le Pont-Royal n'eut pas plus de succès; en une heure et demie tout fut décidé et la victoire resta au parti que Napoléon avait défendu. Le soir, Paris était tranquille; force était restée aux pouvoirs établis.

Quand Napoléon reparut dans le sein de la Convention, il fut salué comme le sauveur de l'Assemblée, de la République et de la Révolution. Barras lui-même déclara que le jeune général, par ses dispositions savantes, avait tout fait. Il est vrai de dire que Napoléon ne s'était pas épargné : sur la place du Carrousel, il avait eu son cheval blessé sous lui. Le président de la Convention lui donna l'accolade fraternelle, et le lendemain, le député Fréron s'écria à la tribune :

— N'oubliez pas que le général Bonaparte n'a eu qu'un moment pour faire les dispositions savantes dont vous avez vu les effets !

De l'Assemblée nationale, le nom de Bonaparte passa dans les journaux, et sortit ainsi de l'obscurité qui l'avait enveloppé.

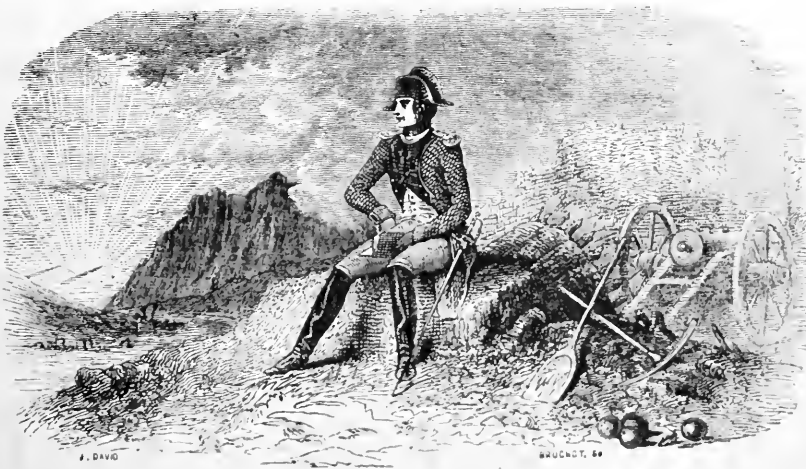
Le lendemain, la Convention décréta que les auteurs ou complices de la révolte sectionnaire seraient jugés par un conseil de guerre. On dut craindre des vengeances éclatantes ; mais on fit plus de bruit que de mal.

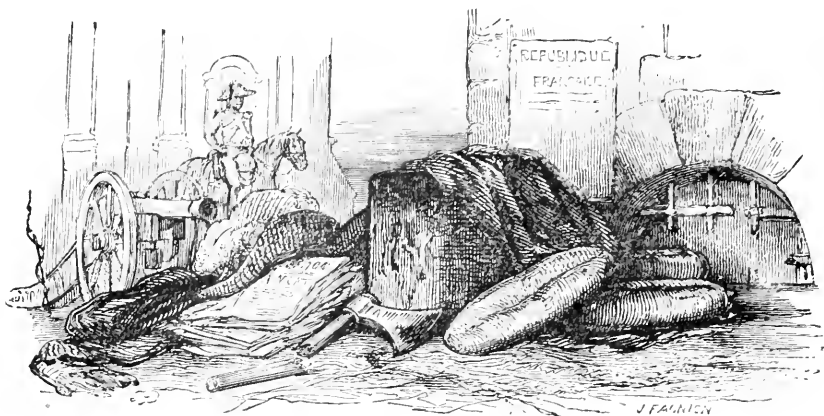
Cependant deux individus furent exécutés : l'émigré Lafond, l'un des commandants sectionnaires, et Lebois président de la *section du Théâtre-Français*. Menou fut de même mis en jugement, comme *accusé de trahison* ; mais Napoléon déclara hautement que si ce général méritait la mort pour avoir parlé avec la *section Lepelletier*, les représentants du peuple qui l'accompagnaient alors la méritaient aussi. Dans cette circonstance, l'intérêt que porta à Menou son successeur victorieux, et la composition du conseil de guerre, présidé par le général Loison, le tirèrent de ce mauvais pas : il fut acquitté.

Quelques jours après, c'est-à-dire le 16 octobre, Napoléon fut promu au grade de général de division,

et le 26 du même mois, à celui de *général en chef de l'armée de l'intérieur*. Il n'y avait pas alors de rang militaire plus élevé dans l'État.

Cette faveur insigne qui éclatait tout à coup sur un homme nouveau, et le contrastait de sa jeunesse avec la haute position qu'il venait d'atteindre, devaient nécessairement fixer l'attention sur lui. Il était à peine âgé de vingt-six ans. Sa taille était petite et grêle, sa figure creuse : de long cheveux sans poudre lui tombaient de chaque côté du front, et se rattachaient en queue derrière sa tête. L'uniforme de général de brigade dont il était encore vêtu se ressentait de la fatigue des bivouacs. Les broderies du grade s'y trouvaient représentées, dans toute leur simplicité républicaine, par un petit galon de soie qu'on appelait alors *système* ; en un mot, son extérieur n'avait rien d'imposant, si ce n'était la fierté de son regard. En le voyant, on se demandait qui il était, d'où il venait, par quels services antérieurs il s'était recommandé. Personne ne pouvait répondre, excepté les députés de la Convention, ses aides-de-camp, et les représentants du peuple qui avaient été à Toulon.





CHAPITRE VI.



Quand Napoléon prit possession de l'état-major de Paris, alors situé rue des Capucines, près la place Vendôme, il emmena avec lui Junot et Marmont qui étaient venus le rejoindre dans la capitale. Peu de jours après, le

jeune Lemarrois, que Letourneur de la Manche lui avait recommandé chaudement, vint prendre rang parmi ses aides-de-camp, dont il avait dû augmenter le nombre, ainsi que son jeune frère Louis Bonaparte, sous-lieutenant de dragons, « avec lequel, disait-il, il avait partagé son pain et sa solde quand il n'était que lieutenant d'artillerie. » Un peu plus tard il s'attacha Murat. La sixième place d'aide-de-camp était réservée à Muiron.

« Le citoyen Muiron, écrivit-il à ce sujet au ministre, a servi depuis les premiers jours de la Révolution dans le corps de l'artillerie. Il s'est spécialement dis-

tingué au siège de Toulon, où il a été blessé en entraînant un des premiers, par une embrasure, dans la célèbre redoute anglaise. Le 13 vendémiaire, il a commandé une des batteries d'artillerie qui défendaient la Convention. Il m'a été très-utile dans cette journée : je veux en faire mon sixième aide-de-camp, et je demande pour lui le brevet de capitaine. »

Le père de Muiron avait été emprisonné comme fermier-général. Encore tout couvert du sang qu'il venait de répandre pour la patrie, le fils s'était présenté au Comité révolutionnaire, et avait été assez heureux pour obtenir sa liberté. Quant à Murat, cet instinct infailible de Napoléon qui lui faisait juger au premier coup d'œil, tout le parti qu'il pouvait tirer d'un homme, lui avait fait aussi jeter les yeux sur lui pour en faire un de ses aides-de-camp dans la journée du 13 vendémiaire. Il avait déjà deviné tout ce qu'il pouvait attendre d'un jeune homme dont l'ardent courage ne demandait que des périls. Dès cette époque le nom de Napoléon devint populaire. Chargé du maintien de la tranquillité publique dans Paris, il dut fréquemment se montrer au peuple, parcourir les halles et les faubourgs, et parfois haranguer la multitude, sur laquelle il finit par acquérir de l'influence; mais il eut quelquefois à lutter contre des circonstances difficiles.

Une disette extrême affligait les habitants de la capitale et causait souvent des troubles graves. Un jour, entre autres, que les distributions de vivres avaient manqué, et qu'il s'était formé de nombreux attroupements à la porte des boulangers, Napoléon visitait la



La bonne, regardez-moi bien, et dites-moi quel est le plus gras de nous deux ?

ville pour s'assurer que les mesures d'ordre qu'il avait prescrites étaient convenablement exécutées. Tout à coup il est entouré, ainsi que son état-major, par un groupe tumultueux. Des femmes furieuses demandent du pain à grands cris; la foule augmente les menaces se multiplient, et la situation devient de plus en plus critique. Une de ces femmes, monstrueusement grosse, se faisait remarquer au milieu des plus exaltées par ses gestes et par ses paroles plus énergiques : c'était sans doute quelque notabilité des halles.

— Tout ce tas d'épauletiers, criait-elle en menaçant et en apostrophant le général et ses officiers, se moquent de nous; pourvu qu'ils mangent et qu'ils s'engraissent, il leur est fort égal que le pauvre peuple meure de faim !

Napoléon se tourna vers elle, et lui répondit en souriant :

— La bonne, regardez-moi bien, et dites-moi quel est le plus gras de nous deux ?

Cette simple observation, faite d'un ton tranquille, fut accueillie par un rire universel. L'orateur femelle resta court, heureux d'échapper par une prompte retraite aux huées de la multitude, qui, vaincue par une plaisanterie, se dispersa aussitôt et laissa le général continuer paisiblement sa route.

Entre autres opérations dont il avait été chargé, une fois l'insurrection du 13 vendémiaire tout à fait calmée, il avait reçu l'ordre de procéder au désarmement des sections de Paris, ce qu'il avait exécuté immédiatement en se faisant livrer toutes les armes qui se trouvaient au pouvoir des citoyens. Madame de Beauharnais, qui tenait à conserver l'épée de son mari, saisie

pour la seconde fois, résolut d'envoyer son fils Eugène à l'état-major pour l'y réclamer. Un jeune homme de douze à quatorze ans se présente donc un matin au lever de Napoléon, et lui expose sa requête en ces termes :

Je m'appelle Eugène de Beauharnais, lui dit-il avec une sorte d'assurance; je suis fils d'un ci-devant, le général de Beauharnais, qui a servi la République sur le Rhin. Mon père a été dénoncé au Comité de salut public, comme suspect, et déferé au tribunal révolutionnaire, qui l'a fait assassiner deux jours avant la chute de Robespierre....

— Assassiné?... s'écria Napoléon.

— Oui, citoyen général ! répète Eugène avec feu; j'appelle cette condamnation un assassinat!... Au nom de ma mère, continua-t-il, je viens vous demander d'employer votre crédit auprès du Comité, pour me faire rendre l'épée de mon père, que je veux employer, désormais, à combattre les ennemis de la patrie et à soutenir la cause de la République.

Ces paroles, à la fois pleines de noblesse et de fierté, devaient plaire à Napoléon. Il regarda Eugène attentivement :

— Bien ! jeune homme, très-bien ! dit-il; j'aime en vous ce courage et cette tendresse filiale. L'épée du général de Beauharnais, l'épée de votre malheureux père, va vous être rendue. Attendez.

Et, sur-le-champ, il appelle un de ses aides-de-camp, et lui dit quelques mots à voix basse. L'officier sort, et revient bientôt avec une épée qu'il remet entre les mains d'Eugène. Celui-ci, les yeux humides de larmes, la presse sur son cœur et la couvre de

baisers. Pendant ce temps, Napoléon a continué de fixer ses regards sur Eugène; il se sent doublement ému, et des grâces de son âge et de la franchise de sa démarche.

— Mon jeune ami, lui dit-il avec bonté, je serais heureux de pouvoir faire quelque chose pour vous, ou du moins pour votre famille.

— Alors, citoyen général, ma mère et ma sœur vous béniraient.

Cette naïveté fit sourire Napoléon. Il témoigna encore beaucoup de bienveillance au jeune homme et l'engagea à revenir le voir. Madame de Beauharnais, instruite de la réception gracieuse que le général avait faite à son fils, se crut obligée d'aller le remercier. Napoléon lui rendit sa visite, et peu à peu la connaissance devint plus intime.

Napoléon avait alors vingt-sept ans, et Joséphine trente-trois. Née à la Martinique, le 24 juin 1763, d'une famille riche et considérée (Les Tascher de la Pagerie), elle était venue fort jeune en France, et y avait épousé le vicomte Alexandre de Beauharnais, capitaine d'infanterie. En 1789, le vicomte avait été nommé député aux États-Généraux; il s'y était déclaré pour la parti populaire, et avait présidé plusieurs fois l'Assemblée nationale. Ayant obtenu en 1792 le commandement de l'armée du Rhin, il s'y conduisit avec une modération qui commença par le rendre suspect, et finit par lui devenir fatale, en l'exposant à des dénonciations tellement absurdes, qu'il crut ne pouvoir mieux se justifier qu'en donnant sa démission; mais cette condescendance le conduisit à l'échafaud, où il expia son dévouement sincère pour la liberté de son pays. Madame de Beauharnais, emprisonnée elle-même depuis dix-huit mois, d'abord à Sainte-Pélagie, près du Jardin-des-Plantes, puis dans la maison d'arrêt des Carmes de la rue de Vaugirard, y tomba gravement malade, lorsque son acte d'accusation, c'est-à-dire l'arrêt de sa mort, lui fut notifié. Heureusement pour elle, un brave et généreux médecin polonais, chargé de la soigner, déclara que sa maladie allait en faire justice, et qu'elle n'avait pas vingt-quatre heures à vivre si elle était retenue plus longtemps prisonnière. Elle obtint sa liberté. A sa sortie de prison, Joséphine eût été réduite à la misère avec ses deux enfants, Eugène et Hortense, si ses amies ne se fussent empressées de venir à son secours. De ce nombre furent mesdames Tallien et Récamier. Dans la

* Voici la lettre que le vicomte de Beauharnais écrivit à sa femme quelques heures seulement avant sa mort :

Nuit du 6 au 7 thermidor an II, à la Conciergerie.

« Encore quelques minutes à la tendresse et aux regrets, puis « tout entier aux grandes pensées de l'immortalité. Quand tu recevras cette lettre, chère bien-aimée, ton mari goûtera, dans le « sein de Dieu, la véritable existence.... Tu vois bien qu'il ne te « faudra pas pleurer. Je viens de subir une formalité cruelle.... « Mais pourquoi chicaner contre la nécessité? La raison veut qu'on « en tire le meilleur parti. Mes cheveux coupés, j'ai songé à en racheter une portion, afin de laisser à ma Joséphine, à mes enfants, « un gage de mon dernier souvenir... Je sens qu'à cette idée mon « cœur se brise. Adieu donc tout ce que j'aime! Aimez-vous, parlez de moi, et n'oubliez jamais que la gloire de mourir martyr « de la liberté illustre l'échafaud. »

suite, toutes trois devinrent inséparables. A cette époque, Joséphine allait quelquefois à Chaillot visiter Barras, qui faisait en grand seigneur les honneurs de la République. Napoléon voyait aussi ce directeur, mais rarement. Dès l'instant qu'il eut rencontré chez lui madame de Beauharnais, ses visites devinrent plus fréquentes. Enfin il se décida à offrir sa main et son avenir à la veuve du vicomte de Beauharnais. Leur mariage eut lieu quelques mois plus tard.

En épousant Joséphine, Napoléon associait sa fortune à celle de deux puissants protecteurs : Barras et Tallien. Le premier gouvernait la France; le second, par ses relations politiques, n'avait pas moins d'influence; mais bien que le jeune général leur eût déjà rendu un immense service dans la journée du 13 vendémiaire, il avait plus que jamais besoin de leur appui. Aussi, le vendredi 19 ventôse an IV (8 mars 1796), l'acte civil du mariage de Napoléon avec Joséphine fut-il passé en présence de Tallien, de Carundel, d'Hortense et d'Eugène de Beauharnais, et de quelques autres personnes parmi lesquelles étaient Barras et Lemarrois, aide-de-camp de Napoléon. Collin, officier public, reçut le serment des époux. Il ne les unit cependant qu'à dix heures du soir, parce que la mariée s'était fait attendre à la municipalité. Là, Collin, n'ayant pu vaincre le sommeil qui l'accablait, s'était assoupi. Napoléon lui frappa vivement sur l'épaule pour l'éveiller.

Toutes les formalités remplies, les mariés allèrent habiter un petit hôtel de la Chaussée-d'Antin, situé rue Chantereine, que Napoléon avait acheté récemment de Talma, après la mort de la première femme de celui-ci, Julie Vanhove, à qui il avait appartenu.

Avant son mariage, Napoléon s'était occupé de la formation de la *garde du Directoire*. Cette troupe d'élite devint plus tard la *garde des Consuls* et le noyau de la *vieille garde impériale*, qui se montra toujours si digne, si héroïque dans nos triomphes, si ferme et si calme dans nos revers.

A la même époque, Lucien Bonaparte, après avoir été incarcéré dans les prisons d'Aix, avait été remis en liberté, grâce aux démarches que son frère avait faites à Paris auprès de Carnot. Après sa délivrance, Lucien n'ayant plus d'emploi, s'était retiré dans une ferme aux environs de Marseille, avec l'intention de se livrer exclusivement à des travaux d'agriculture, lorsque son frère obtint pour lui le brevet de commissaire des guerres. Il vint à Paris, où il trouva Napoléon installé à l'hôtel du commandant de la division.

— Eh bien! lui dit ce dernier, du plus loin qu'il l'aperçut, n'avais-je pas raison, il y a deux ans chez ma mère, de t'engager à prendre patience? Tu le vois, je commande Paris!

Aussitôt après son mariage, Napoléon qui traitait déjà Eugène comme un fils, le plaça dans son état-major, parmi ses aides-de-camp. Le jeune homme remplit ces fonctions quoiqu'il n'eût encore été ni reconnu ni commissionné, comme tel, par le Comité de la guerre, et qu'il n'eût encore occupé aucun grade dans l'armée. En sa qualité de général en chef de l'armée de l'intérieur, Napoléon ne sortait jamais de l'hôtel de l'état-major, qu'il habitait avec ses aides-de-

camp, sans que chacun s'étonnât de le voir accompagné d'officiers si jeunes, bien qu'il n'eût lui-même que vingt-sept ans; mais son frère Louis Bonaparte en avait vingt-six seulement; Murat vingt-huit, Junot vingt quatre, Muiwon vingt, Marmont dix-neuf, Lemarrois dix-sept, et Eugène moins de quinze. Dès que ce petit cortège se mettait en route, il était aussitôt suivi par des ouvriers qui, n'ayant rien à faire, l'accompagnaient par désœuvrement, et précédé d'une foule de véritables gamins de Paris, dont la place Vendôme était alors le rendez-vous ordinaire, les uns avec un casque de papier sur la tête, les autres avec un sabre de bois au côté. Tous marchaient ainsi en agitant dans leurs doigts ces débris de poterie brisée que les enfants appellent vulgairement des *cascari-nettes*, et imitaient avec leurs voix les *rrrlan-plan-plan* des tambours. Napoléon souriait à leurs jeux et ne disait rien; seulement il avait le soin d'écarter, avec le bout de sa cravache, dans la crainte que son cheval ne vînt à les fouler aux pieds, ceux des plus enthousiastes qui s'approchaient trop près de lui. Mais ses aides-de-camps, dont quelques-uns n'étaient guère plus âgés que la plupart de ceux qui formaient cette

escorte rieuse et bruyante, n'avaient ni la même modération ni la même patience; ils eussent volontiers pourchassé cette marmaille en se servant du plat de leur sabre, si leur général ne leur eût expressément défendu ce mode de répression. A ce spectacle grotesque, chacun s'arrêtait en souriant; quelques-uns même haussaient les épaules :

— Voilà un fameux état-major pour protéger la République ! disaient-ils d'un ton de pitié.

Mais lorsque, douze ans plus tard, ces mêmes individus virent le même cortège, sortir des Tuileries et se rendre en pompe à Notre-Dame pour y célébrer la commémoration d'une grande victoire remportée par ceux qu'ils avaient jadis regardés en pitié, ils n'eurent plus l'idée de hausser les épaules; car Napoléon, le premier de tous, était devenu empereur; son frère Louis, roi de Hollande; Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie; Murat, roi de Naples; Junot, gouverneur de Paris; Marmont, grand-officier de l'Empire; Lemarrois, général de division....

Ce cortège avait grandi en gloire comme en âge, et ces enfants étaient devenus les premiers soldats du monde !





On notifie à Josephine de Beauharnais son arrêt de mort.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE I.



Le commandement en chef de l'armée d'Italie, ce vaste théâtre sur lequel Napoléon devait commencer à faire briller son génie militaire et administratif, était la dot que lui avait apportée madame de Beauharnais; elle-même remit à son mari le message du Directoire, daté du 4 vendémiaire an IV

(23 février 1796), qui lui confiait ce poste important. Après son mariage, Napoléon ne demeura qu'une huitaine auprès de Joséphine, forcé qu'il fut de quitter Paris, le 24 mars suivant, pour aller se mettre à la tête de son armée, dont le quartier-général était à Nice. Il partit après avoir assuré à sa femme le séjour si agréable de la Malmaison, qui avait été la propriété de M. Lecoutelleux-de-Canteleau.

A cette époque, l'Italie, l'Angleterre, l'Autriche, l'Empire Germanique, la Russie, le roi de Sardaigne, le roi de Naples et le pape étaient coalisés contre la République française; mais l'Espagne et la Prusse, par le traité de Bâle, s'étaient détachées de la coalition, et leurs relations, quoique équivoques, se bornaient à une stricte neutralité. La Suède et le Danemarck seuls, avaient résisté aux prétentions du cabinet de Londres. et maintenaient avec énergie les principes du droit maritime. Cependant le Portugal, bien que tributaire de l'Angleterre, aspirait, depuis le traité de Bâle à suivre l'exemple de l'Espagne, en se retirant d'une ligue dans laquelle il n'avait aucun intérêt; et l'Autriche, sa-



Le président de la Convention donne à Napoléon l'accolade fraternelle.

tisfaite de l'accroissement de territoire qu'elle avait obtenu dans le partage de la Pologne, aurait peut-être été disposée à accepter la paix, comme la Prusse, si les derniers succès qu'elle venait d'obtenir sur l'armée de Pichegru, ne lui eussent donné l'espoir de reconquérir la Belgique, qu'un décret de la Convention avait récemment réunie à la France.

Le but que le gouvernement directorial se proposait en portant la guerre en Italie, conformément au projet conçu par Napoléon, était de forcer le roi de Sardaigne à se détacher de la coalition, et d'amener l'Autriche, en l'attaquant directement dans ses états de Lombardie, à faire la paix avec la République française. Pour arriver à ce résultat, Napoléon manœuvrant par sa droite, devait entrer en Italie au point où les contre-forts des Apennins s'abaissent avant de se joindre à ceux des Alpes; descendre en Lombardie par le mont Ferrat, et porter tous ses efforts contre les Autrichiens, afin de détacher le Piémont de leur alliance. Pendant ce temps, nos armées d'Allemagne, réorganisées sous les ordres de Jourdan et de Moreau, reprenant l'offensive, auraient marché sur la Souabe et sur la Franconie, pour se réunir ensuite au cœur de la Bavière. Napoléon, après avoir détrôné ou obligé à la paix le roi de Sardaigne, devait s'avancer sur l'Adige, et contraindre l'armée autrichienne à quitter la Péninsule italique.

Ce plan de campagne, remis au général en chef par le directeur Carnot, était celui-là même qu'une année auparavant Napoléon avait tracé pour Scherer, qui n'avait pas su l'exécuter.

Sur ces entrefaites Napoléon arriva à Nice le 27 mars; mais au lieu d'une armée de soixante mille hommes qu'on lui avait annoncés, il ne trouva que trente mille combattants disponibles, dépourvus de tout, sans argent, sans vivres, sans souliers, sans habits; d'ailleurs indisciplinés et adonnés au pillage. Cette armée à la vérité, était jeune, enthousiaste et intrépide; victorieuse naguère avec Napoléon, elle l'avait encore été depuis sous Masséna: il ne lui fallait qu'un chef. L'armée coalisée austro-sarde, commandée par le vieux général Beaulieu, militaire habile, actif et entreprenant, comptait quatre-vingt mille combattants et deux cents pièces d canon. Napoléon n'avait sous son commandement que quatre divisions aux ordres des généraux Masséna, Laharpe, Augereau et Serurier, formant un total de vingt-sept mille hommes d'infanterie, trois mille cavaliers, et trente pièces d'artillerie; mais son génie devait suppléer au nombre des soldats et des canons. Le nouveau général était connu des autres généraux par ses savantes combinaisons stratégiques de la campagne de 1795; il sut promptement leur imposer, quel que fût leur dépit de se voir commander par un si jeune chef. Pour obtenir la cou-

fiance des soldats, il fallait des victoires : Napoléon leur en promit et il tint sa promesse.

A son arrivée*, son premier soin fut de porter son quartier-général de Nice à Albenga, afin de se rapprocher de l'ennemi ; mais avant de partir il s'adressa aux braves qu'il était chargé de conduire au combat, et leur dit :

« Soldats !

« Vous êtes mal vêtus, mal nourris. Le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner !
 « Votre patience, le courage que vous montrez au milieu des rochers sont admirables ; mais il ne procure aucune gloire ; aucun éclat ne rejaillit sur vous.
 « Je veux vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde ! De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir ; vous y trouverez honneur, gloire et richesses !... Soldats de l'armée d'Italie !...
 « Manqueriez-vous de courage ou de constance ? »

Ces paroles, qui prouvent aux soldats que le général comprend leurs besoins et leurs vœux, produisent un effet électrique. Les hostilités commencent : Beaulieu, qui dirige l'armée autrichienne, marche sur Gênes ; le centre de son armée, aux ordres d'Argenteau, arrêté par la belle défense du général Rampon, est battu à Montenotte. Les gorges de Millesimo sont forcées ; un corps d'élite commandé par Provera et qui lie l'armée autrichienne à l'armée piémontaise, est obligé de chercher un refuge dans le château de Cosseria et de mettre bas les armes, après une vaine tentative du général Colli pour le délivrer. Napoléon voulait faire poursuivre les Piémontais, qui, au nombre de vingt-cinq mille, occupaient le camp retranché de Ceva ; il est obligé d'arrêter son mouvement pour attaquer les Autrichiens qui se concentrent à Dego. C'est là qu'Argenteau est battu une seconde fois. Le corps autrichien, aux ordres du général illyrien Wukassowick, vient se présenter ensuite sur le même champ de bataille, et y éprouve une défaite pareille. Débarrassé des Autrichiens, Napoléon laisse la division Laharpe à sa droite pour contenir Beaulieu, et marche de nouveau contre les Piémontais avec les divisions Augereau, Masséna et Serrurier. Ce fut dans cette marche, qu'arrivant sur les hauteurs de Montezemolo, l'armée française contempla avec étonnement la chaîne gigantesque des Alpes, qu'elle voyait s'élever derrière et autour d'elle sans l'avoir traversée.

— Annibal a franchi les Alpes ! nous, s'écria Napoléon, nous les avons tournées.

C'était en effet le plan et le résultat des premières manœuvres de cette campagne merveilleuse. Cependant Colli, pressé de front par des forces supérieures,

menacé sur sa gauche par le mouvement d'Augereau, qui avait passé le Tanaro, se vit obligé d'évacuer le camp de Ceva sans combattre. Napoléon le poursuivit, l'atteignit à Vico, près de Mondovì, et le rejeta derrière la Stura. Le 26 avril, les trois divisions françaises étaient réunies à Alba, à dix lieues de Turin. Dès le 25, le quartier-général de l'armée française avait été établi à Cherasco. En quinze jours, Napoléon avait fait plus que l'ancienne armée d'Italie en quatre campagnes. Il en témoigna ainsi sa reconnaissance à ses troupes :

« Soldats ! leur dit-il, vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt-et-un drapeaux. cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes. et conquis la plus riche partie du Piémont. Vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé dix mille hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout ; vous avez gagné des batailles sans canon, passé des rivières sans pont, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions si extraordinaires ! Grâce vous soient rendues, soldats ! Les deux armées qui naguère vous attaquaient avec audace, fuient devant vous.... Mais il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin ni Milan ne sont à nous : vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins ! La patrie attend de vous de grandes choses. Vous justifierez son attente ! Il vous faut punir les rois orgueilleux qui méditaient de lui donner des fers ; et alors vous pourrez dire avec fierté, en rentrant dans le sein de vos familles : *J'étais de l'armée d'Italie* ! Eh bien ! amis, je vous la promets cette conquête ! Et vous, peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers : le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous faisons la guerre en ennemis généreux : nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent ! »

Cet appel aux populations de l'Italie fut entendu. Une fermentation sourde se manifesta à Turin ; le roi de Sardaigne, effrayé, demanda la paix. Napoléon l'engagea à envoyer un ambassadeur à Paris, pour en traiter définitivement, lors de la conclusion d'un armistice qui fut signé à Cherasco le 28 avril, et qui pouvait être considéré comme un traité préliminaire. Il livrait le Piémont à l'armée française, en lui ouvrant les portes de Coni, de Ceva et de Tortone.

En partant de Paris pour se rendre à son quartier-général, Napoléon avait emmené avec lui, outre son frère Louis et Eugène de Beauharnais, six aides-de-camp : Junot, Marmont, Lemarrois, Murat, Muiron et Duroc. Ce dernier avait quelque chose de moins brillant que ses camarades, mais il avait peut-être plus d'instruction et de solidité dans l'esprit. Officier d'artillerie avant la Révolution, Duroc avait émigré ; mais il était rentré en France presque aussitôt. Napoléon avait été à même d'apprécier ses nombreuses qualités au siège de Toulon, et depuis ce moment il s'était sincèrement attaché à lui. Duroc se montra toujours ré-

* Napoléon écrivit au Directoire :

« Dans peu de jours nous en serons aux mains. Beaulieu a publié un manifeste que je vous envoie, et auquel je répondrai le lendemain de la première bataille, etc.

Dans une autre lettre, il annonça la mort de l'ordonnateur Chauvel : « C'est une perte réelle pour l'armée, ajoutait-il ; il était actif, entreprenant. Nous avons donné une larme à sa mémoire. »

Cet ordonnateur était très-attaché à Napoléon ; sa mort lui inspira de tristes réflexions dans une lettre intime à Joséphine.

connaissant : nul doute que, s'il eût survécu aux événements, sa fidélité n'eût noblement supporté les délicates épreuves de 1814 et de 1815.

A peine entré en campagne, le général en chef prit deux aides-de-camp de plus : Elliot, neveu du général Clarke, et Sulkowski. Ce dernier était d'une bravoure chevaleresque ; il était plein de savoir et parlait admirablement toutes les langues de l'Europe. A peine adolescent, il avait combattu pour la liberté de son pays ; blessé au siège de Varsovie et forcé de fuir, il s'était réfugié en France. Envoyé à Constantinople auprès de l'ambassadeur français Descorches, en qualité d'interprète, il fut ensuite chargé par le Comité de salut public d'une mission secrète dans l'Inde. Il avait déjà dépassé Alep, quand les Anglais, l'ayant dépisté, le firent attaquer et piller par les Arabes, afin de s'emparer des instructions dont il était porteur. Échappé de leurs mains comme par miracle, il revint à Paris, où il obtint facilement des lettres de service pour l'armée d'Italie. Un de ses rapports tomba par hasard sous les yeux du général en chef : le lendemain Sulowski était son huitième aide-de-camp.

Quant à Muiron, c'était peut-être de tous ses aides-de-camp celui que Napoléon affectionnait le plus, sans même excepter Junot. On a beaucoup parlé, sous l'Empire, des brusqueries de Rapp et des sévères conseils de Duroc ; mais à aucune époque Napoléon n'eût permis qu'on raisonnât l'obéissance. Il lui arrivait souvent d'être familier avec eux, de leur adresser quelquefois aussi des paroles d'encouragement, dont la rareté augmentait le prix ; souvent même il leur demandait avis ; mais dans aucun cas, sa volonté une fois exprimée, il n'eût toléré la moindre objection. Il estimait les gens en raison de leur mérite, de leur valeur, de leur activité, et surtout de leur dévouement.

Une singularité du caractère de Muiron, c'est que seul, la nuit dans l'obscurité, il était aussi craintif et aussi superstitieux qu'il était téméraire et insouciant, le jour, sur un champ de bataille. La veille du combat de Dégo, le 13 avril 1796 (cette date est à remarquer), après avoir fait dans la matinée plus de vingt lieues à cheval pour porter les ordres du général en chef, accablé de fatigue, Muiron se coucha sans se déshabiller pour être plus vite sur pied au moindre signal. Depuis quelques jours il s'était beaucoup occupé de projets d'établissement pour l'avenir. Il voulait à la fin de la campagne, demander un congé à son général pour pouvoir acheter une petite propriété à Antibes, où il avait épousé une jeune veuve fort riche qu'il aimait passionnément et qui allait le rendre père. A peine endormi, Muiron rêva qu'il était sur un champ de bataille couvert de morts. Devant lui était un gigantesque chevalier, armé de pied en cap, contre lequel il se battait. Ce paladin, au lieu d'épée, avait une faux dont il le frappait à outrance. Déjà l'un de ses coups l'avait atteint profondément à la tempe gauche, lorsqu'ils se prirent corps à corps. Dans la lutte, l'armure du chevalier étant tombée pièce à pièce, Muiron ne vit plus qu'un hideux squelette qui toujours armé de sa faux se dressa devant lui en disant d'une voix sépulcrale :

— Je n'ai pu t'avoir aujourd'hui, mais je te pre-

drai tes amis les plus chers ; et quant à toi, tu me reverras dans huit mois !...

Muiron se réveilla le front couvert d'une sueur froide. Le jour commençait à poindre ; tout était calme dans le camp. Il voulut se rendormir ; mais ce sinistre avertissement qui semblait menacer ses meilleurs camarades, Junot et Marmont, redoubla son agitation. Bientôt le mouvement qui précède un combat se fit remarquer autour de lui. Il rejoignit ses collègues, à qui il fit part de ce rêve et de ses craintes ; ceux-ci se moquèrent de lui, Junot plus que les autres.

Le combat eut lieu, et Junot reçut sur la tête deux blessures, dont l'une produisit la belle cicatrice qu'il avait le long de la tempe gauche. Quant à Marmont, il avait disparu au plus fort de la mêlée.

Persuadé que son ami avait été tué, Muiron tomba dans une sorte de délire qui effraya d'autant plus les chirurgiens, que depuis plusieurs jours la fièvre ne l'avait point quitté. On courut prévenir le général en chef, qui vint visiter son aide-de-camp pour le rassurer sur le sort de Marmont ; mais Muiron, incapable de rien entendre, s'écriait avec désespoir :

— Il est mort, vous dis-je, il est mort !

Tout à coup Marmont entra dans sa tente, l'habit couvert de sang. Il arrivait du quartier-général de Masséna, où Napoléon l'avait envoyé. A sa vue, Muiron poussa un cri déchirant et s'élance dans les bras de son ami. Malgré son impassibilité, le général en chef partagea l'émotion de tous.

Désormais assuré de ses communications avec la France, la conquête de la haute Italie était devant lui. Mantoue, l'impénétrable Mantoue en était la clef. Napoléon conçut alors le dessein de se porter brusquement sur cette place, persuadé qu'il était que cette ville n'avait qu'une faible garnison, et qu'il lui serait facile de l'enlever. Salicetti, commissaire du Directoire, et Berthier, chef d'état-major de l'armée, s'opposèrent à cette entreprise, qu'ils avaient jugé trop périlleuse.

— Si elle échoue, lui dirent-ils, l'armée aura à se défendre non-seulement contre toutes les forces autrichiennes, mais encore contre la population.

Napoléon céda ; mais il vit par la suite qu'il ne s'était pas trompé. Aussi déclara-t-il hautement qu'à l'avenir il ne suivrait plus que sa propre inspiration ; on sait si le succès justifia ses prévisions. Cette circonstance fut une de celles qui imprimèrent à son caractère cette persévérance opiniâtre, et à son esprit cette conviction de supériorité, qui le jetèrent depuis dans tant d'entreprises aventureuses, dont il sortit toujours victorieux.

L'armistice de Cherasque avait reçu son exécution. Les troupes du roi de Sardaigne disséminées, et les places fortes du Piémont remises aux soldats de la République, le général en chef jugea qu'il pouvait profiter de ses victoires et s'établir sur une ligne forte.

Le général Beaulieu, consterné, s'étant retiré derrière le Pô, persuadé qu'il pourrait disputer le passage du fleuve à nos troupes, Masséna fut envoyé sur ce point. Beaulieu se hâta d'y rassembler ses meilleures troupes ; mais tout à coup Napoléon sort de Tortone



Soldats de l'armée d'Italie! manqueriez-vous de courage et de constance?

à la tête de trois mille cinq cents grenadiers et de vingt pièces de canon, il longe la rive droite du Pô, et arrive à Plaisance en trente-six heures. On s'empare d'un bac, Lannes traverse le fleuve le premier, culbute deux escadrons de hussards autrichiens, et s'établit sur la rive gauche. Le passage une fois démasqué, les autres divisions arrivent rapidement. Le général autrichien est cerné et culbuté; en moins d'une heure il perd ses canons, ainsi que deux mille cinq cents prisonniers. La 70^e demi-brigade et les généraux Brune et Ménard contribuèrent principalement au succès de cette affaire.

Les débris de la division autrichienne se hâtèrent de repasser l'Adda. On s'attendait à voir arriver dans la nuit quelques-uns des corps ennemis de Beaulieu, dans l'ignorance où celui-ci devait être du sort de la division Lipaty. Effectivement, un régiment de cavalerie, qui précédait la colonne commandée par Beaulieu, se présente aux avant-postes du général Laharpe : les bivouacs prennent les armes; mais après quelques décharges on n'entend plus rien. Le général Laharpe, *grenadier par la taille et par le cœur*, veut aller vérifier en avant la présence de l'ennemi. Il part à la tête d'un piquet, et retourne bientôt sur ses pas, après avoir interrogé les habitants; malheureusement il ne revint pas par la chaussée d'où ses troupes l'avaient vu partir, il avait pris de préférence un sentier; et les postes français, croyant à l'approche de l'ennemi, accueillirent leur général par un feu très-vif. Laharpe tomba mort, frappé par ses propres soldats. Cette perte porta la désolation dans l'armée.

Le même jour, 9 mai, Napoléon avait signé un armistice avec le duc de Parme, ce fameux élève de Condillac, qui ne vivait qu'environné de moines. On lui laissa l'administration de ses États; mais on exigea de lui deux millions en argent et dix-sept cents chevaux, et on l'obligea en outre à défrayer toutes les routes militaires et les hôpitaux qui seraient établis dans ses États; enfin, il dut livrer vingt tableaux au choix des commissaires français. Parmi eux se trouvait la *Communion de saint Jérôme*, chef-d'œuvre du Dominiquin. Le peuple et le souverain tenaient également à la possession de ce tableau; et, en le voyant partir, ils témoignèrent les mêmes regrets que les amis des arts firent éclater à Paris lorsque, en 1815, ils virent dépouiller ce *Musée Napoléon* qui faisait depuis vingt ans l'orgueil de la France. Ces nobles regrets éprouvés par les Parmésans étaient si vifs, que le duc de Parme, interprète de la volonté publique, fit proposer à Napoléon de lui payer particulièrement deux millions, s'il voulait lui laisser la *Communion de saint Jérôme*, mais celui-ci, dont l'unique fortune consistait alors dans son traitement de général en chef, refusa de souscrire à cette proposition, en disant :

— Honoré de la confiance de la République, je n'ai pas besoin de millions; tous les trésors des deux duchés ne sauraient valoir à mes yeux la gloire d'offrir à ma patrie le chef-d'œuvre du Dominiquin.

« Je vous enverrai le plus tôt possible, mandait Napoléon au Directoire, les plus beaux tableaux du « Corrège, entre autres un *Saint-Jérôme* que l'on dit



Laharpe tomba mort, frappé par ses propres soldats.

« être son chef-d'œuvre. J'avoue que ce saint prend
« un mauvais temps pour arriver à Paris; mais, en
« revanche, j'ai lieu d'espérer qu'on lui accordera les
« honneurs du Muséum. Je vous réitère la demande
« de quelques artistes connus, qui se chargeront du
« choix et des détails de transport des choses rares
« que nous jugerons devoir vous expédier. »

Il avait écrit à Carnot, le 9 mai 1796 :

« Nous avons enfin passé le Pô; la seconde cam-
« pagne est commencée; Beaulieu est déconcerté. Il
« calcule assez mal, et donne constamment dans les
« pièges qu'on lui tend. Peut-être voudra-t-il tenter
« une bataille, car cet homme-là a l'audace de la fu-
« reur et non celle du génie; mais les 6,000 hommes
« que l'on a obligés hier de passer l'Adda, et qui ont
« été défaits, l'affaiblissent beaucoup. Encore une vic-
« toire et nous sommes maîtres de l'Italie. Je vous
« dois des remerciements particuliers pour les atten-
« tions que vous voulez bien avoir pour ma femme;
« je vous la recommande : elle est patriote sincère, et
« je l'aime à la folie. J'espère que les choses vont bien,
« pouvant envoyer une douzaine de millions à Paris;
« je suppose que cela ne vous fera pas de mal pour
« l'armée du Rhin. »

Les Autrichiens ayant réussi, malgré la rapidité des

mouvements des Français, à se rétablir derrière l'Adda, il ne restait d'autre parti à prendre que de les attaquer de front. Le quartier-général de notre armée arriva à Cassel le 10 mai, à trois heures du matin; à neuf heures l'avant-garde rencontre les troupes ennemies qui défendent les approches de Lodi avec quatre pièces d'artillerie légère. Les divisions Augereau et Masséna se mettent en marche; pendant ce temps l'avant-garde culbute les postes autrichiens qui avaient déjà passé l'Adda. Beaulieu a toute son armée rangée en bataille; trente pièces de canon défendent le pont. Napoléon fait passer son artillerie et la met en batterie; la canonnade devient terrible; l'armée française s'avance et se forme en colonne serrée, les bataillons de grenadiers s'élancent au pas de course vers l'ennemi aux cris de *Vive la République!*... Ils arrivent sur le pont, qui a trois cents toises de longueur; les Autrichiens font un feu plus vif encore; la tête de la colonne semble hésiter... Ce moment d'incertitude peut tout perdre... Napoléon, mieux que personne, en sent l'importance; aussi s'écrie-t-il, en brandissant son sabre au-dessus de sa tête :

— Mes amis! ce n'est rien. Avancez toujours; vous avez à votre tête des généraux qui se battent comme des grenadiers!

Masséna, Lannes, Berthier et Dallemagne se précipitent en avant des troupes... le pont est franchi; nos grenadiers ont renversé tout ce qui s'opposait à leur

* On a prétendu que c'était, dans l'histoire moderne, le premier exemple d'une contribution en tableaux.

passage. L'artillerie ennemie est enlevée en un clin d'œil, et l'ordre de bataille de Beaulieu rompu; la cavalerie survient, et achève, en dispersant les Autrichiens, de décider la victoire; mais la nuit et l'extrême fatigue des troupes, qui avaient fait dans la journée plus de dix lieues, ne permirent pas de poursuivre davantage l'ennemi, qui cependant perdit 20 pièces de canon et environ 3,000 hommes, morts, blessés ou prisonniers. Notre perte ne fut que de 400 hommes.

Après cette victoire, Napoléon voulant, sans être connu, interroger lui-même les prisonniers, afin de connaître l'effet moral qu'avaient produit sur l'ennemi des revers si rapides et si multipliés, s'adressa à un gros capitaine allemand qui lui répondit :

— Cela va très-mal; je ne sais comment cela finira. Nous avons affaire à un jeune général qui tantôt est devant nous, tantôt sur nos flancs; qui nous attaque à droite, à gauche, par devant, par derrière... Pour ma part, je n'y comprends plus rien.

Napoléon cependant n'avait pas été très-émerveillé de ses succès au siège de Lyon et au 13 vendémiaire; ceux même de Montenotte ne le portèrent pas à se croire un homme supérieur; ce ne fut qu'après Lodi qu'il lui vint dans l'idée qu'il pourrait bien devenir un acteur décisif sur la scène politique. Alors jaillit en lui la première étincelle de cette noble ambition qui depuis ne cessa d'être le puissant véhicule de toute sa vie. Après Lodi, disons-nous, Napoléon cessa de douter de la puissance de son génie, dont jusque-là il n'avait eu que la conscience.

« Vingt ans plus tard, à Sainte-Hélène, madame Bertrand lui faisant la lecture d'une *Relation des Campagnes d'Italie*, arrivée à ce passage : « La première bataille que Bonaparte livra fut celle du pont de Lodi; « il montra un grand courage, et fut parfaitement secouru par le général Lannes, qui passa le pont après « lui... »

— Auparavant ! s'écria Napoléon avec force; avant moi !... Lannes passa le premier sur le pont, je n'ai fait que le suivre... Il faut rectifier cela sur-le-champ.

Ayant dit, il prit une plume, et écrivit sur le livre une note marginale à ce sujet.

Ce fut encore à Lodi que l'armée lui conféra le grade de *caporal*; et, à partir de ce moment, les soldats continuèrent de lui donner le surnom de *Petit Caporal*, devenu si populaire, lors même qu'il fut empereur.

Le 15 mai suivant, Napoléon faisait son entrée triomphale à Milan, aux cris d'enthousiasme d'une population devenue amie. En moins d'un mois il avait gagné six batailles, dispersé deux armées, soumis un roi, chassé un prince, et établi sa domination sur la plus belle partie de l'Italie, tout en préparant de nouvelles conquêtes. Le même jour, à cent cinquante lieues de distance, un traité de paix était signé à Paris avec la Sardaigne. Huit jours de repos avaient été accordés à l'armée; ces huit jours ne furent à Milan qu'une suite de fêtes; mais ils suffirent à Napoléon pour réorganiser le pays. De Milan, il envoya son aide-de-camp Murat porter au Directoire les vingt-et-un drapeaux qui avaient été pris aux Autrichiens dans cette courte

et brillante campagne. Personne n'était plus propre que Joachim à donner à cette solennité presque théâtrale tout l'éclat convenable. Murat fut accueilli avec enthousiasme par le Directoire, qui le nomma aussitôt général de brigade. Cet aide-de-camp n'était pas seulement chargé de cette mission d'apparat; le général en chef lui avait remis pour sa femme une lettre pressante où il l'engageait à venir le rejoindre en Italie; mais Joséphine, alors gravement indisposée, ne voulut pas s'exposer aux dangers d'une longue route, et Murat dut retourner seul à Milan. Ce fut Junot qui, un peu plus tard, accompagna madame Bonaparte dans ce voyage; Napoléon l'avait envoyé, lui aussi, porter au Directoire les seconds drapeaux pris à la bataille de la Favorite, où le général autrichien Provera avait été fait prisonnier. Junot, premier aide-de-camp du général en chef de l'armée d'Italie, fut reçu à Paris avec encore plus de pompe que ne l'avait été Murat. C'était ordinairement au Champ-de-Mars qu'avaient lieu ces sortes de cérémonies. Sur un amphithéâtre immense élevé au centre, se plaçaient les cinq directeurs, les ministres et les premières autorités, puis les savants, les orateurs, les littérateurs et les artistes les plus distingués. Des membres du corps diplomatique, ainsi que les militaires qui se trouvaient dans la capitale, étaient invités à se réunir au Directoire. Ces cérémonies publiques avaient de la grandeur; mais quelquefois aussi elles se passaient plus bourgeoisement dans les salons du Luxembourg, et ceux qui ont pu en être témoins n'oublieront jamais le ridicule de ces petites comédies intérieures.

« J'ai vu dans les appartements du Petit-Luxembourg, écrivait confidentiellement l'aide-de-camp Lavalette à un ami intime, j'ai vu nos cinq rois, vêtus du manteau de François I^{er} chamarrés de dentelles et coiffés du chapeau à la Henri IV. La figure de Laréveillère-Lépaux semblait un bouchon fixé sur deux épingles. M. de Talleyrand, en pantalon de soie lie de vin, assis sur un pliant aux pieds de Barras, et présentant gravement à ses souverains un ambassadeur du grand-duc de Toscane, tandis que le général Bonaparte mangeait le dîner de son maître. A droite, sur une estrade, cinquante musiciens et chanteurs de l'Opéra, Lainé, Lays et les actrices criant une cantate patriotique sur la musique de Méhul; à gauche, sur une autre estrade, deux cents femmes, belles de jeunesse, de fraîcheur et de nudité, s'extasiant sur le bonheur et la majesté de la République. Toutes portaient une tunique de mousseline et un pantalon de soie collant, à la façon des danseuses d'opéra. La plupart avaient des bagues aux ongles. Le lendemain de cette belle fête, des milliers de familles étaient proscrites dans leurs chefs, quarante-huit départements étaient vœufs de leurs représentants, et trente journalistes allaient mourir à Sinnamary ou sur les bords de l'Ohio. »

Or, cette fois, à cause de l'incertitude du temps (on était à la fin de janvier 1797), la réception de Junot eut lieu au Luxembourg. Le président, Sieyès, ne prononça pas de discours; les assistants apprécèrent beaucoup cet avantage. Madame Bonaparte assista à la cérémonie. Elle se rendit au Luxembourg, accom-

pagnée de madame Tallien, qui était alors dans la fleur de sa beauté. On peut penser que le premier aide-de-camp de Napoléon ne fut pas médiocrement fier, son message terminé, de donner le bras, pour sortir du palais des directeurs, aux deux femmes les plus charmantes de Paris, Joséphine et madame Tallien.

— Vive la citoyenne Bonaparte ! crièrent les femmes du peuple, qui encombraient la cour, lorsque le petit groupe vint à passer.

— Vive la République ! crièrent les hommes.

Cette solennité se termina, aux portes du palais, par une mêlée générale de coups de poing et de coups de bâton échangés entre les membres de divers clubs, qu'un même motif de curiosité avait attirés au Luxembourg, mais qui s'étaient avisés de parler politique à propos de l'événement du jour.

Junot, comme nous l'avons dit, accompagna madame Bonaparte, qui partit immédiatement pour l'Italie. Ils arrivèrent à Bologne, où Napoléon s'occupait alors de régulariser l'élan des habitants, que la présence des troupes françaises avait électrisés. Les fêtes se succédèrent tant que Joséphine demeura auprès de son mari.... Mais revenons.

Le 24 mai 1796, Napoléon avait quitté Milan pour courir à de nouvelles victoires. C'était dans le Tyrol même qu'il avait résolu de porter la guerre. L'entreprise était hardie, téméraire, peut-être; mais elle n'en avait que séduit davantage son génie entreprenant. Il savait qu'en Italie deux sortes d'ennemis étaient à craindre pour lui : les nobles et les prêtres; mais il était loin de penser que la joie d'un peuple qu'il venait pour ainsi dire de rendre à la liberté, fût feinte, et qu'une terrible conspiration était sur le point d'éclater. Quelques heures après le départ du général en chef, le tocsin sonnait dans toute la Lombardie. Des émigrés français, des agents de l'Angleterre, parcouraient les villes, publiant que Nice était prise, que l'armée de Condé venait d'arriver, que celle de Beau lieu, renforcée de 60,000 hommes, s'avancait à marches forcées. Les moines, le poignard d'une main, le crucifix de l'autre, excitaient à la révolte et provoquaient l'assassinat. De tous côtés on engageait le peuple à s'armer contre les Français, les affidés de l'Autriche, les sbires et les agents du fisc se faisaient remarquer par leur fureur.

Napoléon venait d'arriver à Lodi quand lui parvinrent ces inquiétantes nouvelles. La garnison de Milan n'avait que trop bien secondé les révoltés de Pavie; le peuple, de son côté, avait foulé aux pieds la cocarde tricolore et arraché l'arbre de la liberté, qu'il saluait le matin même de ses cris d'enthousiasme. Il fallait se hâter de réprimer l'insurrection à sa naissance. A la tête de 300 chevaux et d'un bataillon de grenadiers, Napoléon rentre à Milan, rétablit l'ordre, fait arrêter quantité d'otages, ordonne de fusiller les révoltés pris les armes à la main, et déclare à l'archevêque et aux seigneurs qu'ils répondent sur leurs têtes de la tranquillité publique. De Milan, Napoléon se porte avec la même rapidité sur Pavie. Là, les insurgés étaient en force; au bruit du tocsin, huit ou dix mille s'étaient rassemblés; déjà ils avaient massa-

cré tout ce qu'ils avaient rencontré de Français : Le général Haquin, arrivé à l'improviste au milieu du tumulte, avait été frappé, par derrière, d'un coup de baïonnette, lorsque l'arrivée de nos troupes vint déjouer leur projet. A la tête des trois cents chevaux, Lannes, aussitôt qu'il aperçoit les révoltés, les charge, les détruit. Bientôt le village de Binasco est la proie des flammes : Napoléon pense que le spectacle de cette exécution militaire, dont les habitants de Pavie sont témoins du haut des remparts, en imposera à la ville rebelle; mais aucune démonstration ne vient le confirmer dans cet espoir.

La nuit se passa ainsi dans l'attente; la population de la ville, forte de trente mille hommes, s'était jointe aux dix mille campagnards qui avaient, les premiers, levé l'étendard de la rébellion. Napoléon n'hésita pas à attaquer cette masse, toutefois après avoir fait placer sur les portes de Pavie cette proclamation :

« Une multitude égarée, sans moyens réels de résistance, se porte aux derniers excès dans plusieurs communes, méconnaît la République, et brave l'armée triomphante des rois. Ce délire inconcevable est digne de pitié : on égare ce pauvre peuple pour le conduire à sa perte. Le général en chef, fidèle au principe qu'a adopté sa nation, de ne pas faire la guerre aux peuples, veut bien laisser une porte ouverte au repentir; mais ceux qui sous vingt-quatre heures n'auront pas posé les armes, seront traités comme rebelles; leurs villages seront brûlés. Que l'exemple terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux : son sort sera celui de toutes les communes qui s'obstineraient à la révolte. »

Cependant les insurgés avaient répondu à la sommation qui leur avait été faite de se rendre, quo tant que la ville aurait des murailles ils résisteraient aux Français. Il fallait donc brusquer l'attaque : avec six pièces d'artillerie on bat les portes, mais inutilement; les remparts toutefois sont balayés par la mitraille. Le général Dommartin fait, à la faveur de ce feu soutenu, marcher un bataillon de grenadiers armés de haches : bientôt les portes sont enfoncées, les Français entrent au pas de charge, débouchent sur la place, et se logent dans les maisons qui forment la tête des rues. Alors on vit les magistrats, les nobles, le clergé, ayant à sa tête l'archevêque de Milan et l'évêque de Pavie venir demander grâce. Le désordre était à son comble dans la ville; les feux étaient allumés pour l'incendie : quelle résolution allait prendre le vainqueur ? « Trois fois, écrivit-il le soir même au Directoire, l'ordre d'incendier la ville a expiré sur mes lèvres. Enfin j'ai vu arriver la garnison, qui, ayant brisé ses fers, venait embrasser ses libérateurs. Je fis faire l'appel de mes soldats; il n'en manquait pas un. Si le sang d'un seul Français avait été versé, je voulais, des ruines de Pavie, élever une colonne sur laquelle j'aurais fait écrire : Ici était la ville de Pavie ! » Ainsi finit cette fameuse révolte : la ville avait été livrée quelques heures au pillage; et l'exagération même que nièrent les ennemis des Français dans le récit de cette catastrophe, ne fut pas sans utilité pour les vainqueurs, parce qu'elle inspira une crainte salutaire à toute l'Italie.



JULES. DAVID

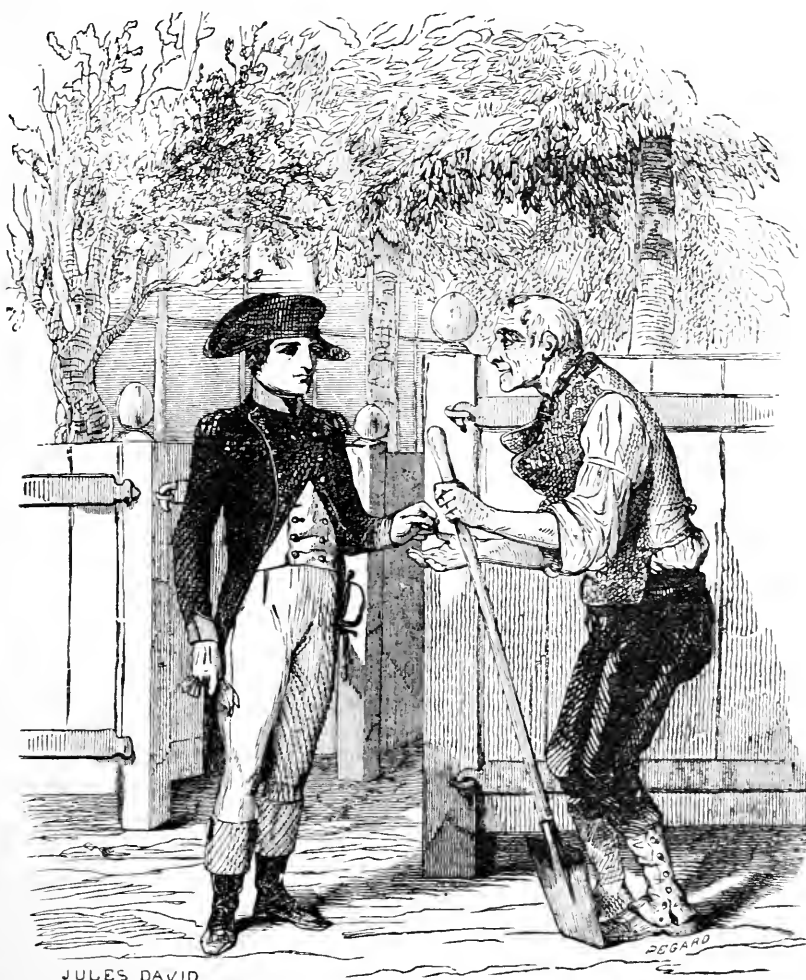
A. FÉBAPD. 30

Un groupe de jeunes filles ontrent des couronnes à Bonaparte à son entrée dans le canton de Vaud.

Au passage du Mincio, qui eut lieu quelques jours après (le 30 mai), Napoléon courut un de ces dangers personnels qui auraient pu mettre fin dès lors à sa glorieuse carrière, et faire peut-être considérer, par le vulgaire, comme des échauffourées heureuses, mais blâmables, les actes de génie par lesquels il venait de débiter. L'affaire était décidée; l'ennemi fuyait, poursuivi dans toutes les directions. Le général en chef, après avoir donné ses ordres, étant harassé de fatigue, s'arrête dans un petit château pour y prendre un bain et s'y reposer un peu. Tout à coup arrive un détachement autrichien qui, cherchant une issue à sa fuite, s'était égaré en remontant le Mincio. Napoléon se trouvait presque seul dans cette habitation. La sentinelle en faction à la porte extérieure n'a que le temps de la fermer en criant : *Aux armes!* et le général victorieux, au milieu même de son triomphe, est réduit à se sauver, à demi nu, par les derrières des

jardins. Ce danger, qui pouvait se renouveler fréquemment, fut la cause de la formation des *quintex*, chargés plus spécialement de la garde de la personne de Napoléon. Ce corps fameux, composé de cavaliers d'élite ayant tous cinq ans de service, reçut, dès sa création, l'uniforme adopté depuis pour les chasseurs de la garde impériale, glorieux uniforme, qui fut aussi le dernier habit porté à Sainte-Hélène par l'Empereur mourant.

Les Autrichiens avaient été chassés de Brescia, et l'armée française s'était élevée à la hauteur de son jeune général en chef. Au commencement de cette seconde campagne, on avait vu une division entière, celle du général Gueux, rester quarante-huit heures sans prendre de nourriture, et cependant n'en pas moins continuer de marcher, de combattre et de vaincre. A Lonato, de vains efforts avaient été tentés pour déloger l'ennemi d'un plateau qui dominait le champ



JULES DAVID

REGARD

Ah Dieu! est-ce possible? On voit bien que vous êtes de la maison du citoyen premier consul. Comment se porte-t-il? (Chap. IV.)

de bataille; l'avantage de la journée était compromis : Napoléon pousse son cheval jusqu'à l'avant-garde, commandée par Masséna, et donne rapidement des ordres dont l'exécution doit assurer la victoire.

En ce moment arrivait la division Guyeux, moins affamée de pain que de gloire, marchant à la baïonnette, parce qu'elle avait brûlé toutes ses cartouches. En passant près du groupe de l'état-major-général, un chasseur quitte son rang, et, s'approchant du général en chef :

— Citoyen général, lui dit-il à demi-voix, il faudrait placer quelques pièces de canon là, où vous êtes, et envoyer une demi-brigade là-bas, sur le flanc droit de votre cavalerie; autrement nous sommes perdus, et vous aussi.

— Fais-toi, malheureux ! et retourne à ton rang.

Telle fut la réponse de Napoléon. Il avait ordonné précisément les deux mouvements si hardiment con-

seillés par le jeune soldat, qu'il suivit des yeux jusqu'à ce qu'un tourbillon de fumée l'eût dérobé à ses regards.

Une heure après, les Français occupaient le plateau, et les Autrichiens, forcés de battre en retraite, se repliaient sur Gavardo. Le soleil se couchait; nos troupes allaient trouver quelque repos au bivouac; mais Napoléon, préoccupé d'une idée fixe, fait mettre la division Guyeux sous les armes. Il passe lentement dans les lignes, interroge du regard toutes les figures, sans qu'aucune parole ne sorte de sa bouche. Arrivé à la fin du dernier rang, une expression d'impatience se peint sur son visage : il n'a pu reconnaître celui qu'il cherche; et, revenu devant le front de bataille, il demande d'une voix élevée :

— Quel est le chasseur qui, ce matin, a osé quitter sa compagnie pour venir me parler, au moment de combattre ?

Personne ne répondit.

— Eh bien ! reprend Napoléon, qu'il la quitte encore, et qu'il vienne à moi ; cette fois je l'y invite.

— Citoyen général, répondit alors une voix grave, il manque à l'appel ; nous étions coude à coude, un boulet l'a coupé en deux.

Napoléon, visiblement ému, ôta son chapeau et s'écria :

— Soldats ! c'était un brave ! Puis, se retournant vers le chef de cette demi-brigade, placé à ses côtés, il ajouta tristement : Si c'était moi que le boulet eût emporté ce matin, ce chasseur aurait pu me remplacer ce soir.

On n'eut l'explication de ces étranges paroles que lorsque le général en chef, rentré à Lonata, raconta à Masséna, devant d'autres officiers-généraux, le court dialogue qu'il avait eu avec le jeune soldat, mort si glorieusement. Resté à Lonata avec son quartier-général, Napoléon n'avait gardé avec lui qu'un bataillon et l'escadron des guides, qui lui servait d'escorte. Tout à coup, une division autrichienne, dont on ne soupçonnait pas la présence, cerne la ville ; les Français ont à peine eu le temps de prendre les armes, que déjà un parlementaire demande à être introduit auprès du général en chef qui les commande. Napoléon ordonne que cet officier soit amené, les yeux bandés, au milieu de son état-major.

— Monsieur, lui demande-t-il, je suppose, à votre démarche, que vous venez nous proposer de vous rendre ?

— Général, répond le parlementaire tout étourdi de la question, c'est vous, au contraire, que je viens sommer de mettre bas les armes.

— En ce cas, Monsieur, je ne puis accepter vos paroles que comme une insulte. Retournez donc vers celui qui vous a envoyé, et dites-lui qu'un général en chef de l'armée républicaine est ici, et que s'il veut le prendre, il est libre de l'essayer.

— Mais, général, je dois vous prévenir que nous avons cinq mille hommes d'infanterie, trois cents cavaliers et....

— Monsieur, interrompit Napoléon en regardant froidement sa montre, vous ajouterez que je fais fusiller vos cinq mille hommes d'infanterie et vos trois cents cavaliers, si, dans vingt minutes, ils ne se sont pas rendus. Allez, Monsieur.

Avant que l'officier autrichien n'eût quitté la salle, Napoléon avait ordonné de faire sortir toute l'infanterie et toute la cavalerie, pour se préparer au combat. Dix minutes après, le bataillon et l'escadron des guides débouchaient de Lonata pour fondre sur l'ennemi, le culbuter et faire une trouée, afin d'aller rejoindre Masséna. Le commandant du corps autrichien, stupéfait de la rapidité du mouvement, renvoie son parlementaire, et demande cette fois à capituler.

— Je ne change jamais d'avis, lui répond Napoléon ; je vous ai dit, il y a vingt minutes, que vous seriez tous mes prisonniers...

— Permettez, général..., interrompit l'officier autrichien.

Napoléon lui coupe la parole, en ajoutant :

— Les vingt minutes que je vous avais accordées

sont expirées. Et présentant sa montre au parlementaire : Vous le voyez ? ajouta-t-il.

A ces mots, l'officier autrichien fit un signe de la main, et, baissant en même temps la pointe de son épée, se hâta de dire :

— Général, nous nous rendons à discrétion.

— A cette condition, Monsieur, je veux bien accorder à vos troupes les honneurs de la guerre.

Et quand les armes furent déposées, cinq mille fantassins et trois cents cavaliers reconnurent qu'ils s'étaient volontairement constitués prisonniers en présence de cinq cents hommes.

La veille de la bataille de Castiglione (4 août 1796), Napoléon, visitant les postes avancés, se plaignit des fréquentes fusillades qu'il avait entendues le matin.

— Il ne faut pas, dit-il aux soldats, user ainsi sa poudre à tirer sur les buissons.

A peine a-t-il prononcé ces mots, qu'une douzaine de balles sifflent à ses oreilles. Un grenadier s'élance et lui fait un rempart de son corps. Un moment après, le général en chef demanda brusquement à ce soldat :

— Eh bien ! que fais-tu là ? Pourquoi ne retournes-tu pas à ton poste maintenant ?

— Citoyen général, j'attends que vous me donniez la permission d'aller dénicher quelques-uns de ces corbeaux tyroliens qui se sont perchés dans les buissons, là-bas.

— Est-ce que tu t'imagines qu'ils sont restés là à t'attendre ? Retourne à ton poste, te dis-je.

— Citoyen général, ils auront battu en retraite, dans le ravin, comme hier.

— Raison de plus : tu te ferais tuer par eux inutilement.

— Ah ! ouisch !... ça leur est défendu ; ils sont trop maladroits. S'ils savaient tirer juste, tout à l'heure ne nous auraient-ils pas descendus tous les deux, vous d'abord, moi ensuite ?

— Tu ne manquerais donc pas leur chef ?

— Dites un mot, mon général, je l'éclipse à la minute.

— Allons, puisque tu le veux, va ! Mais ne t'y fie pas.

Le grenadier part en sifflant le refrain de la *Marseillaise*. Au bout d'un quart d'heure, comme on le croyait mort parce qu'on avait entendu un grand nombre de coups de feu du côté où il s'était dirigé, il reparait : il n'avait perdu que son chapeau.

— C'est fait, mon général ! dit-il à Napoléon. Je vous avais bien dit qu'ils ne savaient pas viser ; maintenant ils n'ont plus qu'à enterrer leur commandant.

— C'est bien, je me souviendrai de toi, répondit Napoléon en s'éloignant.

— Merci, citoyen général, répliqua le grenadier d'un air narquois ; nous verrons si vous avez de la mémoire.

Le lendemain, les Autrichiens, attaqués à Castiglione avec l'impétuosité française, étaient battus complètement par Napoléon ; et le soir, quelques vieux soldats, assis autour du feu d'un bivouac, dissertaient à leur manière sur les opérations de la journée. Si Wurmser et ses lieutenants n'étaient pas ménagés par les orateurs de ce club improvisé, chacun d'eux,

en revanche, s'extasiait sur les *moyens* et la *capacité* de Napoléon.

— Il faut convenir, disait un vieux sergent, dont le bras gauche, en écharpe, était décoré de deux chevrons, qu'il leur a taillé de fameuses croupières, à ces kinslericks ! Avant-hier, à Lonato ; aujourd'hui, à Castiglione ; ils n'ont pas seulement eu le temps de fumer une pipe, tous ces généraux de Pitt et Cobourg. N'est-il pas fameux, le *petit caporal* ?

— Fameux ! répondit-on à la ronde.

— Et cependant vous ne vouliez pas me croire, quand je vous disais, au passage des Alpes, que je l'avais vu un peu manœuvrer à Toulon ; mais, il faut être juste, toute l'armée d'Italie est composée de gail-lards de cette trempe-là. Et ces tartufes d'Italiens quicroyaient que Wurmser allait nous avaler tout crus, nous et le p'tit caporal ! Patience, va ! Bonaparte t'a signé ta feuille de route aujourd'hui, et tu as deux lapins à tes trousses, Masséna et Augereau, qui te feront doubler plus d'une étape.

— Ah ça ! sergent, dit alors un des plus jeunes du cercle, il m'est d'avis, d'après cela, que depuis Lodi notre petit caporal a mérité de monter en grade ?

— Pas mal observé, fit le vieux sergent. Écoutez, vous autres, les anciens ! trouvez-vous qu'il ait mérité de l'avancement, celui qui a fricassé tous ces Autrichiens ? Que chacun donne son avis : les opinions sont libres, comme disent, à Paris, ces muscadins du Directoire.

— Ouil ouil ! répondirent à la fois les soldats du groupe.

— Il est décidé à l'unanimité, dit une voix, que le petit caporal a mérité de l'avancement.

— Alors rrrrrran !... fit le vieux sergent en imitant le roulement d'un tambour, il faut le reconnaître.

Et, étendant le bras qu'il avait de libre :

— Soldats de l'armée d'Italie ! s'écria-il d'une voix forte, au nom des vieux troupiers ici présents, vous reconnaîtrez le citoyen Bonaparte pour votre sergent, et lui obéirez en conséquence.

En ce moment l'orateur fut interrompu par un petit homme à la figure pâle, aux yeux étincelants, vêtu d'une redingote grise, et ne portant aucune marque distinctive de grade. Ce petit homme lui frappa légèrement sur l'épaule, en lui demandant avec bienveillance :

— Et à quelle époque le sergent peut-il espérer de passer sous-lieutenant ?

A cette voix bien connue, tous portèrent respectueusement le revers de la main à leur front.

— Nous verrons, citoyen général en chef, répondit le vieux sergent en retroussant fièrement sa moustache.

Après l'affaire de Roveredo, la fatigue des marches forcées qu'avaient faites les soldats, et le combat qu'ils avaient livré dans la journée, décidèrent le général en chef à faire coucher ses troupes sur le champ de bataille. Napoléon lui-même, mourant de soif et de faim, fut trop heureux de trouver un soldat qui lui donna la seule et unique ration de pain qui se trouvât peut-être dans toute l'armée.

En 1805, au camp de Boulogne, un sergent au

2^e régiment de chasseurs à pied de la vieille garde trouve l'occasion, à la suite d'une revue, de faire res-souvenir l'Empereur de cette circonstance.

— C'est donc toi qui, ce jour-là, partageas ton souper avec ton général ? lui demanda-t-il.

— Oui, mon Empereur, c'est moi ; seulement, j'étais bien fâché que les liquides manquassent, car nous avions une fameuse soif tous les deux.

— C'est vrai ! je m'en souviens.

Et, faisant un signe d'intelligence à Berthier qui s'avança, Napoléon lui dit quelques mots à voix basse ; après quoi, se rapprochant du sergent, il ajouta, en détachant la croix qu'il portait toujours au revers de son habit :

— Combien as-tu d'années de service maintenant ?

— Onze ans, mon Empereur, dont neuf blessures huit campagnes, et...

— C'est bon, c'est bon !... Est-ce que nous étions ensemble en Égypte ?

— Un peu, mon Empereur ; à preuve, que lorsque vous êtes venu passer l'inspection au quartier des *empestiférés*, c'est moi que... vous savez bien ?

— Je te reconnais maintenant. Écoute : il est juste qu'à mon tour je partage avec toi : j'ai deux croix, toi tu n'en as pas ; tiens... Mais ce n'est pas tout ; si je t'ai fait faire un mauvais souper autrefois, aujourd'hui je veux que tu fasses un bon dîner. Le maréchal Berthier se chargera de te faire boire à ma santé, si toutefois les liquides ne manquent pas, ajouta Napoléon en souriant.

— Oh ! bien sûr... mon Empereur !... qu'ils ne manqueront pas ! balbutia le sergent. Les liquides !... oh ! jamais pour boire à la santé.... de.... notre Empe-reur !...

Et il ne put en dire davantage, tant il devint ému, transporté, électrisé.

Quelques heures après, en prenant place à la table du major-général de l'armée, qui l'avait envoyé chercher à son régiment par un de ses aides-de-camp, le nouveau décoré trouva, sous le pli de sa serviette, le brevet qui le nommait chevalier de la Légion-d'Honneur.

A Arcole, Napoléon se trouvant au milieu de quatre corps autrichiens qui, le pressant de toutes parts, étaient près de faire leur jonction, se décida à manœuvrer par le bas de l'Adige. Ce parti ne devait pas être sans danger ; mais, s'il réussissait, il était décisif.

Quelques bataillons de la division Vaubois, sous le commandement du général Gueux, arrivèrent et se joignirent à ceux qui étaient déjà à Vérone ; la garde en avait été confiée à Kilmaine, avec trois mille hommes. Les divisions Augereau et Masséna traversèrent cette ville pendant la nuit du 14 au 15 novembre 1796, dans le plus grand silence. On crut que l'armée était en retraite ; mais, au lieu de suivre la route de Peschiera, elle prit tout à coup à gauche, et fila le long de l'Adige jusqu'à Ronco, où on jeta un pont. Napoléon espérait arriver dans la matinée à Villa-Nova, et enlever à l'ennemi ses parcs d'artillerie, ses bagages, et l'attaquer par le flanc ou sur ses derrières.



Tais-toi, malheureux ! et retourne à ton rang.

Dès ce moment, l'armée française devina l'intention de son général en chef.

Augereau passa le premier l'Adige, prit la chaussée du centre, laissant la 12^e légère à la garde du pont, et marcha sur Arcole. Masséna le suivit de près, sur la chaussée de gauche, jeta la 75^e demi-brigade, comme réserve, dans un bois, à droite du pont, et se dirigea sur Porcil. La réserve de cavalerie, de seize à dix-sept cents chevaux, commandée par le général Beauvoir, resta en bataille sur la rive droite de l'Adige, et prête à passer, suivant les circonstances.

Les tirailleurs d'Augereau parviennent jusqu'au pont d'Arcole sans être aperçus ; ils le trouvent barricadé et défendu par deux régiments de Croates, avec du canon. L'avant-garde française, éprouvant la plus vive résistance, ne peut déboucher, et se replie en toute hâte jusqu'au point où la chaussée cesse de prêter le flanc. Les généraux se précipitent à la tête de leurs colonnes : Lannes, Verdier, Bon et Verne sont mis hors de combat. Indigné de ce mouvement rétrograde, Augereau saisit un drapeau, s'élance en avant de deux bataillons de grenadiers, et le porte au delà du pont ; mais, accueilli par une vive fusillade, il est ramené sur sa division. Le feu de l'ennemi est si violent, que les premiers pelotons à peine arrivés, sont écrasés. Napoléon, de sa personne, veut tenter un dernier effort, il saisit aussi un drapeau, le place à la tête du pont, et, encourageant les siens, leur crie :

— N'êtes-vous plus les soldats de Lodi ?

A la voix, à l'exemple de leur général en chef, ceux-ci retournent au combat.

Le pont est à moitié franchi ; mais le feu de l'en-

nemi renforcé par de nouvelles troupes, fait encore manquer cette attaque. Lannes, déjà blessé deux fois, y reçoit un troisième coup de feu ; Vignolle, une blessure dangereuse ; Muir et Elliot, aides-de-camp de Napoléon, tombent morts à ses côtés ; le général en chef, lui-même, entraîné par le désordre de ses troupes en retraite, est précipité dans un marais, et s'y enfonce jusqu'à la moitié du corps... ; les Autrichiens le dépassèrent de plus de cinquante pas sans le reconnaître. Cependant les grenadiers, voyant le danger de leur général, font volte-face ; l'adjudant-général Belliard, à leur tête, repousse l'ennemi au-delà du pont, et Napoléon est sauvé. « Cette journée, dit-il, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, fut celle du développement militaire. »

Mais aussitôt qu'Alvinzi, qui s'était borné à envoyer des renforts sur Arcole, eut appris qu'il avait affaire à toute notre armée, il fit exécuter un changement de front à ses troupes, qui filèrent dans la direction de Montebello. De son côté, Napoléon, craignant d'être attaqué le lendemain, concentra toutes ses forces sur la rive droite de l'Adige, en laissant sur la gauche deux demi-brigades pour la garde du pont.

Deux divisions autrichiennes avaient été totalement détruites : huit pièces de canon étaient restées en notre pouvoir ainsi que plusieurs drapeaux ; on avait fait un grand nombre de prisonniers qui, en défilant le lendemain à travers le camp, remplirent d'enthousiasme les soldats et les officiers de l'armée française. Alors chacun reprit confiance et ne songea plus qu'à de nouvelles victoires.

Napoléon regretta vivement ses deux aides-de-camp.



Général, nous nous rendons à discrétion.

La lettre suivante, qu'il adressa au général Clarke pour lui transmettre cette nouvelle, est remarquable sous plus d'un rapport :

« Votre neveu Elliot, lui mandait-il, a été tué sur le champ de bataille. Ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes ; il avait plusieurs fois marché à la tête des colonnes. Il aurait été, un jour, un officier estimable ; il est mort avec gloire en face de l'ennemi, et n'a pas souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle fin. »

Quant à Muiron, toujours poursuivi par ses sentiments de mort, il n'avait pas cessé d'en entretenir ses amis Junot et Marmont. Ce dernier n'avait jamais répondu à ses terreurs qu'en haussant les épaules.

— Tu verras l'accomplissement de mon rêve, lui répétait-il, lorsque le temps sera venu.

— Laisse-moi donc tranquille ! répondait Marmont d'un ton d'ironie. A Lodi, à Borghetto, à la Brenta, à Caldiero, tu t'es battu comme un lion ; tu n'as pas eu seulement une égratignure, et personne de nous n'a été tué : toi et ton rêve, vous n'avez pas le sens commun.

— Parce que les huit mois ne sont point encore écoulés ; mais patience ! le terme approche.

— Soit ! mais en attendant, crois-moi, ne débite pas de semblables balivernes. Tu sais que tout ce qui se dit, même entre nous, est répété à notre général. Il ne croit pas aux contes de vieilles femmes, lui !... Il y en aurait assez pour qu'il donnât ta place à un autre.

— Ma mort lui en épargnera la peine, avait répliqué Muiron.

Cette conversation des deux aides-de-camp avait eu lieu le matin même de la bataille. Le soir, comme quelques officiers de l'état-major s'entretenaient du succès et des pertes de la journée, Marmont fit observer qu'il n'avait pas encore vu Muiron.

— Le général l'aura probablement chargé de quelques ordres pour Augereau, lui fut-il répondu.

Un instant après Junot arrive. L'extrême tristesse de sa physionomie frappe Marmont, que le souvenir de son camarade semble préoccuper davantage ;

— Qu'est devenu Muiron ? lui demande-t-il avec vivacité ; est-il ici ou en mission ?...

Pour toute réponse, Junot baisse les yeux, et jette à Helde, son valet de chambre, un regard pour lui recommander le silence ; mais Marmont l'a compris.

— Ah ! s'écrie-t-il avec désespoir, Muiron avait raison : la mort lui a tenu parole !

En effet, Muiron avait été tué par un officier autrichien qui lui avait tiré un coup de pistolet à bout portant, tandis qu'il dégageait Napoléon qui, en ce moment, se trouvait entouré d'ennemis. On était au 15 novembre : par une étrange coïncidence, il y avait juste huit mois, jour pour jour, que la sinistre prédiction lui avait été faite dans son rêve.

Quant à Napoléon, il consacra à la mémoire de son aide-de-camp favori le premier moment de repos qui suivit la victoire.

« Muiron, écrivit-il à sa veuve, est mort sur le champ d'honneur. Vous avez perdu un mari qui vous était cher ; j'ai perdu un ami auquel j'étais at-

« taché par le cœur; mais la patrie perd plus que nous « deux. Si je puis vous être utile à quelque chose, à « vous et à votre enfant, comptez sur moi. »

Quelque temps après, il demanda au Directoire, en récompense des services rendus à la République par Muiron, la radiation de madame Berault de Courville, sa belle-mère, et de Charles Berault de Courville, son beau-frère, qui avaient été portés sur la liste des émigrés; et l'année suivante, à Venise, invité à baptiser une frégate que l'on venait d'armer, Napoléon la nomma *la Muiron*; et, chose singulière, ce fut sur ce bâtiment qu'il revint d'Égypte en 1799. Enfin, quinze ans plus tard, à Sainte-Hélène, comme il dictait à M. de Las-Cases le récit de la bataille d'Arcole, le nom de Muiron ayant été prononcé, l'Empereur baissa tristement la tête, en disant d'une voix pleine d'émotion :

— Mort héroïquement en voulant me défendre!

Ce fut dans la nuit qui suivit cette bataille qu'eut lieu le fait suivant, diversement raconté, et que nous ne rapportons ici que d'après des renseignements positifs.

Sur les trois heures du matin, Napoléon, toujours infatigable, parcourait son camp sous un costume qui ne décelait en rien le général en chef; il voulait juger par lui-même si les fatigues de trois journées aussi pénibles n'avaient rien fait perdre aux soldats de leur respect pour la discipline et de leur vigilance sur les mouvements de l'ennemi. Il vient à passer devant une sentinelle endormie; sans l'éveiller et avec précaution il lui enlève son fusil. Quelques moments après le jeune soldat ouvre les yeux, se voit désarmé, et reconnaît son général qui se promène tranquillement et fait faction à sa place.

— Je suis perdu! s'écrie-t-il.

— Rassure-toi, lui dit Napoléon d'un ton bienveillant; après tant de fatigues, il peut être permis à un brave tel que toi de succomber au sommeil; cependant te j'engage à mieux choisir ton temps une autre fois.

Ce jeune soldat, appartenant à la 75^e demi-brigade, ne crut pouvoir mieux reconnaître cet acte de clémence de son général, qu'en se faisant tuer le lendemain, 19, au combat de Campaza, où les deux régiments autrichiens d'Ehrbach et de Laslezmann furent en partie détruits par cette même 75^e demi-brigade, sous le commandement du général Vaubois.

La nouvelle de la victoire d'Arcole et des derniers événements qui la suivirent fut portée à Paris par le chef de bataillon Lemarrois, aide-de-camp de Napoléon. Il était chargé de présenter au Directoire les huit drapeaux enlevés à la colonne autrichienne, si complètement écrasée sur la chaussée d'Arcole. Le gouvernement et les Parisiens accueillirent avec enthousiasme ces nouveaux trophées de la valeur française; et, sur la proposition du Directoire, le Corps Législatif décréta : « Que les drapeaux républicains portés à « la bataille d'Arcole, contre les bataillons ennemis, « par les généraux Bonaparte et Augereau, leur seraient donnés à titre de récompense nationale. »

De tout temps l'habileté de la diplomatie autrichienne a été reconnue. Elle regagnait par des traités ce qu'elle

avait perdu par des batailles. Après la défaite d'Arcole, elle proposa à Napoléon un armistice que celui-ci refusa, malgré les instructions que lui avait envoyées le Directoire; et, débarrassé de tous ses adversaires, le général en chef revint sur Mantoue, la cerna, et la força de se rendre. Puis, le 10 mars 1797, il battit le prince Charles, qui avait voulu s'opposer au passage du Tagliamento, et fit son entrée à Venise. De là, les Français s'avancant au pas de course, triomphèrent à Trévise, entrèrent à Trieste, et, s'acharnant à la poursuite de l'archiduc, poussèrent jusqu'à trente lieues en avant de Vienne. Alors Napoléon fit une halte; des parlementaires autrichiens arrivèrent, et Léoben fut fixé pour le siège des négociations qui allaient s'entamer. Napoléon sait se passer des pleins pouvoirs du Directoire : c'est lui qui a fait la guerre, c'est lui qui fera la paix. Cependant les négociations traînent en longueur; ces pourparlers le fatiguent, et un jour, au milieu d'une discussion, il se lève, saisit un magnifique cabaret de porcelaine qu'il brise et qu'il foule à ses pieds, en disant aux plénipotentiaires :

— Eh bien! c'est ainsi que je vous pulvériserai tous!

Les diplomates, effrayés, accordent les concessions qu'il demande. On lit le traité. Dans le premier article, l'empereur d'Autriche déclare qu'il reconnaît la République française. A ces mots, Napoléon s'écrie :

— Rayez ce paragraphe, qui est inutile. La République française est comme le soleil : aveugles sont ceux que son éclat n'a point frappés.

Un traité est signé le 18 avril 1797; mais en attendant qu'il soit ratifié, Napoléon, qui réunit la double qualité de général en chef et de plénipotentiaire unique, établit successivement son quartier-général à Montebello, puis à Passeriano, près d'Udine, et enfin à Milan. Ce fut de cette dernière ville qu'il reçut, du Directoire, l'ordre de se rendre à Rastadt, où le fameux *traité de Campo-Formio* devait être définitivement signé par tous les représentants des souverains d'Allemagne, réunis en congrès; mais, avant de quitter la capitale de la Lombardie, Napoléon adressa ses adieux à ses troupes par cette courte proclamation :

« Soldats de l'armée d'Italie! je pars demain pour « me rendre à Rastadt. En me trouvant séparé de l'armée, je ne serai consolé que par l'espoir de me revoir bientôt au milieu de vous, luttant contre de « nouveaux dangers. Quelque poste que le gouvernement assigne aux braves de l'armée d'Italie, ils seront toujours les dignes soutiens de la liberté et de « la gloire du nom français! »

Il partit de Milan le 17 novembre 1797. Son voyage fut marqué par l'empressement du peuple à le voir et à lui offrir des fêtes. A Mantoue il y eut, à son arrivée, une illumination générale; il logea à la *Cour*, palais des anciens ducs. Le roi de Sardaigne l'attendait à Turin, où la plus belle réception lui était préparée; mais il refusa les honneurs qu'on voulait lui rendre. Il traversa le Mont-Cenis, et son passage en Suisse fut un grand événement pour le pays. A son entrée dans le canton de Vaud, des jeunes filles, vêtues de blanc, le complimentèrent et lui offrirent une

couronne sur laquelle étaient inscrites la sentence arbitrale qui avait proclamé la liberté de la Valteline, et cette maxime si chère aux Vaudois : « Un peuple ne peut pas être sujet d'un autre peuple. » Sa voiture s'étant cassée près d'Avenches, il arriva à pied à l'ossuaire de Morat. Un officier qui avait servi jadis en France lui montra le champ de la sanglante bataille de ce nom, et lui expliqua comment les Suisses, en descendant des montagnes voisines, étaient venus, à la faveur d'un bois, tourner la position de l'armée des Bourguignons et l'avaient mise en déroute.

— Quelle était la force de l'armée du duc de Bourgogne ? lui demanda Napoléon.

— Général, elle se composait de soixante mille hommes, lui répondit l'officier suisse.

— Soixante mille hommes ! fit Napoléon avec surprise ; ils auraient dû couvrir ces montagnes.

— Les Français d'aujourd'hui font mieux la guerre, dit un officier du cortège.

— Monsieur, répliqua Napoléon en se retournant vivement vers ce dernier, les Bourguignons de ce temps-là n'étaient pas Français.

Après quelques propos insignifiants sur cet amas d'ossements rassemblés en ce lieu, Napoléon remonta dans sa voiture, qu'on avait eu le temps de réparer. Des salves d'artillerie, répétées par le canon de la forteresse de Huningue et les redoutes environnantes, annoncèrent son arrivée à Bâle. Là, il fut complimenté par une députation du conseil privé, présidé par le bourgmestre de Buxtorf. Les compagnies franches à pied et à cheval paradèrent devant l'auberge de l'*Ours pacifique*, où lui avait été préparé un repas magnifique. Napoléon embrassa tendrement M. Fesch, son grand oncle maternel, ainsi que plusieurs de ses parents qui s'étaient donnés rendez-vous dans cette

auberge pour le voir à son passage ; mais, pour éviter les réceptions brillantes qu'il savait qu'on lui ménageait, dans le département du Rhin surtout, il changea l'itinéraire de sa route, suivit la rive droite du fleuve et passa à Offenbourg sans même voir Augereau, qui y avait son quartier-général et qui lui écrivit à cette occasion :

« Vous êtes arrivé à Offenbourg comme on tombe « des nues, mon cher général ; c'est un mauvais tour « que vous avez joué à un de vos plus dévoués lieutenants, qui, s'il avait été prévenu de votre passage, « ne se serait certainement pas privé du plaisir de « vous embrasser. Comme Rastadt n'est pas, dit-on, « le lieu du monde le mieux pourvu ni le plus commode, je vous envoie mon aide-de-camp Fournier, « que je charge de vous offrir tout ce qui est à ma « disposition. »

Napoléon comptait partir de Rastadt aussitôt que la convention secrète du traité aurait été signée. Le Directoire lui-même alla au-devant de ses intentions en lui écrivant, le jour même de son arrivée dans cette ville, que, « impatient de le voir et de conférer avec « lui sur les intérêts majeurs et multipliés de la patrie, il l'invitait à presser le plus possible l'échange « des ratifications, et qu'il désirait lui témoigner publiquement sa propre satisfaction et être envers lui « le premier interprète de la reconnaissance nationale. » Cette convention fut signée le 1^{er} décembre 1797, et le lendemain Napoléon quitta Rastadt. Puis, sans s'arrêter, il traversa la France en gardant le plus strict incognito, arriva à Paris le 3 du même mois, et descendit à sa petite maison de la rue Chantereine, à laquelle l'autorité municipale donna le nom de *rue de la Victoire*, aussitôt que le retour du vainqueur de l'Italie fut connu officiellement dans la capitale.





CHAPITRE II.



non, cinq équipages de pont, neuf vaisseaux de 64 canons, douze frégates de 32, quatorze corvettes et dix-huit galères. De plus, après avoir emporté de France deux mille louis, il y avait envoyé, à plusieurs reprises, près de cinquante millions : contre toutes les traditions antiques et modernes, c'était l'armée qui avait nourri la patrie, et cependant, si l'on en croit certains mémoires, Napoléon revint d'Italie n'ayant pas à lui 300,000 francs. Il s'attendait à une grande récompense nationale; on proposa au Conseil des anciens de lui donner la terre de Chambord et un bel hôtel à Paris; mais le Directoire, déterminé par un sentiment de jalousie, s'alarmant de cette proposition, ne voulut pas y souscrire, et la fit écarter par ses créatures.

NAPOLEON n'était pas resté absent de Paris deux ans, et cependant dans ce court laps de temps il avait fait cent cinquante mille prisonniers, pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante pié-

Pendant ce temps retiré dans sa petite maison de la rue de la Victoire avec sa famille, Napoléon menait à Paris la vie la plus simple. Il allait au spectacle, qu'il aimait toujours beaucoup, mais en loge grillée, et rejetait les propositions des administrateurs de théâtre, qui voulurent lui donner une représentation d'apparat. Cependant il assista à la seconde représentation d'*Horatius-Coclès*, qui avait attiré un concours immense de spectateurs. Quoique sans uniforme et caché au fond d'une loge, il fut aperçu et reconnu. Aussitôt la salle retentit d'applaudissements unanimes et des cris longuement répétés de *vive Bonaparte!*

Dès son arrivée dans la capitale, les chefs de tous les partis s'étaient présentés chez lui; mais s'étant excusé de ne pouvoir les recevoir, il n'y admit d'habitude que quelques savants, tels que Monge, Berthollet, Laplace, Prony, Lagrange; plusieurs généraux, Berthier, Desaix, Lefebvre, Casarelli-Dufarga, et un petit nombre de députés; Bernardin de Saint-Pierre y eut aussi ses entrées. Pendant ce temps le Directoire s'occupait de préparer à Napoléon un triomphe éclatant, à l'occasion de la remise du traité de Campo-Formio, qui devait lui être faite solennellement et en séance publique. Le 10 décembre 1797 fut le jour choisi pour cette espèce d'ovation.

La grande cour du Luxembourg avait été disposée à cet effet. Au fond s'élevait l'autel de la patrie, surmonté des statues de la Liberté, de l'Égalité et de la Paix, et décoré de trophées composés des nombreux drapeaux conquis par l'armée d'Italie. Autour de l'au-



Napoléon, mourant de soif et de faim, partage le repas d'un soldat.

tel étaient placés des sièges pour les membres du Directoire, les ministres et le corps diplomatique; un vaste amphithéâtre était réservé aux autorités civiles et militaires. Une foule immense de spectateurs garnissait la cour et les fenêtres du palais, toutes les rues environnantes étaient remplies d'une multitude de citoyens, l'air retentissait de vivats. Des corps de troupes étaient disposés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour le maintien de l'ordre.

Le Directoire avec son cortège prit place. Le Conservatoire de musique exécuta une symphonie qui fut tout à coup interrompue par les cris de *Vive la République! Vive Bonaparte!* Mais les cris redoublèrent lorsque Napoléon parut accompagné du général Joubert et du chef de brigade Andréossy. Des acclamations unanimes partirent aussitôt dans toutes les directions, et le proclamèrent le *libérateur de l'Italie*, le *pacificateur du continent!* tandis que lui s'avancait avec calme et modestie. Pendant ce temps l'hymne de la Liberté fut entonnée par les artistes du Conservatoire, et l'assemblée, électrisée, répéta en chœur le refrain de cette hymne. Le Directoire, le cortège, tous les spectateurs se levèrent et se découvrirent pendant l'invocation. Parvenu au pied de l'autel de la patrie, Napoléon fut présenté au Directoire par le ministre des relations extérieures, qui, dans son discours, sut amener adroitement l'éloge le plus vrai et le mieux mérité du vainqueur de l'Italie.

« Quand je pense, dit M. de Talleyrand en terminant, à tout ce que Bonaparte fait pour qu'on lui pardonne sa gloire, à ce goût antique de la simplicité qui le distingue, à son amour pour les sciences;

« quand personne n'ignore son profond mépris pour l'éclat, le luxe; ah! loin de redouter ce qu'on voudrait appeler son ambition, je sens qu'il nous faudra peut-être le solliciter un jour, pour l'arracher aux douceurs de sa studieuse retraite. La France entière sera libre, tandis que lui ne le sera jamais : telle est sa destinée! »

Après cette prophétie de M. de Talleyrand, le silence devint plus profond pour entendre Napoléon, qui, après avoir remis au président du Directoire la ratification donnée par l'empereur d'Autriche au traité de Campo-Formio, parla en ces termes :

« Citoyens directeurs, le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre. Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre : vous avez triomphé de tous ces obstacles. La religion, la féodalité et le royalisme ont successivement gouverné les peuples; mais de la paix que vous venez de conclure datera l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. Vous avez fait plus, les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes, dont elles furent le berceau, voient avec espérance le génie de la liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées du monde vont placer deux puissantes nations, et lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre! »

Barras, président du Directoire, répondit à Napoléon :

« La nature, avare de ses prodiges, ne donne que de loin en loin des grands hommes à la terre ; mais elle dut être jalouse de marquer l'aurore de la liberté par un de ces phénomènes, et la sublime révolution du peuple français, nouvelle dans l'histoire des nations, devait présenter un génie nouveau dans l'histoire des hommes célèbres. Le premier de tous, citoyen général, vous avez secoué le joug des parallèles ; et du même bras dont vous avez terrassé les ennemis de la République, vous avez écarté les rivaux que l'antiquité vous présentait !

« Tous les âges, tous les empires, offrent des conquérants précédés de l'effroi, suivis de la mort et de l'esclavage ; mais vous, citoyen général, vous avez médité vos conquêtes avec la pensée de Socrate ; vous avez semé la victoire et la liberté, réconcilié l'homme avec la guerre, et, après dix-huit siècles, a vengé la France de la fortune de César !

« Citoyen général, c'est surtout comme pacificateur du continent que le Directoire se plaît à vous consacrer. Par la plus glorieuse paix, vous faites tout à coup succéder à la puissance des armes françaises une attitude de repos plus formidable encore ; vous prouvez qu'on peut cesser de vaincre sans cesser d'être grand ! »

En terminant, Barras tendit les bras à Napoléon, et lui donna, au nom du peuple français, l'accolade fraternelle. Les autres directeurs suivirent cet exemple. Alors le Conservatoire exécuta le *Chant du Retour*, paroles de Chénier, musique de Méhul. Le reste de la séance fut rempli par un discours du ministre de la guerre, dans lequel il célébra les exploits des armées, les triomphes de la République sur ses ennemis intérieurs et extérieurs, et Napoléon, le héros du jour et de la solennité. On remarqua que, loin de suivre l'exemple des autres orateurs, Napoléon, dans son discours, avait évité de parler des affaires du temps ; mais cette dernière phrase : *Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre*, resta gravée dans les esprits réfléchis, et parut contenir un sens profond.

Cette réception fut suivie d'un grand dîner où assistèrent les présidents des deux conseils, le corps diplomatique et les principales autorités civiles et militaires. Le président du Directoire y porta plusieurs toasts, auxquels répondit la musique. Napoléon n'y fut pas nommé ; mais le poète Lebrun, qui assistait à ce dîner, improvisa ces deux vers sur lui :

« Héros cher à la paix, aux arts, à la victoire,
« Il conquiert en deux ans mille siècles de gloire ! »

Le lendemain, Napoléon dîna chez le directeur François de Neufchâteau ; c'était un repas de savants et de gens de lettres. Le général témoigna le plus grand plaisir de cette réunion, en se livrant à tout l'épanchement de l'intimité. Il étonna les convives par la

variété et l'étendue de ses connaissances, parla de mathématiques avec Lagrange, de métaphysique avec Sieyès, de poésie avec Chénier, de littérature avec Arnault, de politique avec Gallois, et de législation avec Daunou. Au dessert, Laïs et Chéron chantèrent quelques couplets à la louange des vainqueurs de Lodi et d'Arcole ; enfin, les lettres et les arts apportèrent à l'envi leurs tributs à Napoléon ; David lui offrit de le peindre, l'épée à la main, sur le champ de bataille...

— Non, lui répondit-il ; ce n'est plus avec l'épée que l'on gagne les batailles. Je veux être représenté calme sur un cheval fougueux.

Cette belle idée, saisie par le grand artiste, produisit par la suite un de ses plus beaux tableaux.

Les deux Conseils législatifs donnèrent aussi un dîner à Napoléon ; vint ensuite le tour des ministres. Obligé de subir toutes ces fêtes, il y restait le moins qu'il pouvait ; mais à celle que lui donna son grand admirateur, M. de Talleyrand, qui fut remarquable par le goût et le luxe qui y présidèrent, Napoléon demeura davantage. Ce ministre des relations extérieures vint en personne lui faire son invitation, et le pria de déterminer lui-même le jour où il voudrait que la fête eût lieu. Il pria aussi madame Bonaparte de lui donner la liste des personnes qu'elle désirerait y faire inviter.

Cette fête, où l'élite de la société de Paris était réunie, se composa, comme toutes les fêtes d'alors, d'un bal et d'un souper. Nous n'en aurions pas parlé, si elle n'avait donné lieu à un incident assez piquant. Napoléon avait amené avec lui Arnault, auteur de la tragédie de *Marius à Minturnes*. En entrant dans la salle de bal :

— Donnez-moi votre bras, lui dit-il en s'emparant en effet du bras de ce membre de l'Institut ; puis, jugeant que cette préférence devait l'étonner, il ajouta :

— Je vois là bon nombre d'importuns tout prêts à m'assaillir ; tant que nous serons ensemble, ils n'osent pas entamer une conversation qui interromprait la nôtre.

Voilà donc Napoléon et Arnault circulant bras dessus bras dessous au milieu des danseurs et des curieux ; la foule se groupa bientôt autour d'eux, et les gens dont Napoléon voulait se garder furent justement ceux dont il devint aussitôt la proie. Se voyant bientôt l'un et l'autre cernés par eux, et la conversation s'étant engagée, comme Napoléon avait lâché le bras d'Arnault, celui-ci profita de sa liberté, non pour se promener dans le bal, mais pour se reposer. Il s'assit sur une banquette placée dans le premier salon ; à peine était-il là que madame de Staël vint prendre place à côté de lui. Arnault connaissait peu cette femme ; cependant, sur le désir qu'elle en avait témoigné, un soir il s'était laissé conduire chez elle par Regnault de Saint-Jean-d'Angély, son ami ; mais il n'y était pas retourné depuis.

— On ne peut pas aborder votre général, dit-elle à Arnault ; il faut que vous me présentiez à lui.

D'après les préventions que celui-ci savait que Napoléon entretenait contre madame de Staël, dont il redoutait l'esprit dominateur, et craignant qu'elle n'é-

prouvât quelque rebuffade, il tâcha de la dissuader de cette résolution, sans cependant s'expliquer franchement vis-à-vis d'elle. Il n'y eut pas moyen. S'emparant de son bras, elle le mène droit à Napoléon, à travers le cercle qui l'entourait et qu'elle écarta. Forcé de faire ce qu'elle désirait, mais voulant au moins décliner la responsabilité dont un regard très-significatif de Napoléon l'avait déjà grevé :

— Madame de Staël, dit Arnault en s'adressant à Napoléon, prétend avoir besoin auprès de vous, général, d'une autre recommandation que son nom, et exige que je vous la présente, ajouta-t-il en s'inclinant.

Le cercle se resserre alors, chacun étant curieux d'entendre la conversation qui allait s'engager entre deux pareils interlocuteurs. Madame de Staël accabla d'abord de compliments très empathiques Napoléon, qui y répondit par des propos assez froids, mais très-polis. Une autre personne n'eût pas été plus avant ; mais, sans faire attention à la contrariété qui se manifestait dans les traits et dans l'accent du général, madame de Staël, déterminée à engager une discussion en règle, le poursuit de questions, et tout en lui faisant entendre qu'il était pour elle le premier des hommes :

— Général, lui demanda-t-elle brusquement, quelle est la femme que vous aimeriez le plus ?

— La mienne, Madame.

— C'est tout simple ; mais quelle est celle que vous estimeriez davantage ?

— Celle qui aurait le plus de soin de son ménage.

— Je le conçois encore ; mais enfin quelle serait, pour vous, la première des femmes ?

— Celle qui ferait le plus d'enfants, Madame.

Et Napoléon se retira précipitamment, en laissant madame de Staël au milieu d'un cercle plus égayé qu'elle de cette boutade. Toute déconcertée d'un résultat qui répondait si mal à son attente :

— Votre grand homme, dit-elle à Arnault, est un homme bien singulier !

La singularité de cette scène est expliquée par celle des personnages : d'après le caractère connu de madame de Staël, et l'influence fondée ou non qu'on lui attribuait dans les affaires politiques, Napoléon crut qu'elle se rapprochait de lui moins pour l'admirer que pour le dominer, et qu'elle le flattait comme on caresse un cheval, pour mieux le monter. Jaloux alors de son indépendance comme il le fut depuis de son autorité, il se hâta d'écarter par un mot cette indiscrète amazone, qui, remise de son désappointement, revint pourtant depuis à la charge, et finit par recevoir plus tard une atteinte un peu plus rude, et dont elle ne se releva pas. Amusante pour ceux qui furent témoins de cet incident, la fête fut charmante pour tout le monde. Le nom de Bonaparte, proclamé par toutes les bouches, l'était aussi par l'orchestre. Une contredanse qui portait son nom fut exécutée pour la première fois, et devint dès lors la contredanse favorite dans tous les bals, à la guingette comme dans les salons.

La danse fut interrompue par un banquet splendide, pendant lequel Laïs, le Tyrtée de l'époque, chanta des couplets fort spirituels, composés pour le héros de la fête par les Pindares du vaudeville. En célébrant ses

exploits passés, on célébrait aussi les exploits futurs dont ils étaient le pronostic.

Peu de temps après, c'est-à-dire le 28 décembre 1797, Napoléon fut nommé membre de l'Institut, en remplacement de Carnot, proscrit comme *royaliste* à la suite des événements du 18 fructidor.

Ce jour-là, à six heures du soir (à cette époque, les séances académiques avaient lieu après le dîner), il se rendit, de sa petite maison de la rue de la Victoire, au Louvre, où l'Institut siégeait. Durant le trajet, on arrêta plusieurs fois sa voiture pour la visiter, en conséquence d'un Décret du Directoire qui ordonnait la combustion de toutes les marchandises anglaises.

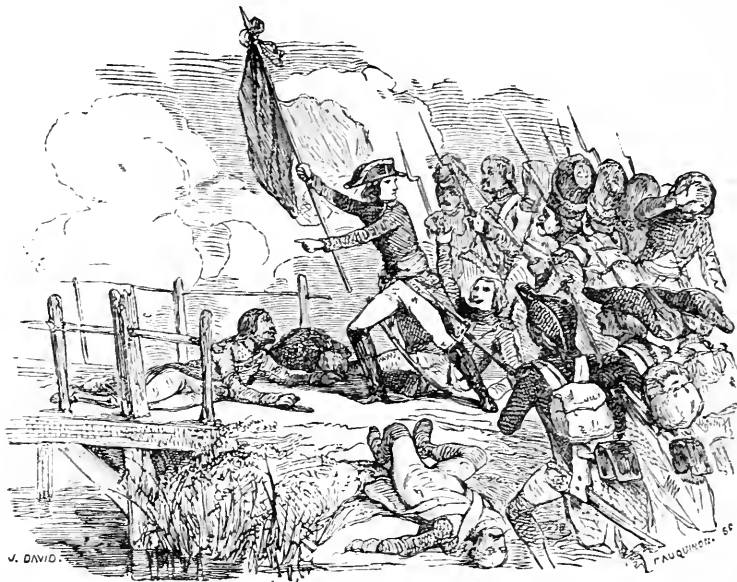
Le général supporta très-patiemment cette mesure vexatoire, qu'il pouvait faire cesser d'un mot ; mais il avait recommandé à son cocher de ne pas le faire connaître. Ces messieurs inspectèrent donc le modeste coupé de Napoléon, qui resta calme et impassible tout le temps que dura cette visite.

La séance fut brillante. L'assemblée était composée de l'élite de la société de Paris. Le désir de voir l'homme à qui l'on devait une paix acquise par tant de victoires, y attira plus de spectateurs que l'éloquence des académiciens n'y avait amené d'auditeurs ; aussi regardait-on plus qu'on n'écoutait. Un seul lecteur captiva l'attention : ce fut Chénier. Il lut un poème à la louange du général Hoche. Ces vers, dans lesquels respirait la haine la plus énergique contre l'Angleterre, furent écoutés avec une sorte de satisfaction qui se changea bientôt en enthousiasme, quand du héros mort, passant au héros vivant, et s'adressant à un sentiment non moins vif que les regrets dus aux rares qualités de Hoche, nous voulons dire l'espérance que l'on fondait sur le génie de Napoléon, Chénier s'écria :

« Si jadis un Français, des rives de Neusirie
Descendit dans leurs ports, précédé de l'effroi
Vint, combattit, vainquit, fut conquérant et roi,
Quels rochers, quels remparts deviendront leur asile,
Quand Neptune irrité lancera dans leur île
D'Arcole et de Lodi les terribles soldais,
Tous ces jeunes héros, vieux dans l'art des combats,
La grande nation à vaincre accoutumée,
Et le grand général guidant la grande armée?... »

Alors les applaudissements, les acclamations qui s'élevèrent de toutes parts prouvèrent que ces beaux vers exprimaient les sentiments de toute l'assemblée. La séance levée, Napoléon retourna chez lui, où il n'arriva pas sans avoir été arrêté et interpellé de nouveau ; mais ces importunités ne durent pas lui faire oublier les hommages qui lui avaient été prodigués dans cette soirée. Au surplus, personne n'attacha jamais plus de prix que lui au titre de *membre de l'Institut*, car, à dater de ce jour, il le prit dans tous ses actes publics.

Neuf ans plus tard, un lundi du mois de septembre 1806, M. Geoffroy-Saint-Hilaire présidait la séance de l'Institut. Ampère occupait la tribune et lisait un mémoire sur son admirable *Théorie des courants électriques*. L'Académie était absorbée par l'attention que commandait ce travail, lorsque tout à coup une agi



[Napoléon saisit un drapeau et leur crie : N'êtes-vous plus les soldats de Lodi?

tation extraordinaire, suivie d'un murmure général, vint à se répandre parmi les membres, à la vue d'un étranger qui, vêtu d'un frac bleu foncé et décoré de la Légion-d'Honneur, parut à la porte de la salle, entra mystérieusement, fit de la main un geste qui arrêta tout à coup ce murmure, et, approchant d'un fauteuil vide, y prit place.

Cependant M. Ampère, dont l'extrême distraction était aussi connue que son immense savoir, n'avait pas remarqué ce mouvement, bientôt diminué par l'intérêt même de sa lecture, et sans doute aussi par le soin qu'avait mis à le calmer l'inconnu, dès son arrivée. Le mémoire lu, Ampère le dépose sur le bureau de l'Académie, recueille de ses confrères les témoignages d'admiration que son travail méritait, et retourne tranquillement à sa place. Mais quel est son étonnement ! son fauteuil est occupé par l'étranger qui vient d'arriver et qu'il ne connaît pas. Ampère, un peu piqué, tourne autour de ce siège avec une sorte de gêne ; n'osant prier celui qui l'occupe de le lui céder, il tousse avec affectation et cherche poliment à lui faire deviner qu'il a usurpé la place qui lui appartient. Mais, soit que l'inconnu ne le comprit pas ou qu'il ne voulût pas le comprendre, il le regarde froidement et ne bouge pas. Ampère, s'enhardissant de plus en plus, commence à murmurer, et s'adressant enfin à ses voisins, leur dit :

— Il est vraiment étrange qu'on vienne ainsi, sans autres formes, s'emparer de la place d'un autre !...

Mais le savant ne rencontrant autour de lui qu'un sourire silencieux, s'adresse alors à M. Geoffroy-Saint-Hilaire :

— Monsieur le président, lui dit-il, je dois vous faire remarquer qu'une personne étrangère à l'Académie s'est emparée de ma place et siège parmi nous.

Cette espèce de dénonciation occasionne une nouvelle rumeur. M. Geoffroy-Saint-Hilaire répond au plaignant :

— Vous êtes dans l'erreur, mon cher confrère ; cette personne à laquelle vous faites allusion est membre de l'Académie des Sciences.

— Et depuis quand ? demande Ampère fort étonné.

— Depuis le 5 nivôse an VI, répond l'étranger.

— Et dans quelle section, s'il vous plaît, Monsieur, réplique Ampère d'un ton ironique.

Dans la section de mécanique, mon cher collègue, répond encore l'étranger en souriant.

— C'est un peu fort ! s'écrie Ampère ; et prenant un annuaire de l'Institut, il l'ouvre avec vivacité, et lit à cette date : « Napoléon Bonaparte, membre de l'Académie des Sciences, nommé dans la section de mécanique le 5 nivôse an VI.

En effet, c'était lui-même qui était venu ce jour-là courber sa tête sous le niveau de la science. Ampère, excessivement troublé, se confond en excuses : sa vue s'était tellement affaiblie, qu'il n'avait pas reconnu l'Empereur.

— Voilà, Monsieur, lui dit gaiement Napoléon, l'inconvénient qu'il y a de ne pas fréquenter ses collègues. Je ne vous vois jamais aux Tuileries ; mais je saurai bien vous forcer à venir au moins m'y souhaiter le bonjour.

Ces paroles, dites avec une extrême bienveillance, rassurèrent le grand mathématicien, qui, ayant aperçu



Rassure-toi, lui dit Napoléon d'un ton bienveillant...

un fauteuil vide un peu plus loin, alla s'y asseoir tranquillement et comme s'il ne s'était rien passé. Alors M. Geoffroy-Saint-Hilaire demanda à l'Empereur s'il voulait bien que la séance continuât.

-- Sans doute, monsieur le président, lui répondit Napoléon; il n'y a rien de nouveau; seulement, l'assemblée s'étant augmentée d'un de ses membres, elle se trouve plus complète.

Laplace parut à la tribune, et communiqua un mémoire sur les probabilités, que l'Empereur parut écouter avec un vif intérêt; puis un ingénieur, étranger à l'Académie, M. Brunel, succéda à Laplace, et lut un autre mémoire sur les routes souterraines que l'on peut construire sous le lit des fleuves. Pendant tout le temps que dura cette lecture, l'Empereur parut absorbé dans ses réflexions. M. Brunel descendu de la tribune, M. Geoffroy-Saint-Hilaire eut à nommer une commission pour faire un rapport sur ce qui venait d'être entendu, et l'Académie éprouva une profonde surprise quand le président dit à haute voix :

— Je nomme membres de la commission qui examinera le travail de M. Brunel, S. M. l'Empereur et MM. Monge et Poisson.

Alors tous les regards se dirigèrent vers Napoléon, qui, se levant à demi :

— Monsieur le président, dit-il, j'accepte avec plaisir.

Et la séance fut levée; mais, avant de partir, l'Empereur causa quelques instants au milieu des illustres savants, qui lui prodiguaient toutes les marques de leur reconnaissance. Après les avoir engagés à venir le voir aux Tuileries plus souvent qu'ils ne le faisaient, il se retourna vers Ampère, et lui dit en lui tendant la main :

— Quant à vous, mon cher collègue, je vous attends demain à dîner; ce sera pour sept heures. Je vous placerai à côté de l'Impératrice, afin que vous ne la preniez pas pour une autre.

Puis il monta en voiture et retourna aux Tuileries.

Le lendemain, l'Empereur ne se mit à table qu'à huit heures du soir, après avoir attendu son collègue de l'Institut pendant une heure..... Ampère avait oublié l'invitation.

Au milieu des fêtes triomphales et du concert d'éloges par lesquels on célébrait la gloire du vainqueur de l'Italie, il y eut aussi quelques voix discordantes qui essayèrent de la flétrir. C'était l'envie de ses rivaux, la jalousie du Directoire, la rage secrète des puissances qu'il avait humiliées, vaincues ou renver-

sées, et le mécontentement de quelques patriotes italiens, exigeants ou ambitieux. L'intrigue s'agitait contre lui, même au sein de l'armée. On imputa au défenseur de Vérone, le général Balland, d'avoir dit qu'il porterait à Paris trente chefs d'accusation contre Bonaparte. Augereau tenait aussi de mauvais propos contre son ancien général en chef, qui cependant s'était montré son ami dans toutes les occasions. Une femme envoya prévenir madame Bonaparte qu'on voulait attenter aux jours de son mari, et que le poison serait un des moyens dont on ferait usage. Napoléon fit arrêter le porteur de l'avis, qui ne se déconcerta point et se rendit, accompagné par un juge de paix, chez cette femme, qui fut trouvée étendue sur le carreau et baignée dans son sang; elle avait été, dit-on, étranglée par les hommes dont elle avait écouté la conversation. Lorsqu'on pénétra dans son logement, elle était encore vivante, mais dans un état tellement désespéré, qu'elle ne put faire aucune déposition.

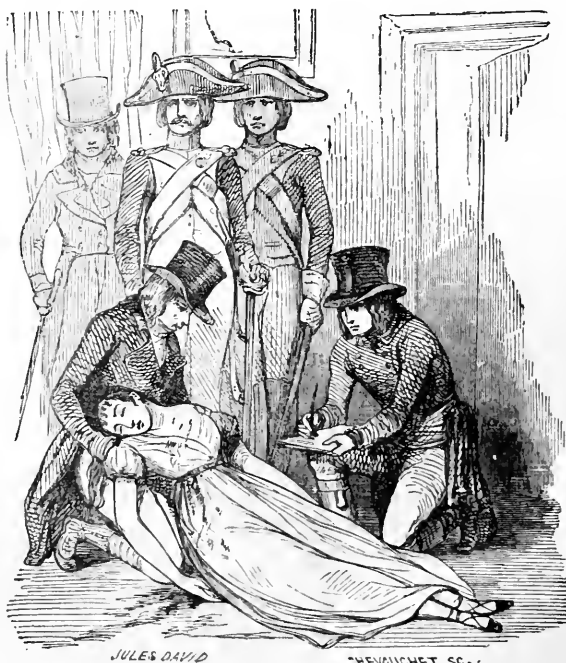
Avec la paix, Napoléon avait vu arriver le terme de sa carrière militaire; et, doué de cette étonnante activité dont on a vu la puissance, il se trouvait en face d'un ennemi plus terrible pour lui que tous ceux qu'il avait vaincus, l'oisiveté!

Il faut le dire, le Directoire, en dépit de tous les égards et de toute la franchise qu'il affectait envers Napoléon, avait peine à supporter sa grande popularité. Les troupes, en rentrant en France, le célébraient dans leurs récits, dans leurs chansons; elles disaient hautement qu'il fallait chasser les avocats et le faire

roi. L'administration marchait mal; beaucoup d'espérances se tournaient vers le vainqueur de l'Italie; ce fut alors que les directeurs voulurent le décider à retourner au congrès de Rastadt pour y diriger les opérations. Il refusa; mais il voulut bien accepter le commandement en chef de l'armée d'Angleterre. Alors il fit part au gouvernement du grand projet qu'il avait nourri secrètement au milieu de ses triomphes, et dont le savant Monge seul reçut la confiance à Milan: ce projet n'était autre que la mémorable expédition d'Égypte. Au mois de janvier de 1798, il avait dit à Bourrienne:

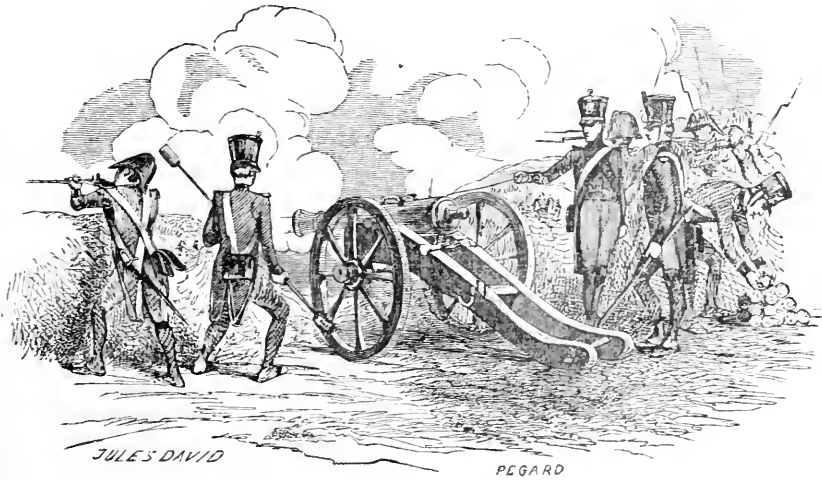
— Je ne veux ni ne puis rester ici: il n'y a rien à faire; ils ne veulent entendre à rien; peu à peu je me coulerai, parce que tout s'use à la longue. Cette petite Europe ne fournit pas assez de gloire, c'est une tau-pinière. Il n'y a jamais eu de grands empires et de grandes révolutions qu'en Orient, où vivent six cents millions d'hommes. Il me faut donc aller en Orient: toutes les grandes renommées viennent de là.

En effet, le plan de cette expédition, qui ouvrait la route de l'Inde au commerce français, fixa l'attention du Directoire et lui parut satisfaire tous ses intérêts, dont le moindre, sans doute, était de retrouver la sécurité, en éloignant l'homme qui lui portait ombrage. Quant à Napoléon, il lui fallait dépasser les plus grandes renommées. Déjà il avait fait plus qu'Annibal, il voulait faire autant qu'Alexandre et César; son nom manquait aux Pyramides, où étaient inscrits ces deux grands noms.



JULES DAVID

WEYMICHET SC.



CHAPITRE III.



regards vers l'Orient. Durant ses longues promenades du soir dans le parc magnifique du château, il se plaisait à parler des empires fameux qui ont illustré ce vieux sol de leurs débris, et dont le souvenir, après tant de siècles, est encore vivace dans la mémoire des hommes.

Nommé général en chef de l'expédition d'Orient*, Napoléon mit une activité sans exemple à préparer ce qui devait assurer le succès de sa gigantesque entreprise. Plus il demandait, plus on lui accordait, tant les directeurs désiraient l'éloignement d'un rival si dangereux pour eux. En peu de temps, la flotte qui devait concourir à cette grande expédition réunit 72 bâtiments de guerre, 400 bâtiments de transport, montés par 10,000 marins, et ayant à bord 36,000

Et fut, comme nous venons de le dire, pendant la dernière campagne d'Italie, et tandis qu'il habitait Passeriano, où fut élaboré le traité signé plus tard à Campo Formio, que Napoléon porta pour la première fois ses

hommes de troupes réglées. Cette escadre était commandée par l'amiral Brueys. Tout étant prêt, le général en chef, accompagné de sa femme et de son secrétaire particulier, Bourrienne, partit de Paris le 4 mai 1798 pour Toulon, où il arriva le 9. Dix jours après, de grand matin, l'*Orient*, que Napoléon montait avec tout son état-major, mettait à la voile.

L'escadre ne sortit pas sans difficulté de la rade. Plusieurs vaisseaux labourèrent le fond sans pourtant s'arrêter; mais l'*Orient*, qui portait 120 canons et tirait plus d'eau, pencha assez sensiblement pour donner de l'inquiétude aux nombreux spectateurs qui couvraient le rivage, et surtout madame Bonaparte, qui, du balcon de l'hôtel de l'Intendance où elle était restée, suivait les mouvements du vaisseau amiral. Elle fut bientôt rassurée en voyant le bâtiment entrer majestueusement en pleine mer aux acclamations de la foule, au bruit des fanfares et de l'artillerie des forts. L'escadre longea les côtes de Provence jusque vers Gênes, où elle rallia le convoi parti de cette ville; elle tourna ensuite vers le cap Corse, et y fut rejointe par le convoi d'Ajaccio. Là, elle attendit inutilement plusieurs jours celui de Civita-Vecchia. Napoléon attachait d'autant plus d'importance à l'arrivée de ce convoi, qu'il devait amener Desaix. L'amiral Brueys expédia à sa recherche la frégate l'*Artémise*, commandée par le capitaine Stangnelet, auquel il donna pour instructions précises de se borner à reconnaître ce convoi et de revenir en rendre compte immédiatement. Enfin, lassé d'attendre le retour de cette frégate, Brueys se dirigea sur Malte.

* Le 13 avril 1798.



JULES DAVID

J. H. P.

Des soldats grimpèrent sur les pyramides, et y gravaient leur nom avec la pointe de leur baïonnette.

L'ennui fut le plus grand mal dont la majeure partie des passagers eurent à se défendre. Pendant les premiers jours on eut recours au jeu; mais comme ce jeu n'était rien moins que modéré et que les ressources des joueurs n'étaient pas inépuisables, l'argent de tous se trouva bientôt réuni dans quelques poches pour n'en plus sortir; alors on se rejeta sur la lecture, et la bibliothèque, que le général en chef avait lui-même choisie, fut d'une grande ressource. Arnault, qui en avait la clef, devint un homme fort important. En la lui confiant, Napoléon lui avait donné pour instruction qu'il ne devait prêter de livres qu'aux personnes auxquelles il était permis d'entrer dans la chambre du conseil, qui tenait lieu de salon de réunion, et aux individus qui faisaient partie du *gros état-major*, encore devaient-ils les lire sans se déplacer.

— Arnault, avait-il ajouté en lui faisant cette recommandation, ne prêtez que des romans; gardons pour nous les livres d'histoire.

Les premiers jours, le bibliothécaire eut peu de demandes à satisfaire; mais elles se multiplièrent dès que les joueurs malheureux, à l'exemple de celui de Regnard, s'avisèrent de chercher des consolations dans la philosophie. La collection des romans suffit à peine. Le temps du déjeuner au dîner était celui que ces messieurs consacraient à la lecture, couchés sur le divan qui régnait autour de la pièce. De temps à

autre Napoléon sortait de sa chambre et faisait le tour du salon, tirant gaïement l'oreille à l'un, ébouriffant les cheveux de l'autre, ce qu'il pouvait se permettre sans inconvénient, chacun ayant supprimé les *crêpes* et les *toupets* pour adopter la coiffure à la *Titus* ou à la *Caracalla*.

Dans une de ses tournées, la fantaisie vint au général en chef de savoir ce que chacun lisait :

— Que tenez-vous là, Bessière?

— Un roman, général.

— Et toi, Eugène?

— Un roman, général.

— Et vous, Lavalette?

— Un roman, général.

— Un roman! un roman! répétait Napoléon en levant les épaules.

— Et toi, Lannes, qu'est-ce que tu lis?

— Ma foi, général, quelque chose de fort ennuyeux, un petit bouquin intitulé *Émile*, par Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève, auquel, par parenthèse, je ne comprends rien du tout; mais c'est pour tâcher de m'endormir.

Duroc lisait aussi un roman, ainsi que Berthier, qui avait demandé à Arnault quelque chose de bien sentimental et s'était apitoyé sur les *passions du jeune Werther*.

— Lectures de portières et de femmes de chambre que tout cela, reprit Napoléon avec un ton d'humeur.



JULES DAVID

BERNARD ESCH

En manquant à vos instructions, il y a désobéissance formelle, et vous savez qu'il y va de la tête!...
Encore une fois n'en appelez pas à moi. (Chap. IV.)

Arnault, ne donnez plus que des livres d'histoire à ces messieurs; des hommes ne doivent pas lire autre chose.

— Alors, général, demanda en souriant le bibliothécaire, pour qui garderai-je les romans? car il n'y a ici ni portières ni femmes de chambre.

Tant que Napoléon fut en mer, il se leva rarement avant huit heures du matin. *L'Orient* présentait presque l'image d'une colonie de deux mille habitants. C'était un admirable spectacle que cette innombrable réunion de bâtiments de toute grandeur, ville flottante au-dessus de laquelle les vaisseaux de haut-bord s'élevaient, de même que les églises d'une capitale au-dessus de ses plus hautes maisons, et que *l'Orient*, comme une véritable cathédrale, dominait de toute sa hauteur. Chaque jour le général en chef invitait quelques personnes à dîner avec lui, sans compter l'amiral, l'état-major, les colonels, et ceux qui mangeaient

habituellement à sa table. Après le dîner, lorsque le temps le permettait, il montait sur la galerie, qui, par son étendue, pouvait servir de promenade. Une après-midi, Napoléon s'étant jeté tout habillé sur son lit, dit à Berthier :

— Faites-moi l'amitié d'aller chercher Arnault.

Celui-ci arrive. En le voyant entrer :

— N'avez-vous rien à faire, monsieur le bibliothécaire? lui demanda Napoléon.

— Non, général, du moins pour le moment.

— Eh bien! ni moi non plus, répliqua le général en chef en cherchant à retenir un long bâillement. Si nous lisions quelque chose, cela nous occuperait.

— Que voulez-vous lire, général?... De l'histoire, de la philosophie, de la littérature, de la politique, des voyages, de la poésie?...

— Lisons de la poésie aujourd'hui.

— Quel poète, général? Homère? C'est le père à tous.

Je connais peu l'Odyssée : lisons l'Odyssée.

Arnault va chercher l'Odyssée. Comme il rentrait, l'aide-de-camp Duroc, qui, averti par la sonnette, était venu prendre les ordres de son général, reçut injonction de ne laisser entrer personne, et de ne revenir, lui-même, que quand il serait appelé.

— Par où commencerons-nous, général? demanda Arnault quand ils furent seuls.

— Parbleu! par le commencement... Allez, je vous écoute.

Voilà donc le bibliothécaire de l'armée d'Egypte lisant tout haut : « Comme quoi les poursuivants de Pénélope mangeaient, en lui faisant leur cour, l'héritage du prudent Ulysse, le patrimoine du jeune Télémaque, et son douaire à elle; égorgeant leurs bœufs, les écorchant, les dépeçant, les faisant rôtir ou bouillir, et s'en régaland ainsi que de leur vin. » Il serait difficile de dire jusqu'à quel point cette naïve peinture des mœurs antiques égaya Napoléon; mais tout à coup, interrompant son lecteur en se levant brusquement de son lit :

— Et vous me donnez cela pour du beau! lui dit-il. Eh bien! mon cher, sachez que ces héros-là ne sont que des maraudeurs, des fainéants et des *fricoteurs*!... Si nos cuisiniers se fussent conduits comme eux, en campagne, je les eusse fait fusiller tous, les uns après les autres! Voilà de singuliers rois, ma foi!...

Arnault eut beau répéter qu'il ne fallait pas juger Homère d'après le goût moderne; Napoléon l'interrompait toujours en répétant d'un ton goguenard

— Et vous appelez cela du sublime. vous autres poètes!... Quelle distance de votre Homère à mon Ossian! Tenez, ajouta-t-il après avoir donné un peu de calme à sa gaieté, moi, je vais vous lire un peu d'Ossian; vous jugerez de la différence.

Et prenant un exemplaire de ce poète, soquettement relié en maroquin rouge doré sur tranche, lequel était toujours sur une petite table, près de son lit; de même qu'Homère sous le chevet d'Alexandre, le général en chef se mit à déclamer. *Témora*, son poème favori.

Il faut le dire, quoique Napoléon racontât très-bien de mémoire, lorsqu'il lisait, il était loin de faire valoir son sujet. Par suite de son peu d'habitude à lire haut, la langue lui tournait souvent; quelquefois même, remplaçant un *t* par un *s*, et quelquefois aussi un *s* par un *t*, il faisait ce qu'on est convenu d'appeler des *liaisons dangereuses*. Estropiant ainsi les mots, ou mettant un mot à la place d'un autre, par l'effet naturel de sa précipitation et de l'emphase avec laquelle il débitait son texte, il prêtait un caractère moins épique que burlesque à son enthousiasme; et cependant il s'arrêtait après avoir lu deux ou trois strophes, et s'écriait :

— Hein! quelles pensées!... quels sentiments! Voilà qui est bien autrement noble que les rabâchages de votre Odyssée! Voilà du véritable sublime, du grand et du sentimental tout à la fois! Mon Ossian est un poète, tandis que votre Homère n'est qu'un radoteur.

— Homère, il est vrai, général, répondait froidement Arnault, radote quelquefois : Horace le lui reproche; cependant, si Horace ressuscitait et jugeait

Ossian, je doute fort qu'il partageât votre opinion sur ce barde écossais.

— Horace, votre Horace n'était qu'un pamphlétaire, un abbé Geoffroy de son temps; jaloux, caustique, envieux, qui faisait de la critique à tel prix que ce fût!... Ne pas aimer Ossian!...

— Général, j'admire ses beautés; mais cela n'empêche pas qu'Homère soit le plus sublime de tous.

Napoléon, qui ne se tenait jamais pour battu, allait répliquer, quand on ouvrit la porte : c'était Duroc.

— Qu'est-ce? demanda Napoléon en fronçant le sourcil; que voulez-vous? Je n'ai point appelé, je n'ai pas sonné.

— Général, comme l'escadre a mis en panne, le général Kléber a profité de la circonstance pour venir vous voir; il est là dans la chambre du Conseil.

— Ne vous avais-je pas dit d'attendre, pour entrer, que je sonnasse? Ai-je sonné? Pourquoi vous permettez-vous de déroger à mes ordres?

— J'ai cru, général...

— Vous avez mal cru, Monsieur; rien ne vous autorisait à désobéir. Retirez-vous et ne venez pas que je vous appelle.

Duroc se retira tout déconcerté. Arnault ne l'était guère moins que lui. Enfin, tout signé d'humeur ayant disparu :

— Général, se hasarda à dire Arnault, il me semble que vous étiez bien sévère pour ce pauvre Duroc?

— Ne sait-il pas ce que c'est qu'un ordre?

— La circonstance, comme il l'a dit, pouvait faire passer là-dessus; le général Kléber peut avoir des choses importantes à vous apprendre, plus importantes sans doute que celles que j'avais l'honneur de vous dire. Il ne peut pas revenir à volonté.

— Il n'appartient à personne de juger de l'importance des objets dont nous nous occupons. Eût-elle porté sur des matières très-graves, notre conversation n'en eût pas moins été interrompue.

— Mais général, Kléber peut s'imaginer que nous décidons ici du sort du monde, tandis que nous ne nous occupons que de questions assez innocentes, puisque je plaide ici pour Homère, et vous pour Ossian.

Cette réflexion ayant fait sourire Napoléon, il se jeta à bas du lit et reçut Kléber.

Cependant on approchait de Malte. La frégate qui éclairait la marche signala tout à coup des voiles au sud.

— Ce sont les Anglais! s'écria-t-on de toutes parts; ils se sont placés entre nous et Malte; il y aura bataille!

Il y eut branle-bas. Toutes les cloisons qui partageaient le vaisseau furent enlevées, tous les bagages portés à fond de cale, et les postes distribués. Personne ne devait être inutile : les militaires devaient se battre, les savants porter les gargousses.

Une bataille navale dirigée par Napoléon eût dû avoir un caractère tout particulier. Les préparatifs étaient faits, lorsque les signaux de l'escadre légère annoncèrent que la flotte en vue, était ce convoi de Civita-Vecchia à la recherche duquel l'*Artémise* avait été envoyée, et par laquelle il était escorté. Cette nou-

velle fut bientôt confirmée par le capitaine Stangnelet lui-même. Ce capitaine, quelques jours après avoir quitté la flotte, ayant rencontré le convoi à peu de distance des bouches du Tibre, avait fait route avec lui; et, présumant avec raison que l'escadre s'était ennuyée de l'attendre, au lieu de se rendre à Maretimo, il était allé droit à Malte, ou après avoir attendu l'*Orient*, il revenait à sa rencontre. Tel fut le résumé du rapport qu'il fit à l'amiral en présence du général en chef.

— Capitaine, cette marche n'était pas celle que je vous avais tracée, dit l'amiral; vous deviez nous rejoindre à la station de Maretimo, ou nous y attendre. Si vous l'aviez fait, la jonction serait opérée depuis quatre jours.

— Il est dur, monsieur l'amiral, quand on a fait pour le mieux, de s'entendre blâmer. Il me semble que le résultat de ma mission me donne droit à autre chose qu'à des reproches; j'en appelle au général en chef.

Confidants des inquiétudes que l'absence prolongée de l'*Artémise* avait causées à Napoléon, ceux qui étaient présents n'entendirent pas sans crainte le capitaine lui adresser cette interpellation. Sa figure, jusqu'alors impassible, prit une expression formidable; de bleus qu'ils étaient dans le calme, ses yeux devenus noirs, semblèrent lancer des étincelles.

— N'en appelez pas à moi, jeune homme ! répondit-il à Stangnelet avec un accent terrible; ne me demandez pas mon avis; je ne veux pas le donner ! Quand je songe à la responsabilité que vous avez assumée en manquant à vos instructions, je ne puis que m'étonner de l'indulgence de monsieur l'amiral à votre égard. N'en appelez pas à l'avis du général en chef, vous dis-je; il ne pourrait s'empêcher de vous faire traîner devant un conseil de guerre pour cause de désobéissance formelle... et vous savez qu'il y va de la tête !... Encore une fois, Monsieur, n'en appelez pas à moi !

Foudroyé par ces mots, Stangnelet ne répliqua rien. L'amiral Brueys, un des meilleurs hommes qui fussent au monde, était attéré lui-même. Il fit sortir le capitaine, et se réunissant à Berthier, à Junot, à Lavallette et à d'autres pour apaiser le général en chef, il parvint à assoupir l'affaire.

— Je ne voulais pas me mêler de cela, répétait Napoléon; pourquoi m'a-t-il obligé de sortir de ma neutralité ?

Le même soir, et longtemps après son dîner, comme il prenait le frais sur la galerie, en s'entretenant de la panique du matin, on entendit tout à coup un bruit sourd. « Un homme à la mer ! » s'écria-t-on. Aussitôt on jette à l'eau les cages à poulets, les bouées de sauvetage, les chaloupes. Le temps était calme; mais la nuit était tellement obscure qu'il était impossible de rien distinguer. Au bruit de la chute, un matelot provençal s'était élancé dans la mer. L'intérêt excité par le péril du premier s'accrut naturellement de tout celui qu'excita le péril du second. Penché comme tous les assistants sur le balcon de la galerie, Napoléon attendait avec anxiété le dénouement de cette scène, lorsqu'une voix s'écria : « Les voilà ! ils sont sauvés ! » Et aussitôt on entendit

dans l'ombre le nageur, qui poussait devant lui un corps d'une grosseur énorme : on applaudit en masse au courage, au dévouement et à l'adresse du Provençal. Or, qu'avait-il sauvé?... La carcasse d'une vieille vache que le cuisinier du vaisseau n'avait pas cru devoir faire manger à l'équipage, parce qu'elle était décadée le matin même de mort naturelle. Un rire général et inextinguible accueillit la découverte de cette méprise. Quand sa propre hilarité fut un peu calmée :

— Eh bien ! Messieurs, dit Napoléon, le trait n'en est pas moins digne de récompense; c'est pour sauver la vie à un homme que ce brave matelot a exposé sa sienne; il ne faut juger ici que de l'intention.

Et il lui remit quelques écus, qui s'augmentèrent aussitôt des libéralités de tous les assistants.

— Tu es bien heureux, lui dit le général en chef, que la flotte n'ait pas marché; s'il avait venté bon frais, comment te serais-tu tiré d'affaire ?

— Bagassel ! as pas peur : j'aurais nagé jusqu'à Malte.

— Soit; mais la flotte marchant toujours, aurais-tu pu la rejoindre ?

— Eh donc ! j'aurais nagé jusqu'en Égypte, *tron da Dieu !*

Le lendemain, 10 juin, à la pointe du jour, l'île de Malte fut signalée. Le général en chef fit demander au grand-maître de l'Ordre la faculté de s'approvisionner d'eau dans les différents mouillages de son île; celui-ci refusa. Le soir même, la ville était cernée de toutes parts et le reste de l'île occupée par nos troupes. Le 13, à minuit, des fondés de pouvoirs du grand-maître vinrent à bord du vaisseau-amiral, demander une capitulation définitive; et, le 15, l'armée française entra dans une des places les mieux fortifiées de l'Europe et qui avait résisté pendant deux ans à l'invincible Dragut. Cinq jours avaient suffi à Napoléon pour détruire la puissance des chevaliers de Malte. Treize jours après, le soleil, qu'on appela tant de fois depuis le soleil de Bonaparte, éclairait les minarets d'Alexandrie. La *Tour des Arabes*, sur laquelle fut arboré le premier drapeau tricolore, montra à l'armée le but de son voyage, l'Égypte, cette vieille terre des merveilles, où de si grandes choses allaient s'accomplir !

Le jour de son arrivée à Toulon, le 8 mai 1797, Napoléon avait passé en revue l'armée, qui déjà se trouvait rassemblée dans cette ville, et qui ne connaissait point encore sa véritable destination. Après avoir parcouru les rangs, le général en chef s'était adressé aux braves qui l'entouraient, et leur avait dit :

« Officiers et Soldats ! il y a deux ans que je vins « vous commander. A cette époque, vous étiez dans « la rivière de Gènes, dans la plus grande misère, « ayant sacrifié jusqu'à vos montres pour votre subsistance. Je vous promis de faire cesser ce dénuement, je vous conduisis en Italie; là, tout vous fut « accordé. Ne vous ai-je pas tenu parole ? »

* Ce brave marin s'appelait Pomayrol et était fils du cuisinier de l'*Orient*. Nous aurons plus d'une fois l'occasion de parler de lui dans la suite de cette histoire, et notamment lorsque nous serons arrivés à l'époque du camp de Boulogne.



Bagasse! as pas peur : j'aurais nagé jusqu'à Malte.

Ici Napoléon, s'interrompant, s'était croisé les bras sur la poitrine, avec ce geste puissant et noble devenu si populaire depuis; des cris unanimes de : « Oui ! oui ! c'est vrai ! » avaient répondu avec enthousiasme à ces paroles.

« Eh bien ! avait-il continué quand l'enthousiasme s'était un peu apaisé, je vais actuellement vous mener dans un pays où par vos exploits futurs, vous surpasserez ceux qui étonnent aujourd'hui vos admirateurs, et vous rendrez à la patrie les services qu'elle a droit d'attendre d'une armée d'*invincibles*. Je promets à chaque soldat que, au retour de cette expédition, il aura à sa disposition de quoi acheter six arpents de terre. Vous allez courir de nouveaux dangers : vous les partagerez avec vos frères les marins. Vivez à bord avec cette intelligence qui caractérise des hommes purement animés et voués au bien de la même cause. Ils sont, comme vous, acquis des droits à la reconnaissance nationale, dans l'art difficile de la marine. Imités en cela les soldats romains, qui surent à la fois battre Carthage en plaine et les Carthaginois sur leurs flottes ! »

Qu'on juge de l'effet qu'avait produit sur l'armée un tel langage, prononcé par le général qu'elle idolâtrait ! Des cris de *Vive Bonaparte ! de Vive la République ! la Marseillaise*, entonnée par tous ces hommes comme par une seule voix, et des applaudissements qui semblaient tenir de la frénésie, avait répondu aux paroles de Napoléon. Les soldats semblaient pleins d'ardeur et d'espérance, et nul d'entre eux n'eût voulu, n'importe à quel prix, renoncer à l'expé-

dition annoncée, car le général en chef avait promis de la gloire, et Napoléon n'avait jamais trahi ses promesses.

Avant de toucher la terre d'Égypte, il avait détaché la frégate *la Junon*, pour savoir ce qui se passait à Alexandrie et faire venir à son bord le consul de France, M. Magallon. Celui-ci apprit au général en chef que, peu de jours auparavant, les Anglais avaient paru devant Alexandrie avec des forces redoutables, et tandis qu'il parlait, il signala, dans l'éloignement une voile de guerre. Aussitôt Napoléon ordonna de faire mouiller l'escadre le plus près possible de la pointe de Marabou. Quelques bâtiments furent détachés pour croiser devant le port neuf et le vieux port d'Alexandrie. En outre, comme il comprenait que l'escadre anglaise pouvait apparaître d'un moment à l'autre, il ordonna un débarquement immédiat que, dans toute autre circonstance, il aurait sans doute différé.

L'armée ne compta pour rien les dangers auxquels elle allait s'exposer, et la mer se couvrit bientôt de chaloupes qu'un pilote égyptien, gagné à prix d'or, guida à travers de dangereux rescifs. Qu'on se figure la position de ces braves, la nuit, entassés sur de frêles chaloupes durant une tempête, et confiant leur salut aux mains d'un Musulman qui pouvait n'être qu'un traître ! Plusieurs embarcations périrent, et la galère sur laquelle étaient Napoléon, Berthier et l'état-major, faillit elle-même ne pas arriver jusqu'à la plage ; cependant, à une heure du matin, les Français couvraient le rivage à quatre lieues d'Alexandrie.



Caffarelli, malgré sa jambe de bois, montrait aux troupes l'exemple de courage et de la gaieté.

Brueys avait proposé au général en chef d'attendre au lendemain pour opérer le débarquement :

— Nous n'avons pas de temps à perdre, avait répondu Napoléon à l'amiral; la fortune nous offre cette occasion, si je n'en profite pas, nous sommes perdus.

C'était la première fois, depuis le temps des croisades, que les hommes d'Orient et ceux d'Occident allaient se retrouver face à face : le choc devait être terrible !

Aussitôt le général en chef passa la revue sans vouloir même changer de vêtements, quoique les siens fussent inondés d'eau.

— Pouvez-vous, avait-il demandé à celui de ses aides-de-camp qui le pressait de prendre cette précaution, pouvez-vous donner des habits à toute l'armée ? Non ! Eh bien ! je ne suis pas d'une autre chair que ces braves ; je veux partager leurs privations et leurs périls.

On n'avait pu débarquer ni artillerie ni chevaux. Napoléon ordonna aux généraux Menou, Kléber et Bon, de disposer leurs divisions en trois colonnes et de marcher, celle du général Bon à droite, celle du général Kléber au centre, et celle du général Menou à gauche. Le général Régnier fut commis à la garde du point où s'était effectué le débarquement, et les bâtiments appareillèrent pour venir mouiller dans la rade de Marabou, après avoir fait mander à la flotte de faire débarquer le plus tôt possible le reste des troupes, les chevaux et les vivres. Napoléon se mit donc en marche avec l'armée ; il était à pied, ainsi

que son état-major, confondu parmi les tirailleurs de l'avant-garde, et accompagné des généraux Dammartin, Dumas et Caffarelli. Ce dernier, malgré sa jambe de bois, montrait aux troupes l'exemple du courage et de la gaieté en avançant à travers le sable, qui devait augmenter pour lui les difficultés de la marche.

Enfin, l'armée française arriva à une demi-lieue d'Alexandrie. A la vue des nôtres, un corps d'Arabes à cheval se replia et prit la route du Caire. Devant Alexandrie, Napoléon chercha plusieurs fois à parlementer avec les habitants pour leur éviter les horreurs d'un assaut. Ses efforts ayant été inutiles, il donna l'ordre de l'attaque : elle fut terrible ; mais quelques heures après et malgré la vigoureuse résistance de l'ennemi, nos braves ayant escaladé les remparts, les assiégés se virent contraints de se réfugier dans les tours et d'abandonner la ville. A cette attaque, Kléber fut atteint, au front, d'une balle qui lui fit une blessure dangereuse. Les grenadiers Sabathier et Labruyère furent les premiers qui montèrent à l'assaut, avec un guide nommé Joseph Cala. L'amiral Brueys, le chef d'état-major de l'armée navale Ganteaume, et tous les officiers de la marine, secondèrent les efforts de l'armée de terre. Ils s'élevaient le long des échelles comme ils auraient grimpé à des mâts de vaisseaux. Culbuté deux fois sur la brèche, l'aide-de-camp de Napoléon, Sulkowski, reçut de lui la promesse du grade de chef d'escadron.

— Quoique cavalier, lui dit-il, vous faites fort bien le métier de fantassin.

Une fois maître de la ville, Napoléon, devant qui

l'on amena un capitaine de marine turc, fit connaître à cet homme ses intentions et les dispositions de l'armée, et renvoya des parlementaires aux assiégés. Avant la fin du jour, tous s'étant soumis, les Français occupèrent Alexandrie, et chacun s'étonna de la discipline sévère et de l'ordre que sut y maintenir le général en chef.

Le lendemain, un convoi sortit de la ville, tambour battant et drapeau déployé : c'étaient les braves tués la veille qu'on allait enterrer au pied de la colonne de Pompée.

— Camarades ! s'écria Napoléon quand cette triste cérémonie fut achevée, gravons maintenant sur cette colonne les noms de nos frères morts les armes à la main, pour qu'ils passent à la postérité, et que dans les siècles les plus reculés, on lise ces noms avec l'admiration qu'ils méritent, et que l'on s'incline devant cette inscription : *Morts pour la gloire et pour la patrie !*

Après avoir organisé un gouvernement à Alexandrie et mis le port et la ville en état de défense, Napoléon, qui sentait l'importance de se porter rapidement sur le Caire pour s'opposer aux Mamelucks, se dirigea sur cette ville à travers le désert de Damanhour. Comme l'escadre était mouillée loin de terre et qu'il n'avait point encore été possible de débarquer les approvisionnements de réserve, l'armée dut se mettre en marche sans s'être pourvue des vivres nécessaires ; mais les moments étaient précieux, et depuis longtemps Napoléon avait accoutumé ses soldats à faire l'impossible.

Voilà donc ces braves marchant au milieu de sables brûlants, sous un ciel non moins brûlant, mourants de faim et n'ayant d'autre ambition que celle d'arriver aux puits de Beda et de Berket. Mais, hélas ! ils trouvèrent ces puits comblés par les Arabes et virent leurs camarades tomber autour d'eux, leurs camarades qu'un peu d'eau aurait sauvés. Pour comble de malheur, le mirage venait montrer à leurs yeux un lac immense ; pleins d'espoir, ils marchaient... Ce lac disparaissait comme un appât toujours renaissant et toujours menteur. Il ne faudrait pas croire que la nuit apportât du soulagement à tant de misères : elle ne faisait que changer les tourments qu'enduraient nos soldats pendant le jour ; car avec la nuit venait une rosée froide qui engourdissait leurs membres harassés et semblait les écraser d'une étreinte plus rude encore. Eh bien ! ils supportèrent ces épreuves avec un courage jusqu'alors sans exemple dans les fastes de l'histoire. Il y eut peut-être des plaintes et des récriminations contre le général en chef, mais elles ne furent pas unanimes ; et, une fois parvenue au terme de la marche, l'armée avait oublié ses souffrances. « L'armée d'Alexandre, dans une pareille occasion, » dit le récit officiel du général Berthier, « poussa des cris de douleur contre le vainqueur du monde !... » Les Français accélérèrent leur marche ».

Ce fut le 8 juillet que nos troupes arrivèrent à Damanhour. Le 10, avant le lever du soleil, et après deux jours de repos, on opéra un mouvement sur Rahmaniéck. Là, Napoléon, suivi de quelques officiers d'état-major, s'étant écarté du gros de l'armée, tomba au

milieu d'un corps de Bédouins, dont une petite éminence l'avait empêché, comme par miracle, d'être aperçu. Échappé au péril, le général en chef dit gaieusement à ceux de ses officiers qui le suppliaient de ne plus s'exposer de la sorte :

— Bah ! il n'est point écrit là-haut que je doive jamais être pris par des Arabes !

Encore quelques lieues de route, et le Nil devait bientôt apparaître ; le Nil avec ses eaux bleues et fraîches, le Nil dont les rives sont couvertes de fécondes moissons. Les Français vont enfin goûter quelque repos. Non !... Il faut le conquérir, ce repos. Les Mamelucks ont couru aux armes : leur défaite ne se fera pas attendre. L'artillerie de Desaix tonne, et une heure après, assis sur les bords du fleuve, jouissant d'une abondance devenue si nécessaire par tant de privations, les soldats enthousiasmés criaient : « Vive le général Bonaparte ! »

La nuit, on se mit en marche, escorté de la flottille que conduisait l'amiral Duperré ; mais bientôt cette flottille, entraînée par la violence des vents, fut jetée au milieu de la flotte ennemie et placée entre le feu de ces troupes navales et celui de quatre mille Mamelucks. On combattit avec acharnement. Pendant ce temps, Napoléon, averti que les Mamelucks occupaient une position avantageuse au village de Chebreisse, leur gauche appuyée au Nil, ordonna à l'adjutant-général Roger d'aller reconnaître cette position ; et, prenant lui-même pour ordre de bataille un vaste parallélogramme qu'il fit former à ses soldats, leurs bagages et les munitions au milieu, il échelonna le peu de cavalerie qu'il avait à sa disposition de manière à ce que chaque division flanquât l'autre. L'artillerie, qui occupait le centre, laissa les Mamelucks s'approcher, et quand tous furent arrivés à demi-portée de canon :

— Commencez le feu ! s'écria Napoléon.

Aussitôt mille détonations se firent entendre ; chaque coup, soit d'obus, soit de boulet, atteignait sûrement et balayait cette cavalerie, qui, n'osant charger à fond, se présentait d'abord, et successivement, sur tous les angles de ce formidable carré, puis se porta sur les derrières ; mais partout elle trouva la même résistance et les mêmes feux. Enfin, après avoir tenté les efforts les plus désespérés, elle se retira en désordre, laissant sur la place un grand nombre de morts et de blessés.

A ce combat de Chebreisse on perdit le brave Gallois, qui tomba entre les mains des Arabes ; ceux-ci l'emmenèrent et l'assassinèrent. On eut également à regretter le général Mireux, un des officiers les plus braves de l'armée, qui, après le combat, ayant eu la témérité de s'exposer seul contre un groupe de Bédouins, fut massacré. Dans un glorieux ordre du jour, Napoléon cita l'ordonnateur en chef Sucy, le chef de brigade Perrée et le chirurgien en chef Larrey, celui dont il devait dire plus tard dans son testament : « C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu. »

L'armée française, qui ne connaissait de repos que la victoire, arriva, après cinq jours de marche, le 21 juillet, à Omdinar. Là, vingt-trois beys, avec toutes leurs forces, s'étaient retranchés à la hauteur du Caire

et avaient garni leurs retranchements de plus de trois cents pièces de canon. La vue de ces troupes, vêtues avec toute la richesse orientale, fut un spectacle magnifique. A droite, derrière elles, était le Nil; à gauche s'élevaient les Pyramides.

— Soldats ! s'écrie Napoléon, nous allons combattre ! songez que du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contemplent !

Soudain l'armée s'ébranle, les retranchements sont enlevés à la baïonnette; quinze cents Mamelucks et autant de Fellahs sont mis en pièces, malgré la bravoure avec laquelle ils se défendent. Mourad-Bey, quoique blessé à la tête, vient fondre sur la colonne de Desaix avec six mille chevaux. Nos lignes, étonnées de ce choc inattendu, éprouvent d'abord quelque désordre; mais elles se reforment bientôt et reçoivent les Mamelucks, qui les chargent. Le général Fégner flanquait la gauche; Napoléon, qui se tenait dans le carré du général Dugua, vint se placer entre le Nil et le corps commandé par Régnier; alors commença un horrible carnage; mais bientôt, et malgré de courageux efforts, les Mamelucks, entamés par notre artillerie, reculèrent et regagnèrent les montagnes, en abandonnant quarante pièces de canon, leurs tentes et quatre cents chameaux chargés de bagages; aussi nos troupes, qui depuis quinze jours n'avaient pris pour nourriture que quelques racines, se trouvèrent-elles abondamment pourvues de vivres.

Le 25, Napoléon faisait son entrée au Caire, et, le même jour, des soldats grimpaient sur les Pyramides et y gravaient leurs noms avec la pointe de leur baïonnette.

Depuis quelques jours le drapeau tricolore, planté sur la plus haute des Pyramides, avait annoncé aux habitants de l'Égypte la commémoration de la fondation de la République française; le général en chef avait ordonné qu'elle serait célébrée par une fête civique sur tous les points où se trouvait l'armée; il en avait lui-même tracé le plan et le programme.

A Alexandrie, on devait illuminer l'aiguille de Cléopâtre; au Caire, devait s'élever, au milieu de la place d'Esbeckich, une colonne à quatre faces, destinées à recevoir, chacune, les noms des Français morts à la conquête de l'Égypte. Des manœuvres, des courses et des illuminations devaient concourir à la solennité de cette journée. Dans la Haute-Égypte, c'était sur les ruines de Thèbes que les troupes célébreraient cet anniversaire. La veille de la fête, Napoléon adressa à l'armée la proclamation suivante :

« Soldats ! nous célébrerons demain le premier jour de l'an VI de la République. Il y a cinq ans, l'indépendance du peuple français était menacée; mais vous prîtes Toulon : ce fut le présage de la ruine de nos ennemis ! Un an après, vous battiez les Autrichiens à Dégo; l'année suivante, vous étiez sur le sommet des Alpes, et, il y a deux ans, vous remportiez la célèbre victoire de Saint-Georges ! L'année dernière, vous vous trouviez aux sources de la Drave et de l'Isonzo, de retour de l'Allemagne. Qui eût dit alors que vous seriez aujourd'hui sur les bords du Nil, au centre de l'ancien continent ? Depuis le perfide Anglais jusqu'au hideux

« Bédouin, vous avez continué de fixer les regards du monde !... Soldats ! votre destinée est belle parce que vous êtes dignes de ce que vous avez fait, et de l'opinion que l'on a de vous. Vous mourrez avec honneur, comme les braves dont les noms sont inscrits sur les Pyramides, ou vous retournerez dans votre patrie couverts de lauriers et de l'admiration de tous les peuples ! »

Le lendemain, cinquième jour complémentaire (22 août 1798), au lever du soleil, trois salves, répétées par toute l'artillerie des divisions, furent le signal des réjouissances. Aussitôt la générale battit dans la ville; toutes les troupes, dans la plus belle tenue, prirent les armes et se rendirent sur la place d'Esbeckich.

Là, avait été tracé un cirque de 200 toises de diamètre, décoré de drapeaux tricolores portant le nom de chacun des départements de la République. A l'entrée de ce cirque on avait élevé un arc de triomphe sur lequel était représentée la bataille des Pyramides, avec cette inscription en arabe : *Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète*. Au milieu du cirque s'élevait un obélisque, et sur l'une de ses faces était gravé en lettres d'or : *A la République française !* sur l'autre : *A l'expulsion des Mamelucks !*

Lorsque les troupes furent réunies sur la place d'Esbeckich, Napoléon s'y rendit, accompagné de tout l'état-major-général, des savants de l'Institut d'Égypte, du Pacha et des membres du divan. Le général en chef et son cortège vinrent se placer sur la plateforme environnant l'obélisque. Les musiques des demi-brigades exécutèrent des marches guerrières et des chants de victoire. Puis les troupes, après avoir exécuté les manœuvres ordonnées par Napoléon, vinrent se ranger autour de l'obélisque, aux cris mille fois répétés de *Vive la République !* la musique exécuta ensuite un hymne de la composition de Pœrceval pour les paroles, et de Rigel pour la musique, puis la *Marche des Marseillais*; et toutes les troupes défilèrent ensuite devant le général en chef, qui rentra au quartier-général.

L'état-major, les employés supérieurs des administrations, les savants, les membres du divan, les commandants turcs, avaient été invités à dîner par Napoléon. Une table de cent cinquante couverts, soigneusement servie, était dressée dans la salle basse de la maison qu'il occupait. Les couleurs françaises étaient unies aux couleurs turques : le bonnet de la Liberté et le turban, la *Table des droits de l'homme* et le *Koran*, se trouvaient sur la même ligne. On laissa aux Musulmans la liberté des mets et des boissons : ceux-ci parurent très-satisfaits des égards que l'on eut pour eux. Au dessert, de nombreux toast furent portés; chacun d'eux fut accueilli par les applaudissements de tous les convives, et chaque fois la musique exécuta des airs analogues. Des couplets patriotiques, chantés par des officiers, terminèrent gaîment ce banquet.

A quatre heures, les courses commencèrent. Le premier prix de la course à pied fut gagné par le caporal Pathon, du premier bataillon de la 75^e demi-brigade; le second, par le nommé Mariton, aussi caporal dans



Celebration de l'anniversaire de la république, à Alexandrie.

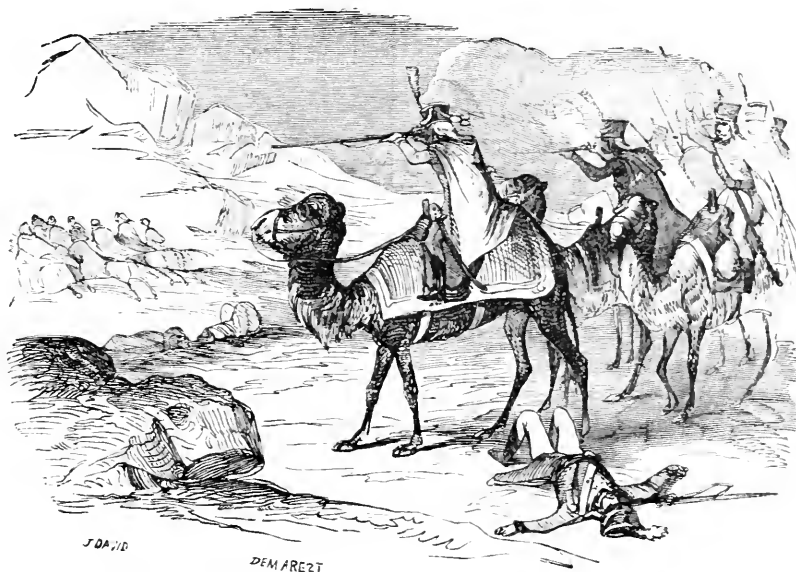
le 3^e bataillon de la même demi-brigade. Les courses de chevaux étaient attendues avec impatience par les spectateurs; chacun désirait voir les chevaux français disputer le prix aux chevaux arabes, La réputation de ces derniers était grande; mais ce jour devait la voir détruire. L'espace à parcourir était de 1350 toises; au signal donné, six chevaux, dont cinq arabes, s'élancèrent dans la carrière... Le cheval français eut constamment l'avantage sur les autres, et arriva le premier au but sans paraître fatigué, tandis que les autres étaient hors d'haleine. Le premier prix fut donc adjugé au citoyen Sucy, commissaire ordonnateur en chef, propriétaire du cheval normand qui avait parcouru en quatre minutes l'espace déterminé; le second prix au général Berthier, propriétaire d'un cheval arabe arrivé le second au but; le troisième à Junot, aide-de-camp du général en chef, arrivé le troisième. Les vainqueurs furent ensuite promenés en triomphe autour du cirque.

Quelques jours après, il y eut encore au Caire plusieurs réunions de Français pour fêter l'anniversaire du 13 vendémiaire, de cette journée qui avait commencé à mettre Napoléon en évidence. Le citoyen Benaben lut à cette occasion une ode de sa composition, où l'on remarquait cette strophe :

Héros, enfant de la victoire,
Dont le bras sauva mon pays,
Ta vie appartient à l'histoire;
Elle en est le juge et le prix.

Du temps ne crains pas le ravage;
Le temps efface-t-il l'image
Des Camille et des Scipions ?
Digne héritier de leur vaillance,
Tu sus, en illustrant la France,
Réunir en toi ces deux noms.

Depuis longtemps Napoléon voulait visiter l'isthme de Suez, examiner les traces de l'ancien canal qui unissait le Nil au golfe Arabique, et traverser cette mer. La révolte du Caire l'avait surpris dans ce projet qui n'avait été qu'ajourné, car au mois de décembre suivant il le mit à exécution et partit pour Suez avec quelques savants, plusieurs officiers de son état-major et une compagnie de ses guides, ayant en tête un trompette appelé Krettly. Le général en chef voyageait dans une berline avec son secrétaire intime, Bourrienne, Monge et Berthollet. Pendant le premier jour de marche, on avait éprouvé en traversant le désert une chaleur insupportable; mais le soir le froid s'étant fait sentir en raison inverse de la température de la journée, tout le monde en souffrit. Cet immense désert, seule route que suivent les caravanes de Suez, du Sinaï et des contrées situées au nord de l'Arabie, voyait, depuis des siècles, périr par une foule de causes tant d'individus qui ne craignaient pas de le traverser, que leurs ossements, semés çà et là sur le chemin, l'indiquaient suffisamment au voyageur assez hardi pour entreprendre un aussi périlleux voyage. Pour suppléer au bois qui manquait tout à fait, Napo-



Chacun de ses animaux portait assis, deux hommes parfaitement armés.

l'éon eut l'idée de faire ramasser une grande quantité de ces ossements pour en faire du feu. Monge lui-même fit le sacrifice de plusieurs têtes d'une forme extraordinaire qu'il avait recueillies sur la route et déposées dans la voiture du général en chef. Mais, lorsqu'il fallut passer la nuit dans le campement qui avait été choisi, à peine cet amas d'ossements fut-il allumé, qu'une odeur insupportable obligea de lever le camp et de le porter plus en avant, l'eau étant trop rare pour qu'on l'employât à éteindre ce foyer infect.

Deux jours après, Napoléon et sa petite troupe passèrent la mer Rouge à *pied sec*, comme jadis les Hébreux, afin d'aller visiter les fontaines de Moïse. La nuit était profonde lorsqu'on revint au bord de la mer, et la marée commençait à monter. Il est présumable qu'on s'écarta un peu de la direction qu'on avait suivie le matin, car on s'égara. Cependant la marée montait toujours : déjà les chevaux avaient de l'eau jusqu'au poitrail. Le désordre se mit bientôt dans les rangs des guides. Krettly, le trompette, qui nageait comme un véritable *poisson rouge*, abandonna sa monture et parvint à gagner la baie; mais il aperçut le général Caffarelli qui, démonté, se débattait à la surface de l'eau et allait périr. On sait que ce brave commandant du génie avait une jambe de bois. Le trompette plonge aussitôt, harponne le général, et, aidé d'un maréchal des logis, parvient à ramener Caffarelli sur la berge. Cette action généreuse valut au trompette un éloge du général en chef, qui dès ce moment commença à l'apprécier.

Après avoir échappé presque miraculeusement au

danger qu'il avait couru de son côté, Napoléon dit tranquillement aux officiers de son escorte :

— Ma foi ! il est malheureux que je n'aie pas péri comme Pharaon ; tous les prédicateurs de la chrétienté n'eussent pas manqué de faire sur moi un beau texte ; c'est une occasion qu'ils ne retrouveront jamais.

En revenant au Caire, le général en chef vint s'assurer s'il n'y aurait pas possibilité d'unir, un jour, la mer Rouge à la Méditerranée par un canal. Cette fois, ce fut à cheval qu'il fit cette excursion. Il se mit en marche, suivi seulement d'un piquet de guides dont le trompette Krettly faisait encore partie. Mais, toujours disposé à s'aventurer, Napoléon poussa son excellent cheval arabe, qui, rapide comme le vent, laissa bien loin derrière lui l'escorte de son maître. Cependant, parmi les guides, deux d'entre eux, sans doute mieux montés que les autres, l'avaient suivi : le premier était un brigadier nommé Henry ; le second notre trompette. Napoléon avait déjà parcouru un espace considérable quand, ralentissant un peu l'allure de son cheval, il tourna la tête pour la première fois, et se mit à rire en s'apercevant de la disparition presque totale de son escorte..... Il n'en continua pas moins sa route sur le littoral qu'il voulait explorer ; et, après l'avoir parcouru dans toute son étendue, il s'arrêta : le jour était sur son déclin. Excédé de fatigue et succombant sous une chaleur étouffante, Napoléon mit pied à terre et s'étendit nonchalamment à l'ombre de deux palmiers qui formaient, sur le sable fin et brûlant, un parasol naturel.

— Trompette, dit-il alors à Krettly qui avait suivi

avec empressement l'exemple de son général, j'ai bien faim.

— Vous en avez le droit, mon général, répondit celui-ci, qui conserva toujours avec Napoléon, général ou empereur, son langage pittoresque de soldat. Malheureusement, les boutiques de comestibles ne sont pas communes dans ce pays de sauterelles; quoiqu'il y fasse une chaleur à cuire un bœuf, les alouettes n'y tombent pas toutes rôties, comme au temps du *paganisme* la manne y tombait dans le bec des Israélites.

Napoléon ne put s'empêcher de rire de la comparaison.

— Cependant, mon général, continua le trompette, si vous ne vous montrez pas trop difficile sur la nature des aliments, on pourra vous contenter; à la guerre comme à la guerre, en Syrie comme à Pontoise. Henry! ajouta-t-il en s'adressant au sous-officier qui commençait à dormir, mets la table et prépare le couvert; seulement le général se passera de nappe et de serviette. Pendant ce temps, je vais découper le rôti et assaisonner la salade.

Napoléon, qui ne perdait pas de vue un seul des mouvements de Krettly, se mit à rire de plus belle lorsqu'il le vit tirer de son havresac en morceau de jarret de *bourrique*, ficelé dans une musette de toile grossière que ses camarades lui avaient donnée en partant de l'isthme de Suez, puis couper proprement ce morceau en deux parties égales à l'aide de son sabre, et lui présenter gracieusement un des deux morceaux en disant :

— Tenez, mon général; que préférez-vous? l'aile, ou la cuisse?

— Gourmand, répliqua celui-ci tout en dévorant ce mets grossier, tu manges ainsi de la viande sans pain?

— Pardon, mon général, j'ai du pain.

Et aussitôt Krettly s'empessa de lui offrir quelques *paniosques**.

Napoléon répéta un instant après :

— Ma faim s'est un peu calmée, mais ma soif a augmenté : n'as-tu rien à boire?

— Malheureusement, mon général, je n'ai à vous offrir pour le quart d'heure qu'une seule nature de boisson : la voilà !

Et Krettly avait passé à Napoléon une espèce de blague à tabac faite de peau de bouc, et aux trois quarts remplie d'une eau saumâtre et nauséabonde. Napoléon la prit avec vivacité; mais, après avoir bu quelques gorgées, il la lui rendit avec une exclamation de dégoût.

— Ah dam! excusez, mon général, si je n'ai pu la mettre à la glace; je sais que ce liquide ne vaut pas le chambertin; mais, du reste, j'ai voulu vous faire une surprise agréable en vous gardant pour le dessert ces quelques gouttes d'araguy**.

— Donne vite.

Le général en chef en but avec plaisir, remonta à cheval et la petite caravane reprit sa marche au galop.

* Petits biscuits arabes.

** Liqueur composée avec du miel, des dattes et des oignons du pays, que l'on fait distiller. L'aragui est le cognac d'Arabie.

Napoléon ayant ordonné au brigadier Henry de chevaucher un peu sur la droite, pour s'assurer s'il n'apercevait pas au loin quelques officiers de l'état-major ou des guides de l'escorte, Krettly resta seul avec lui.

La nuit était tout à fait venue.

— Il était temps de songer un peu aux autres, dit avec indifférence le général en chef au trompette; je les avais tout à fait oubliés.

— Si mon cheval et celui d'Henry n'eussent pas été bons coureurs, mon général, vous vous seriez trouvé seul dans ce désert qui ne finit pas.

— Bonaparte n'est jamais seul, même dans le désert! répondit Napoléon d'un ton inspiré.

Comme le trompette ne se sentait pas de force à lutter de mysticisme et de grandiose avec son général, il se contenta d'enregistrer cette belle réponse dans sa mémoire, comme beaucoup d'autres que nous aurons l'occasion de citer dans le cours de cette véridique histoire.

Napoléon retrouva enfin sa suite, qui était fort inquiète de sa disparition. On se félicita réciproquement, et le trompette Krettly fut complimenté pour avoir eu le bonheur de s'être égaré en tête-à-tête avec le général en chef.

Dans le cours de cette marche si rapide sur Saint-Jean-d'Acre, qui commença le 6 février 1799, l'armée française, toujours en côtoyant la mer, n'eut ni de grands triomphes à enregistrer ni de grands obstacles à vaincre, en comparaison de ce qu'elle avait accompli déjà. Le général en chef avait formé en Égypte deux escadrons d'une arme nouvelle destinée à éclairer l'armée et à donner la chasse aux Arabes : c'était le *régiment des Dromadaires*. Chacun de ces animaux portait, assis dos à dos, deux hommes parfaitement armés. La vigueur et la célérité du dromadaire sont telles que cette cavalerie légère pouvait faire, en un jour et sans s'arrêter, une traite de vingt-cinq et même trente lieues.

On ne fut donc pas inquiet pendant cette longue et pénible route à travers les déserts de la Syrie. Zéta, où on coucha à la fin de la première journée, n'offrit aucune ressource. Tandis qu'on dressait les tentes, le général en chef parut intrigué d'entendre en mer une canonnade assez vive.

— Qu'est-ce que cela signifie? fit-il avec un mouvement d'impatience.

Et comme un guide nommé Bolardeau se trouvait de piquet à l'entrée de sa tente, il ajouta, en s'adressant à ce soldat : Monte à cheval pendant qu'il fait encore jour, et cours jusqu'au rivage pour voir ce que c'est que cette musique.

Avec un homme comme Napoléon, il fallait que les ordres qu'il donnait fussent exécutés aussi vite que la pensée. Bientôt le guide eut franchi l'espace qui le séparait de la mer; mais à mesure qu'il avançait le bruit s'éloignait, et lorsqu'il arriva sur le rivage, il ne vit rien qu'un ciel de feu et une mer tranquille qui avait rejeté quelques cadavres sur la plage. Craignant que cette canonnade ne fût l'annonce d'un triste événement, il eut, à son retour, la hardiesse de le dire au général en chef, qui haussa les épaules et lui répondit d'un ton sec, en lui tournant le dos brusquement :

— Monsieur Bolardeau, je vous engage à aller faire boire votre cheval, qui a chaud.

Bien que Napoléon se rendit familier avec la plupart de ses guides, ceux surtout qui avaient fait avec lui les dernières campagnes d'Italie, et qu'il les connût presque tous, cela ne l'empêchait pas de rappeler sévèrement à l'ordre ceux qui ne savaient pas être circonspects; mais cette familiarité avait quelque chose de digne qui faisait qu'ils étaient fiers et heureux lorsque, les désignant par leur nom, il leur adressait la parole, ne fût-ce que pour leur faire un léger reproche; car, dans ce cas, c'était encore une marque d'intérêt. Celui-ci sentit parfaitement qu'il avait outrepassé sa mission en se permettant de dire sa pensée, quoique malheureusement il ne se trompât pas; il se tint donc pour averti, et, prenant son cheval par la bride, il alla sans mot dire à son bivouac, où il profita pour son propre compte de la recommandation que le général en chef ne lui avait faite que pour sa monture.

En entrant en Syrie, Napoléon, dont la prévoyance embrassait toutes les difficultés, avait donné l'ordre au général de brigade Marmont de lui expédier, par quelques bricks, les munitions dont il avait besoin pour commencer le siège. La fatalité voulut que ce petit convoi, commandé par le capitaine Stangnelet, tombât au pouvoir des Anglais. Telle avait été la cause de la canonnade qu'il avait entendue en mer. Il fallut donc songer à entreprendre le siège avec les seuls moyens qu'offrait l'artillerie qu'on avait amenée.

Le 18 mars, l'armée arriva devant Saint-Jean-d'Acre et commença par établir son camp au nord de la ville. Napoléon se posta pendant plusieurs heures sur une petite hauteur qui dominait cette cité, à mille toises de distance environ. L'ennemi, apercevant l'état-major du général en chef, sans attendre au lendemain, essaya sur lui l'habileté de ses canonniers. Des bombes furent lancées si juste qu'une d'elles s'enterra à quelques pas du général en chef, et entre deux de ses aides-de-camp : le capitaine Croisier et Eugène de Beauharnais.

— Pas trop mal pointé ! dit en souriant de dépit Napoléon. Il semblerait que ces gaillards-là ont été à notre école.

Il ne croyait pas si bien dire, comme il devait en avoir bientôt la preuve; car, à peine s'était-il éloigné un peu, qu'une autre bombe alla tomber, en crevant à un pied de terre, au milieu d'un groupe de soldats assis tranquillement sur l'herbe et occupés à faire la soupe. Tout disparut, y compris la marmite; et de neuf fantassins qu'ils étaient, deux seulement survécurent. L'un d'eux, qui n'avait rien attrapé, dit gaïement à son camarade, aveuglé par la terre qu'il avait reçue dans le visage au moment de l'explosion :

— Eh bien ! à la bonne heure ! si c'est de cette façon que les paroissiens de ce pays soignent la soupe, nous courons risque de n'en pas manger de sitôt.

Napoléon, qui entendit ce propos, se retourna et sourit :

— Patience, mon brave, lui dit-il; cela ne durera pas; ce n'est que le commencement.

— Alors, excusez, citoyen général en chef, répliqua

le soldat; si ce n'est là que le commencement, que sera donc la fin ?

Saint-Jean-d'Acre est situé à la pointe d'une langue de terre fortifiée du côté de la mer par des batteries de gros calibre et par un pharillon que protégeaient aussi plusieurs pièces de canon. L'enceinte du côté de la terre se composait d'une haute muraille coupée par une tour chargée de pièces de tout calibre. Cette tour fut appelée à juste titre la *Tour maudite*. De petits jardins entouraient la place dans une assez grande étendue; et, comme ils étaient tous formés par des cactus et de ces hautes plantes si communes en Égypte, on eut assez de peine, lorsqu'on voulut reconnaître les abords de cette place, à repousser les tirailleurs turcs, qui, à l'arrivée des Français, s'étaient embusqués derrière ces espèces de palissades mouvantes, et n'avaient cessé de tirer sur eux et de les harceler. Après avoir battu cette tour saillante pendant plusieurs jours de suite, elle se trouva assez démantelée pour qu'on crût possible d'y loger quelques mineurs avec un officier. Les troupes s'ébranlèrent pour s'élancer au pied de la tour; mais elles se trouvèrent brusquement arrêtées par un fossé de quinze pieds de large sur dix de profondeur, revêtu d'une bonne contrescarpe, auquel personne n'avait songé jusqu'alors. Il fallut donc faire sauter cet ouvrage, et le jeune Mailly de Châteaurenault, un des officiers d'état-major de l'adjudant-général Berthier, fut chargé de pénétrer dans la *Tour maudite*. Une douzaine de mineurs s'y logèrent avec lui, afin de travailler à la percer, en attendant que l'infanterie pût se rendre maîtresse du fossé. L'intrépide jeune homme et ses douze soldats exécutèrent parfaitement leur mission; mais, pendant l'opération, l'ennemi fit sur nos troupes un feu tellement vif, qu'elles furent forcées d'abandonner le fossé. Le brave Mailly et ses douze compagnons furent étranglés pendant la nuit par les Turcs.

Déjà, avant son arrivée devant la place, le général en chef avait expédié à Djeddar le frère aîné du malheureux Mailly, porteur de paroles de paix pour le commandant de Saint-Jean-d'Acre; mais ce jeune officier avait été traité comme prisonnier de guerre et provisoirement enfermé dans le pharillon avec une centaine de chrétiens que le sanguinaire pacha avait fait enlever sur les côtes de Syrie. Le lendemain de l'insuccès du premier assaut, des soldats avertirent le général Vial, qui était à la tranchée, que l'on voyait sur le bord de la mer beaucoup de cadavres auxquels on avait coupé la tête. C'était le complément du massacre fait par les Turcs la nuit précédente. Vial reconnut parmi eux les corps des deux Mailly. Les deux frères avaient été égorgés ensemble, et peut-être sans avoir eu la consolation de s'embrasser avant de mourir.

Lorsque Napoléon eut connaissance de ce nouveau trait de cruauté de Djeddar (ce nom signifie le boucher), il serra convulsivement les poings et prononça sourdement les mots de *barbare* et de *sauvage*; puis il ordonna que les derniers devoirs fussent rendus à ces martyrs d'une guerre d'extermination.

Toutes les dispositions relatives au siège de Saint-Jean-d'Acre furent faites, prétendit-on, avec cette lé-



Ils trouvèrent les puits comblés par les Arabes et virent leurs camarades tomber autour d'eux.

gèreté et cette insouciance qu'inspire toujours une trop grande confiance dans le succès. Les boyaux de tranchée avaient à peine trois pieds de profondeur, de sorte que beaucoup de soldats n'étant pas assez couverts, furent victimes de ce peu de prévoyance du commandant du génie.

Un matin que le général Kléber se promenait dans les lignes du camp avec Eugène de Beauharnais, qu'en sa qualité de capitaine commandant les guides du général en chef, quelques-uns de ces cavaliers devaient toujours escorter, on l'entendit témoigner hautement son mécontentement de ce que les tranchées n'étaient pas plus avancées et plus profondes.

— Regarde donc, *blondin*, dit-il à Eugène, la *drôle* de tranchée de ton beau-père; elle ne me va qu'au genou.

Ce général aimait Eugène comme on aime un fils. Eugène avait à peine dix-neuf ans, et, en l'appelant familièrement *blondin*, Kléber faisait allusion à sa magnifique chevelure; mais à peine avait-il prononcé ces mots, qu'une balle tirée de la *Tour maudite* lui enlève l'oreille de sa botte à revers et casse la cuise au guide qui se trouvait à côté de lui. Par un mouvement aussi prompt que l'éclair, le général s'était jeté au-devant d'Eugène et avait étendu les bras comme pour le préserver; puis il avait tourné la tête du côté du blessé, en disant froidement à Eugène :

— Eh bien! *blondin*, n'avais-je pas raison?

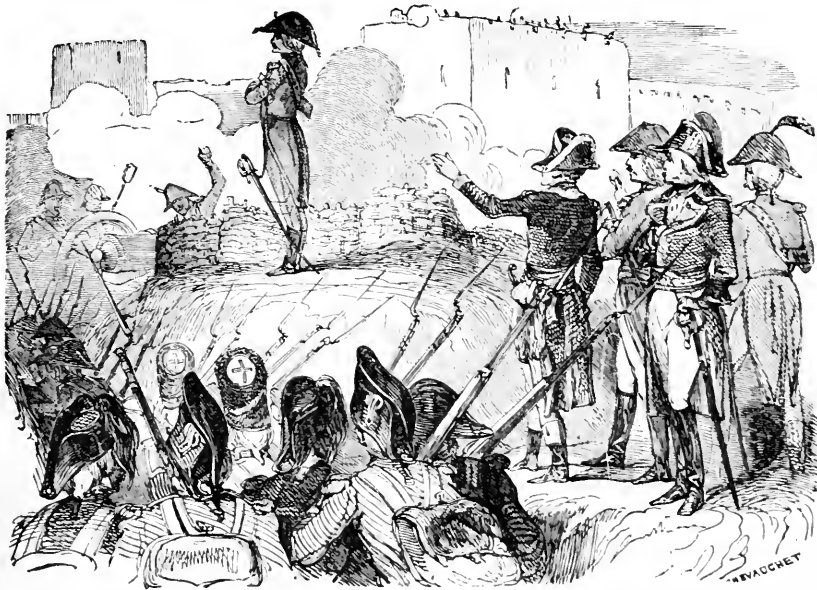
Cette action, ces paroles, ce geste de Kléber opposant sa large poitrine aux coups de l'ennemi pour

protéger son jeune ami, sont sublimes; et il faut que cela soit, car dans la suite le prince Eugène ne pouvait rappeler ce trait sans que les larmes lui vinssent aux yeux.

Les Turcs sont des soldats merveilleux derrière une muraille; ceux de Saint-Jean-d'Acre le prouvèrent pendant tout le siège. Qu'on ajoute qu'ils étaient sous le commandement de deux Français émigrés, spécialement chargés de la défense de la place*, on comprendra l'étonnement que dut éprouver le général en chef à la vue de l'ellipse des premières bombes avec lesquelles ils saluèrent l'arrivée de nos troupes. En outre, ils leur lançaient leurs propres projectiles, que sir Sydney-Smith avait enlevés au capitaine Stangnelet. Ce fut ainsi que le général Caffarelli fut atteint au coude gauche; il fallut lui couper le bras.

Le lendemain de ce jour, le général en chef se rendit de bon matin à la tranchée, accompagné du capitaine Croisier, un de ses aides-de-camp, qui cherchait en vain la mort depuis le commencement du siège parce que la vie lui était devenue insupportable. A l'époque où Napoléon se trouvait encore à Damanhour, un groupe d'Arabes à cheval vint insulter le quartier-général. Napoléon, qui était à la fenêtre de la maison du cheik, indigné de cette audace, se retourne, et,

* Phelippeau, ingénieur d'un rare mérite, ancien condisciple de Napoléon à l'École de Brienne, et Tromelin, officier d'artillerie très-distingué.



Que faites-vous là, Croisier? lui crie Napoléon dès qu'il l'aperçoit ainsi juché.

— Adressant au capitaine Croisier, qui était de service auprès de sa personne :

— Prenez avec vous quelques guides, lui dit-il avec vivacité, et chassez-moi cette canaille qui s'amuse à caracoler là-bas.

En un instant le capitaine paraît dans la plaine avec une douzaine de cavaliers. L'escarmouche s'engage ; mais du côté des guides il se manifeste, dans l'attaque comme dans la défense, une hésitation que Napoléon ne peut concevoir. Aussi, de la fenêtre où il est resté, se met-il à crier comme si on pouvait l'entendre :

— En avant ! Allez donc, Croisier ! chargez !

Or, contre leur ordinaire, les guides cédaient aussitôt que les Arabes revenaient à la charge. Enfin il arriva que ces derniers se retirèrent tranquillement après un petit combat assez opiniâtre, sans cependant avoir éprouvé aucune perte et sans être inquiétés dans leur retraite. La colère du général en chef ne put se contenir. Il la fit éclater sans mesure contre son aide-de-camp, lorsque celui-ci rentra dans la maison du cheick pour rendre compte à son général de cette burlesque expédition. Il est présumable que la manière dont il fut traité n'était pas des plus aimables, car Croisier, si brave et si fier dans toutes les occasions, avait les larmes aux yeux en sortant. Cependant un officier de ses amis essaya, mais inutilement, de le calmer.

— Je n'y survivrai pas, lui répondit-il ; le mot de lâche a été prononcé par le général en chef ; je ne ferai tuer à la première occasion.

Ce fut devant Saint-Jean-d'Acre que le malheureux jeune homme trouva ce qu'il désirait si ardemment. Tandis que le général en chef avait le dos tourné, il monte sur une batterie ; dans cette position, sa taille élevée ne peut manquer de provoquer les coups de l'ennemi.

— Que faites-vous-là, Croisier? lui crie Napoléon dès qu'il l'aperçoit ainsi juché. Vous allez vous faire tuer inutilement !

Le capitaine reste à la même place sans répondre.

— Croisier ! ne m'avez-vous pas entendu? lui crie de nouveau le général en chef d'une voix impérieuse ; vous n'avez rien à faire là ; descendez, je vous l'ordonne !

L'aide-de-camp ne bouge pas et se croise tranquillement les bras sur la poitrine. Un instant après, une balle lui cassait les deux genoux.

— Ah ! mon dieu ! j'en étais sûr ! s'écria encore Napoléon en le voyant tomber.

L'amputation n'ayant pas paru indispensable, on plaça le capitaine sur un brancard et on l'emporta hors des lignes ; mais quelques jours après il mourut du tétanos.

Cependant l'artillerie de campagne était trop faible

pour détruire la fameuse *Tour maudite*. On eut recours à la mine. Tandis qu'on y travaillait avec beaucoup d'activité et de secret, des grenadiers et des sapeurs essayèrent de s'y loger. La portion qui regardait la ville restait occupée par les assiégés, qui ne cessaient de faire pleuvoir sur nous une grêle de balles et de boulets. Mais les transfuges français devinèrent bientôt nos travaux de mines et s'appliquèrent à éventer celle que nous conduisions sous le fossé. Pour cela, ils ordonnèrent une sortie générale, et, cette fois, l'opération fut menée avec tant d'impétuosité qu'une partie des boyaux de tranchée fut détruite. La colonne ennemie était commandée par des officiers anglais, bien instruits de l'état des choses, car l'un d'eux arriva jusqu'à l'entrée de la mine, où il fut tué par un grenadier. Les papiers qu'on trouva sur lui apprirent que c'était le capitaine Haldfield. Sa mort fit hésiter la troupe qu'il commandait. Celle-ci, attaquée avec énergie, regagna la place, en laissant derrière elle beaucoup de morts et de blessés.

L'affaire du 6 avril fut encore plus meurtrière que les précédentes, quoique sans succès. L'ennemi avait offert la veille un hideux spectacle. Il avait planté sur les remparts de la *Tour maudite* une demi-douzaine de lances à la pointe de chacune desquelles était placée la tête fraîchement coupée d'un des nôtres. On les reconnut facilement à la longueur des queues et des tresses dont elles étaient encore ornées, et que les Maugrebins qui les avaient faits prisonniers s'étaient bien gardés d'enlever, pour qu'on pût les reconnaître plus facilement. A cette vue, l'irritation des soldats avait été à son comble. L'assaut fut bientôt ordonné; et, pendant cinq heures consécutives, quatre cents hommes restèrent sur la brèche, sans pouvoir traverser le fossé qui les séparait de la place, ne pouvant pas avancer et cependant ne voulant pas reculer, bien qu'on les mitraillât à outrance. Enfin, la chute du jour vint mettre un terme à cette boucherie, en faisant abandonner la position.

Ce fut à cette attaque que le brave général Raimbaud fit cette énergique réponse à un chef de demi-brigade qui, en lui montrant le terrain couvert de ses hommes, lui disait que la place n'était pas tenable.

— Eh ! f....., j'y reste bien, moi !

Dans cette journée l'armée fit encore des pertes immenses, surtout parmi les officiers du génie. Le général Caffarelli, qui d'abord avait laissé quelque espoir de guérison, cessa de vivre. On lui avait soigneusement caché la mort du capitaine Croisier, pour lequel il s'était pris d'une amitié vive; mais, quoi qu'on fit pour lui dissimuler cette triste nouvelle, l'inquiétude et le chagrin avaient augmenté sa maladie. Il disait, chaque fois qu'on allait s'informer de sa santé de la part du général en chef :

— Si je laisse mes os ici, une seule chose me fera peine : ce sera de voir tous ces braves jeunes gens, pleins d'espérance et d'avenir, périr sans gloire devant une misérable bicoque, et de savoir que c'est moi, oui, moi seul, qui les ai entraînés à leur perte en les emmenant dans ce pays.

— Citoyen général, lui répondait-on, vous retournerez en France lorsque le général en chef aura con-

quis l'Égypte; cela sera bientôt fait, soyez-en sûr.

— Vous croyez ?

— J'en suis convaincu.

Celui qui parlait ainsi ne pensait pas un mot de ce qu'il disait, car plus que personne il devait être persuadé que, tôt ou tard, si son corps ne servait pas de pâture aux crocodiles du Nil, sa tête, comme celle de ses infortunés compagnons, irait figurer sur les créneaux de la *Tour maudite*.

Caffarelli ne vécut pas longtemps. La perte du jeune Say, son chef d'état-major, qu'on ne put lui cacher, le jeta dans un abattement complet. La veille de sa mort, il dit à l'aide-de-camp que Napoléon avait envoyé auprès de lui :

— Puisque je n'ai que vous pour me distraire, lisez-moi donc les premières pages de ce volume qui est là, sur mon porte-manteau : cela m'amusera et vous aussi.

Celui-ci prit le livre et commença de lire à haute voix : c'était la préface de Voltaire à l'*Esprit des lois*; mais à peine avait-il tourné le second feuillet que Caffarelli s'était assoupi. L'aide-de-camp alla retrouver le général en chef.

— Comment va Caffarelli ? lui demanda-t-il du plus loin qu'il l'aperçut.

— Général, je crois que sa fin approche; cependant le général m'a demandé de lui lire la préface du citoyen Voltaire à l'*Esprit des Lois*; du citoyen Montesquieu.

— Eh bien ! après ?

— Eh bien ! après, général, il s'est endormi.

— Et vous aussi, n'est-ce pas ? reprit Napoléon d'un ton goguenard. C'est drôle ! vouloir entendre cette préface avant de mourir ! Je le reconnais bien là. Je vais aller le voir.

Il se rendit à sa tente; mais le moribond dormait, et il ne voulut pas interrompre son sommeil. Dans la nuit, Caffarelli rendit le dernier soupir; cette mort excita les regrets de toute l'armée.

Le même jour que Caffarelli avait eu le coude fracturé, un autre aide-de-camp du général en chef, Duroc, alors chef de brigade, avait été envoyé, une heure auparavant, pour juger des progrès de la brèche. Un obus qui éclata entre ses jambes lui fit au gras de la cuisse une blessure si profonde, qu'il en resta estropié le reste de sa vie. On lui avait arrangé, avec quelques planches, une espèce de lit de camp qu'on avait recouvert d'herbes sèches. Un aide-major allait le voir assez souvent dans la crainte qu'il eût besoin de quelque chose. En entrant un matin dans sa tente, celui-ci le trouva qui dormait d'un profond sommeil. L'excessive chaleur l'avait forcé de se débarrasser de ses vêtements, et une partie de sa poitrine, que Larrey lui avait prescrit de laisser sécher, était à découvert. Il aperçut tout à coup un petit scorpion qui, étant grimpé par le pied du lit, se dirigeait lentement sur la blessure du malade. Il enleva avec vivacité l'insecte, mais pas assez adroitement pour que le dormeur ne s'éveillât pas; aussi lui dit-il avec beaucoup d'humeur :

— Pourquoi m'avez-vous dérangé ? je n'ai point besoin de vous; allez-vous-en !

— Colonel, lui répondit celui-ci, n'osant l'effrayer

en lui disant la vérité, une puce de gros calibre était sautée sur vous et allait vous mordre.

— Eh, parbleu ! reprit Duroc plus vivement encore, n'aviez-vous pas peur qu'elle m'avalât ? Allez-vous-en ! vous dis-je, et qu'on me laisse en repos.

En sortant de la tente, les yeux de l'aide-major rencontrèrent par hasard le maudit scorpion qui venait de lui attirer ce rudoisement pour avoir fait une action charitable. Il l'écrasa du talon de sa botte, avec plus de jouissance peut-être qu'il n'en aurait eu à plonger son sabre dans la gorge d'un Maugrebin.

Déjà l'armée avait livré douze assauts à la place et supporté vingt-six sorties. Une nouvelle mine avait été pratiquée ; on était près d'arriver au point où elle devait être chargée, lorsque l'ennemi l'éventa encore une fois. Enfin nos batteries ayant détruit une grande partie de la courtine qui présentait un large espace pour monter à l'assaut, les grenadiers de la division Kléber furent chargés de cette honorable et périlleuse mission. Ceux-ci pénétrèrent dans la ville ; mais là ils trouvèrent de nombreux obstacles et un feu encore plus nourri que ceux qu'ils avaient eus à essuyer jusqu'alors. Les plus braves y périrent ; il fallut ramener les troupes dans la tranchée. Le général en chef hésitait à livrer un quatorzième assaut ; mais les grenadiers et la plupart des officiers le pressèrent avec tant d'instance de les laisser monter encore une fois, qu'il leur permit de se lancer de nouveau. Alors Kléber, le sabre à la main, se plaça debout sur le revers du fossé, et, d'une voix éclatante, anima ses soldats au milieu des morts et des mourants.

En voyant ainsi ce général, dont la taille dépassait celle des grenadiers de toute la hauteur de la tête, en voyant, disons-nous, la belle figure de Kléber et cette chevelure ruisselante sur ses larges épaules, on ne pouvait s'empêcher de le comparer à un des héros d'Homère. Le bruit et la fumée du canon, les cris des soldats, les hurlements des Turcs, toutes ces troupes se précipitant les unes sur les autres, faisaient battre le cœur d'enthousiasme. Personne ne doutait que la ville ne fût prise, lorsque tout à coup la première colonne d'attaque s'arrêta. Le général en chef s'était placé dans une batterie de brèche pour examiner le mouvement des soldats. Il avait assujéti sa lunette entre les fascines, lorsqu'un boulet, parti de la place, vint frapper la fascine supérieure. Napoléon tomba dans les bras de Berthier. Un moment on le crut mort ; heureusement il n'avait point été touché : ce n'était qu'un effet de la commotion de l'air. En vain Berthier l'engagea-t-il à se retirer, il ne reçut de lui qu'une de ces réponses sèches qui ne permettent à personne d'insister. Tandis qu'on observait cette singulière absence de tout mouvement de la part des troupes, une balle vint traverser la tête du jeune Arrighi, qui était placé à côté du général ; presque aussitôt après, deux guides furent tués sans qu'il fût possible d'éloigner Napoléon.

Dans l'intervalle de ces deux assauts, l'ennemi avait eu le temps de remplir le fossé de toutes sortes de matières inflammables. Ce fossé, trop large pour être traversé, ne pouvait pas non plus être tourné. Nos soldats, en présence d'une mer de feu, et furieux de

ne pouvoir avancer, s'obstinèrent cependant à ne pas reculer, bien qu'on fit sur eux d'incessantes décharges de mitraille. Aussi, là furent tués une foule d'officiers de mérite, un grand nombre de soldats et plusieurs généraux, parmi lesquels nous eûmes à regretter, entre autres, le général de division Bon et l'adjudant-général Foulers. Malgré les efforts de la plus téméraire valeur, les Français durent céder à l'opiniâtre résistance des assiégés, et Napoléon leva le siège de Saint-Jean-d'Acre. L'armée avait perdu 3,000 hommes par la peste ou dans les combats. Ce retour en Égypte fut accompagné de plus de souffrances et de fatigues que la marche sur la Syrie. On avait à transporter un grand nombre de blessés et de malades ; Napoléon s'occupa d'eux avec une extrême sollicitude. Il voulut que tous les chevaux, ceux de l'état-major, les siens mêmes, leur fussent réservés.

L'armée s'avancait lentement le long de la Méditerranée, au milieu des sables mouvants et embrasés. Dans ce trajet, Napoléon faillit être tué. Un Arabe de Naplouse, embusqué dans un buisson, lui tira, presque à bout portant, un coup de fusil dont la balle, sans le toucher, effleura cependant la corne de son chapeau. Ce misérable s'enfuit et parvint à gagner, au milieu de la mer, un rocher où il espérait être à l'abri de toute vengeance ; mais les balles de nos soldats en firent bientôt justice.

Les troupes s'arrêtèrent quatre jours à Jaffa, pour se reposer. La peste n'avait pas cessé de frapper des victimes. Le général en chef fit une nouvelle visite à l'hôpital et donna l'ordre d'évacuer sur l'Égypte tous ceux qui étaient en état de supporter ce transport ; cet ordre fut ponctuellement exécuté, et Napoléon arriva au Caire le 14 juin 1799.

Il était temps qu'il reprit les rênes du gouvernement. Un relâchement funeste s'était manifesté dans les administrations civiles et militaires. D'un autre côté, Mourad-Bey, échappé à Desaix, menaçait la Basse-Égypte ; et, de nouveau atteint les Français au pied des Pyramides. Napoléon avait tout prévu et tout ordonné pour une bataille. Cette fois, ce fut lui qui prit la position des Mamelucks et qui s'adossa au fleuve ; mais le lendemain matin, Mourad-Bey avait disparu. Le général en chef n'en put croire ses yeux. Cependant avant la fin du jour, tout lui fut expliqué : la flotte dont il avait pressenti l'arrivée était devant Aboukir, et Mourad par des chemins détournés, était allé, pendant la nuit, se joindre à l'armée turque qui était débarquée dans la rade.

— Eh bien ! avait dit Mustapha-Pacha au bey des Mamelucks, ces Français tant redoutés et dont tu n'as pu soutenir la présence, ils savent que je suis ici et ils fuient devant moi.

— Pacha, répondit Mourad-Bey, rends grâce au Prophète qu'il convienne aux Français de se retirer ; car s'ils se retournaient, tu disparaîtrais devant eux, toi et tes soldats, comme la poussière devant l'aquilon.

En ce moment Mourad-Bey, ce fils du désert, prophétisait, car à quelques jours de là, le 25 juillet, Napoléon arriva, et, après trois heures d'un combat opiniâtre, les Turcs plièrent et prirent la fuite. Mustapha-



Si c'est de cette façon que les paroissiens de ce pays soignent la soupe..

paoha tendit d'une main sanglante son sabre au général Murat ; deux cents hommes se rendirent avec lui, deux mille restèrent sur le champ de bataille, dix mille se noyèrent. Vingt pièces de canon, les tentes, les bagages, tombèrent en nos mains ; le fort d'Aboukir fut repris et on rejeta les Mamelucks au fond du désert.

Kléber, qui ne put arriver sur le terrain avec sa division que deux heures après la défaite de l'armée turque, en abordant Napoléon sur le champ de bataille, s'était jeté précipitamment à bas de son che-

val, et, ivre d'enthousiasme, l'avait embrassé avec effusion, en s'écriant :

— Général, vous êtes grand comme le monde !

Trois semaines après (le 21 août), Napoléon remettait le commandement en chef de l'armée d'Orient à Kléber. Le 24 il s'embarquait sur *la Muiron* pour revenir en France, et le 9 octobre, il débarquait à Fréjus. Le 16 il arrivait à Paris, au milieu des acclamations des populations accourues sur son passage, car le peuple pressentait que le général Bonaparte allait devenir le sauveur de la patrie.





Eh bien ! Blondin, n'avais je pas raison

CHAPITRE IV.



Il est bien avéré aujourd'hui que, à son retour d'Orient, Napoléon n'avait encore aucun projet d'arrêté sur la conduite qu'il devait tenir en France pour se mettre à la tête du gouvernement. Il ne laissa pas cependant de prouver qu'il comptait sur l'influence de sa

mais aussi, il faut l'avouer, jamais moment n'avait été plus habilement choisi par lui.

Des cinq directeurs, Sieyès, Roger-Ducos, Gohier, Moulin et Barras, aucun personnellement n'avait la force nécessaire pour maintenir un ordre de choses verrouillé, et aucun n'avait la volonté de lui substituer un régime plus solide. Une union sincère entre eux eût pu seule sauver le gouvernement directorial qui croulait de toutes parts ; mais cette union était impossible. Leurs esprits, ainsi que leurs convictions, les éloignaient les uns des autres. Sieyès, le plus habile de tous et aussi, de tous, le plus ambitieux, avait conservé de ses mœurs ecclésiastiques une habitude de tâtonnement et d'hésitation qui excluait, chez lui, tout esprit d'entreprise. Il voyait ce qu'il aurait fallu faire, mais il savait ne pouvoir agir seul, en même temps qu'il avait appris à ne pouvoir sérieusement faire

fortune militaire pour fonder sa fortune politique ;

fonds sur aucun de ses collègues. En cela il comprenait juste. Roger-Ducos, que son caractère modéré et sa probité politique amenaient à Sieyès, suivaient celui-ci plus par habitude que par communauté de vues. Moulins et Gohier, ce dernier président du Directoire, étaient patriotes, c'est-à-dire exaltés, et se tenaient à distance de leurs deux collègues, dont ils suspectaient les intentions. Quant à Barras, le voluptueux, le *pourri*, comme on l'appelait alors, son expérience le tenait bien à portée de tous; mais son égoïsme et sa paresse faisaient qu'il n'appartenait à personne. Tels étaient les éléments hétérogènes dont se composait le pouvoir exécutif.

Quant au pouvoir législatif, son impuissance était notoire : il devait naturellement devenir un instrument docile dans une main assez ferme pour le diriger. Le Conseil des Anciens, jalousait celui des Cinq-Cents, qui le lui rendait bien. Un grand nombre d'hommes remarquables siégeaient néanmoins dans l'une et dans l'autre de ces assemblées, mais aucun d'eux n'exerçait d'ascendant au profit des saines idées. La confusion régnait comme avait régné la terreur; cette confusion pouvait tourner à l'anarchie : Napoléon ne le permit pas. En cela, le salut de la France et l'intérêt du général étaient d'accord.

La nouvelle de l'arrivée du général Bonaparte se répandit en France comme une commotion électrique. Aix, Avignon, Valence, Lyon, lui offrirent des fêtes à son passage. L'enthousiasme avait gagné de proche en proche, et, jusque dans les moindres villages, c'était une explosion de joie dont on ne peut donner une idée. Aussi, à Paris, l'effet en fut-il immense. Les Cinq-Cents, par un mouvement spontané, déférèrent la présidence de leur assemblée à Lucien Bonaparte, hommage éclatant rendu au vainqueur d'Égypte, en la personne de son frère. Enfin un fait presque incroyable, un député, Baudet (des Ardennes), ne put suffire à l'émotion que lui causa un retour si inattendu et si heureux pour les vrais amis de la liberté : il mourut de joie, dit-on, en apprenant cet heureux événement.

Dès le lendemain de son arrivée, Napoléon fit une visite à Gohier, qui le retint à dîner et le prévint que le jour suivant il le présenterait officiellement au Directoire. Le soir même, Napoléon écrivit à M. de N...* de venir le trouver le lendemain à son lever, c'est-à-dire à sept heures du matin; celui-ci fut exact au rendez-vous.

Après les premiers compliments, Napoléon et M. de N.... causèrent des grands intérêts qui le ramenaient, lui général en chef de l'armée d'Orient, en France. Il lui dit à ce sujet beaucoup de choses que celui-ci était loin d'avoir prévues, puis il rompit tout à coup le fil de la conversation pour lui parler du dîner qu'il avait fait la veille.

* C'est à ce même M. de N..., qui fut pair de France dans les Cent-jours, et qui nous a prié de ne pas le désigner autrement que par cette initiale, dans cette relation, ainsi qu'un général Frégerville, alors membre de la commission des *Inspecteurs des anciens* (c'est-à-dire remplissant les fonctions de questeur) que nous sommes redevable, en partie, des curieux détails qu'on va lire.

— Mon cher, reprit Napoléon, j'ai affecté de ne pas regarder Sieyès, qui était placé en face de moi, et je me suis aperçu de la rage que ce mépris paraissait lui causer.

— Mais, général, répondit M. de N..., êtes-vous sûr qu'il soit contre vous?

— Je n'en sais rien encore, mais c'est un homme à système, et je n'aime pas ces gens-là. Quant aux autres, je les ai jugés. Au surplus, je vais voir cela aujourd'hui; j'ai rendez-vous avec eux à deux heures; venez me voir tous les jours.

Au point où en étaient les affaires, M. de N... ne doutait pas que Napoléon n'eût entrevu la face naturelle des choses, et qu'il ne leur eût déjà assigné l'admirable issue qu'elles devaient avoir. A l'heure convenue, il se rendit donc au Directoire, vêtu d'une simple redingote bleue et portant un magnifique sabre de Mameluck, suspendu à la manière orientale par un cordon de soie cramoisi.

En le voyant descendre de voiture dans la cour du Luxembourg, la garde le reconnut et poussa le cri de *vive Bonaparte!* Conduit par deux huissiers devant cette magistrature assemblée, Napoléon lui dit qu'après avoir consolidé l'établissement de son armée en Égypte et confié son sort à un général capable d'en assurer la prospérité, il était parti pour voler au secours de la République, qu'il croyait *perdue*; mais que, puisqu'il la trouvait *sauvée* par les exploits de ses frères d'armes, il s'en réjouissait. « Jamais, avait-il ajouté en posant la main sur la poignée de son sabre, jamais je ne le tirerai que pour la défense de la République! »

Le président Gohier le complimenta sur ses triomphes et sur son retour en lui donnant l'accolade fraternelle. L'accueil fut en apparence très-flatteur; mais au fond les craintes étaient devenues trop réelles et trop justifiées par la situation pour que ce retour inattendu fit plaisir aux cinq magistrats républicains qui gouvernaient alors la France.

Tous les généraux, tous les officiers présents à Paris, Lannes, Murat, Berthier, que Napoléon avait amenés avec lui; ceux qui avaient du service ou qui en attendaient, Jourdan, Macdonald, Leclerc, Beurnonville, Lefebvre, qui commandait la dix-septième division militaire, c'est-à-dire Paris; Bruix, ancien ministre de la marine, Dubois-Grancé, ministre de la guerre, Cambacérès, ministre de la justice, Fouché, ministre de la police, Talleyrand, qui songeait à se faire pardonner sa résistance lors de l'expédition d'Égypte, et mille autres, toutes les capacités, tous les intérêts, patriotes ou modérés, gens en place ou destitués, enfin tous les membres du gouvernement vinrent instinctivement se faire inscrire chez lui : le plus grand nombre pour s'associer à ses projets, quelques-uns aussi pour les surveiller. Il fallait encore compter Chénier, Cabanis, Rœderer, etc., qui étaient l'élite du parti philosophique réuni à l'élite de l'armée, pour accomplir le vœu national.

A l'exception de Bernadotte, tous les généraux de l'armée d'Italie se rallièrent à leur ancien général en chef.

Eugène Beauharnais, Duroc, Bessières, Marmont, Lavalette, Caffarelli (frère de celui mort en Syrie),

Merlin (fils du directeur), Bourrienne, Regnauld-de-Saint-Jean-d'Angely, Arnaud et Daunou, de l'Institut, et le munitionnaire Collot, firent preuve du plus grand dévouement.

Il n'y avait pas jusqu'aux vingt-deux guides qu'il avait amenés avec lui de Fréjus à Paris, qui ne se montrassent empressés.

Chacun servait le général Bonaparte à sa manière; enfin Augereau, qui intérieurement détestait son ancien frère d'armes, se rallia à lui, quoique après quelque hésitation. Peut-être aussi fut-ce parce qu'on l'avait légitimé qu'il vint offrir ses services à Napoléon.

— J'ai déjà appris bien des choses, dit ce dernier à M. de N..., en le revoyant. C'est un singulier homme que ce Bernadotte. Il a prétendu qu'il ne pouvait entrer dans le projet dont on lui parlait; il a seulement promis de se taire, à condition qu'on y renoncerait. Bernadotte n'est pas un homme à moyens, ajouta-t-il, c'est un homme à obstacles.

Et après un silence pendant lequel il passa plusieurs fois la main sur son front, il reprit :

Je crois bien que j'aurai Bernadotte et Moreau contre moi; mais je ne crains pas Moreau, il est mou, sans énergie; je suis sûr qu'il préfère le pouvoir militaire au pouvoir politique. Je le gagnerai avec la promesse du commandement d'une armée; mais Bernadotte ne m'aime pas..... Il se croira en droit de tout oser; ce diable d'homme a de l'esprit!... Au reste, je ne fais que d'arriver, nous verrons.

Il est de fait que Bernadotte n'était pas venu, comme les autres généraux, faire de visite à Napoléon. Cette absence avait été d'autant plus remarquée, qu'il avait servi sous ses ordres en Italie; ce ne fut que huit jours après, et sur les instances répétées de sa femme, belle-sœur de Joseph Bonaparte, qu'il se décida enfin à venir voir son ancien général en chef.

Napoléon en parla à M. de N... en lui disant :

— Concevez-vous Bernadotte? Ne m'a-t-il pas vanté, avec une exagération ridicule, la situation brillante et victorieuse de la France! Il m'a parlé des Russes battus, de Gênes occupée, des levées qui ne sont pas faites partout, de l'état des arts et du commerce, de l'esprit public, que sais-je?

— Vous a-t-il parlé de l'Égypte, lui demanda alors M. de N.....

— Ah! vous m'y faites penser. Ne m'a-t-il pas reproché de n'avoir pas ramené l'armée avec moi! Mais, lui ai-je répondu, vous venez de me dire que vous regorgiez de troupes, que toutes les frontières étaient assurées, que des levées immenses s'étaient faites, que vous aviez 150,000 soldats et plus de 30,000 hommes de cavalerie. A quoi vous auraient été bons quelques milliers d'hommes de plus, qui peuvent servir à conserver l'Égypte? lui ai-je demandé.

— Eh bien! qu'a-t-il répondu?

— Rien.

— Il ne vous a pas tout dit, objecta M. de N... : je sais de bonne part qu'il avait émis le conseil de vous faire traduire devant un conseil de guerre, tant pour avoir quitté votre armée sans ordre, que pour avoir enfreint les lois sanitaires.

— Ah! ah! fit Napoléon avec deux inflexions de

voix; c'est bon à savoir; mais patience, la poire sera bientôt mûre. Revenez donc ce soir; ma femme se plaignait hier, à moi, de ne vous avoir pas encore vu depuis mon retour.

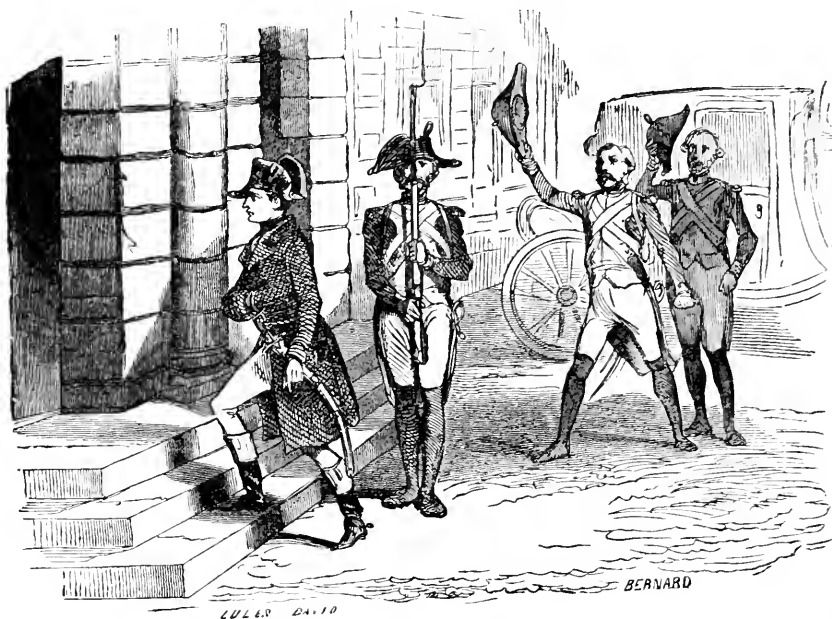
M. de N... le promit. Cependant ce ne fut que le lendemain, dans l'après-dîner, qu'il alla chez madame Bonaparte, qui lui reprocha gracieusement de l'avoir délaissée en l'absence de son mari. Celui-ci s'excusa de son mieux en rejetant cette privation sur ses nombreuses occupations.

— Je vous pardonne, lui dit Joséphine de ce ton qui aurait fait désirer d'être toujours en faute vis-à-vis d'elle; puis elle se leva pour aller au devant d'une dame que l'on annonça. Pendant ce temps, M. de N... s'approcha d'Eugène, qui montrait à sa sœur Hortense les gravures d'un livre magnifiquement relié; mais à peine s'était-il mêlé à leur conversation, qu'il entendit tout à coup annoncer Bernadotte.

Sa présence imprévue, après la conversation qu'il avait eue avec Napoléon, était de nature à causer à ce dernier quelque surprise; cependant il ne laissa paraître aucun étonnement et reçut très-bien ce général; mais un quart d'heure après, tous deux discutaient si chaudement dans une embrasure de fenêtre, que voyant le moment où cette discussion allait dégénérer en dispute, M. de N... engagea tout bas madame Bonaparte à intervenir, ce qu'elle fit en se levant pour aller adresser la parole à Bernadotte lui-même, qui, s'apercevant bien de son intention, changea entièrement de conversation avec son mari; puis, peu d'instants après, profitant du mouvement causé par le nombre des visiteurs, qui augmentaient au point de remplir entièrement le salon, il se retira sans bruit.

Un moment, dit-on, Napoléon songea à laisser les choses dans leur état apparent, en se réservant toutefois le moyen efficace de les modifier; ce moyen consistait à se faire nommer directeur. Déjà, deux ans auparavant, il avait eu cette idée; mais on lui fit alors la même objection que précédemment, la raison d'âge : il était trop jeune pour être directeur. Il fallait avoir quarante ans : il n'en avait que trente. Faute impardonnable de la part de gens qui redoutaient l'homme supérieur. C'était lui mettre en tête des projets plus vastes, et il n'y fit faute.

Par l'intermédiaire de M. de Talleyrand, un rapprochement s'était opéré avec Sieyès et Napoléon, entre lesquels avait existé un vif ressentiment depuis le dîner chez Gohier. Une fois réunis, ces deux hommes furent bientôt en mesure de commander aux événements : ils étaient nécessaires l'un à l'autre. On convint d'agir avec ou sans la participation des directeurs, et, en matière sommaire, on reconnut la nécessité de s'emparer du pouvoir, mais plutôt en résolvant qu'en brisant les résistances. D'ailleurs, elles ne paraissaient pas formidables. Aux Anciens, la majorité était entre les mains de Sieyès; aux Cinq-Cents, elle n'était nulle part. La garnison de Paris, formée en partie des 8^e et 9^e dragons, qui avaient, en Italie, servi sous Napoléon; du 21^e de chasseurs à cheval, où avaient commandé Murat et Jubé, alors commandant de la garde Directoriale; enfin l'action de la police, remise aux mains de Fouché, tout cela attendait



A l'heure convenue, Napoleon se rendit au Directoire.

le mot d'ordre que donnerait celui vers lequel se tournaient toutes les espérances.

Le 15 brumaire (6 novembre 1799) fut fixé par Napoléon pour une entrevue avec Sieyès, où serait définitivement arrêté le plan à suivre dans l'exécution de leurs projets. Ce même jour, un banquet était offert au général Bonaparte par les Conseils, banquet donné toutefois par souscription. Il eut lieu dans l'église Saint-Sulpice, alors fermée comme toutes les autres. Le nombre des souscripteurs était de six à sept cents. Cette réunion eut le caractère particulier à ces sortes de démonstrations : chacun vint avec un visage officiel et observa plus qu'il ne se livra. A peine Napoléon prit-il le temps de faire le tour des tables, où il ne s'assit même pas, et d'adresser quelques mots insignifiants aux députés, au moins aussi préoccupés que lui.

Ce fut au sortir de ce banquet qu'il courut chez Sieyès. Il le trouva calme et sérieux. Napoléon s'assit sans mot dire. Sieyès achevait de prendre des notes. Il y eut une minute de silence; enfin Napoléon, se levant tout à coup :

— Eh bien ? demanda-t-il à ce directeur.

— Nous sommes les maîtres ! répondit celui-ci avec une sorte de chaleur d'expression qui faisait encore mieux ressortir l'impassibilité de sa figure; Roger-Ducos est avec nous.

— Je le sais; nous ne l'oublierons pas.

Sieyès continua :

— Gohier ne se doute de rien.

— Je le sais encore. D'après mes avis, Joséphine s'est étroitement liée avec madame Gohier. Elles sont

nos complices le plus innocemment du monde; ma femme ne répète à madame Gohier que ce qu'il faut que sache son mari.

— Et que sait mon collègue ?

— Rien du tout.

— Moulins a des soupçons, reprit Sieyès, celui-là est tout d'une pièce, c'est l'ami de Santerre.

— Et c'est bien ce qui nous sert à merveille. Les mouvements de faubourg sont passés, croyez-moi, et le brasseur chercherait vainement, mais non pas impunément, à y fomentier quelque désordre. Santerre est prévenu qu'à la première tentative de ce genre, je le fais fusiller; Moulins le sait aussi, et cela a suffi pour le faire réfléchir avant de permettre à son ami de le compromettre et de se perdre. Quant à Barras, nous n'avons pas à nous en occuper, ajouta Napoléon, nous le renverrons à sa terre de Grosbois.

— Soit, dit Sieyès. Maintenant voici mon avis : la Constitution est à refaire, nous la referons; pour cela il nous faut trois mois, on nous les donnera. De plus, une commission consulaire sera substituée au Directoire; un décret nommera consuls Roger-Ducos, moi et vous.

— Qui rendra le décret ? demanda Napoléon.

— Les Conseils. Ce n'est pas là la difficulté; mais reste à savoir qui le fera exécuter ?

— Je m'en charge, dit Napoléon avec vivacité.

— Fort bien. En ce cas, il ne me reste plus qu'à faire voter aux Anciens la proposition suivante.

Sieyès prit sur la table un papier sur lequel il lut :

« Le Conseil des Anciens, en vertu des articles 102,



Tous deux discutaient, chaudement dans l'embrasure d'une croisée.

« 103 et 104 de la Constitution, décrète ce qui suit :
 « Art. I^{er}. Le Corps Législatif est transféré dans la commune de Saint-Cloud ; les deux Conseils y siégeront dans les deux ailes du palais.

« Art. II. Ils y seront rendus le 19 brumaire, avant midi. Toute continuation de fonctions de délibération est interdite ailleurs et avant ce terme.

« Art. III. Le général Bonaparte est chargé de l'exécution du présent ordre. Il prendra toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la représentation nationale.

« Le général commandant la 47^e division militaire, la garde du Corps Législatif, les troupes de ligne qui se trouvent dans la commune de Paris, sont mises immédiatement sous ses ordres et tenus de le reconnaître en cette qualité. Tous les citoyens lui prêtent main-forte à sa première réquisition. »

Là était toute la révolution. La démission des directeurs obtenue, on créait un Consulat provisoire. Avant de se séparer, Napoléon et Sieyès se partagèrent les rôles : Sieyès se chargea de faire rendre le décret de translation dont il venait de lire le projet à Napoléon ; celui-ci s'engagea à avoir la force armée pour lui et à la conduire aux Tuileries.

— Surtout de la promptitude ; songez qu'il ne nous reste que trois jours, dit Napoléon en prenant congé de Sieyès, et en lui serrant énergiquement la main ; s'il le faut même, au moment décisif, joignez-vous à nous, montez à cheval !

— Mais je ne le sais pas ! dit l'ex-abbé avec un innocent sourire.

— Vous l'apprendrez ! répondit Napoléon ; et il sortit sans vouloir en entendre davantage.

Ce fut le député Cornet que Sieyès chargea de proposer aux Anciens le décret de translation. Il fallait emporter d'assaut cette proposition, d'où dépendait le succès de l'entreprise. Cornet le fit avec autant d'habileté que d'énergie. Tout fut préparé dans la nuit du 17 au 18. Les deux Conseils furent convoqués par leurs commissions respectives pour le lendemain 18, celui des Anciens à 7 heures du matin, celui des Cinq-Cents à 11, et encore, dans ce dernier, avait-on omis d'envoyer des lettres de convocation aux membres trop ouvertement hostiles.

« Les symptômes les plus alarmants, dit Cornet, auquel à l'ouverture de la séance la parole fut accordée, se manifestent depuis plusieurs jours, les rapports les plus sinistres nous sont faits : si des mesures efficaces ne sont pas prises, si le Conseil des Anciens ne met pas la patrie et la liberté à l'abri des plus grands dangers qui les aient encore menacées, l'embrasement devient général, nous ne pourrons plus en arrêter les dévorants effets ; il enveloppe amis et ennemis ; la patrie est consumée, et ceux qui échapperont à l'incendie verseront des pleurs amères, mais inutiles, sur les cendres qu'il aura laissées sur son passage. En conséquence, votre Commission vous propose d'adopter la résolution suivante. »

Et il lut le projet de translation rédigé par Sieyès qui fut instantanément adopté. Napoléon, qui attendait avec anxiété le résultat de la séance dans une

salle voisine, fut introduit aussitôt après le vote pour prêter serment.

Ce décret était rendu, que les Cinq-Cents n'étaient pas encore en séance; et, comme une fois le décret promulgué il n'était point permis, aux termes de la Constitution, d'entrer en délibération, cette promulgation faite, on ferma, même avant dix heures, la salle des *Cinq-Cents*, qui n'étaient convoqués que pour onze.

Cependant le Directoire n'était officiellement informé de rien. Gohier, Barras et Moulins n'apprirent donc ce qui se passait que par la rumeur publique. Moulins était furieux; pressentant le mouvement qui allait se faire, il fit mander le général Lefebvre, et l'apostrophant grossièrement :

— Que faites-vous donc? lui dit-il en se servant d'un mot beaucoup plus énergique; et qui vous a permis de résigner le commandement que vous a confié le Directoire? Général! vous nous rendrez compte de votre conduite.

— Messieurs, répondit Lefebvre, je n'ai de compte à rendre qu'à Bonaparte, qui est devenu mon général.

Et il se retira. Quant à Barras, il était au bain.

— Il faut faire cerner la maison de Bonaparte! s'écria Moulins quand Lefebvre fut parti.

On fit appeler Jubé, commandant de la garde directoriale; mais on ne put le trouver, quoique cette troupe fût déjà rassemblée aux Tuileries, sous les ordres de Napoléon. La Commission des inspecteurs s'y était établie sous sa protection. Le siège du gouvernement était donc là, et non plus au Luxembourg, dans le jardin duquel Sieyès, le promoteur de l'événement, se promenait tranquillement comme s'il ne se fût agi de rien.

Il était midi. Depuis cinq heures du matin, un grand nombre de troupes étaient échelonnées tant dans le jardin des Tuileries que sur la place de la Révolution, pour y être passées en revue par le général Bonaparte.

Dès que ce dernier avait fait part de ses projets à Sébastiani, colonel du 9^e de dragons, avant de sonder les autres colonels de la garnison, non-seulement Sébastiani s'était prêté aux vues de Napoléon, mais encore il lui avait amené une foule d'officiers que le Directoire avait laissés sans emploi, sans solde et dans le dénuement le plus complet. Au signal donné, Sébastiani brûla le premier ses vaisseaux, en distribuant à ses dragons, au nombre de huit cents, et qui tous avaient servi en Italie avec Napoléon, dix mille cartouches à balles, qui étaient déposées chez lui et qui ne pouvaient être livrées que sur un ordre du commandant de Paris. Il avait fait monter son régiment à cheval et l'avait conduit dans la rue de la Victoire, pour servir d'escorte au général, qui partait pour Saint-Cloud. En passant dans les rangs, Napoléon eut devoir haranguer ces cavaliers.

— Nous n'avons pas besoin d'explications! interrompirent les dragons; nous savons que vous ne voulez que le bien de la République!

Comme tous mettaient pied à terre, M. de N..., qui se trouvait dans la cour de la petite Maison de Na-

poléon, rencontra le général Debel, avec lequel il était lié des l'enfance, et qui était en habit bourgeois; mais au premier bruit du mouvement il était accouru comme les autres.

— Comment! lui dit M. de N..., tu n'es pas en uniforme?...

— Je ne savais qu'imparfaitement ce qui se passe, répondit le général; attends-moi, cela ne sera pas long.

Et cherchant des yeux, dans les groupes qui le entouraient, un soldat qui soit de sa taille, il reconnaît un canonnier.

— Prête-moi ton habit, mon brave! lui dit Debel en ôtant le sien, et garde le mien; tu viendras l'échanger demain chez moi.

Le canonnier lui donna son habit, et ce fut dans ce costume que Debel suivit la revue.

Arrivé dans les Tuileries, accompagné de son nombreux état-major, Napoléon rencontra sur son chemin Bernadotte, qui s'y était rendu en amateur, pour mieux juger des événements dont il était loin cependant de prévoir l'issue.

— Prenez garde, lui dit ce dernier à demi-voix dès qu'il fut arrivé à sa hauteur, vous allez vous faire guillotiner.

— C'est ce que nous verrons, répondit froidement Napoléon en poursuivant sa route.

On remarqua qu'à cette revue il avait une paire de petits pistolets de poche, passés dans le ceinturon de son sabre, et dont on ne voyait que le bout du pommeau.

Pendant ce temps, Sieyès et Roger-Ducos envoyaient leur démission aux Conseils. A deux heures, Barras envoya la sienne, et, réalisant la prophétie de Napoléon, se mit en route pour sa terre. Restaient Gohier et Moulins, dont nous avons vu l'exaspération. Isolés, ils ne pouvaient rien. Ils protestèrent cependant jusqu'au dernier moment. Venu aux Tuileries, Moulins s'emporta de nouveau en reprochant à Napoléon son abus de pouvoir, à quoi celui-ci, entouré de son état-major, répondit d'une voix éclatante :

— La République est en péril, il faut la sauver.... *Je le veux!* Sieyès et Ducos ont donné leur démission, Barras a donné la sienne; je vous engage, citoyen directeur, à ne pas résister.

Le matin il avait dit à Boto, secrétaire de Barras: qui n'était venu que pour espionner sa conduite :

— Qu'avez-vous fait de cette France que j'avais laissée si brillante? J'avais laissé la paix : j'ai retrouvé la guerre. J'avais laissé des victoires : j'ai retrouvé des revers. J'avais laissé des millions de l'Italie, et j'ai trouvé des lois spoliatrices et la misère!.... Que sont devenus cent mille Français que je connaissais tous pour mes compagnons de gloire?.... Ils sont morts!....

A de telles paroles, prononcées par un tel homme, il n'y avait rien à répondre. Moulins était retourné au Luxembourg, où il avait été consigné ainsi que Gohier. Moreau avait été chargé d'exécuter cet ordre; et, dans cette circonstance, on ne put comprendre la conduite de ce général. M. de N... pensa toujours que c'était sa grande médiocrité comme homme politique

qui l'avait mis ainsi sous la dépendance de Napoléon; médiocrité que ses actes justifiaient suffisamment par la suite.

Et ce qui n'a fait que fortifier M. de N... dans cette opinion, c'est que longtemps après le 18 brumaire, se trouvant un soir à Saint-Cloud, dans le salon de Joséphine, où le premier Consul vint un instant, elle donna à son mari un petit billet à lire, et que celui-ci, après en avoir pris connaissance, dit à sa femme en haussant les épaules à sa manière :

— Toujours le même ! à la merci de qui veut bien le mener.... A présent, c'est une vieille femme méchante : il est heureux que sa pipe ne parle pas, car elle le mènerait aussi.

Joséphine voulut répondre.

— Tais-toi, tu n'entends rien à cela, répliqua-t-il. Et lui ayant donné un baiser sur le front, il ajouta aussitôt :

— Encore s'il se laissait mener par une jolie petite femme comme toi !.... Mais c'est par son caporal de belle-mère; je ne veux pas de ces gens-là chez moi.

Et Napoléon sortit du salon.

M. de N.... ignore toujours de qui pouvait être ce billet.

On pense bien qu'il ne le demanda pas à Joséphine, qui peut-être le lui eût dit, car elle n'avait de secrets pour personne; mais ces paroles si âcres du premier consul le frappèrent.

Cette journée du 18 brumaire se passa avec assez de calme; toutefois, dans la nuit du 18 au 19, le danger que courut Napoléon fut imminent; car si le Directoire n'avait pas été gardé aussi étroitement par les troupes de Moreau, qui avait accepté la charge de geôlier en chef des directeurs captifs; si, au lieu de leur mettre pour ainsi dire les menottes et de les serrer plus fort qu'on ne le lui avait recommandé; si, au lieu de jouer un vilain rôle enfin, il eût agi comme il le devait, le Directoire et les Conseils eussent été vainqueurs et non vaincus. Cela eût été malheureux sans doute, mais enfin sa cause était celle de la Constitution; et s'il en eût été ainsi, Napoléon, ses frères et leurs amis eussent monté sur l'échafaud !

Le lendemain 19 brumaire (10 novembre), tout était en mouvement à Saint-Cloud pour les préparatifs de la plus incroyable journée de notre histoire moderne; préparatifs matériels dont la lenteur faillit remettre tout en question. Trois salles devaient être disposées: l'une pour les *Anciens*, l'autre pour les *Cinq-Cents*, la troisième pour la *Commission des Inspecteurs* et Napoléon. L'ordre avait été donné de les tenir prêts pour midi; à deux heures seulement on put les occuper.

Pendant ce temps les députés, répandus par groupes dans le jardin, avaient le temps de s'entretenir, de s'interroger, de se concerter. On discutait l'opportunité de cette translation extraordinaire, et la légalité de la nomination du général Bonaparte au commandement de toute la force armée.

— Que ne le faisait-on de suite directeur? disait Bertrand du Calvados.

— Croyez-vous qu'il se fût contenté de si peu? répliquait Grandmaison.

— Eh bien ! ajoutait Destrem, appelons-le à notre barre et qu'il vienne s'y expliquer.

Il est capable d'y venir sans y être appelé, reprenait Bertrand, non pas pour s'expliquer, mais bien dans le but de nous demander des explications, a nous.

Les bruits les plus étranges circulaient de toutes parts.

Le Corps législatif, disait-on, est cerné par des troupes gagnées.

Aussi, quelques membres avaient-ils songé à se protéger eux-mêmes en portant des armes sur eux.

— Oui ! dit Aréna en s'approchant d'un petit groupe et en montrant un poignard caché sous sa toge, voilà de quoi protéger la Constitution, dont un ambitieux veut la ruine.

Ces propos et mille autres influèrent sensiblement sur les dispositions de certains députés, qui ordinairement attendaient au dernier moment pour se décider, et le projet de révolution dut paraître un instant compromis.

Pendant ce temps, Napoléon était resté à cheval. A chaque instant, il était informé de tous ces propos; mais tant qu'ils ne défrayaient que les conversations particulières, il semblait ne s'en inquiéter que médiocrement.

— Eh bien ! lui dit Sieyès en l'abordant, les voilà qui se remuent ?

— Qui bavardent ! voulez-vous dire, interrompit Napoléon; mais rassurez-vous : j'ai donné l'ordre de sabrer le premier individu qui se présenterait pour haranguer les troupes, représentant, militaire ou bourgeois, n'importe.

— Moi, à tout événement, j'ai fait préparer une chaise de poste, reprit Sieyès; elle nous attend à la grille de Saint-Cloud.

— Vous pouvez faire dételer, monsieur l'abbé, répliqua ironiquement Napoléon.

La séance des deux conseils s'ouvrit à deux heures. Aux *Anciens*, on s'occupa d'une notification aux *Cinq-Cents*, pour leur apprendre qu'on était prêt à délibérer. Aux *Cinq-Cents*, ce fut Émile Gaudin qui ouvrit la discussion; mais à peine avait-il terminé son discours, qu'un tumulte épouvantable éclata.

— A bas les dictateurs ! cria-t-on. Point de dictateurs ! Vive la Constitution !

— La Constitution ou la mort ! s'écria Delbrel..... Les baïonnettes ne nous effraient pas, nous sommes libres ici !

Lucien présidait l'assemblée. Avec une dignité remarquable, il prit la parole, et désignant du geste les interrupteurs, il les rappela à l'ordre; le tumulte n'en continuait pas moins.

— Prêtons tous serment à la Constitution ! s'écria Grandmaison en se levant debout sur son banc.

— Oui.... ! oui.... ! lui répondit-on de toutes parts.

L'appel nominal est fait : chacun prête serment. Averti de la tournure que prennent les choses :

— Allons, c'est maintenant ! dit Napoléon.

Quelques instants après, on entendit dans les couloirs un bruit de sabres traînants, d'épérons et de talons de bottes militaires. Les portières de tapisserie



Mais je ne sais pas monter à cheval. — Vous l'apprendrez, lui dit Napoléon.

s'ouvrirent, et l'on vit entrer dans la salle du Conseil des Anciens, Napoléon vêtu de son sévère costume d'Égypte, son habit à larges basques et son damas suspendu à un cordon de soie. Sa tête, découverte, laissait pendre ses cheveux plats sur sa figure pâle, mais fortement caractérisée; tout son état-major le suivait en silence. Aussitôt, Napoléon s'avança à la barre, et dit d'une voix accentuée :

— Représentants! vous n'êtes pas dans des circonstances ordinaires; vous êtes sur un volcan!...

Ici des murmures éclatèrent. Napoléon s'interrompit un moment, mais il reprit bientôt :

— Permettez-moi de vous parler avec la franchise d'un soldat, et suspendez votre jugement jusqu'à ce que vous m'aient entendu jusqu'à la fin. J'étais tranquille à Paris lorsque je reçus le décret du Conseil des Anciens qui me parlait des dangers de la République. A l'instant j'appelai mes frères d'armes, et nous vinmes vous offrir nos bras.

— Vous conspiriez! dit une voix forte dans l'assemblée.

— On parle d'un nouveau César, d'un nouveau Cromwell, continua Napoléon. Si j'avais voulu opprimer la liberté de mon pays, si j'avais voulu usurper l'autorité suprême, plus d'une fois, dans des circonstances favorables, n'ai-je pas été à même de la prendre? Après nos triomphes d'Italie, n'y ai-je pas été appelé par le vœu de la nation, par le vœu de mes camarades, de toute l'armée?... C'est sur vous seuls, citoyens représentants, que repose le salut de la patrie, car il n'y a plus de Directoire, vous le savez!..

— Général! vous oubliez la Constitution! s'écria Linglet.

— La Constitution, reprit Napoléon, en s'animant de plus en plus à mesure qu'il parlait, vous l'avez violée maintes fois, et elle ne peut plus être pour vous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne..... Qui m'aime me suive!..

Et il sortit de la salle pour aller haranguer ses grenadiers; puis, plein d'assurance, il se dirigea vers le Conseil des Cinq-Cents, au milieu de cette assemblée où siégeaient les plus ardents amis de la République, les tribuns fougueux, les jacobins implacables. Napoléon voulait en finir; ses amis lui avaient dit que le temps pressait et qu'il fallait prendre la résolution soudaine d'un coup d'État. Mais au Conseil des Cinq-Cents son étoile pâlit un instant.

Il y était entré suivi de quelques grenadiers qu'il avait laissés, derrière lui, à l'extrémité de la salle; lui-même n'est pas encore parvenu au milieu, qu'une explosion de cris furieux ébranle jusqu'aux vitres des fenêtres. Ce n'est plus une séance législative: c'est l'émeute entre quatre murs.

— Quoi! s'écrièrent une foule de voix, des soldats ici! des armes! Que veut-on?

— A bas le dictateur!.... A bas le tyran!..... Hors la loi, Bonaparte!

Tels sont les cris qui se font entendre de toutes parts.

Cependant Napoléon s'avance le long de l'estrade où siège son frère Lucien; il est aussitôt entouré, menacé.



J. DAVID.

FEGARD

Nous n'avons pas besoin d'explications, nous savons que vous ne voulez que le bien de la République.

Plus exaspéré que ses collègues, un député va jusqu'à lui allonger un coup de poignard, qu'un grenadier de la garde du Corps Législatif, nommé Thomé, para avec le coude.

— A moi, grenadiers ! s'écrie alors Napoléon.

Le peloton arrive à son secours, et arrache son général des mains de ces forcenés ; mais à peine est-il sorti que les cris : *A bas le tyran ! Hors la loi !.....* se renouvellent comme une tempête. Lucien veut prendre la parole pour justifier son frère, il n'est pas écouté. Il quitte le fauteuil, Chazal l'occupe ; l'agitation continue.

De nouveau, Lucien essaie inutilement de se faire entendre :

— Il n'y a plus de liberté ici ! dit-il en déposant sur la tribune sa toque et sa toge ; je déclare n'être plus membre de cette assemblée.

— Levez la séance ! crie-t-on à Chazal.....

Napoléon était sorti de la salle pour rejoindre les troupes rangées en bataille dans la cour du château, où plusieurs députés s'étaient déjà répandus pour tâcher de les détacher de la cause qu'ils soutenaient. Le moment était des plus critiques lorsqu'il arriva au milieu d'elles ; quelques minutes encore, et tout était perdu : aussi, s'adressant à un officier d'infanterie, le capitaine Ponsard, posté à l'entrée de la grille du vestibule :

— Capitaine, lui dit-il, prenez votre compagnie, et allez sur-le-champ disperser cette réunion de factieux. Ce ne sont plus des représentants de la nation, mais des misérables qui ont causé tous nos malheurs

et qui vont peut-être assassiner mon frère ; sauvez-le !

Ponsard se met en mouvement ; mais il revient sur ses pas avec sa troupe. Napoléon croit qu'il hésite : il n'en est rien ; seulement, cet officier veut savoir ce qu'il doit faire en cas de résistance.

— Employez la force, lui répond Napoléon. N'avez-vous pas vos baïonnettes ?

— Cela suffit, mon général, dit le capitaine.

Puis il fait battre la charge à son tambour, monte le grand escalier du château au pas de course, entre dans la salle la baïonnette en avant, la traverse avec quelques grenadiers, arrive à la tribune et enlève Lucien, qu'il emporte dans ses bras en s'écriant :

— Citoyens ! c'est par ordre de notre général.

La terreur s'est répandue au sein de l'assemblée. Dans les cours, dans les corridors, les troupes courent aux armes.

Au dehors les tambours battent ; le pas de charge se fait entendre de nouveau dans les escaliers. Dans la salle, quelques spectateurs s'élancent aux fenêtres : d'autres crient *Vive la République ! Vive la Constitution de l'an III !* Un corps de grenadiers paraît à la porte ; devant eux marche un chef de brigade de cavalerie..... C'est Murat ; il élève la voix :

— Citoyens représentants, dit-il, je vous engage à vous retirer, ou je ne réponds plus de la sûreté du Conseil :

— Grenadiers, en avant ! s'écrie alors un autre officier.

Un roulement de tambours domine les clameurs

confuses qui répondent à ce commandement. Les grenadiers exécutent l'ordre..... Dix minutes après la salle est évacuée, et Napoléon reste maître du champ de bataille.

La nouvelle de ce *coup de main*, selon l'expression de M. de Talleyrand, avait été portée aux Anciens. Auprès d'eux se rallièrent une soixantaine de membres des Cinq-Cents, partisans de Napoléon; et, dans une délibération prise pendant la nuit du 19 au 20, sur la proposition de Villetard, ces deux corps rendirent un décret qui prononçait l'abolition du Directoire, et la remise du pouvoir exécutif aux mains des trois consuls provisoires.

Napoléon, Sieyès et Roger-Ducos furent nommés consuls de la République.

Tous trois se rendirent à quatre heures du matin dans la salle de l'Orangerie de Saint-Cloud, où un petit nombre de membres des deux Conseils s'étaient réunis et prêtèrent serment entre les mains du président.

C'est ainsi que fut consacrée la révolution que Napoléon venait d'accomplir.

Le 20 brumaire (c'est-à-dire le 11 novembre), lorsque les trois consuls tinrent leur première séance au Luxembourg, où Napoléon s'était installé le jour même, et qu'il fut question de nommer à la présidence, Roger-Ducos, que Sieyès comptait dominer selon son habitude, trancha la question en disant à Napoléon dès son entrée :

— Général, il est inutile de nous disputer ici la présidence : elle vous appartient de droit.

Ce fut le premier désappointement de Sieyès. Le

Consulat provisoire dura quarante-trois jours, pendant lesquels la nouvelle constitution (celle de l'an VIII) fut publiée et soumise au vote populaire. Pendant ce temps, Napoléon avait proposé son mode de gouvernement, qui avait été adopté. C'était un premier consul, chef de l'État, avec deux consuls secondaires comme conseil consultatif.

Les trois consuls étaient élus pour dix ans.

La première place appartenait de droit au libérateur de l'Italie et au civilisateur de l'Égypte.

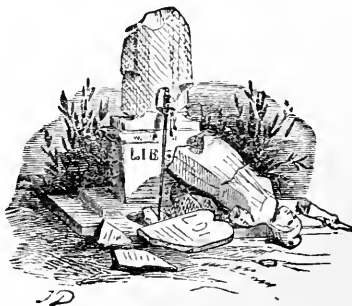
Napoléon fut nommé, et fit choix, sur le refus de Sieyès, qui ne voulut pas accepter la seconde place, de Cambacérès, homme modéré, d'une haute capacité dans les affaires, et enfin légiste renommé pour son érudition. Lebrun, écrivain remarquable, et de plus administrateur probe et éclairé, fut le troisième consul.

Quant à Sieyès, qui avait rêvé le titre de *grand-électeur* avec un traitement de six millions pour gouverner la République en chanoine, sans embarras et sans responsabilité, Napoléon l'avait tué d'un mot en lui disant :

— Quel est l'homme de cœur qui voudrait être ainsi à l'engrais de six millions?

Sieyès avait rougi sans répondre; mais le soir, dans son salon, il avait dit en présence des nouveaux ministres et des députés qui le remplissaient :

— Messieurs, sans le vouloir, nous avons étranglé la République; et sans le savoir, nous nous sommes donné un maître. Bonaparte veut tout faire, sait tout faire et peut tout faire.





TROISIÈME PARTIE.

CHAPITRE I.



1800), s'installer aux Tuileries avec une sorte de pompe.

LEUR retour de St-Cloud, après la journée du 18 brumaire, les consuls étaient allés dormir dans le lit des directeurs; mais bientôt le palais du Luxembourg fut trouvé trop modeste; et, comme si le premier consul s'y fût trouvé trop à l'étroit, le nouveau gouvernement vint, le 30 pluviôse (19 février

Dès ce moment, Napoléon y établit sa demeure.

Ce cortège, musique et escorte en tête, partit du Luxembourg en voitures. On comptait peu d'équipages de maîtres; les autres n'étaient que des fiacres dont on avait dissimulé les numéros à l'aide de bandes de papier collées dessus.

A peine le premier consul fut-il arrivé aux Tuileries, qu'il monta à cheval pour passer une revue, puis chaque ministre lui fit la présentation des divers fonctionnaires dépendant de son département.

Voilà donc Napoléon installé dans ce palais où respiraient encore les souvenirs de la vieille monarchie. On venait précisément de recevoir la nouvelle de la mort de Washington, qui était modestement décédé dans sa petite maison de campagne de la Virginie.

Napoléon déposa une couronne sur la tombe du héros américain.



Arena, s'approchant d'un petit groupe, leur montra un poignard caché sous sa toge.

Sa mort fut annoncée à la garde des consuls et aux troupes de la République par l'ordre du jour suivant :

« Washington est mort ! Ce grand homme a combattu la tyrannie et consolidé la liberté de sa patrie. « Sa mémoire sera toujours chère au peuple français, « comme à tous les hommes libres des Deux-Mondes, « et spécialement aux soldats français, qui, de même « que les soldats américains, se battent pour l'égalité « et la liberté. En conséquence, le premier Consul « ordonne que, pendant dix jours, des crêpes noirs « seront suspendus aux drapeaux et guidons des armées de la République ! »

Quelques jours après eut lieu la première présentation du corps diplomatique. Le conseiller d'État Benzech, chargé de l'administration intérieure du palais du premier Consul, introduisit les ministres étrangers dans le cabinet de Napoléon, où étaient réunis les ministres, les conseillers d'État et nombre de généraux.

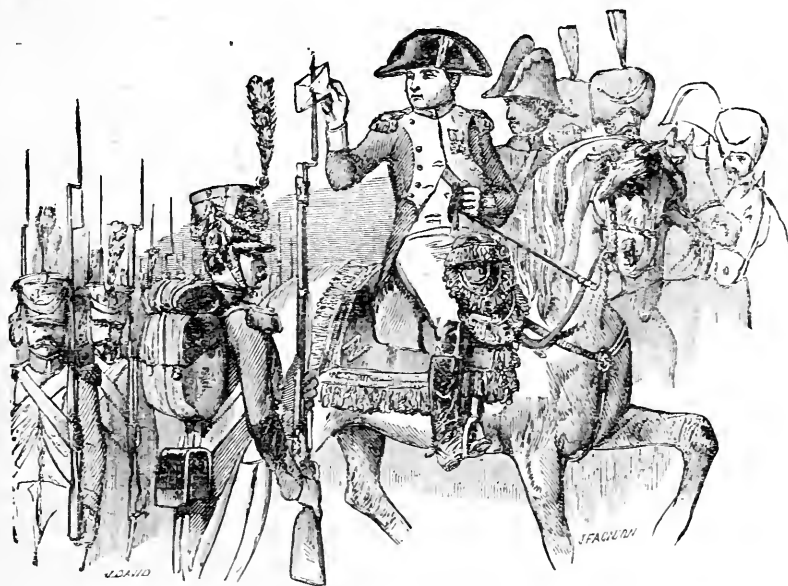
Le ministre des relations extérieures les présenta au premier Consul.

Le corps diplomatique se composait à cette époque des ambassadeurs d'Espagne et de Rome, des ministres de Prusse, de Danemarck, de Suède, de Bade et de Hesse-Cassel, et enfin des ambassadeurs des républiques Cisalpine, Batave, Helvétique et Ligurienne. On avait alors une si grande idée de la dignité des magistratures civiles, que les conseillers d'État furent scandalisés de voir un de leurs collègues, un ancien ministre de l'intérieur, la canne d'huissier

à la main, faire le maître des cérémonies et même le maître-d'hôtel du premier Consul ; car il n'y avait point encore de ces serviteurs titrés appelés chambellans : les aides-de-camp de Napoléon en remplissaient les fonctions ; mais cela sentait trop le général pour être de longue durée. Les ministres et le Conseil-d'État entourant seuls les consuls dans ces représentations extraordinaires, il était clair qu'il faudrait bientôt, aux Tuileries, une cour et une étiquette, comme il faut, dans un temple, un culte et des desservants.

L'ordre des réceptions fut ainsi réglé : les 2 et 17 de chaque mois, les ambassadeurs ; les 3 et 18, les sénateurs et les généraux ; les 4 et 19, les députés au Corps législatif et les tribuns ; et tous les décadi, à midi, grande parade dans la cour des Tuileries.

Ce fut un spectacle tout nouveau pour la plupart des assistants et des acteurs, que celui d'une cour qui commençait. Précédemment, chaque directeur avait eu sa société, où régnait le ton simple et bourgeois de la ville ; Barras seul avait eu un salon où il recevait tout le monde. Le premier Consul se montra très-sévère sur le choix de la société de madame Bonaparte, qui n'était composée, notamment depuis le 18 brumaire, que des femmes des fonctionnaires civils et militaires ; ce furent donc ces mêmes femmes qui formèrent le premier noyau de cette cour naissante. Pour elles, comme pour leurs maris, la transition fut un peu brusque. La grâce et la bienveillance de Joséphine apprivoisèrent celles qu'effarouchaient la nouvelle étiquette des Tuileries, et surtout le rang



Napoléon prenait la pétition fichée au bout de la baïonnette du fusil du solliciteur.

et la gloire du premier Consul. Le titre de *Madame* fut généralement rendu aux femmes dans les billets d'invitation : ce retour à l'ancien usage gagna bientôt le reste de la société.

Une fois établi aux Tuileries, il fallut que Napoléon eût à la campagne un palais digne de celui de la ville. On crut que la Malmaison, ce modeste asile du général Bonaparte, ne pouvait plus convenir au chef d'une grande République. Parmi les anciennes résidences royales qui environnaient Paris, Saint Cloud se trouvant la plus rapprochée, on fit présenter, par les habitants de la commune, une pétition au Tribunal, pour que ce château fût offert au premier Consul, qui l'accepta.

Le costume et les insignes des autorités furent également changés. Les formes grecques et romaines disparurent peu à peu pour être remplacées par les formes militaires. Le premier Consul ressemblait plus au général qu'au magistrat ; mais avec les bottes et le sabre on portait l'uniforme ou l'habit français : il était clair que tout tendait à se civiliser. En tête des actes du gouvernement, la vignette représentait la République sous la forme d'une femme assise et drapée à l'antique, tenant un gouvernail d'une main, et de l'autre une couronne avec cette inscription : *République française, Souveraineté du peuple, Liberté, Égalité, Bonaparte premier Consul*. On y substitua ces mots : *Gouvernement français. Ceux de souveraineté du peuple, de liberté, d'égalité, etc., furent effacés.*

Le premier acte de Napoléon, en venant s'installer aux Tuileries, avait été une revue ; dès ce moment,

la cour du palais devint, de même que sous l'Empire, le rendez-vous ordinaire des troupes de la garnison. Que le premier Consul fût à Saint-Cloud, à Paris, au quartier-général, il était rare qu'il ne passât pas la revue des troupes qu'il avait pour ainsi dire sous la main, au moins une fois par semaine ; en outre, tous les jours, après son déjeuner, il descendait pour faire défilé devant lui la parade du bataillon ou de l'escadron de service à sa résidence. À cette petite parade, appelée *garde montante* sous l'Empire, était ordinairement mandé un régiment nouvellement organisé ou qui arrivait du dépôt, ou qui revenait de l'armée, ou enfin qui devait être dirigé sur un point éloigné.

Après que Napoléon lui avait fait faire l'exercice et exécuter quelques évolutions commandées de préférence par un de ses aides-de-camp, le général Mouton, qui devint plus tard comte de Lobau, ou enfin par le beau et brave Dorsène, colonel d'un régiment de grenadiers à pied de la vieille garde, que la nature avait doué de ce même avantage de sonorité auquel Napoléon attachait un grand prix, il ordonnait le défilé. Alors tout militaire, quel que fût son grade, avait le droit de s'approcher de l'Empereur et de lui parler de ses intérêts particuliers. Napoléon écoutait, questionnait et prononçait au moment même. Si c'était un refus, il était motivé et de nature à ce que l'amertume en fut adoucie. Tout le monde était à même de voir, à ces petites parades, le simple soldat quitter son rang lorsque son régiment passait devant le grand état-major, se diriger vers l'Empereur d'un pas grave et mesuré, présenter les armes, et s'appro-

cher de lui jusqu'à pouvoir toucher sa botte. Napoléon prenait la pétition fichée au bout de la baïonnette du fusil du solliciteur, la lisait en entier, et accordait aussitôt la demande dont elle était l'objet, pourvu toutefois que cette demande fût en harmonie avec les règlements. Ce noble privilège donnait à chaque soldat le sentiment de sa force et de ses devoirs, en même temps qu'il servait de frein à ceux des supérieurs qui auraient été tentés d'abuser de leur autorité.

Un régiment étranger au service de l'Empire, les *éclaireurs de la Confédération du Rhin*, arrivé depuis peu à Paris, et qui devait repartir aussitôt pour se rendre à son cantonnement, avait été mandé à la parade du matin par l'Empereur, qui voulait en passer lui-même l'inspection. Après avoir manifesté au colonel sa satisfaction de la belle tenue de ses hommes, il se retourna vers ses officiers d'ordonnance, et s'adressant au plus jeune d'entre eux :

— Monsieur de Salm, lui dit Napoléon, ceux-ci doivent vous connaître.... Approchez-vous, et commandez leur la charge en douze temps avec quelques feux de deux rangs.

Le prince rongit comme une jeune fille, mais sans se déconcerter. Il s'inclina, sortit du groupe de l'état-major, tira son épée, et s'acquitta de la tâche que l'Empereur venait de lui imposer, de façon à mériter l'approbation de tous.

Peu de temps après, un fait du même genre se présenta dans un cas différent et avec des circonstances assez piquantes.

C'était à une des grandes revues de la garde que Napoléon avait coutume de passer le premier dimanche de chaque mois, après la messe. Cette fois il y avait appelé les élèves de l'École Militaire de Saint-Cyr, arrivés le matin tout exprès. Parmi ces jeunes gens, il distingua un sergent âgé, tout au plus, de dix-sept ou dix-huit ans, mais d'une tenue remarquable, et qui avait l'air singulièrement déterminé. L'Empereur, qui aimait à épier l'avenir de ses officiers, fait sortir des rangs le jeune homme, l'interroge un instant, puis lui ordonna de commander les évolutions et de faire exécuter le maniement d'armes au 1^{er} régiment de grenadiers de la vieille garde qui se trouve rangé en bataille en face de lui.

Il faut rappeler ici que l'École de Saint-Cyr a été de tout temps renommée pour l'admirable précision de ses exercices, tandis que la vieille garde, plus occupée du souvenir de ses conquêtes que de ceux de l'école de peleton, n'y mettait plus la même prétention. Cependant le jeune sergent se place à trente pas en avant du centre de ce régiment, qui n'est entièrement composé que de vieilles moustaches, et commande d'une voix que ne trahit aucune émotion.

— Attention !... Portez... armes !...

Le mouvement s'exécute ; mais mollement et sans ensemble.

— Ce n'est pas cela ! s'écrie le jeune homme avec mécontentement ; nous allons recommencer.

L'Empereur sourit, quelques vieux grognards trouvent la chose drôle. L'élève de Saint-Cyr reprend :

— Attention !... Présentez... armes !

Nouveau mouvement, nouveau manque d'ensemble de la part du régiment.

— Corbleu ! ce n'est pas cela, vous dis-je !

Et le sergent s'éloignant encore de la ligne pour mieux la parcourir des yeux :

— Tenez ! dit-il, voilà comme cela se fait. Une, deux... Et vivement !

Et ce mouvement est aussitôt exécuté par lui d'une manière parfaite.

L'Empereur rit tout haut ; mais quelques grenadiers froncèrent le sourcil. Un troisième commandement arrive :

— Attention, cette fois !... Croisez... baïonnette !

On obéit encore, mais aussi imparfaitement que les deux premières fois.

— Mais ce n'est pas cela du tout ! s'écrie l'élève de l'École en frappant la terre de la crosse de son fusil ; c'est dégoûtant ! vous n'y entendez rien, vous manœuvrez tous comme des ganaches !

A ce mot de *ganache*, d'un bout à l'autre de la ligne des murmures éclatent ; les épithètes de *pékin*, de *blanc-bec*, sortent des rangs. L'Empereur les a entendues, il s'avance... Tout se tait. Il s'approche du sergent, lui demande son fusil, et, se plaçant entre le régiment de la garde et les élèves de Saint-Cyr qui lui font face, il commande lui-même l'exercice à ces derniers.

L'École, stimulée par ce qui vient de se passer sous ses yeux, moins peut-être que par la voix puissante de Napoléon, exécute avec une précision unique et un admirable ensemble tous les mouvements qui lui sont commandés, et lorsque l'Empereur juge que l'humeur de ses *vieux lapins* (comme il les qualifiait quelquefois) a eu le temps de se calmer, il se retourne, et leur dit en souriant et en leur montrant les élèves de Saint-Cyr :

— Allons, mes enfants, il faut avouer que ce n'est pas mal !

Puis, s'avançant vers le jeune sergent, il lui rend son fusil, en ajoutant d'un ton grave et de façon à être entendu de tout le monde :

— Et cependant, Monsieur, nous faisons mieux que cela quand nous étions jeunes !

Ces mots réparèrent tout, et les cris de *Vive l'Empereur !* retentirent dans les rangs.

Pendant ces revues, il arrivait quelquefois à Napoléon de visiter lui-même le sac des soldats, d'examiner leur livret, de prendre un fusil des mains d'un conscrit faible et débile, et de lui dire d'un ton gai et encourageant :

— Allons, jeune homme, celui-là n'est pas plus lourd que les autres ; nous nous y accoutumerons, n'est-ce pas ?

Un matin, avant la parade, passant l'inspection du 2^e bataillon des chasseurs à pied de la garde de service au château, il s'arrête devant un soldat, l'examine des pieds à la tête, et lui dit enfin avec un ton de reproche :

— Romeuf, pourquoi ne te vois-je pas la croix que je t'ai donnée à Boulogne ?

Napoléon connaissait presque tous les soldats de sa vieille garde par leur nom.

— Mon Empereur, répond le chasseur, si la croix est absente sur l'habit, elle est présente sur la peau. Le sabre d'un kinzerlich me l'a coupée en deux sur l'estomac, vous savez bien, à Essling, là où *votre chapeau est tombé de cheval*; mais j'en ai gardé les morceaux, je vais vous les montrer.

Et Romeuf, tirant de son sein un petit paquet de papier, le remet à l'Empereur, qui l'ouvre aussitôt.

— En ce cas, dit Napoléon après avoir vu ce que le papier contenait, je vais te proposer un échange; le veux-tu?

Le soldat fait la grimace et ne répond rien. Napoléon ajoute :

— Je t'offre ma croix pour les morceaux de la tienne?

Le chasseur garde encore le silence.

— Est-ce que ce marché ne te convient pas?... Réponds-moi donc?

— Je m'en vais vous dire, mon Empereur, répond enfin celui-ci d'un air d'hésitation; il me conviendrait, puisque c'est votre idée; mais ce serait à une condition : c'est que vous prendriez bien garde de perdre les morceaux de la mienne.

— Tu tiens donc beaucoup à ces grailions-là? reprend Napoléon en simulant un air de dédain et en faisant sauter les débris de la croix dans le papier, qu'il tient toujours ouvert dans sa main.

Romeuf ne dissimule alors qu'avec peine l'indignation que ce mot de *grailions* vient de lui causer, et redressant la tête avec une sorte de fierté :

— Des grailions! répète-t-il en se mordant les lèvres; excusez, mon Empereur; mais je les aime, moi, ces grailions-là; et je les garde pour les faire recoller par l'armurier.

— Alors, mon vieux camarade, puisque tu y tiens tant, garde ta croix et la mienne : les braves comme toi méritent bien d'en avoir deux.

Et Napoléon, lui ayant tiré la moustache, s'éloigna en disant aux officiers de son état-major :

— Oh! oh! Messieurs, Romeuf et moi sommes de vieilles connaissances; il y a longtemps que nous nous sommes vus pour la première fois; seulement il est un peu susceptible.

Il serait difficile de peindre l'effet magique que produisaient de semblables paroles. Elles devenaient pour le soldat un sujet continuel d'entretien et un stimulant incroyable. Celui-là jouissait d'une immense considération dans sa compagnie, lorsqu'on pouvait dire : « L'Empereur lui a parlé. »

Une autre fois, les pontonniers défilaient avec leurs raïssons d'équipage; Napoléon s'écrie : « Halte à la tête ! » Et désignant un caisson au général Bertrand, qui n'était pas encore grand-maréchal du palais, il lui dit d'appeler un des officiers de la compagnie. Celui-ci se présente.

— Monsieur, lui demande Napoléon, qu'y a-t-il dans ce caisson ?

— Sire, des boulons, des clous, des vis, des cordes, des marteaux, des scies, des tenailles, et des chevilles de bois de huit et douze pouces.

— Voilà tout ce que contient ce caisson ?

— Pas autre chose, Sire.

— Et combien de tout cela ?

L'officier donne le nombre exact de chaque nature d'objets.

— Maintenant, c'est ce que nous allons voir, ajoute Napoléon.

Le caisson est aussitôt vidé. Les pièces étalées et comptées, leur nombre se trouve exact; mais, pour s'assurer qu'on ne laisse rien dans le caisson, Napoléon monte sur l'essieu de la roue et regarde; le caisson est entièrement vide. Il redescend, et faisant de la main un signe amical à l'officier, il ajoute :

— Vous aviez raison, Monsieur; mais on peut se tromper. Il serait à désirer que tous les officiers de l'armée connussent leur affaire aussi bien que vous connaissez la vôtre.

Cette action de l'Empereur provoqua des battements de mains et de bruyants vivats. « A la bonne heure ! disaient les pontonniers, dans ce langage qui leur était particulier; à la bonne heure ! en voilà un qui veille aux grains. Le petit *toi* du n'est pas homme à se laisser faire la queue!... »

On voit qu'en passant ces inspections, Napoléon descendait jusqu'aux moindres détails, et qu'il voulait tout voir par ses yeux. Il examinait les soldats un à un pour ainsi dire; il interrogeait la physionomie de chacun d'eux pour y lire le degré de satisfaction ou de mécontentement qu'il pouvait éprouver, et questionnait tout le monde indistinctement.

Un soir qu'il parcourait seul les bivouacs établis aux environs de son quartier-général de Boceguillas, pendant la malencontreuse campagne d'Espagne de 1808, il entend quelques soldats, harassés par les marches et les privations, murmurer et se plaindre tout haut. Napoléon s'arrête :

— Qu'y a-t-il donc? s'écrie-t-il; on n'est pas content ici, ce me semble ! Et s'approchant d'un vieux soldat qui avait une mine plus refrognée que celle des autres : Et toi, comment te portes-tu ?

Pas de réponse.

Napoléon, l'interrogeant du regard, ajoute d'un ton sévère.

— Je te demande comment vous vivez ici.

Le vieux grognard se croise les bras, baisse les yeux et reste muet. Alors un lieutenant qui a entendu la dernière question de l'Empereur, s'avance, et lui dit d'un ton qu'il tâche de rendre attendrissant :

— Ah! Sire, nous vivons ici de dévouement !

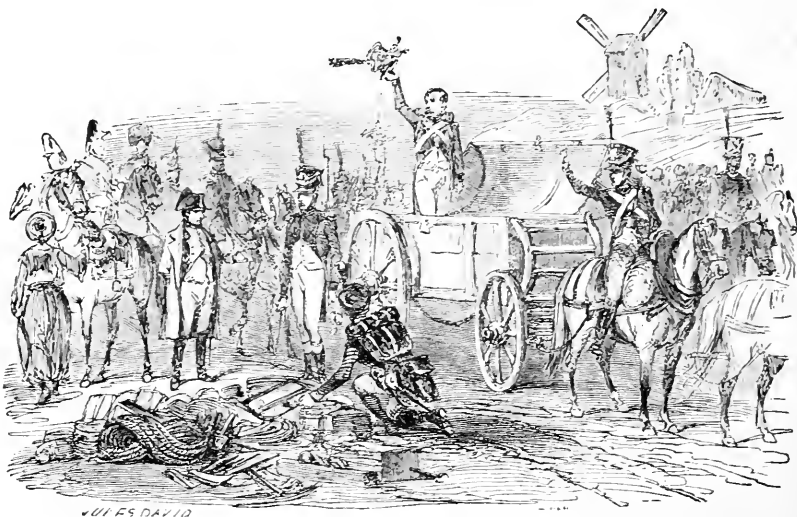
— Comment vous appelez-vous, Monsieur? lui demande vivement l'Empereur en lui lançant un regard foudroyant.

— De Verangeac, Sire.

— J'aurais parié qu'il y avait du *gnac* dans votre nom.

Et tournant brusquement le dos à cet officier, Napoléon continua sa promenade sans laisser autrement deviner le déplaisir que venait de lui causer une flatterie si peu de saison.

A Paris, il était rare qu'aux grandes revues hebdomadaires qu'il passait, il n'accordât pas quelques faveurs, ne fût pas de distributions de titres ou de croix, ou de nouvelles promotions dans les régiments qu'il avait sous les yeux. En ce cas, ces promotions



Il serait à désirer que tous les officiers de l'armée connussent leur affaire comme vous connaissez la vôtre

comportaient toujours avec elles une sorte de prestige, un certain à-propos qui frappait d'autant plus le moral du soldat, que Napoléon possédait au suprême degré le grand art de savoir dramatiser le fait le plus ordinaire, comme le plus simple récit.

A la dernière de ses revues, qui eut lieu à la fin de janvier 1814, tout en distribuant ses regards à cette masse de braves qui, sans le savoir, contemplaient la plume de leur Empereur pour la dernière fois, Napoléon distingue un soldat qui, vieux déjà, ne porte cependant que les insignes de sergent. Ce sous-officier a de grands yeux qui brillent comme deux flambeaux sur son visage bronzé par vingt campagnes; une paire de moustaches énormes cache la moitié de cette figure et la rend encore plus formidable et plus bizarre. L'Empereur lui fait signe de sortir des rangs et de venir à lui. A cet ordre, le cœur du vieux brave, si ferme, si intrépide, ressent une émotion qui jusqu'à ce jour lui est restée inconnue : une vive rougeur couvre ses joues.

— Je t'ai déjà vu quelque part, lui dit Napoléon avec intérêt, mais il y a longtemps; comment t'appelles-tu?

— Noël, Sire.

— Noël! j'en connais plusieurs. Ton pays?

— Enfant de Paris!

— Ah! interrompt l'Empereur; est-ce que tu n'étais pas en Italie avec moi?

— Oui, Sire.

— Je te reconnais maintenant; et tu es devenu sergent?

— A Marengo, Sire.

— Mais depuis?...

— Depuis, répéta Noël en baissant tristement la tête, depuis, rien, Sire.

— Tu n'as donc pas voulu entrer dans ma garde?

— Au contraire, c'est la seule chose que j'aie désignée; car j'étais à Ansterlitz, à Wagram, enfin à toutes les grandes batailles.

— As-tu déjà été proposé pour la croix?

— Trois fois, Sire.

— Je vais le savoir tout à l'heure; retourne à ton rang.

Napoléon s'approche alors du colonel et s'entretient avec lui à voix basse pendant cinq minutes. Des regards lancés de temps en temps sur Noël font présumer qu'il fait le sujet de cette conversation. En effet, Noël est un de ces précieux soldats, vaillants et calmes, esclaves du devoir et de la discipline, constants et dévoués, comme les aime Napoléon. Il s'est distingué dans maintes affaires; mais sa modestie, on pourrait même dire sa timidité, ne lui a pas permis de solliciter l'avancement auquel il a droit depuis longtemps; on a pris l'habitude de l'oublier; il n'est même pas encore décoré. Napoléon a deviné qu'on s'était rendu coupable envers lui d'une grande injustice : c'est donc à lui de la réparer, et de la réparer d'une manière éclatante. Il rappelle le sous-officier :

— Tiens, Noël, lui dit-il, il y a longtemps que tu l'as méritée, car depuis longtemps aussi tu es un brave.

Et l'Empereur attache sur la poitrine du vieux



Monsieur le président, je dois vous faire remarquer qu'une personne étrangère à l'Académie s'est emparée de ma place et siège parmi nous (Chap. III.)

soldat la croix qu'il vient de détacher de la sienne. A un signal du colonel, les tambours battent un ban, le plus grand silence règne sur toute la ligne, et le colonel, présentant au régiment le nouveau chevalier de la Légion-d'Honneur, s'écrie d'une voix forte :

— Au nom de l'Empereur !... Reconnaissez le sergent Noël comme sous-lieutenant dans votre régiment !

Aussitôt le front de bataille présente les armes, et la musique fait entendre une fanfare. Noël, dont le cœur est vivement ému, croit rêver ; il regarde l'Empereur, il voudrait se jeter à genoux ; mais la physionomie impassible de Napoléon, qui semble bien plutôt rendre justice qu'accorder une grâce, le retient. Sans faire semblant de remarquer les sentiments divers qui agitent le vieux soldat, il fait un nouveau signe d'intelligence au colonel, qui, agitant son épée au-dessus de sa tête pour faire battre les tambours, reprend de sa voix puissante :

— Au nom de l'Empereur !... Reconnaissez le sous-lieutenant Noël comme lieutenant dans votre régiment !

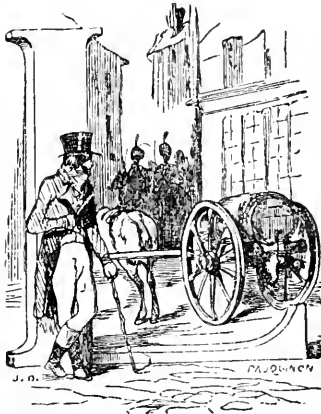
Ce nouveau coup de tonnerre manque de renverser le Parisien. Ses genoux le soutiennent à peine ; ses yeux, qui depuis vingt ans n'ont jamais su pleurer, se mouillent et s'obscurcissent ; il chancelle ; ses lèvres balbutient, mais n'expriment aucune parole distincte. Enfin, après un troisième roulement de tambour, il entend son colonel s'écrier encore :

— Soldats ! au nom de l'Empereur !... Reconnaissez le lieutenant Noël comme capitaine dans votre régiment !

Napoléon imprima alors à son cheval un léger mouvement, et, suivi de son brillant état-major, continua gravement sa revue, après avoir jeté un regard froid sur le pauvre Noël, qui, la figure pâle d'émotion et les lèvres convulsivement agitées, était tombé dans les bras de son colonel, sans pouvoir articuler un mot.



CHAPITRE II.



A France, vers la fin de 1799, se trouvait, tant à l'intérieur qu'au dehors, dans un état d'affaissement qui la menaçait d'une ruine totale. L'expédition d'Égypte lui avait enlevé, en partie, l'élite de ses soldats et de ses généraux. Des désastres multipliés lui avaient fait perdre toute l'Italie, à l'ex-

ception de Gènes. La guerre civile s'était rallumée dans l'Ouest ; les armées d'Allemagne avaient été refoulées sur le Rhin ; la France allait être de nouveau envahie ; tout tombait en dissolution lorsque Napoléon avait débarqué sur les côtes de Provence. A son apparition inattendue, la France, plongée dans la stupeur et l'inquiétude de son avenir, s'était tournée immédiatement vers lui comme vers un sauveur. L'empressement, l'enthousiasme que sa présence avait fait éclater dans le Midi, lui avaient fait concevoir, peut-être, l'idée de se placer à la tête des affaires, si déjà il ne l'avait apportée d'Égypte. En effet, un de ses généraux d'Italie, Kellermann, le fils de celui qui, quatre ans plus tard, fut maréchal de l'Empire, se trouvant à Aix au moment du passage de Napoléon, demanda à Berthier d'être appelé à servir dans l'armée dont on allait sans doute confier le commandement au général Bonaparte.

— Bah ! lui répondit ce chef-d'état-major en souriant, il est bien question d'un commandement d'armée : venez nous rejoindre à Paris.

Le 18 brumaire révéla la pensée qui avait dicté la réponse de Berthier.

Après avoir réorganisé l'administration, ranimé la confiance du pays, pacifié la Vendée, récompensé l'armée, Napoléon, premier Consul, sentit qu'il lui fallait frapper quelque grand coup propre à étonner l'Europe et à accroître sa propre renommée. Ses regards devaient naturellement se tourner vers l'Italie ; et, comme tous les débouchés lui en étaient fermés, il conçut l'idée de pénétrer, à la tête d'une armée, par le point où il devait être le moins attendu, bien que le principe établi par la Constitution de l'an VIII interdit aux consuls le commandement des armées ; mais que peuvent les principes contre de certains caractères et contre les nécessités ? Pour sauver la forme, tout en violant le fond, Berthier, auquel on avait confié le ministère de la guerre, fut nommé général en chef de cette armée dite de *réserve*, quoiqu'il fût évident que Napoléon seul dût la commander.

Un soir du mois d'avril 1800, au milieu d'un travail sur l'instruction publique et les écoles militaires, Napoléon se retourne tout à coup vers son secrétaire intime, et, d'un ton de gaieté, lui demande :

— Où croyez-vous que je battrai Mèlas ?

— Ma foi, général, je n'en sais rien, répond Bourrienne.

— Eh bien ! déroulez sur ce bureau ma grande carte d'Italie, je vais vous le faire voir.

Le secrétaire obéit; Napoléon se munit d'épingles à tête de cire rouge et noire, se penche sur l'immense carte, pique ses épingles, puis se relevant :

— Tenez, dit-il à Bourrienne, qui l'a regardé faire en silence, ce sera là.

— C'est possible, général, je le souhaite même; mais je ne comprends rien à ces épingles jalonnées sur cette carte.

— Mon cher Pourrienne, vous êtes un grand nigaud. Et prenant doucement l'oreille de son secrétaire, il ajouta : — Regardez bien et suivez mon doigt. Mélas est ici (il indiquait Alexandrie); moi je passe les Alpes par là (le Grand Saint-Bernard), je tombe sur les Autrichiens, qui se seront rapprochés jusqu'à cette petite rivière, et je les bats complètement à cette place.

C'était le plan de la bataille de Marengo que Napoléon venait de tracer, et il avait dit vrai.

Tous les préparatifs achevés, dans la nuit du 5 au 6 mai, le premier Consul quitte Paris pour se rendre à Dijon, quartier-général de l'armée. De son côté, le général autrichien Mélas, ayant au mois de mars précédent laissé dans la Lombardie une partie de ses forces et de ses bagages, s'était approché de Gènes avec quatre-vingt mille hommes. Ce n'était pas Gènes seulement qui était menacée, c'était le midi de la France. Nul doute n'existait à Londres et à Vienne que la Provence ne fût bientôt envahie; l'Angleterre avait même promis que, cette fois, elle enverrait un corps de vingt mille hommes pour seconder les Autrichiens dans cette entreprise.

Le 6 avri', Mélas, avec quatre divisions, s'était porté sur Savone, et, dès ce premier jour, il avait séparé de Gènes le général Suchet, qui commandait la gauche de l'armée française. Le général Ott, qui avait attaqué la droite des Français, était, le même jour, arrivé jusqu'à une portée de canon de la ville. Sa témérité fut punie : Masséna marcha contre lui, le prit à revers, le déposa de tous les points qu'il avait occupés, et ramena dans Gènes des canons, des drapeaux, un général autrichien et quinze cents prisonniers. Mélas entré dans Nice, l'orgueil des Autrichiens s'exalta au plus haut point en foulant le sol de la République; eux, qui peu d'années auparavant combattaient loin de nos frontières et si près de leur capitale, comptaient bien passer le Var, et, comme en 1792, dévaster les campagnes de la Provence, lorsque, le 21 mai, la nouvelle du passage du Saint-Bernard par un de nos corps d'armée vint déranger leurs calculs, sans cependant dissiper leurs illusions.

Mais comment put-il se faire que le général en chef de l'armée autrichienne n'eût pas su plus tôt qu'il aurait à combattre une armée française en Italie, et qu'il n'en eût été informé qu'au moment où déjà cette armée, descendue du haut des Alpes, avait occupé une partie du Piémont? L'ignorance de Mélas et de sa cour était excusable; en France même, l'opinion à cet égard fut en défaut. Il est constant que les chefs de l'administration militaire, tels que Pétiet, Dejean et Darru, au moment où ils reçurent l'ordre du départ pour Dijon, se demandaient ce qu'ils allaient faire dans cette ville où il n'existait pas d'armée. Il est peu

de ruses de guerre qui aient produit un si immense résultat, et cependant le secret de Napoléon avait été de n'en point avoir. Il avait annoncé la formation d'une armée de réserve, et il disait vrai. Il avait annoncé que cette armée se formerait à Dijon, et cette désignation était vraie encore; de là l'erreur. Lorsque Napoléon arriva dans cette ville pour passer l'armée en revue, cette revue n'offrait que sept à huit mille hommes. L'Europe se crut donc autorisée à regarder la fastueuse annonce de cette armée de réserve comme un épouvantail, ou plutôt comme un fantôme qui avait pour objet d'inquiéter les Autrichiens; enfin, il fallut que, comme le dieu enveloppé dans la nue, elle se manifestât par les éclats de la foudre. Les corps dont l'armée française se composait, organisés sur des points épars, réunis par divisions à des embranchements de route convenus, se trouvaient, vers le 8 mai, au nombre d'à peu près quarante mille combattants, avec quarante bouches à feu, rassemblés auprès de Genève, où une sage prévoyance avait fait arriver à temps des approvisionnements et des vivres. Les généraux étaient Lannes, Victor, Loison, Watrin, Chamberlaci, Boudet et Monnier, pour l'infanterie; Murat, Kellermann, Rivaud et Champeaux, pour la cavalerie. En arrivant, de son côté, à Genève, Napoléon ignorait encore lui-même s'il prendrait la route du Grand ou du Petit Saint-Bernard. La première convenant mieux à son plan, l'inspecteur-général du génie, Marescot, fut chargé d'en faire la reconnaissance.

A deux pas de Genève, à Coppet, résidait un homme qui, au commencement de la Révolution, avait eu une grande célébrité. Lieutenant d'artillerie alors, Napoléon, comme toute la France, avait été enthousiaste de M. Necker; premier Consul, il alla le voir, et passa deux heures avec lui. Quel fut le but de cette visite? probablement de rendre hommage aux principes purs de 1789, peut-être aussi le mouvement seul de sympathie qui toujours le mettait en contact avec les illustrations de toutes les contrées qu'il parcourait.

Marescot ayant exploré le Grand Saint-Bernard et déclaré que le passage n'était pas impossible, Napoléon mit sur-le-champ l'armée en mouvement.

Le 13 mai, le premier Consul fait défilier devant lui, à Lausanne, l'avant-garde commandée par le général Lannes, montant à sept ou huit mille hommes; c'étaient de vieux régiments qui avaient conservé le sentiment de leur supériorité dans la précédente guerre d'Italie. Ces sept à huit mille hommes sont la force la plus solide de l'armée, et auront les principaux honneurs de la campagne. De Lausanne à Saint-Pierre, village au pied du Saint-Bernard, le chemin est praticable; à Saint-Pierre, la difficulté commence. Pour l'artillerie en particulier, elle eût dû paraître insurmontable; il avait été pourvu à tout par la prévoyance des généraux Gassendi et Marmont qui appartenaient à cette arme. Des milliers de petites caisses remplies de munitions pour les pièces, et de cartouches pour les soldats, des forges, les instruments nécessaires aux divers services, furent transportés à dos de mulet; on démonta les affûts, les caissons, les voitures :



Des moines distribuèrent eux-mêmes d'abondantes rations aux troupes.

partie fut chargée de même sur des mulets, partie sur des traîneaux. Chaque bouche à feu, détachée de son attirail, fut placée dans un tronc d'arbre habilement creusé; soixante, cent soldats s'attelèrent gaiement à chacune de ces bouches à feu et enlevèrent à force de bras ces lourdes masses, dont le poids, diminué par moment quand le terrain se trouvait plus égal, se multipliait souvent par les aspérités à pic de la montagne. La confiance de l'armée dans son chef, l'audace de l'entreprise, la nouveauté des expédients, la généreuse rivalité des inventions, l'espoir orgueilleux de regagner, par une courte campagne, tout ce que la France avait perdu dans une longue année de malheurs, faisaient de cette tentative inouïe une sorte de fête militaire pour les soldats comme pour les généraux. La musique des régiments animait la marche par des airs joyeux ou guerriers. Quand le chemin devenait plus difficile ou plus périlleux, les tambours battaient la charge; c'était l'escalade du temple de Gloire! Les moines, approvisionnés par les soins de Napoléon, distribuèrent eux-mêmes d'abondantes rations aux troupes: du pain, du vin et du fromage étaient un banquet magnifique, pour une armée, sur le sommet du Grand Saint-Bernard!

Le premier Consul est arrivé à la cime des Alpes. Est-ce là ou sur quelque autre point que passèrent Annibal, César et Pompée? On connaît les difficultés qu'eurent à vaincre deux de nos rois, Charlemagne, par le mont Cenis, François I^{er}, par la vallée de la Stura; mais quelle trace ont laissée après eux Pompée, César et Annibal, François I^{er} et Charlemagne?

Vainement on chercha l'empreinte de leurs pas; cette empreinte dut être effacée par la neige ou le vent du lendemain. Devant Napoléon seul les Alpes s'abaissèrent; seul il sut en aplanir les sommets et en combler les abîmes.

Le 16 mai, le général Lannes était entré, avec son avant-garde, dans Aoste: dès le lendemain, les combats commencèrent. La défense de la vallée avait été confiée à quatre ou cinq mille Autrichiens placés à Châtillon; ce corps fut battu, perdit plusieurs pièces de canon, quelques centaines de prisonniers, et se retira en désordre. Encouragées par ce premier succès, nos troupes poursuivent leur marche avec confiance, lorsque tout à coup elles sont arrêtées par un obstacle qui semble accuser l'imprévoyance de Napoléon: c'est le fort de Bard, dont on avait ignoré l'avantage de la position, la direction calculée de ses batteries, et l'impossibilité de l'emporter de vive force.

Entre deux montagnes à peine séparées l'une de l'autre, et au pied desquelles se trouve la petite ville de Bard, que traverse la Dora, s'élève un rocher de forme pyramidale, et sur ce rocher apparaît ce fort, presque inconnu jusqu'à nos jours, mais destiné à devenir fameux, puisqu'il faillit arrêter César et sa fortune. La ville fut emportée, et les Autrichiens se retirèrent dans le fort: ce n'était qu'un demi-triomphe. On fut réduit à tailler le roc comme Annibal; on ouvrit dans le rocher d'Albaredo une espèce d'escalier par lequel on fit filer les hommes et les chevaux. Pour l'artillerie, ce chemin était impraticable. La ne-



Allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas fait assez pour la postérité.

cessité commandait, le péril ne pouvait être évité ; on dut se borner à le restreindre. Les roues des voitures et des caissons furent entourées de paille, le chemin fut couvert de fumier et de tout ce qui pouvait amortir le bruit du transport ; et, grâce à cette précaution l'artillerie passa pendant la nuit, non sans perdre quelques braves atteints par la mitraille que, dans l'obscurité, le fort lançait au hasard. Le commandant du fort, complètement trompé par ce stratagème, s'était flatté auprès de Mêlas d'empêcher qu'il y arrivât de l'artillerie française.

Dans la position où se trouvait Napoléon, plusieurs partis à suivre s'offraient à son choix : le plus audacieux, et peut-être par cela même le plus prudent, fut celui qu'il adopta. Il se jeta dans la Lombardie. Vainement Mêlas voulut empêcher nos troupes de franchir le Tésin ; ce passage fut forcé. Le 1^{er} juin, le général Lannes s'empara de Pavie, et le 2, Napoléon entra dans Milan. Les Milanais étonnés avaient peine à en croire leurs yeux ; jamais peuple ne passa plus inopinément du sommeil de la servitude à une existence politique : la république cisalpine fut une seconde fois proclamée.

Tandis que le premier Consul recevait à Milan les hommages de la reconnaissance, l'activité de ses mouvements n'était pas interrompue. Le 4 juin, la division Duhesme occupait Lodi ; peu de jours après, elle s'emparait de Crémone et jetait l'alarme jusque dans Mantoue. D'un autre côté, Murat s'était porté sur Plaisance, et, après quelques combats livrés aux portes mêmes de la ville, il en était resté maître. La

veille, le général Lannes avait passé le Pô à Belgioso, auprès de Pavie, avec son avant-garde et le gros de l'armée ; enfin, le 8 juin, Napoléon faisait défiler devant lui le corps du général Moncey. L'armée de réserve était donc tout entière arrivée à sa destination ; elle s'élevait, dans sa totalité, à près de soixante mille hommes. C'était avec cette seule force qu'elle allait avoir à lutter contre une armée supérieure du double.

A son départ de Milan, le 8 juin, Napoléon pouvait former les plus brillantes espérances. Débloquent Gènes surtout était une chance des plus probables, et Masséna aurait, avec les braves qui lui restaient, mis un grand poids dans la balance : il était trop tard. Après les affaires les plus brillantes pour lui-même et pour le général Soult, après des épreuves plus pénibles que celles du champ de bataille, les souffrances et la mortalité produites par la famine, Masséna cédant à une nécessité irrésistible, avait, non pas capitulé (il en avait repoussé le mot seul avec indignation) mais consenti à sortir de Gènes avec armes et bagages.

Cet incident inattendu changeait singulièrement la situation de l'armée française, en lui ôtant l'espoir d'un puissant renfort. Le général Ott, avec lequel Masséna avait traité le 4 juin, étant venu en deux marches à Tortone, et avait poussé son avant-garde jusqu'à Plaisance, se flattant d'arriver lui-même assez tôt pour empêcher les Français de passer le Pô. Son projet ayant échoué, ce général avait pris une bonne position à Montebello, avec la résolution de combattre sur ce terrain. Cette résolution ne pouvait que convenir à l'armée française, qui devait trouver dans des

engagements partiels plus de chances heureuses ; le général Lannes n'était pas homme non plus à refuser le combat ; mais n'ayant avec lui que huit mille hommes contre vingt mille, il n'avait pas intérêt à commencer l'affaire. Il fut prévenu. Cette journée fut une des plus glorieuses de la campagne, surtout pour ce général, qui, seul pendant plusieurs heures, fit des prodiges, jusqu'à ce que, vers midi, l'arrivée du général Victor décidât complètement la victoire. Le général Ott eut trois mille hommes tués, et laissa cinq mille prisonniers entre les mains des Français.

En marchant sur Stratella, le premier Consul traversa le champ de bataille de Montebello. Trouvant les églises encore pleines de mourants et de blessés :

— Diable ! dit-il à Lannes qui lui servait de cicérone, il paraît que l'affaire a été chaude !

— Je le crois bien, répondit celui-ci ; les os craquaient, dans ma division, comme la grêle qui tombe sur les vitrages.

Dans ce combat de Montebello sortira, pour le général Lannes, le titre de duc de Montebello, que, depuis, tant d'autres beaux faits d'armes ont encore illustré. Les deux jours suivants furent employés par Napoléon à concentrer son armée, et le 11 il arriva à Stradella, où il fut rejoint par Desaix.

Parti d'Égypte avec des passeports du commodore Sydney-Smith, ce général n'en avait pas moins éprouvé, de la part de l'amiral Keith, les traitements les plus injurieux. Débarqué à Livourne, il s'était hâté, aussitôt sa quarantaine finie, d'accourir auprès du premier Consul pour partager la gloire et les périls de l'armée. Réunis tous deux sur un terrain nouveau et dans une position nouvelle, Napoléon et Desaix passèrent une grande partie de la nuit à s'entretenir et de l'Égypte, et des Anglais, et des Turcs. Les talents et l'ardeur de Desaix ne pouvaient pas rester oisifs, le premier Consul mit sous son commandement les divisions Boutet, Monnier, et Lapoype. Cependant, des soixante mille hommes dont l'armée se composait, la moitié se trouvait en dehors de l'action principale : le général Thurreau était dans la vallée de Suze ; la division Chabrand, laissée au siège du fort de Bard, avait rempli sa mission en huit jours. Une pièce de canon montée sur le clocher d'Albaredo avait servi à ouvrir la brèche et contraint la garnison à capituler. Un clocher changé en batterie, et lançant des boulets contre un fort, est une des singularités des dernières guerres, si fécondes d'ailleurs en étranges innovations. Duhesme, avec sept à huit mille hommes, bloquait le château de Plaisance. D'après cette dissémination forcée, Napoléon ne pouvait mettre en ligne que trente mille hommes à peu près. Les deux armées étaient ainsi en présence sur la rive droite du Pô, dans un sens inverse de l'ordre naturel, les Autrichiens adossés à la France, les Français aux possessions autrichiennes.

Quoiqu'il existât pour Mélas plusieurs moyens d'accabler son ennemi de tout le poids de ses forces rassemblées, ce général choisit entre tous le plus téméraire, celui de s'ouvrir un passage sur le corps de l'armée française. Cette confiance n'avait rien de présomptueux : son armée, pourvue d'une nombreuse

artillerie, montait à plus de quarante mille combattants, tous soldats éprouvés et fiers encore des succès de la dernière campagne. Le 12 juin, l'armée française passa la Scrivia ; des détachements de cavalerie légère ayant, par ordre de Napoléon, battu la plaine qui s'étend entre cette rivière et la Bormida, reconnurent que le village, seul de Marengo était occupé par un corps ennemi qui paraissait être de quatre à cinq mille hommes. Le général Victor fit enlever le village, repoussa le corps autrichien jusqu'à ses retranchements ; mais il fut obligé de s'arrêter devant l'artillerie des têtes de pont établies sur le Bormida. Après avoir, pendant quatre heures, résisté au feu de l'artillerie ennemie, Victor, obligé d'abandonner le village de Marengo, parcourut, dans sa déroute, un espace d'environ deux lieues avant de pouvoir rallier ses troupes en désordre. Le général Lannes, qui s'était porté à sa droite pour le soutenir, repoussa d'abord l'ennemi ; mais, à son tour, il dut faire aussi un mouvement rétrograde : ce mouvement fut admirable. Attaqué par la plus grande partie de l'armée autrichienne, si ce général recule, il recule en héros ; il ne cède que le terrain qu'il ne veut pas garder ; il met trois heures à parcourir un espace de trois quarts de lieue en arrière. Napoléon venait de mettre en jeu toute sa réserve. Les neuf cents grenadiers de la garde consulaire, placés dans une position bien choisie, formèrent comme une redoute vivante que les Autrichiens n'osèrent laisser derrière eux, et contre laquelle le général Elsnitz, commandant de la cavalerie légère, perdit en inutiles efforts un temps qu'il eût pu employer à compléter la déroute des corps en retraite. Le général Carra-Saint-Cyr, avec le reste de la réserve, disputait à l'ennemi et finit par conserver le village important de Castel-Ceriolo. Enfin, vers trois heures après midi, on vit arriver les premiers régiments des divisions du général Desaix. L'ennemi croyait la bataille gagnée, et Mélas, rentré dans Alexandrie, laissait à son chef d'état-major, le général Zach, le soin de recueillir les fruits de la victoire. Présomption fatale ! la bataille gagnée n'était qu'une bataille d'attente ; c'est maintenant que la véritable bataille commence.

Napoléon a fait de nouvelles dispositions ; tous les corps sont prêts pour un mouvement combiné ; les divisions de Victor se sont elles-mêmes ralliées et vont rentrer en ligne ; partout où le premier Consul a paru, les esprits se sont ranimés.

— Soldats, s'écrie-t-il au milieu des boulets qui soulèvent la terre sous le ventre de son cheval, c'est assez reculer, marchons en avant ! vous savez que j'ai pour habitude de toujours coucher sur le champ de bataille !

Dans ce moment s'avancait, avec l'orgueil d'un succès assuré, une colonne de cinq mille grenadiers hongrois conduite par le général Zach, et destinée à consommer la défaite de l'armée française ; Desaix marche à sa rencontre. Au moment de toucher les rangs autrichiens, il démasque une batterie de quinze pièces de canon, dont l'explosion inattendue déconcerte et rend un moment immobile la tête de la colonne autrichienne. Desaix a saisi l'instant ; il commande

charge, il va se précipiter sur l'ennemi ; une balle le frappe au milieu de la poitrine, et il tombe dans les bras du colonel Lebrun, aide-de-camp de Napoléon, en prononçant ces belles paroles gravées depuis sur le monument de la place Dauphine :

— Allez dire au premier Consul que je meurs avec le regret de n'avoir pas assez fait pour la postérité.

En apprenant cette funeste nouvelle, Napoléon s'écria :

— Ah ! pourquoi ne m'est-il pas permis de pleurer ?

Cependant chaque soldat ressent le coup dont il vient d'être atteint par la mort d'un général qui lui est si cher ; sa mort sert encore sa patrie : elle double l'ardeur des troupes, et joint à leur courage naturel la soif de la vengeance. Napoléon a vu le moment où la colonne ennemie allait être ébranlée ; huit cents hommes de grosse cavalerie, commandés par le général Kellermann, tombent sur son flanc gauche avec une irrésistible impétuosité, et achèvent l'ouvrage si bien commencé par l'infanterie. Les cinq mille grenadiers sont rompus, séparés par pelotons, enveloppés de toutes parts, et faits prisonniers avec le général qui les commande. Ce retour de fortune a décidé du reste de la journée. Le village de Marengo a été repris ; l'infanterie, la cavalerie autrichiennes, tout en combattant, se pressent surtout d'assurer leur retraite. L'action dura jusqu'à dix heures du soir. Il resta entre les mains des vainqueurs six mille prisonniers, huit drapeaux, vingt bouches à feu et une grande quantité de bagages. Le nombre des tués et des blessés avait été à peu près le même. relativement aux forces respectives. Malgré la déroute de l'armée autrichienne, l'arrêt de la victoire pouvait n'être pas irrévocable, et Napoléon croyait avoir à l'acheter par un nouvel effort. Il s'y dispose ; il prépare tout pendant la nuit pour forcer, à la pointe du jour, le passage de la Bormida. Déjà la fusillade commence, lorsqu'un parlementaire autrichien vient proposer une suspension d'armes, qui est acceptée, et le jour même, se conclut la convention fameuse qui remet aux Français douze places fortes, délivre de la présence des Autrichiens le Piémont, Gènes et la république cisalpine, rejette l'armée ennemie derrière Mantoue. Les châteaux et les places remis à notre armée étaient ceux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Plaisance, de Coni, de Ceva et de Savone, la ville de Gènes et le fort d'Urbino.

Tandis qu'à Marengo, le soir, la fortune finissait par trahir avec éclat les drapeaux autrichiens qu'elle avait favorisés une grande partie du jour, des courriers du commerce apportaient à Paris la nouvelle de l'échec qu'avait d'abord essuyé l'armée française. Aussitôt toutes les nuances d'opinion s'agitent ; les républicains surtout se mettent en mouvement ; ils forment des projets, bâtissent des plans sur l'hypothèse de la ruine du nouveau Cromwell, comme ils ont coutume de désigner Napoléon ; ils jettent les yeux sur Moreau, sur Lafayette et sur le ministre de la guerre Carnot. Cependant les plus circonspects engagent les autres à ne rien précipiter, et à s'abstenir de toute mesure prématurée. Un jour de plus doit apporter de nouvelles lumières. La prudence était de

saison, car le lendemain vit paraître un message d'une toute autre nature : la convention d'Alexandrie. « J'espère, écrivait le premier Consul, que le peuple français sera content de son armée ! » Le peuple français était fier de son armée et du général qui l'avait conduite à la victoire. L'ivresse était universelle ; et, sans doute, les mêmes hommes qui, par exaltation de sentiments politiques, avaient désiré le renversement du premier Consul vaincu, applaudirent de bonne foi aux succès du général vainqueur.

Une vive douleur se mêla cependant à la joie publique : la perte de Desaix fut vivement sentie. Toute victoire à un tel prix est toujours chèrement achetée ; car nul autre général peut-être n'était autant que lui estimé des citoyens. Il n'était à l'armée d'Italie que depuis trois jours. A son retour d'Égypte, il avait écrit à Napoléon : « Ordonnez-moi de vous rejoindre ; « général ou soldat, que m'importe, pourvu que je « combatte près de vous ? Un jour sans servir la patrie « est un jour retranché de ma vie. » Le matin de la bataille, il avait comme un pressentiment de sa fin prochaine ; il disait à ses aides-de-camp Rapp et Savary, que Napoléon attacha le soir même à sa personne :

— Voilà longtemps que je ne me bats plus en Europe ; les boulets ne me connaissent plus, il m'arrivera malheur.

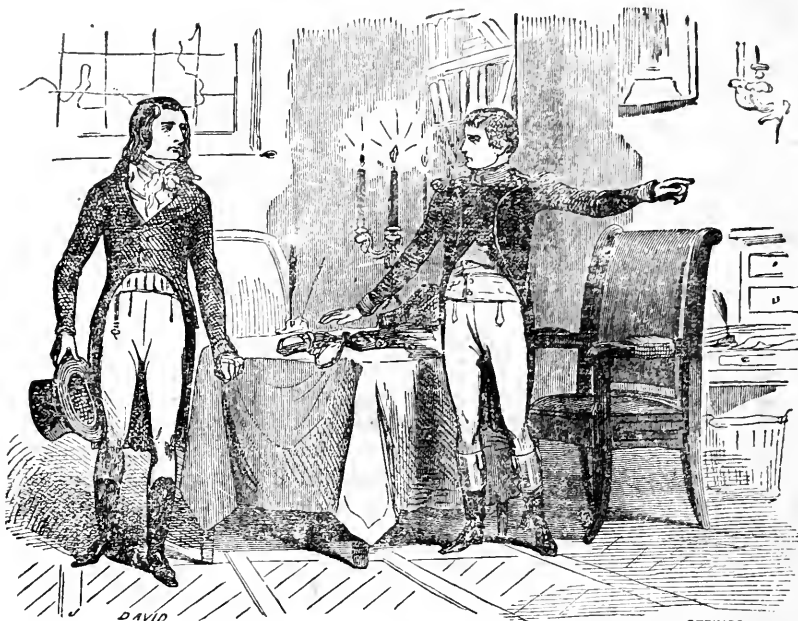
Le même jour, et pour ainsi dire à la même heure, dans une autre partie du monde, tombait, sous le poignard d'un assassin, l'illustre Kléber, son ami, couronné des lauriers d'Héliopolis ; mais Napoléon n'était plus là ; l'Égypte fut perdue pour la France.

C'était le 15 mai que l'avant-garde de l'armée de réserve avait touché le sol de l'Italie ; un mois après, le 15 juin, elle avait achevé sa glorieuse mission. Napoléon rentra à Milan le 17 juin, pendant la nuit. Il trouva toute la ville illuminée et livrée à l'allégresse ; et, le lendemain, le vainqueur de Marengo ne put faire un pas dans Milan sans être aussitôt entouré par les flots d'une population reconnaissante qui faisait retentir l'air des cris de *vive Bonaparte ! vive le libérateur de l'Italie !* Après avoir pourvu aux besoins les plus pressants de l'armée, Napoléon revint à Paris au milieu des acclamations populaires. Dans sa course, il ne s'arrêta qu'un moment à Lyon pour poser la première pierre de la reconstruction de la place Belle court ; et, de la même main qu'il avait brisé, au dehors, les remparts ennemis, il releva nos cités, en faisant disparaître, dans l'intérieur, les traces de nos guerres civiles. Son entrée dans la capitale eut lieu le soir ; mais lorsque, le lendemain, les Parisiens apprirent son retour, ils se portèrent en masse aux Tuileries avec de tels cris et un si grand enthousiasme, que le jeune vainqueur de Marengo fut forcé de se montrer sur le balcon.

A Sainte-Hélène, vingt ans après cette franche manifestation de la joie populaire, en racontant à ses compagnons d'exil combien il avait été fêté, Napoléon laissa échapper ces paroles qui peignaient le doux souvenir qu'il en gardait encore :

— Hélas ! ce fut un bien beau jour pour moi !

Immédiatement après le triomphe de Marengo, l'ar-



Qu'il se trouve à six heures du matin au bois de Boulogne; son sabre et le mien en décideront.

mée d'Allemagne avait répondu dignement aux succès de l'armée d'Italie: Moreau, victorieux à Hochstett, vengeait la gloire nationale du grand revers éprouvé par les armes de Louis XIV, et bientôt la victoire de Hohenlinden, qui conduisit l'armée de Moreau à vingt lieues de Vienne, ne laissa plus à l'empereur d'Allemagne d'autres ressources qu'une prompte paix, qui fut conclue à Lunéville le 9 février 1801.

La victoire et la paix ne furent pas les seuls liens qui rattachèrent les esprits au premier Consul; l'administration intérieure du pays était encore dirigée par lui, dans l'intérêt de la gloire et de la prospérité nationales. Cette heureuse situation des choses était toute espérance aux divers partis qui, dans un but d'intérêt personnel, désiraient encore des révolutions; mais la vie du premier Consul était la seule garantie de repos et d'avenir pour le pays, et cependant cette précieuse vie était menacée: les conspirations marchaient dans l'ombre.

Une après-dînée du mois de décembre 1800, Napoléon manifesta à Joséphine le désir d'aller au théâtre de la République (l'Opéra) avec elle et ses deux enfants, Eugène et Hortense. Le jour est choisi et fixé au surlendemain. En même temps, il lui recommande de se tenir prête à sept heures et demie. L'heure du dîner doit être avancée à cet effet.

C'était le 3 nivôse (24 décembre): on donnait le grand Oratorio de la Création d'Haydn; madame Bonaparte était au salon avec sa belle-sœur, madame Murat, le général Lannes, Bessièrès, et l'aide-de-camp de service, le capitaine Lebrun. Quelques instants

après, Duroc vient annoncer que son général, ne voulant pas attendre, va partir sur-le-champ, en emmenant avec lui Lannes, Bessièrès et Lebrun, et s'offre de remplacer Bessièrès auprès de ces dames, on l'accepte.

Cinq minutes s'étaient à peine écoulées, que Joséphine aperçoit la voiture dans laquelle était son mari, déboucher rapidement dans le Carrousel.

— Et vite! et vite! Hortense, s'écrie-t-elle, donne-moi mon châle; voilà Bonaparte déjà parti; je voudrais arriver en même temps que lui.

Une femme de chambre lui apporte un cachemire qu'elle avait reçu récemment de Constantinople; elle le jette négligemment sur ses épaules; puis, saisissant ses gants et son éventail, elle se hâte de descendre et monte en voiture. Celle où est Napoléon était déjà parvenue à l'extrémité du Carrousel, quand tout à coup une explosion terrible se fait entendre!... c'est celle causée par la machine infernale de la rue Saint-Nicaise, à laquelle Napoléon, comme on sait, n'échappa que par miracle. Saint-Régent, un des principaux conjurés, s'était placé au milieu de cette rue; un grenadier de l'escorte, le prenant pour un véritable porteur d'eau qui, par entêtement, ne voulait pas se ranger avec son tonneau, lui appliqua sur les épaules quelques légers coups de plat de sabre qui le firent s'éloigner. Napoléon passa; l'explosion n'eut lieu qu'après.

* Le préfet de police et Fouché furent informés la veille que l'encomplotait, pour le lendemain, dans certaines coleries, un atten-



Ah ! pardon, disait-il alors ; c'est une mauvaise habitude....

A ce bruit étrange, Joséphine jette les hauts cris. Les glaces de sa voiture ont été brisées ; mademoiselle Hortense elle-même est légèrement blessée au bras d'un éclat de verre. Voyant tout le monde fuir d'un air effaré, madame Bonaparte ne veut pas passer outre sans connaître la cause d'une explosion aussi extraordinaire. Duroc s'est élancé hors de la voiture presque aussitôt pour savoir ce que ce peut être. Il revient un quart d'heure après annoncer que ce n'est qu'un accident causé par l'imprudence d'un armurier de la rue de la Loi, et se hâte d'ajouter que ni le premier Consul, ni aucun de ceux qui l'accompagnent, n'ont eu le moindre mal, et qu'il vient de le voir,

tat contre la vie du premier Consul. Cet avis était bien vague ; chaque jour, d'ailleurs, il en parvenait de semblables au ministre de la police. Toutefois Napoléon en eut immédiatement connaissance ; mais, sur le rapport de sa police que la salle de l'Opéra avait été visitée le matin même, et que toutes les mesures de sûreté étaient prises pour le soir, il partit. Heureusement pour lui que son cocher, nommé César, était un peu ivre ce jour-là, et qu'il poussa ses chevaux plus que de coutume. L'explosion, calculée avec une rigoureuse précision, fut retardée de quelques secondes et suffit pour sauver la vie au premier Consul ; mais elle n'en causa pas moins la mort d'une dizaine de personnes, et une trentaine furent blessées plus ou moins grièvement. Le gouvernement distribua des secours d'argent à ces derniers ; les orphelins et les veuves furent pensionnés.

calme et paisible dans sa loge, occupé à lorgner les spectateurs et à causer avec Fouché.

Joséphine continua sa route, en passant cependant par un autre chemin que la rue Saint-Nicaise ; et lorsqu'elle entra dans sa loge, située à l'avant-scène et en face de celle occupée par son mari, celui-ci lui fit, avec la main, un signe. Bientôt la triste vérité lui fut connue. La nouvelle de l'événement se répandit parmi les assistants. L'agitation fut portée à l'extrême ; mais l'attitude calme de Napoléon tranquillisa tous les spectateurs, et l'opéra continua comme s'il ne se fût rien passé d'extraordinaire.

De retour aux Tuileries, dès que le premier Consul vit entrer sa femme dans le salon, où il était arrivé quelques minutes avant elle, il courut l'embrasser affectueusement, et lui dit presque en souriant :

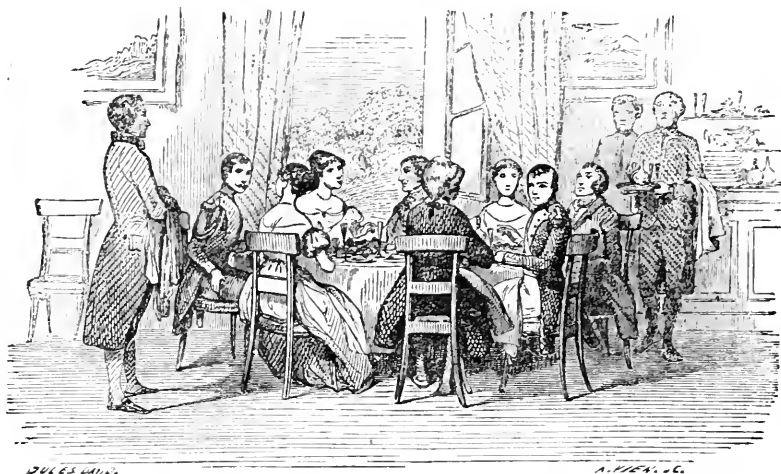
— Ces coquins de jacobins voulaient me faire sauter... Mais toi, tu as dû l'échapper belle ?

La mère et la fille ne répondirent qu'en fondant en larmes.


— Est-ce donc vivre, s'écria Joséphine, que de redouter sans cesse des assassins ?

— Que veux-tu?... Mais sois tranquille, te dis-je, cette affaire me mènera plus loin qu'on ne pense.

Quatre ans plus tard, et pour ainsi dire jour pour jour, Napoléon était couronné empereur.



CHAPITRE III.


 L'ACTE le plus politique de Napoléon, pendant son consulat, fut peut-être le rétablissement du culte en France, par la signature du Concordat qui eut lieu le 15 juillet 1801. Les difficultés de cette négociation avaient été d'autant mieux applanies que, dans le cours de ses précédentes campagnes d'Italie, lui général en chef n'avait point agi brutalement, comme la plupart des généraux républicains, ses collègues, contre Rome et les pontifes. Dans toutes ses lettres au pape, il lui avait constamment donné le titre de *santo Padre*, et lui-même avait signé *son humble fils*; car peut-être rêvait-il déjà cette double couronne qui devait, quatre ans plus tard, le faire à la fois chef d'un grand empire et fils aîné de la sainte Église. Aussi, dès les premières ouvertures faites par Napoléon à la cour de Rome, le pape s'empressa-t-il d'expédier à Paris le prélat Spina, le cardinal Gonsalvi et le père Caselli, en qualité de plénipotentiaire; Joseph Bonaparte, le conseiller d'État Cretet et l'abbé Bernier, furent ceux du premier Consul, qui dès lors employa tous les moyens pour activer et amener l'entreprise à bien.

Quelques jours auparavant, à la suite d'une séance du Conseil d'État, Napoléon demanda à Portalis :

— Qu'est-ce que c'est que vos théophilanthropes ? Ces gens-là ont-ils un dogme ?

Portalès, homme de lumière et de droiture, expliqua à Napoléon que la doctrine des théophilanthropes avait pour base les préceptes de la loi naturelle; pour but, la pratique et l'amour de toutes les vertus; en un mot, que c'était une religion purement morale et sociale.

— Oh ! oh ! reprit vivement Napoléon, ne me parlez pas d'une religion qui ne me prend qu'à vie, sans m'enseigner d'où je viens et où j'irai.

Le Concordat fut donc résolu : peut-être l'était-il d'avance, dans le secret de la politique de Napoléon et d'après ses penchants religieux. Quoi qu'il en soit, un soir qu'il s'en expliquait au cercle de Joséphine, Monge lui dit :

— Espérons pourtant qu'on n'en viendra pas aux billets de confession.

— Il ne faut jurer de rien, répliqua sèchement le premier Consul.

De cette époque commença à dater le refroidissement de beaucoup d'hommes pour lui en France, et ce fut principalement dans les hauts grades militaires que ce foyer de mécontentement éclata. La plupart des chefs de l'armée réunis à Paris se déclarèrent contre cet acte. Soit dépit contre une institution qu'ils avaient combattue, soit qu'ils vissent là un premier pas du général Bonaparte pour sortir de leur rang et

s'élever sans eux à d'autres destinées, soit enfin rivalité de quelques ambitions jalouses, il n'en est pas moins vrai que les résolutions les plus violentes furent proposées à ce sujet, entre autres celle de renverser le premier Consul de son cheval à la parade, puis de le fouler aux pieds. Si ce ne fut pas de la part de ce tumultueux état-major une conjuration à mort, c'est qu'il y manqua le mystère et un chef assez sûr de lui succéder pour donner l'élan et garantir à tous l'impunité. Tout cela fut si bruyant et si divisé que Napoléon ne l'ignora pas, et que lui-même ordonna d'arrêter et de faire éloigner de Paris trois ou quatre des plus mutins, ce qui suffit pour calmer cette bourrasque révolutionnaire.

Mais l'impulsion donnée dans quelques villes de province qui comptaient une nombreuse garnison continua son effet. Des libelles, dans lesquels étaient prodiguée l'injure contre le premier Consul, contre *le Corse déserteur*, contre *l'assassin de Kléber*, et qui faisaient un appel à *l'insurrection* et à *l'extermination*, furent jetés par ballots dans la capitale. Il est vrai que, grâce à l'activité de la police, toujours sous la direction de Fouché, pas un seul de ces pamphlets ne parvint à sa destination, excepté cependant le premier de tous, expédié à Paris, dans un panier de beurre de Bretagne, par la diligence de Rennes, à un aide-de-camp du général Moreau.

Dès ce moment, Napoléon ne douta plus que ce général ne fût au moins dans la confiance de cette séditieuse circulaire qui jetait des brandons de discorde dans tous les rangs de l'armée. Aussi enjoignit-il au ministre de la police d'avoir avec lui une explication; elle eut lieu presque immédiatement et fut peu satisfaisante. Moreau se tint sur un ton léger de réserve à peine négative, affectant de plaisanter sur ce qu'il appelait une *conspiration de pot-à-beurre*, comme à sa table et dans son salon on avait décerné à son cuisinier une *casserole d'honneur*, et un *collier d'honneur* à son lévrier.

Fouché, avec tous les ménagements possibles, rendit compte le soir même au premier Consul de sa conversation avec Moreau. Napoléon, après avoir écouté attentivement le ministre, lui dit :

— Il faut enfin que cette lutte finisse; il n'est pas juste que la France souffre, tirillée entre deux hommes. Moi dans sa position, et lui dans la mienne, je serais son premier aide-de-camp. Se croit-il en état de gouverner?... Eh bien ! soit, mais alors, demain, à six heures du matin, qu'il se trouve au bois de Boulogne; son sabre et le mien en décideront : je l'y attendrai. Ne manquez pas, Fouché, d'exécuter mon ordre.

Il était près de minuit quand le ministre revint des Tuileries avec une si étrange mission. Moreau fut appelé sur-le-champ... On juge assez que la prudence conciliatrice de Fouché dut s'interposer avec succès. Par accommodement, le général consentit à se rendre le lendemain au lever du premier Consul, où il n'avait pas paru depuis quelque temps; et Napoléon, prévenu dès la nuit même, l'accueillit parfaitement. Cela fit presque un événement de cour, bien que personne ne se doutât que, quelques heures auparavant, ces deux

hommes dussent se couper la gorge; mais dès ce jour ils furent irréconciliables.

Napoléon, qui jusqu'alors ne s'était jamais montré qu'en uniforme, porta, à la fête de l'anniversaire du 1^{er} juillet, un habit habillé de soie rouge, brodé à Lyon, avec une cravate noire. Ce costume parut assez bizarre; cependant on ne lui en fit pas moins compliment sur son bon goût, excepté pour la cravate, qui, lui objecta-t-on, n'était nullement en harmonie avec l'habit.

— Il y a toujours quelque chose qui sent le militaire, répondit-il en souriant, et il n'y a pas de mal à cela.

M. Gaudin, ministre des finances, fut l'un des premiers qui, à une audience de Saint-Cloud, porta la bourse à cheveux et des dentelles. On suivit peu à peu cet exemple pour plaire au premier Consul; mais ce retour aux anciens usages fut, dans les commencements, une véritable mascarade. L'un avait une cravate avec un habit habillé, l'autre un col avec un frac; celui-ci la bourse, celui-là la queue; quelques-uns avaient les cheveux poudrés, le plus grand nombre était sans poudre; il n'y manquait que les perruques. Toutes ces petites choses étaient devenues de grandes affaires. Les anciens perruquiers étaient aux prises avec les nouveaux. Chaque matin on regardait la tête du premier Consul; si on l'eût vu une seule fois avec de la poudre c'en était fait des *titus*, l'une des modes les plus saines et les plus commodes de la Révolution, et les cheveux *au naturel* eussent été proscrits.

Les femmes, qui poussaient à l'ancien régime, par caprice ou par coquetterie, étaient cependant ennemies de la poudre, parce qu'elles tremblaient que la réforme ne les atteignît, et qu'on ne finît par les grands paniers, après avoir commencé par les chignons et les crêpes. Elles voyaient juste, car quelques douairières de la cour de Louis XV avaient soutenu qu'on ne pouvait être jolie avec les modes grecques et romaines, et que la corruption des mœurs ne datait que du moment où on avait porté les cheveux courts et des robes qui dessinaient les formes.

Madame Bonaparte était à la tête de l'opposition; il appartenait de défendre la grâce et le bon goût à la femme du monde qui en avait le plus. Elle détestait la gêne et la représentation, et disait souvent :

— Tout ceci me fatigue et m'ennuie; je n'ai pas un moment à moi.

Napoléon servait de père aux enfants de sa femme, et ceux-ci justifiaient cette affection paternelle par leurs excellentes qualités et leur amour filial. Eugène était plein d'honneur, de loyauté et de bravoure; Hortense, douce, aimable et sensible. Sa mère avait voulu la marier pour la rendre heureuse... En l'unissant à son frère Louis, Napoléon crut concilier avec sa politique le bonheur de sa belle-fille : il se trompa.

Au fur et à mesure que le pouvoir consulaire s'était agrandi, le travail journalier auquel se livrait Napoléon était devenu plus important, d'autant que c'était dans son cabinet particulier que s'élevaient toutes les affaires gouvernementales. La direction de ce cabinet était confiée à Bourrienne; malheureusement, la



Tout en pleurs, M. de M™ embrassa le général Lemarrois et son collègue.

caractère de ce dernier, se mêlant à un besoin de négociations intéressées dans lesquelles il trouvait tout à la fois de l'influence et des bénéfices, Napoléon, qui n'aimait pas les *faiseurs d'affaires*, congédia Bourrienne, auquel il accorda le consulat de Hambourg, comme indemnité, et remplaça ce secrétaire intime par M. de Meneval, honnête et probe jeune homme, élevé dans l'enivrement de la gloire et du génie de Napoléon auprès de Joseph Bonaparte, son frère. M. de Meneval savait écrire aussi vite que Bourrienne; d'une fidélité et surtout d'une discrétion à toute épreuve, il se voua corps et âme au premier Consul. Le cabinet particulier s'accrut ensuite de secrétaires qui devinrent presque tous des hommes considérables et considérés. M. Fain y joua plus tard, et lors des derniers temps de l'empire, ainsi que M. Monnier, un rôle important. Au reste, ce cabinet particulier, entièrement composé de jeunes hommes, recevait comme un reflet de l'immense activité du premier Consul, qui, devenu empereur, voulut tout connaître.

Si les fonctions de secrétaire de Napoléon étaient honorables à remplir, elles étaient aussi une rude tâche. Il fallait, en quelques sorte, travailler jour et nuit, et se condamner à une espèce de réclusion; car ce n'était que rarement que l'Empereur permettait à un de ses secrétaires de s'absenter. Aussi préférait-il les célibataires.

Dès le matin, à peine Napoléon était-il habillé (avant cinq heures en été, jamais plus tard que sept heures en hiver), il descendait dans son cabinet, et il fallait bien que chacun fût à son poste pour être

mis, par lui, en *besogne*. Trois tables étaient placées dans ce cabinet; l'une, très-belle, pour lui (c'était un ancien bureau qui avait appartenu à Louis XIV, et sur lequel, dit-on, avait été signé l'édit de Nantes), se trouvait au milieu de la pièce, le dos du fauteuil devant la cheminée, et la fenêtre en face. A gauche de la cheminée était une petite pièce servant également de cabinet, et dans laquelle se tenait ordinairement un des secrétaires adjoints. Par ce cabinet, on pouvait communiquer de plam-pied avec les grands appartements.

Quand Napoléon était devant son bureau, assis dans le large fauteuil dont il mutilait sans cesse les bras à coups de canif, il avait vis-à-vis de lui et un peu à sa droite un grand corps de bibliothèque garni de cartons. Tout à fait à droite était la grande porte du cabinet; elle conduisait immédiatement, au moyen de quelques marches, dans sa chambre à coucher. Après avoir traversé cette pièce, on passait dans un petit salon qu'on appelait le *salon d'attente*; puis venait le grand salon où se tenaient habituellement les officiers de la maison. Les personnes étrangères au palais entraient dans le cabinet de l'Empereur par l'autre côté, c'est-à-dire par le *pavillon de Flore*; de sorte qu'il leur fallait, avant d'y arriver, passer par la petite pièce dont nous avons parlé, où couchait la nuit le garçon de bureau, auquel on donna plus tard la qualification de *gardien du portefeuille*.

Deux autres tables fort modestes étaient encore placées dans le cabinet impérial. Il n'y en avait jamais qu'une seule d'occupée, celle de droite; l'autre ser-



Quelquefois il sortait des Tuileries avant le jour pour parcourir *incognito* les rues de Paris.

vait à entreposer les cartons, les papiers, les cartes et les livres dans lesquels on avait à faire des recherches. En été, on avait en perspective le feuillage des beaux marronniers des Tuileries; mais il fallait se tenir debout et près de la croisée pour apercevoir les promeneurs du jardin. Le secrétaire qui travaillait sur la petite table de droite tournait le dos à Napoléon, de sorte qu'il n'avait besoin que d'un léger mouvement de tête pour le voir lorsqu'il avait quelque chose à lui dire. Le secrétaire qui occupait la petite pièce à côté n'entrait jamais dans le cabinet lorsque Napoléon s'y trouvait, à moins qu'il ne l'appelât. Souvent, et par désœuvrement, il allait le trouver et causait avec lui. Il ne donnait jamais d'audience particulière autre part que dans son cabinet. Jamais il ne faisait fermer les portes de communication; s'il voulait être seul, il envoyait promener dans la grande antichambre du pavillon de Flore ses secrétaires; il en agissait de même lorsqu'il voulait être en tête-à-tête avec la personne qu'il recevait.

Parmi ses habitudes particulières, il avait encore celle de s'asseoir sur le bord de la table et d'appuyer un de ses bras sur l'épaule de celui qui l'occupait, en balançant ses jambes de façon à imprimer à cette table un mouvement d'oscillation tel, qu'il était impossible d'écrire ce qu'il dictait.

— Ah ! pardon, disait-il alors; c'est une mauvaise habitude.

Et l'Empereur de rire, de se mettre debout, et de continuer à dicter en se promenant les mains croisées sur le dos.

Au retour de Milan, en 1805, où Napoléon était allé se faire couronner roi d'Italie, le travail de son cabinet particulier était devenu si considérable, qu'il était impossible à un seul homme d'y suffire. M. de Meneval en avait prévenu l'Empereur, et celui-ci songeait à lui donner des auxiliaires, lorsque deux jeunes gens, protégés par M. Maret, alors ministre de la secrétairerie d'État, furent proposés et admis à l'honneur de travailler dans le cabinet impérial, conjointement avec M. de Meneval. Ce furent le jeune P*** et M. de M***. Ils étaient très-exacts et très-laborieux; aussi les voyait-il avec beaucoup de bienveillance. Logés au palais et par conséquent nourris, chauffés, éclairés, etc., ils recevaient en outre un traitement fixe de 8,000 fr. par an. On va croire qu'avec tous ces avantages ces messieurs étaient dans l'aisance; il n'en était rien. S'ils étaient assidus aux heures de travail, ils ne l'étaient pas moins à celles des plaisirs, quand la journée était achevée; d'où il advenait que le deuxième trimestre était à peine commencé, que les appointements de l'année étaient dépensés. L'un d'eux surtout, P***, avait contracté tant de dettes, et ses créanciers, connaissant sa position, se montraient si impitoyables, que, sans une circonstance imprévue, il aurait été infailliblement remercié, si la connaissance de ces faits fût parvenue aux oreilles de Napoléon.

Après avoir passé des nuits entières à réfléchir sur la délicatesse de sa situation, et n'imaginant pas de moyen pour sortir d'embarras en satisfaisant ceux de ses créanciers qui le traquaient à toutes les issues du palais, le pauvre P*** avait cherché une distraction

toute naturelle à son anxiété dans le travail, en se rendant chaque jour, dès cinq heures du matin, dans le cabinet de l'Empereur. Comme à pareille heure personne ne pouvait l'entendre, tout en préparant la besogne de la journée, il s'amusa à siffler l'air de cette romance de Blangini : *Il est trop tard !* alors fort en vogue. Or, un matin que Napoléon ayant déjà travaillé seul dans son cabinet, en sortait pour aller se mettre au bain, entendant siffler dans le petit cabinet qui précédait le sien, il revint immédiatement sur ses pas :

— Diantre ! déjà ici, Monsieur ! dit-il à P*** d'un air satisfait ; c'est exemplaire. Meneval doit être content de vous. Qu'avez-vous d'appointements ?

— Huit mille francs, Sire, et lorsque j'ai l'honneur de suivre Votre Majesté en voyage, on me donne une gratification.

— Diable ! à votre âge, c'est fort joli. Il me semble qu'en outre de cela, on vous loge et on vous nourrit ?

— En effet, Sire.

— Alors je ne m'étonne plus si vous chantez ; car vous devez être très-heureux, n'est-ce pas ?

En disant ces mots, Napoléon se frotta les mains. P***, jugeant à ce *tic* particulier que l'Empereur est de bonne humeur et qu'une occasion favorable de sortir d'embarras une bonne fois pour toutes lui est offerte, P***, disons-nous, se résout à lui faire l'aveu de la fâcheuse position dans laquelle il se trouve.

— Hélas ! Sire, je devrais l'être, reprit-il d'un ton contrit ; et cependant je ne le suis pas.

— Ah !... et pourquoi cela ?

— Sire, parce que d'abord j'ai trop d'Anglais à mes trousses, et qu'ensuite j'ai à soutenir mon vieux père, qui est presque aveugle, et ma sœur, qui n'est pas encore mariée.

— Mais, Monsieur, vous ne faites là que ce qu'un bon fils doit faire. A propos ! que voulez-vous dire avec vos *Anglais* ! Est-ce que par hasard vous auriez de ces gens-là à nourrir ?

— Non, sire ; mais ce sont eux qui m'ont prêté de l'argent lorsque je n'en avais pas ; je n'ai pu encore le leur rendre. Tous ceux qui ont des dettes appellent aujourd'hui leurs créanciers des Anglais.

— Assez, assez, Monsieur, je comprends... Ah ! vous avez des créanciers !... Comment, avec vos appointements, vous faites des dettes !... Il suffit ; je ne veux pas avoir plus longtemps près de moi un homme qui a recours à l'*or des Anglais*, lorsque avec celui que je lui donne il peut vivre honorablement. D'ici à une heure vous recevrez votre démission. Adieu, Monsieur.

Et Napoléon, lançant un regard sévère à P***, remonta dans sa chambre à coucher en laissant le jeune homme en proie à un tel état de désespoir que, déterminé à se tuer, déjà il s'était enparé d'un poinçon et allait s'en frapper au cœur, lorsque, fort heureusement pour lui, M. de M***, son collègue, entra dans le cabinet, et parvint, non sans peine, à faire rentrer le calme dans l'esprit de son ami. A peine une demi-heure s'était écoulée que le général Lemarrois, aide-de-camp de Napoléon, entra et remit à P*** une lettre cachetée, en lui disant :

— C'est de la part de l'Empereur.

P***, ne doutant plus de son malheur, prend la lettre et la donne à M. de M***, incapable qu'il est de pouvoir la lire lui-même. Celui-ci l'ouvre ; elle était ainsi conçue :

« Je voulais vous chasser de mon cabinet, car vous « l'avez mérité ; mais j'ai songé à votre vieux père « aveugle, m'avez-vous dit, à votre jeune sœur, et je « vous ai pardonné à cause d'eux ; et comme ce sont « eux surtout qui doivent avoir à souffrir de votre « conduite, je vous envoie, avec un congé pour « aujourd'hui seulement, un bon de 10,000 francs que « M. Estève* a ordre de vous payer à l'instant. Dé- « barrassez-vous, avec cette somme, de tous les An- « glais qui vous tourmentent, et faites en sorte de ne « plus retomber dans leurs griffes, car alors je vous « abandonnerais sans retour.

« NAPOLEON. »

Un *vive l'Empereur !* étourdissant sortit de la bouche de M***. Quant à P***, la joie et le saisissement semblaient lui avoir ôté la parole ; tout en pleurs, il embrassa le général Lemarrois et son collègue, et, partant comme un trait, il alla annoncer à sa famille ce que certaines gens du faubourg Saint-Germain, qui eurent connaissance de ce trait, appelèrent un *sauvage* acte de la tyrannie impériale.

Cependant Napoléon, qui était toujours juste, ne demandait pas mieux que de donner également une gratification à M. de M***, dont il n'avait jamais eu qu'à se louer ; mais comme il ne faisait rien sans but et sans motif, il voulut que celui-ci lui fournit l'occasion de se montrer généreux envers lui, se ménageant du reste de la lui offrir tout naturellement. Malheureusement, M. de M***, qui se trouvait à peu près dans la même position que son collègue, ne sut pas profiter de cette bonne disposition de l'Empereur ; elle faillit, au contraire, tourner à son désavantage.

Napoléon, avant tout, voulait être obéi et servi sur-le-champ. Il n'aimait pas que l'on remit au lendemain ce qu'on pouvait faire le jour même, et ce n'était que très-rarement qu'il ajournait un travail. Si ce travail ne lui plaisait pas, il chargeait un de ses secrétaires de le faire et de le lui présenter à jour et à heure fixes ; malheur à lui si cette besogne n'était pas achevée à propos, car il ne haïssait rien tant que la paresse ou l'inaction. Une négligence de ce genre de la part de M. de M*** fit qu'il ne reçut pas la gratification qui lui était réservée. Voici comment. Il y avait déjà quelques jours que P*** avait touché ses 10,000 francs. M. de M*** était seul et debout devant la fenêtre du cabinet de Napoléon, lorsque celui-ci entre, prend sur son bureau un cahier, et le lui remet en disant :

— Faites-moi une copie de ce rapport ; il me la faut ce soir à onze heures.

Puis il sort.

M. de M*** avait pris le cahier et s'apprêtait à le lire sans quitter sa place, lorsque Napoléon, rentrant

* Trésorier de la couronne.

quelques minutes après, aperçoit son secrétaire toujours debout devant la croisée.

— Que faites-vous encore là, Monsieur? lui dit-il d'un ton sévère; je parie que vous vous amusez à regarder les femmes qui se promènent sur la terrasse!

Et s'approchant lui-même de la fenêtre :

— J'en étais sûr! s'écrie-t-il.

En effet, la terrasse du bord de l'eau, alors promenade à la mode, était couverte de jolies femmes qui, chaque jour, venaient à pareille heure faire admirer leur toilette; mais au lieu de s'excuser comme il aurait dû le faire, M. de M*** répond :

— C'est vrai, Sire, cela m'arrive quelquefois; cependant je puis assurer à Votre Majesté que, dans ce moment, je réfléchissais à la longueur de ce rapport.

— Alors, Monsieur, raison de plus pour ne pas bâcler.

— Sire, j'avais besoin de me reposer un peu.

— Quand on est las, Monsieur, réplique l'Empereur presque impatienté, on s'asseyait. C'est devant votre table que j'aurais dû vous trouver en entrant, et non devant cette fenêtre.

— Sire, je...

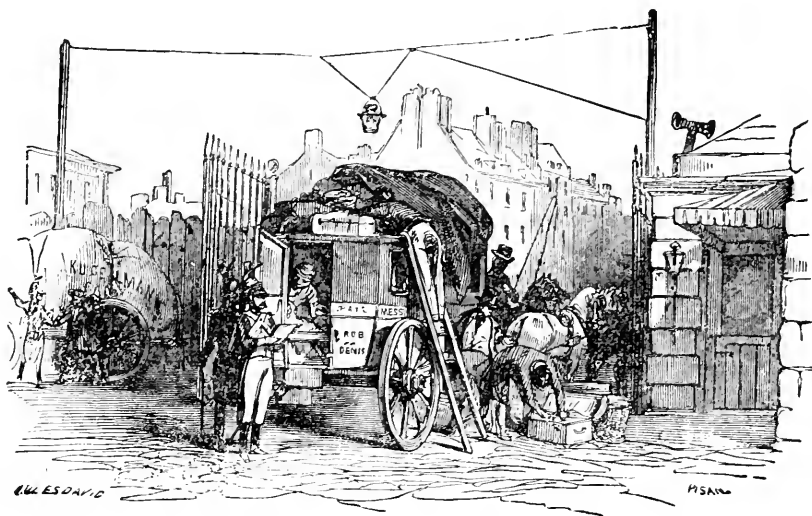
— Assez, Monsieur. fit Napoléon en frappant du pied avec vivacité, vous m'avez entendu.

Et il sort précipitamment de son cabinet, sans doute pour n'être pas forcé d'adresser d'autres reproches à ce jeune homme.

Tout cela n'eût été rien encore; mais la copie du rapport ne s'étant pas trouvée expédiée le soir, comme elle aurait pu l'être, Napoléon n'en témoigna pas de suite son mécontentement à M. de M***; mais, plus tard, l'occasion s'étant présentée de lui reprocher la négligence qu'il avait apportée à cette expédition, il ne la laissa pas échapper, et apprit à son secrétaire ce qu'il avait perdu dans cette circonstance.

Par la suite, M. de M*** eut beau redoubler de zèle et d'activité, se rendre dans le cabinet dès cinq heures du matin, siffler même l'immense répertoire des romances de Blangini, tout fut inutile; Napoléon fit la sourde oreille; il ne voulut ni comprendre ce langage musical, ni pardonner l'acte de paresse dont M. de M*** s'était rendu coupable, et quoi qu'il en soit, il n'eut part à aucune des faveurs qui, à certaines époques de l'année, pleuvaient sur la tête de ceux qui, comme lui, approchaient de l'Empereur.





CHAPITRE IV.



DEVENU premier Consul à vie (le 2 août 1802), Napoléon ne négligea aucune des mesures qu'il jugea nécessaires pour affermir son autorité. Sa sagacité naturelle lui fit sentir que le

levier tout-puissant qui venait de l'élever si subitement et si haut, ne lui fournissait pas un point d'appui suffisant pour l'y soutenir. Ce fut dans les rangs de nos savants, de nos gens de lettres et de nos grands artistes, qu'il alla chercher des soutiens moins visibles mais plus effectifs. Il donna, à sa campagne de Malmaison, des dîners sans appareil, où se trouvaient invités successivement, et avec un adroit mélange de convives, les hommes que leur caractère, leur talent, leur influence ou leur popularité lui désignaient comme pouvant être utiles à l'accomplissement de ses desseins.

La plupart de ces dîners se passaient en causeries littéraires; il y régnait, de part et d'autre, une grande

bonhomie. Au sortir de table, le maître de la maison prenait tour à tour et au hasard chacun des convives qu'il avait le désir de s'attacher; et, tout en se promenant bras dessus bras dessous, soit dans le salon, soit au jardin, il disait en peu de mots ce qui pouvait mener à son but, qu'il ne perdait jamais de vue. L'ambition des places, un sentiment de curiosité, l'espoir de jouer un rôle dans les événements, le désir plus louable encore et si naturel de voir un jeune capitaine que déjà couvrait une immense illustration militaire, que de motifs faisaient parcourir la route de Paris à Malmaison!

Quoique le poète Ducis eût eu déjà de fréquentes relations avec Napoléon, au retour de sa première expédition d'Italie, son nom ne fut cependant pas placé des premiers sur ces listes d'invitation; mais le premier Consul ayant fait reprendre au Théâtre-Français la tragédie de *Macbeth*, il profita de la circonstance pour inviter l'auteur à dîner. Ducis n'hésita pas à accepter, et se rendit à Malmaison, accompagné de son ami Legouvé, qui avait également reçu une invitation pour ce jour-là. En partant, Ducis lui dit, en parlant du premier Consul :

— Mon cher, nous savons maintenant ce qu'il peut, tâchons de savoir ce qu'il veut.

Il paraît néanmoins qu'on n'observait point à Malmaison une étiquette aussi rigoureuse qu'aux Tuileries ou même à Saint-Cloud; car Ducis s'y présenta dans l'équipage qu'il avait adopté depuis longtemps :



Le Couronnement.

l'habit gris, les bas de laine, le chapeau rond et la canne à la main.

Pendant le dîner, il ne se passa rien de remarquable, si ce ne fut quelques observations sévères et souvent très-justes, de la part de Napoléon, sur le caractère de *Macbeth*, considéré comme ressort principal de cette tragédie; mais, pendant la soirée, la conversation vint à se porter sur les affaires du moment, et le premier Consul parla de ses projets en homme que la victoire avait habitué à vaincre les obstacles.

— Il nous faut, dit-il à ses invités, des lois tout autres que celles que nous avons eues jusqu'ici. Quand tout le monde marche au hasard, tout le monde se

heurte. Je ne vois de plan régulier nulle part : notre administration est encore sans système, parce que le dernier gouvernement était sans volonté. Je rétablirai l'ordre partout. Je veux placer la France dans un tel état, qu'elle puisse dicter des lois à l'Europe. Je ferai toutes les guerres nécessaires, dans l'unique but de la paix. Je vous donnerai des institutions fortes; je les mettrai en harmonie avec nos besoins et nos habitudes; je protégerai la religion : je veux que ses ministres soient à l'abri du besoin.

— Et après cela général? interrompit doucement Ducis.

— Après cela? reprit Napoléon en souriant, quoi-que un peu étonné; après cela papa Ducis (c'est ainsi

qu'il le désignait toujours), si vous êtes content de moi... eh bien ! vous me nommerez juge de paix dans quelque canton.

Et tout le monde de rire de cette naïve ambition.

Au bout de quelques temps, Ducis reçoit du premier Consul une nouvelle invitation, à laquelle il s'empresse de se rendre comme à la première. Il y a cette fois, dans l'accueil qu'il reçoit, quelque chose de plus caressant ; il est, pendant le dîner, l'objet de plusieurs distinctions qu'on juge propres à le flatter. Après le café, Napoléon s'empare du poète et l'emmène dans le parc, où ils font quelques tours de promenade ; et c'est là, qu'après un échange mutuel de politesses, s'établit entre eux le dialogue suivant :

— Comment êtes-vous arrivé ici, papa Ducis.

— Mais, général, dans une bonne voiture de louage, qui m'attend à votre porte, et qui doit me ramener, ce soir, à la mienne.

— Quoi ! en fiacre ! à votre âge ? cela ne vous convient pas.

— Général, je n'ai jamais eu d'autre voiture, quand le trajet m'a paru trop long pour mes jambes.

— Non, vous dis-je, cela ne se peut plus : il faut qu'un homme de votre âge, de votre mérite, ait une bonne voiture à lui, bien simple, bien suspendue. Laissez-moi faire, j'arrangerai cela.

— Général, reprend Ducis en apercevant au même moment une bande de canards sauvages qui traversait un nuage au-dessus de leur tête, êtes vous chasseur ?

— Mais oui, répond Napoléon... qui ne devine pas trop où Ducis veut en venir.

— Vous voyez cet essaim d'oiseaux qui fend la nue ?

— Quel rapport ?...

— Eh bien ! il n'y en pas un, là, qui ne sente de loin l'odeur de la poudre et ne flaire le fusil d'un chasseur.

— Que voulez-vous dire ?

— Que je suis un de ces oiseaux, général : je me suis fait canard sauvage.

Après cette singulière réplique, il était difficile que la conversation allât plus loin ; cependant Napoléon attachait peu d'importance à cette saillie du poète, qu'il ne regarda que comme un caprice passager qu'il lui serait facile de vaincre quand il le voudrait, et il voulut que le nom de Ducis fut placé sur la liste de la première fournée de sénateurs ; mais celui-ci refusa opiniâtrement, quoique avec mesure et dignité, se bornant à répondre aux instances et aux prières de ses amis, qui voulaient lui faire accepter cette haute dignité :

— Ma détermination est irrévocablement prise.

Le premier Consul vint à créer l'ordre de la Légion-d'Honneur. Ducis avait des droits incontestables à cette institution, qui avait pour objet de récompenser toutes les gloires, de décorer tous les talents. A la fin de l'année 1803, cette distinction lui fut décernée par le grand conseil de la Légion-d'Honneur, qui, à son origine, avait seul le pouvoir des nominations. Ducis refusa encore, et expliqua le motif de son refus dans une lettre qu'il écrivit à M. de Lacépède. Napoléon en fut instruit, et, sans témoigner le moindre

mécontentement contre un exemple dont la contagion était peu à craindre, il se contenta de dire :

— Eh bien ! c'est moi qui resterai son obligé ; le père Ducis est un original.

En effet, pendant quelques jours on se dit tout bas : *Le vieux Ducis est devenu tout à fait fou* ; puis il n'en fut plus question. Cependant, comme on faisait l'année suivante, à madame de Boufflers, le récit de l'entêtement de Ducis (c'était ainsi qu'on qualifiait ce qui n'était de sa part qu'un acte de conscience) : *Je le reconnais bien là !* s'écria cette dame, qui aimait beaucoup Ducis : *C'est un vrai Romain !*

— *Au moins pas du temps des Empereurs !* reprit le chevalier de Boufflers, avec cette finesse d'esprit qui lui était si naturelle.

Parmi les plus habituelles fantaisies de Napoléon, fantaisies qui du reste lui procuraient souvent de piquantes jouissances, il avait celle de parcourir Paris *incognito*, à la manière du célèbre sultan que l'auteur des *Mille et Une Nuits* a immortalisé dans ses *Contes*.

Presque toujours accompagné du grand visir Giaffar, c'est-à-dire de Duroc, ou, à son défaut de l'aide-de-camp de service, Napoléon sortait des Tuileries quelquefois avant le jour. Alors la personne qu'il emmenait avec lui était chargée de répondre au *qui-vive* des factionnaires échelonnés autour du jardin : *L'Empereur !* Le commandant du poste venait seul le reconnaître. Après l'échange des mots *d'ordre* et de *ralliement*, cet officier de la garde ouvrait la grille par laquelle Napoléon voulait sortir du jardin, et il s'échappait ainsi de ce qu'il appelait en plaisantant *sa prison des Tuileries*.

Dans ces excursions à travers la ville, il était toujours vêtu d'une redingote bleu foncé, comme dans les derniers temps, entièrement boutonnée sur la poitrine ; il portait un chapeau rond à larges bords. Son compagnon n'avait rien non plus qui pût faire deviner son rang. Ces promenades faisaient grand bien à Napoléon, en ce qu'elles le délassaient d'un travail presque continu. Que ce fût de grand matin ou à la nuit close, lorsque Duroc voyait Napoléon sortir de ses appartements intérieurs ainsi vêtu, il savait d'avance ce qu'il avait à faire ; et, sans autre information, il allait se *déguiser*, c'est-à-dire endosser un habit bourgeois. Quelquefois aussi, au lieu de sortir du palais par un des pavillons du jardin, surtout si c'était en été et que les Tuileries fussent encore ouvertes aux promeneurs, il traversait la cour du château et s'esquivaient par le guichet qui est en face de la *rue de l'Echelle*. Duroc lui donnait le bras. Ils entraient ainsi dans les boutiques de la rue Saint-Honoré pour y marchander ou même y acheter quelques objets de mince valeur. Il lui arrivait quelquefois de se *risquer* jusqu'à pénétrer dans les galeries du Palais-Royal ; mais il fallait qu'il n'y aperçût que peu de monde. Ordinairement les excursions du soir ne s'étendaient guère plus loin.

Lorsqu'il entrait dans une boutique, Duroc faisait étaler à ses yeux les objets qu'il paraissait vouloir acheter ; et, pendant ce temps, Napoléon commençait son rôle de questionneur. Il n'y avait alors rien de plus comique que de le voir s'efforcer de prendre les manières, le langage et le ton suffisant

d'un homme à la mode, lui qui d'ordinaire était si positif, si simple et si naturel. Que de gaucherie n'avait-il pas à vouloir se donner des grâces quand, relevant les bords de sa cravate noire, se soulevant sur la pointe des pieds et se baissant tout à coup en ployant les jarrets, il disait d'un ton protecteur :

— Eh bien ! Madame, que dit-on de nouveau depuis que le premier Consul a fait la paix?... Est-on content?... Votre commerce prospère-t-il?... Votre boutique me semble assez bien approvisionnée ; il doit venir beaucoup d'acheteurs chez-vous ?

A ces mots de *boutique assez bien approvisionnée*, qui sonnaient mal à l'oreille de la marchande, celle-ci regardait de travers ce singulier questionneur ; sa figure se rembrunissait, et elle ne répondait que par monosyllabes, ou même ne répondait pas du tout, ne sachant trop à qui elle avait affaire. Quelquefois même, soupçonnant que ce devait être au moins un *révolutionnaire*, pour couper court aux questions indiscrètes d'un chaland dont les allures n'étaient pas celles d'un *homme comme il faut*, elle appelait son mari, ou un commis, pour la débarrasser de cet importun. Il arriva même un jour (c'était peu de temps après le couronnement) que l'Empereur ayant demandé d'un ton moqueur à un bijoutier de la *rue de la Loi* (rue Richelieu) ce qu'on pensait de ce *farceur de Napoléon*, celui-ci, qui était un de ses plus dévoués admirateurs, croyant avoir affaire à un ancien jacobin ou à un espion de police mal déguisé, sauta sur un balai qui se trouvait à sa portée et en menaça l'homme assez osé pour parler devant lui, avec tant d'irrévérence, de Sa Majesté l'Empereur et Roi. Le grand-maître se hâta de s'interposer, en excusant, tant bien que mal, son *ami*, qui n'avait eu que le temps de sortir pour éviter autre chose que des menaces. A en croire Napoléon, le moment où, pour avoir mal parlé de lui dans cette boutique, il avait failli en être chassé à coups de balai, avait été un des plus gais et des plus heureux de sa vie.

Il faut le dire, dans ce costume d'Harroun-al-Raschid, comme lui-même l'appelait, Napoléon avait une physionomie et une tournure des plus étranges. Cela venait de la manière dont il se coiffait avec ce chapeau rond, que, faute d'habitude, il portait tantôt trop en arrière, tantôt trop en avant, et rabattu sur les yeux pour ne pas être reconnu. Quant à la redingote, sa coupe et son ampleur étaient véritablement burlesques. Napoléon ne pouvait souffrir d'être gêné dans ses vêtements, et bien moins encore d'être serré. Michel, son tailleur, lui faisait des habits et surtout des redingotes qui lui allaient, pour nous servir d'une comparaison alors à la mode, comme si on lui eût pris mesure sur une guérite ; enfin, le soin même qu'il prenait pour déguiser ses gestes, son attitude et sa démarche ordinaires, sous les manières et la démarche des gens vulgaires, tout cela faisait de Napoléon un être à part qu'on ne pouvait s'empêcher de regarder, en riant, comme une sorte d'originalité vivante. Du reste, si ces excursions *incognito* ne tournaient pas toujours au profit de son amour-propre, ceux qui étaient assez heureux pour le recevoir étaient certains de s'en trouver bien.

Étant consul et se promenant un matin dans la délicieuse orangerie de Malmaison, alors fort étroite, il aperçoit un homme qu'on appelait le *père Olivier*. C'était un ancien jardinier du Petit-Trianon, auquel Louis XV avait quelquefois adressé la parole dans ses jours de joyeuse humeur. Le père Olivier, fier de cette faveur insigne, le disait à qui voulait l'entendre. Napoléon, surpris de voir un vieillard travailler avec tant d'activité, quoique paraissant succomber sous le poids des ans, s'approche, et d'un ton plein d'intérêt :

— Que gagnez-vous par jour, mon brave homme ? lui demande Napoléon, qui, ce jour-là, portait son frac d'habitude avec les deux simples épaulettes.

A ces mots, le vieux jardinier essaye de se redresser tout à fait, et regardant Napoléon, qu'il n'a jamais vu, lui répond en ôtant son bonnet :

— Quarante-cinq sous par jour, monsieur le colonel.

— Ce n'est pas trop ; mais pourquoi ne vous voyez pas habillé de la même façon que les autres ?

Les jardiniers de Malmaison avaient alors une espèce d'uniforme composé d'un habit-veste et d'un pantalon couleur gris de fer.

— Ma foi ! je ne sais pas, répond le père Olivier ; il faut croire que M. Lucas (c'était le nom du jardinier en chef) met de côté l'argent de mon habit pour me faire des rentes après ma mort.

— Ah ! ah ! vous croyez cela ! continue Napoléon en riant de la réflexion du vieillard ; en ce cas, voici 200 francs pour vous payer, de votre vivant, le premier semestre arriéré de vos rentes. A l'avenir, vous recevrez tous les ans 400 francs, avec un habit pareil à celui des autres.

— Ah Dieu ! est-ce possible ? s'écrie le père Olivier transporté de joie à la vue de l'or que Napoléon lui met dans la main. On voit bien que vous êtes de la maison du citoyen premier Consul ; comment se porte-t-il ?

— Très-bien. C'est lui qui m'a dit de vous donner cet argent : n'êtes-vous pas ici le doyen des jardiniers ?

— Bien sûr ! Ah ! le digne vainqueur d'Italie ! que je voudrais seulement le voir un *brin* avant de mourir !... Mais je crains bien que non ; je n'ai jamais eu de chance.

— Bah ! bah ! vous l'avez peut-être vu déjà sans vous douter que ce fût lui. Avez-vous été militaire jadis ?

— Non, monsieur le colonel, parce que de mon temps, du temps de feu Sa Majesté Louis XV, on ne se battait pas comme à présent.

— C'est juste ; malgré cela, vous avez eu beaucoup de choses ?

— Oh ! oui. J'ai vu bien des fois le Roi avec madame la comtesse Dubarry. Ils me parlaient, dame ! comme je le fais avec vous, ni plus ni moins ; mais vous, pour les avoir connus comme moi, vous êtes trop jeune.

— C'est vrai ; mais j'en ai beaucoup entendu parler.

— Je le crois. Quant à moi, maintenant, pourvu



On peut être empereur d'une république, lui dit-il; mais non pas roi d'une république.

que mon orangerie soit propre et que les terrassiers ne me fassent pas trop *endéver*, ça m'est égal la politique; j'ai toujours été dans les *modérés*, et je ne me mêle pas du gouvernement.

— Et vous avez raison; je connais bien des gens qui seraient charmés d'en pouvoir dire autant. Adieu, mon brave homme, au revoir.

— Bien des excuses, monsieur le colonel, et bien des remerciements au citoyen premier Consul. C'est tout comme feu Sa Majesté Louis XV.

— Oui, oui, à quelque différence près! dit Napoléon en souriant et en continuant tranquillement sa promenade.

Hélas! le père Olivier ne jouit pas long-temps du bienfait qui était venu soulager sa vieillesse, car lorsqu'il vint à apprendre, le soir même, que c'était le premier Consul en personne qui lui avait donné cet or, qui lui avait promis un habit neuf, qui avait enfin causé avec lui, il éprouva un si vif transport de joie, qu'il mourut subitement d'apoplexie foudroyante, en s'écriant :

— Ah! mon Dieu! c'était lui!....

A Saint-Cloud, un soir du mois d'avril 1804, se trouvant seul avec Joséphine, Napoléon était allé prendre dans la bibliothèque un volume du *Théâtre de Voltaire*, et, tout en se promenant diagonalement dans le petit salon bleu, où, de son côté, Joséphine était occupée à *coucher ses oiseaux*, il s'était mis à déclamer quelques vers pris au hasard. Après avoir récité ceux ci, que notre grand tragique place dans la bouche d'Antoine :

« César, tu vas régner. Voici le jour auguste
Où le peuple romain, pour toi toujours injuste,
Changé par les vertus, va reconnaître en toi
Son vengeur, son appui, son vainqueur et son roi... »

Napoléon s'arrête, pose le livre sur un meuble, et s'adressant à sa femme, qui, comme on sait, avait toujours manifesté pour les formes monarchiques un goût très-prononcé :

— On peut être empereur d'une république, lui dit-il; mais non pas roi d'une république. Ne sens-tu pas, ma chère amie, combien ces deux termes jurent ensemble?

Il y avait longtemps déjà que Napoléon avait parlé à sa famille, et à ceux des partisans les plus dévoués à son gouvernement, du titre d'*Empereur* comme étant celui qu'il jugeait le plus convenable à la nouvelle souveraineté qu'il voulait fonder en France. Il trouvait que ce n'était pas rétablir tout à fait l'ancien régime, et il s'était appuyé principalement sur ce que ce titre avait été celui que César avait porté.

Le tribun Curé fut le premier qui, le 30 avril 1804, dans le Tribunal assemblée, aborda la grande question, en proposant d'élever le premier Consul à la dignité d'empereur. Carnot seul, parmi ses collègues, osa combattre cette motion, préparée de longue main par les courtisans de l'époque consulaire.

Toutefois, ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à rallier la majorité des esprits à l'adoption de cette mesure. Les vieux partisans de la légitimité ne signèrent cette espèce de capitulation qu'à la dernière extrémité. Quant à l'armée, l'échange fut accepté par



Grâce, Sire ! grâce pour mon père, s'écrie-t-elle.

elle avec acclamation. Les différents corps de l'Etat furent assemblés et consultés ; le peuple se montra peut-être plus enthousiaste encore que l'armée elle-même.

Les choses en étaient là, lorsque Napoléon résolut de mettre à profit l'anniversaire du 14 juillet, pour étaler aux yeux des Parisiens toutes les pompes impériales et leur donner un avant goût de celles qu'il méditait pour le sacre ; mais il changea tellement la cause primitive de cette commémoration toute républicaine, qu'il aurait été impossible de reconnaître en elle l'anniversaire de la prise de la Bastille et de la première fédération. Et puis, Napoléon n'était pas fâché d'effacer peu à peu ces souvenirs, qui commençaient à lui peser, et pour mieux y parvenir, il voulut d'abord que cette solennité eût lieu le 15 et non pas le 14.

— Elle tombera un dimanche, dit-il à cette occasion ; de sorte qu'il n'en résultera aucune perte de temps pour les ouvriers qui voudront y assister.

Ce motif, qui parut très-juste, était encore plus adroit ; car, à vrai dire, il ne s'agissait plus d'honorer les vainqueurs de la Bastille, mais bien les vainqueurs de l'Italie, de la Suisse, de la Hollande, et de faire à chacun d'eux la remise de la croix de la Légion-d'Honneur. Cette cérémonie fut magnifique. Tous les militaires présents à Paris y assistèrent. Ce fut dans l'église même de l'Hôtel des Invalides qu'elle eut lieu, et les nombreux assistants y semblèrent plus dévots

à l'Empereur qu'au Dieu des chrétiens.

Dès le mois de juin précédent, Napoléon, étant à Saint-Cloud, avait réuni en petit comité quelques conseillers d'Etat, parmi lesquels se trouvaient Berlier, Treilhard, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Muraire, Cambacérès, etc., etc., pour apprendre d'eux s'il devait, ou non, mander le Pape à Paris, afin de lui faire légitimer sa nouvelle dignité. Les avis étant partagés, Napoléon trancha la question à sa manière en s'écriant :

— Au fait ! est-ce que la chute des Bourbons est mon ouvrage ? Je n'ai trouvé qu'un trône vacant et la place vacante d'un trône. Ce trône, que je n'ai point renversé, je le relève aujourd'hui. Je le relève pour moi et les miens, c'est vrai ; mais c'est parce qu'il ne serait pas en mon pouvoir de le relever pour tout autre !... Le chef de l'Eglise peut donc venir me reconnaître, dans son propre intérêt et dans celui de la France.

Une lettre écrite à peu près dans ce sens fut portée au Saint-Père à Rome, au mois de septembre suivant, par le général Caffarelli, alors aide-de-camp de Napoléon. Pie VII, se plaçant au-dessus de toutes les préventions qu'on chercha à élever dans son esprit, et pénétré de cette pensée, que le grand Bonaparte, comme il l'appelait habituellement, avait toujours été dirigé par la Providence, quitta Rome pour venir lui-même asseoir Napoléon sur le trône de Louis XIV !



QUATRIÈME PARTIE.

CHAPITRE I.



Si quelques historiens ont dépeint Napoléon comme un homme violent, c'est qu'ils ne l'ont jamais approché. Sans doute, absorbé qu'il était par les affaires de l'État, contrarié dans ses vues, entravé dans ses projets, il avait ses impatiences et ses inégalités de caractère; mais, au fond, il était généreux. Dans ses mauvais moments on l'eût calmé facilement, si, loin de chercher à l'apaiser, quelques-uns de ses conseillers ne se fussent appliqués à exciter sa colère.

Après la condamnation de Georges Cadoudal et de ses complices, tous ceux des condamnés à mort qui se recommandèrent à la clémence de l'Empereur furent graciés. Georges lui-même avait écrit à Murat,

alors gouverneur de Paris, une lettre fort digne, dans laquelle il sollicitait, non pas sa grâce, mais celle de ses compagnons. Dans cette lettre, que Napoléon lut attentivement, Georges offrait de se jeter le premier sur la côte d'Angleterre. « Ce n'était, disait-il, que « changer de genre de mort; mais, du moins, celle-là « devait être utile à sa patrie. » Cette supplique fut commentée en Conseil privé. Napoléon se montra tout d'abord disposé à pardonner; mais des maladroits lui représentèrent que ce serait encourager les assassins et démoraliser les hommes chargés de défendre la vie du chef de l'État. L'échafaud fut donc dressé, et Georges périt avec neuf de ses complices. Cette sanglante exécution excita un sentiment de pitié général; il fut plus vif peut-être chez Napoléon que chez aucun autre.

Le dimanche suivant, tandis que la princesse Louis (la reine Hortense) était occupée, dans le petit salon vert de Saint-Cloud, à arroser les fleurs dont les jardinières de sa mère étaient toujours abondamment garnies, l'Empereur entra dans cette pièce sans être annoncé.

— Hortense, que faites-vous là toute seule et si matin? demanda-t-il à sa belle-fille, dont la physiologie, ordinairement si calme et si ouverte, semblait singulièrement attristée.

— Sire, répond la fille de Joséphine, un peu surprise de cette brusque apparition, Votre Majesté le voit bien.

En effet, elle tenait encore à la main le petit arrosoir de vermeil dont se servait habituellement l'Impératrice.

— Et que fait-on chez ma femme?

— Sire, on y pleure, et maman plus que toute autre.

— Comment! on y pleure!... Qu'y a-t-il donc?... Je veux le savoir.

A peine Napoléon est-il entré dans la chambre à coucher de l'Impératrice, que madame de Polignac, qui l'y attendait avec plusieurs dames, se jette à ses pieds et lui demande la grâce de son mari, condamné à mort dans la conspiration de Georges. La présence de madame de Polignac cause d'abord quelque étonnement à l'Empereur, qui, s'efforçant de la relever, lui dit :

— Je suis étonné, Madame, de trouver votre mari mêlé à une telle affaire. Ne s'est-il donc jamais souvenu d'avoir été mon camarade à l'École Militaire de Paris?

Madame de Polignac, autant que ses sanglots peuvent le lui permettre, s'efforce d'éloigner de son mari toute idée de participation.

— Je puis pardonner à M. de Polignac, lui répond Napoléon, parce que ce n'est qu'à ma vie qu'il en voulait. Allez, Madame, et dites que c'est moi, son ancien camarade, qui lui fais grâce de la vie.

Et l'empereur sortit, avec un geste qui indiquait qu'il ne voulait pas qu'on l'accompagnât.

Le lendemain, ce dut être le tour de la sœur et de la tante de M. de Rivière. L'Impératrice s'était encore chargée de leur faciliter un libre accès auprès de l'Empereur, quoique la veille il eût répété à sa femme :

— Tu sais que je n'aime pas les scènes; je ne veux voir aucun parent des condamnés. Ceux qui auront des grâces à solliciter n'auront qu'à m'adresser leurs demandes par écrit : j'ai donné des ordres en conséquence au grand-juge Regnier, et des instructions à Duroc.

Cette fois, ayant appris par une indiscretion de Joséphine que ces deux dames devaient se tenir aux aguets lorsqu'il irait présider le Conseil d'État, il approuva d'avance le recours en grâce de M. de Rivière.

Le général Lajolais avait été de même condamné à mort. Sa femme et sa fille furent, aussitôt après le jugement, transférées de Strasbourg à Paris. En arrivant, madame Lajolais fut conduite à la Conciergerie; et sa fille, sans ressource, fut réduite à implorer l'hospitalité de sa famille. Ce fut alors que cette jeune personne, âgée de quatorze ans et d'une beauté remarquable, déploya une présence d'esprit que l'amour filial seul peut donner dans un âge aussi tendre.

Un matin, elle sort de Paris avant le jour, à pied,

seule, sans avoir fait part de sa résolution à personne, et se présente, tout en larmes, à la grille du château de Saint-Cloud. Ce n'est qu'avec beaucoup de peine qu'elle parvient à la franchir; mais, ne se laissant rebuter par aucun obstacle, elle arrive jusqu'à un huissier de service, qui, par bonheur pour elle, était M. Dumoutiers, digne homme s'il en fut.

— Monsieur, lui dit-elle, on m'a promis que vous me conduiriez tout de suite auprès de madame la princesse Louis; je ne vous demande que ce service, ne me le refusez pas!

— Qui donc vous a fait cette promesse, Mademoiselle? Avez-vous obtenu une audience?

— Hélas, non, Monsieur; mais je viens demander à l'Empereur la grâce de mon père : il est condamné à mort.

M. Dumoutiers refuse d'abord de se mêler de cette affaire; mais enfin, ému par les larmes et les prières de la jeune fille, il prend sur lui d'aller trouver madame Louis. Celle-ci, craignant d'exciter le mécontentement de son beau-père, descend chez sa mère pour lui demander conseil; mais aux premiers mots elle est interrompue par Joséphine, qui lui dit :

— Je suis désolée, ma chère enfant, de ne pouvoir rien faire pour cette pauvre créature; Bonaparte est parti pour la chasse ce matin; dis-lui qu'elle revienne.

— Mais, maman, d'ici là son père sera peut-être exécuté.

— Demain, te dis-je amène-moi ta protégée; nous aviserons au moyen de la placer sur le passage de Bonaparte. Quelle tournure a-t-elle?

— Elle est charmante. Je n'ai jamais vu de personne plus intéressante.

— Je veux la voir... Il faut que tu la gardes avec toi, ou, plutôt, renvoie-la, parce que si on était instruit de sa présence ici, tout pourrait manquer. Qu'elle revienne demain à dix heures.

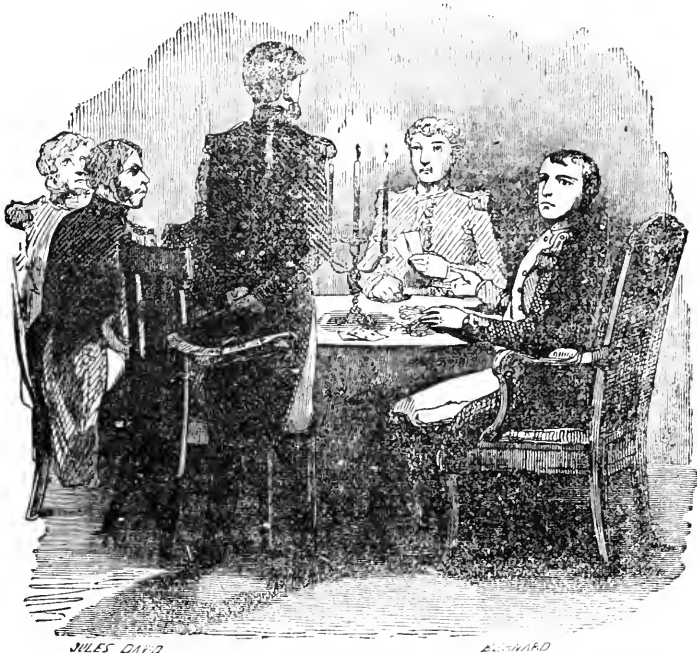
Madame Louis garde mademoiselle Lajolais jusqu'au lendemain, en la cachant soigneusement à tous les yeux; elle ne met dans sa confidence que mademoiselle Augé, qui était bien plus son amie que sa première femme de chambre, et le lendemain matin, en descendant chez sa mère, elle la prévient que mademoiselle Lajolais vient d'arriver à Saint-Cloud.

— Conduis-la dans la petite galerie, lui dit Joséphine; elle épiera le moment où Bonaparte entrera au Conseil; il ne peut faire autrement que de passer par là en sortant de son cabinet. De mon côté, je ferai en sorte d'arriver en même temps que lui.

Enfin, à midi, un huissier annonce : *l'Empereur!*... Madame Louis, se tenant à l'écart, désigne des yeux à sa protégée Napoléon, qui, entouré de quelques officiers de sa maison, s'avance à pas lents dans la galerie. Aussitôt que mademoiselle Lajolais l'aperçoit, elle s'élance au-devant de lui, et se précipitant à ses pieds :

— Grâce! Sire, grâce pour mon père! s'écrie-elle.

Napoléon, surpris de cette brusque apparition, s'arrête, et jetant un regard sévère à sa belle-fille ainsi



N'est-ce pas Rapp, que les Allemands aiment bien ces petits napoléons-là?...

qu'à Joséphine, qui vient d'entrer dans la galerie par la porte opposée :

— Encore, fit-il d'un ton d'impatience ; j'avais pourtant dit que je ne voulais plus de ces choses-là !

Et, se croisant les mains sur le dos, il tourne la tête, allonge le pas et se dispose à passer outre ; mais mademoiselle Lajolais se traîne aux genoux de l'Empereur, et ce fut alors que commença un scène vraiment déchirante.

— Laissez-moi, Mademoiselle, lui dit d'abord Napoléon en la repoussant avec humeur. Je saurai qui a osé vous introduire ici malgré ma défense.

— Ah ! Sire, grâce, grâce !... C'est pour mon père ! Alors se retournant brusquement, Napoléon examine la suppliante avec plus d'attention, et lui dit d'un ton bref :

— Comment s'appelle votre père ? qui êtes-vous ?

— Sire, je suis mademoiselle Lajolais ; mon père va mourir.

— Ah ! oui, je sais ; mais, Mademoiselle, c'est pour la seconde fois que votre père se rend coupable d'un attentat contre l'Etat. Je ne puis rien accorder !

— Hélas ! Sire, je le sais bien, lui répond la pauvre enfant dans son ingénuité ; mais la première fois, papa était innocent, et aujourd'hui, Sire, ce n'est pas justice que je vous demande : c'est grâce. Grâce pour lui !

A ces mots, l'Empereur, profondément touché, prend les petites mains de mademoiselle Lajolais, et, les pressant dans les siennes, lui dit d'une voix entrecoupée :

— Eh bien ! oui, mon enfant, je lui fais grâce à cause de vous ; mais c'est assez, relevez-vous, Mademoiselle, et maintenant laissez-moi.

Il était temps que Napoléon se retirât. L'émotion chez lui était arrivée au comble, surtout lorsqu'il avait vu mademoiselle Lajolais tomber lourdement sur le tapis, en proie à une violente attaque de nerfs. Les soins que l'Impératrice et sa fille lui prodiguèrent la rappelèrent bientôt à la vie : et, quoique épuisée de fatigue, elle supplia encore Joséphine et sa protectrice de la laisser partir sur-le-champ pour Paris. Celles-ci la confièrent à M. Lavalette, alors aide-de-camp de l'Empereur, et à sa femme, dame d'atours de l'Impératrice, qui l'accompagnèrent jusqu'à la Conciergerie.

Arrivée dans le cabinet où le prisonnier est enfermé, la jeune fille se jette au cou de son père pour lui annoncer la grâce tant désirée. Sa joie et ses sanglots lui ôtent la parole, elle ne peut que pousser des cris étouffés. Tout à coup ses yeux se ferment, ses genoux fléchissent, et encore une fois elle tombe privée de connaissance dans les bras de madame Lavalette.

Hélas ! quand elle reprit ses sens, elle avait perdu la raison : mademoiselle Lajolais était folle.

Le soir même l'Empereur apprit ce nouveau malheur :

— Pauvre enfant !... murmura-t-il bien bas. Puis, essuyant furtivement une larme qui coulait sur sa joue, il ajouta : Un père qui a une pareille fille est encore plus coupable : j'aurai soin d'elle et de sa mère.



Il perdait souvent ce chapeau, mais chaque fois on le lui rapportait fidèlement.

De toutes les dignités, de tous les emplois que Napoléon créa et accorda auprès de sa personne dès son avènement à l'Empire, il n'en était pas qui fût plus envié par les officiers-généraux de son armée que celui d'aide-de-camp. Il n'est pas jusqu'à cette foule de princes étrangers qui venaient assidûment quêter un de ses regards, une de ses paroles, qui n'eussent ambitionné l'honneur d'être attaché, en cette qualité, à la maison militaire de l'Empereur.

« Messieurs (disait-il à Sainte-Hélène un matin que la conversation s'était engagée à ce sujet), « lorsque j'eus créé la Confédération du Rhin, les souverains qui en faisaient partie ne doutèrent plus que je ne fusse prêt à renouveler pour moi l'étiquette et les formes du Saint-Empire romain; tous, jusqu'aux rois mêmes, se montrèrent empressés de former ma maison, mon cortège, et de devenir, l'un mon grand panetier, l'autre mon grand échanson, etc.; mais le plus grand nombre n'aspirait qu'à un emploi, et, le croiriez-vous?... c'était celui d'aide-de-camp! Alors ces princes avaient envahi les Tuileries : ceci est à la lettre, ajouta Napoléon en regardant fixement ses auditeurs. Ils encombraient mes salons, modestement confondus au milieu de vous autres. Il est vrai qu'il en était de même des Italiens, des Espagnols, des Portugais; et même, chose plus incroyable encore! il n'est pas jusqu'au prince Léopold de Cobourg* qui ne m'ait sollicité pour que je le prisse au nombre de mes aides-de-

camp. Je ne sais ce qui s'est opposé à sa nomination. Et puis, ajouta-t-il en hochant la tête, qu'on vienne nous dire ce qui est heur ou malheur dans la vie des hommes! »

Il est de fait que Napoléon avait jeté sur ses aides-de-camp un tel prestige, qu'il leur avait donné une telle importance en se faisant quelquefois représenter par eux comme ambassadeurs, en les envoyant souvent aux souverains de l'Europe pour traiter de gré à gré avec eux des graves intérêts de la paix ou de la guerre, qu'il était tout naturel que ce grade fût considéré, dans l'armée, comme le premier de tous. Dans le cours de sa carrière militaire, Napoléon a eu plus de quarante aides-de-camp, ce qui fit dire malignement à Louis XVIII, un jour qu'il causait avec Rapp : « Je ne connais pas dans l'histoire, ancienne ou moderne, de monarque, de héros, de conquérant, qui ait fait une plus prodigieuse consommation d'aides-de-camp que Bonaparte. » La remarque était juste; cependant aucun d'eux n'abandonnait jamais ce poste honorable que pour devenir maréchal de l'Empire, ministre, ambassadeur ou même roi, à moins qu'il ne fût tué sur le champ de bataille, ce qui arrivait quelquefois. Un général demandant au comte de Lobau (Mouton) ce qu'il fallait faire pour devenir aide-de-camp de l'Empereur :

— La chose la plus facile, lui répondit celui-ci; il faut tâcher de se faire tuer à toutes les occasions, et ne pas réussir.

Napoléon aimait ses aides-de-camp comme un père aime ses enfants; aussi tous se seraient-ils fait tuer

* Aujourd'hui roi des Belges.

voontiers pour lui prouver leur reconnaissance. L'Empereur le savait. Rapp, entre autres, fut peut-être celui de tous pour lequel ce sentiment se manifesta avec le plus d'abandon : il lui pardonnait quelquefois des excès de franchise qui eussent valu à tout autre une disgrâce complète.

— Que voulez-vous? disait-il, c'est un frondeur, une mauvaise tête; mais il a bon cœur et je crois qu'il m'aime bien.

Entre autres exemples, nous ne rappellerons que le suivant : Quelques jours après la bataille de Wagram, Napoléon jouait un soir au vingt-et-un avec ses aides-de-camp. Il aimait beaucoup ce jeu; il s'amusait à tricher et riait de ses supercheries; il avait devant lui une grande quantité d'or qu'il étalait avec complaisance sur la table.

— N'est-ce pas, Rapp, dit-il en lui montrant ce monceau de pièces de vingt francs, que les Allemands aiment bien ces petits *napoléons-là*?

— Oui, Sire, bien plus que le *grand*!

A cette réplique, l'Empereur regarda ses aides-de-camp d'une façon singulière, et dit après un silence :

— Voilà, j'espère, ce qu'on peut appeler de la franchise germanique.

Deux aides-de-camp étaient ordinairement de service auprès de Napoléon : l'un d'eux ne le quittait pas plus que son ombre; l'autre, en remplaçant son camarade, le lendemain, recevait les instructions de ce dernier. Celui-ci avait sans cesse un cheval tout sellé et une voiture attelée dans une des remises du palais, pour être à même d'exécuter sur-le-champ les ordres que l'Empereur pouvait avoir à lui donner; et, du moment où Napoléon était couché, il devenait plus spécialement chargé de la garde de sa personne. Il se tenait dans la pièce voisine de celle où reposait le maître. On lui dressait un lit de camp portatif, qui était lestement enlevé le matin, dès qu'on présumait que l'Empereur était éveillé. On sait qu'il lui arrivait souvent de faire appeler ses secrétaires et même ses ministres pendant la nuit; dans ce cas, l'aide-de-camp demandait la voiture, allait chercher à son hôtel la personne désignée, et l'annonçait.

En campagne, l'aide-de-camp de service couchait sur un tapis ou sur une peau d'ours dont Napoléon s'enveloppait dans sa voiture de voyage, ou enfin sur une botte de paille qu'il était souvent forcé de partager avec le premier valet de chambre de l'Empereur. Quant à Napoléon, il reposait habituellement sur son petit lit de fer (à moins qu'il ne couchât sur le champ de bataille, parce qu'alors lui et ses aides-de-camp s'arrangeaient comme ils pouvaient); mais, dans le premier cas, à peine ceux-ci commençaient-ils à s'endormir que l'Empereur appelait :

— Constant!... Hé! monsieur Constant!... réveillez-vous donc!

— Sire! répondait aussitôt celui-ci en se mettant sur pieds.

— Qui est de service?

— Le général *un tel*, Sire.

— Dites-lui de venir.

Si l'aide-de-camp était là, il entrait immédiatement car sa toilette n'était pas longue à faire, attendu qu'il ne se déshabillait jamais; sinon, Constant allait le chercher et l'amenait.

— Vous allez vous rendre auprès de *tel* corps, commandé par *tel* maréchal, lui disait-il; il doit être à présent à *tel* endroit. Je ne veux pas que vous preniez par *tel* ou *tel* chemin. Vous lui enjoindrez d'envoyer *tel* régiment dans *telle* position; après quoi vous pousserez en avant pour vous assurer de celle de l'ennemi, et vous reviendrez m'en rendre compte. Surtout, ajoutait-il dans ces sortes de recommandations, prenez garde de vous faire *pincer*. Je vous attends.

L'aide-de-camp montait à cheval, exécutait ces ordres à la lettre et revenait, non sans qu'on eût tiré sur lui quelques coups de fusil, qui, par bonheur et grâce à l'obscurité de la nuit, ne l'atteignaient que rarement. Puis, lorsqu'il avait rendu compte de sa mission et qu'il avait vu Napoléon faire mine de se rendormir, il allait lui-même se jeter sur sa paillasse accablé de sommeil et de fatigue; mais un quart d'heure après :

— Constant!... criait de nouveau l'Empereur.

— Sire! répondait celui-ci en se réveillant en sursaut.

— *Un tel* (l'aide-de-camp) est-il là?

— Oui, Sire.

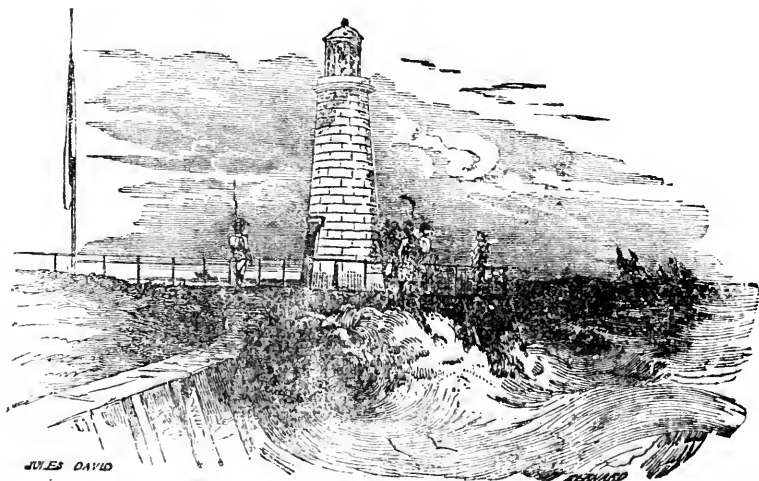
— Dites-lui qu'il vienne.

L'aide-de-camp se présentait comme la première fois.

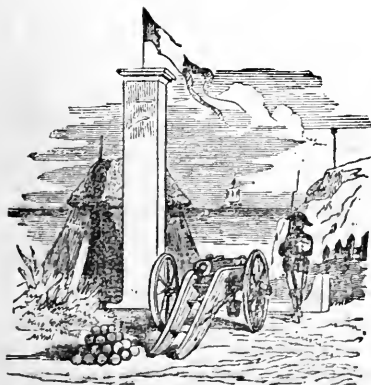
— Allez chercher le prince de Neuchâtel.

Le major-général, dont la tente était toujours dressée à quelques pas de celle de l'Empereur, se jetait à bas du lit, s'habillait à la hâte et arrivait avec empressement. Souvent ce dérangement avait lieu plusieurs fois dans la même nuit; mais vers le matin, Napoléon s'endormait presque toujours, et ses officiers ne tardaient pas à faire de même, à moins que ce ne fût la veille ou le lendemain d'une bataille, parce que ces jours-là le sommeil était prohibé au quartier-général.

A l'armée, les aides-de-camp de l'Empereur faisaient le service de chambellans, ce qui ne les empêcha jamais d'augmenter, sur le champ de bataille, la part de gloire qu'ils surent tous acquérir au prix de leur sang. Aussi l'histoire ne manquera-t-elle pas d'illustrer leurs noms, parmi lesquels il faut citer en première ligne Junot, Muiron, Elliot, Eugène de Beauharnais, Marmont, Louis Bonaparte, Guibert, Murat, Lavalette, Julien, Sulkowski, Croisier, Caffarelli, Lacuée fils, Bertrand, de Narbonne, Labédoyère, Reille, Corbinau, Mouton, Bernard, Duroc, Savary, Lauriston, de Flahaut, Rapp, etc., etc. Dans ce nombre, *deux* sont devenus rois : Louis Bonaparte et Murat; *un*, vice-roi : Eugène de Beauharnais; *trois*, maréchaux : Marmont, Lauriston et Mouton; *deux*, grands-maréchaux du palais, Duroc et Bertrand; *deux* autres, ambassadeurs : Junot et de Narbonne. *Un* seul devint ministre : ce fut Savary.



CHAPITRE II.



Pétersbourg. La politique anglaise, si bien servie par l'événement qui avait ensanglanté le palais des Czars, entraînait le jeune Alexandre dans un système d'hostilité contre Napoléon et son nouvel empire. Quoi qu'il en soit, ce dernier, dans la prévoyance d'une rupture prochaine avec la Russie, voulut inspecter l'armée qu'il avait commencé de rassembler sur les côtes de la Manche, et disposer ses soldats à une nouvelle campagne continentale, tout en paraissant menacer ses adversaires d'outre-mer.

Dans ces sortes d'occasions, il arrivait à Boulogne au moment où on l'y attendait le moins, parcourait les divers camps, et était déjà de retour dans son cabinet des Tuileries, que ceux qui étaient à Boulogne le croyaient encore au milieu d'eux. Il partait ordinairement de Paris à une ou deux heures du matin, déjeunait à Beauvais, dînait à Abbeville, et arrivait le soir même ou le lendemain, avant le jour, à Boulogne. Napoléon faisait habituellement ce trajet en vingt-cinq

heures, y compris les temps de repos. Ceux qui l'escortaient étaient d'autant plus harassés, qu'à peine descendu de voiture, il montait à cheval et y restait quelquefois jusqu'à la nuit. Il ne rentrait pas au quartier-général qu'il n'eût visité le moindre atelier, qu'il n'eût parlé à tous les chefs des nombreux services qu'il organisait en même temps.

Cette fois, il partit de Saint-Cloud le 18 juillet 1804, deux jours après la cérémonie qui avait eu lieu aux Invalides à l'occasion des nouveaux drapeaux qu'il avait donnés à l'armée. Les troupes qui étaient à Boulogne s'occupaient encore des préparatifs de la réception qu'elles voulaient lui faire (car l'Empereur avait annoncé qu'il irait lui-même distribuer les croix de la Légion-d'Honneur à l'armée de Boulogne), lorsqu'elles l'aperçurent tout à coup, monté sur une petite barque, au milieu du port. Il examinait les travaux, encourageait les ouvriers, et pressait les ingénieurs en leur disant d'un ton d'humeur :

— Messieurs, nous n'en finirons jamais !

Son incroyable activité semblait l'avoir multiplié : on le voyait partout. Presque toutes les troupes qui étaient en France avaient été réunies en divisions et cantonnées sur les côtes, depuis l'embouchure de l'Escaut jusqu'à celle de la Seine. L'armée de Boulogne se composait alors d'environ 150,000 hommes d'infanterie et de 80,000 cavaliers. Ces soldats avaient été répartis dans quatre camps principaux : le camp de droite, le camp de gauche, le camp de Vimereux et



JUL 65 DAVID

Napoléon feuilletait et refeilletait le *Mémoire de l'ingénieur Fulton*.

le *camp d'Ambleteuse*. Les troupes ainsi rassemblées avaient été occupées et disciplinées à la manière des Romains ; chaque heure avait son emploi : le soldat quittait son fusil pour prendre la pioche. Les ponts-et-chaussées avaient eu d'immenses travaux à faire. On avait creusé le port, construit une jetée et un pont de hallage, et ouvert d'immenses bassins pour recevoir les bâtiments de la flottille.

Dans un de ces bassins, que Napoléon visita le lendemain de son arrivée, un jeune soldat de la garde, enfoncé dans la vase jusqu'aux genoux, tirait de toutes ses forces, sans pouvoir la dégager, une brouette encore plus embourbée que lui. Il jurait en véritable charretier embourbé, lorsqu'il aperçut, à quelque distance derrière lui, l'Empereur accompagné de Berthier. Aussitôt il se mit à chanter d'un ton sentimental le rondeau d'un opéra-comique alors fort en vogue à Paris, et qui finissait ainsi :

« Vous qui protégez les amours,
Venez, venez à mon secours »

Napoléon ne put s'empêcher de sourire ; il fit signe au soldat de venir à lui. Celui-ci accourut en passant coquettement ses doigts dans ses cheveux pour se donner un air présentable.

— Ah ! ah ! monsieur le troubadour ; de quel pays êtes-vous ? lui demanda-t-il.

— De Paris, Sire.

— Je l'aurais parié. Vous êtes dans ma garde à ce que je vois : dans quel régiment et depuis quand ?

— Dans le premier de grenadiers, et Sire, depuis que vous êtes Empereur.

— En ce cas, jeune homme, il y a trop peu de temps pour que je vous fasse sous-officier, n'est-ce pas ?

— Sire, Votre Majesté en a cependant le droit : elle a même celui de me faire officier.

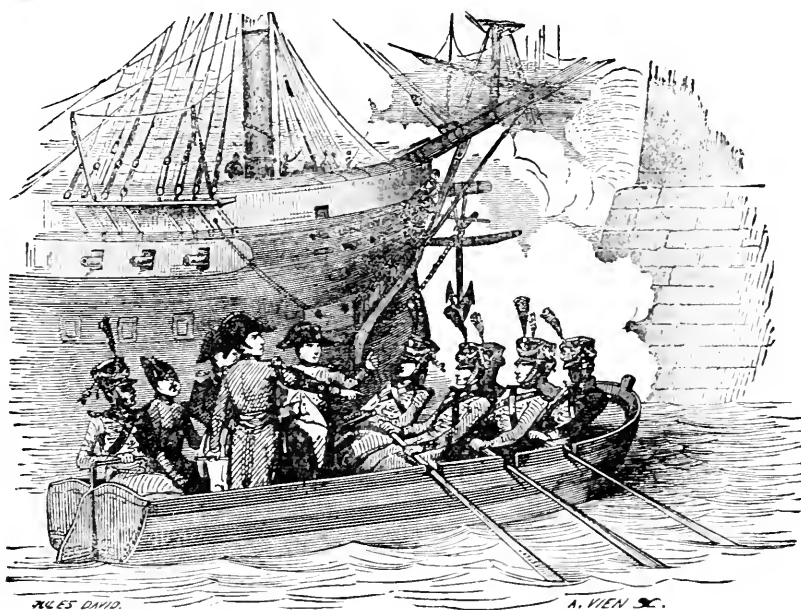
— Le croyez-vous ?

— Parole d'honneur, Sire, reprit le soldat avec un sérieux imperturbable et en portant le revers de la main à son front.

— Eh bien ! moi, je n'en suis pas certain, répliqua l'Empereur en lui rendant ironiquement son salut par un léger signe de tête ; mais conduisez-vous bien, ne faites pas tant de roulades, et je vous ferai nommer sergent l'année prochaine ; après cela, si vous avez de l'ambition et que vous vouliez l'épaulette, c'est sur le champ de bataille que vous la trouverez ; c'est là que j'ai ramassé les miennes, moi ! je ne vois pas pourquoi je vous favoriserais plus qu'on ne m'a favorisé jadis.

— C'est juste, fit le soldat avec un geste de conviction. Cependant, Sire, vous n'avez pas trop à vous plaindre.

— Je ne me plains pas trop non plus. Berthier,



Marins de ma garde, obéissez à votre Empereur, s'écrie d'une voix terrible Napoléon.

ajouta Napoléon en s'adressant au major-général, prenez le nom de ce jeune homme; vous lui ferez donner cinquante francs pour faire nettoyer son pantalon. Puis, se retournant du côté de son protégé, il reprit avec un demi-sourire : Êtes-vous content, monsieur le Parisien ?

— Très-content, Sire, répondit le jeune soldat en saluant à la manière des gens du monde.

Et Napoléon continua tranquillement sa promenade au bruit des acclamations que poussaient les travailleurs accourus sur son passage.

Ce fut pendant ce séjour de l'Empereur à Boulogne que l'on vit s'achever, comme par enchantement, tous les établissements maritimes d'un grand port. On forma des magasins, on amassa des munitions. Jamais tête humaine ne conçut de projets si vastes, et surtout n'en fit marcher simultanément les différentes parties avec tant d'activité, d'ensemble et de précision. On construisit les bâtiments en même temps qu'on fonda l'artillerie, qu'on fila les cordages, qu'on tissa les voiles. Napoléon avait fait louer l'année précédente, à une demi-lieue de la mer, un petit château appelé le *Pont de Briques*, qui se trouvait sur la route de Paris. Il avait fait faire de nombreuses réparations à cette habitation. Dans les travaux de terrassement que l'on exécuta à l'entour, on trouva quelques médailles de Guillaumel-e-Conquéran, et l'on découvrit, un peu plus loin vers le rivage, les restes d'un ancien camp de César et une hache romaine. Napoléon, toujours superstitieux, tira un heureux présage de

cette trouvaille, et ordonna qu'on élevât à cette place la baraque qu'il devait habiter, destinant le château à l'établissement du quartier-général.

Cette baraque, construite par M. Sordi, ingénieur en chef, était en planches comme les baraques d'un champ de foire, avec cette différence cependant, que les planches étaient soigneusement jointes au dehors, et artistement peintes au dedans. Elle avait en outre l'avantage de pouvoir se démonter et se remonter en une heure de temps, de sorte que Napoléon eût pu, à volonté, la faire charger sur une charrette pour la transporter ailleurs. Quant à sa forme, elle ressemblait à un carré long. Un treillage en bois régnait tout autour. Elle était éclairée de jour par huit fenêtres latérales, et de nuit par des réverbères placés à dix pieds de distance les uns des autres. La pièce principale était au milieu; elle servait de salle de conseil et faisait face à la mer. On y voyait une grande table ovale, recouverte d'un tapis de drap vert uni, avec un modeste fauteuil à bras pour l'Empereur. Sur cette table étaient une demi douzaine de flambeaux de cuivre doré garnis de bougies, du papier de toute dimension, une écritoire et une poudrière en bronze, avec quelques plumes taillées et jetées çà et là. Une immense carte des côtes de la Manche était suspendue en face de la fenêtre. Tel était le mobilier de cette salle principale où Napoléon seul pouvait s'asseoir. Ses maréchaux, ses amiraux, ses généraux se tenaient debout devant lui, lorsqu'ils étaient appelés à des conseils, qui duraient quelquefois deux ou trois heures,

et n'avaient d'autre appui pour se reposer, que la poignée de leur sabre. A droite de cette pièce était la chambre à coucher de l'Empereur, fermée seulement par une petite porte vitrée. Là se trouvait un petit lit en fer de trois pieds de large, entouré d'un rideau en florence vert, fixé au plafond par un grand anneau. Sur ce lit, deux matelas et un sommier de crin, avec un traversin très-haut et très-dur. Il n'y avait pas d'oreiller, Napoléon ne s'en servit jamais qu'à Saint-Hélène, encore l'usage lui en fut-il ordonné par Antomarchi, son médecin, et seulement quelques jours avant sa mort. Deux couvertures avec un couvre-pied piqué et ourlé garnissaient ce lit, devant lequel étaient placées deux chaises de paille, l'une au pied l'autre à la tête. A la croisée et à la porte vitrée étaient adaptés des petits rideaux semblables à celui du lit. Devant la croisée, un télescope de cinq pieds de long sur quatorze pouces de diamètre, monté sur un pied d'acajou. A côté du lit, à droite, une petite table recouverte d'une serviette blanche, sur laquelle étaient posés une cuvette et un pot à eau en vermeil, et quelques ustensiles de toilette d'une richesse et d'un travail exquis. Sur un tabouret, à gauche du lit, une petite cassette en forme de malle, dans laquelle était le linge de corps de l'Empereur, avec un habillement complet; au-dessus et accroché à une patère, un seul chapeau de rechange, déformé et usé, que Napoléon mettait de préférence lorsqu'il faisait quelque course dans les camps ou en rade. Il perdait souvent ce chapeau, soit qu'il fût emporté par le vent, soit qu'il tombât dans la mer; mais chaque fois on le lui rapportait fidèlement, comme un objet que nul n'eût osé s'approprier, dans la crainte de commettre un sacrilège.

De l'autre côté de la salle du conseil, et parallèle à la chambre à coucher, était le salon, qui servait de salle à manger, avec une office prise sur la largeur de la pièce et meublée avec la même simplicité. Au dehors et derrière la baraque, étaient construites deux cabanes, servant, l'une de cuisine, l'autre de logement aux gens de service. Lorsque l'Empereur avait du monde à dîner, ce qui arrivait presque tous les jours, *Réchaud* ou *Fourneau* (tel était le nom véritable, quoique fort étrange, de ses deux premiers maîtres-d'hôtel), donnaient eux-mêmes de leur personne et ne dédaignaient pas de mettre la main aux casseroles; dans ce cas, secondés par deux aides, ils fonctionnaient en plein air, à moins que le temps ou la violence du vent ne s'y opposât. Un jour, en effet, un coup de vent venu de la mer enleva toute la batterie de cuisine, y compris un jeune marmiteux appelé Bordier, qu'il fut impossible de retrouver, quoique l'Empereur l'eût fait chercher partout. Ce ne fut qu'en 1814 qu'on sut ce que le malheureux était devenu dans cette bourrasque : il était devenu..... chef de cuisine de lord Wellington, en Angleterre!

Quant à la cave, elle était au *Pont de Briques*, et sous la surveillance spéciale de M. Phléster, contrôleur en chef, le même qui, plus tard, dans un accès de fièvre chaude, se pendit dans le grand escalier du *corridor noir*, aux Tuileries.

La baraque de l'amiral Bruix était à cent pas environ de celle de Napoléon; quoique beaucoup plus

petite, elle offrait la même distribution, mais elle contrastait singulièrement par son élégance et la richesse de son ameublement : on eût dit de l'appartement d'une petite-maitresse. Entre ces deux baraques s'élevait le sémaphore des signaux, sorte de télégraphe maritime qui faisait manœuvrer la flotte. Un peu plus loin on voyait la baraque du maréchal Soult, construite en forme de hutte sauvage, éclairée par le haut et couverte en chaume; et enfin, sur la même ligne, une dernière baraque, celle de M. Decrès, ministre de la marine, façonnée de même que celle du maréchal, mais plus petite et par conséquent plus incommode; de loin, cette baraque ressemblait à un énorme éteignoir.

De sa chambre à coucher, à l'aide de son télescope, l'Empereur pouvait observer toutes les manœuvres navales, et lorsque le temps était clair, il voyait distinctement le château de Douvres et la garnison qui l'occupait. Les grenadiers à pied, concurremment avec les marins de la garde, faisaient le service des baraques et du quartier-général.

Non loin du sémaphore se trouvait la *Tour d'Ordre*, batterie formidable, composée de six mortiers, de six obusiers et de douze pièces de vingt-quatre. Ces six mortiers, du plus gros calibre qu'on eût jamais fondus, avaient seize pouces d'épaisseur; ils portaient une charge de quarante-cinq livres de poudre, et chassaient une bombe de six cents livres à douze cents toises en l'air et à une lieue et demie en mer. Chaque bombe lancée revenait à une dépense moyenne de 325 francs. Pour mettre le feu à ces épouvantables machines, que nos artilleurs appelaient des *monstres* et les canonniers de marine des *mignonnettes*, ceux-ci se servaient de lances de douze pieds de long; le *lancier* se fendait presque jusqu'à terre en se masquant l'oreille avec l'épaule, et ne se relevait qu'un instant après que le coup était parti. Ce fut l'Empereur qui voulut baptiser cette batterie en lançant la première bombe *monstre*. Il fit feu; le coup partit et le sang lui sortit aussitôt des oreilles. Pendant deux jours il fut complètement sourd, et, comme on peut le penser, d'une humeur insupportable. Trois jours après, comme un enfant qui n'a rien de plus pressé, une fois sa douleur passée, que d'aller toucher à l'objet qui l'a blessé, Napoléon, à sa première sortie, alla examiner en détail la batterie de la *Tour d'Ordre*. Comme il se promenait en silence autour du terrible mortier, il s'approcha d'un groupe d'artilleurs de marine où il venait d'entendre prononcer son nom, et adressa la parole à celui de ces canonniers dont la mine le frappa davantage.

— Toi! comment t'appelles-tu? demanda-t-il au marin en le désignant du doigt.

Ce dernier était un Provençal aux manières brusques, au langage naïf, et qui conservait parfaitement les locutions peu correctes et l'accent de son pays.

— *Tron de Dioul* Sire, répondit-il en grassement et sans faire sentir les *r*, vous avez peu de mémoire : je suis Pomayrol, le fils du cambusier de l'*Orient*, que vous étiez à son bord il y a cinq ans, et que même nous avons levé l'ancre à Toulon, belle ville, je m'en flatte!

— Ah ! ah ! fit Napoléon en secouant la tête, comme pour rappeler un souvenir confus.

— De telle sorte, reprit le marin, que vous me donâtes quatre écus de six livres tournois, un certain soir que je me jetai à la mer pour aller en repêcher un qui y était tombé, que je croyais de votre état-major, que pas du tout : c'était une vieille carcasse de vache dont mon père s'était débarrassé parce que les vers y étaient venus à l'abordage ; eh donc ! *bagasse !*

— Ma foi ! tu as raison, dit Napoléon en tirant une petite tabatière d'or de sa poche ; je te reconnais maintenant, quoique tu sois un peu changé de figure. Est-tu toujours aussi original ?

— Bagasse ! il faut bien être quelque chose sur cette terre de misère ; tout le monde, Sire, ne peut pas être, comme vous, empereur des Français, roi d'Italie.....

As pas peur !

— C'est vrai, fit Napoléon en souriant. Quoi qu'il en soit, mon brave, je suis content de te revoir.

En disant ces mots, l'Empereur ouvrit sa tabatière et aspira une prise de tabac. Aussitôt le marin tendit le jarret en avançant d'un pas, et allongea une main énorme vers la tabatière de l'Empereur, en lui montrant le pouce et l'index :

— *Tron de Diou !* Sire, dit-il en s'inclinant, *As pas peur !* voulez-vous me permettre ?

— Avec plaisir, dit Napoléon en lui présentant sa tabatière ouverte.

Et le marin ayant plongé ses deux doigts dans la tabatière de l'Empereur, y prit quelques grains de tabac. Napoléon fit une légère grimace, referma la tabatière qu'il mit dans la poche de son gilet, et continua ce qu'il appelait sa tournée. Le soir il ramena avec lui, pour dîner, la plupart des chefs de corps et ceux des différents services, de sorte qu'avant de se retirer dans sa chambre à coucher, il savait l'état des affaires mieux que s'il eût parcouru des volumes de rapports.

Il se promenait lentement dans sa chambre en paraissant réfléchir, lorsque s'arrêtant tout à coup et jetant du côté de l'Angleterre un regard étincelant :

— Un bon vent et trente-six heures ! s'écria-t-il.

Constant arriva avec un volumineux paquet de lettres. Napoléon regarda la suscription et le timbre de chacune d'elles et les jeta par terre les unes après les autres ; mais il décacheta le paquet expédié du ministère de l'intérieur. Après avoir regardé longtemps un grand cahier, il sauta tous les feuillets pour arriver au dernier, où il lut cette signature :

JONES FULTON, *Ingenieur*.

— Ah ! ah ! fit-il, le voilà donc enfin ce fameux *Mémoire* ! Puis, ayant compté les feuillets :

— C'est trop long pour être lu ce soir, ajouta-t-il en posant le cahier au chevet de son lit ; nous examinerons cela demain matin à tête reposée.

Le lendemain, à cinq heures du matin, par un magnifique soleil d'été, Napoléon, coiffé d'un madras à larges rais négligemment noué sur son front, d'où s'échappaient quelques mèches de cheveux noirs et lisses, et vêtu d'une robe de chambre et d'un pantalon à pieds de molleton blanc, avec des pantoufles vertes, se promenant dans la chambre à coucher de sa ba-

raque, en tenant dans ses mains le cahier sur lequel il n'avait fait que jeter les yeux la veille. Il le feuilletait et le refeuillettait : c'était le *Mémoire* que l'ingénieur Fulton lui avait adressé sur la puissance motrice de la vapeur, appliquée aux bateaux plats destinés à opérer la descente en Angleterre. Ce rapport commençait ainsi :

« Sire, la mer, qui vous sépare de votre ennemi, « lui donne sur vous un immense avantage. Servi tour « à tour par les vents et par les tempêtes, il vous in- « sulte impunément, il vous brave dans son fle inac- « cessible pour vous. Eh bien ! cet obstacle qui le pro- « tège, je puis le faire disparaître !... Je puis, malgré « tous ses vaisseaux, on tout temps et en peu d'heu- « res, transporter votre armée sur son territoire, sans « craindre les tempêtes et sans avoir besoin du se- « cours des vents !... Mes moyens, Sire, les voici, etc. »

Napoléon interrompait de temps en temps sa lecture, et à chaque fois, regardant fixement devant lui, sans cependant arrêter ses yeux sur aucun objet, laissait échapper des paroles telles que celles-ci :

— Si cet homme dit vrai, je lui donne une couronne... Si cet homme est certain de ce qu'il avance, les peuples lui élèveront un jour des statues d'or.

Pendant plus d'une heure que dura la lecture du *Mémoire* de Fulton (car l'Empereur la suspendait pour songer à ses conséquences), il parut entièrement absorbé par la nouveauté et le grandiose du projet qui lui était soumis. Enfin il appela Constant, qui couchait en dehors sur un matelas posé en travers de sa chambre, et lui dit :

— Courez au logement de Daru, et qu'il vienne à l'instant.

Lorsque l'intendant-général de l'armée arriva, il trouva Napoléon dans la salle du conseil, debout, les bras croisés sur sa poitrine, et comme en contemplation devant l'immense carte qui tapissait cette pièce.

— Ah ! ah ! vous voilà, Daru ; bonjour ! Asseyez-vous là, à ma place, et écrivez ce que je vais vous dicter.

Comme nous l'avons dit, il n'y avait dans cette salle qu'un seul siège. Daru hésita en voyant que l'Empereur allait nécessairement rester debout devant lui.

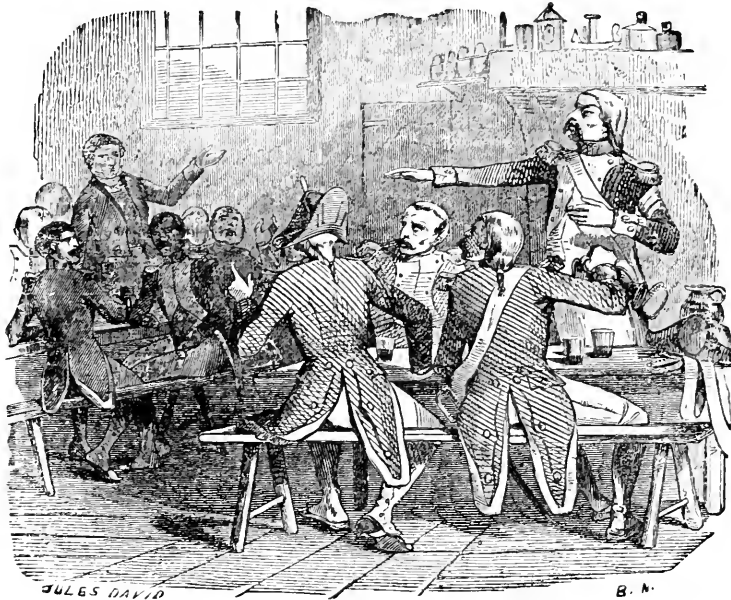
— Mais... Sire, dit-il avec embarras, Votre Majesté ne peut pas.....

— Attendre?... C'est vrai ! interrompit Napoléon, qui avait deviné le scrupule de Daru. Allons ! allons ! reprit-il.

Et, passant lestement derrière cet administrateur, il lui appliqua les deux mains sur les épaules, et le fit asseoir de force en lui disant :

— Écrivez !... C'est au ministre de l'intérieur :

« Monsieur de Champagny, je viens de lire le pro- « jet du citoyen Fulton, ingénieur, que vous m'avez « adressé beaucoup trop tard, en ce qu'il peut chan- « ger la face du monde. Quoi qu'il en soit, je désire « que vous en défériez l'examen à une commission « composée de membres choisis par vous, dans les « différentes classes de l'Institut. C'est là que l'Eu- « rope savante irait chercher des juges pour résoudre « la question dont il s'agit. Une grande vérité, une « vérité physique, palpable, est devant mes yeux, ce



La querelle s'engage aussitôt d'une manière générale.

« sera à ces Messieurs de la voir et de la saisir. Aussitôt leur rapport fait, il vous sera transmis et vous me l'enverrez. Tachez que tout cela ne soit pas l'affaire de plus de huit jours, car je suis impatient. Sur ce, monsieur de Champagny, je prie Dieu de vous avoir en sa digne garde.

« De mon camp de Boulogne, ce 21 juillet 1801.

« NAPOLEON. »

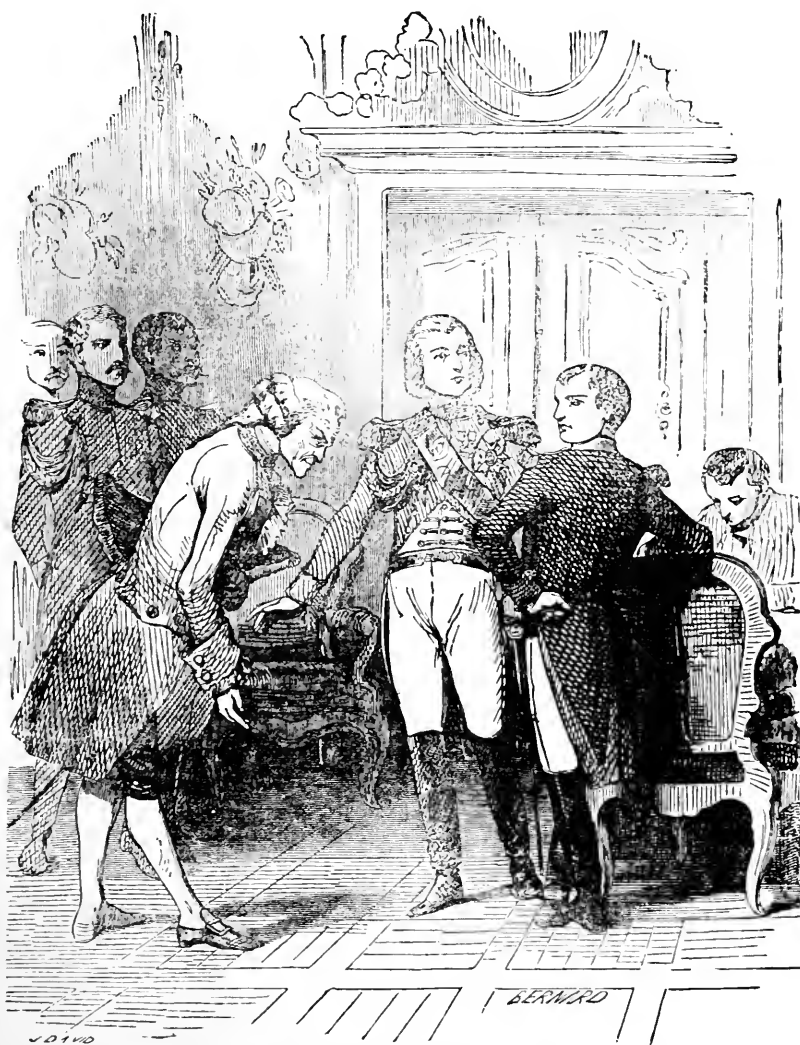
— Maintenant, continua l'Empereur, expédiez sur-le-champ une estafette.

Dès que Daru fut sorti, les aides-de-camp entrèrent pour prendre ce qu'on appelait l'ordre du jour. Napoléon dit à l'un d'eux d'aller à la baraque de l'amiral Bruix, pour le prévenir qu'après son déjeuner il visiterait la côte depuis Boulogne jusqu'à Ambleteuse, c'est-à-dire, sur une longueur de plus de deux lieues, et qu'il désirait qu'il l'accompagnât, ainsi que les chefs des différents services.

En l'absence de Napoléon, les constructions navales n'avaient pas été poussées avec moins d'activité que les travaux des ports. Les chaloupes canonnières, les bateaux plats et les péniches avaient été confectionnés sur tous les chantiers des petits ports de la Normandie et de la Bretagne, pour être amenés, en longeant les côtes, soit à Montreuil, soit à Calais, soit à Dunkerque, où on les avait fait gréer et armer par des marins; puis ces embarcations avaient été immédiatement placées sous la protection des forts qui défendaient le port de Boulogne, au nombre

de cinq : le *Fort de la Crèche*, le *Fort en bois*, le *Fort Musoir*, la *Tour de Croix* et la *Tour d'Ordre*, dont nous avons parlé tout à l'heure. La ligne d'embossage qui barrait l'entrée du port se composait de deux cent cinquante chaloupes canonnières et de plus de soixante bâtiments de haut-bord; la division des *canonnières impériales* en faisait partie. Indépendamment de cette formidable ligne de défense, toute la côte était encore hérissée de batteries de canons de gros calibre, servies par les artilleurs de l'armée de terre.

Au fond du port, il y avait un petit pont en bois qu'on appelait le *Pont de service*. Le magasin des poudres, des gargousses et des cartouches était derrière, et renfermait d'immenses munitions. La retraite battue, on ne passait plus sur ce pont sans donner le mot d'ordre à la seconde sentinelle, car la première sentinelle laissait toujours passer, mais elle ne laissait jamais revenir. Ainsi, un individu venant à oublier le mot d'ordre, une fois sur ce pont, auquel les troupes de terre avaient donné le nom de *Pont du Diable*, c'était fait de lui : il était repoussé par le second factionnaire sur le premier, et celui-ci avait l'ordre de passer sa baïonnette au travers du corps de quiconque se serait engagé dans ce passage dangereux sans pouvoir répondre au *qui vive* de la dernière sentinelle. Ces précautions si rigoureuses étaient devenues nécessaires à cause du voisinage de la poudrière, qu'une étincelle eût fait sauter, ainsi que la ville et les deux camps. La nuit, on fermait l'entrée du port, du côté de la mer, par une énorme chaîne.



Sire, répondit Bessièrs, les habitants de Vienne nous donnent à tous les diables du matin au soir. (Chap. VIII.)

Du côté de la terre, les quais étaient garnis de factionnaires placés à quinze pas de distance les uns des autres, qui criaient de quart d'heure en quart d'heure : *Sentinelles, prenez garde à vous!*... Et les soldats de marine juchés dans les huniers répondaient à ce cri par celui de *bon quart!*... qu'ils mettaient une sorte d'amour-propre à prononcer d'une voix traînante et sinistre. Bien alors n'était plus monotone que ce roulement continu d'avertissements et de voix, que le calme de la nuit rendait plus triste encore.

Après avoir visité dans les plus grands détails le magasin général, l'arsenal, la corderie et toutes les constructions, Napoléon était rentré de très-bonne heure à sa baraque pour se livrer à des travaux de

cabinet. Il était trois heures de l'après-midi, lorsque tout à coup le fracas d'une artillerie formidable se fait entendre : c'est Nelson ! L'amiral anglais a aperçu distinctement l'Empereur, accompagné de tout l'état-major de la marine, sur les côtes : *Buonaparte est à Boulogne !* a-t-il été dit à ses capitaines. Il a sur le cœur l'échec que Bruix lui a déjà fait essuyer ; il veut le réparer et tenter de nouveau le sort des armes. Nelson s'imagina cette fois que pour forcer notre flotte à se resserrer dans le port, afin de l'entasser pour la mieux incendier, il lui suffira du vaisseau-amiral, de quatre frégates, de trois bricks et de quelques bombardses avec des brûlots. C'est dans cette persuasion que le vaisseau qu'il monte vient de lâcher sa première bordée ; mais notre artillerie lui répond aussitôt,

et le combat s'engage avec une égale ardeur de part et d'autre.

A ce bruit, Napoléon est sorti précipitamment de sa baraque, il a appelé ses aides-de-camp :

— Mon cheval, Messieurs ! mon cheval ! Il nous faut aller voir cela.

Rapp court aux écuries ; mais un malheureux hasard veut que Jardin, premier piqueur, ne s'y trouve pas pour seller. Le palefrenier qui le remplace n'ayant pas mis au cheval de l'Empereur sa bride accoutumée, l'animal recule, se cabre, et finit par désarçonner son cavalier, qui se relève et applique un vigoureux coup de cravache sur la tête du cheval, en disant :

— Eh bien ! j'irai à pied !...

Les aides-de-camp de Napoléon remettent leurs chevaux aux mains des piqueurs et accompagnent l'Empereur, qui traverse le quartier-général, où tout est en mouvement, impatient d'observer de près les manœuvres d'attaque et les moyens de défense. Il est bientôt rejoint par l'amiral Bruix et une partie de son état-major. En ce moment les cinq cents bouches à feu de nos chaloupes canonnières commencent à jouer sur l'ennemi, indépendamment de toutes les batteries des forts. Chaque bouche à feu tire environ deux coups à la minute. Le vaisseau-amiral, les frégates et les bricks y répondent en lâchant toutes leurs bordées : c'est un vacarme tel qu'on s'entend à peine en se parlant ; on ne se voit guère mieux, parce que le vent de mer chasse la fumée du canon sur le rivage. On sent la terre trembler sous ses pas ; le ciel n'est qu'un épais brouillard rouge et bleu.

Suivi seulement de l'amiral et de quelques-uns de ses officiers, l'Empereur se jette dans un canot que d'habiles marins de la garde manœuvrent, et se fait porter à force de rames au milieu des bâtiments qui forment la ligne d'embossage, en affrontant une grêle de boulets qui se croisent en tous sens ; il parcourt ainsi toute la ligne. Arrivé près de la tour de Croix :

— Amiral ! dit-il à Bruix, il faut doubler le fort.

Bruix, effrayé des dangers auxquels l'Empereur s'expose déjà et de l'inutile péril qu'il veut courir encore, lui représente en termes respectueux toute l'impudence de cette manœuvre. Napoléon, impatient, n'a pas eu l'air de l'écouter, et s'adressant aux marins :

— Tout droit, vous dis-je !

— Sire, ajoute Bruix, que gagnerons-nous à doubler le fort ? rien que des boulets !

— Eh bien ! monsieur l'amiral, répond Napoléon d'un ton sardonique, c'est déjà quelque chose. Mais bah !... Les boulets ne sont que pour ceux qui en ont peur.

— Sire, je puis assurer à Votre Majesté qu'en tournant le fort elle arrivera plus vite que si elle le doublait.

— Messieurs les marins, continuez de ramer dans cette direction, reprend l'Empereur.

Au risque d'encourir une disgrâce complète, Bruix donne l'ordre contraire, en faisant, avec la main, un signal d'arrêt.

— Marins de ma garde, obéissez à votre Empereur !

s'écrie d'une voix terrible Napoléon, qui a deviné le signal de l'amiral.

— Marins de la garde, je vous le défends ! reprend Bruix avec une pose vraiment sublime et en agitant au-dessus de sa tête son bâton de commandant. En même temps il jette un regard superbe à Napoléon en ajoutant : Je suis ici sur mon terrain ! Les marins sont à moi ! Ils n'ont d'ordres à recevoir que de moi ! Encore une fois, marins de la garde, obéissez à votre amiral !

Les marins restent indécis... Ils ne savent auquel de ces deux maîtres ils doivent obéir. Bruix a remarqué cette hésitation, il reprend avec une colère qu'il ne cherche point à dissimuler :

— Pressez le mouvement et ensemble !... Ou, sinon, le premier de vous à qui je vois la rame haute, je le fais fusiller au reteur comme un traître !

A l'instant même, le canot fila et tourna la tour de Croix comme la faible ablette évite la gueule du brochet. Obligé d'en passer par là, Napoléon avait brusquement tourné le dos à l'amiral, et, les bras croisés sur la poitrine, sifflait entre ses dents en regardant fixement devant lui. A peine le canot avait-il nagé dix brases, qu'une embarcation de munitions qui doublait la tour de Croix est criblée par les boulets et coule bas ; son pavillon flotte un instant sur la mer, puis disparaît en ne laissant à sa place qu'un vaste entonnoir où l'eau se précipite en bouillonnant.

— Eh bien ! Sire ? s'écria Bruix en regardant l'Empereur.

Napoléon avait éprouvé comme un mouvement de vive contrariété ; il continua de siffler, sans même regarder Bruix. Le reste de cette dangereuse promenade se fit sans accident. Arrivé au petit port de Wimerex, Napoléon, sans adresser la parole à l'amiral, qui, chapeau bas, lui présentait le bras pour l'aider à passer du canot à terre, s'élança sur le rivage sans le secours de personne. Le combat durait toujours.

Du rivage de Boulogne, le soir à dix heures, l'œil embrassait le spectacle le plus imposant et le plus terrible qu'on pût voir. Dans cette obscurité, les bombes et les boulets, qui se croisaient en tous sens, formaient, au-dessus du port et de la ville, comme un immense berceau de feu. Les détonations continuelles de toute cette artillerie, que les échos des falaises rendaient plus effrayantes encore, produisaient un fracas dont rien ne peut donner l'idée. Et cependant, chose singulière ! personne dans la ville n'avait peur, tant les paisibles habitants s'étaient familiarisés avec les scènes de ce genre ; à force de vivre avec des soldats, l'insouciance militaire les avait gagnés eux-mêmes. Ce jour-là, on joua, on dansa, on rit comme on le faisait habituellement, mais ce fut au bruit du canon. Les hommes allèrent à leurs affaires, les femmes s'occupèrent de leur ménage, les jeunes filles pensèrent à leurs amours. Dans aucune maison l'heure de dîner ne fut reculée d'un instant, et après dîner on se rendit sur les falaises pour voir le combat de plus près, comme à Paris on se fût rendu à la représentation d'un bruyant mélodrame du Cirque Franconi.

Pendant les résultats de la tentative de Nelson ne répondirent pas à son attente : l'effet de son artillerie

et de ses bombes fut à peu près nul. Il ne put même parvenir à ébranler notre ligne d'embossage. Un bateau plat, une chaloupe canonnière et l'embarcation que nous avons vue s'engager imprudemment sous le vent de la tour de Croÿ, furent coulés à fond. A onze heures du soir la position de Nelson, bien loin d'être inquiétante pour nous, devint extrêmement périlleuse pour lui; aussi ramena-t-il son escadre dans les ports de Margate et de Deal. C'était la seconde fois que son orgueil était humilié, il dissimula l'affront fait à son pavillon en prétendant que cette seconde tentative n'était qu'une *simple reconnaissance*; mais les Anglais rendirent plus que lui justice à la belle conduite des Français, et le parlement ne vit dans les présomptueuses promesses de l'amiral « que l'acte d'une déplorable témérité et un grand mépris pour la vie des hommes. » La nation anglaise fut même étonnée du ton modeste avec lequel le gouvernement français rendit compte de l'événement.

L'Empereur ne laissa pas sans récompense les services des braves qui s'étaient le plus distingués à cette affaire. Appelés devant lui à une grande revue qu'il passa, ils lui furent tous présentés, et, au lieu des fusils d'honneur, des grenades et des haches d'abordage qu'ils eussent reçus une année auparavant, il leur donna la décoration de la Légion-d'Honneur. A partir de ce jour, les deux armées ne firent plus que se menacer sans en venir sérieusement aux prises.

Mais une affaire dont les résultats pouvaient devenir sérieux, fournit à Napoléon l'occasion de montrer jusqu'où allait cette puissance mystérieuse qu'il exerçait sur le moral de ses soldats. Nous parlions tout à l'heure des régiments de ligne qui s'étaient distingués dans le dernier combat contre Nelson, et qui lui avaient été présentés à une grande revue. Ces régiments étaient les 36^e et 57^e de ligne, avec le 10^e d'infanterie légère. En présence de toute l'armée, Napoléon avait fait sortir des rangs tous les chefs de ces trois régiments, depuis les caporaux jusqu'aux colonels, leur avait fait former le cercle, s'était placé au centre, et leur avait témoigné vivement toute sa satisfaction en leur rappelant la belle conduite qu'ils avaient tenue sous le feu des Anglais. Dans cette circonstance, l'Empereur avait cajolé les sous-officiers plus que les autres, en leur disant que c'était principalement à eux qu'il était redevable de la bonne éducation des jeunes soldats. Les capitaines et les chefs de bataillon, cependant, n'avaient point été oubliés.

— Messieurs, leur avait-il dit, j'ai remarqué l'ensemble et la précision des manœuvres que vous avez fait exécuter. Quant à vous, messieurs les colonels, vous devez être fiers de commander à de tels hommes; et vous, soldats, vous devez vous trouver honorés d'obéir à de tels chefs.

Comme on le voit, chacun avait eu sa part d'éloges. Cette distinction si flatteuse n'excita pas trop la jalousie des autres corps de l'armée; et, de leur côté, la revue terminée, les 36^e et 57^e de ligne avec le 10^e d'infanterie légère, quoique favorisés si particulièrement, regagnèrent sans jactance leurs cantonnements. Malheureusement, les jeunes gens de Boulogne,

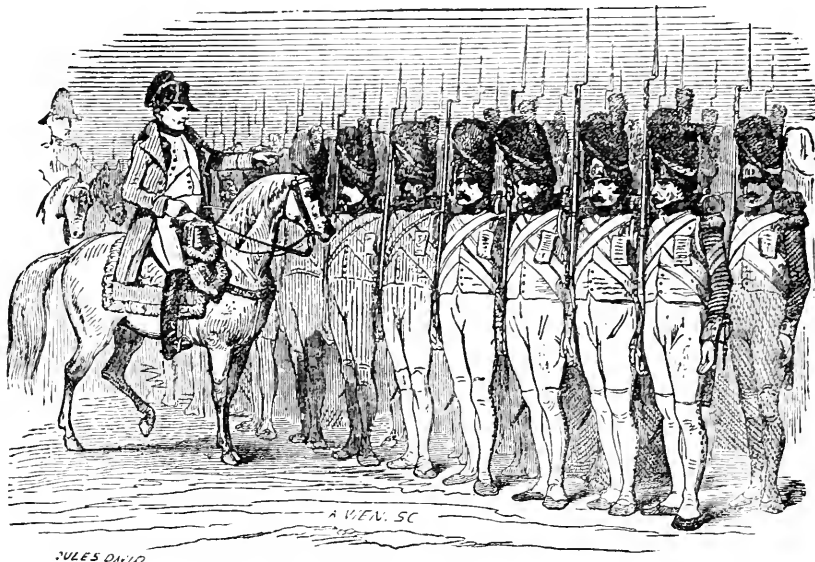
parmi lesquels se trouvaient quelques artistes et plusieurs étudiants de Paris, alors en vacances chez leurs parents, vinrent tout gâter. Dans l'après-midi, des soldats appartenant à ces trois derniers régiments, un peu plus fiers que leurs camarades, allèrent fêter leur triomphe dans une guinguette qui n'était ordinairement fréquentée que par les grenadiers de la vieille garde. Si cette démarche n'était pas une infraction à la discipline, au moins était-elle une imprudence; mais les grognards, qui étaient si terribles sur le champ de bataille, étaient d'humeur très tolérante partout ailleurs, surtout à la guinguette. Les grenadiers accueillirent donc très bien les soldats de la ligne et leur firent de leur mieux ce qu'on appelle les honneurs de chez soi. On commença par boire tranquillement en parlant *campagnes*; puis la conversation devint plus animée au sujet de l'Italie: on s'échauffa sur l'Égypte, on se fâcha presque au sujet du camp de Boulogne; toutefois on trinqua de nouveau. Mais en ce moment, un élève de l'atelier de David, qui se trouvait là, parmi les buveurs, s'avisa, en véritable étourdi, de chanter des couplets improvisés par un clerc de notaire après la revue, et dans lesquels la bravoure et les exploits des soldats de la ligne étaient célébrés, sans qu'il y fût dit un mot à la louange des grenadiers de la vieille garde. Les choses ne pouvaient durer longtemps ainsi. Les soldats de la ligne n'imposant pas silence au chanteur, les grognards, poussés à bout, protestèrent hautement contre les couplets, et l'un d'eux, nommé Morland, prévôt de salle, grenadier d'une taille gigantesque et d'une force herculéenne, se leva brusquement, retroussa sa moustache, et, brisant son verre sur la table, dit d'un air flegmatique :

— Assez de romances de ce numéro-là!... Cette manière de se comporter, en société, au vis-à-vis des anciens, est *intempestive* de la part d'un pékin et de relintintins de conscrits. Suffit! Ça ne peut pas se passer sans conversation avec *la mère Michel*.

Et à ces mots, Morland avait promené un regard exterminateur sur les soldats de ligne, en frappant du plat de la main sur le fourreau du demi-espadaon qu'il portait à son côté comme insigne de sa qualité de *prévôt*.

La querelle s'engagea aussitôt d'une manière générale. On se dit de gros mots, on se menaça, sans cependant faire trop de tapage, dans la crainte d'attirer quelque ronde d'officier, d'autant plus qu'il était tard; mais on ne se sépara pas sans s'être donné rendez-vous pour le lendemain, après l'appel du matin, aux environs de Marquise, joli petit village à une lieue et demie de Boulogne.

Plus de cent grenadiers de la vieille garde se rendirent séparément au rendez-vous, et trouvèrent, en arrivant, le terrain déjà occupé par un nombre à peu près égal de soldats de la ligne, presque tous maîtres d'armes ou prévôts. Chacun des adversaires ayant fait choix d'un champion, sans explications, sans récriminations, sans bruit, tous mirent habit bas et le sabre ou le fleuret dénoué à la main, et se battirent pendant une demi-heure avec une fureur que le silence rendait plus terrible encore. Morland tua à lui



Les grenadiers qui s'étaient battus la veille portaient les couplets attachés sur leur poitrine.

seul cinq hommes du 40^e léger. On ne sait où se fût arrêtée cette boucherie, si le maréchal Davoust, prévenu malheureusement trop tard, n'eût fait partir en toute hâte un escadron du 6^e de hussards commandé par Lasalle, et un second escadron de cuirassiers de la brigade Kellermann, qui dispersèrent les combattants en exécutant sur eux une charge en règle. Les grenadiers avaient perdu douze hommes, et les soldats de la ligne vingt et un. Quant aux blessés, ils étaient de part et d'autre en très grand nombre.

Bientôt instruit par Davoust du sujet et des tristes résultats de cette affaire de corps, Napoléon se montra encore plus peiné qu'indigné :

— J'infligerai à mes grenadiers, dit-il au maréchal, une punition telle qu'ils ne l'oublieront de longtemps !

— Sire, je ferai respectueusement observer à Votre Majesté que la garde n'est pas plus coupable que la ligne.

— Pardonnez-moi, monsieur le maréchal, reprit vivement Napoléon ; les soldats de ma garde doivent montrer l'exemple en tout ; ils ne doivent pas se conduire comme des écoliers : les soldats de ma garde ont eu tort de se formaliser de quelques couplets détestables chantés dans un cabaret par un jeune étourdi de la ville, étranger aux usages militaires. Oui, je punirai sévèrement mes grenadiers, parce que s'ils étaient restés dans les cantines de leur quartier à s'amuser honnêtement entre eux, cela ne serait pas arrivé ; mais c'est chose impossible à obtenir de MM. les chefs de corps, qu'ils veuillent bien veiller un peu à la conduite de leurs soldats ! Quand on a l'honneur d'être dans ma garde, on doit savoir se mettre au-

dessus de toutes ces petites passions de l'amour-propre, entendez-vous, monsieur le maréchal ?

Davoust, s'imaginant, à voir l'Empereur si courroucé, qu'il allait faire passer une partie de sa division devant une commission militaire, se hasarda encore à dire d'un ton indécis, selon son habitude :

— Cependant, Sire, Votre Majesté ne peut pas mettre deux cents hommes au cachot en attendant qu'elle les fasse comparaître devant un conseil de guerre.

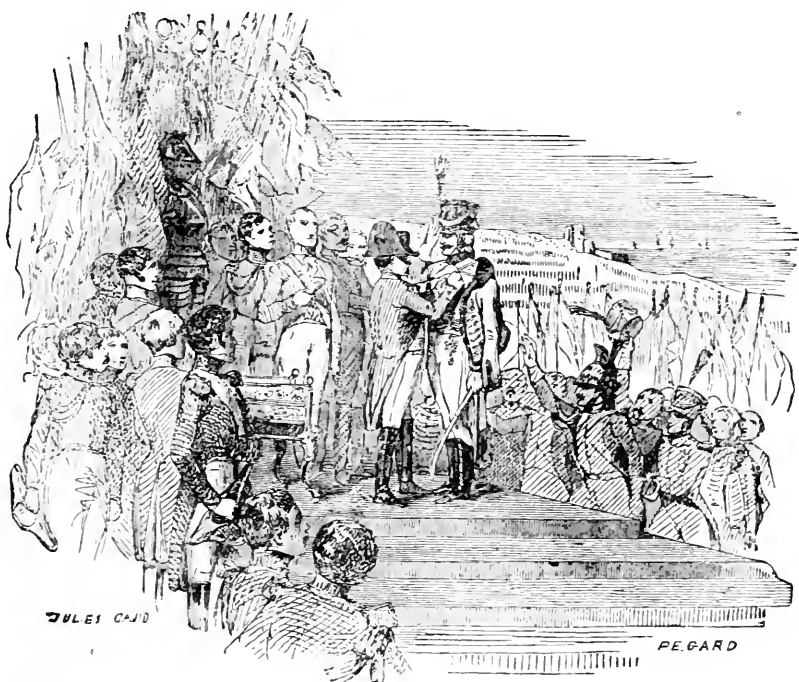
— Eh ! monsieur le maréchal, reprit Napoléon avec emportement, il ne s'agit ni de cachot ni de conseil de guerre ; le remède serait pire que le mal ; j'ai mieux que cela dans mon sac. Je connais le soldat, je sais son endroit vulnérable, et c'est là que je frapperai. Donnez l'ordre de faire assembler sur-le-champ ma garde, et faites en sorte qu'aucun des délinquants ne manque à l'appel. Ah ! ah ! messieurs les grenadiers, vous vous conduisez comme des écoliers !... Eh bien ! c'est comme des écoliers que vous serez traités. On va voir.

Une heure après, le tambour battait aux champs, et toute la ligne présentait les armes à l'Empereur. Les acteurs de la scène tragique du matin étaient en sa présence, dix pas en avant du front de bandière ; Napoléon leur jeta un regard sévère et leur dit :

— Je sais pourquoi vous vous êtes battus ce matin ! Plus de trente de mes braves ont succombé dans une lutte indigne de vous et d'eux ! C'est vous qui avez été les provocateurs !

Ici un léger murmure se fit entendre.

— Qu'est-ce ! reprit l'Empereur avec un accent ter-



Et vous jurez de défendre, au péril de votre vie, l'honneur du nom français, **vo**tre patrie, **vo**tre Empereur.

rible et comme en prêtant l'oreille. Puis, grossissant sa voix, il répéta :

—C'est vous qui avez été les provocateurs ! vous serez punis ! Je veux que demain les Boulonnais soient témoins de cette punition, comme j'espère qu'ils le seront de votre repentir, car, en égorgeant froidement vos frères d'armes, vous avez plus que démerité d'eux et de moi. Commandant Gros, ajouta-t-il d'une voix éclatante, faites mettre *l'arme sous le bras gauche* à ces hommes-là, car aujourd'hui ils ne sont pas dignes de me présenter les armes... Allons, commandant ! *par file à droite*, et qu'ils rentrent à leur quartier, où vous les consignerez tous !..... **Maintenant à demain !**

Et l'Empereur se retira. Lorsque l'aigle vint à passer devant lui et que le drapeau s'inclina, Napoléon tourna la tête pour éviter de le saluer. Cette marque affectée d'indifférence n'échappa à aucun des grognards et leur porta au cœur un coup sensible. Ce n'était là cependant que le commencement de la punition qu'avait résolue l'Empereur, punition bien légère pour qui ne connaissait pas la susceptibilité des soldats de la vieille garde.

Napoléon fit imprimer le soir même les couplets cause de tout le malheur. Il les fit distribuer ensuite avec profusion dans la ville, et les envoya le lendemain matin au colonel Dorsenne, en ordonnant que ceux

des grenadiers qui s'étaient battus la veille les portassent attachés sur leur poitrine, à côté du revers de l'habit et parussent ainsi *décorés* devant lui.

Ce fut réellement un spectacle attendrissant que de voir ces braves défilér la parade avec ce maudit petit papier blanc qui tranchait sur leur uniforme bleu. Tous passèrent en silence devant l'Empereur, l'air morne et abattu, et si quelques-uns osèrent lever les yeux sur lui, ce ne fut que pour lui jeter un regard suppliant. On vit de grosses larmes couler dans les yeux de ceux des *grognards* qui s'étaient montrés les plus acharnés contre ces pauvres *relintintins*. Morland, entre autres, suffoquait ; il est vrai qu'il devait avoir sur la conscience plus d'une botte secrète à se reprocher.

Pendant ce temps, Napoléon, à cheval et entouré d'un brillant état-major, conservait son impassible sévérité, tandis que la foule des habitants de Boulogne ne cessait de crier : *Vive l'Empereur !* Le cri de *Vive la vieille garde !* s'étant fait entendre une fois, Napoléon l'étouffa aussitôt en se retournant vivement sur son cheval et en faisant de la main un geste comme pour dire : *Taisez-vous !* et la foule s'était tue, car elle avait compris son intention ; elle savait qu'il n'était pas homme à garder longtemps rancune à ses vieux compagnons de gloire, à la poitrine desquels il allait bientôt attacher un insigne tout nouveau et plus hé-

roïque que ce petit papier imprimé... l'étoile de la Légion-d'Honneur !

Or, le soir même, la guinguette des grenadiers de la vieille garde était encombrée. Tous les soldats de la ligne qui avaient été blessés par eux virent la visiter ; et, au fur et à mesure qu'un des champions entra, Morland le prenait dans ses bras, l'embrassait et le serrait à l'étouffer, en lui disant d'un ton théâtral :

— A la vie, à la mort !

Le maître de la guinguette profita sans doute de l'enthousiasme général pour mettre un peu plus d'eau que d'habitude dans son vin. Quoi qu'il en soit, d'après le conseil que lui donna un loustic du 10^e d'infanterie légère, à la place de son enseigne insignifiante, il fit peindre de profil une grosse tête de matelot anglais avec un nez d'une longueur démesurée, et fit écrire au-dessous les vers suivants de la chanson qui avait provoqué le triste événement de la veille. Ces vers rappelaient en même temps l'attentat commis sur la personne de Napoléon quatre ans auparavant.

« En vous forçant à l'arme égale,
Vous verrez que nos soldats
Ont la machine infernale
Placée au bout de leurs bras. »

L'Empereur ne s'était pas trompé en disant que les couplets de cette chanson devaient être détestables ; mais en apprenant le dénouement de ce drame sanglant, il parut fort satisfait, et dit à Rapp en souriant :

— Une chose m'étonne dans tout cela : c'est que *M. Tron de Diou Bagasse* ne se soit pas fourré dans cette bagarre.

Cependant, tous ceux qui dans l'armée avaient obtenu des armes d'honneur, avaient reçu une lettre d'avis qui leur annonçait que pour acquitter la dette de la patrie envers eux, et remplacer ces armes qu'ils avaient su mériter à différentes époques, ils étaient nommés chevaliers, officiers, commandeurs ou grands-officiers de la Légion-d'Honneur. Lors de l'institution de l'ordre, trois ans auparavant, cette création d'une nouvelle noblesse avait rencontré de la part des pouvoirs de l'État, auxquels son adoption avait été soumise, une opposition presque unanime. Napoléon l'avait emporté, mais l'affaire avait été si chaude, qu'il avait dit à cette occasion :

— C'était trop tôt ; j'aurais dû attendre. Les préventions sont encore trop fortes. Ils ne m'ont pas compris ; et puis les orateurs du projet l'ont mal défendu. Le goût des distinctions doit nécessairement revenir, parce qu'il tient à la nature de l'homme. Je réponds qu'on obtiendra de grands résultats de mon institution si par la suite on ne la gâte pas.

Comprenant donc qu'il ne fallait pas heurter de front des opinions encore ardentes, Napoléon avait attendu que ces mêmes pouvoirs l'eussent proclamé empereur pour faire ce qu'il appelait son classement des différentes croix qu'il voulait distribuer. Cette générosité surprit tout le monde, parce que dans l'origine, on avait cru que la récompense et la distinction seraient uniformes pour tous. Il n'en fut pas ainsi ; et plus tard, Napoléon créa même des dignités au-dessus

de celles de grand officier de la Légion-d'Honneur, telles que grand-croix, grand-cordon, grand-aigle et grand dignitaire de l'Empire.

Or, le 16 août 1804, à huit heures du matin, 80,000 hommes des camps de Bruges, d'Arras, de Montreuil, d'Amiens, d'Ostende, de Calais, de Dunkerque, de Furnes, de Wimereux, d'Ambleteuse, etc., furent rassemblés et réunis, sous les ordres du maréchal Soult, à droite du port de Boulogne.

La, au fond d'un spacieux amphithéâtre formé par la nature, et non loin de la terrible *Tour d'Ordre*, on avait tracé l'emplacement de l'armée de manière à ce que le front présentât l'arc concave d'une demi-circonférence, et que chacune des colonnes figurât un rayon dirigé sur le trône de l'Empereur, situé au centre du diamètre. Ce trône, qui avait cent pieds d'étendue, était un tertre de forme carré, semblable à ceux que les armées romaines élevaient à leurs empereurs, et sur lequel on avait placé, isolé, un siège de fer de forme gothique que l'on prétendait avoir appartenu à ce *bon roi Dagobert*, et qu'on vit longtemps dans la salle des antiques à la Bibliothèque nationale. Derrière ce fauteuil s'élevait un grand trophée d'armes composé notamment avec les armures des anciens électeurs de Hanovre, au-dessus desquelles flottaient les drapeaux pris à toutes les époques aux ennemis de la France. L'ensemble de cette décoration était surmonté d'une immense couronne de lauriers d'or, sur laquelle s'agitaient encore les queues des pachas d'Égypte et les guidons des mamelucks conquis aux Pyramides, à Aboukir et au Mont-Thabor. Des trépieds supportaient, à gauche, les casques de Duguesclin et de Bayard, dans lesquels avaient été déposées les décorations ; à droite, on voyait le bouclier et l'épée de François I^{er}, qu'on avait ajoutés à ces glorieux trophées, nous ne savons trop pourquoi, car ce roi, qu'on s'est plu à nous représenter comme le type de l'honneur, de la loyauté et de la grandeur d'âme, ne fut en réalité qu'un homme qui capitulait volontiers avec sa conscience et ses devoirs de roi ; un fou, un débauché, un détestable monarque, en un mot, dont la France dut longtemps maudire le règne. Napoléon le savait si bien, que lorsque le sénateur Monge lui en fit l'observation, il répondit ;

— Les neuf dixièmes de mes généraux n'ont jamais lu l'histoire de France et ne savent pas au juste ce qu'était François I^{er}. Vous le savez, vous, et moi aussi : c'est bien ; mais enfin ce bouclier et cette épée feront de l'effet : il faut frapper l'imagination des masses.

La demi-lune formée par le fond de l'armée était restée vide, afin que l'Empereur pût être vu et entendu de tous les soldats.

Les légionnaires, rangés en demi-cercle en avant du trône, étaient distribués en pelotons placés à la tête des colonnes auxquelles ils appartenaient, et n'en étaient séparés que par les drapeaux de ces mêmes colonnes, réunis en faisceaux.

À trois cents pas environ, à droite du trône, sur un terrain qui s'élevait en amphithéâtre, soixante ou quatre-vingts tentes avaient été construites avec des

pavillons de l'armée navale. Elles étaient destinées aux personnes invitées à la cérémonie. Entre le trône et ces tentes était une partie de la garde impériale à cheval, rangée par escadrons. Cet imposant tableau semblait encadré, du côté de la mer, par la ligne d'embossage, dont tous les mâts étaient pavoisés.

A dix heures, une salve d'artillerie tirée de la *Tour d'Ordre* annonça l'arrivée de l'Empereur et le commencement de la cérémonie. Napoléon partit de sa baraque au galop de son cheval, suivi de plus de quatre-vingts généraux et de deux cents officiers supérieurs d'état-major. Toute sa maison, civile et militaire, l'avait déjà précédé. Il était vêtu de l'uniforme de colonel des grenadiers à pied de sa garde : habit bleu à revers blancs, culotte et veste blanches, bottes molles à l'écuylère. Il arriva au pied du trône au bruit des acclamations, des tambours, des trompettes et des décharges de toute l'artillerie environnante. Il y avait de quoi rendre sourd. Tout le monde se boucha les oreilles ; les chiens, en hurlant, se couchèrent la tête basse ; les chevaux même, tout aguerris qu'ils étaient, se cabrèrent sous leurs cavaliers.

Les maréchaux et les grands dignitaires allèrent au-devant de Napoléon, qui monta les degrés du trône à pas précipités, en saluant de la main. Lorsqu'il fut assis, ses frères, les grands officiers de l'Empire, les amiraux, les ministres, les sénateurs, les conseillers d'État, se groupèrent autour de lui. Le grand chancelier de la Légion-d'Honneur, Lacépède, se tenait un peu en avant du trône, sur les premières marches de l'escalier du milieu, où s'étaient placés, en arrivant, les écuyers, les pages et les aides-de-camp de l'Empereur, prêts à recevoir et à transmettre ses ordres.

A une seconde salve d'artillerie, toujours tirée de la *Tour d'Ordre*, qui était un fâcheux voisinage à en juger par l'empressement qu'avaient mis à fuir, lors de la première décharge, les curieux qui s'étaient placés au bas, succéda un profond silence. Le grand chancelier descendit quelques marches et prononça un discours qui ne dura pas plus d'un quart d'heure. Après quoi, un roulement de tous les tambours donna le signal aux légionnaires, qui s'avancèrent avec leurs drapeaux au milieu de l'arène pour prêter le serment. Napoléon en prononça lui-même la formule. A peine eurent-ils répondu : *Oui!* que l'Empereur ajouta, en élevant la voix :

— Et vous jurez de défendre, au péril de votre vie, l'honneur du nom français, votre patrie, votre Empereur?

Oui! oui! Nous le jurons!... répondirent-ils encore.

Puis tous agitèrent en l'air leurs bonnets, leurs casques et leurs chapeaux, en s'écriant : *Vive l'Empereur!* La distribution des croix se fit aussitôt. Un aide-de-camp de Napoléon appelait le militaire décoré ; celui-ci, en arrivant, s'arrêtait au pied du trône, saluait, montait l'escalier de droite, et était reçu par le grand chancelier, qui lui remettait son brevet. Le page, placé entre le trépied et l'Empereur, prenait la décoration dans un des casques et la présentait à Napoléon, qui l'attachait lui-même sur la poitrine du brave ; à cet instant, plus de deux cents tambours battaient un ban, et lorsque le décoré descendait du

trône par l'escalier de gauche, en passant devant le brillant état-major resté au bas, c'étaient des poignées de main et des embrassades à n'en plus finir, au bruit des fanfares exécutées par deux cents trompettes.

Cette cérémonie fut longue : commencée à dix heures et demie du matin, elle ne se termina qu'à plus de trois heures de l'après-midi, parce que l'Empereur, en donnant la croix, accompagnait presque toujours cette action de quelques mots d'éloge. Le soir, tous les légionnaires furent invités à un splendide banquet. Des *toasts* et des chants prolongèrent cette fête, qui se termina à dix heures par un feu d'artifice magnifique, à la fin duquel vingt mille hommes rangés en bataille exécutèrent un feu de file avec des cartouches à étoiles : ce fut là le bouquet.

Ce fut au camp de Boulogne, et pendant les mois d'août et de septembre 1804, que Napoléon rendit le décret qui instituait les prix décennaux (de 10,000 fr. chacun), et le décret sur les sépultures, dont les dispositions sont encore observées aujourd'hui. Douze écoles de droit furent créées dans les principales villes de l'Empire. Une nouvelle organisation de l'École Polytechnique soumit les élèves au régime et à la discipline militaires. La vaccine, dont la découverte avait excité tant de discussions parmi les praticiens, fut imposée aux enfants sous la responsabilité des parents. Les courses de chevaux furent instituées. L'École Normale de Paris fut fondée, ainsi que l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Le calendrier *Grégorien* remplaça le calendrier républicain. La tenue des livres en partie double remplaça, dans toutes les administrations financières de l'État, l'ancienne méthode de comptabilité. Enfin, Napoléon créa le Chapitre de Saint-Denis pour les anciens évêques non pourvus.

L'Empereur reçut enfin des membres de l'Institut le rapport qu'il avait demandé, deux mois auparavant, au ministre de l'intérieur, relativement à la découverte de l'ingénieur Fulton. Elle avait été soumise à l'examen des savants, et repoussée à l'unanimité par la commission. Dans le texte du rapport, l'inventeur était traité de *visionnaire*, sa découverte qualifiée d'*idée folle*, d'*erreur grossière* et d'*absurdité*.

— Il faut que j'ai mal lu ou que je me sois trompé, dit Napoléon. Puis, se frappant le front du plat de la main : — Cependant, ajouta-t-il, cet homme a quelque chose là!... Les pompes à feu ne sont pas autre chose qu'un moteur produit par la vapeur ; Fulton a donc raison lorsqu'il prétend qu'on peut employer cette puissance à toute autre chose qu'à tirer des seaux d'eau de la rivière. C'est malheureux ! sa découverte semblait faite tout exprès pour moi. N'y pensons plus.

Napoléon devait y penser une fois encore ; mais, hélas ! dans une circonstance bien différente !

On était au commencement d'octobre et on savait que, dans les derniers jours de ce mois, Napoléon devait quitter Boulogne pour aller s'occuper des préparatifs de son couronnement. Avant son départ, les maréchaux et les généraux voulurent lui offrir un bal. Il l'accepta et en fixa lui-même le jour. Ce fut le 17. Toutes les dames de Boulogne y furent invitées. Le général Bertrand avait été nommé grand-maître des



Les deux souverains s'embrassèrent et la voiture de l'Empereur fut avancée de quelques pas.

cérémonies, et le général Bisson, le plus grand gastronome de l'armée, se chargea du buffet et des rafraîchissements. Cette partie de la fête ne fut pas la moins entendue. La salle avait été construite par les charpentiers de la marine. L'orchestre se composait des musiciens du 1^{er} régiment de grenadiers de la vieille garde, sous la direction de Guebeauer, le fameux basson. Il fallait, pour être admis à cette fête, avoir au moins le grade de commandant. Les maréchaux et les généraux, qui la donnaient, avaient fait

venir de Paris des uniformes brodés avec une richesse incomparable. Le groupe qu'il formèrent autour de l'Empereur, lorsqu'il entra dans la salle, était étincelant d'or et d'argent. Il y resta trois quarts d'heure, dansa une boulangère avec la femme du général Bertrand, et se retira après avoir annoncé à ses maréchaux qu'il partirait le lendemain pour aller rejoindre l'impératrice Joséphine, à qui il avait donné rendez-vous à Mayence, avant de revenir à Paris ceindre son front de la double couronne de France et d'Italie.





CHAPITRE III.



cette marque de familiarité ne leur fut plus permise par Napoléon empereur, qui voulut qu'on ne vît plus que le souverain dans sa personne. Aux sévères réflexions des hommes jaloux de sa gloire, succédèrent les flatteries empoisonnées de l'ancienne aristocratie, qui fit tous ses efforts pour renouveler les scènes des *petits appartements de Versailles*. Le salon de service était devenu l'*Oeil-de-Bœuf* de ces messieurs; point de couloirs, d'escaliers dérobés, d'antichambres où on ne les rencontrât. L'un voulait être écuyer, l'autre chambellan; celui-ci demandait pour sa femme une place auprès d'une des princesses, sœurs

ussitot que le gouvernement de la France eut changé de forme, son chef changea aussi d'habitudes. Une étiquette sévère et minutieuse fut introduite dans l'intérieur du palais.

Le tutoiement de quelques-uns de ses anciens compagnons d'armes blessait déjà Napoléon consul;

de l'Empereur; celui-là réclamait pour son fils l'honneur d'entrer dans les pages qu'on s'occupait d'organiser. Il devenait très-difficile et surtout très-délicat de faire un choix. Quoi qu'il en soit, en ouvrant l'*Almanach impérial* de 1804, on aurait cru tenir l'ancien annuaire de la cour de Versailles. Napoléon en fit en riant la remarque à Joséphine, qui en parut enchantée. L'Empereur avait voulu que le personnel de sa maison fût formé et au grand complet pour le jour de son sacre. Il avait réussi au delà même de ses espérances.

L'annonce de cette grande solennité fut accueillie partout avec joie, principalement par la classe commerçante de Paris. L'affluence des étrangers ramenait le luxe et occupait un grand nombre d'artistes et d'ouvriers, qui, depuis longues années, n'avaient guère trouvé à exercer leur talent et leur industrie. Ces intérêts positifs firent dans la capitale plus de partisans à l'Empire que l'opinion et la réflexion. On se pressait en foule pour aller admirer chez Biennais, chez Odiot et chez Foncier, les bijoux qui devaient servir au sacre : le sceptre, la main de justice, et cette couronne surtout, dont la forme légère et les feuilles d'or rappelaient moins l'antique bandeau des rois de France que celui des Césars. Le dépôt de ces riches objets fut fait, la veille de la cérémonie, à l'Archevêché. Déjà Napoléon avait envoyé à l'église métropolitaine un grand nombre d'aubes brodées en or et garnies de

dentelles, des nappes magnifiques, des vases sacrés, des chandeliers et des ornements sacerdotaux en vermeil et d'un travail exquis; ce qui rappelait un peu la coutume des rois de la première et de la seconde race, qui envoyaient d'avance, aux évêques chez lesquels ils voulaient manger et *s'esbattre*, leur linge et une partie de leur vaisselle plate, avec cette différence que ceux-ci remportaient le tout après leurs joyeux festins, tandis que Napoléon donna et laissa tout.

Le pape étant attendu à Fontainebleau le 20 novembre, Napoléon partit le 19 pour aller l'y recevoir. C'était le premier voyage qu'il faisait à cette résidence royale, restaurée et remeublée entièrement par ses soins. Il alla à la rencontre du Saint-Père sur la route de Nemours, et cette fois, pour éviter tout cérémonial il prit le prétexte d'une partie de chasse. La nouvelle vénerie avec ses équipages était dans la forêt. Napoléon arriva à cheval et en habit de chasse avec sa suite. A la demi-lune située au sommet de la côte, il joignit Sa Sainteté, qui fit arrêter sa voiture et voulut descendre; mais comme il y avait beaucoup de boue sur la chaussée, elle hésita un moment, ayant des mules de satin blanc brodées d'or. Il fallut pourtant bien s'y décider, Napoléon ayant déjà mis pied à terre. Les deux souverains s'embrassèrent, et la voiture de l'Empereur fut avancée de quelques pas. Des valets de pied étaient apostés pour tenir les deux portières ouvertes. Au moment d'y monter, l'Empereur prit celle de droite, un des écuyers indiqua au pape celle de gauche, de façon qu'ils montèrent ensemble. L'Empereur prit naturellement place à la droite, et ce premier pas décida l'étiquette, qui ne donna lieu à aucune difficulté. Le court trajet qui restait à faire pour arriver au château offrit cette singularité, que l'escadron de Mamelucks de la garde marchait immédiatement derrière la voiture dans laquelle le pape se trouvait tête à tête avec Napoléon. Il était assez curieux de voir des Turcs rivaliser de zèle et de respect pour le vicaire de Jésus-Christ.

Tous les évêques de France et d'Italie étant réunis à Paris, où ils avaient été appelés: chacun d'eux avait amené avec lui plusieurs ecclésiastiques, si bien qu'on en rencontrait se promenant au Palais-Royal presque autant qu'on aurait pu en rencontrer dans les rues de Rome. Napoléon avait placé auprès du Saint-Père, dès son arrivée à Fontainebleau, un service d'honneur composé des principaux officiers de sa maison, parmi lesquels figuraient MM. le sénateur de Viry, de Lucay et le général Durosnel, pour faire le service de chambellan, de préfet et d'écuyer cavalcadour auprès du pape. Après s'être reposé deux jours dans ce palais, Sa Sainteté vint habiter, aux Tuileries, le pavillon de Flore. L'impératrice, suivie de la presque totalité de ses dames, vint aussitôt lui rendre visite. Le pape donna à toutes sa bénédiction, et les gratifia d'un chapelet. A dater de ce jour, le jardin et la cour des Tuileries furent remplis, du matin au soir, d'une foule immense. Joséphine s'amusait beaucoup de ce coup d'œil.

Les actions et les discours du Saint-Père étaient devenus le sujet de toutes les conversations de la capitale. On louait sa bonté, sa simplicité; tout le monde

voulait recevoir sa bénédiction. La malignité n'y perdit pourtant rien. Cent calembours étaient chaque jour forgés et répétés partout, même dans l'intérieur du palais. Nous n'en citerons qu'un, par cette raison même que celui-là est exécrable. Une vieille marquise du faubourg Saint-Germain s'était écriée, disait-on, en apprenant que le Saint-Père arrivait pour sacrer l'Empereur: *Le pape pie se tache*. Quoi qu'il en soit, tout le monde fut d'avis qu'il était impossible de se conduire d'une manière plus convenable que ne le faisait le Saint-Père. De son côté, Napoléon avait pour lui les prévenances les plus respectueuses.

Vingt mille lettres closes de convocation à tous les fonctionnaires civils et militaires qui devaient assister à la cérémonie du couronnement, avaient été expédiées par l'Empereur dans tous les départements de la France. Cette lettre, fort curieuse à cause de la forme du langage qu'on y avait employé pour la première fois, était ainsi conçue:

« La divine Providence et les constitutions de l'Empire ayant placé la dignité impériale héréditaire dans « notre famille, nous avons désigné le onzième jour du « mois de frimaire prochain (2 décembre 1804, vieux « style) pour la cérémonie de notre sacre et de notre « couronnement. Nous aurions voulu pouvoir, dans « cette auguste circonstance, rassembler sur un seul « point l'universalité des citoyens qui composent la « nation française, toutefois, et dans l'impossibilité de « réaliser une chose qui aurait eu tant de prix pour « notre cœur, désirant que cette solennité reçoive son « principal éclat de la réunion de ceux dont le devoir « vouement à l'Etat et à notre personne sacrée nous « est connu, nous vous faisons cette lettre pour que « vous ayez à vous trouver à Paris avant le 7 du mois « prochain et à y faire connaître votre arrivée à notre « grand-maître des cérémonies. Sur ce, nous prions « Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde.

« Écrit en notre palais de Saint-Cloud, le 4 brumaire « an XIII.

« Signé NAPOLEON. »

Et plus bas :

« Le secrétaire-d'Etat, H. MARET. »

Dans les derniers jours de novembre, les voitures de Leurs Majestés, celles des princes et princesses de la famille impériale qui devaient former le cortège, étaient conduites à vide chaque matin, attelées de six ou huit chevaux, devant Notre-Dame et aux alentours, par les cochers, postillons et piqueurs des écuries. Ces voitures, au nombre de cinquante, exécutèrent ainsi plusieurs répétitions jugées nécessaires pour connaître au juste l'espace qu'offraient la parvis Notre-Dame et ses environs, afin de pouvoir les y placer sans encombre. De son côté, M. de Ségur, grand-maître des cérémonies du palais, commença à la métropole la mise en scène de cette grande solennité, pour laquelle Isabey avait fait une foule de croquis et de dessins commandés par Napoléon. A cet effet, M. de Ségur donna plusieurs rendez-vous, à la métropole même, à tous les hauts personnages que le rang ou les fonctions qu'ils remplissaient à la cour appelaient à jouer un rôle dans cette représentation solennelle; mais la plupart des illustres acteurs, les

grands dignitaires surtout, ne se pressaient guère de se rendre à ces invitations. Le grand-maitre des cérémonies dut craindre un moment que les choses alassent tout de travers. S'en étant expliqué avec Napoléon, un soir qu'il y avait également répétition au château, ce dernier lui répondit le plus sérieusement du monde :

— Ne vous inquiétez pas ; mes maréchaux ne sont-ils pas chargés, comme chefs d'emploi, de la plus difficile besogne ? Eh bien ! fiez-vous à eux pour l'habileté et la promptitude des manœuvres ; ils s'y entendent, je vous en réponds.

Tout étant disposé ainsi, la veille du couronnement, l'Empereur, précédé de son service d'honneur, et suivi d'un grand nombre d'officiers de sa maison civile, se rendit dans la matinée chez le souverain pontife pour lui faire une visite de cérémonie, manière honnête de lui recommander d'être exact le lendemain. Cette visite ne dura que cinq minutes. Napoléon s'étant retiré, le Saint-Père donna, comme de coutume, sa bénédiction à tout le monde. C'était sa seule occupation : il la donnait dans sa chambre à coucher, dans son cabinet, dans sa chapelle, dans les escaliers, dans sa voiture, par la fenêtre, etc. Nous serions tenté de croire qu'il donna plus de bénédiction, dans le peu de temps qu'il séjourna à Paris, qu'il n'en reçut lui-même pendant toute la durée de son pontificat. Enfin le grand jour arriva !...

La veille il avait fait un temps affreux : il était à craindre que la marche du cortège ne fût troublée par le vent ou la pluie ; mais par une sorte de protection spéciale que la Providence semble accorder à tous les pouvoirs naissants, en même temps que le jour parut, le ciel prit une teinte moins sombre, et le soleil éclaira la foule immense qui, dès huit heures du matin, bordait le chemin des Tuileries à Notre-Dame. Ce jour-là, qui était un dimanche, des croisées ayant vue sur la rue Saint-Honoré furent louées à raison de cent francs chacune. Les acclamations, qui éclataient de toutes parts, avaient cet élan de vérité qu'on peut distinguer aisément de ces clameurs soudoyées à l'avance, et dont on a été si souvent à même d'apprécier la valeur.

Bien avant que le jour parût, la plus grande activité avait régné dans le palais des Tuileries. On se complimentait sur sa tournure, sur son nouveau costume ; on demandait des avis, on recevait des conseils, et tout le monde trouvait que le temps ne marchait pas assez vite au gré de l'impatience générale. Ceux surtout que la nature de leurs fonctions appelaient auprès de l'Empereur étaient sur pied depuis longtemps.

La plupart des dames qui devaient accompagner l'Impératrice eurent le courage, après s'être fait coiffer à deux heures du matin, de demeurer assises devant leur cheminée jusqu'au moment de passer leur robe pour paraître dans les grands appartements. Napoléon, lui aussi, était debout dès sept heures du matin ; car ce ne devait pas être une petite affaire pour lui que d'endosser le costume qu'on lui avait façonné. Après avoir pris une demi-tasse de café à huit heures, il manda tous les officiers de sa maison civile, et, en

leur présence, les valets de chambre commencèrent sa grande toilette.

Autrefois, en pareille circonstance, c'eût été un prince du sang, ou tout au moins un premier gentilhomme, à défaut du grand maître de la garde-robe, qui eût passé la chemise au souverain. Il n'en fut rien : Napoléon, qui ne songeait pas encore à restaurer complètement l'ancienne étiquette, prit la chemise des mains de son premier valet de chambre, pour remplir lui-même cet office ; mais il s'y prit avec tant de précipitation qu'il la déchira du haut en bas en se trompant de côté. Ce désastre réparé, on entreprit de l'habiller. Ce fut alors de sa part une longue kyrielle de malédictions et d'apostrophes contre le tailleur, le bonnetier et le cordonnier. A mesure qu'on lui passait une pièce de son costume :

— Voilà qui est trop large ! s'écriait-il. Ceci est trop lourd !... Cela monte trop haut !... Cette chausure est trop étroite !... Ces gens-là n'ont pas le sens commun !

Voici, au reste, quel était l'ensemble de ce costume, éclatant d'or et de pierreries : brodequins de velours blanc, laces par-devant et parsemés de paillettes d'or ; pantalon de tricot de soie collant, avec les coins brodés d'or, surmontés de la couronne impériale, figurée par des petites perles fines, des turquoises et des grenats ; veste de satin blanc, avec les boutons en diamants ; habit court, de forme polonaise, en velours cramoisi, avec revers et parements de velours blanc brodés d'or sur toutes les coutures ; le demi-manteau à la Henri III, également de velours cramoisi, doublé de satin blanc, recouvrant l'épaule gauche, et retenu, à droite, sur la poitrine, par une double agrafe de saphirs et d'émeraudes ; un col de mousseline uni ; une collerette et un rabat de dentelle d'un prix inestimable ; enfin une toque en velours noir rappelant un peu cette sorte de bonnets appelés *pouf*, que les femmes de la cour portaient avant la Révolution. Cette toque avait par-devant une aigrette de diamants surmontée d'une colossale plume blanche, retenue par une gance en brillants gros comme le ponce, avec le diamant le *Régent* pour bouton. Les gants, tout unis, étaient de tricot de soie blanc. Par-dessus tout cela, le grand-cordon de la Légion-d'Honneur passé en sautoir, avec la plaque d'argent et la croix de simple légionnaire sur la poitrine. Enfin l'épée, en forme de glaive, à fourreau de velours vert et à poignée d'or, d'un travail très-précieux, était attachée à une ceinture de velours noir, large de quatre doigts, brodée d'or et de perles, avec une multitude de petites étoiles en diamants.

Napoléon, ainsi habillé, se rendit à dix heures dans la *galerie de Diane*, où l'attendait l'Impératrice, entourée des princesses sœurs de l'Empereur, et de toutes ses femmes. Madame de Larochefoucault, sa dame d'honneur, portait la queue de son manteau. En *grand habit* (selon l'expression consacrée), Joséphine avait une tournure pleine de noblesse et de grâce. Nous avons vu en ces temps-là bien des reines et bien des princesses ; mais jamais souveraine ne sut mieux trôner sans l'avoir appris.

Cependant, au moment fixé pour le départ du pape



Le susceptible camérier monta dessus armé de sa grande croix.

des Tuileries, le cortège éprouva un retard assez long. A Rome, lorsque le Saint-Père sortait de son palais pour aller officier dans quelque église, comme celle de Saint-Pierre ou de Saint-Jean-de-Latran, un de ses camériers partait seul, avant lui, monté sur un âne, et portant une grande croix de procession. Ce fut à l'instant même où Sa Sainteté allait sortir de ses appartements pour se rendre à l'Archevêché, que M. de Ségur eut connaissance de cette coutume. Le camérier s'étant refusé obstinément à prendre une plus noble monture, même une mule, on fut obligé de mettre tous les piqueurs des écuries à la recherche d'un âne; on eut le bonheur d'en trouver un assez présentable chez une fruitière de la *rue du Doyenné*. Gasparin, le premier piqueur de l'Empereur, se hâta de le faire étriller, de le couvrir d'une housse de velours très-riche, chamarrée de galons et de glands qui pendaient jusqu'à terre, et de l'amener au pied du grand escalier du pavillon de Flore. Le susceptible camérier monta dessus, et armé de sa grande croix, qu'il portait comme un chevalier porte sa lance, il parcourut seul, avec un sang-froid imperturbable, la double haie de soldats et l'innombrable multitude qui bordait les quais, et qui ne put s'empêcher de rire de ce spectacle, d'autant plus bizarre que l'âne était de petite taille, tandis que son cavalier avait les jambes excessivement longues. Le pape sortit presque aussitôt de la cour des Tuileries, et se rendit à Notre-

Dame. Leurs Majestés se mirent en marche une heure après.

On avait préparé, à l'Archevêché, des espèces de cellules où chacun put remédier au désordre de sa toilette ou l'achever. Ce fut là que Napoléon compléta son costume en revêtant le grand manteau du sacre, de velours cramoisi, parsemé d'abeilles d'or et doublé d'hermine et de satin blanc. Retenu sur ses épaules par des torsades d'or avec des agrafes en brillants, ce manteau qui avait 22 aunes de circonférence, pesait 80 livres. Quoique constamment soutenu par cinq grands dignitaires, cette espèce de chlamyde écrasait l'Empereur par son poids. Ces préliminaires achevés, on se dirigea vers la cathédrale. Au moment où le cortège parut sous le portail, un cri étourdissant de *vive l'Empereur!* fut poussé d'un même élan et avec un ensemble tel, qu'on eût dit d'une explosion : les vitraux de l'église en frémissaient, les murs en furent comme ébranlés.

Lorsque le cortège fut arrivé à moitié chemin du portail et du chœur de l'église, le pape descendit de son dais : tout le clergé métropolitain le précédait, conduit par M. de Pradt.

Sa Sainteté, suivie des cardinaux en robe rouge et en bas violets, vint au-devant de Leurs Majestés et les accompagna processionnellement jusqu'à leurs fauteuils, devant lesquels étaient des *prie-dieu* placés à l'entrée du chœur. Là, tout le cortège fit une pause.



Il prit sur l'autel la petite couronne destinée à l'Impératrice.

Leurs Majestés s'agenouillèrent, et on chanta le *Veni Creator*; ensuite le Saint-Père s'étant à son tour agenouillé prononça une courte prière, se releva, et retourna s'asseoir, sous son dais à gauche de l'autel. Le cortège ayant rétrogradé, arriva au grand trône, où Leurs Majestés montèrent. Alors chacun occupa la place indiquée par le cérémonial, et, le pape s'étant approché de l'autel, l'office commença.

Il fut célébré par le Saint-Père en personne, et écouté par tous les assistants avec le recueillement le plus parfait. Nous avons assisté à bien des anniversaires depuis quarante ans, nous avons vu bien des solennités de toutes sortes, mais jamais le spectacle qu'offrait l'intérieur de Notre-Dame, le jour du couronnement, ne sortira de notre mémoire. On avait fait restaurer et peindre à neuf toute l'église. On y avait construit des galeries et des tribunes décorées avec une richesse incroyable. Dès huit heures du matin, elles étaient envahies par une foule impatiente. Les chants sacrés retentissant sous cette voûte immense, appelant les bénédictions d'en haut sur la tête glorieuse de Napoléon, en présence du souverain pontife; ces murailles recouvertes de tentures resplendissantes; tous les grands corps de l'Etat, les députations de toutes les villes de l'Empire; des milliers de plumes flottantes qui ombrageaient les chapeaux des sénateurs; les hautes cours de judicature avec leurs costumes à la fois éclatants et sévères; cette multiplicité d'uni-

formes brillants d'or et d'argent; et au milieu du chœur, cet innombrable clergé dans toute sa pompe sacerdotale; et puis, aux travées des étages supérieurs de la nef, ces femmes jeunes et belles, étincelantes de fleurs et de pierrieres; toutes les célébrités de l'Empire, une foule d'étrangers de distinction accourus du fond de l'Allemagne et des extrémités de l'Italie; enfin le bruit du canon, le son des cloches, les acclamations de cette multitude en délire; tout cela, disons-nous, formait un ensemble pompeux, brillant, coquet et sublime, qui frappait tout le monde d'une émotion profonde, dont les uns témoignaient par des larmes, les autres par une sorte de stupeur, et tous par le plus religieux silence.

Une fois Napoléon assis, chacun l'examina attentivement en cherchant à deviner ses impressions secrètes. Il nous a paru constamment calme; seulement, la longueur de la cérémonie sembla le fatiguer. A l'offertoire commencèrent (selon l'expression de messieurs les militaires) les *grandes évolutions*. M. de Pradt donna le signal, que M. de Ségur répéta, et tout le monde se disposa à aller à l'offrande. Cinq dames du palais, portant, la première un cierge le long duquel étaient incrustées cinq pièces d'or, la seconde, le pain d'argent; la troisième, le pain d'or; les deux autres les vases sacrés, quittèrent leurs places et ouvrirent la marche. Tout le cortège défila ensuite dans le même ordre et avec la même régularité que précé-

demment. Après cette seconde cérémonie, le pape récita une oraison que l'Empereur écouta, comme tous les autres, avec convenance; le Saint-Père continua la messe.

Enfin Napoléon descendit de son trône et vint seul s'agenouiller à son *prie-dieu*; puis, tout à coup, nous le vîmes se relever au moment où le pape allait prendre la couronne impériale déposée sur l'autel. s'avancer précipitamment, l'enlever des mains du Saint-Père et se la poser fièrement sur la tête. A cet instant son visage se colora, ses yeux brillèrent d'un éclat inaccoutumé, sa taille parut plus haute de dix pieds!..... Mais le moment qui excita le plus vivement l'attention fut celui où Joséphine reçut la couronne des mains de Napoléon et fut sacrée, par lui, impératrice et reine.

Lorsqu'il avait été temps, pour elle, de paraître dans ce grand drame, sur un avertissement de M. de Pradt, elle était descendue du trône et s'était avancée vers les marches de l'autel, où l'attendaient l'Empereur et le pape. Joséphine marcha lentement, les yeux baissés, l'air recueilli, suivie de tout son service d'honneur. Arrivée devant Napoléon, tremblante d'émotion, elle s'agenouilla; et, élevant ses regards et son âme bien plutôt vers lui que vers Dieu, on vit distinctement de grosses larmes couler de ses yeux et rouler sur ses mains jointes. L'Empereur n'était pas moins ému; mais il se contint et ne perdit rien de sa gravité. Il prit lentement sur l'autel la petite couronne, surmontée de la croix, destinée à l'Impératrice, la posa d'abord sur sa tête à lui, puis la mit sur celle de Joséphine avec tant de majesté, qu'on eût dit qu'il n'avait fait toute sa vie que mettre des couronnes sur sa tête et sur celle des autres. Enfin, lui prenant les deux mains, il la releva avec une dignité parfaite.

Le Saint-Père ayant fait à l'Impératrice un petit sermon de circonstance, celle-ci retourna s'asseoir sur le grand trône, et Napoléon ayant été la rejoindre, le clergé et toutes les belles voix choisies par l'abbé Rose entonnèrent le *Vivat in excelsis*, puis le *Te Deum*, qui fut entonné par le Saint-Père. Après l'*Ite missa est*, Sa Sainteté se dérangea une dernière fois pour venir présenter l'Evangile à l'Empereur, qui eut toutes les peines du monde à retirer son gant avant de prononcer son serment, ce qu'il fit la main nue étendue sur le livre saint.

Pendant ce temps, M. Maret, secrétaire-d'Etat, ayant dressé le procès-verbal de cette prestation de serment, M. de Ségur appela M. de Talleyrand, le grand chambellan appela l'archichancelier, celui-ci le président du Sénat, ceux-là les présidents du Corps-Législatif, ces derniers ceux du Tribunat, et ainsi de suite, pour leur faire signer ce procès-verbal. Ensuite l'archichancelier présenta cet acte à la signature de Napoléon lui-même. Cela fait, Leurs Majestés reprirent le chemin de l'Archevêché, puis celui des Tuileries, au milieu des mêmes acclamations.

Le soir, toutes les rues de la capitale furent illuminées. Les flammes du Bengale furent allumées sur tous les édifices publics; mais rien n'était plus magnifique que le jardin des Tuileries : la grande allée

était bordée de guirlandes en verres de couleur; chaque arbre des contre-allées était éclairé par des myriades de lampions; enfin, une colossale étoile, élevée sur la place de la Concorde, dominait tous ces feux. Quant au château, on eût dit d'un palais de flammes.

Cette cérémonie avait été longue et singulièrement fatigante; elle avait duré plus de cinq heures, y compris l'aller et le retour. Il était six heures et demie quand Leurs Majestés rentrèrent aux Tuileries. Tout le monde mourait de faim, de froid, de fatigue. La première chose que fit Napoléon, fut de quitter son magnifique costume pour réendosser son modeste uniforme; il dina légèrement et se mit au lit de bonne heure. Il est probable qu'au palais tout le monde dut en faire autant. Le Saint-Père donna l'exemple : il se coucha presque aussitôt son retour au pavillon de Flore, n'ayant gagné à tout cela qu'un concordat et une courbature.

Cependant au milieu d'une si haute fortune, Napoléon ne perdait pas de vue les immenses préparatifs qu'il avait multipliés dans tous les ports de la France, de l'Espagne et de la Hollande, pour triompher de l'Angleterre ou pour la forcer à la paix. Il avait posé sur son front la couronne de Fer d'Italie (le 26 juin 1805, à Milan), comme pour apprendre au monde que Charlemagne avait un successeur. Mais aussi, pour que cette seconde couronne pût s'affermir sur sa tête, il avait pensé que la paix avec l'Angleterre lui était nécessaire. Il écrivit donc directement le 10 juin au roi George une lettre qu'il data du camp de Castiglione. C'était là que quarante mille hommes l'attendaient, comme au camp de Marengo, pour le voir, avec son ancien habit de général, donner à l'impératrice Joséphine le *fac simile* de la bataille qu'il avait gagnée neuf ans auparavant. Cette lettre était ainsi conçue :

« Sire monsieur mon frère, je n'attache pas de dés-honneur à faire les premiers pas. J'ai assez prouvé « à l'Europe, je pense, que je ne redoute aucune des « chances de la guerre. La paix est le vœu de mon « cœur, mais la guerre n'a jamais été contraire à ma « gloire. Je conjure donc Votre Majesté de ne pas se « refuser au bonheur de donner la paix au monde, « Une coalition ne fera jamais qu'accroître la prépon- « dérance et la grandeur continentale de la France. »
« Et sur ce, Sire monsieur mon frère, je prie Dieu « qu'il ait toujours Votre Majesté en sa digne garde.

« NAPOLEON. »

Mais le roi d'Angleterre que l'Empereur avait cru devoir appeler *monsieur mon frère*, parut peu disposé à reconnaître cette parenté politique. Dédaignant de correspondre d'égal à égal avec un monarque de création nouvelle, George fit transmettre à M. de Talleyrand par lord Mulgrave une note qui commençait en ces termes :

« Sa Majesté a reçu la lettre qui lui a été adressée « par le chef du gouvernement français, Bonaparte; « etc., etc. »

Dans cette lettre, le ministre anglais ne s'appliquait qu'à échapper, par des circonlocutions diplomatiques, à une réponse claire et positive. Quand Napoléon eut

connaissance de cette note, il se contenta de dire :

— Eh bien ! cette paix, je l'obtiendrai à force de triomphes, et puis l'Angleterre saura ce qu'elle lui aura coûté ; en attendant, je veux que l'inconvenante épitre du roi soit mise sous les yeux des trois corps de l'État ; je veux qu'elle soit imprimée dans tous les journaux, sans réflexions, pour laisser à la France entière la liberté de faire les siennes et de voir par elle-même ce qu'il y a à faire avec de pareilles gens.

La franchise de cette communication excita au plus haut degré l'enthousiasme public, déjà exalté par la générosité de la démarche que venait de faire l'Empereur au près du prince régent, et la guerre contre l'Angleterre fut de nouveau sanctionnée par l'opinion.

Cependant un événement funeste vint priver Napoléon de l'homme sur lequel il comptait le plus pour l'accomplissement de ses projets : le vice-amiral Latouche-Tréville mourut. Le choix d'un successeur, pour commander l'expédition qui devait partir de Toulon, était important ; l'Empereur, cette fois, ne voulut pas prendre sur lui de décider seul, et proposa en quelque sorte des candidats à son ministre de la Marine dans cette lettre si remarquable de laconisme :

« Monsieur Decrès, pour commander l'escadre de « Toulon, il me paraît qu'il n'y a que trois hommes. « Bruix, Villeneuve et Rosily. Lequel des trois me « faut-il prendre ? Répondez-moi aussitôt mon retour « à Fontainebleau, où je serai vers le 10 juillet pro- « chain ; et sur ce, Monsieur Decrès, je prie Dieu de « vous avoir en sa digne garde. »

« Venise, le 30 juin 1805.

« NAPOLEON. »

Par malheur, le ministre désigna Villeneuve. Ce choix, qui fit manquer l'expédition d'Angleterre, fut cause, plus tard, de la perte de notre marine.

Le 11 juillet suivant, Napoléon était de retour à Fontainebleau. Il était parti de Turin le 8, trois jours auparavant au milieu d'une manœuvre qu'il faisait exécuter à la garnison ; et, le 14, il était arrivé à Boulogne, où, comme ailleurs, il excitait l'enthousiasme. Chaque jour on recherchait avec avidité les plus petites circonstances de sa vie publique ou privée, chacun rendait hommage à sa justice, à sa générosité, à la politesse exquise qu'il mettait dans toute ses relations ; cependant, un jour il manqua de générosité et fut injuste envers un des hommes qui lui avaient rendu le plus de services : nous voulons parler de la scène qui eut lieu entre lui et l'amiral Bruix, à propos d'un ordre auquel ce dernier ne crut pas devoir obéir. Le despotisme dont Napoléon fit preuve en cette occasion fut blâmé avec d'autant plus de raison, que l'événement justifia bientôt la résistance de l'amiral. L'Empereur n'en parla jamais, si ce n'est une fois à Sainte-Hélène ; dans un moment d'épanchement et d'abandon, le cœur chez lui imposa silence à l'amour-propre, et il dit douloureusement au comte Bertrand, qui, sans en avoir eu l'intention, avait rappelé cet événement :

— Oui, celui-là a dû me maudire... Pauvre Bruix !

si tous ceux qui m'ont entouré depuis avaient eu la même franchise et le même courage que lui, peut-être ne serais-je pas ici aujourd'hui. La Providence l'a bien vengé !

C'était le matin, à son grand lever. L'Empereur annonça à ceux qui sont présents que dans la journée il passera en revue l'armée navale ; et avant de monter à cheval pour faire sa tournée quotidienne, il dit à l'aide-de-camp de service :

— Savary, allez de ma part trouver l'amiral Bruix à sa baraque : vous lui direz de faire changer la position des bâtiments qui forment la ligne d'emboisement, parce que je veux passer la revue des équipages en pleine mer. Recommandez lui d'agir de façon à ce que toutes les dispositions soient achevées lorsque je serai de retour, à midi.

Napoléon part suivi seulement de Roustan, son mameluck, et d'un piqueur. Savary, sachant mieux que personne que le moindre désir exprimé par l'Empereur est un ordre positif, va trouver l'amiral et s'acquiesce de sa commission.

— Général, lui répond Bruix après l'avoir écouté sans l'interrompre, j'en suis désolé, mais la revue projetée par Sa Majesté ne peut avoir lieu aujourd'hui.

— Comment cela, monsieur l'amiral ? reprend Savary qu'une semblable réponse rend stupéfait. Et, craignant de s'être mal expliqué, il ajoute : Votre Excellence n'a peut-être pas bien compris ?

— Pardonnez-moi, général, j'ai très-bien entendu, reprend Bruix avec un imperturbable sang-froid ; et c'est pour cela que je vous répète que cette revue n'aura pas lieu.

En effet aucun bâtiment ne bougea dans le port. A midi, l'Empereur, revenu de sa promenade, allait se mettre à table pour déjeuner, lorsqu'il aperçut son aide-de-camp ; il lui dit d'un air de satisfaction, en frappant du manche de sa cravache la paume de sa main gauche :

— A propos, tout est-il prêt ? Que vous a répondu Bruix ?

Savary lui rapporte fidèlement la réponse de l'amiral.

— Allons donc ! fait Napoléon avec un mouvement d'épaule, vous n'êtes pas encore bien éveillé, Savary. Vous dites donc ?...

Et il se fait répéter une seconde fois et mot pour mot les paroles de l'amiral.

— Qu'est-ce que cela signifie ? s'écrie Napoléon avec un éclat de voix extraordinaire, accoutumé qu'il est à la plus ponctuelle obéissance ; sera-ce donc toujours la même chose ?... M. l'amiral pense-t-il encore être devant la tour de Croix... Savary, retournez auprès de l'amiral, et dites-lui que je lui ordonne, entendez-vous bien ? que je lui ordonne (il appuya sur le mot) de venir s'expliquer à l'instant !... Laissez-moi, Messieurs ! reprend-il en faisant un signe de la main au groupe qui l'a accompagné.

Et il rentre dans sa baraque. Dix minutes s'écoulèrent pendant lesquelles Napoléon parut fort agité. L'amiral n'arrivant pas assez vite au gré de son désir, il frappe de sa cravache le bord de la table sur laquelle son déjeuner est resté intact, et s'écrie :



Monsieur !... bégaié Napoléon les lèvres tremblantes de colère, vous êtes... un... un insolent !...

— Il me faut enfin savoir à quoi m'en tenir avec monsieur l'amiral; je vais aller le trouver, moi !

En même temps Napoléon enfonce son chapeau sur sa tête, et, suivi d'une partie de ses officiers, sort précipitamment de sa baraque; mais à peine a-t-il fait quelques pas au dehors qu'il aperçoit Bruix, accompagné du contre-amiral Magon et suivi de Savary, qui se dirigeaient vers lui. Dès qu'il voit Napoléon, Bruix hâte le pas. L'état-major de l'Empereur s'est rangé silencieusement autour de lui; les yeux de Napoléon lancent des éclairs.

— Monsieur l'amiral, lui dit-il d'une voix altérée, pourquoi n'avez-vous pas fait exécuter mes ordres ce matin ?

— Sire, répond Bruix d'un ton respectueux, c'est parce qu'une terrible tempête se prépare; Votre Majesté peut le voir comme moi. J'ai pensé qu'elle ne voudrait pas exposer inutilement, ni sa vie, qui nous est si précieuse, ni celle de tous les braves officiers qui l'entourent.

En effet la pesanteur de l'atmosphère, le grondement sourd du tonnerre qui se faisait entendre distinctement au loin, et l'absence du moindre vent, ne justifiaient que trop déjà les craintes exprimées par Bruix.

Monsieur, reprend Napoléon, que le calme de l'amiral semble irriter de plus en plus, je vous avais donné des ordres; encore une fois, pourquoi ne les avez-vous pas exécutés !

— Sire, je ne voulais pas avoir à me reprocher

toute ma vie la mort des marins et des braves soldats de Votre Majesté.

— Monsieur, réplique en frappant du pied Napoléon, dont ces froides paroles exaltent la colère au plus haut degré, les conséquences de mes ordres ne regardent que moi seul; encore un coup, obéissez, je vous l'ordonne pour la dernière fois.

— Sire, je n'obéirai pas.

— Monsieur !... bégaié Napoléon les lèvres tremblantes de colère, vous êtes... un... insolent !...

Et en disant ces mots, l'Empereur, qui tient toujours sa cravache à la main, s'avance vers l'amiral et fait un geste menaçant. Bruix recule de deux pas, et, portant comme par instinct la main à la garde de son épée, répond en pâlisant :

— Sire, je suppose que Votre Majesté ne veut ni me déshonorer, ni se déshonorer elle-même !

Quoique Bruix fût d'une complexion délicate et de très-petite taille, en faisant ce geste, en prononçant ces paroles, il semblait un géant. Tous les assistants étaient glacés d'effroi. L'Empereur, immobile, la main convulsivement agitée, jeta un regard foudroyant sur l'amiral, qui conservait sa noble attitude. Chacun pensait que Bruix était un homme perdu à jamais. Enfin, Napoléon lança sa cravache loin de lui; Bruix ramena alors son bras dans sa position naturelle, et la tête découverte, l'œil toujours calme, attendit en silence le résultat de cette scène terrible.

— Monsieur le contre-amiral Magon, dit froidement



Napoléon sauve une jeune fille renversée par la meute et près d'être écrasée par les chevaux. (Chap. V.)

l'Empereur, vous allez faire exécuter à l'instant le mouvement que j'ai ordonné ce matin. Quant à vous, Monsieur, ajouta-t-il en faisant un pas vers l'amiral, il faut que vous quittiez Boulogne aujourd'hui même. Avant vingt-quatre heures vous aurez connaissance de la décision que je vais prendre à votre égard.

Et l'Empereur s'étant éloigné, quelques officiers-généraux, entre autres le contre-amiral Magon, serrèrent la main que leur tendit le brave Bruix en partant. Cette manifestation n'échappa pas à Napoléon, qui pourtant n'en a pas l'air de s'en apercevoir. L'illustre amiral mourut l'année suivante à Paris, ne laissant pour toute fortune à sa veuve et à ses enfants, que la mémoire de ses glorieux services et de l'un des plus nobles caractères dont puisse s'enorgueillir la marine française.

Cependant on a fait exécuter à la flotte le mouvement fatal exigé par l'Empereur; mais à peine les

premières dispositions ont-elles été prises, que la mer est devenue effrayante à voir. Le ciel, chargé de nuages noirs, était sillonné par des éclairs incessants et continuels; le tonnerre ne semblait qu'un long grondement, et les vents, qui s'étaient subitement déchainés, avaient rompu toutes les lignes. Enfin, ce qu'avait prévu l'amiral Bruix, quelques heures auparavant était arrivé : la tempête la plus furieuse avait dispersé çà et là les bâtiments, de manière à faire désespérer même du salut de leurs équipages. De la fenêtre de sa baraque, Napoléon a vu tout cela; croyant entendre le cri des marins qui appellent au secours, il prend son chapeau sans mot dire, s'élance au dehors et arrive bientôt sur le rivage. Là, il trouve une foule inquiète et tremblante que la tempête a attirée sur les falaises. L'Empereur marche à pas précipités, les bras croisés sur la poitrine; il ne parle à personne. Ses officiers, les chefs de corps, une partie

de sa garde, sont là et l'examinent en silence : personne n'ose ni donner un ordre, ni donner l'exemple du dévouement, tant la stupeur est grande et générale. Tout à coup les cris qu'il a cru entendie il n'y a qu'un moment arrivent plus distincts et plus lamentables. Plusieurs chaloupes canonnières, chargées de matelots et de soldats, viennent d'être jetées à la côte, et les malheureux qui les montaient, luttant contre les vagues, implorent des secours que personne ne se sent le courage de leur porter.

— Ce spectacle est affreux ! dit Napoléon avec désespoir, on ne peut ainsi laisser froidement périr tant de braves gens. Où sont donc les embarcations ? s'écrie-t-il ; pourquoi ne voyez-vous pas toutes les chaloupes en mer ? Un canot, vite un canot ! je veux aller moi-même au secours de ces malheureux !

On ne fait aucun mouvement. Une morne indécision règne partout. Napoléon s'irrite surtout contre les officiers de marine, qui se disent à l'oreille : « La mer n'est pas tenable... C'est folie que de vouloir « sauver des hommes pour lesquels il n'y a pas de « salut à espérer.... Nous périrons tous... etc. » Alors Napoléon leur dit avec un accent mêlé de sanglante ironie :

— Ah ! ah ! messieurs les marins ! vous avez peur de la mer ?... Heureusement que je connais ici des gens qui ne s'effraient pas de si peu ! Grâce à Dieu ! j'ai là mes grenadiers d'Arcole et de Marengo !

Puis se retournant avec vivacité en faisant de la main un geste sublime :

— Commandant Gros ! s'écria-t-il, faites avancer la première compagnie de votre bataillon ! Ceux-là, Messieurs, ne sont pas des marins, ils n'auront pas peur de la mer !

A ces mots, tout change de face, tout s'émou, tout s'agite. On se précipite, on s'empresse de toutes parts. De nombreuses embarcations sont mises à flot comme par enchantement. Pendant ce temps, une admirable compagnie de grenadiers s'avance au pas accéléré, fière et obéissante, et semble n'attendre qu'un regard de son empereur pour s'élancer sur ces frères embarcations. Celui-ci a deviné ce qui se passe au fond du cœur de ses soldats :

— Suivez mon exemple, mes braves ! leur crie-t-il, et secourons les naufragés !

Un canot beaucoup plus grand que les autres, et déjà chargé de douze vigoureux rameurs, avait été amené. Napoléon s'élance le premier ; seul, il bondit sur la planche qui sert de pont. *Vive l'Empereur !* s'écrient d'une seule voix tous les grenadiers qui le suivent sur deux rangs, l'arme au bras et dans l'ordre le plus parfait. Ils passent sur ce pont fragile, en emboîtant le pas, sans s'émouvoir, sans s'inquiéter, sans même regarder l'abîme entr'ouvert sous leurs pieds. Tous étaient entrés dans l'embarcation au moment où une lame furieuse vint, en se brisant, envelopper l'Empereur, qui debout, un pied posé sur le bord du bateau, regardait fixement devant lui, en criant aux rameurs d'une voix retentissante :

— Au large !

Les rameurs se sont mis à l'œuvre et luttent avec vigueur contre les vagues ; mais le canot ne marche

pas, repoussé qu'il est à chaque instant par la lame qui s'élance contre l'embarcation.

— Nous n'avancons pas ! répète avec impatience Napoléon au pilote qui tient le gouvernail. Puis, s'adressant aux rameurs : Allons donc ! n'entendez-vous pas les cris de vos frères qui agonisent là-bas ? La mer se révolte mais on peut la vaincre.

Au même instant le canot est repoussé violemment par la vague. Il semble que ce soit une réponse de l'Océan aux paroles de l'Empereur.

— Sire, dit le pilote, la mer n'est plus tenable. Votre Majesté le voit : nos efforts ne peuvent rien contre elle. Si nous persistons à vouloir aller plus loin, je ne réponds plus ni du salut de Votre Majesté ni de celui de ses soldats.

Napoléon se retourne et voit ses grenadiers impassibles, le regard sombre, et se tenant serrés les uns contre les autres comme un faisceau d'armes. Il ne répond que par un signe. Alors le pilote se penche sur le gouvernail et lui imprime un mouvement qui fait virer de bord le canot. Quelques instants après il touchait le rivage.

— Tout le monde à terre ! dit Napoléon.

Les grenadiers s'élancèrent ; l'Empereur sortit le dernier du canot, que l'eau de la mer avait rempli.

— La terre ! la terre ! répétait-il, elle ne manque jamais aux pieds des soldats ! elle ne se gonfle ni ne s'entr'ouvre ; elle est docile, elle aura toujours pour nous un champ de bataille, et pour nous la victoire !

En disant ces mots, il s'était acheminé lentement vers sa baraque. La pluie tombait par torrents ; Napoléon était sans chapeau : une dernière vague, plus furieuse que les autres, le lui avait enlevé en passant au-dessus de sa tête, comme si l'Océan eût voulu conserver un gage de sa témérité.

On ne put sauver qu'un petit nombre de ceux qui montaient les canonnières naufragées ; et, le lendemain avant le jour, la mer avait déjà rejeté sur la plage plus de 200 cadavres. Ce fut une journée de deuil pour le camp et les habitants de Boulogne. Il n'était personne qui ne courût au rivage pour chercher avec anxiété si, parmi les corps des naufragés, il ne se trouvait pas un parent ou un ami. Dans la journée, Napoléon vint s'asseoir sur un morceau de rocher au bord de la mer. Il regardait d'un œil morne les débris de toutes sortes que les vagues amoncelaient devant lui, lorsque tout à coup, allongeant le bras comme pour désigner quelque chose, il se retourna du côté de ses aides-de-camp, restés debout à quelques pas en arrière, et dit à l'un d'eux :

— Savary, voyez donc ce que peut être cet objet tout noir que je vois flotter sur l'eau ; serait-ce une tête d'homme ?

L'aide-de-camp s'approcha du rivage et regarda avec attention :

— Sire, dit-il un moment après, je ne puis distinguer parfaitement ; cependant cela m'a tout l'air d'être une giberne de soldat.

Impossible dit l'Empereur : elle n'aurait pu s'urnager aussi longtemps, eût-elle été vide.

Au même instant une vague vint s'étaler en nappe sur le rivage ; en se retirant elle laissa sur le sable

et presque aux pieds de Napoléon, l'objet informe qu'il cherchait à reconnaître; il se leva aussitôt, et se baissant pour l'examiner de plus près :

— Ah! ah! dit-il avec surprise, je croyais pourtant bien ne plus le revoir!..

C'était son vieux chapeau. On peut juger dans quel état Napoléon le souleva du bout des doigts, car il ressemblait à une éponge ruisselante. Après l'avoir secoué légèrement il l'emporta à sa baraque en le tenant à la main.

Cependant soldats et matelots brûlaient d'impatience de s'embarquer pour l'Angleterre. Un matin, quoique la mer fût un peu houleuse, mais le vent bon et le ciel serein, aucune voile ennemie n'ayant été signalée pendant la nuit tout semblait favorable pour tenter la descente. Napoléon donne des ordres : les signaux partent du sémaphore, et les deux camps retentissent de ces cris : « On va s'embarquer! » Et tandis que le rappel bat dans chaque direction et que les voiles sont hissées sur tous les bâtiments de la flottille, l'armée se dirige par divisions sur le port, aux cris mille fois répétés de *Vive l'Empereur!*

Napoléon, monté dans une petite barque, accompagné seulement de quelques rameurs et de quelques officiers généraux de la marine, va et vient sans cesse d'une extrémité à l'autre du port; il surveille tout, et l'embarquement des troupes s'opère dans un ordre parfait. Cette opération, commencée à sept heures du matin, est terminée à cinq heures de l'après-midi. En moins de dix heures, cent vingt-sept mille soldats, chevaux et bagages, sont embarqués.

Les troupes, sur leurs bateaux plats et sur leurs chaloupes, sont debout, la tête découverte, et n'attendent plus que le signal qui va leur permettre de s'élancer sur une terre ennemie. L'Empereur, lui aussi, est debout dans sa péniche, et semble passer son armée en revue une dernière fois.

Tout à coup on voit un canot partir du rivage et se diriger, à force de rames, vers celui de Napoléon. Un officier est dans cette embarcation; il agit en l'air un papier, c'est une dépêche : elle est remise à l'Empereur, qui l'ouvre avec précipitation : jette avidement les yeux dessus, froisse le papier dans ses mains, revient au rivage, met pied à terre, et reprend, dans une agitation extrême, le chemin de sa baraque.

Un instant après, le sémaphore transmet l'ordre à la flotte de faire débarquer toutes les troupes qui sont à bord, et qui, avant minuit, sont de retour à Boulogne et dans les divers cantonnements qu'elles occupaient encore le matin. Quant à Napoléon, il s'est retiré de bonne heure et n'a demandé aucun de ses maréchaux. Cette mystérieuse dépêche arrivée de Bayonne lui apprenait que Villeneuve, au lieu de suivre les instructions qu'il lui avait fait donner précédemment par son ministre de la marine, était entré avec sa flotte dans le port de Cadix. Alors, pour Napoléon, s'évanouissaient comme un rêve ses grands projets contre l'Angleterre.

Le lendemain, à son grand lever, il parut sombre, et, se dirigeant promptement vers son cabinet, il fit appeler Darn.

— Savez-vous où est Villeneuve?

Tels sont les premiers mots que Napoléon adresse à l'administrateur-général de l'armée.

— Non, Sire, répond froidement celui-ci.

— Eh bien! il est à Cadix. Quelle timidité! vit-on jamais pareille ineptie! Si je ne le connaissais, je croirais qu'il y a trahison...

Le cœur de Napoléon était plein d'amertume. Sa colère éclata d'abord en phrases courtes, en exclamations vives; puis elle déborda. Les mots de Villeneuve, d'Angleterre, de Boulogne, de flotte, de postérité, jetés au hasard et sans suite, permirent à peine à Darn, stupéfait, de comprendre que l'entrée de l'amiral à Cadix et la crainte qu'il ne s'y fût laissé bloquer par l'amiral Collinwood était le sujet d'un si vif emportement. Enfin l'effusion ayant eu son cours, Napoléon éprouva ce soulagement qui vient de la lassitude même.

— Asseyez-vous là, dit-il à Darn, et écrivez.

Et Napoléon lui dicta ce qui suit :

« Monsieur Decrès, envoyez-moi, dans la journée « de demain, un mémoire sur cette question: *Dans « la situation des choses, si l'amiral Villeneuve reste à « Cadix, que faut-il faire?* Élevez-vous à la hauteur « des circonstances et de la situation où se trouvent « présentement la France et l'Angleterre. Surtout, ne « m'envoyez plus de lettres comme celle que vous m'a- « vez écrite avant-hier; les flagorneries ne signifient « rien: je ne les aime pas. Lorsque je vous demande « conseil, ce n'est pas pour que vous soyez de mon « avis, c'est pour avoir le vôtre.

« De mon camp de Boulogne le 25 août 1805. »

Après avoir lu cette lettre, l'Empereur apposa au bas une sorte d'hieroglyphe pour signature, en s'écriant :

— Me faire perdre d'immenses travaux, et, qui plus est, deux années tout entières!... Le temps perdu ne peut se retrouver.

Ici il y eut un silence. Puis l'Empereur, passant à une idée nouvelle, ajouta avec une expression toute différente :

— Écrivez encore, Darn.

Et il dicta froidement à l'intendant-général de l'armée le plan de la campagne d'Austerlitz; plan hypothétique, dont l'exécution devait être ajournée jusqu'à la solution de la grande question maritime : cette solution ne devait pas se faire attendre.

Cette dictée de Napoléon avait duré deux heures. L'empire absolu qu'il avait sur lui-même avait permis à sa puissante intelligence de reprendre tout son essor; il avait embrassé à la fois l'en-semble et les détails; il n'avait rien omis, tous les obstacles avaient été aplanis, et ce fut à la suite d'une si violente secousse morale, qu'il prépara, six mois à l'avance, cette merveilleuse bataille d'Austerlitz.

Quand Darn eut fini d'écrire, Napoléon lui dit :

— Vous allez partir pour Paris à l'instant même. Vous laisserez croire que vous vous rendez simplement à Ostende. Aussitôt après votre arrivée, qui, je l'espère, aura lieu cette nuit, vous vous enfermerez avec Dejean*; vous préparerez tous les ordres pour la

* Alors directeur-général de l'administration de la guerre.



Savary, voyez donc ce que peut être cet objet tout noir que je vois flotter sur l'eau ? serait-ce une tête d'homme ?

marche des corps qui sont ici en les dirigeant sur Munich ; vous ordonnancerez toutes les dépenses présumées de vivres et d'approvisionnements, de manière à ce que je n'aie plus qu'à signer ces pièces lorsque j'arriverai à Paris. Faites tout ce travail à vous deux. Je ne veux pas qu'un seul commis y mette la main. Quant à moi, ajouta-t-il, laissant tomber ses bras avec tristesse, je vous rejoindrai bientôt. Adieu, Daru. Après-demain, moi aussi je ferai mes adieux à mes soldats, mais ce ne sera pas pour longtemps.

Le même jour Napoléon dit à son premier valet de chambre de tout préparer pour son départ, et donna l'ordre au grand-maréchal du palais de régler et de payer les dépenses qui pouvaient avoir été faites pour lui pendant ses divers séjours à Boulogne. Il lui recommanda, selon son habitude, d'être économe et d'éplucher les mémoires. Dans l'après-midi, toutes les troupes du camp ayant été réunies, l'Empereur se rendit au milieu d'elles, et fit lire en sa présence la proclamation suivante, qui fut affichée partout :

« Soldats du camp de Boulogne !... Les vœux de « nos éternels ennemis sont accomplis ; l'Autriche et « la Russie se sont réunies à l'Angleterre ; notre gé- « nération est de nouveau entraînée dans toutes les « calamités de la guerre. Il y a peu de jours, j'espé- « rais encore que la paix du continent ne serait pas « troublée ; les menaces et les outrages m'avaient « trouvé impassible ; mais l'armée autrichienne a passé

« l'Inn ; Munich est envahie ; l'électeur de Bavière , « notre allié , a été chassé de sa capitale ; toutes mes « espérances se sont évanouies. Je gémis du sang « qu'il va encore en coûter à l'Europe ; mais le nom « français en obtiendra un nouveau lustre. Soldats du « camp de Boulogne ! dans cette circonstance si im- « portante pour votre gloire et pour la mienne, vous « mériterez le nom de Grande Armée* dont je vous

* Voici quelle était la composition de la Grande Armée :

Corps de Hanovre. Bernadotte : divisions d'infanterie, Drouet, Rivaud ; cavalerie, Kellermann.

Corps de Hollande. Marmont : divisions d'infanterie, Boudet, Grouchy, Dumonceau ; cavalerie, Guérin.

3^e corps. Davoust : divisions d'infanterie, Bisson, Friant, Gudin ; cavalerie, Fauconnet.

4^e corps. Soult : divisions d'infanterie, Saint-Hilaire, Vandamme, Legrand ; cavalerie, Margaron.

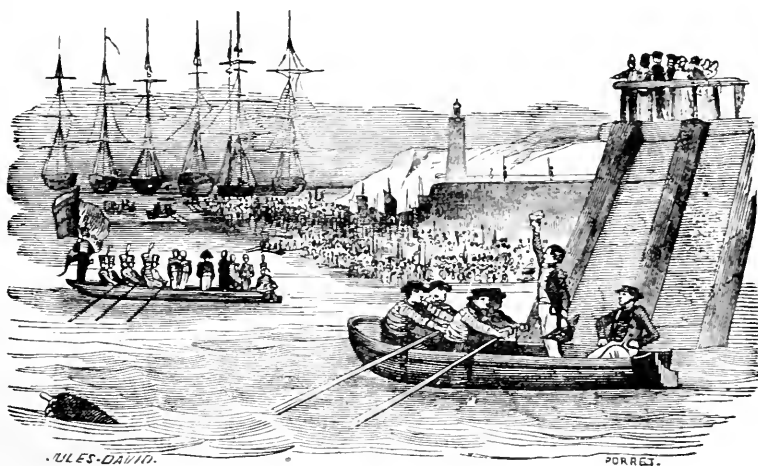
5^e corps. Lannes : divisions d'infanterie, Suchet, Gazan, grenadiers réunis, Oudinot.

6^e corps. Ney : divisions d'infanterie, Dupont, Loison, Malher ; cavalerie, Colbert ; dragons à pied, Baraguay-d'Hilliers.

7^e corps. Augereau : divisions d'infanterie, Desjardins, Mathien.

Réserve. Murat : divisions de cuirassiers, Nansouty, d'Hautpoul ; divisions de dragons, Klein, Walter, Beaumont, Bourcier ; division de cavalerie légère, Treillard.

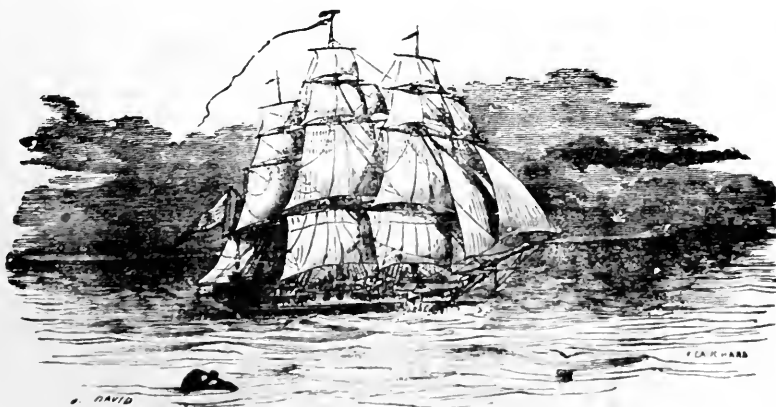
Garde impériale : garde à pied, Mortier, 8 bataillons ; garde à cheval, Bessières, 14 escadrons.

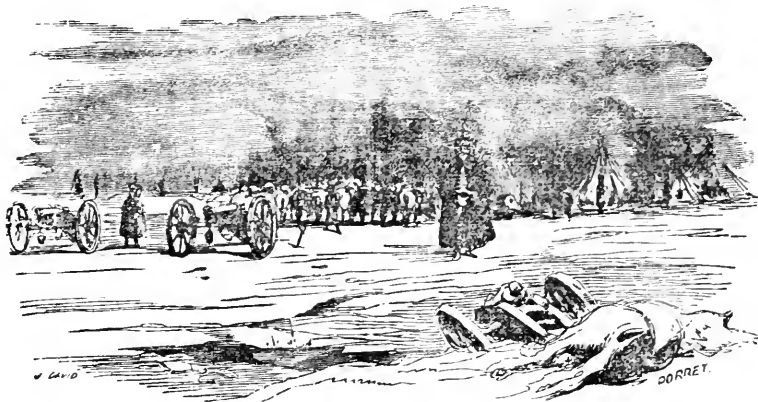


Un officier est dans cette embarcation : il agite en l'air un papier, c'est une dépêche.

« ai salués au milieu des champs de bataille, et le
« peuple français continuera de mériter celui de
« *Grande Nation*, car son Empereur fera son devoir,
« et vous, soldats, vous ferez le vôtre ! »

Des transports unanimes accueillirent ces *paroles*
de flamme, pour nous servir de l'expression du ma-
récchal Soult, et de longs cris de *vive l'Empereur!* re-
tentirent d'une extrémité à l'autre du camp.





CHAPITRE IV.



HAQUE fois qu'une nouvelle guerre avait été déclarée à la France, la Grande Armée, ramenée par Napoléon aux habitudes militaires de l'antiquité, avait tou-

jours eu la satisfaction d'entendre son chef lui annoncer ce qu'elle allait avoir à faire, et lui rappeler en même temps ce qu'elle avait déjà fait.

Confondant la gloire de ses soldats avec la sienne, l'Empereur leur énumérait avec un éloquent lachisme les avantages qu'ils avaient obtenus, les traités de paix qui en avaient été les suites, en présentant ces résultats comme leur ouvrage commun. Ce caractère apparaît tout entier dans la proclamation suivante, par laquelle il annonce l'ouverture de la campagne

« Soldats ! dit-il, une troisième coalition s'est formée contre nous. L'Autriche a passé l'Inn, violé les traités, attaqué et chassé notre allié de sa capitale... Nous ne ferons plus de paix sans garantie ; notre générosité ne trompera plus notre politique... Vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple... Nous aurons des marches forcées à faire, des fatigues, des privations à endurer ; mais, quelques obstacles qu'on

« nous oppose, nous les vaincrons, et nous ne prendrons pas de repos que nous n'ayons planté nos aigles victorieuses sur le territoire de nos ennemis ! »

Après avoir tout prévu, Napoléon partit de Saint-Cloud pour aller se mettre à la tête de ses troupes.

Il arriva à Strasbourg le 23 septembre 1805, et le lendemain la Grande Armée commença de défilé sur le pont de Kehl. Au moment de son arrivée, l'empereur avait ordonné que la plupart des officiers-généraux se rendissent sur les bords du Rhin le jour suivant à six heures du matin. Ce jour-là donc, une heure avant celle de ce rendez-vous, et malgré la pluie qui tombait par torrents, Napoléon se transporta à la tête du pont, pour s'assurer de l'exécution des ordres qu'il avait donnés, et là il fut continuellement exposé à la pluie jusqu'au moment où les premières colonnes eurent franchi le pont et se furent rangées par divisions de l'autre côté du fleuve. Dans cette circonstance, il fut mouillé de telle sorte, que l'eau qui décollait de ses habits et se réunissait sous le ventre de son cheval, avait fini par y former comme une petite gouttière. Son chapeau était tellement imbibé de pluie, que le derrière retombait sur ses épaules ; on eût dit de ces feutres que portent les charbonniers de Paris. Bientôt les généraux auxquels il avait donné rendez-vous vinrent l'entourer. Quand il les vit rassemblés, il leur dit :

— Voilà un grand pas de fait contre nos ennemis.

Puis regardant autour de lui, il ajouta d'un air surpris :

— Mais où est donc Vandamme ?.. Pourquoi n'est-il pas ici ?.. Serait-il mort ?..

Personne ne disait mot. Le général Chardon, très-

ame de l'empereur, se hazarda à prendre la parole :

— Sire, dit-il, il serait possible que le général Vandamme dormit encore ; nous avons bu hier, ensemble, quelques verres de vin du Rhin à la santé de Votre Majesté, et sans doute...

— Général, interrompit Napoléon avec sévérité, vous avez bien fait de boire hier à ma santé, mais aujourd'hui Vandamme a tort de dormir quand il sait que je l'attends.

Chardon offrit de dépêcher un de ses aides-de-camp à son compagnon d'armes.

— Laissons dormir Vandamme, dit Napoléon d'un ton d'humeur ; il se réveillera peut-être ! alors je lui parlerai.

Au même instant Vandamme parut ; il avait le teint pâle et le maintien embarrassé.

— Général, lui dit Napoléon en lui lançant un regard sévère, il paraît que vous avez oublié l'ordre que j'avais donné hier ?

Vandamme chercha à s'excuser en répondant :

— Sire, c'est la première fois que cela m'arrive ; je puis assurer à Votre Majesté que j'étais encore très-incommodé ce matin, parce que...

— Parce que vous vous êtes grisé hier comme un Allemand, interrompit Napoléon avec vivacité ; mais, ajouta-t-il aussitôt, dans la crainte que cela ne vous arrive une seconde fois, vous irez combattre sous les drapeaux du roi de Wurtemberg, afin de donner aux Allemands, si c'est possible, une leçon de sobriété.

Vandamme s'éloigna, non sans dissimuler le chagrin que lui faisait éprouver cette disgrâce ; et, le même jour, il rejoignit le corps d'armée wurtembergeois, à la tête duquel il fit des prodiges de valeur. Après la campagne il revint trouver l'Empereur. Sa poitrine était couverte de décorations, et il était chargé d'une lettre autographe du roi Frédéric. Napoléon après avoir lu cette lettre, dit à Vandamme :

— Général, n'oubliez jamais que si j'estime les braves, je n'aime pas ceux qui dorment quand je les attends ; n'en parlons plus.

Dès son entrée en campagne, Napoléon étonna l'Autriche par la rapidité de sa marche et l'habileté de ses manœuvres. Chaque jour il remportait une victoire ; la première fut celle de Wertingen, illustrée par le brillant courage de Murat, qui coupa la route d'Ulm à Augsbourg. Après ce brillant début, Murat se porta sur Zusmerhausen, où Napoléon arriva en même temps que lui ; et la première chose qu'il fit, fut de donner aux troupes de Murat le juste témoignage de sa satisfaction.

— Je sais qu'on ne peut être plus brave que vous, dit-il ensuite à Excelmans, qui lui présentait les drapeaux enlevés aux Autrichiens.

Le chef d'escadron Wuillemly, accompagné d'un seul homme, mais feignant d'être suivi d'un corps considérable, avait décidé cent Autrichiens à mettre bas les armes. L'Empereur le fit entrer dans sa garde avec son grade. Au pont de Lech, le brigadier Marente, cassé la veille par son capitaine pour faute de discipline, voit cet officier entraîné par le courant du fleuve ; il vole à son secours et le sauve. Napoléon se fait présenter ce soldat :

— Tu es un brave homme, lui dit-il ; ton capitaine t'avait cassé, il avait eu raison. En lui sauvant la vie tu lui as prouvé que tu n'avais pas de rancune. C'est bien, l'un et l'autre vous êtes quittes. Mais moi, je ne le suis pas envers toi : je te nomme maréchal-des-logis et te fais chevalier de la Légion-d'Honneur. C'est à ton capitaine que tu dois ton avancement et cette récompense. Va donc le remercier.

Pendant ce temps, Ney culbutait l'archiduc Ferdinand au combat de Grunzburg ; puis le maréchal Soult s'empara d'Augsbourg. Quelques jours après, Soult prenait encore Memingen avec quatre mille prisonniers, tandis que Ney faisait des prodiges de valeur au combat d'Elchingen et assurait le succès de la campagne et la prise d'Ulm. Ces victoires firent dire à Napoléon avec un léger mouvement, non de jalousie (de qui pouvait-il être jaloux ?), mais de brûlante impatience :

— Ce sont toujours les mêmes : ces deux hommes sont insatiables de gloire. Il me faut ma part cependant !...

Cette part devait être celle du lion.

Le mauvais temps continuait : le froid était vif, les chemins fangeux, mais les marches forcées de l'armée n'en étaient point ralenties. A cheval nuit et jour, l'Empereur était toujours au milieu de ses troupes, et il se portait partout où il croyait sa présence nécessaire. Le 17 octobre, il fit d'un seul trait quatorze lieues à cheval, se coucha tout habillé sur un tas de paille, dans une grange, à l'entrée d'un petit village, sans domestique et sans aucune espèce de bagage. Cependant l'évêque d'Augsbourg avait fait illuminer, à un quart de lieue de là, un de ses châteaux, où on l'attendit toute la nuit. Pendant ce temps, le général Mack, trop lent à s'apercevoir qu'il allait être cerné par les Français, s'était décidé à rentrer dans Ulm. Sa situation devenait de jour en jour plus critique ; enfin, le 19 octobre, il consentit à se rendre avec toute sa garnison, et il écrivit en conséquence à l'Empereur. Celui-ci lui envoya immédiatement Berthier, pour traiter des conditions de la capitulation : il fut convenu que le lendemain les troupes autrichiennes se rendraient prisonnières avec armes et bagages, et que la place serait remise avec tous ses approvisionnements et ses munitions.

A deux heures de l'après-midi, au moment où cette formalité si pénible pour les Autrichiens allait s'accomplir, l'armée française se rangea en bataille sur les hauteurs, à un quart de lieue environ d'Ulm, dans tout l'éclat de la grande tenue militaire. Napoléon, un peu en avant de son brillant état-major et entouré de sa garde, s'était placé sur une petite éminence formée par un bloc de rochers. A côté de lui était un grand feu de bivouac près duquel il avait fait avancer la musique de son premier régiment de grenadiers à pied. Aussitôt que les portes de la place s'ouvrirent, les tambours, accompagnés des fifres, batturent la marche, puis la musique se fit entendre. Alors l'armée autrichienne commença à défiler en silence, et l'arme sous le bras gauche. Elle alla, corps par corps, jeter ses armes dans un immense fossé que l'on avait creusé exprès au bas du monticule où se tenait Napoléon.



Général, il paraît que vous avez ou blié l'ordre que j'avais donné hier ?

Trente-trois mille hommes, dont deux mille de cavalerie, avec dix-neuf généraux, quarante drapeaux et soixante pièces de canon suivies de leurs caissons attelés, passèrent devant la Grande-Armée. La cavalerie autrichienne, ayant mis pied à terre, livra ses chevaux aux chasseurs de la garde. En se dépouillant de leurs armes ces soldats criaient : « Vive l'empereur Napoléon ! » Mack était là : il répondit à des officiers de la garde qui s'étaient adressés à lui sans le connaître :

— Vous voyez devant vous le malheureux Mack.

D'autres généraux disaient :

— Messieurs, il est impossible de résister aux manœuvres de votre Empereur : ses combinaisons nous ont perdus.

Pendant ce temps, Napoléon, toujours calme, affaissé sur son cheval blanc, la main qui tenait les rênes posée sur l'arçon de sa selle, l'autre appuyée sur la hanche droite, conservait en apparence la plus froide impassibilité ; mais il y avait dans son regard un feu qui eût fait reculer une armée tout entière. Cependant il entendit derrière lui un propos qui lui fit froncer le sourcil : un officier-général de son état-major, qui aimait à faire de l'esprit, racontait tout haut à ceux qui l'entouraient le prétendu bon mot d'un des soldats de sa division : « Je passais, dit-il, dans les rangs il n'y a qu'un moment, et j'ai dit aux soldats : « Eh bien ! mes amis, voilà bien des prisonniers ? — « C'est vrai, mon général, m'a répondu l'un d'eux, « nous n'avions jamais vu tant de.... farceurs à la

« fois. » L'Empereur, qui avait l'oreille à tout, se retourna aussitôt, et dit à cet officier-général d'un ton où perçait tout son mécontentement :

— Silence, Monsieur ! ne calomniez pas davantage vos soldats, qui ont toujours su joindre la générosité à la bravoure.

Mais il ajouta à demi-voix en s'adressant à ses aides-de-camp :

— Il faut se respecter bien peu pour insulter des hommes aussi malheureux que ceux que nous voyons devant nous.... Savary, allez dire de ma part au général**** de se retirer.

L'opération de cette remise d'armes dura depuis trois heures de l'après-midi jusqu'à sept heures du soir. Lorsque la garnison d'Ulmet entièrement défilé, Napoléon fit appeler auprès de lui les généraux autrichiens, qui semblaient tous très-attristés, et leur dit avec bonté mais d'un ton bref :

— Messieurs, votre maître me fait une guerre injuste. Franchement, je ne sais pourquoi il se bat contre moi, j'ignore ce qu'il veut. Qu'il dise un mot, et cent cinquante mille hommes prêts à s'entrégorger, peuvent rentrer tranquillement dans leurs foyers.

— Sire, répondit Mack, l'empereur d'Allemagne, mon maître, ne voulait pas la guerre ; il y a été contraint par la Russie.

— Qu'est-ce à dire, contraint?... répliqua Napoléon en se redressant sur son cheval ; est-ce que l'on contraint une puissance ? Alors quel rôle a donc consenti à jouer votre empereur ? Est-il une puissance humaine



Et ils ont le front d'appeler ça une patrie!... Il n'y a que de la crotte.

qui puisse me contraindre, moi (et il appuya encore sur ce mot), à faire ce que je ne veux pas? Aussi, moi, suis-je une puissance!... mais lui!...

La prise d'Ulm frappa d'étonnement les peuples et les rois de l'Europe; mais elle ne compléta cependant pas la défaite des Autrichiens, et l'archiduc Ferdinand, qui était parvenu à rallier les débris épars de son armée, se présenta de nouveau au combat. « Nous allons les exterminer, » avait dit Napoléon en apprenant cette nouvelle; et de nouveaux triomphes étaient venus justifier ces paroles. La victoire, fidèle au vieux drapeau de la République, s'était désormais attachée aux aigles de l'Empire. Déjà, après le combat de Nuremberg, Napoléon avait dit :

— C'est leur coup de grâce; j'espère que de longtemps je n'entendrai parler des Autrichiens. Maintenant, messieurs les Russes, je suis tout à vous.

En effet, il se porta vivement au-devant d'eux, les culbuta sur plusieurs points, les chassa devant lui, et, le 13 novembre 1805, il faisait son entrée triomphale dans la capitale de l'Autriche, à la tête de sa vieille garde. Pendant qu'on défilait, un grenadier, scandalisé de la quantité de boue que le mauvais temps, les pluies continuelles et le défaut de soin avaient accumulée dans la grande rue de Vienne, dit d'un ton de mépris à un de ses camarades, en lui désignant quelques Viennois à tournure hétéroclite que la curiosité avait attirés sur leur passage :

— Et ils ont le front d'appeler ça une patrie! Il n'y a que de la crotte.

Napoléon ne séjourna pas longtemps à Vienne. Continuant à poursuivre les Russes avec ardeur, il les atteignit à Brunn, s'empara de ce poste et prit position à Wischau, devant une armée de cent mille hommes commandée par deux empereurs et nombre de généraux habiles. On était au 1^{er} décembre, veille de la bataille d'Austerlitz. De grand matin, Napoléon parcourut au pas de son cheval toutes les sinuosités du terrain situé en face de la position qu'il avait fait occuper à ses troupes. Il s'arrêta à chaque hauteur et fit mesurer les distances :

— Messieurs, dit-il à ses aides-de-camp et aux officiers de son état-major, je ne saurais trop vous recommander d'examiner le terrain, parce que demain vous aurez à le parcourir plus d'une fois.

Puis il fit immédiatement placer, à force de bras, une batterie de douze pièces de campagne sur un petit mamelon isolé qui dominait le front de l'armée russe; comme on ne put y traîner de caissons, il voulut qu'on amassât derrière chacune de ces pièces deux cents gargousses, en disant :

— Ce ne sera pas trop, car je compte bien leur donner de la tablature.

Puis il descendit de cheval pour se reposer, et regagna à pied le premier poste d'infanterie. Il causait avec Savary, qui pour la seconde fois, revenait du

quartier-général de l'empereur Alexandre, près duquel Napoléon l'avait envoyé pour tenter un dernier effort de négociation.

— En vérité, disait-il à cet aide-de-camp, il faut que ces gens-là soient devenus fous ! Ils me demandent, m'avez-vous dit, d'évacuer l'Italie, lorsqu'ils sont dans l'impossibilité de m'arracher Vienne ; il faudrait que je cédasse bénévolement ma belle couronne de fer à ce... roi de Sardaigne...

Napoléon n'acheva pas sa phrase et haussa les épaules.

— Eh ! que feraient-ils donc de la France, reprit-il en relevant la tête avec fierté, si nous venions à être battus?... Mais c'est impossible, n'est-ce pas?... Par ma foi ! il en arrivera ce qu'il plaira à Dieu, mais avant vingt-quatre heures je leur donnerai une bonne leçon.

L'Empereur était irrité ; il témoignait sa mauvaise humeur en frappant de la pointe de sa cravache les petites mottes de terre éparses sur son chemin. La sentinelle du poste qu'il venait de dépasser l'avait écouté sans affectation. Elle était restée immobile après avoir présenté les armes, et Napoléon avait si peu fait attention à ce mouvement qu'il n'avait pas même rendu le salut d'usage, chose qu'il n'oubliait jamais. Il continua sur le même ton.

— Mais, à les croire, il semble qu'ils n'ont qu'à nous avaler !

— Oh ! oh ! grommela alors le vieux soldat sans changer de position ; nous nous mettrons en travers.

Ce mot, devenu historique, fit sourire Napoléon et le calma.

— Tu as raison ! dit-il au factionnaire avec un signe de tête approbatif ; oui !... nous nous mettrons en travers.

Arrivé à son quartier-général, il ne s'occupa plus que des dispositions à prendre pour la bataille qu'il comptait livrer le lendemain, et le soir il fit publier la proclamation suivante, qui électrisa toute l'armée :

« Soldats ! l'armée russe se présente devant vous « pour venger l'armée autrichienne d'Ulm. Ce sont ces « mêmes bataillons que vous avez battus à Holla- « brunn, et que depuis vous avez constamment vain- « cus. Soldats ! je dirigerai moi-même vos bataillons ; « je me tiendrai loin du feu si, avec votre bravoure « accoutumée, vous portez le désordre et la mort dans « les rangs ennemis ; mais si la victoire était un mo- « ment incertaine, vous verriez votre Empereur s'ex- « poser aux premiers coups, car, dans cette journée « surtout, il y va de l'honneur de l'infanterie fran- « çaise. Que sous le vain prétexte d'emmener les « blessés on ne dégarnisse pas les rangs, et que chacun « se penche bien de cette pensée, qu'il faut vaincre « enfin ces stipendiés de l'Angleterre qui sont animés « d'une grande haine contre notre nation. Une vic- « toire finira cette campagne, et alors la paix que je « ferai sera digne de mon peuple, de vous et de « moi. »

Un peu avant minuit, Napoléon, voulant juger de l'effet qu'avait pu produire sa proclamation, s'adressa à Duroc et à Junot en leur disant :

— Mettez une redingote sur vos uniformes, et venez avec moi : je veux voir si tout est en ordre... Mes-

sieurs, dans les grandes occasions, rien n'est tel que l'œil du maître.

C'était le 1^{er} décembre, avons-nous dit ; il faisait un froid de *plusieurs loups*, pour nous servir de l'expression de Junot, dont la gaieté originale ne s'était pas encore démentie depuis le siège de Toulon ; mais personne ne songeait à la rigueur de la saison. Le feu des bivouacs était entouré par ces valeureux soldats que plus tard on devait qualifier du nom de *grognards*, réputés aujourd'hui les premiers et les plus braves du monde. Les vieux grenadiers causaient ou chantaient en *astiquant leur fournement* pour le lendemain. Quelques-uns racontaient de belles campagnes d'Italie et les merveilleuses campagnes d'Egypte ; les autres parlaient de Marengo, puis de la solennité du couronnement, qui avait eu lieu l'année précédente à la même époque, et aucun d'eux n'avait encore perdu le souvenir des *distributions extraordinaires de viures et de liquides* qui leur avaient été faites en cette occasion. Quant à Napoléon, enveloppé dans sa redingote grise, il avait déjà passé et repassé inaperçu derrière ces groupes, en écoutant les conversations et en prenant fréquemment du tabac, lorsque tout à coup, arrivé près d'un bivouac dont le feu plus ardent vint à éclairer son visage pâle et fatigué, un caporal occupé à mettre une pierre neuve à son fusil l'aperçut et s'écria en reculant de deux pas :

— Tiens ! le Petit-Caporal !

A cette exclamation, tous lèvent la tête : *L'Empereur !*... répètent-ils. *Vive l'Empereur !* répondent les soldats du bivouac voisin.

Et sur toute la ligne, dans les tentes et jusqu'aux postes avancés, partout le cri de *vive l'Empereur !* est porté, d'échos en échos, jusqu'au centre de l'armée russe, pour qu'ice hourra est un sinistre avertissement. Chaque soldat veut voir son Empereur ; les feux deviennent déserts et s'éteignent ; la nuit la plus sombre succède à la clarté douteuse à la faveur de laquelle Napoléon avait pu se guider ; mais, par une inspiration générale et instantanée, les soldats, afin d'éclairer sa marche, imaginent de rouler la paille sur laquelle ils couchent, et de l'attacher comme un flambeau au bout de leurs baïonnettes. Aussitôt que quelques-uns ont accompli ce dessein, tous les bivouacs imitent cet exemple, et plus de cinquante mille fanaux ainsi allumés montrent à Napoléon son armée debout devant lui ; et tandis que les brandons enflammés s'agitent dans l'air, d'enthousiastes acclamations continuent de l'accueillir sur son passage. Ce fut alors qu'un des plus anciens grenadiers du premier régiment s'approcha de Napoléon, et faisant allusion à sa proclamation, lui dit en le regardant fixement :

— Sire, tu n'auras pas besoin de t'exposer ; je te promets, au nom de tous mes camarades, que tu n'auras à combattre que les yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux des Russes, pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement.

— Ce sera notre bouquet ! s'écria un sous-officier.

— Oui ! oui !... Vive l'Empereur ! reprirent avec cet accent qui part du cœur tous les soldats qui l'entouraient.

— Ah ! tu veux de la gloire ! dit un autre ; eh bien !

demain on t'en... *flanquera*. Sois tranquille, on t'en... *flanquera*.

Napoléon, vivement ému, ne chercha pas à les éloigner, car il était facile de lire dans ses yeux combien ces preuves d'amour lui étaient précieuses.

— Assez, mes amis; assez, mes braves, leur dit-il. Depuis longtemps vous m'avez appris à compter sur vous.

Quant à Duroc et à Junot, ils ne pouvaient que pleurer, en cherchant à serrer à la fois toutes les mains des officiers-généraux qui leur étaient tendues.

— Que marmottes-tu tout bas? demanda Napoléon en s'approchant doucement d'un vieux grenadier, auquel il tira une moustache qui peut-être n'avait pas été coupée depuis le passage des Alpes.

Ce soldat tenait comme ses camarades une torche de paille, dont le reflet éclairait sa figure brune, partagée horizontalement par une énorme cicatrice :

— Je dis... je dis...

— Répète-moi ce que tu as dit, je te l'ordonne.

Alors le soldat, foulant aux pieds son brandon de paille enflammé afin de l'éteindre plus vite, reprit avec un accent de sensibilité mêlée de rage comique.

— Eh bien! mon Empereur, je dis que j'aurai un fameux malheur si je ne me fais pas tuer demain pour vous obliger... Napoléon fit un mouvement. — A moins cependant qu'un ordre du jour défende de se faire tuer, parce qu'alors, voyez-vous, Sire, tout le tremblement... n'importe quoi... les Russes... enfin...

Ce soldat l'œil en feu, les mains agitées d'un frémissement convulsif, ne savait plus que dire. Napoléon, qui avait lâché sa moustache, lui prit l'oreille, et, avec ce sourire d'ineffable bonté qui n'appartenait qu'à lui l'interrompit en disant :

— Tais-toi!... Tu ne sera pas tué, je t'en réponds... Je ne veux pas que tu sois tué, je te le défends.

Et de nouvelles acclamations s'élevèrent de toutes parts.

La nuit était déjà avancée, mais le ciel était splendidement étoilé. Napoléon rentra à la chétive cabane que ses grenadiers lui avaient construite; avant de prendre un peu de repos, il dit avec émotion aux chefs de corps dont il était entouré :

— Messieurs, cette soirée est la plus belle de ma vie.

Si les Russes avaient pu être témoins de ce qui venait de se passer, sans doute ils eussent perdu leur jactance, et ils n'eussent point parlé aussi légèrement qu'ils le faisaient de cette grande armée. « *qu'ils devaient*, disaient ils, *anéantir du premier choc et conduire prisonnière en Russie.* » Mais la fortune leur devait la terrible leçon qu'ils reçurent le lendemain. D'ailleurs, Savary avait été témoin de la fatuité de leurs jeunes officiers. Il en avait rendu compte à l'Empereur, qui lui-même avait reçu l'aide-de-camp russe Dolgorowski, dont l'inconvenance l'eût sans doute indigné si elle ne lui eût fait pitié : mais il se garda bien de détruire cette confiance des Russes en leur supériorité. Des démonstrations de crainte avaient même été faites habilement en présence de cet envoyé d'Alexandre.

Après avoir congédié la majeure partie de son

monde, Napoléon s'était étendu sur trois chaises et avait dormi profondément. Les gens de service, rassemblés autour du feu en dehors de son bivouac, s'étaient couchés sur la terre glacée, enveloppés de leurs manteaux. Depuis cinq jours aucun d'eux n'avait fermé l'œil, et Constant, le premier valet de chambre de l'Empereur, dormait depuis quelques instants, lorsque sur les trois heures et demie, son maître le fit appeler pour lui demander du punch. Constant aurait donné volontiers les empires d'Autriche et de Russie en échange d'une heure de sommeil de plus, et cependant dix minutes après il apportait le punch qu'il avait fait au feu du bivouac. Napoléon en offrit au grand maréchal, à Berthier et à ses aides-de-camp; lui-même en but un demi-verre; le reste fut partagé entre les gens du service.

A quatre heures du matin, le 2 décembre, il est à cheval et parcourt les postes.

Il s'informe de ce que les grand-gardes ont pu apprendre de l'armée ennemie : il apprend que les Russes ont passé la nuit dans l'ivresse; ils avaient traité avec le plus profond mépris le peu d'Autrichiens échappés aux désastres d'Ulm, et ceux-ci cependant leur avaient conseillé d'agir avec plus de prudence et de circonspection. Enfin le soleil se lève. Bientôt les brouillards du matin se dissipent; chacun des chefs de corps s'approche de l'Empereur, reçoit de sa bouche ses dernières instructions, et part ensuite au grand galop pour rejoindre les troupes.

Lannes court prendre le commandement de la gauche de l'armée; il a avec lui Suchet et Caffarelli. Bernadotte doit diriger le centre; les généraux Rivaud et Drouet sont sous ses ordres. Enfin, Napoléon a confié la droite de son armée au maréchal Soult, dont le corps se compose des divisions Vandamme, Saint-Hilaire et Legrand. Murat, qui réunit toute la cavalerie sous son commandement, va se placer entre la gauche et le centre. L'Empereur, avec Berthier, Junot et tout son état-major, reste en réserve avec dix bataillons de la vieille garde, dix bataillons du général Oudinot et quarante pièces de canon. Bientôt il s'élance lui-même pour passer en revue le front des régiments :

— Soldats, leur dit-il, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre qui écrase l'orgueil de nos ennemis.

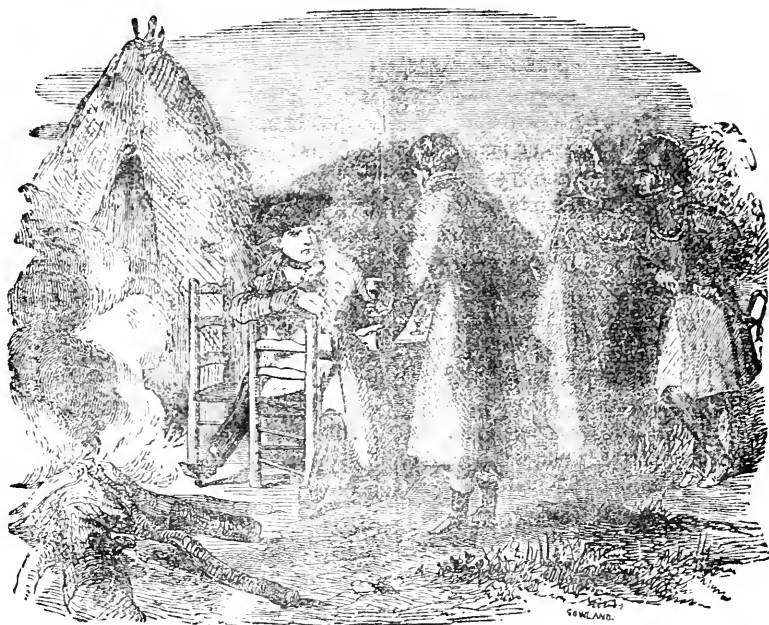
Puis s'adressant au 28^e de ligne, presque tout composé de conscrits du Calvados :

— J'espère que les Normands se distingueront aujourd'hui!

Enfin s'approchant du 47^e :

— Quant à vous, ajouta-t-il, je vous ai surnommé le *Terrible!* ne l'oubliez pas!

Partout les cris de *vive l'Empereur!* lui répondent. Une batterie de la garde a donné le signal du combat. Aussitôt Soult s'avance et coupe la droite de l'ennemi. Lannes marche sur la gauche en s'échelonnant par régiments comme dans un jour de grande parade. Murat s'élance avec sa cavalerie. Une canonade de deux cents pièces s'engage sur toute la ligne; deux cents mille hommes en viennent aux mains; c'est un bruit horrible, un choc immense, une épou-



Napoléon en offert au grand maréchal, à Berthier et à ses aides-de-camp.

vantable lutte. Cependant un bataillon du 4^e de ligne se laisse enfoncer par les cuirassiers de la garde impériale russe ; l'Empereur le voit :

— Bessières, s'écrie-t-il en passant rapidement devant lui, porte tes invincibles grenadiers à droite.

Et, sur un mot de Napoléon, Rapp se met à leur tête, en peu d'instants les deux gardes impériales à cheval sont face à face. Ce ne fut que l'affaire d'un moment : au bout de quelques minutes, soldats, étendards, artillerie, tout était au pouvoir de Rapp. La vieille garde française a vu cet exploit, elle murmure. Quatre fois elle a demandé à grands cris à se porter en avant ; mais d'un geste de la main, Napoléon l'a contenue ; les murmures redoublent.

— Silence ! s'écrie Napoléon d'une voix éclatante.

Alors, malgré leur affection pour lui, ses grenadiers font entendre des plaintes amères :

— Il n'y a jamais rien pour nous ! s'écrie un vieux soldat en pleurant ; et, de rage, il jette son fusil à terre. Napoléon le voit, et lui souriant sans colère.

— Tu es plus gourmand que les autres ! lui dit-il en lui lançant un regard de reproche.

Sur ces entrefaites, Rapp reparait. Son sabre est brisé ; il est couvert de poudre et de sang ; il amène à sa suite le prince Reppin qu'il a fait prisonnier.

— Sire s'écrie ce général d'artillerie en s'adressant à Napoléon, faites-moi fusiller : j'ai perdu mes pièces.

— Prince, lui répond l'Empereur, j'apprécie vos regrets ; mais on peut-être battu par mon armée sans

cesser pour cela d'être un brave militaire et d'avoir droit à mon estime... Rapp ! que l'épée du prince Reppin lui soit rendue.

Des hauteurs d'Austerlitz, les empereurs d'Autriche et de Russie voient la défaite de leurs gardes, et tentent d'envoyer des secours ; mais Bernadotte s'avance à son tour, et la victoire n'est plus douteuse. Un corps considérable de l'armée russe, qui avait été successivement chassé de toutes ses positions, se trouvait en ce moment dans un bas-fond, acculé à un lac glacé. Napoléon se porte de ce côté avec l'artillerie légère de la garde :

— Sire, faut-il les mitrailler ? demande Berthier.

— Il faut les anéantir tous, répond l'Empereur.

Aussitôt les pièces, au lieu d'être dirigées sur cette masse de soldats, sont pointées sur la glace. Bientôt les boulets et les obus la brisent par larges morceaux sur lesquels des compagnies entières flottent un instant et s'abîment ensuite. Plus de dix mille hommes périssent ainsi, en poussant d'horribles cris et en maudissant les imprudents souverains qui les avaient ainsi exposés à la colère française. Pendant ce temps, Berthier faisait remarquer à l'Empereur le mal épouvantable que l'artillerie faisait à l'ennemi. Napoléon murmura à voix basse :

Je n'oublierai jamais que c'est dans ce corps que j'ai commencé ma carrière. L'artillerie sera désormais la première arme de l'armée française ; mais il faut déplorer le sort de ces braves, qui méritaient d'avoir des chefs plus habiles.



Sire, s'écrie ce général, faites-moi fusiller, j'ai perdu mes pièces.

A peine achevait-il de parler, qu'hommes, chevaux, canons, caissons, étaient engloutis. Ainsi finit cette bataille, véritable combat de géants, selon l'expression du 30^e Bulletin de la grande armée ; bataille que les soldats ont appelée longtemps la *bataille des trois empereurs*, que d'autres nommaient la *bataille de l'anniversaire*, et qui a gardé le nom de *bataille d'Austerlitz*, que Napoléon lui imposa lui-même. Tout le monde avait fait son devoir. En recevant les rapports des chefs de corps, l'Empereur s'écria dans l'excès de son ravissement :

— Il me faudrait une puissance plus qu'humaine pour récompenser dignement tous ces braves !

Quoi qu'il en soit, les vainqueurs d'Austerlitz n'eurent pas à se plaindre de la reconnaissance de leur souverain ; Napoléon acquitta magnifiquement la dette de la patrie et la sienne : des pensions furent accordées aux veuves des généraux, des officiers et des soldats morts au champ d'honneur ; il adopta leurs enfants, se chargea de leur éducation, du placement des fils et de la dot des filles. Tous les blessés reçurent une gratification de trois mois de solde ; mais la décoration de la Légion-d'Honneur ne fut donnée qu'à ceux qui s'étaient distingués par un fait d'armes extraordinaire ou une action éclatante. Enfin, voulant témoigner à l'armée en masse sa haute satisfaction, il mit à l'ordre du jour, le lendemain, cette fameuse proclamation, qu'il dicta lui-même :

« Soldats de la grande armée ! disait-il, je suis
« content de vous ! vous avez, à la journée d'Aus-
« terlitz, justifié tout ce que j'attendais de votre in-
« trépidité. Vous avez décoré vos aigles d'une immor-
« telle gloire. Une armée de cent mille hommes,
« commandée par les empereurs de Russie et d'Au-
« triche, a été, en moins de quatre heures, coupée,
« dispersée, vaincue ; ce qui a échappé au feu s'est
« noyé dans le lac. Quarante drapeaux, les étendards
« de la garde impériale de Russie, cent vingt pièces
« de canon, vingt généraux, plus de trente mille
« prisonniers, sont le résultat de cette journée à
« jamais mémorable. Soldats ! lorsque le peuple fran-
« çais plaça sur ma tête la couronne impériale, je
« me confiai à vous pour la maintenir toujours dans
« ce haut éclat de gloire qui seul pouvait lui donner
« du prix à mes yeux ; et cette couronne de Fer con-
« quise par le sang de tant de Français, ils voulaient
« m'obliger de la placer sur la tête de nos plus cruels
« ennemis !... Projets téméraires et insensés, que le
« jour même de l'anniversaire du couronnement de
« votre Empereur vous avez anéantis et confondus !...
« Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous
« braver que de nous vaincre. Soldats ! lorsque tout
« ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la
« prospérité de notre belle patrie sera accompli, je vous
« ramènerai en France. Là, vous serez toujours l'objet
« de ma sollicitude. Mon peuple vous reverra avec

« joie, et il vous suffira de dire : — J'étais à Austerlitz, « pour qu'on vous réponde : — Voilà un brave ! »

Parmi ceux qui se distinguèrent à la mémorable journée d'Austerlitz, on peut citer, dans le corps du maréchal Lannes, les généraux de division Suchet et Caffarelli ; dans celui de Bernadotte, Rivaud et Drouet ; dans celui de Soult, Legrand et, cet honorable et vaillant Saint-Hilaire qui, blessé au commencement de l'action, n'en resta pas moins tout le jour sur le champ de bataille ; dans celui de Davoust, Friant et Gudin. Pour la cavalerie, commandée, comme on sait, par Murat, il faudrait nommer tous les généraux et tous les colonels ; cependant on doit distinguer Kellermann, Walther, Beaumont, d'Hautpoul et Nansouty. Valhubert seul mourut de ses blessures. « Je voudrais avoir plus fait pour vous, écrivit-il à « ses derniers moments à Napoléon ; dans une heure « je ne serai plus. Je n'ai pas besoin de vous re- « commander ma femme et mes enfants. »

La recommandation était en effet superflue : ce genre de dette fut toujours sacré pour Napoléon. Le général Valhubert, renversé par un éclat d'obus qui lui brisa la cuisse, voyant des soldats accourir pour l'enlever, leur avait crié :

— Arrêtez ! mes amis ; souvenez-vous de l'ordre du jour : vous me relèverez après la victoire.

Le fusilier Carpentier, du 41^e de ligne, blessé mortellement, ne voulut jamais que ses camarades le portassent à l'ambulance :

— Vous n'y pensez pas, leur disait-il ; j'aime mieux mourir sur un champ de bataille que dans les mains des carabins : au moins je serai sûr de n'être pas enterré en détail.

Le grenadier Trigaud, du 47^e, atteint d'un biscaien qui lui traversa la poitrine de part en part, demande à l'issue de la journée, au chirurgien qui s'apprêtait à lui donner ses soins, s'il croit qu'il vivra jusqu'au lendemain. D'après la réponse indécise de ce dernier, qui n'ose lui dire toute la vérité, Trigaud ajoute d'un ton philosophe :

— *Sacredié !* c'est contrariant de mourir aujourd'hui : demain ça m'eût été égal.

Le soir même de la bataille d'Austerlitz, Napoléon avait expédié à l'Impératrice le courrier de son cabinet, Moustache, pour lui annoncer la nouvelle. Joséphine était alors aux Tuileries. Tout à coup, à onze heures du soir, on entend au loin un bruit de grelots mêlé aux claquements d'un fouet de poste.

— C'est un courrier que m'envoie Bonaparte ! s'écrie Joséphine en s'élançant vers une fenêtre qu'elle ouvre avec précipitation. En même temps, les mots de *victoire*, d'*Empereur*, d'*Austerlitz*, répétés par une foule de serviteurs du palais, retentissent à son oreille. Impatiente, elle s'élance et arrive presque seule sur le perron du grand vestibule. Là, Moustache couvert de givre, le visage crispé par le froid, lui remet un billet de Napoléon et lui apprend la grande nouvelle. Ivre de joie, Joséphine la lui fait répéter.

— Oui, Madame, reprend Moustache avec emphase, c'est fini. Sa Majesté l'Empereur et roi a vaincu et enfoncé tous les empereurs du monde, toutes les for-

teresses, tous les drapeaux possibles, leurs canons avec armes et bagages et n'importe quoi !...

L'Impératrice souriait ; elle tira de son doigt un magnifique brillant qu'elle donna à Moustache, en lui disant d'une voix pleine d'émotion :

— Tenez, voilà pour vous. La France va être bien heureuse. Allez vous reposer, vous devez en avoir grand besoin.

— Impossible ! Madame ; S. M. l'Empereur et Roi m'a ordonné de venir le rejoindre à Vienne en me disant : « Moustache, cours sans t'arrêter jusqu'aux Tuileries et reviens ici de même, parce que j'ai quelque chose à te faire porter à Constantinople après : va ! te dis-je, tu embrasseras ta femme une autre fois. »

Joséphine sourit encore, et faisant au scrupuleux messager un signe de tête bienveillant :

— Adieu donc, reprit-elle, car il faut avant tout que les ordres de l'Empereur soient exécutés.

Le brave Moustache, ancien brigadier des guides d'Italie et d'Égypte, avait fait trois cent soixante lieues d'une seule traite ; depuis Austerlitz, il n'avait pas quitté les étrières. Lorsqu'il changeait de monture, quatre hommes l'enlevaient avec sa selle et le portaient ainsi, comme Sancho Pança à son entrée dans l'île de Barataria, sur un autre cheval qui repartait au galop. Il n'y avait qu'un instant qu'il avait pris congé de l'Impératrice, lorsqu'on l'entendit se plaindre et proférer des imprécations.

— S'il faut que je me repose un quart d'heure à Paris, s'écria-t-il, je suis un homme déshonoré, je me brûle la cervelle !

Et, de désespoir, il s'arrachait les cheveux, Joséphine inquiète du bruit qu'elle entend, envoie savoir ce qui se passe. On revint bientôt la tranquilliser. C'était Moustache : il venait d'enfourcher le cheval confié à la garde du factionnaire du pavillon de l'Horloge, et comme il avait sans doute moins ménagé celui-là que les autres, l'animal était tombé raide mort, dès les premiers pas dans la cour des Tuileries.

Le soir même de la bataille, Napoléon avait dit aux officiers généraux de son état-major :

— J'ai déjà livré trente batailles comme celle-ci ; mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été si complète et où les destins aient été si peu balancés.

L'armée s'était mise en mouvement pour suivre l'ennemi dans sa retraite ; Napoléon, toujours à cheval et accompagné d'une partie de la cavalerie de la garde, reprit le chemin d'Austerlitz. Arrivé dans ce bourg, il descendit à un château appartenant au prince de Kaunitz, beau-frère de Metternich, et y établit son quartier-général pour la nuit. Un grand feu avait été allumé dans une vaste salle du rez-de-chaussée ; une petite table était dressée devant la cheminée, et Napoléon s'assit pour déjeuner, car, excepté le demi-verre de punch qu'il avait bu le matin avant le jour, il n'avait rien pris depuis vingt-quatre heures. Tandis qu'il dévorait une cuisse de poulet froid qu'on n'avait pas même eu le temps de faire dégeler, on vint lui annoncer que les officiers-généraux faits prisonniers pendant la bataille et qui suivaient le quartier-général étaient arrivés.

— Amenez-les moi, je veux les voir et leur dire ma façon de penser.

Ces prisonniers furent introduits dans la salle ; ils étaient au nombre de neuf. Napoléon leur parla avec douceur et chercha à leur faire oublier leur malheur. Lui qui s'irritait si facilement contre les obstacles, et qui traitait quelquefois avec tant de hauteur quiconque osait résister à son inflexible volonté, n'était plus le même homme lorsque, vainqueur, il se trouvait en présence de ses ennemis vaincus. Il les consolait ; et ces consolations, nous pouvions l'assurer, ne résultaient pas d'un mouvement d'orgueil dissimulé sous les dehors d'une feinte générosité ; elles étaient, chez lui, l'effet naturel de la magnanimité de son caractère. Au reste, ces généraux étrangers faisaient peine à voir : sans épée, les vêtements en désordre, ils s'inclinèrent respectueusement devant lui et gardèrent un morne silence ; ce fut Napoléon qui le rompit le premier :

— Messieurs, leur dit-il avec bonté, je sais combien un général est malheureux après la perte d'une bataille ; moi-même je l'ai éprouvé il y a six ans, lorsque j'ai été obligé de lever le siège de Saint-Jean-d'Acre. Si j'étais parvenu à prendre la place d'assaut, je crois que j'aurais étranglé de mes mains le féroce Djeddar ; mais s'il s'était rendu, je l'aurais traité avec distinction..... comme on vous traitera vous-mêmes, Messieurs, ajouta-t-il avec une émotion pleine de dignité ; car je souffre de votre douleur ; je la respecte et l'apprécie.

On lui nomma ses prisonniers les uns après les autres. Parmi eux se trouvait le général de Langeron, Français, et qui, de même que Napoléon, avait été élevé à l'École-Militaire de Paris. Après avoir émigré, au commencement de la Révolution, avec une partie de sa famille, originaire de l'ancienne province de Bourgogne, il était allé en Russie, où il avait accepté du service. Plus tard, Napoléon, premier Consul, lui avait fait offrir de lui rendre les biens de sa famille, à la condition qu'il rentrerait en France ; mais le comte de Langeron avait refusé ses offres généreuses. Aussi, dès que l'Empereur entendit prononcer le nom de ce transfuge, il fronça le sourcil :

— Celui-là est plus à plaindre que les autres, dit-il à demi-voix et en détournant la tête ; cependant il lui adressa la parole :

— Qui commandait votre armée ce matin ? lui demanda-t-il d'un ton d'indifférence.

— Sire, c'était l'empereur Alexandre.

Napoléon laissa échapper un signe d'impatience.

— Je vous demande le nom du général en chef qui commandait l'armée russe, répéta-t-il.

— Le général Kutusow, Sire.

— A la bonne heure, car l'empereur Alexandre est encore trop jeune pour diriger les opérations d'une armée aussi nombreuse qu'était la vôtre ; je ne crois pas d'ailleurs qu'il ait jamais reçu le baptême du feu avant cette journée.

— Sire, répliqua respectueusement le général, croyant peut-être flatter l'amour-propre du vainqueur, Votre Majesté n'est guère plus âgée que l'Empereur mon maître (Napoléon releva la tête), et cependant elle a déjà gagné plus de vingt batailles.

— Monsieur, dites quarante, interrompit Napoléon avec un demi-sourire, et vous ne vous tromperez pas. Votre maître, puisqu'il vous plaît de l'appeler ainsi, a huit ans de moins que moi (Napoléon avait alors trente-six ans et Alexandre vingt-huit), mais peut-être aussi ai-je un siècle de plus que lui ; il est vrai qu'il n'a pas été élevé à la même école que vous et moi.

Puis, rompant tout à coup la conversation et versant du vin dans un gobelet d'argent qu'il avait devant lui, il le fit présenter au général en lui disant :

— M. de Langeron, buvez : ceci ne peut que vous faire du bien.

Comme ce prisonnier, après s'être incliné en signe d'adhésion et de remerciement, portait le gobelet à ses lèvres...

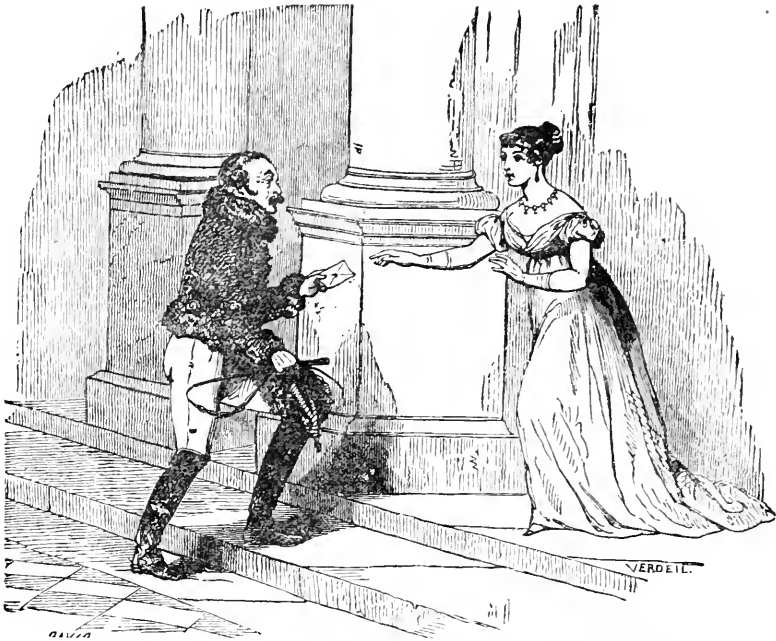
— Un moment, M. de Langeron, reprit l'Empereur en lui lançant un regard indéchiffrable : je dois vous prévenir que c'est du vin de France... du vin de Bourgogne, ajouta-t-il en appuyant sur le mot.

Un silence suivit cette petite vengeance, bien pardonnable de la part d'un souverain qui avait devant les yeux un sujet pris les armes à la main et combattant contre son pays. Enfin, Napoléon reprit la parole et dit aux compagnons du général, avec un accent incisif et bref qui faisait que jamais aucune de ses paroles n'était perdue :

— Messieurs, je plains d'aussi braves gens que vous d'être les victimes d'un cabinet (le cabinet anglais) qui ne craint pas de compromettre la dignité des nations en trafiquant des services de ses généraux. Maintenant que vos noms me sont connus, je vous dirai qu'à l'exception d'un seul (ici l'Empereur jeta un regard de côté au comte Langeron), vous avez tous honorablement combattu. Mais examinez la conduite de ceux qui vous ont abusés : est-il rien de plus inique que de venir, sans déclaration de guerre, me prendre brusquement à la gorge ? N'est-ce pas se rendre coupable du crime de lèse-nation ? N'est-ce pas trahir l'Europe civilisée que de jeter chez elle des hordes de Barbares?... oui, de Barbares ; car *grattez le Russe vous trouverez bientôt le Tartare*... En bonne politique, l'Empereur d'Autriche au lieu de m'attaquer, aurait dû rechercher mon alliance pour les refouler dans le Nord.

Son pacte avec mes ennemis sera dans l'histoire une chose monstrueuse à laquelle on aura peine à croire ; *C'est l'alliance des chiens, des bergers et des loups contre les moutons*... Il est très-heureux pour vous que je n'aie pas succombé dans cette lutte injuste où j'ai été provoqué. Peut-être vos maîtres paieront-ils cher, un jour, cette lutte contre moi.

A ces mots, Napoléon fit un signe à l'officier d'état-major à la garde duquel les prisonniers avaient été confiés ; celui-ci s'approcha, et on entendit l'Empereur lui recommander à voix basse d'avoir pour ces étrangers les plus grands égards, et de veiller à ce qu'ils ne manquassent de rien. Il était près de minuit. Les officiers d'ordonnance envoyés à la découverte revinrent annoncer que l'ennemi se retirait sur Gœding. A minuit et demi, plusieurs rapports parvinrent à l'Empereur ; il les lut tous ; puis Junot vint lui an-



Tenez, voilà pour vous. La France va être bien heureuse. Allez vous reposer.

noncer l'arrivée de M. de Haugwitz, envoyé du roi de Prusse.

— Je l'attendais ! s'écria Napoléon ; qu'il entre.

Ce ministre présenta à l'Empereur un papier cacheté qu'il tira de la poche de son habit avec quelque difficulté. En recevant la lettre de son frère de Prusse, Napoléon sourit, la lut deux fois, et fixant sur l'envoyé prussien des regards qui semblaient fouiller jusqu'au fond de sa conscience, il lui dit en repliant la lettre :

— Monsieur le baron, voilà un compliment dont la Fortune a changé l'adresse, c'est bien.

Et d'un geste poli il lui fit signe de se retirer.

— Il a une de ces figures que je n'aime pas, reprit Napoléon aussitôt après le départ du ministre.

— Sire, répliqua Junot, il est vrai que M. de Haugwitz a fait une singulière grimace en prenant congé de Votre Majesté.

— Et puis il faut avouer qu'il n'est pas beau. Je parierais qu'il avait deux lettres dans sa poche. As-tu remarqué le temps qu'il a mis à chercher celui des deux paquets que la bataille de ce matin a rendu bon ?

Junot se rangea de son avis.

— J'aurais bien ri, reprit Napoléon en se frottant les mains, s'il s'était trompé ; si, au lieu de me donner celui-ci, qui n'est qu'une plate félicitation de ma victoire, il m'eût donné l'autre, qui devait être une bonne déclaration de guerre. A ma place, un Turc l'eût fait fouiller.

— Grâce à Dieu, Sire, on sait que Votre Majesté n'est pas un Turc, répliqua Junot en souriant.

— Oui, mais nous les connaissons, ces messieurs-là, n'est-ce pas, mon brave Junot ? Toi surtout, tu les as vus de près.

En disant ces mots, l'Empereur avait pris la joue de son aide-de-camp et l'avait pincé d'une manière tout amicale.

— Au surplus, ajouta-t-il, je suis curieux de savoir ce que me dira l'empereur d'Autriche demain ; tu sais qu'il m'a fait demander une entrevue à quelques lieues d'ici. Va te reposer, mon vieil ami, je vais en faire autant. S'il arrive quelque chose, tu m'éveilleras, je le veux.

Junot quitta l'Empereur en essuyant une larme qui avait coulé de ses yeux.

Le lendemain 3 décembre, à huit heures du matin, par un magnifique soleil, mais aussi par un froid de douze degrés, Napoléon sortit du château du prince de Kaunitz pour se rendre, en suivant la grande route d'Hollitsch, à un moulin situé devant les avant-postes de Bernadotte, à trois lieues et demie environ d'Austerlitz ; c'était le lieu qui avait été assigné pour rendez-vous. L'Empereur n'allait qu'au pas de son cheval, parce qu'il avait voulu que toute sa garde l'accompagnât. En mettant pied à terre, il fit faire des feux, et il se mit à se promener, les deux mains dans les poches de sa redingote grise, et à frapper de ses pieds la terre durcie par des gelées continues, en at-



Doucement donc, Beausset ! vous avez failli nous faire tomber les uns sur les autres. (Chap. VIII.)

tendant qu'on vint l'avertir de l'arrivée de l'empereur d'Autriche. La garde, à deux cents pas en arrière, était en bataille, l'arme au bras ; les soldats avaient suivi l'exemple du *Petit-Caporal*, et marquaient le pas pour se réchauffer les pieds. On ne tarda pas à annoncer le monarque autrichien, qui arriva, lui, dans une bonne berline bien close. Il était accompagné des princes Jean et Maurice de Lichtenstein, des généraux Kienmayer, Bubna et Sutterheim, ainsi que de plusieurs officiers supérieurs de hussards qui s'étaient joints à une escorte de hussards hongrois. Celle-ci, de même que l'escorte des guides, resta à deux cents pas du lieu de l'entrevue. Napoléon alla à pied à la rencontre de l'empereur François, et l'embrassa en l'abordant. Le prince Jean de Lichtenstein suivit son souverain jusqu'auprès du feu de Napoléon, et resta pendant toute la conférence. Le maréchal Berthier

demeura auprès de Napoléon, qui dit à François, en promenant ses regards sur la plaine immense qui était autour de lui :

— Sire, pardonnez-moi de vous recevoir de cette façon ; mais voilà le seul palais que j'habite depuis trois mois.

— Ma foi, Sire mon frère, reprit François en souriant, vous tirez si bon parti de cette habitation qu'elle doit vous plaire.

Napoléon ne répondit que par un petit mouvement de tête.

En ce moment Berthier et le prince de Lichtenstein s'étant un peu éloignés, autant par respect que par discrétion, il n'est resté de l'entretien des deux empereurs que le récit tiré des bulletins que Napoléon, comme on sait, dictait toujours lui-même. Libre à chacun d'en croire ce qu'il voudra ; toujours est-il que les

deux monarques convinrent d'un armistice. L'empereur d'Autriche en sollicita un second pour les débris de l'armée russe qui fut accordé. Cette entrevue dura plus de deux heures. Les deux souverains se quittèrent en s'embrassant de nouveau. Tous les officiers français et autrichiens coururent où le devoir les appelait. Ils entendirent distinctement Napoléon dire à François, tout en le reconduisant à sa voiture :

— Je consens à tout, pourvu que Votre Majesté me promette de ne plus me faire la guerre.

— Je vous le jure, répliquait François, et je tiendrai ma parole.

Le jour commençait à baisser lorsque Napoléon rejoignit à pied son armée. L'empereur d'Autriche partit en berline comme il était venu.

Comment se fait-il, dit chemin faisant Napoléon à ceux de ses aides-de-camp qui marchaient à ses côtés, que l'empereur d'Autriche, qui a autour de lui des hommes si sages et de si grande distinction, laisse mener ses affaires par des sots et des intrigants ?

Arrivé au feu de son bivouac, il semblait préoccupé et très-indécis de ce qu'il voulait faire, lorsque tout à coup, paraissant se raviser, il laissa échapper ces mots, qui sans doute s'appliquaient encore à François :

— Assurément cet homme me fait faire une *bêtise*, car je pourrais suivre ma victoire et prendre toute l'armée russe avec ce qui reste de l'armée autrichienne, s'il en reste... Mais enfin, soit ! quelques larmes de moins seront versées.

Le premier soin de Napoléon, de retour à Austerlitz, avait été de signer le travail que les ministres lui envoyaient chaque jour par estafette ; puis il avait dit avec une sorte d'exaltation au petit nombre de ceux qui étaient présents, tout en se promenant dans le salon, les mains croisées sur le dos :

— Ah ! ah ! Messieurs quelle paix pour les alliés ! Elle sera pour eux la dissolution du grand empire germanique, la reconnaissance des rois de Bavière et de Wurtemberg, la réunion à mon royaume d'Italie, et par conséquent à l'Empire français, des duchés de Parme et de Plaisance, de la Toscane, de Gênes et de Venise ; ce sera le renvoi honteux de cette armée russe qui s'était avancée en poussant des cris de victoire. Quel exemple inouï de la toute-puissance des combats ! Ces vieilles bandes de Paul I^{er}, qui jadis s'étaient formées à l'école des vainqueurs de Charles XII, vont passer sous notre joug comme des enfants timides ! Je veux qu'il soit élevé au milieu de la place Vendôme de ma bonne ville de Paris, une colonne du genre de la colonne Trajane, recouverte en entier avec le bronze conquis sur les ennemis de la France. Je veux que ce bronze représente par des bas-reliefs disposés en spirale tout ce que cette campagne a eu de glorieux pour la patrie, depuis la levée du camp de Boulogne jusqu'à la paix que je veux signer à Vienne. Ce n'est pas tout, il me faut maintenant témoigner ma reconnaissance à tous mes frères d'armes. Et s'adressant au major-général : — Berthier, mettez-vous là et écrivez le décret que je vais vous dicter :

« Napoléon par la grâce de Dieu, la volonté du peuple et la force de ses armes, empereur des Français, roi d'Italie, etc.

« Art. 1^{er}. Les veuves des généraux morts à la bataille d'Austerlitz jouiront d'une pension de 6,000 fr. leur vie durant ; les veuves des colonels et des majors, d'une pension de 2,400 fr. ; les veuves des capitaines, d'une pension de 1,200 fr. ; les veuves des lieutenants et sous lieutenants, d'une pension de 800 fr. ; les veuves des soldats, d'une pension de 200 fr.

« Art. 2. Nous adoptons tous les enfants des généraux, officiers et soldats français morts à la bataille d'Austerlitz ; ils seront tous entretenus et élevés à nos frais, les garçons dans notre palais impérial de Rambouillet, et les filles dans notre palais impérial de Saint-Germain ; les garçons seront ensuite placés, et les filles mariées par nous.

« Art. 3. Indépendamment de leurs noms de baptême et de famille, ils auront le droit d'y joindre celui de *Napoléon*. »

Le même décret réunissait dans une seule fête l'anniversaire du couronnement et celui de la bataille d'Austerlitz.

Comme les travaux de la guerre ou les combinaisons de la politique étrangère ne faisaient jamais perdre de vue à Napoléon les soins minutieux qu'il devait apporter aux besoins de ses sujets, il dicta immédiatement après à un de ses secrétaires la lettre suivante pour le ministre de l'Intérieur. Cette lettre est curieuse, surtout par la recommandation qui la termine :

« M. de Champagny, il existe à la Bibliothèque Nationale beaucoup de pierres précieuses. Il faut les distribuer avec ordre aux bons graveurs de Paris, pour qu'ils gravent les diverses figures qu'elles représentent. Moitié du prix de ce travail, dont l'estimation sera faite par Denon, sera avancé à l'artiste ; l'autre moitié ne lui sera payée que lorsque son œuvre sera entièrement terminée et qu'il aura fait la remise de la pierre qui lui aura été confiée. Cela encouragera l'industrie et donnera du travail aux graveurs qui n'en ont pas. Gardez-vous de payer d'avance la totalité de ce travail à aucun d'eux, ce serait le moyen de n'avoir rien du tout, ou du moins de ne obtenir rien de bon. Celle-ci n'étant à d'autres fins, je prie Dieu, Monsieur de Champagny, qu'il vous ait toujours en sa digne garde.

« De mon camp d'Austerlitz, le 4 décembre 1805.

« NAPOLEON. »

L'Empereur passa de cette manière une partie de la nuit du 3 au 4 ; c'était ainsi qu'à l'activité du champ de bataille succédait l'activité du cabinet ; et lorsque Savary entra :

— A propos, monsieur l'ambassadeur, dit d'un ton léger Napoléon à Savary, vous êtes-vous bien acquitté de votre mission ! M'apportez-vous enfin l'adhésion de l'empereur de Russie ? Vous avez été bien longtemps absent, ce me semble ?

Puis, ayant fait répéter deux fois de suite et mot pour mot à son aide-de-camp la conversation qu'il avait eue avec Alexandre, il reprit :

— Et il vous a donné sa parole ?

— Oui, Sire.

— Parole de Russe, dit Napoléon, en hochant à tête d'un ton d'incrédulité.

— Sire, j'ai trouvé Sa Majesté l'empereur de Russie tel que doit être un homme de cœur et de sens.

— J'eusse mieux aimé un mot de sa main, c'eût été plus convenable. Ces Russes!... Ces Russes, répétait-il, ne sont aujourd'hui que les Grecs du Bas-Empire d'autrefois ; au surplus, on verra... Et vous dites que ce M. Dolgorowski était là ?

— Oui, Sire ; mais il n'a pas pris part à notre conversation.

— Parbleu ! c'est ce qu'il avait de mieux à faire ! Je n'oublierai jamais les jactances de ce jeune homme ; la veille de la bataille, oser m'apporter une lettre de son maître avec cette suscription : *Au chef du gouvernement français !...* Je quitterai Austerlitz aujourd'hui, ajouta-t-il. Savary, vous viendrez avec moi : je suis content de vous ; allez vous reposer.

L'Empereur alla s'établir le soir même à Brunn. Il n'y resta que peu de jours, pendant lesquels il fit constater les pertes que son armée avait éprouvées. Il envoya ses aides-de-camp visiter les hôpitaux et remettre de sa part 40 fr. à chaque blessé ; puis, une gratification de 3,000 fr. à chaque officier-général blessé, et successivement 2,000, 1,500 et 500 fr. aux officiers de différents grades au-dessous qui se trouvaient dans le même cas. On juge si ce secours leur était nécessaire et s'ils durent bénir la main qui le leur accordait.

Napoléon ne fit que traverser Vienne pendant la nuit, et alla droit à Schönbrunn. Là, dès le lendemain de son installation, il reçut M. de Haugwitz, le même qui était venu le complimenter de la part du roi de Prusse le soir de la bataille. Ce ministre, qui était depuis quelques jours à Vienne, où il négociait avec M. de Talleyrand et le ministre d'Autriche, se trouvait, il faut l'avouer, dans la position la plus critique où puisse être réduit un diplomate. Napoléon, placé par la victoire dans la plus brillante situation, traita le baron prussien avec sévérité. Cependant il ne lui fit aucun reproche en commençant ; mais, au fur et à mesure qu'il lui prouvait qu'il n'était pas dupe des intentions dans lesquelles on l'avait envoyé près de lui, il s'échauffa, parla du passage de l'armée russe à Varsovie et de son arrivée à Breslau, où elle était encore ; enfin, lorsqu'il en vint à demander à l'ambassadeur ce que signifiait cet autre corps russe qui était en Hanovre et communiquait par la Prusse avec l'armée autrichienne, il parla si haut et avec tant de véhémence qu'on l'entendit distinctement, de la pièce voisine de son cabinet, s'exprimer ainsi :

— Est-ce une conduite franche que celle de votre maître avec moi ? il serait plus honorable pour lui de m'avoir fait la guerre, quoiqu'il n'eût aucun motif pour cela ! Vous eussiez au moins servi vos prétendus alliés, parce que j'y aurais regardé à deux fois avant de leur livrer bataille. Je comprends, vous voulez être les alliés de tout le monde, c'est plus comode ; mais cela n'est pas possible. Au temps où nous

vivons, il faut opter entre eux et moi. Si vous vous rangez du côté de ces messieurs, je ne m'y oppose pas ; mais si vous faites mine de vouloir rester avec moi, je veux de la sincérité, ou je me sépare de vous. Je préfère les ennemis francs à de faux amis. Si vos pouvoirs ne sont pas assez étendus pour traiter cette question là, mettez-vous en règle ; en attendant, moi, je vais m'y mettre aussi en marchant sur mes ennemis, quels qu'ils soient, et en tâchant de les écraser partout où je les trouverai ; seraient-ils sur les hauteurs de Montmartre, je ne devrais répondre qu'à coups de canon à leurs notes diplomatiques.

En finissant ces mots, Napoléon avait brusquement tourné le dos à M. de Haugwitz, auquel il n'avait pas même laissé le temps de se reconnaître. Ces dernières paroles de Napoléon sont d'autant plus remarquables, qu'en songeant à 1814 elles étaient prophétiques.

L'arrivée de Rapp, dont la blessure commençait à se cicatriser, vint faire diversion et changea la nature des sentiments d'exaltation et de mécontentement auxquels il paraissait en proie ; il reçut cet aide-de-camp favori de la manière la plus gracieuse, et, après lui avoir demandé des nouvelles de sa santé avec le plus touchant intérêt.

— A propos ! ajouta-t-il, la dernière fois que je t'ai vu, j'ai oublié de te dire que je t'avais nommé général de division ; va donc faire ajouter une étoile de plus à tes épaulettes.

Rapp s'étant incliné en signe de remerciement, se disposait à sortir lorsque l'Empereur le retint.

— Ce n'est pas tout, mon brave, reprit-il, tâche de ne pas te faire blesser toutes les fois que tu prends part à une affaire ; cela devient ridicule. Tu es comme Murat, tu cours comme un aveugle ; tu vas ! tu vas ! tu vas !... et puis tu es forcé de garder le lit... Es-tu seulement en état de voyager un peu ?

— Certainement, Sire ; je suis toujours en état de faire tout ce que Votre Majesté m'ordonnera pour lui prouver ma vive reconnaissance.

— En ce cas, va raconter les détails de la bataille d'Austerlitz à Marmont, afin de le faire enrager de ne s'y être pas trouvé ; cela te distraira ; et puis tu jugeras de l'effet que la nouvelle aura produit sur les Italiens. Tu partiras d'ici ce soir. Au revoir, monsieur le général de division Rapp ! Continuez de soigner votre santé ; c'est ce que j'entends que vous fassiez avant tout.

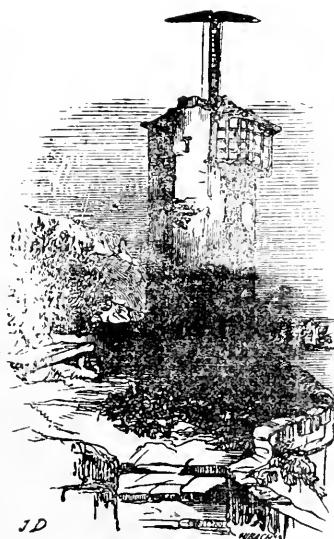
Et l'Empereur lui ayant pris la main qu'il serra à diverses reprises, ajouta avec effusion et d'un ton tout particulier :

— Adieu, mon brave !... Je vais t'envoyer tout à l'heure tes instructions ; attends-les dans le salon de service.

Une heure après, le général recevait, avec des instructions dictées par l'Empereur lui-même, le grand-cordon de la Légion-d'Honneur, auquel était joint le brevet d'une dotation de 42,000 fr. hypothéqués sur le mont de Milan.



CHAPITRE V.



ANDIS que Napoléon distribuait des couronnes autour de lui, et qu'il faisait asseoir ses frères sur les trônes de Naples, de Hollande et de Westphalie, la Russie et l'Autriche occupaient de réparer les désastres d'Austerlitz. Sur ces entrefaites, une note du cabinet de Berlin, et comparable pour l'extravagance des idées, au fameux manifeste publié par le duc de Brunswick en 1792, fut adressée à M. de Talleyrand, alors ministre des relations extérieures. Cette note débutait par une espèce de considérant où il était dit, en parlant de Napoléon : « Lequel est parvenu à ce degré d'ambition que rien ne peut satisfaire, et qui marche sans cesse d'usurpation en usurpation, etc. » Elle se terminait par une sommation faite à l'armée française, au nom de l'armée prussienne, d'avoir à évacuer l'Allemagne par journées d'étape.

Lorsque M. de Talleyrand donna connaissance à Napoléon de cet *ultimatum*, dicté par l'orgueil dans un moment de délire et attribué, cette fois encore, au vieux duc de Brunswick, l'Empereur n'en laissa pas achever la lecture, et arrachant cette pièce des mains de l'ex-évêque d'Autun pour la froisser convulsivement dans les siennes :

— Assez ! assez ! lui dit-il avec un regard terrible. Puis il ajouta avec un sourire amer : Je plains le roi de Prusse de ne pas entendre le français, car bien certainement il n'a pas lu cette rapsodie qu'on a l'audace de m'envoyer en son nom !

A partir de ce moment, l'Empereur ne fut plus occupé que des préparatifs de la campagne qui allait s'ouvrir. Lorsqu'il eut étudié exactement, sur la carte, les positions de l'ennemi, qui occupait déjà toute la Bavière, il dit :

— Mon armée sera le 8 en présence des Prussiens ; Je les battrai le 10 à Saalfeld ; ils se retireront sur Iéna ou sur Weimar, où je les battrai encore. Le 14 ou le 15, l'armée prussienne n'existera plus, et du 20 au 25, mes aigles victorieuses planeront sur les clochers de Berlin.

Napoléon aurait eu le don de seconde vue qu'il n'aurait pas mieux deviné. Le 13 il était à Iéna, où il établit son quartier-général. Or, à quatre heures du soir, les premières compagnies de nos éclaireurs ayant débouché du haut de la montagne qui dominait, découvrirent les premières lignes ennemies. L'Empereur alla les reconnaître ; le soleil n'était pas



Sire, voilà le seul palais que j'habite depuis trois mois.

encore couché. Il mit pied à terre et s'approcha jusqu'à ce qu'on lui eut tiré quelques coups de fusil. Alors il revint pour presser la marche de ses colonnes, en indiquant de vive voix à chacun de ses généraux la position qu'ils devaient occuper. Il quitta ensuite l'habitation de la princesse de Rens-Lobenstein pour venir établir son bivouac au milieu de sa garde, et invita à souper ceux des chefs de corps qui étaient présents. Avant de se coucher, il voulut s'assurer par lui-même qu'aucune voiture de munition n'était restée en bas. Ayant descendu la montagne, il trouva toute l'artillerie du maréchal Lannes engagée dans un ravin que l'obscurité avait fait prendre pour un chemin.

Ce défilé était tellement resserré que l'essieu des pièces portait des deux côtés sur le rocher. Dans cette position, l'artillerie ne pouvait ni avancer ni reculer, parce qu'il y avait deux cents fourgons à la suite les uns des autres ; et cette artillerie était justement celle qu'il comptait, le lendemain, employer la première, celle des autres corps étant restée en arrière. Cette vue l'irrita. Il s'informa d'abord du général qui commandait ce convoi, fort étonné de ne pas le trouver là ; puis, sans se répandre en reproches inutiles contre ce chef de corps, en véritable officier d'artillerie qu'il était, il rassembla les canonniers, leur fit prendre des outils du pare, fit allumer les falots et lui-même en prit un avec lequel il éclaira les artilleurs qui, sous sa direction, travaillèrent à creuser et à élargir le ravin jusqu'à ce que la fusée des essieux cessât de porter sur le roc. Il ne se retira que lorsque les pre-

mières voitures furent passées, ce qui n'eut lieu que vers une heure du matin ; puis il songea à regagner son bivouac. Mais avant d'y retourner, il voulut donner un dernier coup d'œil aux avant-postes les plus voisins.

Au commencement de la nuit, il avait fait une gelée blanche accompagnée d'un brouillard assez épais. Cette disposition de l'atmosphère avait engagé Napoléon à former ses troupes en grosses masses qui se touchaient presque, afin d'être plus facilement déployées le lendemain. Le vaste plateau qu'elles occupaient n'était pas à plus de 200 toises de la position des Prussiens. Les sentinelles ne distinguaient rien à dix pas autour d'elles. La première, entendant quelqu'un marcher dans l'ombre et s'approcher des lignes, cria deux fois *Qui vive !* et s'apprêtait à faire feu, à la troisième interrogation. L'empereur, vivement préoccupé, ne fit pas de réponse. Une balle siffla à son oreille et le tira de sa rêverie.

S'apercevant alors du danger qu'il vient de courir et de celui dont il est incessamment menacé, il se jeta ventre-à-terre. Cette précaution était sage, car à peine s'était-il tenu quelques secondes dans cette posture, que d'autres balles sifflèrent au-dessus de sa tête. Le premier feu essuyé, Napoléon se relève, appelle à lui, se dirige vers un poste voisin et se fait reconnaître. Il y était encore lorsque le soldat qui avait fait feu le premier sur lui y arrive, après avoir été relevé de faction. C'était un jeune voltigeur du 12^e de ligne. L'empereur lui ordonne de s'approcher et le prenant par une oreille qu'il pinça fortement :

— Ton nom ? lui demande-t-il.

— François Morissot, répond le soldat stupéfait, car il vient de reconnaître L'Empereur.

— Comment ! drôle, tu me prends pour un Prussien ! Puis, s'adressant aux soldats qui l'entourent, il ajoute en souriant : M. Morissot, à ce qu'il paraît, ne jette pas sa poudre aux moineaux : il ne tire qu'aux empereurs !

Le voltigeur était si troublé de l'idée qu'il eût pu tuer le *Petit-Caporal*, que ce fut à grand'peine qu'il parvint à balbutier ces paroles :

— Dame ! mon Empereur... faites excuse !... c'était la consigne... Si vous ne répondez pas, ce n'est pas ma faute... Il fallait au moins dire que vous ne vouliez pas répondre.

Napoléon le rassura et lui dit en quittant le poste :

— Morissot, c'est moi qui ai eu tort ; aussi, ne te fais-je pas de reproches. Du reste, c'était assez bien ajusté pour un coup tiré à tâtons ; mais écoute : dans quelques heures il fera jour, tire plus juste, et je te prouverai que je n'ai pas de rancune.

Il était près de trois heures du matin lorsque Napoléon fut de retour à son bivouac. Il s'enveloppa de son manteau et s'endormit profondément. Le 14 octobre 1806, à la pointe du jour, il était à cheval : la grande armée était sous les armes une heure auparavant. Il passa devant toutes les lignes en rappelant aux soldats qu'il y avait un an, à pareille époque, ils avaient pris Ulm.

— L'armée Prussienne est cernée, leur dit-il, elle ne se bat plus que pour pouvoir effectuer sa retraite. Le corps qui la laisserait passer serait perdu d'honneur !... Soldats, ajouta-t-il en élevant la voix, je lui retirerais ses aigles !

— Marchons ! marchons ! *Vive l'Empereur !* s'écria-t-on de toutes parts.

Aussitôt l'armée s'étendit dans toutes les directions, et l'action s'engagea sur toute la ligne par un feu terrible. Au milieu de la mêlée, les troupes françaises conservaient toute la gaieté nationale. Un soldat du 45^e de ligne (les enfants de Paris), que ses camarades appelaient *l'Empereur*, parce qu'en effet il était de petite taille et qu'il avait quelque ressemblance avec Napoléon, impatienté de l'obstination des Prussiens, s'écrie :

— A moi, grenadiers ! En avant ! suivez l'empereur !

Et il se jette au plus épais. Ses camarades le suivent en donnant l'exemple, et la garde du roi de Prusse est enfoncée.

Le soir, après l'action, Napoléon nomma son homonyme caporal sur le champ de bataille, et lui donna lui-même l'accolade en le décorant. Dès ce jour, les soldats du 45^e n'appelèrent plus ce grenadier autrement que le *grand caporal*, pour le distinguer du *petit*, qu'il avait eu l'insigne honneur d'embrasser.

Le lendemain de la bataille, Napoléon monta dans une petite calèche découverte, partit pour Weimar. Ce fut en allant de Mesbourg à Halle qu'il traversa le champ de bataille de Rosbach. Il avait si présentes à l'esprit les dispositions de l'armée du grand Frédéric et celles de la nôtre à cette époque, qu'arrivé à Rosbach même, il dit à Savary :

— Galoppez dans cette direction ; vous trouverez à un quart de lieue d'ici la colonne que les Prussiens ont élevée en mémoire de cet événement.

Si la moisson n'eût pas été faite, Savary n'aurait jamais pu découvrir cette colonne. Placée au milieu d'une plaine immense, elle n'était guère plus haute que les bornes que l'on voit sur nos routes pour marquer les distances. Dès qu'il l'eût trouvée, l'aide-de-camp noua son mouchoir au bout de son sabre et l'agita en l'air pour servir de direction à l'Empereur, qui vint le rejoindre aussitôt. Toutes les inscriptions avaient été effacées par le temps. Après avoir tourné tout à l'entour en silence et les bras croisés sur la poitrine, Napoléon prit une sorte d'élan et appliqua un vigoureux coup de talon de botte à la colonne pour la jeter bas. Il s'y reprit plusieurs fois en disant : Allons donc ! cela ne doit pas tenir ! Il ne s'agit que de donner du pied dedans !

Mais comme la colonne ne bougeait pas et que ces vaines tentatives l'avaient essoufflé, ayant aperçu dans le lointain la division Suchet qui se remettait en marche, il fit dire à ce général de lui envoyer quelques sapeurs. Il ne fallut qu'un moment à ceux-ci pour déterrer la colonne et la charger sur une charrette que l'on fit partir immédiatement pour Paris. Puis il se remit en route pour Berlin, où il fit son entrée. Le premier ordre qu'il donna à Savary, en arrivant au palais, qu'il trouva intact, fut d'aller immédiatement s'emparer des lettres qui se trouvaient à la poste.

Parmi celles qui furent interceptées, il en était une adressée au roi de Prusse, écrite et signée de la main du prince de Hatzfeld, resté à Berlin comme membre du gouvernement provisoire prussien. Dans cette lettre il rendait compte à son souverain de tout ce qui s'était passé dans la capitale depuis son départ, et il joignait à des réflexions qui n'avaient rien de flatteur pour Napoléon, une énumération de nos troupes, du nombre de pièces d'artillerie qu'on avait parquées dans l'intérieur de la ville, etc. Cette lettre fut aussitôt envoyée à l'Empereur : il y avait là, évidemment, un fait de haute trahison.

Napoléon lut plusieurs fois la lettre du prince ; et à chaque phrase il faisait entendre ces exclamations :

— Mais c'est abominable ! on n'a pas d'idée d'une pareille effronterie !... C'est parbleu bien cela : il ne se trompe pas.

Puis ayant mis la lettre dans sa poche, il ajouta, en hochant la tête :

— Quand je ferais fusiller ce monsieur-là, j'espère bien qu'on n'y trouverait rien à redire !... Eh bien ! je le ferai aujourd'hui même, et sans rémission.

Et il donna l'ordre d'arrêter sur le champ M. de Hatzfeld. Fort heureusement pour le prince, Napoléon oublia de joindre à son ordre la lettre qui était la seule pièce de conviction à mettre sous les yeux de la commission militaire appelée à juger le fait. Le général Savary, en sa qualité de commandant de la gendarmerie impériale était ordinairement chargé de ces sortes d'arrestations ; mais Napoléon l'avait envoyé en commission le matin, et comme il n'était pas encore de retour, Rapp, à son grand regret, fut obligé de suppléer à cette absence. Napoléon, resté seul avec

Berthier, lui dit de s'asseoir pour écrire l'ordre en vertu duquel M. de Hatzfeld doit être traduit devant une commission militaire. Le major-général essaie quelques représentations. Napoléon perd patience, et, de son poing fermé, frappe d'une telle force sur le bureau devant, lequel le major-général est assis, que tout ce qui se trouve dessus saute en l'air, même la lourde écriture. Berthier se lève tranquillement et sort du salon. Alors l'Empereur comme honteux de son emportement et ne trouvant plus de paroles sur ses lèvres, se croisa les bras et suivit Berthier des yeux en restant immobile. Devenu un peu plus calme, il appela Rapp, qui s'était tenu comme retranché dans la pièce voisine.

— Rapp, lui dit-il, mettez-vous à cette table et écrivez.

Et sans interrompre sa promenade, Napoléon dicta ce qui suit :

« Notre cousin le maréchal Davoust, au reçu de la « présente, nommera immédiatement une commission « militaire composée de sept colonels de son corps « d'armée, dont il sera président, afin de faire juger, « comme convaincu de trahison et d'espionnage, le « prince de Hatzfeld. Le jugement devra être rendu et « exécuté aujourd'hui, avant six heures du soir. Les « troupes du corps d'armée de notre cousin le maréchal « Davoust prendront les armes et assisteront à la lecture du jugement ainsi qu'à son exécution. »

Napoléon prit la plume des mains de Rapp, relut à voix basse ce qu'il venait de lui dicter ; puis après avoir signé, changeant de ton, il lui dit avec une feinte douceur :

— A la bonne heure, toi ! tu m'obéis, tu as foi en ton Empereur tu ne le maltraites pas comme font certains autres. Tiens ! continua-t-il en lui remettant la lettre de M. de Hatzfeld, expédie sur-le-champ cet ordre, auquel tu joindras la lettre que voici.

Rapp ne fit rien de tout cela, bien qu'il tremblât pour lui et pour le prince, puisque, au lieu de l'avoir envoyé au quartier-général de Davoust, il l'avait laissé au palais, malgré l'ordre formel que l'Empereur lui avait donné. Il se contenta de mettre les deux lettres dans sa poche.

Cependant un avis officieux ayant prévenu madame de Hatzfeld de l'arrestation de son mari, elle était accourue auprès du grand-maréchal, lorsque tout à coup le cri : *Aux armes !* et les tambours se font entendre au dehors. C'est Napoléon qui rentre au palais. Le grand-maréchal quitte la princesse et court à la rencontre de l'Empereur, qui, suivi de Rapp et de Savary, est déjà parvenu au haut de l'escalier. Duroc n'étant pas dans l'habitude de se trouver en pareil cas sur son passage, sa présence étonna l'Empereur.

— Ah ! ah ! monsieur le grand-maréchal, lui dit-il ; est-ce qu'il y aurait encore du nouveau ?

— Oui, Sire, répondit Duroc.

— En ce cas, suivez-moi, reprit Napoléon en pressant le pas, nous allons voir cela.

Mais à peine est-il entré dans le premier salon, qu'une femme s'élance d'une des portes adjacentes, vient se jeter tout éplorée à ses pieds, décline son nom et s'écrie :

— Justice ! Sire, justice !

Napoléon la relève avec bonté, fait un signe à Savary, et entre dans son cabinet, suivi de Rapp, qui avait offert le secours de son bras à madame de Hatzfeld, à qui l'émotion et son état de grossesse permettaient à peine de se soutenir. L'Empereur ne put s'empêcher de répéter plusieurs fois : « Pauvre femme ! malheureuse femme ! » Et, croyant que les ordres qu'il a donnés le matin sont exécutés, il fait signe à la princesse de s'asseoir dans un fauteuil placé près de la cheminée, puis, s'approchant de Rapp, lui dit sans affectation et de manière à n'être entendu que de lui seul :

— Écris à l'instant au maréchal de suspendre le jugement.

Pour toute réponse l'aide-de-camp baisse les yeux et lui remet un papier.

— Qu'est-ce que cela ? demande Napoléon.

Ayant déplié ce papier, il reconnaît la lettre du prince qu'il avait remise à Rapp quelques heures auparavant. Il lui jeta un regard qui semblait pardonner à sa désobéissance :

— Je ne t'en veux pas, lui dit-il à voix basse ; puis élevant la voix : Madame, ajouta-t-il avec bonté, parlez, je vous écoute.

Madame de Hatzfeld, dans toute la candeur de son âme, se plaignit fort longuement de ce qu'on avait injustement calomnié son mari, et termine en lui demandant justice contre ses accusateurs. Napoléon, placé en face d'elle, l'avait écoutée patiemment ; les coudes appuyés sur les bras de son large fauteuil, il n'avait cessé de regarder ses pouces, qu'il faisait tourner l'un sur l'autre. Quand elle eut achevé, il se leva en lui disant avec ménagement :

— Eh bien ! Madame, vous saurez que votre mari s'est mis dans un cas tellement grave que, d'après les lois il a mérité la mort. Tenez, lisez.

En même temps il lui donne la lettre du prince. Madame de Hatzfeld jette les yeux sur cette pièce accusatrice. A mesure qu'elle lit, l'effroi se manifeste sur tous ses traits ; dans sa stupefaction, elle ne s'interrompt que pour bégayer ces mots :

— Ah ! Sire !... C'est bien son écriture... je la reconnais.

La princesse regardait Napoléon avec une immobilité qui tenait du délire ; elle tomba sur les genoux, et, les yeux hagards, tendit les bras vers lui.

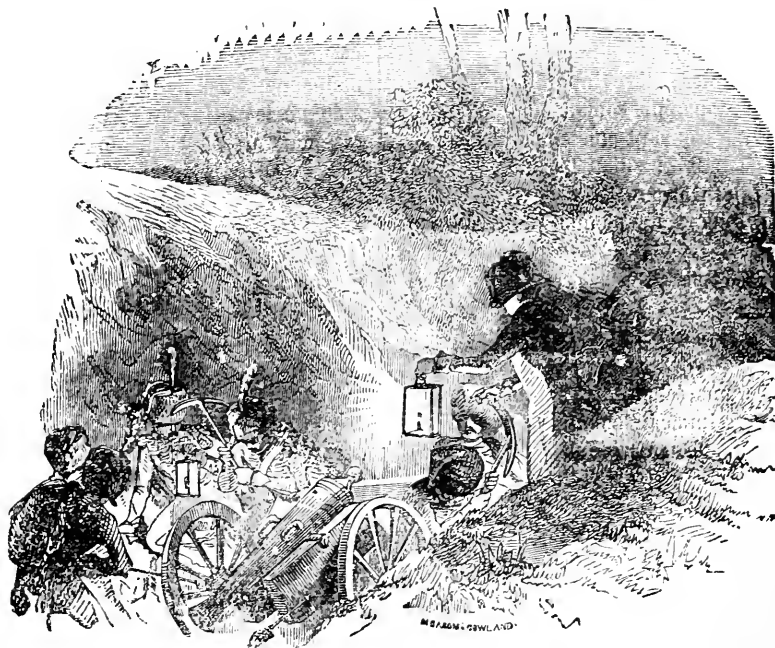
— Grâce ! Sire !... grâce pour mes enfants ! s'écria-t-elle avec l'accent du plus profond désespoir.

— Madame, continua Napoléon en se rapprochant d'elle, sans cette lettre il n'y aurait point de preuves contre votre mari.

— Hélas ! Sire, c'est la vérité !

— Alors je ne vois pas d'autre moyen que de la brûler. Qu'en pensez-vous ?

La princesse tenait toujours le fatal papier dans ses mains, agitées d'un tremblement convulsif ; et ne comprenant pas bien les paroles de Napoléon, elle ne savait plus ni ce qu'elle avait à dire, ni ce qu'elle avait à faire. L'Empereur, remarquant cette indécision, s'approcha d'elle davantage, et lui indiquant des yeux et du geste le feu ardent qui pétillait dans la cheminée :



Napoléon prit un falot avec lequel il éclaira les artilleurs.

— Allons, Madame, lui dit-il d'un ton pénétré, faites comme si vous étiez seule... Vous n'osez pas? Allons donc!

D'une main il s'était emparé du bras de la princesse et l'avait dirigé jusque dans l'âtre de la cheminée, tandis que de l'autre main il avait saisi la lettre et l'avait jetée au feu en disant :

— Maintenant, Madame, je n'ai plus de preuves : M. de Hatzfeld n'est pas coupable.

Puis, ayant aidé la princesse à se relever, il chargea Savary de la reconduire jusqu'à son hôtel.

Deux jours après cette scène, Joséphine disait à ses dames aux Tuileries :

— Bientôt minuit, et cependant je ne puis me décider à vous quitter, persuadée que ce soir j'aurai des nouvelles de l'Empereur.

A peine avait-elle prononcé ces mots, que le galop d'un cheval se faisait entendre dans la cour des Tuileries.

— Ah! s'écria-t-elle en battant des mains, une lettre! une lettre! j'en étais sûre.

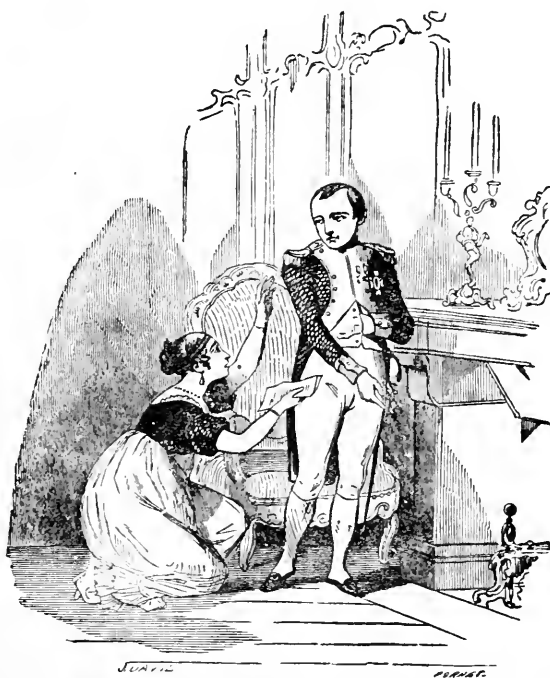
En effet, c'était encore Moustache, qui, après être allé à Constantinople, à Saint-Petersbourg et à Madrid, arrivait cette fois de Berlin à franc étrier, après avoir franchi deux cent quarante-cinq lieues en soixante heures. Au bout de quelques minutes, un chambellan entra dans le salon d'un pas grave et présentait à Joséphine la lettre suivante :

« Ma chère amie, j'ai reçu ta lettre où tu me parais « fâchée du mal que je dis des femmes. Il est vrai que « je hais au-delà de tout celles qui sont intrigantes « et qui mènent leur mari par le nez; je ne suis ac- « coutumé qu'aux femmes bonnes et conciliantes : ce « sont les seules que j'aime. Si elles m'ont gâté, ce « n'est pas ma faute, mais la tienne. Au reste tu ap- « prendras que j'ai été fort bon pour une femme qui « s'est montrée sensible, attachée à son mari, et dont « l'accent allait à l'âme : si elle fût venue deux heures « plus tard, c'était fait de lui, tandis qu'en ce moment « il est tranquille auprès d'elle, et cette femme est heu- « reuse. Tu vois donc bien que j'aime les femmes nai- « ves et douces; mais c'est que celles-là seules te res- « semblent. Adieu, tout à toi.

« NAPOLEON. »

Tel fut l'Empereur à l'égard de madame de Hatzfeld.

La cour de Prusse avait fui avec tant de précipitation qu'elle n'avait pu rien enlever du palais. Napoléon alla visiter le caveau où reposaient, dans un cercueil de bois de cèdre sans ornement, les cendres du grand Frédéric. Puis il parcourut les châteaux du grand et du petit Sans-Souci; ce dernier surtout l'intéressa vivement. Il voulut voir l'appartement que le roi de Prusse avait habité. On l'avait toujours religieusement respecté; aucun des meubles n'avait été ni changé ni déplacé. L'empereur les examina curieu-



Alors je ne vois pas d'autre moyen que de la brûler. Qu'en pensez-vous ?

sement, faisant jouer les serrures, ouvrant les armoires et touchant à tout ce qu'il trouvait sous sa main.

— Ma foi, dit-il d'un ton de surprise en s'asseyant sur un vieux canapé, ce n'est certainement pas à la magnificence de son mobilier que cet appartement doit son prix, car il n'est guère de magasin de friperie à Paris où l'on ne puisse trouver un plus beau meuble. Je ne pense même pas qu'il existe de vieille douairière au Marais qui ne soit mieux logée.

Mais ce qui le charma le plus, ce fut de trouver dans la chambre à coucher où était mort le monarque prussien, l'épée, la ceinture et le grand-cordon des ordres qu'il portait : il s'en empara avec vivacité.

— Ah ! ah ! messieurs, s'écria-t-il avec enthousiasme en s'adressant à ceux qui l'entouraient, je préfère ces trophées à tous les trésors du roi de Prusse.

Toute la garde étant arrivée à Charlottembourg, dès qu'elle fut rassemblée, on lui donna l'ordre de se mettre en grande tenue, parce que Napoléon voulait qu'elle fit, elle aussi, son entrée triomphale dans la capitale de la Prusse. Or, sur la place principale de Berlin s'élevait une colonne portant le buste du grand Frédéric. Arrivé sur cette place, Napoléon fit le tour de la colonne au galop ; puis, se plaçant à cinquante pas en avant et baissant la pointe de son épée qu'il tenait à la main, il ôta son chapeau, tandis que les tambours battaient aux champs et que les troupes commençaient à défilér au pas ordinaire, musique en

tête entre lui et la colonne, et présentaient les armes en passant devant le buste du roi.

Cette manœuvre, si conforme au caractère de l'Empereur, ne fut pas du goût de quelques vieux grognards qui, la moustache encore toute noircie de la poudre d'Iéna, avaient préféré un bon billet de logement à cette cérémonie vraiment sublime dans son genre. Aussi ne dissimulèrent-ils pas leur mauvaise humeur. L'un d'eux notamment exprima son mécontentement assez haut pour que ses paroles arrivassent aux oreilles de l'Empereur :

— Ohé ! le buste ! On s'en moque... pas mal, du buste !... avait dit ce soldat en se servant d'une expression plus énergique.

A ces mots, Napoléon fit un mouvement brusque sur son cheval, et, étendant le bras pour désigner la compagnie qui défilait, il s'écria d'une voix retentissante :

— Halte ! grenadiers !... Capitaine, faites sortir des rangs celui de vos hommes qui s'est permis de parler ! Ce doit être le numéro huit ou neuf du second rang. Qu'il vienne ici me répéter, à moi, ce qu'il vient de dire tout à l'heure !

Un caporal de grenadiers sort bientôt des rangs ; et sans changer de port d'armes, il s'avance les yeux baissés vers l'Empereur, et reste impassible devant lui. Napoléon connaît ce sous-officier : c'est un de ceux qu'il appelle les anciens.

— Ah ! ah ! fait-il en torturant la petite cravache qu'il tient à la main ; c'est-à-dire que ce sont toujours les mêmes !... ceux qui ne connaissent aucune discipline, ceux qui gâtent ma garde !... de mauvais soldats !

A ces mots de *mauvais soldat*, un léger tremblement agita tous les membres du caporal ; il redressa la tête et grommela quelques sons inarticulés ; mais bientôt il la baissa et redevint immobile. Alors Napoléon lui demanda d'un ton plus bref mais moins sévère :

— Voyons ! qu'avais-tu à grogner tout à l'heure ? sais-tu seulement quel est ce buste ?

— Connais pas, murmura bien bas le caporal.

— Ah ! tu ne le connais pas ! reprit Napoléon en appuyant sur chacun de ses mots ; eh bien ! moi, je vais te l'apprendre, ignorant ! Ce buste, c'est celui d'un roi, d'un grand capitaine qui était plus sévère que moi sur la discipline, car il eût fait fusiller impitoyablement le premier soldat de son armée qui, en sa présence, se fût permis de parler étant sous les armes. Dis-le à tes camarades, afin qu'ils ne l'oublient pas. Retourne à ta compagnie ; tu mériterais que je te fisse déposer tes galons, car tu n'es pas digne de porter la grenade !

Ce sous-officier, s'il en avait eue le choix, eût mieux aimé recevoir un boulet dans la poitrine que de telles paroles. Lorsqu'il se fut éloigné, l'Empereur dit à demi-voix au major-général placé près de lui :

— Je suis persuadé maintenant qu'il n'arrivera jamais à ce gaillard-là d'ouvrir la bouche dans les rangs. Il m'eût été trop pénible d'avoir à punir quand je ne veux que récompenser ; j'ai mieux aimé lui *laver la tête* ; cela servira de leçon aux bavards et aux faiseurs de réflexions.

Les autres régiments continuèrent de défilé dans l'ordre le plus parfait et dans le plus grand silence ; mais, le soir, les soldats ne pouvaient se rendre compte de la *déférence que le Petit-Caporal*, disaient-ils, *avait montrée le matin pour la boule d'un monarque qui avait été enfoncé comme les autres*.

Après cette parade, les troupes furent cantonnées dans les environs de Custrin et de Stettin, et la garde fut logée chez les bourgeois de Berlin. Tout le reste du jour l'Empereur fut assiégré de députations : il en vint de Saxe, de Weimar, de partout. Il les accueillit presque toutes avec bienveillance ; mais il n'en fut pas de même du corps diplomatique prussien. En revanche, ayant aperçu dans la foule un curé des environs d'Iéna

qu'il savait s'être donné beaucoup de peine pour secourir les blessés, sans distinction de drapeaux, il alla à lui, le remercia avec effusion, et lui donna en même temps une magnifique tabatière d'or ornée de son portrait, en ajoutant du ton le plus aimable :

— Monsieur l'abbé, ceci est en souvenir des militaires français que vous avez soulagés.

Le soir, l'Empereur se retira de bonne heure. Arrivé dans sa chambre à coucher, suivi de Rapp, qui était de service auprès de lui :

— Regarde au réveil du grand Frédéric l'heure qu'il est, demanda-t-il à son aide-de camp.

— Neuf heures, Sire.

— C'est justement l'heure à laquelle il est mort il y a vingt ans, ajouta-t-il d'un air pensif.

Et comme Rapp, après avoir accroché cette grosse montre au chevet du lit de Napoléon, auquel l'épée du monarque prussien avait été également suspendue, regardait avec curiosité une paire de pistolets d'arçon qui lui avait appartenu, il devina la pensée de son aide-de-camp, et lui dit :

— Les miens sont plus beaux, n'est-ce pas ? mais n'importe ! ces pistolets sont, avec cette épée un monument précieux. Ne sais-tu pas que l'ambassadeur d'Espagne m'a apporté aux Tuileries l'épée de François 1^{er} ? L'hommage était grand : il a dû coûter aux Espagnols. Et l'envoyé de Perse ne m'a-t-il pas fait présent aussi d'un sabre qui aurait appartenu à Gengiskan ! eh bien ! toutes riches que sont ces armes, je les eusse données pour la lame de cette épée si mesquine, à en juger par la poignée ; tiens, regarde !

Napoléon avait pris l'épée du grand Frédéric, l'avait examinée avec attention ; puis, l'ayant tirée hors du fourreau :

— Oh ! oh ! fit-il en posant le bout du doigt sur la pointe de la lame ; elle est bien vieille, mais elle pique encore ! Je vais l'envoyer au gouverneur des Invalides : mes vieux soldats des campagnes de Hanovre la garderont comme un témoignage des victoires de la grande armée et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach.

— Sire, se hasarda à dire Rapp, à la place de Votre Majesté, je ne me dessaisirais pas de cette épée, je la garderais pour moi.

A ces mots, Napoléon jeta à son aide-de-camp un regard indéfinissable, et, lui prenant l'oreille, lui dit cette parole si belle d'un légitime orgueil :

— Est-ce que je n'ai pas la mienne, monsieur le donneur de conseils ?





CHAPITRE VI



bourg deviendra le champ de bataille de la diplomatie. D'ailleurs la présence de mon armée victorieuse abrégera les opérations de messieurs les diplomates étrangers, dont on saura, s'il le faut, tailler les plumes à coups de sabre.

Telles avaient été les premières paroles de Napoléon en arrivant à Schœnbrunn ; et, dès ce jour, toute la diplomatie avait été en mouvement. Malgré les répugnances de l'Autriche, les lenteurs de la Russie et le mauvais vouloir de la Prusse, le fameux traité de Presbourg fut signé le 26 décembre 1805. Il est vrai que Napoléon simplifia singulièrement les négociations en réduisant toute la diplomatie à ces deux mots : *Ma volonté ou la guerre*. Puis, n'ayant rien à faire à Schœnbrunn, il partit pour Munich, où il arriva dans les premiers jours de janvier 1806.

Déjà toute la cour impériale s'y trouvait réunie pour

le mariage du prince Eugène, vice-roi d'Italie, avec la princesse Auguste de Bavière. Le jour même de son arrivée, Napoléon avait expédié, par le Tyrol, un courrier qui portait l'ordre à son fils adoptif de venir le trouver sur-le-champ. Cinq jours après, Eugène arrivait, ne se doutant nullement du motif pour lequel il avait été mandé. Son beau-père lui annonça ce mariage, improvisé comme la plupart de ceux dont il se mêlait. A cette occasion, il y eut une suite de fêtes brillantes. Il semblait qu'on ne sût par quels hommages témoigner à Napoléon l'admiration qu'inspirait son génie militaire.

Le jour de la cérémonie religieuse, qui fut célébrée à huit heures du soir, dans la chapelle du château, par le prince primat, ancien électeur de Mayence, toute la noblesse du pays avait été invitée à souper ; l'ordre était pour dix heures. On avait dressé un couvert pour trois cents personnes dans une immense galerie du palais. Une table en fer-à-cheval, qui dominait de beaucoup celle des trois cents couverts où devaient s'asseoir les membres des deux familles, française et allemande, avait été disposée de façon à ce que Napoléon pût être vu de tous les points de cette galerie. Les services étaient d'une grande magnificence, et les maîtres des cérémonies avaient fait placer tout le monde à table, tandis que Leurs Majestés et les jeunes mariés étaient encore dans la chapelle. Aussitôt qu'ils en sortirent, Napoléon se mit à table et y resta près d'une demi-heure, ce qui ne lui était jamais arrivé ; mais se levant tout à coup, les nobles convives durent faire de même. En rentrant



Ce buste est celui d'un grand capitaine qui était plus sévère que moi sur la discipline.

dans ses appartements intérieurs, Napoléon recommanda à M. de Ségur de faire retirer tout le monde. Ce grand-maître des cérémonies vint donc prévenir de cet ordre les convives de la table de trois cents couverts. Cette table n'était pas encore entièrement servie, et c'était à peine si la plupart des invités avaient eu le temps de déplier leurs serviettes. Quoi qu'il en soit, ces bons Allemands, qui s'attendaient à faire ce qu'on appelle *un repas de roi*, furent obligés d'aller souper chez eux. On sait le peu de temps que Napoléon restait à table : aussi les personnes qu'il invitait à partager son repas avaient-elles le soin de prendre leurs précautions à l'avance. La preuve en est qu'un jour, étant à la Malmaison et dînant tête à tête avec Eugène, il se leva de table cinq minutes après s'y être assis, en disant au prince, qui d'ordinaire avait bon appétit :

— Reste, tu n'as pas eu le temps de dîner ; tu me rejoindras au jardin tout à l'heure.

— Pardonnez-moi, Sire, répondit Eugène, qui s'était levé en même temps que son beau-père ; j'ai fini.

— Tu n'as donc pas faim, aujourd'hui ?

— J'avais dîné avant de venir.

— Bah !... fit Napoléon avec surprise. Alors c'est différent, ajouta-t-il gaiement ; tu vas venir te promener avec moi, cela te donnera de l'appétit pour demain.

Ceux qui mangeaient avec Napoléon pour la première fois, et qui n'étaient point au fait de ses habitudes, mouraient de faim, quoique sa table fût abondamment servie, si leur devoir s'opposait à ce qu'ils

retournassent immédiatement chez eux ; mais aucune considération n'aurait pu l'engager à rester quelques instants de plus. Cette manie, dans les commencements de son mariage, gêna beaucoup Joséphine, et fut cause qu'elle prit l'habitude, dans la suite, de faire tous les jours, à une heure après midi, un fort déjeuner à la fourchette ; c'était, du reste, son unique repas.

Eugène et la princesse de Bavière ne s'étaient pas vus avant leur mariage ; cependant ils s'aimèrent bientôt comme s'ils s'étaient connus depuis longtemps. Jamais, peut-être, deux êtres ne furent mieux faits l'un pour l'autre. Il n'est pas de mère qui ait surveillé ses enfants avec plus de tendresse et de soin que la vice-reine d'Italie, digne de servir de modèle à toutes les femmes.

Ce fut à Munich, et au milieu des fêtes, que l'Empereur reçut la nouvelle de l'entrée des Anglais à Naples. La reine Caroline avait déclaré la guerre à la France, au moment où la grande armée inondait les provinces autrichiennes. Napoléon prit sur le champ les moyens de faire marcher les troupes sur Naples. Il avait une ancienne haine contre cette souveraine, parce que maintes fois il avait eu à se plaindre de ses actes ; aussi, en recevant cette nouvelle, dit-il avec humeur à ceux qui l'entouraient :

— Ah ! pour celle-là, rien ne doit m'étonner ! Mais qu'elle y prenne garde !... Si j'entre à Naples, cette femme n'y remettra jamais les pieds.

Et plus tard, lorsqu'on voulut intercéder pour elle, il se contenta de répondre sèchement :



Qu'est-ce que cela ? demanda-t-il ; pourquoi n'avance-t-on pas ?

— Elle a cessé de régner.

À la fin de janvier, Napoléon quitta Munich pour revenir au milieu de sa cour, alors si brillante et si fastueuse. Il avait manifesté l'intention de diriger lui-même les plaisirs qui rendront encore pendant cinq ans la cour impériale la plus merveilleuse de l'Europe. Il ne s'arrêta qu'à Strasbourg, où il demeura vingt-quatre heures, et de là, voulut qu'on le conduisît directement à Saint-Cloud, sans cependant exiger des postillons la même rapidité qu'il leur avait demandée quatre mois auparavant, lorsqu'il était avec Joséphine. La commune de Saint-Cloud, si favorisée à cause du séjour presque habituel que l'Empereur et l'Impératrice faisaient au château, voulut profiter du retour de Napoléon pour lui donner un témoignage d'affection et de respect. En conséquence, le conseil municipal, d'après l'idée suggérée par son président, M. Barré, alors maire de Saint-Cloud, fit élever au milieu de l'avenue qui conduit au palais, et par laquelle Napoléon devait passer nécessairement, un arc de triomphe sur le fronton duquel se lisait l'inscription suivante, accompagnée d'une foule d'ornements et de tous les emblèmes de l'époque :

A son souverain cher !
La plus heureuse des communes !

Le jour où l'Empereur devait arriver, M. le maire, muni de la harangue d'usage et escorté des notables,

l'attendit jusqu'au soir au pied du monument, qui embrassait toute la largeur de la route ; mais enfin, à minuit, M. Barré, fort avancé en âge, se retira en recommandant à son premier adjoint, placé en sentinelle à la fenêtre d'une maison voisine, de venir l'avertir aussitôt qu'il apercevrait le premier courrier ; et, pour que personne ne s'avisât de passer sous l'arc de triomphe avant Sa Majesté, il fit poser en travers une grande échelle qui fut assujettie avec des cordes. Malheureusement l'argus municipal vint à s'endormir le matin ; pendant ce temps l'Empereur arrive ; sa voiture s'arrête tout à coup :

— Qu'est-ce que cela ? demanda-t-il ; pourquoi n'avance-t-on pas ?

On lui apprend la surprise qu'on a voulu lui ménager, et quel obstacle s'oppose à ce qu'il aille plus avant.

— Que le diable les emporte, avec leur surprise ! s'écrie-t-il en mettant la tête à la portière ; elle est bien trouvée, ma foi !

Et sur la proposition d'éveiller quelques habitants :

— Eh ! non ! répondit-il en souriant, laissez-les dormir ; ce sont eux, au contraire, que je *surprendrai* demain ; tournons la place, puisqu'il ne nous est pas permis de la traverser.

La voiture ayant rétrogradé, passa par la grille du petit parc, située au bas de l'avenue, et arriva au palais par la cour de l'orangerie. Le même jour, on fit

circuler dans les salons du palais un dessin représentant les autorités municipales de Saint-Cloud endormies au pied du monument, devant lequel on voyait une échelle qui barrait le passage, avec ces mots écrits au-dessous : *L'arc barré*, par allusion au nom de celui qui avait eu cette idée ; quant à l'inscription primitive, on lui avait fait subir cette légère variante :

A son souverain chéri :
La plus dormeuse des communes.

Joséphine montra ce dessin à Napoléon, qui trouva la plaisanterie divertissante ; il avoua même que le calembour *n'était pas trop mauvais* : mais, pour consoler M. Barré du chagrin qu'il avait manifesté de ne s'être pas trouvé à son poste lors de son arrivée, Napoléon lui envoya une invitation à déjeuner, en lui recommandant d'apporter sa harangue *manuscrite*, et il accueillit le maire de Saint-Cloud avec la bienveillance qu'il ne cessa jamais d'accorder à ce fonctionnaire jusqu'au moment de sa mort, qui arriva bientôt au grand regret de ses nombreux administrés.

Quelques jours après, Napoléon revint à Paris. Ce fut partout des cris de joie et un enthousiasme qui tenaient du délire. La semaine suivante, la vieille garde, dont il ne se séparait jamais, fit aussi sa rentrée dans la capitale ; elle arriva par la barrière de l'Etoile, et, en tête de cette héroïque phalange, quatre-vingt-dix grenadiers, sur trois rangs, défilèrent au pas accéléré, en portant chacun un des drapeaux pris à l'ennemi ; puis, changeant de direction, ils allèrent déposer dans l'église des Invalides ces trophées enlevés aux Autrichiens et aux Russes.

Nous avons cité plus haut le texte du décret daté du champ de bataille d'Austerlitz, qui assurait de nouvelles récompenses au courage malheureux. Napoléon, qui déjà disposait des destinées de la France et réglait pour ainsi dire avec l'épée celles de l'Europe, mu sans doute par une des grandes et sublimes pensées qui lui étaient habituelles, décida que l'Etat se chargerait d'élever à ses frais les filles, les sœurs et les nièces de ceux que décorait déjà l'étoile de la Légion-d'Honneur. Les enfants des guerriers morts en combattant avec gloire devaient retrouver les soins de la maison paternelle à Ecouen, dans cette antique demeure des Montmorenci et des Condé : ces héros n'auraient pu lui choisir une plus noble destination.

Habitué à rapprocher de lui toutes les supériorités, n'en redoutant aucune, Napoléon chercha longtemps la personne que son expérience, son nom, ses talents, pouvaient placer à la tête de ce nouvel établissement ; enfin il choisit madame Campan. Ecouen était à créer tout entier. La nouvelle directrice commença donc ce grand ouvrage, aidée des conseils de l'élève, de l'ami de Buffon, du comte de Lacépède, alors grand-chancelier de la Légion-d'Honneur. La surveillance qu'exigeaient la santé, l'instruction et jusqu'aux jeux des élèves, les principes religieux qui servent de base à l'éducation, la distribution méthodique et graduelle du temps pour chaque étude spéciale, tous ces soins d'une administration compliquée furent compris par madame Campan avec autant de bonheur que de dis-

cernement. Napoléon, qui descendait si facilement des plus hautes pensées politiques à l'examen des moindres détails, qui inspectait un pensionnat de jeunes filles comme il aurait passé la revue de ses vieux grenadiers, exigea que les règlements intérieurs de la maison lui fussent soumis auparavant.

Dans le rapport circonstancié que lui adressa madame Campan à ce sujet, il était dit : « Les élèves entendront la messe tous les dimanches et les jeudis. » Napoléon raya ces derniers mots, et écrivit en marge : *Tous les jours*. Puis il ajouta au bas du rapport : *C'est très-bien*. Plus tard, dans une conversation que la directrice eut avec lui pour le même objet, elle lui demanda qu'il fût accordé à son établissement des pompiers.

— Votre surveillance doit suffire, répondit Napoléon.

— Oui, Sire, dans les cas ordinaires ; mais puis-je empêcher le feu du ciel ?

— C'est juste, vous avez raison.

Et Napoléon qui sentait toujours la vérité lorsqu'on savait la lui faire découvrir, arrêta qu'à l'avenir quatre pompiers seraient de garde, jour et nuit, au château.

D'après les règlements de la maison, chaque élève devait prendre soin d'une compagne plus jeune, et lui tenir, pour ainsi dire, lieu de mère. Elles ne pouvaient être admises que jusqu'à douze ans ; passé dix-huit, elles retournaient au sein de leur famille, à moins qu'elles ne préférassent être attachées à la maison en qualité de *novices*. Elles ne sortaient jamais. Une élève de semaine, choisie parmi les *grandes*, étaient chargées de montrer l'établissement aux étrangers, quand ceux-ci en avaient obtenu l'autorisation délivrée par le grand-chancelier. Il ne leur était permis d'écrire qu'à leurs père et mère, à leurs oncles, à leurs tantes et à leurs grands parents. Elles ne recevaient de lettres que des mains de la directrice. A six heures du matin en été, à sept heures en hiver, la cloche les appelait à l'église, et de là au déjeuner. Alors elles entraient en récréation. A dix heures, elles se rendaient dans leurs classes. On interrompait l'étude à midi pour faire le second déjeuner, qui ne consistait qu'en un morceau de pain sec ; ensuite elles reprenaient l'étude jusqu'à trois heures. Venait alors le dîner, et la récréation jusqu'à cinq heures, puis les ouvrages à l'aiguille jusqu'à sept. Récréation jusqu'à huit ; souper et prière du soir. A neuf heures, toutes les élèves étaient couchées. Jamais on ne les laissait seules ou abandonnées à elles-mêmes un moment, ni le jour, ni la nuit ; les dames surveillantes ne les quittaient pas : elles couchaient auprès d'elles dans les dortoirs, où d'autres dames faisaient encore des rondes d'heure en heure. Chacune des élèves marquait son trousseau, confectionnait son linge ; elles commençaient la journée par faire leur lit.

Pour les études, les élèves étaient distribuées en sections ; chaque section comprenait deux classes ; chaque classe était indiquée par la couleur de la ceinture. Tous les trois mois, les inspections avaient lieu ; et deux fois l'année seulement, sous le nom de *grand concours*, présidé par le grand-chancelier, les

élèves étaient réunies dans une pièce immense, appelée *salle Hortense*, où des prix et des ceintures nouvelles leur étaient distribués.

Jusqu'en 1809, l'organisation de l'institution d'Écouen ne fut que provisoire ; mais au mois de mars de cette année, un nouveau décret rendu par Napoléon l'arrêta définitivement. Il donnait à la reine de Hollande (la princesse Louis) le titre de protectrice des maisons impériales de la Légion-d'Honneur, et la directrice échangea le sien contre celui de surintendante.

Dans une visite que fit Napoléon aux élèves d'Écouen, il les trouva réunies dans les classes, s'occupant d'ouvrages à l'aiguille. Après avoir adressé à chacune d'elles un mot obligeant, il demande tout à coup à la jeune Brouard combien elle pensait employer d'aiguillées de fil pour faire une chemise :

— Sire, lui répondit-elle, je n'en emploierais qu'une, si je pouvais la prendre assez longue.

Cette réponse, si juste et si naïve à la fois, valut à la jeune élève une chaîne d'or que l'Empereur lui donna. Dans son enthousiasme, elle jura de ne s'en séparer jamais. Six semaines environ après cette visite de Napoléon, qui avait eu lieu dans les premiers jours de janvier 1814, comme il passait par Écouen pour se rendre au quartier-général, le maître de poste de ce village, qui savait que les élèves attendaient encore les bonbons que l'Empereur leur avait promis l'année précédente pour leurs étrennes (ce maître de poste était un ancien lieutenant de la garde, qui comptait sa fille au nombre des élèves), eut la hardiesse de lui dire :

— Sire, vos petites protégées comptent toujours sur les bonbons de Votre Majesté.

— Ah ! ah ! je m'en souviens, répondit l'Empereur en riant ; eh bien ! je ferai dire à Lacépède de les leur envoyer.

Peut-être y songea-t-il ; mais il est probable que ce furent les Cosaques qui s'en régalerent, car, tout alléchées qu'elles étaient de cette nouvelle promesse, les orphelines de la Légion-d'Honneur ne tâchèrent pas de ces friandises, parce que bientôt après, des fenêtres du château qui leur servait d'asile, elles purent distinguer, dans la plaine qui s'étendait à leurs yeux, les feux des bivouacs russes et prussiens.

Après la Restauration, le grand-chancelier de la Légion-d'Honneur ayant ordonné à la surintendante de la maison royale de Saint-Denis, qui avait remplacé madame Campan, de faire disparaître tout ce qui pouvait rappeler le souvenir de l'*usurpateur*, quelques-unes rendirent les petits cadeaux qu'elles en avaient reçus. Mademoiselle Brouard garda toujours sa chaîne cachée sur sa poitrine, quoique le règlement défendit aux élèves de porter aucun bijou. Un jour qu'elle était au bain, une surveillante aperçoit la chaîne et veut la *confisquer*. Dans cette intention, elle ordonne à la jeune personne de la lui livrer. Celle-ci refuse en objectant qu'elle la tient cachée sous ses vêtements, et qu'ainsi elle n'est pas reprehensible. Une plainte est aussitôt portée, par cette dame, à l'inspectrice générale ; nouveau refus de la part de mademoiselle Brouard. Celle-ci la mène à l'instant devant

la surintendante ; toujours même résistance. On la menace de faire venir deux hommes de peine pour la déshabiller et lui ôter de force ce qu'elle s'obstine à ne pas donner de gré ; mademoiselle Brouard, bien décidée à ne pas obéir, dit que c'est un don de l'Empereur, et qu'elle le conservera malgré tout jusqu'à la mort. La salle de correction, où elle reste pendant plusieurs jours, ne fait que l'affermir dans sa résolution. Enfin on fait un rapport au grand-chancelier sur la conduite de l'élève, et celui-ci vient à Saint-Denis, où il fait donner rendez-vous à sa mère, madame la baronne Jubé, mariée en secondes noces. Il ordonne que toutes les personnes de la maison soient rassemblées dans la salle d'inspection, et là, en présence de toutes ses compagnes, il dégrade la jeune coupable, c'est-à-dire lui fait ôter sa ceinture ; et puis, dans un discours adressé aux élèves, dans lequel il qualifie d'*insubordination* ce qui n'était qu'un sentiment naturel de reconnaissance, il leur conseille de profiter de la leçon ; après quoi madame la baronne Jubé fut engagée à emmener sa fille, qui, à partir de ce jour, ne devait plus faire partie de la maison royale de Saint-Denis.

Ce fut une grande désolation parmi les compagnes de la pauvre Brouard, qui était généralement aimée ; toutes aussi s'écrièrent qu'on pouvait les renvoyer en masse, parce qu'elles partageaient les mêmes sentiments ; aussi quelque temps après, à la première visite que la duchesse d'Angoulême fit à la maison royale, dont elle voulut être la nouvelle protectrice, n'eut-elle pas l'occasion d'être satisfaite des sentiments que les élèves manifestèrent : les dames ayant ordonné de crier *vive le roi !* toutes les pensionnaires crièrent *vive l'Empereur !* ce qui justifie en quelque sorte la froideur que cette princesse témoigna toujours à l'établissement de Saint-Denis, et l'enthousiasme que les anciennes élèves manifestaient et font encore éclater aujourd'hui au seul nom de Napoléon, quoique dès ce moment il leur eût été défendu, sous peine de *renvoi*, d'accorder même un souvenir à celui qui fut leur bienfaiteur et leur second père.

L'hiver et le printemps de 1806 se passèrent tout entiers, à la cour impériale, en spectacles, en bals, en fêtes, et surtout en chasses, bien que Napoléon ne fût pas né chasseur : car s'il se livra alors à ce passe-temps aussi souvent qu'il le fit dans la suite, c'était peut-être pour se conformer en tout aux exigences de l'étiquette, qui font de la chasse un royal passe-temps ; d'ailleurs la vénerie impériale était organisée économiquement sous le rapport du personnel, à s'en rapporter à l'état nominatif, qui se composait ainsi qu'il suit, savoir :

Le maréchal Berthier, grand-veneur ; M. d'Hannencourt, commandant de la vénerie ; MM. de Bougars et Caqueray, ses deux lieutenants ; M. de Girardin, capitaine des chasses à tir ; un lieutenant des chasses à tir qui, de plus, était porte-arquebuse de l'Empereur. M. de Beauterne complétait ce qu'on appelait les officiers de la vénerie ; venaient ensuite six capitaines forestiers.

Quand Napoléon allait à une de ses chasses (la chasse au tir par exemple), il partait du palais avec



Sire, lui répondit-elle, je n'en emploierais qu'une, si je pouvais la prendre assez longue.

les personnes qu'il avait invitées, le grand-veneur, l'aide-de-camp de service, quelquefois le grand-écuyer, deux pages, Roustan (le mameluck), un des chirurgiens de service par quartier, deux piqueurs des écuries et une demi-douzaine de valets de pied. La veille, Berthier avait transmis les ordres de l'Empereur au capitaine forestier de la circonscription où il avait dessein d'aller. Toutes les mesures avaient été prises pour rassembler dans certaines localités le plus de gibier possible. Les gardes le refoulaient, par des battues continuelles, dans une enceinte que l'on entourait ensuite de poteaux. Cette enceinte n'avait guère plus d'une lieue carrée de superficie. Quelques heures avant l'arrivée de Napoléon, on traçait dans les bruyères trois petits chemins vulgairement appelés *trottins*, que l'on sablait après les avoir autant que possible nivelés : un pour l'Empereur (celui du milieu), un pour le grand-veneur (celui de la droite), et le troisième (à la gauche de Sa Majesté) pour les personnes auxquelles elle accordait la faveur de chasser et de tirer près d'elle.

Il était facile de prévoir dans les résidences impériales, telles que Fontainebleau, Rambouillet ou Compiègne, que Napoléon allait y venir chasser, par la multitude de gens de toutes sortes, journaliers et paysans du voisinage, qui accouraient de toutes parts pour se mettre volontairement sous les ordres des officiers des chasses. On affublait chacun d'eux d'une paire de guêtres de buffle qui leur montaient presque jusqu'aux hanches, et pour les faire reconnaître des gendarmes d'élite qui formaient une espèce de cordon

autour de l'endroit où la chasse devait avoir lieu, on leur remettait une plaque qu'ils s'agrafaient au bras gauche ; après quoi, armés d'une gaule ou du classique manche à balai, ils étaient placés en rayon et à distance suffisante pour être hors de la vue des chasseurs, afin d'effrayer le gibier qui fuyait à l'approche de l'Empereur, et de le refouler dans les lieux d'où il tentait de s'échapper.

Dans les bois de Versailles, dans la forêt de Saint-Germain, on employait de préférence les soldats de la garnison, que l'on accoutrait et que l'on armait de la même façon. Ces *rabatteurs* étaient quelquefois en si grand nombre, qu'ils formaient une chaîne et avançaient ainsi au fur et à mesure que Napoléon marchait dans la direction du petit chemin sablé.

M. de Beauterne faisait charger, sous ses yeux, les fusils de l'Empereur, et les remettait au premier page, qui les passait immédiatement à Napoléon ; c'étaient presque toujours des armuriers de la garde qui chargeaient ces fusils concurremment avec les piqueurs et Roustan. Le devoir des armuriers consistait principalement à s'assurer de l'état du canon et de la batterie de l'arme après le coup tiré. Napoléon n'aimait pas les fusils à deux coups ; il ne se servait habituellement que de petits fusils simples, à canons courts et très-légers, ayant appartenu à Louis XVI, et auxquels, prétendait-on, ce monarque avait travaillé de ses mains. L'Empereur tirait mal, parce qu'il se donnait à peine le temps d'ajuster, et qu'il n'appuyait pas bien la crosse à l'épaule. Or, comme il voulait que ses fusils fussent fortement bourrés, il



Alors le factionnaire saisit l'enfant, le montra au peuple, puis le couvrit de baisers et de larmes (Chap. I).

arrivait qu'après la chasse il avait quelquefois l'épaule et le bras meurtris.

L'enceinte de la chasse était ordinairement garnie de filets suspendus à des poteaux de distance en distance. On relançait ainsi dans l'arène le gibier qui venait se bloquer dans cette espèce de blouse ; à la fin de la chasse, les rabatteurs se rapprochaient en

cercle, de manière à emprisonner tout ce qui avait échappé à un véritable massacre, et aux derniers coups de fusil, tout ce qui tombait encore était mis en tas : c'est ce qu'on appelait le *bouquet de chasse*.

Si l'Empereur avait ses ramasseurs, le chasseur avait pareillement les siens. M. d'Hanneucourt, un carnet et un crayon à la main, marchait à la tête des

petites voitures en forme de brouettes, traînées par ces ramasseurs et destinées à recevoir le gibier tué. Il inscrivait toutes les pièces et disait à la fin de la chasse : « Sire, tant de pièces tuées par Votre Majesté, tant par le grand veneur, tant par Messieurs *tel et tel*. » Le nombre s'élevait quelquefois jusqu'à mille ou douze cents pièces : lapins, lièvres, faisans, cailles, perdrix, etc. Alors Napoléon faisait lui-même la distribution du gibier qu'il avait tué de sa main. Il faut l'avouer, ces parts étaient souvent expédiées à Paris et vendues. Les meilleurs fournisseurs des Chevet et des Corcelet de ce temps-là étaient de hauts dignitaires à grosses épaulettes, grands calculateurs, s'il en fut, et auxquels les marchands de comestibles payaient à beaux derniers comptants le gibier dont l'Empereur leur faisait cadeau pour décorer leurs tables.

Napoléon n'était pas heureux à la chasse : une fois il fit éclater un fusil dans ses mains ; un autre jour, en visant un sanglier avec sa carabine, il alla blesser très grièvement à la cuisse un pauvre diable de valet de la vénerie ; enfin, une autre fois, le maréchal Masséna et Berthier marchaient en avant et non loin de Napoléon : une compagnie de perdrix part, l'honneur du premier coup de fusil appartient à l'Empereur : il tire, et Masséna reçoit dans l'œil un plomb écarté ; on s'empresse pour lui porter secours ; Napoléon s'écrie :

— Berthier ! c'est vous qui venez de blesser Masséna !

Le grand-veneur s'en défend, l'Empereur insiste, Berthier se tait, et chacun rentre de très-mauvaise humeur. Aussitôt arrivé à la Malmaison, Napoléon mande l'aide-de-camp de jour.

— Partez sur-le-champ pour Paris, et dites à Larrey d'aller à Rueil sans perdre un moment, parce que Masséna est malade : il lui remettra en même temps ce billet.

L'ordre est exécuté. Larrey arrive à Rueil :

— Monsieur le maréchal, l'Empereur vient de me faire dire que vous étiez indisposé ; j'arrive...

— Parbleu ! il le sait bien, voyez !

— Ce n'est pas dangereux monsieur le maréchal ; cependant l'œil me paraît bien malade.

— Est-ce que je deviendrai borgne ?

— Je ne dis pas cela, mais il faut beaucoup de soins. A propos, Monseigneur, j'oubliais de vous remettre ce billet de la part de Sa Majesté.

— Lisez, mon cher Larrey, car je n'y vois pas du tout.

Et Larrey ayant fait sauter le cachet, lut à haute voix :

« Mon cousin, aussitôt que votre santé vous le permettra, vous partirez pour aller prendre le commandement en chef de l'armée de Portugal. Et sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne « garde,
« NAPOLEON. »

— Le diable d'homme ! s'écria Masséna avec un sourire qui déguisait mal sa joie, il faut toujours qu'il vous jette de la poudre aux yeux !

Telle fut la véritable cause pour laquelle Masséna devint borgne et commanda en chef l'armée de Portugal. En revanche dans une autre circonstance, Napoléon fut assez heureux pour sauver la vie à un enfant. Il chassait le daim dans les bois de Ville-d'Avray. La meute renverse, en se précipitant, une petite fille qui portait dans ses bras un enfant de six mois ; la vie de la petite fille et celle de l'enfant étaient en grand péril : Napoléon se jette à bas de son cheval, se précipite au milieu des chiens, ramasse l'enfant et le remet sain et sauf dans les bras de sa mère.

Lorsque l'Empereur chassait le cerf ou le sanglier, il partait du château à la pointe du jour. Le prince de Neufchâtel indiquait à l'avance le rendez-vous de chasse aux personnes que Napoléon avait désignées pour chasser avec lui. Rien ne distinguait le costume de l'Empereur de celui du plus simple piqueur si ce n'était le chapeau qui était le même que celui qu'il portait habituellement, et qui, par conséquent, était tout uni. Quelquefois il endossait par dessus son habit de chasse une redingote bleue ou d'un gris de fer très-foncé ; mais alors il fallait qu'il fit très-froid ou qu'il plût beaucoup. Quant aux princesses et aux dames qui l'accompagnaient, elles portaient du rendez-vous général en calèche à quatre chevaux (l'Impératrice seule en avait six à la sienne). Leur costume était une élégante amazone bleu-clair ou verte, avec une toque surmontée d'une plume blanche ou noire.

A l'une de ces grandes chasses à laquelle l'Impératrice assistait (c'était à Fontainebleau), le cerf poursuivi par l'Empereur, étant venu se jeter sous les roues de la calèche de Joséphine, cet asile le sauva : l'Impératrice, touchée des larmes de la pauvre bête, la prit sous sa protection.

— Bonaparte, dit-elle à Napoléon, qui, ayant suivi le cerf de très-près, était arrivé presque aussitôt que lui, je te demande sa grâce, ne le tue pas : il est si beau !

L'Empereur ayant ordonné qu'on l'épargnât, l'Impératrice, enleva de ses épaules une très-belle chaîne d'or, et voulut qu'elle fût mise au cou du cerf.

— Au moins, dit-elle, ceci attestera son inviolabilité et le protégera contre les chasseurs.

— Contre les chasseurs, soit ! reprit Napoléon en souriant : mais contre les voleurs, je ne t'en réponds pas. Je parie que la bête n'existera plus demain.

Aux grandes chasses de Rambouillet, le rendez-vous était toujours à l'étang de la Tour, où un riche pavillon, magnifiquement décoré, était préparé. En conséquence, on dressait deux tables pour le déjeuner : la première pour l'Empereur, l'Impératrice et les personnes qui étaient invitées (les dames suivant la chasse l'étaient toujours de droit) ; et la seconde pour les officiers supérieurs de la vénerie et de la maison civile et militaire. Les piqueurs, les valets de pied et les gendarmes d'élite qui avaient suivi la chasse se tenaient en dehors de cette tente. Le repas durait peu comme toujours.

Napoléon essaya une seule fois d'une chasse au faucon dans la plaine de Rambouillet. Cette chasse n'avait été commandée que pour mettre à l'essai la fauconnerie que son frère Louis, roi de Hollande, lui

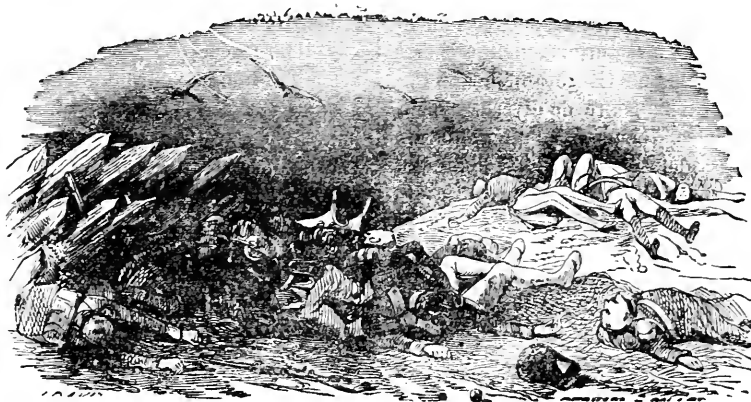
avait envoyée en présent. Cette chasse ne lui plut pas et la fauconnerie de Hollande fut partagée entre le Jardin-des-Plantes et la ménagerie de la Malmaison. A la même époque, il y eut dans la forêt de Compiègne une grande chasse au sanglier, à laquelle il invita l'ambassadeur de la Porte, tout récemment arrivé à Paris. L'Excellence turque suivit la chasse sans qu'aucun muscle de son visage annonçât l'impression que lui causait ce genre de divertissement. La bête ayant été forcée, Napoléon fit présenter un de ses fusils à l'ambassadeur, pour qu'il eût l'honneur de tirer le premier ; mais il s'y refusa, ne concevant pas sans doute le plaisir qu'on pouvait trouver à tuer

à brûle-pourpoint un pauvre animal épuisé, et à qui il ne restait pas même la ressource de fuir pour se défendre.

Au commencement de 1813, on fit remarquer à Napoléon qu'il n'était jamais allé aussi fréquemment à la chasse.

— Il faut bien, répondit-il, que je me donne du mouvement et que les journaux en parlent, puisque messieurs les Anglais répètent tous les jours dans leurs pamphlets que je ne puis plus remuer et que je ne suis bon à rien. Patience ! lorsque j'aurai rejoint mon quartier-général, je leur ferai bien voir que je suis aussi sain de corps que d'esprit.





CHAPITRE VIII



L'ANNÉE 1807 s'ouvrit pour ainsi dire par la bataille d'Eylau, bataille étrange, en ce sens qu'elle fut sans résultat politique. Pourtant les Russes y perdirent trente mille hommes tant tués que blessés, et les Français 16.000. Chacun des deux partis s'attribua la victoire : un

Te Deum fut chanté à Paris et à Saint-Petersbourg ; mais ce mouvement d'orgueil des Russes fut court : le 26 mai, Dantzick est pris ; enfin, le 14 juin suivant, les deux armées se trouvent en présence à Friedland.

— Ce jour est une époque heureuse ! s'écria Napoléon en passant devant le front de ses grenadiers : c'est l'anniversaire de Marengo !

Effectivement, de même qu'à Marengo, la bataille fut définitive : les Russes furent écrasés. Le czar, se trouvant dans la même position qu'à Austerlitz, prit la résolution de s'humilier une seconde fois. Le 21 juin un armistice est proposé et accepté ; cet armistice

n'est que le prélude de la paix de Tilsitt, signée le 9 juillet 1807. Un an après (en septembre 1808), Napoléon et Alexandre sont réunis à Erfurth. Au milieu de l'affluence de rois, de princes et de grands personnages de toute sorte qui les entouraient, les deux empereurs aimaient à s'isoler de cette foule d'automates dorés, et à passer ensemble des journées entières dans la plus parfaite intimité. Un matin que Napoléon sortait à pied de son palais, accompagné d'Alexandre, sous le bras duquel il avait amicalement passé le sien, il s'arrêta devant le grenadier qui, posé en faction au bas de l'escalier, leur présentait les armes. Napoléon le regarde un moment en secouant la tête d'un air d'orgueil, et faisant remarquer à Alexandre ce soldat, dont le visage est orné d'une cicatrice qui part du front et descend jusqu'au milieu de la joue :

— Que pensez-vous, Sire mon frère, lui dit-il, de soldats qui survivent à de pareilles blessures ?

— Et vous, Sire mon frère, répond Alexandre, que pensez-vous des soldats qui les font ?

— Ils sont morts, ceux-là !... murmura le grenadier d'une voix grave, sans rien perdre de son immobilité.

Alexandre, dont la belle réponse avait un moment embarrassé Napoléon, se tourna alors vers ce dernier en disant avec courtoisie :

— Mon frère, ici comme ailleurs, la victoire vous reste.

— Mon frère, c'est qu'ici comme ailleurs mes grenadiers ont donné.



On affublait ces rabatteurs d'une paire de guêtres de buffle qui leur montaient jusqu'aux hanches.

Et Napoléon s'éloigna en faisant un geste de remerciement au factionnaire, qui ne détourna même pas les yeux.

Les deux empereurs quittèrent Erfurth le 14 octobre.

L'invasion du Portugal, qui avait eu lieu précédemment par les troupes françaises, n'était qu'un acheminement à la conquête d'Espagne, où régnait Charles IV, tiraillé par deux pouvoirs opposés, le favori Godoy et le prince des Asturies, Ferdinand. Offusqué d'un armement maladroit fait par Godoy au moment de la guerre de Prusse, Napoléon n'avait jeté qu'un regard sur l'Espagne, regard rapide et inaperçu, mais qui lui avait suffi cependant pour y voir un trône à prendre. Aussi, à peine en possession du Portugal, ses troupes pénétrèrent dans la Péninsule, et, sous prétexte de guerre maritime et de blocus, occupèrent d'abord les côtes, puis les principales villes, puis enfin formèrent autour de Madrid un cercle qu'elles n'avaient qu'à resserrer pour être, en trois jours, maîtresses de la capitale. Sur ces entrefaites, une révolte éclata contre le ministère, et le prince des Asturies fut proclamé roi, sous le nom de Ferdinand VII, à la place de son père : c'était tout ce que demandait Napoléon.

Il était à Saint-Cloud lorsqu'il apprit ces événements et la capitulation de Baylen par le général Dupont. Il en fut affligé autant qu'indigné, et résolut d'aller lui-même, en Espagne, se placer à la tête de

ses armées pour la soumettre. Madrid avait été évacuée par les troupes françaises, et Joseph Bonaparte s'était retiré à Burgos pour y attendre des secours de son frère. A la nouvelle de cet événement, Napoléon avait jugé parfaitement de la gravité des circonstances ; son intention était de frapper l'Espagne de terreur par un de ces coups qu'il savait porter si à propos. La garde impériale traversa la France en poste, et lui-même, franchissant les Pyrénées, s'avança à pas de géant, en refoulant devant lui tout ce qui s'opposait à son passage. A Somo-Sierra, l'ennemi s'était retranché sur la montagne ; mais, tandis que notre infanterie montait à droite et à gauche, les lanciers polonais escaladaient pour ainsi dire avec leurs chevaux une route percée en spirale, au milieu des balles et des quartiers de rochers que l'ennemi faisait pleuvoir sur eux, et se précipitaient sur ces redoutes élevées par la nature, en sabrant les Espagnols, qui, épouvantés par tant d'audace, se retiraient en toute hâte sur Madrid. Napoléon les poursuivit, et arriva presque en même temps qu'eux aux portes de cette capitale. La résistance y avait été organisée. On se défendit longtemps avec opiniâtreté ; soldats et citoyens rivalisèrent de zèle et de courage. Une sorte de fureur patriotique animait les combattants ; le fanatisme poussait les Espagnols au martyre. Des croix, le crucifix d'une main, l'escopette de l'autre, donnaient eux-mêmes l'exemple ; mais tant d'héroïques efforts devaient être inutiles devant la bravoure

et le sang-froid de nos bataillons. Les Espagnols succombèrent, et nos soldats, franchissant des monceaux de cadavres, enlevèrent la position du Retiro, après la lutte la plus acharnée dont l'histoire de nos guerres dans la Péninsule fasse mention. C'en était fait de la ville de Madrid sans Napoléon, qui fit proposer aux autorités locales une capitulation que celles-ci s'empressèrent d'accepter pour éviter le plus grand des malheurs, la destruction. Parmi les noms que l'Empereur lut au bas de cette capitulation, il remarqua celui du marquis de Saint-Simon.

— Cet officier-général est Français, dit-il au prince de Neufchâtel ; il a porté les armes contre sa patrie : qu'il soit arrêté, jugé et exécuté selon toute la rigueur de nos lois militaires. Je défends à qui que ce soit d'intercéder en sa faveur.

A un ordre si formel il n'y avait rien à répondre. Berthier se rendit chez le général Belliard, qui venait d'être nommé gouverneur de Madrid, et lui transmit l'ordre qu'il avait reçu ; Belliard fit valoir quelques considérations en faveur du marquis ; il invoqua la capitulation qui avait été ratifiée ; le prince de Neufchâtel se borna à lui répondre d'un air consterné :

— L'Empereur le veut ainsi.

Il n'y avait plus qu'à obéir. A onze heures du soir, un conseil de guerre est convoqué, et M. de Saint-Simon, qui avait été amené à l'état-major, paraît bientôt devant ses juges. C'était un vieillard plus que septuagénaire ; sa figure était calme, son langage plein de dignité ; il ne lui avait fallu qu'un instant pour se faire des amis de tous les officiers qui l'entouraient. Devant le conseil, le marquis ne chercha pas à disputer le reste d'une vie qui n'avait jamais démenti le beau nom qu'il portait, et il se borna à présenter à ses juges, comme justification du crime qui lui était imputé, le résumé de sa conduite politique.

Malgré la noblesse de son langage, le tribunal, pensant que M. de Saint-Simon, par le seul fait de sa radiation de la liste des émigrés, n'avait pu perdre la qualité de Français, même après son refus de prêter serment aux constitutions de l'Empire, crut devoir lui faire l'application de la loi, et la peine de mort fut prononcée à l'unanimité. A cette nouvelle, la fermeté du marquis ne se démentit pas ; à voir sa belle figure et l'air abattu de ses juges, on eût dit que les rôles avaient changé.

Cependant mademoiselle de Saint-Simon, en apprenant l'arrestation de son père, était accourue à l'état-major pour savoir le motif de cette mesure sévère. Elle était assise au milieu d'officiers auxquels elle avait su commander le respect et l'intérêt. Ceux-ci lui prodiguaient des consolations et s'efforçaient de faire naître dans cette âme angélique un espoir qu'ils étaient loin de partager ; mais quand la condamnation de son père fut connue, quoiqu'on évitât de lui laisser pressentir ce triste dénouement, elle comprit aux figures attristées des officiers qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire. Elle allait les interroger, lorsque le général Belliard entra dans le salon pour demander l'aide-de-camp de service. Aussitôt mademoiselle de Saint-Simon s'élance vers lui, et lui saisissant le bras :

— Général, lui demande-t-elle d'une voix tremblante, où est mon père ? qu'est-il devenu ? quel crime peut-il avoir commis ? Menez-moi vers lui, je vous en conjure !

Belliard hésite à lui dire toute la vérité ; mais enfin, vaincu par les instances de la jeune fille, il lui répond, en cherchant à maîtriser l'émotion qu'il éprouve :

— Eh bien ! oui, Mademoiselle, il faut vous l'avouer, M. de Saint-Simon vient d'être condamné pour avoir porté les armes contre l'armée française, contre sa patrie ; mais, croyez moi, tout espoir de le sauver n'est pas perdu.

— Ah ! Monsieur, s'écrie-t-elle, en proie au plus violent désespoir, sauvez mon père ! sauvez-le, ou je meurs avec lui !

— Hélas ! ce que vous me demandez n'est pas en mon pouvoir. Cependant, dussé-je encourir toute la colère de l'Empereur, je vous aiderai à obtenir la grâce de votre père. Malgré les ordres que j'ai reçus à son égard, je vais ordonner que l'exécution de l'arrêt soit suspendue ; mais il vous faut monter sur-le-champ en voiture avec un de mes officiers, et tâchez d'arriver jusqu'à l'Empereur, qui doit passer la revue de sa garde à la pointe du jour. Partez, Mademoiselle ; le ciel et votre piété filiale feront le reste.

Puis Belliard appelle un capitaine d'état-major.

— Monsieur Rastoul, lui dit-il, vous allez monter dans ma voiture avec Mademoiselle de Saint-Simon ; vous vous rendrez à Chamartin, où la garde doit être en ce moment. Tuez mes chevaux, s'il le faut, mais faites en sorte d'arriver avant que l'Empereur ait achevé son inspection. Il vous faudra percer jusqu'à lui, entendez-vous bien, pour que Mademoiselle, que je confie à votre honneur, puisse lui parler. Allez, Monsieur, vous n'avez pas une minute à perdre : il s'agit de la vie d'un homme !

On part, et on arrive au moment où Napoléon passait devant la dernière ligne de ses grenadiers. Mademoiselle de Saint-Simon s'élance hors de la voiture, court au hasard, car le capitaine Rastoul n'avait pu l'accompagner jusqu'au lieu où se trouvait Napoléon. Fort heureusement, elle rencontra le capitaine Duchaud, depuis lieutenant-général d'artillerie et alors officier d'ordonnance de l'Empereur, qui prit sur lui de la conduire à Napoléon. Aussitôt qu'elle l'aperçut, elle se précipite à l'étrier de son cheval, et tombe sur ses genoux, après s'être écriée d'une voix déchirante :

— Grâce ! Sire, grâce !

Napoléon s'arrête, tourne la tête, et, fronçant le sourcil, demande avec un geste d'humeur :

— Quelle est cette jeune fille ? que veut-elle ?

— Sire, je suis la fille du marquis de Saint-Simon, condamné à mort cette nuit.

J'avais donné des ordres ! dit l'Empereur d'une voix terrible.

Mais Napoléon avait jeté les yeux sur Mademoiselle de Saint-Simon, étendue presque sans mouvement aux pieds de son cheval, et tout aussitôt son regard s'était adouci ; il avait fait un geste de bienveillante pitié, en disant de cette voix brève qui lui était habituelle dans les occasions de ce genre :

—Messieurs, qu'on ait le plus grand soin de Mademoiselle de Saint-Simon, et qu'on lui dise que la peine de son père est commuée.

Puis il avait imprimé à son cheval un léger mouvement et s'était éloigné lentement, mais non sans retourner la tête pour s'assurer que ses ordres étaient ponctuellement exécutés.

En effet, la sentence de mort du marquis fut changée en une détention dans la citadelle de Besançon. Là, le dévouement de sa fille fut admirable : elle avait obtenu la faveur d'être renfermée avec son père, renonçant ainsi au monde et aux partis brillants qui s'étaient déjà offerts pour elle. Lorsque les événements politiques de 1814 vinrent rendre la liberté à M. de Saint-Simon, celui-ci, toujours accompagné par cet ange gardien de sa vieillesse, retourna à Madrid, où il mourut bientôt après. Avec 1815 arrivèrent les mauvais jours. Le général Belliard, accusé et incarcéré à son tour, dut à la reconnaissance de la famille du marquis de Saint-Simon les consolations qu'il reçut dans sa prison*

La prise de Madrid et la destruction des armées espagnoles furent suivies de la défaite d'une quatrième armée, formée des débris des trois autres, et que le maréchal Victor, duc de Bellune vainquit et dispersa complètement à Uolès. L'armée anglo-portugaise avait de même osé pénétrer en Espagne. Le maréchal Soult marcha à sa rencontre, l'atteignit et la battit successivement à Mausilla, à Cacabelos et à Lugo, et obligea les Anglais, après avoir coupé eux-mêmes les jarrets aux chevaux de leur cavalerie, à se rembarquer à la Corogne.

La pacification de la péninsule hispanique paraissait donc prochaine ; alors, tandis que Joseph rentrait roi à Madrid, Napoléon se mita de revenir à Paris, afin d'être à portée de marcher sur l'Allemagne, présumant que les intentions de l'Autriche pourraient devenir menaçantes.... Il ne se trompait pas !

Dans les premiers jours d'avril 1809 l'archiduc Charles, imaginant qu'il y avait une armée française en Bavière, notifia au cabinet de Saint-Cloud qu'il avait reçu de l'empereur d'Autriche, son frère, l'ordre de se porter en avant et de traiter en ennemi tout ce qui opposerait de la résistance. Pareille déclaration ayant été adressée à la Russie et à toutes les puissances alliées de l'Empire français. En conséquence de cette communication, l'armée autrichienne, au mépris du traité de Presbourg, pénétra sur le territoire bavarois. Une dépêche télégraphique fit connaître à Napoléon cette nouvelle invasion de l'Autriche. Elle lui fut apportée le 10 avril par Berthier, à neuf heures du soir, tandis qu'il assistait à une représentation d'*Andromaque*, aux Tuileries.

A peine eut-il jeté les yeux sur cette dépêche, que, frappant de son poing fermé sur le bras du fauteuil vide qui était à côté de lui dans sa loge, il s'écria :

* C'est à l'obligeance de M. le commandant Vinet, neveu et aide-de-camp de Belliard, le même qui vient de publier les mémoires si intéressants de ce général, que nous devons la communication de cette anecdote, qui honore à la fois le caractère de M. le lieutenant-général Duchant, de M. le capitaine Rastoul, celui de la famille du marquis de Saint-Simon, et la mémoire d'un des plus illustres lieutenants de Napoléon, le lieutenant général Belliard.

—Eh bien ! voilà du nouveau à Vienne ! ... à qui en veulent-ils donc maintenant ?... L'empereur d'Autriche a-t-il été piqué de la tarentule ?... Ah ! Ah ! puisqu'il m'y forcent, je la leur donnerai belle !

Et, à la fin du troisième acte de la tragédie, il quitta le spectacle, entra dans ses appartements intérieurs, où un conseil de ministres fut immédiatement convoqué.

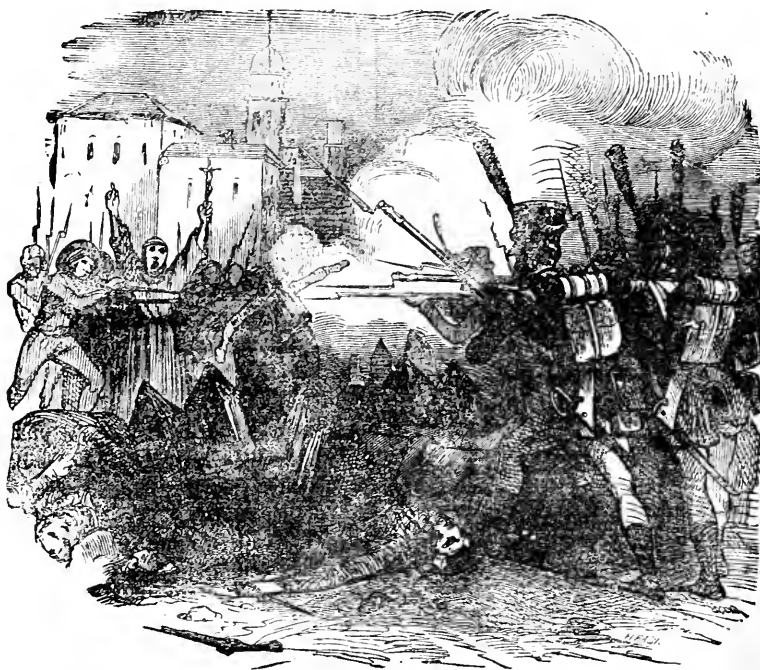
Jamais l'Empereur n'avait été pris si au dépourvu ; mais l'Autriche n'avait pas mis en ligne de compte l'activité, le génie et la puissance de Napoléon, qui, d'un mot et comme par enchantement, rassembla une armée formidable sur les bords du Rhin, en même temps que tous les souverains de la Confédération, fidèles à leurs engagements, se mirent sur le pied de guerre. Ayant donné ses derniers ordres, il partit de Paris le 13 avril 1809, à quatre heures du matin, emmenant avec lui, encore cette fois, l'impératrice Joséphine, qu'il laissa le 15, à Strasbourg ; puis il passa le Rhin à la tête de ses belles phalanges et marcha en toute hâte au secours de la Bavière : quelques semaines étaient à peine écoulées qu'il était maître de Vienne.

Après avoir cantonné son armée dans les pays conquis, Napoléon quitta son bivouac de Znaïm le 13 juillet, et vint s'établir pour la seconde fois à Schœnbrunn, où il arriva le même jour à trois heures après midi.

Aussitôt la cour de l'Empereur se forma et se maintint sur le même pied qu'à Saint-Cloud ou aux Tuileries. Tous ceux des officiers de la maison civile qui étaient restés à Paris ou à Strasbourg reçurent l'ordre de se rendre au plus tôt à Schœnbrunn ; de même, ceux de la maison militaire quittèrent leurs corps respectifs pour venir au palais commencer leur service. Toute la garde impériale fut campée à Schœnbrunn même, ou aux alentours.

Le lendemain 14, Napoléon nomma maréchaux de l'Empire les généraux Oudinot, Marmont et Macdonald, puis il s'occupa des récompenses qu'il avait à décerner à son armée. Il créa des places pour ceux qui, hors d'état de servir encore à la guerre, pouvaient remplir des fonctions administratives. Ce fut ainsi que MM. de Contades, Duverdier, Delavédrine, Arcambal et une foule d'autres furent inscrits pour des emplois civils qu'ils remplirent à leur retour en France ; car Berthier, en sa qualité de premier garde-note, avait soin d'écrire à chaque ministre pour que les ordres de l'Empereur fussent ponctuellement exécutés. Personne ne fut oublié, les troupes même les plus éloignées du quartier-général se ressentirent de ces bienfaits, parce qu'il existait entre Napoléon et ses compagnons de gloire une solidarité intime, réciproque, à laquelle, lui, il ne manqua jamais.

Du 14 juillet au 17 octobre suivant, Napoléon habita constamment Schœnbrunn. Il n'alla à Vienne que rarement et *incognito*. M. de Montesquiou, qui venait de succéder à M. de Talleyrand dans ses fonctions de grand-chambellan, avait monté somptueusement, au théâtre de Schœnbrunn, un spectacle allemand et italien : de sorte que chaque soir on pouvait entendre soit le *Don Juan* de Mozart, soit le *Barbier de Séville*,



Des moines, le crucifix d'une main, l'escopette de l'autre donnaient l'exemple.

de Paësiello, ou voir le ballet de la *Rosière*, exécuté par une bonne troupe de danseurs dirigée par Aumer, du Grand-Opéra de Paris. Napoléon assistait assez souvent à ce spectacle, pendant trois quarts d'heure au plus, lorsque c'étaient les Italiens qui jouaient ; jamais il ne restait au ballet. Les travaux du cabinet étaient dirigés par lui comme s'il eût été à Paris. Les parades militaires avaient lieu à neuf heures du matin dans la grande cour du château ; on y descendait par un bel escalier en forme de fer à cheval. Assez ordinairement, la plupart des officiers généraux de l'armée et presque tous les officiers supérieurs de la garde, lorsqu'ils n'étaient point de service, se tenaient sur les dernières marches et sur les bas-côtés. Napoléon, en descendant du palais, s'arrêtait toujours ou pour leur adresser quelques questions ou pour écouter les diverses demandes qu'ils pouvaient voir à lui faire.

L'Empereur alla chasser plusieurs fois dans la magnifique forêt qui fait suite au parc de Schœnbrunn, mais c'est qu'il n'y avait pas eu d'audience publique ces jours-là. Cela était rare, car tout le temps qu'il demeura à Schœnbrunn il consacra au moins quatre jours par semaine à recevoir ceux des français qui se trouvaient en Autriche par suite des événements de la guerre, et même les Autrichiens de distinction, pourvu qu'ils parlassent notre langue.

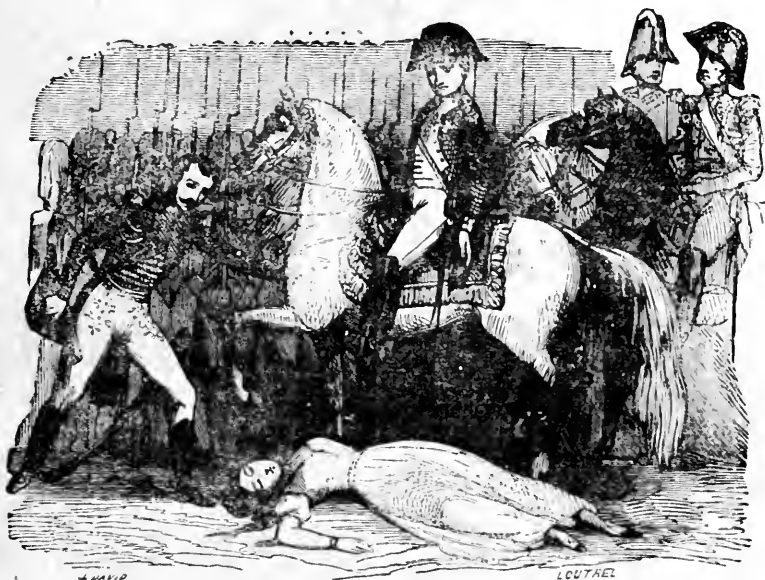
Il ne faut pas croire, toutefois, qu'on pénétrait au-

près de Napoléon aussi facilement qu'on le faisait auparavant de saint Louis, sous le fameux chêne de Vincennes : peu de personnes étaient refusées, mais il fallait donner son nom, sa qualité et son adresse, deux jours à l'avance, au chambellan de service. Cela fait, on pouvait être certain d'être admis au jour indiqué. Napoléon tenait ordinairement ces sortes d'audiences dans la salle des gardes, qui est très-vaste.

Chacun était admis à son tour devant l'Empereur ; mais tous ceux qui se trouvaient présents pouvaient entendre les paroles prononcées par lui en réponse aux demandes qui lui étaient faites ; il avait même soin, dans ces occasions, d'élever la voix, qu'il avait naturellement brève, pleine et grave tout à la fois, comme s'il eût voulu témoigner ainsi que sa justice ne craignait point la publicité.

Un de ses secrétaires (M. Fain ou M. de Menneval) se tenait près de lui pour écrire ses ordres. Le prince Berthier, le grand-maréchal, ou l'aide-de-camp de service, était toujours présent, tenant à la main un carnet et un petit porte-crayon que Napoléon lui prenait vivement des mains lorsqu'il voulait écrire une note ou une recommandation en marge de la pétition qui lui était présentée ; déchiffrait ensuite qui pouvait la note ou la recommandation !

Le 18 juillet, un décret accorda deux croix d'honneur à l'artillerie légère du 3^e corps, quatre croix au 3^e régiment de la Vistule, six croix au 44^e régiment



Messieurs, qu'on ait le plus grand soin de mademoiselle de Saint-Simon.

de ligne, huit croix à la division du duc de Rivoli, et dix croix à celle d'Oudinot, auxquelles on dut en partie le succès de la bataille de Wagram; en tout, 30 croix à répartir entre 250,000 hommes.

La munificence des gouvernements a singulièrement augmenté depuis ce temps du moins sous ce rapport.

Le 15 août, il y eut *Te Deum* à Saint-Etienne de Vienne, gala, le soir chez le général Andréossi, gouverneur de la ville, et, la nuit, illumination générale. Le même jour, le prince de Neuchâtel fut nommé prince de Wagram : le maréchal Masséna, prince d'Essling ; le maréchal Davoust, prince d'Eckmüllh. La veille Napoléon avait créé ducs Maret, Oudinot, Macdonald, Clark, Champagny, Reignier et Godin. Enfin il institua, en faveur des mutilés des champs de bataille, l'ordre des Trois-Toisons, qu'on appela plaisamment l'ordre du Sépulture, à cause des conditions d'admission qui semblaient en exclure tout être vivant, par le nombre des blessures qu'il fallait avoir reçues et des batailles auxquelles on devait avoir assisté pour être éligible. Le but véritable de cette nouvelle décoration était la destruction de l'ordre de la Toison d'Or. Napoléon, à qui appartenait les pays-Bas et qui tenait l'Espagne, voulait humilier l'Autriche, vaincue pour la troisième fois, en créant l'ordre des Trois-Toisons. A chaque pas ne retrouve-t-on pas, dans cette période de notre histoire, la pensée gigantesque de la souveraineté européenne ?

L'armistice de Znaïm une fois conclu, des plénipotentiaires avaient été nommés pour traiter définitivement de la paix.

Le débat fut long. M. de Champagny arrachait million à million. En homme habile, il arriva jusqu'à quatre-vingt-cinq. Vers les trois heures de la nuit, tous les points étaient réglés. M. de la Benadière, alors chef de la première division au ministère des affaires étrangères, qui avait accompagné le ministre, fut appelé pour expédier les deux copies du traité, qui étaient signées à cinq heures, et à six, M. de Champagny était de retour à Schœnbrunn. Napoléon le vit entrer dans son cabinet avec un sentiment d'inquiétude.

— Eh bien ! qu'avez-vous fait cette nuit ? demanda-t-il.

— La paix, Sire.

— Et le traité est signé ?

— Oui, Sire : le voilà !

A cette vue la figure de Napoléon s'épanouit.

— Ah ! ah ! voyons donc ce traité !

M. de Champagny lui en fit la lecture.

— Quoi ! quatre-vingt-cinq millions, lorsque j'étais disposé à me contenter de soixante-quinze ! Cela est très-bien, monsieur le duc.

Et chaque article que lui lisait le ministre obtenait le suffrage de Napoléon, qui manifestait sa joie en se frottant les mains.

Cette lecture achevée, Napoléon prit le papier des mains du ministre, le replia, puis le mettant dans la poche du pan de son habit, se promena diagonalement sans dire mot.

Enfin, se retournant vivement :

— Monsieur le duc, dit-il, voilà un bon traité : je suis très-satisfait. Allez vous reposer : vous devez en avoir besoin.

Et, lui faisant de la main un signe amical, il ajouta :
— A demain !

C'était bien rarement qu'il arrivait à l'Empereur d'exprimer ainsi son approbation. Dès ce moment il donna ses ordres pour son départ de Schœnbrunn, qui fut fixé au 17.

Le matin du 17 octobre, Napoléon donna une dernière audience à tout ce que l'armée comptait de notabilités. Il venait de faire signe au général Lamarque de venir lui parler, lorsqu'il aperçut dans le salon de service un baron autrichien qui chaque soir était venu assidûment lui faire sa cour. N'étant pas accoutumé à voir ce personnage au palais dans la journée, Napoléon s'avança vers lui en lui disant d'un ton gai :

— Ah ! ah ! bonjour, monsieur le baron ; je suis bien aise de vous voir ce matin.... Eh bien ! qu'y a-t-il de nouveau ? que disent les habitants de Vienne ?

— Sire, ils sont pénétrés d'admiration pour Votre Majesté, et chacun d'eux a vu dans le soldat français qu'il a eu à loger un protecteur de plus.

A ces mots, l'Empereur fit une petite grimace. Peut-être allait-il répondre un peu brusquement à cette flagornerie, lorsque le maréchal Bessière parut à l'extrémité du salon. Napoléon quitta précipitamment le baron allemand, alla au-devant du brave maréchal, dont la vue sembla lui rendre sa belle humeur ; il le félicita sur sa santé, et, prenant une de ses mains dans les siennes, il lui demanda aussi ce que disaient les Viennois.

— Ma foi, Sire, répond Bessière, pour parler franchement à Votre Majesté, ils nous donnent à tous les diables du matin au soir !

— Ceci me paraît plus croyable, répliqua l'Empereur en jetant un regard moqueur sur le baron allemand, qui s'inclina ; il ne faut pas s'abuser ; je n'écoute pas ces faiseurs d'histoires, moi : je sais à quoi m'en tenir sur leurs contes et sur leur compte.

Et après avoir ri avec tous les assistants de ce mauvais jeu de mots, Napoléon leva l'audience et quitta Schœnbrunn pour se rendre à Strasbourg. Dans cette ville, des rapports de police qui lui furent remis vinrent tout à coup troubler sa bonne humeur. On avait fait circuler dans Paris le bruit ridicule qu'il avait été subitement atteint d'une aliénation mentale. Ce propos absurde le blessa vivement ; aussi s'écria-t-il d'un ton de menace :

C'est encore ce faubourg Saint-Germain qui imagine ces belles choses ! Ils en feront tant que je finirai par envoyer tout ce monde-là dans la Champagne Pouilleuse.

De Strasbourg il voulut se rendre d'une seule traite à Fontainebleau : mais arrivé à un petit village situé au-dessous de Nogent-sur-Seine, l'essieu de la voiture

dans laquelle il se trouvait avec le grand-maréchal étant venu à se rompre, il était si impatient d'arriver, qu'il préféra continuer sa route à franc étrier, bien qu'il fit un temps abominable, plutôt que d'attendre qu'on lui eût trouvé une autre voiture. Le 26 octobre 1809 il était à Fontainebleau avec le grand-maréchal, tous deux mouillés jusqu'aux os. L'escorte était restée en arrière ; un chasseur de la garde seul avait pu les suivre. Comme on n'attendait pas l'Empereur si tôt, aucun des officiers de sa maison ne se trouva au palais pour le recevoir.

Cet isolement lui causa beaucoup d'humeur, à en juger par la manière dont il se mit à siffler, qui ne ressemblait nullement cette fois à celle qui lui était habituelle. Cependant il n'adressa aucun reproche au grand-maréchal, et se contenta d'envoyer sur-le-champ à Saint-Cloud le guide qui l'avait accompagné, pour annoncer à l'Impératrice son arrivée à Fontainebleau, puis il visita les nouveaux appartements du château. On avait restauré par son ordre le bâtiment situé dans la cour du Cheval-Blanc, où était précédemment l'École Militaire, qui venait d'être installée à Saint-Cyr. Cette aile du palais avait été agrandie, décorée et meublée pour servir d'appartements d'honneur, et dans le but, avait-il dit, d'occuper les manufactures de Lyon et de donner de l'ouvrage aux ouvriers de Paris. Il est certain que Napoléon avait tiré ce palais de l'état de ruine dans lequel on l'avait laissé depuis le commencement de la Révolution, et qu'il se trouvait alors, comme par enchantement, rétabli avec une magnificence égale à celle des beaux jours de Louis XV.

Sur les cinq heures du soir, quelques employés de la maison impériale arrivèrent. Dès que Napoléon aperçut leur voiture, il descendit et alla au-devant d'eux :

— Et l'Impératrice ? demanda-t-il brusquement à ceux qui étaient encore dans la voiture.

— Sire, répondit à tout hasard un officier de bouche, nous avons l'honneur de précéder Sa Majesté de dix minutes ; peut-être même sera-t-elle ici auparavant.

— C'est fort heureux, reprit Napoléon en rentrant dans l'intérieur du palais ; et, tout en marchant, il ne cessa de marmotter entre ses dents des paroles que personne n'eût pu comprendre.

Enfin Joséphine arriva. Il était plus de six heures. C'était peut-être la première fois de sa vie qu'elle manquait à ces espèces de rendez-vous, qu'elle considérait moins comme des ordres que comme un devoir qu'il lui était doux de remplir. Cette fois, Napoléon était en avance de plusieurs heures, et, contre son ordinaire, il n'alla pas au-devant d'elle dans le vestibule. Il était assis dans un petit salon du rez-de-chaussée au moment où l'Impératrice entra, après avoir cherché elle-même dans les appartements.

— Ah ! ah ! lui dit-il d'un ton froid, vous voilà donc enfin, Madame ?... Il est bien temps : j'allais partir pour Saint-Cloud.

Joséphine, déjà peignée de ce retard involontaire, fut cruellement affligée de cet accueil glacial après une aussi longue séparation ; elle resta stupéfaite ; cependant elle chercha à s'excuser :

— Mais, Bonaparte, lui répondit-elle d'un ton charmant de reproche, c'est ta faute.... Tu nous fais dire que tu ne seras ici que dans trois ou quatre jours, et tu arrives aujourd'hui comme si tu tombais des nues! Comment donc es-tu venu?

C'est toujours moi qui ai tort, s'écria Napoléon en marchant avec agitation. Madame, je suis venu comme à mon ordinaire. Ne vous avais-je pas prévenue depuis plus de quinze jours? Avec vous, c'est toujours à recommencer.

Ces récriminations, auxquelles Joséphine n'était point accoutumée, moins peut-être que la circonstance dans laquelle elles lui étaient adressées, lui firent venir les larmes aux yeux. Napoléon continuant sur le même ton, et ne ménageant pas assez une sensibilité qu'il n'avait que rarement mise à l'épreuve, blessa l'Impératrice au cœur. Irritée à son tour de ce qu'elle appelait avec raison une injustice, elle laissa échapper quelques paroles piquantes. Napoléon lui répondit avec plus de vivacité encore, et le mot *séparation* fut prononcé par lui.

Sur ces entrefaites, le roi de Saxe arriva à Paris avec le prince Eugène, que Napoléon fit venir d'Italie, sans doute pour consoler sa mère lorsque le moment fatal serait arrivé. Leurs Majestés quittèrent Fontainebleau le 14 novembre pour retourner aux Tuileries. Les jours suivants, tous les princes de la Confédération rhénane arrivèrent successivement dans la capitale : le roi et la reine de Bavière, le roi de Wurtemberg, etc. Les uns furent logés à l'Élysée-Bourbon, les autres dans les hôtels particuliers que Napoléon loua exprès pour eux. Tous les jours, ces princes étaient magnifiquement traités aux Tuileries, sur les murs desquelles on placarda pendant la nuit une petite affiche avec ce peu de mots : *Dépôt de la grande fabrique de sires*. Ce mauvais calembour fit rire tout le monde, excepté l'Empereur.

Nous avons dit précédemment que Napoléon protégeait d'une manière toute spéciale l'institution des Orphelins de la Légion-d'Honneur, autrement dit *Ecouen* ; mais il en était une autre qu'il affectionnait encore davantage : c'était l'École impériale militaire de Saint-Cyr. Il était rare que dans l'intervalle d'une campagne à une autre il ne fit pas une visite à ses petites protégées ou qu'il n'allât pas voir ses petits lapins, comme il désignait familièrement l'un et l'autre de ces établissements. Or, dans les premiers jours de décembre 1809, la neige couvrant la terre, le commandant Coteau, sous-directeur des études de Saint-Cyr, entre, après la théorie du matin, dans le quartier des vétérans (les élèves de seconde année) en leur disant avec sa voix de chef de l'école d'intonation :

— Messieurs! l'Empereur chasse en ce moment dans les environs de Versailles!... Il ne doit pas avoir chaud, ajoute-t-il en frappant l'une dans l'autre ses mains, reconvertes de gants, dont la peau avait au moins quatre lignes d'épaisseur.

Vive l'Empereur!... telle fut l'acclamation générale et prolongée que provoqua spontanément chez les élèves la nouvelle que leur apprenait le commandant Coteau. Aussitôt le bataillon d'instruction se met sous les armes, ayant à sa gauche la classe des recrues,

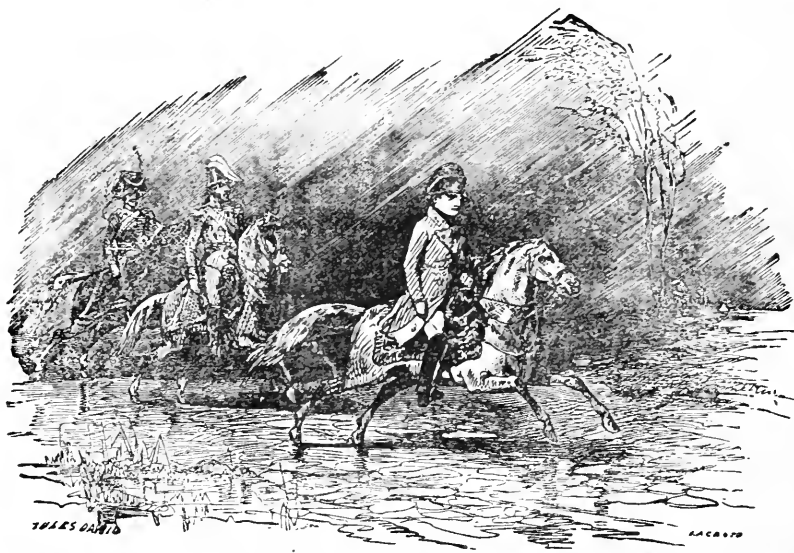
honteuse de son noviciat, et à sa droite les professeurs et les officiers attachés à l'École. En avant du front de bataille, le général Belaveine, avec sa jambe de bois et sa canne à béquille, se tient au milieu des officiers supérieurs qui composent l'état-major. Tout à coup le galop de plusieurs chevaux retentit sur le pavé de l'avenue : c'est l'Empereur!... Il entre dans la cour. *Portez armes!.. Fixez!* commande le capitaine Saget. Les tambours battent aux champs, tous les officiers se découvrent. Le général s'avance au-devant de Napoléon, qui déjà est descendu de cheval : sa suite en fait autant. L'escorte, les voitures et les équipages de chasse sont restés à Trianon.

Tout ce que nous venons de rapporter ici n'avait été que l'affaire d'un moment. En mettant pied à terre Napoléon a ôté son chapeau à deux reprises différentes devant le drapeau de l'École, qui s'est incliné à son approche. Le registre des punitions est la première chose qu'il demande à voir. L'adjudant de l'École le lui apporte, et le premier nom qui frappe ses regards est celui de La Pagerie, cousin de l'Impératrice. Napoléon fut d'abord mécontent ; mais bientôt on le vit sourire, au fur et à mesure qu'il parcourait les nombreux feuillets de ce registre, sur lequel, se trouvait mentionnée la cause des punitions que l'adjudant s'était vu forcé, selon lui, d'affliger aux élèves. Ce brave officier, qui certes, n'avait pas la prétention de créer un nouveau style, devait cependant précéder quelques-uns de nos écrivains dans l'emploi des inversions. Ainsi, le jeune La Pagerie avait été condamné à six jours de salle de police pour avoir commis deux fautes ; la première : « Avoir laissé pousser ses favoris, dans son sac ayant un rasoir ; et la seconde : « Pour des pelures de légumes avec un eustache, le corps-de-garde avoir semé. » Le fait était que cet élève avait oublié, en se faisant la barbe, de couper une petite paire de favoris qui allaient on ne peut mieux à l'air de son visage ; et qu'ensuite, avant d'être mis en faction, il s'était amusé à manger un navet cru qu'il avait déterré près du polygone, après l'avoir épluché dans le corps-de-garde. Napoléon ayant parcouru le registre dit au commandant :

— Général, je vous demande grâce pour le cousin de ma femme ; faites-le venir à sa compagnie, je ne serais pas fâché de le voir aujourd'hui.

Le commandement de : *Trois pas en arrière, ouvrez vos rangs!*... et celui de : *Présentez armes!* ayant été exécutés, comme toujours avec un admirable ensemble, Napoléon, d'un air de satisfaction qui se lisait sur son visage, commença immédiatement sa revue d'inspection. En passant devant le plus ancien des capitaines de l'École, il lui jeta un regard affectueux : c'était promettre à cet ancien officier, en échange de la large croix de simple légionnaire qu'il avait sur la poitrine, une croix de moindre dimension, mais surmontée d'une petite couronne d'or.

En parcourant les rangs, Napoléon examina avec attention le fournement de chacun des élèves du bataillon, ouvrit le sac à celui-ci, rajusta les buffleteries de celui-là, et redressa la plupart des schakos posés trop en avant ou trop en arrière sur la tête. Arrivé devant le jeune La Pagerie, qu'il avait pris son rang,



Le 25 octobre 1809 il arrivait avec le grand maréchal, tous deux mouillés jusqu'aux os.

il s'arrêta, et prenant un air extrêmement sévère :

— Ah ! ah ! lui dit-il, vous voilà, Monsieur. Pourquoi donc ne vous conformez-vous pas à l'ordonnance ? Votre général a été trop bon de lever vos arrêts à cause de moi !... Qu'à l'avenir, il ne vous arrive plus de vouloir faire ici le muscadin ! Vous avez l'honneur d'être le cousin de l'Impératrice, Monsieur, et par conséquent le mien ; par cette raison, vous devriez plus que tout autre donner à vos camarades l'exemple de l'obéissance aux règlements ! Puis, le regardant d'un œil moins sévère, et adoucissant le ton, il ajouta à demi-voix : Je suis fâché, La Pagerie, de vous avoir trouvé en faute ; mais je suis persuadé que cela ne vous arrivera plus, n'est-ce pas ?... Allons, la tête un peu plus haute, le pouce allongé sur la première capucine, le canon perpendiculaire : bien ! c'est cela.

Arrivé devant le tambour-major de l'École, Napoléon s'arrêta encore. C'était un homme magnifique que ce sous-officier ; il pouvait avoir cinq pieds huit pouces, et plus d'une fois, dans les ateliers de nos célèbres peintres de batailles, il avait servi de modèle. D'un mouvement de tête Napoléon l'avait toisé, tandis que lui, une main appuyée sur la hanche et l'autre sur sa canne à grosse pomme, s'était posé fier et immobile en avant de ses tambours, comme un consul romain devant une légion prétorienne.

— A la bonne heure ! dit Napoléon ; voilà comme je voudrais qu'ils fussent tous dans ma garde.

— J'y étais, mon Empereur, répond le tambour-major, en se redressant encore davantage.

— Parbleu ! je le sais bien. Tu en es sorti pour te

marier, pour faire une folie. Est-ce que tu crois que je ne te reconnais pas ?... Il ne tiendrait qu'à toi d'y rentrer. As-tu des enfants ?

— Oui, Sire.

— Des garçons ?

— Oui, Sire, j'en ai trois.

— Alors, c'est différent, je t'engage à rester où tu es ; mais quand tes enfants seront grands, *grands comme toi*, entends-tu bien, leur place est toute trouvée.

Napoléon s'approcha d'un autre groupe dont le vieux Fraboulet faisait partie, et fit à ce dernier un geste de la main pour qu'il vint à lui. Ce sergent d'artillerie s'avança au pas ordinaire, la main droite collée au schako, mais en présence de son Empereur il se trouva intimidé comme une jeune fille. Napoléon dit au vieux canonnier en le regardant fixement :

— Et toi, mon vieux camarade, sais-tu écrire maintenant ?

A cette question inattendue, le pauvre sergent resta interdit : les muscles de son visage se contractent, et l'énorme morceau de tabac qu'il tient en permanence dans sa bouche passe dix fois en une seconde de gauche à droite et de droite à gauche, mais il ne peut trouver une parole.

— Je te demande si tu sais écrire, rézète Napoléon.

— Non, mon Empereur, répond enfin Fraboulet en faisant un effort sur lui-même. Je suis conservateur du magasin à poudre ; c'est moi que... je soigne la fabrication des gargousses, que... je veille aux mèches,



J'y étais, mon empereur, répond le tambour-major, en se redressant encore davantage.

que... je démontre aux élèves la théorie du pointage, que... je...

— C'est bon... bien... assez ! reprend Napoléon en agitant sa main comme pour lui dire qu'il n'en veut pas savoir davantage : mais en même temps il lui fait un signe de tête bienveillant. Fraboulet avait été décoré au camp de Boulogne, et plus tard, n'ayant pu être nommé officier, pour l'indemniser, Napoléon lui avait accordé une dotation de 365 fr. de rente hypothéqués sur ses domaines extraordinaires de Westphalie. La revue d'inspection terminée, les manœuvres commencèrent.

Dans le court intervalle de repos qui les sépare du défilé, Napoléon ne cessa de s'entretenir avec le général Belaveine, les officiers supérieurs de l'école et le commandant Saget, théoricien profond, ferré sur l'école de bataillon, et qui trouvait toujours assez de mérite chez un sujet quand il avait un beau port d'armes et marchait la tête haute, les pointes basses et les coudes au corps. S'étant avisé de dire un jour, en présence de l'Empereur, qu'un peuple était assez savant lorsqu'il savait croiser la baïonnette en deux temps et deux mouvements, Napoléon l'avait gratifié d'un sourire d'approbation et d'une dotation que du reste, il avait su mériter par ses services. Le défilé s'exécuta à ravir, et, après avoir levé toutes les punitions, Napoléon quitta Saint-Cyr au milieu d'acclamations capables de fendre un cerveau qui, comme le sien, n'y aurait point été accoutumé.

De retour à Versailles, au lieu de continuer la chasse ou de revénir à Paris, Napoléon déjenna à Trianon ;

puis il monta en voiture en annonçant qu'il allait visiter Écouen, voulant, avait-il dit au prince de Neufchâtel, faire d'une pierre deux coups. On passa par Sèvres, le parc de Saint-Cloud, le bois de Boulogne, le chemin de la Révolte, Saint-Denis, etc. ; plus de neuf lieues furent franchies en moins de deux heures et demie.

Un page suivi d'un piqueur était parti en avant pour annoncer cette visite à madame Campan. Celle-ci, quoiqu'il ne fit pas beau, se promenait dans le petit bois qui avoisine le château, lorsqu'une dame surveillante, voyant arriver sur la plate-forme un piqueur à la livrée de l'Empereur, courut avertir la surintendante, qui revint en toute hâte. A la grille du château elle trouve le page très-occupé de son cheval couvert d'écume. Il prévient la surintendante que l'Empereur est sur la route d'Écouen, et qu'il n'a pas plus de dix minutes d'avance sur Sa Majesté. Le temps manquait pour que les élèves pussent revêtir ce qu'on appelait le grand uniforme (la robe blanche et la ceinture de couleur distinctive). Aussi cette directrice donna-t-elle l'ordre que les élèves restassent en classe, et que toutes les dames fussent à leur poste respectif. Quelques moments après, la voiture de l'Empereur entra dans la cour. Madame Campan, accompagnée de toutes les dames dignitaires, reçut Napoléon dans le grand vestibule d'entrée, et le conduisit, suivant son désir, dans les classes du rez-de-chaussée, qu'il parcourut ; il interrogea ensuite quelques-unes des petites sur plusieurs choses fort simples ; et celles-ci, bien qu'un peu troublées, ne répondirent pas mal.

— Madame, lui dit-il, présentez-moi les trois élèves les plus distinguées.

— Sire, je puis en présenter non pas *trois* à Votre Majesté, mais, *six*, si elle daigne me le permettre.

Pour toute réponse, Napoléon fit une pirouette sur le talon, et monta visiter les dortoirs et l'infirmerie. Pendant ce temps, les pensionnaires se rendirent à la chapelle, où il arriva bientôt.

A la prière, Napoléon s'agenouilla comme tout le monde ; mais il se releva aussitôt que les élèves eurent commencé de chanter en chœur une autre prière qui appelait les bénédictions du ciel sur leur bienfaiteur. Ce chant qu'il entendait pour la première fois exécuté avec une mesure lente par un grand nombre de voix jeunes et fraîches, soutenues du jeu de l'orgue, émut Napoléon à un tel point, que chacun, s'en étant aperçu, partagea le sentiment qu'il éprouvait. Sorti de la chapelle, il se rendit sur la plate-forme qui sépare le château du bois. Là, bien qu'il fit très froid et que la neige commençât à tomber, toutes furent rassemblées par division et par classe ; elles formaient deux rangs qui se prolongeaient jusqu'à l'entrée du parc. En les parcourant, Napoléon dit en souriant à madame Campan :

— Vous commandez là un bien joli régiment ; je ne passe pas souvent de semblables revues ; toutes les jeunes filles sont la santé même.

— Sire, cela est dû à la pureté de l'air qui règne ici.

— Et à vos bons soins, Mesdames, reprit-il en faisant un aimable salut aux dames institutrices qui l'entouraient. Puis il renouvela sa demande à la surintendante au sujet de la présentation des trois élèves les plus distinguées.

— Sire, répondit Madame Campan avec une certaine dignité, je prendrai la respectueuse liberté de faire observer à Votre Majesté que je commettrais une injustice envers beaucoup de leurs compagnes aussi avancées que celles que je pourrais avoir l'honneur de lui présenter.

A ces mots, Napoléon fronça légèrement le sourcil, mais il ne répondit pas plus que la première fois. A la fin du dîner, qui avait été un peu pressé, il entra au réfectoire et se plaça au-dessous de la chaire. L'une des *grandes* venant à réciter les *grâces*, qui se terminaient toujours par des vœux pour lui, il leva la tête et lui fit un salut charmant. Il adressa en même temps à une des dames surveillantes quelques questions sur le nombre et le choix des mets dont se composaient habituellement les repas des élèves. On répondit à ses demandes. S'adressant pour la troisième fois à madame Campan, il lui dit en prenant une prise de tabac :

— Enfin, madame, je vois bien qu'il me faut en passer par où vous voulez ; d'ailleurs chacun ne doit-il pas vous obéir ici ? Nommez-moi donc vos six élèves.

Mais la surintendante en nomma *douze*, et au fur et à mesure qu'elle appelait une élève par son nom, celle-ci accourait se placer devant Napoléon, qui lui adressait quelques paroles flatteuses. Le nombre de *six*, toléré par lui étant complet, et voyant d'autres élèves continuer de se placer à côté de leurs compa-

gnes, l'Empereur laissa échapper des *oh ! oh !* d'autant plus expressifs dans sa bouche, qu'il venait de s'apercevoir qu'il s'était pris lui-même au piège sans s'en douter. Trop poli et surtout trop bon pour songer seulement à démentir madame Campan, il fut bien forcé, comme il l'avait dit, d'en passer par là : il s'exécuta donc de bonne grâce. D'ailleurs, ces jeunes filles l'avaient si agréablement ému à la chapelle !... Les ayant toutes regardées et interrogées avec une bienveillante attention, il leur fit un petit salut de la main en leur disant :

— Allons ! au revoir Mesdemoiselles.

Et, se tournant vers madame Campan, qu'il avait eu l'air de boudier un instant, il ajouta :

Madame, vous adresserez à Duroc la liste de vos *douze* élèves avec une note pour chacune d'elles, et moi je vous enverrai des bonbons pour toutes. Adieu ! Madame, je suis très-satisfait. Je rendrai compte à l'Impératrice, ainsi qu'à la reine de Hollande, votre protectrice, de la visite que je vous ai faite aujourd'hui.

Et il monta en voiture.

Le même jour, à sept heures du soir, en se mettant à table pour dîner, il disait gaiement à Joséphine :

— A propos ! je suis allé voir ce matin ton cousin La Pagerie.

— Eh bien ! comment as-tu trouvé ce pauvre jeune homme ?

— J'ai trouvé ce pauvre jeune homme à la salle de police.

— Oh ! mon Dieu ! qu'est-ce que cela ?

— Peu de chose, tranquillise-toi ; seulement il a voulu faire le coquet : il tient de ta famille ; mais l'adjudant de l'école, qui s'occupe beaucoup plus de faire exécuter les ordonnances que lui envoie le ministre de la Guerre que celles insérées dans le journal des *Modes* qu'on t'envoie tous les jours, sans respect pour sa parenté avec toi, a mis le petit cousin en pénitence, c'est-à-dire au pain et à l'eau dans une chambre qui n'a que les quatre murs. Je lui ai un peu lavé la tête en présence de ses camarades. Du reste, il se porte à merveille, et je ne doute pas qu'il ne fasse un jour un bon officier.

— Tant mieux ! car il t'aime bien.

— En sortant de là, continua Napoléon, je suis allé voir l'ancienne maîtresse de pension de ta fille.

— Comment ! de Saint-Cyr tu as été à Écouen !... Quelle course !... Les pauvres chevaux !

— Bah ! bah ! j'y suis allé en me promenant avec mes pages... Sais-tu que ces petits Messieurs-là voudraient singer ceux d'autrefois ?

— En quoi donc ?

— C'est que tu ne sais pas que lorsqu'ils se doutent que je veux aller à Écouen, ils se disputent à qui, parmi eux, sera de mon escorte.

Cela ne doit point t'étonner : on est si heureux de pouvoir se trouver avec toi ?

— Oh ! ce n'est pas pour moi ! s'écria Napoléon en se frottant les mains ; c'est pour les pensionnaires de madame Campan ; il y en a réellement de charmantes !... Leur directrice m'a attrapé ; mais je ne lui en veux pas.... Je te conterai cela.

Puis, après un moment de silence, et comme par suite d'une de ces réflexions bizarres qui lui venaient si souvent, il reprit :

— Sois tranquille, je leur ferai faire un jour de beaux mariages.

— Mon Dieu ! s'écria Joséphine avec une sorte de dépit mal déguisé, depuis ton retour tu ne rêves que mariage.... Marie tous ceux que tu voudras, pourvu que tu ne songes pas, comme on le dit ici, à te remarier toi-même ; voilà tout ce que je demande au ciel : car, crois-moi bien, si jamais tu m'abandonnais, tu cesserais d'être heureux.

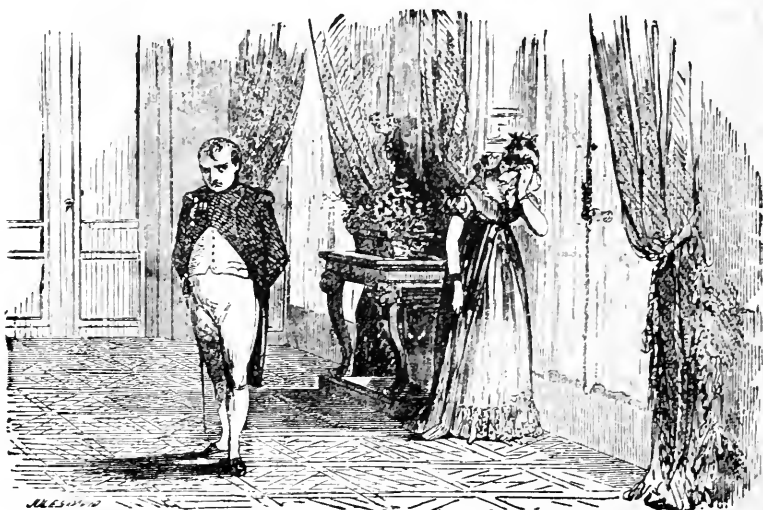
A cette sortie, à laquelle il était loin de s'attendre, Napoléon se leva brusquement de table, et prenant

son chapeau avec vivacité, il quitta le salon sans prononcer une parole.

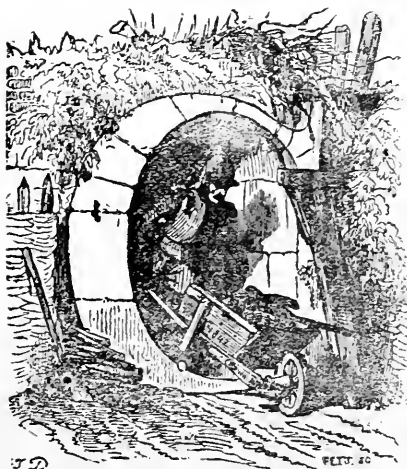
Quant à Joséphine, qui s'était levée presque en même temps, une fois seule elle devint pensive et inquiète ; les larmes lui vinrent aux yeux en abondance : elle venait de comprendre que, cette fois, elle était allée trop loin.

On était, nous l'avons dit, à la fin de l'année 1809 ; il y avait à peine un mois que l'Empereur était de retour de Schœnbrunn, et avec un homme tel que lui, les causes en apparence les plus insignifiantes amenaient quelquefois les résultats les plus sérieux. En effet, à l'instant même, Napoléon arrêta irrévocablement le divorce qu'il projetait depuis longtemps.





CHAPITRE IX.



au divorce : mais ce ne fut qu'avec les plus grands ménagements qu'il tâcha de décider sa femme à ce douloureux sacrifice. Il en appela à sa raison ; et, quoiqu'une telle séparation dût briser son cœur, l'Impératrice sut trouver une sorte de consolation dans l'idée que son dévouement consoliderait la puissance de l'homme qu'elle chérissait le plus au monde. Elle fit plus encore : lorsque plus tard elle apprit la naissance du roi de Rome, elle oublia toutes ses souffrances pour ne songer qu'au bonheur de Napoléon ; mais aussi il faut dire que, de son côté, l'Empereur con-

serva pour elle la plus tendre amitié, et la combla d'égards et de bienfaits.

serva pour elle la plus tendre amitié, et la combla d'égards et de bienfaits.

Il n'y a aucun doute sur ce fait, qu'avant 1809, Napoléon s'était déjà déterminé à rompre un mariage contracté pourtant par des motifs d'affection et de reconnaissance. Plus d'une fois il avait pensé à faire cette communication à sa femme, sans jamais oser lui en parler, redoutant pour elle, et peut-être pour lui les suites de son désespoir : les larmes de Joséphine ne pouvaient toujours trouver le chemin de son cœur. Ce fut Fouché qui, le premier, eut la hardiesse de toucher ouvertement cette corde délicate. Depuis longtemps, lui aussi avait été assez clairvoyant pour deviner celui de tous ses projets que l'Empereur cachait peut-être avec le plus de soin ; jugeant que le moment était venu, il profita de ce que Napoléon était allé à Schœnbrunn pour aller, sans mission officielle, conseiller à l'Impératrice de dissoudre son mariage. Cette habile démarche ne causa pas moins de chagrin à Joséphine que de colère à l'Empereur ; et s'il ne retira pas sur-le-champ à Fouché son portefeuille, qu'il devait, du reste, lui demander un peu plus tard, ce ne fut pas, comme on l'a prétendu, à la sollicitation de sa femme, mais bien parce que lui-même avait secrètement résolu d'accomplir ce grand acte politique. Aussi en arrivant à Paris, un de ses premiers soins fut-il de soumettre à l'officialité le désir que son mariage avec Joséphine fût déclaré nul. Cette délicate négociation



Vous vous portez bien, Sire ? Vous nous avez donné bien de l'inquiétude.... Mais enfin vous voilà.

se traita dans le mystère de la chancellerie. Napoléon mit une seule personne dans la confidence, le grand-maréchal, qui était discret comme la tombe, et qui, certes, n'en dit rien à personne. Cependant toute la cour en fut bientôt instruite. Il en est de certains événements comme de certaines affections qui ne peuvent demeurer longtemps cachées.

Quoique les souverains étrangers vinssent rompre tous les soirs la monotonie qui régnait à la cour, l'ennui de Napoléon avait augmenté en proportion de l'inquiète préoccupation de Joséphine. Voulant à quel prix que ce fût, procurer à celle-ci de la distraction, et peut-être aussi en profiter lui-même, l'Empereur prévint le prince de Neufchâtel qu'il irait avec l'Impératrice, un jour de la semaine qu'il lui désignait, chasser et coucher à Grosbois.

— Monsieur le grand-veneur, lui dit-il avec gaieté, je veux que vous nous donniez, après la chasse, les violons et la comédie, comme on agissait autrefois....

Dans le bon temps, ajouta-t-il avec un sourire sardonique.

Berthier fit sur-le-champ toutes ses dispositions pour offrir à ses augustes hôtes une fête digne d'eux. Pour qu'elle fût complète, il imagina de faire venir chez lui la troupe des *Variétés*. Le choix du spectacle fut laissé à Brunet, qui manifesta l'intention de jouer la pièce de son répertoire la plus en vogue, intitulée *Cadet Roussel, maître de déclamation*. Berthier n'ayant jamais vu *Cadet Roussel*, ne trouva pas d'inconvénient à ce qu'un vaudeville qu'on disait très-gai fût représenté de préférence à un autre qui pouvait être fort ennuyeux. Il accepta la pièce sans examen préalable. Napoléon avait dressé lui-même la liste des personnes de la cour qu'il voulait avoir à cette fête, et malgré un froid des plus rigoureux, pas une des femmes qui avaient été invitées ne manqua de s'y trouver.

La chasse fut triste. Tout le monde avait remarqué l'accablement de l'Impératrice dès son arrivée ; mais

lorsqu'il fallut se parer pour le dîner et pour le bal qui devait succéder au spectacle, sa douleur se montra avec toute son amertume ; de sorte que les illustres convives ne furent pas plus gais pendant le repas qu'ils ne l'avaient été durant la chasse. Napoléon à qui rien n'échappait, s'était aperçu de la contrainte qui régnait autour de lui. Pour y mettre un terme, il crut bien faire de dire, avant de sortir de table pour passer dans la salle de spectacle :

— Ah çà ! j'entends qu'on s'amuse et qu'on rie plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Je ne veux ni gêne ni étiquette : nous ne sommes pas ici aux Tuileries.

On sait ce que produisent ordinairement de pareils ordres de la part d'un souverain ; ils achèvent de paralyser tout à fait ceux qui ne le sont encore qu'à moitié. Mais qu'on juge de la stupéfaction des spectateurs lorsqu'ils entendirent, dès le commencement de la pièce, Cadet Roussel se plaindre amèrement de ce que sa femme ne lui avait pas donné d'héritiers !

« Il est douloureux pour un homme tel que moi, » disait Brunet, de n'avoir personne à qui transmettre l'héritage de sa gloire ! Décidément je vais divorcer avec madame Cadet Roussel pour épouser une femme dont j'aurai des enfants. »

La plupart des autres scènes roulaient sur cette idée, et le mot *divorce* y était répété vingt fois. Chercher à peindre l'embarras de tout le monde serait chose impossible, celui de Berthier surtout était inimaginable. Joséphine ne se contenait qu'avec peine ; à tout moment elle était sur le point de se trouver mal. Quand à Napoléon, il avait l'air de ne s'occuper que du bout des lèvres et en grimaçant. Personne n'osait le regarder, ni paraître faire une application ; on s'attendait à chaque instant à une explosion. Il n'en fut rien, grâce à Berthier, qui, placé derrière l'Empereur, usait largement du droit qu'il avait octroyé, en faisant entendre, par intervalles, un bruyant éclat de rire qui contrastait bizarrement avec sa physionomie consternée. La représentation terminée, Napoléon se leva, et prenant le bras du grand-maréchal, lui dit avec un accent animé, quoiqu'à demi-voix :

— Duroc, je vois que vous avez bien gardé le secret de mon divorce, car s'il avait été bien connu, personne n'eût été assez hardi pour se permettre avec moi une pareille impertinence.

Cependant le bruit de ce grand événement acquiesçait de jour en jour plus de consistance. On n'en parlait à vrai dire qu'à voix basse, mais enfin on en parlait partout. Aussi Napoléon, qui n'ignorait aucune de ces particularités, voulut-il ce qu'il appelait en *finir*. Un matin (c'était le 30 novembre), il fit mander dans son cabinet la reine de Hollande et son frère Eugène, et leur avoua avec tristesse la cruelle nécessité à laquelle il est réduit de se séparer de leur mère, et de sacrifier ainsi les plus chères affections de son cœur aux intérêts de son peuple. Il les conjura de rester toujours unis, et il les assure que le nouveau mariage qu'il *pourra* contracter ne changera rien aux sentiments qu'il a toujours eus pour eux. Puis, sans vouloir entendre les respectueuses objections que les enfants de Joséphine essayaient de lui opposer, il

les congédia d'une manière toute paternelle ; mais, dans l'après-midi, il fit appeler la reine de Hollande toute seule.

— Hortense, lui dit-il, la nation a tant fait pour moi et pour vous autres, que je crois lui devoir le sacrifice qu'elle m'impose. Son repos et son bonheur veulent que je choisisse une nouvelle compagne. Depuis un mois, votre mère vit dans les tourments de l'inquiétude ; tout sera terminé bientôt. C'est vous, Hortense, qui avez su le mieux mériter sa confiance : voulez-vous la préparer à sa nouvelle destinée ? Vous me soulagerez le cœur d'un grand poids.

— Sire, répondit Hortense les larmes aux yeux, c'est parce que ma malheureuse mère m'a accordé toute cette confiance, c'est parce que je sais qu'après Votre Majesté et le sentiment de ses devoirs, mon frère et moi nous sommes ce qu'elle chérit le plus au monde, qu'il ne m'est pas possible de me charger de cette mission.

— Vous me refusez donc, Hortense ?

— Sire, je ne consentirai jamais à plonger le poignard dans le cœur de ma mère....

— Eh ! mon Dieu ! il ne s'agit point ici de poignard ! répliqua Napoléon en faisant un petit mouvement d'épaules ; les femmes mettent de l'exagération dans tout....

— Sire, permettez-moi de retourner auprès de ma mère, interrompit la reine en faisant une révérence pleine de dignité.

— C'est juste, allez, répondit Napoléon sans paraître s'offenser d'un refus si nettement exprimé ; c'est le devoir d'une bonne et honorable fille comme vous l'avez toujours été ; et, puisqu'il en est ainsi, ajoutez-il comme un homme qui vient de prendre une détermination, ce sera moi qui me chargerai de ce soin. Il est de ces choses qu'il faut savoir faire soi-même. Adieu, Hortense.

Le même jour, Leurs Majestés se mirent à table comme de coutume, à sept heures du soir. Joséphine avait pleuré toute la matinée, et, pour cacher autant que possible les traces de sa douleur, elle s'était confiée d'un chapeau de crêpe blanc noué sous le menton, et dont la passe empêchait de voir une partie de son visage. Ceux qui purent la regarder de face remarquèrent qu'elle avait encore les yeux rouges et les pommettes des joues fortement colorées. Pendant le peu de temps que dura le dîner (dix minutes environ) Napoléon tint constamment les yeux baissés sur son assiette ; s'il les levait par moments ce n'était que pour jeter à sa femme un regard furtif, dans lequel se peignaient les sentiments pénibles qui l'agitaient. Les officiers de sa maison, immobiles comme des termes, observaient avec une inquiète curiosité cette scène muette. Le silence, le plus profond régna pendant ce repas, qui n'avait été servi que pour la forme, car ni Joséphine ni Napoléon ne touchèrent à rien. On n'entendait que le bruit des assiettes qu'on changeait, et des mets qu'on apportait et qu'on remportait aussitôt. Cette espèce de *remue-ménage* n'était tristement varié que par le chuchotement des officiers de bouche qui allaient et venaient selon leur office, et par le tintement continu que produisait l'Empereur en frappant

en cadence sur la table avec son couteau, qu'il tenait légèrement entre les deux doigts. Enfin il rompit le silence, mais ce ne fut que pour demander comme à la cantonnade et sans s'adresser directement à personne :

— Quel temps fait-il ?

Au même instant il se leva de table, et comme on doit bien le penser, sans attendre de réponse. Joséphine le suivit lentement dans le petit salon vert ; c'était là qu'il avait coutume de prendre le café. D'ordinaire, un page présentait à l'Impératrice le café sur un plateau de vermeil, pour qu'elle versât elle-même la liqueur dans la tasse qu'elle offrait à l'Empereur ; mais cette fois, Napoléon s'avança vers le page, se servit lui-même, et, sans attendre que le sucre fût fondu avala la liqueur d'un seul trait, en regardant fixement sa femme, qui était restée debout devant lui ; puis, ayant posé la tasse vide sur le plateau, que le page tenait toujours : « Tenez ! » lui dit-il en passant son mouchoir sur ses lèvres et en faisant de l'autre main un signe pour indiquer à ceux qui étaient présents qu'il n'avait plus besoin de rien. Tout le monde sortit préoccupé de tristes pensées et l'esprit inquiet de l'issue de la scène qui se préparait. On demeura dans le salon où leurs Majestés avaient dîné, en regardant machinalement les valets de pied et les garçons du château enlever les objets qui étaient encore sur la table. Tout à coup des plaintes et des éclats de voix partent de la pièce où étaient l'Empereur et l'Impératrice. On entend Joséphine s'écrier avec un accent déchirant :

— Non, mon ami, tu ne le feras pas !... Tu ne veux pas me faire mourir !... Bonaparte, je t'en conjure...

Puis des gémissements et le bruit que fait un meuble lorsqu'il est heurté violemment. L'huissier de la chambre, pensant que l'Impératrice se trouve mal (ce qui était arrivé souvent depuis quelques jours), se précipite vers la porte, pour l'ouvrir. Un chambellan l'arrête en lui faisant observer que l'Empereur appellera s'il le juge nécessaire. Au moment où l'huissier s'éloigne de la porte, Napoléon l'ouvre lui-même avec vivacité, et, parmi ceux que son regard embrasse, apercevant M. de Beausset, il lui dit d'un ton bref :

— Venez, Beausset, et fermez la porte sur vous.

A peine le préfet du palais est-il entré, qu'il voit l'Impératrice étendue sur le tapis près de la cheminée, en proie à des convulsions terribles, se tordant les bras et poussant des cris douloureux.

— Je n'y survivrai pas !... disait-elle en se frappant la tête contre le pied d'un fauteuil ; il faut que je meure !...

Napoléon s'était agenouillé près de sa femme, qu'il entourait de ses bras, et tâchait de la calmer en lui prodiguant les paroles les plus tendres.

— Joséphine, lui disait-il en l'attirant à lui, ma chère amie, c'est moi écoute-moi donc, sois raisonnable... M. Beausset, êtes-vous assez fort pour emporter l'Impératrice ?... demanda-t-il à demi-voix au préfet du palais, que ce spectacle avait ému au dernier point, mais qui, retenu par le respect, ne disait rien et n'osait approcher. — C'est une attaque de nerfs qu'elle vient d'avoir, ajoute Napoléon en faisant d'inu-

tiles efforts pour relever sa femme ; il faut la porter chez elle par le petitescalier ; là, nous appellerons ses femmes, et nous lui ferons donner les soins qu'exige son état.... Allons ! Beausset, ne craignez rien et aidez-moi,

M. de Beausset s'approche enfin, soulève l'Impératrice par la taille et, avec l'aide de l'Empereur, l'enlève dans ses bras. Il se dirige vers la porte du salon qui conduit, par un couloir et un petit escalier, au cabinet de toilette de Joséphine. Parvenu à l'escalier, le préfet du palais fait observer à l'Empereur que le passage étant très-obscur et très-étroit, il n'ose pas se charger seul de l'Impératrice. Napoléon retourne donc sur ses pas, va chercher le *gardien du portefeuille*, qui nuit et jour reste assis à celle des portes de son cabinet qui donne sur le palier, saisit le bras de cet homme, l'entraîne sur le couloir, lui met le flambeau dans la main et le fait passer devant lui en disant :

— Descendez doucement et éclairez-nous.

Tandis que ce serviteur obéit machinalement, sans paraître même s'occuper du spectacle douloureux qui frappe ses yeux, Napoléon prend les pieds de Joséphine, et tous trois commencent à descendre avec précaution. L'Empereur est au milieu, M. de Beausset tient toujours dans ses bras l'Impératrice évanouie ; elle a le dos appuyé sur sa poitrine et la tête penchée sur son épaule droite. Arrivé au tournant de l'escalier, l'épée dont le préfet n'avait pas songé à se débarrasser vient à se croiser entre ses jambes et le fait trébucher. Pour éviter une chute qui ne peut qu'être funeste pour tous, M. de Beausset est contraint de s'arrêter et de s'appuyer contre le mur ; il rassemble ses forces et étreint davantage le précieux fardeau qu'il porte, dans la crainte de le laisser échapper ; mais il est présumable que Joséphine n'avait pas entièrement perdu l'usage de ses sens, car dès qu'elle sentit la pression de M. Beausset, sans faire aucun mouvement, elle lui dit très-bas :

— Vous me serrez trop fort.

A ces mots, celui-ci fait un mouvement brusque qui force l'Empereur à descendre deux marches plus vite qu'il ne le veut :

— Doucement donc, Beausset, lui dit-il à demi-voix ; vous avez failli nous faire tomber les uns sur les autres.

Enfin ils arrivent sans encombre jusqu'à la chambre à coucher de Joséphine, et ils la déposent doucement sur la petite ottomane placée à droite de la croisée ; puis Napoléon s'élance au cordon de la sonnette qui correspond chez la première femme de l'Impératrice : celle-ci accourt aussitôt.

Madame, lui dit-il avec vivacité, du vinaigre, des sels ! appelez vos compagnes et délacez l'Impératrice, qui vient de se trouver mal.

En voyant l'état de sa maîtresse, le premier soin de cette dame est d'agiter toutes les sonnettes de l'appartement. Quelques secondes après, cette pièce se trouve encombrée de femmes qui vont et viennent, et coupent lacets et cordons pour déshabiller l'Impératrice au plus vite. M. de Beausset, rassuré sur son état, avait passé dans le petit salon qui précède la chambre à coucher. Napoléon ne tarda pas à venir l'y



Vous commandez là un bien joli régiment : je ne passe pas souvent de semblables revues.

trouver. Depuis le commencement de cette scène, qui avait duré l'espace de quelques minutes, M. de Beausset ne s'était occupé que de l'Impératrice, dont la situation l'avait d'abord effrayé. Il n'avait fait aucune attention à l'Empereur, dont l'agitation et l'inquiétude lui parurent alors extrêmes. Napoléon lui apprit la cause de ce qui venait d'arriver.

— L'intérêt de la France a fait violence à mon cœur, lui dit-il, le divorce est devenu nécessaire... C'est un devoir de rigueur pour moi... Je suis d'autant plus effrayé de l'état de Joséphine, que depuis quelques jours elle ne devait rien ignorer. Eugène et sa sœur ont dû lui tout dire ce matin. Elle est bien à plaindre, la pauvre femme !. Cependant je croyais qu'elle aurait plus de caractère, plus de force d'âme.

L'émotion que Napoléon éprouvait en parlant ainsi, tout en se promenant à grands pas, le forçait à mettre entre chacune de ses phrases un assez long intervalle. Les mots étaient échappés avec peine de sa poitrine haletante, sa voix tremblait, des larmes lui roulaient dans les yeux ; il fallait qu'il fût ce qu'il appelait *hors de lui* pour donner à un officier de sa maison, si loin placé de son intimité, une telle marque de confiance. Lorsqu'il se fut un peu calmé, il envoya chercher Corvisart, la reine Hortense. Eugène et Cambacérès ; mais avant de retourner dans ses appartements, il voulut s'assurer par lui-même de l'état de Joséphine ; il la trouva beaucoup plus calme et presque résignée. Après l'avoir embrassée tendrement, il remonta dans son cabinet, suivi de M. de Beausset, auquel il avait

fait signe de l'accompagner. Arrivé à l'endroit du petit escalier où il avait trébuché quelques moments auparavant, ils s'arrêtèrent :

— En vérité, dit-il en remarquant l'exiguité de ce passage, c'est un miracle d'avoir pu faire passer par là une femme entièrement privée de ses sens, une véritable morte !

Cette réflexion fit faire à M. de Beausset un léger sourire qui, malgré lui vint contracter ses lèvres, et que le respect réprima aussitôt. Arrivé dans le *salon vert*, il ramassa son chapeau, qu'il avait jeté sur le tapis afin d'avoir les mouvements plus libres lorsqu'il avait pris Joséphine dans ses bras.

— Parbleu ! vous auriez bien dû vous débarrasser en même temps de votre épée, lui dit Napoléon. Il est vrai que dans de pareilles crises on ne saurait songer à tout !... Et comme le préfet se disposait à sortir du cabinet : — Un moment, Beausset, ajouta Napoléon ; vous savez combien on est bavard et curieux ici : pour éviter toute espèce de commentaires, vous direz que l'Impératrice a eu une *légère* attaque de nerfs, causée par une *mauvaise digestion*.... Elle mange toujours trop vite, ajouta-t-il à part lui. Puis, faisant de la main un signe plein de bienveillance :

— M. de Beausset, dit-il en terminant, que tout ceci reste entre nous, je vous en prie.

Il y avait à peine une heure que Napoléon était dans son cabinet, livré à ses réflexions et encore tout impressionné de la scène qui venait de se passer, lorsqu'Eugène entra, pâle, et la douleur peinte sur le vi-



Un matin il fait mander dans son cabinet la reine de Hollande et son frère Eugène.

sage. Il venait d'apprendre de sa mère tout ce qui s'était passé dans la soirée; il en était accablé. En le voyant, Napoléon lui tendit la main sans bouger de son fauteuil.

— Sire, dit Eugène en baissant les yeux, permettez que dès ce moment je quitte Votre Majesté.

— Comment cela, Eugène? demanda Napoléon en se levant tout à coup.

— Oui Sire : le fils d'une femme qui n'est plus impératrice ne peut rester plus longtemps vice-roi. Il est de son devoir de suivre sa mère dans la retraite que vous lui choisirez...

— Ah! Eugène! est-ce bien toi qui menaces de me quitter? répliqua Napoléon avec un accent attendri. Ne sais-tu pas combien sont impérieuses les raisons qui m'ont forcé de prendre un tel parti!.. Ta mère ne te les a donc pas expliquées!... et si je l'obtiens, ce fils, objet de mes plus chers désirs, qui me remplacera auprès de lui lorsque je serai absent? qui l'élèvera?... qui lui servira de père?... en un mot, qui en fera un homme? Je te l'avoue, j'avais compté sur toi; car, enfin, ne t'ai-je pas servi de père, moi, à toi et à ta sœur?

Ici Napoléon ne put en dire davantage. Le prince, ne pouvant maîtriser son émotion, se précipita sur la main que l'Empereur lui abandonnait, et la pressa sur ses lèvres avec la plus vive effusion. Mais Napoléon l'attira doucement à lui, et l'embrassant avec la plus grande tendresse :

— Oui... répète-moi que tu ne me quitteras pas,

murmura-t-il d'une voix presque inintelligible.

— Jamais, Sire; jamais...

Et Napoléon, ayant détourné la tête pour cacher ses pleurs, fit à Eugène un signe de la main pour lui faire comprendre qu'il avait besoin d'être seul.

A dater du jour où sa nouvelle destinée lui avait été révélée par l'Empereur, Joséphine n'était presque pas sortie de ses appartements et n'avait paru que très-rarement au cercle des Tuileries. Madame-mère avait fait les honneurs de la cour. Cependant Napoléon voulut que l'Impératrice assistât au *Te Deum* chanté à Notre-Dame deux jours après (le 2 décembre), pour les anniversaires du couronnement et de la bataille d'Austerlitz. Joséphine y parut dans une tribune entourée de toutes les princesses de la famille impériale, et Napoléon se rendit seul, en grande cérémonie, à la métropole. Le lendemain, elle fut encore obligée d'assister à la fête que donna la ville de Paris à cette occasion. L'Empereur avait demandé que cette fête commençât de bonne heure, parce que, avait-il dit, il voulait voir tout le monde et surtout le moins de robes de cour possible.

Ce bal fut magnifique. La salle du trône, entre autres, était resplendissante de fleurs, de lumières, de diamants et de femmes, toutes plus parées les unes que les autres; on eût dit une féerie. Joséphine arriva la première; jamais sa toilette n'avait paru si éblouissante; jamais sa physionomie, toujours si douce, mais ce jour-là empreinte d'une profonde tristesse, n'avait eu une expression aussi sublime de résignation; et

lorsque arrivée dans la grande salle, après avoir passé sous les yeux des premiers magistrats et de l'élite des habitants de sa bonne ville, elle s'avança lentement vers ce trône sur lequel elle allait s'asseoir pour la dernière fois, ses yeux se fermèrent à demi, ses genoux faiblirent..., elle fut obligée, pour ne pas tomber, de s'appuyer sur le bras de madame de Laroche-foucault, sa dame d'honneur.

— Je n'aurai jamais la force d'arriver jusque-là, lui dit-elle d'une voix éteinte : je me sens mourir.

— Un peu de courage, Madame, lui répondit celle-ci à demi-voix : tous les regards sont dirigés sur Votre Majesté.

— Oh ! qu'une couronne pèse ! dit-elle encore bien bas ; et, faisant un dernier effort elle se mit à sourire : *l'Empereur l'avait voulu.*

Un moment après, on battit aux champs pour annoncer l'arrivée de Napoléon. Il s'avança d'un pas rapide, accompagnée de six rois qui marchaient à sa suite*, et vint s'asseoir à côté de l'impératrice, après avoir parlé à la plupart de ceux qui s'étaient trouvés sur son passage. La fête commença. Napoléon, qui voulait être aimable, se leva bientôt de son fauteuil pour aller faire ce qu'il appelait sa *tournée* ; mais avant de descendre de l'estrade il s'était penché vers Joséphine et lui avait dit quelques mots à l'oreille, probablement pour l'engager à l'accompagner, car celle-ci se leva à l'instant.

M. de Talleyrand, qui, en sa qualité de grand-chambellan, se tenait debout derrière l'Empereur, se précipita pour le suivre ; mais il s'embarrassa dans la queue du manteau de l'impératrice et manqua de la faire tomber et de tomber lui-même. Une fois dégagé, il rejoignit Napoléon sans même adresser la moindre excuse à Joséphine. Il faut croire que le prince de Bénévent n'avait aucune intention d'insulter au malheur de l'impératrice ; mais il n'ignorait aucun des secrets du grand drame qui était en train de se jouer ; il savait que le dernier acte allait s'accomplir ; et certes, lui si poli envers qui que ce fût, n'eût pas agi de la même façon un an auparavant.

Quant à Joséphine, elle s'arrêta, et avec une dignité remarquable, sourit à M. de Talleyrand, comme d'une maladresse qui aurait été commune à tous deux ; mais en même temps ses yeux se remplirent de larmes et ses lèvres devinrent blanches et tremblantes de colère.

Arrivées à l'extrémité de la grande galerie, leurs Majestés se séparèrent ; Napoléon prit à droite et l'impératrice à gauche. Tout le monde se porta de son côté pour la voir, car elle était adorée de la bourgeoisie et même des femmes de la cour, qui toutes se plaçaient à la proclamer bonne et indulgente ; aussi cette triste promenade produisit-elle une forte impression sur la foule. Ce fut la dernière fois que l'impératrice parut en public.

Les formalités religieuses dont le pape avait exigé la stricte observation une fois remplies, et la procédure prescrite par les canons de l'Eglise terminée, la

sentence fut rendue par M. de Boislevre, grand-officiel de l'archevêché de Paris, le mariage de Napoléon fut dissous et lui-même condamné à une amende de *six francs* envers les pauvres. L'officialité métropolitaine le releva bientôt de cette condamnation, parce qu'en se soumettant à ce jugement de pure forme, qui le fit beaucoup rire, il envoya le même jour cent vingt mille francs aux maires de Paris pour qu'il les distribuassent, chacun dans leur arrondissement, aux plus nécessiteux.

— En ma qualité d'Empereur, avait-il dit, je dois cette fois payer plus cher que les autres,

A cette occasion, on pourra se faire une idée de la soumission de Napoléon aux lois de l'Empire dans les actes de sa vie privée. Cette procédure ecclésiastique avait entraîné des avances assez considérables, tant pour les honoraires des assistants que pour les frais d'enregistrement d'une foule d'actes devenus nécessaires ; non-seulement ces actes furent payés au fisc et rentrèrent au Trésor, mais encore ce fut Napoléon qui les acquitta avec les fonds de sa cassette particulière.

Le jour fatal arriva : ce fut le 16 décembre 1809. Déjà toute la famille impériale et les grands dignitaires de la couronne se trouvaient réunis aux Tuileries, dans la galerie de Diane, qui avait été disposée à cet effet. Napoléon s'assit sur le fauteuil qui lui avait été préparé, à droite de l'archichancelier. Il était immobile comme une statue, ses mains croisées l'une sur l'autre, et il tenait constamment les yeux fixés sur la porte des appartements intérieurs. Tout à coup les deux battants sont ouverts à la fois, deux pages se rangent chacun d'un côté, et un huissier annonce à haute voix : *Sa Majesté l'Impératrice et Reine !* A ces mots, il se fait dans la salle un mouvement bientôt suivi du plus profond silence. Tout les regards sont dirigés du même côté : Napoléon se lève, Joséphine paraît. Elle est vêtue d'une robe de mousseline unie, un petit peigne d'écaïlle blonde a pris cette fois la place de la couronne dentelée qui encadre ordinairement le chignon de ses cheveux d'ébène ; toute sa toilette est remarquable de simplicité : elle ne porte pas un seul bijou : seulement un petit médaillon de forme carrée, passé dans un cordonnet de soie noir, est suspendu à son cou : c'est le portrait de Napoléon lorsqu'il n'était encore que général en chef de l'armée d'Italie. Elle s'avança lentement, appuyée sur le bras de la reine de Hollande, aussi pâle que sa mère. Eugène, debout à côté de l'Empereur, et le regard fixe, semblait éprouver un tremblement violent. Napoléon se rapproche de lui, cherche sa main et la serre à plusieurs reprises avec émotion. Pendant ce temps, Joséphine était venue s'asseoir devant une petite table recouverte d'un tapis de velours vert à crêpines d'or placée un peu en avant et à gauche de Cambacérès. Napoléon fit un signe gracieux de la main en regardant autour de lui, comme pour engager les grands dignitaires à se rasseoir.

Alors M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, en sa qualité de procureur impérial, donna, d'une voix mal assurée, lecture de l'acte de séparation. Il fut écouté dans un religieux silence. Une vive anxiété était peinte

* Les rois d'Espagne, de Hollande, de Westphalie, de Naples, de Wurtemberg.

sur tous les visages. Joséphine seule semblait être calme; le bras posé négligemment sur la petite table qui était devant elle, la tête penchée, de grosses larmes coulaient de temps en temps sur ses joues. Sa fille, debout derrière elle, les coudes appuyés sur le dossier du fauteuil de sa mère, ne cessa de sangloter en cachant sa tête dans ses mains... Quant à Napoléon, il semblait souffrir mille fois plus qu'elles deux.

Cette lecture achevée, Joséphine se leva, essuya ses yeux, et, d'une voix ferme, prononça les courtes paroles d'adhésion qui avaient été formulées à l'avance; puis, ayant pris la plume que Cambacérés lui présentait, elle signa l'acte que M. Regnault de Saint-Jeand'Angély avait posé devant elle, et aussitôt, couvrant ses yeux de son mouchoir, elle se retira silencieusement, soutenue par sa fille et sans même regarder personne. Sur un signe de Napoléon, Eugène s'était élancé vers sa mère; mais les forces lui ayant manqué, il tomba sans connaissance entre les deux portes de la galerie. L'huissier, avec le secours des aides-de-camp du prince, qui l'avaient servi, le releva et le porta dans le salon de service. On conduisit ensuite Napoléon en grande cérémonie jusque dans ses appartements intérieurs, où il demeura morne et silencieux le reste du jour.

Les gens qui observent tout remarquèrent que, pendant cette triste solennité et malgré la saison, une horrible tempête éclata sur Paris. Des terrens de pluie, d'effroyables coups de tonnerre portèrent l'épouvante dans les esprits; on eût dit que le ciel voulait manifester sa réprobation de l'acte qui détruisait

le bonheur de Joséphine. Chose non moins extraordinaire, un semblable phénomène reproduisit à Milan, le même jour, à la même heure.

Le lendemain, d'après les conventions arrêtées, Joséphine quitta les Tuileries pour aller habiter la Malmaison. Les personnes attachées au service de Leurs Majestés, que leurs occupations ne retenaient pas dans l'intérieur des appartements, s'étaient rassemblées dans le vestibule du pavillon de l'Horloge, pour voir encore une fois celle qui avait été pendant dix ans leur souveraine. On se regardait tristement sans oser se parler. Enfin, à onze heures, Joséphine parut, appuyée sur le bras de madame Darberg, devenue sa dame d'honneur; mais elle était voilée et enveloppée dans un cachemire qui la déguisait complètement. Alors ce fut un concert de lamentations inexprimables. Elle traversa le court espace qui la séparait de sa voiture, et franchit précipitamment le marchepied sans même jeter un regard sur ce palais qu'elle ne devait jamais revoir; les stores une foi baissés, les chevaux partirent avec la rapidité de l'éclair.

Pendant la première semaine, la route de Paris à la Malmaison fut couverte d'une foule de personnages de tous rangs, qui regardèrent comme un devoir sacré de se présenter encore une fois au moins devant celle qui, bien que privée de la couronne, n'en avait pas moins conservé le titre d'Impératrice. Quant à Napoléon, qui, de son côté, était allé s'établir à Trianon, il fit tout son possible pour s'accoutumer à vivre seul : mais il envoya tous les jours savoir des nouvelles de Joséphine; il y serait allé lui-même, s'il l'eût osé.





CINQUIÈME PARTIE.

CHAPITRE I.



Le divorce était consommé. Il n'y avait que quelques jours que Napoléon avait quitté Frianon pour revenir aux Tuileries, lorsqu'il convoqua un conseil extraordinaire. On furent appelés, indépendamment des ministres et des grands officiers de la couronne, tous ceux des membres de la famille impériale qui se trouvaient à Paris.

L'Empereur exposa de nouveau les graves raisons d'état qui l'avaient déterminé, pour l'affermissement de l'Empire, à chercher dans une autre union l'espérance depuis longtemps perdue de transmettre un trône à sa postérité directe; puis il fit entendre qu'il était maître de choisir sa nouvelle épouse soit dans la maison d'Autriche, soit dans celle de Russie, soit en-

fin dans les cours souveraines de l'Allemagne. Tous ceux qui faisaient partie de ce conseil, probablement instruits de la secrète détermination de l'Empereur, donnèrent leur assentiment au choix d'une princesse autrichienne. Le prince Eugène, entre autres, fut de cet avis, alléguant pour motif principal la religion catholique dans laquelle l'archiduchesse était née; mais Murat se prononça pour une princesse russe, en motivant son opinion sur l'avantage que présentait une alliance avec le souverain le plus puissant de l'Europe, et combattit énergiquement celle de l'Autriche, par tous les souvenirs de l'histoire et les leçons d'une triste expérience.

— Sire, vous le savez, ajouta-t-il, une alliance de famille avec l'Autriche a toujours été fatale à la France; vous serez obligé de supporter toutes les fautes de ce gouvernement.

— Bah! Bah! répliqua Napoléon, est-ce que les souverains ont des parents, lorsqu'il s'agit des intérêts de leurs peuples?

— Je parie, reprit Murat, que si jamais nous avons



Venez, Beausset, et fermez la porte sur vous.

besoin de l'Autriche comme alliée, nous ne trouverons en elle ni énergie, ni ressources, ni fidélité.

— Prévention que tout cela ! fit l'empereur avec un mouvement d'épaules.

Soit ; mais au moins Votre Majesté sera-t-elle forcée d'avouer qu'une alliance avec la Russie ne présente aucun des dangers que j'ai signalés.

Ces observations, toutes sensées qu'elles étaient (et toutes justes qu'elles furent par la suite), ne purent rien contre une résolution bien arrêtée. L'empereur d'Autriche avait offert à Napoléon sa fille, *son enfant chéri*, selon son expression, et Napoléon se regardait déjà comme l'époux de l'archiduchesse. En conséquence, le soir même de la tenue du conseil, l'arrangement définitif du mariage fut conclu par le prince Eugène avec le prince de Schwartzemberg ; ainsi le fils de Joséphine dut encore signer l'acte politique qui déshéritait sa mère.

Le prince de Wagram se rendit immédiatement à Vienne pour épouser Marie-Louise, au nom et par procuration spéciale de l'Empereur son maître. Toutes les dispositions ayant été prises et arrêtées d'avance, l'exécution en fut menée si vite, que le soir même de l'arrivée du prince de Neuchâtel à Vienne le contrat de mariage de Napoléon et de l'archiduchesse fut dressé et signé ; quelques jours après, ces actes furent publiés à Paris, dans le *Moniteur*.

Déjà Napoléon avait fait partir sa sœur Caroline

(madame Murat) pour aller jusqu'à Braunau recevoir Marie-Louise des mains des autorités autrichiennes, et lui présenter en même temps les personnes qui devaient former la nouvelle maison qu'il venait de créer pour elle. L'Empereur avait lui-même dicté le programme du cérémonial ; et ce programme fut ponctuellement suivi par tout le monde, excepté par lui.

Il avait donné au comte de Beauharnais, chevalier d'honneur de la nouvelle Impératrice, des instructions particulières par lesquelles il lui était enjoint de ne point user des prérogatives de sa charge, c'est-à-dire, de ne point offrir la main à l'Impératrice lorsqu'elle aurait à monter ou à descendre les escaliers. Napoléon était-il jaloux à ce point qu'il ne voulait pas qu'un autre que lui pût toucher la main de sa femme, ou bien cette recommandation ne lui fut-elle inspirée que par un sentiment de convenance et de délicatesse ? Plus tard on sut à quoi s'en tenir ; Napoléon était devenu jaloux, et très-jaloux, de Marie-Louise : il le devint encore davantage dans la suite. Toutefois cette recommandation intime ne lui profita guère, car dès que le prince de Trautmausdorff eut demandé à la fille de son souverain la permission de lui baiser la main, en prenant congé d'elle à Braunau, non-seulement cette faveur lui fut accordée sans difficulté, mais encore elle le fut de même à toutes les personnes qui composaient sa nouvelle maison, ainsi qu'à celles qui faisaient partie de l'ancienne, et jusqu'aux ser-

viteurs placés dans les rangs les plus inférieurs.

Napoléon n'avait encore que quarante ans : Marie-Louise entraînait à peine dans sa dix-neuvième année. Elle était blonde, d'une taille élevée ; et, sans être jolie, se présentait parée des grâces qui accompagnent ordinairement la jeunesse.

L'Empereur fut dès ce moment, avec tout le monde, plus affable encore que de coutume ; il redoubla de soins pour sa personne ; nous croyons même qu'il devint coquet, car il chargea ses valets de chambre de renouveler entièrement sa garde-robe, de lui faire faire ses habits plus justes et d'une coupe moins *rococo*, pour nous servir de l'expression consacrée, de lui choisir du linge plus fin, et enfin de lui commander un chapeau neuf !... Depuis huit jours il posait devant Isabey, et ne se plaignait pas trop de la longueur des séances. Son portrait achevé, il l'envoya à Marie-Louise, qui lui donna le sien en échange.

Marie-Louise ne voyageait qu'à petites journées ; une fête l'attendait dans chaque ville qui se trouvait sur son passage. Tous les jours Napoléon lui écrivait une lettre de sa main, elle lui était portée par un de ses pages, qui allait à franc étrier et lui rapportait la réponse de l'Impératrice. A Strasbourg, elle se reposa deux jours. Après avoir passé par Châlons, elle déjeuna à Sillery, chez le comte de Valence, traversa Reims et arriva au dernier relais qui devait la conduire à Soissons, où elle devait passer la nuit, et suivre ainsi toutes les conditions prescrites par le programme.

L'entrevue ne devait avoir lieu que le lendemain à Compiègne ; mais l'impatience de Napoléon dérangerait tout le protocole. Un peu en avant de Soissons, l'Impératrice fut, pour ainsi dire, enlevée d'autorité, et menée d'une seule traite jusqu'à Compiègne, voici comment :

Napoléon, apprenant par les estafettes échelonnées sur la route que Marie-Louise n'était plus qu'à dix lieues de Soissons, veut surprendre sa fiancée et se présenter à elle sans se faire annoncer, riant d'avance, comme un enfant, de l'effet que cette première entrevue va produire. Il soigne sa toilette avec plus de recherche que de coutume, et, par une coquetterie de gloire, recouvre le tout de la petite redingote grise qu'il portait à Wagram ; puis, accompagné seulement de Murat, il s'échappe furtivement par une porte du parc et monte dans une calèche sans armoiries, qui est conduite par des gens sans livrée. Cette espèce d'escapade a pour but, non-seulement de satisfaire le sentiment de curiosité auquel il n'a pas la force de résister, mais encore de simplifier l'article relatif au cérémonial du lendemain, qui disait : « Lorsque Leurs Majestés se rencontreront dans la tente du milieu » (où elles devaient entrer en même temps par le côté opposé), l'Impératrice s'inclinera pour se mettre à genoux, l'Empereur la relèvera, l'embrassera, et « Leurs Majestés iront s'asseoir en face l'une de l'autre » sur les trônes disposés à cet effet. » Quelle que soit la déférence qu'un mari puisse exiger de sa femme, il eût été par trop dur pour la fille des Césars, de satisfaire à cet article peu galant du cérémonial. La brusque entrevue de Napoléon et de Marie-Louise rendit inutile cette exigence de pure étiquette.

Napoléon avait déjà dépassé Soissons et était arrivé à Courcelles au moment où les premiers courriers de l'Impératrice s'occupaient de faire préparer les relais. Jugeant inutile d'aller plus loin, il descend de sa calèche, la fait ranger de côté, et, comme en ce moment la pluie tombait par torrents, il alla s'abriter sous le porche de l'église, située hors du village, à moitié d'une petite côte qui domine toute la route. Il y avait un quart d'heure qu'il se tenait ainsi à l'écart avec le roi de Naples, lorsqu'il aperçut la première voiture du cortège ; sur-le-champ il rebrousse chemin, et, au moment où l'on s'apprête à changer de chevaux, il se précipite seul vers la berline dans laquelle est l'Impératrice.

L'écuyer de service, M. de Saluces, qui le reconnaît, mais qui n'est pas dans le secret de l'*incognito*, s'empresse de mettre pied à terre, de dérouler le marchepied et d'annoncer : *l'Empereur !* Mais Napoléon ne lui en laisse pas le temps ; il escalade la voiture, se jette au cou de Marie-Louise et l'embrasse à plusieurs reprises. Celle-ci, nullement préparée à cette brusque visite, demeure tout interdite ; elle se débat et pousse des cris ; la reine de Naples, qui est avec elle, la rassure en lui répétant :

— Mais, Madame, c'est l'Empereur !

Marie-Louise veut alors se mettre aux genoux de Napoléon, qui devine son intention et s'oppose par de nouveaux embrassements à cette marque de respect, à laquelle il tient fort peu ; enfin il donne l'ordre de pousser en toute hâte et directement vers Compiègne. Onze heures sonnaient à l'antique horloge du château lorsque la voiture de Leurs Majestés entraînait au grand galop dans la cour d'honneur. Ce soir-là il n'y eut pas cercle ; chacun se retira immédiatement après que l'Impératrice fut entrée dans ses appartements.

Le lendemain matin Napoléon fit honneur à un succulent déjeuner qu'il fit apporter, à onze heures, près du lit de Marie-Louise. Il ne fut servi que par les femmes de l'Impératrice, qui ne se leva que fort tard. Cette matinée dut être doublement fatigante pour elle, en ce que des personnes qu'elle connaissait à peine lui en présentèrent une foule d'autres qu'elle ne connaissait pas du tout. Après ces présentations d'étiquette, Leurs Majestés partirent pour Saint-Cloud, où un nombre prodigieux de personnes de toute condition attendaient les nouveaux époux.

La cérémonie du mariage civil eut lieu le surlendemain dans la grande galerie du château.

A cet effet, on avait dressé une estrade à l'extrémité de cette galerie, et l'on y avait préparé une table couverte d'un riche tapis, avec deux fauteuils magnifiques pour Napoléon et Marie-Louise ; des chaises et des tabourets en forme d'*X* étaient destinés seulement aux princes et aux princesses de la famille. L'archichancelier Cambacérès était assis devant une table sur laquelle était un énorme registre, relié en maroquin vert, doré sur tranche ; M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély, placé à côté de lui, devait remplir les fonctions de l'état civil. Napoléon s'étant assis, invita, par un geste de la main, l'Impératrice et tout ceux qui avaient droit à une chaise ou à un tabouret à faire de même ; puis, ayant aspiré une prise de tabac, il fit un

signe au grand-maître des cérémonies, qui fit approcher de l'estrade tous ceux qui formaient le cercle. Alors l'archichancelier se leva, et saluant l'Empereur :

— Sire, lui demanda-t-il, Votre Majesté a-t-elle l'intention de prendre pour légitime épouse S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche, ici présente ?

— *Certainement, Monsieur*, répondit Napoléon, qui ne put s'empêcher de sourire.

— Madame, continua Cambacérès en s'adressant à l'Impératrice, est-ce la libre volonté de V. A. I. de prendre pour son légitime époux, l'Empereur Napoléon, ici présent ?

— *Oui, Monsieur*, répondit-elle en baissant les yeux.

— Au nom de la loi et des constitutions de l'Empire, continua Cambacérès, S. M. l'empereur Napoléon et S. A. I. madame l'archiduchesse Marie-Louise d'Autriche sont unis en mariage.

Un cri général de *vive l'Empereur ! vive l'Impératrice !* éclata dans toute la galerie. Aussitôt M. Regnault de Saint-Jean-d'Angély présenta l'acte à signer à Napoléon, qui, se pressant trop de prendre l'encre avec la plume qu'il avait pour ainsi dire arrachée des mains de Cambacérès, fit un gros *pâté* sur le papier au moment d'y opposer son nom, circonstance qui fit sourire quelques-uns des assistants ; d'autres la regardèrent comme d'un fâcheux augure. Marie-Louise signa d'une main qui paraissait mal assurée ; puis vint le tour des membres de la famille impériale et des nombreux témoins ; l'oncle de l'Impératrice, le grand duc de Wurtemberg, signa le dernier. Le même jour, à sept heures, il y eut au palais grand dîner de famille ; et, contre son ordinaire, Napoléon but du vin de Champagne au dessert.

A huit heures, on passa dans les grands appartements, où cette fois il y eut cercle ; il était peu nombreux, mais très-brillant. On chanta différentes scènes italiennes ; Crescentini répéta entre autres celle du tombeau de *Roméo et Juliette* : c'était l'Empereur qui l'avait demandée ; on trouva qu'il avait fait là un singulier choix pour un jour de noces. Les valets de chambre jetèrent exprès des cartes sur les tables de jeu, mais ce ne fut que pour la forme, car Leurs Majestés se retirèrent à dix heures et demie. Beaucoup de personnes imitèrent leur exemple, et à onze heures il n'y avait plus une seule bougie d'allumée dans le château.

Le lendemain vit une cérémonie d'une imposante magnificence. Dès le petit jour, toutes les personnes du palais qui devaient y prendre une part plus ou moins active étaient debout et habillées. Vers neuf heures du matin il pleuvait à verse : mais au moment où le canon des Invalides annonça le départ de Saint-Cloud de Leurs Majestés, soudain, et comme par l'effet magique d'un coup de baguette, les nuées se dissipèrent, et le soleil brilla de manière à faire penser qu'il ne se croyait pas moins obligé que les autres par le programme de M. de Ségur. Napoléon et Marie-Louise partirent du palais dans la même voiture, attelée de huit chevaux blancs. Quarante voitures à

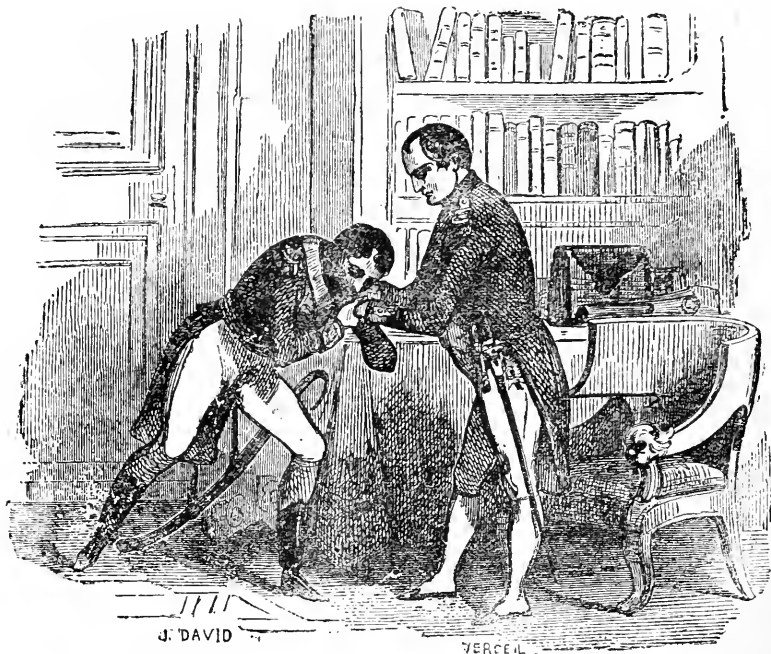
glace et à fond d'or, les vingt premières à six chevaux, les vingt autres à quatre seulement, mais toutes magnifiquement attelées, précédaient le cortège. Elles étaient remplies de rois, de reines, de princes, de princesses, de grands dignitaires, de grands diplomates, etc. Toute la garde impériale à cheval, dans une tenue magnifique, ouvrait la marche ; la maison militaire de l'Empereur, son état-major, ses aides-de-camp, ses écuyers, ses pages, étaient groupés autour de sa voiture ; ce cortège terminé par un détachement de tous les régiments de l'armée, défila dans le plus grand ordre et toujours au pas depuis Saint-Cloud jusqu'aux Tuileries, en traversant le bois de Boulogne et les Champs-Élysées, déboucha sur la place Louis XV, et passa sous un arc de triomphe que l'on avait construit sur la grille même de l'entrée du jardin des Tuileries.

Depuis le château de Saint-Cloud jusqu'aux Tuileries, les deux côtés de la route étaient encombrés par une foule innombrable de spectateurs. Le long des Champs-Élysées, on avait établi, de distance en distance, des orchestres qui exécutaient des fanfares.

Lorsque tout le monde fut arrivé au palais, le cortège se forma en ordre dans la *galerie de Diane*, et gagna par la grande galerie du Musée, dans laquelle il pénétra par la porte qui est à son extrémité, du côté du *pavillon de Flore*. Là s'offrait aux regards un spectacle plus éblouissant encore : les deux côtés de cette voûte immense étaient garnis d'un bout à l'autre d'un triple rang de femmes appartenant à la haute bourgeoisie de la capitale. Le vaste salon carré qui est à l'autre extrémité avait été distribué en chapelle : on avait établi dans tout son pourtour un double rang de tribunes magnifiquement décorées. Aussitôt que Leurs Majestés furent arrivées, la cérémonie religieuse commença.

La messe fut célébrée par le cardinal Fesch, oncle de l'Empereur, aidé dans ses fonctions épiscopales par tous les musiciens et les chœurs de l'Opéra. Le ministre des cultes avait convoqué à la cérémonie tout le haut clergé, tant français qu'italien. Presque tous ces ecclésiastiques y assistèrent en habits sacerdotaux : il n'y manqua que les cardinaux. Arrivé à l'autel, Napoléon s'en aperçut au vide des sièges qu'on leur avait préparés. Il fit un mouvement qui indiquait assez tout son déplaisir. Le lendemain sa foudre tomba sur ceux des princes de l'Eglise qui avaient refusé d'assister à la messe célébrée pour un excommunié tel que lui, car ce fut là le seule motif de leur absence ; il leur fit défendre de porter désormais le costume rouge, et dès ce moment ils furent désignés sous le nom de *cardinaux noirs*, en raison de la couleur de leur soutane de pénitence.

Le soir de ce même jour eurent lieu dans Paris de brillantes illuminations que la magnificence ne saurait égaler. Chaque maison particulière rivalisait de lumières avec les édifices publics. La Seine même était chargée de petits batelets ornés de verres de couleur et remplis de musiciens. Nul accident ne troubla cette admirable soirée. Une seule voiture non armoriée circula lentement ce soir-là au milieu des six cent mille personnes qui piétinaient sur les quais, dans les rues et sur les



Le prince se précipita sur la main de l'Empereur et la pressa plusieurs fois sur ses lèvres.

places qui avoisinent les Tuileries. Cette voiture portait deux augustes époux, en costume bourgeois ; aucune suite ne les accompagnait.

L'Empire tout entier prit part à cette grande solennité. Chaque ville, chaque bourgade eut sa fête. Pendant plus d'un mois les grands corps de l'État se donnèrent des bals et de splendides banquets, et chaque jour, au palais, les officiers de la maison firent couler des flots de vin de Champagne à la santé de Leurs Majestés. Ces acclamations étaient si bruyantes et répétées si souvent, que Napoléon fut enfin obligé de mettre un terme à la manifestation d'un enthousiasme *infiniment trop prolongé*, disait-il en souriant. Il donna donc aux contrôleurs du palais l'ordre de pousser un peu moins à l'ivresse générale, parce que, ajouta-t-il encore gaiement, ces messieurs me brisent la tête avec les meilleurs intentions du monde.

Un an après, le 20 mars 1811, le soleil se levait radieux comme s'il eût voulu éclairer de ses rayons d'or une journée non moins solennelle que celle du 2 avril de l'année précédente. A peine les grilles du jardin des Tuileries étaient-elles ouvertes, que cent mille personnes encombraient la terrasse et les parterres qui faisaient face au palais. Tous parlaient bas et marchaient doucement, comme dans la chambre du malade qu'on craint d'éveiller. Marie-Louise allait être mère. « Sera-ce un garçon ou une fille ? » telle était la question qui préoccupait tous les esprits. On savait

que le bronze des Invalides devait annoncer la délivrance de l'Impératrice : 100 coups de canon devaient être tirés pour un héritier du trône, et 20 seulement pour une fille.

En attendant, chacun devisait à sa manière sur le grand événement qui se préparait ; quelques-uns mêmes comptaient tellement sur la destinée de l'Empereur, qu'à l'exemple de nos voisins d'outre-mer ils offraient de parier deux contre un que Marie-Louise accoucherait d'un garçon. Au milieu du bourdonnement de la foule impatiente, l'horloge du palais vint à sonner. Aussitôt un coup de canon, que les échos du jardin répercutèrent, se fit entendre dans la direction des Invalides. Chacun se tut et resta immobile à la place où il se trouvait. Cent mille personnes écoutèrent ; on n'entendit plus que ces mots, prononcés à intervalles égaux par toutes les bouches à la fois : *Deux ! trois ! quatre !* Après le vingtième, on eût dit que la mort avait passé sur toute cette multitude. Le vingt-unième coup retentit enfin : une immense acclamation y répondit... C'étaient cent mille voix qui criaient à la fois : *Vive l'Empereur !*

Ce fut un beau jour pour les Parisiens. On s'embrassait, on se félicitait, on se serrait la main, comme si un enfant était né à tous, car cet enfant fixait les incertitudes de l'avenir. On n'entrevoit plus de guerres, parce qu'on espérait que la paternité calmerait chez Napoléon son amour des conquêtes, en re-



Jaséphine est venue s'asseoir devant une petite table recouverte d'un velours vert.

portant sur le roi de Rome toutes les ambitions de son âme.

Dans la soirée du 19 mars, les grands-officiers civils et militaires de la maison impériale avaient été convoqués, ou pour mieux dire, *consignés* au palais. Tous passèrent la nuit dans le grand salon qui précédait la chambre à coucher de l'Impératrice, d'où parfois les plaintes qu'elle laissait échapper parvenaient jusqu'à eux. Dans cette circonstance importante, Napoléon ne quitta pas sa femme, et chercha par de gais propos à lui faire oublier ses souffrances, en tâchant de lui prouver que, selon son expression, « son état était la chose du monde la plus naturelle. » Vers les cinq heures du matin, Dubois, voyant que les douleurs avaient cessé chez la malade, prévint Napoléon que ce calme pourrait être long.

— Tant pis ! répondit-il ; cette incertitude me tue. Je serais resté trente-six heures à cheval que je ne me trouverais pas plus harassé. Je vais aller me mettre au bain ; cela me fera quelque bien, n'est-ce pas, docteur ?

Dubois ayant répondu par un signe de tête affirmatif, Napoléon se retira en marchant sur la pointe des pieds, comme s'il eût craint de troubler le calme qui régnait dans l'appartement. Aussitôt un ordre du grand-maréchal vint congédier tous ceux qui avaient été appelés la veille comme témoins, avec recommandation de ne pas s'éloigner ; c'est à-dire qu'il leur

fut permis d'essayer de dormir assis ou debout dans les salons du palais ; mais à peine y avait-il dix minutes que Napoléon était dans son bain que les douleurs reprirent plus incessantes et plus vives chez Marie-Louise. Dubois, inquiet de l'état de l'Impératrice, monta chez l'Empereur, et, dans une agitation extrême, lui dit :

— Sire, je suis le plus malheureux des hommes. Sur mille accouchements, peut-être ne s'en présente-t-il pas un aussi laborieux que celui qui se prépare.

A ces mots, l'Empereur quitte le bain : il a hâte de retourner auprès de sa femme.

— Dubois, lui dit-il, un homme comme vous est impardonnable de perdre la tête dans un moment comme celui-ci. Il n'y a rien qui doive vous troubler. Faites comme pour la femme d'un de mes grenadiers. Que diantre ! la nature n'a pas deux lois ! Vous n'avez rien à craindre ; aucun reproche ne peut atteindre un praticien tel que vous.

Dubois ne lui dissimule pas qu'il va y avoir un grand danger à courir, soit pour la mère, soit pour l'enfant.

— Je vous le répète, répliqua vivement Napoléon, agissez comme si vous attendiez le fils d'un marchand de la rue Saint-Denis. Ne faites attention ni à moi ni à ceux qui vous entoureront ; ne vous occupez que de l'Impératrice. Allons, docteur, ne vous démoralisez pas.

Napoléon parlait ainsi à l'accoucheur pour le rassurer, et cependant une vive inquiétude le préoccupait lui-même. Il entra chez sa femme, et jugea tout d'abord que le moment critique était venu. Marie-Louise éprouvait alors une crispation terrible; tout portait à croire que l'enfant serait étouffé. Dubois, immobile et pâle, était là, inactif, en présence de la patiente.

— Eh bien ! docteur, lui dit Napoléon dans une angoisse inexprimable, qu'attendez-vous ? pourquoi ne délivrez-vous pas l'Impératrice ? n'est-il pas temps ?

— Sire, je ne puis rien faire qu'en présence de Corvisart.

Ce dernier n'était pas encore arrivé.

— Eh ! qu'avez-vous besoin de lui ? reprit Napoléon avec une sorte d'emportement ; que peut vous apprendre Corvisart ? Si c'est un témoin ou une justification que vous vous réservez, me voilà, moi !... et je vous ordonne d'accoucher l'Impératrice.

A ces mots qui n'admettaient ni réplique ni retard, le docteur obéit. Pendant ce temps, Napoléon, le visage bouleversé, cherchait à faire passer dans l'âme de sa femme une confiance qu'il n'avait pas lui-même.

— Allons, ma bonne Louise, lui dit-il tendrement, un peu de patience, cela ne sera pas long ; pense à moi, pense à ton fils : car c'est un fils, j'en ai la certitude.

Marie-Louise poussait des gémissements qui faisaient tressaillir les personnes présentes ; mais lorsqu'elle vit Dubois s'emparer des instruments qui devaient hâter sa délivrance, elle s'écria :

— Mon Dieu ! veut-on donc me sacrifier ?

Napoléon continuait de la tenir dans ses bras, aidé de madame de Montesquiou et de Corvisart, qui était arrivé sur ces entrefaites. Madame de Montesquiou sut habilement profiter d'un moment de répit pour rassurer l'Impératrice, en lui disant qu'elle-même s'était trouvée dans la nécessité d'avoir recours au même moyen. L'Empereur, qui devina l'intention de cette dame, la remercia d'un regard. Cependant Marie-Louise, persuadée qu'on en usait avec elle différemment qu'avec toute autre, ne cessait de répéter du ton le plus lamentable :

— Faut-il donc me tuer parce que je suis impératrice (elle avoua depuis qu'elle avait été dominée par cette idée) ? Au moins laissez-moi mourir tranquille.

Enfin elle fut délivrée ; mais le danger avait été si grave que l'étiquette réglée par l'Empereur fut mise de côté. Le nouveau-né, déposé à l'écart sur le tapis, parce qu'on ne s'occupait que de sa mère, y resta quelques instants sans qu'aucune des personnes présentes s'inquiétât de lui, tant on était persuadé qu'il n'était pas né viable. Ce fut Corvisart qui le premier releva, le secoua dans ses bras et lui fit pousser le premier cri. Cependant Napoléon n'avait pu résister à tant d'émotion. Il s'était retiré. Dès qu'il sut que tout était fini, il vint embrasser Marie-Louise, et ce fils dont la naissance devait être pour lui la dernière faveur de la fortune.

Au moment où la nouvelle de l'heureuse délivrance de l'Impératrice fut annoncée à la foule, on vit s'élever dans les airs une nacelle dans laquelle était madame Blanchard, la célèbre aéronaute, chargée de se-

mer par milliers dans les campagnes, un bulletin annonçant le grand événement, en même temps que des courriers étaient expédiés à toutes les cours de l'Europe. Les grands corps de l'État et des députations de tous les régiments de l'armée vinrent successivement féliciter Napoléon et déposer aux pieds de l'enfant royal le tribut ordinaire de leurs hommages et de leur fidélité ; et, pendant quelques jours, ce ne fut dans la capitale que réjouissances et illuminations.

Au milieu de la joie tumultueuse de la cour et de la ville, personne, au palais, n'avait songé à instruire Joséphine, retirée au château de Navarre, de ce qui venait d'avoir lieu. Elle ne l'apprit que par les journaux et par les manifestations de la joie publique, qu'elle partagea sincèrement. Cependant, blessée d'un tel oubli, dans un premier moment de dépit qu'il eût été plus digne d'elle d'étouffer, elle écrivit de sa main à Napoléon une lettre de *félicitations* que nous transcrivons textuellement, parce que le cœur de la femme, de l'épouse et de l'impératrice délaissée s'y dévoile tout entier.

« Sire, lui disait-elle, au milieu des nombreuses félicitations qui vous parviennent de tous les points de l'Europe, la faible voix d'une femme, bien à plaindre, quoique heureuse, pourra-t-elle arriver jusqu'à vous ? Votre Majesté daignera-t-elle écouter cette fois encore celle qui, souvent, consola ses chagrins et adoucit les peines de son cœur ? N'étant plus votre épouse, puis-je vous féliciter d'être père ? Oui, sans doute, Sire, car mon âme rend justice à la vôtre autant que vous connaissez la mienne ; et quoi que séparés, nous n'en sommes pas moins unis par cette sympathie qui résiste à tous les événements.

« Il m'eût été bien doux d'apprendre la naissance du roi de Rome par vous, Sire, et non par le bruit du canon de la ville d'Évreux ; mais je sais qu'avant tout Votre Majesté se devait aux grands corps de l'État, à sa famille, et surtout à l'heureuse princesse qui vient de réaliser ses plus chères espérances : elle ne peut vous être plus tendrement dévouée que moi ; mais elle a pu davantage pour votre bonheur, en assurant celui de la France. Elle a donc droit à vos premiers sentiments, et ce ne sera qu'après avoir veillé vous-même près de son lit, après avoir embrassé votre fils, que vous prendrez la plume pour causer un peu avec votre meilleure amie : j'attendrai, Sire.

« Eugène et Hortense, mes enfants, m'écriront pour me faire part de leur joie ; mais c'est de vous, Sire, que je veux savoir si votre enfant est fort, s'il vous ressemble, s'il me sera permis un jour de l'embrasser ; et enfin c'est une confiance entière que j'attends de Votre Majesté, et sur laquelle je crois avoir le droit de compter, en raison de l'attachement sans bornes que je lui conserve et lui conserverai tant que je vivrai.

« JOSÉPHINE. »

Napoléon lui répondit sur-le-champ. Un de ses pages partit à francétier pour Navarre, et remit à Joséphine la lettre de l'Empereur, conçue en termes dont la simplicité et le laconisme sont remarquables. La voici :

« Ma bonne amie, je reçois ta lettre, je te remercie.
 « Mon fils est gros et bien portant. J'espère qu'il viendra à bien. Il a ma poitrine, ma bouche et mes yeux.
 « Tu le verras. Je suis toujours très-content d'Eugène. Adieu, je t'embrasse de tout mon cœur.
 « Aux Tuileries, 22 mars 1811.

« Napoléon. »

Le même jour, dans l'après midi, une troupe nombreuse composée des charbonniers et des forts de la halle de Paris, arriva dans la cour des Tuileries, bouquets en main, musique en tête, en poussant des vivats et des cris de joie. L'Empereur se mit à la fenêtre et les acclamations redoublèrent. Une députation de ces braves gens fut admise dans la *galerie de Diane*. Napoléon la reçut et accueillit le compliment que le chef de la troupe lui débita au nom de leurs corporations. La visite achevée, comme Napoléon allait passer dans un autre salon :

— A propos, monsieur le comte d'Arberg, dit-il en souriant au chambellan de service qui avait introduit cette députation, j'espère que vous ferez rafraichir tous ces gaillards-là? Lorsqu'on fait crier les gens de façon à les enrouer, c'est bien le moins qu'on les désaltère!

— Sire, répondit M. de Talleyrand, M. d'Arberg aurait fort à faire, car ces messieurs sont nombreux.

— Sire, ajouta le chambellan en s'inclinant, je puis affirmer à Votre Majesté que je n'ai pas eu besoin de stimuler leur enthousiasme : c'est de bonne volonté et de grand cœur qu'il ont manifesté leur amour pour Votre Majesté.

— Alors raison de plus, répliqua Napoléon ; c'est du vin de Champagne qu'il faut leur donner pour boire à la santé de mon fils, à celle de ma femme et de la France.

— Sire, ces honnêtes gens vont vider les caves du palais, objecta M. de Talleyrand.

— Tant mieux! reprit Napoléon, cela fera aller le commerce, et les marchands de vin de Champagne feront des vœux pour que l'Impératrice me donne beaucoup d'enfants.

Les intentions de l'Empereur furent parfaitement exécutées. Les charbonniers et les forts de la halle, auxquels s'étaient joint quelques surveillants du jardin et la plupart des hommes de peine du château, vidèrent plus de trois cents bouteilles de champagne dans la galerie à jour du rez-de-chaussée qui a vue sur le jardin, où, par les soins d'un préfet du palais, des tables avaient été dressées comme par enchantement. En entendant de son cabinet les toasts bruyants portés au nouveau-né, Napoléon souriait de bonheur et se frottait les mains.

— Cela va bien! répétait-il gaiement.

A cette joie du peuple, des courtisans et du maître, les poètes prirent bientôt leur part. Millevoye, Michaud, le jeune Casimir Delavigne, Piis, Désaugiers, etc., ornèrent la couronne du roi de Rome de

beaucoup de fleurs d'historique. Triste fatalité! Les vers des poètes porteraient-ils malheur à ceux qui naissent sous les lambris d'un palais? Quels enfants furent plus chantés que le dauphin, fils de Louis XVI? que le premier-né de la reine Hortense? que le fils du grand homme? enfin que le duc de Bordeaux?... Eh bien! que sont-ils devenus? qu'est devenu le roi de Rome, à qui de si belles destinées étaient promises? Relégué dans le palais de Schœnbrunn, éloigné de sa mère, séparé pour toujours de son père, il quitta avec joie une existence sans passé comme sans avenir. Une couronne de cyprès est la seule couronne restée sur sa tête! Que Dieu préserve donc les enfants des rois des couplets des poètes, des harangues des corps municipaux et des manifestations bruyantes d'une armée : car, pour eux, ces explosions d'allégresse officielles sont presque toujours de funestes augures. Heureux ceux qui, en venant au monde ne reçoivent pour hommage que les caresses d'une mère, et dont le berceau n'est entouré que des affections de famille.

Cinq mois plus tard, le 15 août, cent un coups de canon tirés par les Invalides annonçaient la fête de l'Empereur. Dans l'intérieur du jardin des Tuileries, près de la grille du pavillon de Flore, un soldat allait et venait l'arme au bras, selon sa consigne, lorsqu'un spectacle tout nouveau captiva son attention.

Sur la terrasse du bord de l'eau, dans une calèche attelée de deux mérinos, se promenait un bel enfant, qui se lassa bientôt de cet exercice. Une femme empressée le prit soudain sur ses bras, et, pour rentrer au palais, passa devant le factionnaire. Le soldat avait compris que l'enfant était le roi de Rome. Il s'arrêta avec respect, et présenta les armes. L'enfant, que le bruit du fusil étonna, tendit comme par instinct ses petits bras à la sentinelle.

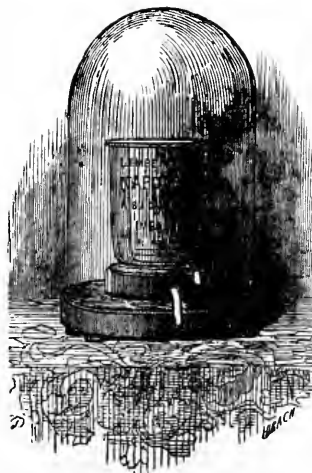
A l'aspect du fils de l'Empereur, la figure du vieux soldat avait tressailli d'émotion; et, en voyant l'enfant sourire, il sentait des larmes de bonheur couler le long de ses joues cicatrisées. Il pleurait, mais il ne bougeait pas, car le devoir et le respect le tenaient comme cloué dans la position qu'il avait prise.

La foule se réunit bientôt autour de lui, pour contempler, elle aussi, l'enfant impérial. Tout-à-coup les regards se dirigent vers une fenêtre du palais qui vient de s'ouvrir... Le cri de *Vive l'Empereur!* retentit parmi le peuple. C'était Napoléon qui paraissait à la croisée. Son premier regard se porta sur l'enfant puis sur le factionnaire, qui, en face de l'innocente créature, regardait du coin de l'œil le père, qui souriait à ce tableau.

Alors une voix se fit entendre qui interrompit la consigne obligée : *Embrasse-le-donc!*... C'était la voix de l'Empereur, qui, dans ce soldat, voyait toute l'armée, et peut être toute la France. Alors, le fusil vola au loin sur le sable; le factionnaire saisit l'enfant et le montra fièrement au peuple; puis, le couvrant de baisers et de larmes, on l'entendit sangloter de joie. A cette vue, la foule ayant applaudi avec enthousiasme Napoléon se mit à applaudir aussi.



CHAPITRE II.



N des premiers soins de Napoléon, en arrivant au pouvoir, avait été d'appliquer à l'instruction publique son système général de gouvernement. Plus tard, il créa à Paris quatre collèges principaux, sous la qualification de *Lycée* : le Lycée Impérial, le Lycée Napoléon, le Lycée Bonaparte et le Lycée Charlemagne.

Voulant visiter lui-même ces établissements, il commença par celui qu'il avait doté de son nom, et pour lequel, soit dit en passant, il montra toujours une certaine préférence. Il y arriva un jour sans que personne fut prévenu de sa visite, parce qu'il avait voulu que son arrivée ne causât, dans la maison, aucun dérangement. La présence de l'Empereur, au milieu de nos écoles, produisait toujours un effet merveilleux.

Suivi du proviseur du lycée, du censeur et des sous-directeurs, Napoléon parcourut les classes et interrogea plusieurs élèves; puis, entrant au réfectoire tandis que ces derniers étaient à dîner, il voulut goûter à la soupe et à l'abondance. Ayant pris la timbale d'un élève, il la porta à ses lèvres et la lui rendit en disant :

— Mes enfants cela ne vous grisera pas, c'est vrai ; mais je vous assure que de mon temps, à Brienne, on nous mettait encore plus d'eau.

Cette visite dura une heure et demie. En se retirant, très-satisfait de tout ce qu'il avait vu, il témoigna au proviseur le désir que toutes les punitions infligées aux élèves fussent levées, et qu'un congé extraordinaire leur fût accordé pour le restant du jour. De leur côté, ceux-ci, voulant consacrer le souvenir de cette visite, décidèrent à l'unanimité que la timbale dans laquelle Napoléon avait bu ne servirait plus à personne. Elle fut exposée dans la salle du conseil après avoir été placée sous un verre bombé, sur le socle élégant duquel fut gravée cette inscription : *l'Empereur Napoléon a bu dans cette timbale le... 1805*; puis tous les élèves se cotisèrent pour acheter une autre timbale à leur camarade, contraint, bien à contre-cœur, de renoncer ainsi à un objet qui eût été pour lui une véritable relique.



Napoléon visitant le tombeau de Gustave-Adolphe (Chap. III.)

Le soir de cette journée, en racontant à Joséphine et à ceux qui se trouvaient avec elle dans le salon les détails de la visite qu'il avait faite le matin à ses *petits lycéens*, Napoléon lui dit :

— Sais-tu, ma chère amie, que j'ai fait ce matin le professeur ?

— Cela ne m'étonne pas, lui répondit l'Impératrice.

— Et que je ne m'en suis pas mal tiré ? Imaginez-vous, Messieurs, que je me suis assez souvenu de mon Bezout et de mon Legendre pour faire une démonstration au tableau. Je vais m'occuper très-sérieusement de la police intérieure de mes lycées. Je veux que les élèves aient tous la même tenue : j'en ai trouvé qui étaient très-bien vêtus, mais d'autres l'étaient fort mal. C'est absurde ! c'est au collège, plus que partout ailleurs, qu'il faut de l'égalité. Au reste, ces petits jeunes gens m'ont fait grand plaisir à voir.

J'ai dit à Duroc de me donner les noms de ceux que j'ai interrogés ; je veux les récompenser, quoiqu'ils ne m'aient pas paru bien forts. Et puis, je retournerai les voir un de ces jours ; cela leur donnera de l'émulation. Tous ces petits gaillards-là sont autant de graines d'officiers. Il faut planter pour recueillir.

Cette promesse ne devait se réaliser que sept ans plus tard : et il ne fallait rien moins que la naissance du roi de Rome pour la lui rappeler. En présence de l'explosion d'enthousiasme que fit naître un si grand événement, les offrandes de la poésie durent être bien froides et bien mesquines ; la voix du peuple est si retentissante qu'elle étouffe toutes les autres. Quoi qu'il en soit, l'Académie (c'est-à-dire l'*Institut*) proposa à cette occasion d'accorder deux prix, un premier et un second, et six *accessits*, aux huit meilleures pièces de vers français, latins, grecs, italiens, allemands, espagnols, portugais et même hollandais, que la nais-
sance

du roi de Rome devait nécessairement inspirer. Plus de cinq cents pièces furent imprimées, signées et publiées dans deux grands volumes ayant pour titre : *Homages poétiques à Leurs Majestés impériales et royales, sur la naissance de leur auguste fils Sa Majesté le roi de Rome*. Aucun de ces concurrents, il est vrai, n'obtint les prix de poésie française, parce qu'ils furent tous deux décernés à de jeunes écoliers : le premier fut remporté par Barjaud de Montluçon, âgé de seize ans, et le second par M. Casimir Delavigne, à peu près du même âge, et l'un et l'autre élèves du lycée Napoléon.

— Vraiment ! s'écria-t-il en se frottant les mains, ce sont deux élèves de mon lycée qui ont été couronnés ?... Je veux qu'on me présente ces deux petits messieurs-là ! Puis, après un moment de réflexion, et comme cherchant quelques souvenirs, il ajouta : Mais ne leur dois-je pas une visite ?... Oui, je me le rappelle... Il y a longtemps ; c'était à mon retour de Milan... Ma foi, c'est le cas on jamais : j'irai demain.

Le lendemain, lorsqu'un bruit inaccoutumé de chevaux et de voitures signala l'arrivée de Napoléon dans la grande cour du collège, tous les élèves, rangés dans une grande salle qui avait été disposée à cet effet, battirent des mains, et une rougeur subite colora tous les visages lorsqu'une voix annonça : *l'Empereur !*... Un *vivat* assourdissant le salua.

— Bonjour, bonjour, Messieurs, dit Napoléon, visiblement ému de cette réception.

S'étant ensuite approché des deux lauréats, que le proviseur lui présenta, et après les avoir rassurés par un regard plein de bienveillance, il dit à Barjaud de Montluçon :

— C'est donc vous, mon jeune ami, qui avez su mériter le premier prix ?

— Oui, Sire, répondit Barjaud en baissant les yeux.

— Je vous en félicite bien sincèrement. On m'a lu vos vers : mais si vous voulez me les réciter vous-même, je les entendrai encore avec plus de plaisir. Vous devez facilement vous les rappeler... Allons, un peu de hardiesse, je vous écoute.

Le jeune élève commença. A chaque instant, Napoléon faisait un signe de tête approbatif ; et lorsque

* Voici quelques strophes de cette ode, en quelque sorte inédite, puisqu'elle n'existe dans aucun recueil imprimé :

« Quels flots religieux assiégent cette enceinte ?

Pour qui montent les vœux de la prière sainte ?

La voûte retentit de solennels concerts,

L'airain sacré résonne, et l'écho qui s'éveille

Apporte à mon oreille

La voix du bronze en feu qui gronde dans les airs.

« O France ! quels moments de bonheur et de joie !

Quel heureux avenir à tes yeux se déploie !

L'éclat du plus beau jour brille sur tes enfants...

Tout fier d'un rejeton qui croît sous son ombrage

Le cèdre au vert feuillage

Laisse voir, des forêts, ses rameaux triomphants.

• • • • •

« Rome, relève-toi plus brillante et plus fière,

Jette tes vêtements tout souillés de poussière ;

Barjaud eut achevé, malgré la recommandation qui avait été faite aux élèves, par les professeurs de garder un silence absolu, cédant à leur entraînement et à leur amitié pour un camarade dont ils s'enorgueillissaient, ceux-ci firent entendre une triple salve d'applaudissements : Napoléon en avait lui-même donné le signal. Le calme rétabli, l'Empereur dit à M. Casimir Delavigne :

— Vous, mon petit ami, qui avez obtenu le second prix, que puis-je faire pour vous ?

Le jeune poète qui n'avait pas de fortune et qui devait être un jour le soutien de sa famille, répondit d'une voix timide :

— Sire, je demande à Votre Majesté d'être exempté de la conscription,

A ces mots, Napoléon fronça légèrement le sourcil, et, après avoir hoché la tête, il répondit assez laconiquement : *Accordé !* Puis, se retournant vers Barjaud, il répéta :

— Et vous, jeune homme, que me demanderez-vous ?

La poitrine haletante, l'œil en feu, Barjaud répondit d'une voix haute et assurée :

— Sire, l'honneur d'être admis bientôt dans votre brave armée ?

— Bien ! bien ! jeune homme ! s'écria Napoléon en saisissant la main de Barjaud, qu'il pressa à plusieurs reprises ; oui, mon ami, à bientôt, je ne vous oublierai pas ; à votre âge, Homère, lui aussi, m'eût demandé une épée !

On sait avec quel talent M. Casimir Delavigne se rendit plus tard l'interprète des douleurs de la France après le désastre de Waterloo. Quant à Barjaud de Montluçon, le souvenir de la visite et des paroles de Napoléon avait laissé dans son âme une de ces impressions qui ne s'effacent jamais. Au commencement de 1813, il écrivit à l'Empereur et lui demanda l'exécution de sa promesse. Admis dans les tirailleurs de la jeune garde, avec un brevet de lieutenant, il se couvrit de gloire à Lutzen et à Bautzen ; déjà même il avait obtenu, par sa bravoure, le grade de capitaine, avec la décoration de la Légion-d'Honneur, lorsque dans une charge à la baïonnette qu'il fit à la tête de sa compagnie, à Leipsick, il tomba mort, atteint de deux balles qui lui traversèrent la poitrine.

Viens t'asseoir de nouveau sur le trône des arts

O Rome, ne dis plus que ta gloire est passée,

Ta splendeur effacée

Reprend tout son éclat sous de nouveaux Césars.

« Couché sous les débris du Capitole antique,
L'aigle romain s'arrache au sommeil léthargique
Qui jadis l'enchaîna dans ses temples déserts ;
il agite son aile, il frémit d'espérance,
Et l'aigle de la France
L'invite à s'élancer dans l'empire des airs.

« Ils s'envolent tous deux des champs de la victoire ;
Ils ont associé leur essor et leur gloire ;
Mais l'aigle des Romains s'étonne, à son réveil,
Qu'un autre ait su monter au séjour du tonnerre,
Et, planant sur la terre,
Soutienne mieux que lui les regards du soleil. »

En apprenant cette nouvelle, Napoléon s'écria douloureusement :

— Mon pauvre Barjaud !... La France y perd peut-être un grand poète ; mais moi j'y perds certainement un ami et un brave officier.

L'effet de l'alliance de Napoléon avec la maison de Lorraine avait été d'amener un refroidissement entre lui et l'empereur de Russie. Dès 1810, ce dernier, qui voyait l'Empire de Napoléon s'approcher de lui comme un océan qui monte, avait augmenté ses armées et renoué ses relations avec la Grande-Bretagne. Toute l'année 1811 se passa en négociations infructueuses qui, au fur et à mesure qu'elles échouaient, rendaient la guerre de plus en plus prochaine et de plus en plus probable ; mais le 9 mars 1812, Napoléon ayant quitté Paris après avoir ordonné au duc de Bassano de remettre les passeports au prince Kourakin, ambassadeur du czar, il n'y eut plus à s'y méprendre : la guerre était commencée même avant d'avoir été déclarée. L'impératrice Marie-Louise rejoignit Napoléon à Dresde, où il était allé pour visiter sa famille. Après être resté quinze jours dans cette capitale de la Saxe, et y avoir fait jouer, selon la promesse qu'il avait faite à Paris, Talma et mademoiselle Mars devant un parterre de rois, il quitta Dresde, et arriva à Thorn le 2 juin, en annonçant son arrivée en Pologne par une proclamation datée du quartier-général de Wilkowi, le 22 du même mois.

La grande armée qu'allait conduire Napoléon en personne était la plus belle, la plus nombreuse et la plus aguerrie qui fût au monde. Elle était divisée en quinze corps, commandés chacun par un roi, un prince, ou tout au moins un duc. Elle formait une masse de 400,000 hommes d'infanterie, de 80,000 cavaliers et de 12,000 bouches à feu. Il lui fallut trois jours pour traverser le Niémen. Cette opération terminée, Napoléon s'arrêta un instant, pensif et immobile, sur le bord du fleuve où quatre ans auparavant Alexandre lui avait juré une éternelle amitié ; puis, le franchissant à son tour :

— La fatalité entraîne les Russes, dit-il, que les destins s'accomplissent !

Ses premiers pas, comme toujours, furent ceux d'un géant. Au bout de deux jours d'une marche habile, l'armée russe, surprise en flagrant délit, était culbutée, et voyait un corps d'armée tout entier séparé d'elle. Alors, Alexandre reconnaissant Napoléon à ces coups rapides et terribles, lui fit dire que s'il voulait évacuer le terrain envahi et repasser le Niémen, il était prêt à traiter. Napoléon ne lui répondit qu'en entrant à Wilna. Il n'y resta que vingt jours, y établit un gouvernement provisoire ; puis, après y avoir laissé un ambassadeur, M. de Pradt, il se remit à la poursuite des Russes.

Après quelques jours de marches, Napoléon commença de s'effrayer du système de défense adopté par Alexandre. Son armée avait tout ruiné dans sa retraite, moissons, châteaux, chaumières, tandis qu'une autre armée, de plus de 500,000 hommes, s'avancait dans les déserts qui n'avaient pu nourrir jadis Charles XII et ses 20,000 Suédois. Du Niémen à Wilna, on marcha, à la lueur de l'incendie, sur des cadavres

et sur des ruines fumantes. Dans les derniers jours de juillet, les Français arrivèrent à Witebsk, déjà étonnés d'une guerre qui ne ressemblait à nulle autre, dans laquelle on ne rencontrait pas d'ennemis et où il semblait qu'on n'eût affaire qu'au génie de la destruction. Napoléon lui-même, stupéfait de ce plan de campagne qui n'avait pas pu entrer dans ses prévisions ; il ne voyait devant lui que des déserts immenses dont il lui faudrait une année entière pour atteindre le bout, et où chaque étape qu'il faisait l'éloignait de la France, puis de ses alliés, puis enfin de toutes ses ressources. En arrivant à Witebsk, il se jeta accablé dans un fauteuil, et faisant appeler le comte Daru, intendant-général de l'armée :

— Je reste là, lui dit-il ; je veux m'y reconnaître, y rallier, y reposer mon armée, et organiser la Pologne. La campagne de 1812 est finie ; celle de 1813 fera le reste. Pour vous, songez à nous faire vivre dans ce pays, car nous ne ferons pas la folie de Charles XII.

Puis s'adressant à Murat :

Plantons nos aigles ici, ajouta-t-il ; 1813 nous verra à Moscou et 1814 à Saint-Petersbourg. La guerre de Russie est une guerre de trois ans.

Mais toutes ces résolutions cédèrent bientôt à son impatience naturelle, et ce fut sa destinée, à lui, qui l'entraîna sur la route de Moscou. Le 14, on battit les Russes à Krasnoï ; on s'empara, le 30, de Viazma, et l'on préluda, le 4 septembre, à la sanglante bataille de la Moskowa, qui fut livrée le 7. La veille, Napoléon avait trouvé à son campement M. de Beausset, préfet du palais, qui lui apportait une lettre de Marie-Louise et le portrait du roi de Rome, peint par Gérard. Ce portrait avait été exposé devant la tente impériale, autour de laquelle s'était formé un cercle composé de princes, de maréchaux et de généraux.

— Retirez ce portrait, dit Napoléon à un de ses serviteurs, c'est trop tôt faire voir à mon fils un champ de bataille !

Retré dans sa tente, Napoléon avait dicté ses ordres pour le lendemain ; à trois heures du matin, Rapp l'avait trouvé le front appuyé dans ses deux mains ; mais à l'arrivée de son aide-de-camp il avait relevé la tête en lui disant :

— Eh bien ! les Russes sont-ils toujours là ?

— Oui, Sire, toujours.

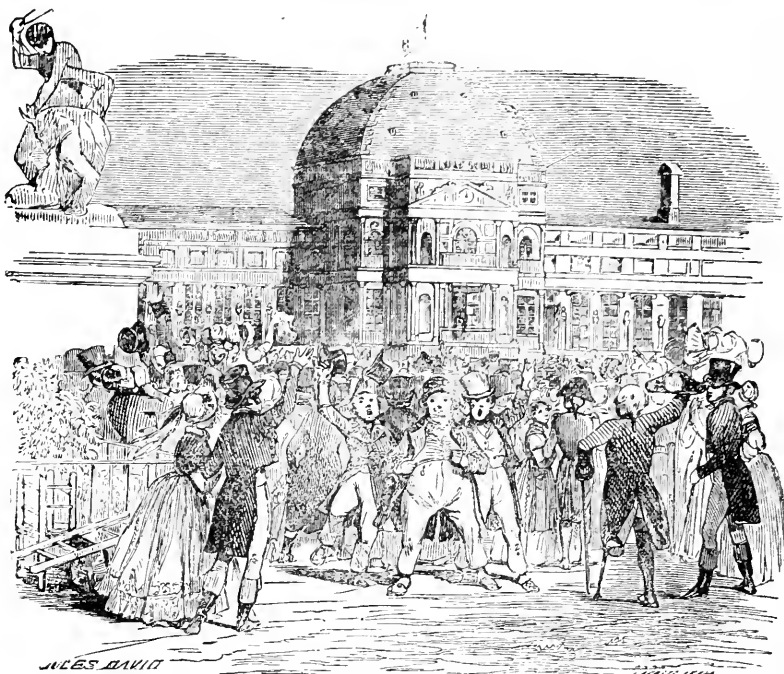
— Ce sera une terrible bataille... Crois-tu à la victoire ?

— Oui, Sire ; mais elle sera sanglante.

— Je le sais ; mais aussi j'ai 80,000 hommes ; j'en perdrai 20,000, j'entrerai avec 60,000 dans Moscou ; les traineurs nous y rejoindront, puis les bataillons de marche, et nous serons plus forts qu'avant la bataille.

Le lendemain, dès la pointe du jour, les acclamations retentirent ; le cri de *Vive l'Empereur !* courut sur toutes les lignes, et, dès que le soleil se fut montré, on lut aux soldats la proclamation suivante, l'une des plus concises, et par conséquent des plus sublimes de Napoléon.

« Soldats ! disait-il, la voilà cette bataille que vous avez tant désirée ! Désormais la victoire ne dépend



Cent mille voix criaient à la fois : Vive l'Empereur ! On s'embrassait, on se félicitait.

« que de vous ; elle est nécessaire ; elle amène l'abondance, et nous assurera de bons quartiers d'hiver » et un prompt retour dans la patrie. Soyez les hommes d'Austerlitz, de Friedland, de Witebsk et de Smolensk, et que la postérité la plus reculée dise en « parlant de vous : il était à cette grande bataille sous « les murs de Moscou ! »

A peine les cris ont-ils cessé, que Ney, toujours impatient, demande à attaquer. Tout prend aussitôt les armes, chacun se dispose pour cette grande scène qui va décider du sort de l'Europe ; une nuée d'aides-de camp partent comme des flèches dans toutes les directions. Murat divise sa cavalerie. Il est six heures du matin, tout s'ébranle, tout marche, tout se porte en avant. Davoust s'élance avec son corps d'armée ; les divisions Compans et Desaix le suivent... Toute la ligne ennemie prend feu comme une trainée de poudre.

Compans est blessé, Rapp accourt pour le remplacer ; au moment où il touche à la redoute des Russes, il tombe atteint d'une balle ; c'est sa vingt-deuxième blessure. Desaix le remplace et est blessé à son tour. Le cheval de Davoust est tué par un boulet. Le prince d'Eckmühl roule dans la poussière, on le croit tué ; il se relève et remonte sur un autre cheval. Rapp se fait porter devant l'Empereur :

— Eh quoi ! toujours blessé ?

— Sire, que voulez-vous ? c'est une mauvaise habitude dont j'ai cherché vainement à me défaire.

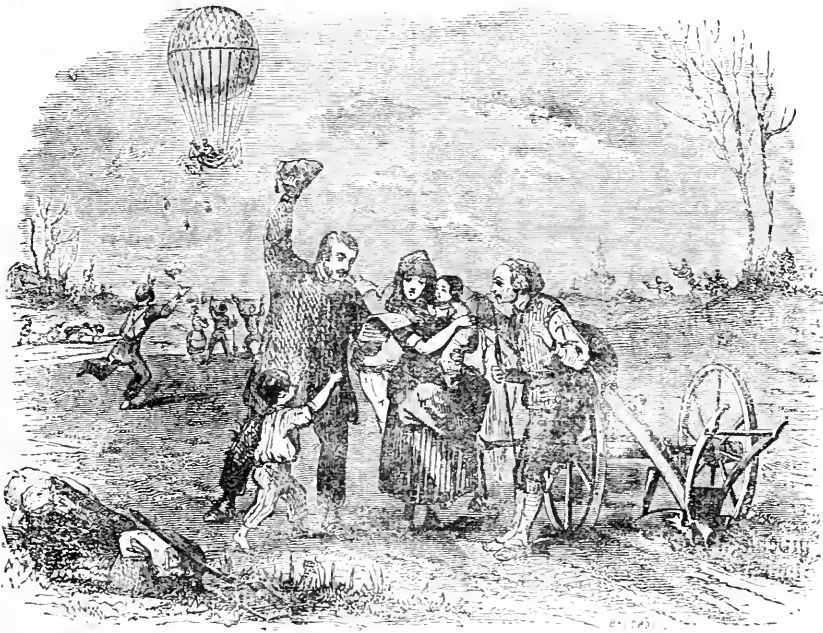
— Que fait-on là-bas ?

— Des merveilles, Sire ; mais il faudrait la garde pour tout achever.

— Je m'en garderai bien, répond Napoléon en faisant un mouvement involontaire : je ne veux pas la faire démolir. Nous gagnerons la bataille sans elle.

En ce moment, nos redoutes s'enflamment, quatre-vingts nouvelles bouches à feu éclatent à la fois ; aux boulets succède la mitraille. Écrasés sous cet ouragan de fer, les Russes cherchent à se reformer. La pluie mortelle redouble : ceux-ci s'arrêtent, n'osent avancer davantage ; et cependant ils ne veulent pas faire un pas en arrière... 40,000 hommes sont là, qui se laissent foudroyer pendant deux heures ; c'est un massacre effroyable, une boucherie sans fin qui laisse cependant Napoléon maître du plus horrible champ de bataille qui ait jamais existé : 60,000 hommes, dont un tiers nous appartenait, étaient couchés dessus ! Nous avions 9 généraux tués et 34 de blessés. Nos pertes étaient immenses et sans résultats proportionnés.

Le 14 septembre 1812, Napoléon et la grande armée entrèrent à Moscou. Mais tout devait être sombre dans cette guerre, jusqu'à nos triomphes. Nos soldats étaient habitués à entrer dans des capitales, et non dans des nécropoles. Moscou semblait une vaste tombe partout déserte, et partout silencieuse. Napoléon s'établit au Kremlin, et l'armée se répandit dans la ville. Au milieu de la nuit Napoléon est éveillé par le



On vit s'élever dans les airs une petite nacelle dans laquelle était madame Blanchard.

cri *Au feu!* Des lueurs sanglantes pénétraient jusqu'à son lit. Il courut à la fenêtre... Moscou n'était qu'un brasier. Il fallut échapper à cet océan de flammes qui montait comme une marée... Pendant ce temps, l'hiver arrive. Le 23, le Kremlin saute, et la retraite commence de s'opérer sans de trop grands désastres, quand tout à coup, le 7 novembre, le thermomètre descend de 5 degrés à 18 au-dessous de glace ; et le 29^e bulletin, en date du 14, apporte à Paris la nouvelle de calamités inconnues jusqu'alors, et auxquelles les Français ne croiraient pas si elles ne leur étaient racontées par leur Empereur lui-même.

A compter de ce jour, c'est un désastre qui égale nos plus grandes victoires. Vingt jours s'écoulent, et, le 5 décembre, tandis que les restes de la grande armée agonisent à Wilna, Napoléon, sur les instances de ses principaux capitaines, part en traîneau de Smorgoni pour la France... Le froid avait alors atteint 27 degrés au-dessous de zéro.

M. de Pradt, l'ambassadeur, venait de recevoir une dépêche du duc de Bassano, qui lui annonçait l'arrivée à Varsovie du corps diplomatique, qui avait passé l'été à Wilna. Il était occupé à répondre à ce chef de la secrétairerie d'État, lorsque les portes de son cabinet s'ouvrent et donnent passage à un homme qui marchait appuyé sur un des secrétaires de M. de Pradt.

— Allons, suivez-moi, dit cette espèce de fantôme

en s'adressant brusquement à M. l'archevêque de Malines.

Un taffetas noir enveloppait la tête de cet homme, dont le visage était comme perdu dans l'épaisseur du vêtement où elle était enfoncée ; sa démarche était encore appesantie par un double rempart de hottes fourrées : c'était une scène de revenant. M. de Pradt se lève, l'aborde, et, saisissant quelques traits de son profil, le reconnaît et lui dit :

— Comment ! c'est vous, monsieur de Caulincourt ? Où est l'Empereur ?

— A l'hôtel d'Angleterre ; il vous attend.

— Et l'armée ?

— L'armée !... répéta le grand-écuyer en levant les mains au ciel ; il n'y a plus d'armée !

Alors, prenant M. de Caulincourt par le bras, M. de Pradt lui dit d'un ton ému :

— Monsieur le duc, il est temps d'y penser ; il faut que tous les vrais serviteurs de l'Empereur se réunissent pour lui faire un rempart de leurs corps.

— Quelle fatalité !... Allons, partons : l'Empereur vous attend.

L'ambassadeur se précipite dans la rue, arrive à l'hôtel d'Angleterre ; il était une heure et demie ; un gendarme polonais gardait la porte. Le maître de l'hôtel l'examine, hésite un instant, et cependant le laisse franchir le seuil de son logis. Il trouve dans la cour une petite caisse de voiture montée sur un traîneau

fait de quatre morceaux de bois de sapin et à moitié fracassé. Deux autres traîneaux découverts servaient à transporter le général Lefèvre-Desnouettes avec un autre officier, le mameluck Rustan et un valet de pied. Voilà tout ce qui restait de tant de grandeur et de magnificence avant le départ pour cette funeste campagne. La porte d'une petite salle basse s'ouvre mystérieusement ; un court pourparler s'établit ; Rustan reconnaît le visiteur et l'introduit. On faisait les apprêts du dîner.

Napoléon était dans une petite salle basse, glacée ; les volets étaient à demi fermés pour protéger son incognito. Une mauvaise servante polonaise s'essouffait pour exciter un feu de bois vert, qui, rebelle à ses efforts, répandait avec beaucoup de bruit plus de mousse dans les coins de la cheminée que de chaleur dans l'appartement. Napoléon, comme à son ordinaire, se promenait dans la chambre ; il était venu à pied du pont de Praga à l'hôtel d'Angleterre, enveloppé d'une pelisse faite avec une étoffe verte. Sa tête était couverte d'une espèce de capuchon fourré, et ses bottes de cuir étaient enveloppées de fourrures.

— Ah ! ah ! vous voilà, monsieur l'ambassadeur, dit-il à M. de Pradt.

Celui-ci s'approcha avec vivacité, et, avec un accent que le sentiment peut seul excuser du sujet au souverain, lui dit :

— Vous vous portez bien, Sire ! Vous nous avez donné bien de l'inquiétude ; mais enfin vous voilà... Que je suis aise de revoir Votre Majesté.

En disant ces mots, M. de Pradt l'aida à se défaire de sa pelisse et de son capuchon.

— Comment êtes-vous dans ce pays-ci ? reprit-il. Alors, rentrant dans son rôle et se remplaçant à la distance dont il ne s'était écarté que par un mouvement bien excusable dans la circonstance, il lui traça avec ménagement le tableau de l'état actuel du duché ; il n'était pas brillant ; cinq mille Russes, avec du canon, marchaient sur Zamosk ; enfin, il lui parla de la détresse des Polonais.

— Qui donc les a ruinés ? demanda Napoléon avec vivacité.

— Sire, la disette de l'année dernière.

— Où sont les Autrichiens ? continua l'Empereur ; il y a quinze jours que je n'ai pas entendu parler d'eux.

— Sire, je n'ai vu personne pendant la campagne, répondit M. de Pradt.

Alors, il lui expliqua pourquoi et comment la dispersion des forces polonaises avait fini par rendre presque invisible une armée de quatre-vingt mille hommes.

— Que veulent les Polonais ?

— Être Français, Sire, s'ils ne peuvent pas être Polonais.

— Mon intention a toujours été qu'ils le fussent. Il faut lever dix mille Cosaques polonais ; on arrêtera les Russes avec cela.

Et quand M. de Pradt lui dit qu'il était fâcheux d'employer à l'étranger des hommes sans talent, Napoléon lui répliqua en lui lançant un regard sardonique :

— Et où y a-t-il des gens à talent ?

Napoléon congédia M. de Pradt en lui recommandant de lui amener, après son dîner, le comte Stanislas Potocki et le ministre des finances. Leur entretien avait duré à peu près une demi-heure, et, pendant ce temps, Napoléon n'avait cessé de se promener paisiblement, selon son habitude. Lorsque ces messieurs allèrent chez l'Empereur, vers les trois heures, Napoléon sortait de table. Aussitôt qu'il les vit entrer :

— Comment vous portez-vous, monsieur Stanislas, et vous, monsieur le ministre des finances ? demanda-t-il.

Et sur les protestations de ces messieurs, de la satisfaction qu'ils éprouvaient à le voir sain et sauf après tant de dangers :

— Des dangers ! répéta Napoléon, pas le moindre. Ne suis-je pas habitué à vivre dans l'agitation ? Il n'y a que les rois fainéants qui engraisseront dans leurs palais ; moi, c'est à cheval et dans les camps. Mais, Messieurs, je vous trouve bien alarmés ici !

— Sire, les bruits publics....

— Bah ! j'ai encore cent vingt mille hommes ; j'ai toujours battu les Russes. Je vais chercher trois cent mille hommes ; dans six mois je serai encore sur le Niémen. Dans ce moment je pèse plus, assis sur mon trône, qu'à cheval à la tête de mon armée. Certainement je la quitte à regret, cette armée ; mais il faut surveiller l'Autriche et la Prusse ; tout ce qui arrive n'est que peu de chose : c'est l'effet du climat ; l'ennemi n'y est pour rien, je l'ai battu partout.

Alors Napoléon parla des âmes fortement trempées ; puis il continua en disant :

— J'en ai vu bien d'autres.... A Marengo, j'étais battu jusqu'à six heures du soir ; le lendemain, j'étais maître de l'Italie. A Essling, j'étais maître de l'Autriche. Cet archiduc avait cru m'arrêter ; mon armée avait déjà fait une demi-lieue en avant ; je n'avais pas encore fait toutes mes dispositions, et l'on sait ce que c'est quand je suis là. Je ne puis empêcher, moi, que le Danube grossisse de seize pieds dans une nuit. Ah ! sans cela, la monarchie autrichienne était finie ; mais il était écrit que je devais épouser une archiduchesse.

Et cela fut dit avec un air d'indifférence.

— Nos chevaux normands, reprit Napoléon, sont moins durs que les Russes, ils ne résistent pas au froid passé quinze degrés, de même que les hommes : allez voir les Bavares, il n'en reste pas un. Peut-être dira-t-on que je suis resté trop longtemps à Moscou. Cela peut être ; mais il faisait beau, la saison a avancé l'époque ordinaire ; j'y attendais la paix. J'ai envoyé le général Lauriston pour en parler. J'ai failli aller à Pétersbourg : j'en avais le temps. On tiendra à Wilna. J'y ai laissé le roi de Naples. Ah ! ah ! c'est un grand drame politique que celui qui se joue en ce moment en Europe. Les Russes se sont montrés ; l'empereur Alexandre est aimé. Ils ont des nuées de Cosaques. C'est quelque chose que cette nation ! On m'a proposé d'affranchir les esclaves, je ne l'ai pas voulu ; ils auraient tout massacré. Qui aurait pu croire qu'on frappât jamais un coup comme celui de l'incendie de Moscou ? Maintenant ils nous l'attribuent ; mais ce

sont bien eux. Beaucoup de Polonais m'ont suivi ; ce sont de braves gens, ceux-là ! ils me retrouveront.

Jusque-là M. de Pradt avait cru devoir laisser le champ libre aux ministres polonais, qui ne prononcèrent pas un mot. Il ne se permit de se mêler à la conversation que lorsque ceux-ci commencèrent à s'apitoyer sur la détresse du duché. Alors Napoléon accorda, à titre de *secours*, une somme de trois millions, qui était depuis trois mois à Varsovie, et trois autres millions en billets provenant des contributions de la Courlande. Ensuite les ministres annoncèrent l'arrivée du corps diplomatique.

— Ce sont autant d'espions, dit Napoléon ; je n'en voulais pas à mon quartier-général. Tous ces hommes-là ne sont uniquement occupés que d'envoyer des notes à leurs cours.

La conversation se prolongea ainsi pendant près de deux heures. Le feu s'était éteint : le froid avait gagné les visiteurs : Napoléon, seul, semblait y être indifférent.

Enfin, après leur avoir demandé s'il avait été reconnu et leur avoir dit que cela lui était égal, il renouvela aux ministres l'assurance de sa protection, et s'appêta à repartir. Les ministres et son ambassadeur lui adressèrent les paroles les plus affectueuses pour la conservation de sa santé et le succès de son voyage.

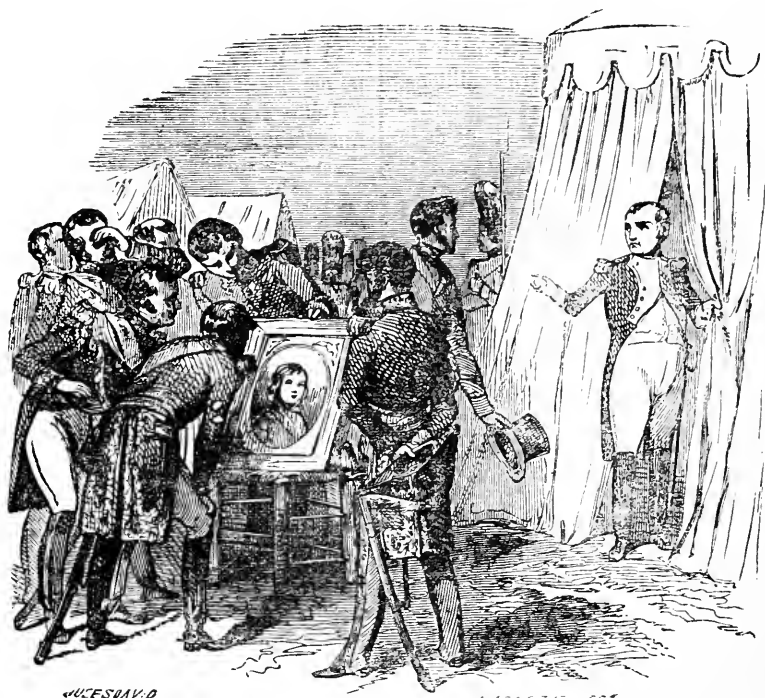
— Je vous remercie, Messieurs, leur répondit-il ; je ne me suis jamais mieux porté.

Telles furent les dernières paroles de Napoléon. Aussitôt il monta dans l'humble traîneau qui portait César et sa fortune, et disparut à tous les yeux.

Le 18 décembre 1812 au soir, c'est-à-dire le lendemain de la publication du 49^e bulletin, qui apprit à la France les désastres de nos armées, l'Empereur se présentait, dans une mauvaise calèche, à un des guichets des Tuileries, dont on hésita quelque temps à lui ouvrir la porte ; mais enfin, s'étant fait reconnaître, il alla surprendre Marie-Louise dans son lit, impatient de recevoir les embrassements d'une épouse et d'un fils qu'il affectionnait sincèrement.



DAVID



Reûrez ce portrait. C'est montrer trop tôt à mon fils un champ de bataille.

CHAPITRE III.



L'ouverture du corps législatif, que Napoléon fit en personne, à Paris, le 14 février 1813, il rappelait à grands traits, aux représentants de la nation, les motifs et les malheurs de la guerre de Russie, la valeur de l'armée française, les services que ses alliés lui avaient rendus, les intrigues et les embarras que l'Angleterre lui avait suscités.

« Je désire la paix, avait-il dit : elle est nécessaire au monde. J'ai fait tout ce qui était humainement possible pour l'obtenir ; on l'a refusée.... Je ne ferai jamais qu'une paix honorable et conforme aux intérêts et à la grandeur de mon empire. Ma politique, à moi, n'est pas mystérieuse. J'ai fait connaître les sacrifices que je pouvais faire ; tant que cette guerre *maritime* durera, mes peuples devront se tenir prêts à toute espèce de sacrifices. »

Ainsi Napoléon avouait que c'était à l'Angleterre qu'il faisait la guerre, à cette Angleterre pour la ruine



Le jeune élève commença. A chaque instant, Napoléon faisait un signe de tête approbatif.

de laquelle il avait imaginé le système continental, à cette Angleterre qu'il était allé combattre en Prusse, en Autriche, en Espagne, en Portugal et en Russie ; à cette Angleterre toujours présente ou cachée, avec ses ruses ou son or. Toutefois, avant de rien entreprendre de décisif, l'Empereur assembla aux Tuileries un conseil privé auquel assistèrent les ministres, l'archi-chancelier, Talleyrand, le président du Sénat et quelques grands dignitaires de l'Empire. Après leur avoir exposé lui-même ce qu'il appelait *son état de situation*, il termina en disant :

— Je pose la question suivante : « Dans les circonstances où nous nous trouvons, me conseillez-vous de négocier pour la paix ou de faire de nouveaux efforts pour continuer la guerre ? »

Comme personne ne se hâtait de répondre, il demanda avec vivacité à l'archi-chancelier, assis près de lui :

— Voyons, Cambacérès, quelle est votre opinion ?

— La paix, Sire, la paix, parce que je crois....

— La paix ! la paix !.... interrompit Napoléon sans lui donner le temps d'achever sa phrase. A vous entendre, il semblerait que vous ayez peur que je vous donne à commander le seul escadron de cuirassiers qui me reste encore. N'ayez pas cette crainte : je sais que vous n'êtes pas fort sur vos étriers.

Puis s'adressant à Talleyrand, placé à l'extrémité de la table, il lui demanda son opinion. Mais, soit que le prudent diplomate ne voulût pas la faire connaître à

tout le monde, soit qu'il eût un autre motif, il fit une réponse évasive.

— Je ne comprends pas, dit l'Empereur.

— Eh bien ! Sire, répliqua Talleyrand, il faut négocier.

Alors, passant au duc de Feltre, l'Empereur lui demanda son opinion. Le ministre de la guerre parut réfléchir un moment, puis répondit d'une voix ferme :

— Sire, je regarderais Votre Majesté comme déshonorée, si elle consentait à l'abandon d'un seul village réuni à l'Empire Français par un sénatus-consulte.

— Voilà qui est clair ! s'écria Napoléon en lançant un coup d'œil sardonique à Talleyrand ; puis il reprit aussitôt en s'adressant toujours à Clarke : Alors que faut-il faire ?

— Sire, armer toute la France.

— A la bonne heure ! s'écria l'Empereur de nouveau en faisant un bond sur sa chaise ; ceci s'appelle parler !

Cependant un membre du conseil se hâsarda à prononcer le mot de traité...

— Point de traité ! reprit Napoléon d'une voix tonnante : mais de la mitraille !

Après de telles paroles, on pense bien, qu'aucun des assistants ne s'avisait d'être d'un sentiment opposé à celui qui paraissait le plus flatter le maître ; le conseil se retira. La volonté forte d'effacer les revers de la Russie par de nouvelles victoires fit employer à Napoléon ce qu'il appelait *les grands moyens*, en donnant à l'opinion publique une impulsion et un élan aussi

rapides qu'incroyables. Tout marcha de front. Il fit rentrer sous les drapeaux 180,000 hommes, créa une artillerie et un matériel immense, forma les gardes d'honneur, et termina toutes les grandes affaires qu'il avait commencées, entre autres celle du Concordat, qui lui tenait le plus au cœur. Il avait appelé à Paris quelques-uns de ses maréchaux pour leur procurer un peu de distraction, et, comme il le disait en plaisantant, pour *leur faire changer d'air*. En les envoyant prendre le commandement de leur corps d'armée, il fut envers eux généreux jusqu'à la munificence : il donna à Ney cent mille écus, et au maréchal Oudinot cinq cent mille francs, parce que sa maison de Bar-sur-Ornain avait été brûlée.

Avant de quitter la capitale, Napoléon, effrayé par le souvenir de la tentative de Mallet, et voulant s'assurer que de pareilles entreprises n'auraient plus lieu, nomma l'Impératrice régente ; et afin de la faciliter dans les graves travaux que sa nouvelle dignité lui imposait, il plaça près d'elle l'homme dans la probité auquel il avait le plus de confiance, son secrétaire intime, M. de Menneval, auquel il recommanda de lui écrire *directement et tous les jours* ; enfin, l'avant-veille de son départ pour l'armée, il organisa définitivement la nouvelle garde soldée, sous la qualification de *Garde de Paris*, et la mit sous les ordres immédiats du ministre de la police.

Le moment décisif approchait ; le sort de l'Europe pouvait se décider dans une seule bataille. Napoléon allait avoir affaire à deux armées formidables, l'une russe, l'autre prussienne, qui toutes deux se croyaient sûres de la victoire, parce qu'elles avaient chacune leur souverain à leur tête. Cet ennemi, qui venait au-devant de nous était de moitié plus fort en nombre ; il avait beaucoup d'anciens soldats et plus de six cents escadrons de cavalerie. Napoléon ne pouvait lui opposer que des bataillons de conscrits, tous fiers à la vérité, de remplacer de vieux braves, et bien décidés à se faire tuer pour sa cause et pour celle de la patrie. Notre cavalerie ne comptait pas dix escadrons ; mais, en revanche, nous avions une artillerie formidable.

Napoléon partit de Saint-Cloud le 15 avril 1813 à deux heures du matin, le 16 à minuit il était à Mayence, et le 24 à Erfurth, qu'il quitta le 25 pour aller, à Weimar, saluer la duchesse régnante : c'était la seconde fois que, suivi de la grande armée, il allait visiter cette princesse : la première, en 1806, en descendant du champ de bataille d'Iéna, et cette fois en y remontant. Après dix minutes d'entretien, il s'élança à cheval et fit sa première marche militaire à la tête de l'escadron de service de la garde. Quoiqu'il avançât au pas, il avait peine à se faire jour au milieu des colonnes qui encombraient la route. De toutes les directions les conscrits accouraient sur son passage et le contemplaient avec admiration, car la plupart de ces jeunes gens ne l'avaient jamais vu. Napoléon avait à ses côtés le prince de Neufchâtel, major-général ; le duc de Frioul, grand-maréchal du palais ; le duc de Vicence, grand-écuyer, et le comte Daru intendant-général de l'armée ; venaient ensuite ses aides-de-camp, tous généraux ; les douze officiers d'ordonnance, dont le nouvel uniforme, bleu d'azur, relevé de bro-

deries d'argent, était des plus élégants ; puis enfin les quatre pages de service et quelques officiers de santé. Le cortège était fermé par une foule de piqueurs et de gens de livrée qui conduisaient de nombreux chevaux de main. Cette première journée fut employée à se reconnaître : chacun avait pris sa place et son rang, l'ordre le plus parfait s'était établi. Personne ne doutait du succès de la campagne : on savait la victoire fidèle à nos aigles.

Le 20 avril on arriva, le soir, à Eskarisberg ; Napoléon se logea militairement dans une des maisons situées sur la grande place de ce bourg. Cette habitation n'avait qu'une seule chambre à chaque étage, après l'avoir visitée, il dit en souriant au prince de Neufchâtel :

— Voici notre bâton de perroquet pour cette nuit.

La suite de l'Empereur occupa les degrés de l'escalier, le rez-de-chaussée et les paliers. Le bataillon de la garde établit ses bivouacs et alluma ses feux sur la place même. Le lendemain 30, Napoléon s'avancit sur la route de Weissenfeld, à la tête de ses colonnes, lorsqu'à deux heures de l'après-midi, la division Souham, qui formait l'avant-garde de l'armée, se trouva tout à coup en présence de deux divisions de cavalerie russe. Souham n'avait pas un cavalier, mais, sans attendre les ordres de l'Empereur, il marcha à l'ennemi. Aussitôt les Russes démasquèrent douze pièces de canon : les Français en mirent un nombre égal en batterie ; de part et d'autre la canonnade s'engagea et devint très-vive. Les Russes voulant en finir, essayèrent plusieurs charges sur nos jeunes soldats ; mais ils furent vivement repoussés par les feux de file de leurs carrés. Forcés bientôt de battre en retraite, ils abandonnèrent deux de leurs canons, et cette division de conscrits entra dans Weissenfeld en poussant des cris de victoire et en traînant à sa suite les deux pièces qu'elle avait prises aux Russes. Napoléon, qui s'était arrêté un instant pour les voir défilier, leur dit :

— Jeunes gens ! Vous avez bien débuté. Vous venez de prouver que je pouvais compter sur vous.

Et sur toute la ligne les schakos s'agitèrent au bout des fusils, aux cris de *Vive l'Empereur !... Le quartier-général passa la nuit à Weissenfeld.*

Le lendemain, 1^{er} mai, à la pointe du jour, les avant-postes signalèrent une forte arrière-garde ennemie, qui s'était établie sur les hauteurs de Pozerna. Napoléon monte à cheval et va lui-même reconnaître la position : c'est le défilé de Rippach qu'il faut traverser pour déboucher dans les plaines de Lutzen. Ces hauteurs sont occupées par Wintzingerode, avec du canon et de la cavalerie. Aussitôt l'Empereur ordonne aux troupes d'enlever cette position : c'est encore la division Souham qui est d'avant-garde. Cette belliqueuse jeunesse s'avance, et l'attention des vétérans se porte aussitôt sur ses manœuvres. L'action s'engage ; de chaque côté on se bat avec acharnement égal ; mais dès le début, l'armée fait une perte cruelle : le maréchal Bessières est tué raide par un boulet.

A peine dix minutes se sont-elles écoulées que l'ennemi commence à reculer sous la mitraille de l'artillerie de la garde. Bientôt les jeunes soldats de Son-

ham s'emparent des hauteurs. La division Girard, qui vient par derrière, franchit le défilé au pas de charge et aux cris de *Vive l'Empereur* ! La division Marchand poursuit l'ennemi sur la route de Lutzen, tandis que Brenier et Ricard passent le défilé à la tête de ces valeureuses recrues, qui se déploient et entrent en ligne de l'autre côté. Mais déjà l'ennemi est en pleine déroute et l'affaire est décidée. Le gros de l'armée française suivit la route de Lutzen.

Au bruit du canon de Pozerna, le prince Eugène s'était vivement porté sur la droite. La division que le général Roguet ramenait à Napoléon se composait de troupes de la vieille garde qui avaient fait la campagne d'hiver : c'était l'élite de la grande armée. La jonction s'opéra, et les vétérans de Moscou tendirent la main aux conscrits de Paris. Dès le même soir, les grognards prirent les postes d'honneur autour d'une maison déserte où Napoléon établit son quartier-général. La jeune garde dressa ses bivouacs en avant de la pyramide de Gustave-Adolphe, près de laquelle Napoléon fit placer des sentinelles pour préserver de la hache des sapeurs les peupliers qui ombrageaient ce monument funèbre.

Sur les deux heures de la nuit, l'aide-de-camp de service prévint Napoléon qu'un aide-de-camp du vice-roi venait d'arriver au quartier-général. C'était le comte de Cornaro. Il le trouva occupé à signer le travail que chacun des ministres lui avait expédié de Paris. Le baron Fain avait devant lui plusieurs portefeuilles ouverts dans lesquels il remettait chaque pièce aussitôt que Napoléon en avait pris rapidement connaissance, car il ne signait jamais aucun papier sans l'avoir lu ; — puis, lorsqu'il eut congédié son secrétaire, il dit à l'aide-de-camp du prince :

— A nous deux maintenant, et faites bien attention à ce que je vais vous dire, afin de le rapporter fidèlement à Eugène...

Alors Napoléon lui expliqua le plan de bataille qui devait avoir lieu quelques jours après, et il fit répéter au comte Cornaro tout ce qu'il venait de lui dire, en lui montrant sur une carte les localités qu'il avait indiquées. Quand il fut assuré que celui-ci l'avait bien compris, il lui recommanda de repartir sur le champ, et envoya chercher le prince de la Moskowa.

— Mon cher maréchal, lui dit-il en allant au-devant de lui, si toutes mes prévisions se réalisent, après-demain il y aura une bataille. Il nous faudra donner un terrible coup de collier ; je compte sur vous.

— Sire, répondit l'intrépide Ney, que Votre Majesté me donne de ses jeunes soldats, je les mènerai où elle voudra. Nos vieilles moustaches en savent autant que nous ; elles jugent les difficultés et le terrain, tandis que ces conscripts ne regardent ni à droite ni à gauche, mais toujours devant eux ; c'est de la gloire qu'ils veulent.

— Eh bien ! mon cher, personne mieux que vous n'est à même de les satisfaire : vous les aurez tous. Je vous donne le commandement du troisième corps, avec les divisions Souham, Girard, Brenier, Ricard et Marchand. Moi, je ne les quitterai pas, nous combattrons ensemble ; vos dernières instructions vous seront expédiées demain ; allez prendre un peu de repos.

Le maréchal s'éloigna. Il était trois heures. Napoléon, vêtu de sa petite redingote grise et accompagné seulement de son aide-de-camp Drouot, sortit du quartier-général et se dirigea à pied vers le monument de Gustave-Adolphe. Il était profondément triste ; la mort de Bessières, qu'il voulait encore cacher, le forçait, pour ainsi dire, à refouler en lui-même des regrets qu'il eût sans doute voulu épancher dans le sein d'un ami ; mais pendant ce trajet il garda le silence. Arrivés près des peupliers qui entouraient la tombe du héros mort jadis à Lutzen, il dit à Drouot :

— Général, laissez-moi, j'ai besoin d'être seul.

Et, se faisant reconnaître des factionnaires qui déjà avaient crié : *Qui vive ?* il pénétra sous les arbres. Le calme de la nuit, le monument funèbre dont la lune éclairait la croix de pierre qui le surmontait, l'ombre des sentinelles qui se projetait autour de lui comme de gigantesques fantômes, la gravité de sa position à la veille d'une bataille peut-être décisive, tout, dans ce lieu, donnait à ses pensées déjà si grandes une teinte majestueuse et solennelle. Napoléon ne se laissait pas dominer facilement par les choses extérieures ; mais ici l'effet moral eut sa réaction, et il avoua plus tard que, durant cette espèce de pèlerinage, il avait éprouvé d'étranges impressions et comme une sorte de révélation de l'avenir. Le jour commençait à poindre lorsqu'il rejoignit Drouot, auquel il dit seulement :

— Il est bon quelquefois de chercher à entr'ouvrir les tombes pour s'entretenir un peu avec les morts.

Puis ils regagnèrent en silence le quartier-général. En traversant le bivouac des grenadiers de la vieille garde, un d'eux voulut s'approcher pour remettre une pétition à l'Empereur ; mais un caporal l'en empêcha en lui disant d'un ton de reproche :

— Laisse-le donc, tu vois bien qu'il revient de faire sa prière.

— Sa prière ! exclama le grognard avec une sorte d'incrédulité dérisoire : *Plus souvent !* il vient de voir les postes avancés.

A ces mots, le caporal reprit avec vivacité :

— Je te dis que le Petit-Caporal vient d'exécuter sa prière, à l'intention du maréchal Bessières, qui est mort *incognito*.

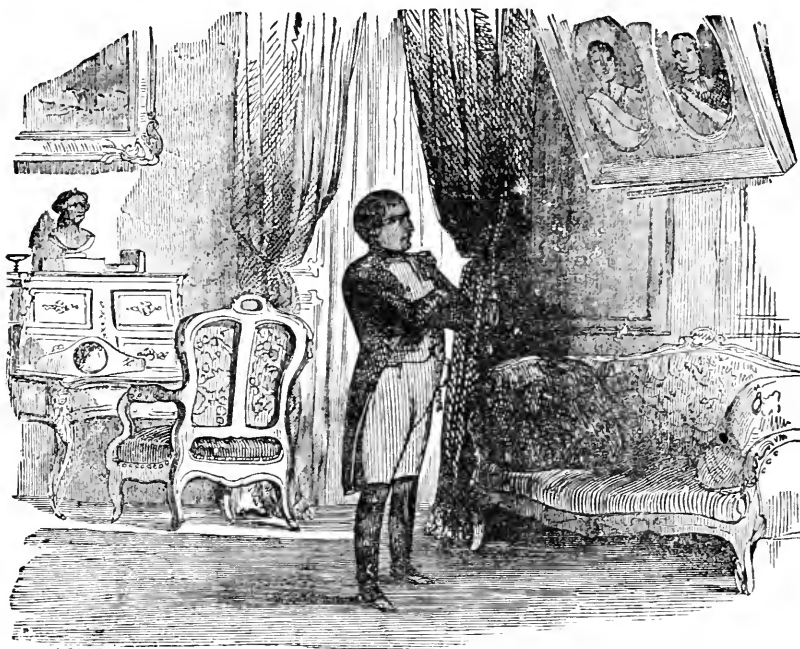
Puis, lui montrant Napoléon, il ajouta d'un ton attendri :

— Regarde comme il a l'air triste... Pauvre *Petit-Caporal*, va !... Il a perdu un ancien camarade de chambrée... Je suis sûr qu'il vient d'aller demander à ce bon Dieu de pierre qui est là-bas sous les arbres, son admission définitive dans le paradis des braves.

— Il en a le droit, dit l'autre grognard en faisant un geste d'assentiment.

En arrivant à son quartier-général, Napoléon se jeta tout habillé sur son lit et dormit trois heures. A huit heures du matin, il était sur pied. Les troupes qui avaient passé la nuit à Lutzen se mirent en route pour Leipzig ; la garde marchait après elles.

Le général Lauriston, ayant pris les devants, se trouvait à neuf heures du matin vis-à-vis de Lindenau, faubourg de Leipsick, et préludait, par des coups de canon, aux passages de l'Elster et de la Pleisse, qu'on semblait vouloir lui disputer. En entendant cette ca-



Ses yeux s'arrêtèrent machinalement sur un double cadre appendu au-dessus d'un meuble.

nonnade, Napoléon monta à cheval en recommandant à ses secrétaires et à ses interprètes de se trouver en même temps que lui à Leipsick, point signalé d'avance comme un des plus importants et des plus difficiles à tenir, à cause de la bataille qu'il s'attendait à livrer le lendemain. Napoléon avait à ses côtés le prince Eugène, qui l'avait rejoint le matin, et le maréchal Ney, qui était venu prendre ses instructions de la bouche même de Napoléon. Déjà on apercevait au loin les feux de l'avant-garde de Lauriston autour des premières maisons de Leipsick, et Napoléon avançait toujours; mais, impatient de savoir si cet engagement était sérieux, il mit pied à terre sur une petite hauteur et, pointant sa lunette sur la ville, il vit, à sa grande surprise, que les toits des maisons étaient chargés d'habitants, qui s'étaient postés là pour être spectateurs du combat.

— Où diable la curiosité va-t-elle se nicher! dit-il à Eugène en haussant les épaules; et lui donnant sa lunette: Tiens, ajouta-t-il, regarde devant toi; je parie qu'avant que nous soyons arrivés, la plupart de ces bonnes gens vont dégringoler les uns sur les autres et se tuer en tombant, pour éviter de se faire blesser en restant où ils sont.

A peine avait-il achevé de parler, qu'une épouvantable canonnade se fit entendre sur la droite, dans la direction du point où les troupes du prince de la Moskowa avaient passé la nuit, c'est-à-dire autour des villages de Gross-Gorschen, de Kaya et de Klein-Gorschen. Napoléon, s'adressant aussitôt au maréchal:

— Et ce qu'ils auraient eu l'envie de nous surprendre, lui demanda-t-il. Cela serait possible: écartons donc.

— Sire, répondit le prince de la Moskowa, l'attaque est vive.

— Et bien! allez voir: vous m'enverrez quelqu'un pour me dire ce que c'est.

Et le maréchal partit pour rejoindre son corps. Dès ce moment toute l'attention de Napoléon se porta sur ce point. Un aide-de-camp du prince de la Moskowa arriva à bride abattue:

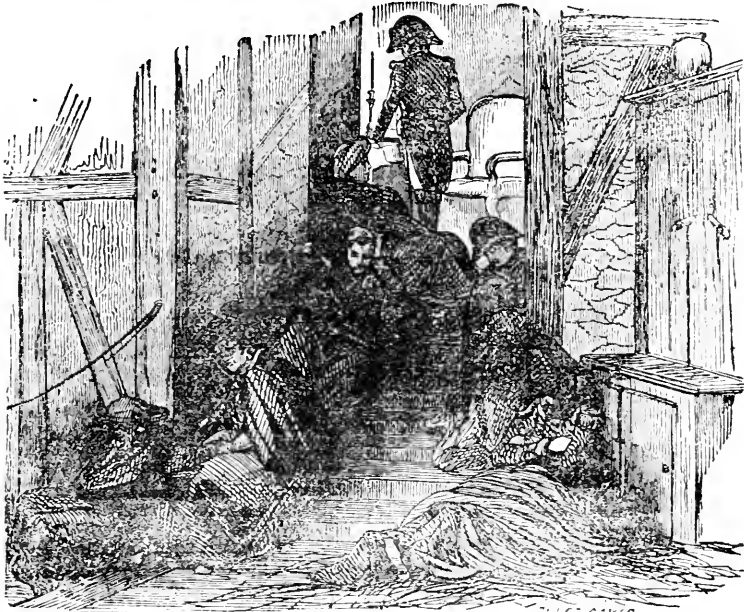
— Sire, dit-il, l'armée ennemie débouche tout entière de Pégau et tombe sur les troupes de M. le maréchal.

— C'est bien, Monsieur; retournez dire au prince de la Moskowa que je vais hâter mes dispositions en conséquence, et qu'avant une demi-heure nous nous reverrons.

Quoique Napoléon ne s'attendît pas à être attaqué dans cette position, il prit aussitôt son parti, et s'adressant aux officiers-généraux qui l'entouraient, il leur dit:

— Nous n'avons pas de cavalerie, n'importe! ce sera une bataille d'Égypte: l'infanterie française doit suffire.

Des officiers d'ordonnance sont aussitôt dépêchés au duc de Raguse et au général Bertrand, pour leur donner l'ordre de presser le pas et de se diriger, à travers champs, sur l'ennemi. Le vice-roi quitte Napoléon et va se mettre à la tête des troupes du duc de Tarente



Messieurs, voici notre bâton de perroquet pour cette nuit.

Quant aux colonnes qui sont échelonnées sur la route de Leipsick, il leur ordonne de serrer leurs rangs et de développer leurs lignes dans la plaine, en s'avancant, au pas de course, au secours du maréchal Ney. Cette manœuvre s'exécute sous ses yeux. En voyant cette fière jeunesse défilér devant lui aux cris de *Vive l'Empereur* ! Napoléon la salue et dit en se frottant les mains :

— Si mes petits Parisiens ne se démentent pas, à trois heures la bataille sera gagnée. Ney a eu raison de me les demander : il me faut aller les voir.

Et il part au grand galop pour rejoindre le corps d'armée du maréchal, en se portant du côté où la canonnade lui semble plus vive. De son propre aveu, *il avait été pris en flagrant délit*, attaqué sur son flanc pendant qu'on exécutait un mouvement qui devait tourner l'ennemi, celui-ci avait marché depuis Dresde, sous une inspiration prussienne, pour reprendre, à léna même, la revanche d'Auerstaedt ; mais quand les coalisés entendirent le canon de Lauriston à Lindelau, ils crurent qu'ils allaient prendre à revers une partie de l'armée française engagée sous Leipsick, et que le reste ne pourrait leur échapper.

Cependant le grand effort de l'artillerie et de l'infanterie ennemie portait sur le centre. Des cinq divisions de Ney, quatre étaient déjà fortement entamées ; le combat devenait terrible ; Kaya surtout était le théâtre de la mêlée la plus sanglante.

Le carnage durait depuis trois quarts d'heure ; l'ennemi était parvenu à enlever les quatre villages et se

disposait à déboucher sur Lutzen, lorsque tout à coup au milieu d'un nuage de poussière et de fumée, parut Napoléon !.... La garde était derrière lui. Sa présence pouvait seule arrêter l'élan des Prussiens : elle produisit sur nos troupes l'effet accoutumé.

— Conscrits ! s'écria Napoléon d'une voix retentissante, votre Empereur est avec vous ! il attend tout de votre courage !

A ces mots, l'enthousiasme reparait sur les figures ensanglantées de ces braves jeunes gens. Ils ne veulent pas faiblir sous les coups meurtriers qui les dispersent : ils retournent dans les champs de Kaya, se rallient en pelotonnant, et, sans cesser de crier *Vive l'Empereur* ; reforment leurs rangs, épaississent leurs colonnes d'attaque et recommencent le combat avec plus de fureur que jamais. Au milieu du désordre, Napoléon rallia lui-même un bataillon de conscrits. Tandis que cette petite troupe s'avance l'arrê au bras, il reconnaît, dans les rangs, un chef de bataillon qu'il avait suspendu de son emploi quelques jours auparavant pour une faute de discipline. Il fait arrêter le bataillon, court à cet officier et lui rend son commandement. Des vivats et des cris de joie éclatent aussitôt dans le bataillon, qui forme au même instant la tête d'une colonne d'attaque aux acclamations des vieux grognards témoins de cette scène. En passant devant eux au pas de charge, ces soldats, électrisés par leur présence, s'écrièrent :

— Vive la vieille garde !

— Vive l'Empereur ! conscrits !. reprirent en masse

les vieilles moustaches, avec un enthousiasme impossible à d'écire.

Et quand ces jeunes gens furent près d'eux, quelques grenadiers leur dirent en faisant de gros yeux ;

— Allons, les Parisiens ! allez *chauffer* les Prussiens un peu ferme ; nous sommes là nous autres ; après vous s'il en reste.

Ceux-ci s'élancèrent ; le bruit le plus épouvantable de mousqueterie se fit entendre : bientôt, aux cris des combattants succéda un silence de mort. C'était principalement sur Kaya que les grands efforts étaient dirigés ; ce village allait devenir incessamment le théâtre d'un gigantesque combat. Toutefois, le maréchal Ney continue de faire face à tout : son chef d'état-major, le général Gouré, est tué près de lui ; le général Girard, déjà blessé de deux coups de feu, tombe atteint par une troisième balle ; on veut le porter à l'ambulance :

— Non ! dit-il en cherchant à se relever, je veux rester sur le champ de bataille, puisque le moment est arrivé, pour tout Français qui a du cœur, de vaincre ou de mourir ; laissez-moi !

Les généraux Cheminau et Guillot sont amputés ; le général Gruener tombe mort ; les officiers d'ordonnance Prétet et Béranger sont blessés en portant des ordres ; mais Souham, Ricard et Marchand restent debout au milieu du feu. Pendant quatre heures on se battit avec une animosité toujours croissante. Gross-Gorschen, Klein-Gorschen et Rahna furent pris et repris sans qu'aucun des deux partis voulût céder le terrain. Les conscrits de France et les jeunes gens de Prusse, la fleur des universités du Nord, les enfants des meilleures familles de Paris étaient là pêle-mêle, luttant corps à corps dans les décombres fumants de ces malheureux villages. Des deux côtés on faisait ses premières armes ; des deux côtés une brillante jeunesse avait répondu à l'appel de son souverain.

Quant à Napoléon, il était toujours resté devant Kaya, à demi-portée du canon de l'ennemi. Dans cette dangereuse position, les batteries prussiennes, établies près de Gorschen et Rahna, tiraient à chaque instant sur la garde, rangée en bataille à peu de distance derrière l'Empereur ; les boulets ronflaient au-dessus de sa tête, les balles et la mitraille sifflaient à ses oreilles. Nous ne craignons pas de dire que dans aucune bataille Napoléon ne parut plus visiblement protégé par sa destinée : car tout le temps qu'il demeura près de Kaya et en avant de Lutzen, il s'exposa au feu de l'ennemi plus près que dans aucun des nombreux combats auxquels il avait assisté jusqu'alors. Cependant une balle ayant emporté, en passant, quelques-unes des torsades d'or qui ornaient le dessus des fontes de sa selle de velours cramoisi, il fit un mouvement involontaire ; mais, son cheval, qui peut-être avait mieux senti que lui l'instinct du danger, baissa les oreilles, enfla convulsivement les naseaux, et indiqua assez, par le tremblement continu de ses membres, qu'il ne voulait plus rester à sa place.

Napoléon, tenant la bride courte, se pencha sur l'arçon de la selle, et, allongeant la main jusque sur le cou de l'animal, le flatta doucement comme pour le rassurer ; puis, reprenant son aplomb, il redevint im-

passible et continua de braquer sa lunette sur les mouvements qui s'exécutaient devant lui. Les guides de l'escorte se tenaient en arrière de l'état-major et un peu à l'écart. Ils avaient remarqué l'effet de la balle, le geste de l'Empereur ne leur avait pas échappé. L'un d'eux, vieux soldat, qui datait de la création des guides et dont la bravoure allait jusqu'à la témérité, dit alors à demi-voix à un de ses camarades nouvellement admis dans les chasseurs de la garde :

— Moustachon, as-tu vu le Petit-Caporal ? ce n'est pas lui qui a peur ; c'est le *poulet d'Inde*.

— C'est ma foi vrai ! répondit avec admiration le jeune chasseur. Il est toujours solide au poste et tranquille comme Baptiste : les lanciers du 2^e l'avaient bien dit.

— Quelle bêtise ! dit une autre vieille moustache, en se mêlant à voix basse à la conversation : je le crois bien qu'il doit être solide et tranquille, puisque les balles viennent tout exprès s'aplatir sur son habit ; et c'est si vrai que, le soir de la Moskowa, son *brosseur*, M. Constant, a trouvé dans la poche de sa veste deux chevrotines qui étaient comme des poires tapées.

— Chasseur de la garde, mon collègue, reprit le vieux guide en se donnant un air d'importance, vous répétez là une incohérence. Encore si vous disiez que c'est *dessus* son grand cordon de la Légion d'Honneur, qui est sous son habit, quelles se *raplattissent*, à la bonne heure ! ça arrive, parce que je l'ai vu ; mais ce n'est pas là le motif : tiens, Moustachon, regarde là-haut !... Vois-tu ?...

Et d'un mouvement de tête le guide indiquait le ciel.

— Et bien ! continua-t-il, c'est à cause de son étoile, qui a une queue, que nous ne pouvons pas voir, parce qu'il y a trop de fumée ; et quand cette étoile n'aura plus de queue, alors, *rrrouf !* le premier boulet d'enfant qui viendra sera pour le Petit-Caporal. C'est un appelé le grand Gustave-Adolphe, monarque des environs, qu'il est mort et enterré dans une pierre, et avec lequel il a été causer un instant, cette nuit, pour lui tirer les vers du nez, qui lui a rapporté cela ; au surplus, le cardinal *Flech* avait déjà dit la même chose à l'Empereur le jour de sa naissance.

Le jeune chasseur était, comme tous les enfants de Paris, incrédule, moqueur et taquin. Il n'avait pas pour les croyances et la personne du vieux guide beaucoup de respect ; aussi lui répondit-il d'un ton goguenard, tout en regardant en l'air :

— C'est possible, mon ancien ; mais, en attendant, ce ne sera ni le roi de Prusse ni le papa beau-père qui feront la queue à cette étoile-là : ils n'ont pas les bras assez longs. Je crois même qu'ils ne nous la feront pas à nous aujourd'hui, quoique nous ne logions pas aussi haut que la comète dont vous nous parlez, et dont j'ai bu du vin, l'année dernière, chez mon oncle le curé.

— Ce n'est pas une raison, petit Moustachon, reprit le vieux soldat en fronçant le sourcil de ce qu'on osait mettre ses paroles en doute ; parce que tu ne sais pas encore que les rois en général, et les empereurs en particulier, ont les bras très-longs, quand ils

veulent. C'est ce que disait hier encore le lieutenant Piquemal, pendant le pansement. Mais, assez causé, Moustachon, les chapeaux bordés ont l'œil sur nous.

Et le vieux hussard se tut en lançant un regard de mépris au jeune guide, qui n'y fit pas attention, tant il était occupé de ce qui se passait autour de lui.

Des obus et des grenades venaient rouler, bondir et éclater aux pieds de l'Empereur; la mitraille continuait à passer au-dessus de sa tête avec son affreux sifflement, sans qu'il en fût atteint. Malheureusement il n'en était pas ainsi pour son état-major. Déjà quelques hussards de l'escorte avaient grommelé entre leurs dents :

— Voilà que ça recommence à *chauffer* un peu dur.

— Le vieux guide, de son côté, avait l'habitude depuis vingt ans, de parler aux obus, et de dire des sottises aux boulets qu'il voyait passer près de lui :

— Au moins, dit-il au jeune hussard, en parlant des obus, *celles-là* s'annoncent quand *elles* viennent nous donner une tape; au *lieu* que ces scélérats de boulets passent sans dire gare! et ne vous avertissent que quand on est mort, ce qui est assez malsain, Moustachon.

Au même instant, un boulet de sept vint friser les jambes de son cheval en labourant la terre.

Oh! le brigand! dit le vieux guide en serrant les dents, et en levant des yeux le projectile pour juger de son effet; passe donc ton chemin, brutal, je ne te connais pas!

Un instant après, un obus vint s'enterrer à quelques pas :

— Gare dessous! dit-il encore en détournant son cheval.

L'obus éclata, blessa un officier d'état-major et deux guides. Bientôt un autre boulet arriva en plein fouet et tua raide l'officier de santé Goulet et un pharmacien appelé Desrosiers; deux autres individus furent blessés grièvement du même coup.

— Ceci devient trop long, dit une voix dans le groupe de l'état-major.

— La position n'est pas tenable, reprit un autre.

— Nous y passerons tous!... ajouta d'un ton sourd un troisième.

Napoléon feignait avec peine de ne pas entendre ces conversations particulières; mais il était facile de lire sur son visage l'extrême mécontentement et toute l'impatience que lui faisait éprouver ce chuchotement continu. Enfin, un officier-général ayant dit, de manière à être distinctement entendu de ses voisins, qu'un régiment de ligne venait de périr tout entier devant Gorschen, l'Empereur, poussé à bout, se retourna vivement sur sa selle en disant d'un ton d'humour :

— Messieurs! un régiment ne périt pas devant l'ennemi; il s'immortalise!

Cependant Napoléon, qui n'a pas perdu de vue Kaya, quitte son état-major, accourt au grand galop de son cheval, et, presque seul, se jetant à la traverse :

— Conscrits! s'écrie-t-il, quelle honte!... C'étant sur vous que j'avais fondé toutes mes espérances, et vous fuyez! Ne me voyez-vous donc pas?... N'avez-vous donc plus de confiance en votre Empereur?

A ces paroles prestigieuses, cette brave jeunesse se rallie aux cris de *Vive l'Empereur!* et, le cœur plein d'enthousiasme, les soldats retournent au combat.

— Le moment de crise qui décide du gain ou de la perte d'une bataille est arrivé! dit alors Napoléon aux officiers de son état-major, qui s'étaient hâtés de le rejoindre. Messieurs, ajoute-t-il, il n'y a pas un moment à perdre si nous voulons en finir.

Sur un signe de Napoléon, les seize bataillons de la jeune garde, commandés par Dumoustier, arrivent en bon ordre. Le duc de Trévise est chargé de les conduire au feu, de marcher sur Kaya tête baissée, et de faire main-basse sur tout ce qui s'y trouvera. Cette attaque est soutenue par les six bataillons de la vieille garde, *vieux guerriers endurcis aux périls, et qui ne craignent ni le feu ni la glace*, dit plus tard Napoléon dans son bulletin. Le général Roguet les commande; et, pour rendre ces forces irrésistibles :

— Drouot! s'écrie Napoléon, réunis une batterie de quatre-vingts pièces, place-la en écharpe pour déborder le village par la droite, et balaie tout ce que tu verras devant toi.

Un mouvement de cette importance n'est que l'affaire d'une parole; Drouot, secondé des généraux Dulaudy et Devaux, l'exécute rapidement; l'Empereur vient lui-même se placer au milieu des pièces, que l'ennemi couvre de mitraille. En même temps la jeune garde se précipite sur Kaya comme un torrent. Le duc de Trévise, qui est à la tête, disparaît dans la mêlée : son cheval est tué sous lui; le général Dumoustier tombe aussi; tous les deux se relèvent et se dégagent. Cette fois, nos jeunes soldats luttent contre les vétérans de l'armée russe et prussienne; ils combattent corps à corps et à l'arme blanche. Ils emportent une dernière fois le village, et l'effet terrible de la grande batterie achève d'écraser l'ennemi. Enfin, cette masse de feux, de poussière et de fumée, restée si longtemps immobile sur le même point de la plaine, prend son cours et repasse à travers le malheureux village, qui n'est plus qu'un amas de décombres embrasés et fumants; Napoléon juge que tout est fini.

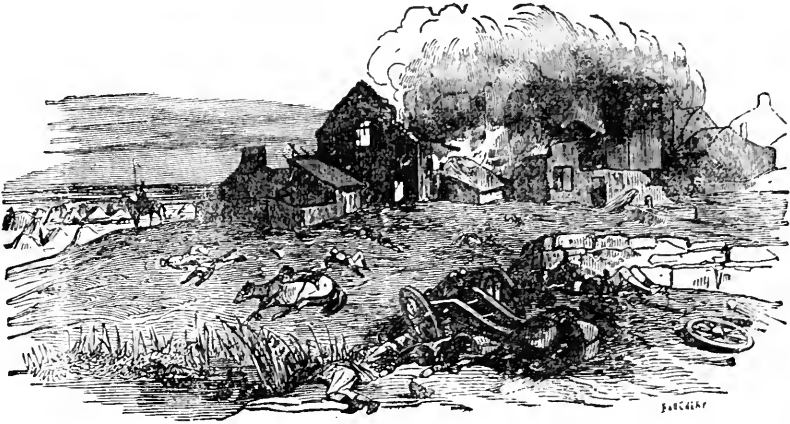
— Rien n'est impossible avec cette jeunesse! dit-il. Puis il demande à un de ses aides-de-camp :

— Quelle heure est-il?

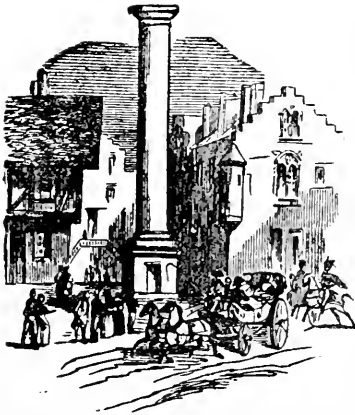
— Trois heures, Sire.

— J'avais donc raison ce matin; la bataille est gagnée.

Napoléon défendit qu'on poursuivît l'ennemi. Il connaissait la nombreuse cavalerie dont les alliés pouvaient disposer; d'ailleurs il avait remarqué que la plus grande partie n'avait pas donné. Des courriers s'élancèrent alors du champ de bataille pour aller porter à Paris, dans toute l'Europe et jusqu'à Constantinople, la nouvelle que les Français avaient ressaisi la victoire.



CHAPITRE IV



Il faisait nuit, lorsque, le 2 mai, le vice-roi expédia à l'Empereur un aide-de-camp, le comte Cornaro, pour lui raconter de vive voix, en attendant le rapport qui devait lui être envoyé plus tard, les détails circonstanciés de ce qui s'était passé de son côté, et

enfin pour recevoir ses ordres. En présence de Napoléon, entouré de son état-major, l'aide-de-camp s'acquitta de sa mission. Lorsqu'il eut fini de parler, Napoléon lui demanda d'un air de satisfaction :

— Eh bien ! avez-vous entendu ma canonnade de Raza ?

— Sire, aussi bien que Votre Majesté a dû entendre la nôtre de Gross-Gorschen, lui répondit Cornaro. Le village de Gross-Gorschen a été pris et repris par trois fois, et toujours à la baïonnette ; mais à la quatrième nous l'avons bien tenu.

Alors Napoléon, s'adressant aux officiers-généraux qui l'entouraient, leur dit avec exaltation :

— Messieurs ! depuis vingt ans que j'ai l'honneur de commander les armées françaises, je n'avais pas

encore vu autant de bravoure et de dévouement.

Puis, se retournant vers l'aide-de-camp, il ajouta :

— Commandant, allez vous reposer ; vous direz à Eugène qu'il en fasse autant ; en fait de valeur, rien ne peut désormais m'étonner de lui.

Napoléon voulut que l'armée restât en colonnes serrées, tant il craignait que la cavalerie des alliés ne vint, dans l'obscurité, renouveler ses attaques. Ce qu'il avait prévu arriva : vers les neuf heures du soir, comme il revenait à Lutzen, à travers le champ de bataille, au moment où il côtoyait avec son escorte une haie basse, il fut tout à coup salué par un feu de mousqueterie. Au même instant l'alerte devint générale.

— Ah ! ah ! dit l'Empereur d'un ton presque gai, il y a des gens qui ne sont jamais contents ; eux-ci, à ce qu'il me paraît, n'en ont pas encore assez.

L'ennemi avait voulu profiter du premier désordre d'un campement de nuit, pour essayer de jeter sa cavalerie au milieu de nos bivouacs ; mais les premiers sur lesquels elle tomba étaient de la jeune garde, commandée par Dumoustier. On la reçut avec une fusillade à bout portant, et de telle sorte, que les assaillants furent culbutés les uns sur les autres ; la plupart périrent étouffés sous leurs chevaux. Quelques heures après, rien n'était magnifique et horrible à la fois comme l'illumination du champ de bataille, couvert de morts et de mourants. Les blessés faisaient entendre des plaintes et des gémissements ; on les voyait se traîner de tous côtés à la lueur sinistre de l'incendie des villages où les divers combats avaient



Tout à coup les portes du cabinet s'ouvrent; c'est l'Empereur..... (Chap. I.)

été livrés, et où l'artillerie avait fait de si épouvantables ravages : il y avait eu quarante mille coups de canon tirés par l'armée française.

Napoléon arriva à Lutzen à dix heures. Il travailla toute la nuit, dicta le bulletin de la bataille et l'ordre du jour suivant, si remarquable par son laconisme, qui devait être lu le lendemain matin devant chacun des corps de la grande armée :

« Soldats ! je suis content de vous ! vous avez rempli mon attente. Vous avez suppléé à tout par votre dévouement et par votre bravoure. Vous avez, dans la célèbre journée d'hier, vaincu et mis en déroute les armées russe et prussienne, commandées par l'empereur Alexandre et le roi de Prusse en personne. Vous avez ajouté un nouveau lustre à la gloire de mes aigles. Vous avez prouvé tout ce dont vous étiez capables. La bataille de Lutzen sera mise au-dessus des batailles d'Austerlitz, d'Iéna et de la Moskowa. Soldats ! vous avez bien mérité de l'Eu-

rope civilisée : l'Allemagne vous rend des actions de grâce, la France s'enorgueillit d'avoir des enfants tels que vous ; votre Empereur vous contem-ple. »

Nos jeunes soldats accueillirent cette proclamation par des trépignements de joie et des cris frénétiques de *Vive l'Empereur !* Le lendemain 3 mai, à la pointe du jour, les troupes ayant déjà pris les armes, Napoléon remonta à cheval et commença l'inspection du champ de bataille, qui s'étendait sur une surface de deux lieues carrées. Plus des trois quarts de la perte de la journée avaient été supportée par l'armée prussienne. Jamais l'acharnement de la guerre n'avait été si loin ; jamais aussi grande lutte n'avait soulevé d'aussi grands peuples. La Russie, la Prusse et la France avaient été là plutôt comme nations que comme armées, et jamais les haines nationales n'avaient débordé avec tant de fureur. Écrasés et tombant par masses, les Prussiens étaient morts dans leurs lignes,

sans céder leur position ; et quand, sur la fin de la journée, le feu de la terrible batterie commandée par Drouot eut mis leurs bataillons en lambeaux, et qu'ils ne purent plus que mourir sans résultat, ils se retirèrent, ainsi que les Russes, en poussant un immense *hourra*, dernier soupir du colosse expirant.

En approchant de Kaya, Napoléon remarqua que beaucoup de nos conscrits morts avaient encore leurs baïonnettes engagées dans le corps d'un ennemi. Il détourna la tête en disant :

— Je m'explique maintenant pourquoi il s'est fait si peu de prisonniers.

Il ne passa devant aucun de ses soldats blessés sans être salué du cri de *Vive l'Empereur* ! Ceux mêmes qui avaient perdu un membre ou qui allaient mourir quelques moments après lui rendaient ce dernier hommage. Il répondait à leurs acclamations en se découvrant devant eux. Ayant aperçu un officier de la garde impériale russe qui respirait encore :

— Yvan, dit-il à son premier chirurgien, descendez de cheval et voyez si vous pouvez sauver cet homme : ce sera toujours une victime de moins.

Plus loin, il vit le cadavre d'un jeune Prussien de la division des volontaires de Berlin, qui semblait encore tenir quelque chose serré contre son sein. Il s'approcha : c'était un morceau de drapeau de sa nation. Ce jeune homme, en mourant, n'avait pas voulu l'abandonner. A cette vue, Napoléon ne chercha pas à dissimuler ce qu'il éprouvait. On l'entendit murmurer :

— Brave enfant ! tu étais digne de naître Français. Puis, s'adressant à ses officiers, il leur dit d'une voix pleine d'émotion :

— Vous le voyez, un soldat a pour son drapeau un sentiment qui tient de l'idolâtrie : il est l'objet de son culte, comme un présent reçu des mains d'une maîtresse. Qu'un de vous, Messieurs, fasse rendre sur-le-champ les honneurs funèbres à ce brave jeune homme ; je regrette de ne pas connaître son nom, j'écirais à sa famille. Ne le séparez pas de son drapeau ; ce morceau de soie sera pour lui le plus glorieux linceul.

A peine achevait-il ces mots qu'une détonation se fit entendre à vingt pas en arrière. On se précipita à l'endroit indiqué par un petit tourbillon de fumée qui se dissipait en l'air... C'était un conscrit qu'on venait d'amputer et qui avait voulu se faire sauter la cervelle. Le malheureux ne s'était pas tué sur le coup ; mais il était horriblement défiguré. Napoléon s'approche et lui dit doucement :

— Que signifie cet acte de désespoir ? On allait t'emporter d'ici, te secourir ; pourquoi as-tu voulu te tuer ?

— Mon Empereur, répond le jeune soldat d'une voix mourante, vous avez passé tout à l'heure près de moi sans me regarder ; vous être allé parler, là-bas, à des Prussiens qui ne pouvaient vous comprendre. Je n'ai pu vous voir hier, parce que nous n'avons pas même eu le temps de nous retourner ; aujourd'hui je ne voulais pas mourir sans que vous prissiez garde à moi. J'ai réussi, je suis content. Pardon, mon Empereur, de vous avoir dérangé.

Et le conscrit retourna.

Napoléon se jette à bas de son cheval, se précipite sur le corps ruisselant de sang de cet infortuné, et cherche à le ranimer : mais cette fois il était mort tout à fait. Alors il entr'ouvre ses vêtements, cherche dans ses poches avec l'espoir de découvrir un livret, un papier qui puisse lui faire connaître son nom ; il ne trouve rien ; seulement, le numéro de boutons de son habit lui apprend qu'il appartient au 18^e d'infanterie légère. C'était un régiment presque entièrement composé des enfants des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, et qui s'était couvert de gloire la veille.

Napoléon remonta à cheval en essuyant ses yeux, et donna des ordres pour faire achever l'enlèvement des blessés.

Tout en avançant, la tristesse que lui avait causée cette visite du champ de bataille se dissipa peu à peu, et lorsqu'il aperçut le vice-roi qui venait au-devant de lui, elle disparut entièrement. Il mit pied à terre, l'embrassa avec effusion, et, passant son bras sous le sien, ils se promènèrent tous deux devant les feux éteints qu'on voyait encore jalonnés çà et là. Dans cet intervalle, le général Charpentier se présente ; Napoléon l'accueille avec gracieuseté, fait l'éloge de la division qu'il commande, et le complimente en termes expressifs sur sa belle conduite de la veille.

— Sire, lui répond modestement le brave général, je n'ai fait que mon devoir.

— Oui, oui, je sais, général, reprend Napoléon en reculant d'un pas et en portant la main à son chapeau comme pour le saluer ; vous l'avez toujours fait ainsi.

Charpentier, voyant les bonnes dispositions de l'Empereur à son égard, en profita pour lui demander le grade de général de brigade pour l'adjudant-commandant Bourmont, son chef d'état-major, qui s'était particulièrement distingué à la dernière attaque de Gorschen.

— Sire, ajouta Eugène, M. de Bourmont a fait partie de mon état-major pendant toute la campagne de Russie ; j'ose vous affirmer qu'il s'est constamment bien conduit, et... il n'a encore reçu aucune faveur de Votre Majesté.

A ces mots, le front de Napoléon se rembrunit ; il y eut un moment de silence, après lequel il dit :

— Bourmont ! Bourmont !... Votre Bourmont ! je ne sais... j'ai des rapports contre lui ; cependant on verra. Puis il sembla réfléchir, et reprit bientôt après : — Au fait, s'il s'est bien comporté, il doit être récompensé. Général Charpentier, faites dire à Bourmont de venir me parler.

On alla chercher M. de Bourmont, qui ne se fit pas attendre. Dès que Napoléon l'aperçut, il fit quelques pas au-devant de lui.

— Monsieur de Bourmont, lui dit-il, je vous fais général de brigade ; désormais ne serez-vous pas de mes amis ?

— Sire, depuis que j'ai l'honneur de servir Votre Majesté, je me flatte qu'elle n'arien eu à me reprocher : elle peut compter sur mon dévouement absolu.

— Maintenant, général, je ne saurais en douter : touchez là.

Et Napoléon lui tendit la main. M. de Bourmont se

précipita dessus et y posa ses lèvres. Alors l'Empereur se retournant du côté de Labédoyère, premier aide-camp d'Eugène, qui était survenu pendant cet entretien :

— Charles, lui dit-il en souriant, je te nomme colonel du 113^e de ligne, es-tu content ? Et comme Labédoyère faisait éclater sa joie : — C'est bon, c'est bon ! reprit-il avec un geste amical, ce sera plus tard que tu me remercieras.

Pour prouver sa reconnaissance à l'Empereur, Labédoyère se fit blesser trois jours après en emportant Kolditz à la tête de son nouveau régiment, et scella de son sang, deux ans après, la foi qu'il avait promise à Napoléon. Quand à M. de Bourmont... Mais nous ne devons parler que des événements du lendemain de Lutzen, et non de la veille de Waterloo.

Une semblable victoire, au début d'une campagne, devait avoir un effet moral prodigieux. Elle arrêta pour un temps la défection de nos alliés et exalta le courage de nos jeunes bataillons, qui gagnèrent dès lors la fermeté et l'aplomb des plus vieilles troupes. Le soir même, Napoléon établit son quartier-général à Pégau. Le 4, il marcha en avant avec le corps de Macdonald, de Marmont et de sa garde. Le vice-roi formait l'avant-garde.

Pendant ce temps, l'Empereur de Russie et le roi de Prusse étaient à Dresde ; mais, par une marche et des dispositions aussi promptes que savantes, Eugène, ayant battu trois jours de suite le général Milorassowitch à Leffersdorf, à Ertzendorf et à Limbach, ouvrit les portes de Dresde à Napoléon, qui marchait derrière lui, et le 8 mai au matin, à l'approche de nos troupes, les souverains alliés se décidèrent à abandonner cette capitale de la Saxe. A midi, le général Grundler, chef d'état-major du 11^e corps, prit possession de la ville au nom de l'Empereur.

A cette nouvelle, Napoléon descendit dans la vallée de l'Elbe. Les riches coteaux de Dresde s'offrirent à ses regards ; le printemps y avait déjà développé toute sa magnificence ; mais sur le vaste amphithéâtre qui s'offrait devant lui, les baïonnettes russes brillaient encore de toutes parts. De noires colonnes de fumée signalaient, à droite et à gauche, l'incendie des ponts de l'Elbe, et dans le lointain on entendait encore le canon qui grondait, tandis que dans la ville toutes les cloches des églises célébraient l'arrivée du nouveau vainqueur. En avant des barrières, Napoléon trouva une députation composée des notables de la ville, qu'il ne voulut ni voir ni écouter, et passa outre.

Il avait appris que, quatre jours auparavant, les habitants étaient allés en foule à la rencontre des souverains alliés ; que des jeunes filles, formant une double haie et portant des corbeilles remplies de fleurs, les avaient semées sur le passage des monarques étrangers ; enfin que, le soir, la ville avait été illuminée, et que sur de nombreux transparents, cette devise : *Délivrez-nous de lui !* avait été tracée en caractères allégoriques. D'ailleurs, le départ du roi de Saxe pour la Bohême avait à ses yeux une gravité toute particulière ; on lui avait persuadé qu'il existait, entre ce prince et les souverains alliés, des arrangements secrets. Accoutumé qu'il était depuis quelque

temps à trouver partout la trahison, Napoléon crut trop facilement qu'il avait à venger des injures personnelles, à punir des griefs et à prévenir de nouveaux périls. Aussi, lorsque arrivé près du pont de l'Elbe, qui sépare la ville vieille de la ville neuve, il eut aperçu les membres du corps municipal de Dresde qui l'attendaient avec la harangue d'usage sur les lèvres, et, dans les mains, le plat d'argent sur lequel étaient les clefs d'or de la ville, ses regards s'allumèrent, il poussa son cheval droit à eux, et épargna à ces magistrats la honte de lui exprimer des vœux qu'ils avaient encore, depuis la journée de Lutzen, offerts à ses ennemis, en leur disant d'une voix retentissante :

— Je ne vous connais plus !... Il n'y a plus de municipalité !... Votre souverain s'est vendu à mes ennemis... Je le déclare hors de ma protection ; il a cessé de régner.

Et s'emparant avec vivacité des clefs qu'on lui avait présentées à genoux, il les lança avec force dans l'Elbe, en s'écriant, dans l'excès de son exaspération ;

— Vous n'avez plus qu'un maître ! et ce maître c'est moi !...

C'en était trop pour le cœur d'un peuple accoutumé à l'adversité, mais non au mépris. Un murmure s'échappa de cette foule pressée qui l'entourait. Sans s'inquiéter de cette courageuse protestation, Napoléon reprit d'une voix plus élevée :

— Vous mériteriez que je vous traitasse en pays conquis. Je sais tout ce que vous avez fait pendant que des rois coalisés contre la France occupaient votre ville. Je sais quelles insultes vous m'avez prodiguées. Vos maisons portent encore les débris de vos guirlandes. Je vois encore, sur le pavé, le reste des fleurs qui ont été semées sous les pas de mes ennemis....

Ici Napoléon se tut, comme pour juger de l'effet de ces paroles foudroyantes. Voyant qu'elles avaient plongé ceux à qui elles s'adressaient dans la stupeur, il se calma, et promenant des regards plus doux sur la foule attentive et muette, il reprit d'un ton plus rassurant :

— Je devrais vous punir, et cependant je veux tout pardonner. Bénissez votre roi, car c'est lui qui sera votre sauveur. Malgré ses torts envers la France et envers moi, je ne puis oublier l'ancienne amitié qui me lie à lui. Je veux croire qu'on l'a abusé, qu'on a surpris sa religion et qu'il s'en justifiera. Aussi bien, vous avez été assez punis, puisque vous venez d'être administrés par un Prussien obéissant à un Russe. Je veillerai moi-même à ce que la guerre vous cause le moins de maux possible, et pour vous donner un gage de ma clémence, c'est le général Durosnel, mon aide-camp, qui sera votre gouverneur. Votre roi lui-même le choisirait pour vous....

A peine l'Empereur eut-il fini de parler, que la multitude fit éclater sa joie par des vivats et des bénédictions ; et si quelque chose avait pu encore exalter la reconnaissance de ce peuple, c'était la certitude que son roi allait lui être rendu. On sait que ce vénérable prince était adoré de ses sujets ; aussi, lorsque Napoléon eut été entièrement désabusé sur son compte, employa-t-il tous les moyens pour prouver à son A-



Je te dis que le Petit-Caporal vient d'exécuter sa prière à l'intention du maréchal.

dèle allié toute l'estime et toute l'amitié qu'il avait pour lui.

Le retour du roi de Saxe à Dresde fut un triomphe. Napoléon envoya au-devant de lui son aide-de-camp, M. de Flabaut, et lui-même alla à sa rencontre. Toute la garde impériale, en haie, lui présenta les armes, depuis Pirna jusqu'à son palais. En l'abordant, l'Empereur se jeta dans ses bras et l'embrassa presque les larmes aux yeux, en lui disant avec effusion :

— Sire mon frère, c'est aujourd'hui que je recueille les lauriers de Lutzen.

Tout le temps qu'il séjourna à Dresde, Napoléon s'étudia à témoigner au roi les attentions les plus délicates. Or, on sait que lorsqu'il le voulait, il avait les manières les plus séduisantes, jointes à l'adresse et à l'esprit qu'il savait mettre à ce qu'il fallait savoir bien faire, pour se servir d'une de ses locutions. Mais revenons au jour de son entrée à Dresde.

En traversant la ville, des milliers de têtes se montrèrent partout, depuis les soupiraux des caves jusqu'aux mansardes les plus élevées, et des milliers de bouches firent retentir les airs du cri sans fin de *Vive Napoléon* ! Quant à lui, accablé de gloire et de fatigue, il arriva au logement qui lui avait été préparé dans le palais du roi. Là, tout en marchant à grands pas, ses yeux s'arrêtèrent machinalement sur un double cadre appendu au-dessus d'un meuble, et qui renfermait les portraits de l'empereur de Russie et du roi

de Prusse, mis en regard. Aucun doute que ces peintures n'eussent été oubliées à cette place par suite de la précipitation avec laquelle cet appartement avait changé de maîtres. Quoi qu'il en soit, Napoléon les regarda un moment d'un œil de feu ; puis, reprenant sa promenade, il se croisa les bras sur la poitrine, en disant avec une étrange inflexion de voix :

— Qu'ils viennent me proposer des traités ! Ce n'est plus avec la plume que je les ratifierai maintenant, c'est avec l'épée !

À la glorieuse campagne de 1813 succéda bientôt la campagne fabuleuse de 1814, où Napoléon devait être vainqueur partout où il se trouverait, et vaincu partout où il ne se trouverait pas.

Au dire de savants tacticiens, dans cette courte campagne de France, si remplie de prodiges, l'Empereur fit souvent dépendre sa fortune d'un coup de main habilement conçu, hardiment exécuté. Ne nous croyant pas apte à décider une question aussi délicate, nous nous abstenons ; toutefois nous dirons, d'après les hommes compétents en pareille matière, qu'en aucun temps, si le génie de Napoléon ne déploya plus de ressources, plus de fécondité, plus de présence d'esprit et plus d'héroïsme, rien aussi ne fut plus admirable que l'ardeur d'une poignée de braves qui, devenus comme insensibles aux souffrances, conservaient au milieu de toutes les privations une gaieté intarissable et un dévouement sans bornes ; ils semblaient



Conscrets ! votre Empereur est avec vous ! Il attend tout de votre courage !

renaître et se multiplier devant ces masses ennemies toujours grossissantes.

En cinq jours, Napoléon avait successivement écarté les corps de troupes dont se composait l'armée de Silésie, commandée par le prince de Schwartzemberg, qui s'avancait sur Paris. Il semblait que, dans un si pressant danger, il eût retrouvé les sublimes inspirations qui présidèrent aux merveilleux faits d'armes de ses premières campagnes d'Italie. Mais, malgré d'aussi brillants avantages, et bien que ses braves soldats n'eussent jamais reculé devant les fatigues, Napoléon sentit la nécessité de leur laisser quelques jours de repos, d'autant mieux qu'étant entré en négociations avec Schwartzemberg, il espérait conclure un armistice. Soissons d'ailleurs, était défendu par une bonne garnison et pouvait arrêter l'ennemi, tandis que ses maréchaux attaqueraient Blücher en queue et en flanc et le prendraient comme dans un piège. Malheureusement, cette fois encore, les Prussiens échappèrent, nous ne savons comment, aux combinaisons de Napoléon, au moment même où il croyait les tenir. A peine Blücher s'était-il présenté devant Soissons, que les portes lui avaient été ouvertes. Un général appelé Moreau, qui commandait cette place, s'était empressé de la livrer à Bulow, ce qui avait ainsi assuré aux alliés le libre passage de l'Aisne. En apprenant cette fâcheuse nouvelle, Napoléon s'écria :

— Ce nom de Moreau me sera donc toujours fatal !

Il ne fallut pas aller plus loin ; il s'arrêta dans un gros bourg, où il bivouaqua. Le lendemain, avant de se mettre en route, il accorda des fonds au maire de la commune pour la réparation de l'église que les Prussiens avaient dévastée. Dans la même journée, on vint lui annoncer que Blücher, quoique blessé à Méry quelques jours auparavant, descendait les deux rives de la Marne, avec un corps prussien composé de 80,000 hommes de troupes fraîches, sans doute pour s'emparer de Meaux. Schwartzemberg, informé aussi du mouvement du généralissime prussien, avait coupé court aux négociations pour reprendre immédiatement l'offensive à Bar-sur-Seine. Napoléon, dont le génie embrassait d'un rapide coup d'œil toutes les opérations de l'ennemi, mais qui ne pouvait être à la fois partout, résolut d'aller en personne combattre Blücher, tout en laissant croire à sa présence devant Schwartzemberg. A cet effet, un corps d'armée fut envoyé à la rencontre des Autrichiens, et dès que nos troupes furent à portée de l'ennemi, elles firent retentir l'air de ces cris d'allégresse qui annonçaient toujours la présence de l'Empereur parmi elles. Pendant ce temps, suivi de son état-major, il se porta en toute hâte à la rencontre de Blücher ; mais une perte, en quelque sorte irréparable dans les circonstances où nous nous trouvions, dut ralentir cette marche.

La veille, 26 mars, les alliés s'étant emparés d'un convoi composé d'une énorme quantité de poudre, d'obus, de boulets et de munitions de toutes sortes, firent imprimer aussitôt un bulletin dans lequel ils rendaient compte de cette capture. Un exemplaire de cet ordre du jour tomba entre les mains du maréchal Macdonald, qui pensa qu'une telle pièce devait être immédiatement communiquée à l'Empereur, qui ne souffrait pas qu'on apportât le moindre retard à lui apprendre de mauvaises nouvelles ; aussi Napoléon s'écria tout d'abord :

Ils mentent !

Le maréchal insista, l'Empereur persista à ne pas y croire.

— Non ! mille fois non ! monsieur le maréchal, s'écria-t-il ; on vous a trompé.... Et d'ailleurs, c'est impossible !

Macdonald lui remit alors le bulletin, qui était imprimé en allemand et en français. L'Empereur l'examina avec beaucoup d'attention :

— Tenez ! s'écria-t-il de nouveau en indiquant du doigt, examinez vous-même : c'est aujourd'hui le 27, n'est-ce pas?... Eh bien ! ce bulletin est daté du 29 : cette pièce est donc fausse.

Macdonald, qui avait plus fait attention à la nouvelle en elle-même qu'à la date, demeura comme stupéfait et balbutia :

— Ma foi... Sire... Votre Majesté a raison....

— Parbleu ! reprit Napoléon en déguisant mal la joie qu'il ressentait d'une semblable découverte, je le savais bien ; mais, maintenant, est-ce que j'ai jamais gain de cause avec vous, Messieurs?... Vous ne croyez plus aux paroles de votre Empereur !...

Et se retournant vivement vers Drouot, qui gardait le silence, absorbé qu'il était par l'examen du bulletin :

— Eh bien ?

— Hélas ! Sire, répondit Drouot, qui avait quelques connaissances de l'art typographique, je dis que la nouvelle n'est que trop vraie, il n'y a là qu'une faute d'impression ; le 9 est un 6 retourné.

Vraiment, reprit Napoléon : et, après un minutieux examen, il dit à demi-voix : C'est possible, vous aviez raison, monsieur le maréchal, vous pouvez rejoindre vos troupes.

Comme Macdonald saluait sans ajouter un mot, l'Empereur fit quelques pas, et lui prenant vivement la main, la lui serra avec un sentiment indéfinissable en lui disant :

Pardon, Macdonald, j'avais tort ; mais c'est une fatalité !

Le soir de cette journée, après avoir fait quatorze lieues à cheval, on fit halte au petit village d'Herbisse, où Napoléon se disposa à passer la nuit. Le presbytère avait été désigné d'avance par Berthier comme devant être le quartier-général. En voyant arriver chez lui l'Empereur, avec son état-major, ses maréchaux, ses officiers d'ordonnance et ce qu'on appelait *le service d'honneur*, le curé d'Herbisse faillit perdre la tête de joie et de surprise, lorsque Napoléon, après avoir mis pied à terre dans la cour du presbytère, lui dit avec ce ton de bienveillance qui savait si bien captiver :

— Bonjour, monsieur le curé, nous venons vous demander l'hospitalité pour une nuit seulement, mais ne vous effrayez pas de notre visite : nous nous ferons si petits que nous espérons ne pas trop vous gêner.

Il s'établit ensuite dans une pièce unique située au rez-de-chaussée, qui servait en même temps à leur hôte de salon, de chambre à coucher, de cuisine et de salle à manger. Le prince de Wagram ayant fait observer à l'Empereur qu'il serait très-mal dans une salle aussi petite et aussi humide, celui-ci lui répondit en riant et en lui désignant du doigt deux de ses officiers :

— Je serai toujours plus à mon aise que ces Messieurs.

Dans ce moment, en effet, deux officiers d'état-major s'étaient enfoncés jusqu'à la ceinture dans une mare qu'ils n'auraient pu deviner dans la cour, dissimulée qu'elle était par des broussailles. Ils en furent quittes pour faire une faction d'un quart d'heure devant un grand feu de fagots qu'on alluma tout exprès pour eux.

En un instant, Napoléon s'était trouvé entouré de ses bougies, de ses cartes et de ses papiers, et il s'était mis au travail avec autant de calme qu'il l'eût pu faire dans son cabinet des Tuileries ; quant aux autres il leur fallut beaucoup plus de temps pour s'installer. Ce n'était pas chose facile, pour tant de monde, que de trouver place dans cette mesure qui composait le presbytère d'Herbisse, y compris même ses dépendances. Heureusement ces messieurs, bien qu'il y eût parmi eux plus d'un prince, se montraient alors fort accommodants et très-disposés à se prêter à la circonstance.

Les officiers d'ordonnance, véritables dandys de l'armée, faisaient cercle autour de la nièce du curé, grosse réjouie qui leur chantait des cantiques sur l'air : *O fontenay !* tandis que ceux-ci l'accompagnaient en chœur. Pendant ce temps, le bon curé se donnait un mouvement extraordinaire pour faire dignement les honneurs de chez lui. Un moment après, arriva le mulet de la cantine, si impatiemment attendu. Le curé ne possédant qu'une table qu'il avait donnée à l'Empereur, on en improvisa une avec un volet posé sur un tonneau, et, au lieu de chaises, on se servit de grosses bûches sciées en trois, que l'on décora du nom de tabourets. Les officiers-généraux s'assirent, les autres restèrent debout. Le curé ayant pris place à la table entre le maréchal Lefèvre et son chef d'état-major, tout le monde fit honneur au repas, qui ne se composait que de bœuf froid, de pommes de reinette et d'une omelette vraiment pyramidale ; il n'y manquait qu'une chose, c'était du beurre, mais l'excellent vin dont le curé avait couvert la table avec profusion fit oublier la pauvreté et la maigreur du menu. Le souper fini, on s'occupa du coucher. On trouva dans une grange voisine un abri et quelques bottes de paille ; il ne resta en dehors que les officiers de service, assis ou couchés sur le seuil de la chambre occupée par l'Empereur, et le mameluck Roustan, à qui Napoléon avait donné l'ordre d'entrer pour l'éveiller, n'importe à quelle heure de la nuit, dans le cas où une estafette se présenterait au quartier-général.

Le lendemain, des quatre heures du matin, Napoléon, qui ne s'était pas déshabillé, sortit de sa chambre en enjambant par dessus ceux des officiers qui dormaient encore çà et là : il les réveilla en leur pinçant le bout de l'oreille :

— Allons, messieurs les paresseux, leur disait-il gaiement, levez-vous donc ; est-ce que l'on dort ainsi lorsqu'on a les Cosaques à ses trousses?.. A cheval!..

En un instant tout le monde fut debout, et Napoléon, pressé d'en finir avec Blücher, quitta le presbytère bien avant le jour, après avoir recommandé que la marche se fit en silence et dans le plus grand ordre..... Le bon curé dormait encore. A son réveil, il dut trouver dans sa poche une bourse contenant 1000 francs en or, que le fourrier du palais y avait placée par ordre de l'Empereur.

Malgré les victoires de Saint-Dizier, de Brienne et de la Rothière, les coalisés continuaient de marcher sur Paris. C'était à la fin de janvier 1814. Le 3 février Napoléon, précédé de la vieille garde, arrive à Troyes, qu'il quitte trois jours après pour aller couper la route de Paris à l'ennemi, qui s'y dirige à marches forcées ; mais à peine l'armée française s'est-elle portée sur Nogent, que les autorités municipales de Troyes ne tiennent leurs portes fermées que le temps nécessaire pour obtenir des Russes la garantie d'une capitulation, et le lendemain, 7 février, l'empereur Alexandre y fait son entrée à la tête d'un corps de troupe considérable.

Cette nouvelle ajoute encore à la stupeur qui s'est emparée des esprits et dissipe la dernière espérance du soldat. On sait que Napoléon n'a pas voulu donner de nouveaux pouvoirs au duc de Vicence. Le congrès de Châtillon est rompu : c'est ce que veulent les alliés. Le ministre de la police et ses agents ne se trompent pas au sujet des craintes qu'il leur a déjà exprimées. A mesure que les alliés s'étaient avancés en France, le parti des Bourbons, tout faible qu'il était, cherchait par tous les moyens possibles à réveiller le souvenir de cette ancienne dynastie. Mais les merveilleuses victoires de la Ferté-sous-Jouarre, de Champ-Aubert, de Montmirail, de Vauchamps, de Montereau, ramenèrent bientôt Napoléon et son armée devant Troyes. Les habitants venaient de passer dix-sept jours sous le joug des Prussiens et des Russes. Le peuple, exaspéré par les violences et les humiliations de toutes sortes que l'ennemi lui a fait subir, a vu avec colère les tentatives des royalistes. L'indignation de la multitude n'avait attendu, pour éclater, que le départ des étrangers. Forcé de s'arrêter, pour ainsi dire, à chaque pas, Napoléon apprend ainsi, du haut de son cheval et de la bouche d'habitants honorables, le sujet du mécontentement général. Il promet prompt et sévère justice des coupables.

Cependant les événements et le temps marchaient, on était arrivé au 31 mars.

Depuis huit jours la capitale était sans nouvelles officielles de l'Empereur ; on savait cependant qu'il était dans les environs de Saint-Dizier ; mais son absence et l'éloignement de l'armée avaient fait perdre à beaucoup de Parisiens l'espérance d'être secourus à temps. Le départ de l'Impératrice et du roi de Rome

avait mis le comble au découragement ; enfin la fuite des ministres et des principaux chefs du gouvernement avait causé partout le désaccord et la confusion. Aussitôt que les riches eurent la certitude que les alliés marchaient sur la capitale, ils ne songèrent plus qu'à capituler : mais les pauvres voulaient combattre, car ils avaient à conserver une gloire acquise au prix du sang de leurs enfants, et les ouvriers des faubourgs avaient demandé des armes qu'on s'était bien gardé de leur donner.

Pendant ce temps, Napoléon livrait encore un combat. Ce dernier triomphe devait hâter sa chute. Croyant avoir suffisamment imposé aux coalisés pour les rendre immobiles pendant quelque temps, il forme le projet de laisser à ses lieutenants le soin de couvrir Paris et d'aller lui-même manœuvrer sur les derrières de l'armée de Schwartzemberg. Une dépêche interceptée dévoile aux généraux cette tentative audacieuse, et ils se hâtent de marcher sur la capitale, où les appellent les agents qu'ils y entretiennent. Déjà Napoléon n'est plus qu'à quelques marches, lorsqu'il apprend à Doulevant, le 29 mars, le danger dont Paris est menacé. Il ordonne aussitôt au général Dejean, son aide-de-camp, de partir à franc étrier pour aller annoncer son arrivée à Joseph Bonaparte. Cet officier est en outre porteur d'une lettre pour son frère et du bulletin des derniers événements. En lui donnant ses instructions, Napoléon ajoute :

— Et surtout recommandez bien à mon frère qu'il fasse tout pour empêcher que ma femme et mon fils soient pris par les Cosaques !

Puis il choisit parmi les chevaux de son écurie le meilleur et se dirigea sur Troyes, où il arriva le 30, à cinq heures du matin, après avoir fait quinze lieues sans débrider.

Ce jour-là, à la même heure, la bataille était engagée sous les murs de Paris. Les jeunes soldats du duc de Trévise et du maréchal Marmont, avant d'abandonner la capitale aux étrangers qui la cernaient déjà, avaient voulu tenter un dernier effort. Quelques milliers d'hommes composant le noyau des dépôts restés à Paris, les élèves de l'École Polytechnique, formés en compagnies d'artillerie, le corps des sapeurs-pompiers et cinq ou six mille braves Parisiens fournis par la garde nationale, étaient sortis des barrières le matin avant le jour, pour prendre part au combat. Ils n'étaient pas en tout vingt mille, mais ils n'avaient pas désespéré de faire tête à l'ennemi. L'attaque avait commencé sur le bois de Romainville, par l'avant-garde du corps d'armée du prince Schwartzemberg. Le village de Pantin, pris et repris plusieurs fois, était resté au pouvoir des Français, et les alliés avaient été forcés de faire avancer leurs réserves. La résistance opiniâtre de nos troupes multipliait à tel point les obstacles, qu'il était douteux que les ennemis pussent s'emparer dans cette journée des hauteurs qui dominent Paris. Dès lors les événements devenaient problématiques, car l'approche de Napoléon et sa présence au milieu des troupes, toutes faibles qu'elles étaient, pouvaient en un moment changer la face des affaires ; mais à midi le plan d'attaque des coalisés se développa entièrement. Blücher, arrivé sur la droite



Brave enfant ! tu étais digne de naître Français.

s'avança avec les Prussiens à travers la plaine Saint-Denis et marcha sur Montmartre ; à gauche, les colonnes du prince de Wurtemberg se portèrent sur Charonne et Vincennes. Dès ce moment, nos braves, enveloppés de toutes parts et resserrés davantage d'heure en heure, perdirent tout espoir et ne combattirent plus que pour mourir. Ce fut alors que le seul bataillon de la vieille garde qui défendait Pantin fut forcé, après d'incroyables prodiges de valeur, d'abandonner cette position aux Russes, qui s'y établirent une dernière fois. Cette poignée d'hommes battait en retraite, lorsqu'un de ces soldats, déjà atteint de deux mortelles blessures, tomba sur la chaussée et répondit à son capitaine, qui essayait de reveler son courage, ces paroles sublimes :

— Ah ! cette fois, ils sont de trop !

Aussitôt le duc de Raguse fit connaître sa situation à Joseph, à qui Napoléon avait confié le commandement de l'armée parisienne. Celui-ci expédia sur-le-champ le billet suivant :

« Si M. le maréchal duc de Raguse et M. le maréchal duc de Trévise ne peuvent plus tenir, ils sont autorisés à entrer en pourparlers avec le prince de Schwartzemberg et l'empereur de Russie, qui sont devant eux. Ils se retireront sur la Loire avec leurs troupes.

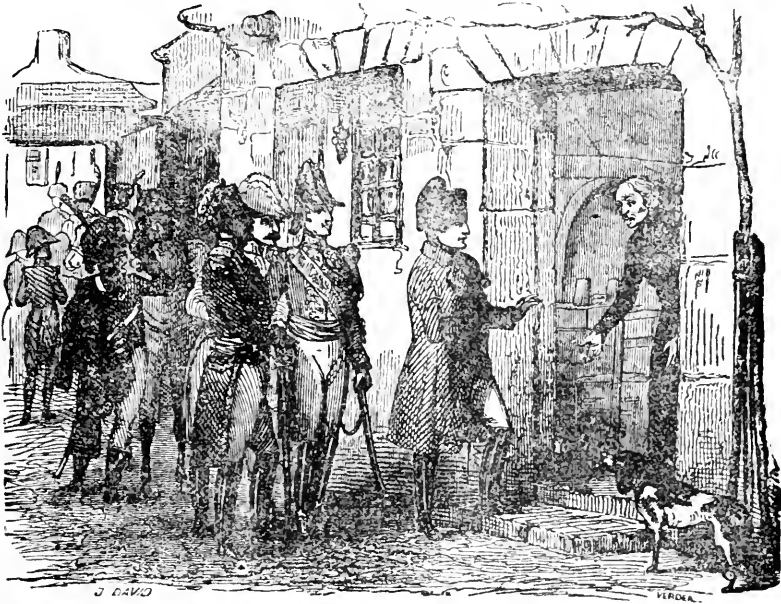
« JOSEPH BONAPARTE.

« Montmartre, le 30 mars 1814, à midi et demi. »

Le frère de l'Empereur, ayant vu les flots de l'ennemi s'avancer jusqu'au pied de Montmartre, avait reconnu qu'on ne pouvait différer davantage de capituler. A midi et demi donc, c'est-à-dire immédiatement après avoir adressé à Marmont cette autorisation, il s'était dirigé sur le bois de Boulogne, en suivant l'avenue appelée *Chemin de la Révolte*, pour gagner la route de Versailles et rejoindre l'Impératrice à Rambouillet. A peine ce prince était-il parvenu à l'extrémité du bois de Boulogne que le général Dejean arriva à Paris. Il se dirige sur Montmartre, que Joseph vient d'abandonner, s'informe, court sur ses traces, le rejoint bientôt et lui remet la lettre de l'Empereur en même temps qu'il lui rend compte de sa mission. Cette lettre était ainsi conçue :

« Au roi Joseph,

« Conformément aux instructions verbales que je vous ai données avant mon départ, et à l'esprit de toutes mes lettres, dans lesquelles je vous ai dit que, quoi qu'il arrive, vous ne deviez pas permettre que l'Impératrice et le roi de Rome tombassent entre les mains des coalisés, je vous préviens que j'ai manœuvré de façon à ce que demain je sois à Paris avec ma garde. D'ici là tenez ferme. Mettez à l'abri le trésor et les munitions. Ne quittez pas mon fils. Rappelez-vous que je préférerais le voir dans la Seine plutôt qu'au pouvoir des ennemis de la France.



Monsieur le curé, nous venons vous demander l'hospitalité pour une nuit seulement.

« Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire.

« Votre affectionné frère,

« NAPOLÉON. »

L'ex-roi d'Espagne et de Naples lut cette lettre sans que son visage trahit la moindre émotion ; puis il dit froidement au général Dejean en continuant sa marche :

— Il est trop tard : j'ai donné des ordres à Marmont pour traiter avec l'ennemi.

Mais le général Dejean est un de ces militaires pour qui l'honneur est plus que la vie. Il ne peut comprendre la retraite de Joseph ; son âme généreuse s'indigne de tant de faiblesse.

— Oui, Sire, répondit-il avec une respectueuse dignité, je rapporterai fidèlement à l'Empereur les paroles de Votre Majesté ; mais elle ne voudra pas ajouter foi à ce que j'ai vu,

Et, saluant le prince, il pique des deux, traverse Paris, arrive au camp du duc de Trévise vers les trois heures et demie, et raconte à ce maréchal ce qui se passe. Celui-ci écrit aussitôt à M. de Schwartzemberg :

« Prince, des négociations viennent d'être entamées. Épargnons s'il se peut l'effusion du sang. Je me crois suffisamment autorisé à vous proposer une suspension d'armes de vingt-quatre heures, pen-

« dant laquelle nous pourrions traiter, afin d'épargner « à la ville de Paris, où nous sommes résolus de nous « défendre jusqu'à la dernière extrémité, les horreurs « d'un siège. »

Le capitaine Lacourt, aide-de-camp du maréchal, est chargé de porter cette dépêche au quartier-général autrichien. Sur ces entrefaites, Marmont s'était mis en communication avec l'ennemi. Ses palembantaires, d'abord accueillis à coups de fusil sur la route de Belleville, avaient été mieux reçus du côté de La Villette. Admis enfin en présence des chefs de l'armée coalisée, ils avaient annoncé que les deux maréchaux commandant les forces françaises étaient autorisés à traiter ; ils avaient demandé une suspension d'armes et elle leur avait été accordée. Mais aussi, pendant le temps qui s'était écoulé en pourparlers, l'ennemi s'était emparé des hauteurs du Père-Lachaise ; au centre il avait pénétré dans Belleville et Ménilmontant, il s'était établi sur les buttes Saint-Chaumont, qui dominent tout Paris : Blücher était maître de la barrière Saint-Denis ; enfin Montmartre venait d'être occupé.

Tandis que le sang coulait sous les murs de Paris, le boulevard des Italiens n'avait pas cessé d'être couvert d'une foule de promeneurs qui paraissaient ignorer ce qui se passait si près d'eux, lorsque tout à coup, sur les quatre heures, un cri général de *sauve qui peut* se fait entendre depuis la porte Saint-Martin

jusqu'à la rue de la Paix. On s'enfuit, on se jette les uns sur les autres, comme au temps plus récent de nos émeutes populaires : les flots des fuyards épouvantés s'étendent jusque par-delà le Palais-Royal.

On a cherché longtemps la cause de cette panique, sans qu'on ait jamais pu la découvrir. Suivant les uns, deux Cosaques, qui s'étaient précipités dans Paris par la barrière Saint-Martin, et qui avaient galopé jusqu'au boulevard, où ils avaient été tués, avaient occasionné ce désordre ; suivant les autres, il était dû à un lancier polonais, qui, ayant bu de façon à justifier complètement le proverbe, avait descendu le faubourg Montmartre au triple galop en criant à tue-tête : « Vive l'Empereur ! voici les Cosaques ! »

Le soir, les ducs de Trévise et de Raguse se réunirent à La Villette. Ils entrèrent dans un mauvais cabaret tenu par un nommé Touron, où ils avaient été devancés par MM. de Nesselrode et le comte Orloff. Là furent rédigés les principaux articles de la capitulation de Paris, qui fut signée par ces deux représentants des empereurs d'Autriche et de Russie et par les colonels Fabvier et Saint-Denis, le premier appartenant au corps de l'état-major général, le second, premier aide-de-camp de Marmont. Quelques jours après, tout le monde put voir, sur la devanture du cabaret où le sort de la France avait été décidé, cette inscription écrite en grosses lettres blanches sur un fond rouge :

AU BOEUF A LA MODE.

Ici, le 30 mars 1814, d'auguste mémoire,

Par le secours de nos amis les alliés.

La divine Providence rendit à la France un père.

TOURON, MARCHAND DE VINS TRAITEUR.

Elle ne fut effacée qu'un an après, lors du retour de Napoléon au 20 mars 1815 ; mais la maison existe encore, seulement elle a changé de maître et de destination : c'est aujourd'hui un hôpital pour les animaux malades.

Mais, tandis que ces graves événements se passaient dans la capitale, que faisait Napoléon ?

Arrivé à Troyes, comme nous l'avons dit, il ne prit qu'une heure de repos et se remit en route. Selon son habitude, il n'avait mis aucun de ceux qui voyageaient si rapidement avec lui dans la confidence du lieu sur lequel il se dirigeait. A Sens, il ne s'arrêta que le temps nécessaire pour avaler un bouillon. A chaque relais, il demandait, avec empressement, des nouvelles de l'Impératrice et du roi de Rome, et apprenait successivement en changeant de chevaux, que sa femme et son fils avaient quitté Paris, que l'ennemi était aux portes de la capitale et qu'on se battait. Alors il pressait lui-même les postillons et leur distribuait de l'or : les roues brûlaient le pavé. Jamais Napoléon n'avait calculé plus impatiemment les distances. Enfin, vers minuit, il n'est plus qu'à quelques lieues de Paris. En relayant à Fromenteau, non loin des fontaines de Jusivy, l'anxiété qu'il éprouve est arrivée au dernier degré.

— Avant une heure, dit-il en frappant sur le genou de Berthier, qui n'a cessé de ronger ses ongles

pendant la route, nous serons à la tête des défenseurs de la capitale.

Au même instant arrive une estafette, qui demande à grands cris si l'on sait où est l'Empereur. Sur un signe, cet homme s'approche de sa voiture.

— Qui êtes-vous, et qui vous envoie vers moi ? lui demande Napoléon avec vivacité.

— Sire, je suis un des courriers particuliers de M. le comte de Lavalette, qui m'a chargé de remettre cette lettre à Votre Majesté, n'importe le lieu et l'heure où je la rencontrerai.

— Allons donnez ! fait l'Empereur.

Le courrier cherche dans ses poches et ne retrouve pas sa lettre ; il se tâte, se trouble, balbutie quelques mots. Napoléon tient toujours le bras tendu vers lui.

— Vous l'avez perdue, je parie ! s'écrie Napoléon.

Enfin, cet homme retrouve la missive dans l'une de ses bottes ; elle avait glissé de sa ceinture, où il l'avait placée en partant. Napoléon la lui arrache plutôt qu'il ne la lui prend des mains, et l'ouvre avec précipitation... M. de Lavalette lui annonce que la capitulation de Paris a été signée ce même jour à onze heures du soir, que les coalisés, avec les souverains, doivent faire leur entrée dans la capitale le lendemain à midi, et termine en disant que *tout était consommé*.

— Faute d'une heure ; s'écrie l'Empereur avec un accent indéfinissable.

Il entre suivi de ses officiers, dans la maison de poste, se fait apporter la carte sur laquelle il a coutume de marquer les différentes positions de ses troupes et celles occupées par les ennemis, au moyen de petites épingles dont les têtes sont enduites de cire de diverses couleurs ; mais bientôt il est forcé de renoncer à cette froide occupation de stratégie, dévoré qu'il est par l'inquiétude de savoir ce qui se passe en ce moment à Paris. Ils sort de la maison de poste pour prendre l'air, car il répète à chaque instant que *sa tête est brûlante*, et il se promène à pas lents sur le bas-côté de la grande route qui mène à Paris, et semble abandonné aux plus sombres réflexions. Ses officiers le suivent silencieusement. A peine y a-t-il dix minutes qu'il marche ainsi, que le général Belliard paraît à la tête d'une des colonnes d'artillerie qui viennent de quitter la capitale. Napoléon le reconnaît et l'appelle par son nom. A sa vue, Belliard saute à bas de son cheval, et bientôt la conversation s'engage entre eux. Le général raconte à l'Empereur les détails de la bataille. Dès que Bertrand, Caulincourt et Berthier avaient vu Napoléon s'entretenir avec ce général, ils s'étaient tenus à l'écart ; l'Empereur les appelle bientôt.

— Eh bien ! Messieurs, leur dit-il, d'après ce que j'apprends, il nous faut aller à Paris tout de suite : partons !

Et prenant le bras de Belliard, il hâte le pas pour rejoindre les voitures qui sont restées attelées, à quelques pas, devant la maison de poste.

— Sire, lui disait Belliard chemin faisant, je puis certifier à Votre Majesté qu'à l'heure qu'il est il ne doit plus y avoir de troupes dans la capitale.

— N'importe ! j'y trouverai la garde nationale ; ma garde m'y rejoindra demain, et avec elle j'aurai la

tôt rétabli les affaires. Vous allez me suivre avec votre artillerie.

— Mais, Sire, il y a autour de Paris, plus de cent trente mille hommes.

— Monsieur le général, reprit Napoléon avec un geste sublime et un regard superbe, ma garde saura bien se faire jour à travers ces gens-là.

— Sire, Votre Majesté s'expose à se faire prendre...

A ces mots, Napoléon s'arrête, et, saisissant le bras de Belliard qu'il presse avec énergie :

— Moi !... prisonnier d'un Russe ou d'un Prussien !... Moi ! répète-t-il d'un ton de dédain, jamais ! je sais le moyen d'échapper à une telle infamie.

Après de nouvelles instances de Napoléon pour marcher en avant et de nouvelles représentations de Belliard, auxquels s'étaient joints Berthier et Caulincourt, pour le dissuader de son projet, l'Empereur dit d'un ton de résolution et de mépris tout à la fois :

— Allons, je vois bien que tout le monde a perdu la tête. Joseph est un... *imbécile* et Clarke un traître ; je commence à m'en apercevoir.

En ce moment l'avant-garde de la colonne d'infanterie du maréchal Mortier parut sur la route ; Napoléon demanda impérieusement au duc de Vicence de faire avancer sa voiture, et continua de marcher la tête baissée, laissant échapper, de temps en temps, quelques exclamations, sur ce qu'il appelait la *bêtise* de son frère et la *trahison* de son ministre de la guerre. Le prince de Neuchâtel, voyant que l'Empereur ne prenait aucun parti et que le temps s'écoulait, car le jour commençait à poindre, le pressa d'envoyer à Paris

M. de Caulincourt, pour traiter avec les souverains coalisés.

— Sire, ajouta-t-il, rien n'est désespéré. Il n'y a encore de signé qu'une convention ; et M. le duc de Vicence, en sa qualité, pourrait...

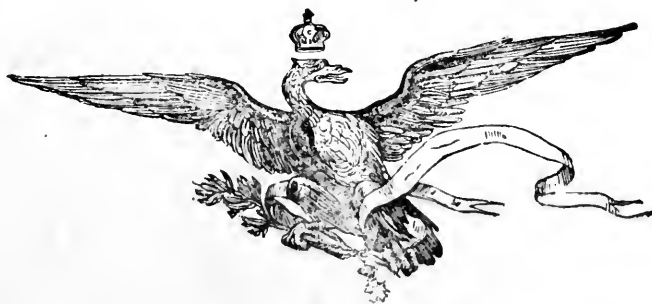
— Monsieur le duc, interrompit Napoléon, n'en s'adressant au duc de Vicence, Berthier a raison. Partez à l'instant, et voyez l'empereur Alexandre ; peut-être m'est-il encore possible d'intervenir. Je vous donne carte blanche ; mais songez, cette fois, que l'honneur et la dignité de la France sont entre vos mains.

Napoléon remonta dans sa voiture, et tous ceux qui l'avaient rejoint prirent la route de Fontainebleau. A six heures du matin, il entra dans la cour du Cheval-Blanc. Il ne voulut pas qu'on lui ouvrit les appartements d'honneur, et campa, plutôt qu'il ne logea, dans un petit appartement qu'il affectionnait particulièrement, celui situé au premier étage et qui longe la galerie dite de François I^{er}, le même où la reine Christine de Suède avait fait assassiner Monaldeschi. Puis il traversa cette galerie à pas précipités en disant d'un ton de brusquerie qu'on n'avait jamais remarqué en lui :

— Je n'ai besoin de personne. Qu'on me laisse.

Puis enfin, après un moment de silence, appuyant ses deux poings fermés sur son front, il ajouta plus bas et d'une voix concentrée :

— Après tant de sang répandu, après tant de grandes actions, tant de triomphes, de travaux et de persévérance, voilà donc où viennent aboutir les choses humaines !....





Là furent rédigés les principaux articles de la capitulation de Paris.

CHAPITRE V.



E temps était passé où Napoléon, ce maître du monde, faisait les honneurs du vieux palais de François 1^{er} à ceux qu'il avait dotés d'une couronne! Il n'y rentrait, lui, que pour y déposer la sienne. Cette fois les splendides appartements d'honneur restaient fermés. Les officiers de sa maison civile et militaire occupent, dans la *cour du Cheval-Blanc*, les modestes logements qu'on leur a préparés à la hâte; pendant ce temps, les troupes que Napoléon ramène de la Champagne arrivent par la route de Sens, elles ont fait plus de cinquante lieues en moins de deux jours! Les débris des corps qui ont défendu la capitale continuent de se presser sur la route de Fontainebleau. Les soldats sont animés d'un enthousiasme qui tient de la frénésie. Les acclamations retentissent dans les bataillons qui ont vaincu à Arcis-sur-Aube, à Saint-Dizier, et dans ceux qui ont courageusement combattu à Romainville et à Montmartre. Napoléon délibère s'il ne se retirera pas derrière la Loire, ou s'il ne tentera pas de reprendre



Les armées combinées défilèrent sur les boulevards, garnis d'une population curieuse.

Paris. Ce second projet lui semble préférable. Il est bien plus dans son caractère de tenter le sort des armes que de s'en remettre aux chances des négociations. Le lendemain, l'aube du jour le trouve encore occupé d'un plan d'attaque qu'il a mûri la nuit, lorsque les nouvelles de ce qui s'est passé dans la matinée du 31 mars lui donnent à penser que sa position est plus désespérée qu'il ne l'a jugé d'abord ; toutefois il n'en continue pas moins de concentrer ses forces autour de Fontainebleau. Le duc de Raguse établit son quartier général à Essonne ; le duc de Trévise à Mennecy ; les bagages et le grand parc d'artillerie sont échelonnés autour de la forêt ; Lefebvre, Ney, Macdonald, Berthier et les autres maréchaux rejoignent successivement le quartier-général impérial. Napoléon est encore au milieu d'une armée fidèle et animée du plus saint des fanatismes, l'amour de la patrie ! Il apprend aux maréchaux qui l'entourent les événements de la capitale, mais il leur recommande expressément de les cacher à leurs troupes, dans la crainte que ces nouvelles ne viennent à les décourager. Puis il ordonne que la vieille garde soit rassemblée dans la cour du palais : il veut la passer en revue.

Cette parade a quelque chose de plus solennel encore que d'habitude. Napoléon fixe avec complaisance ses regards sur ces braves qui ont gagné tant de batailles sous ses ordres. En entendant ses vieux grenadiers le saluer de leurs acclamations accoutumées, il ne se croit pas encore abandonné de la Fortune. Il pense qu'une journée comme celle de Ma-

rengo, d'Austerlitz ou de Wagram, peut lui rendre sa capitale et anéantir l'orgueil de ses ennemis.

— Tout n'est pas fini, dit-il au maréchal Lefebvre en lui prenant le bras ; Caulincourt s'est trompé. Tout le monde se trompe ici, ajoute-t-il en jetant un regard furtif sur les maréchaux qui l'accompagnent ; c'est à moi de dire la vérité à ces braves gens, à ceux qui ont encore foi en leur Empereur. Duc de Dantzick, faites former le carré !

Sur un mot de ce maréchal, transmis par ses aides-de-camp, le mouvement s'exécute. Les officiers sortent des rangs et viennent se ranger en cercle autour de l'Empereur. Un long roulement de tambours se fait entendre ; d'un signe de la main Napoléon l'interrompt : le plus profond silence s'établit. Alors, d'une voix claire et sonore, s'adressant à ceux qui l'entourent :

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde ! dit-il, l'ennemi nous a dérobé trois marches ; il s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. »

Ici un bourdonnement sourd comme celui d'un tonnerre lointain se fait entendre ; les yeux de Napoléon flamboient ; il reprend avec plus de véhémence :

« D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints à nos ennemis. Les lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat ! »

— Oui ! oui ! s'écrièrent les officiers en portant la main sur la poignée de leur sabre.

Napoléon reprend avec un éclat de voix extraordinaire :

« Jurons de vaincre ou de mourir et de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous a constamment trouvés sur le chemin de la gloire et de l'honneur ! Dans peu de jours nous marcherons sur Paris ! Soldats de ma vieille garde ! votre Empereur compte sur vous ! »

Si l'on songe au dévouement sans bornes que la garde professait pour Napoléon, on ne sera pas surpris que ces derniers mots prononcés d'un ton élevé, aient produit un mouvement électrique, un enthousiasme qui tenait du délire. Officiers et soldats s'écriaient avec des trépignements frénétiques :

— A Paris ! à Paris !... Vive l'Empereur !.. Mort aux traîtres !

Mais la plupart des chefs ont gardé le silence ; leur fidélité est déjà chancelante. Napoléon ordonne que sa harangue soit mise à l'ordre de l'armée, et rentre au palais suivi du duc de Bassano, le seul ministre qui soit resté auprès de sa personne. A peine s'est-il retiré dans son cabinet, que vingt combinaisons plus hardies les unes que les autres se meuvent dans sa pensée. Quinze ans plus tôt, il en eût profité avec cette spontanéité, cette confiance, qui caractérisaient son génie militaire, mais depuis quinze ans les circonstances ont changé ; la dignité de souverain a glacé les inspirations de grand capitaine : il compte toujours sur le dévouement de son armée, mais il existe entre elle et lui des intermédiaires dotés de noms illustres. Ses lieutenants sont tous princes ou ducs : chaque maréchal est une victoire personnifiée, et Napoléon s'est habitué à marcher entouré de ces trophées vivants. Erreur fatale ! comme si sa gloire personnelle n'eût pas suffi ! Si, mieux inspiré, il n'eût pas perdu de précieux moments en vains projets, et eût fait un appel aux jeunes généraux qui l'entouraient, s'il eût comme le grand Condé aux sièges de Fribourg, jeté un bâton de maréchal par-dessus les murs de Paris, cette capitale serait devenue le tombeau des trois cent mille étrangers qui en constituaient l'enceinte !

Les maréchaux n'ignoraient pas que le duc de Vicence était resté à Paris pour renouer avec les puissances alliées, des négociations tant de fois entamées et rompues depuis le commencement de la campagne. Aussi, avec quelle curiosité n'écoutaient-ils pas les rapports des émissaires qui se succédaient sans cesse à Fontainebleau ! Leur anxiété s'accrut encore lorsqu'ils eurent connaissance de la manifestation royaliste qui avait eu lieu dans la capitale. Aux chuchotements discrets succédèrent les réflexions amères, puis d'inconvenantes récriminations faites à haute voix, enfin, on déclara qu'on ne marcherait pas sur Paris. Dès lors, Napoléon n'avait plus de généraux, il ne lui restait que des soldats.

Ce n'était qu'à six heures du matin que le duc de Vicence, à travers mille entraves, avait pu parvenir jusqu'à Bondy, où l'empereur Alexandre avait établi son quartier-général. Ce prince, qui avait conservé du grand-écuyer de Napoléon un souvenir d'estime, l'accueillit avec bienveillance, mais il tenait dans ses mains les clefs de Paris, que MM. Pasquier, préfet de police, et de Chabrol, préfet de la Seine, lui avaient apportées, il était en outre très-occupé de son entrée

dans la capitale qui devait avoir lieu dans quelques heures ; il se borna donc à lui dire d'un ton de reproche amical :

— Il est bien temps de venir, maintenant qu'il n'y a plus de remède ! je ne puis vous entretenir à présent, j'ai trop à faire. Retournez à Paris, je vous y verrai.

Ces paroles avaient laissé quelque espoir au duc de Vicence, qui attendit avec anxiété les événements de la journée.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse firent leur entrée dans la capitale. Les armées combinées défilèrent sur les boulevards, garnis d'une population curieuse de voir cet assemblage d'hommes de tant de nations différentes. A cette curiosité de contempler un spectacle si nouveau se mêlait, dans le peuple, un sentiment de tristesse et de stupeur. Par un contraste vraiment inconcevable, des femmes, jeunes et parées, agitaient à quelques fenêtres des mouchoirs blancs et saluaient les alliés du titre de *libérateurs* ! Des groupes royalistes qui, dans la matinée, s'étaient promenés à cheval, précédaient et suivaient les souverains étrangers, en cherchant, par des démonstrations bruyantes, à leur donner le change sur l'état de l'opinion. Il n'y avait plus ni administration ni police : le pavé appartenait pour ainsi dire au premier occupant : les agents de la famille déchue s'en emparèrent. A dix heures du soir, le même jour, le czar prit possession des appartements que M. de Talleyrand lui avait fait préparer dans son hôtel rue Saint-Florentin. Au lieu de suivre Marie-Louise sur la Loire, le prince de Bénévent s'était fait arrêter à une barrière et ramener à Paris pour en mieux faire les honneurs aux alliés.

Alexandre, d'un caractère généreux, quoique un peu dissimulé, n'avait qu'une seule préoccupation : celle d'assurer ce qu'il appelait la paix du monde. Il avait déjà recueilli de madame Krudner certaines idées mystiques qui lui avaient fait croire que sa mission providentielle était, ici-bas, de remplir le rôle de pacificateur de l'univers. A peine fut-il installé que, d'accord avec le roi de Prusse qui était venu le rejoindre dans la soirée, il tint un conseil auquel assistèrent le duc d'Alberg, le comte Nesselrode, M. Pozzo di Borgo, les princes de Schwartzemberg, de Lichsteinstein et de M. de Talleyrand, tous ennemis déclarés de Napoléon.

Trois questions furent alors posées :

1° Faire la paix avec Napoléon en demandant toute espèce de garantie contre lui ;

2° Établir une régence ;

3° Rappeler la maison de Bourbon.

M. de Talleyrand prit la parole. Il signala ce qu'on appelait les inconvénients du maintien de Napoléon : il combattit également la régence, qui ne serait, dit-il, que le règne de Napoléon *déguisé*. Le rétablissement de la maison de Bourbon lui parut la seule résolution qui pût être acceptée généralement.

— Quels moyens emploieriez-vous ? lui avait demandé Alexandre.

— Sire, les autorités constituées.

— Mais quelles autorités ? avait répliqué le czar

avec étonnement : toutes ne sont-elles pas dispersées ?

— Pardonnez-moi, Sire : le Sénat est en nombre suffisant ainsi que le Corps Législatif (ce n'était pas vrai). Une fois que le Sénat se sera prononcé, la France suivra sa volonté. Sire, je me fais fort du Sénat.

Le baron Louis, introduit dans le conseil, ayant employé contre Napoléon des expressions plus ardentes que celles dont M. de Pradt, qu'on y avait fait appeler, s'était servi, le czar lui fit cette observation d'un ton sec :

— Cependant, monsieur le baron, l'Empereur n'est pas mort, même *politiquement* !

— Oh ! Sire, avait répondu l'ex-abbé, *c'est un cadavre ; seulement, il ne sent pas encore.*

— Eh bien ! avait répliqué l'empereur Alexandre après un moment de silence, je déclare que je ne traiterai plus avec lui.

— Mais, Sire, Napoléon se trouve seul exclu par cette déclaration, qui n'atteint pas sa famille, objecta M. de Talleyrand.

— Ajoutez : *Ni avec aucun des membres de sa famille*, dit froidement le czar.

Maître du terrain, le prince de Bénévent prit la plume et rédigea un projet de déclaration. Le Sénat, habitué à obéir aveuglément, s'assembla le 1^{er} avril sous la présidence de M. de Talleyrand, et accepta un gouvernement provisoire ainsi composé : le prince de Bénévent, président ; le général Bournonville, M. de Jaucourt, le duc d'Alberg et l'abbé Montesquiou. M. Laborie leur fut adjoint comme secrétaire. Le même soir, et sans délibérer, le Corps Législatif avait adopté l'article suivant : « Considérant que Napoléon Bonaparte a violé le pacte constitutionnel, adhère à l'acte du Sénat qui déclare sa déchéance, ainsi que celle des membres de sa famille. » En moins de trois jours l'Empire avait croulé.

Dix-huit lieues séparaient M. de Caulaincourt de Napoléon, il les franchit en cinq heures, et à trois heures du matin il était à Fontainebleau. Pendant ce temps Napoléon s'était livré tout entier à ses dispositions militaires. Le mouvement des troupes avait commencé. C'est sur la capitale qu'il veut décidément marcher : il espère que le bruit du canon réveillera l'amour-propre national. Il s'est couché bercé par de glorieuses illusions. Depuis quelques heures il repose dans la sécurité du succès. L'aide-de-camp de service l'éveille et lui annonce l'arrivée du duc de Vicence ; ce dernier est introduit sur-le-champ :

— Eh bien ! Caulaincourt, avez-vous vu l'empereur de Russie?... Quelle nouvelle ?

— Sire, tout n'est pas perdu.

Ah ! ah ! s'écrie Napoléon, je savais bien qu'ils y regarderaient à deux fois.

— Sire, poursuit le duc, j'ai obtenu de l'empereur Alexandre des paroles satisfaisantes : il y a en ce moment dans le conseil des souverains alliés un retour favorable aux intérêts de Votre Majesté. Le parti des Bourbons a perdu tout le terrain qu'il avait conquis ; mais... Sire... un sacrifice, un grand sacrifice est demandé à Votre Majesté....

— Un grand sacrifice, dites-vous ? répète Napoléon

en se dressant avec vivacité sur son lit ; et... quel est ce sacrifice ?

— Sire... l'abdication de Votre Majesté, répondit le duc d'un ton très ému.

— Mon abdication ! s'écrie l'Empereur avec une singulière inflexion de voix. Allons donc, Caulaincourt, vous vous trompez ! C'est impossible ! Vous avez mal compris !

Pardonnez-moi, Sire ; les souverains alliés l'exigent, et... je viens, de leur part, la demander à Votre Majesté.

— C'est impossible, vous dis-je ! s'écrie de nouveau Napoléon.

Et ses regards restent fixes, les traits de son visage se contractent, ses lèvres pâlisent, ses mains sont agitées par une crise nerveuse ; il ne peut plus parler, l'indignation le suffoque. Caulaincourt, debout et au chevet de son lit, répète, les yeux baissés et d'un ton presque suppliant :

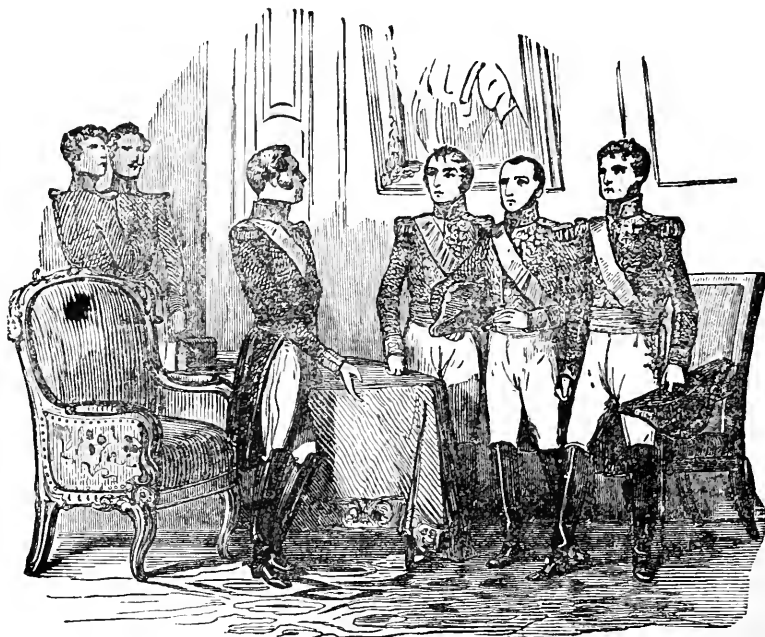
— Votre abdication, Sire, elle est nécessaire.

Tout à coup, rompant le silence qui a régné un moment, Napoléon reprend d'une voix éclatante :

— Ils me demandent mon abdication.... à moi !... ignorent-ils donc que je suis ici à la tête de cinquante mille hommes, et que c'est plus qu'il ne me faut pour les exterminer?... Ce n'est qu'un contre cinq ! Les ai-je jamais battus autrement?... Toutes les chances sont encore pour moi !... Mais, dites-moi, Caulaincourt, ajouta-t-il d'un ton plus calme et avec un sourire plein de mépris, il faut que ces gens-là ignorent que j'ai là les braves de ma garde. Le repos a doublé leur courage, la vengeance le triplera. Nous avons des munitions !... Caulaincourt, croyez-le bien, on n'arrache pas ainsi la couronne du front d'un souverain, quand cette couronne est étayée par cinquante mille baïonnettes françaises !... Ils sont fous ! vous dis-je. Ne me parlez plus d'abdication ! Demain, je marcherai sur Paris. Duc de Vicence, vous devez avoir besoin de repos ; demain vous saurez ce qu'il faudra faire. Les fous ! répéta-t-il encore ; est-ce que je suis un roi de souche, moi ?

Cependant, le 4, Napoléon a fait prévenir les maréchaux que le quartier-général impérial va être transféré entre Ponthierry et Essonne. La veille, il a manifesté aux généraux qui commandent les divisions du corps d'armée de Macdonald le dessein de marcher sur Paris ; mais ceux-ci, effrayés des conséquences qui peuvent résulter de cette disposition, se sont rendus le soir auprès du maréchal, pour le supplier de venir avec eux le lendemain trouver l'Empereur et tâcher de le faire renoncer à ce projet.

A l'heure ordinaire de la parade, Napoléon descendit dans la cour du *Cheval-Blanc*. Après le *défilé*, qui eut lieu comme de coutume, les principaux officiers de l'armée le reconduisirent dans son appartement ; les princes de Neufchâtel et de la Moskowa, les ducs de Dantzick, de Reggio, de Tarente, de Bassano, de Vicence, le comte Bertrand et plusieurs autres entourèrent l'Empereur ; quelques-uns lui firent de respectueuses observations sur le projet qu'il avait de marcher sur la capitale. Napoléon les écouta en silence. Un coup d'œil avait suffi pour juger de leurs dispo-



Dites-lui que s'il veut habiter mes états, il y sera bien reçu.

sitions. C'en est assez pour lui : il abdiquera, mais en faveur de son fils et de l'Impératrice régente.

— Messieurs dit-il en passant subitement de la plus violente exaspération au calme le plus stoïque, attendez !

Il entre précipitamment dans son cabinet, se jette devant son bureau et écrit l'acte suivant :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France, et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparables des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice, et du maintien des lois de l'Empire.

« Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814. »

Après dix minutes, il revient tranquillement dans la galerie, et présente lui-même aux maréchaux son acte d'abdication en leur disant avec indifférence :

— Voilà, Messieurs : j'espère que vous serez contents.

Et d'un geste plein de dignité il les congédie.

Les maréchaux Ney, Macdonald, et le grand-écuyer sont chargés par Napoléon d'aller porter cet acte à Alexandre. Chemin faisant, ils doivent prendre et s'adjointre Marmont, dont le quartier-général était toujours resté à Essonne.

Le colonel Gourgaud était allé, dans la matinée, porter des ordres au duc de Raguse ; il revint en toute hâte à Essonne, et annonça que le maréchal avait quitté son poste, qu'il avait traité avec l'ennemi, que ses troupes, mises en mouvement par des ordres inconnus, traversaient en ce moment les cantonnements des Russes, et que Fontainebleau restait à découvert.

Cette nouvelle causa à Napoléon une sorte d'éblouissement ; il n'y voulait pas croire, ses idées se heurtaient, et il ne cessait de répéter ces mots d'un accent concentré :

— Marmont n'a jamais manqué à l'honneur !... Marmont ne saurait se déshonorer ainsi !... Marmont est mon frère d'armes !...

Mais bientôt il ne lui fut plus possible de douter de la défection du maréchal, alors son regard devint fixe, il s'assit, et resta plongé dans de sombres pensées :

— Lui ! mon enfant ! mon élève ! répéta-t-il encore en appliquant ses deux poings fermés sur son front brûlant. Un trait pareil de la part de celui avec qui j'ai partagé mon pain !... L'ingrat !... Il sera plus malheureux que moi !

Depuis quelques jours, trop de cruels sentiments avaient déchiré le cœur de Napoléon pour qu'il ne sentit pas le besoin de les épancher. C'est à l'armée. c'est à sa garde qu'il veut confier de telles douleurs. Il prend la plume, et, en proie à une agitation fébrile, il écrit :



Merci, commandant ! Napoléon se porte bien, parfaitement bien !

« **Ordre du jour. Fontainebleau, le 5 avril 1814.**

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui a témoigné, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non pas dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général : c'est son honneur sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ce sentiment à ses compagnons d'armes : il a passé aux alliés ! L'Empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut accepter la vie et la liberté de la main d'un sujet.

« Le bonheur de la France paraissait être dans la destinée de l'Empereur. Aujourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de la nation seule

« pouvait le dissuader de rester plus longtemps sur le trône. S'il doit se considérer comme le seul obstacle, il fait volontiers ce dernier sacrifice à la France. Il a, en conséquence, envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vicence à Paris, pour entamer les négociations à ce sujet. L'armée peut être certaine que le bonheur de l'Empereur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la patrie ! »

Puis il dépêche un officier d'ordonnance au général Belliard, afin qu'il couvre sur-le-champ Fontainebleau par quelques escadrons ; mais déjà le maréchal Mortier a fait renforcer toute la ligne.

Pendant ce temps Paris est plongé dans la plus vive

inquiétude. A chaque instant les bruits les plus alarmants sur les dispositions de Napoléon circulent : on dit qu'avant vingt-quatre heures un grand mouvement s'opérera, que toute la garde impériale, les corps de Macdonald, d'Oudinot, de Marmont, de Mortier, réunis, doivent faire une trouée dans la capitale pour punir les traîtres et récompenser les braves qui auront délivré la patrie. Des fenêtres de l'hôtel Talleyrand on peut voir, par les dispositions militaires des alliés, que ces craintes ne sont pas sans fondement. Les troupes étrangères ont été massées dans les Champs-Élysées et sur les quais ; des canons sont braqués sur tous les ponts ; on craint à chaque instant une catastrophe. Qu'on juge de la stupeur de ceux qui ont pris part à la déchéance de Napoléon ! Que de repentirs secrets ! Les royalistes n'élèvent plus aussi haut leurs cris et leurs prétentions ; ils ne s'enorgueillissent plus d'avoir proclamé leurs princes légitimes. On s'entasse dans les salons de M. de Talleyrand pour avoir des nouvelles ; c'est sur ces entrefaites que les plénipotentiaires de Napoléon sont introduits chez l'empereur de Russie, qui les reçoit avec une bienveillance marquée. Ceux-ci reproduisent avec force les arguments que le duc de Vicence a déjà fait valoir. Alexandre, loin de repousser leurs prétentions, écoute avec intérêt la lecture des articles que Caulaincourt a rédigés d'avance ; puis, prenant à son tour la parole, il commence par faire un éloge pompeux de l'armée française et de ses chefs.

— Quant à Napoléon, continue-t-il, j'ai été son admirateur et son ami ; mais c'est lui qui le premier, m'a déclaré la guerre. Vous savez les pertes cruelles que j'ai essuyées. L'incendie de ma capitale !... je ne le reproche pas à l'armée française, elle y a été étrangère ; cependant l'agression de Napoléon n'en a pas moins été la cause. Je n'en tirerai pas vengeance, je respecterai Paris. Le sort des armes m'a été favorable ; je n'en veux profiter que pour assurer le repos de l'Europe. Napoléon est malheureux, il n'est plus mon ennemi ; je lui rends mon amitié. Les Bourbons me sont indifférents, je ne les connais pas ; l'opinion s'est manifestée pour eux, le Sénat, les autorités, le peuple enfin. Cette fois Messieurs, vous venez trop tard.

— Sire, répond Macdonald, nous n'avons pu venir plus tôt, retenus que nous étions par les opérations de la guerre.

— J'en suis persuadé, réplique Alexandre.

— Sire, l'empereur Napoléon ne nous a point autorisés à traiter du sort qu'on lui réserve, continue le maréchal.

— Cela ne m'étonne pas, répond Alexandre avec une triste admiration ; mais, en définitive, la régence ne serait jamais que Napoléon derrière un échafaudage de gouvernement qu'il ferait tomber à son gré. Vous connaissez comme moi sa dévorante activité, son ambition. Il viendra un beau jour se mettre à la place de cette régence qu'il invoque, une guerre générale recommencera, et l'Europe sera encore troublée. Comment faire ?

— Sire, dit M. de Caulaincourt en terminant, la régence n'a pas eu de défenseurs ; Votre Majesté l'a jugée et condamnée par défaut : c'est à votre justice,

Sire, à votre magnanimité que l'armée française appelle de ce jugement.

Ce dernier argument paraît faire une vive impression sur le czar. La crainte d'une guerre civile, d'une guerre d'extermination, qui pour lui est la chose qu'il redoute le plus, le fait réfléchir. La conversation reprend un cours favorable, lorsqu'un aide-de-camp du czar entre précipitamment et lui remet un message en prononçant quelques mots en russe, Alexandre s'est empressé d'ouvrir la dépêche.... C'est l'annonce de la défection de Marmont. L'expression du visage du czar a changé tout à coup ; il s'est opéré comme un revirement dans ses manières et dans son langage.

— Mais, Messieurs, dit-il aux maréchaux, avec un accent de reproche, vous faites sonner bien haut la volonté de l'armée, et cependant vous ne pouvez ignorer que les troupes du duc de Raguse ont passé de notre côté. D'autres corps sont dans les mêmes dispositions, je le sais : on est las de la guerre.

— Sire, réplique Caulaincourt, atterré par la nouvelle, pouvait-on prévoir qu'un *malentendu* ferait partir d'Essonne les troupes de M. le maréchal de Raguse ?

Entraîné par l'éloquence chaleureuse avec laquelle Macdonald et Caulaincourt ont plaidé la cause de la régence, Alexandre ne trouve d'autre moyen pour s'en tirer qu'un faux-fuyant.

— Messieurs, dit-il après un silence, je ne suis pas seul dans cette grave affaire : il me faut prendre l'avis de Sa Majesté le roi de Prusse. J'ai promis à mes alliés de ne rien faire sans les consulter. Bientôt vous connaîtrez ma dernière résolution.

Et il les congédia avec beaucoup d'affabilité. L'entrevue avait duré plus de trois heures.

Le lendemain, à onze heures du matin, les plénipotentiaires achevaient de déjeuner chez le maréchal Ney, lorsqu'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre vient les prévenir que son maître les attend. Ils arrivent chez le czar avec une inquiétude qu'ils cherchent à surmonter. Alexandre les reçoit avec la même bienveillance que la veille ; mais, maintenant que l'armée semble abandonner la cause de Napoléon, la question a totalement changé de face, le temps des ménagements est passé : l'abdication en faveur de la régente et de son fils ne suffit plus à un ennemi rassuré. Le czar déclare aux plénipotentiaires qu'il faut que Napoléon et sa dynastie renoncent absolument au trône.

— Il n'a jamais voulu la paix ajoute-t-il : chacun sait qu'il ne peut y avoir de repos à espérer avec lui. L'armée ne saurait s'obstiner à garder un chef qui ne sait pas sacrifier sa passion favorite au bien de la patrie. Mes alliés et moi ne voulons, aujourd'hui, que ce que le vœu national a déjà proclamé. Je vous déclare donc que nous ne recevrons de Napoléon qu'une abdication absolue. Mais n'importe, ajoute le czar, assurez-le qu'il sera traité d'une manière digne du rang qu'il a occupé ; dites-lui que, s'il veut venir habiter mes états, il y sera bien reçu ; sinon, il aura l'île d'Elbe ou autre chose.

Les plénipotentiaires se résignèrent à porter à Fontainebleau la nouvelle décision des puissances alliées.

Après avoir veillé une grande partie de la nuit dans son cabinet, Napoléon prit le matin un peu de repos. Il n'était pas sorti du palais et était resté constamment assis dans l'embrasure d'une croisée qui avait vue sur la pièce d'eau. Son teint était plombé, sa toilette se faisait remarquer par un désordre qui n'était pas dans ses habitudes. Il tenait machinalement dans ses mains un volume simplement relié, le *Précis des guerres de César*, lorsqu'un officier entra doucement la porte :

— Qu'est-ce, demanda Napoléon.

— Sire, c'est monseigneur le duc de Vicence avec LL. EE. les maréchaux le prince de la Moskowa et le duc de Tarente.

Il se leva et alla au-devant d'eux. Le duc de Vicence parle le premier. Il raconte comment la défection de Marmont a dû changer toutes les combinaisons diplomatiques ; comment Fontainebleau a cessé d'être une position militaire ; enfin, ce n'est plus de Napoléon qu'on ne veut pas, c'est de sa dynastie tout entière. A cette nouvelle, l'Empereur se dresse fièrement :

— C'est aussi par trop d'humiliations ! s'écrie-t-il. Ils veulent me pousser à bout ! Eh bien donc ! plus de lâches négociations, que le destin s'accomplisse !

Napoléon continue de parler haut, en maître absolu, en père, en soldat, en empereur. Le géant, trop longtemps garrotté par les entraves dont on l'a embarrassé, reprend toute sa hauteur, toute son énergie. Il se promène à grands pas, et continue, de cette voix qui a si souvent rappelé la fortune des batailles :

— Oui ! nous nous battons, et, certes, nous triomphons encore, malgré la trahison ! Soult me ramène cinquante mille soldats ; Suchet va le rejoindre avec ses quinze mille hommes de l'armée de Catalogne ; Eugène fera un mouvement sur les Alpes avec ses trente mille Italiens. J'ai encore les quinze mille hommes d'Augereau, les garnisons des frontières et l'armée entière du maréchal Maison. Tout cela va former une masse invincible ! Il nous faut aller au-devant de ces renforts et manœuvrer sur la Loire : c'est là que Charles Martel a délivré son pays, c'est là que nous délivrerons le nôtre !... Messieurs, s'écrie-t-il de nouveau en frappant d'un geste sublime sur la garde de son épée, la grande armée est reconstituée !

Les paroles si éloquentes que Napoléon vient de prononcer n'ont pas trouvé d'écho, même dans le cœur de ceux qui se sont voués à sa cause. Ses plénipotentiaires sont restés impassibles en présence de tant d'enthousiasme. Macdonald seul réplique avec calme :

— Sire, les circonstances ont acquis une gravité qui ne permet pas de prendre un parti sans en avoir pesé toutes les chances ; nous supplions Votre Majesté de réfléchir.

— J'ai réfléchi ! répond sèchement Napoléon. Le lion n'est pas encore mort.

Dès qu'on apprend à Fontainebleau la rupture des négociations, une explosion de cris, de reproches, de menaces même, se fait entendre dans les galeries du palais. C'est à qui tournera ses regards vers la capi-

itale, c'est à qui inventera des prétextes pour aller à Paris : ceux-ci pour rassurer leurs femmes, ceux-là pour mettre à l'abri leur fortune, quelques-uns pour l'intérêt de leur corps d'armée, le plus grand nombre pour négocier leur défection et stipuler les clauses de leur nouvelle fidélité aux Bourbons.

Pendant ce temps, les Russes et les Autrichiens s'avancent et resserrent autour de Fontainebleau la petite armée impériale. Cette manœuvre des alliés sert d'objection aux trembleurs qui ne veulent que désertter ; ils exagèrent les forces ennemies et prédisent les plus funestes résultats. Napoléon entend tous ces propos, réduit ces craintes chimériques à leur juste valeur, et promet, lorsqu'il en sera temps, de percer le réseau de fer dont on l'a entouré.

— Une route fermée à des courriers, dit-il, s'ouvre bientôt devant cinquante mille baïonnettes !

Cependant il est lui-même indécis ; il lui répugne de faire une guerre de partisans. Lui qui terminait toutes ses campagnes en quelques mois, lui qui conquerrait un royaume par une seule grande bataille, il éprouve une sorte de honte à ne plus manœuvrer que sur une petite échelle, à ne faire mouvoir qu'une poignée d'hommes. Au milieu de toutes les perplexités qui viennent l'assaillir, il lui faut néanmoins prendre un parti décisif ; mais auparavant il veut entretenir une dernière fois ses maréchaux. Il a subi l'influence du trône, il espère trouver un appui dans les grands feudataires de la couronne : en un mot, il veut savoir si sa cause, si celle de sa famille, sont encore la cause de la France ; il se décidera ensuite.

Les maréchaux sont convoqués. Napoléon va au-devant de chacun d'eux en particulier, et l'accueille avec cette distinction de manières, cette noblesse de langage qui ont toujours imposé, même aux souverains ses égaux. Ney et Berthier arrivent les derniers. Leur abord est froid, leur contenance embarrassée ; Napoléon n'a pas l'air d'y faire attention. A peine s'est-il assis qu'il entame une conversation générale par des lieux communs ; puis, s'adressant au prince de Wagram, il lui demande avec une sorte de bonhomie s'il a des nouvelles de la marche des alliés. Celui-ci répond qu'il a envoyé en reconnaissance des officiers d'état-major sur tous les points ; et que leurs rapports ont été unanimes : l'ennemi a décidément pris position autour de Fontainebleau. Mais les maréchaux, forts de la résignation de Napoléon, ne sont pas venus pour se borner à ne lui annoncer que de mauvaises nouvelles : c'est son abdication absolue qu'ils sont venus chercher. Ney, le premier, aborde cette délicate question en traçant d'une manière très énergique la déplorable situation de la France, et achève le tableau en demandant à l'Empereur quels sont ses moyens de sauver la patrie. Aussitôt, sans laisser le temps à Napoléon de répondre, chacun émet son opinion ; la discussion s'anime, les interpellations les plus vives se croisent, de bruyants colloques s'engagent. Au milieu de ce pêle-mêle de paroles, l'attitude de l'Empereur est admirable de sang-froid et de dignité : il se tait ; mais, quand la tranquillité s'est un peu rétablie, il prend enfin la parole, résume en peu de mots tout ce qui vient d'être dit, et termine en reprodui-



JULES DAVID.

CHEVAUCHET. SC.

Il ne reviendra pas vous dis-je ; et cependant je l'aimais.

sant les conditions qui lui sont imposées par les alliés.

— Quand ausacrifice personnel qu'on exige de moi, ajoute-t-il, j'y suis résigné ; mais consentir à déposer ma femme et mon fils d'une couronne que moi, j'ai conquise par mes propres œuvres, jamais, Messieurs !

Quoiqu'un morne silence accueille cette communication. Napoléon, toujours calme, dénombre les forces qui lui restent et dont il peut faire usage, non pour éterniser la guerre, mais pour venger l'honneur de la France :

— Est-il un de vous, s'écrie-t-il, qui consente jamais à la laisser à la merci des gens qui ne veulent qu'étouffer, à leur profit, nos glorieux travaux ? Eh bien ! s'il nous faut renoncer à défendre plus longtemps la France, reprend-il en relevant la tête, l'Italie ne nous offre-t-elle pas une retraite digne de vous et de moi ? N'est-ce pas là la terre des miracles ? veuton m'y suivre encore une fois ? Croyez-moi, Messieurs, marchons vers les Alpes !

Cette héroïque proposition n'est pas mieux accueillie que les précédentes. Et cependant, si Napoléon l'eût faite quelques pas plus loin, dans le salon de service encombré par tous les jeunes généraux, elle eût été reçue avec enthousiasme, avec bonheur ; dans les rangs de l'armée, elle eût été saluée avec cette bouillante ardeur de 1792. Mais Napoléon ne s'est

adressé qu'à des hommes qui, la plupart, n'ont plus d'autre ambition que de conserver leurs honneurs, leurs richesses. L'Empire croulera, que leur importe ? Malgré tant d'indifférence chez tant d'hommes qu'il a élevés si haut par son génie, Napoléon ne laisse percer aucun sentiment de colère et semble les prendre en pitié :

— Vous voulez du repos ? dit-il alors ; ayez-en donc ! Hélas ! vous ne savez pas combien de chagrins et de dangers vous attendent sur vos lits de duvet ! Quelques années de cette paix que vous allez payer si cher en moissonneront un plus grand nombre d'entre vous que ne l'aurait fait la guerre la plus désespérée.

Ces paroles de Napoléon aux maréchaux devaient être prophétiques : car Berthier, Murat, Ney, Masséna, Augerau, Lefebvre, Brune, Serrurier, Kellermann, Pérignon, Beurnonville, Clarke et tant d'autres encore, disparurent en moins de sept années, et le devancèrent dans la tombe.

Pendant toute cette scène, l'Empereur ne recueillit pas un mot de sympathie. Avant le bienfaiteur, en présence du souverain, presque tous les cœurs restèrent froids. Il interroge du regard ceux qui l'entourent : tous les yeux sont baissés, toutes les bouches sont muettes. Une révolution soudaine s'opère à cette vue dans son âme ; elle ne se manifeste à l'extérieur que par une extrême pâleur et un léger tres-



Taisez-vous ! Vous ne devez pas vous opposer à ce que je termine mon existence !...

saillement dans tous les membres. Il essuie son front, qu'inonde une sueur glaciale, et il se lève :

— Messieurs, dit-il d'une voix vibrante, je sais maintenant à quoi m'en tenir ; je veux être seul. Vous, monsieur le duc de Vicence, restez.

Et, quand le dernier des maréchaux a dépassé la porte, il lacère avec une colère concentrée le mouchoir de batiste qu'il tient à la main en disant à Caulaincourt :

— Vous le voyez ! ces gens-là n'ont pour la plupart, ni cœur ni entrailles. Je leur ai parlé de ma femme, je les ai implorés pour mon fils : rien ! Oui, je cède, parce que je suis vaincu ; mais ce n'est pas par la fortune, c'est par l'égoïsme et l'ingratitude de ceux pour qui j'ai tout fait. Oh ! c'est hideux ! Je leur pardonne, mais l'histoire sera moins généreuse que moi.

Et en prononçant ces mots il se laisse tomber comme anéanti dans le fauteuil qui est devant son bureau, prend une plume, et écrit le nouvel acte d'abdication qu'on attend : il le formule ainsi :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce, pour lui et ses enfants, aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est à aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France.

« Fait au palais de Fontainebleau, le 11 avril 1814. »

Après y avoir apposé sa signature, il le lit à Caulaincourt.

— Est-ce cela ? lui demande-t-il ensuite.

Le duc de Vicence n'avait pris aucune part aux débats qui venaient d'avoir lieu. Il avait écouté dans une sorte de recueillement l'Empereur, si noble, si grand, s'adressant en vain à l'honneur, à la reconnaissance de ses lieutenants. Le cœur brisé, il ne put répondre que ces mots d'une voix entrecoupée :

— Sire, il n'y a rien dans l'histoire qui puisse être comparé au sacrifice que fait en ce moment Votre Majesté.

— J'abdique et ne cède rien, réplique Napoléon d'un ton bref ; faites appeler Ney et Macdonald.

Ces deux maréchaux introduits, Napoléon fait répéter par le prince de la Moskowa tout ce que l'empereur Alexandre lui a dit en dernier lieu. Le duc de Tarente parle ensuite dans le même sens.

— Je sais, mon cher maréchal, tout ce que vous avez fait pour moi dans cette circonstance, dit à son tour Napoléon ; je sais avec quelle chaleur vous avez plaidé la cause de mon fils, de l'armée ; mais, puis qu'ils exigent mon abdication pure et simple, la voilà. C'est vous, monsieur le prince de la Moskowa avec Caulaincourt, que je charge, cette fois encore, de mes pouvoirs. Vous irez défendre les intérêts de ma famille.

Dès qu'ils eurent reçu leurs instructions, les nouveaux commissaires se mirent en route, et le lendemain, après deux heures de conférence, le fameux traité du 11 avril, stipulé en vingt-deux articles qui fixaient le sort de Napoléon et de la famille impériale, était signé chez M. de Talleyrand. Le duc de

Vicence, à qui l'Empereur avait expédié courrier sur courrier pour lui redemander, comme il l'avait déjà fait, sa seconde abdication, se hâta de retourner près de lui, muni de ce traité définitif que le duc de Tarente devait rapporter à Paris, signé de Napoléon.

Sur ces entrefaites, M. de Beausset, qui vient d'arriver à Fontainebleau, est introduit auprès de l'Empereur, qui se promène seul sur la terrasse adossée à la galerie de François 1^{er}. Celui-ci lui présente une lettre de Marie-Louise, dont il est porteur.

— Comment se portent ma femme et mon fils ? dit-il à son ancien préfet du palais ; comment se portent l'impératrice et le roi de Rome ? reprend-il aussitôt ouvrant la lettre avec vivacité. Puis il accable de questions le messager, qui le prie de l'honorer d'une réponse, en lui exprimant respectueusement le désir qu'il a d'emporter avec lui cette consolation dont le cœur de l'Impératrice a besoin.

— Ce soir je vous remettrai une lettre pour elle, dit Napoléon ; restez ici aujourd'hui.

M. de Beausset va se retirer ; Napoléon le retient pour lui parler de l'île d'Elbe (car il sait déjà que cette petite souveraineté lui est donnée) ; il lui fait même remarquer, ouvert sur un banc de marbre, un livre de géographie et de statistique qui renferme, sur ce lieu, des détails qu'il vient de recueillir. Il ajoute :

— L'air y est sain ; et les habitants les plus braves gens du monde. Je n'y serai pas trop mal ; j'espère que l'Impératrice s'y trouvera bien. Et puis n'aurons-nous pas notre fils, le roi de Rome ? reprend-il encore.

Puis, passant subitement à d'autres idées, il s'exprima avec énergie sur quelques-uns de ses lieutenants :

— Lefebvre, continue-t-il, s'est toujours tenu à l'avant-garde, quand il s'est agi d'une guerre de liberté ; j'espère que les Bourbons ne lui feront pas trop de reproches. Et Macdonald !... brave et loyal guerrier ! Ce n'est que dans ces dernières circonstances que j'ai pu apprécier toute la noblesse de son caractère. Je regrette bien de ne l'avoir pas connu plus tôt. Et Ney !... Quel soldat ! quelle trempe de fer !... C'est la bravoure même. Quant à Bertrnad, il est désormais identifié à mon sort, de même que Berthier. Ah ! Berthier !... Celui-là usera sa vie avec la mienne. Talents, activité, courage, fidélité, il a tout pour lui. Je ne crains pas que l'amitié que je lui porte me rende partial à son égard. Ehl tenez. Beausset, le voilà qui vient là-bas avec Maret ; voyez comme il a l'air attristé de nos malheurs, de mes chagrins !

Effectivement, le prince de Wagram, appuyé sur le bras du duc de Bassano s'avancait lentement à l'extrémité de la terrasse. Napoléon lui fait un signe de la main comme pour lui faire comprendre de hâter le pas et de venir à lui, puis il rentre dans la galerie. M. de Beausset s'était retiré.

A peine Napoléon est rentré dans son cabinet, où Berthier et le duc de Bassano l'ont suivi, que le prince de Wagram balbutie un prétexte pour quitter Fontainebleau. Il a des papiers importants pour Sa Majesté et pour lui à mettre à couvert ; ce soin nécessite absolument sa présence à Paris. Tandis qu'il parle, Napoléon le regarde d'un air de surprise inquiète dont

le prince ne s'aperçoit pas, parce qu'il tient constamment les yeux baissés.

— Berthier, lui dit-il en lui prenant la main, Berthier, vous voyez combien j'ai besoin de consolations, combien j'ai besoin surtout d'être entouré de mes vrais amis !

Et il appuie surtout sur ces derniers mots. Le prince ne répond pas ; Napoléon continue :

— Vous reviendrez demain, n'est-ce pas Berthier ? Demain matin ?

— Certainement, Sire.

Ici il y eut un silence ; l'Empereur le rompit le premier en disant :

— Eh bien, allez !

Après sa sortie, Napoléon reste quelques minutes sans parler. Il a suivi des yeux l'homme qu'il a longtemps accablé de toutes les faveurs impériales ; il ramène ensuite ses regards vers le parquet et les fixe longtemps à la même place. Il est facile de lire sur son front les douloureuses pensées qui s'entre-choquent dans cette âme si cruellement désenchantée. Enfin, il fait deux pas, et posant sa main sur le bras du duc de Bassano :

— Il ne reviendra pas ! lui dit-il.

Puis, comme accablé, il se laisse tomber dans un fauteuil.

— Ah ! Sire ! réplique le duc attendri, seraient-ce là les adieux de Berthier ?

— Il ne reviendra pas, vous dis-je ; et cependant je l'aimais, je parlais de lui il n'y qu'un instant, je disais...

Ici Napoléon s'arrêta, la voix lui manqua ; et, couvrant son visage de ses deux mains, il ne put que bégayer :

— Et lui aussi !... lui aussi !

En effet on ne revit plus le prince de Wagram. Napoléon se montra peut-être plus sensible au malheur d'être abandonné par les hommes qu'il avait faits qu'à la perte de sa couronne. Pendant toute la soirée qui suivit le départ du prince de Wagram, il ne parla que de choses profondément tristes. Il discuta surtout la question du suicide, et ramena si souvent la conversation sur ce sujet, que le duc de Bassano entre autres, en fut frappé, et que craignant qu'il ne se livrât à quelque acte de désespoir, en parla à Constant, ce valet de chambre de confiance, immédiatement après avoir pris congé de l'Empereur. Celui-ci consulta, et d'un commun accord avec d'autres, enleva de la chambre à coucher de Napoléon un poignard que lui avait donné jadis le grand-maître de l'ordre de Malte, ainsi que la poudrière et les balles qui se trouvaient dans sa boîte à pistolets, après s'être assuré que ces armes n'étaient pas chargées ; et, se reposant sur ces précautions, il s'éloigna parfaitement tranquille. Il n'avait pas songé à tout.

Sur ces entrefaites, le duc de Vicence et le maréchal Macdonald arrivèrent à Fontainebleau porteurs du traité définitif ; ils se rendirent immédiatement au palais pour le remettre à Napoléon, qui en connaissait déjà toutes les stipulations.

— Je ne veux pas de cela ! s'écria-t-il en repoussant doucement la main du maréchal qui lui présen-

rait le papier. Qu'est-ce que ce commissaire étranger qu'on m'envoie pour espionner ma conduite ?... Ont-ils peur que je ne tente de leur échapper ?... Suis-je donc un écolier ?... Et puis je n'approuve pas certains articles.

— Mais, Sire, lui fait respectueusement observer le duc de Vicence, l'abdication de Votre Majesté a servi de base à la négociation. Cette pièce a été la première communiquée aux plénipotentiaires des puissances alliées ; elle est entre leurs mains, et, qui plus est, elle est devenue publique, puisqu'elle a été imprimée dans tous les journaux.

— Les journaux ! les journaux ! répète Napoléon avec amertume ; tout ce qu'ils publient en ce moment n'est fait que pour décourager. Quant à cet acte, ajouta-t-il sèchement, je ne le signerai pas : je saurait bien m'en empêcher.

Comme il persistait avec opiniâtreté dans son refus de signer, les deux plénipotentiaires se retirèrent sans réfléchir aux derniers mots que Napoléon venait de prononcer, et la journée se passa ainsi sans qu'il les fit appeler. Le lendemain il se montra plus triste encore. Il semblait préoccupé d'un secret dessein ; son esprit ne s'animait qu'en parcourant les galeries funèbres de l'histoire. Dans sa conversation, il n'était question que de la mort volontaire à laquelle les hommes de l'antiquité n'avaient pas hésité à recourir dans une situation pareille à la sienne. Cependant, le soir, ceux qui pendant la journée l'avaient entendu avec inquiétude discuter froidement ces tristes exemples, furent agréablement surpris de le voir causer familièrement et d'une manière presque enjouée avec quelques personnes réunies dans le petit salon qui précédait sa chambre à coucher. Il ne leur adressait plus, depuis quelques jours, que des paroles brèves et quelquefois peu obligeantes ; mais cette fois, c'était lui qui les avait fait appeler. Il était dix heures du soir ; on se sépara. Napoléon prit lui-même un flambeau sur une console, et se retira dans sa chambre à coucher, en disant d'une voix dont l'inflexion parut singulière :

— Allons ! adieu, Messieurs, adieu !

Et chacun regagna le logement qu'il occupait au palais ou dans la ville.

Fontainebleau présentait alors un spectacle imposant. La vieille garde bivouaque dans la cour du château ; les flanqueurs, les tirailleurs et les fusiliers de la jeune garde sont échelonnés sur les routes qui conduisent à Essonne et à Moret ; les grenadiers à cheval, les guides, les cheveau-légers polonais et l'artillerie légère ont pris position depuis le rond point de la Pyramide jusque sur les bords de la Marne. Les aigles dorment au milieu des faisceaux d'armes, les soldats causent à voix basse, couchés sur la paille des bivouacs. Le palais même semble être sous le charme d'une sécurité parfaite : aucun bruit ne se fait entendre dans l'intérieur ; les pas lourds et cadencés des factionnaires, qui retentissent sur les dalles du péristyle, et les cris périodiques de *qui vive !* répétés par les échos de la forêt, indiquent seuls que, sous les splendides lambris qui ont abrité jadis Diane de Poitiers et Christine de Suède, les vainqueurs de l'Europe gardent l'homme qu'on a appelé la *For-*

tune de la France. Seul, Napoléon veille. A une heure du matin, le duc de Vicence entre dans son appartement, et le trouve étendu sur son lit, à demi-déshabillé, et en proie à d'affreuses convulsions. Sa figure est contractée, ses yeux semblent sortir de leur orbite ; une sueur glaciale a collé ses cheveux à son front.

— Ah ! Sire, que vous est-il arrivé ? s'écrie Caulaincourt en le voyant ainsi ; il faut appeler un médecin.

— Non, je ne veux pas, répond Napoléon en saisissant de sa main froide le bras de son grand-écuyer ; d'ailleurs ce serait inutile. Écoutez-moi, Caulaincourt, ajoute-t-il d'une voix entrecoupée : Vous allez entrer dans mon cabinet, vous prendrez le portefeuille qui renferme les lettres de l'Impératrice, vous le remettrez à mon fils. Vous donnerez vous-même à ma femme la lettre qui est là... sur cette table, vous lui direz que je n'ai déploré mes malheurs qu'à cause d'elle... du roi de Rome... Vous lui direz que, n'ayant pu faire triompher la France de ses ennemis, je ne regrette pas la vie.

A ces mots, le duc de Vicence se jetant tout en larmes sur le lit :

— Je devine l'affreuse vérité ! s'écria-t-il. Ah ! Sire, Votre Majesté veut elle que nous mourions de douleur ?

Napoléon le regarde avec une expression douce et triste, et reprend d'une voix qui s'affaiblit de plus en plus :

— Oui ! j'ai voulu en finir... Je n'ai pu résister plus longtemps aux tortures que l'on m'a fait éprouver depuis que je suis ici, à l'humiliation de me voir bientôt entouré des agents de l'étranger... On a traîné nos aigles dans la boue !... Ils m'ont méconnu, mon pauvre Caulaincourt !... Ils me regretteront quand je ne serai plus !... Mes amis, mes compagnons d'armes, m'ont abandonné !... Marmont, Berthier, m'ont porté le dernier coup !... Eux que j'aimais tant !

Ici une convulsion terrible raidit ses membres et amena un léger vomissement, bientôt suivi d'autres convulsions. Dans la crainte de ne pouvoir étouffer les cris que lui arrachait la douleur, Napoléon avait mis dans sa bouche un mouchoir qu'il broyait en râlant. Dans cette situation affreuse, Caulaincourt n'ose appeler : Napoléon le lui a défendu ; il cherche du moins des yeux une sonnette, un objet quelconque sur lequel il puisse mettre la main et le briser pour attirer l'attention des gens du dehors ; mais Napoléon, qui n'a pas perdu un seul instant connaissance, se cramponne à son bras pour qu'il ne lui échappe pas, et répète ces mots entrecoupés :

— Taisez-vous ! si vous êtes mon ami, vous ne devez pas vous opposer à ce que je termine mon existence !... Je ne veux pas que d'autres soient témoins de mes derniers moments !

Caulaincourt, terrifié, est penché sur le lit de l'Empereur ; il n'ose, dans cet instant solennel, ni lui désobéir ni l'abandonner. Il ne peut que fondre en larmes et répéter avec désespoir :

— Mon Dieu ! personne ne viendra-t-il ?

Enfin, un vomissement semble soulager Napoléon, qui, après un spasme violent, fait un effort et s'écrie :



Les assassins se rabattirent sur les équipages de la reine de Westphalie, qu'ils pillèrent.

— C'en est fait, la mort ne veut pas de moi ! Puis, épuisé, il retombe sur son oreiller.

Le duc de Vicence profite de ce moment de répit pour aller chercher Constant. Celui-ci, en s'approchant du lit de l'Empereur, aperçoit éparpillés par terre les débris d'un sachet de taffetas noir que son maître portait habituellement suspendu à son cou. A cette vue il pousse un cri... Lui aussi a deviné l'affreuse vérité ! Il s'élance hors de la chambre et va chercher des secours ; Yvan arrive :

— Croyez-vous, demande Napoléon au docteur tandis que celui-ci étudie son pouls, que la dose était assez forte ?

Ces mots sont une énigme pour Yvan, qui n'a jamais eu connaissance du sachet et que personne n'a instruit de ce qui s'est passé ; aussi répond-il de l'air le plus étonné :

— Pardon, Sire, mais je ne comprends pas ce que Votre Majesté me fait l'honneur de me demander.

— L'Empereur s'est empoisonné, lui dit à l'oreille le duc de Vicence :

A cette affreuse confidence, Yvan pâlit, craignant sans doute qu'on ne l'accusât d'avoir fourni le poison. Puis, sans prononcer une parole, il sort de la chambre comme un insensé, descend rapidement les degrés, arrive dans la cour, y trouve un cheval attaché à une grille, s'élance dessus, disparaît au galop et prend la route de Paris, la tête perdue et sans savoir ce qu'il fait.

A peine est-il parti, que les spasmes cessent tout à fait : peu à peu Napoléon devient plus calme, il s'assoupit. Caulaincourt se retire sans bruit, après avoir recommandé au premier valet de chambre le secret le plus absolu sur ce qui vient de se passer. Constant reste seul dans la chambre de Napoléon à attendre son réveil.

Mais bientôt le silence des longs corridors du château est troublé. Les bougies s'allument, les valets de pied parcourent les galeries, l'un va frapper à la porte du grand-maréchal, l'autre va réveiller le premier chambellan. Celui-ci court à la chancellerie chercher le duc de Bassano ; celui-là va donner l'éveil à l'autorité militaire : c'est un tumulte, une agitation qu'on ne saurait décrire. Les grenadiers du poste du palais prennent les armes ; l'alarme se propage, et bientôt, sur toute la ligne des bivouacs, on voit, aux pâles lueurs de la lune, les aigles se dresser dans les rangs, les baïonnettes se hérissier comme un long ruban de fer ; on suppose que l'ennemi, à la faveur de l'obscurité a voulu surprendre la demeure impériale.

Un mystère impénétrable régna longtemps sur les événements de cette nuit du 12 au 13 avril. Le voile a été soulevé dans ces derniers temps. Voici ce qu'on a su depuis à ce sujet :

Avant de partir pour la campagne de Russie, Napoléon avait dit à Corvisart, son premier médecin :

— Je ne me soucie pas de tomber vivant entre les mains des Cosaques ; je ne voudrais pas non plus



Je vous ai promis de vous sauver ; je vais tenir ma parole.

subir une captivité comme celle de François I^{er} ; en un mot, je veux braver le sort et rester toujours maître de ma personne.

Et ils s'était fait donner un poison extrêmement subtil. Ce poison n'était autre que de l'acide prussique formulé par Cabanis, le même dont s'était servi Condorcet.

— Combien de temps faut-il pour que cette dose donne la mort ? avait encore demandé Napoléon.

— Sire, cinq minutes tout au plus, avait répondu le docteur.

— Cinq minutes ! c'est bien long ! N'importe, je le garde. Puis il avait ajouté en souriant : Je ne suis pas encore, comme Mithridate, familiarisé avec les poisons.

Depuis, Napoléon avait constamment porté la substance mortelle dans une bague creuse renfermée dans un petit sachet dont Constant avait parfaitement connaissance ; mais auquel il n'avait pas songé, parce que depuis longtemps, il avait échappé à sa vue, Napoléon portant alors un gilet de flanelle. Or, par cela même que l'action de cette substance était excessivement prompte, sa nature même la rendait plus susceptible de s'altérer. C'est ce qui était arrivé : Napoléon eut de violentes nausées, d'affreuses convulsions, mais, enfin, la mort ne vint pas. Il avait dit vrai : la Providence lui réservait d'autres tortures.

Après un sommeil de quelques heures, il se réveilla ; son visage portait la trace des souffrances qu'il avait éprouvées. A peine pouvait-il se mouvoir, tant ses membres étaient endoloris. Néanmoins il ne voulut pas rester plus longtemps au lit, afin de recevoir les personnes qui assistaient habituellement à son lever.

Quoique ses jambes pussent à peine le porter, il voulut s'habiller. Il paraissait calme, mais ce calme faisait peur.

A midi, Macdonald arriva au palais pour savoir si l'Empereur était enfin décidé à signer le traité. Introduit dans sa chambre à coucher, le maréchal le trouva assis dans un fauteuil devant la cheminée, les coudes appuyés sur les genoux, la tête soutenue dans ses deux mains. Immobile dans cette posture, Napoléon semble absorbé dans de profondes réflexions.

Deux personnes sont avec lui : le duc de Vicence, debout, le coude posé sur le manteau de la cheminée, le regardant avec un inexprimable regret, et le duc de Bassano, assis tristement sur un pliant. La rêverie dans laquelle est plongé Napoléon est telle que le bruit qu'a fait le maréchal en entrant ne l'a même pas distrait, et que le duc de Vicence est obligé de lui toucher légèrement le bras pour lui faire remarquer le nouveau venu.

— Sire, lui dit-il, c'est M. le duc de Tarente qui

vient chercher le traité que Votre Majesté doit ratifier dans la journée.

— Ah ! c'est **vous**, Macdonald, fit Napoléon en relevant la tête.

Puis il reprit la position qu'il avait auparavant.

Le duc de Tarente, frappé du changement qui s'est opéré dans la figure de l'Empereur, depuis la veille, ne peut s'empêcher de s'écrier :

— Grand Dieu ! Sire, il faut que Votre Majesté ait été bien gravement indisposée depuis que je n'ai eu l'honneur de la voir ?

Napoléon, fixant sur le maréchal un regard morne, répond :

— Oui, oui, j'ai passé une bien mauvaise nuit ; mais cela va mieux ce matin, ajoute-t-il avec un soupir.

Napoléon resta assis encore quelques instants ; mais enfin, paraissant faire un effort, il se leva et prit sur la cheminée le traité, qu'il lut tout entier sans faire la moindre observation. Puis, indiquant du doigt au duc de Vicence un guéridon placé à l'extrémité de la pièce et sur lequel étaient un écritoire de bronze et le portrait du roi de Rome, ravissante miniature d'Isabey, il dit d'un ton plein de regret en s'adressant à Macdonald ;

— Mon cher maréchal, je ne suis plus assez riche pour vous récompenser de vos derniers services.

— Sire, se hâte d'interrompre Macdonald, comme blessé de ces paroles, l'intérêt ne m'a jamais guidé, Votre Majesté doit le savoir.

— C'est vrai ! réplique vivement Napoléon ; vous m'avez mis à même de voir combien on m'avait trompé sur votre compte ; je n'oublierai de ma vie ce que vous avez fait pour moi. Et cependant je voudrais....

L'Empereur, dont l'émotion s'était accrue, n'acheva

pas sa phrase ; il y eut un silence. Enfin, arrêtant sur le maréchal un regard d'une tristesse indicible, il lui tendit les bras en lui disant avec le plus grand abandon :

— Macdonald, je voudrais bien vous embrasser.

A ces mots, le duc de Tarente se précipite dans les bras de l'Empereur. Les ducs de Vicence et de Bassano, spectateurs de cette scène, fondent en larmes ; ils se regardent et se serrent la main sans parler.

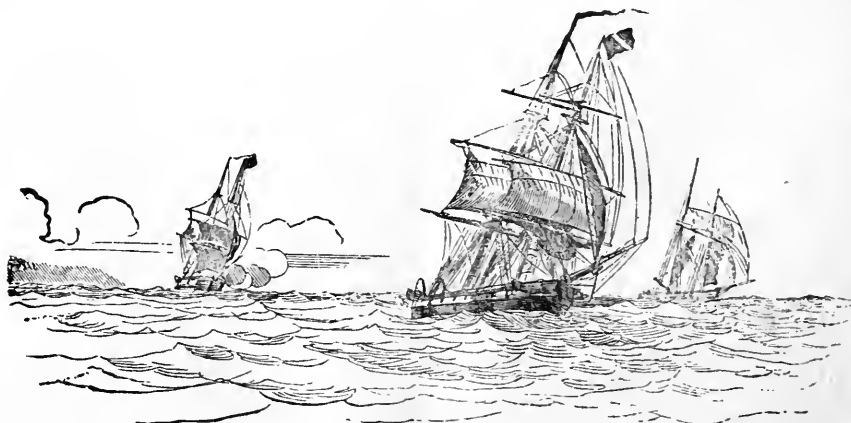
— Messieurs, dit enfin Napoléon après avoir tout fait pendant vingt ans pour la gloire et le bonheur de la France, je remets aujourd'hui entre les mains de la nation la couronne que j'avais reçue d'elle. Puis, passant la main sur son front : Allons, lui dit-il d'une voix étouffée, il faut en finir.

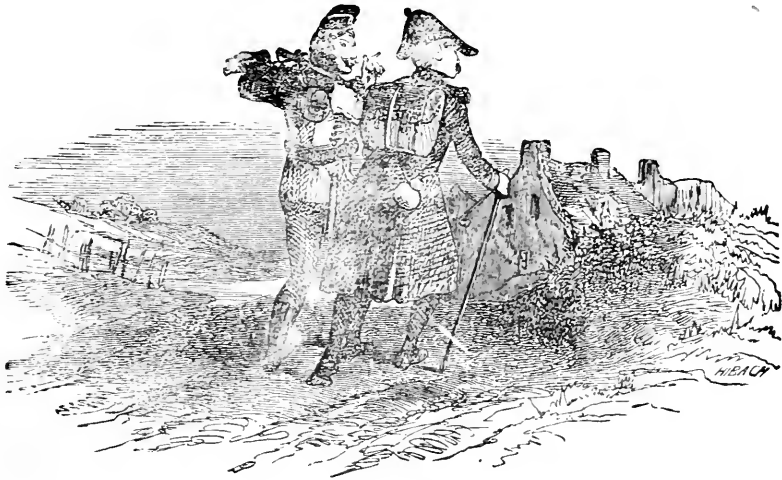
Alors, avec toute la vivacité que sa faiblesse lui permettait, il s'assit devant la petite table sur laquelle il avait déposé le traité après l'avoir lu, prit une plume, fixa ses regards sur le portrait du roi de Rome qui était devant lui, puis, levant les yeux au ciel, il dit d'une voix brisée :

— Mon pauvre enfant ton père n'a plus d'héritage à te laisser !

En même temps sa main, comme agitée d'une convulsion nerveuse, signa le traité, qu'il remit aussitôt à Macdonald, en détournant la tête pour lui cacher une larme qui avait obscurci ses yeux.

Le même jour, 12 avril 1814, Charles X faisait son entrée dans Paris, en qualité de *lieutenant-général du royaume*. Le même jour aussi le maréchal Soult, sous les murs de Toulouse, faisait payer cher aux Anglais toutes les humiliations et toutes les douleurs qu'avait éprouvées Napoléon à Fontainebleau.





CHAPITRE VI.



es que l'Empereur eut abdiqué, les souverains étrangers se montrèrent faciles en ce qui concernait ses

derniers intérêts ; ils déclarèrent qu'il conserverait le rang, le titre et les honneurs des têtes couronnées. Quant à sa résidence, ils lui laissèrent le choix entre la Corse et l'île d'Elbe ; Napoléon préféra cette dernière.

— Si j'allais habiter mon pays natal, dit-il, tôt ou tard on me trouverait trop près de la France. Le séjour de l'île d'Elbe ne pourra porter ombrage à personne. Que me faut-il pour vivre, à présent ? un coin de terre, avec un cheval, et un petit écu par jour.

Le traité de Paris stipula que le gouvernement français lui accorderait un subside de deux millions, et qu'il aurait la liberté d'emmener, en outre du personnel de sa maison, huit cents hommes de ceux de son armée qui voudraient le suivre. Quel que fût le malheur de sa position dans ce moment solennel, il

n'oublia ni sa famille, ni ses amis, ni ses serviteurs. Il demanda que les dispositions qu'il avait prises en leur faveur fussent respectées et qu'on ne troublât aucun d'eux dans la possession des biens qu'il leur avait donnés, tels que propriétés, dotations et rentes sur l'État. Il stipula également que, sur les fonds particuliers qui lui appartenaient et dont il faisait l'abandon, on réservât une somme de deux millions à distribuer à un certain nombre d'officiers et de soldats de son armée, qu'il désignait. On lui accorda tout. Il devait croire que les conditions du traité seraient religieusement observées : il n'en fut rien. Bientôt dé trompé lui-même, il dit à ce sujet :

— En supposant que les alliés ne soient pas fidèles aux engagements qu'ils ont pris avec moi, je révoquerai mon abdication. Je n'ai renoncé à mes droits à la couronne que pour épargner à la France les horreurs d'une guerre civile, n'ayant jamais eu d'autre but que son bonheur et sa gloire. Ils peuvent m'ôter mon pain ; mais je les défie de m'enlever le cœur de mes soldats : avec eux je pourrai toujours faire de grandes choses.

Ce fut lui qui prit le soin d'apprendre à ceux qui l'entouraient qu'il avait cessé de régner. Fontainebleau devint aussitôt désert. Napoléon ne s'occupa plus que des arrangements de son départ, et vécut comme un simple particulier. Retiré dans un coin du vaste palais qu'il devait encore habiter pendant quelques jours, toutes les fois qu'il entendait une voiture dans les cours, il demandait avec vivacité :



Il sortait pour inspecter les travaux et s'arrêtait pour interroger les ouvriers.

— N'est-ce pas Berthier qui revient ?

— Non, Sire, lui répondait-on.

— Si c'est un des *miens* qui désire me faire ses adieux introduisez-le.

Il s'attendait à revoir, au moins une fois, ses anciens ministres, ses conseillers d'État, ses généraux et tant d'autres qui lui devaient un dernier témoignage d'attachement ; personne ne vint ! Il resta seul avec le petit nombre d'officiers et de serviteurs de sa maison qui avaient résolu de ne l'abandonner jamais. Le grand-maréchal Bertrand, les généraux Drouot et Cambronne, le chirurgien Fourreau de Beauregard, le payeur des voyages Peyrusse, les fourriers du palais Deschamps et Bailion, obtinrent de Napoléon la faveur de le suivre à l'île d'Elbe, et lui composèrent une maison peu nombreuse, mais forte de fidélité et de dévouement. Au lieu de huit cents hommes, on ne voulut plus lui en laisser emmener que quatre cents. Tous ses vieux compagnons de gloire voulaient partir avec lui : Napoléon n'eut que l'embarras du choix. Toujours conformément au traité de Paris, il devait être accompagné, jusqu'au lieu de son embarquement, par un commissaire de chacune des quatre puissances alliées. Depuis plusieurs jours ces commissaires étaient arrivés à Fontainebleau : c'étaient le général russe Schouvaloff, le général autrichien Koller, le colonel anglais Campbell, et le général prussien baron de Truschess. L'Empereur les reçut tous les quatre en audience particulière ; mais il y eut une grande diffé-

rence dans la réception qu'il fit à chacun d'eux ; celui qu'il accueillit le mieux fut le colonel Campbell. Cet Anglais portait encore sur le front les traces d'une blessure récente. Napoléon lui demanda dans quelle bataille il l'avait recue et à quelle occasion il avait été décoré des ordres qu'il voyait briller sur sa poitrine ; puis, changeant le texte de la conversation :

— J'ai cordialement haï les Anglais, ajouta-t-il ; je leur ai fait la guerre par tous les moyens possibles ; ils me l'ont bien rendu : maintenant nous sommes quittes. Je vous dirai que j'estime votre nation, parce que je suis convaincu qu'il y a plus de générosité dans son gouvernement que dans aucun autre, continua-t-il en regardant les autres commissaires.

Après que ces messieurs se furent retirés, on remit à l'Empereur une lettre apportée à Fontainebleau par un courrier particulier de Savary, qui n'avait pas quitté Marie-Louise. A la lecture de ce billet, son agitation devint extrême. Il le lut deux fois de suite avec attention, le replia convulsivement et le remit dans sa poche en disant :

— C'est impossible !... Un assassinat !... ils n'oseraient !... Ce jour-là il dina seul et ne voulut voir personne. Dans la soirée, il écrivit à l'impératrice Marie-Louise, qui s'était laissée conduire d'Orléans à Rambouillet pour y voir son père, puis il s'enferma dans sa chambre à coucher avec ses livres et une carte de l'île d'Elbe, sur laquelle il put prendre une idée de la nouvelle résidence qui l'attendait. Dans cet inter-



Je viens vous apporter la paix et le calme. Je vous apporte l'amitié de Napoléon.

valle, le reste de la famille impériale s'était dispersé : Madame Mère et son frère, le cardinal Fesch, avaient pris la route de Rome : les princes Louis, Joseph et Jérôme gagnaient la Suisse, et la reine Hortense était allée rejoindre sa mère, l'Impératrice Joséphine, à la Malmaison.

Dans la nuit du 19 au 20, Napoléon éprouva une dernière défection à laquelle il fut plus sensible encore qu'à toutes celles qui l'avaient précédée : son premier valet de chambre, en qui il avait toute confiance, et son mameluck Rustan, qu'il avait comblé de biens, ne reparurent pas. Le matin, ne les voyant ni l'un ni l'autre à l'heure habituelle de leur service, il se contenta de dire, en apprenant leur disparition de Fontainebleau :

— Au fait, j'avais oublié que l'ingratitude était à l'ordre du jour.

La bienveillance que Napoléon n'avait cessé de témoigner à Constant, depuis plus de douze ans qu'il était attaché à sa personne, était telle, qu'au moment même où il venait d'être décidé que, par mesure d'économie, aucun de ses valets de chambre ordinaires ne l'accompagneraient à l'île d'Elbe, il s'en était rapporté à Constant du choix de quelqu'un qui pût le seconder dans son service. Celui-ci avait jeté les yeux sur le jeune M. Marchand, huissier du roi de Rome, dont l'intelligence et la probité lui étaient connues, et qui était fils de la première berceuse de l'enfant-roi.

Constant en avait parlé à l'Empereur, qui l'avait agréé, et M. Marchand avait accepté ce nouveau poste avec reconnaissance. Il remplaça donc Constant avec le titre de *premier valet de chambre*, et suivit Napoléon à l'île d'Elbe, comme il devait le suivre l'année suivante à Sainte-Hélène, et mêler ainsi son nom à ceux du petit nombre d'hommes que leur dévouement et leur fidélité ont si justement rendus populaires.

Le 28 avril, à dix heures du matin, les voitures de voyage étaient attelées et rangées dans la cour du Cheval-Blanc. La garde impériale avait pris les armes et formait la haie. A midi précis la porte s'ouvrit, et un huissier annonça à haute voix : *l'Empereur !*

Napoléon paraît. Il tend la main à tous ceux qui sont présents, traverse l'appartement à pas précipités, descend rapidement le grand escalier du château, au bas duquel il trouve tout ce qui reste de la cour la plus nombreuse et la plus brillante de l'Europe : c'est le duc de Bassano, le général Belliard, les comtes Anatole de Montesquiou et de Turenne, le colonel Gourgaud, le baron Fain, le colonel Athalin, le chevalier Jorane, plusieurs Polonais, parmi lesquels le général Kosakowski et le colonel Germanowski, qui ont obtenu la faveur de le suivre à l'île d'Elbe, puis les commissaires étrangers et une foule d'autres personnages de distinction. Aussitôt ce groupe l'entoure : mais il indique par un signe qu'il veut parler. Chacun s'écarte. Tout le monde connaît cette belle scène

qu'Horace Vernet a reproduite d'une manière si admirable dans son tableau des *Adieux de Fontainebleau*, mais, si populaire qu'elle soit, nous ne pouvons nous dispenser de la rappeler ici, car elle fait partie essentielle du sujet que nous avons choisi. Napoléon s'avance d'un pas ferme vers ses grenadiers, qui tous, le regard fixe, gardent un silence religieux, et alors, d'une voix sonore comme aux jours de ses plus beaux triomphes :

« — Soldats de ma vieille garde, leur dit-il, je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans, je vous ai trouvés constamment sur le chemin de l'honneur et de la gloire. Dans ces derniers temps, comme dans ceux de notre prospérité, vous n'avez cessé d'être des modèles de bravoure et de fidélité. Avec des hommes tels que vous, notre cause n'était pas perdue, mais la guerre était interminable ; c'eût été la guerre civile, et la France n'en serait devenue que plus malheureuse. J'ai donc sacrifié tous mes intérêts à ceux de la patrie : je pars. Vous, mes amis, continuez de servir la patrie. Son bonheur était mon unique pensée ; il sera toujours l'objet de mes vœux ! Ne plaignez pas mon sort ; si j'ai consenti à me survivre, c'est pour être utile encore à votre gloire. Je veux écrire les grandes choses que nous avons faites ensemble !... Adieu, mes enfants !... Je voudrais vous presser tous sur mon cœur ; mais j'embrasserai votre général. »

A ces mots, s'adressant au général Petit et lui tendant les bras.

Venez, général ! ajouta-t-il. Et il l'embrassa avec effusion. Qu'on m'apporte l'aigle, dit-il encore.

Aussitôt le porte-drapeau s'avance d'un pas chancelant, et tandis que d'une main il couvre ses yeux pour cacher ses larmes, de l'autre il incline son aigle. Napoléon saisit l'écharpe du drapeau et la presse plusieurs fois sur ses lèvres en disant d'une voix plus ferme :

— Adieu, mes vieux compagnons, adieu !

Et, se dérobant avec vivacité à la foule qui le presse, il s'élance dans une voiture au fond de laquelle s'est déjà placé le grand-maréchal, et disparaît dans le tourbillon de l'escorte française qui doit le protéger. Aussitôt un cri immense se fait entendre : c'est celui de *vive l'Empereur* !

Dans un voyage aussi long que celui de Fontainebleau à Fréjus, Napoléon avait un train trop considérable et une suite trop nombreuse pour pouvoir aller aussi rapidement qu'il en avait le désir plus encore que l'habitude. Le soir de cette première journée, il n'était arrivé qu'à Montargis. Il ne s'y arrêta qu'une heure pour souper, et repartit en se dirigeant vers Lyon.

Le général Drouot allait en avant. L'Empereur avec le grand-maréchal, dans une voiture à quatre places, la seule qui fût attelée de six chevaux, venait immédiatement après. Celles des généraux Koller et Schuwoloff, du colonel Campbell et du baron de Truschess, suivaient la sienne. Deux autres voitures, chacune à six places, étaient occupées par des officiers de sa maison civile et militaire. Enfin, six fourgons chargés de bagages avaient pris une autre route, à

cause de l'impossibilité de réunir sur une seule le nombre de chevaux suffisant.

La veille du départ, les piquets de cavalerie avaient exploré en éclaireurs les environs de Fontainebleau. Il y avait des craintes, et elles étaient fondées. Savary, en sa qualité de ministre de la police impériale, se trouvait alors à Orléans avec les membres de la régence, qui avait été dissoute. Quoi qu'il en soit, il crut devoir répandre quelques *agents* pour sonder l'opinion et se tenir au courant de l'esprit public. Ceux-ci vinrent bientôt l'avertir qu'ils avaient rencontré dans les environs de Fossard, à peu de distance de Fontainebleau, une bande de cavaliers armés, conduits par un ancien écuyer de la reine de Westphalie, qui, disait-il, n'épiaient que l'occasion favorable pour fondre sur Napoléon à son passage et l'assassiner. Savary avait prévenu l'Empereur de ce guet-apens ; on avait pris à tout hasard des mesures de précaution, et les assassins, n'ayant point osé se hasarder contre les cinquante lanciers qui formaient l'escorte particulière de l'Empereur, se rabattirent sur les équipages de la reine de Westphalie, qu'ils pillèrent.

On prétendit, dans le temps, que le chef de la bande n'avait d'autre mission que de s'emparer des diamants de la couronne et du trésor que Napoléon emportait avec lui. Mais on ne pouvait pas faire courir le 20 avril après des valeurs que M. le baron Duden avait reprises dès le 10 du même mois, et remises au gouvernement provisoire. Ce fut cependant le prétexte dont on se servit pour arracher au général prussien Sacken, gouverneur de Paris, au général Dupont, ministre de la guerre, au préfet de police Anglès, au directeur des postes Bourrienne, tous ministres du gouvernement provisoire présidé par M. de Talleyrand, un ordre qui mettait à la disposition du chef de l'expédition les autorités civiles et les postes militaires pour l'exécution, y était-il dit, d'une mission *secrète* de la plus haute importance.

La reine de Westphalie se plaignit à l'empereur Alexandre, son parent, et réclama les objets précieux, ainsi que les diamants et les 80,000 francs en or qui lui avaient été enlevés. L'écuyer de la reine fut arrêté, et dans l'instruction de la longue procédure qui fut instruite contre lui à ce sujet, il déclara textuellement : qu'il n'avait été chargé de rien moins que de *tuer Bonaparte et son fils* ; que cette proposition lui avait été faite par M. de Talleyrand ; qu'en récompense de ce service on devait lui donner 200,000 fr., le faire duc, lieutenant-général et gouverneur d'une province ; mais qu'il n'avait accepté cette mission que pour sauver les jours de l'Empereur et ceux du roi de Rome ; que ce n'était que pour avoir l'air de faire quelque chose qu'il s'en était pris aux bijoux de la femme de Jérôme Bonaparte ; qu'il avait remis les caisses enlevées au secrétaire du gouvernement provisoire, et qu'ainsi il s'en lavait les mains.

Entre ces graves inculpations et le silence obstiné gardé par M. de Talleyrand et les signataires des ordres délivrés, il est difficile de prononcer. Il y a là un mystère que le temps n'a pas encore éclairci suffisamment.

Une des particularités du voyage, c'est que pres-

que toute la garde impériale était cantonnée dans le pays que Napoléon devait parcourir jusqu'à Nevers. A son passage, elle se trouvait sous les armes ; mais depuis plusieurs jours il lui avait été recommandé par ses chefs de ne faire connaître par aucune parole, par aucun signe, qu'elle plaignit le sort de son Empereur.

Cette troupe d'élite se montra obéissante en cette circonstance. Elle garda le plus morne silence. Ainsi entouré de la milice la plus dévouée que jamais monarque ait eue, Napoléon se montra peut-être plus grand dans cette journée que dans celles qui l'avaient illustré durant sa glorieuse carrière. Il ne fut escorté par sa garde que jusqu'à Briare.

Le 21, Napoléon coucha à Nevers. Il y fut encore reçu aux acclamations de la foule, qui, à ses cris d'enthousiasme, mêla quelques épithètes peu courtoises pour les commissaires étrangers. Ce fut en quittant cette ville qu'il eut la douleur de voir son escorte française remplacée par un corps de Cosaques et d'entendre crier : *Vive les alliés !* Mais ces contrariétés quelque pénibles qu'elles fussent, dans sa position ne devaient être que le prélude des outrages et des périls qui allaient l'assaillir au-delà de Lyon, qu'il ne fit que traverser dans la nuit du 22 au 23. Il y laissa une personne de confiance pour y attendre l'arrivée de la poste de Paris et lui rapporte les journaux avec tout ce qu'elle pourrait se procurer de brochures de circonstance. Tandis qu'il changeait de chevaux, un groupe nombreux, stationné devant la poste, fit entendre les cris de *Vive l'Empereur !* Ce furent les derniers.

A Valence, Napoléon vit, pour la première fois, des bourgeois et des officiers français avec la cocarde blanche à leurs chapeaux. Ils appartenaient au corps d'Augereau. A l'auberge de la poste, où il s'arrêta, il fut rejoint par la personne qu'il avait laissée à Lyon. Parmi les papiers qu'elle lui apportait, se trouvait le *Moniteur*, dans lequel était la proclamation que le duc de Castiglione avait faite à son armée à l'occasion du retour des Bourbons, et dans laquelle il accusait Napoléon en lui appliquant l'épithète de *lâche !*... Après l'avoir lue, l'Empereur se contenta de hausser les épaules en souriant d'un air de mépris. Ce fut également à Valence qu'il entendit crier pour la première fois : *Vive le roi !* Ce cri lui fit éprouver une espèce de tressaillement involontaire. Il ne s'arrêta dans le chef-lieu de la Drôme que le temps de changer de chevaux, et après avoir dépassé Loriol et Derbieres, il arriva le 24, à six heures du soir, à Montélimar, et descendit à l'auberge qui lui avait été désignée par les commissaires. A peine était-il entré dans la première salle, qui servait en même temps de cuisine, qu'on lui remit un billet cacheté. Il l'ouvrit et le lut.

— Ah ! ah ! dit-il avec un sourire de mépris, on veut renouveler ce qu'on avait tenté là-bas !... Eh bien ! on verra.

Et il se promena dans cette cuisine tandis qu'on préparait à la hâte une des pièces du rez-de-chaussée. Quelques fonctionnaires publics de Montélimar, se présentèrent à la porte de l'auberge en demandant l'honneur de voir l'Empereur. Il consentit à les recevoir, et les questionna avec une sérénité bien remarquable

dans un moment où il savait qu'on agitait pour lui, à quelques lieues de là, une question de mort. Ces fonctionnaires lui parlèrent de leurs regrets :

— Que voulez-vous, Messieurs ! leur répond-il, il faut faire comme moi : se résigner et attendre.

Deux anciens officiers de l'armée, dont l'un était le capitaine Krettly, l'ancien trompette de ses guides, dont nous avons parlé dans le cours de cette histoire, vinrent aussi réclamer la faveur de lui adresser un dernier adieu.

A huit heures du soir on était sur la route d'Avignon. Deux postes plus loin, à Donzère, on fut accueilli par des cris de vengeance. Les habitants avaient célébré dans la journée une fête pour l'arrivée de Louis XVIII en France. Des cris injurieux s'élevèrent. Quelques femmes du peuple, complètement ivres, s'approchèrent en agitant des torches, et adressèrent à Napoléon des injures telles qu'il ferma les glaces de sa voiture en disant à Bertrand d'un ton de pitié :

— Mais regardez-les donc !... Quel hideux spectacle !... Ces femmes sont des furies échappées de l'enfer.

Arrivé à Orange sur les quatre heures du matin, il monta à pied, de compagnie avec le grand-maréchal et le général Drouot, la première côte que l'on trouve en avant de Caderousse. Un fourrier du palais était aussi descendu de voiture et avait pris les devants, il marchait à environ deux cents pas du groupe impérial, lorsqu'il rencontra le courrier de la malle de Marseille, qui s'arrêta et lui demanda :

— Ne sont-ce pas les voitures de l'Empereur que j'aperçois là-bas ?

— Non, Monsieur, répondit le fourrier, qui avait le mot ; ce sont des équipages appartenant aux généraux alliés.

— Pourquoi le nier ? Je suis sûr de ce que je dis, et vous-même vous faites partie de la maison impériale. Eh bien, en passant par Orgon, hier, j'ai vu pendre Napoléon en effigie par une bande de mauvais chenapans. S'il passe par là, il est perdu, ils l'assassineront. Imaginez-vous que ces coquins-là ont élevé une potence à laquelle ils ont suspendu par le cou un mannequin revêtu de l'uniforme français, avec un écriteau sur la poitrine, où il y avait écrit : *Voilà ce qui t'attend ici !* Telle est la vérité, Monsieur ; ainsi profitez-en si vous voulez.

Ayant dit, il remonta dans son cabriolet et partit au galop.

Le fourrier prit le général Drouot à part et lui répéta ce qu'il avait appris. Ce dernier en prévint le grand-maréchal, qui rapporta le fait à l'Empereur devant les commissaires alliés. Ceux-ci, justement alarmés, tinrent une espèce de conseil sur la grande route, et il fut décidé que Napoléon endosserait un carrik à collet semblable à ceux que portaient la plupart des gens de la suite des commissaires, qu'il se coifferait d'un chapeau rond et qu'il changerait de voiture. La tentative des environs de Fontainebleau ayant échoué, il était évident qu'on en avait organisé une autre à Avignon. Deux jours auparavant, des émissaires venus on ne sait d'où avaient été détachés dans cette ville, et étaient parvenus sans peine à échauffer la populace. Un boucher fameux, l'un des



Nous n'avons pas les clefs, mais voici les portes de la ville.

massacreurs de la Glacière, que ses acolytes avaient surnommé *le Vengeur*, s'était déjà mis à la tête de deux cents misérables qui parcouraient les rues en hurlant « qu'ils voulaient boire le sang du tyran et dévorer l'Ogre de Corse. »

En effet, c'était à Avignon que le péril qui grondait comme un orage depuis Valence devait éclater. La veille du jour où Napoléon devait passer par cette ville était un dimanche. Les voitures de son service y étaient arrivées déjà ; elles s'étaient arrêtées à l'hôtel du Palais-Royal. Les officiers du palais et les domestiques qui faisaient partie de ce convoi portaient encore la cocarde tricolore, et, sur leurs boutons, l'aigle impériale. Ce jour-là aussi, des officiers espagnols, prisonniers dans l'ancien château des papes, avaient été mis en liberté. Cette délivrance avait excité une grande joie dans le peuple, qui avait dansé des farandoles et parcouru la ville aux cris de : *Vive le roi ! Il y a toujours quelque chose à craindre de la populace du midi, quand elle rit ou quand elle pleure. Des mesures de sûreté furent prises aussitôt : mais elles ne pouvaient être que fort peu rassurantes, parce que les moyens étaient presque nuls. Il n'y avait que peu de troupe de ligne, la garde nationale n'était pas encore organisée. la force répressive ne consistait que dans les débris de la garde urbaine, dont M. de Montagnat était commandant.*

À une heure du matin, une voiture sans armoiries

conduite par trois chevaux et un postillon, se présente au relais. Le factionnaire qu'on avait posé à cette place crie : *Aux armes !* M. de Montagnat arrive avec quelques hommes ; cette voiture est celle du colonel Campbell, accompagné d'un officier russe que Napoléon, de concert avec les commissaires, avait dépêché en avant de Montélimar. M. de Montagnat demande avec intérêt au colonel si l'escorte de Sa Majesté est suffisante pour opposer une courageuse résistance en cas d'attaque.

— Craignez-vous donc ici une tentative organisée ? répond le commissaire.

— Oui ; et un seul homme tué, tout est perdu si vous n'êtes pas les plus forts.

M. de Montagnat et le colonel décidèrent alors que le courrier qui faisait préparer les relais arriverait avant l'Empereur, et que Sa Majesté changerait de chevaux hors de la ville.

Le colonel continua sa route sur Orgon.

À quatre heures du matin, le courrier qui précédait Napoléon arriva. M. de Montagnat le prévint qu'il devait faire conduire les chevaux à trois cents pas environ en avant de la porte Saint-Lazare, où il était convenu que les voitures s'arrêteraient. Cette porte était opposée à celle par où Napoléon devait venir. Le courrier ne voulut pas d'abord se conformer à cette disposition ; M. de Montagnat fut obligé d'employer la menace pour l'y décider. Une estafette avait été ex-



Pardon, Monsieur l'amiral ; ici c'est à moi de marcher le premier.

pédie à franc étrier pour avertir le convoi de tourner la ville et se diriger vers ce point. Malheureusement, tout cela n'avait pu s'exécuter si secrètement que quelques habitants n'en eussent eu connaissance. Une foule exaspérée s'était portée de ce côté, tandis que M. de Montagnat, suivi de sa petite troupe, s'y rendait. Il y trouva la voiture de l'Empereur déjà entourée d'Espagnols proférant d'horribles imprécations. Il y avait aussi des hommes inconnus dans le pays et qu'on prétendit, plus tard, s'être trouvés là par hasard. Malgré ce hasard, l'un d'eux s'était élancé plusieurs fois à la portière pour l'ouvrir et arracher l'Empereur de sa voiture. M. de Montagnat, doué d'une grande force musculaire, le saisit et l'envoya

rouler dans un des fossés qui bordaient la route. Pendant ce temps, un verdet s'était glissé au milieu des chevaux qu'on venait d'amener, et, le couteau à la main, essayait de couper les traits. La foule grossissait ; les manifestations hostiles devenaient de plus en plus menaçantes, tout faisait présager une sanglante tragédie. Un individu complètement ivre, d'une physionomie atroce, et armé d'un vieux sabre qu'il brandissait en poussant d'effroyables clameurs, pose la main sur l'anneau de la portière ; un valet de pied, placé sur le siège de la voiture, tire son couteau de chasse pour le frapper...

— Malheureux ! s'écrie M. de Montagnat, ne faites aucun mouvement !

En même temps Napoléon, baissant rapidement la glace de devant, avance la tête, et saisissant le valet de pied par le pan de son habit :

— François ! lui dit-il d'une voix forte, mais calme, restez tranquille, je vous l'ordonne !

Tandis que ceci se passait, les postillons s'étaient mis en selle, les chevaux avaient été lancés, et Napoléon était parti au galop au milieu d'une grêle de pierres. Il n'avait eu que le temps de se pencher du côté de M. de Montagnat, à qui il devait la vie, pour lui dire en le saluant de la main :

— Monsieur, je vous remercie.

Cependant de nouveaux périls, plus grands encore l'attendaient dans la suite de ce voyage, qui devait être si bien vengé, un an plus tard, par la marche triomphale du retour de l'île d'Elbe. Lorsque le colonel Campbell, qui continuait d'aller en avant pour éclairer la marche, arriva à Orgon toute la population des environs était rassemblée sur la grande place et criait :

— A bas le Corse, mort au tyran !

Le maire de la ville, le même qui, quinze ans auparavant, s'était presque mis aux genoux de Napoléon, s'approcha de la voiture du colonel anglais :

— Est-ce que vous êtes de la suite de ce scélérat de *Buonaparte* ? lui demanda-t-il.

— Non, Monsieur ; je suis attaché aux commissaires des puissances alliées.

— Ah ! vous avez raison de ne pas accompagner ce *coquin-là*. Je veux le pendre de mes mains ! Si vous saviez, Monsieur, comme il nous a trompés ! C'est à moi, un des premiers, qu'il adressa la parole à son retour d'Égypte. Alors nous détêlâmes les chevaux de sa voiture pour le traîner nous-mêmes : aujourd'hui je veux me venger des honneurs que je lui ai rendus ; j'attends !

Pendant ce colloque, le colonel était entré dans l'auberge pour dépêcher son domestique aux autres commissaires, afin de les prévenir des dangers qui menaçaient encore l'Empereur. Ce courrier rencontra la voiture impériale à la hauteur de Saint-Andréol, et rendit compte de sa mission au général Koller, qui se trouvait en tiers avec Napoléon et le grand-maréchal. Cette fois il fut encore décidé que l'Empereur endosserait une redingote d'uniforme du général Koller et partirait avec lui en avant : mais lorsque pour plus de sûreté, on l'engagea à mettre une cocarde blanche à son chapeau, malgré les instances qu'on lui fit, il ne voulut jamais y consentir ; et, précédé d'un de ses piqueurs nommé Amaudru, il continua de se diriger sur Orgon, accompagné seulement du général Koller.

Le premier objet qui frappa la vue de Napoléon en descendant de voiture à l'auberge de la poste, fut un mannequin habillé à peu près comme lui et suspendu par une corde à une potence plantée à droite de la place. Un groupe considérable entourait, en poussant d'affreuses clameurs, ce mannequin que le vent faisait balancer. L'Empereur détourna la tête et se hâta d'entrer dans la maison. Elle était comme toutes les auberges de la Provence, bâtie au milieu d'une cour entourée de murs, avec deux portes, l'une d'entrée principale, l'autre de sortie, et donnant sur une espèce

de ruelle qui aboutissait à la grande route. Le maître de l'auberge, voulant soustraire les voyageurs à la colère du peuple, fit fermer la grande porte et pressa les postillons d'amener les chevaux. On se hâta d'atteler, et la voiture dans laquelle montèrent Napoléon et le général Koller fut enlevée au galop. Les commissaires étrangers, n'ayant pas voulu déjeuner à Orgon payèrent les apprêts déjà faits, et rejoignirent l'Empereur à Saint-Canat, à l'auberge de la Calade, où il était arrivé quelques instants avant eux.

En entrant dans cette autre auberge, Napoléon et son compagnon de voyage s'étaient approchés de la cheminée. Le piqueur Amaudru et le domestique du général autrichien se tenaient respectueusement à quelques pas en arrière. Selon ses habitudes de familiarité, Napoléon avait adressé la parole à la sœur de l'aubergiste. Cette femme, disait-on, blessée l'année précédente par les gendarmes, en défendant son mari malade que ceux-ci voulaient emmener de force, avait juré de se venger et de porter le premier coup à l'Empereur lorsqu'il viendrait à passer. Ses discours respiraient la haine. Napoléon l'écoutait tranquillement et ne répondait que par des monosyllabes aux questions qu'elle lui adressait, tout en surveillant aux apprêts du déjeuner.

— Vous croyez donc, lui disait-elle, que le tyran va bientôt arriver ?

— Mais..... oui.....

— Tant mieux !.. Je suis toujours pour ce que j'ai dit : il faut le jeter au fond du puits avec des pierres par-dessus. Je ne serai contente que lorsque je l'aurai vu là-dedans, ajouta-t-elle en indiquant du geste le puits qui était à l'extrémité de la cour. Celui-ci a quarante-cinq pieds de profondeur, il y a des pavés tout autour : je me charge de l'opération, moi !

En parlant ainsi, cette femme tourna la tête et remarqua que la seule personne qui n'eût pas son chapeau à la main était précisément celle à qui elle parlait. Elle reconnut Napoléon et resta interdite et confuse. En le voyant si calme devant ses injures, toute sa colère s'évanouit, et ce regard puissant de l'Empereur déchu, qui se reposait doucement sur le sien, réveilla dans son cœur tout ce que la femme y recèle de généreux :

— Ah ! Sire, pardonnez-moi ! s'écria-t-elle en se précipitant à genoux et en saisissant une des mains, je suis une malheureuse de vous avoir parlé ainsi ! Et se relevant avec vivacité : Ils ne vous toucheront pas tant que je serai vivante ! reprit-elle avec un accent sublimé.

Pendant ce temps on frappait à la porte d'entrée, et l'on tâchait de l'enfoncer. La jeune femme regardait Napoléon d'un air égaré :

— Je vous sauverai ! s'écria-t-elle de nouveau.

Puis elle s'élança dans la cour. Le maître de l'auberge eut pour Napoléon les plus grands égards. Il le prévint qu'il ne serait pas prudent de traverser Aix, où une population immense l'attendait pour le lapider. Tandis que les commissaires se disposaient à envoyer au maire de cette ville l'ordre d'en fermer les portes et de veiller à la tranquillité publique, des individus à figures sinistres se rassemblaient autour

de la maison, où l'Empereur se reposait en ce moment. Une estafette fut dépêchée au maire d'Aix, avec une seconde lettre, dans laquelle les commissaires prévenaient ce magistrat que si les portes de la ville n'étaient pas fermées dans une heure, ils passeraient avec deux régiments de hulans et quatre pièces de canon, et mitrailleraient tout ce qui se trouverait sur leur passage.

Cette menace eut tout l'effet qu'on en attendait. Le messenger revint dire aux commissaires que les portes de la ville étaient fermées et que le maire répondait du bon ordre. On avait ainsi la certitude d'éviter les dangers qui menaçaient Napoléon à Aix ; mais il en restait de plus imminents à conjurer : le rassemblement formé quelques heures auparavant autour de l'auberge s'était considérablement accru. Si les portes n'eussent été soigneusement barricadées, cette populace se fût certainement livrée aux plus coupables excès. Quelques-uns des forcenés dont elle se composait tenaient à la main un pièce de cinq francs, à l'effigie de l'Empereur, pour mieux le reconnaître à sa sortie. Pendant ce temps, comme il avait passé deux nuits sans sommeil, il s'était retiré dans une salle voisine et s'était endormi sur une chaise. Lorsqu'on vint l'avertir que tout était prêt pour le départ, d'affreuses vociférations se firent entendre du dehors. On tâchait de nouveau d'enfoncer la porte d'entrée ; enfin elle allait céder aux efforts de la multitude, lorsque la sœur de l'aubergiste parut tout à coup une hache à la main :

— Je vous ai promis de vous sauver, dit-elle à Napoléon, je vais tenir ma parole ; suivez-moi. Et allant elle-même ouvrir la porte : Arrière ! s'écria-t-elle en brandissant sa hache, et faites place !... Ce sont les commissaires des alliés qui vont embarquer le tyran.

A ces mots, à ce geste, la foule s'ouvrit sans reconnaître Napoléon, quise jeta dans sa voiture ; le marchebied se leva et les postillons partirent. Les cris : *à bas Nicolas ! Mort au tyran !* se firent entendre ; une grêle de pierres brisa les vitres de l'auberge et les glaces de la voiture. Les habitants des environs étaient montés dans les arbres qui bordaient la route pour pouvoir insulter impunément Napoléon sur son passage.

L'Empereur relaya en dehors de la ville d'Aix. Le sous-préfet, M. Dupeloux, fit preuve, dans cette circonstance, de beaucoup de dévouement en escortant à cheval la voiture de Napoléon jusqu'aux limites de son département.

La princesse Pauline, après avoir passé l'hiver à Nice, avait loué dans les environs d'Hyères un petit château appelé Le Luc, appartenant à M. Charles, ancien député au Corps Législatif. C'est là qu'elle avait eu connaissance des événements de Fontainebleau. En apprenant que dans son voyage les jours de son frère avaient été menacés plus d'une fois, elle trembla pour lui, surtout lorsqu'elle sut que, cédant à son invitation, il venait auprès d'elle ; car l'esprit du pays lui était connu. Ce fut le 26 avril, à deux heures de l'après-midi, qu'il arriva dans cette résidence. Pauline était avec une de ses dames, la mar-

quise de Saluce, et le comte de Montbreton, son premier écuyer. En entendant le bruit de sa voiture, elle voulut aller au devant de son frère ; elle ne put que pleurer et retomba dans les bras de son amie. M. de Montbreton s'empressa d'aller recevoir Napoléon qu'il conduisit à l'appartement de la princesse. Celle-ci, très-souffrante, ne put que lui tendre les bras et fondre en larmes sans prononcer une seule parole.

Cependant la petite cour du château s'était remplie d'une foule de paysans des environs qui, pour la plupart, aussi exaspérés que ceux d'Orgon, poussaient d'horribles calmeurs. Malgré les supplications de sa sœur, Napoléon descendit dans cette cour et apparut tout à coup au milieu de ces forcenés, le chapeau sur la tête et les bras croisés sur la poitrine. Les commissaires alliés, qui s'étaient hâtés d'intervenir, lui représentèrent en vain qu'à Porto-Ferrajo il pourrait faire ce qu'il voudrait, mais que jusque-là ils étaient responsables des malheurs qui arriveraient.

— Et à qui ? bon Dieu ! leur demanda Napoléon en faisant un léger mouvement d'épaule.

A ces mots, le général Koller, d'un geste sublime lui montrant le ciel, lui répondit avec feu :

— Sire, à Dieu d'abord ; au monde ensuite !

Mais Napoléon, ne tenant aucun compte des conseils de prudence qui lui étaient donnés, s'avança au milieu de la foule, devenue plus compacte autour de lui. Les commissaires, craignant une catastrophe, s'apprêtaient à lui faire un rempart de leurs corps, lorsque avisant à quelques pas un homme de haute taille dont la figure était partagée en deux par une balafre, Napoléon se fit jour jusqu'à lui, et le prenant par la manche de sa blouse :

— Tu t'appelles Mandarou, lui dit-il ; que fais-tu ici ? Pourquoi as-tu quitté ta femme et tes enfants ?

A ces paroles, le vieux soldat devint pourpre, et, portant machinalement la main à son front comme pour faire le salut militaire, balbutia ces quelques mots de justification :

— C'est vrai, mon Empereur, je suis un ingrat ; mais, si vous voulez me le permettre, je vais aller où vous voudrez, pourvu que ce soit avec vous.

— C'est bien, nous verrons cela. En attendant, va retrouver ta femme : je le veux.

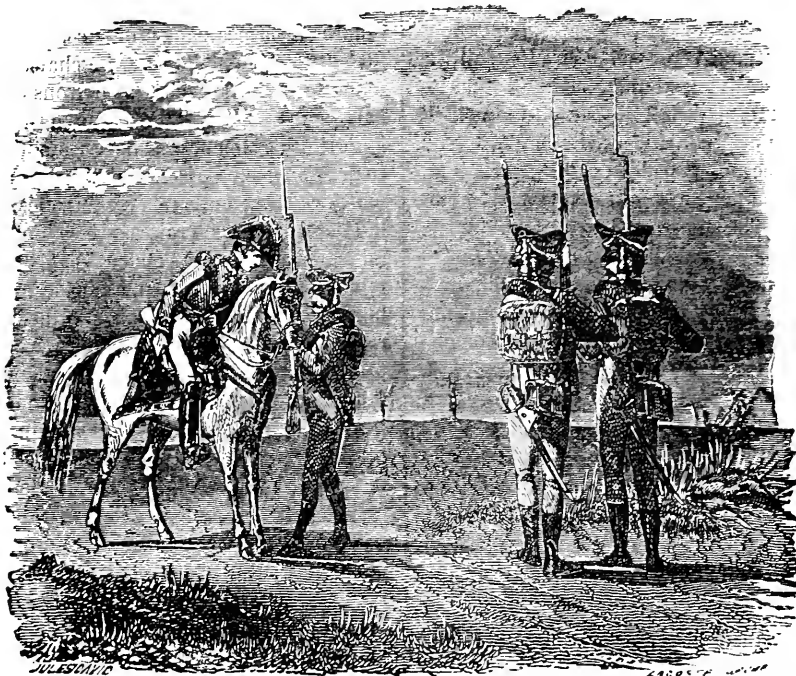
Et tandis que Mandarou racontait aux paysans qui l'avaient entouré la bonté avec laquelle Napoléon lui avait accordé son congé et une pension trois ans auparavant, Napoléon demandait à ceux qui se trouvaient le plus près de lui quelle distance il y avait du Luc à Saint-Tropez et de Saint-Tropez à Fréjus. Puis tout à coup s'interrompant :

— A propos ! ajouta-t-il, c'est Masséna qui doit commander Toulon... Qui de vous, mes amis, veut lui porter une lettre ?

— Moi !... moi !... répondirent cent voix à la fois.

Aux sentiments de haine qui animaient ces hommes il n'y avait qu'un moment, avait succédé l'enthousiasme, par une de ces réactions si ordinaires dans les foules. Une jeune femme qui s'était fait remarquer jusque-là par la violence de ses discours, perça les rangs :

— C'est moi qui porterai votre lettre, dit-elle.



Le général Bourmont avait abandonné l'armée.

Et aussitôt, s'adressant avec fierté à ceux qui réclamaient cette faveur :

— Vous n'avez pas le droit de m'en empêcher : je suis la veuve d'un canonnier mort sur le champ de bataille !

En ce moment, le général Koller s'approcha de M. de Montbreton :

— Comment déterminer Sa Majesté à rentrer ? lui demanda-t-il avec inquiétude : nous ne savons que faire...

Pour toute réponse, l'écuyer de la princesse toucha légèrement le bras de Napoléon, qui se retourna avec vivacité :

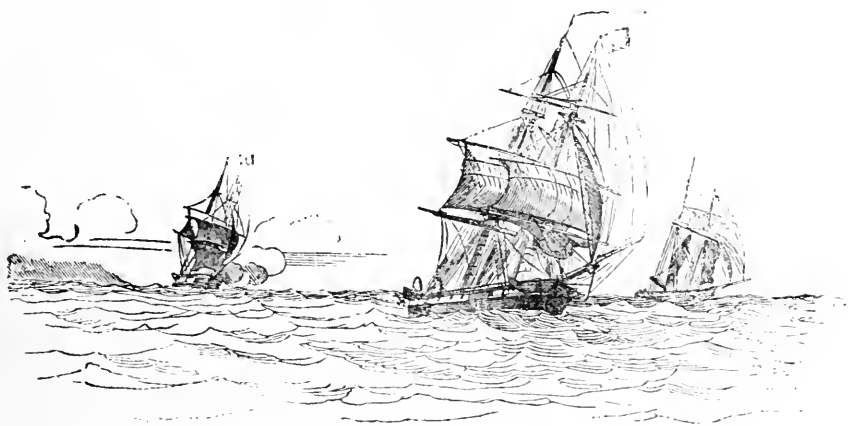
— Sire, lui dit-il à voix basse, Son Altesse Impériale aurait quelque chose d'important à communiquer à Votre majesté : elle attend.

Napoléon se rendit aussitôt auprès de sa sœur. Celle-ci lui promit de le rejoindre à l'île d'Elbe, dès

que sa santé devenue meilleure le lui permettrait.

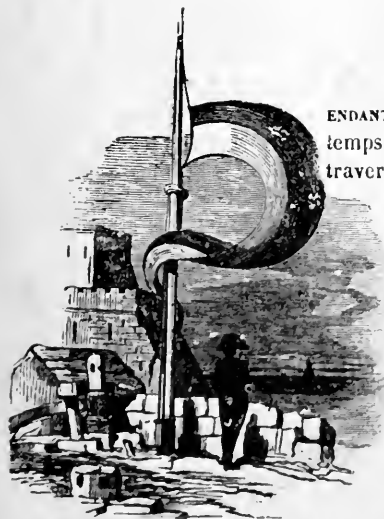
Le lendemain 27, Napoléon partit pour Fréjus, où il retrouva le colonel Campbell, qui s'était chargé de faire entrer dans le petit port de Saint-Rapheau la frégate anglaise *the Undaunted* (l'Indomptable). Il s'embarqua le 28 avril 1814, à sept heures du soir. Une demi-heure après, le bâtiment levait l'ancre et faisait route pour l'île d'Elbe. Le colonel Campbell fut le seul des commissaires étrangers qui accompagna Napoléon à bord. Avant de monter dans la chaloupe, ce dernier avait remercié affectueusement le comte Schouvaloff, le général Koller et le baron de Truschess. Ces commissaires avaient juré que l'assassinat ne souillerait pas les pages de leur itinéraire, et ils tinrent courageusement parole. Ils en ont été récompensés dignement : en se remettant entre leurs mains à Fontainebleau, Napoléon avait légué leurs noms à la postérité.





SIXIÈME PARTIE.

CHAPITRE I.



ENDANT le peu de temps que dura la traversée de Fréjus à l'île d'Elbe, Napoléon témoigna beaucoup d'impatience de voir son nouveau royaume; et comme le bâtiment marchait à pleines voiles, il demanda au ca-

pitaine Ussher si la frégate avait autant de voiles qu'elle pouvait en porter. Sur la réponse affirmative de ce dernier :

— Mais, reprit-il, si vous étiez en chasse d'une frégate ennemie, n'en porteriez-vous pas davantage?

Le capitaine leva les yeux, et, voyant que la voile du perroquet d'artimon n'était pas déployée, lui répondit qu'il s'en servirait certainement en cas de chasse.

— Et bien! répliqua Napoléon, puisque vous le feriez dans ce cas, faites-le maintenant.

Le général Drouot, le comte Clam, aide-de-camp du prince Schwartzemberg, et le lieutenant Hastings, premier lieutenant de l'*Undaunted*, accompagnés du colonel Campbell, furent conduits à terre, chargés par Napoléon de prendre en son nom possession de l'île. A leur arrivée, on les mena chez le général Dalesme, qui avait dû, en conséquence des ordres qu'il avait reçus, la surveillance seulement, du gouvernement provisoire, arborer le drapeau blanc. Le général, ayant témoigné le désir de faire tout ce qui pourrait être agréable à l'Empereur, demanda qu'il lui fut envoyé une députation des principaux habitants. A huit heures du matin, on jeta l'ancre à l'entrée du port, et aussitôt la députation vint au-devant de Napoléon.

A six heures du matin, le 4 mai, on leva l'ancre et

l'on entra dans la rade, où l'on mouilla à six heures et demie. A huit heures Napoléon demanda au capitaine un canot. Il désirait faire une promenade de l'autre côté de la baie, où il invita le capitaine à l'accompagner. Le comte Bertrand, le colonel Campbell, et le colonel Vincent, ingénieur en chef, allèrent avec eux. Cette promenade dura deux heures, et les paysans qui croyaient avoir affaire à des Anglais, crièrent : *Viva !* ce qui ne fut pas très-agréable pour Napoléon. On retourna déjeuner à bord.

Dans la matinée, Napoléon s'occupa de choisir un drapeau pour l'île d'Elbe. Pour cela, il feuilleta un livre qui contenait tous les pavillons anciens et modernes de la Toscane, et se décida pour un pavillon blanc, avec une bande rouge diagonale, portant trois abeilles, parce qu'elles entraient dans ses armes, comme Empereur des Français. Puis il fit confectionner deux drapeaux sur ce modèle par le tailleur de la frégate ; l'un de ces deux drapeaux fut arboré sur les batteries à une heure. A deux heures, la barque qui devait conduire Napoléon à terre étant armée, il pria le capitaine d'y descendre le premier ; puis il descendit lui-même, suivi du baron Koller, des comtes Bertrand et Clam. En ce moment, la frégate fut entourée de bateaux portant les principaux habitants et des corps de musique. Les corvettes françaises, pavisées ainsi que l'*Undaunted*, répétèrent le salut royal, et l'air retentit des cris de *Vive Napoléon !* Le préfet, le clergé et les autres autorités de l'île attendaient l'Empereur au débarcadère ; ils lui présentèrent les clefs de la ville sur un plat d'argent.

Le 5, dès quatre heures du matin, les habitants de l'île furent éveillés par le roulement du tambour et les cris de *Vive l'Empereur !* Napoléon était déjà sur pied, visitant les fortifications et les magasins ; à dix heures il rentra pour déjeuner, et à deux heures il remonta à cheval, et s'avança à deux lieues dans les terres. Il s'arrêta plusieurs fois pour examiner les maisons de campagne, en répandant des aumônes tout le long du chemin.

Avant de quitter l'*Undaunted*, Napoléon avait demandé au capitaine Ussher un détachement de cinquante soldats de marine pour l'accompagner à terre et demeurer auprès de sa personne ; mais plus tard il réduisit ce nombre à un officier et deux sergents. L'un des sergents, nommé O'German, brave et excellent soldat, fut choisi par lui pour coucher tout habillé et armé sur un matelas placé en dehors de sa chambre, comme faisait le mameluck Rustan. M. Marchant, qui avait remplacé Constant, comme nous l'avons dit, couchait à côté de lui sur un autre matelas.

Le 10, Napoléon gravit à cheval le point le plus élevé qui domine Porto-Ferrajo. De cette hauteur, il put apercevoir la mer sur quatre points différents. Après avoir regardé quelques instants, il tourna sur lui-même et se prit à rire en disant :

— Diable ! mon île est bien petite !

Il y avait déjà si longtemps que Napoléon attendait ses troupes, ses bagages et ses chevaux, qu'enfin il commençait à perdre patience et à suspecter la bonne foi du gouvernement français ; mais, lorsque le capitaine Ussher lui eut dit que c'étaient des trans-

ports anglais qui devaient effectuer le passage de ses troupes, et qu'ils ne pouvaient tarder à paraître, il se montra agréablement surpris de ce qu'il appela la *générosité britannique*, et assura ce capitaine que, s'il avait su que ses troupes dussent être embarquées sur des vaisseaux de sa nation, il n'eût pas ressenti un seul instant d'inquiétude. Le lendemain, ce dernier dinait avec lui, lorsqu'on vint lui annoncer qu'un de ses officiers désirait lui parler.

Cet officier, qui était de garde au poste des signaux, lui apprit qu'on découvrait, par le nord-est, sept navires se dirigeant sur l'île. Ne doutant pas, d'après leur nombre et leur position, que ces bâtiments ne fussent les transports si attendus par l'Empereur, il s'empressa d'aller l'en prévenir. Ces troupes débarquèrent le lendemain à sept heures. Napoléon les passa en revue, en adressant la parole à chaque officier ou soldat. Quand le capitaine Ussher vint lui annoncer que les transports, après avoir opéré leur débarquement, avaient terminé leur changement d'eau et leur appareillage, il lui témoigna sa surprise, et lui dit en lui montrant quelques matelots italiens :

— Eh bien ! ces gaillards-là auraient mis huit jours à faire ce que vous venez de terminer en huit heures, et encore eussent-ils cassé les jambes à quelques-uns de mes chevaux, qui n'ont pas reçu une égratignure.

Le capitaine de l'*Indomptable*, devant quitter l'île d'Elbe, demanda à Napoléon une audience de congé, qui lui fut accordée.

— Vous êtes, lui dit-il en paraissant regretter son départ, le premier Anglais que j'aie connu familièrement.

Il ajouta ensuite beaucoup de choses flatteuses pour la nation anglaise, et chargea surtout le capitaine de témoigner toute sa gratitude à sir Édouard Pellew, auquel il était extrêmement obligé pour les attentions qu'il en avait reçues.

— Enfin, dit-il en terminant, j'espère qu'une fois la guerre contre l'Amérique terminée, vous reviendrez me visiter.

Le capitaine Ussher demanda à Napoléon la permission de lui présenter le lieutenant Bailey, agent des transports, qui avait été chargé de l'embarquement de sa garde et du convoi à Savone. Napoléon remercia cet officier du soin qu'il avait pris de ses soldats et le complimenta de ce qu'il avait pu opérer le débarquement de quatre-vingt-treize chevaux sans accident.

— Du reste, ajouta-t-il, vos marins surpassent encore l'opinion que j'avais d'eux depuis longtemps.

Napoléon avait quitté l'hôtel de la Mairie de Porto-Ferrajo pour une jolie maison bourgeoise, qu'il appela pompeusement son *palais de ville*. Cette maison était située sur un rocher, entre le *fort Falcone* et le *fort de l'Étoile*, dans un bastion appelé le *Bastion des Moulins* ; elle consistait en deux pavillons et un corps de logis qui les réunissait. De ses fenêtres, on dominait la ville et le port, couchés à ses pieds, de sorte qu'aucun objet nouveau ne pouvait échapper à l'œil du maître. Quand à son *palais des champs*, il était situé à San-Martino. Avant son arrivée, ce n'était qu'une

chaumière; il l'avait fait reconstruire et meubler avec goût, pour en faire un but de promenade, et voilà tout.

On comprendra qu'en retombant d'une activité si grande dans un repos si absolu, Napoléon avait eu besoin de se créer des occupations régulières. Aussi, toutes ses heures étaient-elles remplies. Il se levait avec le jour, s'enfermait dans sa bibliothèque, et travaillait à ses mémoires militaires jusqu'à huit heures du matin; alors il sortait pour inspecter les travaux, s'arrêtant pour interroger les ouvriers, qui, pour la plupart, étaient des soldats de sa garde. Il faisait, vers les onze heures, un déjeuner très-frugal. Dans les grandes chaleurs, lorsqu'il avait fait de longues courses ou qu'il avait beaucoup travaillé, il dormait après le déjeuner une heure ou deux, et ressortait habituellement sur les trois heures, soit à cheval, soit en calèche, accompagné par le grand-maréchal ou par le général Drouot, qui, dans ces excursions, ne le quittaient pas plus que son ombre. Sur la route, il écoutait toutes les réclamations qu'on pouvait lui adresser, et ne laissait jamais partir personne sans l'avoir satisfait. A sept heures, il rentrait, dînait avec sa sœur Pauline, qui était venue habiter le premier étage de son palais de ville, admettait à sa table tantôt l'intendant de l'île, M. Balbini, tantôt le chambellan Vattini, tantôt le maire de Porto-Ferrajo, tantôt le colonel de la garde nationale; enfin quelquefois les dames de Porto-Longone et de Rio. Le soir, on montait chez la princesse, où la soirée s'achevait. Enfin, au même de Napoléon, jamais il n'avait été si heureux et si tranquille. Personne ne doutait qu'avec le temps il ne s'habitue à cette vie nouvelle, entouré, comme il l'était, par l'amour de ceux qui approchaient de sa personne, lorsque les souverains alliés se chargeaient eux-mêmes de réveiller le lion, qui, probablement, était qu'assoupi.

Depuis qu'il était à l'île d'Elbe, Napoléon s'occupait avec sa merveilleuse intelligence et son habituelle activité, à améliorer la population, les ports et les rivières, l'industrie et l'agriculture; aucun des engagements pécuniaires pris avec lui n'avait été rempli. Jamais contre ce manque de foi, lorsqu'il apprit qu'au congrès de Vienne, les ministres français, ne pouvant se livrer sans doute sans retenue à des absurdes projets, avaient proposé de l'enlever de l'île d'Elbe pour le transférer dans un exil plus lointain, Sainte-Hélène. L'Empereur n'avait rien fait que d'excuser cette violation gratuite du traité de Fontenoy : ses faibles moyens de défense auraient été impuissants pour résister à une pareille tentative, résolu de la prévenir par la plus audacieuse et la plus prompte. L'histoire ait jamais conservé le souvenir de l'attaque qu'il allait être, il se fit assaillant. En l'île d'Elbe, tout avait été prévu par lui et exécuté à l'avance; et, dès les premiers jours de 1815, tout avait déjà changé de face à Porto-Ferrajo. Les grenadiers préparaient leurs armes, les marins leurs navires, et enfin, le 20, à une heure après midi, le départ était donné. Pour aller où?... Personne ne le savait!... Mais Napoléon était là : avec lui on doutait du succès?

A huit heures, un coup de canon donna le signal. Les Français s'élancent dans leurs barques, une musique guerrière se fait entendre, et Napoléon s'éloigne du rivage avec ses compagnons, tandis que les habitants les suivent encore de leurs regards et de leurs acclamations. Quel moment solennel que celui où Napoléon posa le pied sur le radeau qui l'emportait lui et sa fortune!... Son visage était calme, son front sérieux. Tout à coup il s'écria, comme César :

— Le sort en est jeté!

Les cris de *Vive l'Empereur!* mille fois répétés, se firent entendre de tous les points de la flottille, qui se composait du brick *l'Inconstant*, portant vingt-six canons et quatre cents grenadiers, et de six autres petits bâtiments de transport montés par deux cents hommes d'infanterie, deux cents chasseurs corses, et environ cent cheveau-légers polonais. Ces felouques et le brick étaient disposés de manière à ne point laisser apercevoir les troupes, et à ne présenter que l'aspect de bâtiments marchands. Enchantés de quitter leur lieu d'exil, les vieux grenadiers qu'on avait placés au poste d'honneur, c'est-à-dire sur le brick, avaient repris toute leur gaieté, toute leur insouciance guerrière. Napoléon causait et plaisantait avec eux; il tirait aux uns les oreilles, aux autres les moustaches; il leur rappelait leurs dangers, leur gloire, et leur inspirait la confiance dont il était lui-même animé. Cependant officiers et soldats brûlent d'apprendre où l'on va. Le respect ne permet à personne de le demander; enfin, Napoléon rompt le silence :

— Grenadiers, s'écria-t-il, nous allons à Paris!

— A ces mots, tous les visages s'épanouissent, et de nouvelles acclamations attestent à Napoléon que l'amour de la patrie ne s'éteindra jamais dans le cœur de ses soldats.

Une corvette anglaise, commandée par le capitaine Campbell, paraissait chargée de surveiller l'île d'Elbe. Elle allait sans cesse de Porto-Ferrajo à Livourne et de Livourne à Porto-Ferrajo. Au moment de l'embarquement, elle se trouvait dans ce port et ne pouvait causer aucune inquiétude. Mais voici qu'on signale dans le canal plusieurs bâtiments français. Napoléon armé d'une longue-vue, cherche à les reconnaître de loin. Ne pouvant y parvenir, de dépit, il jette l'instrument qui seconde mal ses désirs, puis, il se rassure :

— Bah! ce n'est rien, fit-il; la brise de nuit favorisera notre marche, et avant le point du jour nous serons hors de vue.

Cet espoir fut déçu : à peine avait-on doublé le cap Saint-André, de l'île d'Elbe, que le vent mollit et la mer devint calme. Au jour naissant, on n'avait fait que six lieues, et l'on était encore entre Caprée et l'île d'Elbe.

— Diable! cela se gâte, murmura Napoléon.

— Plusieurs marins étaient d'avis de retourner à Porto-Ferrajo; il comprit leur pensée :

— Retourner en arrière! s'écria-t-il vivement; y pensez-vous, mes braves! c'est en avant qu'il faut aller!

— Mais, Sire, la croisière française?...

— Nous la prendrons à l'abordage; au besoin



Ils se précipitèrent sur l'ennemi après avoir jeté un dernier cri : *Vive l'Empereur !*

nous irions en Corse ; là, du moins, nous sommes sûrs d'être bien reçus.

— Sire, la manœuvre devient difficile à cause du chargement.

— Eh bien ! qu'on jette à la mer tous les effets embarqués : la France est bonne et généreuse, elle nous les rendra.

A l'instant même, cette ordre fut joyeusement exécuté. Vers midi, le vent fraîchit encore. A quatre heures, on se trouva à la hauteur de Livourne. Une frégate parut à cinq lieues sous le vent ; une autre était sur les côtes de Corse, et un bâtiment de guerre qu'on reconnut être le brick le *Zéphir*, commandé par le capitaine Andrieux, venait droit, vent arrière, à la rencontre de la flottille impériale. On proposa de lui parler et de faire arborer le pavillon tricolore. Napoléon, qui examinait attentivement le brick, écouta cette offre sans y répondre d'abord : puis, quand il jugea son inspection suffisante, il se retourna vers les officiers qui l'entouraient :

* — Il n'est pas temps encore, leur dit-il en souriant, de revêtir la peau du lion ; déguisons-nous sous celle du renard. Matelots, et vous grenadiers, ôtez vos bonnets ! s'écria-t-il en saisissant le porte-voix, cachez-

vous sous le pont ; puis revenant à ses officiers : Nous passerons à côté du brick sans nous laisser reconnaître, et, s'il a la vue trop clairvoyante, eh bien ! alors, il sera toujours temps de l'aborder.

A six heures du soir, les deux bricks passèrent bord à bord ; leurs commandants, qui se connaissaient, s'adressèrent mutuellement la parole ; celui du *Zéphir*, après quelques questions, demanda des nouvelles de l'Empereur. Aussitôt Napoléon saisit le porte-voix et se mit à crier de toutes les forces de ses poumons :

— Merci ! commandant ; Napoléon se porte bien, parfaitement bien.

Cette saillie excita la gaieté de tout l'équipage. Les deux bricks, allant en sens contraire, furent bientôt hors de vue, sans que le capitaine Andrieux se doutât de la proie importante qu'il laissait échapper.

Dans la nuit du 27 au 28, le vent continua de fraîchir. A la pointe du jour, on reconnut un bâtiment de 74 qui paraissait se diriger sur Saint-Florent ou sur la Sardaigne. L'Empereur, dont les regards dévoraient en quelque sorte l'espace, épiait sa marche. Après quelques moments il appelle le général Bertrand, et lui montrant le navire qui fuyait à l'horizon :



Retirez-vous, lui dirent-ils, ce n'est pas ici votre place.

— Sauvés! mon ami, sauvés encore une fois! Le voyez-vous, comme il disparaît! Quand je vous dis que mon étoile veille sur nous!

Napoléon entra ensuite dans sa chambre, d'où il sortit au bout de quelques minutes, tenant à la main des papiers: c'étaient deux proclamations qu'il avait lui-même écrites à l'île d'Elbe, et qu'il adressait l'une aux Français, l'autre à l'armée.

— Tenez, Bertrand, tâchez de déchiffrer ce grimoire.

Le général prend cette minute, et aidé de son secrétaire, s'efforce, mais en vain, de lire le griffonnage de Napoléon.

— Ma foi, Sire, dit-il en lui rendant les proclamations, nous avons fait preuve de la meilleure volonté du monde, mais nous nous avouons vaincus: il nous est impossible de lire une seule de ces lignes.

— Ah! vous voilà bien! comme si je devais écrire de même qu'un maître d'école! Donnez-moi ces papiers, et voyons si je serai plus heureux que vous.

— Je le souhaite, Sire, dit gaiement le grand-maréchal en obéissant à l'Empereur.

Napoléon, voulant soutenir cette sorte de défi, mit toute son attention, toute sa patience à déchiffrer ce qu'il avait écrit. Il tourna, retourna les papiers en tous sens, les approcha de ses yeux, cherchant ainsi à deviner plutôt qu'à lire; mais ses efforts n'abouti-

rent à rien. Pendant ce temps-là, Bertrand riait sous cape des gestes d'impatience, des mouvements d'humeur de Napoléon et des injures qu'il s'adressait à lui-même. À la fin, n'y pouvant plus tenir, il s'approcha brusquement d'un sabord, et froissant le manuscrit dans ses mains, il le jeta à la mer. Le grand-maréchal ne put alors retenir une exclamation d'hilarité.

— Bon! bon! riez bien; lui dit Napoléon, disposé à son tour à s'égayer à ses propres dépens; en attendant, général, vous allez payer les frais de la guerre, car il faut que vous m'aidiez à recomposer mes proclamations perdues.

Celui-ci s'inclina, fit venir le secrétaire de l'Empereur; mais le grand maréchal n'eut pas la peine de composer une proclamation, car, après quelques moments de réflexion, Napoléon dicta d'un seul trait les deux fameuses adresses datées du golfe Juan, et qui commencent par ces mots: « Soldats, nous n'avons pas été vaincus... » et « Français! la défection du duc de, etc... » L'œil en feu, les bras tendus, en un mot, dans une attitude inspirée, Napoléon, en dictant à son secrétaire les phrases qu'il avait à peine le temps d'écrire, semblait animé de la plus profonde indignation. On eût dit qu'il avait là, devant lui, les généraux qu'il accusait d'avoir livré la France, et les ennemis qui l'avaient subjuguée. Quand il eut fini de

dictier, il relut les proclamations et en parut satisfait.

— Maintenant, dit-il, il nous faudrait des milliers d'exemplaires de ces adresses, car je veux les lancer dans toute la France à mon arrivée! je veux qu'elles ébranlent le cœur de tous mes sujets. Comment faire pour suppléer au défaut de l'imprimerie? Ah! j'y suis!... Bertrand, qu'on lise ces proclamations aux matelots, aux soldats, et que tous les hommes à bord qui savent écrire me servent de copistes.

A peine cet ordre fut-il connu, qu'en un instant chacun fut à l'œuvre. Les banes et les caisses-tambours servirent de tables; soldats, marins, officiers et généraux se mirent à copier avec un enthousiasme sans égal, lorsqu'on vint tout à coup à apercevoir au loin les côtes d'Antibes. Aussitôt Napoléon et ses braves saluèrent de leurs cris la terre de la patrie, et reprirent la cocarde tricolore.

Le 1^{er} mars 1815, à trois heures de l'après-midi, on entra dans le golfe Juan. Le général Drouot, et un certain nombre d'officiers et de soldats, montés sur la felouque *la Caroline*, abordèrent avant Napoléon, qui se trouvait à une certaine distance du rivage. Au moment même, ils aperçurent à droite un gros navire qui leur parut, à tort, se diriger sur le brick monté par l'Empereur. Ils furent subitement saisis d'une vive inquiétude. Le général Drouot ordonna de décharger *la Caroline*, et d'aller à la rencontre de ce brick. En un instant, canons, affûts, caissons, bagages, tout fut jeté sur le sable, et déjà les grenadiers et les marins de la garde accouraient en toute hâte, lorsque des acclamations parties du brick frappèrent leurs oreilles. C'était Napoléon... N'ayant pas voulu attendre plus longtemps, il était descendu dans un canot. Les alarmes cessèrent, et les grenadiers, les bras tendus vers lui, l'accompagnèrent jusqu'au rivage, qu'il toucha à cinq heures du soir. Aussitôt Napoléon établit son bivouac dans un champ d'oliviers.

— Voilà, dit-il en regardant autour de lui, un heureux présage; puisse-t-il se réaliser!

Aussitôt après son débarquement, Napoléon avait dirigé sur Antibes un capitaine de la garde et vingt-cinq hommes. Leurs instructions portaient de s'y rendre comme déserteurs de l'île d'Elbe, de sonder les dispositions de la garnison, et, si elles paraissaient favorables, d'en profiter; mais, entraînés par leur imprudente ardeur, électrisés par la mission dont ils étaient chargés, ils entrèrent dans la ville aux cris de *Vive l'Empereur!* Le commandant les retint prisonniers.

Napoléon parut contrarié; mais, peu inquiet de ce contre-temps, à onze heures du soir il se mit en marche, traînant à sa suite quatre pièces d'artillerie. Les Polonais, n'ayant pu embarquer leurs chevaux, avaient emporté leurs harnachements, et marchaient joyeusement à l'avant-garde, courbés sous le poids de cet énorme bagage. Napoléon faisait acheter tous les chevaux qu'il rencontrait, et à chaque nouvelle acquisition de ce genre il s'écriait:

— Encore un renfort pour ma cavalerie!

La petite escorte impériale traversa successivement

Cannes, Grasse, Saint-Vallier, et arriva dans la soirée du 2 au village de Cerenon.

Le 3 elle coucha à Barême, le 4 à Digue, et le 5 à Gap, où Napoléon ne conserva près de lui qu'une escorte de six hommes à cheval et quarante grenadiers à pied: les autorités de la ville s'étaient éloignées à son approche. Au reste, il n'avait besoin ni d'escorte ni de soldats, puisque nul ne songeait à l'inquiéter. Le bruit de son débarquement, qui le devançait, rendait plus imposante la faible garde qui l'accompagnait. Le même jour, Napoléon vint s'arrêter à Corp. Le général Cambronne et quarante hommes, formant l'avant-garde, poussèrent jusqu'à Mure. Dans ses reconnaissances, ce général marchait presque toujours seul et en avant de ses grenadiers, pour éclairer leur route et leur faire préparer d'avance des logements et des subsistances; et à peine avait-il prononcé le nom de *l'Empereur*, qu'on s'empressait de lui témoigner la plus vive et la plus tendre sollicitude.

Un jour il pousse son cheval au galop, et arrive à Sisteron, tandis que sa troupe était restée à plus d'une lieue en arrière. L'air martial du général, cet uniforme de l'Empire, réveillent les sympathies d'un grand nombre d'habitants. On entoure Cambronne, on le questionne, on lui offre des provisions, on lui promet un concours unanime. Il accepte ces témoignages d'amitié, refuse pour lui les vivres, qu'il réserve à ses compagnons, et demande aux habitants où se trouve située la mairie; c'est là qu'il veut descendre, afin d'y organiser les logements de la troupe. On l'y conduit presque en triomphe. Pendant cette ovation, le maire de la ville, qui était un marquis de l'ancien régime, était dans la salle commune avec une foule de propriétaires et de labourers qu'il haranguait, pour tâcher de les maintenir dans leur fidélité au roi et à la Restauration. Soit conviction, soit excès de zèle, ou simplement même comme moyen oratoire, il leur représentait Bonaparte et son escorte comme un ramas de brigands et d'incendiaires qui ne revenaient sur le sol de France que pour exercer les plus cruelles représailles. On écoutait le maire; quelques-uns étaient alarmés de ses sinistres prophéties. Cependant un vieux labourer, homme de sens et d'expérience, se lève et lui dit:

— Des représailles, monsieur le maire! des représailles! mais contre qui, s'il vous plaît? Contre ceux qui lui ont fait du mal, n'est-ce pas? contre ceux qui lui ont pris sa place ou qui ont trahi sa cause? A la bonne heure. Le Petit-Caporal est homme peut-être à se venger de ceux-là; mais, comme nous n'en sommes pas, nous autres, continua le vieillard en s'adressant à l'assemblée, qui paraissait disposée à partager son opinion, il m'est avis qu'il ne nous arrivera rien, et que nous ferions mieux de nous en aller chez nous et de recevoir honnêtement les gens de l'Empereur, s'ils viennent nous trouver, que de rester ici les bras croisés, à perdre notre temps.

L'assemblée, persuadée par le raisonnement du labourer, allait se séparer malgré les efforts du maire, lorsque l'arrivée du général Cambronne, qui mettait en ce moment pied à terre devant le perron de la

mairie, arrêta brusquement le mouvement du départ. Le marquis profita de cet instant pour renouveler avec encore plus d'énergie les arguments qu'il avait fait valoir contre Napoléon, et interprétant habilement la pensée de Cambronne :

— Eh bien ! voyez-vous, maintenant, gens timides et crédules, voyez vous s'accomplir mes paroles ? Un émissaire de Buonaparte est venu nous braver jusqu'ici ! Et savez-vous ce qu'il vient y faire ? ne le devinez-vous pas ? Il vient nous voler, nous ruiner : il vient me demander des ordres pour installer chez vous des garnisaires qui dévoreront la substance de vos sueurs et de vos fatigues, qui pilleront vos greniers et vos caves ! Qui sait même s'il ne porteront pas plus loin leurs excès ?... Il vient...

Tout à coup Cambronne paraît à l'extrémité de la salle, et la parole expire sur les lèvres du marquis... Le général, regardant avec calme tous les visages émus de sentiments divers, ôte son chapeau, et d'une voix forte :

— Je viens, mes frères, vous apporter la paix et le calme, dit-il ; je vous apporte l'amitié de Napoléon, qui ne touchera pas à vos propriétés, et qui a défendu sous peine de la vie, à ses soldats, d'enfreindre ses ordres formels.

A ces mots, un murmure approbateur témoigne subitement au marquis de l'état des esprits de ceux qui l'entourent. Se sentant trop faible pour résister désormais, il essaie de balbutier quelques excuses, et paraît n'avoir éprouvé que la crainte de n'être point soldé des frais qu'allait causer le passage de l'Empereur. En entendant ce langage, Cambronne tire sa bourse, la jette froidement aux pieds du marquis, en lui disant :

— Monsieur, payez-vous d'avance.

Un moment après cette scène, le bataillon de l'île d'Elbe débouchait sur la place de la Mairie, et les habitants, désormais attachés à la cause de Napoléon, improvisaient un drapeau tricolore, pour en faire hommage à leurs nouveaux frères.

Cependant Cambronne s'apprête à marcher avec ses quarante grenadiers au-devant de Napoléon. Tout à coup un bruit d'armes se fait entendre : les tambours battent, des soldats paraissent ; c'est un bataillon envoyé de Grenoble pour fermer le passage à l'Empereur. Cambronne s'élance au-devant des opposants ; il agite son épée, il montre sa cocarde tricolore et se dispose à haranguer les soldats : mais, par ordre des officiers, un roulement prolongé couvre sa voix. Alors il tourne bride, et court instruire Napoléon de la résistance qu'il vient d'éprouver.

— C'est bien, lui dit celui-ci, nous allons voir.

Et sa garde, bien qu'exténuée par une marche forcée à travers les chemins rocailleux, oublie ses fatigues et vole sur ses traces. Ce mouvement est si rapide, si instantané en un mot, que Napoléon, touché de tant de dévouement, se retourne vers ses braves et leur dit les larmes aux yeux :

— Avec vous je ne craindrais pas dix mille hommes. Cependant, le bataillon venu de Grenoble avait rétrogradé, et pris position à trois lieues de Gorp, l'Empereur se dirige de ce côté. Il trouve sur la ligne

opposée un bataillon du 5^e régiment de ligne, une compagnie de mineurs, en tout cinq ou six cents hommes. Napoléon leur envoie le commandant Raoul ; les troupes refusent de l'entendre. Qu'on juge des sentiments qu'il dut éprouver en voyant ce résultat. Son escorte attendait dans la plus vive anxiété la détermination à laquelle il s'arrêterait. L'attente ne fut pas longue. Un éclair illumine les yeux de l'Empereur, et, mettant pied à terre, il marche droit au détachement, suivi de sa garde l'arme sous le bras gauche ; et, quand il est à quelque distance des troupes qui se tiennent immobiles, et pétrifiées en quelque sorte par la présence de cet homme qui les a tant de fois menées à la victoire, il s'écrie d'une voix émue :

— Eh quoi ! mes amis, ne me reconnaissez-vous pas ? S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son ancien général, son Empereur, il le peut, me voilà !

A ces paroles, il y a un mouvement d'hésitation dans cette masse de soldats. Un bourdonnement confus circule d'abord de rang en rang ; bientôt le bruit devient plus fort, il s'accroît, et tout à coup des centaines de voix, confondues en une seule, portent aux nues, avec l'explosion de la tempête, le cri de *Vive l'Empereur* ! Alors les rangs sont ouverts, on se précipite dans les bras les uns des autres, les nouveaux venus entourent Napoléon, et se disputent l'honneur de baiser cette redingote grise qui devait un jour devenir historique.

Entre Vizille et Grenoble, un adjudant-major du 7^e de ligne vint annoncer à Napoléon que Labédoyère accourait avec son régiment à sa rencontre. En effet, on entendit bientôt de nombreuses acclamations : c'était Labédoyère et le 7^e L'Empereur s'avança précipitamment au-devant du colonel et l'embrassa à plusieurs reprises. En même temps, il rassembla autour de lui les officiers qui venaient de se rattacher à sa cause, et, les joignant à son état-major, il tint en pleine campagne une sorte de conseil. Après quelques paroles expressives d'une sincère reconnaissance pour leur dévouement, il récapitula les progrès qu'il venait de faire, et finit par leur demander ce qu'il était convenable d'exécuter dans la situation présente.

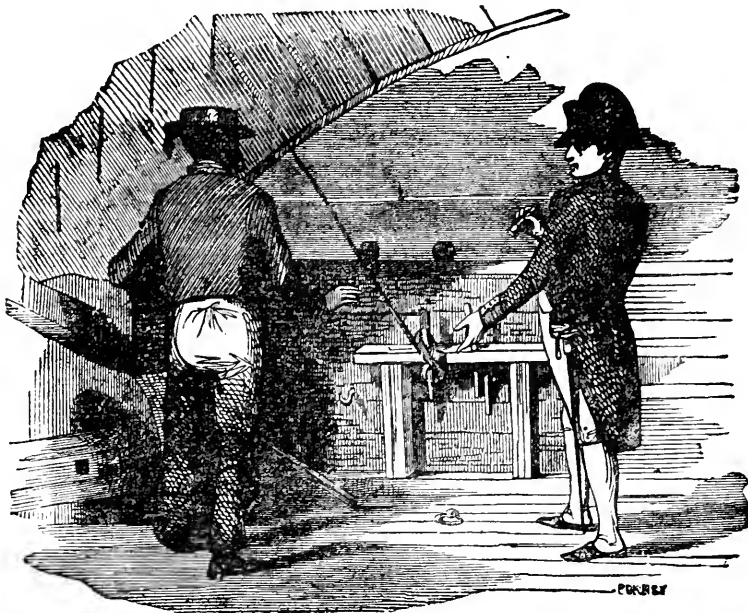
— Entrer ce soir même à Grenoble ! s'écria Labédoyère.

— Qu'en pensez-vous, Messieurs ? demanda Napoléon en souriant de la vivacité du colonel.

— Oui, oui, à Grenoble ! répondirent-ils tous.

— Eh bien donc à Grenoble ! s'écria Napoléon à son tour. Je vous y retiens tous à dîner pour ce soir.

On se mit en marche. Le commandant de cette place avait fait rentrer les troupes dans la ville, dont il avait ordonné que les portes fussent fermées. Les remparts étaient couverts par le 3^e régiment du génie, tous vieux soldats criblés de blessures ; par le 4^e d'artillerie de ligne, ce même régiment où Napoléon, 25 ans auparavant, avait servi en qualité de capitaine puis les deux autres bataillons du 5^e de ligne, et les hussards du 4^e. Jamais ville assiégée n'offrit un semblable spectacle. Les assiégeants l'arme renversée, et marchant dans le désordre de la joie, approchaient des murailles en chantant. La garnison, la garde na-



Tu n'as rien à craindre, je te prends sous ma protection ; approche-toi de moi.

tionale, la population, répandues sur les remparts, regardèrent d'abord avec surprise ces transports. On s'était attendu à une attaque, on n'entendit que le bruit contagieux des acclamations de *Vive la France ! vive l'Empereur !... vive Grenoble !...* Que dire de plus ! Les remparts, les armes et les canons furent bientôt abandonnés. Le peuple et les soldats se précipitèrent aux portes : en un instant elles furent enfoncées, et Napoléon, entouré, pressé par une foule idolâtre, fit son entrée triomphale à Grenoble. Quelques moments après, les habitants, au bruit de la musique, vinrent lui apporter les débris des poutres en disant :

— Nous n'avons pas les clefs, mais voilà les portes de la ville.

Harrassé de fatigue, Napoléon prenait en ce moment quelques rafraîchissements ; il en fit distribuer à tous ces braves gens, puis remplissant un verre :

— Mes amis, s'écria-t-il en l'élevant en l'air, à votre santé, à la prospérité de la nation !

Des hourras, des trépignements de joie accueillirent ce toast de Napoléon, qui, se retournant vers son état-major, lui dit avec une confiance qu'il n'avait pas encore montrée jusqu'à ce moment :

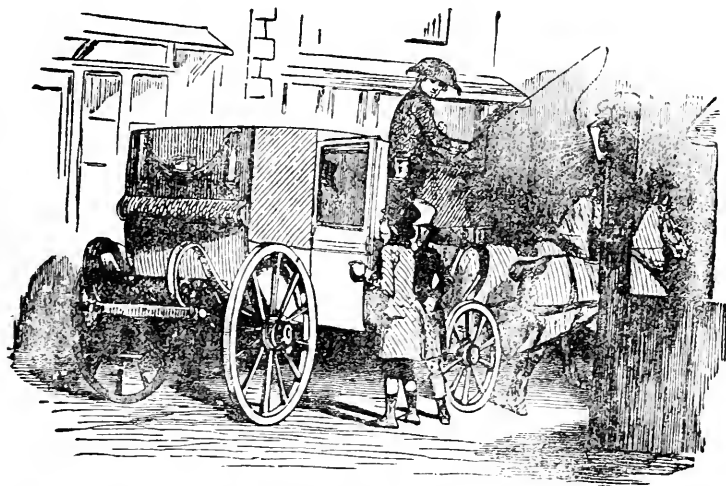
— Courage, mes compagnons ! maintenant nous sommes sûrs d'entrer à Paris.

De Grenoble, il gagna Lyon sans peine ; et, en sortant de cette dernière ville, ce fut sur Mâcon qu'il se dirigea. Il ne voulut pas descendre à la préfecture, il alla loger à l'hôtel du *Sauvage*. Il n'avait plus besoin, comme à Grenoble, d'attendre aux portes des

villes : le peuple et les magistrats accouraient à sa rencontre, et se disputaient l'honneur de lui offrir les premiers leurs hommages et leurs vœux.

Le 14, de bonne heure, on arriva à Châlons ; il faisait un temps épouvantable, et cependant toute la population s'était portée hors de la ville pour voir l'Empereur quelques moments plus tôt.

Le 16, la petite armée impériale s'arrêta à Avallon. Napoléon y fut accueilli comme il l'avait été partout, c'est-à-dire au milieu de démonstrations qui tenaient du délire. On se pressait, on s'étouffait pour l'apercevoir, pour l'entendre, pour lui parler. Son logement fut un instant assiégé par une foule si nombreuse et si opiniâtre, qu'il était en quelque sorte impossible aux officiers de service d'entrer ou de sortir. Les hommes qui faisaient partie de la garde nationale voulaient rester en faction du matin au soir ; les femmes les plus distinguées de la ville passaient le jour et la nuit dans les escaliers et dans les corridors pour épier son passage. Trois d'entre elles, fatiguées de s'être tenues debout toute la journée, faute de siège, demandèrent aux officiers de l'état-major la permission de s'asseoir à côté d'eux. C'était dans une salle contiguë à la chambre de Napoléon ; on avait jeté à terre de mauvais matelas pour qu'il leur fût possible de se reposer un peu ; mais ceux-ci voulurent par galanterie chercher à leur tenir compagnie, et bientôt, épuisés de fatigue et d'émotions, ils s'endormirent profondément. Pendant ce temps, l'une d'elles s'était levée, et était allée se mettre en faction à la porte de l'Em-



La voiture du général Drouot précédait la sienne.

pereur ; elle prit ensuite place à une autre de ses compagnes, et toutes les trois s'acquittèrent ainsi à tour de rôle, des fonctions qu'elles avaient en quelque sorte enlevées aux officiers de Napoléon. Tout à coup les portes du cabinet s'ouvrent : c'est l'Empereur !... Effrayées, les dames factionnaires veulent fuir ; mais la voix de Napoléon les arrête. Il les remercie en termes galants de leur généreux dévouement à sa personne ; en même temps, il s'apprête à gronder ses officiers, que sa voix réveille à grand-peine. Cependant, vaincu par les prières de ses gardiennes, et touché sans doute de la fatigue de ses compagnons, il se retire sans bruit pour les laisser dormir encore.

Le 17, il arriva à Auxerre. Là, pour la première fois, Napoléon fut reçu par un préfet. En avant de Fossard, il aperçut rangés en bataille les *dragons du régiment du roi*, qui avaient abandonné leurs officiers pour venir le joindre. Il mit pied à terre, les salua avec cette gravité qui lui seyait si bien, et leur distribua des compliments et des grades. Aucun régiment ne pouvait lui échapper : quand les officiers faisaient des façons, les soldats venaient sans eux. On le prévint, en route, que deux mille gardes du corps étaient postés dans la forêt de Fontainebleau. Napoléon jugea cet avis peu vraisemblable, et il fallut toutes les instances de ses compagnons pour le décider à se faire accompagner par deux cents cavaliers. Jusqu'alors il n'avait eu d'autre escorte que la voiture

du général Drouot, qui précédait la sienne. Deux colonels et quelques capitaines polonais galopèrent aux portières. Les chevaux, les postillons et les courriers, parés de rubans tricolores et de bouquets, donnaient à ce retour un air de joie et de fête. On marcha toute la nuit : Napoléon voulait arriver à Fontainebleau à la pointe du jour. On lui fit observer qu'il serait peut-être imprudent de descendre au château ; il répondit :

Bah ! s'il doit m'arriver quelque chose, toutes ces précautions-là n'y feront rien. Notre destinée est écrite là-haut !...

Enfin on atteignit les portes de ce palais. Napoléon, impatient, n'attendit pas qu'on l'aidât à descendre de voiture : passant la moitié du corps hors de la calèche, il tourna lui-même le bouton de la portière, l'ouvrit et sauta à terre avec la vivacité d'un jeune homme. A deux heures, le 20 mars 1815, il se mit en route pour Paris. C'était comme on sait, l'anniversaire de la naissance de son fils. Il avait voulu absolument rentrer dans la capitale sous des auspices aussi heureux ; mais retardé par la foule amassée sur son passage et par les félicitations des troupes et des généraux accourus au-devant de lui, il ne put arriver à Paris qu'à neuf heures du soir.

Aussitôt qu'il eut mis pied à terre, on se précipita sur lui : mille bras l'enlevèrent en triomphe. Rien n'était plus touchant que la réunion confuse de cette

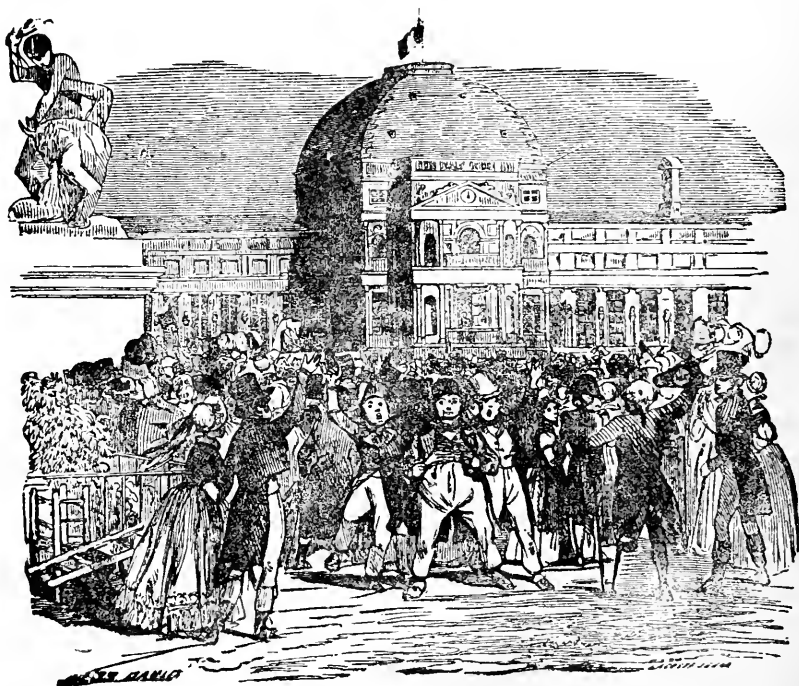
foule d'officiers et de généraux qui s'étaient précipités dans la cour des Tuileries, sur les pas de Napoléon.

Ils oubliaient la majesté du lieu pour s'abandonner sans contrainte au besoin d'épancher leur joie et leur bonheur.

L'Empereur était dans le ravissement. Jamais on ne le vit aussi prodigue de marques d'amitié. Ses discours se ressentaient de l'agitation de son cœur ; les mêmes mots lui revenaient sans cesse à la bouche ; mais, malgré son trouble extrême, il savait encore trouver des paroles de reconnaissance pour chacun. Ce fut encore une bien heureuse soirée que celle-là : soirée d'espoir, de bonheur et de paix ; soirée où l'on

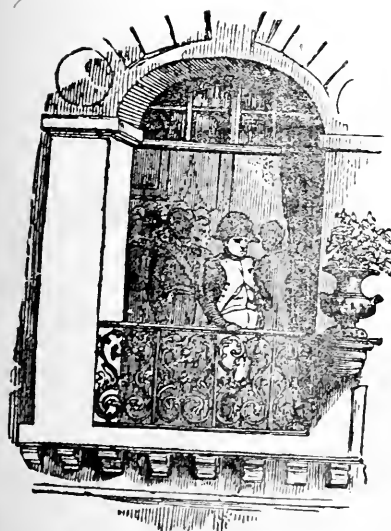
forma de nobles projets, où l'avenir se colora d'un riant azur !...

Mais alors, pourquoi donc, lorsque cette foule bourdonnante se fut écoulée, et que le palais eut retrouvé un peu de calme après les émotions de cette impérissable journée, pourquoi donc, disons-nous, l'Empereur, le corps penché sur la balustrade d'une des fenêtres de la salle du trône, avait-il un visage si pensif et des regards si rêveurs ?... C'est, sans doute, parce que, à côté de l'extrême joie, Dieu a placé de vagues pressentiments pour rappeler à l'homme que tout bonheur ici-bas est éphémère, et avertir Napoléon par une lointaine intuition, que la pourpre de Tuileries était voisine de la tombe de Saint-Hélène.





CHAPITRE II.



serviteurs du palais furent rappelés et réintégrés dans leurs charges et leurs fonctions. Le 26 mars, tous les grands corps de l'État vinrent exprimer à l'Empereur les vœux de la France.

— Messieurs, leur répondit-il, ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené dans ma capitale; ce sont les sous-lieutenants et les soldats qui ont tout fait; c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout.

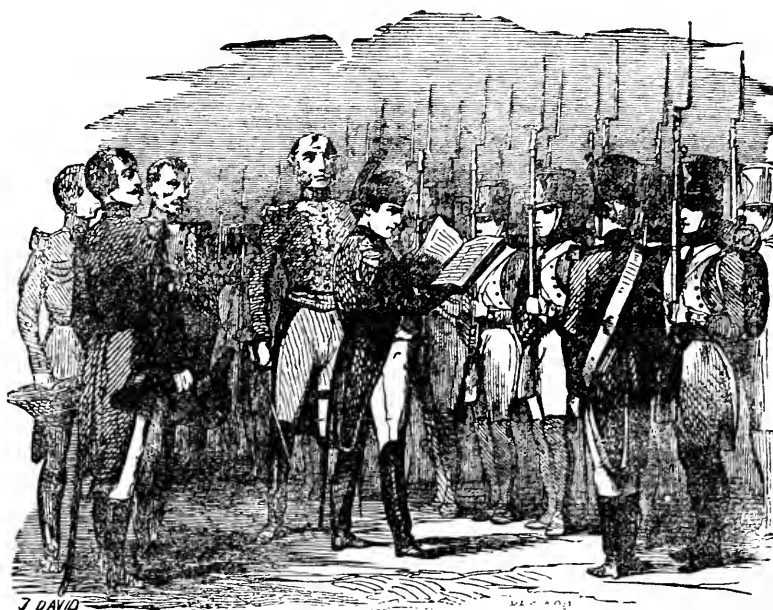
Le 26, ont eût dit que les Bourbons n'avaient jamais existé, et la nation eût avoir fait un rêve. En effet, cette révolution avait été terminée en un jour, et n'avait pas coûté une goutte de sang. Nul n'avait, cette fois, à reprocher à Napoléon la mort d'un père, d'un

frère ou d'un ami. Le seul changement visible qui se fût opéré, c'était que les couleurs flottantes sur nos villes avaient été changées, et qu'au lieu du cri de *Vive le Roi!* ce fut celui de *Vive L'Empereur!* qui s'éleva, retentissant, d'une extrémité de la France à l'autre.

Pendant trois mois, Napoléon travailla seize heures par jour. A sa voix, la France se couvrit de manufactures, d'ateliers, de fonderies, et les armuriers seuls de la capitale fournirent jusqu'à 2,000 fusils en 24 heures, tandis que les tailleurs confectionnaient, dans le même intervalle, jusqu'à 12 et même 1500 habits.

En même temps, les cadres des régiments de ligne étaient portés de deux bataillons à cinq; ceux de la cavalerie furent renforcés de deux escadrons. On organisa 200 bataillons de gardes nationales. Tous les anciens soldats licenciés furent rappelés sous les drapeaux; enfin six armées se formèrent sous les noms d'*armées du Nord, de la Moselle, du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées*, tandis qu'une septième sous le nom d'*armée de réserve*, se réunit sous les murs de Paris et de Lyon, qu'on fortifia.

Cependant, à mesure que Napoléon voit grossir l'orage que les cabinets de l'Europe ont amoncelé sur sa tête, il sent de plus en plus le besoin de s'appuyer sur ce peuple qui lui a manqué en 1814. La nation s'est plaint de manquer de liberté, il lui donne l'Acte additionnel. 1790 avait eu sa fédération, 1815 eut son



On organisa 200 bataillons de gardes nationales.

Champ-de-Mai, Napoléon prête serment de fidélité à la nouvelle constitution, et le même jour il ouvre les deux Chambres, après quoi, déposant le spectre impérial, il saisit l'épée de général, et se prépare à ouvrir la campagne, cette campagne connue sous le nom de Waterloo, cette grande catastrophe nationale !

« Waterloo ! journée incompréhensible !... concours de fatalités inouï !... Grouchy, Ney, d'Erlon ! Y a-t-il eu trahison ? n'y a-t-il eu que fatalité ?.. Ah ! pauvre France !... Étonnante campagne où, en moins de trois jours, j'ai vu trois fois s'échapper de mes mains un om he assuré !... Et pourtant j'avais tout prévu, tout disposé, tout accompli !... J'aurais écrasé mes ennemis à Waterloo, si chacun eût fait son devoir, si mes ordres avaient été fidèlement exécutés. Singulière défaite, où, malgré la plus horrible catastrophe, la gloire du vaincu n'a pas souffert, et où celle du vainqueur n'a pas augmenté : la mémoire de l'un survivra à sa destruction ; la mémoire de l'autre s'ensevelira peut-être dans son triomphe. On en parlera longtemps !... »

Telles furent les paroles que prononça Napoléon à Saint-Hélène, lorsque, déjà couché sur son lit de mort, il vint à parler de Waterloo, pour la dernière fois.

Le 12 juin 1815, à deux heures du matin, accompagné seulement de son grand-maréchal du palais, il avait quitté Paris pour se rendre à son quartier-général, où déjà sa nouvelle maison militaire l'avait pré-

cedé. En montant en voiture, il dit avec une sorte de satisfaction et de bienveillance aux officiers de sa maison civile qui l'attendaient dans le grand vestibule du château, pour le voir encore :

— Ah ! ah ! Messieurs, vous ne vous êtes pas couchés ?... Adieu ! adieu !... La poire est mûre. Cette fois, c'est un duel à mort entre moi et l'Europe ! J'espère vous revoir bientôt.

Et il s'élança dans sa voiture. Le 13 il était à Avesne, et le 14 il arriva à Beaumont, où il avait porté son quartier-général. Là, il fait camper son armée sur trois directions. Elle ne se composait que de 120,000 combattants, ayant avec eux 350 bouches à feu. Le soir du même jour il fit publier une proclamation qu'il avait dictée, le matin, à l'un de ses secrétaires. Comme César et Frédéric, Napoléon ne manquait jamais de rappeler les grandes époques, et de consacrer ainsi certains jours.

« C'est aujourd'hui l'anniversaire de Marengo et de Friedland, qui décidèrent deux fois du destin de l'Europe !... disait-il. Alors, comme après Austerlitz, comme après Wagram, nous fûmes trop généreux !... A l'ennemi, contre ces mêmes Prussiens aujourd'hui si arrogants, vous étiez un contre deux, à Montirail, un contre trois. Les insensés !... un moment de prospérité les a aveuglés. L'humiliation du peuple français n'est pas en leur pouvoir !... S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau !... Pour



Au même instant l'officier anglais jeta le collier dans le chapeau de Napoléon.

« tout Français qui a du cœur, le moment est venu
« de vaincre ou de mourir. »

Ces nobles sentiments échauffèrent toutes les âmes, et jamais l'ardeur de combattre ne fit pressentir un plus beau triomphe. Le 15, à la pointe du jour, les trois colonnes composant l'armée française se mirent en mouvement. Dans quelques combats d'avant-postes, les Prussiens furent entièrement repoussés, Charleroy fut pris, et dans la nuit du 15 au 16, l'armée entière passa la Sambre et bivouaqua dans un carré de quatre lieues, au milieu des armées ennemies, réunies et stupéfaites de l'habileté et de la vivacité des manœuvres de Napoléon. Ce premier succès était d'autant plus remarquable, que dans cette même nuit le général Bourmont avait abandonné l'armée. A cette nouvelle, l'Empereur fit sur-le-champ, aux plans d'attaque qu'il avait préparés pour le lendemain, les

changements que cette défection inattendue rendaient nécessaires. Chose singulière ! on raconte qu'une sorte d'instinct semblait avoir révélé à Napoléon la future conduite de M. de Bourmont. Il lui avait refusé avec humeur le commandement d'une division qu'il sollicitait. Celui-ci, désespéré de rester sans emploi, avait eu recours d'abord au comte Lobau : mais, rebuté par cet aide-de-camp de Napoléon, il s'était adressé ensuite au général Gérard, après avoir sollicité l'appui du maréchal Ney, qui s'était porté son garant auprès de l'Empereur.

Le 16, dans la nuit, ce maréchal, qui commandait l'aile gauche de l'armée, reçut de Napoléon l'ordre formel d'occuper à la pointe du jour, avec ses quatre-vingt-trois mille hommes, la position des *Quatre-Bras*, sur la route de Bruxelles, en gardant en même temps celles de Nivelles et de Namur ; mais au moment où

le prince prenait les armes pour exécuter cet ordre, une canonnade qui se fit entendre sur son flanc droit le fit hésiter : croyant les alliés réunis sur ce point, et craignant d'être tourné, il attendit de nouvelles instructions. Bientôt instruit de l'inaction du maréchal, l'Empereur le blâma d'avoir perdu huit heures, et lui réitéra l'ordre de se porter en avant.

A deux heures de l'après-midi, Napoléon ayant ordonné un changement de front sur Fleurus, tout annonçait que nous allions avoir affaire à l'armée prussienne. Le comte Gérard s'étant approché pour lui demander quelques instructions relatives à l'attaque du village de Ligny, Napoléon lui dit :

— Il se peut que dans trois heures d'ici le sort de la guerre soit décidé, cela dépend de Ney : s'il exécute bien mes ordres, il n'échappera pas un canon de l'armée prussienne ; elle est prise en flagrant délit.

On sait que dans cette bataille, le général Gérard acquit de nouveaux titres de gloire, et qu'à la fin de la journée, Napoléon dit encore :

— Je dois à Gérard un bâton de maréchal.

Vers les quatre heures, au moment où les deux armées se pressaient de toutes parts, et tandis que des centaines de canons faisaient trembler la terre, Napoléon s'écria :

— Si cela continue seulement une heure de plus, il ne restera debout, dans la plaine, que l'armée française !

Peu d'instants après, il donna l'ordre à Dorsenne, commandant la division des grenadiers à pied de la vieille garde, de faire enlever par un de ses bataillons une briqueterie derrière laquelle s'étaient retranchés bon nombre de Prussiens. Ce mouvement s'exécuta en un clin d'œil. Les Prussiens débusqués, une nuée de tirailleurs de la ligne se mirent à leur poursuite ; dès ce moment la bataille était gagnée. En voyant la garde se développer devant lui, si calme, et si héroïque à la fois, Napoléon dit en souriant au grand-maréchal :

— Voilà des braves qui avaleraient de bien bon cœur mes petits *relintintins* de la ligne, pour leur apprendre à charger sans les attendre. Mes grognards ne leur pardonneront pas d'avoir fait la besogne sans eux.

Vers la fin de l'action, le feld-maréchal Blücher avait été renversé de son cheval dans une charge de cuirassiers de la division Delort et foulé aux pieds des chevaux ; nos cuirassiers continuèrent leur mouvement sans le reconnaître. Ce général en chef, tout meurtri de contusions, parvint, non sans peine, à remonter sur le cheval d'un dragon hanovrien et à s'échapper.

Le soir, Napoléon alla complimenter dans leurs bivouacs, plusieurs régiments qui s'étaient battus toute la journée. Quelques paroles, un sourire, un salut de la main, un signe de tête, suffisaient à récompenser cette foule de braves qui venaient de vaincre. Le nombre des morts et des prisonniers faits sur l'ennemi avait été considérable ; tout son matériel, 70 canons et 40 drapeaux étaient restés entre nos mains.

Le lendemain 17, le maréchal Ney ayant reçu, comme nous l'avons dit, l'ordre d'attaquer l'arrière

de de l'armée anglaise, le comte Lobau, pour favoriser cette attaque, se porta, par la chaussée de Namur, sur la ferme des Quatre-Bras ; en même temps Napoléon arriva au galop, et, s'apercevant que cette position était occupée par l'ennemi, il envoya à Ney un officier d'ordonnance pour le presser de déboucher dans cette direction. Le combat s'engagea alors avec un acharnement indicible. Les troupes de Ney ne paraissaient point encore. L'Empereur, impatienté, expédia l'ordre aux chefs de corps de hâter leur marche. Le combat continua. Napoléon alla se placer sur une petite éminence d'où il pût tout voir. A peine y est-il depuis quelques minutes, que deux ou trois boulets viennent ricocher à ses pieds et le couvrent de terre ; alors il change de place en disant :

— Je vois qu'il est temps d'en finir.

Aussitôt après ces mots, un nouveau boulet passe à trois pieds de lui et tue un chasseur de l'escorte, dont le corps va rouler dans les jambes de son cheval ; un instant après, le comte d'Erlon arrive sur le terrain, puis le général Reil, bientôt suivi du maréchal Ney.

— Enfin ! s'écrie Napoléon.

Il fait appeler sur-le-champ le maréchal, qui n'avait été ni moins brave ni moins dévoué ce jour-là que pendant tout le reste de sa belle et glorieuse vie, mais qu'une sorte d'hallucination semblait avoir frappé.

— Vous venez de me faire perdre trois heures bien précieuses, lui dit-il.

— Sire, j'ai cru que le duc de Wellington...

— Monsieur le maréchal, il ne fallait croire que ce que je vous disais. Puis il ajouta d'un ton moins brusque : — A propos ! et votre protégé Bourmont, dont vous me répondiez tant ?

— Sire, répondit le maréchal, il m'avait paru si dévoué !... j'en aurais répondu comme de moi-même.

— Allez, allez, mon cher maréchal, ceux qui sont bleus restent bleus, ceux qui sont blancs restent blancs.

Et l'Empereur partit au galop pour se porter sur un autre point. Il résulta, de tant de lenteurs que l'avant-garde française n'était arrivée, le 17, devant Waterloo qu'à six heures du soir. Napoléon n'eut plus le temps de faire une attaque générale comme il en avait eu l'intention ; ce fut alors qu'il s'écria en montrant le soleil :

— Que ne donnerais-je pas pour avoir aujourd'hui le pouvoir de Josué, et retarder sa marche de deux heures seulement !

Enfin, le lendemain, 18 juin, dès la pointe du jour, toute l'armée s'ébranla et se mit en marche sur onze colonnes. Napoléon, à la tête de sa vieille garde, se porta sur les hauteurs de Rossomme, devant une espèce de tour bâtie en bois et visible de fort loin dans la campagne, et s'y tint en observation. La chaleur était étouffante, le temps était sombre. Les soldats, accablés de fatigue et inondés par la pluie qui était tombée toute la nuit, avaient néanmoins salué de leurs *vivats* ordinaires ce jour qui, pour la plupart d'entre eux, devait être le dernier.

Quelques paroles de commandement de loin en loin et le bruit du tonnerre qui grondait dans l'es-

pace, interrompaient seuls le silence de la plaine. L'armée française ne comptait plus que 69,000 hommes, en raison de l'absence du corps d'armée de Grouchy. L'armée de Wellington était à elle seule de 90,000 hommes. Napoléon se crut avec raison supérieur en force quoique inférieur en nombre. Il n'y avait que moitié d'Anglais dans cette armée, tandis que la nôtre n'était composée que de Français, faisant cause commune de gloire sous le même drapeau ; aussi Napoléon était-il plein de confiance et paraissait-il même de très-bonne humeur. Tout en donnant des ordres nombreux, il causait gaïement avec ceux de ses officiers-généraux qui se trouvaient le plus près de lui. Au fur et à mesure qu'on lui amenait des prisonniers de distinction, il les interrogeait avec vivacité et prenait du tabac à tout moment. Éprouvant une soif ardente, il demanda quelque chose à boire. Les fournisseurs de sa maison étant trop éloignés, on se procura assez difficilement une bouteille de vin. Le grand-maréchal lui ayant présenté un gobelet à moitié rempli, à peine l'eut-il approché de ses lèvres qu'il le rendit à Bertrand.

— Votre Majesté trouve peut-être ce vin un *peu raide* ? dit le grand-maréchal ; c'est qu'il est de l'année dernière.

— De l'année dernière ! répéta en souriant Napoléon ; vous avez bien de la bonté ; dites plutôt de l'année prochaine.

Cependant arrivent à chaque instant des officiers d'état-major qui, après avoir parcouru toute la ligne, viennent faire leur rapport. Napoléon se décide alors à tourner la gauche de l'ennemi afin d'offrir un point de jonction au corps d'armée de Grouchy, qu'il attend avec la plus vive impatience. Il a su que ce général a couché à Gembloux ; or, d'après les derniers ordres qui lui ont été expédiés, à quatre heures du matin il doit attaquer Wavres et achever la destruction de l'armée de Blücher ; mais Napoléon ignore la jonction de l'armée de Bulow avec ce général en chef, jonction qui s'est opérée la nuit même, sans que Grouchy pensât à s'y opposer. Apprenant tout à coup, par un prisonnier hanovrien, la réunion de ces deux généraux, il dit au maréchal Soult, son chef d'état-major :

— Nous avons ce matin 90 chances pour nous ; l'arrivée de Bulow nous en fait perdre 30 ; mais nous en avons encore 60 contre 40, si Grouchy répare la faute qu'il a commise hier, la victoire n'en sera que plus décisive.

Il est onze heures ; il n'y a encore d'engagés sur toute la ligne que des tirailleurs. Napoléon fait donner l'ordre au maréchal Ney de commencer le feu et de s'emparer de la position de la Haie-Sainte. Aussitôt une canonnade épouvantable se fait entendre ; il n'y a pas moins de 150 bouches à feu de notre côté. Cette maison de la Haie-Sainte, situé dans le creux d'un vallon, est prise et reprise plusieurs fois sous les yeux de Napoléon avec un acharnement égal de part et d'autre ; enfin à trois heures après midi elle nous reste : ceux qui la défendaient, n'ayant plus de munitions, se sont tous fait tuer. Le combat continue sur tous les autres points. Sur les cinq heures du

soir on voit l'armée anglaise faire un mouvement pour se porter sur la chaussée de Bruxelles, comme pour prendre les devants en cas de retraite. La droite de l'armée de Wellington et la gauche de celle de Bulow sont aussitôt bordées par nos troupes ; des cris de victoire retentissent déjà sur le terrain conquis par nos braves.

— C'est trop tôt d'une heure ! dit froidement Napoléon ; Grouchy ne s'est pas encore fait voir ; en attendant il faut soutenir ce qui est fait.

Et le combat continue. A sept heures, l'armée française est enfin maîtresse du champ de bataille après d'incroyables prodiges de valeur. Dans ce moment une faible canonnade se fait entendre dans la direction de Wavres :

— C'est Grouchy ! s'écrie Napoléon.

Aussitôt toutes les lunettes de l'état-major sont braquées sur ce point ; mais le temps est tellement brumeux qu'on ne peut rien distinguer. Napoléon détache un officier d'ordonnance dans la direction de Wavres... L'officier revient en toute hâte, et pergant jusqu'à lui :

— Sire, lui dit-il extrêmement ému, ce sont les Prussiens qui arrivent !

— Monsieur, cela n'est pas possible, répond Napoléon avec indifférence.

— Sire, réplique l'officier, je les ai vus comme j'ai l'honneur de voir Votre Majesté.

— Monsieur, vous ne savez ce que vous dites.

Et l'officier se perd dans les rangs de l'état-major. Une demi-heure après, les premières colonnes prussiennes débouchent et arrivent au pas de course sur notre aile droite, guidées par un paysan des environs de Frischemont, qui dit à leur chef : « En suivant cette direction vous les prendrez tous. » C'est alors que Napoléon acquiert la triste certitude que Blücher vient l'attaquer avec 150,000 Prussiens, il s'écrie en pâlisant :

— Cet officier avait raison !

Ici commence la troisième et dernière bataille. Napoléon connaît toute l'étendue du péril qui le menace. Le soleil a disparu sous l'horizon ; la garde n'est pas encore engagée ; elle va livrer son dernier combat et mourir. Napoléon commande : une effroyable canonnade s'établit de nouveau. Blücher avance, une division marche au pas de charge contre la colonne prussienne : cette division est culbutée sous les yeux de Napoléon, dont la surprise et l'impatience sont extrêmes.

— Ces Prussiens ! s'écrie-t-il en frappant sa botte de sa cravache, oh ! ces Prussiens ! mais depuis un quart d'heure ils devraient être entamés !

Aussitôt il ordonne à quatre escadrons de la garde de charger. Deux mille braves d'élites (grenadiers et dragons) se jettent tête baissée sur cette masse compacte d'ennemis. Le bruit dominant (au dire d'un témoin oculaire) devint alors semblable à celui que feraient un grand nombre de chaudronniers à l'ouvrage : c'étaient les coups des sabres qui tombaient sur les casques sur les cuirasses. Mais que pouvaient ces quatre escadrons contre 12,000 chevaux frais ? Aussi furent-ils culbutés ! Dès lors la confusion ne fit

qu'augmenter. C'est à ce mouvement, dit-on, que fut entendu le cri fatal de *Sauve qui peut !* Ce fut alors aussi que furent prononcées ces paroles sublimes. *La garde meurt et ne se rend pas !* Appartiennent-elles à Cambronne, déjà grièvement blessé, ou à Dorsenne, ou à Michel, tous deux tués en même temps ?... Peut-être... car celui qui les prononça ne dut pas leur survivre.

Cependant sur un plateau appelé le *Mont-Saint-Jean*, où s'est retiré Napoléon, une dernière réserve est restée inébranlable au milieu des flots tumultueux de l'armée. L'Empereur s'est placé dans les rangs de ses braves ; il a mis l'épée à la main, et comme eux est redevenu soldat. Ces vieux compagnons, incapables de trembler pour leur vie, s'effrayaient du danger qui menaçait leur Empereur ; ils le conjurent de s'éloigner :

— Retirez-vous, lui disent-ils, ce n'est pas ici votre place !

Napoléon résiste, et, après avoir fait former le carré à ses grenadiers, il commande lui-même le feu. Mais les officiers qui l'entourent s'emparent de la bride de son cheval et l'entraînent : puis, se pressant autour de leur aigle, et adressant à Napoléon un dernier adieu, ils se précipitent sur l'ennemi après avoir jeté un dernier cri de *Vive l'Empereur !*

A l'impétuosité de ce choc on reconnut les vainqueurs d'Austerlitz, d'Iéna et de Wagram. Prussiens, Russes, Saxons, Anglais, Autrichiens, tous suspendirent leurs cris de victoire, et se réunirent contre cette poignée de héros pour l'abattre d'un seul coup. Ceux dont la mort trompa l'attente se fusillèrent entre eux pour ne pas survivre à leurs frères d'armes, et pour ne pas mourir de la main d'un Prussien, mais ce ne fut qu'après s'être faits eux-mêmes un lit mortuaire des corps de vingt mille étrangers. Or, quand on pense que 8,000 hommes de la garde, exténués de fatigues et de besoins, luttèrent ainsi pendant cinq heures sur un terrain inégal et bourbeux contre 130,000 combattants, et que sur ces 8,000 héros, plus de 7,000 succombèrent, n'est-ce pas aux vaincus qu'on doit décerner la palme de la victoire ?

La retraite des sanglants débris de notre glorieuse armée ne s'opéra qu'à force de nouveaux prodiges. La chaussée étant rompue, un pêle-mêle général avait confondu à travers champ, la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie. Le général Duhesme, l'un des plus braves de l'armée, fut pris par les Prussiens, qui l'égorgeaient. L'humanité, l'amitié, la douleur des Belges, déroberent une foule de nos blessés à la barbarie prussienne. On fut obligé d'employer la violence pour arracher de ce champ de carnage Napoléon, qui s'obstinait à vouloir mourir où était morte sa garde.

— Sire, lui répétait le grand-maréchal, je vous en supplie, suivez-moi ; c'est à Paris que vous devez aller maintenant.

— Non ! non ! vous vous trompez, Bertrand, lui répondait Napoléon en lui serrant le bras convulsivement ; ma place est ici !

Enfin, à neuf heures du soir, cédant aux remontrances qui lui étaient faites, il s'éloigna avec Bertrand, qui ne devait plus le quitter que pour lui

fermer les yeux à trois mille lieues de France !

L'arrivée de Napoléon à Paris, après ce grand désastre, aurait pu exciter encore l'enthousiasme populaire et créer de nouveaux défenseurs à la patrie. Lui seul pouvait rallier les soldats. La Chambre des Représentants ne comprit pas le rôle qu'elle devait prendre pour résister à l'étranger. Au lieu d'appuyer Napoléon, elle manifesta hautement contre lui des sentiments hostiles. Elle se déclara en permanence, comme avait fait autrefois la Convention nationale ; et ainsi que cette assemblée, qui arracha le trône et la vie à Louis XVI, elle obligea l'Empereur à déposer sa couronne ; mais, du moins, la Convention avait-elle su vaincre la coalition.

Napoléon annonça au peuple français le nouveau sacrifice que lui imposait l'attitude de la Chambre en disant :

« En commençant la guerre pour l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et sur les concours de toutes les autorités. J'étais fondé à en espérer le succès et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances me paraissent changées ; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations et n'en vouloir seulement qu'à ma personne. Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils sous le titre de *Napoléon II, Empereur des Français*. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser, sans délai, la régence par une loi. Unissez-vous donc tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante. »

Les Chambres, étonnées peut-être d'avoir si facilement obtenu cette abdication, qu'elles avaient provoquée, envoyèrent des députations à Napoléon, qui leur répondit :

— Je vous remercie des sentiments que vous m'exprimez. Je désire que mon abdication puisse faire le bonheur de la France, mais je ne l'espère point. Elle laisse l'Etat sans chef et sans existence politique. Le temps perdu à renverser la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'ennemi !

En obligeant Napoléon à dépouiller le caractère impérial, on n'avait pas pu lui enlever les talents militaires qui avaient fait la gloire du général Bonaparte. Il offrit de les mettre à la disposition de la patrie menacée ; mais les hommes qui venaient de se liguier contre lui ne permirent pas que cette main qui avait porté le sceptre ressaisît l'épée de général. On le força de quitter Paris et même d'aller chercher un refuge hors de France. Sa présence gênait la trahison et effarouchait l'incapacité, pour ne pas dire l'imbécillité. Ceux qui auraient craint l'ascendant de Napoléon se laissèrent duper par le ministre Feuché. Ils formaient encore la majorité dans les deux Chambres.

Lorsque Napoléon quitta Paris pour aller d'abord à la Malmaison, il n'était déjà plus libre. La commission

du gouvernement provisoire lui avait donné un surveillant qui l'accompagna jusqu'à Rochefort. On avait choisi pour cette mission le général Becker, qui avait eu à se plaindre de Napoléon ; mais, dans le cœur de cet officier, l'honneur parla plus haut que l'inimitié, et il conserva toujours un respect profond pour son illustre prisonnier. Arrivé à Rochefort, après avoir refusé l'offre du capitaine Baudin, aujourd'hui vice-amiral, qui lui proposait de le conduire aux États-Unis, il écrivit le 13 juillet, au prince régent d'Angleterre, la lettre suivante que le général Gourgaud fut chargé de porter à Londres :

Altesse royale.

En butte aux factions qui divisent mon pays, à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique, et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis.

NAPOLÉON.

Cependant le temps presse ; Paris a été occupé par l'étranger. Un des capitaines de la station navale anglaise, Maitland, déclare, le 14 : « qu'il n'a pas encore de sauf-conduits pour l'Empereur (ces sauf-conduits avaient été demandés le 10) : mais que, s'il veut s'embarquer pour l'Angleterre, il est autorisé à l'y conduire et à le traiter avec tous les égards dus au rang qu'il a occupé. »

Sur la foi de ces paroles, Napoléon se rend, le 15, avec sa suite, à bord du *Bellérophon*, que commande le capitaine Maitland. Il est reçu avec tous les honneurs militaires, et au moment de quitter le port, il dit au général Becker, qui se préparait à l'accompagner :

— Général, je vous remercie ; mais vous pouvez vous retirer : je ne voudrais pas qu'on pût croire qu'un Français soit venu me livrer à mes ennemis.

Le capitaine du *Bellérophon* avait reçu communication de la lettre adressée au prince régent, son souverain ; et, en mettant le pied sur son bâtiment, Napoléon lui avait dit également :

— Je viens à votre bord me mettre sous la protection de l'Angleterre.

Les vents contraires retinrent le *Bellérophon* en mer pendant neuf jours ; il ne mouilla que le 24 dans la rade de Torbay. Le général Gourgaud revint ; il ne lui avait pas été permis de parvenir jusqu'au prince régent. C'était d'un funeste augure. En effet, le 30 juillet, Napoléon apprit qu'il allait être à jamais captif. Un sous-secrétaire d'État et un amiral anglais (lord Keith) lui remirent une déclaration ministérielle où il était dit : « Il ne peut convenir ni à nos devoirs envers notre pays, ni à nos alliés, que le général Bonaparte conserve le moyen de troubler de nouveau la paix du continent. L'île Sainte-Hélène a été choisie pour sa future résidence. Sa situation locale permettra qu'on l'y traite avec beaucoup plus d'indul-

gence qu'on ne le pourrait faire ailleurs, ou les précautions indispensables qu'on serait obligé d'employer pour s'assurer de sa personne. »

A cette violation manifeste de droits du malheur et de l'humanité, Napoléon, indigné, répondit au gouvernement anglais par cette éloquente protestation qu'il remit à lord Keith :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite, contre la violation des droits les plus sacrés, en disposant, par la force, de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon*. Je ne suis pas le prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres de son gouvernement de me recevoir et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le Gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon. Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leurs libertés. La foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*. J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais vint librement, dans son infortune, chercher asile chez lui. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance ! Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et, quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola ! »

Le ministère anglais, en consommant son œuvre de trahison, ne devait pas être arrêté par cette énergique réclamation. Le 6 août, Napoléon fut transféré à bord du *Northumberland*, où se trouvait déjà l'amiral Boscawen, nommé gouverneur de Sainte-Hélène, et, le 10, le vaisseau appareilla pour cette île. Le 14, Napoléon, en passant en vue du cap de La Hague, salua la France pour la dernière fois.

— Adieu ! s'écria-t-il, adieu, terre des braves ! Adieu chère France ! Quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation, la maîtresse du monde !

Cette traversée ne fut signalée, jusqu'au 15 octobre, par aucun événement remarquable. Le 16, après avoir déjeuné, Napoléon était venu s'appuyer sur l'une des barres de l'avant du vaisseau, et regardait fixement si, dans l'immensité de cette mer, il n'apercevait pas Sainte-Hélène, car l'amiral Boscawen lui avait annoncé, dès le matin, que d'un moment à l'autre l'île pouvait être signalée. Tout en passant un des coins de son mouchoir sur les verres de sa lorgnette, il crut remarquer un matelot qui cherchait à s'approcher de lui sans être observé, car il avait été enjoint aux marins du *Northumberland* de se tenir toujours à distan-

ce de Napoléon. Ce n'était pas la première fois que l'Empereur voyait cet homme rôder autour de lui, quoique l'énorme paire de favoris noirs grisonnants qui encadraient sa figure l'eût empêché jusqu'alors de distinguer ses traits. Soit par un sentiment de simple curiosité, soit par un de ces mouvements instinctifs dont on ne saurait expliquer la cause, Napoléon fit quelques pas vers le matelot : mais celui-ci l'arrêta court en lui disant, sans changer de position, mais d'une voix sourde et tremblante d'émotion :

— *Tron de Diou!* Sire, si vous faites un pas de plus, je suis un homme perdu ; je me jette à la mer, *bagasse!* et le pauvre Pomayrol va périr avant le moment propice.

— Comment ! c'est toi ! dit Napoléon en reculant tout à coup comme frappé d'une apparition.

— Je m'en flatte ! reprit le marin en lançant un coup d'œil de côté et toujours la tête basse ; mais *as pas peur!*

— Tu n'as rien à craindre, lui dit Napoléon avec une expression de dignité sublime et faisant deux pas en avant ; je te prends sous ma protection, te dis-je, approche-toi.

Et il tendit la main à Pomayrol, qui se précipita dessus et la baisa avec transport, la poitrine gonflée de soupirs et les yeux remplis de larmes.

— Mais par quel hasard ? lui demanda Napoléon, lorsque l'émotion de cet ancien marin de Boulogne fut un peu calmée.

— *Eh donc!* par l'effet du hasard d'une circonstance dit celui-ci en mettant un doigt sur sa bouche, et en regardant autour de lui d'un air inquiet. Je ne puis pas vous le dire ici, Sire ; seulement qu'il vous suffise de savoir que tous les *Anglais* ne sont pas des *Turcs*.

Napoléon fit un geste de doute.

— Le capitaine Maitlant est un brave garçon, reprit le marin, c'est à lui que je dois la bonne fortune de vous parler encore une fois avant de.... personne ici ne me connaît ; on me croit Italien, et il me faut bien vivre à la muette, *bagasse!*... ou sans cela, houp ! avec les petits poissons, comme disait autrefois mon ami Morland de votre vieille garde, le fameux musicien que je t'en souhaite.

Eu disant ces mots, Pomayrol avait fait le geste d'un homme qu'on jette à la mer.

— Morland ! interrompit vivement Napoléon en passant sa main sur son front ; j'ai connu un grenadier de ce nom : sais-tu ce qu'il est devenu ?

— *As pas peur,* Sire, il est devenu mort dans mes bras à Paris, le 20 mars de l'année dernière à cette grande cabine qu'on appelle le Val-de-Grâce, des suites d'une petite estafilade qu'il avait reçue à Arcis-sur-Aube pour votre service, Sire, je m'en flatte.

— Ah ! ce 20 mars ! fit Napoléon avec un soupir étouffé ; c'est une date qui marquera dans ma vie : si j'avais eu seulement cinquante mille hommes comme Morland il y a six mois !

— Bagasse ! Sire, vous n'êtes pas dégoûté, excusez du peu ! mais le pèlerin avait un défaut trop capital que vous oubliez : celui d'aimer trop la petite chansonnette ; et, comme j'ai pu m'en convaincre, en second lieu, celui d'être entêté, à lui seul, comme plusieurs

muets de Brignolles, que même après qu'il fut mort, il ne voulut jamais me laisser ouvrir sa main qu'il serrait comme un *tron de Diou*, pour ne pas me laisser voir ce qu'il tenait dedans, le cher camarade, que le bon Dieu veuille avoir son âme !... de même que la mienne, ajouta Pomayrol à voix basse et comme d'un ton résigné.

— Qu'est-ce que c'était donc ? demanda Napoléon curieusement.

— Ouitche ! fit le marin avec un geste de mépris ; une babiole que je pris par curiosité, et comme pour avoir une petite souvenance de son amabilité. Tenez, Sire, la voilà.

Et Pomayrol donna à Napoléon un petit chiffon de papier roulé, dont il aurait été difficile de deviner la couleur primitive. Napoléon le déroula.... C'était l'exemplaire de la chanson qu'il avait fait attacher sur la poitrine de ceux de ses grenadiers qui s'étaient battus à Boulogne avec les soldats de la ligne. Il le mit dans la poche de son habit, en disant froidement :

— Je le garde.

— Si cela vous fait plaisir, Sire... reprit le marin en faisant un signe d'adhésion... Maintenant que je vous ai vu et que nous avons fait ensemble un mot de conversation, je suis content, et je pourrai exécuter mon petit projet plus joyeusement. *Eh donc ! as pas peur!*

— Adieu, mon ami, lui dit Napoléon en lui tendant encore la main, car nous ne nous reverrons peut-être jamais, n'est-ce pas ?

— Peut-être !... murmura Pomayrol avec un regard sombre ; mais du moins ce ne sera pas sur cette terre ingrate.

Puis il s'éloigna en sifflant entre ses dents l'air d'un cantique provençal. Napoléon restait machinalement à la même place, et comme absorbé par les souvenirs que le marin avait rappelés à sa mémoire. Il se demandait : « Comment se fait-il que cet homme soit ici ? » Ce fut un mystère que personne ne put jamais expliquer.

Napoléon fut tiré de sa rêverie par un objet qu'il aperçut au loin sur la mer ; c'était comme une colonne noire glissant sur les eaux, et laissant après elle une longue trace de fumée épaisse qui s'échappait comme d'une immense cheminée.

— Qu'est-ce cela ? s'écria-t-il en braquant sa lunette ; on dirait le tuyau d'une de nos pompes à feu.

Tout l'état-major du *Northumberland* monta sur le pont.

— C'est un bateau à vapeur ! dit un lieutenant de la marine anglaise.

— Un bateau à vapeur ! fit Napoléon visiblement ému, en remarquant le sillon écumeux que ce bâtiment traçait devant lui. Je n'en avais jamais vu. Quelle rapidité ! Il semble glisser sur la mer comme sur des roulettes.

— Par ma foi ! c'est le *Fulton* ! s'écria l'officier, qui s'était armé d'une longue vue ; je vois distinctement ce nom écrit sur la proue.

— Le *Fulton*, dites-vous ? reprit l'Empereur, qui avait tressailli à ce nom.

— Oui, Sire, le *Fulton*, du nom de son inventeur.

— Ah ! mon dieu ! fit Napoléon en se frappant le front ; puis il détourna la tête au moment où le bateau vint à passer, et alla s'asseoir sur un banc placé à l'autre bout du pont, et, laissant tomber sa tête dans ses mains, il resta quelque temps immobile dans cette posture.

— Ainsi le sort des États dépend d'une idée nouvelle ! dit-il à voix basse ; ainsi la nature recélait dans son sein une force inconnue qui pouvait changer les destinées du monde ! J'ai tenu ce secret dans mes mains, moi, et je l'ai laissé échapper, parce que je m'en suis rapporté à d'autres que moi ! Croyez donc aux savants ! ajouta-t-il en se levant brusquement et en marchant à pas précipités.

Le grand-maréchal, voyant l'Empereur si agité, le rejoignit.

— Bertrand, quel jour sommes-nous aujourd'hui, et quel quantième ? lui demanda-t-il tout à coup.

— Sire, jeudi 16 octobre.

— Jeudi 16, dites-vous ? Eh bien ! reprit-il avec amertume, il y a juste onze ans aujourd'hui, jour pour jour, que je dansais avec madame Bertrand à Boulogne ; vous le rappelez-vous ?

— Hélas ! Sire, fut la seule réponse du grand-maréchal.

— Terre ! terre ! cria au même instant un matelot jassé dans une des cages du grand mât.

A ce cri, Napoléon fit un mouvement involontaire, et, saisissant la main de Bertrand, qu'il pressa convulsivement, répéta avec un accent pénétré :

— Terre ! terre !... Oni, la terre qui doit recouvrir le cadavre !

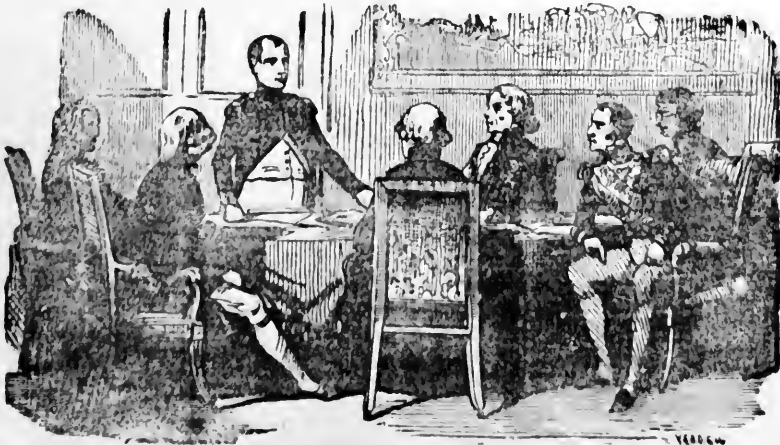
Le lendemain 17 octobre 1815, soixante-dix jours après avoir quitté la France, Napoléon descendit dans le canot qui devait le déposer à sa dernière demeure. Au moment où l'amiral Cockburn s'apprêtait à mettre

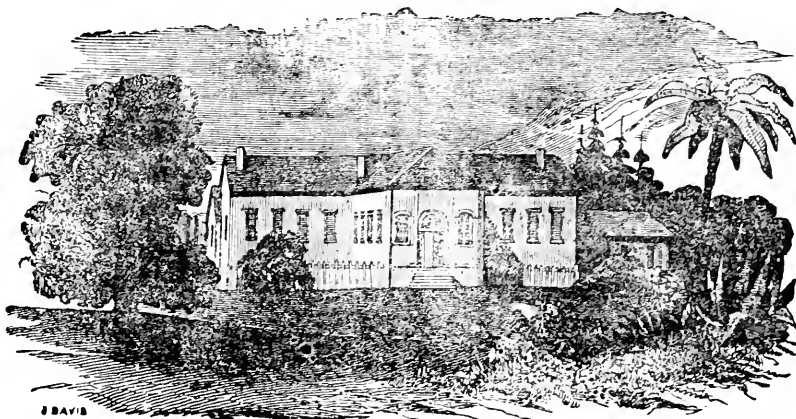
le pied sur la planche qui servait de pont pour passer du bateau sur la plage, l'Empereur l'arrêta par le bras, en lui disant avec politesse :

— Pardon, monsieur l'amiral ; ici, c'est à moi de marcher le premier.

A peine avait-il mis le pied sur le rivage de Sainte-Hélène qu'il retourna la tête avec vivacité, et comme s'il eût entendu un cri d'adieu affaibli par la distance. A l'instant même une détonation d'arme à feu, suivie presque aussitôt du bruit que fait un corps lourd en tombant dans l'eau, fut entendu de tous ceux qui étaient sur le *Northumberland*. On courut à l'endroit... mais on ne vit rien que la mer légèrement colorée à sa surface d'une teinte rougeâtre, un peu de fumée qui se dissipait dans l'air, et un vieux chapeau de matelot laissé près des bastingages. On examina ce chapeau que personne ne réclamait, et sous la coiffe de toile on vit écrit en encre rouge : *Pomayrol*. — *Camp de Boulogne*.

On ne comprit pas, parce qu'il n'y avait aucun matelot de ce nom parmi l'équipage ; mais huit ans plus tard, en 1825, des voyageurs français, ayant relâché à Sainte-Hélène, visitaient Longwood, accompagnés d'un homme âgé, vêtu d'un habit rouge, qui avait été précédemment au service de Hudson-Lowe. Arrivés à l'allée d'arbres qui est derrière l'habitation, le cicérone anglais fit remarquer aux voyageurs un saule presque dépouillé de son écorce, et sur le tronc duquel *Bonaparte*, leur dit-il, s'amusaît quelquefois à tracer des caractères et des figures avec un canif. Ceux-ci s'approchèrent et virent en effet un nom distinctement gravé, celui de *Pomayrol*. Comme ces voyageurs demandaient à leur cicérone quel pouvait être ce personnage, sans leur répondre, l'homme à l'habit rouge tira froidement un couteau de sa poche, et afin d'éviter de nouvelles questions, enleva l'écorce de l'arbre à cette place.





CHAPITRE III.



NAPOLEON avait touché le rocher dont il devait se faire un piédestal; l'Angleterre avait accepté la honte de sa trahison : à compter de 1815, les rois eurent leur Christeltes peuples leur Judas.

Le soir de son arrivée à Sainte-Hélène, l'Empereur coucha dans une espèce d'auberge où il fut très-mal. Le lendemain, à six

heures du matin, il partit à cheval avec le grand-maréchal Bertrand et l'amiral Keith, pour Longwood, habitation que ce dernier avait arrêlée pour sa résidence, comme la plus convenable de l'île. Il s'arrêta à Briars, dans un petit pavillon dépendant d'une maison de campagne qui appartenait à un négociant de l'île nommé Balcombe. Ce fut un logis temporaire en attendant que Longwood fût en état de le recevoir;

mais le soir, quand il voulut se coucher, il se trouva qu'une fenêtre sans vitrage et sans rideaux donnait sur son lit. M. de Las-Cases et son fils gagnèrent une mansarde où ils se couchèrent sur un matelas, chacun d'eux enveloppé de son manteau. Le lendemain, Napoléon déjeûna sans nappes et sans serviette avec les restes du diner de la veille. Ceci n'était encore que le prélude des privations qui l'attendaient à Longwood.

Le 10 décembre, l'amiral fit prévenir Napoléon que sa maison de Longwood était prête : et, le même jour, l'Empereur abandonna Briars, qu'il avait habité pendant près de deux mois, et fit la route à cheval.

En examinant son nouvel ameublement, l'objet qui lui causa le plus de plaisir fut une baignoire en bois que l'amiral était parvenu à faire exécuter, sur ses dessins, par un charpentier de marine. Une baignoire était un meuble de luxe à Sainte-Hélène. Napoléon en profita immédiatement. Alors le service de sa maison commença à s'organiser; il se divisa en trois séries : chambre, livrée et bouche, et se composait de onze personnes. Tout fut à peu près réglé comme à l'île d'Elbe : le grand-maréchal Bertrand conserva le commandement et la surveillance générale, M. de Monthoton fut chargé des détails domestiques, le général Gourgaud eut la direction de l'écurie, et M. de Las-Cases celle de l'administration intérieure. Quant à la division de la journée, c'était la même qu'à Briars. A dix heures, Napoléon déjeûnait dans sa chambre sur un guéridon, tandis que le grand-maréchal et ses compagnons mangeaient à une table de service. Comme il



Le nouveau gouverneur fut présenté par l'amiral à l'Empereur.

n'y avait pas d'heures fixes pour la promenade, la chaleur était très-forte le jour, l'humidité prompte et grande le soir, et que les chevaux de selle et de voiture qui devaient venir du Cap n'arrivaient point, Napoléon travaillait une partie de la journée soit avec M. de Las-Cases, soit avec le général Gourgaud ou le général Montholon. De sept à huit heures, on dînait; puis on passait au salon, où l'on prenait le café; là on lisait Racine, Molière ou Voltaire. Enfin, à dix heures, on se mettait à une table de reversis, jeu favori de Napoléon, à laquelle on restait ordinairement jusqu'à minuit.

Toute la petite colonie était logée à Longwood, à l'exception du grand-maréchal et de sa famille, qui habitaient Hut's-Gate, mauvaise petite maison située sur la route. L'appartement de l'Empereur était composé de deux chambres, chacune de quinze pieds de long sur douze de large et environ sept de haut; des pièces de Nankin, tendues en guise de papier, les tapissaient toutes deux. Un mauvais tapis couvrait le plancher. Tels étaient la vie et le palais de l'homme qui avait tour à tour habité les Tuileries, Schönbrunn, le Kremlin et l'Escurial.

Sur ces entrefaites, un nouveau gouverneur arriva. Il fut présenté par l'amiral à l'Empereur. C'était un homme d'environ quarante-cinq ans, d'une taille ordinaire et d'une tournure commune, rouge de chevelure et le visage marqué de taches de rousseur. Il

avait les yeux obliques, et par conséquent ne regardant que rarement en face. Cet homme se nommait Hudson-Lowe. A partir du jour de son arrivée, les vexations commencèrent; elle devinrent de plus en plus intolérables. Le début du nouveau gouverneur fut d'envoyer à Napoléon deux pamphlets écrits contre lui. Puis, il fit subir à tous les domestiques un interrogatoire, pour savoir d'eux si c'était librement et de leur pleine volonté qu'ils demeuraient avec Napoléon. Personne ne put désormais écrire sans avoir préalablement communiqué la lettre à Hudson-Lowe et toute lettre donnant à Napoléon le titre d'Empereur était confisquée par lui. Il fut même question un moment de le faire accompagner lorsqu'il voudrait faire quelques excursions dans l'île; cependant on n'en vint pas là. Ce fut alors que Napoléon renonça aux longues courses si nécessaires à sa santé, et qu'il se borna à se promener dans le jardin de Longwood ou aux alentours.

Depuis quelque temps il avait cru s'apercevoir qu'il était l'objet d'une surveillance toute particulière de la part deson geolier. Il ne pouvait faire un pas hors de Longwood sans voir à distance un officier anglais qui lui était inconnu, quoique ce fût toujours le même. Le matin, le soir, à toute heure, cet individu semblait s'attacher à lui comme à son ombre. Cette sorte d'inquisition lui était d'autant plus insupportable que cet Anglais avait plusieurs fois manifesté l'intention de

lui adresser la parole. Aussi, dès qu'il le voyait s'approcher, Napoléon se hâtait-il de terminer sa promenade et de rentrer, sans même daigner faire attention à lui.

Un jour, il eut remarquer que l'indiscret surveillant le suivait de plus près que de coutume. Impatience, il s'écria d'un ton d'humeur :

— Eh quoi ! toujours cet homme !... Sans cesse un espion sur mes pas !... Ne puis-je donc respirer librement un peu d'air ? Quel supplice !...

Et, rebroussant chemin, il précipite sa marche, lorsque l'Anglais, qui l'avait entendu et qui avait doublé le pas, se trouvant à sa hauteur, s'arrête tout à coup devant lui :

— Sire... dit-il d'un ton plein de respect.

— Arrière, Monsieur ! arrière ! interrompit Napoléon, en faisant un geste de mépris ; il n'y aura jamais rien de commun entre moi et les vôtres ! éloignez-vous je vous l'ordonne !

— Sire reprit encore l'officier sans bouger de place et d'un air impassible. Votre Majesté se trompe.

Puis il jeta comme au hasard ces mots :

— *Le comte de Las-Cases... Le collier de la reine Hortense !...*

— Ah ! ah ! fit Napoléon en s'arrêtant à son tour, sans cependant lever les yeux sur l'Anglais. Eh bien ! Monsieur ?...

— Sire, reprit l'officier, que votre Majesté veuille bien continuer sa marche sans faire attention à moi. J'ai là ce collier ; depuis trois ans il ne m'a pas quitté ; depuis trois ans je cherche une occasion de vous le remettre... Sire, faites que je puisse le jeter dans la forme de votre chapeau.

L'empereur se découvrit alors et se passa la main sur le front comme pour rappeler un souvenir. Au même instant, d'un mouvement aussi prompt que la pensée, l'officier jeta le collier dans le chapeau de Napoléon, en lui disant à voix basse :

— Maintenant Votre Majesté daignera-t-elle me pardonner mon importunité ?... J'ai rempli ma mission ; elle ne me reverra plus. Sire, que Dieu conserve vos jours !

Et prenant une autre direction, l'officier anglais s'éloigna de l'Empereur avec le même flegme qu'il avait mis à s'en approcher. Napoléon le salua avec dignité ; mais de quelle douce sensation le cœur de M. de Las-Cases ne dut-il pas être ému, lorsque bien longtemps après il eut connaissance de ce trait si admirable de probité de la part d'un ennemi et dans de telles circonstances !

Maintenant, pour qu'on puisse bien comprendre ce que ce signifiaient ces mots lancés à Napoléon, ce collier déposé furtivement dans la forme de son chapeau, il nous faut remonter jusqu'à 1806.

Un matin du mois de juin de cette année, le joaillier de Joséphine était introduit dans le petit salon qui servait en même temps de salle à manger à l'Empereur lorsqu'il déjeunait seul.

— Je veux tout ce qu'il y a de plus beau, lui dit Napoléon ; je ne regarderai pas au prix de ce collier ; cependant je le ferai estimer, je vous en prévient ; non pas que je doute que vous soyez un parfait hon-

nête homme, mais... parce que... enfin, moi je ne suis pas lapidaire. Aussitôt que vous l'aurez monté, vous me l'apporterez et vous ne le ferez voir à personne auparavant, entendez-vous ?

— Oui, Sire. Toutefois, je supplie Votre Majesté de me laisser un peu plus de temps afin de pouvoir assortir parfaitement les pierres. Le diamant de choix est très-rare en ce moment. Il a beaucoup augmenté de prix...

A ces mots, Napoléon fit un mouvement brusque sur sa chaise, et, se levant vivement, il s'écria :

— Que me dites-vous là ? Depuis ma dernière campagne d'Allemagne tous vos confrères en regorgent. Eh ! parbleu ! je le crois bien ! Ils ont acheté tous ceux des petits princes de la Confédération que le roi de Prusse et l'empereur de Russie ont ruinés en les combattant contre moi. Voyez Bapts, adressez-vous à Mellerion, ils en ont à remuer là la pelle !

— Sire, en pareil cas, je n'ai jamais eu recours à mes confrères depuis que j'ai l'insigne honneur de travailler pour l'auguste famille de Votre Majesté. En ce moment même j'ai chez moi une superbe partie de diamants achetée par ordre de S. M. le roi de Prusse, qui m'a commandé....

— Monsieur, ce sont là vos affaires et non les miennes ; mais ce que je puis vous assurer, ajouta Napoléon en lançant au joaillier un coup d'œil sardonique, c'est qu'en vous occupant de moi vous ne travaillez pas pour S. M. le roi de Prusse. Allons, c'est bien convenu ; je compte sur vous, monsieur Foncier ; faites de votre mieux, afin de prouver à vos confrères d'outre-Rhin que nous les surpassons en tout et pour tout, lorsque nous le voulons bien.

Et sur un signe de Napoléon, le joaillier s'inclina et sortit. Huit jours après, il remettait à l'Empereur le plus magnifique collier de brillants qu'on pût voir : la monture, le travail, le cadenas, étaient des chefs-d'œuvre en ce genre ; Joséphine elle-même n'avait pas un pareil joyau dans son incomparable écrin. Napoléon fit estimer ce collier, il valait deux cent mille francs : c'était en effet le prix que lui en avait demandé Foncier : il fut très-satisfait. A cette même époque (juin 1806), le peuple batave venait d'appeler à le gouverner l'un des frères de Napoléon, le prince Louis Bonaparte : la Hollande était fière alors de son alliance avec la *grande nation*.

Donc, le jour, où les ambassadeurs hollandais vinrent déposer aux pieds de l'Empereur la couronne de Hollande pour qu'il en ceignît le front de son frère, toute la cour était à Saint-Cloud. Louis et Hortense y arrivèrent de Saint-Leu, le matin. Napoléon avait ordonné que la cérémonie eut lieu dans la salle du trône ; elle se fit avec une pompe dont on n'avait point eu d'exemple jusqu'alors. On traita magnifiquement les envoyés de la défunte république batave, et l'amiral Verhuel, qui était à leur tête, porta des toasts à la mémoire des Tromp et des Ruyter, ces fléaux des Anglais. Napoléon, ayant l'habitude de faire voyager les souverains qu'il improvisait sans plus de façon que de simples commissaires des guerres, prévint les députés que, dès le lendemain, leur roi et leur reine partiraient avec eux pour leurs Etats ; puis, dans la

soirée, il fit appeler Hortense dans son cabinet, et l'huissier, en ouvrant les deux battants, annonça à haute voix, pour la première fois devant lui :

— *Sa Majesté la reine de Hollande!*

— Hortense, lui dit Napoléon, vous voilà souveraine d'un brave et bon peuple. Si vous et votre mari savez bien le prendre, la maison d'Orange ne réparaitra jamais en Hollande avec ses vieilles prétentions. Ce peuple-là n'a qu'un défaut, c'est de cacher, sous une apparente simplicité, l'amour du luxe et de l'argent; la vanité est tout pour lui après l'intérêt. Je ne veux pas qu'aux yeux de votre nouvelle cour vous puissiez être éclipsée par la femme d'un bourgmestre toute fière des tonnes d'or que son mari a su amasser; tenez, voici un assez joli collier que je vous prie d'accepter. Portez-le quelquefois en souvenir de moi, il n'est acquis aux dépens de personne : c'est l'argent de mes épargnes qui l'a payé.

En disant ces mots, Napoléon avec un geste plein de grâce, avait passé autour du cou de la reine le collier de brillants que Foncier avait en quelque sorte improvisé; et l'ayant embrassée sur le front d'une manière toute paternelle, il la quitta en lui disant d'un ton plein de bienveillance et de dignité à la fois :

— Adieu, Madame; je souhaite à Votre Majesté un heureux voyage.

Une fois installée sur le trône de Hollande, Hortense se fit honneur du cadeau de son beau-père. Il fallait voir cette douce figure sous le diadème royal! Une couronne se posait avec tant de grâce sur cette belle tête! et les jours de gala à la *Maison du Bois*, comme ce collier ruisselait bien sur son cou de cygne!

Mais bientôt les mauvais jours arrivèrent. Le soleil de Napoléon vint à pâlir; les planètes d'Espagne, de Westphalie, de Naples et de Hollande s'éteignirent, Hortense descendit les degrés du trône comme elle les avait montés, par obéissance et en souriant. Les Hollandais s'étaient écriés en la voyant pour la première fois : « Salut à notre *charmante* reine! » Ils s'écrièrent en la quittant : « Adieu, notre *bonne* reine! » Cette variante était bien faite pour compenser, dans un cœur comme celui d'Hortense, la perte d'un bandeau royal. Dès ce moment elle se voua tout entière à l'éducation de ses enfants et aux consolations qu'elle devait à sa mère, comme elle veuve d'un trône; et, toujours fidèle à la France, à Napoléon, elle attendit en silence l'occasion favorable d'effacer de son esprit les injustes préventions qu'on lui avait fait concevoir contre elle pendant son séjour à l'île d'Elbe; cette occasion ne tarda pas à se présenter.

Le canon de Waterloo s'était tu. Napoléon, arraché malgré lui au commandement de son armée trahie, mais non vaincue, avait été forcé de quitter l'Elysée et de se réfugier à la Malmaison, cette dernière demeure de Joséphine. Il était là, non comme Charles XII à Bender, entouré de quelques officiers et d'un petit nombre de serviteurs restés fidèles, mais comme Bélisaire, abandonné et n'ayant pour seul compagnon, sur le banc de l'hippodrome, que son épée ébréchée par le fer des Vandales. Une femme entra en ce moment solennel dans le salon où seul il était assis, devant une table sur laquelle se déroulait la minute de

la seconde abdication que des traîtres et des ingrats venaient de lui arracher. Cette femme, c'était Hortense.

— Sire, lui dit-elle d'une voix émue, vous souvient-il du cadeau que Votre Majesté me fit à Saint-Cloud il y a aujourd'hui neuf ans ?

A ces mots, Napoléon tressaillit; il leva la tête et arrêta ses regards sur la fille de Joséphine; puis, lui prenant la main qu'il pressa avec tendresse, il lui dit avec un accent indéfinissable de découragement et de bonté :

— Eh bien! Hortense, que me voulez-vous ?

— Sire, quand vous m'avez faite reine, vous m'avez donné ce collier. Il a un grand prix, dit-on. A présent je ne suis plus reine, Sire, et vous êtes malheureux... reprenez ce joyau.

— Ce collier, Hortense! Pourquoi vous en priver? reprit froidement Napoléon; c'est peut-être la moitié de votre fortune... Et vos enfants?

— Sire, c'est tout ce que je possède en ce moment. Quant à mes enfants, ils ne reprocheront jamais à leur mère d'avoir partagé avec son bienfaiteur les richesses dont il s'est plu à la combler.

En disant ces mots, la reine fondit en larmes; jamais Napoléon ne s'était senti aussi ému.

— Non! dit-il avec effort en détournant la tête et en repoussant doucement la main que lui tendait Hortense; je ne puis.

— Prenez, Sire, je vous en conjure! il n'y a pas de temps à perdre, les moments sont précieux! On vient, Sire, prenez donc.

Napoléon consentit à accepter le collier, et, quelques heures plus tard, il était cousu dans un ruban de taffetas qu'il plaça sous ses vêtements.

Six semaines après, au moment de quitter le *Bellérophon* pour monter sur le *Northumberland*, les armes des personnes qui s'étaient attachés au sort de Napoléon furent enlevées et leurs bagages visités. On s'empara de ce qui leur appartenait, soit en argent, soit en bijoux, et lorsqu'on vint à fouiller les coffres de l'illustre prisonnier, une boîte contenant 4,000 napoléons d'or fut enlevée par ordre du ministère anglais. Cette somme, avec le dépôt qu'il avait confié à M. Laffitte avant son départ de Paris, composait toute la fortune de l'Empereur.

Tandis qu'on procédait à cette visite, Napoléon se promenait tranquillement avec M. de Las-Cases dans la galerie du vaisseau. Après avoir jeté autour de lui un regard furtif, tout en causant d'objets étrangers à ce qu'il faisait, il tira de dessous sa veste une espèce de ceinture qu'il mit dans les mains de son interlocuteur, en lui disant avec un sourire plein d'amertume :

— Mon cher Las-Cases, un certain philosophe grec, du nom de Bias, je crois, prétendait porter toute sa fortune avec lui, bien qu'il n'eût pas même de chemise; je ne sais comment il s'y prenait. Moi, je porte toute la mienne sous ma veste depuis notre départ de Paris; elle me fatigue; tenez, gardez-la moi.

Sans répondre à l'Empereur, M. de Las-Cases prit cette ceinture, qu'il cacha avec soin sur lui. Ce ne fut qu'à Sainte-Hélène que Napoléon apprit à M. de Las-

Cases que le dépôt qu'il lui avait confié six mois auparavant était un collier de la valeur de 200,000 fr. Dans la suite, M. de Las-Cases parla plusieurs fois de le lui rendre.

— Vous gêne-t-il ? lui disait Napoléon assez sèchement.

— Non, Sire, répondait M. de Las-Cases ; mais, ..

— Eh bien ! gardez-le donc, reprenait Napoléon ; imaginez-vous, mon cher, que vous avez une amulette ou un charme, et vous n'y penserez plus.

Quinze mois après, M. de Las-Cases fut brutalement séparé de l'Empereur ; c'était vers la fin de novembre 1816. Comme il était auprès de Napoléon, l'huissier Santini vint lui dire que le colonel anglais l'attendait dans sa chambre pour lui communiquer quelque chose de la part de sir Hudson-Lowe. Le comte répondit par un signe qu'étant avec Sa Majesté, il ne pouvait sortir.

— Ne vous gênez pas, mon cher, lui dit obligeamment Napoléon, allez voir ce que vous veut cet homme et revenez promptement.

Ce fidèle compagnon ne devait plus revoir Napoléon. Des dragons cernaient déjà l'habitation ; M. de Las-Cases et son fils, qui était très-malade, furent enlevés de Longwood et conduits à Plantation-House, où on les garda à vue jusqu'au jour de leur embarquement pour le cap de Bonne-Espérance. En attendant, M. de Las-Cases était resté possesseur du fameux collier. Cette idée le tourmentait cruellement. Le temps s'écoulait ; il n'avait plus que quelques jours avant de quitter Sainte-Hélène, et rien n'eût égalé son désespoir, s'il fût parti sans avoir restitué ce trésor à l'illustre captif. Mais comment faire ? Toute communication avec Longwood lui était interdite. Une idée lui vint enfin : il se décide à tout risquer.

Un officier anglais nouvellement arrivé à Sainte-Hélène, et auquel il avait parlé quelquefois, enhardi par sa physionomie franche et ouverte, vint sur ces entrefaites à Plantation-House : il accompagnait le gouverneur, qui était suivi de ses plus intimes agents. Ce fut le moment que choisit M. de Las-Cases pour exécuter son projet.

— Monsieur, dit-il à la dérobée à cet officier qui parlait assez bien le français ; je vous crois une belle âme ; je vais la mettre à l'épreuve. Rien, dans le service éminent que vous pouvez me rendre, ne peut être nuisible à vos devoirs ni à votre tranquillité ; quant à moi, il y va de mon honneur, de celui de ma famille ; il s'agit d'un riche dépôt que j'ai à restituer à l'Empereur... Si vous voulez vous en charger, mon fils va le glisser dans votre poche.

Pour toute réponse, l'Anglais jeta au comte un coup d'œil significatif, et ralentit son pas. Le jeune Las-Cases était avec son père, il avait reçu ses instructions : le collier de la reine Hortense passa aussitôt dans la poche de l'officier, presque à la vue de tout l'état-major, qui s'éloignait. Mais ce n'était pas tout : il fallait que le joyau parvint à sa destination ; deux années s'écoulèrent avant que cela pût être, comme nous venons de la raconter tout à l'heure.

Huit jours avant sa mort, Napoléon ayant passé plusieurs heures de la matinée à inventorier et à cache-

ter quelques objets précieux qu'il destinait à son fils.

— Je suis bien fatigué, dit-il à M. Marchand, son premier valet de chambre ; je le sens, peu de temps me reste encore à vivre ; c'est pour cela que je veux en finir : donne-moi de ce vin de Constance que Las-Cases m'a envoyé ; une goutte de cette liqueur ne saurait me faire de mal.

— Sire, lui fit observer le fidèle serviteur, cette boisson est bien contraire à celle que le docteur Antomarchi a prescrite à Votre Majesté.

— Bah ! bah ! reprit Napoléon en hochant la tête, tout manque dans ce pays maudit ! que veux-tu que j'attende ?... Donne-moi un peu de ce vin, te dis-je, il me ranimera. Je ne veux rien faire pour abrégier mes jours, mais je ne veux rien faire aussi pour les prolonger. N'ai-je pas assez vécu ? C'est là, ajouta-t-il encore avec un soupir étouffé et en appuyant sa main sur le côté droit, c'est là qu'est le mal... Je sens comme une lame de poignard qui glisse et me déchire.

En disant ces mots, Napoléon s'agitait dans le lit sur lequel il était assis. Devant lui étaient différents bijoux qu'il destinait, comme gage d'estime et de souvenir, à ceux qui lui avaient prodigué leurs soins pendant sa maladie ; entre autres objets une tabatière d'or, sans aucun ornement, qu'il avait léguée au docteur Arnott, et sur laquelle il avait péniblement gravé un N avec la pointe d'un canif. Un simple petit carré de carton qu'il tenait dans sa main gauche lui servait de pupitre pour écrire, et d'une autre main il puisait dans un encrier que lui présentait le comte de Montholon, placé debout près de son lit. Napoléon avait également devant lui le collier de la reine Hortense. Il le prit, et le donnait à M. Marchand :

— Tiens, lui dit-il en souriant avec une expression indéfinissable de tristesse. J'ignore dans quel état sont mes affaires en Europe. Cette bonne Hortense m'a donné ce collier en quittant la Malmaison, pensant que je pourrais en avoir besoin. Je crois sa valeur de 200,000 francs. Pauvre collier ! il a passé par bien des mains !... Cache-le autour de ton corps, car jusqu'à présent sa destinée a été qu'il demeurât toujours caché. Lorsque tu seras en France, tu en disposeras comme tu l'entendras ; il te mettra à même d'attendre le sort que je te fais par mon testament et mes condiciles. Marie-toi honorablement ; fais ton choix parmi les familles des officiers ou des soldats de ma vieille garde. Il est beaucoup de ces braves qui ne sont pas heureux, je le sais. Un meilleur sort leur était réservé, sans les malheurs survenus à la France. La postérité me tiendra compte de ce que j'eusse fait pour eux.

Napoléon affaibli par ce peu de mots, se tut ; mais ses paroles ne s'effacèrent jamais de la mémoire de M. Marchand, qui fondait en larmes ; et, à son retour en France, il se hâta d'obéir aux dernières volontés de Napoléon, en épousant la fille de l'honorable lieutenant-général Brayer, qui a commandé longtemps à Strasbourg ; et ce fut ainsi que l'amant autant que le serviteur fidèle du grand homme accomplit sa dernière prescription : *Tu épouseras la fille d'un de mes braves !*

Un jour, Hudson-Lowe avait fait signifier au *général Buonaparte* que la dépense qu'il faisait était trop grande, que le gouvernement n'avait entendu lui donner qu'une table journalière de quatre personnes au plus, une bouteille de vin par jour pour chacune d'elles, et un dîner *prié* par semaine; s'il y avait des dépenses exédantes, le *général Buonaparte* et les personnes de sa suite devaient les payer. Aussitôt Napoléon fit briser le peu d'argenterie qu'il avait encore, et l'envoya à la ville; mais le gouverneur fit dire qu'il entendait qu'elle ne fût vendue qu'à l'homme qu'il présenterait. L'homme qu'il présenta donna six mille francs du premier envoi qui avait été fait. C'était à peine les deux tiers de la valeur de cette argenterie prise au poids. Cette nouvelle contrariété occasionna à Napoléon une de ces indispositions auxquelles il devenait de plus en plus sujet. Celle-ci dura huit jours, pendant lesquels il ne sortait pas. Ce fut à la suite d'une de ces indispositions, qui dès lors devinrent chroniques chez lui, qu'au mois de janvier 1818, voulant troquer avec le grand-maréchal une de ses montres contre celle que Bertrand portait habituellement, il lui demanda :

— Quelle date du mois sommes-nous ?

— Le 14, Sire.

— Le 14 ! exclama Napoléon ; eh bien ! Bertrand, prenez cette montre ; elle sonnait deux heures de la nuit, à Rivoli, lorsque j'ordonnais à Joubert d'attaquer les Autrichiens il y a juste dix-neuf ans aujourd'hui.

C'est ainsi que l'Empereur sut rattacher le souvenir d'une date glorieuse au cadeau qu'il fit à son grand-maréchal *

Il y eut dans la vie de Napoléon tant de singuliers rapprochements, qu'il serait trop long de les énumérer ici ; cependant nous croyons devoir rapporter les suivants, qui paraîtront étranges, bien que de la plus exacte vérité.

Dans le traité qu'il avait passé avec la cour de Naples en février 1801, alors qu'il n'était que premier Consul, il avait insisté spécialement sur la cession de l'île d'Elbe à la France ; une note écrite de sa main en faisait une condition impérieuse. L'île d'Elbe, par une sorte de fatalité, semblait lui plaire. Située vis-à-vis de la Toscane, elle lui rappelait des souvenirs de famille. « Il nous faut l'île d'Elbe » écrivait-il à son ministre à Florence. Rapprochement singulier !... Napoléon souhaitait en ce moment comme stations maritimes l'île d'Elbe dans la Méditerranée, et l'île Sainte-Hélène dans l'Océan...

Après les événements qui suivirent la campagne de Marengo, le premier consul imagina une expédition maritime toute scientifique, qui fut confiée au capi-

taine Baudin. Elle se composait des corvettes *le Géographe* et *le Naturaliste*. Il ne s'agissait de rien moins que de tenter le tour du monde. Le capitaine Baudin partit en emmenant avec lui plusieurs savants distingués, parmi lesquels le jeune Bory de Saint-Vincent, alors naturaliste de mérite, et, de plus, habile dessinateur. L'expédition eut tout le succès qu'on pouvait attendre de pareils hommes. Elle recueillit les plantes les plus rares, rapporta des animaux inconnus en Europe. Dans le cours de son voyage, l'expédition, selon le désir et les instructions précises de Napoléon, relâcha à Sainte-Hélène. M. Bory, à qui son grade donnait le droit d'être reçu par les autorités de l'île, fut très-bien accueilli du gouverneur, qui était alors un autre personnage que sire Hudson-Lowe... Le gouverneur de Sainte-Hélène, en 1802, était un homme bien né ; aussi reçut-il nos savants avec cette hospitalité qui distingue l'aristocratie anglaise. On ignorait encore la rupture du traité d'Amiens ; M. Bory dinait presque tous les jours chez le gouverneur. Comme il berborisait et cherchait de préférence les productions relatives à sa science favorite, il avait facilement obtenu la permission d'aller, seul, faire des excursions dans l'intérieur du pays, quoique l'autorité redoutât l'observation d'un savant, et qu'elle ne voulût pas que les fortifications de l'île pussent être dessinées, car c'eût été livrer le secret de sa défense au public. En conséquence, on le prévint qu'il pourrait aller ramasser des pétrifications et des pierres sur le sommet volcanisé des montagnes centrales ; mais il lui fut prescrit de ne pas approcher des côtes.

Jusqu'alors, M. Bory n'avait pas songé à lever le plan de l'île ; mais, comme il était à cet âge où la défense provoque ordinairement la désobéissance, il n'eut plus qu'une pensée : celle de lever et d'emporter avec lui la carte de Sainte-Hélène, malgré le gouverneur. Dès lors le jeune naturaliste ne chercha plus de *micacées ardoisées*, mais il se mit à méditer le moyen de lever son plan. Il avait aperçu dans la salle de billard du gouverneur le tracé d'une carte de l'île. Dès ce moment, le jeu de billard devint pour lui une passion. Chaque matin, après le déjeuner, il provoquait l'Anglais à ce jeu, sous le prétexte de lui démontrer mathématiquement la théorie des carambolages français.

— C'est surprenant ! dut dire en lui-même le gouverneur après quelques séances ; c'est toujours lorsque mon jeune homme ajuste longtemps sa bille, qu'il lui arrive de manquer de touche.

C'est qu'au lieu de regarder sa bille, M. Bory dévorait des yeux le plan appendu au mur de la salle ; puis, après une heure passée à cet exercice, il allait travailler au tracé de sa carte. Au bout d'une semaine elle était achevée, au prix d'un nombre considérable de manque de bouche. Cependant il n'en continua pas moins d'exécuter ce que les joueurs de profession appellent vulgairement des blocs *fumants*, des billes de *douceur* et des carambolages *sentis* ; mais peu à peu les séances devinrent plus courtes et ce n'était plus lui qui manquait à toucher mais le gouverneur lui-même, qui se trouvait incessamment collé sous bande.

— C'est incompréhensible ! se dit-il encore à part

* « La manière de donner, dit-on, vaut mieux que ce que l'on donne. » C'est surtout chez Napoléon que cet axiome vulgaire avait trouvé son application. L'Empereur possédait à un degré éminent l'art exquis de distribuer des faveurs et de semer ses bienfaits, car il savait rehausser les moindres cadeaux qu'il faisait par de séduisantes paroles. Dans ces circonstances presque toujours imprévues, le son de sa voix avait quelque chose de caressant, et son sourire se reposait sur vous avec un charme indicible.

lui; il me semble que depuis que mon jeune homme joue plus vite et apporte moins d'attention à son jeu, moi, je joue moins bien, quoique en m'appliquant davantage.

L'expédition revint en France, et le capitaine Baudin présenta au premier Consul, à la Malmaison, les personnes qui l'avaient accompagné, ainsi que quelques-unes des raretés scientifiques qu'elles avaient recueillies dans ce long et aventureux voyage. Napoléon fit au capitaine et aux savants l'accueil qu'il avait coutume de faire à ceux qu'il estimait et qu'il voulait honorer. En causant avec M. Bory, qui lui parla beaucoup de Sainte-Hélène, il lui témoigna le désir de voir la carte qu'il avait levée. Celui-ci la tira de son portefeuille et la lui présenta. Napoléon l'étendit sur le grand bureau d'acajou qui était dans le salon et se mit à l'examiner curieusement. Lorsque le capitaine Baudin et sa députation eurent pris congé, Napoléon dit à M. Bory :

— Je désirerais que votre carte ne fût pas publiée avec la relation du voyage; c'est même important.

Celui-ci le promit en s'inclinant. Comme il était déjà arrivé à la porte du salon, Napoléon le rappela :

— Je réfléchis, ajouta-il, qu'il serait plus prudent de tenir cette carte sous clef; laissez-la moi, je vous la rendrai plus tard.

M. Bory livra sa carte et se retira avec ses collègues, enchantés de la manière dont ils avaient été reçus. Quelques jours après cette réception, Napoléon faisait insérer dans les principaux journaux de la capitale, sous la forme d'un rapport adressé au ministère de l'intérieur par un capitaine de la marine de France, un extrait du voyage du capitaine Baudin, extrait dans lequel était encadré la plus suave description de l'île Sainte-Hélène. Une de ces feuilles lui étant tombée sous la main :

— Ah! ah! fit-il en souriant, je sais ce que c'est que ce rapport : je le lirai une autre fois.

Et il le plaça dans le tiroir du grand bureau où il avait précédemment déposé la carte de M. Bory, puis il n'y songea plus. Sept ans plus tard, étant à Schœnbrunn après la bataille de Wagram, toutes les personnes attachées à son service s'empressèrent d'aller visiter une délicieuse vallée située aux environs de Vienne, qui, au dire de chacun, était un véritable Eden. En effet, qu'on se figure le plus vaste jardin anglais qu'aurait pu créer la nature, seule, sans direction, sans plan. Une température délicieuse, des sentiers arrondis qui s'élevaient en douces sinuosités jusqu'au sommet d'une colline verdoyante, des ponts pittoresques et jetés au hasard, un suave parfum de plantes aromatiques dans l'air : telle était cette vallée, unique peut-être à vingt lieues à la ronde.

Berthier, naturellement mélancolique, avait été souvent visiter ce délicieux séjour; il en avait parlé plusieurs fois à l'Empereur et lui en avait fait une description presque mythologique. Peut-être Napoléon l'avait-il traversée dans ses excursions matinales, mais trop rapidement sans doute pour se rappeler les lieux. On était déjà à la mi-octobre; il devait bientôt quitter l'Autriche; cependant, avant son départ de Schœnbrunn, il voulut parcourir cette fameuse vallée,

mais à son aise, sans escorte et au lever du soleil.

Ce jour-là, le ciel se montra pur et magnifique : à l'horizon on voyait un faible point lumineux se former, grandir, s'étendre, et d'innombrables rayons surgir bientôt en longues lames dorées et flamboyantes. Napoléon sourit à ce jeu de la lumière comme à un hommage rendu par le Créateur au plus puissant des conquérants de la terre. Il montait *Eupharte*, un de ses chevaux favoris, dont l'allure et la grâce lui plaisaient, et arriva promptement à l'endroit qui lui avait été indiqué par Berthier. Là, il examina silencieusement l'ensemble du paysage, gravit plusieurs sentiers, et resta quelques instants immobile sur un monticule, pour mieux apprécier le mélancolique tableau qui se déroulait à ses regards comme un vaste panorama; puis, après une assez longue pause, il poussa tout à coup *Euphrate*, qui, sentant l'éperon, eut bientôt franchi la distance qui le séparait de Schœnbrunn.

En traversant les grands appartements, Napoléon ne parla à personne. Chacun remarqua qu'il était pensif, préoccupé; mais au moment d'entrer dans son cabinet, apercevant le prince de Neuchâtel, il s'arrêta :

— Savez-vous, lui dit-il en souriant, que la vallée dont vous m'avez parlé si souvent est d'un calme admirable, et qu'on serait tenté d'y demeurer pour y finir ses jours?

— C'est vrai, Sire; je me souviens même d'avoir exprimé un semblable vœu en présence de Votre Majesté.

— Comment la nomme-t-on, cette vallée?

— La *vallée de Sainte-Hélène*, Sire.

— La vallée de Sainte-Hélène! s'écria Napoléon d'un ton de surprise; il me semble en avoir déjà entendu parler, mais autre part qu'ici; oui, c'est quelque chose comme cela, ajouta-t-il en posant l'index de sa main gauche sur son front, comme pour recueillir un souvenir confus; puis, relevant la tête en souriant à sa manière : Eh bien! reprit-il, je ne m'en dédis pas, je voudrais finir mes jours dans la *vallée de Sainte-Hélène*.

Personne alors ne fit attention à ces paroles prophétiques. L'Empire s'écroula; Napoléon, sur le point d'abandonner la Malmaison pour se rendre à Rochefort, songea à visiter quelques meubles renfermant d'anciens papiers que l'impératrice Joséphine, morte l'année précédente, c'est-à-dire le 3 mai 1814, avait religieusement conservés, et auxquels ses enfants n'avaient point touché, par respect pour sa mémoire. Napoléon ouvrit le tiroir d'un grand bureau d'acajou qui lui avait servi étant Consul, et y trouva la carte manuscrite de Sainte-Hélène que M. Bory de Saint-Vincent lui avait donnée quatorze ans auparavant, ainsi que le *Moniteur* dans lequel avait été insérée la pompeuse description de l'île. Frappé de l'idée que cette carte pourrait lui être utile puisqu'il allait s'embarquer, il la roula dans la feuille officielle et donna l'ordre de la placer dans une caisse contenant quelques livres. Toutefois, il était loin de penser qu'il allait à Sainte-Hélène, ce tombeau vivant qui lui avait semblé jadis le lieu le plus poétique de la ter... alors

qu'il en désirait ardemment la possession. Toujours est-il qu'en quittant la France il emporta cette carte, qui, cinq ans après, se trouvait étalée sur sa table à Longwood.

Depuis quelques jours, Napoléon, plus souffrant que de coutume, n'était pas sorti comme à son ordinaire. Il était seul et lisait à haute voix un vieux *Moniteur* qu'il tenait d'une main, tandis que de l'autre il suivait le dessin topographique de cette carte, sur laquelle il jetait de temps en temps les yeux.

« Citoyen ministre, était-il dit dans la feuille officielle, c'est de Sainte-Hélène, où nous avons relâché, que je vous écris, où plutôt du paradis terrestre. Figurez-vous, entre l'Afrique et l'Amérique, au milieu de l'Océan, à six cents lieues de toutes côtes, un jardin de six lieues de tour formé dans le creux d'un rocher, accessible d'aucun côté, si ce n'est par un seul point. Sur ce rocher, le temps a amassé une couche de trois pieds d'une terre végétale des pays fertiles, dans laquelle croissent, au milieu du froment, les orangers, les figuiers et les grenadiers, à côté de l'arbre à café et parmi les légumes de la Provence et les fruits du Nord. Au milieu de toutes ces richesses naturelles, des montagnes, qu'on aperçoit de vingt-cinq lieues en mer, s'élèvent couronnées d'arbres d'une éternelle verdure. De loin on s'imaginerait voir l'île de Calypso ; arrivé, on se croit

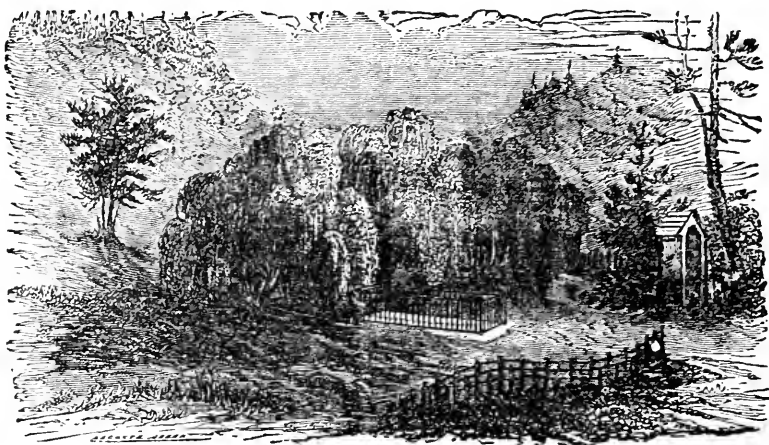
« transporté dans le séjour du bonheur. L'air y est « pur, le ciel serein, et tout semble calme autour de « vous. La santé brille sur le visage de tous les habitants, soit que le pays les ait vus naître ou qu'ils y aient apporté un tempérament épuisé par un long séjour dans les Indes-Orientales.... »

A cet endroit de sa lecture, Napoléon, les lèvres pâles, le regard flamboyant, froissa le journal dans ses mains et le jeta loin de lui, en s'écriant, les dents serrées et d'une voix tremblante :

— Mais tout cela n'est cependant qu'un odieux mensonge !

Et cependant depuis quatorze ans le climat n'avait pu changer, le sol ne pouvait avoir pris un aspect différent.... Quand l'Empereur, par la plus noire trahison, avait été jeté sur cette terre lointaine, les fleurs avaient toujours leur parfum ; les grappes de lianes tropicales, pendantes sur les torrents, n'avaient pas cessé de servir de nids aux colibris azurés ; mais, hélas ! que ne change pas la captivité ? Dans une prison, le soleil n'a plus d'éclat, l'eau de la source est empoisonnée.... Le supplice de Napoléon à Sainte-Hélène ne vint point tout entier du climat qui brûlait, du vent de mer qui filtrait à travers les châssis de Longwood, mais de cette contrainte incessante d'une âme sublime qui s'éteignait peu à peu sur un rocher, après avoir rêvé l'empire du monde !





CHAPITRE IV.



BIENTÔT, les vexations du gouverneur augmentèrent encore. Il porta l'eubli des convenances jus qu'à inviter à dîner chez lui le général Buonaparte pour le faire veir à une Anglaise de distinction qui avait relâché à Sainte-Hélène. Napoléon n'ayant pas même

répondu à cette invitation, les persécutions redoublèrent. Dès lors, l'existence de Napoléon ne fut plus qu'une lente et pénible agonie qui, cependant, dura trois ans. Pendant trois ans encore, le moderne Prométhée resta enchaîné sur le roc où Hudson-Lowe lui rongea le cœur. Enfin, le 20 mars 1821, jour du glorieux anniversaire de sa rentrée à Paris, Napoléon éprouva dès le matin une forte oppression à l'esto-

mac, et comme une suffocation ; bientôt une douleur aiguë se fit sentir à l'épigastre. Malgré les premiers remèdes, la fièvre continua ; l'abdomen devint douloureux au tact, et l'estomac se tendit. Vers les cinq heures de l'après-midi, il y eut un redoublement, accompagné d'un froid glacial, surtout aux extrémités inférieures. Le malade se plaignit de crampes..... En ce moment, madame Bertrand étant venue lui faire une visite, Napoléon s'efforça de paraître moins abattu ; il affecta même un peu de gaieté ; mais bientôt ses dispositions mélancoliques reprenant le dessus :

— Il faut nous préparer à la sentence fatale, lui dit-il ; vous, Madame, et moi, sommes destinés à la subir sur ce vilain rocher. J'irai le premier, vous viendrez ensuite ; nous nous retrouverons là-haut.

La nuit qui suivit cette journée fut très-agitée ; les symptômes de la maladie devinrent plus graves. « Je m'apprends à mourir, » répondit-il, le lendemain, à son médecin Antomarchi, qui lui reprochait avec douceur de n'avoir pas pris la potion qu'il lui avait préparée : « Ne savez-vous pas que l'Angleterre réclame mon cadavre ? ajouta-t-il ; il ne faut pas la faire attendre trop longtemps » Antomarchi ayant essayé de lui persuader que son état offrait des chances de guérison, Napoléon l'interrompt en lui disant avec un signe de tête négatif ;

— Non, docteur, non ! Pourquoi me bercer d'illusions trompeuses ? Je sais ce qu'il en est ; je suis ré-



Les cendres de Napoléon seront déposées aux Invalides. (Chambre des députés.)

signé. l'Angleterre a trouvé le moyen de m'exiler même dans mon exil. Hudson-Lowe aurait bien voulu me tuer plus vite* ; mais la blessure eût saigné aux

* Déjà Napoléon avait été forcé d'interrompre ses courses à cheval dans l'île, et il n'y faisait plus ses promenades habituelles qu'à pied. Un jour, accompagné de M. de Las-Cases et du général Gourgaud, il remontait tout doucement la vallée par le revers opposé à Longwood, lorsque, parvenu à l'une des crêtes, où jusque-là il n'avait aperçu aucun factionnaire, tout à coup un soldat parut au loin, poussant de grands cris et faisant à l'Empereur un signe énergique comme pour lui intimer l'ordre de retourner sur ses pas. Les trois promeneurs, se trouvant dans la circonscription de leur enceinte, ne tiennent aucun compte des avertissements et du geste de l'Anglais, et continuent tranquillement leur marche. Alors le soldat s'avance de quelques pas, charge son arme et couche en joue Napoléon !... Mais le général Gourgaud avait deviné l'intention du factionnaire et s'était aussitôt élancé sur lui

yeux de l'Europe et sali toute l'histoire de l'Angleterre. Comme on ne voit pas saigner le cœur, c'est au cœur qu'ils m'ont frappé en m'outrageant, en me disputant mon pain, mon lit et jusqu'à mon ombre... N'ai-je pas

pour l'empêcher de tirer. Pendant ce temps, l'Empereur s'était arrêté ; il regarda froidement le soldat en haussant les épaules d'un air de pitié, puis il continua paisiblement sa route sans prononcer une parole. M. de Las-Cases, resté un peu en arrière pour être témoin de ce qui allait se passer, vit le général se coller un moment avec l'Anglais, qu'il parvint enfin à entraîner jusqu'au poste voisin ; mais arrivé là, le soldat s'échappa de ses mains et se mit à fuir à toutes jambes. Le général Gourgaud apprit à Napoléon que cet homme était un caporal ivre, qui sans doute avait mal interprété sa consigne. Cette circonstance pouvant se renouveler, fit frémir de crainte les officiers de l'Empereur, tandis que lui ne vit dans cet incident qu'un affront moral et une nouvelle insulte de Hudson-Lowe.

été assez patient à la torture?... Il faut en finir avec eux.

En effet, l'année 1821 avait commencé sous de funestes auspices pour les exilés de Sainte-Hélène, et l'illustre captif ne cherchait pas non plus à s'abuser sur sa fin prochaine. Mais, toujours semblable à lui-même, il regardait la mort avec la même impassibilité le même sang-froid que sur les champs de bataille; car sa grande âme ne faiblissait pas devant l'idée de la destruction : et, à le voir présider à la rédaction de son testament, à le voir distribuer à chacun sa part de gloire dans ses immortels souvenirs, ont eût dit qu'il s'occupait encore de la conquête d'un empire. Tout ce qu'il disait était rempli de dignité, de calme et de bonté. Le lit dans lequel il était à demi couché était couvert d'objets scellés, destinés soit à son fils, soit à sa famille, soit aux officiers ou aux serviteurs de sa maison.

Le 25 mars, à neuf heures du soir, enveloppé dans sa robe de chambre et assis dans son grand fauteuil, un petit guéridon devant lui, Napoléon fit apposer sur ses testaments et ses codiciles les signatures et les cachets de ses trois exécuteurs testamentaires : le comte Bertrand, le général Montholon, et M. Marchand, son premier valet de chambre. Puis ayant, ainsi qu'il le voulait, *mis ordre à ses affaires*, il s'occupa longuement de l'état et des besoins de tous ceux qui l'avaient accompagné. Il entretenait ses exécuteurs testamentaires de ce qu'ils auraient à faire à leur arrivée en Angleterre et en France, pour que ses cendres ne restassent pas délaissées à Sainte-Hélène, et leur dit à ce sujet :

— Lorsque vous verrez mon fils, vous l'engagerez à reprendre son nom de Napoléon aussitôt qu'il sera en âge de raison et qu'il pourra le faire convenablement. S'il y avait un retour de fortune et qu'il remonât sur le trône, il est de votre devoir, Messieurs, de lui mettre sous les yeux tout ce que je dois à mes vieux officiers, à mes vieux soldats, à mes fidèles serviteurs. Mon souvenir, j'en suis certain, fera la gloire de la vie de mon fils... Je désire que, le moins possible, les personnes de mon sang soient à la cour des rois; je désire encore que mes neveux et nièces se marient entre eux, soit dans les États-Romains, soit dans les républiques suisses, soit dans les États-Unis d'Amérique... Lorsque vous pourrez voir l'impératrice Marie-Louise, entretenez-la des sentiments que j'ai toujours eus pour elle; recommandez-lui mon enfant, qui n'a d'autres ressources que de son côté. En imprimant mes campagnes d'Italie et d'Égypte, ainsi que mes autres manuscrits on les dédiera à mon fils, ainsi que les lettres des souverains, si on les trouve. On se les procurera sans doute aux archives : la vanité nationale ne peut que gagner beaucoup à cette publication.

Les jours qui précédèrent la mort de Napoléon furent plutôt employés par lui à des conversations graves ou à des lectures édifiantes qu'au soin de sa santé. Les deux dernières lectures qu'on lui fit furent les *Campagnes de Dumouriez*, lues par M. Marchand, et les *Oraisons funèbres de Bossuet*, que lui lut l'abbé Vignaly, son aumônier.

Dans les derniers jours de mars, Napoléon souffrait déjà beaucoup. Automarchi, en présence du docteur Arnott, chirurgien d'un des régiments anglais en garnison à Sainte-Hélène, cherchait à lui réchauffer, par des fomentations, les extrémités inférieures, atteintes d'un froid glacial.

— Laissez-moi! s'écria le malade; ce n'est pas là, c'est à l'estomac, c'est au foie qu'est le mal! Vous n'avez point de remèdes, point de prescriptions, point de médicaments pour calmer le feu dont je suis dévoré!

Le ciel parut vouloir signaler au monde la perte qu'il allait faire du plus grand homme des temps modernes : une comète à longue chevelure apparut tout à coup à l'horizon de Sainte-Hélène vers les derniers jours de mars.

On parla autour du lit de Napoléon de cette apparition.

— Une comète! s'écria-t-il en faisant un effort pour se dresser sur son lit; une comète! ce fut le signe précurseur de la mort de César, ajouta-t-il encore en laissant tomber sa tête.

Cette comète devait être l'avant-coureur de l'agonie du César de la France. A compter des derniers jours d'avril, nul ne pouvait plus s'abuser sur la mort imminente de Napoléon; lui-même supporta avec une rare énergie le petit nombre d'heures qu'il avait encore à vivre, et, en monarque, en chrétien, il les employa à sceller sa magnifique gratitude pour les compagnons volontaires de son exil, à recevoir des mains de son aumônier les secours que la religion catholique accorde à ses enfants sur le seuil de l'éternité.

— Je suis né dans la religion catholique, avait-il dit, je veux remplir les devoirs qu'elle impose et recevoir les secours qu'elle administre.

Dès ce jour, la chambre de Napoléon fut fermée à tout le monde, excepté aux généraux Bertrand et Montholon et à M. Marchand. L'Empereur arrêta ses dernières volontés, fit son testament; et lorsqu'il eut permis à Automarchi d'entrer :

— Voilà mes apprêts, lui dit-il; je m'en vais, c'en est fait de moi; que la volonté de Dieu s'accomplisse!

Ces paroles avaient été aussi les dernières prononcées par le Christ mourant.

Les deux plus grands actes de la vie temporelle et de la vie spirituelle accomplis, Napoléon ne pensa plus dans ses trêves de souffrances qu'aux objets de ses plus chères affections : la France, sa femme et son fils occupèrent tour à tour son esprit. Il se fit apporter le buste du roi de Rome, qu'il fit placer en face de lui, au pied de son lit, avec le manteau de drap bleu que lui, premier Consul, portait à la journée de Marengo. Puis, dans un transport fiévreux, son imagination ardente évoquant l'ombre de ses vieux compagnons d'armes tombés autour de lui dans les batailles, il lui sembla que Kléber, Dugommier, Joubert, Desaix, se dressaient devant son lit de mort.... Il leur sourit, les salua du geste et de la voix, puis tout à coup il s'écria :

— Ah la victoire se décide! Allez, courez, pressez la charge ils sont à nous!

Quelques jours après cette vision héroïque, Napoléon dit à ceux de ses fidèles qui entouraient sa couche :

C'en est fait, je vais mourir, je vais rendre mon corps à la terre.... Approchez, Bertrand, et traduisez à Monsieur (le docteur Arnott qui était présent) ce que vous allez entendre ; surtout n'en omettez pas un mot.... J'étais venu m'asseoir au foyer britannique ; je demandais une loyale hospitalité.... Contre tout ce qu'il y a de sacré sur la terre, on m'a répondu par des fers... J'aurais reçu un autre accueil d'Alexandre, de l'Empereur François, et du roi de Prusse lui-même. Mais il appartenait à l'Angleterre de surprendre, d'en traîner les rois, et de donner au monde le spectacle inouï de quatre grandes puissances s'acharnant sur un seul homme. C'est le ministère anglais qui a choisi ce rocher, où se consume en moins de trois ans la vie des Européens, pour y achever la mienne par un assassinat. Et comment m'a-t-on traité depuis que je suis sur cet écueil?... Il n'y a pas d'iniquités dont on ne se soit fait une joie de m'abreuver. Les plus simples communications de famille, celles même qu'on n'a jamais interdites à un scélérat que l'échafaud attend, m'ont été refusées.... Ma femme, mon fils, ne vivent plus pour moi depuis six ans ; pendant six ans on m'a ainsi tenu à la torture du secret, renfermé entre quatre cloisons. Le gouvernement britannique m'a assassiné longuement, en détail, avec préméditation, et l'infâme Hud-on-Lowe a été l'exécuteur des hautes-œuvres... Ce gouvernement finira, un jour, comme la superbe république de Venise ! Quant à moi, mourant sur cet affreux rocher, *je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre.*

Le soir de cette journée, c'est-à-dire le 29 avril, après avoir bu un peu d'eau de la fontaine située à une lieue de Longwood, il se sentit plus calme ; mais le 4 mai, il était au plus mal. Le temps était affreux, la pluie tombait par torrents ; le vent détruisait toutes les plantations qui bordaient Longwood. Un seul arbre, le saule sous lequel il aimait à se reposer, résistait encore... Un tourbillon le déracina et le transporta au loin, comme si rien de ce qu'avait aimé Napoléon n'eût dû lui survivre ; et cependant la violence de la tempête, le bruit de l'ouragan ne l'avait pas tiré de l'état d'assoupissement léthargique où il était resté plongé. Enfin, le lendemain, 5 mai 1821, anniversaire à jamais célèbre dans les annales du monde, le docteur Antomarchi annonça aux Français de Sainte-Hélène que l'Empereur n'avait plus que quelques instants à vivre. Cette nouvelle, bien que depuis longtemps prévue, fut accueillie par le silence et la douleur la plus profonde.

Ce dut être un spectacle sublime et touchant à la fois, que de contempler autour du lit de l'auguste moribond ce petit nombre de Français restés fidèles à leur souverain, à leur père ! Madame Bertrand, cette femme si noblement et si simplement héroïque, était assise au chevet de la couche où se débattait dans les dernières étreintes de l'agonie le grand homme expirant. Les généraux Bertrand et Montholon étaient debout auprès d'elle ; M. Marchand et les autres serviteurs complaient, en versant de

larmes, les dernières pulsations de son cœur. L'abbé Vignaly, à genoux devant un prie-dieu, récitait les prières des agonisants : l'anxiété et le désespoir étaient peints sur toutes les physionomies ; mais le respect enchaînait les larmes, et le silence éloquent de cette scène de mort n'était troublé que par la respiration saccadée et haletante de Napoléon et les prières du prêtre.

L'œil de l'Empereur est fixe, sa bouche est tendue. Quelques gouttes d'eau sucrée introduites par le docteur Antomarchi relèvent le pouls. Un sourire s'échappe de la noble poitrine, on renaît à l'espérance.. Tout à coup Napoléon fait un effort, il cherche à soulever sa tête ; les mots *France!... Armée!...* sortent de sa bouche.. Ce furent les derniers qu'il prononça.

Un instant après, il se passa une double scène que l'histoire ne pouvait manquer de recueillir : Madame Bertrand avait fait appeler ses enfants (sa fille Hortense et ses trois fils) pour qu'ils vissent contempler une dernière fois leur souverain et leur bienfaiteur. Ces pauvres enfants paraissent, d'un mouvement unanime s'élancent, et tombent à genoux devant le lit de Napoléon, dont ils prennent les mains qu'ils couvrent de baisers et de pleurs, lorsque Noverraz, l'un de ses serviteurs, qu'une fièvre délirante retenait au lit depuis très-longtemps, apparaît dans la chambre comme un fantôme, pâle, échevelé, hors de lui :

— Quoi ! s'écria-t-il d'une voix creuse et stridente, l'Empereur est en péril et il n'appelle pas Noverraz à son secours ! Sire ! continua-t-il en se cramponnant au pied du lit de Napoléon, malgré les efforts des assistants, me voilà ! voilà Noverraz prêt à vous défendre, prêt à mourir pour vous ! Sire ! par pitié, répondez-moi ! Dites un mot à votre pauvre Noverraz...

N'obtenant pas de réponse, le fidèle serviteur se retourne vers les assistants, et avec un accent déchirant :

— Ah ! s'écrie-t-il, il ne veut plus me reconnaître !

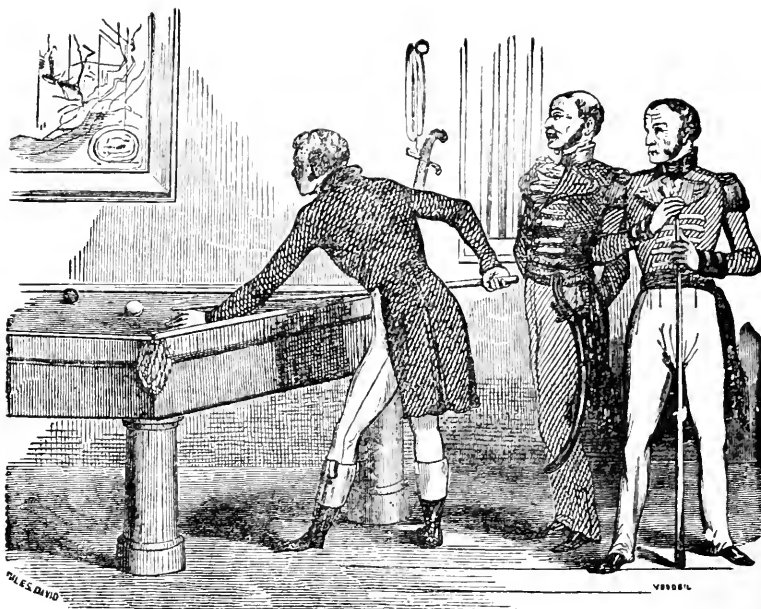
Antomarchi chercha à calmer l'infortuné dont la raison semblait égarée, il ne put y réussir ; quelques domestiques l'entraînèrent, en pleurant avec lui.

Il est six heures du soir, l'anxiété du docteur redouble ; cette main qui tant de fois donna le signal de la victoire et dont il étudie les pulsations, s'est glacée. Le médecin Arnott, les yeux sur sa montre, compte les intervalles d'un soupir à l'autre : quinze secondes, puis trente, puis une minute s'écoulent. Au même instant le bruit du canon des forts de Sainte-Hélène annonce le coucher du soleil... Napoléon rend le dernier soupir.... Sa grande âme semblait n'attendre pour s'échapper de son corps que ce signal formidable. L'astre du jour et Napoléon devaient s'éteindre ensemble, dans le même linceul de pourpre et de gloire ; le bronze des batailles devait saluer en même temps le départ du soleil pour un autre hémisphère, et le départ du héros pour l'immortalité !

L'Empereur venait d'expirer. Antomarchi quitta la main qu'il tenait.

— Tout est fini ! dit-il d'une voix grave.

Aussitôt toutes ces douleurs, si longtemps muettes, si péniblement contenues, se révélèrent à la fois, la chambre de Napoléon retentit de sanglots et de gémissements.



Au lieu de regarder sa bille, M. Boy dévorait des yeux le plan appendu au mur de la salle.

misements; on s'approche de ce lit sur lequel ne repose plus qu'un cadavre, et chacun veut contempler une dernière fois les traits de Napoléon, que sa longue agonie n'a cependant point défiguré; seulement, ses lèvres sont entièrement décolorées, sa bouche s'est contractée faiblement, ses yeux sont éteints, son front semble calme et serein. L'abbé Vignaly, qui était resté agenouillé, se leva alors, s'approcha du lit, et d'une voix entrecoupée fit entendre ces paroles du grand orateur sacré :

— Ainsi passe la gloire de ce monde!

Dans cet intervalle, le capitaine Crockett entra pour constater l'heure de la mort de l'Empereur; sa démarche se ressentait du trouble de son âme. Il seretira avec respect et faisant aux assistant des excuses de l'obligation où il se trouvait de remplir sa mission. Peu après, deux médecins anglais remplacèrent le capitaine. Ils posèrent la main sur le cœur de l'illustre victime et retournèrent froidement certifier à Hind-Lowe que *Buonaparte était mort*. Mais à des mains françaises seules devaient être confiées les apprêts funèbres de ses obsèques.

On organisa sur-le-champ à Longwood une garde d'honneur, et dès ce moment, personne ne pénétra plus dans la chambre mortuaire qu'il n'y fût appelé par ses fonctions ou par la permission expresse du général Bertrand.

Quelques heures après, les exécuteurs testamen-

taires prirent connaissance de deux codiciles, qui selon sa volonté, devaient être ouverts immédiatement après sa mort.

Le premier de ces deux codiciles ne contenait que ce court paragraphe :

Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu du peuple français, que j'ai tant aimé.

Ce vœu de Napoléon mourant ne devait être exaucé que dix-neuf ans plus tard.

Le grand homme n'était plus ! l'immortalité commençait pour lui. Sa dépouille mortelle avait été déposée sur un de ses petits lits de campagne, surmonté de simples rideaux blancs qui servaient de sarcoophage; le manteau de Marengo tenait lieu de poêle funèbre. On avait habillé l'Empereur comme il avait coutume de l'être au temps de sa puissance, c'est-à-dire qu'il était vêtu de l'uniforme de colonel des chasseurs de sa garde, et décoré du grand-cordon de la Légion-d'Honneur. Il avait à son côté son épée de bataille, la même qu'il portait à Austerlitz, à Wagram, à Moscou, à Dresde, à Montmirail, à Waterloo. Un crucifix était posé sur sa poitrine; à ses pieds était le vase d'argent dans lequel son cœur avait été conservé; à droite, derrière sa tête, était un autel devant lequel l'abbé Vignaly, en habits sacerdotaux, récitait les



Automarchi et le médecin anglais veillaient sur le cadavre.

prières. Toutes les personnes qui avaient appartenu à la maison de l'Empereur, habillées de deuil, se tenaient debout à gauche; Automarchi et le médecin anglais veillaient sur le cadavre.

Les domestiques de Longwood ayant les premiers rompu le silence, bientôt le bruit de la mort de Napoléon se répandit dans l'île, et aussitôt toutes les avenues qui conduisaient à l'habitation furent couvertes de curieux; Européens, Asiatiques, Américains, trafiquants d'Ethiopie, du Japon, des Indes et de l'Océanie, marins de la Norvège, de la Suède et du Danemark, tous se joignirent aux indigènes et aux soldats anglais pour aller rendre un dernier hommage au héros.

A voir la tristesse peinte sur toute ces physionomies basannées, noires, blanches et cuivrées, on aurait pu croire que chacune de ces races d'hommes avait perdu son monarque; on eût dit que la Providence, en permettant à cette foule d'individus de tant de natures et de tant de climats divers de se trouver rassemblés sur le rocher de Sainte-Hélène en ce funèbre moment, voulait montrer d'une manière éclatante ce que le génie du grand homme devait conserver de puissance sur le monde entier.

Le cercueil qui devait recevoir les dépouilles mortelles fut apporté dans la chambre mortuaire quarante-huit heures après l'exposition du corps sur le lit de parade. Ce cercueil était composé de trois

caisses, une de plomb, une de fer-blanc et une d'acajou. Le corps fut déposé, tout habillé, dans la caisse de plomb. Le vase d'argent contenant son cœur, malgré le désir qu'il en avait exprimé (il devait être porté à l'impératrice Marie-Louise), fut placé dans un des angles de cette caisse, garnie d'une espèce de matelas et d'un oreiller recouvert de satin blanc. Le chapeau n'ayant pu, faute d'espace, rester sur la tête du mort, fut mis à ses pieds. On déposa aussi dans cette première caisse un aigle en argent, avec une pièce d'or et d'argent de chaque monnaie frappée à son effigie, le couteau et le couvert dont Napoléon se servait habituellement, ainsi qu'une assiette et quelques objets qu'il affectionnait. On ferma cette caisse, et après qu'elle eut été soudée avec soin, on la passa dans celle de fer-blanc, qui fut elle-même posée dans la troisième caisse, celle d'acajou, qu'on ferma et qu'on scella avec des vis de cuivre. Le manteau de Marengo servit encore de drap funèbre à ce cénotaphe, et un crucifix d'argent fut fixé sur le milieu du cercueil, qu'aucune inscription funéraire ne surmonta, et qui ne fut entouré d'aucun luminaire.

Les officiers de l'Empereur avaient commandé, le jour même de sa mort, à un graveur de l'île, une plaque d'argent destinée à être placée sur son cercueil.

Déjà l'artiste avait figuré sur la plaque cette simple et modeste inscription :

NAPOLEON
NÉ A AJACCIO
LE 15 AOUT 1769 ;
MORT A SAINTE-HÉLÈNE
LE 5 MAI 1821.

Mais Hudson-Lowe, instruit de cette intention, déclara au comte de Montholon qu'il s'opposait formellement à cette disposition.

— Général, avait-il ajouté, mes instructions me font un devoir de ne pas le permettre ; c'est tout au plus si mon gouvernement tolérerait qu'on écrivit ces mots sur le cercueil : *Le général Bonaparte*.

A cette déclaration, le général Montholon s'était récrié avec indignation :

— C'est une horrible vexation ! Il est infâme de poursuivre la victime jusqu'au-delà du tombeau.

Mais le géolier de Sainte-Hélène fut inébranlable ; la pierre même qui devait recouvrir la fosse ne reçut aucune épitaphe. Le gouvernement anglais, qui avait prévu la mort de l'illustre prisonnier, avait défendu à son représentant de laisser rien inscrire sur la pierre tumulaire, dans la crainte qu'un mot ou le moindre emblème vint rappeler aux vivants le souvenir de l'homme qui avait laissé tant d'ineffaçables traces de sa puissance depuis les Pyramides jusqu'au Kremlin.

Le 8 mai avait été le jour choisi pour les funérailles. Un peu avant que le cortège partit de Longwood pour la vallée où devait être inhumé Napoléon, Hudson-Lowe, qui était arrivé le matin s'approcha de quelques personnes qui avaient appartenu à sa maison, et, déplorant devant elles la perte qu'elles venaient de faire, leur dit qu'elle était d'autant plus cruelle pour lui, que son gouvernement lui avait paru revenir à de plus tolérantes dispositions à l'égard du captif. « Enfin, ajouta-t-il avec une certaine émotion, « j'étais chargé de faire connaître au général Bonaparte, que l'instant approchait où la liberté allait « lui être rendue pour lui permettre de vivre comme « il l'avait tant désiré, soit en Angleterre, soit en « Amérique. S. M. George IV ne demandait pas mieux « que de mettre un terme à cette cruelle réclusion. « Mais, hélas ! maintenant qu'il est mort, il ne nous « reste plus qu'à lui rendre les derniers devoirs, ainsi « que les honneurs militaires qui sont dus au plus grand « capitaine et au plus illustre soldat de notre siècle. »

Les amis de l'Empereur ne répondirent à la harangue de Hudson-Lowe que par un sourire de pitié et de mépris, et, tout bas, répétèrent ces mots terribles que Napoléon n'avait cessé, du haut de son rocher, de jeter à la face de ses persécuteurs :

Je lègue l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre !

Cette matinée du 8 mai était magnifique. Le soleil semblait avoir voulu illuminer le firmament pour l'apothéose du héros ; la mer était calme et majestueuse. Une immense population couvre toutes les avenues ; des corps de musique couronnent les hauteurs ; les sourds roulements du tambour sont entre-

coupés par la lugubre explosion du tamtam. Il es midi ; des grenadiers anglais saisissent le cercueil, le soulèvent avec peine, et parviennent, à force de bras, à le transporter dans la grande allée du jardin, où l'attend le corbillard. Placé immédiatement sur le char, le cercueil est recouvert du manteau de Marengo, et le cortège se met en marche dans l'ordre suivant : l'abbé Vignaly, revêtu de ses ornements sacerdotaux ; le jeune Henri Bertrand, marchant à ses côtés et tenant un bénitier d'argent ; le docteur Antomarchi et le médecin anglais Arnott ; viennent ensuite le corbillard traîné par quatre chevaux et escorté par douze grenadiers anglais, sans armes ; puis le jeune Napoléon Bertrand et M. Marchand, sur les côtés du corbillard ; puis les comtes Bertrand et Montholon, à cheval ; les serviteurs de la maison de Napoléon ; la comtesse Bertrand avec sa fille Hortense, dans une calèche attelée de deux chevaux, conduits à la main par des domestiques qui marchent de chaque côté de la calèche pour la garantir des précipices qui bordent la route ; le cheval de l'Empereur caparaçonné de noir et conduit par Archambault ; les officiers de marine, à pied, et les officiers anglais de l'état major, à cheval ; et enfin les marins des navires en rade à Sainte-Hélène, et les habitants de l'île.

Le cortège passa devant le grand corps-de-garde, et trouva toute la garnison, au nombre de 2,500 hommes, rangée sur la gauche de la route, qu'elle occupait jusqu'à Hut's Gate. Les divers corps de musique, placés de distance en distance, exécutaient des hymnes funèbres. Les troupes se repliaient au fur et à mesure que le char avançait.

A un quart de lieue au-delà de Hut's Gate, le corbillard s'arrêta. Les troupes firent halte et se rangèrent en bataille le long de la route. Les grenadiers anglais prirent alors le cercueil sur leurs épaules et le portèrent ainsi jusqu'au lieu de la sépulture, en suivant une route nouvelle qui avait été pratiquée tout exprès sur le flanc de la montagne. Ceux qui étaient à cheval mirent pied à terre ; la comtesse Bertrand et sa fille descendirent de calèche, et le cortège suivit le corps sans observer aucun ordre de préséance ; cependant les comtesses Bertrand et Montholon, le jeune Napoléon Bertrand et M. Marchand tenaient les quatre coins du poêle. Le cercueil fut déposé sur le bord de la fosse, près de laquelle on apercevait les cabestans qui devaient servir à le descendre. Dès ce moment un silence morne régna dans cette foule immense : généraux et soldats, Français et Anglais, citoyens de toutes les nations, tous étaient pénétrés d'une émotion profonde. On découvre le cercueil : l'abbé Vignaly s'approche, récite la dernière prière, jette la pelletée de terre symbolique sur le corps : les ordres se dressent, la poulie tourne, un son rauque, se fait entendre..... Napoléon repose sur le rocher de Sainte-Hélène, les pieds tournés vers l'Orient, la tête vers l'Occident, et sa gloire partout !

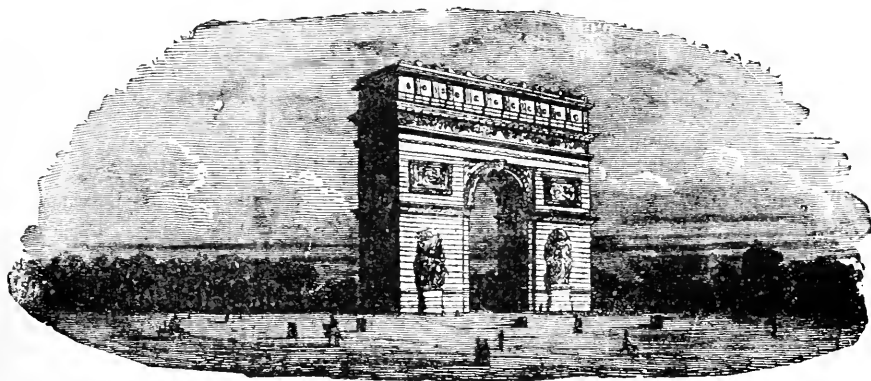
Alors l'artillerie de terre résonne, le bronze du vaisseau amiral lui répond en rade. Jamais les échos de l'île n'avaient retenti de si formidables détonations. Ces salves annonçaient au monde que Napoléon avait cessé son agonie pour son lit funèbre, comme

autrefois il avait quitté sa modeste demeure d'Ajaccio pour le palais de Louis XIV.

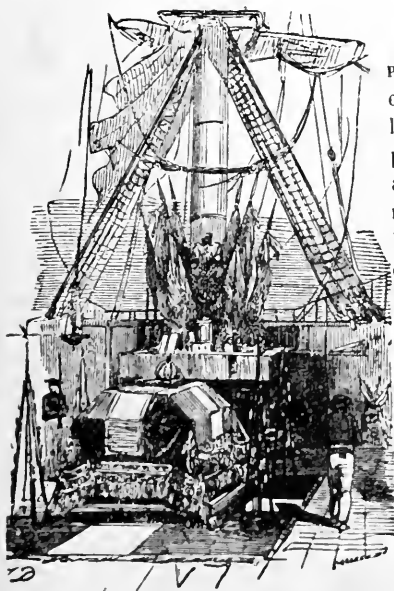
Un anneau de fer, aux armes de la Grande-Bretagne, retint pendant dix-neuf ans les dépouilles du grand-homme ; mais tous ceux qui avaient été témoins de ses obsèques, Français, Anglais, Russes, Japonais, Américains, Suédois, Indiens, tous s'élancèrent de Sainte-Hélène, et allèrent, apôtres nouveaux, raconter à leur nation la mort et les funérailles de l'homme qui

avait été la gloire, non-seulement de la France, mais du monde entier ; et, pendant dix-neuf ans, rien ne troubla plus le silence de cette tombe abritée par un saule, près de laquelle tous les grands capitaines eussent dû venir s'agenouiller, comme tous les vrais croyants devant le tombeau de Mahomet, si ce n'est les pas du soldat anglais qui veillait, en tremblant encore, sur le mort à jamais illustre qui dormait à ses pieds!...





ÉPILOGUE.



PRES vingt-cinq ans, lorsque cette pensée vint au roi, de rendre à la France les cendres de Napoléon, mort à Sainte-Hélène, Dieu lui donna une de ces inspirations avec lesquelles on parle sympathiquement au cœur du peuple.

A Louis-Philippe donc appartiendra l'honneur d'avoir restitué à la patrie la dépouille mortelle du grand homme qui présida si glorieusement à ses destinées.

Cette généreuse résolution fut annoncée en ces termes à la Chambre des Députés, le 42 mai 1840, par M. de Rémusat, alors ministre de l'intérieur.

« Messieurs, le roi a ordonné à S. A. R. le prince

de Joinville, son fils, de se rendre avec sa frégate à l'île Sainte-Hélène, pour y recueillir les restes mortels de l'empereur Napoléon.

« La frégate chargée de ce précieux dépôt se présentera, au retour, à l'embouchure de la Seine; un autre bâtiment le rapportera jusqu'à Paris. Les cendres de Napoléon seront déposées aux Invalides. Une cérémonie solennelle, une grande pompe religieuse et militaire, inaugurera le tombeau qui doit les garder à jamais.

« Il importe, en effet, Messieurs, à la majesté d'un tel souvenir, que cette sépulture auguste ne demeure pas exposée sur une place publique, au milieu d'une foule bruyante et distraite. Il convient qu'elle soit placée dans un lieu silencieux et sacré, où puissent la visiter avec recueillement tous ceux qui respectent la gloire et le génie, la grandeur et l'infortune.

« Napoléon fut empereur et roi. Il fut le souverain légitime de notre pays. A ces titres, il pourrait être inhumé à Saint-Denis; mais il ne faut pas à Napoléon la sépulture ordinaire des rois: il faut qu'il règne et commande encore dans l'enceinte où vont se reposer les soldats de la patrie, où iront toujours s'inspirer ceux qui sont appelés à la défendre. Son épée sera déposée sur sa tombe.

« L'art élèvera sous le dôme, au milieu du temple consacré par la religion au Dieu des armées, un tombeau digne, s'il se peut du nom qui doit y être gravé.

Ce monument doit avoir une beauté simple, des formes grandes, et cet aspect de solidité inébranlable qui semble braver l'action du temps. Il faut à Napoléon un monument durable comme sa mémoire.

« Nous ne doutons pas, Messieurs, que la Chambre des Députés ne s'associe avec une émotion patriotique à la pensée royale que nous venons exprimer devant elle. Désormais la France, la France seule, possèdera tout ce qui reste de Napoléon ; son tombeau, comme sa renommée, n'appartiendra à personne qu'à son pays.

« La monarchie de juillet est, en effet, l'unique et légitime héritière de tous les souvenirs dont la France s'enorgueillit : il lui appartenait sans doute, à cette monarchie, qui la première a rallié toutes les forces et concilié tous les vœux de la Révolution française, d'élever et d'honorer sans crainte la statue et la tombe d'un héros populaire : car s'il est une chose, une seule, qui ne redoute pas la comparaison avec la gloire, c'est la liberté ! »

On sait avec quel enthousiasme ces belles paroles furent accueillies par la France entière. Le gouvernement s'occupa sur-le-champ des préparatifs du voyage, et, le 7 juillet suivant, la frégate la *Belle-Poule* appareilla de Toulon, la corvette la *Favorite*, commandée par M. Guyet, l'accompagna.

A bord de la *Belle-Poule* montent, avec le prince de Joinville, le capitaine de vaisseau Hernoux, son aide-de-camp ; Touchard, enseigne, son officier d'ordonnance ; le comte de Rohan-Chabot, commissaire du roi ; le baron de Las-Cases, membre de la Chambre des Députés ; le général Gourgaud, aide-de-camp du roi, le général Bertrand ; l'abbé Coquereau, aumônier de l'expédition ; et les quatre anciens serviteurs de Napoléon : Saint-Denis et Noverraz, valets de chambre ; Pierron, officier de bouche ; et Archambault, piqueur.

M. Marchand, exécuteur testamentaire de l'Empereur, celui dont il avait dit : « Les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami, » prit passage sur la *Favorite*.

Le jeudi 8 octobre, jour de l'arrivée de l'expédition à Sainte-Hélène, à six heures du soir, MM. de Chabot et de Las-Cases descendirent à terre. Ce dernier brûlait de revoir les lieux où, il y a vingt-cinq ans, bien jeune encore, il avait passé près de Napoléon des moments qui ne s'effaceront jamais de son souvenir. La nuit interrompit trop tôt leur pieux pèlerinage ; ils durent revenir à bord, à leur grand regret.

Le lendemain 9, quelques officiers des deux navires abordèrent de bonne heure la terre d'exil de l'Empereur. Après avoir suivi pendant cinq cents pas un chemin taillé dans le roc, ils franchirent une porte étroite, à pont-levis, flanquée d'un corps-de-garde ; puis, après deux cents pas encore de marche, ils arrivèrent à la porte de James-Town, capitale et unique bourgade de l'île, renfermant la plus grande partie de sa population, laquelle ne s'élève entière qu'à 1,600 âmes environ ; la garnison en forme le tiers ; les colons les trois sixièmes ; et les esclaves ou Chinois travailleurs, le sixième restant. Les colons sont pour la plupart d'anciens employés subalternes de la compagnie des

Indes, retirés du service civil ou militaire. Les marchands sont presque tous juifs.

Les deux énormes rochers noirs et arides qui étreignent James-Town ont 550 pieds de haut, et sont couronnés par des batteries. Le rocher de droite, *Ladder-Hill*, la montagne de l'Echelle, doit ce nom à la pente qui descend du fort à la ville, pente tellement rapide qu'on n'a pu l'utiliser qu'au moyen d'un escalier de bois formant une véritable échelle. Le rocher de gauche, *Munden's Hill*, la montagne de Munden, est d'un accès un peu moins difficile. On raconte que l'amiral Richard Munden, s'étant approché de la côte à la faveur de la nuit, y fit glisser du haut des vergues ses matelots, qui reprirent l'île aux Hollandais. Le fait n'est pas vraisemblable. Au pied du roc se montre le débarcadère, peu commode à cause d'un ras continu de marée.

La ville court du nord au sud. En y jetant les yeux de la rade, on aperçoit d'abord des massifs d'arbres qui semblent sortir de la mer et qui croissent sous la batterie de la côte qui ferme la gorge. Derrière, un peu en amphithéâtre, s'allonge la grande rue, ou plutôt la seule rue de la bourgade ; derrière encore, beaucoup plus loin et plus haut, se dresse la *maison blanche*, *Alarm-House*, toute environnée de pins. Nos officiers, en entrant dans la ville, traversèrent la place de la parade, qui a 170 pieds de long sur 160 de large. A gauche, on voit le palais du gouvernement et le jardin de la compagnie ; à droite, l'église et les administrations ; à la suite du jardin de la compagnie, une maison d'assez modeste apparence qui fait l'angle de la rue : c'est celle que l'Empereur a habitée la seule nuit qu'il a passé à James-Town. Arrivé en rade le 15 octobre 1815, à midi ; débarqué le 17, à 6 heures et demie du soir, il en partit le lendemain 18, à cinq heures du matin, avant le jour. Il ne devait plus revoir ces lieux. Nos officiers s'inclinèrent avec respect devant ces douloureux souvenirs.

A moitié chemin de Longwood, on salua *Hut's gate*, cette petite maison de trois ou quatre pièces, où le général Bertrand avait séjourné plusieurs mois avec sa famille en attendant qu'on lui préparât une demeure près de l'Empereur. Ces montagnes, aux flancs arides, aux pics couronnés de nuages, offrent un effrayant contraste avec les vallons sinueux dont les ruisseaux animent la végétation. Quelques points de verdure marquent leur source au milieu des rochers. Sur ces oasis et le long des vallées, s'élèvent de jolies maisons blanches, à contrevents verts, couvertes en tuiles ou en ardoises. La coquetterie de leur structure rappelle ces petites maisons de bois peint qu'on vend dans les magasins de tabletiers pour amuser les enfants. Partout où la nature a fait brèche entre les montagnes de la côte, la mer semble se confondre avec les brouillards qui voilent l'horizon ; et les vaisseaux de la rade apparaissent comme des bateaux de pêcheurs à travers ce rideau brumeux.

Après avoir traversé un bouquet d'arbres d'un aspect aussi triste que le sol aride qui les porte, on arriva à Longwood.

C'était dans la nuit du 14 au 15 que devait avoir lieu cette solennelle opération. On supposait que les

travaux seraient longs et difficiles, et l'on tenait à ce que les restes mortels de l'Empereur pussent être remis le lendemain au prince de Joinville. Deux vastes tentes avaient été élevées pour les besoins du service dans un coin de la vallée; l'une devait servir de corps-de-garde à un fort détachement du 91^e de ligne anglais; dans l'autre il avait été décidé qu'on ouvrirait les cercueils. Le commissaire du roi s'était entendu sur tous les détails avec le gouverneur. Leurs mesures avaient été si bien prises qu'aucun obstacle ne semblait possible. L'union la plus complète régnait entre les officiers des deux nations.

Le prince avait fait paraître un ordre du jour réglant le cérémonial à observer dans les journées du 15 et du 16, et qui affligea ceux des Français qui, venus de si loin, voyaient leurs officiers supérieurs admis seuls à assister à l'exhumation et à suivre le cercueil impérial dans son dernier trajet sur le sol anglais. Le gouvernement britannique, de son côté, avait peu égard à ses choix. Seulement, l'exhumation accomplie, l'île entière était invitée à se joindre aux funérailles depuis la vallée jusqu'aux dernières limites, c'est-à-dire jusqu'à l'embarcadere du port. Si l'on eût consenti à ce que les matelots français exécutassent ces travaux sous les yeux de leurs officiers, le prince, vraisemblablement, les aurait dirigés en personne.

Mais, d'après les dispositions prises par le gouvernement de l'île, l'exhumation devant être exclusivement confiée à des mains anglaises, le prince jugea convenable de rester à son bord, où sa propre résignation fit supporter plus patiemment aux Français le sacrifice auquel ils étaient condamnés. Son ordre du jour portait qu'il descendrait à la tête des états-majors des trois bâtiments de guerre pour recevoir sur le quai, des mains du gouverneur anglais, la dépouille mortelle de l'Empereur, et qu'il tiendrait lui-même le gouvernail de la chaloupe dans laquelle elle serait déposée.

Depuis deux jours le cercueil d'ébène, venu de Paris, avait été apporté dans une des deux tentes. Le gouverneur avait également fait amener tout près de là le char funèbre qu'il avait fait construire, tout drapé de noir, avec un baldaquin soutenu par quatre colonnettes, surmontées de panaches de crêpe; quatre chevaux caparaçonnés de deuil devaient y être attelés.

Dès le 14 au matin, toutes les avenues qui conduisaient à la vallée furent gardées par de nombreux détachements anglais. La proclamation du gouverneur, affichée dans la ville, avait produit une sensation profonde. Comme dix heures du soir sonnaient à l'horloge de la frégate, deux embarcations s'en détachèrent, portant à terre MM. de Chabot, Bertrand, Gourgaud, de Las Cases, les quatre serviteurs de l'Empereur, les trois capitaines de corvette, le docteur Guillard, l'abbé Coquereau, les deux mousses enfants de chœur, Dufour et Lérigé, et M. Roux, plombier. A dix heures et demie on montait dans les voitures préparées. Bientôt on quittait James-Town par un froid assez vif, accompagné de pluie fine et de brouillard. La lune se levait mélancolique, tantôt voilée par les nuages, tantôt fuyant en silence par-dessus leur crête bleuâtre : la nature semblait s'associer au deuil re-

ligieux des Français. Arrivés sur la hauteur, ils aperçurent au fond de la vallée une lumière vacillante; c'était celle des fanaux destinés à éclairer les travailleurs. De temps en temps on passait devant les postes anglais établis depuis le lever du soleil : on approchait des lieux qu'on ne devait quitter qu'après avoir consommé l'exhumation. Rien n'était encore commencé; on attendait les représentants de la France.

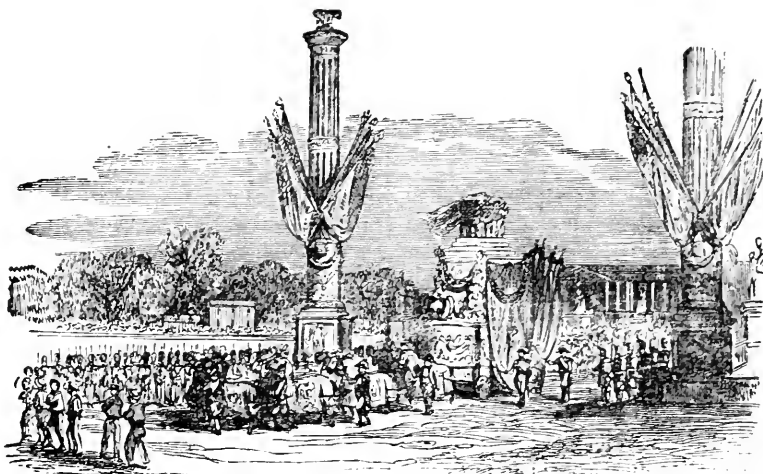
A minuit, ils s'arrêtaient devant la grille du tombeau.

On était devant l'étroit espace où reposait Napoléon. Les commissaires des deux gouvernements introduisirent dans l'enceinte les personnes qui devaient être témoins de l'acte solennel qui allait s'accomplir. Nous avons dit quels étaient les représentants de la France. Du côté des Anglais, c'étaient le capitaine Alexander, député par le gouverneur de l'île, le chef de la justice W. Wilde, le lieutenant d'artillerie Trelawney, le colonel Hopson, le lieutenant-colonel de la milice, secrétaire colonial W.-H. Seale, M. C. Littcehal, lieutenant de la marine royale, commandant le brick le *Dolphin*, M. Darling, qui avait présidé à l'inhumation de l'Empereur, et le plombier qui avait soudé le cercueil.

A minuit un quart, les travaux commencèrent. Il avait été préalablement constaté que le monument était intact. Les ouvriers appartenant au 91^e régiment d'infanterie anglaise arrachèrent d'abord avec soin des bordures de géranium et d'autres fleurs; le prince les avait demandées pour les distribuer aux marins de l'expédition; puis, sous la puissance des leviers, une partie de la grille en fer se détacha : les fortes touches de pierres cramponnées, sur lesquelles elle était scellée, cédèrent à l'action des crics, et les pioches, en mordant le sol, le déchirèrent dans une large étendue. Le silence profond qui régnait dans l'enceinte n'était interrompu que par la voix du capitaine Alexander, qui donnait brièvement ses ordres; les nuages se condensaient à l'horizon, ils allaient descendre dans la vallée, et une pluie fine commençait à tomber. A la lueur des fanaux on distinguait entre les cyprès et les saules les visages pâles et attentifs des spectateurs, et les ouvriers qui passaient et repassaient comme des ombres. On entendait les coups répétés des marteaux qui frappaient la grille de fer, et de loin en loin les voix des sentinelles qui se répondaient sur les hauteurs voisines.

La grille enlevée, M. de Chabot prit la mesure extérieure du tombeau. On retira les trois dalles noires qui le couvraient, en commençant par celle des pieds, détachant ensuite celle qui protégeait la tête, et finissant par celle du milieu. Les trois dalles enlevées, la terre végétale s'offrit aux regards, séparée du sol par un espace vide d'environ un pied et demi et présentant une grande fissure, un affaissement considérable, qui fit craindre que le cercueil ne fût écrasé. Cette terre paraissait humide.

Il était alors une heure et demie. Le travail se poursuivait en silence : l'activité était extrême. On arriva à une matière dure, qu'on crut être la pierre qui recouvrait le cercueil; mais l'extrait du rapport d'Hudson-Lowe sur l'inhumation fit reconnaître un mur



Deux maréchaux, un amiral et le lieutenant-général Bertrand portaient les cordons du poêle impérial.

ectangulaire, formant, comme on s'en assura plus tard, les quatre faces latérales du caveau. Il y avait de la terre végétale à une grande profondeur. Après avoir retiré cette terre qui forma sur le sol un monticule de près de six pieds, on rencontra des fragments de dalles jointes par des crampons de fer, et des morceaux de basalte liés par du ciment romain. Le ciseau mordait avec peine sur ce ciment au grain serré; il s'ébréçait sur le basalte sans l'entamer; sous les marteaux jaillissaient des étincelles. Cette opération lente et pénible dura jusqu'à quatre heures : la pluie redoublait d'intensité, un vent plus fort s'engouffrait dans le ravin avec ses voix et ses plaintes, et le jour qui luttait contre les brouillards commençait à laisser distinguer les objets.

Cependant l'abbé Coquereau était allé puiser à la source l'eau qu'il devait bénir pour la cérémonie. Retiré dans une des deux tentes, il se préparait au grand devoir religieux qu'il était chargé d'accomplir.

Les forces des travailleurs s'épuisaient. L'extrême difficulté de l'opération décida vers cinq heures et demie le capitaine Alexander à faire pratiquer une tranchée sur le côté gauche du caveau pour abattre le mur correspondant, et de là parvenir au cercueil, dans le cas où la couche supérieure continuerait à opposer la même résistance. Mais, sur les huit heures, la maçonnerie fatiguée, ébranlée, céda et laissa voir la large dalle envoyée d'Angleterre, qui couvrait le caveau dans toute son étendue. A travers une fente, on aperçut le cercueil, une autre le découvrit mieux encore. Le capitaine Alexander, mu par un sentiment religieux que tout le monde appréciera, les fit couvrir

de pierres; il ordonna en même temps qu'on cessât de creuser le fossé latéral, qui était déjà parvenu à une assez grande profondeur.

Une chèvre avait été dressée pour lever la dalle. Français et Anglais allèrent revêtir leur grand uniforme. A neuf heures une haie de miliciens et de soldats anglais se forma autour du monument. La pluie tombait avec violence. On acheva d'enlever le ciment qui maintenait la grande dalle, et on ajusta les crampons. L'abbé Coquereau, revêtu du rochet, du camail et de l'étole, se plaça du côté où reposait la tête; près de lui, l'enfant de chœur Dufour avec le bénitier; en face l'enfant de chœur Lérigé qui portait la croix; derrière lui, les témoins anglais; du côté de l'aumônier, les témoins de la France.

A un signe de main du capitaine Alexander, les ouvriers saisirent les cordages, et la dalle soulevée monta d'aplomb avec lenteur; déposée sur le sol, elle laissa voir le cercueil : il était neuf heures et demie. Tout le monde se découvrit. Le recueillement général n'était troublé que par le bruit des prières; protestants, catholiques, tous priaient Dieu avec la même ferveur. Il n'y avait plus là qu'une seule croyance : la croyance au génie. L'abbé Coquereau répandit l'eau bénite et récita le *De profundis*.

Les commissaires descendirent dans le caveau où le cercueil en acajou était placé, à une profondeur de dix pieds environ, sur une large dalle, assise elle-même sur des cubes en pierre de taille. Sa longueur pouvait être de six pieds sur trois de large. Le bois était humide, mais bien conservé; la planche inférieure, autrefois garnie de velours, commençait seule à s'altérer; quelques-uns des clous d'argent qui fixaien



On entendit s'exhaler de sa poitrine des soupirs mêlés de sanglots

les parois brillèrent encore. A côté, on voyait les sangles et les cordages qui avaient servi à descendre le cercueil.

Le docteur Guillard purifia la tombe au moyen d'aspersion de chlorure ; et un exprès fut envoyé au gouverneur pour l'informer des progrès de l'opération. Bientôt, à l'aide de forts cordages, le cercueil soulevé quitta le lit où il reposait depuis vingt ans. L'aumônier fit la levée du corps conformément aux rites de l'église catholique. A dix heures vingt minutes la dépouille mortelle de l'empereur Napoléon était au milieu des Français. Le capitaine Alexandre commanda douze hommes du 91^e sans capotte et tête découverte pour la transporter dans une des tentes voisines. L'abbé et les enfants de chœur la précédaient en récitant leurs prières. Derrière, par une pluie battante, s'avancait lentement le cortège français et anglais.

Après quelques mesures sanitaires, prises encore par le docteur Guillard, on commença l'ouverture des cercueils. Le premier, en acajou, qui enveloppait tous les autres, fut scié par les deux côtés pour en faire glisser le cercueil en plomb qu'il renfermait, et qui fut placé à midi un quart dans le sarcophage d'ébène qu'on avait apporté de France. Le gouverneur de l'île, quoique très malade, arriva à une heure moins un quart, entouré de son état-major. Tout le monde attendait avec anxiété et en silence. On coupa et l'on souleva soigneusement la partie supérieure du cer-

cueil de plomb, dans lequel on en trouva un troisième en acajou, si bien conservé, qu'on en put dévisser les clous. Le couvercle de celui-ci ayant été enlevé, on en aperçut un quatrième en fer-blanc légèrement oxydé. C'était le dernier : Napoléon était là. L'émotion des assistants était à son comble.

La soudure fut coupée lentement ; le couvercle, entr'ouvert par le ciseau, céda. D'abord, on ne distinguait qu'un tissu blanchâtre qui cachait l'intérieur du cercueil et empêchait d'apercevoir le corps ; c'était le satin ouaté qui, suivant la coutume des Indes, formait une garniture dans l'intérieur de la caisse. Elle s'était détachée et enveloppait la dépouille comme un linceul. Le docteur la souleva par une extrémité, et, la roulant sur elle-même des pieds vers la tête, il mit le corps à découvert.

Il serait impossible de décrire l'émotion de tous ceux qui assistaient à cette scène funèbre. Plusieurs sanglotaient convulsivement ; et des larmes obscurcissaient tous les yeux.

Quelque chose de blanc, détaché de la garniture, couvrait, comme une gaze légère, tout ce que renfermait le cercueil. Le crâne et le front qui adhéraient fortement au satin en étaient enduits ; on en voyait peu sur le bas de la figure, sur les mains, sur les orteils. Le corps conservait une position aisée, celle qu'on lui avait donnée en le plaçant dans le cercueil ; les membres supérieurs étaient allongés ; l'avant-bras et la main gauche s'appuyaient sur la cuisse ; les

membres inférieurs avaient légèrement fléchi. La tête était rehaussée par un coussin : le crâne était volumineux, le front haut et large ; les yeux n'avaient rien perdu de leur volume et de leur forme. Les paupières étaient complètement fermées ; quelques cils y paraissaient encore.

Les os et les téguments du nez étaient bien conservés, le bas seul avait souffert. Les joues paraissaient bouffies ; le toucher en était doux, souple ; la couleur, blanche. La barbe, qui avait poussé depuis la mort, colorait le menton d'une teinte bleuâtre ; ce menton qui n'était point altéré, conservait encore ce type propre à la figure de Napoléon. Les lèvres, amincies, étaient entr'ouvertes ; trois dents incisives fort blanches se montraient sous la lèvre supérieure, qui était un peu relevée à gauche. Les mains, si belles, semblaient appartenir à un homme encore vivant, tant elles étaient vives de ton et de coloris. Les doigts avaient des ongles longs, adhérents, d'une extrême blancheur. Les jambes étaient encore renfermées dans les bottes ; mais, par suite de la rupture des fils, les quatre derniers orteils dépassaient de chaque côté. Leur peau était d'un blanc mat ; ils étaient garnis d'ongles. Les vêtements s'offraient avec leur couleur : on reconnaissait très-bien l'uniforme des chasseurs à cheval de la vieille garde au vert foncé de l'habit, au rouge vif des parements ; le grand cordon de la Légion d'Honneur se dessinait sur le gilet. La culotte blanche était en partie cachée par le petit chapeau qui reposait sur les cuisses. Les épaules, la plaque et les deux décorations attachées sur la poitrine avaient perdu leur éclat ; elles étaient noires. Les deux vases d'argent qui contenaient le cœur et l'estomac apparaissaient entre les jambes ; l'un était surmonté d'un aigle qu'on distinguait entre les jambes.

Cet examen, qui n'avait duré que deux minutes, constatait un état de conservation plus parfait qu'on n'était fondé à l'attendre d'après les circonstances connues de l'autopsie et de l'inhumation. Le docteur déclara que, redoutant pour ces restes précieux le contact de l'air atmosphérique, il était d'avis de les en garantir le plus tôt possible. Cette détermination nécessaire causa à tous les spectateurs un serrement de cœur inexprimable. Les larmes coulèrent avec plus d'abondance. Enfin le satin ouaté fut remis à sa place, après avoir été légèrement enduit de créosote ; on ferma hermétiquement les caisses en bois, on recouvra avec le plus grand soin les caisses en métal, à l'exception de celle de fer-blanc que les ouvriers ne purent clore, attendu son état d'oxydation. Ainsi les restes de Napoléon étaient contenus dans six cercueils :

1° Un en fer-blanc.

2° Un en acajou.

3° Un en plomb.

4° Un second en plomb, séparé du précédent par de la sciure et des coins de bois.

5° Un cercueil en bois d'ébène.

6° Un en bois de chêne protégeant tous les autres. Ces trois derniers avaient été apportés de France.

A trois heures tout était terminé. En ce moment arriva le général Churchill avec ses aides-de-camp, en

grand deuil. La pluie tombait toujours. Le cercueil, qui pesait 2,400 livres, fut transporté à grand'peine sur le char funèbre par quarante-trois artilleurs, qui l'entourèrent pendant tout le trajet.

Les drapeaux tricolores qui allaient servir à la cérémonie et le pavillon impérial qui était déjà à bord de la *Belle-Poule* avaient été offerts dès la vieille par les demoiselles de l'île, qui les avaient confectionnés de leurs mains. Le blanc et le bleu provenaient d'étoffes de soie ; le rouge était en crêpe de Chine. Ces jeunes Anglaises s'étaient dépouillées de leurs plus beaux châles, de leurs plus fins tissus, pour accomplir cet acte de réparation nationale. Les officiers de S. M. britannique, s'associant à cette œuvre, avaient apporté les galons de leurs uniformes, qui, sous les doigts agiles de leurs compatriotes, s'étaient métamorphosés en chiffres impériaux. En recevant ce précieux cadeau des mains de miss Giredon, la plus gracieuse de ces filles de la blonde Angleterre, le prince lui avait promis que, jusqu'à l'hôtel des Invalides, le pavillon impérial, offert par les dames de Sainte-Hélène, ombragerait le cercueil du héros : il a tenu parole : à chaque transbordement son premier soin a été que le drapeau ne quittât pas un instant le sarcophage. Dès son retour à Paris il s'est empressé d'adresser à miss Gideon une lettre flatteuse avec un bracelet d'or garni de perles, de rubis et d'une magnifique émeraude.

Cependant le poêle funèbre avec ses aigles couronnés, ses abeilles en or sur velours violet, sa large croix d'argent et sa bordure d'hermine, avait été déployé et retombait sur le char qu'il couvrait entièrement de ses riches draperies ; huit valets de pied en grand deuil se tenaient à la tête des chevaux.

Les troupes attendaient le convoi funèbre sur la hauteur. Il se mit en route dans l'ordre suivant : 220 miliciens de Sainte-Hélène, sous les ordres du lieutenant-colonel Seale ; 140 soldats du 91^e régiment, commandés par le capitaine Blackwell ; la musique de la milice ; l'abbé Coquereau, précédé de deux mousmes enfants de chœur, Lérigé portant la croix, et Dufour l'eau bénite ; le char à quatre roues traîné par quatre chevaux caparaçonnés en drap noir. Sur ce sol inégal il eût été dangereux d'en avoir un plus grand nombre. Les glands étaient tenus par MM. Bertrand, Las-Cases et Marchand ; venaient ensuite les fidèles serviteurs : Saint-Denis, Noverraz, Pierron et Archambault. Le long du char marchaient les artilleurs, chargés de le retenir sur les pentes à descendre. M. de Chabot conduisait le deuil, ayant à ses côtés les capitaines Guyet et Charner ; puis M. Arthur Bertrand, le capitaine Doret, le docteur Guillard et les autorités civiles, militaires et maritimes de l'île, qui avaient voulu que les Français occupassent le premier rang dans cette triste solennité. Derrière s'avançaient les principaux habitants en grand deuil. Le cortège était fermé par une compagnie d'artillerie et un détachement de milice, que suivait une nombreuse population.

Parvenu à James-Town, le convoi funèbre défila lentement entre deux haies de miliciens. Le ciel s'était éclairci, il ne pleuvait plus ; les magasins étaient

fermés ; les fenêtres et les balcons, couverts de monde ; la foule encombrait les rues. Les forts et les vaisseaux tiraient le canon de minute en minute depuis le départ ; les pavillons flottaient à mi-mât. Plus loin, à la haie des miliciens succéda une haie de soldats, qui s'étendait jusqu'à l'embarcadère.

Là le prince attendait sous le drapeau tricolore la dépouille du héros. Il venait de débarquer avec les états-majors de la *Belle-Poule*, de la *Favorite* et de l'*Oreste*. A l'approche du char on se découvrit ; les hommes des canots matèrent leurs avirons ; au loin les trois navires de guerre français, hissant leurs couleurs, ainsi que tous les bâtiments français et étrangers, leurs vergues qui étaient en pantenne depuis huit jours ; et la musique de la *Belle-Poule* fit entendre des marches funèbres.

La chaloupe qui avait reçu le cercueil fléchissait sous le poids. Ce cercueil avait enfin quitté la terre d'exil. Tous les Français s'étaient embarqués. Le pavillon des dames de Sainte-Hélène était hissé. La frégate, la corvette et le brick le saluaient par une triple salve d'artillerie. La terre y répondait par vingt-cinq coups de canon ; deux canots de la *Favorite* précédaient la chaloupe ; deux canots de la *Belle-Poule* l'escortaient ; deux canots de l'*Oreste* la suivaient. Tous les hommes avaient la tête nue, le crêpe au bras. Le 15 octobre 1815, Napoléon captif avait mouillé à Sainte-Hélène pour commencer sa longue agonie. Le 15 octobre 1840, ses restes mortels étaient redemandés à la terre étrangère au nom de la France.

Quand la chaloupe eut abordé la frégate, tout signe de deuil dut disparaître ; ce fut au bruit des saives des navires pavoisés, avec leurs équipages rangés sur les vergues, que l'Empereur mort fut reçu à bord. Soixante hommes étaient sous les armes ; les trois états-majors formaient la haie. Quand le cercueil passa, les tambours battirent aux champs, la musique fit entendre les airs nationaux de la France. Sur le gaillard d'arrière, une chapelle ardente, ornée de trophées militaires, avait été préparée. Le cercueil y fut déposé à six heures et demie. Il faisait presque nuit. A la lueur des flambeaux rangés autour du catafalque l'absoute fut récitée et le corps resta ainsi exposé. Quatre sentinelles furent placées aux quatre angles.

Pendant la nuit du 15 au 16 octobre, l'officier de quart veilla près du corps avec l'aumônier. A dix heures du matin devait commencer le service funèbre ; l'autel avait été dressé sur l'emplacement de la roue du gouvernail, appuyé sur le mât d'artimon ; il était ombragé de drapeaux tricolores, et dominé par un trophée d'armes à droite, à gauche, deux faisceaux de fusils, surmontés d'une couronne de chêne ; au-devant, deux obusiers ; entre l'autel et le catafalque, un drapeau noir brodé d'argent, sur lequel reposait le cercueil recouvert du manteau impérial et du diadème voilés d'un crêpe. L'encens fumait dans des castolettes suspendues. Trente hommes étaient sous les armes à tribord, trente à babord. Les compagnons d'exil avaient repris leur place ; puis venaient les fidèles serviteurs et les quatre plus anciens sous-officiers de la division ; puis le prince, M. Chabot, l'a-

gent consulaire de France, les officiers de la marine royale et les deux capitaines des bâtiments de commerce la *Bien-Aimée*, de Bordeaux, et l'*Indien*, du Havre, ainsi que leurs passagers ; enfin, tous les matelots. Pas un étranger n'était là. C'était une fête nationale. Pendant toute la durée de l'office divin, la corvette et le brick, qui depuis huit heures du matin avaient leur pavillon à mi-mât et leurs vergues en pantenne, tirèrent alternativement un coup de canon de minute en minute.

La messe terminée, l'abbé Coquereau, ayant quitté sa chasuble, prit l'étole et la chape et commença les prières de l'absoute ; puis, le corps fut descendu dans le caveau funéraire préparé dans l'entre-pont. Le pavillon impérial avec sa cravate de crêpe flottait toujours au grand mât.

Le samedi 17, il y eut de saints et derniers pèlerinages à la vallée de Napoléon. Malgré les ordres les plus sévères, elle fut presque entièrement dévastée. Chacun, jusqu'au plus humble matelot, eut sa part de reliques. A neuf heures du matin, on apporta à bord la grande dalle de pierre blanche qui fermait immédiatement le cercueil et les trois dalles qui couvraient la tombe.

Le lendemain 18, de bonne heure, le prince donna l'ordre d'appareillage. On fit bonne route. Au coucher du soleil, on distinguait à peine Sainte-Hélène. On était à 22 lieues.

Ainsi Napoléon avait donc quitté Sainte-Hélène vingt-cinq ans, jour pour jour, après son débarquement sur cette terre d'exil.

Au départ, le temps, qui s'était mis à l'orage, fit redouter une traversée pénible et contrariée, mais à peine la *Belle-Poule* fut-elle en pleine mer que la brise se calma, et, le soir, la lune se leva brillante, comme pour éclairer de sa lueur de deuil la marche du convoi funèbre jusqu'au débarcadère de Courbevoie, où Napoléon toucha enfin les rives de la Seine le 14 décembre 1840.

La journée du lendemain 15, qui avait été choisie par le gouvernement pour accomplir la grande cérémonie de la translation des cendres de l'Empereur aux Invalides, aura désormais sa place dans nos fastes nationaux et restera dans la mémoire des hommes comme une des plus mémorables de notre histoire.

Ce jour-là, par un magnifique soleil d'hiver, un char funèbre qu'irésuimait toute la cérémonie, avec ses statues colossales de victoires supportant un immense bouclier, ses faisceaux d'armes, ses draperies violettes, ses abeilles, ses aigles, ses foudres, ses palmes, ses lauriers, ses chiffres impériaux, ses quatre roues de chars antiques et son attelage de seize chevaux aux plumes blanches flottantes et aux caparaçons d'or, conduits par deux piqueurs à cheval, et par seize piqueurs à pied aux livrées impériales, apparaissait sur le pont de Courbevoie ; les gardes nationales et la troupe de ligne formaient la haie jusqu'à l'hôtel des Invalides.

L'arc de triomphe de l'Étoile était surmonté d'une allégorie représentant l'apothéose de celui qui en posa la première pierre.

Le cortège se mit en marche à dix heures du matin



Tombeau de Napoléon aux Invalides.

au son des cloches de toutes les églises et du bourdon de Notre-Dame. Il marchait dans l'ordre suivant :

La gendarmerie,
La garde municipale,
Les lanciers,
Les cuirassiers,
Les dragons,
L'école de Saint-Cyr,
L'école Polytechnique,
L'école d'État-Major,
L'Artillerie,
Le génie,
Les vétérans,
L'aumônier de Sainte-Hélène,
Un corps de musique funèbre,

Le cheval de bataille de Napoléon, portant le harnachement qui lui servait quand il était premier consul.

L'officiers-généraux de terre et de mer,
24 sous-officiers décorés de tous les corps de cavalerie,

La commission de Sainte-Hélène,
34 sous-officiers décorés de l'infanterie,
Les 86 sous-officiers portant les bannières des 86 départements,

Le prince de Joinville et son état-major,
Les marins de la *Belle-Poule* et de la *Favorite*, entourant le char funèbre,

Deux maréchaux, un amiral et le lieutenant-général Bertrand, portant les cordons du poêle impérial,

Les anciens officiers civils et militaires de la maison de l'Empereur,

Les deux préfets de la Seine et les autorités municipales,

Les anciens militaires de la gendarmerie avec leurs vieux uniformes,

La députation d'Ajaccio, patrie de Napoléon,

Les officiers en retraite, etc., etc.

L'allée des Champs-Élysées formait une majestueuse avenue de bannières, de trophées, de statues ; la place et le pont de la Concorde étaient décorés de huit statues allégoriques et de quatre colonnes triomphales ; sur le perron de la Chambre des Députés on avait élevé une statue colossale de l'Immortalité ; le quai d'Orsay et l'esplanade des Invalides étaient décorés de trente-deux statues de rois et de guerriers, et, entre les statues, des trépieds d'où jaillissaient des flammes. Tout cela était pompeux, magnifique, admirable.

Tout le monde avait abandonné dès le jour son habitation et ses affaires pour courir se ranger sur le passage du cortège : la ville et la banlieue était tout entières dans l'avenue des Champs-Élysées et sur l'esplanade des Invalides.

A une heure et demie le char funèbre approchait du pont de la Concorde. A deux heures il s'arrêta à la grille de l'hôtel des Invalides, décorée d'une tenture noire rehaussée d'argent et d'or, soutenue par deux colonnes triomphales et de nombreux faisceaux de lances. La cour d'entrée était disposée en avenue au

moyen de riches candélabres. La cour d'honneur avait été métamorphosée en une magnifique salle d'armes du plus belliqueux effet. L'église par sa richesse de deuil était digne des funérailles de celui qui fut Empereur des français.

Porté sur les épaules des marins qui l'avaient escorté pendant tout le trajet, le cercueil arriva sous le dôme, où le roi, entouré de toutes les illustrations de l'état, s'était avancé pour le recevoir, Louis-Philippe pressa la main de son fils :

— Sire, dit le jeune prince, je vous remets le corps de l'Empereur Napoléon.

— Je le reçois au nom de la France, répondit le roi, et se tournant vers le général Bertrand :

— Général, ajoute-t-il, je vous charge de placer la glorieuse épée de l'Empereur sur son cercueil.

Oh ! l'ombre de Napoléon dut s'émouvoir en passant sous les arceaux du temple hospitalier. Elle aura reconnu ces étendards que le Dieu des combats, aux mémorables journées de la France, se plaisait à accorder au courage, à l'intrépidité de ses enfants. Dans les rangs éclaircis de ces vétérans mutilés qui vinrent pleurer au pied de son catafalque, elle aura reconnu quelques-uns de ces fiers athlètes qui l'avaient suivi sur la crête des Alpes et des Pyrénées, sur les sables de la Syrie comme dans les glaces de la Russie. Elle aura dû leur sourire ; et, si cette ombre auguste avait put exprimer la pensée de la grande âme qui avait animé leur général, elle leur eût dit ces paroles qu'il leur adressait autrefois : « Soldats !... je suis content de vous !... »

Le soir de cette tardive apothéose, lorsque la foule se fut tristement retirée de l'enceinte sacrée, lorsque le murmure de ces mille voix se fut effacé, et que la solitude fut complète et le silence profond, un inva-

lide presque centenaire, aveugle, et ne marchant qu'à l'aide de deux jambes de bois, entrainé avec recueillement dans la chapelle où reposait le corps de Napoléon au milieu d'un océan de lumières. Arrivé à grand peine jusqu'au pied du catafalque impérial, il voulut qu'on le débarrassât de ses deux jambes de bois, pour mieux s'agenouiller ; puis se prosternant, et de son front chauve frappant les degrés, on entendit s'exhaler de sa poitrine des soupirs mêlés à des sanglots, et les mots de *Dieu...*, d'*Empereur...* de *père* sortir de sa bouche en bégaiements inarticulés. Enfin, lorsque arraché à sa poignante douleur par deux camarades, ce martyr des batailles traversa la chapelle pour s'en retourner, on remarqua que les officiers supérieurs de l'hôtel se découvrirent respectueusement sur son passage.

C'est que celui qui venait de rendre ce dernier hommage à la dépouille mortelle de Napoléon, était le premier invalide qu'il avait décoré de ses mains, alors que la France l'avait salué pour la première fois du beau titre d'empereur.

La cérémonie terminée aux Invalides, de pieux pèlerinages s'accomplirent, pendant dix jours, à cette église ; sur toute l'avenue bordée de statues et de trophées qu'avait suivi le cortège ; où flottait l'escadrille et le bateau catafalque ; à l'arc de l'Étoile, sous lequel on avait déposé le char impérial ; et au débarcadère de Courbevoie. En dépit de l'intempérie de la saison, la foule était si considérable aux abords des Invalides, que, malgré toute la vigilance des troupes, de graves désordres, de regrettables accidents ont eu lieu. Mais une fois arrivée dans le sanctuaire, la multitude circulait avec calme et recueillement, 100,000 personnes environ ont été admises journellement. On apporte le nombre total des visiteurs à plus d'un million.



TESTAMENT DE NAPOLEON

Ce jour d'hui 15 avril 1821, à Longwood,
île de Sainte-Hélène.

Ceci est mon Testament ou acte de ma dernière volonté.

I.

1. Je meurs dans la religion apostolique et romaine, dans le sein de laquelle je suis né il y a plus de cinquante ans.

2. Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé.

3. J'ai toujours eu à me louer de ma très-chère épouse Marie-Louise. Je lui conserve jusqu'au dernier moment les plus tendres sentiments : je la prie de veiller pour garantir mon fils des embûches qui environnent encore son enfance.

4. Je recommande à mon fils de ne jamais oublier qu'il est né prince français, et de ne jamais se prêter à être un instrument entre les mains des triumvirs qui oppriment les peuples de l'Europe. Il ne doit jamais combattre ni nuire en aucune manière à la France : il doit adopter ma devise : *Tout pour le peuple Français.*

5. Je meurs prématurément, assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire. Le peuple anglais ne tardera pas à me venger.

6. Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand Lauriston. Je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi.

7. Je remercie ma bonne et très-excellente mère, le cardinal, mes frères Joseph, Lucien, Jérôme, Pauline, Caroline, Julie, Hortense, Catherine, Eugène, de l'intérêt qu'ils m'ont conservé. Je pardonne à Louis le libelle qu'il a publié en 1820. Il est plein d'assertions fausses et de pièces falsifiées.

8. Je désavoue le manuscrit de Sainte-Hélène et autres ouvrages sous le titre *Maximes, Sentences*, etc., que l'on s'est plu à publier depuis six ans : ce ne sont pas là les règles qui ont dirigé ma vie. J'ai fait arrê-

ter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque..... entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. (Dans de semblables circonstances, j'agirai de même.)

II.

1. Je lègue à mon fils les boîtes, ordres et autres objets, tels que l'argenterie, lit de camp, armes, selles, éperons, vases de ma chapelle, livres, linge qui a servi à mon corps et à mon usage, conformément à l'état annexé, coté A. Je désire que ce faible legs lui soit cher, comme lui retraçant le souvenir d'un père dont l'univers l'entretiendra.

2. Je lègue à lady Holland la camée antique que le pape Pie VI m'a donné à Tolentino.

3. Je lègue au comte Montholon deux millions de francs, comme une preuve de ma satisfaction des soins filiaux qu'il m'a rendus depuis six ans, et pour l'indemniser des pertes que son séjour à Sainte-Hélène lui a occasionnées.

4. Je lègue au comte Bertrand cinq cent mille francs.

5. Je lègue à Marchand, mon premier valet de chambre, quatre cent mille francs : les services qu'il m'a rendus sont ceux d'un ami : je désire qu'il épouse une veuve, sœur ou fille d'un officier ou soldat de ma vieille garde.

6. Idem à Saint-Denis, cent mille francs.

7. Idem à Novarre, cent mille francs.

8. Idem à Peyron, cent mille francs.

9. Idem à Archambaud, cinquante.

10. Idem à Cursor, vingt-cinq mille.

11. Idem à Chandell, idem.

12. A l'abbé Vignali, cent mille francs. Je désire qu'il bâtisse sa maison près le Pente-Nove de Ros-tino.

13. Idem au comte de Las-Cases, cent mille francs.

14. Idem au comte Lavallette, cent mille francs.

15. Idem au chirurgien en chef Larrey, cent mille francs. C'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

16. Idem au général Brayer, cent mille francs.

17. Idem au général Lefèvre-Desnouettes; cent mille francs.

18. Idem au général Drouot, cent mille francs.

19. Idem au général Cambronne, cent mille francs.

20. Idem aux enfants du général Mouton-Duverney, cent mille francs.

21. Idem aux enfants du brave La Bédoyère, cent mille francs.

22. Idem aux enfants du général Girard, tué à Li-gny, cent mille francs.

23. Idem aux enfants du général Chartran, cent mille francs.

24. Idem aux enfants du vertueux général Travot, cent mille francs.

25. Idem au général Lallemand l'ainé, cent mille fr.

26. Idem au général Réal, cent mille francs.

27. Au comte Costa, de Bastilica en Corse, cent mille francs.

28. Idem au général Clausel, cent mille francs.

29. Idem au baron Meneval, cent mille francs.

30. Idem à Arnaud, auteur de *Marius*, cent mille fr.

31. Idem au colonel Marbot, cent mille francs. Je l'engage à continuer à écrire pour la défense de la gloire des armes françaises, et pour en confondre les calomniateurs et les apostats.

32. Idem au baron Bignon, cent mille francs. Je l'engage à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815.

33. Idem à Poggi, de Talaro, cent mille francs.

34. Idem au chirurgien Emmerey, cent mille francs.

35. Ces sommes seront prises sur les six millions que j'ai placés en partant de Paris, en 1815, et sur les intérêts à raison de 5 p. 100 depuis juillet 1815; les comptes en seront arrêtés avec le banquier par les comtes Montholon, Marchand et Bertrand.

36. Tout ce que ce placement produira au-delà de la somme de 5,600,000 fr. dont il a été disposé ci-dessus, sera distribué en gratifications aux blessés de Waterloo, et aux officiers et soldats du bataillon de l'île d'Elbe, sur un état arrêté par Montholon, Bertrand, Drouot, Cambronne et le chirurgien Larrey.

37. Ces legs, en cas de mort, seront payés aux veuves et enfants, et, au défaut de ceux-ci, rentreront à la masse.

III.

1. Mon domaine privé était ma propriété, dont aucune loi française ne m'a privé, que je sache. Le compte en sera demandé au baron de la Bouillerie, qui en était le trésorier. Il doit se monter à plus de deux cents millions de fr. savoir : 1° le portefeuille contenant les économies que j'ai, pendant quatorze ans, faites sur ma liste civile, lesquelles se sont élevées à plus de douze millions par an : j'ai bonne mémoire ; 2° le produit de ce portefeuille ; 3° les meubles de mes palais, tels qu'ils étaient en 1814. Les palais de Rome, Florence, Turin, compris tous ces meubles, ont été achetés des deniers de la liste civile ; 4° la liquidation de mes maisons du royaume d'Italie, tels qu'agent, bijoux, meubles, écuries ; les comptes en seront donnés par le prince Eugène et l'intendant de la couronne Compagnori.

2. Je lègue mon domaine privé, moitié aux officiers et soldats qui restent des armées françaises qui ont combattu depuis 1792 jusqu'à 1815, pour la gloire et l'indépendance de la nation (la répartition en sera faite au prorata des appointements d'activité) ; moitié aux villes et campagnes d'Alsace, de Lorraine, de Franche Comté, de Bourgogne, de l'île-de-France, de Champagne, Forez, Dauphiné, qui auraient souffert par l'une ou l'autre invasion. Il sera de cette somme prélevé un million pour la ville de Brienne et un million pour la ville de Méry.

J'institue les comtes Montholon, Bertrand et Marchand mes exécuteurs testamentaires.

Ce présent testament, tout écrit de ma propre main, est signé et scellé de mes armes.

Signé NAPOLEON.

Etat A joint à mon testament.

1. Les vases sacrés qui ont servi à ma chapelle à Longwood.

2. Je charge l'abbé Vignali de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

II.

1. Mes armes, savoir : mon épée, celle que je portais à Austerlitz, le sabre de Sobieski, mon poignard, mon glaive, mon couteau de chasse, mes deux paires de pistolets de Versailles.

2. Mon nécessaire d'or, celui qui m'a servi le matin d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, de l'île de Lobau, de la Moskowa, de Montmirail. Sous ce point de vue, je désire qu'il soit cher à mon fils. (Le comte Bertrand en est dépositaire depuis 1814).

3. Je charge le comte Bertrand de soigner et conserver ces objets, et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

III.

1. Trois petites caisses d'acajou contenant, la première, trente-trois tabatières ou bonbonnières, la deuxième, douze boîtes aux armes impériales, deux petites lunettes et quatre boîtes trouvées sur la table de Louis XVIII, aux Tuileries, le 20 mars 1815; la troisième, trois tabatières ornées de médailles d'argent et divers objets de toilette.

2. Mon lit de camp, dont j'ai fait usage dans toutes mes campagnes.

3. Ma lunette de guerre.

4. Mon nécessaire de toilette. Un de chacun de mes uniformes, une douzaine de chemises et un objet complet de chacun de mes habillements, et généralement de tout ce qui sert à ma toilette.

5. Mon lavabo.

6. Une petite pendule qui est dans ma chambre à coucher de Longwood.

7. Mes montres et la chaîne de cheveux de l'Impératrice.

8. Je charge Marchand, mon premier valet de chambre, de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

IV.

1. Mon médailler.
2. Mon argenterie et ma porcelaine de Sèvres dont j'ai fait usage à Sainte-Hélène.
3. Je charge le comte Montholon de garder ces objets et de les remettre à mon fils lorsqu'il aura seize ans.

V.

1. Mes trois selles et brides, mes éperons qui m'ont servi à Sainte-Hélène.
2. Mes fusils de chasse au nombre de cinq.
3. Je charge mon chasseur Novaras de garder ces objets et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

VI.

1. Quatre cents volumes choisis dans ma bibliothèque parmi ceux qui ont le plus servi à mon usage,
2. Je charge Saint-Denis de les garder et de les remettre à mon fils quand il aura seize ans.

Signé NAPOLEON.

ÉTAT 4.

1. Il ne sera vendu aucun des effets qui m'ont servi. Le surplus sera partagé entre mes exécuteurs testamentaires et mes frères.

2. Marchand conservera mes cheveux, et en fera faire un bracelet avec un petit cadenas en or pour être envoyé à l'impératrice Marie-Louise, à ma mère et à chacun de mes frères, sœurs, neveux, nièces, au cardinal, et un plus considérable pour mon fils.

3. Une petite paire de boucles en or à jarretières au prince Lucien.

4. Une boucle de col en or au prince Jérôme.

Au dos des feuilles pliées et scellées, renfermant l'ensemble du Testament, se lisait :

« Ceci est mon testament, écrit tout entier de ma propre main. »

« NAPOLEON. »



Angereau au pont d'Arcola.

HISTOIRE DES MARÉCHAUX DE L'EMPIRE

INTRODUCTION

La période impériale a été si brillante, qu'on y trouve place pour toutes les gloires. Tout ce qui a rayonné dans l'orbite du grand Empereur a eu sa part de gloire immense, et les maréchaux d'Empire, ces intrépides chefs de corps, hommes d'action et d'énergie, courant à la mort ou à la gloire, ont, par leur chevaleresque bravoure, si admirablement secondé la fortune du plus grand capitaine des temps modernes, que leur histoire forme en quelque sorte le complément de l'histoire de la quatrième dynastie de France, la dynastie napoléonienne.

Mais avant d'aborder les faits partiels qui les concernent, il nous a paru intéressant d'indiquer par quelles phases successives avait passé en France le commandement des armées avant l'institution de la haute dignité militaire de maréchal de France.

Ce sera une introduction toute naturelle fort curieuse et peu connue à cette histoire des maréchaux de l'Empire.

Les rois de France de la première race, à dater de Clovis, ont presque tous commandé leurs armées en personne. Il faut en excepter cependant quelques-uns

des rois de cette race, appelés *rois fainéants*, et sous les règnes desquels les maires du Palais s'emparèrent, avec le temps, du commandement des armées.

Sous la seconde et la troisième race, les rois commandèrent aussi souvent en personne; souvent aussi, ils délèguèrent le commandement à l'un de leurs vassaux les plus distingués par leur noblesse, leur rang, leurs richesses et leur expérience dans la guerre.

Ce choix fut arbitraire jusqu'à ce que le commandement des armées fût attaché à certaines charges et dignités militaires qui furent :

Le grand sénéchal de France; le connétable de France; le maréchal de France.

Ces hautes dignités militaires avaient commencé par être des charges purement civiles. Voici leur origine.

Les Romains, qui donnèrent des noms militaires à presque toutes les dignités civiles, appelèrent *comte du camp* un officier palatin qui était proprement le maître d'hôtel des empereurs. A la charge de pourvoir leur table et celle de tous les officiers palatins nourris de la desserte de cette table, il joignait celle de faire réparer les anciens palais, d'en faire bâtir de nouveaux, de faire construire les châteaux-forts jugés nécessaires et de relever les murailles des villes. Il avait sous ses ordres immédiats un officier sur lequel roulait tout ce qui avait rapport à la magnificence, à la défense des palais, qu'on appelait *cura palatii*. Sous les rois Franes, ce double office fut celui de sénéchal, et l'on voit déjà par quel bout cette fonction, purement civile en apparence, touchait aux dignités militaires. Quand le souverain paraissait en public, cet officier le précédait immédiatement, tenant à la main un *bâton virolé d'or*, qui plus tard devait être le bâton des maréchaux.

Le connétable ou comte de l'écurie avait particulièrement soin des fourrages nécessaires à l'entretien des écuries royales. Sous les rois franes, il avait remplacé dans ce département le *tribun des écuries*, qui chez les Romains avait eu les mêmes fonctions. Quoique ce *tribun* n'eût pas alors le titre de comte, cette dignité était considérable, et l'on voit l'empereur Valentinien la conférer à son frère Valens, lorsqu'il voulut l'approcher du trône impérial et préparer les Romains à le voir dans peu son collègue. Le connétable avait sous ses ordres des officiers subalternes appelés *mar'chaux du roi*.

Dans chaque maison royale il y avait un magasin auquel on donnait le nom de *chambre*, et qui servait de dépôt à tous les *ferrements* nécessaires à la guerre. Lorsque l'armée entraînait en campagne, des officiers que les capitulaires appelaient *judices villæ capitaneæ*

(chefs des maisons royales), et qui n'étaient que le sénéchal et le connétable, étaient chargés de tirer du dépôt ces ustensiles et d'en pourvoir l'armée, selon les besoins de la guerre. On peut voir dans ce fait seul comment le sénéchal et le connétable eurent part à la guerre, et comment il put arriver que, dans quelques circonstances, ils devinssent des chefs militaires.

Voici maintenant comment les maréchaux le devinrent.

On appelait dépense du roi (*spenza*) toutes les provisions en tout genre qui se portaient à l'armée dans des espèces de litères ou chariots couverts appelés *bastarnes*. Cette dépense consistait non-seulement en vin et vivres, mais encore en moulins portatifs, doloirs, haches, tarières, frondes ou balistes, et même pierres pour les balistes, que les maréchaux du roi étaient tenus de fournir à ceux qui savaient s'en servir.

Les chevaux pour les vivres, les balistes, mangonneaux, béliers, martelets et toute l'espèce d'artillerie dont on se servait alors étaient tirés des écuries et des chambres royales et suivaient l'armée sous les ordres immédiats des maréchaux du roi, chargés non-seulement de conduire ces équipages, mais encore de monter au besoin les machines de siège ou de guerre et de les fournir de munition.

Ce fait suffit pour faire comprendre comment le connétable, chef des maréchaux, et les maréchaux eux-mêmes, qui dans l'origine n'étaient que des palefreniers, sont parvenus à la tête de l'ordre militaire dans un royaume qui ne s'est formé que par des sièges et par la destruction d'un nombre infini de châteaux, dans lesquels les nobles, sous les rois de la deuxième race, avaient déjà commencé à se fortifier pour exercer impunément leurs brigandages dès le temps de Charles-le-Chauve.

On a vu par quelle suite de circonstances ces dignités, d'abord civiles, se transformèrent en dignités militaires; voyons maintenant quand et comment cette transformation eut lieu.

La dignité de sénéchal de France ne devint charge militaire que sur la fin de la seconde race. Sous les premiers règnes de la troisième, les sénéchaux furent nommés *princes de la milice française*. L'an 918, sous Lothaire I^{er}, Geoffroy, comte d'Anjou, surnommé Grisonnelle, a été honoré le premier de cette dignité. Deux cent soixante-treize ans après, en 1191, Thibaut, dit le *Bon*, comte de Blois, a été le dernier sénéchal de France.

Depuis le règne de Lothaire cette charge était restée longtemps héréditaire dans la maison des comtes d'Anjou. Le peu de séjour que faisaient à la cour les vassaux du premier rang ne permettant pas aux comtes

d'Anjou de s'acquitter exactement des fonctions de leur emploi, on leur donna un *substitut* qui exerçait à leur place, mais toujours avec dépendance et sous l'obligation de l'hommage.

Dans un traité conclu entre Louis-le-Gros et le comte d'Anjou, il fut arrêté que, *dans les cérémonies d'éclat, lorsque le roi mangera en public, le comte se tiendra assis jusqu'au moment du service; qu'alors il recevra les plats pour les placer sur la table; qu'après il se retirera chez lui sur un cheval de guerre, dont il fera présent au cuisinier du roi, lequel lui enverra un morceau de viande, et le pannetier y joindra deux pains avec trois chopines de vin. A la guerre, le grand sénéchal fera préparer pour le roi un pavillon qui puisse contenir cent personnes. Au départ de l'armée, il commandera l'avant-garde, et au retour l'arrière-garde. Quelque chose qui arrive, le roi ne pourra lui faire aucun reproche pour ce qui regarde l'administration de la justice. Tout jugement porté par le grand sénéchal ne sera point réformé, et dans les contestations sur les sentences rendues par les juges royaux, sa décision fera loi.*

Sous la première et la seconde race, le grand sénéchal se nommait tantôt *maire du palais*, tantôt *duc des Français* ou *préfet du palais*. Sous ces différents noms, c'était la même dignité, la même autorité. Les uns et les autres tenaient le premier rang à la cour, commandaient les armées, rendaient la justice, avaient l'administration des revenus de la maison du roi. Aussi, dans les auteurs du *x^e* siècle, le sénéchal est indistinctement appelé *maire de France*, *maire du palais*. Ce fut ce nom même si redoutable à la royauté, ou plutôt le pouvoir énorme qui lui était attaché, qui fit anéantir cette charge. Les fonctions et l'autorité qui lui étaient dévolues furent partagées entre le *connétable* et le *grand-maître de France*.

A cette charge succéda celle de *connétable* de France, instituée en 1060, par Henri I^{er}, et à laquelle fut le premier promu Albéric de Montmorency. Au début, cette charge n'était pas une dignité militaire. C'était seulement un office de la maison du prince, institué sur le modèle de la cour des empereurs romains. Le nom seul de *connétable*, en latin *comes stabuli*, suffit pour faire comprendre l'origine et la nature de cette dignité, qui avait quelque ressemblance avec celle de *grand-écuyer* sous les règnes postérieurs.

En 1184, sous Philippe-Auguste, Mathieu de Montmorency fut le premier *connétable* qui ait commandé des armées, mais seulement par commission. La charge de *sénéchal* de France subsistait encore, et ce ne fut qu'en 1191, lors de la suppression de cette charge, selon d'autres en 1228, sous saint Louis, que

la dignité de *connétable*, par les honneurs, la puissance et les grandes prérogatives que les rois y attachèrent, devint la première dignité de l'État.

L'investiture s'en faisait par l'épée royale, que le roi mettait à la main de celui qu'il honorait de cette dignité. Le *connétable* avait une garde spéciale, la *compagnie de la connétablie*, composée d'un prévôt général, de quatre lieutenants, de quatre exempts et de quarante-huit gardes à cheval, portant hoqueton pour le service du roi et dont l'uniforme était habit bleu, parements rouges et agréments d'argent.

Cette juridiction connaissait de la réception et fonction des charges de tous les prévôts généraux, provinciaux et particuliers, vice-baillis, vice-sénéchaux, lieutenants criminels de robe courte, chevaliers du guet, leurs lieutenants, assesseurs, procureurs du roi, greffiers et commissaires, contrôleurs à faire les montres, trésoriers de la solde, receveurs et payeurs des compagnies de *maréchaussée* de robe courte, en quelque lieu du royaume qu'elles fussent établies. Elle connaissait aussi des fautes, abus et malversations commises par tous les officiers de guerre, de gendarmerie et de *maréchaussée*; des procès et différends procédant de la vente des vivres, munitions, armes, chevaux, équipages de guerre, tant en demandant qu'en défendant, nonobstant toutes lettres de *committimus* et attributions de celles du Châtelet. Elle regardait encore le point d'honneur entre la noblesse et la justice ordinaire de la guerre. Elle était unique et universelle dans toute l'étendue du royaume et administrée par les *maréchaux* de France. Ses jugements étaient intitulés : *Les connétables et maréchaux de France, à tous ceux, etc.* L'appel de ces jugements n'allait qu'au parlement.

La charge de *connétable*, qui avait commencé en 1060, par Albéric de Montmorency, finit en 1627, sous Louis XIII, au duc de Lesdiguières. Elle fut recréée, en 1804, par Napoléon. Berthier, prince de Neufchâtel, fut créé *vice-connétable*. Louis Bonaparte, père de l'empereur Napoléon III, *grand-connétable*. Aucun commandement militaire spécial ne fut alors attaché à cette charge, qui finit, en 1815, à la chute de l'Empire.

L'origine de la dignité de *maréchal* de France est plus obscure.

Suivant l'auteur de l'*Histoire des grands officiers de la couronne*, la dignité de *maréchal* de France fut instituée, en 1185, par Philippe-Auguste. Le père Daniel, au contraire, dans son *Histoire de la milice française*, dit que la dignité de *maréchal* devint une dignité militaire avant que celle de *connétable* le fût, et il remarque que les quatre premiers *maréchaux* de

France furent tous de la même famille; savoir Albéric Clément; Henri, son frère; Jean, fils de Henri, et Henri Clément, deuxième du nom.

Cette dignité cependant ne fut jamais héréditaire et ne fut pas même toujours à vie. Philippe de Valois fit quitter la dignité de maréchal de France au seigneur de Moreul, pour le faire gouverneur du roi Jean, son fils, qui lui succéda. Arnoul d'Andrehem quitta aussi, sous Charles V, la dignité de maréchal de France, pour avoir celle de *porte-oriflamme*¹. On croit généralement que ces grandes charges étaient censées incompatibles en France.

Sous Philippe-Auguste, lorsque le commandement des armées fut attaché à la dignité de maréchal de France, il en fut créé un seul. Sous saint Louis, il y en eut deux. Sous Charles VII, ce nombre fut augmenté, parce que Henri, roi d'Angleterre et maître d'une partie de la France, en faisait aussi de son côté. Henri II en créa quatre. François II en créa un cinquième. Charles IX y en ajouta deux nouveaux. Henri III, à son retour de Pologne, en créa deux et en fixa le nombre à quatre. Mais Henri IV soit pour récompenser les services de quelques grands seigneurs, soit pour s'accommoder avec les chefs

¹ Le *porte-oriflamme* ou *porte-flamme* ne fut pas d'abord une des grandes charges de la couronne.

L'*oriflamme* était l'ancienne bannière de l'abbaye de Saint-Denis, que les comtes du Vexin, avoués de cette abbaye, portaient dans les guerres particulières que ces turbulents abbés déclaraient aux seigneurs leurs voisins ou avaient à soutenir contre eux.

Les rois de France, étant entrés en possession du Vexin, firent de cette bannière la principale de leurs armées, à l'honneur de saint Denis, qu'ils avaient choisi pour patron et protecteur de la France. Cette bannière était en candai ou taffetas rouge, suspendu à une pique dorée.

Celui à qui le roi confiait l'*oriflamme* pour la porter à la tête de l'armée avait le titre de *porte-oriflamme*. En vertu de cet emploi, il avait le commandement de la troupe à la tête de laquelle il portait cette bannière, et cette troupe était toujours composée de chevaliers et de gendarmes d'élite. Cette dignité ne se donnait qu'à un chevalier d'une valeur éprouvée, et l'honneur qui y était attaché la faisait préférer aux plus grandes charges.

Le serment que faisait le *porte-oriflamme* l'obligeait à périr plutôt que d'abandonner cette bannière, qui marchait à la tête de toute l'armée et précédait toutes les autres bannières.

La charge était une commission à vie, sans appointements. Seulement, pendant le temps de service, le *porte-oriflamme* était défrayé aux dépens du roi. C'est sous le règne de Louis-le-Gros ou de Philippe I^{er} son père, de 1060 à 1137, que l'on peut fixer l'origine de porter l'*oriflamme* à la guerre. Le premier seigneur que l'on trouve dans l'histoire faisant les fonctions de *porte-flamme*, est Anseau, seigneur de Chevreuse, en 1293, sous Philippe-le-Bel. Le dernier est René Moreau, en 1450, sous Charles VII. Les noms des prédécesseurs d'Anseau et des successeurs de Moreau dans cette charge ne sont pas venus jusqu'à nous. On s'accorde assez généralement à croire qu'on ne porta plus d'*oriflamme* dans nos armées depuis que les Anglais furent maîtres absolus de Paris, après la mort de Charles VI. Cependant on trouve encore cette bannière en usage sous Louis XI, mais il ne paraît pas que ses successeurs s'en soient servi après lui.

de la Ligue, fut contraint d'en augmenter le nombre. Sous le règne de Louis XIII et plus encore sous celui de Louis XIV, le nombre fut toujours croissant.

Après la promotion de 1703, il y en eut vingt.

Ce nom de *maréchal*, qui ne désignait autrefois, comme on l'a vu, qu'un officier de l'écurie du roi, était aussi alors subordonné au connétable comme les officiers cavalcadours au grand-écuyer. Son nom était composé de *mark*, qui en langue gauloise signifiait un cheval, et d'*escal*, mot allemand qui signifiait maître, comme qui dirait *maître des chevaux*. Lorsque cette dignité fut, comme celle de connétable, devenue militaire, la fonction spéciale du maréchal était de mener l'avant-garde au combat.

Cujus erat primum gestare in prælia pilum,

Quippe marescali claro fulgebat honore,

dit Guillaume-le-Breton dans la *Vie de Philippe-Auguste*, liv. VIII.

Les maréchaux suivirent pour les honneurs la fortune du connétable, c'est-à-dire qu'après s'être élevés à mesure que la charge de connétable était devenue plus considérable, ils avaient fini par le remplacer après sa suppression, et cette dignité était devenue la plus grande où l'on pût parvenir par la guerre.

Jusqu'à François I^{er} la dignité de maréchal de France n'avait été qu'une commission que le roi ôtait quand il le jugeait à propos. Mais le 5 décembre 1516, ce prince créa Gaspard de Coligny-Châtillon maréchal de France à vie, à condition que la charge de celui des trois maréchaux suivants qui mourrait le premier demeurerait éteinte et supprimée. Depuis lors la dignité a été à vie. Henri II fut le premier de nos rois qui honora les maréchaux de France de la qualité de *cousins*. Ils avaient plusieurs droits utiles et honorifiques: un des plus singuliers et qui n'a jamais été qu'à quelques fils de France et à eux, c'est que quand quelqu'un était fait maréchal de France, il avait le droit de nommer un commissaire des guerres, qui était pourvu par le roi sur la présentation du nouveau maréchal.

Les maréchaux de France avaient un tribunal appelé la *connétablie*, pour juger des querelles sur le point d'honneur et diverses autres choses se rapportant à la guerre et à la noblesse. Dans les provinces, ils avaient des subdélégués, gentilshommes de marque, dont la dignité ne fut d'abord qu'une simple commission qui devint ensuite une charge. Les maréchaux avaient, en outre, spécialement soumises à leurs ordres, les *compagnies de la connétablie*, dont nous avons parlé plus haut.

Sous Philippe de Valois, en 1330, le revenu de la charge de maréchal de France était de 500 livres, dont ils ne jouissaient que quand ils faisaient les fonctions de

leur charge. En campagne, ils avaient droit à un cheval de l'écurie du roi. Sous Henri IV, ces appointements furent portés à 12,000 livres en temps de paix. Quand ils commandaient l'armée, ils avaient 8,000 livres par mois de quarante-cinq jours, et, aux frais du roi, un secrétaire, un aumônier, un chirurgien, un capitaine des gardes et leurs gardes.

Cet état de choses se maintint jusqu'à la révolution de 1789.

Les gens de guerre avaient, de tout temps, rendu les honneurs aux maréchaux de France ; mais Louis XIV en régla le cérémonial ainsi qu'il suit :

1° Quand un maréchal passera devant un corps de garde, l'officier fera mettre les soldats sous les armes et le tambour battra aux champs ;

2° Dans les villes où se trouvera un maréchal de France, soit qu'il soit de service ou non, il aura une garde de cinquante hommes, y compris deux sergents et un tambour, commandée par un capitaine, un lieutenant, un enseigne avec drapeau ;

3° Dans un camp, les gardes de la tête du camp prendront les armes pour les maréchaux, et les tambours battront aux champs ;

4° Quand un maréchal de France entrera dans une ville de guerre, il sera salué de plusieurs volées de canon, etc., etc.

Ce ne fut que sous Louis XIV qu'on put parvenir à la dignité de maréchal de France par le service de mer. Les maréchaux de Tourville, de Château-Renaud et les deux maréchaux de la maison d'Estrees en frayèrent la route.

Les maréchaux avaient pour marque de leur dignité deux bâtons d'azur semés de fleurs de lis d'or, passées en sautoir derrière l'écu de leurs armes.

Quand ils étaient revêtus de cette dignité, ils prêtaient serment entre les mains du roi. Le nombre en était fixé à douze, mais ce nombre a été plus d'une fois dépassé.

Lors de la révolution de 1789, cette dignité disparut avec les autres grandes charges de la couronne. Elle fut implicitement supprimée par le décret de la Convention du 21 février 1793, portant qu'à l'avenir il n'y aurait que des généraux de brigade, des généraux de division et des généraux en chef.

Elle fut rétablie par le Sénatus-Consulte du 28 floréal an XII, après l'érection de l'Empire. Le titre portait que les maréchaux d'Empire seraient choisis parmi les généraux les plus distingués ; que leur nombre n'excéderait pas celui de seize, indépendamment des maréchaux qui seraient sénateurs.

Voici les honneurs militaires qui leur étaient dévolus :

ART. 1^{er}. — Les maréchaux d'Empire, dont les voyages auront été annoncés par le ministre de la guerre, recevront, dans l'étendue de leur commandement, les honneurs suivants :

1° Ils seront salués de treize coups de canon ;

2° Un escadron ira à leur rencontre à trois quarts de lieue de la place et les escortera jusqu'à leur logis ; ils seront salués par les officiers supérieurs et l'étendard de cet escadron ; les trompettes sonneront la marche ;

3° La garnison prendra les armes, sera rangée sur les places qu'ils devront traverser et présentera les armes ;

4° Ils auront une garde de cinquante hommes, commandée par un capitaine et un lieutenant. Elle sera placée avant leur arrivée et aura un drapeau. Le commandant de la place ira les recevoir à la barrière ;

5° Les postes, gardes et piquets sortiront, porteront les armes ou monteront à cheval ; les sentinelles présenteront les armes ; les tambours battront aux champs et les trompettes sonneront la marche ;

6° Il leur sera fait des visites de corps en grande tenue ; ils donneront le mot d'ordre ;

7° A leur sortie, ils seront traités comme à leur entrée.

ART. II. — Les maréchaux d'Empire voyageant hors leur commandement, et dont le voyage aura été annoncé par le ministre de la guerre, recevront les honneurs prescrits article 1^{er}, mais avec les modifications suivantes :

Ils ne seront salués que de onze coups de canon ; une seule compagnie de cavalerie, commandée par le capitaine, ira à leur rencontre. Le commandant de la place ira les recevoir chez eux ; le mot d'ordre leur sera porté au camp par un officier de l'état-major et dans les places par un adjudant de place.

En même temps, Napoléon eut l'heureuse idée d'ériger, dans le palais des Tuileries, une sorte de Panthéon aux maréchaux, en décidant que, de leur vivant même, leurs portraits seraient placés dans une salle particulière qu'on nomme encore *la Salle des Maréchaux*. Après leur mort, ces portraits étaient portés dans une galerie à l'hôtel des Invalides.

La dignité de maréchal de France ainsi rétablie et le cérémonial réglé, un décret impérial du 29 floréal an XII nomme quatorze maréchaux d'Empire dans l'ordre suivant :

1° BERTHIER, prince de Neufchâtel et de Wagram, ingénieur géographe en 1766, ministre de la guerre en 1799, major général et vice-commétable ; mort à Bamberg, en Bavière, le 1^{er} juin 1815.

2° MURAT, grand-duc de Clèves et de Berg, soldat

en 1787, roi de Naples en 1808. Fusillé au Pizzo, en Calabre, le 13 octobre 1815.

3° **MONCEY**, duc de Conegliano, volontaire en 1768; premier inspecteur général de gendarmerie, gouverneur de l'hôtel des Invalides. Mort à Paris le 20 avril 1842.

4° **Comte JOURDAN**, soldat en 1778, gouverneur des Invalides. Mort à Paris, le 23 novembre 1833.

5° **MASSÉNA**, duc de Rivoli, prince d'Essling, soldat en 1775, surnommé *l'Enfant chéri de la Victoire*. Mort à Paris le 4 avril 1817.

6° **Augereau**, duc de Castiglione, soldat en 1774. Mort à la Houssaye, le 12 juin 1816.

7° **BERNADOTTE**, prince de Ponte-Corvo, soldat en 1780, roi de Suède en 1818. Mort à Stockholm en janvier 1844.

8° **SOULT**, duc de Dalmatie, soldat en 1785; maréchal-général par ordonnance du 26 septembre 1847.

9° **Comte BRUNE**, adjudant-major en 1791. Assassiné à Avignon le 2 août 1815.

10° **LANNES**, duc de Montebello, surnommé *le Roland moderne*, sous-lieutenant en 1792. Mort à Essling le 22 mai 1809.

11° **MORTIER**, duc de Trévise, capitaine en 1791; ministre de la guerre. Tué à Paris le 28 juillet 1835.

12° **NEY**, duc d'Elkingen, prince de la Moskowa, surnommé *le Brave des braves*, soldat en 1788. Fusillé à Paris le 6 décembre 1815.

13° **DAVOUST**, duc d'Auerstaedt, prince d'Elkingen, prince d'Eckmühl, élève à l'École militaire en 1785. Mort à Paris le 1^{er} juin 1823.

14° **BESSIÈRES**, duc d'Istrie, soldat en 1792, commandant en chef de la garde impériale. Mort à Lutzen le 1^{er} mai 1813.

Le même décret élevait à la dignité de maréchal d'Empire quatre sénateurs qui avaient commandé en chef. C'étaient :

1° **KELLERMANN**, duc de Valmy, cadet en 1752. Mort à Paris le 23 septembre 1820.

2° **LEFEBVRE**, duc de Dantzick, soldat gardes françaises en 1773. Mort à Paris le 14 septembre 1820.

3° **Marquis de PÉRIGNON**, sous-lieutenant en 1782. Mort à Paris le 25 décembre 1818.

4° **SERRURIER**, lieutenant en 1755. Mort le 21 décembre 1819.

Sous l'Empire, sept généraux seulement furent élevés au maréchalat, savoir :

1° **VICTOR** (Perrin), duc de Bellune, soldat en 1781, maréchal le 17 juillet 1807, Mort à Paris, le 1^{er} mars 1844,

2° **ODINOT**, duc de Reggio, surnommé *le Bayard moderne*, soldat en 1782, commandant les grenadiers réunis en 1805; maréchal le 12 juillet 1804. Mort à Paris le 13 septembre 1847.

3° **MARMONT**, duc de Raguse, sous-lieutenant d'artillerie en 1790, maréchal le 12 juillet 1809.

4° **MACDONALD**, duc de Tarente, soldat en 1784; maréchal le 12 juillet 1809. Mort à Courcelles, le 25 septembre 1840.

5° **SUCHET**, duc d'Albuféra, soldat en 1792; maréchal le 8 juillet 1811. Mort à Saint-Joseph le 3 janvier 1826.

6° **Marquis de GOUVION-SAINT-CYR**, volontaire, en 1792; maréchal le 27 août 1812. Mort à Hyères le 17 mars 1830.

7° **Le prince PONIATOWSKI**, volontaire dans l'armée polonaise en 1792; maréchal le 16 octobre 1813. Noyé dans l'Elster le 19 octobre de la même année.

Ce fut le dernier maréchal promu sous l'Empire, si l'on excepte le marquis Grouchy, nommé dans les Cent-Jours, et dont la nomination ne fut reconnue qu'en 1831.

Les maréchaux ne pouvaient être mis à la retraite. Le maréchalat fut une dignité et non un grade.

A cette dignité, et sous l'empire de services éclatants rendus à l'État, Napoléon constitua aux maréchaux des dotations, à titre de majorat, sur son domaine extraordinaire, et le plus souvent sur les pays conquis, sortes de lettres de change tirées à vue sur la victoire. Celles de ces dotations qui, par suite des événements de 1814, se trouvèrent situées en pays étranger, furent converties, par une loi du 16 juillet 1821, en pensions inscrites au Grand-Livre de la dette publique.

C'est de ces vaillants lieutenants de Napoléon, tous fils de leurs œuvres, que nous allons écrire l'histoire. Mais auparavant, et à simple titre de complément de cet aperçu sommaire sur l'origine et les phases du maréchalat, nous ajouterons la nomenclature de ceux qui, depuis l'Empire, ont été promus à cette haute dignité militaire.

Sous la Restauration, il a été nommé neuf maréchaux de France.

1° **Le duc de COIGNY**, mousquetaire en 1752, maréchal le 3 juillet 1816. Mort gouverneur des Invalides, le 8 mai 1821.

2° **Le marquis de BEURNONVILLE**, volontaire en 1774, maréchal le 3 juillet 1816. Mort le 23 avril 1821.

3° **CLARKE**, duc de Feltre, cadet en 1781, maréchal le 3 juillet 1816. Mort le 28 octobre 1818.

4° **Le comte VIOMESNIL**, lieutenant en 1747, maréchal le 6 juillet 1816. Mort le 5 mars 1827, comp-

tant quatre-vingt-trois ans de services effectifs.

5° Le marquis de LAURISTON, élève d'artillerie en 1784, maréchal le 6 juin 1823. Mort le 11 juin 1828.

6° Le comte MOLITOR, capitaine en 1791, maréchal le 9 octobre 1823. Mort le 28 juillet 1849.

7° Le prince de HOHENLOHE BARTHENSTEIN, maréchal le 8 mars 1827. Mort le 31 mai 1829.

8° Le marquis MAISON, capitaine de fédérés en 1792, général en chef de l'expédition de Morée. Mort le 12 février 1840.

9° Le comte de BOURMONT, enseigne dans les gardes françaises en 1788, maréchal le 14 juillet 1830. Mort en octobre 1846.

Sous le règne de Louis-Philippe, il a été nommé dix maréchaux :

1° Le comte GÉRARD, volontaire en 1791, maréchal le 17 août 1830.

2° Le comte CLAUDEL, sous-lieutenant en 1791, maréchal le 30 juillet 1831. Mort le 21 avril 1842.

3° MOUTON, comte de Lobau, soldat en 1791, maréchal le 30 juillet 1831. Mort le 27 novembre 1838.

4° Marquis de GROUCHY, élève d'artillerie en 1780, nommé maréchal par Napoléon, le 7 avril 1815, confirmé seulement le 19 novembre 1831.

5° Comte VALÉE, promu le 11 novembre 1837, après la prise de Constantine. Mort le 13 août 1846.

6° Comte SÉBASTIANI-PORTA, nommé le 21 octobre 1840.

7° Comte DRUET-D'ERLON, volontaire en 1791, maréchal le 9 août 1843. Mort le 25 janvier 1844.

8° BUGEAUD, marquis de la Piconnerie, soldat aux vélites de la garde en 1804, maréchal le 31 juillet 1843. Mort le 10 juin 1849.

9° Comte REILLE, grenadier en 1791, maréchal le 17 septembre 1847.

10° Vicomte DODE DE LA BRUNERIE, aspirant de génie en 1794, maréchal le 17 septembre 1847. Mort en février 1851.

Louis XVIII avait fixé à 40,000 fr. les émoluments des maréchaux de France en non activité. Ce chiffre resta le même sous Louis-Philippe. Sous le règne de ce dernier prince, une ordonnance du 26 septembre 1847 conféra au maréchal Soult, duc de Dalmatie, « pour services éclatants rendus à l'État, » le titre honorifique de maréchal-général. Une autre ordonnance du 11 décembre suivant lui attribua la fran-

chise illimitée. En rétablissant le maréchalat-général pour ce maréchal, Louis-Philippe fit pour lui ce qu'avait fait en 1672 Louis XIV pour Turenne, en 1733 Louis XV pour Villars, et en 1746 le même prince pour Maurice, comte de Saxe. Sous Louis XIV, la dignité de *maréchal-général des camps et armées du roi* emportait le commandement sur les autres maréchaux. Elle fut conférée à Turenne, avec ordre aux trois maréchaux d'Humières, de Bellefonds et de Créquy de lui obéir. Ces maréchaux, ayant refusé, furent exilés.

Nomination faite par le Président de la République en 1848.

Jérôme BONAPARTE, volontaire de marine en 1799, roi de Westphalie le 17 août 1807, maréchal de France en 1849.

En tout, depuis le décret de Napoléon, du 29 floral an XII, qui a rétabli le maréchalat, jusqu'en 1849, quarante-quatre maréchaux, parmi lesquels vingt-quatre ont commencé par être soldats ou volontaires; ce sont les maréchaux Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Soult, Rey, Bernadotte, Lefebvre, Victor, Bessières, Oudinot, Macdonald, Suchet, Gouvion-Saint-Cyr, Poniatowski, Clarke, Beaumontville, Maison, Gérard, Mouton, Drouot, comte Reille et Jérôme Bonaparte.

Après la révolution du 2 décembre 1851, quelques faits importants dans l'histoire du maréchalat se succédèrent.

Le 26 décembre le maréchal-général Soult, le dernier survivant des maréchaux de la première promotion, mourut à Saint-Amans.

Par décret du 11 décembre, trois nouveaux maréchaux furent nommés :

Les généraux de division EXCELMANS, HARISPE et VAILLANT.

Les bâtons des maréchaux restèrent, comme avant, un cylindre en sapin, long de 20 centimètres et d'un diamètre de 4 à 5, recouvert de velours étoilé d'or, avec deux petites calottes d'or aux deux bouts sur lesquelles on lit : « Terror belli, Deus pacis. »

Aux termes de l'ordonnance du 19 août 1816, les maréchaux ont continué à n'avoir pour arme que ce bâton, signe de commandement supérieur, l'épée et deux pistolets.

Par l'art. 20, § 4^{er} de la Constitution du 14 janvier 1852, les maréchaux sont de droit sénateur.



Bernadotte chez Bonaparte au 18 brumaire.

AUGEREAU

(PIERRE-FRANÇOIS-CHARLES)

Né à Paris, le 11 novembre 1757.



Augereau appartenait à cette classe populaire que, par le baptême de la gloire, la Révolution allait ennoblir.

Sa mère était marchande des quatre saisons; son père était ouvrier tanneur. Ils habitaient un réduit du faubourg Saint-Marceau. C'est de cette humble condition qu'après s'être élevé au grade de général de division, Augereau devait être successivement duc de Castiglione et maréchal d'empire le 19 mai 1804, grand officier de la Légion-d'honneur le 14 juin suivant, grand-cordon le 2 février 1805, en même temps chef de la 15^e cohorte de cette légion et grand dignitaire de l'ordre de la Couronne-de-Fer, grand-croix de l'ordre de Charles III en juillet 1804, et enfin chevalier de Saint-Louis et pair de France en 1814.

Les premiers degrés de cette échelle d'honneurs furent loind'annoncer ce qu'elle devait être. Dès l'âge de dix-huit ans, après avoir servi en France dans l'ordre des carabiniers, Augereau s'engagea dans les troupes napolitaines et y servit comme soldat jusqu'en 1781. A cette époque ayant ouvert à Naples une salle d'armes, il professa l'escrime jusqu'en 1792, où, forcé de

quitter le royaume avec tous les Français qui s'y étaient établis, il retourna en France. Il reprit du service dans les volontaires nationaux. Intelligent, intrépide, jacobin exalté, vrai bravache, il acquit facilement dans son corps une influence qu'il dut à la fois à son courage et à son opinion. Il passa rapidement par tous les grades, et en septembre 1793 on le trouve adjudant-général, général de brigade en octobre, et général de division en décembre de la même année.

Il fut successivement employé en cette qualité, en 1794, à l'armée des Pyrénées commandée par le général Dugommier, et, en 1795, à l'armée d'Italie sous les ordres du général Bonaparte.

Nous ne le suivrons pas dans cette campagne d'Italie toute pleine de ses titres de gloire où général et soldat à la fois, on le voit souvent en un même jour quitter le mousquet pour l'épée, reprendre l'épée après le mousquet.

Quelques faits particuliers se détachent comme des poèmes partiels dans cette grande épopée militaire d'Italie, où on le voit au début prendre une part active à la bataille de Montenotte, à l'affaire de Dego et



Berthier écrivant sous la dictée de Napoléon.

du camp retranché de Ceva, s'emparer d'Alba dans la vallée du Tanaro, passer le Pô, s'emparer de Casal, marcher sur Lodi, forcer le passage du pont malgré un épouvantable feu, passer le Mincio, s'emparer de Peschiera et se diriger sur Bologne où il fait prisonnières les troupes du pape qui défendent la place.

Avant cela, à Millesimo, Augereau avait été chargé de débarrasser les gorges et de s'ouvrir un passage pour le Piémont. Cette tâche était rude. Retranché dans un de ces châteaux, véritables nids d'aigle, dont les vieilles tours féodales couronnent la cime des Alpes, le général piémontais Provera gardait ces gorges avec quinze cents hommes. Comme ces seigneurs des vieux temps dans les ballades allemandes, il s'était retranché là prêt à faire pleuvoir sur les assaillants un déluge de pierres et d'énormes rochers, terribles engins qui pouvaient écraser des lignes entières. Augereau l'attaque de front. Six heures se passent en infructueuses attaques. Tous les braves de son corps d'armée viennent successivement s'essayer contre ce château de la montagne où les vieux châtelains hissaient leurs gonfalone, et qui alors, enveloppés de feu et de fumée, vomit des balles et des rochers. Trois généraux : Joubert, Brunel, Guérin sont grièvement blessés ou tués à la tête de leurs colonnes : temps héroïques où à l'assaut d'une redoute ou d'un retranchement les généraux marchaient comme de simples soldats. Tant d'obstacles irritent Augereau. Il électrise ses soldats de la voix et de l'exemple. Un mousquet à la main, l'épée d'une autre, il s'élance à leur tête, escaladant les rochers avec impétuosité, tenant tête à la fois au général Colli

qui veut dégager Provera, à Provera qui, perché sur la pointe d'un rocher se bat en désespéré. Enfin, après douze heures d'un combat héroïque, il emporte la position et ouvre à Bonaparte une des routes de cette Italie où devaient s'accomplir tant de prodiges.

A Arcole, même intrépidité de la part d'Augereau.

De concert avec la division Masséna il avait reçu l'ordre de se porter sur les derrières de l'armée autrichienne dont Bonaparte voulait faire enlever l'artillerie et les parcs de réserve. Il marche sur Ronco, fait jeter un pont sur l'Adige, le passe et porte son avant-garde sur Arcole. C'était un petit village situé au milieu de grands et profonds marais. Une digue y conduisait coupée par la rivière d'Alpon qu'il fallait passer sur un pont en bois, étroit, élevé, aboutissant à des maisons crénelées occupées par l'ennemi et enfilé ou pris en écharpe par une batterie de vingt pièces de canon.

Après quelques tentatives infructueuses pour passer le terrible pont, Augereau, voyant arriver un renfort à la tête duquel se trouvait le général en chef Bonaparte, veut se rendre maître du pont par un de ces élans d'enthousiasme et d'intrépidité qui, plus d'une fois déjà, avaient assuré la victoire aux Français. Déjà les chefs de corps s'étaient avancés à plusieurs reprises en tête de leurs colonnes. Broyées par la mitraille, toutes ces colonnes s'étaient vues repoussées. Les grenadiers rebutés, effrayés d'un feu si meurtrier auquel ils ne pouvaient riposter, refusaient de marcher. Augereau se saisit d'un drapeau, s'élance jus-

qu'au milieu du pont : « A moi, enfants de la France ! » s'écrie-t-il au milieu d'une grêle de balles, à moi ! » Bonaparte arrive en cet instant, il imite l'exemple d'Augereau. A la suite des deux généraux les troupes se précipitent sur le pont, dont le passage néanmoins ne put être effectué que plus tard. Sept généraux ou officiers supérieurs y avaient été blessés.

A côté de ces pages brillantes de sa campagne d'Italie, s'en trouvent d'autres plus sombres qu'on a amèrement reprochées à Augereau et dont l'histoire doit l'absoudre. Nous voulons parler du massacre de Lugo, qui portait en quelque sorte son excuse avec lui.

La Romagne s'était mise en insurrection et les insurgés avaient fait de Lugo leur place d'armes. Augereau s'était rapidement porté sur ce point, avait donné quelques heures aux habitants, avec menace de livrer leur ville au pillage et aux flammes en cas de refus. Les révoltés, qui attendaient du secours de quelques bandes connues sous le nom d'*armée catholique papale* qui couraient le pays exterminant tous les Français isolés, n'accueillirent qu'avec mépris la menace d'Augereau. Ils firent plus : ayant attiré quelques dragons dans une embuscade, ils les prirent, leur coupèrent la tête et les exposèrent sur les remparts au haut des piques. Cet acte de barbarie sauvage irrite Augereau ; il marche contre l'armée catholique papale arrivée sous les murs de Lugo au secours des révoltés, l'attaque, la taille en pièces, entre pêle-mêle dans la ville avec ses débris, s'y trouve avoir en tête à la fois et les troupes battues qui se ralliaient derrière les monuments, et les habitants qui, barricadés dans leurs maisons, s'y défendaient avec un incroyable acharnement. Enfin tout cède à la valeur des Français : la ville fut livrée au pillage et tout ce qui s'y trouva fut massacré.

Quatre armées successives battues, les Autrichiens chassés de l'Italie, le traité de Campo-Formio, furent, on le sait, le résultat de cette campagne de prodiges dont Augereau eut sa grande part. Il fut chargé par le général Bonaparte de porter à Paris les drapeaux pris sur l'ennemi.

On était alors sous le Directoire. Par de grands travers de mœurs et de combinaisons, ce gouvernement, dès son installation, s'était compromis aux yeux de tous les partis. Voulant s'éloigner de la révolution, il avait cherché sa force hors d'elle et s'était discrédité aux yeux des révolutionnaires par ses avances aux hautes classes sociales, jusqu'alors disgraciées, et aux yeux de ces classes qui ne pouvaient lui pardonner son origine. De là des oscillations continuelles, une direction sans but. Ne voulant ni terreur ni royalisme, il s'était trouvé seul, isolé, chancelant entre deux puissants partis.

Pour remédier à ces incertitudes, il avait imaginé un système dit de *bascule politique* qui consistait à frapper alternativement les deux partis. Ce système vicieux n'avait fait qu'empirer sa position. Plus isolé que jamais, il s'était entouré de gens d'affaires, d'agiotiers, d'intrigants : tout avait été corruption, dilapidation, et sous ce gouvernement de plomb tous les sentiments vrais et généreux s'étaient déclarés contre lui.

Un tel état de choses annonçait quelque tempête politique ; on marchait à grands pas vers une crise.

Forts de la faiblesse du Directoire, les Conseils, où dominait la réaction, attaquèrent avec une incroyable audace la révolution et les patriotes, ne parlèrent plus que prêtres, cloches, émigrés, et dans cet état de fièvre contre-révolutionnaire eurent l'imprudence de

flétrir jusqu'à la gloire nationale, cette belle gloire que les armées avaient acquise en Italie ou ailleurs.

Cet aveuglement des Conseils sauva la révolution. L'armée s'indigna ; dans son irritation, elle se prononça contre eux, et le général en chef de l'armée d'Italie, Bonaparte, seconda puissamment son impulsion. De là une adresse foudroyante de cette armée contre les Conseils et le fameux ordre du jour suivant :

« Soldats, je le sais, votre cœur est plein d'angoisses « sur les malheurs de la patrie ; mais si les armées « de l'étranger pouvaient l'emporter, nous volerions « du sommet des Alpes avec la rapidité de l'aigle « pour défendre cette cause qui nous a déjà coûté « tant de sang. »

Enfant de Paris, et fort prononcé dans les idées du moment, Augereau fut chargé par le général Bonaparte de porter l'adresse de l'armée et l'ordre du jour au Directoire ; et ce gouvernement, que chacun croyait perdu, se voyant tout à coup fort de l'appui de l'armée, se disposa à terrasser ses ennemis.

Dans Augereau, il y avait deux hommes : le guerrier et le courtisan. Comme guerrier, le général Augereau était le type du brave idéal du genre. Le courtisan était tout autre, et, sans cesser d'être brave, semblait s'étudier à devenir l'instrument servile de toutes les dominations. Aussi, heureux le biographe qui aurait pu s'arrêter à cette première partie de la vie si glorieuse d'Augereau.

Arrivé à Paris, brillant de gloire et riche des dépouilles du pays conquis, il s'attacha au parti directorial. On était en 1797. Le Directoire, tout en acceptant comme un secours providentiel l'adhésion qui lui venait des armées, commençait à redouter ces généraux qui prenaient une si terrible initiative, et intervenaient par des adresses si foudroyantes dans les affaires du gouvernement.

Cependant, pour le coup d'État qu'il méditait, il avait besoin d'un général ; mais il lui en fallait un plus ardent qu'habile, plus déterminé qu'éclairé, qui fût à la fois assez intrépide, assez dévoué pour pouvoir lui confier le commandement de la force armée de Paris sans qu'il fût tenté d'en user pour son compte. Voulant un instrument, mais non pas un maître, il jeta les yeux sur Augereau, et le nomma commandant de la 17^e division militaire.

La révolution alors n'était déjà presque plus une lutte de principes, mais une lutte d'ambitions. Aussi le général qui disposait de la force matérielle devenait par cela seul le point de mire de tous les partis : Augereau le devint.

Plus habile cependant, en cette circonstance, qu'on ne l'aurait cru, Augereau garda une réserve prudente, se faisant à la fois craindre et désirer de tous les partis. Son dernier mot à tous était un de ces mots élastiques qui disent beaucoup ou ne disent rien : « *Je suis enfant de Paris*, se bornait-il à dire quand on le pressait trop vivement de s'expliquer, *Paris n'aura jamais rien à craindre de moi.* »

Tout en protestant cependant de son respect pour la légalité, il ne laissait pas d'être un instrument fort dévoué à l'autorité. Il le prouva au 18 fructidor. Le parti royaliste conspirant sourdement contre le Directoire, Augereau entra dans la salle du Corps législatif à la tête de la force armée, arracha les épaulettes au colonel Ramel, fit conduire les suspects au Temple, décima l'assemblée, et fut proclamé le *sauveur de la patrie*, le *triomphateur de fructidor*.

La soif d'honneurs d'Augereau eut là un premier mécompte. Pour cet attentat contre un des pouvoirs

de l'État, une récompense avait été stipulée. Augereau devait remplacer un des directeurs renvoyés; mais le Directoire, craignant de se voir dominer par un chef de prétoriens qui, une fois déjà, avait fait usage de sa force, ne porta son nom que le troisième sur la liste des candidats. C'était en quelque sorte le signaler à l'exclusion des Conseils: les Conseils l'exclurent.

Augereau, se voyant joué, jura, menaça: le Directoire le laissa dire et l'envoya à l'armée de Rhin-et-Moselle à la place de Hoche, qui venait de mourir.

Cette armée de Rhin-et-Moselle était d'un républicanisme ardent. Dans ce milieu républicain, le jacobin Augereau eut peu de peine à se rendre maître des esprits et des volontés. Le Directoire en eut peur, et, le trouvant trop près de lui, prétextua une expédition de Portugal et l'envoya commander la 10^e division militaire à Perpignan.

En 1799, le département de la Haute-Garonne l'ayant nommé député au Conseil des Cinq-Cents, il quitta son commandement inutile, se rendit à Paris, s'y trouva au moment où Bonaparte, de retour d'Égypte, était l'objet de l'attention publique, et, jaloux, comme la plupart des généraux, de cette jeune gloire qui les éclipsait tous, il se prononça hautement contre lui. Au Conseil des Cinq-Cents, le général Jourdan, frappé de l'influence croissante de Bonaparte, ayant fait la motion de déclarer la patrie en danger, Augereau l'appuya, protestant que la tête du général de fructidor serait jetée bas avant qu'on osât rien entreprendre contre le gouvernement établi.

Cette fièvre de légalité dura peu. Quelques jours après, lorsque le pouvoir parut fixé aux mains de Bonaparte, Augereau fut le trouver à Saint-Cloud, et lui donnant l'accolade fraternelle: « Comment, dit-il, vous avez voulu faire quelque chose pour la patrie, et vous n'avez pas appelé Augereau? »

En 1800, employé par le premier consul Bonaparte à l'armée d'Allemagne, il y seconda puissamment le général Moreau à la tête de vingt mille Gallo-Bataves, et après le traité de Lunéville, en 1801, se retira dans une de ses terres, près de Melun, jusqu'en 1803. Désigné à cette époque pour commander une expédition en Portugal, qui n'eut pas lieu, il revint à Paris en 1804, assista au sacre de Napoléon, fut présenté au pape à Fontainebleau, donna son adhésion au nouvel ordre de choses, et ce qui lui restait de républicanisme fut étouffé sous les dignités honorifiques dont l'Empereur le combla.

Possesseur d'immenses richesses, chargé de titres et d'honneurs, il voulut se marier; il fut trouver son notaire: « Cherchez-moi, lui dit-il, une jeune personne « de bonne noblesse, sage et pauvre; je veux qu'elle « me doive tout. » Le notaire lui trouva une demoiselle de la famille des Chavannes. Augereau l'épousa et se montra meilleur époux que sujet fidèle.

En 1805, lors de la guerre de coalition qui se termina par la paix de Presbourg, Augereau se conduisit en Allemagne comme il s'était conduit en Italie. A Iéna, il déploya des talents de stratège qu'on n'attendait pas de lui. A Eylau, souffrant de la fièvre, ne pouvant se soutenir, il se fait lier sur un cheval, commande, combat, brave le feu et la mitraille, est atteint d'une balle et ne s'en aperçoit qu'après la victoire. Roland n'eût pas fait mieux.

Souffrant, blessé, malade, il rentre en France pour rétablir sa santé altérée. En 1810, envoyé à l'armée d'Espagne, il y essuie des revers tout nouveaux pour lui et tombe en disgrâce jusqu'en 1812.

Rappelé à cette époque où commencèrent les grands

revers de l'Empire, il eut encore de belles pages militaires. En 1813, se trouvant à Berlin, il se défend avec quelques braves dans sa maison contre un corps de Prussiens et de cosaques qui étaient venus pour l'attaquer. Il se retire à Francfort, en est nommé gouverneur-général, est presque immédiatement investi du gouvernement du grand-duché de Wurtzbourg, y célèbre avec une pompe qui ne passa pas inaperçue parmi les grandes pompes d'alors l'anniversaire du couronnement de l'Empereur, et enfin se trouve à la bataille de Leipsick où, avec une poignée d'hommes, il défendit pendant tout un jour un poste important contre des troupes infiniment supérieures.

Ce fut le dernier bel acte de sa vie. L'histoire devrait pouvoir s'arrêter là.

En 1814, lors de la première invasion, pendant que Napoléon manœuvrait au centre des masses ennemies, Augereau, à Lyon, avec une armée, avait ordre de se jeter devant la Suisse et de menacer les envahisseurs de leur ôter cette grande base de leurs opérations. Il le pouvait; il le devait. Il ne sut pas ou ne voulut pas faire la diversion la plus dangereuse que les coalisés eussent à redouter. En laissant occuper Lyon sans le défendre, il manqua de sauver la France; ce fut une tache à sa gloire. Bien plus, il fit suivre cet acte d'une proclamation qui fut une tache à son honneur. On y lisait ces mots: « Soldats, vous êtes déliés de vos serments; vous l'êtes par la nation, en qui règne la « souveraineté; vous l'êtes encore, s'il était nécessaire, « par l'abdication d'un homme qui, après avoir immolé « des millions de victimes à sa cruelle ambition, n'a « pas su mourir en soldat. »

Ayant ainsi sacrifié aux Bourbons plus que sa vie, son honneur, les Bourbons, qui, à ces temps de trahison, avaient des récompenses pour tous les services, le nommèrent chevalier de Saint-Louis et membre du conseil de la guerre.

Approcher d'Augereau la coupe des honneurs, c'était l'exciter à vouloir en boire à tout prix. Au premier anniversaire du 21 janvier, on le vit présider un service funèbre dans l'église de Clermond-Ferrand. Cette palinodie valut la pairie au jacobin vainqueur de fructidor; et quand, quelques mois après, dans un repas militaire solennel, il eut porté le toast le plus absolu en l'honneur de Louis XVIII, ce roi le nomma commandant de la 14^e division militaire.

Ce fut là que le trouva Napoléon à son retour de l'île d'Elbe. Il le signala par ces mots à l'armée: « Un « homme sorti de nos rangs a trahi nos lauriers, son « pays, son prince, son bienfaiteur. La défection du « duc de Castiglione livra Lyon sans défense à nos « ennemis, etc. »

Insensible à ce flétrissant stigmate, Augereau, toujours prêt à se tourner du côté de la domination, se déclara pour celui qu'il avait trahi, et insulta les couleurs auxquelles il s'était rallié: « Soldats, dit-il dans « une proclamation, dans l'absence de Napoléon, vos « regards cherchaient en vain sur vos drapeaux « blancs quelques souvenirs honorables. Jetez les yeux « sur l'Empereur. A ses côtés brillent d'un nouvel « éclat ses aigles immortelles; ralliez-vous sous leurs « ailes. »

Napoléon refusa les avances de cet homme deux fois apostat. Ce fut sa seule vengeance.

Le roi revint, Augereau se prononça pour le roi. Mais cette fois ses espérances furent déçues. Il rentra, il est vrai, à la chambre des pairs, d'où Napoléon l'avait exclu; il fut un des membres du conseil de guerre chargé de juger le maréchal Ney, un compa-

gnon d'armes ; mais il ne put paraître à la cour. Cette disgrâce fut sensible au vieux jacobin, qui se retira dans sa terre de la Houssaye, où il mourut d'une hydro-pisie de poitrine, le 12 juin 1816.

Tel fut Augereau. L'histoire en lui doit voir deux hommes distincts, le guerrier et le courtisan. La partie de sa vie qui se passa dans les camps est brillante et pure ; celle qui se passa dans les cours est terne et sombre. L'un des plus brillants courages et des plus glorieux noms de l'armée, il enchaîna sa valeur à toutes les dominations. En quelques mains que tomba le pouvoir, il l'adora. Directoire, consul, empereur, roi, tout fut successivement l'objet de son culte, et il se montra aussi intrépide dans ses apostasies que sur les champs de bataille.

Voici le portrait qu'en trace Napoléon :

« Augereau, qui, comme guerrier, a de belles pages

« dans l'histoire, manquait essentiellement de ténacité dans le succès. Il était toujours comme fatigué, « comme découragé par la victoire même ; il en avait « toujours assez. Sa taille, ses paroles, ses manières « lui donnaient l'air d'un bravache, ce qu'il était loin « d'être quand une fois il se trouva gorgé d'honneurs « et de richesses, lesquels d'ailleurs il s'adjudgeait de « toutes mains et de toutes manières : aussi ses défec- « tions resteront inséparables de son nom. Depuis « longtemps, chez lui, le maréchal n'était plus soldat. « Son courage, ses vertus premières l'avaient élevé « très-haut, hors de la foule ; les honneurs, les digni- « tés, la fortune l'y avaient replongé. Il eût pu laisser « un nom cher à la France ; elle réprovera la mémoire « d'un défectionnaire lors de nos grands revers. Du « reste, il dut sa conduite moins à son cœur qu'à son « peu de lumière et à son entourage. »

BERNADOTTE

(JEAN-BAPTISTE-JULES)

Prince de Ponte-Corvo, maréchal d'Empire, roi de Suède et de Norwège,
sous le nom de *Charles-Jean*

Né le 26 janvier 1764.

Fils de bons bourgeois de Pau en Béarn, Bernadotte s'engagea dès l'âge de seize ans dans Royal-Marine. Après neuf ans de service, en 1789, il était sergent. Intrépide, intelligent, mais fils de roturier, sans la révolution il aurait probablement vieilli dans ce grade subalterne. La révolution éclata, et, peu après, on le retrouve colonel en 1792, général de brigade et général de division en 1793.

En cette dernière qualité, il fait la campagne de 1794 à l'armée de Sambre-et-Meuse, contribue puissamment au gain de la bataille de Fleurus, reste en Allemagne jusqu'en 1796, et, en 1797, se rend avec sa division en Italie, où commandait en chef le général Bonaparte.

Envieux, jaloux, vaniteux, présomptueux à l'excès, il n'avait pu voir sans haine la gloire du général Bonaparte, qui, l'un des derniers venus des généraux de la révolution, les éclipsait déjà tous. Puis les victoires si brillantes et si rapides des soldats de l'armée d'Italie, comparées aux succès méthodiques des armées d'Allemagne, avaient fait naître entre les soldats des deux armées une rivalité que la fierté provoquante des uns et la jalousie peu endurante des autres n'avaient pas tardé à convertir en animosité. L'exemple de Bernadotte contribuait puissamment à entretenir ces dispositions fatales dans sa division, à l'aigrir contre les autres divisions du général en chef, et il ne fallut rien moins que le baptême de gloire de quelques victoires remportées en commun pour réconcilier tous ces braves.

Bernadotte seul, retranché dans les mesquines rancunes de son envieuse jalousie, persistait à méconnaître la gloire du général en chef de l'armée d'Italie, et à ne laisser échapper aucune occasion d'agir contrairement à ses vœux.

Ainsi, entre autres, avant le 18 fructidor, lorsque l'armée d'Italie envoya au Directoire ces adresses foudroyantes qui lui assuraient son appui contre le parti royaliste, trois des généraux divisionnaires de l'armée, Augereau, Masséna, Joubert, remirent celles de leurs corps au général en chef Bonaparte ; le quatrième, Bernadotte, envoya directement au Directoire la sienne, qui se distinguait des autres et par la forme et par le fond.

A cette époque, Bernadotte affichait les sentiments républicains les plus prononcés ; le Directoire fit choix de lui pour le détacher, avec sa division, de l'armée d'Italie et l'envoyer à Marseille, où la réaction royaliste faisait couler des flots de sang. Il arrêta avec vigueur toutes ces menées factieuses, et rétablit l'ordre avec une énergie toute républicaine.

Cette mission l'empêcha de cueillir sa part des lauriers de l'armée d'Italie.

L'immortelle campagne de 1797 se termina sans lui, et sa jalousie s'accroissant en raison de la gloire qu'acquerrait le jeune général en chef, lorsqu'après le traité de Campo-Formio on projeta une descente en Angleterre, qui ne devait jamais s'effectuer, il refusa obstinément d'y suivre Bonaparte.

En quittant, à la paix, l'armée d'Italie, Bonaparte en avait laissé le commandement à Berthier. Le Directoire, qui commençait à trouver dangereux les éminents services que Bonaparte avait rendus à la République, la popularité croissante du jeune général, voulant lui ôter ce point d'appui de l'armée d'Italie, qui pouvait au besoin être un terrible instrument aux mains d'un ambitieux, en donna le commandement à Bernadotte, en remplacement de Berthier, tout dévoué à Bonaparte. Bernadotte part ; mais avant même qu'il eût pris le commandement de cette armée, l'influence

de Bonaparte avait fait annuler cette nomination. Arrivé au quartier-général, il y trouva une commission d'ambassadeur extraordinaire à Vienne.

Voici à quelle occasion.

Le général Duphot, ambassadeur de la république à Rome, avait été assassiné par une bande de sicaires aux gages du gouvernement papal. L'armée d'Italie avait reçu l'ordre de marcher sur Rome pour tirer une réparation éclatante de cet assassinat, et Bernadotte devait aller à Vienne protester, au nom de la République, contre toute idée de conquête.

Dans cette honorable mission, Bernadotte ne vit qu'une injustice criante : il refusa d'aller à Vienne. Son refus retarda la marche de l'armée et laissa quelque temps impuni l'acte sauvage du gouvernement papal. Enfin, craignant d'assumer une trop grande responsabilité en retardant plus longtemps son départ, il se décide à partir ; mais arrivé à Vienne, tout fiel et tout rancune, au lieu de s'inspirer de son patriotisme, il ne prend conseil que de sa vanité blessée, et boude à la fois et le gouvernement qu'il représente et le gouvernement qu'il a mission d'éclairer sur les vues de la France.

Peu content de s'annuler ainsi par cette inconcevable inertie, il annule la France, en ne faisant pas arborer sur son hôtel le drapeau de la république, en ne faisant pas porter au personnel de l'ambassade la cocarde et les couleurs de la république. Cet acte de lâche condescendance pour le gouvernement autrichien émeut à la fois l'opinion publique de France, la presse, le gouvernement. Les journaux patriotes l'attaquent avec acharnement. Le Directoire lui écrit : « Je ne puis croire qu'un général qui a si bien servi la nation sous ce drapeau tricolore néglige de faire respecter ses couleurs. Je vous ordonne de faire distinguer votre hôtel par les couleurs nationales, si vous ne l'avez déjà fait. »

Force fut à Bernadotte d'obéir. Le pavillon de la République est arboré. Il était trop tard. Les bandes d'émigrés français qui peuplaient la capitale de l'Autriche, qui avaient ameuté la populace de Rome contre le général Duphot, irrités de voir la république faire acte d'existence là où ils étaient, ameutent la populace de Vienne contre Bernadotte. L'hôtel de l'ambassade fut envahi, et l'ambassadeur ne dut qu'à son sang-froid et à son intrépidité d'échapper à Vienne au sort du général Duphot à Rome. Cette cour de Vienne, si rompue au crime qu'un crime de plus ne l'a jamais fait reculer, laissa faire.

Après un tel éclat, Bernadotte ne put que quitter Vienne. Le Directoire, qui n'attribua qu'à la mollesse de l'ambassadeur l'insulte que venait de recevoir le drapeau de la république, traita cette affaire avec indifférence. Bernadotte s'en aigrit et refusa l'ambassade de La Haye, qu'on lui offrit à titre de compensation.

Il vécut dans une sorte de disgrâce jusqu'en 1799. A cette époque, la guerre ayant été déclarée à l'Autriche, Bernadotte fut nommé général en chef de l'armée d'observation sur le Rhin. En cette qualité il prit part à quelques faits militaires peu importants ; mais ce qui caractérisa surtout son commandement, furent des actes de vigueur et de patriotisme qui le réhabilitèrent momentanément. Ainsi, entre autres, il restreignit les réquisitions de guerre, mesure utile qui mettait un terme aux effroyables dilapidations des armées d'alors ; il chassa de Bonfort les agents de l'Autriche, forcenés propagandistes qui soulevaient partout les populations contre la France. Il fit retirer les émigrés français à vingt lieues au delà des positions occupées par les armées de la république, sous peine

d'être traités comme espions, et leur épargna ainsi la honte de conspirer contre leur patrie sous les yeux même de leurs concitoyens.

La révolution du 30 prairial eut lieu. Le même motif qui, avant le 18 fructidor, avait fait nommer Augereau au commandement de la 17^e division fit élever Bernadotte au ministère de la guerre. Le parti triomphant avait besoin d'un instrument et jeta les yeux sur lui.

Son passage au ministère de la guerre est une belle page de sa vie. A une époque où, par suite des grands revers des armées françaises, la France était menacée d'être envahie par toutes ses frontières, où le découragement était dans tous les cœurs, Bernadotte fit preuve d'une activité, d'une énergie remarquables. Il essaya de remonter les vigoureux ressorts de cette fièvre révolutionnaire qui, une fois déjà, en 1793, avait sauvé la France. Affichant une démagogie fongueuse, il rallia un moment à lui le parti de la grande tradition révolutionnaire qui, depuis quelque temps alors, manquait de centre. Le Directoire ne vit là qu'une tactique d'opinion et d'influence et en prit ombrage. Sous prétexte d'une démission qu'il n'avait jamais demandée, on lui donna pour remplaçant au ministère le général Millet-Moreau.

Bernadotte, piqué, demanda à être mis à la réforme. Lors de la crise de Brumaire, Bernadotte, qui, pour prix d'une couronne, devait trahir et combattre la démocratie, se montra un de ses plus zélés soldats. Seul, chez Bonaparte, dans la nuit du 17 au 18, au milieu de mille officiers dévoués qui attendaient les ordres du vainqueur des Pyramides, il osa résister à ses offres, refusa la seconde place de la république. Répondant à la colère de Bonaparte par des menaces, il sortit fièrement traversant, la foule des conjurés, emportant leurs révélations, se déclarant leur adversaire et même leur dénonciateur. Il les dénonça en effet ; mais alors déjà Bonaparte était assez fort pour pouvoir parer à tout par le simple effet d'une menace.

Pour toute vengeance, après l'installation du consulat, Bonaparte le nomma conseiller d'État et général en chef de l'armée de l'Ouest. Mais rien ne pouvait ramener cette nature envieuse et jalouse ; et dans ce nouveau poste, ne voulant être ni l'instrument, ni le courtisan, ni l'ami du Premier Consul, il se posa comme son ennemi.

A cette époque, quelques officiers de son état-major s'étant trouvés compromis dans une conspiration royaliste, des soupçons de complicité s'élevèrent jusqu'à lui, mais rien ne vint les fortifier.

L'impression qu'avaient laissée ces soupçons n'était pas effacée encore, lorsque Bernadotte demanda le commandement de l'expédition de Saint-Domingue qui se préparait alors. Bonaparte refusa formellement et donna ce commandement au général Lecierc. Cette circonstance accrut encore l'animosité de Bernadotte contre Bonaparte. Son beau-frère, Joseph Bonaparte, depuis roi d'Espagne, chercha en vain à les rapprocher. Il obtint de temps à autre quelques traités de circonstance qui furent toujours l'œuvre de la nécessité, jamais de la sympathie.

En 1804, Napoléon, devenu empereur, essaya d'apivoiser cette nature revêche et peu sympathique. Il le créa maréchal d'empire, grand-officier de la Légion-d'Honneur (14 juin), chef de la 8^e cohorte de cette légion. Peu après (septembre), il le nomma au commandement de l'armée de Hanovre, grand-aigle de la Légion-d'Honneur (24 janvier 1805), grand-dignitaire de la Couronne-de-Fer. Bernadotte se laissa faire, et

malgré son opiniâtre opposition dans le conseil d'État à l'institution de la Légion-d'Honneur, il accepta toutes les dignités honorifiques de cet ordre. Pendant son commandement de Hanovre, il reçut aussi les ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, et la grand-croix de Saint-Hubert de Bavière. Dans cette poitrine ainsi couverte de rubans, d'ordres et de décorations, il ne resta plus de place au républicanisme du général démagogue.

En 1805, l'armée du Hanovre ayant été rappelée en Allemagne, Bernadotte réunit à son corps d'armée les troupes bavaoises destinées à servir contre l'Autriche, entra successivement à Wurtzbourg et à Munich, gagna dans cette campagne la souveraineté et le titre de prince de Ponte-Corvo, et se trouva, en 1806, à la mémorable bataille d'Austerlitz, où son corps mérita les éloges de Napoléon.

Cette même année 1806, la guerre contre la Prusse s'étant rallumée, Bernadotte entra en campagne à la tête du premier corps, défit les Prussiens à Schleitz et à Saafeld, où périt le prince Louis de Prusse. Mais dans le courant de cette rapide campagne, chargé, conjointement avec Davoust, d'occuper les défilés de Koesin et d'attaquer le roi de Prusse à Auerstaedt pendant que Napoléon battait Hohenlohe à Iéna, cet esprit d'envie et de jalousie qui le suivait partout le fit lâchement abandonner Davoust à lui-même et compromettre gravement le salut de l'armée, si Davoust n'eût remporté une mémorable victoire sans lui.

Ce fut une tache à sa gloire militaire.

Il essaya de se laver de cette tache à Halle, où il attaqua et battit la réserve prussienne, commandée par le prince de Wirtemberg. S'avancant de là dans le Brandebourg, il arriva, avec le maréchal Soult et Murat, devant Lubbeck, où s'étaient retirés les débris de l'armée prussienne que commandaient le feld-maréchal Blücher et le prince de Brunswick. Une bataille sanglante eut lieu, et tout, armée, généraux, équipages, ville, tomba au pouvoir des Français.

Un armistice suivit cette victoire, et la grande armée se porta en Pologne, où Bernadotte prit une part active à la campagne de 1807.

L'année suivante, 1808, ayant eu le commandement d'un corps considérable de Français, d'Espagnols, de Hollandais cantonnés dans les environs de Hambourg, il passa avec eux dans la Fionie et le Jutland. La modération de son gouvernement, ses efforts pour réparer les malheurs qui, depuis si longtemps, accablaient ces contrées, lui concilièrent l'affection et l'estime des habitants. L'impression qu'il y laissa levait lui valoir plus tard une couronne.

Ce temps de gouvernement est une belle page de sa vie.

En 1809, la guerre ayant éclaté de nouveau entre l'Autriche et la France, Bernadotte commanda le 9^e corps, composé en partie de Saxons. A la bataille de Wagram, ces Saxons plièrent, se débandèrent, ne tinrent nulle part; mais, pour un motif dont on n'a jamais su le dernier mot, Bernadotte leur adressa le lendemain une proclamation emphatique sur leur courage et leur constance inébranlable.

Napoléon, irrité de voir un général glorifiant ses troupes d'une lâcheté que toute l'armée avait remarquée, manda Bernadotte, le tança sévèrement, lui ôta son commandement et le renvoya en France.

De retour à Paris, et son arrivée ayant coïncidé avec le débarquement des Anglais à Walcheren, le conseil des ministres le chargea de repousser ces éternels ennemis de la France; mais Napoléon ne ratifia pas

cette nomination et donna ce commandement au maréchal Bessières.

Ainsi disgracié, Bernadotte vécut quelque temps dans la retraite.

Peu après (mai 1810), le prince Schleswigh-Augustembourg, désigné comme héritier de la couronne par les États de Suède, après la déposition de Gustave-Adolphe, était mort. La succession au trône de Suède vacante, les Suédois, voulant être agréables à Napoléon et s'assurer la protection de la France, lui demandèrent un roi de sa main. Il fut question un moment du vice-roi d'Italie, le prince Eugène; mais il eût fallu qu'il changeât de religion, et Napoléon ne jugea pas le résultat politique assez grand pour excuser un acte si contraire à nos mœurs. Il laissa les Suédois libres de choisir tout autre de ses généraux. Le souvenir de la conduite de Bernadotte dans les provinces suédoises, sa réputation militaire, sa parenté avec Napoléon par sa femme, Eugénie Clary, sœur de la femme de Joseph Bonaparte, régnant alors à Madrid, vinrent frapper les esprits des Suédois, et les quatre ordres rassemblés résolurent de proclamer le prince de Ponte-Corvo prince royal de Suède.

Trois personnages de haut rang furent envoyés à Paris pour sonder Bernadotte au sujet de cette élection. Il accepta sans hésiter, se bornant à dire aux députés qu'il ne pouvait disposer de lui sans l'assentiment de l'Empereur.

Pour justifier son adhésion immédiate à cette élection qui pouvait lui créer des devoirs incompatibles avec ses devoirs de citoyen français, il dit que l'amour-propre seul avait été son mobile. « L'Empereur, racontait-il, avait dit : *Il est proposé, mais il n'osera pas accepter.* Ce mot : *Il n'osera pas, m'entraîna.* *J'osai.* »

Mieux eût valu pour sa mémoire ne pas avoir osé.

Quoi qu'il en soit, on obtint sans peine l'assentiment de l'Empereur, et il fut élu.

Cette élection ne fut dictée par aucune influence de puissance : elle fut le vœu libre du peuple, et jamais légitimité n'eut de source plus pure.

Bernadotte, n'oubliant pas encore qu'il était Français, en déféra pour la seconde fois à Napoléon.

Voici comment Napoléon rapporte cette entrevue : « Bernadotte, affichant une grande dépendance, vint me demander mon agrément, protestant avec une inquiétude trop visible qu'il n'accepterait qu'autant que cela me serait agréable.

« Moi, monarque élu du peuple, j'avais à répondre que je ne savais point m'opposer aux élections des autres peuples. C'est ce que je dis à Bernadotte, dont toute l'attitude trahissait l'anxiété que faisait naître l'attente de ma réponse, ajoutant qu'il n'avait qu'à profiter de la bienveillance dont il était l'objet, que je ne voulais avoir été pour rien dans son élection, mais qu'elle avait mon assentiment et mes vœux. Toutefois, j'éprouvais un arrière-instinct qui me rendait la chose désagréable et pénible, et il me semblait que Bernadotte devait être le serpent nourri dans notre sein. Ce fut sous l'impression de cette idée que je lui dis : « J'espère que vous n'oublierez jamais que vous êtes Français » et que vous devez la couronne de Suède à la gloire « des armées françaises que vous avez commandées. » Il répondit : « Je serai toujours glorieux d'être né Français, et n'oublierai rien, Sire, en devenant « sujet d'un monarque étranger. »

Napoléon lui fit remettre 1 million pour ses dépenses. Bernadotte fit son entrée triomphale à Stockholm. En octobre 1810, il fut adopté par le roi de

Suède Charles XIII, et prit comme prince royal de Suède le nom de Charles-Jean. Son premier acte fut de renier sa religion et d'embrasser le protestantisme, ce qui pouvait être une nécessité de position. Son second acte fut de se placer dans les rangs des ennemis de la France, ce que rien ne saurait excuser.

En effet, ici commencent pour la vie de cet homme des pages que l'on voudrait pouvoir effacer de notre histoire.

Dès 1812, à la suite de quelques dissentiments avec Napoléon au sujet du blocus continental, le 24 mai, il signe avec la Russie le traité d'Abo, par lequel il s'engageait à entrer en campagne et à réunir sous ses ordres un corps russe.

Si, au lieu de s'allier avec le vainqueur de Pultawa, l'éternel ennemi de la Suède, il eût conservé cette alliance immémoriale de la Suède avec la France; si, pendant que l'armée française pénétrait au cœur de la Russie, il eût envahi la Finlande et menacé Pétersbourg pendant que l'armée française entraît à Moscou, ne serait-il arrivé de cet empire russe envahi à droite et à gauche, placé entre deux armées puissantes? Loin de là, Bernadotte éclairait Alexandre par ses conseils, dressait lettre sur lettre pour lui tracer des plans de défense, pour relever son courage, affermir sa situation; et des centaines de mille de Français périrent dans cette campagne.

En 1813, ce fut pis encore.

Bernadotte trace le plan de campagne qui devait se terminer par la bataille de Leipsick. Malgré l'échec de Napoléon à Moscou, Alexandre et le roi de Prusse hésitaient à faire à Napoléon une guerre à outrance. La conférence de Trachenberg a lieu : Bernadotte, qui nourrissait alors l'espoir de supplanter Napoléon sur le trône de France, rallie les souverains alliés à son plan de croisade, et les quitte en disant : *« A-bientôt! notre rendez-vous est à Leipsick! »*

On sait quel fut ce rendez-vous. Bernadotte commandait l'armée des alliés, dite *armée du Nord*. Il se bat à Gross-Beeren contre la France; à Dennevitze contre les maréchaux Ney et Oudinot, ses anciens camarades. Enfin il arrive à Leipsick assez à temps pour être un des acteurs de ce grand désastre des armées françaises. Ce fut lui qui recueillit les troupes wurtembergeoises et bavaroises qui passèrent dans les rangs ennemis, le deuxième jour de la bataille; ce fut lui qui fit tourner les canons de ces traitres contre les Français! Ce fut un jour affreux qu'il faudrait pouvoir effacer de notre histoire moderne, que celui où l'on vit cet enfant de la France, anobli, illustré par la France, s'allier aux ennemis de notre pays, tracer lui-même le plan de bataille qui devait ensevelir nos soldats dans les plaines de Leipsick, et ouvrir aux hordes du Nord le chemin de la patrie.

Il fit plus : il poursuivit avec acharnement les débris des armées françaises jusqu'au Rhin. A la vue de ce fleuve qui réveilla dans son âme de cuisants remords, il s'arrêta et n'osa le franchir.

L'Europe victorieuse continua sa marche vers la France; le sol sacré fut envahi. Bernadotte s'abstint; mais son abstention ne fut que la rancune d'une vanité blessée. En effet, il s'attribuait en grande partie le succès de la coalition, et en cela il avait raison : cette triste gloire lui revient. A ce titre, on lui avait promis le commandement en chef de l'armée d'invasion, mais dès que les souverains coalisés se furent assurés d'assez de traitres en France pour leur ouvrir les portes des villes, ils crurent pouvoir se passer de Bernadotte, qui, piqué de ce refus, fit cause à part.

Ainsi le seul acte louable de sa vie politique d'alors fut dû à un mauvais sentiment.

Trompé dans son espérance de commander l'armée d'invasion, Bernadotte joua un double jeu. De Cologne, où il s'était retiré, il adressa une proclamation à la France, où comme les autres souverains il disait : *« Ce n'est point à la France, c'est à un gouvernement « oppresseur que les monarques alliés ont déclaré la « guerre. »*

Mais en même temps qu'il donnait de la publicité à ce mensonge impudent, mot d'ordre de la coalition, il établissait des négociations avec Napoléon. Un ancien secrétaire de Joseph Bonaparte, médecin à Vienne, fut envoyé en cette qualité par le général Maison vers Bernadotte. Quelques entrevues eurent lieu. Bernadotte consentit à se séparer des alliés, à les attaquer sur leurs derrières, à faire cause commune avec la France; mais avant de prendre cette résolution, il voulait que Napoléon lui écrivit une lettre pour l'en prier.

Napoléon le jugea mal peut-être; mais soupçonnant qu'il voulait se faire de cette lettre un titre de gloire auprès des alliés, il s'indigna de l'exigence d'un homme qui mettait des conditions à son patriotisme et refusa net.

Ce sentiment généreux de Napoléon, en rejetant ouvertement Bernadotte dans les rangs des alliés, assura leur succès : tant les petites causes peuvent influencer sur le sort des nations! Destinée singulière de ce petit pays de la Suède, qui, placé aux confins de l'Europe occidentale, devait trois fois exercer par son audace une vive action sur la France.

Une première fois, au IX^e siècle, des pirates suédois, unis aux hordes farouches de Witiking, descendant des côtes de la Baltique, arrivent avec leurs barques légères jusque sur les rives de la Seine, pillent, brûlent, saccent, arrachent des larmes à Charlemagne et inspirent une terreur telle que les moines, à leur approche, ajoutent ce nouveau verset à leurs litanies : *« A furore Normanorum libera nos, Domine. »*

Une deuxième fois, au XVII^e siècle, les Suédois, sous la conduite de leur vaillant Gustave-Adolphe, traversent en conquérants le Brandebourg, la Silésie, les électors de Trèves, de Mayence, les bords du Rhin, brisent la puissance de l'Autriche et rompent l'équilibre de l'Europe.

Une troisième fois, au XIX^e siècle, à quelques lieues de ce champ de bataille de Lutze où Gustave-Adolphe remportait en mourant ses plus beaux triomphes, un successeur de ce roi dispersait la plus glorieuse des armées françaises.

Ce dernier, enfant de la France, ne sentit jamais ses entrailles s'émouvoir à l'aspect de toutes ces douleurs dernières dont il était lui-même un des premiers instruments. Aussi cette partie de sa vie est voilée d'un nuage sombre qu'il n'est au pouvoir de personne d'effacer.

En effet, en 1814, Bernadotte vint à Paris avec les souverains coalisés. Il s'attendait à un triomphe. L'accueil qu'il reçut du peuple le détrompa, et jamais tant d'improbation n'a flétri tant de menées déloyales. Il quitta presque immédiatement Paris, et sous l'impression de cet accueil, sorte de justice populaire qui devança le remords, il publia l'ordre du jour suivant dont il eût voulu plus tard effacer les lignes :

Lubeck, 28 mai 1814.

« Soldats, à l'époque où le Danemark fournissait à la France des marins pour ses flottes, la Suède a refusé de s'incliner devant l'idole du jour. Se con-



Trait d'humanité de Bessière dans la campagne de Russie.

« fiant en ses propres forces, elle a refusé de fournir « ceux qu'on lui demandait. Elle a fait plus : elle s'est « unie, à cette époque, aux monarques dont Napoléon « avait juré la perte. Elle est fière d'avoir devancé dans « cette résolution les autres nations... »

Il y avait loin d'un tel aveu au démagogiste de l'ancien général de la république.

De retour en Suède comme prince royal, nous n'avons plus à l'y suivre. Nous dirons seulement qu'après la mort du roi Charles XIII, arrivée le 20 février 1818, il fut proclamé roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales ; il prit sur le trône le titre de Charles XIV. Il signa l'acte exigé par la Constitution, fut couronné comme roi de Suède à Stockholm, le 11 mai 1818, et le 7 septembre à Drontheim, comme roi de Norvège. Il mourut le 8 mars 1844, après avoir beaucoup mieux valu comme roi de Suède que comme citoyen français et maréchal d'empire.

Son fils, après avoir épousé la fille aînée (Joséphine-Maximilienne-Eugénie) du prince d'Eichstet (Eugène Beauharnais), lui a succédé sous le nom de Oscar 1^{er}.

Général distingué, Bernadotte ne saurait être classé parmi les grands capitaines. Son nom n'est attaché à aucune de ces grandes batailles qui ébranlent ou raffermissent les empires ; mais doué d'une âme énergique et d'une impétuosité d'esprit qui lui tenait lieu de caractère, tout ce qu'il fut, il le dut plus à la nature qu'à l'application ou à l'étude, qui lui sont toujours à peu près restées étrangères.

Quant à sa conduite, voici comment l'apprécie Napoléon (Las Cases, t. V, p. 203 ; t. VII, p. 276) :

« Bernadotte a été le serpent nourri dans notre « sein. A peine il nous avait quittés qu'il était dans le « système de nos ennemis. Plus tard, il a été une des « grandes causes actives de nos malheurs : c'est lui « qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, « la tactique de nos armées ; c'est lui qui leur a montré « le chemin du sol sacré ! Vainement dira-t-il pour « excuse qu'en acceptant le trône de Suède il n'a plus « dû être que Suédois ; excuse banale, bonne tout au plus « pour la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour « prendre femme, on ne renonce pas à sa mère, encore « moins est-on tenu à lui percer le sein et à lui déchirer « les entrailles. On dit qu'il s'en est repenti plus tard, « quand il n'était plus temps et que le mal était accompli. Le fait est qu'en se retrouvant en France, il « s'est aperçu que l'opinion en faisait justice : alors « ses yeux se sont dessillés... »

« Et un Français a eu en ses mains les destinées du « monde ! S'il avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa situation !... mais il a cédé à des ressentiments personnels, à une sotte vanité, à de toutes « petites passions. La tête lui a tourné, à lui ancien « jacobin, de se voir recherché, encensé par des légicimistes, de se voir trouver face à face en conférence de « politique et d'amitié avec des empereurs et des rois « qui ne lui épargnaient aucune cajolerie. Dans son « enivrement, il sacrifia sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire, sa véritable puissance, la « cause des peuples, le sort du monde. C'est là une de « ces fautes qu'il paiera chèrement : il sera flétri par « la postérité. »



Gouvion-Saint-Cyr à Palatok.

BERTHIER

(LOUIS-ALEXANDRE)

Prince de Neuchâtel et de Wagram, vice-connétable et maréchal d'Empire.

Né à Versailles, le 20 novembre 1753.



Ingénieur-géographe des camps et des armées en 1766, Berthier était lieutenant dans le corps royal d'état-major en 1770. Il devint ensuite capitaine de dragons dans le régiment de Lorraine; passa en Amérique, sous les ordres de Rochambeau, pour combattre dans les rangs des indépendants, et gagna les épaulettes de colonel sur les bords de l'Ohio. La révolution de 1789 le trouva major général de la garde nationale de Versailles; en 1791, il en était commandant général.

D'une modération de principes qui s'accordait peu avec l'exaltation du moment; mis, par son grade dans la garde nationale, en position d'être utile ou nuisible à la famille royale, qui habitait alors Versailles, il veilla avec une constante sollicitude à sa conservation, et lorsque Mesdames, tantes du roi, ayant quitté le château pour émigrer, le peuple, instruit de leur départ, voulut s'y opposer et arrêter les princesses, Berthier accourut à leur secours et leur sauva la vie.

Ce zèle eût pu le rendre suspect; mais Berthier avait un caractère si souple, si pliant, si accommodant aux circonstances, qu'il sut se maintenir en bonne

intelligence avec les divers chefs révolutionnaires qui se succédèrent si rapidement sur la scène politique.

Cette même année 1791, il fut nommé chef d'état-major du maréchal Luckner, à Metz. En 1792 et 1793, il fit les campagnes de l'Ouest. La Révolution marcha: il échappa à la Terreur; elle marcha encore: il échappa au 9 thermidor, et en 1796 et 1797, il se trouva général de division et chef d'état-major de l'armée d'Italie, que commandait le général Bonaparte.

Cette glorieuse campagne d'Italie donna de la gloire à tous ses acteurs. Berthier, que son activité, sa prudence, ses connaissances spéciales avaient rendu cher à Bonaparte, était trop bien placé pour ne pas accueillir la part de gloire qui lui était propre, et les bulletins d'alors ne tarissent pas sur son compte.

Dans une lettre de Bonaparte au Directoire (11 mai 1796), on lit: « Je ne dois pas oublier l'intrépide Berthier, qui dans cette journée (celle de Lodi) a été canonnier, cavalier et grenadier. »

Dans une autre, du 18 janvier 1797: « Le général Berthier, chef de l'état-major, a déployé dans cette occasion (bataille de Rivoli) la bravoure dont il a

« fait si souvent preuve dans cette campagne. »

Dans la lettre d'envoi au Directoire du traité de Campo-Formio (17 octobre 1797), Bonaparte disait : « Le général Berthier, dont le talent égale le patriotisme, est une des colonnes de la République comme un des plus zélés défenseurs de la liberté. Il n'est pas une victoire de l'armée d'Italie à laquelle il n'ait pris part. Je ne craindrais pas que l'amitié me rendit partial, en retraçant ici les services que ce brave général a rendus à la patrie ; mais l'histoire prendra ce soin, et l'opinion de toute l'armée fondera ce témoignage de l'histoire. »

« Accueillez avec distinction ce général éminent : il illustre la patrie et rend célèbre le nom français. Il m'est impossible de vous envoyer le traité définitif par un homme plus distingué... »

Cet homme ainsi poussé, ainsi vanté, devait être un monstre d'ingratitude envers celui qui lui aplanissait si complaisamment les voies de la grandeur.

Bonaparte avait pris au sérieux son amitié pour Berthier. Lorsqu'il quitta l'armée d'Italie pour se rendre à Radstadt, il lui laissa le commandement en chef de cette armée. En cette qualité Berthier marcha sur Rome pour venger l'assassinat du général Dûplot, entra dans la ville éternelle, y institua une république dirigée par deux consuls, chassa les émigrés français du territoire romain et s'y fit remarquer par des actes d'un républicanisme ardent.

A cette époque il commençait à s'attacher à la fortune du général en chef ; il voyait grandir outre mesure ce soleil qu'il avait vu poindre, et, en satellite fidèle, s'essayait à graviter dans son orbite. Aussi lorsque Bonaparte partit pour son expédition d'Égypte, il quitta, pour le suivre, un commandement général, et devint simple chef d'état-major.

Cette résolution qui décelait une ambition grande faillit cependant manquer à l'exécution. Berthier, avec des passions ardentes et le cœur tendre, s'était pris d'amour en Italie pour une des Armides qui coquetaient autour du général en chef, madame Visconti. — « Faible et sans esprit, dit Napoléon, quand je fus sur le point d'appareiller de Toulon, Berthier accourut de Paris en poste jour et nuit pour me dire qu'il était malade et qu'il ne pouvait pas me suivre. « J'eus l'air de ne pas l'entendre, et comme il n'était plus aux pieds de celle qui l'avait dépêché avec excuse, il s'embarqua. Mais arrivé en Égypte, l'ennui le saisit ; il fut à la tête de la *faction des amoureux à grands sentiments*, dont l'esprit était malade, qui passaient les nuits à chercher dans la lune l'image réfléchie des idoles qu'ils avaient laissées en France. « Berthier surtout portait un tel culte à ses amours, qu'à côté de sa tente il y en avait toujours une autre aussi magnifiquement soignée que le boudoir le plus élégant ; elle était consacrée au portrait de sa maîtresse auquel il allait jusqu'à brûler parfois de l'encens. Cette tente s'est dressée même dans les déserts de Syrie. Aussi une fois, ne pouvant résister à ses souvenirs, il demanda et obtint de retourner en France. Il prit congé de moi, me fit ses adieux et revint peu après, fondant en larmes, disant qu'il ne voulait pas après tout se déshonorer, qu'il ne pouvait non plus séparer sa vie de celle de son général. » (*Mém.*, t. I, p. 261.)

En effet Berthier resta en Égypte jusqu'au retour de Bonaparte.

De tous les subordonnés de ce dernier, il était le seul qui avait su partager son enthousiasme de gloire, comprendre ses grandes idées ; et cette campagne

d'Égypte qui mit le comble à la réputation de Bonaparte, en ajoutant une couleur romanesque à ses hauts faits militaires qui tenaient du prodige, convertit en intimité l'amitié du grand homme pour lui. Dès ce moment, comme disaient les soldats, ce fut un *intime*. Il revint avec lui d'Égypte en France ; il prit une grande part au 18 brumaire, obtint, sous le consulat, le portefeuille de la guerre, et administra son département d'une manière plus sage que brillante.

En avril 1800, Bonaparte créa une armée de réserve où tout était calculé de manière qu'elle devait avoir reconquis l'Italie avant même que l'Europe se doutât de la réalité de son existence. Pour donner plus encore le change à de si vastes desseins, il en donna le commandement nominal à Berthier, tout en s'en réservant le commandement réel. Ce fut cette armée qui inaugura le consulat par la victoire de Marengo.

A la suite de cette campagne Bonaparte chargea Berthier d'organiser le Piémont, de conclure avec l'Espagne un traité important. Dans cette double mission qu'il remplit avec intelligence, il fit preuve d'une activité rare et d'un grand esprit d'organisation, et, en 1804, lorsque Bonaparte monta sur le trône impérial, il partagea sa haute fortune et fut successivement nommé maréchal d'Empire, grand-veneur et grand-officier de la Légion d'honneur le 10 mai 1804, chef de la première cohorte de la Légion d'honneur le 14 juin suivant et grand-cordon de la même Légion le 2 février 1805.

Dès ce moment Napoléon l'attacha tout à fait à sa fortune, et dans toutes ses campagnes lui conserva le titre de major-général de la grande armée.

En cette qualité il rendit de grands services à Napoléon. Incapable par lui-même d'ajouter une idée aux idées de l'Empereur, il était d'une aptitude rare à les saisir, à les faire exécuter. Tout en courant la poste, Napoléon lui dictait des ordres d'ensemble et de détail qui embrassaient parfois vingt objets divers, s'appliquaient à vingt corps divers. Berthier en prenait simplement note. Quelques heures après, soit de jour, soit de nuit, tous ces ordres étaient expédiés avec une ponctualité, une régularité remarquables. Mais il fallait que l'Empereur eût tout prévu, tout calculé à l'avance. Berthier n'y mettait jamais rien du sien, il était l'écho on ne peut plus fidèle de ce profond esprit organisateur, mais rien de plus. C'était là tout son mérite, une sorte de spécialité qu'il possédait à un degré éminent ; sous ce rapport il tenait lieu à Napoléon de dix secrétaires, et en cela il lui était d'une utilité réelle.

Napoléon cependant qui pressentait tant de choses, ne pressentant pas l'ingratitude de Berthier, se plaisait à le combler de faveurs croissantes. Après la campagne de 1806 contre la Prusse, il le nomma prince de Neuchâtel et de Walangin ; devenu par-là grand-dignitaire de l'Empire, Berthier fut dès ce moment membre du Sénat. En 1809 Napoléon ajouta des faveurs nouvelles à tant de faveurs : il le nomma vice-connétable, prince de Wagram et le maria à la princesse Elisabeth-Marie, nièce du roi de Bavière. Voici comment Napoléon rapporte cette circonstance de la vie de Berthier :

« Ayant comblé Berthier d'honneurs et de richesses, je le pressais souvent de se marier ; il résistait toujours répétant à satiété, comme un amoureux de vingt ans : « Madame Visconti seule peut faire mon bonheur. » Mais cependant une princesse de Bavière étant venue à Paris dans l'espoir de se faire marier par moi, le fils de madame Visconti fit con-

« naissance avec elle. Madame Visconti crut faire « merveille et travailler à la fortune de son fils en « mariant son amant : elle décida donc Berthier à « épouser cette princesse. Mais il n'est point de sage « projet dont ne se rit la fortune. A peine le mariage « fut-il consommé, que le mari de madame Visconti « vint à mourir et laissa sa femme libre. Ce fut pour « Berthier un vrai désespoir : il était inconsolable. Il « vint pleurer auprès de moi, je l'envoyai promener ; « il revint à la charge : je le nommai vice-cométable « et prince de Wagram ; mais il n'en fut que plus « inconsolable de n'avoir pu mettre ces nouveaux « titres aux pieds de son idole. » (*Mém.*, t. V, p. 33.)

Ayant fait, en qualité de major-général, les campagnes de 1807, 1808, 1809, il fit en la même qualité celle de 1812 en Russie, accompagna Napoléon dans la retraite de Moscou, dans la campagne de 1813 en Allemagne, et enfin dans celle de 1814 en France.

Cet fut le terme de sa vie de services, sa vie d'ingratitude commença.

Le cœur de Berthier était une vraie feuille de cire molle. Les bienfaits n'y laissaient qu'une empreinte que la moindre pression effaçait, et cet homme parvenu en 1814 au comble des honneurs, ne se sentit jamais la force d'en descendre par dévouement pour un ami à qui il devait tout.

En effet dès que la trahison eut ouvert aux coalisés les portes de Paris, Berthier pressentit le retour sur le trône de l'ancienne dynastie des Bourbons. La reconnaissance qu'il devait à l'Empereur, l'amitié dont ce dernier l'avait honoré furent pour lui des fardeaux trop lourds. Il n'aspira qu'à s'en décharger pour conserver son rang et ses titres. Aussi lorsque quelques hommes eurent ouvert la voie des défections, il eut hâte de s'y précipiter. Le Sénat proclama la déchéance de Napoléon et il donna sans hésiter son assentiment à un décret qui eût suffi pour avilir ses auteurs, si depuis longtemps ceux qui le signèrent n'eussent été avilis. Des hommes qui peu auparavant encensaient Napoléon, le fatiguaient de leurs bassesses, coururent au-devant de Louis XVIII ; Berthier vola au-devant de lui jusqu'à Compiègne, et, pendant que Napoléon, seul à Fontainebleau, attendait au moins un souvenir de celui qu'il avait appelé son ami, il présentait à Louis XVIII les maréchaux de l'Empire et jurait entre ses mains de lui être fidèle.

Confirmé par Louis XVIII dans sa dignité de maréchal de France, on le vit à la portière du nouveau roi rentrer dans Paris qu'il avait quitté peu auparavant comme ami et compagnon d'armes de l'Empereur. Tant de bassesse lui valut les honneurs de la pairie, le titre de capitaine des gardes, l'amitié du nouveau roi et le mépris général.

L'opinion publique le jugea avec tant de rigueur, la presse l'écrasa tellement sous ses dédains, qu'il eut

un jour de remords, et cette lie dont on l'abreuvait fut pour lui un commencement de châtimement.

Napoléon revint : ce fut pis encore ; ne sachant ou l'emporterait de la fortune du roi ou de la fortune de l'Empereur, il resta hésitant entre les deux concurrents. Cette ambition de bas-étage, qui, depuis un an, avait été sa règle de conduite, lui conseillait de servir à la fois les deux maîtres. Berthier était homme à s'y résoudre. Mais un moment vint où il fallut opter. Napoléon était rentré à Paris, Louis XVIII était reparti pour l'exil. Les dés étaient en faveur du premier, Berthier se rappela que Napoléon l'avait honoré de son amitié. Comme tant d'autres qui la veille encensaient le roi en fuite, il fut sur le point d'aller se présenter aux Tuileries. Mais s'étant trop peu hâté, une réception avait eu lieu déjà et Napoléon avait dit à ses familiers : « Je ne veux tirer d'autre vengeance de cet « imbécile de Berthier que de le voir dans son cos- « tume de capitaine de gardes de Louis XVIII ; il doit « être plus laid qu'à l'ordinaire. » Ce mot courut, Berthier l'apprit, il en perdit la tête. Pendant que toute la France se ralliait à Napoléon, abîmé dans ses perplexités, il se retira à Bamberg en Bavière. Là, ses incertitudes s'accrurent, sa raison s'altéra : il devint fou.

Deux mois après, le 1^{er} juin 1815, au milieu d'une nuit de tempête et d'orage, à la lueur des éclairs qui sillonnaient les nues, au bruit du tonnerre qui les déchirait, précipité du haut d'une des tours du château qu'habitait l'ex-ami de Napoléon, un homme rougissait de son sang les rochers sur lesquels était bâti le château, roulait jusqu'au fond de l'abîme qui lui servait de fossé, laissant sur son passage un long sillon de sang et de chair mutilée.

Cet homme, c'était Berthier.

Cette mort violente a-t-elle été le produit d'un crime, ou du remords, ou d'un accès de fièvre chaude ? Ces versions diverses ont eu simultanément cours. La version véritable est restée un mystère.

Telle fut la fin de cet homme. S'il n'eût pas eu pour passion dominante une ambition égoïste que ne mitigeait aucun élan généreux, s'il eût eu le cœur droit et l'âme sincère, l'amitié de Napoléon eût seule suffi pour couvrir comme d'un manteau sa nullité comme homme politique, sa médiocrité comme militaire, ses mauvais sentiments comme homme, comme parent, comme ami.

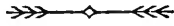
Sa vie comme chef d'état-major des armées françaises depuis 1794 jusqu'en 1814, sous leur plus grand capitaine, eût pu être relatée comme une sorte de registre de la gloire militaire de la France pendant cette brillante époque ; elle est au contraire comme le résumé de l'ingratitude et des trahisons qui firent de 1814 une des plus hideuses pages de nos annales.

BESSIÈRES

(JEAN-BAPTISTE)

Duc d'Istrie, maréchal d'Empire, colonel général de cavalerie de la Garde impériale.

Né à Pressac (Lot), le 6 août 1768.



A vingt-trois ans, en 1791, il embrassa l'état militaire et servit, en qualité de volontaire, dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Ce corps dissous, Bessières fut successivement envoyé à l'armée d'Espagne et à l'armée d'Italie.

En 1796, à la suite de quelques actions d'éclat, il était capitaine dans le 22^e régiment de chasseurs à cheval. Au combat de Roveredo, s'étant précipité sur une batterie ennemie, son cheval est tué sous lui. Bessières s'élance alors sur une pièce : les canonniers ennemis le sabrent ; six de ses chasseurs volent à son secours. Avec leur aide, il met en fuite les artilleurs ennemis, prend la pièce et l'amène.

Cette action brillante attira sur lui l'attention du général en chef Bonaparte, qui lui confia l'organisation et le commandement de sa compagnie des guides.

Voilà les commencements de Bessières et l'origine de sa fortune. A compter de cet instant, on le retrouve toujours dans les grandes guerres du temps, à la tête de la garde consulaire ou de la garde impériale, dans des charges de réserve, décidant la victoire ou recueillant ses fruits.

Pendant toute cette campagne d'Italie, chef d'escadron, colonel, il resta toujours à la tête de cette compagnie, qui fut le premier noyau de la garde impériale, et laissa pressentir cette si haute renommée de bravoure qui devait le rendre illustre parmi les illustres. Voici comment, à cette époque déjà, Bonaparte, envoyant par Bessières au Directoire les drapeaux pris sur l'ennemi aux batailles de Rivoli et de la Favorite, parlait de ces guides et de leur chef : « Je vous envoie onze drapeaux par un officier distingué par sa bravoure et par l'honneur qu'il a de commander une compagnie de braves gens qui ont toujours vu fuir devant eux la cavalerie ennemie. »

Ayant suivi Bonaparte en Egypte, Bessières s'y signala comme il s'était signalé en Italie, et y acquit le grade de général de brigade. Au retour du général en chef, il fut du petit nombre de ceux qu'il ramena avec lui, seconda ses projets au 18 brumaire, et fut nommé général de division et commandant en chef de la cavalerie de la garde consulaire, première transformation des guides. En cette qualité il combattit à Marengo. Là, à la tête de son corps d'élite qu'on appelait alors les *Casse-tête*, il détermina la retraite générale de l'ennemi par une charge qui acheva de porter le trouble et l'effroi dans ses rangs, et mérita cette honorable mention du rapport : « Le général Bessières, jaloux de donner à la troupe d'élite qu'il commande l'honneur de la dernière charge, s'élance sur l'ennemi, le fait plier et achève de l'écraser. »

Pendant cette charge, qu'on peut appeler historique, en ce qu'elle tient un haut rang dans les fastes militaires du temps, il se passa un fait qui, en honorant Bessières, peint une nuance de son caractère et rappelle cette générosité chevaleresque des paladins des vieux âges.

Sur un point où la résistance avait été opiniâtre,

un cavalier autrichien était parvenu à faire une trouée dans les rangs de la cavalerie française, où, entouré de toutes parts, il se battait en désespéré. Il eût infailliblement succombé sous le nombre, lorsque Bessières, touché de tant de bravoure, ordonna à sa cavalerie d'ouvrir les rangs et de laisser passer ce valeureux guerrier. A cet ordre, les rangs s'ouvrent : le cavalier s'échappe. La garde applaudit ; elle reforme ses rangs et recommence à charger.

En 1804, lors de l'érection de l'Empire, il fut compris dans la promotion des maréchaux, et nommé au commandement général de la garde impériale.

En cette qualité, en 1805, il partit pour l'armée d'Allemagne. Dans cette rapide campagne, il donna partout des preuves d'intrépidité rare, de talents éminents. Tel il fut dans la campagne de Prusse, en 1807, dans les campagnes de 1808, 1809 et 1810. A Eylau, à la suite d'une charge des plus brillantes sur les flancs droits de l'armée russe, il culbuta vingt mille hommes d'infanterie et les força d'abandonner leur artillerie. A Wagram, toujours chargé de son commandement, il contribua puissamment à la victoire. Chargeant sur le flanc des colonnes autrichiennes avec toute la cavalerie de l'armée, massée sous ses ordres, il est atteint, au milieu de sa charge, d'un boulet qui le renverse de cheval. Les braves qu'il commandait le crurent mort, versèrent des larmes, et Napoléon, remarquant ce tribut si rare de la valeur, le complimenta par ces mots : *Bessières, voilà un beau boulet : il a fait pleurer ma garde.*

Par la nature seule de son service, comme commandant de la garde impériale, obligé de se rendre successivement sur tous les points où Napoléon portait le théâtre de la guerre, sa gloire se lie à tous les événements où la valeur française brilla d'un impérissable éclat. C'est ainsi qu'en 1808, ayant pris le commandement d'une des armées qui entrèrent en Espagne, ayant établi son quartier général à Burgos, il mérita, par la sagesse de son administration, l'estime même de ses ennemis, et par ses savantes dispositions de guerre ce mot que dit de lui Napoléon après la victoire de Medina-del-rio-Seco : « C'est une deuxième bataille de Villa-Viciosa ; Bessières a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne. »

A la paix de Presbourg et à la cessation des hostilités entre la France et l'Autriche, il commanda en chef l'armée gallo-batave, qui repoussa les Anglais. Il fut de nouveau envoyé en Espagne, en 1811. A la campagne de Russie, en 1812, il commanda la cavalerie de la garde impériale.

Pendant cette campagne, où tant de revers succédèrent à tant de gloire, Bessières s'honora par des actes qui décelaient en lui un bon cœur s'alliant à un cœur vailloureux. Ainsi, entre autres à Moscou, une foule de misérables, mourant de faim, s'étaient réfugiés dans son logement au moment où il allait se mettre à table. La vue de ces souffrances l'émut : *Messieurs*, dit-il à son état-major, *allons chercher un*

dîner ailleurs. Et il abandonna sa table à ces infortunés.

Dans cette même campagne, lors de la retraite, une malheureuse femme, mère infortunée, venait de mourir. Son corps était étendu sur la neige ; un jeune enfant restait suspendu à son sein gelé. Plusieurs colonnes étaient déjà passées sans s'arrêter devant ce navrant spectacle. Bessières passe à son tour, s'arrête, prend l'enfant et s'en charge. Ce trait de bonté d'âme est d'autant plus touchant que pendant toute cette retraite, où l'armée française se trouva assaillie par tous les fléaux, au milieu de tant de débris, la garde se trouvant presque seule intacte, Bessières eut journellement l'occasion de déployer sa brillante valeur et son incroyable activité.

En 1813, il fit la campagne de Saxe, à la tête de la cavalerie de toute l'armée, ne s'épargnant pas plus qu'un simple cavalier ; « car, disait-il, dans la crise des circonstances et avec nos soldats, c'est à nous autres chefs à ne pas nous épargner. »

Il ne s'épargnait pas, en effet. Mais le 1^{er} mai, avant la bataille de Lutzen, le maréchal Ney venait d'enlever le défilé de Rippach sans perte sensible. Par une de ces fatalités dont l'histoire de la guerre est pleine, Bessières s'étant avancé à cinq cents pas, du côté des tirailleurs, pour bien reconnaître le terrain, le premier coup de canon qui fut tiré dans cette journée lui coupa le poignet, lui perça la poitrine et le jeta raide mort.

L'amour que lui portait le soldat était tel que l'on se crut obligé de cacher sa perte à l'armée jusqu'à la victoire du lendemain.

Napoléon annonça cette perte cruelle à la duchesse d'Istrie par la lettre suivante :

« Ma cousine, votre mari est mort au champ d'honneur. La perte que vous faites, vous et vos enfants, est grande sans doute : la mienne est plus grande encore. Le duc d'Istrie est mort de la plus belle mort, et sans souffrir. Il laisse une réputation sans tache : c'est la plus belle gloire qu'il ait pu léguer à ses enfants. Ma protection leur est acquise. Ils

« hériteront aussi de l'affection que je portais à leur père. Trouvez dans toutes ces considérations des motifs de consolation pour alléger vos peines, et ne doutez jamais de mes sentiments pour vous. »

En même temps il fit transporter aux Invalides les restes de l'homme qu'il aimait et dont il se savait aimé. Il lui réservait même des honneurs extraordinaires. Les événements qui suivirent ne lui permirent pas de donner cours à ce noble dessein ; mais l'histoire, dont les pages sont plus impérissables que le marbre et le bronze, a consacré à jamais la mémoire de Bessières comme celle de l'un des plus vaillants chefs de corps de ces grandes guerres.

Tel fut le maréchal Bessières, dont le nom se rattache à toutes les belles batailles du Consulat et de l'Empire. Ses qualités se développant avec les circonstances, il grandit avec l'homme qui l'avait tiré de la foule. Toujours à la hauteur de sa fortune, il fut constamment bon, humain, généreux ; d'une loyauté, d'une droiture antique ; bon soldat, homme de cœur et citoyen honnête homme. Adoré de ses soldats, aimé de l'Empereur, laissant à sa famille peu de fortune et un nom illustre, il vécut comme Bayard et mourut comme Turenne. Une seule page manqua à sa gloire : ce fut d'avoir assez vécu pour être fidèle au malheur, et certes ce n'eût pas été lui qui, aux jours de revers, eût lâchement abandonné Napoléon, à qui il portait une espèce de culte.

Il fut successivement grand-officier, grand-aigle de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre de la Couronne-de-Fer, chevalier de l'ordre de l'Aigle-d'Or de Wurtemberg, grand-croix de l'ordre de Saint-Henri de Saxe, chevalier de l'ordre du Christ de Portugal, etc.

Le roi de Saxe, par un glorieux rapprochement, lui fit élever, au lieu même où il fut frappé, un monument semblable à celui de Gustave-Adolphe, tombé sur le même champ de bataille cent quatre-vingt-un ans auparavant : noble et pieux hommage d'un étranger, qui honore à la fois et celui qui le rendit et celui qui en fut l'objet.



BRUNE

(GUILLAUME-MARIE-ANNE)

Né à Brives (Corrèze), en 1763.



Salut à Brune, le premier martyr des grandes gloires de l'Empire, le premier grand holocauste dont des bandes royalistes souilla les pages de ses sanglantes annales ! salut !

Son père était avocat ; un de ses oncles, officier de cavalerie, était chevalier de Saint-Louis. Une probité antique, une vieille réputation de savoir étaient héréditaires dans cette famille.

Ayant achevé ses études dans son pays, Brune se rendit à Paris, où il fut tour à tour étudiant en droit, homme de lettres, imprimeur.

Il publia en 1788 un *Voyage pittoresque et senti-*

mental dans plusieurs provinces occidentales de la France (prose et vers, in-12, réimprimé en 1806). Il concourut à la rédaction de plusieurs journaux jusqu'au moment où la révolution vint l'arracher à la vie littéraire.

Cœur chaud, âme droite, intelligence élevée, patriote ardent jusqu'à l'exaltation, il fut membre du club des Cordeliers que dirigeaient Danton et Camille Desmoulins, prit une part active aux événements du Champ-de-Mars, en 1791, en qualité de délégué de ce club, et fut peu après envoyé comme commissaire civil du gouvernement français dans la Belgique.

Au retour de sa mission, il prit le parti des armes et se fit inscrire un des premiers sur les registres de la garde nationale de Seine-et-Oise. Sa figure martiale, sa taille haute, sa force remarquable le firent classer parmi les grenadiers. Adjudant-major du 2^e bataillon en 1791, il était colonel adjudant-général en 1792.

En cette qualité, il suivit Dumouriez en Belgique, prit part à toutes les opérations de la campagne, se distingua à la bataille de Hondechoot, et fut promu au grade de général de brigade.

Après avoir rempli plusieurs missions et postes militaires, il fut nommé commandant de l'une des divisions des corps stationnés à Paris, dissipa au 13 vendémiaire les sectionnaires établis au Théâtre-Français, et contint par sa fermeté les révoltés du camp de Grenelle.

En 1796, étant passé à l'armée d'Italie comme général de brigade, il servit sous Masséna, eut sa part de gloire partout où la division Masséna s'en couvrit. Au village de Michaelle, à la suite d'une action brillante contre les Autrichiens, il eut ses habits percés de sept balles.

Cité avec éloge par le général en chef Bonaparte, il fut élevé au grade de général de division le 17 août 1797, et ne rentra en France qu'après le traité de Campo-Formio.

A cette époque, le Directoire lui ayant laissé le choix de l'ambassade de Naples ou d'une expédition qui se préparait contre la Suisse, il choisit ce dernier parti, prit successivement Fribourg, Morat, Soleure, Berne, et aux dépens de l'indépendance helvétique éteignit ce foyer de contre-révolution d'où les émigrés français conspiraient ouvertement contre la France, et compromettaient par leurs menées le pays qui les abritait.

Ayant ainsi sauvé la Suisse de son aveuglement, de ses excès, des calamités de la guerre civile, il mérita, par son administration juste et ferme à la fois, cet éloge de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères de France : « Tout ce qui sait apprécier les hommes trouve que vous avez atteint la perfection de conduite en Suisse, et pense que les plus belles destinées vous sont réservées. »

En effet, après cette expédition, chargé du commandement en chef de l'armée d'Italie, il se rendit en cette qualité à Milan, déjoua les complots des agents de l'Autriche, réorganisa le Directoire cisalpin et fit recevoir la Constitution. Peu après, chargé du commandement d'une armée gallo-batave, il passa en Hollande que menaçait une escadre anglo-russe.

Cette expédition, qui arrêta sur ce point les revers de la France, fut toute glorieuse pour Brune. A Berghen, il battit pour la première fois les Russes et gagna le plus beau fleuron de sa couronne militaire. Par sa célèbre retraite de Berwerwich, il sauva l'armée. En improvisant une flottille de bateaux armés, il balaya en quelques jours le Zuiderzée, reprit quelques villes, défit les coalisés, imposa au duc d'York une dure capitulation, occupa le Helder, et termina avec autant d'héroïsme que de sagesse une campagne où, sur mille points accessibles, il eut à défendre une vaste étendue de pays avec des troupes partout et toujours obligées de compenser par la valeur l'infériorité du nombre.

Bonaparte, après le 18 brumaire, fit donner le nom de Helder à une des rues de Paris, et gratifia le vainqueur de Berghen d'une armure complète, d'une épée de commandement et du gouvernement de la Hollande.

En 1800, chargé du commandement d'une armée dans la Vendée, il déjoua les complots des agitateurs royalistes, et parvint à dissiper en partie les préventions des populations égarées.

Ce pays rendu au calme, il repassa en Italie, battit le général Autrichien Bellegarde, près de Mozembano, s'empara de Vicence, de Montebello, passa la Brenta, entra dans Trévise, et signa un armistice qui prépara la paix de Lunéville.

Nommé peu après à l'ambassade de Constantinople, ce fut là qu'il apprit la proclamation de l'Empire.

Soldat valeureux, général distingué, ardent patriote qui avait eu sa grande part des émotions populaires et des gloires de la République, Brune ne resta pas inactif sous l'ère impériale. Compris dans la première promotion des quatorze maréchaux de l'Empire, il montra l'exemple aux plus braves sur tous les champs de bataille où il fut appelé. Mais étant du petit nombre de ceux qui avaient conservé la foi républicaine, il ne put plier la noble fierté de son caractère aux souplesses du courtisan, ne se montra que peu ou point aux Tuileries et fut complètement oublié.

Il resta dans la retraite jusqu'en 1815. A ce moment, Napoléon, de retour de l'île d'Elbe, trahi par ses favoris, dut chercher des appuis parmi les hommes dont il n'avait pu faire des courtisans. Aussi, près d'aller se mettre à la tête de l'armée pour s'opposer au torrent d'ennemis qui menaçaient la France de toutes parts, ayant besoin d'un homme ferme et brave qui pût maîtriser l'attitude hostile des contrées méridionales, et maintenir dans le calme ces malheureuses provinces auxquelles les Bourbons avaient laissé pour adieu les brandons de la guerre civile, Napoléon songea à Brune. « Écrivez au maréchal Brune, dit-il au ministre de la guerre : c'est une âme forte, c'est un homme sûr ; je puis compter sur lui. »

En recevant la lettre du ministre, Brune fut pris d'une tristesse profonde. Un pressentiment instinctif semblait lui révéler le sort qui l'attendait.

Il accepta cependant.

« Il me semble, dit-il à un ami, que c'est mon arrêt de mort que je viens de signer. »

«—Refusez, alors.

«—Le puis-je ? L'Europe est en armes ; elle menace la France. Quel que soit le poste que Napoléon m'assigne, mon devoir est de m'y rendre. »

Grande et noble résignation qui apparaît comme un acte de patriotisme à cette triste époque de 1815, époque de honte, d'immoralité, de prostitution politique.

Brune partit ; son quartier général fut Toulon.

Sa tâche n'était pas facile : il avait à maintenir à la fois les patriotes vainqueurs, qui avaient de cruelles représailles à exercer, et les royalistes, qui, comptant sur un triomphe prochain, semblaient provoquer ces représailles pour avoir plus tard une revanche à prendre.

Courage, patience, dévouement, fermeté, modération, Brune mit tout en œuvre pour rendre la tranquillité à ces populations provençales travaillées par les plus déloyales intrigues, par les plus immorales manœuvres. Il répara autant qu'il fut en lui les dommages civils, et dans cette si délicate mission, sa conduite fut celle d'un honnête homme et d'un bon citoyen.

La bataille de Waterloo eut lieu. Ces passions implacables qu'il était parvenu à contenir rompirent leur frein : les autorités ne le secondèrent plus : son pouvoir s'annula. Des bandes de volontaires royaux,

connus sous le nom de *verdets*, se mirent à massacrer à Marseille, à Nîmes, à Avignon, à Orange : les fureurs de 1793 furent dépassées. En même temps, une flotte anglaise menaçait Toulon, comptant sur le parti royaliste pour occuper une seconde fois cette porte de la France. Avec une garnison insuffisante, Brune se vit réduit à une surveillance incessante contre les ennemis du dehors, contre les ennemis du dedans qui voulaient livrer la ville. A force d'activité, il parvint à déjouer les manœuvres du parti royaliste, qui ne sut que maudire et calomnier l'homme qui lui épargnait cette flétrissure nouvelle.

Au nombre de ces calomnies était un fait puisé dans un de ces mille libelles fabriqués à Londres par quelques misérables écrivains aux gages du cabinet de Saint-James, et dont les écrits infâmes servaient de sources où puisaient leurs documents les biographes et les historiens du temps. Brune y était présenté comme ayant, aux journées de septembre 1792, assassiné la princesse de Lamballe et promené sa tête dans les rues au bout d'une pique.

Brune n'était pas même alors à Paris. Mais au parti royaliste il fallait des assassins, et ce moyen lui parut bon pour en recruter parmi ces étranges populations du Midi qui n'ont de passion que la passion du moment, mais pour qui tout ce qui flatte cette passion devient, par cela seul, article de foi.

Pendant ce temps, les événements marchaient. Napoléon avait abdiqué pour la seconde fois ; les coalisés étaient entrés à Paris, et après eux les Bourbons : la mission de Brune se trouvait terminée de fait. Impuissant à faire le bien, il voyait que sa présence seule maintenait les passions, et n'osant s'éloigner sans ordre, sûr que son départ allait être le signal du massacre, il restait pour épargner des crimes à ces intelligentes populations qui ne savent que s'égorger périodiquement pour le compte de maîtres.

Enfin le marquis de Rivière, son remplaçant, représentant du gouvernement royal, arriva à Toulon. Brune lui remit ses pouvoirs. Il assembla ses soldats, et d'une voix émue les implora d'épargner la France déjà trop déchirée par les factions et de se ranger sous le drapeau du nouveau roi. « Ce sacrifice, le pays vous le demande, leur dit-il ; mes amis, soumettons-nous. N'augmentons pas les douleurs de la France : soumettons-nous sans murmurer. Immolons nos préférences, nos intérêts, notre vie au bien de notre malheureuse patrie. »

Les soldats l'écoutaient ; leurs larmes sillonnaient leurs cicatrices. Ils ôtaient de leurs shakos cette glorieuse cocarde tricolore qui avait fait le tour du monde, et la posaient sur leur cœur après l'avoir pieusement baisée. Ce spectacle était navrant.

Une tourbe infâme poussait des cris de mort, jetait des pierres et de la boue à ces braves qui se résignaient si patriotiquement, et parmi cette tourbe des assassins vouaient à la mort le vaillant maréchal qui venait d'afficher de si patriotiques sentiments.

Cet acte de bon citoyen accompli, Brune partit de Toulon dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août. Il était muni de passeports du marquis de Rivière. On l'avait averti qu'un complot était formé contre sa vie à Avignon, que des assassins l'y attendaient ; il refusa d'y croire. Il fut d'autant plus fondé à en douter que le marquis de Rivière, ayant appris qu'on cherchait à le détourner de prendre cette route, lui donna l'assurance que les plus grandes précautions étaient prises pour écarter le danger dont on le menaçait.

Confiant dans cette parole du commissaire du roi,

Brune prit la route d'Avignon. Deux de ses aides de camp l'accompagnaient.

Des son arrivée à Aix, il ne put plus se méprendre sur les mauvaises dispositions des populations. Des symptômes évidents de complot apparurent ; on s'assembla autour de sa voiture, on en brisa les vitres. Un des aides de camp de Brune lui proposa de changer d'itinéraire :

« Prenons, lui dit-il, la route de Grenoble ; là, nous rencontrerons des gens de cœur armés pour la défense nationale, et non des populations fanatisées, « auxiliaires de l'étranger. »

« — Ils croiraient que nous avons peur, » reprit Brune.

Et il continua sa route vers Avignon.

Le 2 août, à neuf heures et demie du matin, il y arriva. Il descendit à l'hôtel de la Poste et se fit servir à déjeuner pendant que l'on changeait de chevaux.

Le nouveau préfet de Vaucluse, M. de Saint-Chamans, arrivé le même jour, logeait dans ce même hôtel de la Poste, à la porte duquel affluaient des visiteurs ou des curieux. La voiture de Brune, dont les vitres avaient été brisées à Aix, et qui portait en outre d'autres traces de violences, attira naturellement l'attention. On ignorait encore à qui elle appartenait. Par malheur le nom de Brune est prononcé : des groupes se forment, des conversations animées s'engagent ; ce nom vole de bouche en bouche, arrive jusqu'au port où stationnaient les portefaix du Rhône, vile écume de la population où le parti royaliste comptait ses recrues les plus ardentes.

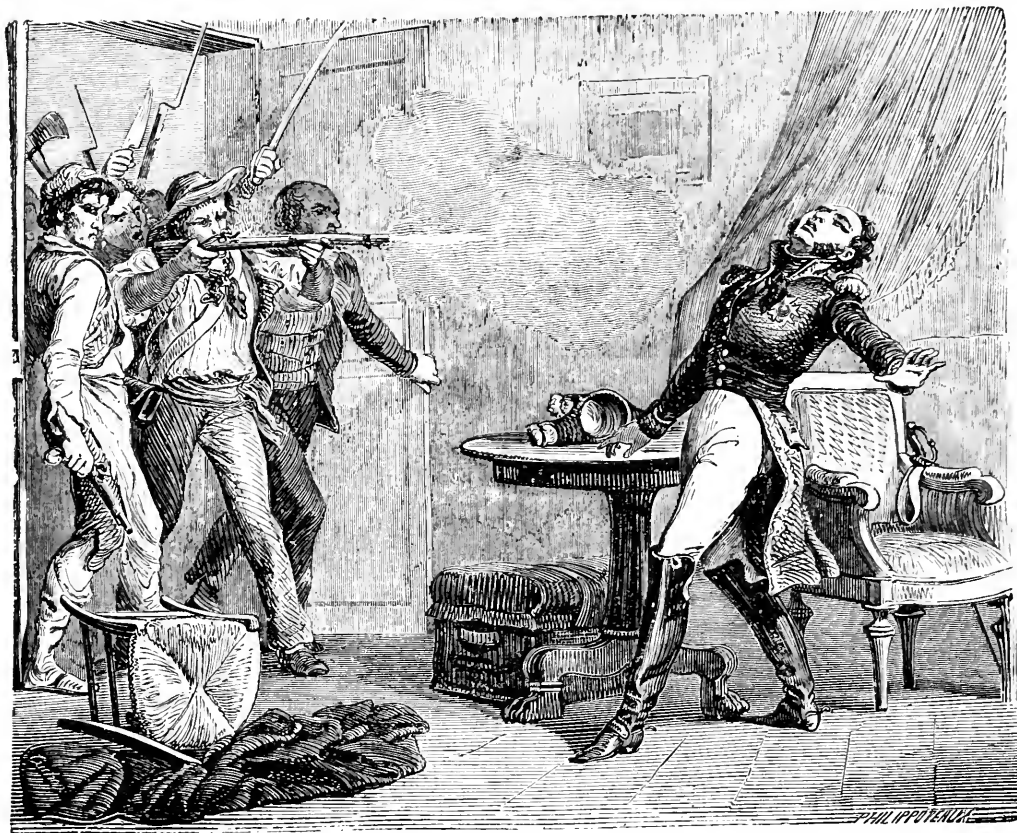
En peu de temps, la place de l'Ouse, où se trouvait l'hôtel de la Poste, ne suffit plus pour contenir la foule qui s'y pressait bruyante, animée. Un jeune homme dont la Restauration devait plus tard récompenser le zèle en nommant son père maire d'Avignon, la haranguait. Il rapportait avec détail toutes les calomnies qui, depuis quelque temps, défrayaient dans le Midi la rage du parti royaliste contre Brune. Des cris de mort sortaient du fond de cette fange amoncelée autour de ce jeune homme.

La foule émue se bornait cependant à crier, lorsqu'il vint à l'idée de ce misérable, nommé Soulié, d'accuser Brune d'avoir quitté le commandement de Toulon pour aller se mettre à la tête de l'armée de la Loire et venir *châtier le Midi*. « Le souffrirez-vous ? » s'écria ce fanatique en terminant. On lui répond de partout : « Non, non ; à mort ! à mort ! au Rhône l'assassin de madame de Lamballe ! le lieutenant « de l'usurpateur ! »

Cette scène de menace se prolongea une heure environ.

A ce moment les autorités civiles intervinrent. Le nouveau préfet harangua la foule, parvint avec peine à la faire renoncer à ses projets de sang ; enfin elle se dissipa, Brune put monter en voiture et partir.

Mais cette horde de sauvages, voyant cette proie échapper, s'était répandue dans les rues, poussant des hurlements de rage et de vengeance. Elle avait soif de sang, elle trouva un homme pour l'en abreuver. Ce fut un officier de volontaires royaux nommé Verger ; il commandait un poste stationnant à l'une des portes de la ville par où le maréchal Brune allait sortir de ce repaire. Il arrête la voiture, demande le passeport : Brune l'exhibe, c'était celui qu'il avait reçu du marquis de Rivière, le seul qui pût être valable. L'officier ne s'en contente pas et déclare ne pouvoir laisser passer outre sans une permission signée du commandant militaire de la ville. Dans



Assassinat du maréchal Brune.

l'état de rage où étaient les esprits, c'était vouer Brune à la mort, mais le retard que devait entraîner cette formalité entrainait dans les calculs des sicaires.

En effet, la foule, qui n'avait cessé de suivre la voiture en poussant des cris de mort, s'anime de sa propre fureur ; les cris de mort redoublent. Les autorités accourent une seconde fois. Il était trop tard. Le calvaire du valeureux maréchal avait commencé. La voiture entourée d'assassins n'avancait qu'à leur volonté. Insulté, bafoué, menacé, Brune arriva ainsi jusque devant ce même hôtel de la Poste, d'où l'on avait eu tant de peine à l'arracher aux assassins. La porte en était toute grande ouverte. Le postillon fouette vigoureusement ses chevaux ; la voiture dégagée entre : les assassins se précipitent pour entrer avec elle, et tel était leur acharnement que quelques-uns d'entre eux pris entre les deux battants de la porte qu'on voulait fermer du dedans, se laissaient écraser plutôt que de lâcher prise. Ce n'étaient plus des hommes, c'étaient des bêtes féroces.

Une fois Brune dans l'hôtel, le préfet, le sous-préfet, le maire se mettent en travers de la porte, tenant courageusement tête à la meute hurlante des assassins avignonnais. On bat la générale, mais les soldats de ligne manquaient : la veille les royalistes avaient massacré tous les invalides, et, selon le vieux dicton, « viande de chien qu'on jette aux tigres leur donne faim de chair humaine, » ce sang récemment versé leur avait donné soif de sang : ils en voulaient à tout prix.

Enfin sur une population de trente mille âmes arrivent cent gardes nationaux. Les assassins étaient au nombre de deux mille environ. Ils se ruent sur ce faible noyau de défenseurs, dispersent les uns, foulent aux pieds les autres. La porte de l'hôtel était barricadée ; mais le flot des assaillants monte toujours et quelques-uns envahissent la maison par les toits.

Pendant ce temps, dans une chambre où l'hôte l'avait abrité, Brune, pressant sa dernière heure, relisait les lettres de sa femme. Les assassins le surprisent dans cet entretien suprême avec celle qu'il aimait. Il était debout contre la croisée :

« Vous êtes le maréchal Brune ? lui demanda l'un d'entre eux.

— Que me voulez-vous ? repartit le maréchal, qui, lisant sa mort dans les regards féroces des assassins, se mit à déchirer tranquillement les lettres de sa femme.

— Vous êtes l'assassin de madame de Lamballe ? reprend le sicaire. »

Brune désavoue avec indignation le crime dont on l'accuse, affirmant hautement qu'il n'a jamais donné la mort que sur les champs de bataille aux ennemis de la patrie.

Il méritait d'être cru : les assassins n'écoutent rien.

Il réclame du papier pour écrire ses dernières volontés ; on le lui refuse. Il demande ses armes pour mettre fin à ses jours : ces cannibales lui envient jusqu'à cette triste satisfaction.



Kellermann à Vainmy.

Un ouvrier tafetatiér, nommé Farges, l'ajuste avec un pistolet et le manque.

« Ote-toi de là, dit le portefaix Guindon, je vais te « montrer comme on abat ces oiseaux-là. »

Disant ces mots il tire : le maréchal tombe, la partie inférieure de la tête traversée de part en part par une balle !

L'un des assassins alors ouvre la croisée, et annonce ce triomphe ; la foule applaudit.

Mais le sang ne suffisait pas à ces cannibales, il leur fallait le corps. L'autorité, qui n'avait pu pénétrer jusqu'à la victime vivante, trouva moyen de faire arriver un cercueil jusqu'à elle quand elle fut morte. On y enferma les restes sanglants de l'illustre vainqueur de Berghen. Quelques gardes nationaux se chargèrent du soin de le porter dans la chapelle de la caserne de cavalerie : c'était du courage.

Mais à peine le cercueil était-il arrivé sur la place, les assassins l'entourent, cette chair de cadavre les tente, des hyènes n'auraient pas fait pis. Ils se ruent sur les gardes nationaux, leur arrachent avec violence des mains le cercueil, le brisent à coups de hache, en retirent le cadavre, le déponillent du suaire qui l'enveloppe, l'insultent, le mutilent, lui passent une corde au cou, le traînent sur le pavé jusqu'au pont du Rhône, égorgent sur leur route trois invalides échappés au massacre de la veille, et, au milieu des applaudissements et des décharges de feu des sauvages assistants, précipitent tous ces cadavres dans le fleuve !

Une troupe de femmes appartenant aux diverses classes de la société vinrent danser la *farandole* sur la

place encore teinte de sang. Vingt-quatre ans auparavant, on avait vu d'autres mégères d'Avignon se réjouir lors des massacres de la Glacière.

Ce fut le dernier acte du drame.

Le lendemain lorsque les esprits reposés eurent passé la nuit à savourer ce forfait, les assassins, satisfaits d'eux-mêmes, inscriront ces mots sur une des pierres du parapet où Brune avait laissé des traces de son sang : C'EST ICI (le Rhône) LE CIMETIÈRE DU MARÉCHAL BRUNE, 2 AOÛT MDCCCXV.

Le parti qui avait commis ce crime ne devait pas reculer devant un autre. Un faux fut imaginé pour le couvrir. On prétendit que Brune s'était suicidé. Un procès-verbal fut rédigé en ce sens ; un chirurgien nommé Allard, appelé pour constater ce mensonge, refusa de s'y associer ; un autre fut plus lâche et signa le procès-verbal.

Il ne fallut rien moins que les investigations de la justice pour faire jaillir la vérité.

En effet, en mai 1819, cent quinze habitants de Brives, patrie de Brune, exprimèrent dans une adresse à sa veuve leur vœu que les assassins de leur compatriote fussent enfin *signalés et punis*.

Le 19 du même mois, la maréchale Brune adressa au garde des sceaux une plainte rédigée par M. Dupin et où elle disait : « — ... Je me rends partie civile. Je « me plains de ce que, le 2 août 1815, le maréchal « Brune a été assassiné dans Avignon ; son corps a « été privé de sépulture, arraché aux mains de ceux « qui le conduisaient au champ du repos et précipité « dans le Rhône. On a écrit sur le pont une inscrip-

« tion déshonorante pour la ville et que le préfet n'a pas la force de faire supprimer... etc. »

Après de longs délais, l'autorisation de poursuivre fut donnée et la cour royale de Riom se trouva saisie de l'affaire.

M. Dupin plaida pour la veuve. Le 23 février 1821, la cour rendit un arrêt qui condamnait à la peine de mort le nommé Guindon, dit Requefort, portefaix (contumace), déclaré *convaincu d'avoir tiré le coup d'arme à feu qui a donné la mort au maréchal Brune*.

Les instigateurs de cet assassinat, ceux qui avaient arraché le cadavre du cercueil, qui l'avaient traîné dans les rues, précipité dans le Rhône, n'eurent pas

même à répondre de leur participation à l'assassinat.

Bien plus, la maréchale n'ayant réclamé ni dommages-intérêts civils, ni dépens, l'arrêt se terminait par ce dispositif singulier : — « La Cour ordonne que la maréchale sera tenue d'avancer les frais et dépens de la procédure, conservant son recours contre le condamné. » Or le condamné était un portefaix d'Avignon ne possédant rien et contumace ; les frais de la procédure se trouvaient considérables, et par cette triste ironie le recours devenait complètement illusoire.

Telle fut la justice de la Restauration pour le vainqueur de Berghen, une des gloires de la France.

DAVOUST

(LOUIS-NICOLAS)

Duc d'Auerstaedt, prince d'Eckmühl, maréchal et pair de France.

Né à Aunou, en Bourgogne, le 10 mai 1770.

Davoust appartenait à une famille de gentilshommes bourguignons.

Ayant fait ses premières études à l'école militaire d'Auxerre, il fit ses dernières à celle de Paris, où se trouvait alors comme élève Napoléon Bonaparte.

En 1787 il quitta l'école pour entrer comme sous-lieutenant dans le régiment de Royal-Champagne cavalerie, et deux ans après, lorsque éclata la révolution, il en embrassa les idées généreuses avec chaleur, et fut du petit nombre d'officiers qui n'abandonnèrent pas leurs drapeaux.

En 1791 l'Assemblée constituante ayant décrété la levée de plusieurs bataillons de volontaires par chaque département, Davoust quitta la ligne pour entrer dans ces corps de formation nouvelle, et fut nommé, par les suffrages de ses compagnons d'armes, chef de bataillon des volontaires du 3^e bataillon de l'Yonne. Il n'est pas sans intérêt de remarquer en passant que c'est de cette première formation que sont en grande partie sortis ces généraux de la République et de l'Empire qui, par leurs vaillantes prouesses et leurs talents militaires, ont étonné et conquis l'Europe : Moreau, Marceau, Masséna, Joubert, Jourdan, Gouvion-Saint-Cyr, Suchet, Leclerc, Roche, Soult, etc.

Davoust s'était rendu au camp de Maulde avec son bataillon. En 1792, pendant la campagne de Champagne contre les Prussiens, il fut chargé du commandement des avant-postes pour maintenir les communications avec Valenciennes et Condé, et remplît cette mission avec une intelligence et une intrépidité qui annoncèrent ce qu'il serait un jour. L'année suivante, ayant fait la campagne de Belgique sous les ordres de Dumouriez, il se distingua à la bataille de Nerwinde et y gagna le grade d'adjudant-général.

A la suite de cette même campagne, lors de la défection de Dumouriez, pendant que les autres chefs perdaient le temps en délibérations, lui se porta à Saint-Amand au quartier général pour l'arrêter : il le poursuivit jusqu'à l'Escaut, et par sa courageuse réso-

lution contribua puissamment à déjouer les projets du général défectionnaire.

Cette même année il fut envoyé dans la Vendée avec le grade de général de brigade. Peu après il fut nommé général de division ; il refusa.

A cette époque (juin 1793) la Convention rendit un décret qui expulsait les nobles de l'armée. Davoust donna sa démission et se retira dans ses foyers. Presque en même temps sa mère infirme fut arrêtée comme noble et incarcérée dans les prisons d'Auxerre. Davoust fit les démarches les plus instantes pour la faire rendre à la liberté, il ne put y parvenir : son amour filial lui suggérant alors un acte de dévouement qui l'honore, pour soigner sa mère il se constitua prisonnier dans le même lieu de détention et n'en sortit qu'avec elle.

Rappelé au service après le 9 thermidor, il fut envoyé comme général de brigade à l'armée de la Moselle. Employé en cette qualité au siège de Luxembourg, il battit et rejeta dans la place les troupes du général Bender. Un acte de valeureuse témérité qui contribua puissamment à la chute de cette redoutable forteresse lui valut le grade de général de division, qu'il refusa pour la deuxième fois. Les habitants de Luxembourg n'avaient à leur disposition qu'un seul moulin placé au milieu des ouvrages avancés, à l'abri d'un coup de main et presque inaccessible : le détruire c'était dans toute l'acception du mot couper les vivres à la garnison. L'entreprise était non-seulement périlleuse, mais d'une incroyable témérité. Dans les conseils on avait abordé souvent cette question de la destruction du moulin par un coup de main ; on l'avait jugée impossible : — « Rien n'est impossible, dit « Davoust, je m'en charge. » En effet, il se met à la tête de deux cents grenadiers, pénètre au milieu de la nuit dans les ouvrages avancés, surprend les troupes, les taille en pièces, les disperse, détruit le moulin, et par ce trait d'audace jette tant de consternation parmi les assiégés qu'ils ne tardèrent pas à se rendre.

A la suite de ce beau fait d'armes, il passa sous les

ordres de Pichegru; mais moins heureux dans cette partie de la campagne, jeté dans Manheim et abandonné à lui-même, il fut obligé de rendre les armes après un mois de tranchée ouverte. Le général Wurmsler lui ayant rendu la liberté sur parole, il rentra en France et fut échangé l'année suivante.

Avant immédiatement rejoint l'armée, il partagea les dangers de la défense de Kehl et au passage du Rhin qui dura deux jours consécutifs; il se distingua dans un des moments les plus critiques. Le centre ennemi étant enfoncé, Davoust poussa jusqu'à Offenbourg, enleva tous les bagages du quartier général autrichien; et ce fut à cette occasion que dans les fourgons du général autrichien Klinglin on trouva la correspondance si compromettante du général Pichegru. Dans ces deux campagnes de 1796 et 1797 il mérita les éloges du général Moreau et s'acquit l'amitié du général Desaix.

Après la suspension d'armes de Léoben et les traités de Campo-Formio et de Rastadt, le continent se trouva en paix, l'Europe continentale désarma, du moins en apparence, et le Directoire ayant résolu l'expédition d'Égypte, Davoust fut désigné pour en faire partie.

Dans cette campagne nouvelle, Davoust se distingua comme dans les précédentes. Souaqui, Zata, Samanoath, furent successivement témoins de sa valeur. Sur ce dernier point surtout il décida du succès de la journée par une charge si brillante que, dans son rapport, le général Desaix la mentionna en ces termes; « J'ordonne au général Davoust de charger le corps « des Mameluks commandés par les beys Mourad et « Hassan qui faisaient mine de tenir bon. Je n'ai « jamais rien vu de beau et d'imposant comme cette « charge impétueuse de notre cavalerie. » A la suite de cette charge, il se mit à la poursuite des vaincus, les atteignit successivement aux ruines de Thèbes, à Byr-el-Bar, à Berdyr, à Thénia, les tailla en pièces partout où il les rencontra, redescendit ensuite dans la Basse-Égypte, dispersa les partis qui avaient intercepté la communication des Français avec la Syrie, assista au combat d'Aboukir, enleva le village, força le fort à capituler et compléta ainsi la destruction de l'armée des pachas.

Bonaparte étant repassé en France, Kléber adopta un système opposé au sien, ouvrit des négociations avec les Anglais et les Turcs, et se laissa amener à une transaction sans compensation et sans garantie. N'ayant pas osé à lui seul accepter la responsabilité d'un traité si étrange, il assembla un conseil de généraux pour la leur faire partager. Davoust s'éleva vivement contre ces négociations sans dignité et combattit avec chaleur le dessein d'abandonner l'Égypte; mais l'évacuation fut consentie et le traité conclu. Davoust alors, qui, par son opposition, s'était aliéné le général en chef, jugeant sa présence inutile dans un pays qui allait échapper aux armes françaises, repassa en France. Nommé peu après général de division, cette fois il accepta.

En cette qualité, il fit la campagne d'Italie de 1800 et commanda en chef les grenadiers de la garde consulaire en 1802. Nommé maréchal d'Empire en 1804, il commanda en 1805 le troisième des sept corps de la grande armée qui envahirent l'Allemagne, eut sa part des lauriers d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna, où il gagna le titre de duc d'Auerstaedt. En 1807, on le retrouva à Eylau et à Friedland. Dans la campagne d'Autriche de 1809, il mérita sur le champ de bataille le titre de prince d'Eckmühl, et, après la glorieuse victoire de Wagram, il fut nommé au gouver-

nement de Pologne et chargé en partie de l'administration de ce pays.

La paix conclue, il prit le gouvernement des troupes qui séjournèrent dans les provinces conquises, et fut ensuite président d'une commission de gouvernement établie à Hambourg. D'un caractère naturellement dur et despotique, il se montra implacable contre les abus que la cupidité cherchait à introduire dans la 32^e division militaire. Les nécessités de la guerre, les ressentiments politiques, ont pu motiver, mais n'ont pas toujours excusé les mesures rigoureuses qui signalèrent son gouvernement.

En 1812, chargé du commandement du premier corps de la grande armée, il déploya sur une vaste échelle ses talents militaires. A Mohilow, à Smolensk, à la Moskowa, on le retrouve ce qu'il avait été à Taun, à Eckmühl, à Wagram; et, au retour, pendant la désastreuse retraite qui engloutit la plus vaillante armée qui fût jamais, seul de tous les chefs de corps, il maintint un peu d'ordre dans ce grand désordre, encourageant les faibles débris de ses bataillons, les soutenant par sa présence et réussissant enfin à les ramener à Thorn, partout et toujours faisant preuve d'une force d'âme, d'une activité, d'un courage qui ne sont pas un de ses moindres titres de gloire.

En 1813, ayant son quartier général établi à Hambourg, il essaya de se réunir à la grande armée qui agissait contre la Prusse; mais rejeté dans Hambourg, enveloppé, assiégé, il s'y maintint contre une armée par une brillante et vigoureuse défense qui mit le comble à sa réputation militaire. Général et soldat à la fois, il s'y distingua par des traits d'audace d'une témérité inouïe. Un jour, le 13 février 1814, vingt-cinq mille Russes, profitant de l'épaisseur des glaces qui rendaient l'Elbe solide, se portèrent dans l'île de Wilemsbourg pour couper la communication entre Haarsbourg et Hambourg. Trois mille Français qui protégeaient cette communication avaient été culbutés; Davoust prend soixante-quinze hommes du 15^e régiment d'infanterie légère, et se porte sur le point attaqué. Il dispose sa petite troupe de manière à faire croire à l'ennemi que c'était une tête de colonne. Un boulet de canon arrive et lui enlève quinze. Ils restaient soixante qui, figurant toujours la tête de colonne, tinrent pendant trois quarts d'heure les Russes en échec. Pendant ce temps, les troupes culbutées se rallient: la réserve arrive; Davoust attaque les Russes et les culbute à son tour.

Il était encore à Hambourg lors de la première abdication de Napoléon. Le général russe Beningsen, qui le tenait assiégé, lui ayant montré un ordre du gouvernement provisoire de France qui lui enjoignait d'évacuer la ville, en reçut cette réponse: « L'empereur Napoléon, mon maître, ne m'enverrait pas des « ordres par des officiers russes: ainsi je me refuse à « ouvrir toute espèce de dépêche à cet égard. » Ce ne fut que plus tard, quand il connut les événements d'une manière officielle, qu'il se résigna à remettre la place, non pas au général ennemi, mais au général Gérard, porteur des ordres de Louis XVIII.

Il partit pour Paris et se retira dans sa terre de Savigny-sur-Arges, où il était encore lors des événements du 20 mars 1815.

De retour de l'île d'Elbe, Napoléon le nomma ministre de la guerre. La tâche était rude. Dans ces circonstances difficiles où l'Europe oligarchique se levait de nouveau contre un seul homme représentant le plus grand fait révolutionnaire du temps, il fallait

réorganiser une armée : la France n'en avait plus ; pourvoir à la défense des places : elles étaient toutes démantelées ; créer un matériel : il n'en existait plus ; les Bourbons avaient sacrifié tout cela à la crainte qu'inspirait encore aux étrangers la France vaincue. Davoust se mit à l'œuvre : il déploya toute l'énergie d'administration, toute l'activité de caractère dont il était doué, et en peu de mois la France eut une armée, un matériel, des places fortifiées.

Après la bataille de Waterloo, il fut mandé à la barre de la Chambre des députés pour y rendre compte, comme ministre de la guerre, des événements postérieurs à la perte de la bataille. Conservant toute la foi patriotique qu'abhurait avec une impudence inouïe la majorité de cette Chambre, en bon Français il chercha plutôt à atténuer qu'à aggraver les désastres de cette fatale journée. — « Si la Chambre prend « de fortes mesures, dit-il, et qu'elle déclare traiter « à la patrie tout garde national ou tout militaire qui « abandonnerait ses drapeaux, une barrière assez forte « peut être opposée à l'invasion étrangère, et vous « aurez une armée assez respectable pour appuyer vos « négociations avec un ennemi qui a prouvé qu'il ne « tenait pas toujours fidèlement ses promesses. »

Avec une Chambre qui n'aspirait qu'à livrer la France à l'ennemi, ce conseil patriotique ne pouvait être entendu.

Invitant ensuite la Chambre à rappeler par une déclaration solennelle tous les militaires à leur poste : « J'ai des motifs, dit-il, pour demander cette mesure : des rapports m'annoncent que de nombreux « émissaires cherchent à entraîner à la désertion les « gardes nationales qui sont dans les places ; prenons « garde de renouveler la faute du gouvernement provisoire en 1814, et de laisser désorganiser l'armée. »

Cette fois la voix de Davoust devait être moins entendue encore. Cette Chambre en effet, dans son lâche abandon de tout sentiment patriotique, favorisait ces menées de désertion, connaissait avec tout Paris la caisse qui en soldait les émissaires ; aussi n'étonna-t-elle personne quand, sur la proposition d'un de ses membres, elle délibéra si elle ne mettrait pas Davoust en accusation comme ministre de la guerre. Cette proposition fut écartée, parce que les débris de l'armée arrivant journellement sous Paris, Davoust n'avait qu'un mot à dire pour réduire au néant ces représentants de l'étranger qui se disaient effrontément les représentants de la France. Aussi la commission du gouvernement d'alors, qui avait à pourvoir au danger des armées ennemies et aux viles manœuvres de cette Chambre de députés, déféra à Davoust le commandement général de l'armée sous les murs de Paris.

Dans cette tâche plus rude encore que celle du portefeuille de la guerre, il fit tout ce qu'il était humainement possible de faire pour seconder la commission et sauver Paris. Mais la trahison était partout, et poussé par elle, le 30 juin, Davoust écrivit à Wellington et à Blücher pour conclure un armistice, ajoutant : « Si cette proposition n'est pas accueillie, les « Français se présenteront au combat avec la confiance de la justice de leur cause, et le sentiment de « leur propre force. »

L'armistice fut accepté, Paris capitula. Mais dans les cœurs des soldats de cette vaillante armée que la trahison d'un parti vendu à l'étranger annulait sans qu'elle eût combattu, la fermentation était extrême. Le désespoir et la rage de ces braves étaient plus dangereux pour les traîtres que les armes de l'ennemi. Après la capitulation de Paris ils eurent recours à

Davoust, et le maréchal qu'ils avaient voulu proscrire prit le commandement des troupes restées sans chef et les conduisit derrière la Loire pour les licencier.

Ce n'était pas chose aisée ; la fibre populaire vibrante puissante et forte dans ces cœurs de soldats, et le sentiment du patriotisme, totalement éteint dans les régions parlementaires ou administratives, était, dans cette armée de la Loire, porté à un état d'exaltation qui contrastait singulièrement avec l'impudente et lâche bassesse des membres des deux Chambres.

Le 18 juillet, cependant, Davoust leur donna l'exemple de la résignation. Il réunit dans un conseil de guerre les généraux de son commandement, fit sa soumission au gouvernement royal, et en informa l'armée par l'ordre du jour suivant :

« C'est à vous, soldats, à compléter cette soumission par votre obéissance. Arbrez le drapeau royal « et la cocarde blanche. Je vous demande, je le sais, « un grand sacrifice. Nous tenons tous à ces couleurs « depuis vingt-cinq ans. Mais ce sacrifice, l'intérêt « de notre patrie nous le commande. Un soldat sert « toujours son pays, quel que soit le gouvernement « qu'on ait. L'armée peut être délibérante.... »

Malgré ce noble exemple, malgré la présence de l'ennemi qui n'était séparé du camp français que par le pont qui traversait Orléans, cette armée ne prit la cocarde blanche que le 18 au soir.

Ce fut le dernier acte de la carrière militaire de Davoust.

Impitoyable dans ses rancunes, la Restauration, jalouse de la grande gloire de cette armée, loin de lui rendre justice, ne sut que la décimer. Les généraux Gilly, Grouchy, Excelmans, Clausel, de La Borde, Alix, Lamarque, Drouot, Dejean et d'autres officiers généraux, furent compris sur une liste de proscription du 24 juillet. Gouvion Saint-Cyr était alors ministre de la guerre ; Davoust lui écrivit, lui disant que ces officiers n'ayant fait qu'obéir aux ordres que lui-même leur avait donnés comme ministre de la guerre, il demandait que l'on substituât son nom au leur ; il terminait ainsi : « Vous connaissez assez l'armée française pour savoir que la plupart des généraux signalés dans l'ordonnance du 24 juillet se « sont distingués par de grands talents et de beaux « services. Puissé-je attirer sur moi seul tout l'effet « de cette proscription ! C'est une faveur que je réclame dans l'intérêt du roi et de la patrie. Je vous « somme, monsieur le maréchal, sur votre responsabilité aux yeux du roi et de toute la France, de « mettre cette lettre sous les yeux de Sa Majesté. »

Pendant qu'il couronnait sa vie par un si bel acte, qu'il s'honorait par une démarche aussi noble aux yeux de l'Europe et de la postérité, les Bourbons faisaient disparaître son portrait de la salle des maréchaux aux Tuileries.

Pendant le procès du maréchal Ney, en décembre 1815, il fut appelé devant la Chambre des pairs par les conseils de l'infortuné prince de la Moskowa, comme l'un des signataires de la capitulation de Paris. On l'interpella sur l'extension qu'il avait pu avoir cette convention relativement au maréchal, il répondit : « Dans la garantie que pour la sûreté des personnes et des propriétés les puissances qui ont signé « la capitulation ont donnée, elles se sont obligées à « comprendre tous les militaires qui se trouvaient « alors à Paris. »

Il y avait quelque courage à dire ainsi la vérité devant ce tribunal composé de juges qui devaient condamner l'accusé quand même, et que ne put sauver

la rude franchise de Davoust. La Restauration, qui n'avait pu empêcher l'assassinat de Brune à Avignon, devait se montrer impitoyable pour le maréchal Ney.

Ce mot de salut que Davoust essaya vainement en faveur de son malheureux collègue fut son dernier acte civil public.

Exilé à Louviers, au commencement de janvier 1816, il obtint, après six mois, la permission de retourner à sa terre de Savigny. En 1817, le 31 août, le roi reçut son serment comme maréchal de France et lui

en remit le bâton. En 1819, le 5 mars, il fut compris dans la promotion de soixante pairs et vécut paisible quatre ans encore, jusqu'au moment où une maladie cruelle vint l'entraîner au tombeau.

Il mourut le 4 juin 1823, âgé de 53 ans. D'un abord sévère, même dur, il était sensible, généreux, dévoué à son pays, et il fut au nombre des hommes d'alors en qui la gloire de la France fut un des besoins de la vie.

GOUVION SAINT-CYR

(LAURENT)

Comte, maréchal d'Empire, pair de France.

Né à Toul, le 13 avril 1764.

Laurent Gouvion était issu d'une honnête famille d'artisans.

Son père, d'abord boucher, puis tanneur, le fit élever avec quelque soin, malgré son peu d'aisance. Se sentant du goût pour les arts, le jeune Gouvion apprit à dessiner, et y acquit assez de talent pour donner des leçons au cachet et fournir en partie aux moyens d'existence de sa famille.

En 1782, le goût des arts, le besoin de se faire un état le conduisirent à Rome et en Sicile. Il étudia les monuments sans faire des progrès remarquables. Rentré en France en 1784, il travailla dans un atelier de peinture, mena pendant quelque temps une vie un peu aventureuse, chercha à se procurer par d'autres moyens des ressources que son art ne pouvait plus lui offrir, se lia avec des comédiens, eut à sa vocation d'acteur, commença à jouer dans les théâtres de société, puis dans la salle Beaumarchais, au Marais, où il joua entre autres rôles celui du confident de Baptiste, dans *Robert, chef de brigands*.

Il eut dans cette carrière moins encore de succès que dans celle qu'il avait abandonnée. Il était décidé à y renoncer lorsque la révolution étant venue lui offrir une scène plus brillante, il s'y jeta. Ardent jusqu'à l'exaltation, il figura comme acteur dans les premières scènes insurrectionnelles, et finit par obtenir un emploi subalterne dans l'état-major de la garde nationale.

En 1792, il s'enrôla comme volontaire dans le bataillon des *chasseurs républicains* de Paris, ajouta à son nom de Gouvion celui de Saint-Cyr, fut envoyé aux frontières, où, dès son arrivée, ayant franchi tous les grades inférieurs, il fut nommé capitaine.

En cette qualité, il fit ses premières campagnes sous Custine, Beauharnais, Landremont, Carlin et d'autres qu'entraîna le torrent révolutionnaire, et passa successivement par les grades d'adjoint aux adjudants généraux, d'adjutant général, de général de brigade, et enfin de général de division, le 5 juin 1794.

En 1795, employé comme tel à l'armée de Rhin-et-Moselle, il commanda la principale attaque au siège de Mayence et s'y signala.

En 1798, il fut nommé général en chef provisoire de l'armée de Rome, dont Masséna eut ensuite le commandement. Destitué en 1799, il fut réintégré peu après comme général de division à l'armée d'Italie,

commanda la droite à la funeste bataille de Novi, s'y couvrit de gloire, et parvint dans la retraite, par la précision de ses mouvements, à contenir les Autrichiens. Le 26 décembre de la même année, comme récompense de ses brillants faits d'armes, Bonaparte lui décerna un magnifique sabre d'honneur et lui fit expédier le brevet de premier lieutenant de l'armée.

En 1800, ayant pris le commandement de l'armée du Rhin jusqu'à l'arrivée du général Moreau, il concourut à la victoire de Hohenlinden, quitta momentanément le service actif, fut nommé par décret du 22 septembre conseiller d'Etat attaché à la section de la guerre, et porté sur le tableau des conseillers d'Etat en service extraordinaire le 22 mars 1801.

Cette même année, Napoléon voulut obliger le Portugal de se détacher de son alliance avec l'Angleterre. N'ayant pu y parvenir, il lui déclara la guerre. Une armée gallo-espagnole fut destinée à cette expédition, et le commandement en fut confié à Gouvion Saint-Cyr.

Cette expédition n'eut que des résultats militaires sans importance. Un traité fut conclu à Badajos entre les deux Etats de la Péninsule, et la diplomatie dut terminer ce que la guerre avait commencé. Gouvion Saint-Cyr fut nommé ambassadeur extraordinaire en Espagne, et chargé en même temps de la direction des opérations militaires, dont l'exécution fut confiée au général Leclerc.

Chargé, en 1803, de présider le collège électoral de la Drôme, il fut porté sur la liste des candidats au Sénat conservateur, et siégea peu après comme sénateur.

Colonel général des cuirassiers en 1804, il fut nommé grand officier de la Légion d'honneur en 1805, fit successivement les campagnes de 1806 et 1807; mais envoyé en Espagne en 1808, il y fut moins heureux que la première fois, dut céder son commandement à Augereau, et tomba en disgrâce jusqu'en 1811, où il fut rappelé au conseil d'Etat avec remise de son traitement d'arrière.

Appelé en 1812 à la grande armée, il y commanda en chef le 6^e corps. Le 17 août, le duc de Reggio, qui commandait le 10^e, ayant été blessé, Saint-Cyr lui succéda. A la tête de ces deux corps, il attaqua le lendemain, à Polotsk, le général russe Wittgenstein avec des troupes non inférieures et le battit complètement. Napoléon, bon juge de la gloire militaire, le créa maréchal d'Empire le 27 du même mois.

Au retour, lors de la désastreuse retraite, le 6^e corps qu'il commandait fut attaqué dans le même lieu par le même général. Wittgenstein avait une revanche à prendre ; il y comptait. Il la prit ; mais Saint-Cyr s'y couvrit d'une impérissable gloire. Avec des troupes épuisées, affamées, engourdis par le froid, il avait à traverser un incendie et un grand fleuve, en présence d'un ennemi victorieux et bien supérieur en nombre. Ce mouvement s'exécuta avec une précision rare. Blessé dès le début, Saint-Cyr, ne pouvant monter à cheval, se fait porter sur un brancard au milieu des combattants, comme Charles XII à la bataille de Pultava. Renversé, foulé aux pieds des chevaux des Cosaques qui passèrent outre sans le reconnaître, il se relève et parvient à sauver sa petite armée, qui, réunie plus tard à celle du duc de Bellune, devint pour Napoléon, au bord de la Bérésina, une des ressources les plus précieuses.

Les officiers russes restèrent pleins d'admiration pour son héroïque conduite. Aussi le jour de leur entrée dans Polotsk, tout l'état-major russe étant réuni à un grand dîner, Wittgenstein, après avoir fait l'éloge de la bravoure des soldats français, se leva et porta la santé du brave Saint-Cyr. Tous les convives couvrirent d'acclamations honorables le toast de leur général.

Par suite de sa blessure reçue à Polotsk, forcé d'abandonner l'armée, il y reparut en 1813, fit la campagne de Saxe, se signala à la bataille de Dresde, attaqua peu après, à Plaen, le corps russe du général Tolstoï, le mit en déroute et poursuivit ses débris jusque sur les frontières de la Bohême.

Ce fut là son dernier exploit.

Resté à Dresde avec son corps pendant que la grande armée s'était portée sur Leipsik, il s'y trouvait encore après les désastres de cette bataille. Isolé au cœur de la Saxe pendant que Napoléon, avec les débris de ses troupes, ne combattait plus pour la victoire, ne se battait que pour la retraite, Saint-Cyr conçut le projet de forcer la ligne de blocus de l'ennemi sur la droite de l'Elbe, et de se porter sur Torgau et Wittemberg. Il le tenta ; mais des corps ennemis des généraux Tolstoï et Klenau arrêterent la marche de ses têtes de colonne et le rejetèrent dans Dresde.

Le succès de cette pointe hardie eût ajouté un beau fleuron à sa couronne militaire ; mais entouré d'ennemis de tous côtés, n'ayant d'autre alternative que de capituler ou d'entraîner à une perte certaine les braves qu'il commandait, il choisit le premier parti. Le 11 novembre, il signa une capitulation, stipulant qu'il pourrait rentrer en France avec son corps d'armée et une partie de son artillerie. Il sortit de Dresde, en effet, pour prendre la route de France ; mais les rois de l'Europe, dans ces temps de revers de Napoléon, devaient donner l'exemple de toutes les trahisons, de toutes les violations de traités, et, au mépris de la capitulation, Saint-Cyr demeura prisonnier de guerre avec son corps, seize mille hommes.

Il ne rentra en France qu'après la Restauration.

Accueilli avec faveur par Louis XVIII, il fut créé chevalier de Saint-Louis le 1^{er} juin, pair de France le 4, commandant de l'ordre de Saint-Louis le 24 septembre suivant, et comme tant d'autres, fasciné par tant d'honneurs, il renia son ancien maître pour se vouer au service du nouveau.

De retour de l'île d'Elbe, Napoléon dut le compter au nombre de ses ennemis. Saint-Cyr, en effet, accompagna le comte d'Artois à Lyon pour arrêter la marche de l'Empereur.

N'ayant pu réussir sur ce point, il se dirigea vers Orléans, chargé d'organiser sur les bords de la Loire une armée pour le compte du roi ; mais là, son royalisme de fraîche date faillit lui coûter cher. L'exemple d'ingratitude et de trahison que donnaient les chefs de corps trouvait peu d'imitateurs parmi les soldats. Repus de biens et d'honneurs, les premiers ne songeaient qu'au repos ; les autres songeaient encore à la gloire de la France. Aussi, dès que ces derniers connurent le retour de Napoléon, ils ne songèrent qu'à aller le rejoindre, et loin de pouvoir réaliser le projet qui l'avait amené à Orléans, Saint-Cyr, voulant arrêter la défection successive des troupes, n'amena qu'une insurrection militaire qui faillit laver dans son sang la tache d'ingratitude qu'il s'imprimait si volontairement au front.

Il se retira dans une de ses terres.

Napoléon, qui n'eut que de l'indulgence et du mépris pour ce lâche abandon de quelques-uns de ses lieutenants, l'y laissa tranquille avec son regret, peut-être même son remords, et durant les Cent-Jours ne songea pas à le rappeler. Aussi, lors de la seconde Restauration, Saint-Cyr put-il se présenter aux Bourbons dans toute la pureté de sa grande ingratitude pour Napoléon.

Ce titre lui valut toutes les faveurs de la nouvelle cour. Nommé ministre de la guerre le 9 juillet, il fut créé grand-croix de l'ordre de Saint-Louis le 3 mai 1816, passa au ministère de la marine en juin 1817, fut créé comte en 1818, reprit le ministère de la guerre le 12 septembre de la même année, et y signala cette fois son passage par une bonne loi sur le recrutement, qui créait une armée destinée à défendre le pays en tout temps, et qui, depuis lors, a servi de base à tous les travaux postérieurs à ce sujet.

À la mort du duc de Berry, en 1820, et à la suite de la politique réactionnaire qui domina, on lui retira son portefeuille, et il tomba dans une sorte de disgrâce. N'allant que rarement à la Chambre des Pairs, et plus rarement encore à la cour, il ne parut occupé qu'à rétablir sa santé et à publier, sur les diverses campagnes auxquelles il avait assisté, des *Mémoires* fort peu estimés, fort peu estimables sous le rapport de la fidélité des faits et des aperçus, et principalement dirigés contre Napoléon.

Ayant ainsi passé les dernières années de sa vie à dénigrer l'homme à qui il devait sa gloire, le 12 mars 1830 il mourut aux îles d'Hyères, où il était allé passer l'hiver pour rétablir sa santé.

Les Bourbons, qui avaient des récompenses pour toutes les ingrattitudes, firent transporter ses cendres à Paris, et, par ordre royal, son corps, placé d'abord dans l'église des Invalides, entre Turenne et Lannes, à qui il ressemblait si peu sous le rapport de la loyauté, a été transporté depuis au cimetière de l'Est.

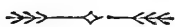
Homme de foi plus que douteuse et de sentiments peu nobles, Gouvion-Saint-Cyr, comme militaire, avait des qualités qu'on ne saurait méconnaître. Méthodique, lent, homme de montagnes et de terrains accidentés, il maniait habilement les deux armes les plus importantes, l'infanterie et l'artillerie ; mais il ne savait pas utiliser la cavalerie. S'occupant spécialement à connaître toutes les gorges, tous les défilés du théâtre où il avait à opérer, il combinait d'avance avec une grande justesse d'idées le parti qu'on pouvait en tirer pour l'attaque et la défense : ce qui avait fait dire à Moreau, lors des premières guerres de la République : « qu'avec lui il ne craignait pas de perdre des batailles. » Éloge flatteur qui caractérise d'un mot son talent militaire.

JOURDAN

(JEAN-BAPTISTE)

Comte, maréchal d'Empire, et pair de France.

Né à Limoges, le 29 avril 1762.



Jourdan, dont le père exerçait la chirurgie, ne rêvait, jeune encore, que combats et batailles. A seize ans, il s'engagea dans un régiment d'infanterie, et fit la guerre de l'Indépendance en Amérique sous les ordres de Rochambeau. Rentré en France en 1790, il reprit du service en 1791, dans la garde nationale de Limoges, et fit peu après, sous Dumouriez, la campagne de Belgique, en qualité de commandant du 2^e bataillon de son département.

Ayant fait preuve, à cette armée du Nord, de beaucoup de bravoure et de talents militaires, il passa successivement par plusieurs grades, et fut nommé général de brigade en 1793.

A Hondschoott, commandant en cette qualité le centre du général Houchard, il enleva un des retranchements, contribua puissamment au succès de la journée, fut nommé général en chef de l'armée des Ardennes, en remplacement d'Houchard.

Rappelé à l'armée du Nord, il remporta la belle victoire de Wattignies, qui fut disputée avec acharnement pendant quarante-huit heures, et força le prince de Cobourg à lever le siège de Maubeuge.

Dans l'état de détresse où se trouvait la République, un tel succès était immense, et les représentants Carnot et Duquesnoy écrivirent à ce sujet à la Convention : « Il est impossible de se conduire avec plus d'intrépidité et de sagesse que le général Jourdan. » Son coup d'essai est d'avoir battu Cobourg ; celui de son patriotisme est dans la bouche de tous ses compagnons d'armes. »

Jourdan se trouva ainsi placé au premier rang des généraux de la République, et le comité du gouvernement le manda à Paris pour avoir son avis sur les mouvements des quatorze armées qu'elle venait de lever pour faire face à la coalition.

Dans la fièvre de patriotisme et d'exaspération qui animait alors tous les esprits contre la coalition, le comité de gouvernement avait arrêté un plan de campagne, sinon impossible à exécuter, du moins d'un succès fort chanceux. C'était l'invasion subite et simultanée des quatorze armées sur le territoire ennemi, véritable torrent qui, sur vingt points à la fois, se traçant un lit par la seule puissance de son élan, devait forcément aller frapper la coalition au cœur. Jourdan combattit ce plan audacieux. Il fit observer que des nouvelles levées presque sans armes et sans habits ne pouvaient espérer des succès continus, en plein hiver, contre des troupes aguerries, bien armées, bien approvisionnées ; que quelques revers sur un point ou sur l'autre suffiraient pour compromettre toute la ligne, et qu'il était prudent d'attendre le printemps. Son avis prévalut, mais sa prudence déplut. Il fut question de le destituer, de le mettre même en état d'arrestation ; mais sur le rapport de Barrère, le comité se borna à le mettre à la retraite. Dès le mois de février 1794, Pichegru le remplaça dans son commandement.

Jourdan avait fait preuve de trop de talents militaires pour languir longtemps dans la retraite ; aussi dès le mois suivant (mars 1794), il était mis à la tête de l'armée de la Moselle.

Le début de sa campagne fut des plus heureux. Il dispersa et battit seize mille Autrichiens, et prit Dinan.

Ce succès lui valut de réunir sous son commandement l'armée des Ardennes et trois divisions de l'armée du Nord.

A la tête de ce corps d'armée, qui prit le nom d'armée de Sambre-et-Meuse, il passa la Sambre, et le 26 juin 1794, livra la célèbre bataille de Fleurus, où soixante-dix mille soldats de nouvelle levée battirent cent mille coalisés commandés par le prince de Cobourg.

Telle était la prévention des cours étrangères contre les armées de la République, que, même après Valmy et Jemmapes, elles se refusaient à croire que des troupes de nouvelle levée pussent soutenir une guerre sérieuse. La victoire de Fleurus commença à les démentir ; ce qui s'ensuivit les démentit plus encore.

En effet, après sa victoire, se lançant à la poursuite de l'armée des coalisés, Jourdan, le 16 du mois suivant, leur fit éprouver un grand échec, les délogea de la forêt de Soignes, força Mons et Namur à capituler, et entra vainqueur dans Bruxelles. Poursuivant sans interruption ses succès, et manœuvrant le long de la Meuse, il rejeta l'ennemi sous le canon de Maëstricht et obtint presque au même moment la soumission des villes de Condé, du Quesnoy, de Landrecies, de Valenciennes. Il donna ensuite un pendant à la bataille de Fleurus, en forçant le camp de la Chartreuse et le passage de l'Ourthe, et, ce qui valut mieux encore, par tant de brillants faits d'armes il inspira tant de confiance aux troupes, que ses succès ne devaient plus s'arrêter de longtemps.

La Convention décréta que Jourdan et son armée avaient bien mérité de la patrie.

Après avoir ainsi planté ses drapeaux sur le Rhin, depuis Clèves jusqu'à Coblenz ; après avoir ainsi conquis en une seule campagne ces belles contrées qu'arrose le Rhin, et que les désastres seuls de 1814 devaient arracher à la France, Jourdan, en 1795, prit possession du Luxembourg, reçu par capitulation. Puis, passant le Rhin de vive force, en présence de vingt mille Autrichiens, il força l'armée de Clairfayt à se replier, et se lançant à sa poursuite, arriva jusque sur le Mein. Mais alors déjà le général Pichegru était en voie de trahison ; au lieu de seconder Jourdan, de couper la retraite à Clairfayt, d'opérer sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse, il agit mollement et dispersa son armée en petits détachements qui furent tous écrasés.

Délivré de toute crainte de ce côté, Clairfayt grossit son corps d'armée et resserra, entre le Rhin, le Mein et la Lhan, le général Jourdan, qui, ayant ses com-



Davoust à Samanoath.

munications coupées, sa gauche enveloppée, se vit forcé de battre en retraite sur la rive gauche du Rhin. Il opéra ce mouvement dans le plus grand ordre. Mais la réaction royaliste avait déjà commencé à prendre à tâche de ternir toutes les gloires républicaines. Jourdan eut son tour. Au sujet de cette retraite, il fut décrié, persiflé, caricaturé. On le représenta à cheval sur une écrevisse, avec cette inscription, tirée des psaumes : *Vidit et fugit : Jordanis conversus est retrorsum.*

Jourdan en tomba malade de chagrin, et pour le consoler il ne fallut rien moins que la lettre suivante, que lui écrivit Carnot au nom du comité du gouvernement : « Oui, général, nous aimons à vous rendre la « justice méritée. Nous approuvons la retraite ordonnée, convaincu qu'elle était indispensable. Nous « vous avons félicité lorsque vous avez conduit l'armée de Sambre-et-Meuse à la victoire ; nous vous « félicitons de l'avoir, par une retraite heureuse, arrachée à une perte inévitable. »

Malgré cette approbation cependant, cette retraite était un revers ; tout revers trouve des détracteurs, et Jourdan resta sans commandement.

En 1797, le département de la Haute-Vienne l'ayant nommé au conseil des Cinq-Cents, il en fut élu président et contribua en cette qualité à l'adoption des grandes mesures d'administration militaire. Ainsi, entre autres, en 1798, il proposa de comprendre dans la conscription tout Français depuis l'âge de vingt et un jusqu'à vingt-cinq ans. Plus tard, il provoqua la mesure qui, au moyen d'un impôt de 100 millions

pour en couvrir les dépenses, appelait sous les drapeaux les conscrits de toutes les classes.

En octobre de la même année, il fut chargé du commandement de l'armée du Danube. Mais le Directoire, assailli de nouveau par la coalition, n'ayant pu lever des armées capables de tenir tête à l'orage, donna néanmoins l'ordre de commencer les hostilités, avant même d'avoir réuni sur les points d'attaque tous les moyens disponibles. Jourdan dut obéir, et cette campagne, quoique glorieuse pour lui, ne fut rien moins que fructueuse. Il dut une seconde fois battre en retraite devant des troupes infiniment supérieures, et le 10 avril 1799 il fut remplacé dans son commandement par Masséna, qui avec cette armée devint peu après relever à Zurich la France abattue.

Jourdan rentra au conseil des Cinq-Cents. Frappé de la mauvaise direction des affaires, de l'état de crise où se trouvait la France, assaillie par toutes ses frontières, il proposa au Conseil de grandes mesures de salut public, qu'il termina par ce tableau effrayant et vrai de la situation du moment : « Les Barbares du « Nord sont à nos portes, l'Italie est sous le joug, la « Hollande est envahie, l'Helvétie ravagée ; encore un « revers et tout ce qui a été fait depuis 1789 sera « détruit. » Après de violents débats, ses propositions furent repoussées, et Zurich sauva tout.

D'un républicanisme ardent et qui s'est peu démenti dans sa vie, au 18 brumaire, craignant que, sous prétexte de soustraire la nation à l'anarchie, on ne voulût lui ravir la liberté, il se montra hostile au général Bonaparte. « Jurons, disait-il aux Cinq-Cents quel-



Lefebvre excitant la pitié de ses soldats

« quelques jours auparavant, jurons qu'on ne nous enlève de nos chaises curules qu'après nous avoir donné la mort. Représentants du peuple, dans une telle crise que rien ne vous effraie : la liberté ou la mort ! » Un tel éclat eut beaucoup de retentissement ; aussi ce ne fut que huit mois après que le nouveau gouvernement le chargea de fonctions honorables.

En 1800, nommé ambassadeur extraordinaire dans le Piémont, et ensuite président de la Consulte piémontaise, il fut le premier administrateur du pays, rétablit l'ordre dans les finances, la justice dans les lois, la sécurité dans les transactions.

En 1802, il fut appelé au conseil d'Etat. L'année suivante, porté comme candidat au Sénat conservateur par le collège électoral de la Haute-Vienne, il fut appelé au commandement de l'armée d'Italie.

En 1804, lors de l'érection de l'Empire, il eut part aux faveurs impériales, et fut nommé maréchal d'Empire et grand-cordon de la Légion d'honneur. Mais l'année suivante, la guerre ayant été déclarée, le commandement de l'armée d'Italie fut donné à Masséna. Jourdan se plaignit vivement et reçut de Napoléon la lettre suivante, qui est à la fois un acte de franchise de celui qui l'écrivait et un hommage aux talents militaires de celui à qui elle était adressée :

« Mon cousin, j'ai reçu votre lettre. J'en ai éprouvé de la peine, et je partage la vôtre. Je suis on ne peut plus satisfait de votre conduite, et j'ai de vous et de vos talents la meilleure opinion. Si j'ai envoyé Masséna en Italie, c'est en cédant à ma conviction intérieure que dans une guerre chanceuse et dont le théâtre est

« si loin du secours du gouvernement, il fallait un homme d'une santé plus robuste que la vôtre, et qui connût parfaitement les localités.

« Les événements se pressent avec tant de rapidité qu'il a fallu de telles circonstances pour faire taire toute considération particulière. J'ai dû envoyer en Italie l'homme qui connaît le mieux l'Italie. Depuis la rivière de Gènes jusqu'à l'Adige, il n'est aucune position que Masséna ne connaisse. S'il faut aller en avant, il a encore un autre avantage : ces contrées agrestes, dont il n'existe pas même de carte à Vienne, lui sont également familières.

« Mon cher général, je conçois que vous devez avoir de la peine, que je vous fais un tort réel ; mais restez persuadé que c'est malgré moi. Si les circonstances eussent été moins urgentes, comme je l'espérais, vous eussiez achevé cet hiver de bien connaître les localités, et ma confiance dans vos talents, dans votre vieille expérience de la guerre, m'eût complètement rassuré. Mais vous connaissez le Rhin, et vous y avez eu des succès. La campagne est aujourd'hui engagée. Dans quinze ou vingt jours les événements nécessiteront de nouvelles formations, et je pourrai vous placer sur ce théâtre, que vous connaissez le mieux et où vous pourrez déployer toute votre bonne volonté.

« Je désire d'apprendre par votre réponse que vous êtes satisfait de cette explication, et que vous ne doutez pas des sentiments que je vous porte. »

Malgré cette promesse d'être employé à l'armée du Rhin, Jourdan resta sans commandement. La cam-

pagne de 1805 se fit sans lui ; mais en 1806 il fut envoyé à Naples, avec le titre de gouverneur de cette capitale et de grand dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles, que lui conféra le nouveau roi, Joseph Bonaparte.

En 1808, lorsque Joseph fut créé roi d'Espagne, Jourdan l'y suivit en qualité de conseil, et en reçut le titre de major-général de l'armée espagnole. Il se trouva mal à l'aise dans ce nouveau poste, et demanda son rappel en 1809. « Je crains bien, lui répondit le « ministre de la guerre, que V. E. ne puisse être sup-
« plée par personne dans les circonstances graves où
« nous nous trouvons. Si l'empereur consentait à
« votre retour, je regretterais vivement l'exactitude,
« la franchise, les talents de votre correspondance. »

Il fut cependant rappelé, et vécut retiré au milieu de sa famille jusqu'en 1812.

A cette époque, la guerre de Russie eut lieu, et Napoléon fit repartir Jourdan pour l'Espagne. Il y resta jusqu'en 1813, où, à tort ou à raison, on lui attribua le mauvais succès de la bataille de Vittoria, qui fit perdre l'Espagne aux Français. Il est juste de dire qu'il n'y commandait ni de droit ni de fait. Quoi qu'il en soit, rentré en France, il resta sans activité et à peu près oublié de Napoléon.

En 1814, placé à la tête de la 15^e division militaire, après l'invasion de la France et la capitulation de Paris, il fut un des premiers à envoyer de Rouen son adhésion à la déchéance de Napoléon et au gouvernement provisoire. Louis XVIII reconnut cette sorte d'amende honorable du vieux républicain en le confirmant dans son commandement, en le créant chevalier de Saint-Louis, et comte l'année suivante.

Au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, il se retira dans ses terres, sans se prononcer ni pour le roi ni pour l'empereur. Mais appelé presque immédiatement à la Chambre des pairs, il reçut de Napoléon le commandement de l'armée du Rhin. Les revers subits

de Waterloo ne lui laissèrent même pas le temps d'entrer en campagne.

Dès la seconde Restauration, il fut appelé à jouer un rôle actif. Lors du procès du maréchal Ney, le maréchal Moncey ayant refusé de présider la commission militaire instituée pour le juger, Jourdan fut désigné à sa place. Ce tribunal militaire s'étant déclaré incompétent, la mémoire de Jourdan se trouva peut-être ainsi à l'abri d'une grande tache.

En 1816, nommé gouverneur de la 7^e division militaire, le roi de Sardaigne lui fit don de son portrait, enrichi de diamants, comme souvenir de l'intégrité de son administration en Piémont, quinze ans auparavant.

Appelé peu après à la Chambre des pairs, il passa paisible les quatorze années de la Restauration, et il put voir Napoléon, de tout temps un peu prévenu contre lui, finir par lui rendre justice. Voici, en effet, ce qu'il dit de lui à Sainte-Hélène : « En voilà un que
« j'ai fort maltraité assurément. J'aurais dû naturel-
« lement penser qu'il eût dû m'en vouloir beaucoup.
« Eh bien, j'ai appris avec plaisir qu'après ma chute
« il est demeuré constamment bien. Il a montré là
« cette élévation d'âme qui élève et classe les gens.
« Du reste, Jourdan était un vrai patriote, et c'est une
« réponse à bien des choses. »

En 1830, lorsque éclata la révolution, il la vit avec plaisir, reçut d'abord le portefeuille des affaires étrangères, qu'il garda peu de jours, et fut presque immédiatement appelé à des fonctions qui lui convenaient beaucoup mieux, au gouvernement de l'hôtel des Invalides, en remplacement du général Latour-Maubourg.

Là, heureux au milieu de quelques débris de cette armée de Sambre-et-Meuse dont les souvenirs lui étaient si chers, il vécut trois ans encore, et mourut, âgé de soixante et onze ans, le 23 novembre 1833.

Il fut inhumé en grande pompe dans l'église de l'hôtel des Invalides.

KELLERMANN

(FRANÇOIS-CHRISTOPHE)

Duc de Valmy.

Né à Strasbourg, le 28 mai 1735.

Kellermann, issu d'une famille noble saxonne, était depuis longtemps établi sur la rive gauche du Rhin. Son bisaïeul avait été président de la chambre des Treize et prévôt des marchands.

Dès l'âge de quinze ans, en 1750, le jeune Kellermann entra au service comme cadet dans le régiment de Lowendahl.

La noblesse bourgeoise dont il était issu était alors bien inférieure à la noblesse d'épée, et il fallut à Kellermann beaucoup de bravoure, beaucoup de mérite et beaucoup de bonheur pour lui faire franchir les grades subalternes.

En effet, dès 1753, on le voit enseigne dans le régiment Royal-Bavière ; en 1756, lieutenant dans les volontaires d'Alsace ; en 1758, lors de la guerre de Sept-Années, capitaine en second de dragons, et en 1760, capitaine à la suite dans les volontaires du Dauphiné.

Chargé de missions diverses en Pologne et en Tartarie, en 1765 et 1766, cinq ans après, en 1771, il fut l'un des officiers envoyés par Louis XV en Pologne pour seconder la confédération de Bar. Il se signala dans cette guerre de l'Indépendance, et, de retour en France l'année suivante avec le baron de Vioménil, il fut, en récompense de ses services, élevé au grade de lieutenant-colonel de cavalerie.

Major-général du régiment de Conflans en 1779, il en obtint, l'année suivante la lieutenance-colonelle, fut créé brigadier des armées du roi en 1784, mestre de camp en second peu après, et, en 1789, la Révolution, lorsqu'elle éclata, le trouva maréchal de camp.

Ainsi parvenu aux grades supérieurs de l'armée malgré son extraction de noblesse bourgeoise, Kellermann allait offrir l'exemple assez rare d'un officier de

fortune également bien traité par l'ancien régime et par le régime nouveau.

En effet, la Révolution si hostile à ses pareils, n'eut pour lui que des faveurs. Dès 1790 il fut chargé de quelques détails d'administration supérieure militaire, et en 1791 il lui fut successivement confié le commandement du Haut et du Bas-Rhin.

Comme il avait adopté avec enthousiasme les principes de la Révolution, il les propagea avec ferveur. Tout en organisant d'une manière formidable le pays dont il avait le commandement, il déjoua les intrigues des émigrés, arrêta l'indiscipline des troupes, que fomentaient en secrets les ennemis du nouvel ordre de choses, retrempa le moral des soldats et les engagea, par son exemple et ses conseils, à fréquenter les sociétés populaires.

Une couronne civique et des remerciements solennels que lui vota la ville de Landau furent le prix de son zèle patriotique.

Après le 10 août, ayant adhéré aux événements nouveaux, il prêta le serment à la liberté, à l'égalité, et fut, peu de temps après, promu au commandement de l'armée de la Moselle.

Ayant immédiatement fait sa jonction avec l'armée de Dumouriez dans les plaines de la Champagne, à la journée de Valmy, il fut chargé de défendre la position du village. Voyant la bonne disposition de ses troupes, Kellermann met son chapeau sur la pointe de son sabre et, l'élevant en l'air, crie *Vive la nation!* Répété avec enthousiasme, ce cri frappe d'étonnement l'ennemi qui s'avancait et devient le signal de la victoire que remportèrent vingt-quatre mille Français contre trente mille Prussiens et un corps de vingt mille Autrichiens. Le combat fut rude, terrible et décida du succès de cette campagne, dont le résultat remarquable fut, on le sait, la retraite des coalisés.

A la suite de cette journée de Valmy la République fut proclamée.

Kellermann, passé sous les ordres de Custines, fut peu après dénoncé par lui pour ne pas s'être emparé de Trèves et de Mayence. Il répondit à la Convention que cette dénonciation était l'effet de la folie ou du vin. Mais toute dénonciation, quelle qu'en fût la source, était alors chose grave, et Kellermann successivement attaqué, accusé, défendu par la société des Jacobins, fut forcé de paraître à la barre de la Convention et de s'y justifier. Conduit de là à la prison militaire de l'Abbaye, il dut attendre l'époque de sa mise en jugement au tribunal révolutionnaire. Il y passa l'époque de la Terreur, et ce ne fut qu'après le 9 thermidor qu'un décret du 18 mars 1793, rendu d'après le rapport de Barère, déclara qu'il n'avait cessé de mériter de la patrie et le rendit à la liberté.

Deux jours après il fut nommé au commandement de l'armée des Alpes et d'Italie, s'y fit remarquer par sa résistance, et l'année suivante, après le 13 vendémiaire, lorsque Bonaparte fut nommé général de l'armée d'Italie, il conserva le commandement de l'armée des Alpes.

Cette même année 1796, les victoires de Bonaparte commençaient à rendre ce général redoutable au Directoire qui, pour l'énervier ou tout au moins affaiblir son autorité, eut l'idée de lui adjoindre Kellermann au commandement de l'armée d'Italie. Un tel partage ne pouvait convenir à Bonaparte qui, le 24 mai 1796, écrivit à ce sujet à l'un des directeurs, Carnet, la

lettre suivante où se trouve sainement apprécié un trait saillant du caractère de Kellermann. — « Que je « fasse la guerre ici ou ailleurs, disait Bonaparte, cela « m'est indifférent. Servir la patrie, mériter de la « postérité une page dans notre histoire, voilà toute « mon ambition... Réunir Kellermann et moi en « Italie, c'est vouloir tout perdre. Ce général a sans « doute plus d'expérience et fera mieux la guerre que « moi ; mais tous les deux ensemble nous la ferons « mal, et je ne puis pas servir volontiers avec un homme « qui se croit le premier général de l'Europe. »

Cette lettre eut pour heureux résultat de faire annuler la décision du Directoire, de conserver Bonaparte seul au commandement de l'armée et de faire valoir à la France cette immortelle campagne d'Italie qui est sans contredit le plus beau fleuron de sa couronne militaire.

Kellermann conserva quelque temps encore le commandement de l'armée d'observation des Alpes, fut chargé peu après d'organiser régulièrement les gardes, et en 1797, reçut du Directoire l'ordre de se rendre à Lyon pour le mettre en état de siège. Il resta ainsi chargé de fonctions accessoires jusqu'au 18 brumaire.

Il prit peu de part à cette révolution. Cependant il fut nommé membre du sénat conservateur, président de ce corps le 2 août 1801, grand-cordon de la Légion d'honneur la même année, et maréchal de l'empire et duc de Valmy en 1804.

Pendant tout l'empire il ne cessa de se montrer dévoué à Napoléon, jusqu'au point de proposer en 1806 l'érection d'un monument en son honneur. Ce dévouement réel ou factice ne l'empêcha pas comme les autres grands dignitaires de l'empire de se rattacher au gouvernement royal en 1814 et de voter la déchéance de Napoléon et la création d'un gouvernement provisoire.

La première Restauration ne lui ménagea pas plus ses faveurs que l'ancien régime, la République ou l'Empire.

Nommé commissaire extraordinaire dans la 5^e division militaire et grand-croix de saint Louis, il fut promu à la pairie le 4 juin 1814.

Resté sans fonctions pendant les Cent-Jours, il reprit sa place après la deuxième Restauration, parmi les pairs, et mourut cinq ans après, en 1820, âgé de quatre-vingt cinq ans.

Quelque temps avant sa mort, il eut le désir que son cœur fût transporté à Valmy pour reposer parmi les restes de ses braves compagnons d'armes, sous un simple mausolée avec cette inscription :

« Ici sont morts glorieusement les braves qui ont « sauvé la France le 20 septembre 1792. Un soldat « qui avait l'honneur de les commander dans cette « mémorable journée, le maréchal Kellermann, duc « de Valmy, dictant vingt-huit ans après ses dernières « volontés peu de temps avant sa mort, a voulu que « son cœur fût placé au milieu d'eux. »

A cet effet il écrivit au maire de Valmy d'acheter le terrain qui devait être consacré à ce pieux et glorieux monument. Conformément à sa dernière volonté, son cœur y fut transporté à sa mort, et les habitants de Valmy qui avaient participé au beau fait d'armes de 1792, voulurent tous participer à la concession du terrain au moyen d'une répartition proportionnelle, et jurèrent de garder fidèlement le dépôt confié.

LANNES

(JEAN)

Duc de Montebello, maréchal d'Empire, colonel général des Suisses.

Né à Lectoure (Gers), le 11 avril 1769.



Son père, cultivateur peu aisé, le destinait au barreau ou à l'Église. Il l'avait mis à cet effet au collège de sa ville natale, lorsqu'ayant cautionné un fermier dont les affaires vinrent à se déranger, il se vit forcé de vendre une métairie qui formait tout son avoir et ne put continuer l'éducation du jeune Lannes.

Il le mit en apprentissage chez un teinturier.

Le jeune Lannes y était encore en 1792, lorsque la France, menacée sur tous les points par l'Europe armée contre sa révolution, réclama les bras de tous ses enfants. Prompt à répondre à cet appel de la patrie, Lannes s'enrôla dans le régiment des volontaires du Gers et fut nommé sergent-major dès la formation de son corps.

Il fit ses premières armes à l'armée des Pyrénées-Orientales. Le bouillant courage dont il fit preuve, l'aptitude militaire qu'il déploya en toute occasion, ne tardèrent pas à le faire remarquer. Il franchit rapidement tous les grades subalternes et il était déjà chef de brigade en 1795, lorsqu'après le 9 thermidor il fut compris dans le nombre des officiers que le conventionnel Aubry fit destituer sous prétexte d'incapacité.

Resté sans emploi, en 1796 il s'attacha comme volontaire à cette immortelle armée d'Italie, sorte de rendez-vous solennel où tant de généraux depuis célèbres allèrent commencer avec Napoléon cette suite étonnante d'expéditions militaires et de conquêtes qui devaient durer vingt ans.

Lannes était doué d'une valeur toute spéciale, d'un caractère si frappant et si chevaleresque qu'elle devait, dès l'entrée en campagne, le tirer de la foule. Ce fut ce qui eut lieu. Au combat de Millesimo, sur le champ de bataille même, il reprit sa première place et fut nommé colonel du 25^e régiment.

Des prodiges de valeur justifiaient coup sur coup le rapide avancement du nouveau colonel. Au passage du Pô, au pont de Lodi, au combat de Bassano, il se signala par des traits d'audace et de vaillance qui excitèrent l'admiration de l'armée. Sur ce dernier point, il était déjà porteur d'un drapeau et allait s'emparer d'un autre, lorsque son cheval fut tué sous lui. Au même instant douze cuirassiers autrichiens fondent sur lui, le somment de se rendre. Pour toute réponse et prompt comme l'éclair, Lannes saute sur la croupe du cheval de l'officier ennemi, tue cet officier, saisit son enseigne, dispute son trophée aux douze cuirassiers qui l'assaillaient et se fraye un passage sur le corps de quelques-uns d'entre eux.

Dès ce moment, chacune des actions où il se trouva fut pour lui un titre de gloire. A l'assaut de Pavie, il gagna le grade de général de brigade : au siège de Mantoue, il s'empara à la baïonnette du faubourg Saint-Georges et fut successivement blessé aux combats de Fombio, de Governolo et d'Arcole. Commandant l'avant-garde lorsque Bonaparte marcha sur Rome, il emporta de première attaque les retranchements d'Imola, à l'abri desquels l'armée papale s'était

flatée de prolonger la résistance, et ce succès déterminait le pape à traiter de la paix. Lannes fut chargé d'en régler et d'en signer les conditions.

De retour à Paris, après le traité de Campo-Formio, il fut désigné pour prendre un commandement à l'armée d'Angleterre. Mais l'expédition d'Égypte ayant été résolue, Bonaparte se l'attacha.

Sur ce nouveau théâtre de gloire, depuis le débarquement de l'armée jusqu'au retour de son chef, chaque jour fut marqué par un des exploits ou des traits d'audace de Lannes, et dans plus de vingt combats il contribua puissamment à décider la victoire par quelque-une de ces témérités heureuses auxquelles le succès donnait toujours le mérite d'une combinaison profonde. Ainsi, entre autres, à la bataille d'Aboukir, la *Montagne des Sables*, défendue par une artillerie puissante était le pivot de l'armée égyptienne. Avec sa seule division, Lannes s'élance contre cette formidable position, en débusque l'ennemi, le chasse devant lui et le rejette sur la cavalerie de Murat, qui, le chargeant en flanc, le précipite dans la mer et complète cet immense désastre.

Aux qualités guerrières qui le distinguaient, Lannes joignait un grand dévouement pour la personne de Bonaparte; aussi fut-il l'un des sept généraux qu'il ramena avec lui d'Égypte pour les attacher à sa fortune.

Quoique sincèrement républicain, Lannes avait tant d'attachement pour le vainqueur de l'Italie et de l'Égypte, qu'il ne le séparait pas de son affection pour la patrie. Il les confondait si bien dans sa pensée que son amour pour la liberté transigeait sans peine avec l'idée d'une grande supériorité militaire pour Bonaparte; aussi, au 18 brumaire, commandant le quartier général des Tuileries, prit-il une part active à cette révolution.

Il était alors général de division.

Après la chute du directoire, nommé au commandement des 9^e et 10^e divisions militaires, il comprima les factions que s'efforçaient d'entretenir les ennemis du nouveau gouvernement et il ranima la confiance des bons citoyens. De retour à Paris, après avoir dignement rempli sa difficile mission, il fut nommé par le premier consul commandant de cette célèbre garde consulaire, qui fut le noyau de cette immortelle garde impériale, plus célèbre encore.

En 1800, lors de la nouvelle campagne d'Italie, que devait ouvrir et clore la victoire de Marengo, Lannes commandait l'avant-garde de cette armée de réserve avec laquelle Bonaparte devait opérer de si grandes choses. Un sabre d'honneur fut le prix de sa bravoure à ce poste dangereux.

Ministre plénipotentiaire de France à Lisbonne, en 1801, il sut faire respecter le nom français et se montra aussi bon diplomate que vaillant général, et, en 1804, lors de l'érection de l'empire, Napoléon le nomma maréchal de l'empire, duc de Montebello, grand-officier de la Légion d'honneur et chef de la 9^e cohorte de cette Légion.

En 1805, dans la campagne contre l'Autriche, commandant l'avant-garde de la grande armée, il prit une part glorieuse au combat de Wertingen, à la prise d'Ulm; à Hollabrunn, il décida de la victoire par une charge de cavalerie. A Austerlitz, commandant l'aile gauche de la grande armée, il eut deux aides de camp tués à ses côtés. Par ses savantes manœuvres, par ses mouvements rapides, il contribua puissamment au gain de la bataille, et, en 1807, dans la campagne de Prusse, sa brillante renommée s'accrut encore. A Iéna, Eylau, Friedland, il mérita l'estime et l'admiration de l'armée, qui le surnomma *l'Ajazz français*.

En 1808, ayant accompagné l'empereur en Espagne, il commanda un corps d'armée à la bataille de Sadala, dirigea le siège de Saragosse, s'y montra ce qu'il avait toujours été, aussi intrépide que heureux, et revint en France goûter un repos si bien mérité dans sa belle terre de Maisons, près Paris, lorsqu'en 1809 s'ouvrit, contre l'Autriche, une nouvelle campagne où il devait trouver la mort.

On sait comment cette campagne de 1809, qui avait commencé par des succès, sembla devoir finir par des revers.

Chassé de Ratisbonne, l'archiduc Charles s'était jeté en Bohême, y avait rallié son armée et, par un long circuit, était revenu sur le Danube. Napoléon voulut aller à sa rencontre sur la rive gauche, mais le grand pont de Vienne étant brûlé, il choisit, pour en faire jeter d'autres, un point où le Danube, se divisant en trois bras inégaux, forme des îles considérables, dont l'une entre autres, celles de Lobau, a huit mille toises de circuit. Le 19 mai, à la nuit, l'armée commença à passer, se déployant, à mesure qu'elle débouchait dans la vaste plaine de Marchfeld et s'appuyant sur les villages d'Aspern et d'Essling. Mais, au point du jour, dès que trois divisions, trente mille hommes en tout, eurent effectué leur passage, l'ennemi reployant le rideau de cavalerie derrière lequel il s'était caché, laissa voir quatre-vingt mille hommes rangés en bataille. Au même moment, une crue subite du Danube ayant rompu et emporté les ponts, les divisions françaises, sans communications avec la rive droite, se trouvèrent aux prises avec cette formidable armée. Alors commença une lutte acharnée, terrible; elle dura deux jours. Les Français, manquant de munitions pour répondre au canon de l'ennemi, durent se battre corps à corps, ne se servant que de la baïonnette. Enfin, il fallut songer à la retraite. Napoléon l'ordonna : Lannes la soutint. Les ponts réparés à la hâte étaient devenus insuffisants. Plus de douze mille blessés en encombraient les abords et des boulets perdus venaient continuellement labourer dans ces masses. Le maréchal Lannes venait de voir tomber à ses côtés le général d'Espagne, le vieux général Pouzet, qui avait été son commandant et en quelque sorte son maître à l'armée d'Italie. Pour dissimuler aux soldats les larmes que lui arrachait cette perte, il avait mis pied à terre, s'était appuyé sur les fontes de son cheval, une jambe croisée sur l'autre, lorsqu'un boulet de cinq, après avoir ricoché, l'atteint et lui emporta une jambe.

Il tomba sans connaissance sur ce terrain labouré par la mitraille.

Napoléon, placé à quelque distance, voyant tomber à travers la fumée un officier général en grande tenue, demanda laconiquement, selon son habitude : « Qui est celui-là qui tombe là-bas ? Allez vous en informer. » L'officier d'état-major auquel il s'était adressé

revint bientôt : « Eh bien ? dit Napoléon. — Sire, répondit l'officier attristé, c'est le maréchal Lannes. »

A ces mots, la figure de l'Empereur se rembrunit. Lui qu'aucun événement ne pouvait émouvoir éprouva une grande agitation. A ce moment s'avancèrent douze grenadiers portant le maréchal sur leurs fusils croisés avec quelques branches de chêne. Napoléon s'avança rapidement dans sa direction, et mettant pied à terre, se pencha vers lui : « Lannes, lui dit-il, me connais-tu ? C'est moi ; c'est Bonaparte : « Lannes, tu nous seras conservé. » A ces mots, le maréchal épuisé par une grande perte de sang, entrouvre les yeux et levant ses bras affaiblis pour les passer autour du cou de Napoléon : « Adieu, sire, » lui dit-il ; vivez pour tous. » Une faiblesse le prit : il ne put en dire davantage.

Napoléon s'éloigna le cœur brisé.

Lannes fut porté à Enzerdorff et déposé chez un brasseur dont la maison était déjà entourée de morts et de mourants. Il soutint patiemment l'amputation de la cuisse droite qui fut immédiatement pratiquée ; mais, du même jet, le boulet lui avait brisé la rotule du genou gauche et une seconde amputation était jugée nécessaire. Lannes s'opposa fermement à cette seconde opération, malgré les remontrances des hommes de l'art, ne voulut entendre à rien, repoussant, même avec violence, ceux qui s'approchaient pour lui donner des soins, fort affecté de sa position et se cramponnant en quelque sorte à la vie « qu'il ne voulait pas, disait-il, quitter à son âge. »

Pour comble de malheur, la nuit suivante se déclara une fièvre du plus mauvais caractère. Dans le délire qu'elle provoqua, le duc, parlait à haute voix, appelant à son aide sa femme, ses enfants. Dès ce moment on désespéra de sa vie. Vainement pour le soigner, de concert avec Larrey, Yvan, Paulet et Lannefranque, Napoléon fit appeler de Vienne le célèbre docteur Franck. Le maréchal souffrit quinze jours encore et, le 6 juin 1809, l'armée eut à pleurer un de ses plus braves enfants.

Lannes n'avait que quarante ans.

Pendant sa maladie, Napoléon lui fit plusieurs visites et la dernière fois qu'il sortit de la chambre de l'illustre mourant, le mouchoir qu'il tenait sur ses yeux témoignait qu'il avait versé des larmes.

L'Empereur donna l'ordre d'embaumer et de transporter à Paris le corps de ce vaillant maréchal, qui n'avait dû qu'à lui seul toute sa renommée et queson bouillant courage et sa rare intrépidité avaient, comme nous l'avons dit, fait surnommer *l'Ajazz français*, par les soldats de la grande armée.

Voici comment s'exprimait plus tard sur son compte Napoléon, en rappelant quelques traits de sa vie passée et en essayant de prévoir qu'elle eût été sa conduite, s'il eût vécu lors des désastres de l'Empire.

« Il n'est aucun de mes généraux, disait-il, dont je ne connaisse ce que j'appelle son *tirant d'eau*. Les uns en prennent jusqu'à la ceinture, d'autres jusqu'au menton, enfin, d'autres, jusque par dessus la tête, et le nombre de ceux-ci est bien petit.

« Chez Lannes, le courage l'emportait d'abord sur l'esprit ; mais chez lui l'esprit montait chaque jour pour se mettre en équilibre. J'en faisais le plus grand cas. Il n'avait été longtemps qu'un sabreur, mais il était devenu de premier talent. Je l'avais pris pygmée : je l'ai perdu géant...

« Ce pauvre Lannes avait passé dans Vienne, et pas seul, la nuit qui précéda la bataille où il périt. Il parut au combat sans avoir mangé et se battit tout le

jour. Ce triple concours de circonstances avait causé sa perte. Il lui eût fallu beaucoup de forces après sa blessure et il n'y avait plus à remédier à celles qu'il avait perdues.

« On dit d'ordinaire qu'il est des blessures qui feraient préférer de perdre la vie ; il en est bien peu. C'est au moment de quitter la vie qu'on s'y rattache de toutes ses forces. Lannes, le plus brave de tous les hommes, Lannes, privé de ses deux jambes, ne voulait pas mourir et s'irritait au point de me dire qu'on devrait pendre les chirurgiens qui venaient de manquer si brutalement à un maréchal : c'est qu'il venait d'ouïr les chirurgiens qui le soignaient se dire tout bas, sans croire être entendus, qu'il était impossible qu'il en revint.

« A chaque instant ce malheureux me demandait. Il se cramponnait à moi de tout le reste de sa vie ; il ne voulait que moi, ne pensait qu'à moi. Espèce d'instinct ! Assurément, il aimait mieux sa femme et ses enfants que moi : il n'en parlait pourtant pas ; c'est qu'il n'en attendait rien. C'était lui qui les protégeait, tandis que, au contraire, moi, j'étais son protecteur ; j'étais pour lui quelque chose de vague, de supérieur ; j'étais sa Providence, il l'implorait !..

« On a répandu le bruit qu'il était mort en furieux, me maudissant, qu'il avait de l'éloignement pour moi : quelle absurdité ! Lannes m'adorait, au contraire. C'était assurément un des hommes au monde sur lesquels je pouvais le plus compter. Il est vrai que, dans son humeur fougueuse, il eût pu laisser échapper quelques paroles contre moi ; mais il était homme à casser la tête de celui de qui il les aurait entendues.

« Certes nous avons appris à ne jurer de rien. Toutefois, je ne pense pas que, dans nos derniers temps de désastres, il eût été possible de le voir, comme tant d'autres, manquer au devoir, à la reconnaissance et à l'honneur. D'ailleurs, il est à croire qu'il n'aurait pas existé. Brave comme il l'était, il est indubitable qu'il se fût fait tuer dans les derniers temps, ou du moins qu'il eût été assez blessé pour se trouver à l'écart hors du centre et de l'influence des affaires. Enfin, s'il eût été disponible, il était de ces hommes à changer la face des affaires par son propre poids et sa propre influence. »

C'est dans ces honorables termes que plus tard, à Sainte-Hélène, Napoléon appréciait l'un de ses plus braves lieutenants.

LEFEBVRE

(FRANÇOIS-JOSEPH)

Duc de Dantzick, maréchal d'Empire.

Né à Ruffat (Haut-Rhin), le 25 octobre 1755.

Son père était meunier et commandait la garde bourgeoise de son pays.

Orphelin dès l'âge de huit ans, le jeune Lefebvre trouva un zélé protecteur dans un de ses oncles qui, engagé dans les ordres, dirigea son éducation et le destina comme lui à l'Eglise.

Peu porté vers cette carrière, Lefebvre avait un goût décidé pour les armes, lorsqu'un de ses frères ayant été nommé officier dans le régiment de Strasbourg, la joie qu'il en éprouva décida sa vocation. A dix-huit ans, en 1773, il s'enrôla dans les gardes françaises.

Doué d'un caractère ferme, résolu, et propre à prendre de l'empire sur le soldat, il se fit remarquer du maréchal de Biron qui, le 9 avril 1788, le nomma premier maréchal-des-logis dans ce régiment.

La révolution éclata ; le régiment des gardes françaises fut licencié. Lefebvre prit du service dans le bataillon de Paris, de la section des Filles-Saint-Thomas, et s'y montra patriote éclairé en attendant de se montrer sur un autre théâtre guerrier vaillant.

Ardent partisan des principes de la révolution, il en blâma dès le début, avec énergie, les excès populaires qui la compromettaient, sauva du massacre plusieurs officiers du régiment des gardes françaises, fut blessé à la tête d'un détachement en protégeant, au retour de Varennes, la rentrée de la famille royale aux Tuileries, et reçut une seconde blessure en protégeant le départ de Mesdames, tantes du roi, pour Rome.

Placé dans les rangs de l'armée active en 1793, il fut successivement promu cette même année aux

grades de capitaine, d'adjudant général, de général de brigade, fut nommé général de division aux combats de Lambach et de Giersberg, et son nom, comme commandant l'avant-garde, se trouva mêlé aux exploits des armées des Vosges, de la Sarre, de la Moselle et de Sambre-et-Meuse. A Fleurus, dans un des moments les plus critiques de la journée, il jure de mourir plutôt que de se retirer. Après avoir soutenu trois attaques vigoureuses conduites par Beaulieu et le prince Charles en personne, sa division commençait à plier, lorsqu'une bombe met le feu à des caissons. Lui et les siens sont enveloppés d'un nuage de flamme et de fumée ; la terreur s'accroît ; des bataillons demandent l'ordre de retraite : « Nous retirer quand nous pouvons combattre et mourir avec gloire, dit-il ; non, non, point de retraite ! »

Ces mots retentissent de rang en rang ; les Français s'élançant sur les Autrichiens, les enfoncent, et la France compte une victoire de plus.

Brave et humain à la fois, on trouve dans la vie de Lefebvre, à cette époque, un trait qui le caractérise et l'honore. C'était lors de la prise de Linnich : la ville avait été livrée aux flammes par l'ennemi vaincu, et les habitants sans ressources, sans asile, mourant de faim, étaient venus implorer la générosité des Français. Lefebvre les reçoit avec attendrissement, les présente à ses soldats en leur demandant par ces mots leurs avis :

« Que devons-nous faire de ces malheureux, mes enfants ? »

Il n'y eut qu'une voix pour les sauver, et l'on vit

cette armée, mutilée par le canon, oublier ses souffrances à l'aspect du malheur, et partager ses provisions avec cette population étrangère : grand et magnifique spectacle qui honore le général qui l'a provoqué, les soldats qui ont si bien compris leur général, et qui consolait un moment des maux de la guerre si quelque chose pouvait pallier l'horreur du plus épouvantable fléau que le préjugé, l'égoïsme, l'ambition, la sottise et la méchanceté humaine aient jamais pu déchaîner sur la terre.

Sa campagne de 1794 fut marquée par de nouvelles victoires : Mariencour, Nivelle, Florival, Tiresmont furent témoins de son intrépide bravoure. A la bataille d'Aldenhoven que suivit la prise de Juliers, il commandait l'armée d'avant-garde.

A l'ouverture de la campagne de 1795, il fut chargé d'effectuer le passage du Rhin, le premier qui ait été entrepris par les armées de la révolution ; le point désigné fut vis-à-vis de Dusseldorf. Ce fut de là que prirent leur élan ces vaillantes armées républicaines pour aller, à quelques années de là, planter leur drapeau aux limites de l'Europe.

Le 6 septembre 1795, Lefebvre se met à la tête des grenadiers, traverse le fleuve malgré le feu des Autrichiens, s'établit sur la rive droite, force Spich, Angerbach, se porte sur Augermunde, et ne ralentit ses succès qu'à la conclusion de l'armistice de 1796, qui suspendit les hostilités.

A cette époque se rapporte un trait de sa vie des plus caractéristiques. A la tête d'une de ces vaillantes armées de la République qui, manquant de tout, ayant à la fois à acquérir de la gloire et leur nécessaire, étaient aussi pillardes que braves, Lefebvre, au milieu de ces pillages, dont la plupart des autres chefs donnaient l'exemple, était si désintéressé, que son fils fut renvoyé du collège faute de pouvoir payer sa dépense.

Cette même année 1796, à la reprise des hostilités, il enlève par un coup de main, à Altenkirchen, quatre drapeaux, douze canons, fait trois mille prisonniers, donne de nouvelles preuves d'intrépidité à Kaldeich, à Fribourg, à Bamberg, à Salzbach, et partout où il se trouve, jusqu'à la paix de Campo-Formio, qui fut pour lui l'occasion d'une lettre qui mérite d'être citée, tant elle l'honore.

Se voyant, après la paix, sans emploi, il écrivit au président du Directoire :

« La conclusion définitive de la paix me met hors d'état de rendre aucun service essentiel à mon pays ; je vous prie de me faire avoir une pension pour que je puisse vivre honnêtement. Pour cela, je ne demande ni chevaux ni voitures : du pain me suffit. Vous connaissez mes faits aussi bien que moi ; je ne vous compte pas mes victoires. Ma franchise cependant m'oblige de vous dire que je ne compte pas de défaites, et que les habitants des pays conquis ne vous porteront jamais d'autre témoignage de moi que ceux d'une scrupuleuse probité.

« Avant de quitter le service, je désirerais bien voir venir que le civisme, la bravoure, les talents et les services de mes aides-de-camp et officiers d'ordonnances soient récompensés. »

Ainsi ce général, qui ne comptait pas de défaites, demandait du pain pour lui et des récompenses pour ses officiers. Un homme de Plutarque n'eût pas mieux fait.

La paix ne fut pas de longue durée, et en 1798, après la mort de Hoche, Lefebvre fut chargé du commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Chargé, l'année suivante, de l'expédition de Hanovre, qui n'eut pas lieu, il passa à l'armée du Danube, sous les ordres de Jourdan, et, à Stockach, avec huit mille hommes, soutint l'effort de trente-six mille Autrichiens.

Blessé grièvement, il fut forcé de quitter l'armée. A son retour en France, le Directoire l'accueillit avec la plus grande distinction, lui fit, au nom de la nation, présent d'une armure d'honneur complète, et le nomma au commandement de la 17^e division militaire dont le chef-lieu était Paris.

Ce commandement lui ouvrit une carrière nouvelle de fortune. En effet, au 18 brumaire, dès que la lutte fut engagée entre Bonaparte et le Directoire, il se déclara pour le premier. Mandé au Directoire pour donner des explications sur sa conduite, il répondit :

« Je n'ai de compte à rendre qu'au chef que le Conseil des Anciens vient de proclamer. »

Puis lorsqu'à sa sortie des Cinq-Cents Bonaparte eut un moment d'incertitude, et laissa son frère Lucien à l'Assemblée dans une situation fort critique :

« Donnez-moi un ordre, dit Lefebvre à Bonaparte, et je vous ramène à l'instant votre frère. »

L'ordre est donné : Lefebvre prend vingt-cinq hommes de la garde du Directoire, entre dans la salle des séances. Assailli par les apostrophes suivantes : « Que voulez-vous ? Que prétendez-vous ? Que venez-vous faire ici ? » il ne répond rien, va droit à Lucien avec son escorte, et l'amène au milieu des cris et des menaces de l'Assemblée. On sait le reste. Entraînés par le président des Cinq-Cents et par leur général, les troupes n'hésitèrent plus.

Lors de l'établissement du Consulat, conservé au commandement de la 17^e division militaire, il concourut successivement à la pacification des départements de l'Eure, de la Manche, du Calvados, de l'Orne, fut admis en 1800 au Sénat conservateur sur la proposition des consuls, et devint peu après prêteur du Sénat, fonctions qu'il devait conserver jusqu'à la dissolution de ce corps en 1814.

En 1804, lors de l'érection de l'Empire, il fut créé maréchal, grand-officier de la Légion d'honneur, et puis grand-aigle de cet ordre. L'année suivante, à la rupture de la paix, il fut chargé du commandement en chef des gardes nationales de la Roher, du Rhin-et-Muselle, du Mont-Tonnerre, et ne parut à la grande armée qu'en 1806, pour commander à la bataille d'Iéna la garde impériale à pied.

En 1807, chargé de couvrir et de protéger en Pologne, jusqu'après la bataille d'Eylau, les opérations de la grande armée avec l'armée saxonne, polonaise, le contingent de Bade, formant seize mille hommes en tout, il investit Dantziak que défendaient de bonnes fortifications, dix-huit mille Prussiens, trois mille Russes, et une forte milice. Douze mille Russes viennent au secours de la ville ; Lefebvre, avec sa petite troupe, fait face à tout, aux ennemis du dehors, à ceux du dedans. Il bombarde la ville, fait après plusieurs jours de tranchée ouverte une vaste brèche, et se dispose à donner l'assaut. Le général Kalkreut, qui était dans la place, ne pouvant plus tenir, demande à capituler. C'était le même général qui, quatorze ans auparavant, avait reçu la célèbre capitulation de Mayence. Lefebvre voulut lui accorder les mêmes honorables conditions ; le vieux compagnon de Frédéric sortit de Dantziak avec tous les honneurs de la guerre, et dans sa reconnaissance écrivit à Lefebvre cette honorable lettre.

« Je n'oublierai jamais les bontés que vous m'avez témoignées, et j'attache un grand prix à votre



Lannes à Essling.

« amitié. Je suis bien aise de ne pas vous avoir connu
« avant le siège. Il m'en aurait trop coûté de vous
« faire du mal.

« Jouissez, monsieur le maréchal, partout où se
« tourneront vos pas, de vos succès, de votre gloire
« bien méritée.

« C'est ainsi, mon respectable adversaire, que je vous
« fais mes adieux. »

Ce beau fait d'armes valut à Lefebvre le titre de duc
de Dantzig.

Chargé, en 1808, du commandement du 4^e corps
de l'armée d'Espagne, il repassa, en 1809, en Alle-
magne où à la tête de l'armée bavaroise, il prit part
aux victoires de Thaur, d'Abersberg, d'Eckmühl, de
Wagram, et à toutes les grandes opérations de cette
campagne que termina la paix de Vienne.

En 1812, à la campagne de Russie, il fut chargé du
commandement de la garde impériale, resta toujours
sous les armes aux temps des glorieux revers de 1813
et 1814, et ne quitta l'empereur qu'après l'abdication
de Fontainebleau.

Revenu à ce moment à Paris, il fut présenté à l'em-
pereur Alexandre :

« Monsieur le maréchal, vous n'étiez donc pas à
« Paris quand nous y sommes arrivés ?

« Non, sire, j'ai eu le malheur d'y arriver trop
« tard.

— « Le malheur ! reprit Alexandre en souriant ;
« vous êtes donc fâché de me voir ici ?

— « Sire, j'y vois avec admiration un guerrier qui,
« jeune encore, sait user de la victoire avec modéra-

« tion ; mais c'est en gémissant que je le vois vain-
« queur dans ma patrie.

— « Je vous félicite de ces sentiments, dit Alexandre ;
« ils ajoutent à mon estime pour vous. »

A côté des lâchetés de la plupart des grands digni-
taires de l'Empire à cette époque, l'histoire s'arrête
avec plaisir sur ce petit détail.

Nommé par Louis XVIII pair de France, le 2 juin
1814, retenu loin des champs de bataille par ses infir-
mités, il resta, en 1815 à la Chambre haute.

A la deuxième Restauration, il fut confirmé dans
son titre de maréchal, mais éliminé de la Chambre
des pairs. Il y rentra cependant en 1819, vota toujours
avec l'opposition constitutionnelle, et mourut à Paris
l'année suivante, le 14 septembre 1820, d'une hy-
dropisie de poitrine, âgé de soixante-cinq ans.

Peu de jours avant sa mort, il avait été lui-même
au cimetière du Père-Lachaise choisir sa place à côté
de Masséna et près des maréchaux Pérignon et Ser-
rurier.

Enfant de la Révolution et sorti de ses principes,
Lefebvre, en dehors même de ses talents militaires,
apparaît comme un beau caractère. Sa résolution, sa
fermeté caractéristique, la justesse de son coup-d'œil,
l'enthousiasme qu'il savait inspirer aux soldats, le
faisaient triompher des difficultés les plus grandes. Il
s'était fait une tactique de guerre particulière qui con-
sistait à ne rien combiner à l'avance, et, son génie
militaire aidant, à trouver sur le terrain même et
sans aucune combinaison préalable, des ressources
extraordinaires pour fixer la victoire.



Masséna à Zurich.

Le 12 juin 1821, le maréchal Suchet, ayant à prononcer son éloge à la chambre des pairs, disait de lui : « Faire preuve d'une rare habileté, d'un courage indomptable ; porter de grands coups à la guerre, suffirent pour la renommée passagère d'un général. Mais la postérité ne décerne la palme de l'immortalité qu'au grand capitaine dont la noble conduite dans les pays conquis peut être citée pour modèle avec admiration. Tel fut Lefebvre. Il sut contenir et mener à la victoire des guerriers de différentes nations, Polonais, Saxons, Badois, Bavares, et tous, sous son commandement, rivalisèrent de zèle et de dévouement avec les Français. Tous l'ont pleuré, parce que tous savaient que, dans les lieux témoins de sa gloire, il ne cessa de professer un jour les lois de l'honneur et de l'humanité. »

Couvert de titres, promu aux positions les plus brillantes, Lefebvre, non-seulement conserva toujours la raideur physique d'un soldat aux gardes, mais encore n'oublia jamais son premier état. Sa femme, la maréchale Lefebvre, qu'il avait épousée n'étant que simple soldat aux gardes et qui était par conséquent d'un état à l'avenant, faisait, par les anecdotes et les coq-à-l'âne qu'on lui prêtait, les gorges chaudes des salons aristocratiques et même des Tuileries. Mais les mauvaises plaisanteries dont elle était l'objet tombaient devant l'élévation de ses sentiments et la bonté de son cœur. On citait d'elle mille traits de bonté ; nous choisissons le suivant :

Un jour, se présentant chez la veuve du marquis de Valady, fameux dans la défection des gardes en 1789.

leur ancien capitaine, et à qui tant elle que son mari avaient à ce temps donné des soins domestiques, elle lui dit, moitié en français, moitié en argot, qui était son langage usité : « Mais savez-vous que vous n'êtes pas bons et que vous avez bien peu de cœur entre vous autres gens comme il faut. Nous, tout bêtement soldats, nous en agissons mieux. On vient de nous apprendre que M. un tel, un de nos anciens officiers et le camarade de votre mari, vient d'arriver de son émigration, et qu'on le laisse ici mourant de faim ; ce serait grande honte... Nous craindrions, nous autres, de l'offenser si nous venions à son secours ; mais vous, c'est autre chose. Vous ne pouvez que lui faire plaisir. Portez-lui donc cela de votre part. » Et elle lui jeta un rouleau de 100 louis.

A leur château de Combaut (Seine-et-Marne), dans une des principales pièces, était une armoire de vingt pieds de long, contenant les diverses espèces d'habits qu'ils avaient successivement portés depuis leur mariage. Ils appelaient cela leur musée. Les premiers habits étaient les humbles vêtements de plébéiens, les derniers le manteau ducal. « Ma femme et moi, disait en les montrant Lefebvre, nous avons été curieux de conserver tout cela. D'ailleurs, ajoutait-il en riant, il n'y a pas de mal à revoir ces sortes de choses de temps en temps, comme nous le faisons ; c'est le moyen de ne pas les oublier. »

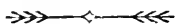
Qu'on rapproche cette manière de voir de celle de tant de parvenus, et si le général Kalkreuth écrivait à Lefebvre qu'il avait mérité sa gloire, l'histoire peut ajouter qu'il avait mérité sa fortune.

MACDONALD

(JACQUES-ÉTIENNE-JOSEPH-ALEXANDRE)

Duc de Tarente, maréchal d'Empire, pair de France,

Né à Sancerre (Cher), le 17 septembre 1765.



La famille d' Macdonald, d'une ancienne noblesse d'Irlande, ayant partagé l'exil et les malheurs de Jacques II, roi d'Angleterre, avait suivi ce monarque en France, où elle s'était établie.

Ayant fait de bonnes et d'assez fortes études, à dix-huit ans, le jeune Macdonald était entré, en qualité de lieutenant, dans le régiment irlandais de Dillon, et en 1784 avait servi, sous M. de Maillebois, dans la légion qui devait appuyer le parti des patriotes en Hollande.

En 1789, lorsque éclata la révolution, il resta sous les drapeaux. Partisan peu ardent du nouvel ordre de choses, il en adopta les principes avec modération.

A Jemmapes, où il se conduisit avec bravoure, ayant déployé une grande intelligence, il fut promu au grade de colonel du régiment d'infanterie ci-devant Picardie; passa peu après, en qualité de général de brigade, à l'armée du Nord; se distingua en diverses rencontres pendant les campagnes de 1794 et 1795, et, à la suite de quelques opérations brillantes, fut nommé général de division.

En cette qualité, il commanda successivement aux armées du Rhin et d'Italie, et s'y couvrit de gloire.

En 1798, lorsque la France eut conquis Rome, il en fut nommé gouverneur. Son premier soin fut de chercher à étouffer les dissensions politiques. Il ne put y parvenir. Malgré tous ses efforts, plusieurs insurrections éclatèrent: il dut les éteindre par le feu et le feu.

Il était encore tout absorbé par cette rude tâche, lorsque le roi de Naples, avec une armée de quatre-vingt mille hommes, s'avança pour prendre Rome. Ne pouvant faire face à une armée si supérieure en nombre, et qui, en outre, pouvait compter sur les sympathies des habitants, Macdonald évacua Rome. Le général Mack se mit à sa poursuite avec quarante mille hommes. Macdonald en avait six mille. Il tint tête à Mack jusqu'au jour où Championnet, l'ayant rejoint à Atricoli, mit les Napolitains en pleine déroute et les poursuivit jusqu'à Capoue.

A ce même temps, à la suite d'une mésintelligence entre Championnet et lui, il donna sa démission, et peu après, Championnet ayant été destitué et arrêté par ordre du Directoire, Macdonald eut le commandement de l'armée de Naples.

Il eut sa grande part des revers des armées françaises de 1799. Forcé d'évacuer Naples par suite des défaites de Schérer, il se fit jour, voulut faire tête aux armées russes, et le 18 juin, à la Trebia, avec vingt-cinq mille hommes, livra bataille à cinquante mille Austro-Russes et soutint leur choc. C'était certes assez pour sa gloire; mais il voulut recommencer le lendemain, et il perdit douze mille hommes.

Ce revers accéléra sa retraite, qu'il ne put effectuer qu'avec beaucoup de peine.

Rappelé dans l'intérieur, lors du 18 brumaire il commandait à Versailles et seconda de tout son pouvoir le général Bonaparte, qui, devenu premier consul,

le nomma, en 1800, général en chef de l'armée de réserve dite des Grisons.

Cette armée, destinée à lier les armées d'Allemagne et d'Italie, tout en opérant une diversion importante dans le Tyrol, avait à la fois à combattre contre les hommes et contre les éléments. Chaque jour c'était, contre les derniers une de ces luttes où il fallait déployer des forces surnaturelles. Un jour, entre autres, une des colonnes arriva au village de Splügen, se mit en marche pour tenter le passage de la montagne de ce nom. Après avoir surmonté des obstacles incroyables de route, la colonne est assaillie par une tourmente affreuse. Une énorme avalanche se détache de la crête la plus élevée du monde, roule avec le fracas de mille tonnerres, coupe la colonne, entraîne et ensevelit dans la neige tout ce qui s'était trouvé dans la vaste trouée qu'elle venait de faire. Le passage est effectué cependant par la première colonne. Une deuxième colonne s'engage dans ce terrible passage. Macdonald et son état-major sont à sa tête. Une nouvelle tourmente se déclare plus terrible. L'ouragan ayant enlevé les jalons de la route, il devenait dangereux de se hasarder sur ce chemin, couvert de neige et entouré de précipices. Les guides refusent d'avancer. La situation de la colonne était critique. En marchant en avant, elle s'exposait à être engloutie tout entière; en s'arrêtant, elle était exposée, par le défaut de subsistances, à mourir de faim sur le Splügen. Entre ces deux extrémités, Macdonald ordonne de marcher en avant. Il donne l'exemple du courage et de l'intrépidité, et, une pioche à la main, se fraye un chemin à travers cette barricade de neige. Enfin, après des peines inouïes, la colonne effectue le passage et arriva au sommet du mont, où se trouvait l'hospice.

S'étant acquitté avec gloire de la rude tâche confiée à l'armée des Grisons, et après la victoire de Marengo, que suivit la paix de Lunéville, Macdonald fut envoyé en Danemark, en qualité de ministre plénipotentiaire. Il y resta jusqu'en 1803, où Bonaparte le nomma grand-officier de la Légion-d'Honneur. Mais à cette époque, ayant manifesté le plus vif intérêt pour Moreau, compromis dans la conspiration de Georges et de Pichegru, il tomba en disgrâce, et Napoléon, devenu empereur, cessa de l'employer.

En 1809, Napoléon, ayant à soutenir la double guerre contre l'Espagne et contre l'Autriche, le rappela et lui confia le commandement d'une armée en Italie, sous les ordres du prince Eugène. A Goritz, à Raab, Macdonald eut sa part des lauriers de cette armée, et se réunit, sous les murs de Vienne, à la grande armée, commandée par Napoléon en personne. Le 6 juillet, à la bataille de Wagram, lancé avec deux divisions sur le centre de l'armée ennemie, que protégeaient deux cents pièces de canon, il l'enfonça et commença une déroute qui se termina par une brillante victoire. Après la bataille, Napoléon fut au devant de lui, l'embrassa et lui dit: « C'est à vous

« et à l'artillerie de ma garde que je dois une partie de cette journée. » Et réparant noblement sa disgrâce, sur le champ de bataille il le créa maréchal d'Empire, distinction que nul n'avait eue avant lui et que nul n'eut après lui.

Chargé du commandement de Gratz, en Styrie, il maintint une telle discipline dans son gouvernement, qu'à son départ les États lui votèrent, en récompense, un présent de 400,000 francs. Macdonald refusa noblement et leur dit : « Messieurs, le seul moyen de me prouver votre gratitude, c'est de prendre soin des trois cents malades que je ne puis amener avec moi. »

A son retour à Paris, il fut créé duc de Tarente, et en 1810 envoyé en Calabre, pour prendre le commandement du corps d'armée aux ordres d'Angereau, qui venait d'être rappelé. Il y passa un an et y livra divers combats, mêlés de succès et de revers, contre les populations insurgées.

En 1812, lors de l'ouverture de la campagne de Russie, il fut chargé du commandement du 10^e corps, dont les Prussiens faisaient partie. Lors des revers, il occupait la ligne de Riga; mais les troupes prussiennes s'étant séparées avec éclat de la grande armée, Macdonald fut forcé de battre en retraite, et arriva en 1813 à Kœnisberg.

En 1813, après la réorganisation de l'armée, il concourut aux batailles de Lutzen et de Bautzen. A Leipzig, après la défection des Saxons, chargé de faire évacuer les bagages qui encombraient la ville, il fit des prodiges de valeur. Mais après la rupture du pont, toute résistance devenant inutile, il se jeta dans l'Elster, et, plus heureux que Poniatowski, qui protégeait comme lui la retraite, il put le passer à la nage. De l'Elster au Rhin, et jusqu'à Hanau, dernière halte sanglante de cette retraite, il eut à combattre encore. Napoléon le chargea de réorganiser une nouvelle armée à Cologne; mais n'ayant pu remplir cette tâche, devenue alors impossible par la défection de tous les alliés de la France et le soulèvement de l'Allemagne entière, il se vit forcé de quitter la ligne du Rhin.

En 1814, formant la gauche de l'armée contre l'Europe envahissante, il prit une belle part aux principales opérations de cette funeste campagne. Ayant suivi le mouvement de Napoléon sur Saint-Dizier pendant que les alliés marchaient sur Paris, il se trouva avec lui à Fontainebleau. Nommé, avec Ney et Caulaincourt, commissaire impérial auprès des puissances, il insista fermement pour la régence de Marie-Louise et Napoléon II. N'ayant pu réussir, il revint à Fontainebleau, où Napoléon le remercia en ces termes : « Je ne suis plus assez riche pour récompenser vos

« derniers services; mais puisque je ne puis les reconnaître comme je le voudrais, je veux au moins qu'un souvenir puisse vous rappeler que je n'ai pas oublié ce que vous avez fait pour moi. » Et ayant envoyé chercher un sabre qui lui avait été donné en Égypte par Mourad-Bey, et qu'il avait porté à la bataille du Mont-Thabor : « Voilà, lui dit-il, une récompense qui, je crois, vous fera plaisir. — Si j'ai un fils, répondit Macdonald, ce sera là son plus bel héritage. — Donnez-moi la main, » reprit Napoléon en lui ouvrant ses bras, Macdonald s'y jeta, et ils se quittèrent les larmes aux yeux.

Napoléon l'avait engagé à se soumettre. Au sortir de cette entrevue, il envoya son adhésion au gouvernement provisoire en ces termes : « Maintenant que je suis dégagé de mon devoir envers l'empereur « Napoléon, j'ai l'honneur de vous annoncer que j'adhère et me réunis au vœu national qui rappelle au trône de France la dynastie des Bourbons. »

Nommé membre du conseil de guerre, chevalier de Saint-Louis, pair de France, commandant de la 21^e division militaire à la première Restauration, il commandait, lors des Cents-Jours, l'armée du Gard, sous le duc d'Angoulême, rejoignit à Lyon le comte d'Artois, et après la défection des troupes se rendit à Paris, où Louis XVIII lui confia le commandement des troupes réunies sous les murs de la capitale.

Jusqu'au dernier moment fidèle à Louis XVIII, comme il l'avait été à Napoléon, dans la nuit du 19 au 20 mars il accompagna le roi jusqu'à Menin, et rentra en France. Ses affections et ses antécédents de famille l'attachant au principe de la légitimité, il refusa tout emploi de Napoléon, se bornant à se faire inscrire comme grenadier dans la garde nationale de Paris.

A la deuxième Restauration, il rentra naturellement en faveur, et fut chargé du commandement de l'armée de la Loire, dont il opéra le licenciement. Nommé, en juillet 1815, grand-chancelier de la Légion d'Honneur, en remplacement de l'abbé de Pradt, dont la Restauration avait payé les intrigues par cette dignité si honorable pour un homme qui l'était si peu, Macdonald fut admis au conseil privé du roi, le 23 octobre de la même année; fut désigné, en 1819, l'un des quatre maréchaux de semaine chargés aux Tuileries du commandement en chef de la garde royale, et en 1824 eut une grande part aux honneurs et aux affaires publiques.

A cette époque, il se maria pour la troisième fois, et sa santé se trouvant affaiblie, il se retira dans sa maison de campagne de Courcelles, près Gien (Loiret), où il vécut entièrement retiré jusqu'au 24 septembre 1840, où il mourut à l'âge de soixante-quinze ans.

MARMONT

(AUGUSTE-FRÉDÉRIC-LOUIS DE VIESSÉS)

Duc de Raguse, maréchal d'Empire et pair de France.

Né à Châtillon-sur-Seine, (Côte-d'Or), le 20 juillet 1774.



Son père, qui avait honorablement servi lui-même, l'ayant destiné à la carrière des armes, lui fit donner une éducation mâle et forte et ne négligea rien de ce qui pouvait le mettre à même de la parcourir avec succès.

Entré au service en 1789, comme sous-lieutenant d'infanterie, il passa peu après avec ce même grade dans l'artillerie, fit ses premières armes à l'armée des Alpes et d'Italie, et se trouva au siège de Toulon, sous les ordres de Bonaparte, qui le remarqua et le prit en amitié.

Après la prise de Toulon, il accompagna Bonaparte à Paris. Lorsque ce dernier, devenu général, cessa d'être employé, Marmont partagea la disgrâce de l'homme qui devait plus tard le combler de faveurs. Ils étaient à peu près du même âge. Partis ensemble de ce point d'un jour de revers, l'un allait grandir à vue d'œil, l'autre s'attacher à cet orbite et s'y élever jusqu'à l'honneur d'être considéré par un grand homme comme le fils de son œuvre.

Peu après, passé à l'armée du Rhin, Marmont y servit sous Desaix. Mais après la journée de vendémiaire, Bonaparte ayant été nommé au commandement de l'armée de l'intérieur, se l'attacha comme aide-de-camp et avec le grade de capitaine.

En 1796, parti pour la campagne d'Italie, en qualité de premier aide-de-camp du général en chef Bonaparte et avec le grade de chef de bataillon, il mérita un sabre d'honneur à la bataille de Lodi ; commandant l'artillerie à cheval à Castiglione, il influa puissamment sur le succès de la bataille. Il couronna cette campagne à Saint-Georges, en enlevant, à la tête de deux bataillons et à la baïonnette, la tête de pont qui défendait le village et en faisant mettre bas les armes à quatre cents soldats autrichiens.

Satisfait de sa bravoure, Bonaparte le chargea de présenter au Directoire les trente-deux drapeaux pris à l'ennemi.

Cette mission lui valut le grade de colonel.

En 1797, il fit, en cette qualité, la campagne de Rome, fit partie de l'expédition d'Égypte en 1798, gagna à Malte le grade de général de brigade, se signala à l'assaut d'Alexandrie et, à la bataille des Pyramides, mérita d'être cité par Bonaparte comme un des généraux qui avaient le plus contribué au succès de la journée.

Lors de l'expédition de Syrie, Bonaparte lui confia le commandement d'Alexandrie qui, par l'éloignement du général en chef, allait devenir un gouvernement : là, Marmont ne répondit pas à la confiance de son protecteur. Il laissa, sans s'y opposer, la flotte anglo-turque opérer un débarquement, attaquer et prendre le fort d'Aboukir. Il n'avait, il est vrai, que douze cents hommes à opposer à dix-huit mille ; mais lorsqu'aux vifs reproches de Bonaparte, il voulut opposer son infériorité numérique et lui dire : « Que pouvais-je faire avec douze cents hommes contre dix-huit

mille ? » Il en reçut cette réponse qui résume la haute opinion que Bonaparte avait des soldats français : « Avec vos douze cents hommes, lui dit-il, je serais allé jusqu'à Constantinople. »

C'était condamner d'une manière sévère sa conduite trop prudente.

Malgré cela, cependant, Bonaparte lui conserva son attachement et le ramena avec lui en France, à son retour d'Égypte.

Le 18 brumaire eut lieu. Marmont y concourut, fut nommé conseiller d'État et peu après commandant en chef de l'artillerie de l'armée de réserve, destinée à reconquérir l'Italie en une campagne, dont la bataille de Marengo fut le commencement et la fin.

On sait les difficultés qu'eut à surmonter l'artillerie pour traverser le mont Saint-Bernard. Au sortir de Saint-Pierre, pour gravir le sentier glacé qui conduisait au sommet de la montagne, on fut obligé de démonter les voitures de convois, les affûts des canons ; les canons eux-mêmes furent placés dans des troncs de sapin, sciés en deux et creusés, et les soldats, gaïement attelés aux traîneaux qui transportaient le matériel, gravirent l'escarpement au bruit de chants patriotiques. Mais ce fut surtout sur le revers de la Montagne d'Albaredo que la difficulté parut insurmontable. Les canons avaient été remis sur leurs affûts, l'armée avait repris ses rangs, lorsqu'un obstacle imprévu sembla devoir en arrêter la marche. C'était le fort de Bard qui, bâti sur un rocher isolé et à pic, ferme presque entièrement la vallée d'Aoste et ne laisse d'autre passage que la rivière Dora-Baltea qui descend du Saint-Bernard et une route étroite, enlilées l'une et l'autre par une formidable artillerie. Ce fort, que rien ne domine à portée du canon, ne pouvait être pris par un coup de main, et le plan de Bonaparte dépendait de la promptitude et du secret. Il fallait donc passer ou se résigner à voir l'expédition compromise.

L'infanterie et la cavalerie passèrent dans une espèce d'escalier creusé dans le roc hors de la portée du canon : mais l'artillerie, les munitions, les convois, restaient au delà du fort sans aucune chance d'issue. Marmont imagina alors d'envelopper de paille les roues des canons et des voitures pour amortir le bruit, et pendant une nuit obscure, au milieu d'une grêle d'obus, de boulets et de pots de feu, dont un seul pouvait déterminer des explosions terribles, on parvint à passer le fort et à rendre possible le prodige de guerre de Marengo.

La route d'Italie ouverte, Marmont, à Marengo, conserva le commandement en chef de l'artillerie qui eut tant de part au succès de cette sanglante journée. Il y gagna le grade de général de division. Il concourut en cette qualité au succès du reste de la campagne sur le Minicio et l'Adige, fut chargé de négocier l'armistice de Castel-Franco, et, rentré en France après la paix de Lunéville, fut nommé premier inspecteur-général de l'artillerie, poste qu'il remplit jusqu'en 1803.

Cette même année, lors de la rupture entre la France et l'Autriche, Napoléon lui confia le commandement des troupes françaises réunies dans le camp de Zeist, en Hollande. Là, ayant reçu l'ordre de se joindre à l'armée qui entra en Allemagne, il coopéra à la prise d'Ulm et occupa la Styrie avec son corps d'armée.

En 1807, envoyé en Dalmatie lors du siège de Raguse, il fit sommer l'ambassadeur russe Simiavin, de remettre aux Français le district des Bouches du Cattaro, appartenant de droit à la France, en vertu du traité de Presbourg, et que le général autrichien, Brady, avait trahieusement livré aux Russes. Malgré les maladies, malgré les attaques, malgré les insurrections locales, Marmont se maintint avec honneur et succès à ce poste. Au renouvellement de la guerre, il marcha à l'ennemi à la tête de six mille hommes, rencontra à Castel-Novo un corps de sept mille Russes et dix mille Monténégrins, l'attaqua avec son intrépidité ordinaire, le culbute, le disperse, jette les Russes dans la mer, les Monténégrins dans leurs montagnes, châtie les habitants et assure à la France cet important district.

Il y resta deux ans, uniquement occupé de l'administration intérieure du pays. Ce temps d'inaction militaire ne fut pas perdu pour le pays. Il s'étudia particulièrement à faire maudire le moins possible la France conquérante par les vaincus. Dans plus d'une circonstance, il fut assez heureux pour y parvenir et mérita les éloges de Napoléon.

En 1809, lors de la grande campagne d'Allemagne, ayant reçu l'ordre de seconder les mouvements de l'armée d'Italie, il s'avança par la Croatie avec dix mille hommes, battit les Autrichiens en diverses rencontres, à Montquitta, à Gradchatz, à Gozpich, à Ottochatz, fit sa jonction avec l'armée d'Italie, manœuvra immédiatement contre le général Giulay qui avait des forces triples des siennes, et, compensant par la bravoure et l'activité cette grande infériorité numérique, parvint, non-seulement à le rejeter en Hongrie, mais encore à se trouver à la bataille de Wagram, à laquelle il prit part.

Après cette grande victoire, à la tête d'une des avant-gardes de la Grande-Armée, chargé de poursuivre l'ennemi, il le harcèle, bat le 9 juillet le prince de Rosenberg, s'empare de 10 des fortes positions de Znaïm et fondant de là sur l'armée du comte de Bellegarde, lui enlève deux drapeaux et lui prend douze cents hommes.

Le bâton de maréchal d'Empire et le titre de duc de Raguse furent le prix de ses services.

Nommé gouverneur-général des provinces illyriennes, il termina en cinq jours une guerre de frontière qui avait fait perdre la Croatie et une partie de son territoire et qui depuis six mois désolait ses habitants.

Après avoir gouverné ces provinces pendant dix-huit mois, il fut appelé à l'armée de Portugal, à l'époque où cette armée, trop faible pour se maintenir, venait d'évacuer ce royaume et de rentrer sur le territoire espagnol. Il la réorganisa, la mit en état de rentrer en campagne et de pouvoir couvrir pendant quinze mois la frontière occidentale d'Espagne, entre le Dnero et la Guadiana.

Mais le 22 juillet 1812, il eut l'imprudence de livrer à lord Wellington la bataille de Salamanque ou des Arapiles. Il avait quarante mille hommes contre quatre-vingt mille Anglo-Portugais. L'action était engagée par une canonnade foudroyante qui semblait

préparer le succès des Français, lorsque Marmont, frappé par un boulet creux qui lui fracassa le bras droit, fut contraint de quitter le champ de bataille. Son absence jeta un peu d'hésitation dans les troupes. Wellington s'en aperçut, en profita, et l'armée française ne put échapper que par une prompte retraite à sa destruction complète.

La perte de cette bataille eut pour les armes françaises en Espagne les suites les plus fatales, et fut pour l'heureux Wellington le premier jalon d'une réputation qui n'a jamais été plus facilement acquise.

Marmont rentra en France pour attendre la guérison de sa blessure.

En avril 1813, ayant pris le commandement de la grande armée d'Allemagne, il contribua aux succès de Lutzen, Bautzen, Wurschen. A Leipsick, chargé avec un faible corps de maintenir l'ennemi dans un poste important, il arrête ses efforts pendant deux jours de combats acharnés. Des masses d'infanterie se fusillaient à cinquante pas. Tous les officiers supérieurs de part et d'autre étaient blessés ou tués. Marmont lui-même blessé d'un coup de feu à la main, avait reçu plusieurs balles dans ses habits. Il ne cède néanmoins que pas à pas, défend un des faubourgs jusqu'à la dernière extrémité, ne passe la rivière qu'un des derniers, et par sa brillante conduite dans cette désastreuse journée, finit par rétablir sa réputation, compromise en Espagne.

En 1814, Napoléon le chargea de couvrir la ligne du Rhin, entre la Suisse et la Hollande, conjointement avec les ducs de Tarente et de Bellune. Pressé par le général ennemi Saken, il battit en retraite sans défendre le passage de la Sarre, prit position sous Metz, et finit par se diriger sur Verdun, où il établit son quartier-général. Mais bientôt, forcé de suivre les mouvements des autres généraux, il se retira sur Saint-Dizier, prit une part des plus actives aux événements militaires de la campagne, et se trouva aux journées de la Rothière, de Brienne, de Champ-Aubert, de Vauchamp.

Lorsque, par suite de la marche de Napoléon sur Saint-Dizier, les ennemis marchèrent sur Paris, Marmont se replia avec les débris de son armée. De concert avec Mortier, il prit position pour défendre la capitale, s'y battit avec un remarquable courage. S'étant chargé de défendre toute la partie des approches de Paris qui s'étend depuis la Villette jusqu'à Charenton, il s'était vu, après une lutte désespérée, littéralement acculé au mur de Poctroi sans avoir laissé ni un canon ni un prisonnier aux mains de l'ennemi. Un moment enveloppé dans la grande rue de Belleville par les coalisés, qui venaient de ramener sa droite jusqu'à Bagnolet, il avait dû combattre en simple soldat. On s'était fusillé des croisées de chaque côté de la rue où il était enfermé. Les généraux Ricard et Telleport avaient été blessés près de lui. Dix hommes étaient tombés à ses côtés, percés de coups de baïonnettes. Son chapeau, ses habits avaient été criblés de balles. Ayant un bras en écharpe, par suite d'une blessure reçue quelques jours auparavant, il n'avait pu parvenir à se faire jour et à gagner la barrière que démontée, une épée nue à la seule main qui lui restait libre et à la tête seulement de quarante grenadiers. Heureux pour sa gloire, si ce maréchal fût mort là ! Mais dans la nuit de ce même jour, le 30 mars, obsédé par tout ce qui dans Paris mettait sa vie et sa fortune au-dessus de la patrie, il avait signé la capitulation de Paris, qui livra la capitale et la France à l'étranger ; et après un tel fait, on n'a plus le cœur à

parler de sa gloire. Du reste, comme si Paris et Marmont eussent voulu cacher leur honte, cette capitulation fut signée de nuit, à deux heures du matin, dans un pauvre cabaret de la Villette.

Quelques heures après la signature de la capitulation, Napoléon était arrivé à Fontainebleau. Puis y arrivèrent, par la route de Sens, la tête des colonnes qu'il ramenait de la Champagne, et par la route d'Essonne, les troupes qui sortaient de Paris. Quelques maréchaux, Marmont entre autres, rejoignirent le quartier impérial. Au fur et à mesure que les troupes défilaient, on leur fit prendre position derrière la ville d'Essonne. Marmont plaça son quartier-général à Essonne, le duc de Trévise à Mennecy; ce qui vint de Paris se rallia derrière cette ligne; ce qui arriva de la Champagne prit une position intermédiaire du côté de Fontainebleau; les bagages, le grand parc d'artillerie furent dirigés sur Orléans. Napoléon eut encore dans sa main une armée de cinquante mille hommes, dont la colonne de Marmont formait l'avant-garde.

Quand rien n'était encore désespéré, quand les coalisés, placés entre Paris et Napoléon, pouvaient se trouver dans une position des plus critiques, Marmont traita avec l'ennemi et laissa Fontainebleau à découvert. Cette trahison était si insigne, que Napoléon refusa d'y croire, et ce doute de la part d'un homme qui méprisait tant la nature humaine est le stigmate le plus sévère que l'histoire puisse imprimer au nom du duc de Raguse !

La Restauration dut naturellement se montrer généreuse pour des services de cette sorte; elle le fut. Le duc de Raguse fut nommé commandant de la maison militaire du roi. Il suivit le roi à Gand pendant les Cent-Jours, et à la deuxième Restauration, il fut nommé l'un des majors généraux de la garde royale.

En 1817, envoyé à Lyon, avec des pouvoirs illimités, en qualité de lieutenant du roi, pour étouffer les

idées patriotiques qui, sous la pression de la réaction royale, commençaient à se faire jour de toutes parts, il s'acquitta de cette mission à la satisfaction de la cour, mais non à celle de l'opinion publique. Jugé par l'opinion avec une sévérité extrême, mais fondée, la cour lui tint compte de son impopularité et l'envoya en Russie, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour le couronnement de l'empereur. Pour le venger de l'animadversion publique qu'il avait assumée, la cour de Saint-Pétersbourg le reçut avec de grands honneurs. Ce fut un grief de plus ajouté à tant d'autres, et Marmont, le favori des cours, devint un des noms les plus impopulaires de cette époque.

De retour en France, il ne put supporter le poids de cette impopularité, s'éloigna peu à peu des affaires publiques et parut exclusivement occupé d'industrie.

En 1830, lors de l'insurrection qui suivit les fatales ordonnances de juillet, Paris ayant été mis en état de siège, Marmont fut nommé au commandement des forces actives de la capitale. Le duc de Raguse ne l'avait pas demandé. Cette sorte de fatalité qui s'attachait à son nom l'avait porté à ce poste. Impopulaire comme l'était ce maréchal, cette nomination fut reçue par la population comme un nouveau défi de Charles X. La lutte eut lieu, le trône fut vaincu, et peu après Marmont rejoignait la famille royale en exil. Il se fixa en Autriche.

Ce dernier acte de sa vie politique ne saurait sans injustice lui être reproché. Dévoué au trône, il en reçoit une mission de sang, il l'accepte, l'exécute : c'est la morale des cours. Mais il n'en est pas de même de sa conduite en 1814, à moins que, comme disait à ce sujet Napoléon à Sainte-Hélène, on ne veuille la motiver par ces mots, qui sont à la fois une excuse et un jugement : « La vanité a perdu Marmont; la pose-térité flétrira justement sa vie; pourtant son cœur vaudra mieux que sa mémoire. »

MASSÉNA

(ANDRÉ)

Duc de Rivoli, prince d'Essling, maréchal d'Empire,

Né à Nice, le 6 mars 1758.

La famille de Masséna, adonnée aux armes et au commerce, jouissait d'une certaine aisance. Mais le jeune Masséna étant resté orphelin, dès sa plus tendre enfance, ne reçut que peu ou point d'éducation.

Il parut d'abord vouloir se destiner à la marine et fit, en qualité de mousse, deux voyages de long cours avec un de ses parents qui était capitaine de vaisseau. Cette carrière fut peu de son goût. Une vocation déterminée le portait vers le service de terre, et, à dix-sept ans, il entra comme soldat dans le régiment Royal-Italien au service du roi de Sardaigne, et dans lequel un de ses oncles était capitaine.

Ayant passé par les grades inférieurs, il fut successivement sergent, adjudant, mais les épaulettes d'officier étant subordonnées alors à des titres de noblesse, il ne put arriver à la lieutenance.

Ayant attendu quatorze ans sans l'obtenir, il quitta le service piémontais, se retira en 1787 à Nice, son pays natal, et y fit l'année suivante un mariage avantageux.

La révolution éclata, Masséna avait éprouvé de si longs dégoûts au service; il avait vu si souvent la nullité de la naissance l'emporter sur la bravoure et le droit; il avait eu personnellement tant à souffrir de ce privilège inique dans sa dignité d'homme et dans sa valeur de soldat, pendant son temps de service, qu'il embrassa avec ferveur la cause d'une révolution qui n'était en fin de compte que la réhabilitation des titres humains. Chaud patriote, il reprit du service, entra comme adjudant major dans l'un des bataillons du Var, et le vaillant soldat qui, sous le vieux régime était resté quatorze ans dans les grades inférieurs,

passa rapidement sous le régime nouveau, par tous les grades, fut nommé général de brigade le 22 août 1793, et général de division en décembre de la même année.

Dès la première occasion, commandant le centre au camp de Fougasse, il apparut capable de diriger des masses, de conduire de grandes opérations, et montra qu'il était né général.

La part active qu'il prit aux opérations des campagnes de 1794 et 1795 le prépara dignement à l'immortelle campagne d'Italie de 1796.

Bonaparte ayant pris le commandement de l'armée d'Italie, Masséna fut l'un de ses principaux lieutenants, participa, comme chef de corps, aux succès de Montenotte, de Cairo, de Dego, de Tanaro, enleva Cherasco et, par son audace, son infatigable activité, ses dispositions savantes, se montra si digne de seconder les projets du grand capitaine, que Bonaparte lui confia le commandement de l'avant-garde, et lui écrivit après les premiers succès de cette campagne de prodiges : — « Vous comptez pour six mille hommes de plus « dans votre commandement, et puis vos braves « comptent double de vos forces réelles. »

Cette campagne continua, et les débouchés du Tyrol et du Frioul, Lonato, Castiglione, Roveredo, Rivoli, dont il devait prendre le nom, furent témoins de la valeur de Masséna. On le retrouve à Basseno, à Coréa, à Saint-Georges, à la Brenta, à Caldiero, aux deux journées d'Arcole, à la Favorite, à la Chiassa, à Tarvis, à Willach, à Neumark, à Hundsmaek, partout enfin où Bonaparte eut à faire face aux nombreux ennemis qui se présentaient.

Masséna ne s'arrêta qu'à vingt-cinq lieues de Vienne.

Dans le cours de cette campagne, tant signalée par ses exploits, l'armée le surnomma l'*Enfant chéri de la Victoire*, et Bonaparte ratifia ce glorieux surnom. Organe de la reconnaissance nationale, le gouvernement lui adressa les lettres les plus honorables et les plus flatteuses, lui décerna des armes d'honneur, le porta à la candidature pour le Directoire exécutif, et lorsqu'à la fin de la campagne fut ratifiée la paix de Campo-Formio à laquelle il avait si puissamment contribué par ses victoires, on lui donna une fête brillante et patriotique.

En 1798, pendant que Bonaparte était en Égypte, la guerre s'étant rallumée en Europe, Masséna eut le commandement de l'armée de Suisse, sous les ordres de Jourdan, général en chef des armées du Danube et d'Helvétie. Peu après, Jourdan s'étant vu forcé de battre en retraite, Masséna fut revêtu du commandement le plus important que la République eût encore confié à un général, et qui embrassait toute la frontière de l'Est depuis Dusseldorf jusqu'à l'Isar.

On était alors en 1799. La coalition cherchait à mettre à exécution le projet de pénétrer en France par la frontière de l'Est. Ce projet conçu au début de la Révolution en haine contre elle, et qui n'a jamais été abandonné jusqu'à la chute de l'Empire, avait alors les plus grandes chances de succès. L'Italie était perdue : les armées françaises étaient refoulées sur toutes les frontières, et la République était dans une situation à peu près pareille à celle de 1796, lorsque Bonaparte prit le commandement de l'armée.

Masséna seul avait maintenu en Suisse sa position derrière la Limmat. Il avait en tête l'archiduc Charles avec soixante mille hommes. Korsakoff avec trente mille, et Hotze avec vingt-cinq. L'armée française était de quatre-vingt mille hommes ; mais, divisée sur une ligne immense, elle n'en avait que trente-sept mille sur le point principal. Le conseil aulique ayant changé le plan des opérations de ses armées, fit filer l'archi-

duc Charles sur le Rhin, et donna ordre à Souvarow, qui était en Italie, de forcer la vallée de la Reuss et de se joindre à Korsakoff, en Suisse, pour accabler de leurs masses l'armée française. Masséna profitant avec habileté de l'avantage que lui offrait ce revirement, jeta Lecourbe sur le Saint-Gothard pour arrêter Souvarow qui, par la vallée de la Reuss, venait déboucher sur le revers de la ligne française. En même temps, avec ses trente-cinq mille hommes, il passa la Limmat à Closter-Farch, et par de savantes manœuvres, après avoir, pendant tout un jour, battu les corps de Korsakoff, parvint à l'enfermer dans Zurich. Le lendemain, dès la pointe du jour, Zurich, encombré d'artillerie, d'équipages, de blessés, fut attaqué de toutes parts, enveloppé de feux. Une partie de l'armée russe parvint à opérer sa retraite par la route de Winterthai, l'autre partie fut détruite. Korsakoff perdit cent pièces de canon, tous ses bagages, les administrations, les trésors de l'armée, et treize mille hommes tués ou pris. Le corps autrichien de Hotze, mis en déroute le même jour, perdit son général, trois mille prisonniers et du canon. Souvarow, qui avait cru arriver en Suisse dans le flanc d'un ennemi attaqué de toutes parts, ne fut pas plus heureux. Lecourbe, lui disputant le passage pied à pied, avait profité de tous les obstacles pour fatiguer et tuer un à un les soldats russes. Souvarow arriva ainsi jusqu'à Altorf, harcelé, affaibli, sans vivres, engagé au milieu d'une armée victorieuse sur tous les points, et enfermé dans une vallée épouvantable. Bientôt attaqué en queue par Masséna, en tête par Molitor, au milieu de défilés affreux, coupé de toutes les routes, et après six jours d'efforts et de souffrances, il put atteindre Coire et le Rhin ; il avait perdu la moitié de son armée : les Alpes étaient jonchées des cadavres de ses soldats morts de faim, de fatigue ou par les armes.

En peu de jours, près de trente mille Russes ou Autrichiens étaient restés sur le champ de bataille : la coalition venait encore une fois d'être vaincue, et Masséna venait de sauver la République des périls dont elle était de toute part assaillie.

Peu de temps après Bonaparte arriva d'Égypte. Le 18 brumaire eut lieu. Le Consulat fut institué. La bataille de Marengo inaugura le Consulat pendant que Masséna, enfermé dans Gènes avec douze mille hommes, tenait tête à deux armées autrichiennes et méritait, par l'incroyable acharnement de sa défense, que lord Keith, son antagoniste, lui écrivit : « *Général, vous valez seul vingt mille hommes* »

Le gouvernement consulaire établi, Bonaparte, premier consul, récompensa dignement Masséna par le commandement en chef de la vaillante armée qui venait de vaincre à Marengo.

Chaud patriote, fervent adepte de la révolution, Masséna s'abstint de paraître à la nouvelle cour, ne prit aucune part aux affaires pendant le Consulat, refusa de voter en faveur de Bonaparte lors de la question du consulat à vie, et se prononça même contre lui au corps législatif. Malgré cette opposition, il avait rendu de si éminents services que Bonaparte ne pouvait les oublier. Aussi, en 1804, lors de l'érection de l'Empire, il fut porté le cinquième sur la liste des maréchaux d'empire, grand officier de la Légion d'honneur, le 14 juin de la même année, et grand cordon de la même légion, le 2 février 1805.

Ces faveurs ne le rapprochèrent pas davantage de la nouvelle cour. Le vieux républicain gardait rancune à Napoléon, lorsqu'en avril 1805, la troisième coalition s'étant formée, il reçut l'ordre



Macdonald dans les gorges du Splügen.

d'aller prendre le commandement de l'armée d'Italie.

La tâche qui lui était confiée était rude. Comme à Zurich, il n'avait pas à sauver la France ; mais avec quarante mille hommes seulement il avait à couvrir une partie de son territoire contre une armée principale commandée par le prince Charles, renforcée par des troupes russes, anglaises, napolitaines et par des populations insurgées de tous côtés ou disposées à s'insurger. Avec sa petite armée, Masséna tint tête à tout et donna tant d'occupation au prince Charles, qu'il l'empêcha non-seulement de se concentrer en Italie, mais encore de se réunir aux forces austro-russes que Napoléon battit le 2 décembre 1805, à Austerlitz ; brillante victoire qui amena la paix de Presbourg.

Cette campagne, où Masséna déploya une activité et une valeur surhumaine, le rehaussa tellement dans l'esprit des siens et des ennemis, que son nom valut à lui seul une armée.

Après le traité de Presbourg, Masséna retourna en Italie, et fut chargé du commandement de l'armée française qui fut installée Joseph Bonaparte sur le trône de Naples. Ayant battu à plusieurs reprises les Calabrais insurgés, il donna au nouveau roi l'appui d'une force toujours victorieuse.

Appelé à la grande armée d'Allemagne, il fit contre les Russes la campagne de Pologne de 1807, contre les Autrichiens celle d'Allemagne de 1809, et sur ce nouveau théâtre de gloire, se montra ce qu'il avait été en Italie.

A Essling entre autres, pendant que Napoléon, sur la rive droite du Danube, préparait les éléments d'une

nouvelle attaque, lui, à l'île de Lobau, présidait aux fortifications, passait près de quarante jours au bivouac, en combats presque continuels, et méritait que dans une des reconnaissances contre les travaux que l'ennemi faisait aussi de son côté, Napoléon dit en parlant de lui : « Masséna et mon bras droit. »

Dans une de ces reconnaissances, Masséna tomba sous son cheval et fut violemment froissé. C'était la veille de Wagram. Le lendemain, malgré ses souffrances, il ne voulut pas s'absenter du combat. Ne pouvant se tenir à cheval, et s'étant fait porter sur le champ de bataille dans une calèche trainée à quatre chevaux, il procéda au mouvement de l'aile gauche de l'armée. La calèche devient le point de mire des canonniers ennemis ; une grêle de boulets pleut autour d'elle. Toujours souffrant, Masséna fut forcé de se faire mettre à cheval, et, au moment où il quitta la calèche, un boulet en enleva le fond et la fit voler en éclats.

Le titre de duc de Rivoli, qui rappelait le souvenir d'une des batailles glorieuses où il avait déployé sa brillante valeur, fut le prix de ses services. Napoléon sut rehausser cette faveur en attachant à ce titre des armoiries qui offraient à l'imagination quelque chose de grand et d'honorable pour le guerrier auquel on les destinait : c'était une victoire planant au-dessus de la terre, portant des palmes et distribuant des couronnes.

En 1810, Napoléon voulant chasser les Anglais du Portugal, rude tâche à laquelle avaient échoué déjà Junot et Soult, choisit Masséna comme le plus hardi



Mortier au combat de Diernstein.

et le plus heureux de ses lieutenants. Il lui confia une armée de quatre-vingt mille hommes et, pour prix de sa conquête, lui montra même la couronne de Portugal en perspective.

Masséna entre en campagne. Son début est marqué par un échec à Busaro. Voyant cependant Wellington se retirer devant lui, il s'obstine à marcher sur Lisbonne, arrive en vue des formidables lignes de Torres-Vedras qui couvraient la capitale, hésite à les attaquer, et cette hésitation fait manquer la campagne. Il resta là cinq mois durant, ravageant, dévastant le pays, et se vit ensuite forcé de battre en retraite après avoir perdu près de vingt mille hommes.

Il tomba dans la disgrâce de Napoléon.

Resté sans emploi en 1812 et 1813, il se rendit à Nice, cachant son dépit sous le prétexte de rétablir sa santé.

En 1814, on lui confia le commandement de la Provence, que menaçaient les armements de l'Angleterre dans la Méditerranée. Lors du retour des Bourbons, il fit arborer le drapeau blanc à Toulon, reconnaître Louis XVIII avec beaucoup de pompe, et son commandement lui fut conservé.

Il s'y trouvait encore lors du débarquement de Napoléon, et les troupes qu'il avait sous ses ordres semblèrent échelonnées exprès sur son passage pour servir de cortège au grand empereur.

Rien cependant ne prouva qu'il y eut connivence de sa part, et il ne fit arborer le drapeau tricolore que lorsqu'il flottait déjà sur toute la France.

Dans les Cent-Jours il resta étranger à tout service

militaire et se bornait à faire des vœux pour la France, lorsque, après la deuxième abdication de Napoléon il fut nommé par le gouvernement provisoire commandant général de la garde nationale de Paris.

Il s'attacha avant tout à maintenir l'ordre, et c'en fut assez pour s'attirer la haine de la réaction. Même après la première effervescence du moment, il fut dénoncé à la chambre des Députés par les habitants des Bouches-du-Rhône. « Signalez, disaient-ils, à la « haine de la France, au mépris de l'Europe, à l'hor-
« reur de la postérité le gouverneur de la huitième
« division militaire. Il est né hors du sol de la France
« et a prouvé qu'il n'était pas digne d'y avoir vu le
« jour. »

Poursuivi par de si lâches dénonciations, par les calomnies de tous ces nouveaux venus de l'étranger qu'offusquait son ancienne gloire, il se réfugia dans l'isolement et vécut dans la retraite. Dans son implacable acharnement contre tout ce qui était grand, le parti antinational voulut l'en retirer pour lui faire juger son ancien camarade le maréchal Ney. Masséna se refusa, alléguant la mésintelligence qui avait existé entre lui et le maréchal en Portugal. On n'en tint compte : il fut forcé de siéger comme juge, et comme les autres il eut la faiblesse de se prononcer pour l'incompétence du conseil de guerre.

Bientôt dénoncé de nouveau à son tour par ce parti de l'ancien régime, avide de venger sur ces débris des gloires nationales l'abandon où l'avaient, au 20 mars, laissé la nation et l'armée, il publia un mémoire où il fut réduit à se justifier.

Presque en même temps atteint d'une grave maladie physique, moralement malade déjà à la vue des désastres de la patrie deux fois sauvée par lui, des calamités dirigées contre les plus glorieux enfants de la France, de l'humiliation de la patrie, de la destruction de l'ancienne armée, du triomphe des étrangers, de la mort violente ou de l'exil de ses frères d'armes, de l'ingratitude de tant d'hommes protégés par l'Empereur, son mal s'accrut et bientôt on désespéra de le sauver. On le pressait d'aller chercher du repos et une vie tranquille sous un ciel moins dur : « J'ai bien le droit, dit-il tristement, de mourir dans cette chère France, et quoi qu'il arrive j'y mourrai. »

Il y mourut en effet, mais plus de chagrin que de maladie, le 4 avril 1817, à cinquante-neuf ans.

Ce fut le premier maréchal dont le convoi eut lieu à Paris depuis les jours de sinistre mémoire qu'on a appelés la Restauration. Son convoi réunit pour la première fois les débris dispersés de la vieille armée française. On en fit le sujet d'une manifestation publique. Tous ces braves que la police n'avait pu entièrement disperser se pressèrent autour de son cercueil.

Tous les uniformes de toutes armes de la République et de l'Empire, des vaillants guerriers accourus de vingt lieues à la ronde se trouvèrent représentés à ce convoi. L'émigration s'obstina à ne pas y paraître : elle se rendit justice ; qu'eût-elle fait parmi ces débris de gloire patriotique ? Elle eût été une anomalie,

Ainsi escorté, le convoi arriva au cimetière du Père-Lachaise, où le général Tiébaut prononça l'éloge de Masséna, qu'on peut voir dans le *Mercur* du 12 avril 1817.

Un obélisque de marbre blanc, sans autre inscription que ce nom : MASSÉNA, annonce aux générations nouvelles que là gît l'*Enfant chéri de la victoire*.

Voici le portrait qu'en a laissé Napoléon « Masséna « était d'un rare courage et d'une ténacité remarquable. « Son talent croissait par l'excès du péril. Vaincu, il « était toujours prêt à recommencer comme s'il eût « été vainqueur. C'était un homme très-supérieur, « qui, par un privilège tout particulier, possédait au « milieu du feu une des qualités les plus essentielles « à un général d'armée : l'équilibre moral qui sem- « blait lui naître au milieu du danger. »

MONCEY

(BON-ADRIEN-JEANNOT DE)

Duc de Conégliono, maréchal d'Empire, pair de France, grand-croix des ordres royaux de la Légion d'Honneur et de Saint-Louis,

Né à Besançon (Doubs), le 31 juillet 1754.

Le père du maréchal Moncey, qui était avocat au parlement de la Franche-Comté, le destinait au barreau et lui fit faire des études en conséquence. Mais le jeune Moncey était d'un caractère ardent, indocile, plus disposé à céder à ses inclinations qu'aux désirs paternels, et avant même d'avoir terminé ses études il s'engagea dans le régiment de Conti-Infanterie.

Sa famille, s'obstinant à lui faire suivre une autre carrière, lui acheta son congé après moins de six mois de service ; mais le jeune Moncey s'engagea de nouveau, l'année suivante, dans le régiment de Champagne.

D'une taille haute et remarquable, il y fut admis comme grenadier, et fit avec ce régiment, en 1773, la campagne dite des *Côtes de Bretagne*.

Cette fois, ce fut lui qui, après quelques injustices de la part de ses chefs, demanda à être racheté, sous prétexte de se livrer à l'étude du droit. Sa famille se hâta d'accéder à ce désir, lui racheta de nouveau son congé ; mais l'année suivante, Moncey se réengagea dans les gendarmes de la garde, et cette fois ce fut pour toujours.

Après quatre ans de service dans ce corps de gendarmerie, il fut fait sous-lieutenant de dragons dans la légion des volontaires de Nassau-Siegen en 1778, lieutenant en second en 1782, lieutenant en premier en 1785, et, en 1791, la Révolution, après l'avoir pris capitaine, l'éleva au grade de chef de bataillon en 1793, et au commandement de cette légion célèbre, le 5^e d'infanterie légère, connue sous la dénomination de *Chasseurs cantabres*.

Appelé à l'armée des Pyrénées-Orientales, et s'étant

fait distinguer à Saint-Jean-Pied-de-Port, à la prise de la montagne de Louis XIV, à la défense du camp d'Andaye et dans d'autres engagements, il passa successivement par les grades de maréchal de camp, général de brigade et général de division.

En cette qualité, en 1794, il commanda l'aile gauche de l'armée des Pyrénées, sous Muller, qu'il remplaça peu après.

Cette même année, ayant battu les Espagnols à Villa-Nova, il se rendit maître par cette victoire de toute la Navarre, à l'exception de Pampelune, obtint des succès importants à Castellane, à Villa-Real, à Mondragon, et signa à Saint-Sébastien un armistice que suivit le traité de Bâle.

Passé de là au commandement en chef de l'armée des côtes de Bretagne, par sa justice et sa modération il parvint à dissiper en partie les préventions de ces populations contre le gouvernement républicain, et à ralentir quelque peu la haine ardente que les émigrés et les nobles lui avaient inoculée contre ce gouvernement. Puis, en 1797, le Directoire l'ayant chargé du commandement de la 1^{re} division militaire (Bayonne), il resta éloigné du théâtre de la guerre, circonscrite alors en Italie et en Allemagne, et eut peu d'occasions de se faire remarquer.

Se trouvant à Paris au 18 brumaire, il seconda les projets de Bonaparte, qui le nomma au commandement de la 15^e division militaire, et lui confia peu après un corps de vingt mille hommes, avec lesquels il devait se lier à l'armée de réserve au moment où elle franchirait les Alpes pour se rendre en Italie et inaugurer le Consulat par la victoire de Marengo. Dans

cette mission, il ne put que rendre des services plus utiles que brillants, et son nom se trouva cité avec éloge dans le bulletin de la célèbre bataille qui ouvrit et ferma la campagne.

Après la signature de la paix de Lunéville, il fut chargé du commandement des départements de l'Oglio et de l'Adda, et fut nommé, en 1801, inspecteur général de la gendarmerie. C'était une création nouvelle, une sorte de second ministère de la police, ayant ses agents, ses espions, ses rapports particuliers, transmis sans intermédiaire au chef du gouvernement. Dans cette charge de confiance, il rendit de grands services au Premier Consul, montra un grand dévouement pour sa personne, et des faveurs signalées furent le prix de ces services et de ce dévouement. En 1804, lors de l'érection de l'Empire, il fut nommé maréchal d'Empire, chef de la 11^e cohorte de la Légion-d'Honneur, grand-officier de cette Légion, duc de Conegliano, et président du collège électoral du Doubs. Élu cette même année candidat au Sénat conservateur par le collège des Basses-Pyrénées, il fut nommé membre du Sénat, et peu après décoré de l'ordre d'Espagne de Charles III.

Passé en Espagne en 1808, il y eut divers engagements mêlés de succès et de revers, et y resta jusqu'en 1810, où Napoléon le rappela pour lui confier le commandement de l'armée de réserve du Nord.

En 1812 et 1813, remis à la direction de la gendarmerie avec des pouvoirs très-étendus, il ne fut pas appelé à prendre part aux grandes guerres de ces temps de désastre.

En 1814, nommé commandant général de la garde nationale de Paris, ce fut à lui qu'à son départ pour la campagne de France, Napoléon fit cette recommandation, qui, par suite de la complication des événements, devait devenir si inutile : « C'est à vous, lui dit-il, et au courage de la garde nationale, que je confie l'impératrice et le roi de Rome. »

Moncey fit tout ce qu'il était humainement possible de faire pour se rendre digne de ce dépôt. Le 31 mars, à la bataille de Paris, à la tête des plus braves, à Belleville, à Ménilmontant, à Clichy, il donna l'exemple du courage et de la fidélité. Mais mal secondé par les uns, trahi par les autres, il dut céder. La capitulation signée, il rallia aux Champs-Élysées les débris des troupes et les conduisit à Napoléon, à Fontainebleau.

Cela fait, il se crut sans doute quitte avec lui, adhéra comme tant d'autres à la déchéance prononcée par le Sénat, et, à la rentrée de Louis XVIII, fut nommé membre du conseil privé, pair de France, chevalier de Saint-Louis, et réintégré dans son inspection générale de la gendarmerie.

Lors du débarquement du Napoléon à Cannes, il adressa à la gendarmerie de France un ordre du jour, pour lui recommander de se souvenir du serment qu'elle avait prêté au roi. Elle s'en souvint comme lui s'était souvenu, une année auparavant, de celui qu'il avait prêté à Napoléon.

Malgré cette flexibilité de conscience, Napoléon cependant le comprit dans la liste des pairs impériaux, et cette circonstance, lors de la seconde Restauration, lui fit perdre son titre de pair, qu'il ne recouvra qu'en 1819.

En attendant, il eut une belle page dans sa vie. Comme le plus vieux des maréchaux, désigné par la Restauration pour présider la commission militaire chargée de juger le maréchal Ney, il refusa, et sa lettre au roi, à cette occasion, mérite de figurer parmi les

titres de gloire qui le recommandent aux générations futures.

La voici *in extenso*.

« Sire, placé dans la cruelle alternative de désobéir à Votre Majesté ou de manquer à ma conscience, je dois m'expliquer à Votre Majesté.

« Je n'entre pas dans la question de savoir si le maréchal Ney est coupable; votre justice et l'équité de ses juges en répondront devant la postérité, qui pèse dans la même balance les rois et les sujets. Ah! Sire, si ceux qui dirigent vos conseils ne voulaient que le bien de Votre Majesté, ils lui diraient que l'échafaud ne fit jamais des amis. Croient-ils donc que la mort soit si redoutable pour ceux qui la bravent si souvent?

« Sont-ce les Alliés qui exigent que la France immole ses citoyens les plus illustres? Mais, Sire, n'y a-t-il aucun danger pour votre personne et votre dynastie à leur accorder ce sacrifice? Et après avoir désarmé la France à ce point que, dans les deux tiers de votre royaume il ne reste pas un fusil de chasse, pas un seul homme sous les drapeaux, pas un canon attelé, vos alliés veulent-ils donc vous rendre odieux à vos sujets en faisant tomber les têtes de ceux dont ils ne peuvent prononcer le nom sans rap-peler leur humiliation?

« Qui, moi, j'irais prononcer sur le sort du maréchal Ney! Mais, Sire, permettez-moi de demander à Votre Majesté où étaient les accusateurs, tandis que Ney parcourait tant de champs de bataille? Ah! si la Russie et les Alliés ne peuvent pardonner au prince de la Moskowa, la France peut-elle donc oublier le héros de la Bérésina?

« C'est à la Bérésina, Sire, que Ney sauva les débris de l'armée. J'y avais des parents, des amis, des soldats enfin qui sont les soldats de leurs chefs, et j'enverrais à la mort celui à qui tant de Français doivent la vie, tant de familles leurs fils, leurs époux, leurs pères? Non, Sire, et s'il ne m'est pas permis de sauver mon pays et ma propre existence, je sauverai du moins l'honneur!

« S'il me reste un regret, c'est d'avoir trop vécu, puisque je survis à la gloire de ma patrie. Quel est ce je ne dis pas le maréchal, mais l'homme d'honneur qui ne sera pas forcé de regretter d'avoir trouvé la mort dans les champs de Waterloo? Ah! Sire, si le malheureux Ney eût fait là ce qu'il avait fait tant de fois ailleurs, peut-être ne serait-il pas traîné devant une commission militaire, peut-être ceux qui demandent aujourd'hui sa mort imploreraient sa protection!

« Excusez, Sire, la franchise d'un vieux soldat qui, toujours éloigné des intrigues, n'a jamais connu ce son métier et la patrie. Il a cru que la même voix qui a blâmé la guerre d'Espagne et de Russie, pouvait aussi parler le langage de la vérité au meilleur des rois. Je ne dissimule pas qu'après de tout autre monarque ma démarche serait dangereuse et qu'elle peut attirer la haine des courtisans; mais si en descendant dans la tombe je peux m'écrier avec un de vos illustres aïeux : *Tout est perdu fors l'honneur*, alors je mourrai content. »

En fouillant les annales des hontes et des lâchetés de cette époque, c'est avec reconnaissance et orgueil que l'on s'arrête devant cette page toute de courage et d'honneur; c'est le front découvert que la postérité doit prononcer le nom de Moncey! car il lui a légué dans cette lettre un des plus sublimes monuments que l'histoire du temps ait eus à enregistrer.

La Restauration n'était pas à la hauteur de tels sentiments, Moncey fut puni de son acte de courage. Suspendu de ses fonctions de maréchal, il expia pendant plusieurs mois au château de Ham sa noble résistance, et ne reentra en grâce que lorsque la Restauration, gorgée de sang, crut devoir s'arrêter dans sa voie réaction. Compris, en 1819, dans la *fournée* des soixante pairs introduits à la Chambre par suite de la proposition Barthélemy, il y vota avec la majorité, et, en 1823, lors de la guerre d'Espagne, il fut chargé du commandement du 4^e corps destiné à l'invasion de la Catalogne.

Malgré son âge avancé, il avait alors soixante-neuf ans, il fit cette campagne avec éclat, fut nommé au retour grand-croix de l'ordre de Saint-Louis et continua à jouir d'une faveur qui ne fit que s'accroître sous Charles X. En 1830 cependant, il se rallia sans

hésiter au gouvernement de Juillet, et, en 1834, après la mort du maréchal Jourdan, il fut nommé gouverneur des Invalides.

Le 15 décembre 1840, lors de la translation des cendres de Napoléon, malade, pouvant se mouvoir à peine et malgré un froid excessif, il voulut rendre un dernier hommage à celui qu'il avait longtemps servi avec zèle et loyauté; il se fit porter dans le chœur auprès du catafalque, vécut encore quelque temps et mourut à l'hôtel le 20 avril 1842, âgé de quatre-vingt-huit ans.

Ayant plus d'expérience que d'instruction, plus d'inspiration que de savoir, Moncey était un guerrier d'honneur et de courage, mais un chef de corps médiocre. Napoléon disait de lui que c'était un *honnête homme*, et, dans sa bouche, ce mot comportait une grande extension d'éloge.

MORTIER

(ÉDOUARD-ADOLPHE-CASIMIR-JOSEPH.)

Duc de Trévise, maréchal d'Empire, pair de France,

Né à Cambrai en 1768.

Son père, Charles Mortier, propriétaire et négociant, avait été, en 1789, nommé député aux États-Généraux par le tiers-état du Cambresis. Rentré dans ses foyers, lorsque l'Assemblée législative eut remplacé l'Assemblée constituante, il devint président de l'administration de son district. En 1793, les Autrichiens ayant envahi Cambrai, l'amènèrent comme otage en sa qualité de premier officier municipal et il resta dix mois prisonnier entre leurs mains.

Le jeune Mortier avait appris, par l'exemple de son père, à aimer la liberté, et comme lui avait embrassé avec ardeur la cause de la révolution. Le père l'avait servi de son vote, le fils voulut la servir de son bras, et dès 1791, à l'âge de vingt-trois ans, il était porté comme lieutenant dans le régiment des carabiniers.

Sans même avoir rejoint ce corps, il entra dans le 1^{er} bataillon des volontaires du Nord, et, lors de la formation de ce corps, il en fut créé capitaine.

Le 28 avril 1791, il fit ses premières armes à l'assaut de Quiévrain et eut un cheval tué sous lui. Il se trouva aux combats et batailles de Jemmapes, de Nerwinde, de Fallemberg, d'Hondschoot; au blocus de Maubeuge, il fut blessé d'un coup de mitraille, en s'emparant du village de Doullens, pris et repris trois fois dans la même journée, et fut du nombre des officiers à qui, dans son rapport sur les opérations de la campagne, Kléber appliquait cette phrase : « Avec de pareils chefs on se dispense de compter le nombre de ses ennemis. »

Mons, Bruxelles, Louvain, Fleurus, furent successivement témoins de sa valeur; il se trouva au passage de la Roër, aux sièges de Namur et de Maestricht, partagea les succès et les revers des armées d'Allemagne jusqu'au traité de Campo-Formio, où il refusa le grade de général de brigade pour le commandement du 23^e régiment de cavalerie.

Appelé à l'armée du Danube avec ce grade à l'ou-

verture de la campagne de 1799, et commandant les avant-postes de l'avant-garde, il eut de beaux succès à Liepzingen, en avant d'Offenbourg, et fut nommé général de division.

Employé presque immédiatement à l'armée d'Helvétie, sous Masséna, il se trouva à la bataille de Zurich, où, de concert avec le général Klein, il dirigea sur la rive gauche l'attaque de la ville.

Après la prise de Zurich, le général Korsakow défait, l'Autrichien Hotze mort, Masséna marchant sur Schwitz pour attaquer Suwarow dans le Muttenthal, et ayant chemin faisant rencontré le corps de Rosenberg qui formait à peu près la moitié de l'armée russe, résolut de l'attaquer avec la seule division Mortier et une brigade de la division Lecombe. L'attaque eut lieu. Par un feu nourri de son infanterie et de son artillerie, Mortier écrase les colonnes russes et rend inutiles tous les efforts que fait l'ennemi pour conserver sa position, dont il finit par se rendre maître.

Après cette affaire qui sauva la France de l'invasion, employé à la poursuite des Russes, il concourt à les chasser entièrement du territoire helvétique, et prend part à toutes les opérations militaires contre les Autrichiens, dans le pays des Grisons, le Voralberg et le Tyrol.

Après cela, il quittait l'armée d'Helvétie pour aller prendre le commandement de la 2^e division de l'armée du Danube, lorsqu'un arrêté du gouvernement l'appela au commandement des 15^e et 16^e divisions militaires, dont Paris était le chef-lieu.

Ce fut à cette époque que, voulant éterniser la manière brillante dont il s'était conduit, les habitants de Cambrai, où il était né, arrêtaient qu'un monument lui serait élevé. Il refusa cette récompense patriotique.

En 1803, après la rupture du traité d'Amiens, lors de la reprise des hostilités, Bonaparte confia à Mortier

le commandement d'un corps qui se trouvait en Hollande. La conquête du Hanovre fut la tâche difficile qu'il eut à remplir. Mortier surmonta les obstacles, vainquit les difficultés, et le succès le plus inespéré couronna cette entreprise. De retour à Paris, il fut nommé l'un des quatre commandants de la grande consulaire et spécialement de l'arme de l'artillerie.

Lors de l'érection de l'Empire, Napoléon le comprit dans la première promotion des maréchaux, le nomma chef de la 2^e cohorte de la Légion-d'Honneur, et peu après grand-officier de cet ordre.

En 1806, commandant un des corps de la grande armée d'Allemagne, il fait la campagne contre les Austro-Russes et comme partout y cueille sa grande part de gloire.

Après la prise d'Ulm, détaché avec son corps d'armée pour manœuvrer sur la rive gauche du Danube, il opérait sur le plateau près de Loiben, lorsque dans l'étroit défilé de Diernstein il tombe au milieu d'un corps de trente mille Russes. Des troupes débouchent de tous côtés : bientôt il se trouve à gauche avec un escarpement sans débouché, à droite le Danube sans pont, devant et derrière deux masses énormes d'ennemis l'enserrant peu à peu dans un lieu sans issue.

Forcé de se faire jour ou de se rendre : « Camarades, » dit-il à ses soldats, trente mille hommes nous environnent et nous ne sommes que quatre mille. M^s les Français ne comptent pas leurs ennemis ; nous leur passerons sur le ventre. Grenadiers du 100^e de ligne, vous aurez l'honneur de charger les premiers ; » vous, 4^e léger et 103^e de ligne, tenez ferme et sou- » venez-vous qu'il s'agit de sauver les aigles français. »

Les trois régiments répondent par leurs *vivat* à cette énergique harangue. Mortier fait tirer les six derniers boulets qui lui restaient dans les coffres des deux seules pièces que possédait la division et ordonne la charge. La colonne s'ébranle aux cris de : « Point de quartier, ce sont des Russes ! » Irrésistible, impétueuse, elle s'avance sans répondre à la fusillade, elle joint l'ennemi. La première section enfonce ses baïonnettes dans les flancs des files russes en déchargeant en même temps l'arme : chaque section en fait autant en ayant soin de se replier immédiatement par les côtés pour faire place à celle qui la suit.

Au bout de trois quarts d'heure de pression pendant lesquels les Français couvrant le terrain de Russes tués avaient à peine gagné deux cents pas, la tête de la colonne ennemie écrase son propre centre que contenait la queue ; le centre étouffé déborde, les rangs se renversent les uns sur les autres ; pour échapper à une mort certaine, tout se débande, tout fuit, le désordre est général ; les ombres de la nuit cachant le petit nombre d'ennemis ne font que l'accroître. Les Russes jettent leurs armes, se précipitent sur toutes les routes, et la confusion fut si grande que, pour éclairer leur retraite, les fuyards mirent le feu au village de Loiben où étaient cinq cents de leurs blessés. Leur perte, à la suite de ce trait d'audace de Mortier, fut de six mille hommes blessés ou tués, des drapeaux, des canons, des milliers de fusils.

Dégagé de cette périlleuse impasse, Mortier rencontre l'armée entière russe commandée par Kutusow. Il n'avait avec lui que les restes des quatre mille hommes du défilé de Diernstein : il s'élance en avant, atteint l'ennemi, le culbute, et ce combat, l'un des plus mémorables de la campagne, en fut aussi un des plus meurtriers.

En 1807, chargé du commandement d'une armée

contre les Suédois, il les défait à Anclam et conclut la suspension d'armes et l'armistice de Schalktow, par suite desquels les îles d'Usedom et de Wolin durent recevoir des garnisons françaises. L'année suivante, il prend une part brillante à la bataille de Friedland et est nommé duc de Trévise avec une dotation de 100,000 francs de rente sur les domaines de l'ancien électorat de Hanovre.

Vers ce même temps, employé à l'armée d'Espagne, il y commande le 5^e corps, concourt, en 1809, au siège de Saragosse et s'y distingue, soutient les autres corps d'armée dans le midi de l'Espagne et sur les frontières du Portugal, gagne, le 18 novembre, avec trente mille hommes contre soixante mille, la bataille d'Ocana, seconde les opérations du maréchal Soult contre Badajoz, est chargé du siège de Cadix, défait de nouveau les Espagnols à la bataille de Gébora, le 19 février 1811, et est rappelé d'Espagne lors de l'expédition de 1812 pour commander la jeune garde.

Lorsque l'armée française quitta Moscou, il fut nommé gouverneur du Kremlin, et fut chargé de le faire sauter : triste et terrible mission qui fut le grand coup de canon de détresse de l'immense naufrage qui allait assaillir la grande armée.

Poursuivi dans sa retraite par ces hordes renaissantes que vomissait la Russie contre les Français, il eut sa large part de ces grands désastres, et n'arriva à Francfort qu'après avoir laissé les trois quarts des siens sous les glaces de la Russie. Il y réorganisa la jeune garde, qu'il put encore commander, en 1813, à Lutten, Bautzen, Dresde, Vachau, Leipsick et Hanau.

En 1814, lors de la campagne de France, il déploya sur maints champs de bataille ses talents militaires, commanda en chef à la bataille de Paris, arrêta à la barrière de Clichy les coalisés, quand partout ailleurs on avait cédé, resta le dernier à dépecer les armes et n'adhéra à la suspension d'armes et à la capitulation de Paris qu'après avoir signé Marmont que lorsqu'il ne lui fut plus humainement possible de s'y refuser.

Après cela il concentra son corps d'armée au Plessis-les-Chenets, et le 8 avril, après la déchéance de Napoléon, il adressa son adhésion au gouvernement provisoire.

Peu après, envoyé à Lille en qualité de commissaire extraordinaire de la 16^e division militaire, il devint gouverneur de cette division et fut nommé chevalier de Saint-Louis et pair de France.

Lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, Louis XVIII lui destina le commandement d'une armée de réserve qu'il voulait former à Péronne ; mais le triomphe rapide de Napoléon ne lui en donna pas le temps.

Le 18 mars, lorsque le roi quitta Paris, Mortier le devança à Lille, et lors de son passage lui déclara qu'à la seule nouvelle de la prochaine arrivée du duc de Berry et de la maison du roi, la garnison avait menacé de se soulever et qu'il ne pouvait répondre de la contenir plus longtemps. Il l'engagea à sortir de Lille et l'escorta lui-même jusque hors des portes, afin d'imposer aux soldats par sa présence.

Dans les Cent-Jours Bonaparte l'ayant créé pair de France et inspecteur des frontières de l'Est et du Nord, lors de la seconde Restauration il perdit sa qualité de pair ; mais nommé en 1816 gouverneur de la 15^e division militaire et député du département du Nord, il fut promu à la pairie le 5 mars 1819, et vota toujours avec la majorité.

Peu apprécié de la nouvelle cour généralement peu sympathique aux gloires roturières de la République

et de l'Empire, il ne put se faire aux dégoûts dont on l'abreuva, et vécut retiré à la campagne jusqu'à la Révolution de 1830.

Il fit partie de la cour du nouveau roi, se montra fort assidu auprès de lui. Il l'accompagnait le 28 juillet 1835 à la revue générale de la garde nationale de Paris, lorsque, sur le boulevard du Temple, Fieschi, tirant sur le cortège royal une décharge de sa machine qui tua onze personnes et en blessa vingt-deux, Mor-

tier, qui se trouvait à côté du roi, fut au nombre des premières. Il expira sur-le-champ et fut inhumé avec pompe dans l'église des Invalides, ainsi que les autres victimes de cette triste journée.

La ville de Cambrai projeta de lui élever une statue en face de la maison où il était né; mais une ordonnance royale en ayant, en 1838, autorisé l'érection sur la grande place de cette ville, le premier projet fut abandonné et le second reçut son exécution.

MURAT

(JOACHIM)

Prince, grand-duc de Clèves et de Berg, puis roi de Naples, grand-amiral de France et maréchal d'Empire,

Né à La Bastide-Frontonnière (Lot), le 25 mars 1768.

Les parents de Murat étaient aubergistes.

Destiné à la prêtrise, il fit ses humanités à Cahors et fut ensuite à Toulouse pour y étudier le droit canon.

Doué d'inclinations militaires très prononcées, d'une vivacité de caractère peu commune, d'une audace singulière dans l'exercice de l'équitation, ses goûts ne s'accordaient en aucune manière avec l'état auquel le destinaient ses parents. Aussi ayant vu passer un jour à Toulouse le régiment des chasseurs des Ardennes, la beauté de l'uniforme le tenta, il s'enflamme, s'exalte et s'engage.

Peu après il était maréchal-des-logis.

Ayant pris part à un acte d'insubordination, il obtint son congé, retourna dans ses foyers, et s'y trouvait encore lorsque la Révolution éclata.

Enthousiasmé par les nouveaux principes jusqu'à l'exaltation, il s'offrit pour servir comme cavalier dans la garde constitutionnelle de Louis XVI. Ce corps, lors de sa formation, devait se composer d'un certain nombre de citoyens actifs pris dans chaque département. Murat ne fut d'abord admis et n'y entra plus tard avec Bessières qui, comme lui, devait devenir maréchal d'Empire, que par la protection de J.-B. Cavaignac, député du Lot.

En 1791, ce corps fut supprimé : la guerre éclata ; Murat entra dans le 21^e chasseurs à cheval et fut nommé sous-lieutenant peu après.

Employé en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Orientales, il s'y distingua en maintes occasions, s'y fit remarquer comme un excellent officier de cavalerie, fut nommé aide-de-camp du général d'Hurr, passa successivement chef d'escadron et colonel du 21^e régiment de chasseurs. En 1796, se trouvant à l'armée d'Italie avec le grade de général de brigade, Bonaparte, lorsqu'il prit le commandement de cette armée, le choisit pour un de ses aides-de-camp.

Ce fut le commencement de sa prodigieuse fortune.

Pendant toute la campagne il se fit distinguer comme l'un des généraux les plus hardis et les plus valeureux de l'armée. Dego, Ceva, Mondovi, furent successivement témoins de ses exploits. Au siège de Mantoue, au passage du Tarvis, aux combats de Roveredo et de Saint Georges où il fut blessé, au passage du Tagliamento, au combat de Gradisca, il se conduisit si vaillamment que Bonaparte le désigna pour l'un des généraux qui devaient l'accompagner en Égypte.

lammement que Bonaparte le désigna pour l'un des généraux qui devaient l'accompagner en Égypte.

Déployant sous le ciel d'Orient cette bouillante valeur qu'il avait déployée sous le ciel de l'Italie, il fut grièvement blessé à la bataille des Pyramides, où il gagna le grade de général de division.

Il fit la campagne de Syrie, s'y distingua comme partout, et contribua puissamment à la victoire du Mont-Thabor. Ayant rejoint Bonaparte aux Pyramides du Gisch pour repousser la flotte anglo-turque débarquée à Aboukir, il eut le commandement de l'avant-garde qui se composait de la cavalerie, de trois bataillons d'infanterie et de deux pièces d'artillerie légère. Par un mouvement d'une téméraire audace, s'étant jeté avec la cavalerie entre le village et le fort d'Aboukir, il coupa toute retraite au commandant en chef Mustapha-Pacha, s'empara du camp turc et pénétra jusqu'à la tente de Mustapha. Celui-ci s'avance rapidement, lui tire presque à bout portant un coup de pistolet dont la balle porte au-dessus de la mâchoire inférieure : Murat riposte et d'un coup de sabre lui abat deux doigts de la main droite, le fait prisonnier et l'envoie au quartier général.

En rendant compte de cette bataille, Bonaparte, dans son bulletin, disait de la cavalerie de Murat : « Elle a fait l'impossible. » Du reste, Murat, en Égypte s'acquit une réputation si grande que le célèbre Mourad-Bey s'enorgueillissait de porter le même nom que lui.

Il fut un de ceux que Bonaparte ramena à son retour d'Égypte. Admis dans la confiance de ses projets au 18 brumaire, il lui rendit les services les plus signalés, et ce fut lui qui, à la tête de soixante grenadiers, entra dans le Conseil des Cinq-Cents pour le dissoudre.

Bonaparte reconnut ce service par la main d'une de ses sœurs, Caroline, et par le commandement de la garde consulaire.

En 1800, à la bataille de Marengo, il eut le commandement de toute la cavalerie, et se conduisit si vaillamment qu'il obtint un sabre d'honneur.

En 1801, commandant en chef une expédition contre Naples, il détermina, par sa seule approche, les Napolitains à évacuer les États-Romains et signa peu après l'armistice de Foligno qui donna le temps

aux plénipotentiaires d'arrêter les conditions d'un traité définitif.

De retour à Paris, après la signature des préliminaires, il en fut nommé commandant-gouverneur avec le rang de général en chef, et fut compris, lors de l'érection de l'Empire, dans la première promotion des maréchaux. Neuf mois après, le 1^{er} février 1805, il fut élevé au rang de prince et nommé grand-amiral de France et grand-aigle de la Légion-d'Honneur.

Dans la campagne de cette même année contre l'Autriche, nommé au commandement général de la cavalerie de la grande armée, il concourut à la capitulation d'Ulm, à la victoire d'Austerlitz, conserva le même commandement dans les campagnes contre la Prusse, et Léna, Eylau, Friedland furent témoins de sa rare intrépidité, des prodiges de sa valeur.

Dans l'intervalle, il avait été nommé grand-duc de Clèves et de Berg. Cet acte, qui révélait les vues de Napoléon sur l'Allemagne, qui décelait ses projets contre l'empire germanique, étonna l'Europe. Murat s'attacha d'abord à les seconder, à se concilier l'affection de ses sujets, soit par une administration douce et paternelle, soit par son respect pour les mœurs et les usages allemands, soit enfin en n'admettant des changements qu'avec prudence et en s'appoyant à l'introduction des monopoles qui pesaient ailleurs, tels que les droits réunis, les droits sur l'enregistrement, sur le tabac, sur le sel. Par cette politique à la fois sage et réservée, il était parvenu à se faire regretter dans sa principauté, lorsqu'un de ces événements merveilleux, si communs à cette époque de merveilles, vint changer sa couronne ducal contre une couronne royale.

La malheureuse affaire d'Espagne fut un des jalons de cette étonnante fortune.

En effet, en 1808, nommé général en chef de l'armée d'Espagne, il avait secondé de tout son pouvoir les projets de Napoléon. Puis, lorsque les événements eurent mis les princes de la famille royale d'Espagne au pouvoir de ce dernier, lorsque le roi Charles IV et le roi Ferdinand eurent abdiqué entre ses mains : lorsque enfin Joseph Bonaparte fut nommé roi d'Espagne, Murat passa sur le trône de Naples qu'occupait Joseph.

Le 1^{er} août 1808 il fut proclamé roi de Naples et des Deux-Siciles, sous le nom de Joachim Napoléon.

Murat fut accueilli par les populations avec cet enthousiasme qu'elles prodiguent à tout nouveau maître. Les premiers actes de son règne semblèrent le motiver. Il convoqua les conseils des provinces pour connaître les besoins des localités ; il retrancha des dépenses, distribua des secours aux militaires en retraite, et mit un terme aux rigueurs de la police. Par l'institution du régime hypothécaire, il rendit plus faciles les fraudes sur les patrimoines ; il mit l'autorité civile en possession des registres des naissances, des décès et des mariages ; il nomma un corps d'ingénieurs des ponts et chaussées, de magistrature royale ; la préfecture de police devint une magistrature civile. Il organisa sur une plus grande échelle l'armée et les milices ; il régla l'administration des communes ; il ordonna le défrichement des forêts, et beaucoup de terres, jusqu'alors improductives, furent mises en culture ; il s'occupa de l'instruction publique avec un zèle et une sollicitude qui lui assurent la gloire d'avoir répandu dans ce pays les bienfaits de l'instruction. Il fut défendu aux évêques de publier des édits ou des mandements sans la permission du roi. Tous les ordres monastiques possédant des biens furent licenciés ; il procéda à la répartition des biens féodaux entre les citoyens, et renversa ainsi pour tou-

jours, non-seulement en théorie, mais encore en application, l'immense colosse de la féodalité dont il ne resta plus la moindre trace. En un mot, son règne ne devait pas être stérile pour la population.

Ces mesures ou d'autres ne rentraient pas toutes dans le système de Napoléon, qui, en créant des rois, n'entendait créer que des grands-vassaux : de là, entre les deux beaux-frères des récriminations mutuelles qui aboutirent à une véritable mésintelligence. Murat, avec son caractère libre et aventureux, se gendarmait contre la domination impériale de Napoléon. Des tentatives sérieuses d'émancipation eurent lieu de sa part, et Napoléon, choqué de quelques mesures trop hardies, lui fit sentir sa dépendance en lui rappelant, par un décret, qu'il n'était monté sur le trône de Naples que par l'assistance des Français.

Par les soins de la reine Caroline, un rapprochement eut lieu entre les deux beaux-frères.

Les germes de division existaient cependant encore lorsque eut lieu la campagne de Russie en 1812. Murat y commandait la cavalerie, et, pendant la marche en avant comme pendant la retraite, il s'était conduit de manière que, dans un bulletin de l'armée, Napoléon avait dit : — « Dans toute la campagne de Russie, le « roi de Naples s'est montré digne du grade suprême « de roi. » Mais bientôt le froid était devenu si âpre, qu'en deux nuits il avait péri trente mille chevaux ; la cavalerie avait disparu. L'armée arrivée ainsi de désastre en désastre au bord du Niémen, Napoléon en laissa le commandement au roi de Naples, pour se rendre à Paris. La retraite et la guerre continuèrent ; mais l'hiver touchait à sa fin, l'armée était parvenue au-delà de l'Oder, et la cessation des poursuites des Russes avait mis fin à la partie la plus désastreuse de la campagne. Ce fut alors que Murat, déposant le commandement en chef entre les mains du vice-roi d'Italie, retourna promptement à Naples.

Ce départ, que rien ne motivait, a été cruellement reproché à Murat, et avec raison. Sur l'Oder, Murat n'était pas roi, il n'était que capitaine : il était citoyen français et non pas citoyen napolitain. Là se trouvaient au milieu des périls ces bataillons auxquels il devait sa gloire et son trône ; puis son royaume était en repos, et la reine, à qui il en avait confié la régence, s'en acquittait d'une manière aussi noble que digne.

En apprenant le départ de Murat, Napoléon le fit non-seulement annoncer dans *le Moniteur*, en y ajoutant des paroles sévères, mais encore il écrivit à sa sœur Caroline une lettre où, se répandant en invectives contre Murat, il le déclarait traître, ingrat, inepte en politique, et méritant un châtimement public et sévère pour ses machinations.

En effet, à cette époque, voyant le déclin de Napoléon, Murat avait commencé à tergiverser dans sa politique et à se rapprocher des ennemis de la France. Il répondit à Napoléon une lettre, inspiration du dépit et de la colère qui, loin d'amener un rapprochement, n'amena qu'une rupture.

En 1813, cependant, Murat combattit encore pour la France. Pendant toute la campagne il déploya encore autant de valeur que de zèle ; mais, lorsque à la fin de 1813 la retraite de l'armée française fut devenue sans danger et sans obstacle, Murat prit congé de Napoléon au milieu d'embrassements tout fraternels qui devaient être leurs derniers adieux. Arrivé à Naples, il se livra tout entier à la fatalité qui l'entraînait. Victime des combinaisons machiavéliques de l'Europe, qui, en lui promettant la conservation de son trône, voulait l'annuler pendant la croisade de 1814, quitta



Murat au combat d'Aboukir.

à le déposséder après, il signa le 11 janvier 1814 un alliance avec l'Autriche, et le 26 du même mois un armistice avec l'Angleterre.

En signant ces deux traités Murat signait sa chute; et certes sa position était si nette et si franchement dessinée, qu'on a peine à comprendre son aveuglement. En effet, la Révolution française s'était arrêtée aux mains de Napoléon; l'Empire avait fondé en Europe d'autres États à son image, et de cet ensemble était née une civilisation nouvelle. Aussi Révolution française, Empire de Napoléon, rois nouveaux, civilisation nouvelle, se présentaient sous le même aspect à l'esprit des anciens rois. La source de tout cela était dans un principe qu'il fallait abattre, si l'on n'en voulait être abattu : tout dès lors tendait vers ce but. Entre l'ancien régime et le nouveau la lutte était ouverte, et la victoire ne pouvait plus profiter exclusivement à un seul État ou à un seul peuple. Si le nouveau régime triomphait, toutes les sociétés européennes étaient appelées avant vingt ans à avoir pour base la civilisation française; si c'était l'ancien, il y avait un point d'arrêt pour les sociétés et une odieuse réaction contre les États nouveaux.

De ces vérités palpables découlaient d'autres conséquences. Un roi nouveau ne devait pas espérer de se maintenir sur le trône si l'Empire français était renversé, ni un peuple conserver ses institutions nouvelles sous un roi de l'ancien régime. Aussi, dangers et intérêts, tout était commun à Napoléon, à Murat, à la France, au peuple napolitain. Mourir ou vivre ensemble, telle était leur destinée; car ce n'était pas à la

France que les rois ligüés faisaient la guerre, mais à Napoléon, à cette comète révolutionnaire qui, par son éclat, faisait pâlir toutes ces vieilles étoiles légitimes dont le temps avait obscurci la lueur.

Nous ne suivrons pas Murat dans la carrière peu glorieuse que cette alliance ouvrit devant lui. Roi nouveau, né d'une tourmente révolutionnaire, il crut pouvoir racheter les vices de son origine en laissant battre en brèche le principe qui l'avait fait grand; ce principe abattu, on lui contesta son droit. Dans les Cent-Jours, ce principe se relève avec Napoléon débarqué à l'île d'Elbe. Murat, qui sait alors par expérience ce qu'il peut attendre des rois légitimes, se déclare pour Napoléon; mais Napoléon est une deuxième fois abattu, et cette fois Murat est entraîné dans sa chute.

La part du roi de Naples dans les désastres de la France peut se réduire à ces quelques mots : en 1814, en rentrant dans sa neutralité hostile, il paralysa l'armée du prince Eugène en Italie, et l'Europe, dans son invasion de la France, put mettre cent mille hommes de plus dans la balance. En 1815, en envahissant l'Italie pour seconder Napoléon, il détermina l'indécision de l'Autriche qui, croyant qu'il avait agi par les ordres de Napoléon, adhéra complètement à la coalition. Ainsi Murat, deux fois en proie aux plus étranges vertiges, fut une des causes des malheurs de Napoléon : en 1814, en se déclarant contre lui; en 1815, en se déclarant pour lui.

Le 29 mai 1815, Murat sortit de Naples sans appareil, sans luxe, pour ne plus y rentrer. Ce jour même, Napoléon à Paris abdiquait pour la deuxième fois.



Ney à la campagne de Russie.

Peu après son départ de Naples, Murat était arrivé en France, l'esprit agité par mille pensées, par mille souvenirs qui avaient abattu la fierté de son caractère. A la suite des Bourbons rentrés de nouveau, les fureurs de l'esprit de parti ensanglantèrent alors Toulon, Nîmes, Marseille; Murat écrivit à Louis XVIII, lui demandant un passeport pour l'Angleterre, où il promettait de vivre en simple particulier. Il n'obtint pas de réponse. Traqué par les bourreaux royaux de Toulon, obligé de se cacher pour se dérober à la mort, il eut un moment l'idée, dans son désespoir, de se rendre à Paris et d'y mettre son sort à la décision des souverains alliés. Voulant éviter la route par terre, encoresouillée du sang du maréchal Brune, il nolisait un petit navire pour le Havre. Une tempête le jeta en Corse, que déchiraient alors trois partis : les royalistes, les bonapartistes, les indépendants. Ces deux derniers l'accueillirent avec enthousiasme, fondèrent sur lui l'espoir d'une révolution et lui rendirent un moment les illusions de la dignité royale. Cet accueil fut sa perte. « Si des peuples qui ne me connaissent que de nom s'arment ainsi pour moi, se dit-il, que ne feront pas les Napolitains? »

Sous le coup de cette illusion, il forma le projet de débarquer à Salerne, où se trouvaient réunis trois mille hommes de son armée. Il crut que, marchant de là sur Naples, son armée se grossirait de ses partisans et de ses anciens soldats, que la renommée de ses succès suffirait pour désorganiser le gouvernement et forcer le vieux roi à reprendre une fois encore la route de Sicile. Il rassembla deux cent cinquante hommes

déterminés, et dans la nuit du 28 septembre il s'embarqua avec eux sur six petites barques pour la conquête de son royaume. Les six premiers jours de navigation furent heureux; mais une tempête, qui dura trois jours, dispersa la petite flotte, et le 8 octobre Murat débarqua sur la plage du Pizzo, n'ayant avec lui que vingt-huit soldats.

C'était un jour de fête; les milices urbaines étaient rangées sur la place, où elles faisaient l'exercice. Murat arrive avec les siens, enseignes déployées, aux cris de : *Vive le roi Murat!* La population reste muette. La froideur de cet accueil ne déconcerte pas Murat; il hâte sa marche vers Monteleone, capitale de la province qu'il croyait trouver amie. Mais il y avait au Pizzo un capitaine, nommé Trenta Capilli, dévoué à la maison de Bourbon; il rassemble les hommes de son parti, se met à la poursuite de Murat et harcèle la petite troupe de coups de fusil. Bientôt des gens armés courent la campagne et lui barrent le chemin. Il ne reste à Murat que quinze hommes : il s'élance avec eux du côté de la mer où devait se trouver le navire qui l'avait amené. Mais le navire était commandé par un de ces misérables que les grandes infortunes trouvent toujours sur leur route : il se nommait Barbara. A la vue de Murat poursuivi, ce traître, qu'il avait tiré de la misère, que pendant son règne il avait nommé capitaine de frégate avec les titres successifs de chevalier et de baron, gagne le large pour rester en possession des richesses considérables que contenait le navire. Murat essaye de pousser à la mer une petite barque laissée sur la plage; mais survient alors Trenta Capilli avec les

hommes armés qui l'avaient suivi. Ils entourèrent Murat, se saisirent de lui, lui arrachent les bijoux qu'il portait, l'accablèrent d'outrages et de mauvais traitements : ce fut le moment le plus cruel de sa vie. Au milieu des plus lâches insultes, il fut incarcéré dans le petit château du Pizzo.

En apprenant les nouvelles du Pizzo, le roi et ses ministres restèrent un instant muets de surprise, tremblants au souvenir seul des dangers qu'ils venaient de courir. Mais bientôt de vieilles haines se ranimèrent ; le désir de la vengeance perça, des pensées atroces se firent jour, les férociétés de 1799 furent invoquées comme un précédent à suivre contre Murat d'abord, contre ses partisans ensuite. On fit transmettre par le télégraphe l'ordre de faire juger Murat comme un ennemi public par un tribunal militaire.

Dans la nuit du 12 octobre l'ordre fatal arriva au Pizzo. Pendant que dans une salle du château Murat dormait du dernier sommeil de la vie, dans une autre étaient réunis sept juges, sept bourreaux désignés par la cour, et dont l'histoire, à titre de flétrissure, doit mentionner les noms : c'était Joseph Fassalo, adjudant-général, président ; juges : Raphaël Scalfaro, chef de la légion de la Calabre ultérieure ; Litterio Natali, lieutenant-colonel de la marine de Naples ; Janvier Lanzetta, colonel-lieutenant du génie ; Mathieu Cancelli, François Devouze, Paul Martellari, lieutenant d'artillerie ; François Frayo, rapporteur, et Jean La Cancera procureur général au tribunal criminel de la Calabre.

Informé par le général Nunzianta que cette commission était assemblée, Murat se vit perdu et demanda à écrire à sa femme : on le lui permit.

« Ma chère Caroline, lui écrit-il, ma dernière heure est arrivée ; dans quelques instants j'aurai cessé de vivre, dans quelques instants tu n'auras plus d'époux. Je meurs sans que ma vie ait été tachée d'aucune injustice. Adieu, mon Achille ! adieu, ma Lætitia ! adieu, mon Lucien ! Montrez-vous au monde dignes de moi. Je vous laisse sans royaume et sans biens au milieu de mes nombreux ennemis... Soyez constamment unis : montrez-vous supérieurs à l'infortune ; pensez à ce que vous êtes, à ce que vous avez été et Dieu vous bénira. Ne maudissez point ma mémoire : sachez que ma plus grande peine, dans les derniers moments de ma vie, est de mourir loin de mes enfants. Recevez la bénédiction paternelle ; recevez mes embrassements et mes larmes : ayez toujours présent à votre mémoire votre malheureux père. »

JOACHIM. »

A peine achevait-il sa lettre, que le défenseur que ses bourreaux lui avaient nommé vint lui annoncer le douloureux office dont on l'avait chargé auprès de ses juges. — « Ils ne sont pas mes juges, reprit Murat en l'interrompant, ils sont mes bourreaux ! Comme il

« n'est pas question de me juger, mais de me condamner, vous ne parlerez pas pour ma défense, je ne le veux pas. »

Au défenseur, qui se retira tristement, succéda le juge chargé de l'instruction, qui, selon l'usage, vint lui demander son nom. — « Je suis Joachim Murat, roi des Deux-Siciles et le vôtre. Avant que je pusse m'abaisser jusqu'à reconnaître des juges dans ceux qu'on a choisis, il faudrait arracher quelques pages de l'histoire de l'Europe. Sortez, délivrez-moi de votre présence. »

Peu après, le tribunal militaire rendit son arrêt, déclarant, « que replacé par la fortune des armes dans la condition de simple particulier où il était né, Joachim Murat avait formé, avec vingt-huit de ses complices, le projet de bouleverser le royaume en excitant le peuple à la révolte : qu'à ces causes, ennemi public, il était condamné à mort. »

Murat écouta la lecture de la sentence avec un froid dédain. Il ne prononça pas un seul mot. Conduit immédiatement dans une petite cour du château, il y trouva une compagnie de soldats en ligne sur deux rangs. Il ne voulut pas se laisser bander les yeux et, présentant sa poitrine aux coups, il dit aux soldats : « Tirez au cœur. »

A peine avait-il dit ces mots qu'il tomba mort.

Murat fut sincèrement regretté par les Napolitains : les uns le pleurèrent ; les autres, trompant leur douleur par une vaine illusion, refusèrent de croire à l'infamie de cet assassinat et se persuadèrent que les événements du Pizzo étaient un mensonge de la cour. Ceux-là donnaient l'atroce cour de Naples d'un mérite qu'elle n'avait jamais eu, celui de reculer devant un acte infâme.

Telle fut la mort de Murat. Son mérite fut purement militaire ; mais il porta ce mérite au plus haut degré. Valeureux jusqu'à une incroyable témérité : d'une beauté fantastique sous les armes, se parant dans les jours de combat comme les anciens preux, on eût dit un de ces brillants paladins échappé à la nuit du moyen-âge et jeté par quelque basard au milieu des guerres de la République et de l'Empire. Pour compléter la ressemblance avec eux, il lui manquait un trône comme apanage de vaillant chevalier ; le conquérant dont il avait épousé la sœur l'en dota.

De son mariage avec Caroline Bonaparte naquirent quatre enfants :

Napoléon-Achille-Charles-Louis, prince des Deux-Siciles, né le 21 janvier 1802, mort le 15 avril 1837 ;

Lætitia-Joséphine, née le 25 avril 1802, mariée au comte *Pepoli*, à Bologne.

Lucien-Charles-Joseph-François-Napoléon, né le 16 mars 1803, élu en 1848 par le département du Lot représentant du peuple à l'Assemblée nationale ;

Louise-Julie-Caroline, née le 22 mars 1803, mariée au comte *Raspòni*, à Ravenne.

NEY

(MICHEL)

Duc d'Elkingen, prince de la Moskowa, maréchal d'Empire,

Né à Sarrelouis, le 10 janvier 1769.



Le père du maréchal Ney, simple artisan, lui fit donner, malgré son peu de fortune, une assez bonne éducation. A treize ans, le jeune Ney était clerc de notaire. Cette carrière étant peu de son goût, il s'engagea à dix-sept ans (13 février 1787) dans un régiment de hussards. La Révolution éclata, et Ney qui, comme toutes les autres illustrations militaires de la République et de l'Empire, serait toujours, sous l'ancien régime, resté, malgré sa bravoure et ses talents, dans les grades inférieurs, se trouva officier dès les premières attaques des rois coalisés contre la France révolutionnaire.

Ayant servi en cette qualité sous les généraux Lamark et Collaud, il obtint le grade de capitaine.

Passé sous les ordres du général Kléber, qui lui confia le commandement de cinq cents hommes d'élite, il conduisit si bien, à la tête de cette petite troupe, les tentatives les plus hardies, il causa tant de pertes à l'ennemi, il étonna tellement les plus braves par son sang-froid, son intrépidité, son activité, qu'on le surnomma l'*Infatigable*.

Promu au grade d'ajutant-général, il s'empara en 1796 de Wurtzbourg par un hardi coup de main, combattit avec une rare valeur sous les murs de Forsheim, força le passage de la Reydnitz et gagna à ce trait de téméraire audace le grade de général de brigade, qui lui fut conféré sur le champ bataille.

Passé en cette qualité sous les ordres du général Hoche, à l'affaire de Neuwied, il charge victorieusement à la tête d'un corps de hussards; à celle de Grissen, ayant son cheval tué sous lui, son épée brisée, entouré d'ennemis, il ne cessa de combattre avec le tronçon d'arme qui lui resta à la main; enfin, blessé, accablé par le nombre, il tombe au pouvoir des coalisés, et l'armée tout entière témoin de tant de valeur demande et obtient son échange contre des prisonniers ennemis.

Attaché peu après au corps d'armée de Bernadotte, il s'introduit furtivement dans Manheim à la tête de cent cinquante hommes, oblige la ville à capituler, est nommé général de division à la suite de cette action d'éclat, passe en cette qualité aux ordres du général Lecourbe, prend part à divers combats, et déployant dans tous cette vigueur d'attaque, cette infatigable ardeur qui devaient être les traits distinctifs de sa carrière militaire, il organisa une guerre d'avant-postes que l'ennemi qualifia de *désespérante*, tant elle lui causa de pertes.

Ce courage froid, cette intrépidité rare, cette vigueur militaire de Ney en faisaient un précieux auxiliaire. Bonaparte, commandant en chef l'armée d'Italie, se l'attacha.

Cette mémorable campagne, on le sait, donna de la gloire à tous ceux qui y prirent part. Ney s'y montra digne de ses brillants débuts; il y gagna l'admiration de l'armée et l'amitié du général en chef.

De retour en France après la campagne d'Italie et celle d'Egypte, Bonaparte, premier consul, voulut

resserrer les liens d'une amitié formée sous les auspices d'une gloire mutuelle et projeta de le marier avec mademoiselle Auguié, qu'une étroite affection unissait à sa belle-fille Hortense de Beauharnais. Ce mariage fut conclu en thermidor an X, et Ney reçut de Bonaparte, en cadeau de noces, un magnifique sabre égyptien qui, par une fatalité étrange, devait, treize ans après, devenir une des causes de sa perte.

A l'avènement de Napoléon au trône impérial, Ney fut le douzième des quatorze maréchaux d'empire de la première promotion.

En 1805, parti du camp de Boulogne à la tête du sixième corps, il franchit le Rhin près de Durlach, s'empare en moins de sept jours de tous les débouchés du Danube, culbute les Autrichiens en diverses rencontres et, le 14 octobre à Elkingen, ajoute un des plus beaux fleurons à sa couronne militaire.

Ce village d'Elkingen, bâti en amphithéâtre sur le flanc d'une colline au bord du Danube, était entouré de jardins clos de fortes murailles formant des terrasses superposées comme les mamelons d'une montagne. Sur la hauteur et dominant le tout, était le vaste couvent crénelé où s'étaient retranchés les Autrichiens. Il tombait une pluie battante. Le Danube était débordé. Pour arriver là, il fallait traverser un pont à demi-brûlé, qui paraissait sous le moindre effort devoir s'abîmer dans le fleuve, et que défendaient seize mille hommes et quarante pièces de canon. A la tête de sa division, Ney arrive en grande tenue de maréchal et tente de forcer le passage. Un combat acharné s'engage. Le pont est forcé: les Autrichiens sont rejetés dans leurs retranchements. Ney s'y précipite après eux. Sous une grêle de balles et de mitraille il gravit les mamelons d'Elkingen, arrive jusque sous les murs du couvent qu'il investit, y pénètre, en chasse l'ennemi, y est investi à son tour par des forces quadruples des siennes, leur tient tête près d'une demi-journée et, à la vue des généraux Colbert et Bourcai, accourus pour le dégager, fait une sortie et rejette sur Ulm tout le corps de l'armée autrichienne, après lui avoir fait plusieurs milliers de prisonniers. Ce magnifique fait d'armes lui valut le titre de duc d'Elkingen.

Dans les campagnes suivantes, Ney s'empare du Tyrol, prend part aux victoires d'Iéna et de Friedland et y mérita de la part de l'armée le surnom de *Brave des braves*, que lui confirma Napoléon sur le champ de bataille.

Envoyé à l'armée d'Espagne, il y fut ce qu'il avait été partout, en Italie et en Allemagne. Il y resta jusqu'en 1812, où la désastreuse campagne de Russie devait lui fournir la plus belle page de sa carrière. Liady, Smolensk, Valoutina, la Moskowa, qui ajouta un titre à ses titres, furent témoins de ses valeureux efforts. Mais ce fut surtout pendant la retraite qu'il fut grand, qu'il déploya une énergie réellement surhumaine.

A ce moment de si grands revers, Napoléon lui

avait confié le commandement de l'arrière-garde : c'était le poste le plus dangereux. Il fallait contenir les troupes russes qui, enhardies par le mouvement de retraite de cette armée si souvent victorieuse, par la coalition des éléments contre elle, ne cessaient de la harceler dans sa marche avec une ardeur sauvage. Le salut de l'armée reposait dès lors sur lui. Ney se montra à la hauteur d'une telle responsabilité : il fut littéralement sublime d'activité, de dévouement, de courage. Après de longues heures d'incessantes luttes, il se trouva un jour séparé du corps d'armée. Enveloppé par trois armées russes, il lui restait trois mille hommes épuisés de faim, de froid, de fatigue. Il ne pouvait se dégager qu'en passant sur le ventre à des troupes vingt fois supérieures en nombre ; la Russie semblait devoir se refermer sur lui ; Napoléon, l'armée le croyaient perdu. Dans cette situation désespérée, Ney ose tenter une voie de salut. Il attaque l'ennemi, le repousse, le tient en haleine pendant tout un jour ; la nuit venue, il se dérobe et ramène au corps d'armée un noyau de braves qui, quelques jours plus tard, au passage de la Bérésina, devait occuper assez l'ennemi pour donner à une partie de l'armée le temps de s'écouler sur l'autre rive et d'échapper au fer des Russes et à la bise glacée du ciel.

Tout admirable que fut l'indomptable bravoure de Ney pendant cette fatale retraite, sa sollicitude pour les malheureux soldats le fut plus encore. Au milieu des scènes de mort, de désespoir et de douleur, il sembla se multiplier, encourageant l'un, stimulant l'autre, rappelant à tous leur passé et leur montrant, au bout de cette vie de fatigues et de dangers, la France, objet ardent des vœux de tous. Mais que pouvaient des mots contre un froid si intense, contre des privations si cruelles, contre un acharnement si impitoyable des hommes et des éléments ? Les malheureux soldats lui souriaient, lui tendaient la main, tombaient et ne se relevaient plus.

La conduite de Ney pendant cette terrible retraite ne fut pas un élan passager de dévouement sublime, de bravoure incroyable ; il dura quarante jours et quarante nuits. Pendant tout ce temps, Ney, un fusil ou l'épée à la main, général et soldat à la fois, harcelé par d'innombrables troupes toujours battues et toujours revenant à la charge, au milieu des plus terribles épreuves dont un ciel inclement ait jamais affligé une armée, Ney, disons-nous, resta toujours le dernier à combattre, et plus de cent fois exposa sa vie pour sauver celle de quelques Français de plus.

Au retour de cette campagne, Napoléon se montrait si frappé de la force d'âme qu'il disait avoir été déployée par Ney, qu'il le nomma prince de la Moskowa, et qu'il répéta alors à plusieurs reprises : « J'ai deux cents millions dans mes caves : je les donnerais pour Ney. »

Un si noble soldat méritait les haines implacables des ennemis de la gloire de la France : elles ne lui faillirent pas.

En 1813 et 1814, on le retrouve au premier rang des défenseurs du pays menacé. Mais l'étoile de l'Empire avait pâli. Napoléon tomba. Tous ceux qu'au temps de ses prospérités il avait comblés d'honneurs et de richesses, l'abandonnèrent. Ney l'abandonna comme les autres.

Soldat héroïque et d'une incroyable énergie sur le champ de bataille, Ney était, hors de là, un homme sans initiative, d'une faiblesse de caractère surprenante, incapable de se tracer une ligne de conduite et

surtout de s'y tenir. Cet homme, qui se serait précipité au milieu de la mitraille avec une audace à faire pâlir les plus intrépides, était hors d'état d'affronter un événement. Du reste, cœur franc et honnête, il devait se trouver complètement désarmé contre la duplicité, et le fut en effet. A ce temps de honte, où tant d'intrigants titrés cherchaient à recruter des traîtres parmi les hautes notabilités de l'Empire, Ney fut si habilement circonvenu par M. de Talleyrand, qu'il sacrifia ses vieilles sympathies, son ami, à ce qu'on lui dit être l'intérêt de la France. Il embrassa sans réserve la cause des Bourbons, et le jour même de l'entrée du comte d'Artois dans Paris il lui parla ainsi au nom des officiers supérieurs de l'armée :

« Monseigneur, nous avons servi avec zèle un gouvernement qui nous commandait au nom de la France. Votre Altesse Royale et S. M. Louis XVIII « verront avec quelle fidélité nous saurons servir « notre roi légitime. »

Quand Ney parlait ainsi, ce qu'il disait, il le pensait. Sans doute il pouvait regretter et regretta sincèrement l'homme sous les auspices duquel il s'était élevé à sa haute fortune ; mais c'était sans arrière-pensée qu'il s'engageait à servir la royauté. Doué d'une volonté plus éclairée, d'un caractère plus ferme, il se fût tenu à l'écart ; il eût plutôt brisé son épée, illustrée au service de la Révolution et de la République impériale, que de la prostituer au service des ennemis de ces causes. Sa retraite au milieu de tant de défections basement calculées eût été un salutaire exemple. Mais le soleil lui-même a des taches, et la conduite de Ney à cette époque fut une tache à sa gloire. Comme la plupart de ses compagnons d'armes, le plus brave soldat de l'Europe se montra sans foi politique.

Dès son entrée aux Tuileries, le nouveau roi Louis XVIII, ayant trouvé un état-major de maréchaux et de généraux tout formé et tout soumis, commença par s'attacher par des faveurs ceux sur qui il crut devoir compter, et Ney fut du nombre. Le 20 mai 1814, un mois après le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe, il était nommé commandant des dragons, des chasseurs, des cheveau-légers de France ; le 2 juin suivant, il était créé chevalier de Saint-Louis, et le 4, élevé à la dignité de pair, et chargé du commandement de la 6^e division militaire.

Soit réflexion, soit remords, Ney ne tarda pas à regretter son ancien chef. Il se retira dans sa terre de Coudreaux, près de Châteaudun. Il y était encore lorsque, le 6 mars 1815, il reçut du ministre de la guerre l'ordre exprès de se rendre dans sa division militaire. Il ignorait le motif de cet ordre soudain, lorsqu'il apprit la nouvelle du débarquement de Napoléon à Cannes. « Voila un grand malheur ! dit-il consterné ; que va-t-il faire ? » Et dès ce moment, placé entre le souvenir de l'Empereur et ses engagements envers le roi, ses douloureuses perplexités commençèrent.

Néanmoins il se rendit aux Tuileries, pénétra jusqu'au roi, protesta de son dévouement, partit aussitôt pour Besançon, siège de sa division, et de là écrivit au comte d'Artois, alors à Lyon, « de l'employer à l'avant-garde, s'il était possible, désirant lui donner des preuves de son zèle et de sa fidélité. » Ayant ensuite transféré son quartier général à Lons-le-Saulnier, il écrivit au ministre de la guerre : « Si je trouve l'occasion favorable, je n'hésiterai pas à attaquer l'ennemi. »

Il était dans cette résolution lorsqu'il apprend que,

dans sa marche à travers les campagnes et les villes, Napoléon entraîne les populations : il apprend que les soldats postés sur la route pour lui barrer le passage s'élancent au-devant de lui. Le 13 mars au soir, il reçoit la nouvelle que le bataillon du 76^e qui lui servait d'avant-garde à Bourg a quitté la ville aux cris de *Vive l'Empereur!* D'autres bataillons gardent à vue leurs généraux et les tiennent littéralement prisonniers. A Châlons-sur-Saône le peuple s'est emparé d'un train d'artillerie qu'on lui envoyait. Partout les gendarmes s'avancent au-devant de Napoléon pour grossir son escorte; les villes jettent bas le drapeau blanc et arborent le drapeau tricolore. A Lons-le-Saulnier même, où se trouve Ney, le peuple y fraternise avec les soldats qui murmurent tout haut contre l'hésitation de leur chef.

Les choses en étaient à ce point, lorsque les officiers de l'île d'Elbe lui remirent une lettre du général Bertrand, une proclamation toute rédigée, et lui apprirent que Napoléon agissait de concert avec l'Autriche et l'Angleterre, et que lui, Ney, s'il ne se prononçait en faveur de l'Empereur, « serait responsable du sang « versé. »

Indécis, éperdu, troublé, Ney demande conseil à ses généraux; ceux-ci, ne voulant pas se compromettre, se refusent. Pendant ce temps les événements se pressent; il faut prendre un parti; les soldats menacent hautement de se soulever s'ils ne marchent avec eux. Ney qui une fois déjà a cédé à la crainte d'une guerre civile, y cède une seconde fois et signe la proclamation que lui avaient remise les émissaires du général Bertrand, se bornant à dire : « Je ne puis « arrêter l'eau de la mer avec la main. »

Voici cette proclamation qui devait être son arrêt de mort :

« Officiers, sous-officiers et soldats.

« La cause des Bourbons est à jamais perdue. La « dynastie légitime que la nation française a adoptée « va remonter sur le trône. C'est à l'Empereur Napoléon, notre souverain, qu'il appartient seul de « régner sur ce beau pays! Que la noblesse des Bourbons prenne le parti de s'expatrier encore ou qu'elle « consente à vivre au milieu de nous, que nous im- « porte! La cause sacrée de la liberté et de notre « indépendance ne souffrira plus de son influence. Ils « ont voulu avilir notre gloire militaire, mais ils se « sont trompés; cette gloire est le fruit de trop nobles « travaux pour que nous puissions jamais en perdre « le souvenir.

« Soldats! les temps ne sont plus où l'on gouver- « nait les peuples en étouffant tous leurs droits; la « liberté triomphe enfin, Napoléon, notre auguste « empereur, va l'affermir pour jamais. Que désor- « mais cette cause si belle soit la nôtre et celle de « tous les Français, et que tous les braves que j'ai « l'honneur de commander se pénétrant de cette « grande vérité.

« Soldats! je vous ai souvent menés à la victoire; « maintenant je veux vous conduire à cette phalange « immortelle que l'empereur Napoléon conduit à « Paris, et qui y sera sous peu de jours, et là notre « espérance et notre bonheur seront à jamais réalisés. « Vive l'Empereur! »

Les soldats accueillirent cette proclamation avec enthousiasme, et peu après l'armée de Ney grossissait l'armée de Napoléon.

A peine Ney eut-il fait ce pas décisif qu'il retomba dans ses perplexités, et malgré l'accueil amical qu'il reçut de Napoléon il s'abstint de paraître aux Tuileries.

Pendant les Cent-Jours, il avait vécu retiré à sa terre de Condreux, lorsque le 11 juin, la veille du départ de Napoléon pour l'armée, il reçut l'ordre de se rendre en toute hâte au quartier des troupes impériales. La France était menacée, il obéit. Il rejoignit Napoléon à Charleroi et reçut le commandement des corps de Reille et d'Erlon. Mais ce n'était plus alors la gloire que cherchait Ney, c'était la mort : « De- « puis cette malheureuse proclamation du 14, disait-il « plus tard, je ne vivais plus; je ne désirais que « la mort et j'ai tout fait pour la trouver à Wa- « terloo. »

En effet, dans ce suprême effort de la France contre la coalition, il combattit avec le courage du désespoir, et son audace aveugle et désordonnée ne fut pas sans effet sur l'issue déplorable de la bataille.

Ce revers acheva de lui faire perdre littéralement la tête. A bout d'énergie, il vit, dans son anxiété, le désastre de la France plus grand qu'il n'était, et, dans la séance du 22 juin, à la Chambre des pairs, après un rapport sur l'état de l'armée où le ministre de la guerre Davoust présentait le désastre de Waterloo comme réparable, Ney traita ce rapport de faux et de mensonger, répandit à cet instant suprême l'épouvante dans la Chambre et au sein des populations, et contribua puissamment à paralyser l'élan de la défense nationale.

Ainsi, après avoir coopéré par son ardeur aveugle à l'issue déplorable de la bataille de Waterloo, il en aggrava les conséquences par son découragement à la Chambre des pairs.

L'ennemi entra dans Paris; avec lui entrèrent les Bourbons, et Ney devait être une de leurs premières victimes.

En effet, dès le 6 juillet, son nom était inscrit sur la liste des proscrits. Voyageant tantôt sous un nom, tantôt sous un autre, Ney fuyait le parti de l'étranger. Il ne put cependant sortir de France, les chemins étaient interceptés par les troupes autrichiennes; toute la gendarmerie royale était sur pied et la circulation était devenue fort difficile. Ney ne put gagner la frontière; il dut chercher un asile chez une de ses parentes, au château de Bessons, dans le département du Lot.

Cette dame l'avait établi dans une chambre isolée, fermée à tous et dont il ne sortait pas. Pour éloigner les soupçons elle eut la fatale idée de ne rien changer à ses habitudes et de continuer à recevoir du monde. Mais un jour ayant par mégarde laissé dans son salon le magnifique sabre égyptien orné de pierreries, dont le Premier Consul avait fait don à Ney le jour de son mariage, cette imprudence allait faire tomber Ney aux mains de la police.

En effet les visiteurs admirèrent cette arme. Quelques enthousiastes, au sortir de cette soirée, en firent une description pompeuse, et l'un des interlocuteurs s'avisait de dire : « Je crois connaître cette arme. Il n'y « a en Europe que deux personnes qui puissent la pos- « séder. Ney ou Murat. »

Ce propos courut : il fut répété, colporté, commenté; il arriva aux oreilles du préfet du département, et, dès le lendemain, le château était envahi par les gendarmes.

Ney pouvait fuir, il ne le voulut pas.

« Que voulez-vous? cria-t-il, en ouvrant sa croisée, au chef des gendarmes qui posait des sentinelles dans la cour.

— Nous cherchons le maréchal Ney.

— Que lui voulez-vous ?

— L'arrêter.

— En ce cas, montez ; je vais vous le faire voir. »

Les gendarmes montent. Ney ouvre sa porte : « Je suis Michel Ney, dit-il. »

Conduit dans l'hôtel d'Aurillac, il fut de là transféré à Paris et y arriva le jour même que le colonel Labédoyère tombait dans la plaine de Grenelle sous les balles des victimaires royaux.

On le jugea ou, pour être plus vrai, des hommes déguisés sous la forme de magistrats instructeurs, de membres de conseils de guerre, de pairs de France, se le passèrent de main en main jusqu'au jour où il fut livré aux exécuteurs. Ce fut d'abord le préfet de police Decazes, dont le machiavélique interrogatoire fut la bourre des balles sous lesquelles devait tomber le maréchal. Puis ce furent des maréchaux de France, ses anciens camarades, institués en conseil de guerre et qui n'eurent pas le courage de se déclarer compétents pour l'arracher à la mort. Enfin ce fut la Chambre de pairs, à qui l'on demanda sa tête et qui la donna.

Cette agonie dura vingt et un jours. Pendant tout ce temps, dit A. Gouet, l'historien de *La Terreur blanche*, le maréchal resta enfermé au secret, à la Conciergerie, dans un cachot long, étroit, obscur, n'ayant pour tout ameublement qu'un mauvais bois de lit, une chaise et deux haquets pestilentiels.

Ainsi cet homme dont les brillants faits d'armes avaient jeté tant d'éclat sur son pays, qui pendant vingt-cinq ans avait exposé sa vie dans cinq cents combats et cinquante batailles rangées pour la défense et la gloire de la France ; cet homme qui, à Krasnoë, à la Bérésina, avait au prix des efforts d'un dévouement surhumain, sauvé les débris de l'armée française ; qui, si coupable qu'on feignit de le croire, méritait au moins quelques ménagements, fut relégué comme le dernier des misérables dans un infect cabanon à voleurs !

Et pendant qu'il expiait dans les tortures du cachot son long dévouement au pays et le crime d'avoir reculé devant la guerre civile, des ultra-royalistes demandaient à grands cris sa tête et des sans-cœur titrés se disposaient à la leur donner.

Par respect pour notre pays, nous ne suivrons pas l'agonie de cette noble et valeureuse victime, pendant cette saturnale de la Restauration où la faction royaliste se montra sans pitié, sans dignité, aussi féroce que lâche, se vautrant tour à tour avec un épouvantable cynisme dans la boue et dans le sang.

Il nous suffira de dire que, par un aveuglement funeste, Ney déclina la compétence de tout conseil de guerre et, en sa qualité de pair de France, demanda à être jugé par la Chambre des pairs.

Les maréchaux, généraux, ses anciens compagnons d'armes, honteux du rôle vil que leur imposait la

Restauration, pour flétrir leur gloire dans la personne du plus glorieux d'entre eux, ne l'auraient pas condamné. La Chambre des pairs, composée en majorité d'émigrés, de traîtres, d'hommes sans âme et sans cœur, à qui le rôle de bourreaux ne répugnait pas, retint la cause.

Dès ce moment le sort de Ney fut fixé. Toutes les harpies royales purent s'acharner sans pudeur sur cette noble vie et souiller par mille calomnies cette grande victime livrée aux bourreaux titrés du Luxembourg.

Ce ne fut pas un jugement rendu contre lui, car les juges ne tinrent pas compte d'une proclamation de Louis XVIII, datée de Cambrai, déclarant que les coupables de la conspiration du 20 mars seraient désignés par les Chambres, et Ney ne le fut pas.

Ce ne fut pas un jugement, car on lui interdit le droit d'invoquer le traité de Paris du 3 juillet qui déclarait ne pouvoir être inquiétés ni recherchés pour conduite ou opinion politique tous les individus qui se trouvaient dans la capitale.

Ce ne fut pas un jugement, car ce grand drame ayant surexcité au plus haut degré toutes les colères royalistes, la Chambre des pairs s'associa à ces colères.

Enfin la condamnation fut prononcée ; sur 157 votants, 5 s'abstinrent parce que la défense n'avait pas été libre, 17 votèrent pour la déportation et 139 pour la mort.

Par une sorte de dérision, les bourreaux qui venaient de le condamner demandèrent sa grâce au roi. Il y eut à ce sujet assemblée de la famille royale ; mais ces Bourbons se connaissaient trop peu en gloire pour avoir égard à celle de Ney : ils rejetèrent le pourvoi.

Le 7 septembre, Ney fut transféré de la Conciergerie au Luxembourg. Là ce lâche gouvernement n'eut pas le courage de son crime. Il avait annoncé que l'exécution aurait lieu à la plaine de Grenelle ; mais dès le point du jour, un fiacre se dirigea sournoisement vers l'avenue de l'Observatoire.

Arrivé sur le lieu de l'exécution, l'officier commandant offrit à Ney de lui bander les yeux : « Ignorez-vous, dit le maréchal, que depuis vingt-cinq ans, j'ai l'habitude de regarder en face les boulets et les balles ? »

Et s'adressant aux soldats :

« Soldats ! dit-il, droit au cœur. Je proteste contre le jugement qui me condamne ; j'en appelle à Dieu, à la France, à la postérité ! »

La France lui a rendu justice en élevant à sa mémoire un monument à l'endroit où il a été fusillé.

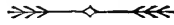
Ainsi mourut, à quarante-six ans, ce maréchal, une des plus brillantes gloires de l'Empire.

OUDINOT

(CHARLES-NICOLAS)

Duc de Reggio,

Né à Bar-sur-Ornain, le 25 avril 1769.



Les parents d'Oudinot le destinaient au commerce : mais un penchant invincible le portant vers la carrière militaire, en 1784, à peine âgé de seize ans, il s'enrôla dans le régiment de Médoc.

Trois ans après, en 1787, cédant aux instances de son père, il quitta le service et se fixa à Bar, tout occupé en apparence des affaires commerciales de sa maison. La révolution française éclata, et une circonstance vint modifier ses dispositions, et fit éclater à la fois un trait saillant de son caractère et sa véritable aptitude.

En juillet 1789, une émeute avait éclaté à Bar. Là, comme partout, la chute de la Bastille à Paris avait surexcité les passions, et plus d'un excès avait signalé cette première étape de la Révolution française. Des bandes d'hommes et de femmes, confondant comme souvent la liberté avec la licence, avaient parcouru les rues de Bar, proférant des cris peu rassurants, des menaces peu fraternelles. L'épouvante était dans la ville : chacun s'était barricadé dans ses maisons. Oudinot rassemble quelques amis, leur communique son énergie, se met à leur tête, attaque les émeutiers, les désarme et les livre à la justice.

Trois ans après, l'Europe oligarchique ayant déclaré la guerre à la Révolution française, la France entière se leva spontanée, s'enrégimenta, se porta aux frontières. Dans cette sorte de levée en masse, Oudinot fut nommé chef du 7^e bataillon des volontaires de la Meuse, se distingua dans ce grade à Bitch, poursuivit les Prussiens et leur fit sept cents prisonniers. On le surnomma le *Brave*, et il fut promu au grade de colonel du régiment de Picardie.

Les officiers de ce régiment, arrivés à leur grade sans autre mérite que celui de la naissance, et qu'agitait alors la fièvre de l'émigration, ne virent qu'avec un dépit mal déguisé à leur tête ce nouveau venu sorti des rangs du peuple. Ils projetèrent d'émigrer en masse plutôt que de rester sous ses ordres. Oudinot averti les rassembla, leur parla avec tant de franchise et de cordialité, que sauf deux ou trois parents de l'ancien colonel, tous restèrent sous les drapeaux.

Un beau fait d'armes lui valut le grade de général de brigade. C'était le 2 juin 1794 : séparé du restant de l'armée et attaqué à Morlantes par dix mille hommes, avec son seul régiment, il se bat pendant dix heures. Enfin, enveloppé par six régiments de cavalerie qui le sommèrent de se rendre, il se forme en carré et se fait jour à la baïonnette sans se laisser entamer.

A son retour au camp, son nom fut donné pour ralliement de conduite au régiment, et mis à l'ordre du jour de l'armée.

Un mois après, ayant reçu l'ordre de marcher sur Trèves, il s'en empare par une manœuvre pleine de hardiesse, en obtient le commandement et le garde

jusqu'aux premiers mois de 1795, où de nouveaux ordres l'appelèrent à rentrer en ligne à l'armée de Rhin-et-Moselle.

Cette même année, par une nuit brumeuse du mois de septembre, attaqué au milieu d'une obscurité telle qu'elle ne permettait pas de se reconnaître, blessé de cinq coups de sabre, il fut fait prisonnier et conduit en Allemagne, où il resta cinq mois.

A son retour, ayant rejoint l'armée, il se distingua à Nordlingen, Donavert, Neubourg, au blocus d'Ingolstadt, où il se défendit, douze heures durant, contre des forces infiniment supérieures, et où, sans se laisser entamer, il lassa l'ennemi après avoir reçu cinq blessures, une balle dans la cuisse, trois coups de sabre sur les bras et un sur la tête.

Quinze ou vingt jours après, ses blessures non encore guéries, le bras en écharpe, la tête entourée d'un bandeau, il rejoint sa division à Ettenheim, et sans attendre son infanterie, fait une charge à fond à la tête du 7^e de hussards, des 10^e et 17^e de dragons, et prend un bataillon entier. Le restant de la campagne répondit à ce début. Tant de brillante valeur trouva sa récompense, et en mars 1799 il fut nommé général de division.

En cette qualité, il commanda la gauche à la bataille de Zurich, eut sa grande part de gloire dans cette journée, et y reçut une balle en pleine poitrine. Guéri de cette nouvelle blessure, il devint chef de l'état-major de l'armée, et continua de servir en Italie sous Masséna.

Au siège de Gènes, si long et si mémorable, où Masséna se montra si grand et si valeureux, Oudinot fit un acte de courage qui est mis au nombre des plus brillantes témérités du temps. Il s'agissait d'aller communiquer au général Suchet les intentions de Masséna. La voie de terre était fermée ; restait la voie de mer qu'il fallait traverser sous le feu de la ligne anglaise. La mort était presque certaine ; nul n'a le courage de l'affronter. Oudinot s'embarque sur un esquif ; par un hasard inespéré, il parvient à communiquer avec le général Suchet, et retourne à Gènes, au grand étonnement des deux armées, après avoir été exposé pendant plus d'une heure à tout le feu de la ligne anglaise.

Continuant ses fonctions de chef d'état-major sous le général Brune, il put s'attribuer en grande partie le succès de la bataille du Mincio. Le centre français, foudroyé par une batterie autrichienne placée sur une hauteur, pliait de toutes parts. Oudinot, suivi de son état-major, se précipite sur la batterie, tue les canonniers sur leurs pièces, tourne la batterie contre les bataillons ennemis, jette dans leurs rangs l'épouvante par ce trait d'incroyable audace, et force l'ennemi à repasser l'Adige. Pour récompense de son courage, il eut une des pièces de canon prises sur l'ennemi, un sabre d'honneur et le commandement des fameux



Oudinot à la bataille de Mincio.

grenadiers Oudinot, si célèbres dans toutes les grandes guerres de l'Empire.

Ayant traversé l'ère du Consulat en laissant dans la plaine de Marengo un impérissable témoignage de sa valeur, il fut nommé grand cordon de la Légion-d'Honneur à l'avènement de l'Empire.

En 1805, parti du camp de Boulogne avec ses dix mille grenadiers pour la campagne d'Autriche, il arrive à Vienne quarante-cinq jours après, traverse la ville, se porte sur le pont du Danube, qui était miné et défendu par cent quatre-vingts bouches à feu. Sans se laisser intimider par ce formidable développement de forces, il s'avance vers un canonnier, lui prend froidement la mèche des mains, la jette dans le Danube et entre en pourparlers. Tout ce qui défendait le pont capitule.

Après s'être distingué aux combats de Wertingen, d'Amstetten, il fut grièvement blessé à Fontersdorf, retourna à Vienne pour se faire traiter, et, sans attendre sa guérison, partit pour Austerlitz, où ses grenadiers et lui se couvrirent de gloire. On l'y surnomma *le Bayard moderne*.

En 1806, chargé de prendre possession des comtés de Neuchâtel et de Valengin, il sut tellement se concilier l'estime des habitants, qu'à son départ ils lui conférèrent le titre de citoyen de Neuchâtel, et lui offrirent une épée avec cette inscription : *La ville de Neuchâtel au général Oudinot, 1806*.

Pendant la campagne de Prusse de cette même année, il pénétra à Berlin, fait la campagne de Pologne, où il décide de la bataille d'Ostrolenka, et reçoit

de Napoléon le titre de comte et une dotation d'un million.

En 1807, à Friedland, avec ses dix milles grenadiers, il soutient l'effort de quatre-vingt mille Russes, depuis une heure du matin jusqu'à midi, donne ainsi au reste de l'armée le temps d'arriver et de remporter cette brillante victoire qui assura la paix de Tilsitt.

Nommé l'année suivante gouverneur d'Erfurth, il mérita dans ce commandement la reconnaissance des habitants, et reçut des marques d'estime des souverains.

Dans la campagne de 1809, contre l'Autriche, il forme avec ses grenadiers l'avant-garde de la grande armée, pousse jusqu'à Vienne, et telle était la gloire que s'était acquise et la terreur qu'inspirait ce corps d'élite, qu'avant même la capitulation de la place, il put y entrer seul avec son état-major, sans que nul fût tenté de s'y opposer.

Dans cette même campagne, il se distingua à Engersdoff, fit des prodiges de valeur à Wagram et fut nommé maréchal d'Empire et duc de Reggio.

En 1810, chargé de prendre possession de la Hollande, il s'empare de Berg-op-zoom, de Breda, de Bois-le-Duc, d'Utrecht; reçoit de Napoléon l'ordre d'occuper Amsterdam, s'occupe et s'attache les esprits par une administration si douce et si bienfaisante, que les magistrats voulurent lui prouver leur reconnaissance en le gratifiant d'un sabre d'honneur d'un grand prix et le priant de poser la première pierre d'une caserne à laquelle ils attachèrent son nom. En souvenir de cette gestion paternelle, six ans après,



Le maréchal Victor le lendemain de la bataille de Montereau.

lors du démembrement du grand Empire, le roi restauré de Hollande devait lui envoyer le grand cordon de ses ordres.

En 1812, ayant rejoint l'armée à Munster, et chargé du commandement du douzième corps dans la campagne de Russie, il prit part aux plus mémorables affaires de cette désastreuse guerre. Le 17 septembre, dangereusement blessé à l'affaire de Polotsk, il laissa le commandement de son corps d'armée à Gouvion-Saint-Cyr, et se fit transporter à Wilna. Mais sans attendre sa guérison complète, et malgré sa faiblesse, Saint-Cyr ayant été à son tour blessé, Oudinot reprit le commandement de son corps, réduit à cinq mille hommes. Chargé avec ce débris d'armée de se porter sur Borisow, pour assurer le passage de la Bérésina, il rencontre sur sa route la division russe Lambert, la charge et la rejette sur la rive droite du fleuve. Ayant passé la Bérésina à Studzianka, sur un pont jeté à la hâte, il attaque l'ennemi, le mène battant pendant plusieurs heures, est attaqué deux jours après par les armées réunies de la Dwina et de Wolhynie, et soutint contre elles, avec les ducs de Bellune, d'Elkingen, de Trévise, la bataille si fatale de la Bérésina.

Le troisième jour du passage de ce fleuve, dont les eaux ensevelirent la majeure part du débris de la plus grande et la plus vaillante armée qui fut jamais, grièvement blessé par une balle qui lui traversa le corps, il fut transporté dans un village à quatre lieues en avant de l'armée. Mais à peine se disposait-on à le panser que cinq escadrons de Cosaques, avec deux

pièces de canon, accourent et attaquent le village. Malgré sa faiblesse, Oudinot veut se défendre : il n'avait avec lui que ses aides-de-camp, quelques officiers blessés, ses domestiques, trente personnes en tout. Il se barricade, soutient un siège de quatre heures, fait éprouver des pertes sensibles aux assaillants, et donne le temps à une avant-garde française d'arriver et de le dégager.

En 1813, après avoir puissamment contribué aux victoires de Bautzen, il fut détaché de la grande armée pour marcher sur Berlin et garder l'importante ligne de l'Elbe. Dans cette difficile mission, il eut sa part de désastres comme tous les autres corps, et put cependant se trouver au grand désastre de Leipsick, où deux divisions de la garde qu'il commandait se couvrirent de gloire. Pendant la retraite, il fut chargé du commandement de l'arrière-garde ; mais étant tombé dangereusement malade avant d'arriver à Hanau, on le transporta mourant à Bar-le-Duc.

Sa convalescence fut longue. Il put cependant avoir sa part de gloire dans l'immortelle campagne de 1814, et Brienne, Nangis, Bar, Arcis-sur-Aube furent témoins de sa valeur.

Après l'abdication de Napoléon, Oudinot offrit au nouveau roi son cœur et son épée, et ne cessa dès ce moment d'être un des plus dévoués défenseurs de la royauté dite légitime.

Louis XVIII le nomma colonel-général des grenadiers et des chasseurs royaux, et commandeur de ses ordres.

Au 20 mars 1815, lors du débarquement de Napo-

l'éon, chargé du commandement de Metz, il voulut mener les grenadiers royaux jusqu'à Troyes, pour les faire marcher pour le service du roi ; mais là, comme partout, il y avait plus de sentiment patriotique dans le cœur des soldats que dans celui des chefs. A la suite d'une défection générale, Oudinot resta au service de son nouveau maître, seul avec un peu de honte et peut-être aussi un peu de remords.

N'ayant pas eu d'emploi dans les Cent-Jours, au retour du roi, il eut part à toutes les faveurs : fut

nommé commandant en chef de la garde nationale de Paris, major-général de la garde, pair de France, ministre d'Etat, gouverneur de la 3^e division militaire et grand-croix de Saint-Louis.

A la mort de Louis XVIII, il eut part aux faveurs de la cour de Charles X. Après la révolution de Juillet, il eut part aux faveurs de la cour de Louis-Philippe, et mourut gouverneur des Invalides, le 13 septembre 1847, après avoir été aussi bon courtisan qu'il avait été guerrier valeureux.

PÉRIGNON

(DOMINIQUE-CATHERINE)

Comte, puis marquis, pair et maréchal d'Empire,

Né à Grenade près Toulouse, le 31 mai 1754.

Issu d'une famille riche et très-considérée dans le pays, Pérignon fit de fort bonnes études, entra comme sous-lieutenant dans le corps des grenadiers royaux de Guyenne et y servit en qualité d'aide-de-camp du comte de Preissac.

Ayant quitté le service en 1791, il exerça les fonctions de juge de paix dans le canton de Montech (Haute-Saône) et fut nommé député à l'Assemblée législative, où il passa inaperçu.

La coalition ayant déclaré la guerre à la Révolution, Pérignon, cédant au mouvement qui portait tous les citoyens aux frontières, renonça aux fonctions civiles, reprit du service en qualité de commandant d'une légion des Pyrénées-Orientales, et le 17 juillet 1793, aux combats de Thuise et du Mas-de-Serre, il commença à se faire remarquer par un de ces traits qui fondent les réputations.

Il était alors colonel ; les Espagnols avaient fortifié le Mas-de-Serre d'une manière formidable. Chargé de concourir à son attaque, Pérignon, à la tête de l'avant-garde, se porta rapide sur le camp ennemi, entame l'action et soutient avec avantage tout le choc de l'ennemi jusqu'à l'arrivée de l'artillerie restée en arrière. Les pièces arrivent. Il pousse en avant ; le succès semblait assuré lorsqu'une charge impétueuse de cavalerie le force à retrograder. Les chasseurs à pied qui soutenaient sa légion se retirent en désordre. Vainement Pérignon essaye de les rallier, ils refusent de le suivre. Il se saisit alors du fusil et des cartouches d'un blessé et va se placer comme simple fusilier à côté des grenadiers du régiment de Champagne qui soutenaient avec vigueur le choc et le feu de l'ennemi. Témoins de cet acte de vaillante bravoure, les chasseurs se rallient, Pérignon en reprend le commandement ; et à la tête de cette brave troupe qui avait une faiblesse à réparer, il enfonce l'ennemi, et l'armée française compte un succès de plus.

Ce trait de bravoure lui valut le grade de général de brigade ; général de division peu après, il succéda à Dugommier comme commandant en chef de cette armée des Pyrénées-Orientales.

Les campagnes de 1794 et 1795 ajoutèrent à sa gloire, et la prise de Roses (7 mai 1795) qui amena la paix, peut figurer parmi les plus glorieux faits d'armes d'un temps si fertile en gloire.

La ville de Roses, ravitaillée sans cesse par une flotte espagnole que commandait un des meilleurs amiraux d'Espagne, était en outre défendue par le fort de la Trinité, surnommé *le Boulon de Roses*. Ce fort, bâti au bord de la mer sur une montagne très-élevée, n'avait jamais été pris et passait pour imprenable. Pour l'attaquer avec quelque chance de succès, il fallait gravir une montagne à pic d'une hauteur de deux mille toises et dont le plateau le dominait. Pérignon voulut établir une batterie sur ce plateau, et aux ingénieurs qui prétendirent que c'était une chose impossible, il répondit : « C'est aussi l'impossible que je veux. »

Du projet il passe immédiatement à l'exécution ; toute sa division met la main à l'œuvre : un chemin de trois lieues est taillé dans le roc, les canons sont hissés à la poulie sur une ligne presque perpendiculaire ; les obus, les boulets, les mamelons sont portés sur l'arçon de la selle ; enfin après d'incroyables difficultés vaincues, une batterie bien approvisionnée de vingt-quatre canons ou mortiers est établie sur ce plateau.

Ce n'était encore là qu'une partie de la difficulté vaincue. La saison était des plus rigoureuses, le soldat avait de la neige jusqu'au ventre, des factionnaires étaient morts de froid, et l'on s'était vu forcé de relever les postes de demi-heure en demi-heure. Les soldats découragés, manquant de tout, s'écriaient qu'il était impossible de s'emparer d'une place toujours secourue par la flotte espagnole. Les ingénieurs déclaraient que si le formidable fort n'était enlevé, il fallait renoncer à continuer le siège. « Eh bien, dit Pérignon, qu'on se tienne prêt. Demain à cinq heures du matin je serai à la tête des grenadiers, et à sept heures j'aurai chassé l'ennemi des retranchements. »

Ce qui fut dit fut fait ; toute la nuit une pluie de boulets sillonna le fort. Au point du jour, malgré le feu terrible de la flotte et de la ville, Pérignon ordonna l'assaut, il monte le premier à la brèche et enlève le fameux Boulon de Roses dont la garnison se replia dans la ville.

Il fallut alors emporter la ville. Quinze jours de tranchée ouverte furent insuffisants à cette œuvre. Tous désespéraient ; Pérignon seul, calme et d'une

fermeté d'âme incroyable, dirigeait tout, était partout, et, pour donner à ses troupes l'exemple du courage et de l'audace, il s'exposait aux plus imminents dangers. Un jour, entre autres, assis sur une pierre, il commandait des manœuvres, une bombe tombe assez près de lui pour que la mèche put brûler le pan de son habit; de toutes parts on lui crie de s'éloigner; lui qui avait besoin de remonter le moral de ses troupes pour l'assaut qu'il méditait, dédaigne le péril et continue de commander sans bouger de sa place. La bombe éclate, et il fut assez heureux pour n'être couvert que de terre.

La ville enfin tomba au pouvoir des Français le 7 janvier 1795, et le 22 juin suivant la paix fut signée avec le gouvernement espagnol.

Pérignon avait si activement contribué à cette paix qu'il fut nommé ambassadeur à Madrid pour cimenter les relations amicales entre les deux pays. Il partit pour sa destination en avril 1796, y fut reçu avec la plus grande distinction et y resta jusqu'en 1798.

A son retour en France, le Directoire lui confia un commandement dans l'armée d'Italie. C'était le commencement de ces grands revers auxquels devait mettre un terme la bataille de Zurich.

Commandant l'aile gauche à la funeste bataille de Novi, Pérignon fit des prodiges de valeur, fut grièvement blessé et fait prisonnier.

Nommé candidat en 1801 au sénat conservateur par le département de la Haute-Garonne, il fut peu à peu nommé sénateur; en 1802, commissaire extraordinaire pour régler les limites entre la France et l'Espagne; en 1804, pourvu de la sénatorerie de Bordeaux, maréchal d'Empire de la première promotion

grand-officier et grand-cordon de la Légion-d'Honneur en 1805; gouverneur de Parme et de Plaisance en 1806; grand dignitaire de l'ordre des Deux-Siciles en 1808, et commandant en chef des troupes du royaume de Naples, qu'il habita jusqu'en 1814, où, lors des grands revers, il se déclara pour le nouveau gouvernement.

Les Bourbons agréèrent ses services et le nommèrent successivement commissaire extraordinaire de la première division militaire, chevalier de Saint-Louis, membre de la commission près le ministère de la guerre, vérificateur des titres et brevets des anciens officiers, et enfin pair de France.

En 1815, gouverneur de la 10^e division militaire, lors du débarquement de Napoléon, il se joignit au baron de Vitrolles, commissaire du roi, pour organiser un noyau de résistance dans le Midi, et fut un des promoteurs de la guerre civile dans cette contrée. Heureusement les populations plus patriotes les secondèrent peu, et ces royalistes de fraîche date ne firent qu'une partie du mal qu'ils se proposaient de faire.

Napoléon, néanmoins, lui offrit à son retour un commandement. Pérignon refusa et resta inactif dans les Cent-Jours, pendant tout le temps que l'étranger foula en ennemi le sol de la patrie.

La Restauration lui tint compte d'un pareil acte, et le nomma gouverneur de la 1^{re} division militaire et commandant de Saint-Louis.

Il profita peu de ces honneurs, et mourut le 25 décembre 1818, laissant comme militaire une réputation de capacité contestable et, comme homme politique, une réputation de versatilité incontestée.

PONIATOWSKI

(LE PRINCE JOSEPH-CIOLK)

Ministre de la guerre du grand-duché de Varsovie, maréchal d'Empire,

Né à Varsovie, le 7 mai 1763.

Poniatowski était neveu du dernier roi de Pologne, Stanislas-Auguste. Son père, petit-fils du célèbre compagnon d'armes de Charles XII, était feld-zeugmeister (lieutenant général d'artillerie) au service de l'impératrice Marie-Louise.

Élevé avec un soin tout particulier par le malheureux roi Stanislas qui voulait en faire son héritier, Poniatowski entra à l'âge de seize ans au service de l'Autriche. Son avancement fut naturellement rapide, et après s'être distingué par ses talents et sa valeur dans la guerre de 1787, entre l'Autriche et la Porte Ottomane, il fut nommé colonel des dragons de l'empereur et aide-de-camp particulier de Joseph II.

Grièvement blessé à la prise de Subaet, sous les yeux de l'Empereur, ce prince lui prodigua lui-même ses soins.

Lorsque la Diète constituante polonaise de 1788 eut essayé de régénérer la Pologne par une constitution, Poniatowski, ardent et sincère défenseur de la liberté, quitta le service de l'Autriche dès qu'il eut l'espoir de soustraire sa patrie à l'influence étrangère.

Puis, lorsque cette même Diète eut opéré la réorganisation de l'armée, il en fut nommé commandant en chef.

A cette levée de boucliers, l'impératrice de Russie; Catherine, dirigea toutes ses forces vers la Pologne pour étouffer par le fer et le feu cette voix d'un peuple qui redemandait une patrie. Poniatowski se battit bravement pour soutenir la constitution, fit des prodiges de valeur dans les campagnes de 1791 et 1792. Sa conduite en cela fut d'autant plus méritoire que cette constitution, rendant le trône héréditaire dans la maison de Saxe, détruisait toutes les chances qu'il avait de succéder à son oncle: chances d'autant plus probables qu'elles pouvaient se baser non-seulement sur une sorte de droit, mais encore sur l'attachement que lui avaient voué les Polonais, sur la confiance que l'armée avait en lui.

Cette révolution polonaise n'a jamais été ce qu'on l'a généralement crue en France. Elle était loin d'avoir les motifs honorables qu'on lui a supposés. Au lieu d'être l'élan de tout un peuple pour secouer ses fers,

c'était tout simplement l'agitation d'une turbulente noblesse pour revenir au temps des anciennes Diètes polonaises, et rétablir cette formidable oligarchie qui trônait despotiquement sur un peuple de serfs. Par suite d'une infinité de causes accessoires, ce fait avait été complètement dénaturé aux yeux de l'Europe, et quand partout on croyait que les Polonais nobles se battaient pour la liberté, ils n'avaient en vue que le despotisme. Aussi l'abnégation dont Poniatowski avait fait preuve devait trouver peu d'imitateurs, et ce qui aurait dû lui valoir l'admiration de ces nobles égoïstes motiva sa proscription. Devant leurs cabales et leurs machinations, il fut forcé de déposer le commandement et de s'exiler.

Voici les paroles accusatrices qu'il prononça pour adieu à ses compagnons d'armes : « Très-chers et « très-braves compagnons, je croirais manquer à la « reconnaissance et à l'engagement pris envers vous « si je ne rendais compte des motifs qui m'ont fait « me démettre de mon commandement. Les circon- « stances ont détruit nos espérances. L'arrogance de « quelques citoyens qui ne pèsent le bonheur et le « malheur publics qu'avec le poids de leurs intérêts « particuliers, a ramené l'ancien ordre de choses. « Cette triste solution m'oblige à chercher un asile « sur une terre étrangère. Mais je déclare hautement « et sans crainte mes sentiments. La persécution ne « produit que le mépris, et j'attends d'un œil tran- « quille cette vengeance fondée sur une conviction « noble et vertueuse. »

Comme gages sincères de leurs regrets, ces braves compagnons d'armes, dans le sein desquels il déposait cette amère confidence d'un cœur ulcéré, le vengèrent en faisant frapper une médaille à son effigie, avec cette inscription : *Miles imperatori!*

En 1794, lorsque la Pologne fit de nouveaux efforts pour secourir le joug des Russes, Poniatowski reprit comme volontaire du service dans l'armée nationale, obtint bientôt le commandement d'une division, se distingua aux deux sièges de Varsovie et paya de sa personne jusqu'au jour où la Pologne retomba une fois encore sous le joug.

Peu après, en 1796, la cour de Russie lui ayant fait offrir du service dans les armées russes, il refusa, et cet acte de noble patriotisme lui valut de la part de la justice russe la confiscation de ses biens patrimoniaux.

Deux ans après, en 1798, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, lui ayant rendu ceux de ses biens situés dans la partie de la Pologne qui lui était échue, jusqu'en 1806 il vécut dans ses terres totalement étranger aux affaires publiques.

Il y était encore, lorsque les Français, ayant pénétré en Pologne, réveillèrent l'esprit national. La nation polonaise put croire un moment à sa résurrection. Il y eut dans toutes les classes une grande effervescence en faveur des envahisseurs, et le roi de Prusse, Frédéric, craignant que cette effervescence ne se traduisit par des actes, engagea Poniatowski, par une lettre autographe, à se charger du gouvernement de Varsovie et à veiller, tant que durerait la crise, à la sûreté des habitants et des propriétés. Le 28 novembre 1806, Poniatowski organisa dans ce but une garde nationale, et lorsque les Français parurent devant Varsovie, il fut au-devant de Murat qui les commandait et l'assura qu'il était prêt à seconder en tout les armées françaises. Ce ne fut cependant pas sans hésitation, et il eut la franchise de dire au général français : « J'ap- « préhende que les Polonais n'aient un jour à me « reprocher d'avoir imprudemment excité leur ardeur

« et de les avoir précipités dans des calamités nou- « velles. »

Mais un mois après Napoléon était arrivé à Varsovie, et ayant promis à la Pologne son existence politique, l'hésitation de Poniatowski cessa, et dès ce moment il fut tout entier acquis à la France.

En 1808, les victoires d'Eylau et de Friedland, sur les armées russe et prussienne, terminèrent la campagne de Pologne. Napoléon put disposer à son gré d'une partie de ce pays, et le grand-duché de Varsovie fut donné au roi de Saxe. Poniatowski en fut nommé ministre de la guerre et peu après promu au commandement des troupes françaises et polonaises qui s'y trouvaient.

L'année suivante, la guerre ayant éclaté entre la France et la Confédération du Rhin, les Autrichiens envahirent le grand-duché de Varsovie. Poniatowski leur tient tête ; il les force non-seulement d'abandonner le pays envahi, mais encore il les mène battant jusqu'en Gallicie et obtient sur eux des succès si notables, qu'il put conclure avec le général autrichien une convention dont l'occupation de Cracovie fut une des conditions.

En 1812, lors de la campagne de Russie, il commandait le 5^e corps, composé de quarante mille Polonais, et se couvrit de gloire dans toutes les affaires où il put prendre part.

L'année suivante, dès l'ouverture de la campagne, il s'était rendu en Saxe avec une armée composée de Français et de Polonais dont il avait le commandement. Le 16 octobre, à la bataille de Vachau, chargé de défendre le passage de la Pleiss, il soutint pendant tout un jour les efforts des Autrichiens, déploya dans cette lutte tant de bravoure et de vaillance que Napoléon le créa maréchal d'Empire sur le champ de bataille et mentionna en ces termes sa nomination à l'ordre du jour de l'armée : « Voulant donner au « prince Poniatowski une dernière marque de notre « haute estime et en même temps l'attacher plus « étroitement aux intérêts de la France, nous l'avons « élevé au rang de maréchal d'Empire. »

Deux jours après, la bataille de Leipsick eut lieu. On lui avait confié la défense du pont de Gornievitze ; pendant toute la journée du 18, il eut à se battre contre des forces autrichiennes qui débouchaient sur lui de toutes parts et il lui fallut faire des efforts incroyables de bravoure pour les contenir. Il y parvint. Mais la bataille perdue et l'armée française forcée de battre en retraite, Poniatowski et le duc de Tarente furent chargés de la mission difficile de former l'arrière-garde et de tenir le plus longtemps possible dans les faubourgs de Leipsick pour couvrir la retraite. Poniatowski tint jusqu'au dernier moment. Forcé de se retirer, il le faisait avec le plus grand ordre, lorsque l'explosion anticipée qui fit sauter le pont de l'Elster, le livra avec sept cents hommes à pied et soixante lanciers aux mains d'une armée victorieuse. « Il ne nous reste plus de salut, s'écria-t-il en agitant « son sabre : braves compagnons, mourons comme « il convient aux soldats de la patrie, mais vendons « chèrement notre vie. »

Après cette courte mais énergique harangue, il se jeta sur une colonne prussienne qui le pressait, renversa le premier rang. Déjà blessé, il reçoit à cette nouvelle charge un nouveau coup de feu à l'épaule gauche. Ses soldats l'entourant, le conjurent de se rendre pour conserver à la Pologne des jours plus heureux. « Non, dit-il, Dieu m'a confié l'honneur des « Polonais ; c'est à lui seul que je veux le remettre. »

Comme il achevait ces mots, il veut s'élancer en avant, mais il reçoit une nouvelle blessure. Ne pouvant plus faire tête à l'ennemi, il recule en combattant et parvient à passer la Pleiss à la nage pour protéger la retraite des troupes légères ; mais arrivé avec peu de suite sur les bords de l'Elster, dont les flots rapides roulaient les débris de la journée, trop affaibli par ses blessures pour se battre, il se jette dans le fleuve. Pourvu à peine se tenir sur son cheval, on le vit surnager pendant quelque temps, soutenu par un de ses intrépides aides-de-camp dont le nom mérite d'être conservé, Blechamp. Un moment après on les vit disparaître ensemble.

Le même jour, 19 octobre 1813, ses dépouilles mortelles, retirées de l'eau par des pêcheurs saxons, furent envoyées en Pologne et remises sur la frontière

même de ce pays au général Reminski, qui vint les recevoir. Les Russes lui rendirent des honneurs funèbres, et un de leurs généraux les plus illustres, Barclay de Tolly, suivit même le convoi mortuaire à la tête de son état-major.

En 1816, cédant au vœu général de Varsovie, l'empereur de Russie consentit à ce qu'il fût ouvert une souscription pour l'érection d'un mausolée à sa mémoire, et l'année suivante (juillet 1817), son corps fut porté de Varsovie à Cracovie et déposé dans le tombeau des rois de Pologne.

Napoléon avait de lui la plus haute idée : « Le vrai roi de Pologne, disait-il, c'était Poniatowski : il en réunissait tous les titres, il en avait tous les talents. »

SERRURIER

(JEANNE-MATHIEU-PHILIBERT)

Né à Laon, le 8 septembre 1742.

La famille de Serrurier était de bonne bourgeoisie. En 1755, étant entré au service comme lieutenant de milice de Laon, il passa en 1759 comme enseigne dans le régiment de Beauce, et partit pour la guerre de Hanovre, où il fit ses premières campagnes. A l'affaire de Warbourg en 1760, il reçut une blessure peu grave qui ne l'empêcha pas de faire la campagne de Portugal de 1762 et celle de Corse de 1771. Ayant successivement passé par les grades de lieutenant, capitaine, la Révolution de 1789 le trouva major dans le même régiment de Beauce, qui devint le 68^e.

Patriote ardent, républicain exalté, il adopta avec enthousiasme les principes de la Révolution, s'en fit le chaleureux apôtre, et cette circonstance jointe à sa bravoure et à son mérite personnel lui fit rapidement franchir tous les grades. Après avoir été nommé colonel en 1792, général de brigade en 1793, général de division en 1795, il passa en cette dernière qualité à l'armée des Alpes, servit sous Kellermann et Schœrer, et se fit remarquer par quelques brillants exploits.

En 1796 et 1797, commandant une division sous le général Bonaparte, il eut sa part de gloire dans cette immortelle campagne d'Italie. A Saint-Michel il met en déroute une division autrichienne. A Vico il fait prisonnier un corps de quinze cents Piémontais. Au passage du Mincio sa division fut, sur le bulletin, l'objet d'une mention spéciale. Au blocus de Mantoue il détendit avec un opiniâtre courage le poste de la Favorite contre Wurmser.

En août 1797, lorsque l'armée d'Italie envoya au Directoire ces formidables adresses qui amenèrent le 18 fructidor, Serrurier envoya la sienne dont l'énergie toute républicaine ne dépara pas celle des autres.

La campagne finie, il fut nommé commandant de Venise, puis de Lucques. Le Directoire l'ayant chargé d'établir sur ce dernier point un gouvernement provi-

soire, il en institua un qui, par sa propagande active, démocratisa sans peine tout le pays.

Dans les campagnes qui suivirent, lorsque Bonaparte, laissant l'Italie conquise partit pour la conquête de l'Egypte, Serrurier ne fut pas plus heureux que les autres généraux de l'armée d'Italie. A Vérone, sa division, chargée de faire une fausse attaque, se laisse emporter. Un corps nombreux d'Autrichiens l'assailit ; forcée de se retirer en désordre, elle perd quatre mille hommes dans sa défaite. A Verderin, le 28 avril 1799, lorsque Schœrer eut perdu la bataille de Cassano, se trouvant isolé, sans appui, sans espoir d'être secouru, il se vit forcé de capituler.

Rentré en France sur sa parole, il se trouvait à Paris lorsque Bonaparte revint d'Egypte : il s'attacha à sa fortune. La journée du 18 brumaire eut lieu : il le seconda efficacement et fut successivement nommé sénateur, vice-président du sénat, préteur et enfin gouverneur des Invalides.

Lors de l'érection du trône impérial, Napoléon le nomma maréchal, comte de l'Empire et grand-officier de la Légion d'Honneur.

Il ne prit aucune part aux campagnes de l'Empire. En 1814, lors de la première Restauration, Louis XVIII l'ayant nommé commandeur de Saint-Louis et pair de France, Napoléon, à son retour en 1815, confirma cette dernière dignité. Cette faveur de son ancien souverain lui valut la disgrâce du nouveau roi ; et, lors de la seconde Restauration, les Bourbons revenant, pleins de fiel et de rancune, frappèrent sans merci sur tout ce qui leur parut suspect, et Serrurier fut non-seulement éliminé de la Chambre des pairs, mais aussi remplacé dans son gouvernement des Invalides. Une de ces nullités de race dont le nouveau roi entoura son trône, le duc de Coigny, fut mis à sa place.

Dès ce moment Serrurier vécut à Paris dans la retraite, jusqu'à sa mort. Le 21 décembre 1819, âgé de soixante-dix-sept ans, il expira.

SOULT

(JEAN-DE-DIEU)

Duc de Dalmatie, Maréchal d'Empire,

Né à Saint-Amand (Tarn), le 29 mars 1769.



En 1785, Soult s'engagea comme volontaire dans le régiment du roi (infanterie, 23^e de ligne), et cinq ans après passa en qualité d'officier instructeur dans le premier bataillon du Haut-Rhin.

Doué d'une valeur réfléchie, d'un courage mâle et de talents militaires que la fortune allait l'aider à développer d'une manière brillante, dès les premières campagnes de la Révolution il passa rapidement par tous les grades, et fut nommé général de brigade le 10 octobre 1794.

Employé en cette qualité dans l'armée de Sambre-et-Meuse, ayant contribué au succès du passage de la Lann, d'Altenkirken, le 4 juin 1796, de Friedberg, de Steinberg, le 21 avril 1797, de Leiptingen, le 21 mai 1799, il commanda le 25 du même mois l'avant-garde à la bataille de Stockach, et au combat terrible qui eut lieu dans la forêt, où moins de quarante mille Français disputèrent longtemps la victoire à plus de soixante-dix mille hommes commandés par le prince Charles.

Un mois après, il fut nommé général de division.

Envoyé à l'armée d'Helvétie sous Masséna, chargé du commandement de la droite au camp de Zurich, il soutint avec un grand courage et un incroyable sang-froid tous les efforts de l'ennemi dirigés sur ce point, les fit échouer après une terrible lutte de dix heures, et son nom fut cité à l'ordre du jour de l'armée.

Il déploya la même valeur pendant le reste de la campagne, passa en 1800 à l'armée d'Italie sous Masséna, qui lui confia le commandement de l'aile droite.

Dans cette campagne, on cite plusieurs traits qui l'honorent. En voici deux :

Un jour, enveloppé dans un défilé par des forces supérieures, et sommé de capituler : « Les Français « ne capitulent jamais tant qu'ils ont des baïonnettes, » dit-il, et il se fit jour.

Une autre fois, à l'attaque de Monte-Cretto, une division engagée dans une action des plus meurtrières commençait à hésiter; Masséna parcourt les rangs. « Soldats! dit-il, songez que je suis ici et que le général Soult est aux Deux-Frères! »

Ce fut là pour Soult le dernier champ de gloire de cette campagne. Blessé trois fois, deux fois à la montagne de l'Hermette, une fois à Monte-Cretto (10 mai 1800), fut fait prisonnier aux Deux-Frères, sur le champ de bataille.

Il ne reentra en France qu'après la bataille de Marengo.

Nommé à cette époque commandant supérieur en Piémont, il se montra à la fois prudent et ferme, comprima les insurrections, fit échouer divers complots, et rétablit le calme dans ces contrées que bouleversaient les émigrés par leurs incessantes machinations.

En 1801 le premier consul Bonaparte lui confia le

commandement d'un corps de douze mille hommes chargé d'occuper Tarente, Otrante, Gallipoli, Brindes, en vertu d'un traité conclu avec Naples. Il fut même désigné pour aller prendre le commandement de l'armée d'Egypte, lorsque la capitulation de Menou rendit l'expédition sans objet.

Il resta dans le royaume de Naples, s'y conduisit comme en Piémont, s'attacha spécialement, par la sévère discipline de ses troupes, à entretenir la bonne harmonie entre elles et les habitants, et ne quitta ce pays qu'en emportant les éclatants témoignages de satisfaction de ces derniers.

Rentré en France à la paix d'Amiens, il fut nommé colonel-général de la garde des consuls. Il se rendit à Paris pour occuper ce nouvel emploi. Masséna le présenta au Premier Consul qui ne le connaissait que de réputation, et dit de lui : « Citoyen premier consul, « je vous donne le général Soult pour un homme de « tête et de cœur au-dessus des forces duquel je ne « connais rien. »

Sur ce témoignage, Bonaparte l'appela au commandement des chasseurs à pied de la garde consulaire.

A la rupture du traité d'Amiens, en 1804, il fut nommé au commandement en chef du camp de Boulogne, où se rassemblait une nombreuse armée pour tenter une descente en Angleterre. Il fut le huitième maréchal d'Empire de la première promotion.

A la fin de cette même année (1804), la guerre contre l'Autriche ayant été résolue, Soult fut chargé du commandement d'un des corps de la grande armée d'Allemagne, contribua en cette qualité à tous les beaux faits de cette campagne. Commandant l'aile droite à la bataille d'Austerlitz, par une série d'habiles manœuvres et une grande vigueur d'action, il s'empara des hauteurs de Pratzen, contribua puissamment par ce beau fait d'armes au succès de la journée, et mérita cet éloge de Napoléon : « Maré- « chal, vous êtes un des premiers manœuvriers de « l'Europe. »

Rentré en France après le traité de Presbourg, il reprit le commandement du camp de Boulogne, et fut nommé grand-cordon de la Légion-d'Honneur et chef de la 4^e cohorte de cette légion.

En 1806, pendant la campagne de Prusse, il commanda l'aile droite à Iéna, et le 4^e corps en Pologne. Il eut sa part de gloire dans tous les beaux faits de cette campagne, et ne reentra en France qu'après la paix de Tilsitt, avec le titre de duc de Dalmatie.

Passé en Espagne en 1808, il y débuta par des succès assez suivis. Ayant reçu l'ordre d'envahir le nord du Portugal, il traversa le Minho le 4 mars, culbutant tout ce qui s'opposait à sa marche. Mais n'ayant pu opérer sa jonction avec le maréchal Victor, obligé de battre en retraite devant un pays insurgé, il repnta sur le territoire espagnol, et vengea en partie

la défaite de Talavera en mettant en pleine déroute, à Arzobispo, une armée espagnole.

L'Empereur le nomma major-général des armées françaises en Espagne. Le hasard parut un moment vouloir faire pour lui plus encore, et l'appeler à une de ces hautes fortunes auxquelles arrivaient parfois les lieutenants de Napoléon.

Voici ce que rapporte à ce sujet l'Anglais Southey dans son *Histoire de la guerre de la Péninsule* : « Il se trouva, dit-il, parmi les Portugais qui avaient trahi la cause de leur pays, quelques individus qui prêtèrent les mains au projet formé par Soult de devenir roi de la Lusitanie septentrionale. Une députation de douze habitants de Braga se rendit chez le maréchal, et fit publier avec la relation de ce qui s'était passé à l'entrevue, une proclamation aux Portugais... *L'ancien gouvernement, disait cette pièce, a été indifférent à tout, si ce n'est à l'augmentation de ses propres revenus. La maison de Bragance a cessé d'exister, et la Providence qui veille à nos destinées envoie parmi nous un homme qui n'a d'autre but que la gloire; qu'un désir, employer le pouvoir que lui a confié Napoléon à nous affranchir de l'anarchie qui nous menace. Qu'attendons-nous pour nous réunir autour de lui, pour le proclamer le libérateur de la patrie? L'Empereur des Français nous prêtera son appui et s'applaudira de voir un de ses lieutenants devenir notre souverain.* — On sent qu'une adresse semblable ne peut être publiée dans un journal soumis à l'administration française, sans l'autorisation du maréchal. Dans une autre circonstance, donnant audience à une seconde députation, il s'étendit fort au long sur les bienfaits qu'un prince français aurait la faculté de répandre sur le Portugal. Quant à moi, ajouta-t-il, j'éprouve la reconnaissance que je dois pour vos dispositions à mon égard, mais il ne dépend pas de moi d'y répondre. Il avait cependant tellement compté sur ce projet que déjà des proclamations annonçant son avènement avaient été répandues. Mais ce fut fort heurieux pour les Français, qui avaient figuré dans cette affaire, de ne l'avoir pas poussée plus loin. Un des aides-de-camp du maréchal fut appelé à Paris. Napoléon lui témoigna, dans les termes les plus durs, son mécontentement, et finit par ces mots : *Si vous aviez fait un pas de plus, je vous faisais fusiller.* »

Lorsque les revers commencèrent à se mêler en Espagne aux succès, Soult eut sa part des uns et des autres. A Orcana, entre autres, avec trente mille hommes il anéantit une armée de soixante mille. En 1810 il força les défilés de la Sierra-Morena, s'empara de Séville et obligea Wellington à lever le siège de Badajos. Mais ces succès partiels ne purent réparer les désastres des autres ou les siens, et, après la perte de la bataille des Arapiles par l'armée de Portugal, et l'évacuation de Madrid par Joseph Bonaparte, il se vit forcé de lever le siège de Cadix (25 août 1812) et d'évacuer l'Andalousie pour se concentrer dans les royaumes de Grenade et de Valence.

A ce même temps, Napoléon ayant enlevé l'Élide de l'armée d'Espagne pour la campagne de Russie, il restait à Soult peu de chances de réparer ces revers, lorsqu'en 1813 Napoléon le rappela pour commander le 4^e corps de la grande armée en remplacement du duc d'Istrie.

Arrivé sur ce nouveau théâtre, Soult commanda le centre aux batailles de Lutzen et de Bautzen; mais, assailli alors de toutes parts, le grand empire com-

mençait à se lézarder au Nord et au Midi. La funeste journée de Vittoria avait eu lieu en Espagne, et, pour parer aux conséquences de ce désastre, Napoléon y envoya Soult en qualité de lieutenant-général du royaume et avec des pouvoirs illimités.

Napoléon avait de lui une haute opinion, comme ordonnateur : « Mais ce qu'on aura de la peine à croire, ajoute-t-il dans ses *Mémoires*, c'est que cet homme, dont l'attitude et la tenue indiquent un grand caractère, était esclave dans son ménage. Quand j'appris à Dresde la défaite de Vittoria et la perte de l'Espagne due à ce pauvre Joseph dont les plans, les mesures, les combinaisons n'étaient pas de notre temps, mais semblaient tenir plutôt d'un Soubise que de moi, je cherchais quelqu'un propre à réparer tant de désastres; je jetai les yeux sur Soult qui était auprès de moi : il était tout prêt, me disait-il, mais il me suppliait de parler à sa femme, dont il allait avoir beaucoup à souffrir; je lui dis de me l'envoyer : elle parut avec l'attitude hostile, le verbe haut, me disant que son mari ne retournerait certainement pas en Espagne; qu'il avait déjà beaucoup fait, et méritait, après tout, du repos : — « Madame, lui dis-je, je ne vous ai point mandée pour subir vos algarades; je ne suis point votre mari, moi, et si je l'étais, ce serait encore tout de même. » Ce peu de paroles la confondit; elle devint souple comme un gant, obséquieuse, et ne s'occupa plus que de gagner quelques conditions : je n'y pris seulement pas garde et me contentai de la féliciter de ce qu'elle savait entendre à raison. — Dans les grandes crises, lui dis-je, Madame, le lot des femmes est d'adoucir nos traverses : retournez à votre mari, et ne le tourmentez pas. »

Arrivé en Espagne, Soult s'occupa de réorganiser l'armée; il en rassembla les débris devant Bayonne, s'y fortifia, et put pendant quelque temps s'y maintenir avec des chances diverses. Mais, bientôt attaqué dans ses lignes, les 9, 10, 11, 13 décembre, il livra quatre combats successifs sur la Nive et l'Adour : l'ennemi perd seize mille hommes; lui, en perd dix mille. Mais à ce même temps, le désastre de Leipsick avait terminé la guerre d'Allemagne; Napoléon, menacé d'être assailli à l'intérieur, retira de nouvelles troupes d'Espagne, et Soult, resté avec quarante mille hommes composés en partie de nouvelles levées, ayant en tête plus quatre-vingt mille combattants dont le nombre allait toujours croissant, fit cette belle campagne du Midi, un des plus beaux fleurons de sa couronne militaire, se battit contre des forces infiniment supérieures à Orthez, à Aire, à Vic-de-Bigorre, à Tarbes, enfin à la fameuse bataille de Toulouse, où avec vingt mille Français il battit cent mille Anglo-Espagnols.

Cette victoire, arrivée trop tard, n'eut malheureusement pas de résultat. Quelques jours plus tôt, elle eût pu puissamment influer sur les événements et sauver la France de la honte d'une restauration, ce qui, du reste, n'ôte rien en cette circonstance à la gloire du maréchal Soult.

Cette gloire, jusqu'alors pure sur les champs de bataille, se ternit au contact des cours. Dès le 19 avril, Soult fit sa soumission à Louis XVIII, fut nommé gouverneur de la 13^e division militaire et commandeur de l'ordre de Saint-Louis.

Ayant ainsi bu à la coupe des honneurs royaux, il voulut y boire encore. Plus tourmenté par son ambition que satisfait de sa gloire, il afficha le royalisme le



Sangfroid de Pérignon au siège de Roses.

plus pur et confessa à qui voulut l'entendre qu'il avait pris un penchant réel pour Louis XVIII.

« L'autorité dont on jouissait sous celui-ci, disait-il, était si différente de celle des ministres de Napoléon, était quelque chose de si doux, qu'elle m'avait tout-à-fait subjugué. »

Dans cette disposition d'esprit, il provoqua l'éclosion d'un monument aux mânes des victimes de Quiberon. Renier avec tant d'éclat ses principes, c'était se jeter corps et âme dans la Restauration. Un portefeuille fut le prix de cette sorte d'abjuration, et, en décembre 1814, il fut nommé ministre de la guerre.

Quoiqu'il se montrât dans cet emploi un des néophytes les plus zélés du parti royaliste, il n'allait pas assez bien au gré de ce parti. A ceux à qui il voulait plaire, il fallait du sang et des têtes, les têtes et le sang des anciens glorieux débris des guerres impériales, et Soult, ne voulant pas leur donner ce gage sanglant de sa foi, leur devint suspect. Ce fut dans un de ces moments, le 8 mars 1815, que pour regagner leur confiance, lors du débarquement de Bonaparte de l'île d'Elbe, il publia l'ordre du jour suivant, que relate le *Journal de Gand* du 21 juin 1815 :

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — ORDRE DU JOUR A L'ARMÉE.

« Soldats, cet homme qui naguère abdiqua aux yeux de toute l'Europe un pouvoir usurpé dont il avait fait un si fatal usage, Buonaparte est descendu sur le sol français qu'il ne devait plus revoir.

« Que veut-il ? la guerre civile. Que cherche-t-il ? des traîtres Où les trouvera-t-il ? serait-ce parmi

« ces soldats qu'il a trompés et sacrifiés tant de fois « en égarant leur bravoure ? serait-ce au sein de ces « familles que son nom seul remplit d'effroi ?

« Buonaparte nous méprise assez pour croire que « nous pouvons abandonner un souverain légitime et « bien-aimé pour partager le sort d'un homme qui « n'est plus qu'un aventurier. Il le croit, l'insensé ! « et son dernier acte de démence achève de le faire connaître.

« Soldats, l'armée française est la plus brave armée « de l'Europe ; elle sera aussi la plus fidèle.

« Rallions-nous autour de la bannière des lis, à « la voix du père du peuple, de ce digne héritier des « vertus du grand Henri. Il vous a tracé lui-même « les devoirs que vous avez à remplir. Il met à votre « tête ce prince modèle des chevaliers français, dont « l'heureux retour dans notre patrie a déjà chassé « l'usurpateur, et qui, par sa présence, va détruire « son seul et dernier espoir.

« Paris, ce 8 mars 1815.

« Le ministre secrétaire d'État de la guerre.

« Signé : le maréchal duc DE DALMATIE. »

Les choses ne se passèrent pas précisément comme l'avait prévu le duc de Dalmatie. Napoléon entra aux Tuileries, les Bourbons en sortirent. Napoléon se vengea noblement ; il nomma Soult pair de France, major de l'armée, et la veille de l'ouverture de la campagne, il signa son dévouement au nouvel ordre de choses par un ordre du jour, vraie contre-partie de celui du 8 mars, où, à travers quelques invectives aux



Poniatowski.

Bourbons, il exhortait l'armée à la fidélité à l'Empereur : triste palinodie qui n'était que trop commune à ces tristes temps.

Pour son nouveau maître, Soult se battit à Fleurus et à Waterloo avec son courage ordinaire, et lorsque la fortune eut trahi la cause de l'Empereur, il suivit après la capitulation de Paris l'armée au delà de la Loire.

Les Bourbons arrivaient de nouveau tout rancune et tout haine. Soult n'en attendit pas les effets ; il se retira dans le département de la Lozère, au château d'un de ses aides de camp ; mais la réaction royaliste l'arracha de cet asile. Arrêté par une de ces bandes pillardes et sanguinaires qu'on appelait *volontaires royaux*, il fut conduit à Mende et détenu prisonnier jusqu'à l'arrivée d'un ordre du roi.

Compris dans l'ordonnance de proscription du 24 juillet 1815, il resta dans ses terres sous la surveillance de la police, comme les autres victimes de la réaction royaliste jusqu'en février 1816. A cette époque, il passa à Dusseldorf et se tint à l'abri des haches royales jusqu'en 1819, où, par ordonnance du 24 mai, il put rentrer en France. Le roi lui remit son bâton de maréchal.

Soult avait été complètement innocent du crime de trahison qui avait plané sur lui pendant les Cent-Jours ; c'est Napoléon qui l'a dit : on doit l'en croire. Aussi, pour en expier jusqu'aux apparences qui avaient pu être contre lui, se montra-t-il, une fois grâcié, un des chauds partisans des ennemis des

libertés publiques, montrant ainsi que sa foi était au niveau de son courage, guerrier avec Napoléon, chrétien avec Louis XVIII.

Cette édifiante abnégation lui valut le titre de pair le 5 novembre 1827.

A la révolution de Juillet, il s'attacha à la nouvelle cour, fut à diverses reprises chargé du portefeuille de la guerre, et, le 26 septembre 1847, promu par le roi Louis-Philippe à la dignité de maréchal-général de France, titre honorifique dont n'avaient été honorés en France que deux hommes avant lui : Turenne en 1680 et Villars en 1672. L'ordonnance était motivée sur « les services rendus et l'éclat de la glorieuse carrière » du duc de Dalmatie.

A la révolution de Février 1848, il disparut de la scène politique et vécut retiré dans ses terres.

Voici le portrait que les tergiversations de la vie politique du duc de Dalmatie avaient inspiré à l'abbé de Montgaillard :

« Le maréchal Soult n'eut jamais de caractère politique : il fut un habile exécuteur de manœuvres militaires, un intrépide athlète de bataille. Le goût des renommées du jour, le désir d'avantages utiles, de faveurs, d'argent, les flatteries des contemporains, l'amour des dépouilles des vaincus, tels sont les sentiments qui paraissent dominer dans l'âme de ce conducteur d'armée. »

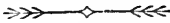
Il aurait pu ajouter que, en toute occasion, Soult préféra la gloire à tout et l'argent à la gloire.

SUCHET

(LOUIS-GABRIEL)

Duc d'Albuféra, maréchal d'Empire,

Né à Lyon, le 20 mars 1772.



Le père de Suchet, manufacturier en soie, jouissait d'une double considération, basée sur de grands services administratifs dans les charges municipales et sur d'utiles découvertes dans l'industrie séricicole.

Le jeune Suchet fit d'assez bonnes études au collège Sainte-Barbe, à Lyon. Ses parents le destinaient au commerce. La carrière militaire fut plus de son goût, et dès l'âge de vingt ans, en 1792, il s'engagea comme volontaire dans la cavalerie nationale lyonnaise. Il parcourut rapidement les premiers grades. Au 12 mai 1793, il était commandant d'une compagnie franche de l'Ardeche, dont sa famille tirait son origine, et au 20 septembre de la même année il était chef du 4^e bataillon de l'Ardeche, célèbre dans les annales du temps pour avoir fait prisonnier, au siège de Toulon, le général en chef anglais O'Hara.

En 1794, employé à l'armée des Alpes dans la brigade Laharpe, Suchet prit part à tous les combats que livra cette brigade, fit la campagne de Piémont en 1795 et se fit distinguer à Loano, où, à la tête d'un bataillon du 18^e de ligne, il s'empara des hauteurs presque inaccessibles du mont Calvo et en chassa les Autrichiens après leur avoir pris trois drapeaux.

En 1796 et 1797, à l'armée d'Italie, Dogo, Lodi, Borghetto, Peschiera et Castiglione, Trente et Bassano, furent témoins de sa valeur. Grièvement blessé à Cerca et à Saint-Georges, il se distingua à Arcole, à Rivoli et au col de Tarvis où, par l'impétueux élan qu'il sut communiquer aux troupes, il mit en pleine déroute le corps principal des Impériaux. Masséna, qui commandait le corps auquel appartenait Suchet, le chargea, pour témoignage de sa valeur, d'aller présenter au général en chef les drapeaux pris à cette occasion à l'ennemi. A son retour, en avril 1797, blessé de nouveau à Neumark, il fut nommé chef de brigade sur le champ de bataille.

En cette qualité, il fit la campagne d'Helvétie sous Brune. Il s'y conduisit avec la même valeur qu'en Italie, et le général en chef le chargea, une fois encore, d'aller présenter les drapeaux conquis au Directoire, qui le nomma général de brigade et chef d'état-major de l'armée d'Italie.

Suchet remplit successivement ces mêmes fonctions sous le général Schœrer, qui remplaça Brune en Italie, et sous le remplaçant de Schœrer, le général Joubert, dont il fut l'ami et le compagnon de gloire.

Les qualités saillantes de Suchet étaient une activité constante, une prodigieuse aptitude d'organisation et d'administration, un talent rare d'entraîner les troupes par son exemple, de se les attacher, d'exalter leur ardeur pour la gloire. En 1799, lors des désastres de l'armée française en Italie, chargé d'occuper le Piémont pour couvrir la retraite, il eut tant de fois l'occasion de déployer ses qualités diverses, qu'elles mirent en relief ses autres talents militaires.

Ayant passé à l'armée du Danube, il fut détaché

dans le pays des Grisons, s'y montra si savant manœuvrier, soit dans ses opérations, soit dans ses marches, que cette campagne, presque toute de stratégie, et où il fut blessé plusieurs fois, lui fit le plus grand honneur et lui valut le grade de général de division.

Après la perte de la bataille de Novi et l'évacuation complète de l'Italie supérieure par les armées françaises, Suchet resta sur la rivière de Gênes jusqu'après le 18 brumaire. A cette époque il fut nommé un des lieutenants-généraux de Masséna qui, enfermé dans Gênes avec une armée délabrée et sans vivres, se battait en désespéré et tenait tête à deux armées.

Cette partie de la vie militaire de Suchet est incontestablement la plus brillante. Après avoir pris part, en 1800, à la défense de la rivière de Gênes, à la suite du combat de Saint-Jacques son corps se trouva séparé de la droite de l'armée. Il eut alors à soutenir, pendant près d'un mois et demi, tous les efforts de deux armées quatre fois supérieures en nombre à celle qu'il commandait. Menacé d'être enveloppé, il commença sa retraite sur le Var, défend pied à pied toutes les positions, fait payer cher à l'ennemi tous les avantages partiels que la supériorité du nombre lui assurait presque en toute rencontre, et après d'incroyables efforts d'activité, de persévérance, de valeur, parvient à assurer sa ligne sur le Var de manière à couvrir la frontière et à garantir de ce côté la France d'une invasion.

A ce même temps, le premier consul Bonaparte lançait à travers les glaces des Alpes cette fabuleuse armée de réserve qui devait, comme un torrent, déborder en Italie et écraser l'Autriche à Marengo. Ignorant cette savante marche d'une armée dont le Premier Consul était parvenu à dérober l'existence, les généraux Mélas et Elnitz s'acharnaient sur le Var contre Suchet pour forcer de ce côté la frontière. Lorsqu'il apprit que Bonaparte avait débouché en Italie par toutes les ouvertures des Alpes, le général autrichien Mélas se détacha pour aller le combattre et laissa Elnitz pour contenir Suchet. Le général français prend immédiatement l'offensive, sort de ses lignes, pousse vigoureusement l'ennemi devant lui, prend des canons, des drapeaux, des prisonniers, et, sous les murs de Savone, qu'il bloque, opère sa jonction avec la garnison de Gênes.

Ce grand et beau résultat accrût singulièrement la réputation de Suchet, et le ministre de la guerre d'alors lui écrivait : « La défense du pont du Var, dans les circonstances difficiles où vous vous êtes trouvé, avec la poignée de braves que vous commandiez, sera mise au nombre des actions qui honorent le courage et la constance des armées françaises. La République entière avait les yeux fixés sur ce nouveau passage des Thermopyles. Vous avez été non moins braves, mais plus heureux que les Spartiates. »

Cette lettre honorable et flatteuse fut un puissant encouragement pour Suchet qui, pendant tout le reste de la campagne, prit part aux actions diverses qui la signalèrent jusqu'à l'armistice signé à Trévise.

La paix de Lunéville eut lieu. Suchet fut nommé inspecteur général d'infanterie. Il remplit cet emploi pendant les années 1802 et 1803. En 1804, lors du projet de descente en Angleterre, il fut nommé au commandement d'une des divisions du camp de Boulogne, et, cette même année, lors de l'érection de l'empire, il fut nommé grand officier de la Légion d'Honneur et commandant du palais de Sacken, près Bruxelles.

Commandant une division de l'armée d'Allemagne, en 1805, il se fit remarquer à Ulm, à Hollabrunn, à Austerlitz, et fut nommé grand-cordon de la Légion d'Honneur en 1806.

Cette même année, dans la campagne de Prusse, à la tête de sa division, il attaqua et battit, près de Saarfeld, l'avant-garde de l'armée ennemie commandée par le prince Frédéric de Prusse, qui périt dans l'action. Cinq jours après, le 14 octobre 1806, il commença l'attaque à Iéna, prit une part active à la campagne de Pologne, combattit avec sa division en première ligne à Pulstach, fut blessé à Eylau, et contribua puissamment à la défaite des Russes à Ostrolenska.

A la paix de Tilsitt il prit son canonicement en Silésie.

Il y resta jusqu'en 1808, où Napoléon le nomma au commandement du 5^e corps de l'armée d'Espagne destiné à soumettre l'Aragon. Suchet justifia ce choix par deux grandes victoires, à Maria le 14 juin, à Belchitte le 18.

Ces deux grands succès modifièrent singulièrement la position des deux armées espagnole et française. Les Espagnols avaient formé le plan de se porter sur les Pyrénées et d'enfermer les Français en coupant leur ligne d'approvisionnement et de retraite. Ils y étaient déjà parvenus en partie, et les Français commençaient à se trouver dans une position de dénûment assez critique lorsque les succès de Maria et de Belchitte changèrent la face des choses, amenèrent l'abondance, et avec elle la confiance. La victoire vint à la suite. Suchet se remit en campagne, prit Lérida, Tortose, Mequinenza, Tarragone et Monferrat, malgré sa redoutable position et le feu d'une escadre anglaise. Ces beaux résultats lui valurent le brevet de maréchal d'Empire le 8 juillet 1811.

Continuant ses succès, il soumit le royaume de Valence comme il avait soumis l'Aragon, et le domaine d'Albúfera, un des terrains sur lesquels il avait vail-

lamment combattu, érigé en duché, fut sa récompense. Il en prit le nom et le titre.

Sur ces entrefaites arriva en Espagne Wellington, avec une armée anglaise destinée à renforcer l'armée espagnole. Quelques hasards heureux, dus moins au mérite du général anglais qu'à la force des choses, lui valurent quelques succès qui ne devaient en quelque sorte plus s'arrêter. La fortune changea de drapeau, et après une interminable série de luttes qui finissaient toutes par se résumer en revers, Suchet dut renoncer à ses conquêtes et rentra en France. Napoléon le nomma colonel-général de la garde impériale.

On était alors en 1813. La France commençait à plier sous les revers : la guerre qu'elle avait portée aux extrémités de l'Europe avait été ramenée aux frontières, à la suite des grands désastres de Moscou et de Leipsick. Suchet était resté sur la frontière d'Espagne pour s'opposer aux Anglais qui envahissaient le Midi. Il n'eut que des engagements sans importance, et, après la déchéance de l'Empereur, le 14 avril 1814, il conclut un armistice avec Wellington et envoya son adhésion au gouvernement provisoire.

Louis XVIII lui conserva son commandement de l'armée du Midi, le nomma pair de France, commandeur de l'ordre de Saint-Louis, gouverneur de la 10^e et puis de la 5^e division.

Après le débarquement de Napoléon à Cannes, en 1815, Suchet, malgré l'exaltation produite dans les troupes par cet événement, les maintint dans leur fidélité jusqu'au départ des Bourbons. Le 30 mars il se rendit à Paris, se présenta aux Tuileries, et fut reçu avec distinction par Napoléon, qui lui confia le commandement de l'armée des Alpes. Avec dix mille hommes en assez mauvais état, il battit les Piémontais à Montbélian, les Autrichiens à Conflans, fut forcé de se replier sur Lyon à l'approche de la grande armée autrichienne, et obtint pour cette ville une honorable capitulation, lorsque Augereau, qui était chargé de la défendre, eut si gravement manqué à son devoir.

Après le désastre de Waterloo, Suchet envoya trois généraux porter au roi la soumission de l'armée qu'il commandait. Il fut cependant compris dans l'ordonnance de proscription du 24 juillet 1815, et ne rentra en grâce que quelques années après. Rétabli dans son titre de pair le 5 mars 1819, il fut nommé commandant des ordres du roi le 30 septembre 1820, et resta, dès ce moment, courtisan assidu du nouveau pouvoir.

Il mourut le 3 janvier 1826, à Saint-Joseph, près Marseille, à l'âge de 54 ans.

VICTOR PERRIN

(CLAUDE)

Duc de Bellune, maréchal d'Empire, pair de France,

Né à La Marche (Vosges), en 1766.



Ayant un goût décidé pour les armes, à quinze ans Victor Perrin entra comme volontaire dans l'artillerie, dans ce même 4^e régiment où, quatre ans après, Bonaparte devait débiter comme lieutenant en second dans la carrière militaire.

En 1789, lorsque éclata la révolution, Victor était officier ; il passa rapidement par les autres grades, et en 1793, au siège de Toulon, chargé du commandement d'une des deux colonnes d'attaque qui devaient enlever d'assaut la redoute de l'Éguillette, dit le *Petit-Gibraltar*, il s'en acquitta si valeureusement que le grade de général de brigade fut le prix de sa vaillance et de deux coups de feu dont il avait été atteint pendant l'attaque.

Il passa de là successivement de l'armée des Pyrénées-Orientales à l'armée des Alpes. A cette dernière, vigoureusement attaqué à Coarara par trois mille Piémontais et un régiment d'émigrés, n'ayant à opposer à ces forces qu'un seul bataillon, il se défendit avec résolution et parvint à rendre nuls les efforts de l'ennemi. Cette action, portée à l'ordre du jour de l'armée, acheva de le mettre en relief.

Dans les premiers mois de 1796, le général Schœrer, qui commandait l'armée d'Italie, lui confia le commandement de l'avant-garde. Dans ce poste de confiance, il exécuta avec autant d'intelligence que de bravoure les opérations les plus difficiles ; aussi lorsque Bonaparte eut remplacé Schœrer, Victor put continuer à se distinguer dans les postes les plus périlleux. A Borghetto, il enlève à la baïonnette une position presque inexpugnable. Il contribue successivement à la défaite des Sardes, à Loano, à la réduction du général piémontais Provera, enfermé dans le château de Cossaria, à la déroute du corps de Wukassowitz, à Dego, au camp retranché de Peschiera, il enlève les troupes des généraux Bayalitsch et Liptay ; il s'empare de Roveredo à la baïonnette ; il se distingue au combat de la Favorite ; enfin à l'attaque du bourg Saint-Georges, grièvement blessé, n'ayant qu'un seul bataillon de sa demi-brigade, chargé, investi par deux escadrons de cavalerie, il s'élance tête baissée au milieu des ennemis avec tant d'audace, que tout ce qui ne fut pas écharpé mit bas les armes. Cette action brillante lui valut le grade de général de division.

Envoyé en cette qualité dans la Romagne, il bat l'ennemi sur le Serrio, surprend la place d'Ancône en faisant prisonnier tout ce qui s'y trouve, et son succès détermine le pape à signer le traité de Tolentino.

A la paix de Campo-Formio, il fut chargé du commandement d'un département de la Vendée, où il séjourna jusqu'en 1799. Ce fut là qu'il reçut la lettre suivante, que lui écrivit le général Bonaparte lors de son départ pour l'Égypte, et qui prouve l'estime dont Victor jouissait déjà :

« Mon cher général, lorsque vous recevrez ma lettre, je serai à l'extrémité de la Méditerranée. Vous

« deviez venir avec nous, mais le gouvernement a cru « vos services utiles ailleurs. Quelque part que je « sois, comptez sur mon amitié. »

Lorsque aux succès de 1796 et 1797 succédèrent en Italie les revers de 1799, Victor y fut envoyé avec sa division, prit une part honorable aux combats de Sainte-Lucie, d'Alexandrie, de la Trébia, de Novi, de Montebello, dont il détermina le succès. Puis, lorsqu'après le retour d'Égypte de Bonaparte les succès eurent succédé aux revers, Victor à Marengo, commandant l'avant-garde, chargé de soutenir les efforts de toute l'armée ennemie, se maintint plusieurs heures durant sans perdre presque un pouce de terrain, et donna le temps à toute l'armée française d'entrer en ligne et de remporter la brillante victoire qui inaugura le consulat. Un sabre d'honneur fut sa récompense.

Peu après, nommé au commandement d'une armée gallo-batave destinée à une expédition pour la Louisiane, et ce projet ayant manqué dans son exécution, Victor resta cependant à La Haye, dont il conserva le commandement jusqu'au traité d'Amiens.

Il fut à cette époque nommé ambassadeur de la République à la cour de Danemark, et y resta jusqu'à la campagne de Prusse de 1807. Dans l'intervalle, il avait été nommé grand-officier de la Légion d'Honneur, le 14 juin 1804, et grand-cordon du même ordre le 6 mars 1805.

A l'ouverture de la guerre contre la Prusse, ayant rejoint la grande armée, il fut nommé chef d'état-major du général Lannes ; il disposa en cette qualité les divisions de ce corps sur le plateau d'Iéna, fut légèrement blessé à la terrible bataille de ce nom, et put cependant prendre une part active à tous les hauts faits qui signalèrent cette si courte et si brillante campagne.

Cette même année 1809, chargé du siège de Dantzick, et se rendant à Stettin, accompagné d'un seul aide-de-camp, il fut enlevé sur la route par un détachement de cavalerie ennemie ; mais presque aussitôt échangé, il put commander le premier corps de la grande armée à Friedland, et le succès de ses manœuvres lui valut, le 13 juillet, le bâton de maréchal d'Empire, sur le champ de bataille.

Gouverneur de Berlin après la paix de Tilsitt, il y sut mériter l'estime des habitants, et, en 1808, il fut chargé du commandement d'un corps d'armée en Espagne.

Au début, il obtint d'abord des succès dans cette malheureuse guerre, chancre vivace qui allait ronger le grand empire au cœur. Aux combats et batailles de Spinesa, de Sommo-Sierra, de Madrid, de Medellin, il remporta de brillants avantages ; mais moins heureux à la bataille de Talavera, après seize heures de combats et de prodiges de vaieur, il fut forcé de se replier, et la bataille fut perdue.

Peu après, chargé de l'investissement de Cadix, avec trop peu de forces pour s'en emparer, il s'y fortifia si bien dans ses lignes qu'il s'y rendit inexpugnable jusqu'au jour où, ayant gagné la bataille de Chiclana, il força l'armée anglo-espagnole à rentrer dans la place.

Appelé en 1812 à la campagne de Russie, il fit preuve pendant toute la campagne de valeur et de capacité. Puis, lorsqu'à la suite des désastres de la retraite les chefs eurent besoin d'un courage et d'un dévouement surhumains, à Lakom, à Molyani, à Rattuluzzi, à la Bérésina, des milliers d'infortunés durent leur salut à sa résistance héroïque.

En 1813, chargé d'abord de rassembler les débris de la grande armée, il commanda ensuite le deuxième corps à Lutzen, à Vachau, à Leipsick, rentra en France avec les restes de ces débris, et fit la belle campagne de 1814, à Brienne, à la Rothière, à Montmirail, à Valjours, à Montereau, où, entre lui et Napoléon, eut lieu une de ces grandes scènes de colère sur lesquelles les calomnieux à gages du grand homme ont dans le temps bâti tant de fables, et qui prouve l'estime que l'Empereur avait pour lui.

Dans les manœuvres qui avaient précédé la bataille, Napoléon avait eu à se plaindre de ses plus braves généraux. Chez eux la prudence semblait avoir grandi avec la fortune, et pendant que les soldats portaient le dévouement jusqu'à l'exaltation, l'espérance n'avait pu pénétrer encore dans le cœur de la plupart des chefs. Napoléon, à ce sujet, avait à reprocher au duc de Bellune, Victor, de n'avoir pas marché assez vite pour surprendre le pont de Montereau la veille de la bataille. Victor avait eu le malheur d'alléguer la fatigue pour excuse. Napoléon lui avait alors envoyé la permission de se retirer chez lui et avait donné son commandement au général Gérard. Le duc de Bellune voulut réclamer contre cette décision : Napoléon l'accabla de reproches. Le malheureux maréchal cependant parvint à élever la voix pour protester de sa fidélité, lui rappeler qu'il était un de ses plus anciens compagnons, qu'à ce titre il ne pouvait quitter l'armée sans deshonneur. Il insista pour rester, essaya même d'entamer sa justification sur les lenteurs de la veille et s'écria en versant des larmes : « Si j'ai fait « une faute militaire je la paie bien cher par le coup « qui a frappé mon malheureux gendre, le général « Chateau.... » Au nom du général Chateau blessé à mort à Montereau, Napoléon l'interrompit vivement ému ; il s'informa si l'on conservait quelque espoir de le sauver, et semblant ressentir tout entière la douleur du maréchal, il ne lui parla plus que du repos que nécessitaient ses nombreuses blessures. « Non, reprit avec feu le duc de Bellune, je ne quitterai pas l'armée ; je vais prendre un fusil. Je n'ai « pas oublié mon ancien métier : Victor se placera « dans les rangs de la garde. » Ces derniers mots achevèrent de vaincre Napoléon. « Restez, Victor, lui « dit-il en lui tendant la main ; je ne puis vous rendre votre corps d'armée, puisque je l'ai donné à « Gérard ; mais je vous donne deux divisions de la « garde. Allez en prendre le commandement, et « qu'il ne soit plus question de rien entre nous. »

Peu de jours après, frappé par une balle à Craonne et mis hors de combat, Victor fut emporté du champ de bataille à demi-mort, et la campagne se termina sans lui.

Après la première abdication de Napoléon, le duc

de Bellune, comme la plupart des autres maréchaux, n'eut rien de plus pressé que de faire sa soumission au nouveau roi, et comme eux il eut part à ses faveurs. Louis XVIII le nomma chevalier de Saint-Louis et gouverneur de la deuxième division militaire.

Reconnaissant envers ce nouveau maître, lors du retour de Napoléon de l'île d'Elbe, le 18 mars, le duc de Bellune publia à Sédan un ordre du jour aux soldats, pour leur rappeler leur serment de dévouement et de fidélité au trône légitime. En même temps, il adressa à tous les colonels attachés à sa division une circulaire, conçue dans le même esprit, sur leur conduite à tenir dans la lutte qui allait s'engager. Mais le bon sens de l'armée l'emporta sur cette lassitude des généraux blasés. Les soldats et les officiers subalternes se rappelèrent le serment que les chefs supérieurs avaient si vite oublié, et méconnurent la voix de leur chef pour rester fidèles à la gloire de l'Empereur. Aussi, lorsqu'ils apprirent la marche triomphale de Napoléon, ils arborèrent, sans Victor et malgré lui, cette cocarde tricolore à laquelle, comme lui, ils devaient leur gloire.

Abandonné de ses troupes, Victor se retira à Châlons, et il allait y être arrêté, lorsqu'il prit le parti de suivre le roi en Belgique. Il ne rentra en France qu'au mois de juillet, pêle-mêle avec les Bourbons, dans les bagages de ces mêmes Cosaques qu'il avait jadis vaincus au temps de sa gloire.

Ce dévouement eut sa récompense à la deuxième restauration : il fut nommé pair le 17 août, l'un des quatre majors-généraux de la garde ; le 6 septembre, président de la commission chargée d'examiner la conduite de ses anciens compagnons d'armes sous l'ère impériale, gouverneur de la 16^e division militaire, commandeur de Saint-Louis en 1816, grand cordon du même ordre en 1820, chevalier commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, le 30 septembre de la même année ; en mars 1821, commissaire extraordinaire des 6^e, 7^e et 19^e divisions militaires, ministre de la guerre le 14 décembre de la même année, et, enfin, membre du conseil privé et major général de l'armée d'Espagne en 1823, lors de la guerre des Bourbons contre la liberté de ce pays.

Dans son court passage au ministère de la guerre, ses talents administratifs furent loin de répondre à ses talents militaires. Aussi la Restauration ne chercha à utiliser que ces derniers. En 1825, Charles X lui donna le commandement du camp de Reims, établi à l'occasion du sacre.

En juillet 1830, il était encore major-général de la garde, et lors de cette révolution il vécut dans la retraite, sans paraître prendre aucune part ostensible aux affaires. Mais, en 1831, le parti de la branche aînée des Bourbons ayant machiné une de ces trames qui lui sont familières, pour remettre sur le trône la famille déchue, Victor avait donné tant de preuves de dévouement à cette famille, qu'il fut désigné comme membre d'un gouvernement provisoire légitimiste. Cette conspiration ayant échoué, il n'échappa que par la fuite au mandat d'arrêt et à l'emprisonnement qui le menaçaient.

Rentré peu après en France, il mourut à Paris, le 1^{er} mars 1841, plus estimé comme militaire que comme homme politique.

GROUCHY

(EMMANUEL, COMTE DE)

Colonel général des chasseurs, maréchal d'Empire.

Né à Paris, le 23 octobre, 1766.



Cadet de famille de *bonne noblesse*, comme on disait avant 1789, Grouchy à quatorze ans, entra dans la carrière des armes. Successivement admis dans l'artillerie, dans les troupes à cheval, à dix-huit ans, en 1784, il était capitaine et passa comme officier dans les gardes du corps.

En 1789, lorsque éclata la révolution, il se prononça pour les nouveaux principes, fut nommé commandant du 12^e régiment des chasseurs à cheval, puis du 2^e dragons avec lequel il fit la campagne de 1793.

Cette même année, il fut nommé général de brigade commandant la cavalerie de l'armée des Alpes qui fit la conquête de la Savoie.

La guerre de la Vendée ayant éclaté, Grouchy fut envoyé dans ce pays et battit les royalistes en toute rencontre. Au combat de la Sorinière, il se signala d'une manière toute particulière. L'armée des rebelles était engagée sur un terrain marécageux, retardant par une retraite opiniâtre une défaite qui paraissait imminente. Grouchy, blessé, voit la victoire lui échapper ; il saute à bas de son cheval, s'élance l'épée au point au milieu des ennemis, son exemple exalte ses troupes ; elles le suivent, et l'armée rebelle est vaincue.

Humain, juste et d'une incontestable bravoure, ses soldats l'avaient pris en grande estime. Aussi, à la fin de 1793, lorsqu'il reçut le décret de la Convention qui excluait les nobles de tout commandement militaire, il se disposait à s'éloigner, mais ses soldats voulurent le retenir ; ils s'offrirent à signer une pétition collective à la Convention, se portant garants de son patriotisme. Grouchy pensa que cet acte pourrait être d'un mauvais exemple, que le premier devoir d'un militaire était d'obéir aux lois de son pays ; au milieu de la nuit, il se déroba à la sollicitation de ses soldats et se retira dans son département, attendant l'occasion de rendre de nouveaux services.

Cette occasion ne tarda pas à s'offrir. L'armée vendéenne ayant passé la Loire et menaçant le canton où il résidait, Grouchy se mit dans les rangs de la garde nationale en qualité de simple soldat, disant : « S'il ne m'est plus permis de conduire les phalanges républicaines, il ne sauraient m'être défendu de verser mon sang pour mon pays. »

Le Comité de Salut Public lui tint compte de son abnégation comme général, de son dévouement comme volontaire, et, après huit mois de non-activité, confirmé dans son grade de général auquel l'avaient promues représentants du peuple en mission, Grouchy put reparaitre sur un des théâtres de sa gloire, en Vendée.

Chef d'état-major à Quiberon, il contribua à la déroute des mauvais Français qui s'étaient mis à la solde de l'Angleterre.

Peu après, l'insurrection vendéenne s'étant ranimée, Grouchy la combattit avec tant de vigueur, que le

gouvernement jeta les yeux sur lui pour le commandement d'une des trois armées levées contre les rebelles. On était alors sous le Directoire. Grouchy objecta que cette division de commandement ne pourrait qu'être fatale à l'expédition ; que dans une guerre comme celle de la Vendée, l'unité de vues était plus qu'en aucune autre indispensable ; qu'il était prêt à faire le sacrifice de son amour-propre en se mettant sous les ordres immédiats d'un général en chef, quel qu'il fût. Son avis fut goûté, son abnégation fut appréciée. Hoche fut nommé commandant en chef : Grouchy consentit à n'être que son lieutenant, et le succès justifia cette combinaison qu'il avait inspirée. Pour sa part, il battit les rebelles à Rosnay, A Champ-Saint-Père, à Saint-Vincent-de-Craon, à Moustiers. Il relança Charette jusque dans son quartier-général de Belleville et contribua puissamment à éteindre la guerre civile et la misère de ces contrées par la destruction des Charette, des Stofflet, des La Rochejaquelein, ces chefs de bandes que l'esprit de parti avait organisées pour le pillage, le massacre, le brigandage et l'incendie.

En 1796, il passa en qualité de chef d'état-major à l'armée du Nord. Puis nommé commandant en second de l'armée chargée de faire une descente en Irlande, il eut sa part des revers dont la tempête et l'amiral anglais Bouvet assaillirent cette expédition malheureuse. Promu ensuite au gouvernement des 11^e, 12^e, 13^e, 14^e et 22^e divisions militaires ; chargé de maintenir la tranquillité dans ces contrées de l'Ouest où l'insurrection remuait encore, il préféra une vie plus active à ce repos de caserne et demanda à faire partie de l'expédition d'Égypte. Desaix lui fut préféré. En 1798, cependant, il repartit sur les champs de bataille en Italie. Mais on était alors aux jours de grands revers, et il en eut sa part jusqu'au moment où bloqué dans le village de Pasturana, accablé par le nombre, atteint de quatorze blessures et se défendant encore, il tomba au pouvoir des Austro-Russes. Le grand duc Constantin le fit soigner, et il resta quatre mois entre la vie et la mort.

Echangé au bout d'un an contre le général anglais Don, il reentra en France, commanda, sous Bonaparte, une division de l'armée de réserve qui devait écraser l'Autriche à Marengo, s'illustra sous Moreau, à Hohenlinden, couronna le succès de ces campagnes par une série de belles actions d'éclat et fut nommé à la paix inspecteur général des troupes à cheval.

En 1807, commandant un des corps de la grande armée dans la campagne de Prusse, il se distingua à Eylau, à Friedland où il commandait toute la cavalerie et, à la paix de Tilsitt, Napoléon reconnut ses éclatants services en le nommant grand-cordon de la Légion-d'Honneur.

L'année 1808, il batailla en Espagne ; l'année 1809, à l'autre bout du continent européen, à Wagram, en Franconie, où, comme à Friedland, il commanda



Grouchy commandant l'escadron sacré.

toute la cavalerie de l'aile droite avec tant d'entente et de bonheur qu'à l'issue de cette belle campagne, Napoléon le nomma commandant de la couronne de fer, colonel général des chasseurs et grand-officier de l'Empire.

En 1812, dans la désastreuse campagne de Russie, chargé du commandement d'un des trois corps de cavalerie de la grande armée, au retour, lorsque le froid eut englouti par milliers fantassins et cavaliers, caissons et chevaux, Napoléon, avec quelques chevaux qui restaient, fit organiser une réserve extrême : c'était ce célèbre *escadron sacré* où des officiers supérieurs servaient comme simples soldats et avec lequel il se proposait, à la dernière extrémité, de faire une trouée au milieu de l'armée russe. Grouchy en eut le commandement, et cette confiance du grand Empereur n'est pas un de ses moindres titres de gloire.

En 1813, Napoléon lui ayant refusé le commandement d'un corps d'infanterie, il se retira dans ses terres.

En 1814, l'ennemi ayant envahi la France, il offrit ses services, rendit témoins de son intrépidité à Brienne et La Rothière, Troyes et Vauchamps, et sa conduite brillante lui valut le grade de maréchal d'Empire dont le brevet ne lui fut expédié qu'en 1815 pendant les Cent-Jours.

Blessé à Craonne, il quitta l'armée et resta étranger aux opérations de la fin de la campagne. Heureux pour la France s'il fût resté étranger à la campagne de 1815 ! Par malheur, Napoléon lui confia le comman-

dement d'un des corps destinés à opérer en Belgique. Le 16 juin, Grouchy se bat avec vigueur à Ligny et contribue à la déroute de Blücher. Le 18, à Waterloo, à quelques lieues du champ de bataille, quand la terre tremblait sous lui, disent les relations, sur la lettre d'un ordre mal interprété, il reste dans une inconcevable inaction et consomme la catastrophe qui devait une deuxième fois amener le reversement de la puissance impériale.

Il expia cruellement cette faute. Compris dans l'ordonnance du roi du 24 juillet parmi les officiers généraux qui devaient être traduits en jugement, il chercha dans la fuite un abri contre les vengeances royales et se retira à Philadelphie en Amérique. Là étaient d'autres généraux proscrits comme lui. Vandamme, Exelmans et d'autres qui lui reprochèrent d'être la cause de leurs malheurs avec un éclat qui retentit jusqu'en Europe.

Compris dans l'ordonnance d'amnistie du 24 novembre 1819, il rentra en France, fut réintégré dans les droits, titres et honneurs dont il était pourvu en 1815, mais sa dignité de maréchal ne fut pas confirmée.

Il resta classé parmi les généraux en disponibilité.

Après la révolution de 1830, Louis-Philippe étant monté sur le trône, confirma sa nomination de maréchal par une ordonnance du 19 novembre 1831.

Seize ans après, le 29 mai 1847, le maréchal Grouchy mourait à Saint-Etienne.

PARIS. — IMP. TÉQUI, 92, RUE DE VAUGIRARD.



